# ASSEMBLÉE ORDINAIRE

# DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

# VERSION 2

**Le mardi 19 mai 2026**

**à 16 h**

## AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 7 mai 2026

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le mardi 19 mai 2026, à 16 h**, **dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1er étage du 275, rue Notre-Dame Est**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

_____

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Montréal

# ASSEMBLÉE ORDINAIRE

# DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

# VERSION 2

**Le mardi 19 mai 2026**

**à 16 h**

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du mardi 19 mai 2026, à 16 h, ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 30 avril 2026.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des points 20.23 à 20.34, 30.06, 30.07, 41.01, 41.02, 51.01 et 51.02.

Aussi, prendre note que cette version de l'ordre du jour fait mention de l'inscription du dossier au point 20.06 qui avait été omise dans la version qui vous a été livrée le 30 avril 2026. De plus, le dossier inscrit au point 42.01 comporte une intervention financière addenda afin de corriger la source des revenus généraux.

Finalement, veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI et que les documents afférents aux points 3.02 et 4.03 sont maintenant accessibles via ladite base de données.

# Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du mardi 19 mai 2026

## ORDRE DU JOUR

## VERSION 2

**01 – Période de questions du public**

**01.01** *Service du greffe*

Période de questions du public

**02 – Période de questions des membres du conseil**

**02.01** *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

**03 – Ordre du jour et procès-verbal**

**03.01** *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

**03.02** *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 23 avril 2026, à 16 h

## 04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

**04.01** *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

**04.02** *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

**04.03** *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

## 05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

**05.01** *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

## 07 – Dépôt

**07.01** *Service de l'environnement et de la transition écologique* - 1264060001

Dépôt du bilan annuel 2025 du Réseau de suivi du milieu aquatique

*Compétence d'agglomération :* Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

## 11 – Dépôt de pétitions

**11.01** *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

## 20 – Affaires contractuelles

**20.01** *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1269834002

Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales, pour la fourniture de 150 licences perpétuelles Windows Server et huit licences perpétuelles SQL Server pour maintenir les droits d'utilisation et de mise à niveau des licences de serveurs d'infrastructure Microsoft - Dépense totale 563 675,22 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.02** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie* - 1257157022

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 349 566,86 $, taxes incluses, pour les services de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec EBI Envirotech inc. (CG23 0234), majorant ainsi le montant total de l'entente à 1 269 718,17 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.03** *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1264185001

Conclure une entente-cadre avec Aqua Data inc., pour la fourniture de batteries pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 343 421,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21339 (3 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.04** *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1264185002

Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois avec Gestion CDEDQ inc. (compteurs d'eau du Québec), pour l'acquisition des unités d'interface (UIC) R900 pour les compteurs de réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal - Montant estimé de l'entente: 421 429,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21340 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.05** *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1269834004

Accorder un contrat à Solutions Necando inc., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, à compter du 5 juin 2026 - Dépense totale de 313 903,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21345 (2 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.06** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1268516001

Conclure une entente-cadre avec MLC Associés inc. pour les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets de déconstruction, d'une durée de 60 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 758 655,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21259 (4 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

**20.07** *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1264185003

Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), pour la fourniture de compteurs d'eau de 40 et 50 millimètres pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 685 538,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21343 (2 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.08** *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1269462001

Conclure des ententes-cadres avec Trafic Innovation inc. et Develotech inc., pour la fourniture et la livraison de bollards en polymères, de délinéateurs et accessoires (lots 1 et 2), d'une durée de 24 mois, incluant trois options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 1 513 230,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21273 (4 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.09** *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1265593017

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 368 541,29 $, taxes incluses, pour la fourniture de différentes pièces électriques et électroniques, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) (lots 2 et 3) et Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) (lot 4) (CG22 0365), majorant ainsi le montant total des ententes à 1 906 484,91 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.10** *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1260449001

Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc., pour l'évolution et le support du système intégré de commande et de surveillance du procédé de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de trois ans, à compter du 1er juin 2026 - Dépense totale de 3 241 593,70 $, taxes incluses (fournisseur unique)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.11** *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1265438001

Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système de contrôle intégré des intercepteurs - Dépense totale de 790 418,63 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.12** *Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs* - 1263759001

Exercer l'option de prolongation de 24 mois et autoriser une dépense additionnelle de 963 470,31 $, taxes incluses, pour les services professionnels de détection de fuites sur les conduites d'aqueduc principales par une méthode intrusive, dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies ltd. (CG24 0317), majorant ainsi le montant total du contrat à 2 518 898,68 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.13** *Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire* - 1269859001

Conclure une entente-cadre avec Systematix Technologies de l'Information inc., pour les services professionnels en Oracle Application Express, pour une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 1 310 505,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21292 (3 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.14** *Service des technologies de l'information , Direction stratégies pratiques d'affaires et performance* - 1269859002

Autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses, pour l'ajout des taxes applicables, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717), majorant ainsi le montant total de la dépense à 224 022,16 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.15** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité* - 1268089001

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 2 591 352,54 $, taxes incluses, pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les cinq musées d'Espace pour la vie, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda s.e.n.c. (CG25 0112), majorant ainsi le montant total du contrat à 10 340 082,51 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.16** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation* - 1260384001

Approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, pour la propriété située au 7342-7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie totale de 1762,4 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de six ans, à compter du 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

**20.17** *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1258042008

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Société de la Place des arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement au 1er octobre 2025, 50 espaces intérieurs de stationnement au premier sous-sol du bâtiment situé au 260, boulevard De Maisonneuve, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 3 547 501,89 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.18** *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1268682005

Approuver la convention de prolongation de prêt de local par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc., pour une période additionnelle d'un an, à compter du 1er mai 2026, les locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 au sous-sol du Chalet du Mont-Royal, situé au 1196, chemin Camilien-Houde, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 2 996,67 pieds carrés, à des fins de bureaux et d'entreposage - Le montant total de la subvention immobilière est estimé à 35 331,38 $

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**20.19** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation* - 1264565002

Approuver la troisième convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de cinq ans additionnel, à compter du 1er novembre 2033, un espace d'une superficie de 138 865 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, dans l'arrondissement d'Anjou, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 15 319 578 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490 $ / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034, au montant de 235 763 $

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.20** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation* - 1264565003

Approuver la quatrième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue d'Aquakern inc., pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1er août 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 7 448 pieds carrées, pour le poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 275 937 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.21** *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1268165002

Accorder un soutien financier de 74 568 $ à Zoo Ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de contribuer au Projet d'amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité écologique pour la couleuvre brune dans la région du grand Montréal, pour la période de mars 2026 à décembre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Écoterritoires

**20.22** *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1265796002

Accorder un soutien financier de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers, pour l'organisation de la 22e édition de la Patrouille verte, du 1er juin au 22 août 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.23** *Service de l'eau , Direction des projets majeurs* - 1269897001

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soum., 1 seule conforme)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.24** *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1265593012

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc., pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de deux ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21237 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.25** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation* - 1255639002

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert d'Investissements 1919 William inc., à des fins de logement social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie totale de 1535,1 mètres carrés, pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

**20.26** *Service du développement économique , Direction du développement du territoire* - 1268298001

Approuver le contrat de partenariat entre la Ville et Conseillers d'Affaires Embrase inc., pour un montant total de 551 880 $, taxes incluses, dans le cadre de la participation de la Ville à l'édition 2026 du StartupFest

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**20.27** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation* - 1268042001

Approuver le projet de deuxième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., représenté par Management du Groupe Redbourne inc., pour un terme d'un an à compter du 1er août 2026, des espaces aux 1er, 2e, 3e et 4e étage de l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu comme étant la Tour Telus, d'une superficie de 75 796 pieds carrés, à des fins de bureaux pour le Service des finances et de l'évaluation foncière, pour un loyer total de 3 613 092 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 1 374 681 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 1 924 553 $, au net

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.28** *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1269653002

Approuver le projet de première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de CDM De Montréal inc., pour un terme de cinq ans, à compter du 1er juillet 2026, des espaces au 3e et au 4e étage de l'immeuble situé au 80, rue Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 20 000 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 356 957 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale et d'agglomération vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 719 164 $, au net

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.29** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation* - 1264069002

Approuver le projet de première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de neuf ans et sept mois, à compter du 1er août 2026, des espaces au 8e et au 9e étage de l'immeuble situé au 1611, boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier - Dépense totale de 14 487 192 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2028, au montant de 354 509 $, au net

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.30** *Service de la culture_des sports et des loisirs , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1267317001

Accorder trois contrats à Entreprise de signalisation SEDGE ltée., à Entreprises Madali inc. et à Échafauds Plus (Laval) inc., pour les services de signalisation et d'ingénierie pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 (lots 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 15), pour une durée d'environ 30 jours, à compter du 5 septembre 2026 - Dépense totale de 1 788 186,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21325 (3 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

**20.31** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1263867001

Retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logement social, les immeubles identifiés par les numéros de lots 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267, 2 162 102, 1 424 728, 1 424 727, 1 180 889, 1 573 179, 1 573 180, 1 573 181 et 1 573 606, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lesquels avaient été assujettis en vertu de la résolution CG20 0141, adoptée le 24 février 2020

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

**20.32** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus* - 1269505002

Accorder un contrat de gré à gré à Global Payments Direct inc. (Global), pour les services liés aux terminaux de point de vente ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la période du 1er juin 2026 au 30 novembre 2026 - Dépense totale de 2 957 415,06 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.33** *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1260418001

Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International, dans le cadre du mandat d'attraction et de rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025 / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est la promotion du territoire de toute municipalité liée, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors de ce territoire

**20.34** *Service du développement économique , Direction du développement des marchés* - 1268468002

Accorder un soutien financier de 5 600 000 $ à Montréal International, pour la mise en œuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économique, en concordance avec le Plan économique 2030 pour la période 2026-2029 / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

## 30 – Administration et finances

**30.01** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement placement et trésorerie* - 1264164002

Adopter la résolution mandatant le ministre des Finances à recevoir et ouvrir les soumissions à la suite d'un appel d'offres pour l'émission d'obligations de la Ville dont le terme est moins de cinq ans

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**30.02** *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1269019004

Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'infrastructures municipales d'eau, volet 2 - Infrastructures d'eau, pour les projets de reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater et du projet de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Côte-des-Neiges

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**30.03** *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1269019005

Approuver l'addenda 4 au protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales et la Ville de Montréal, dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour le projet de contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**30.04** *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1268165003

Approuver l'inscription du parc-nature des Sources et du secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal / Prendre connaissance du bilan 2025

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Répertoire des milieux naturels protégés

**30.05** *Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs* - 1258126006

Approuver le rapport « Plan de gestion des actifs municipaux en eau » de la Ville / Autoriser le dépôt du rapport au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**30.06** *Service du développement économique* - 1268798005

Autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (Réflexe 3 - 2025-2029), afin qu'une somme de 152 100 $ représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses, soit de compétence agglomération

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**30.07** *Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1265553001

Autoriser le remboursement de 558 893,22 $, taxes incluses, à la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour les travaux requis au bâtiment municipal situé au 1835-1847, avenue Papineau, dans l'arrondissement de Ville-Marie

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

## 41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

**41.01** *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1267352002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer des travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**41.02** *Service du développement économique , Direction du développement des marchés* - 1265629001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

## 42 – Adoption de règlements

**42.01** *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1269056001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant à 96 000 000 $

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

## 51 – Nomination / Désignation

**51.01** *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1266055001

Nommer Bruno Possa à titre de membre du comité technique, pour une période d'un an, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**51.02** *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1267665002

Nommer Natasha Daswani à titre de membre indépendante du comité d'audit de la Ville pour un mandat de trois ans

*Compétence d'agglomération :* Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 23 avril 2026 16 h**

**Séance tenue le jeudi 23 avril 2026 – 16 h salle du conseil de l'hôtel de ville**

**PRÉSENCES :**

Mesdames et messieurs,
Soraya Martinez Ferrada, Dimitrios (Jim) Beis, John Belvedere, Christine Black, Alex Bottausci, Michel Boudreault, Caroline Braun, Julie Brisebois, Jonathan Cha, Alan DeSousa, Marc Doret, Heidi Ektvedt, Chantal Gagnon, Jeremy Levi, Peter Malouf, Peter McQueen, Andréanne Moreau, Denis Pelletier, Dominic Perri, Claude Pinard, Julie-Pascale Provost, Gabrielle Rousseau-Bélanger, Aref Salem, Michael Stern, Martin St-Jean, Anne St-Laurent, Alexandre Teodoresco, Maude Théroux-Séguin, David Tordjman, Tanya Toledano et Domenico Zito, représentant de la Ville de Kirkland en remplacement de Michel Gibson

**AUTRES PRÉSENCES :**

M[e] Domenico Zambito, Greffier adjoint
Gaelle Dieudonné, Analyste-rédactrice
Nathalie Deret, Agente de recherche

---

La vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois souhaite à toutes et tous la bienvenue et invite les membres du conseil à observer un moment de recueillement.

Par la suite, la vice-présidente d'assemblée fait état de l'annonce de la première ministre, Mme Christine Fréchette, concernant l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et mentionne la rencontre tenue à l'hôtel de ville, au cours de laquelle a été soulignée l'importance de la collaboration et du développement économique pour la Métropole et l'ensemble du Québec. Elle félicite Mme Chantal Rouleau, reconfirmée ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal, ainsi que Mme Karine Boivin-Roy, nommée ministre responsable de l'Habitation.

En terminant, Mme Brisebois témoigne sa reconnaissance envers les employés de la Ville pour leur intervention auprès des citoyens touchés par les crues printanières puis remercie les membres pour leur attention et déclare la séance ouverte.

---

**Jeudi 23 avril 2026, 16 h**

**1 - Période de questions du public**

À 16 h 07, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle le point « Période de questions du public » et invite les personnes du public présentes à poser leurs questions.

| | |
|---|---|
| 1<br>Question de :<br>Zev Rose Saltiel<br>Réponse de<br>Soraya Martinez Ferrada | Quelles sont les considérations qui expliquent l'absence de mesures de désinvestissement de la part de la Ville de Montréal, notamment en matière de contrats et de gestion des fonds de pension, dans le contexte de l'aggravation de la situation en Asie occidentale et des débats internationaux sur le respect du droit international dans les territoires palestiniens? / Quel héritage la Ville souhaite laisser aux générations futures compte tenu des préoccupations exprimées quant enjeux éthiques soulevés dans le contexte actuel des relations internationales? |

| | |
|---|---|
| 2<br>Question de :<br>Kanita Ahmed<br>Réponse de :<br>Soraya Martinez Ferrada | Quelles répercussions concrètes une politique municipale de désinvestissement liée à Israël pourrait-elle avoir sur la paix sociale et le respect mutuel à Montréal ? / Quelle communauté montréalaise en particulier pourrait subir des préjudices en raison d'une politique de désinvestissement de la Ville à l'égard d'Israël, et pourquoi ? |
| 3<br>Question de :<br>Susans Stacho<br>Réponse de :<br>Dimitrios (Jim) Beis | Est-ce que la Ville de Montréal s'engage à réévaluer l'avenir du parc de l'Anse-à-l'Orme, compte tenu des risques environnementaux, sociaux et financiers associés à un éventuel développement en zone inondable? / Commentaires |
| 4<br>Question de :<br>Jessica Winton<br>Réponse de :<br>Soraya Martinez Ferrada | Est-ce que la Ville de Montréal envisage de mettre en place des mécanismes visant à faire assumer plus directement aux personnes et aux entreprises les coûts liés à la production de déchets, ou à instaurer des mesures incitatives favorisant la réduction à la source? / Est ce qu'il existe des projets de la Ville visant la réalisation de sondages ou d'initiatives de consultation sur les habitudes de gestion des matières résiduelles, à l'instar de démarches entreprises dans d'autres municipalités? |

À 16 h 23, la vice-présidente d'assemblée fait la lecture de sept questions de la part du public reçues via le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Montréal. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

*Prendre note que les questions du public reproduites ci-dessous à ce procès-verbal apparaissent comme elles ont été reçues, sans révision, ni modification, à l'exception de la question numéro 6 où une légère modification a été apportée.*

| | |
|---|---|
| 1<br>Question de :<br>Solange Raymond<br>Réponse de :<br>Gabrielle Rousseau-Bélanger | En consultant la cartographie du PRMHH (Plan régional des milieux humides et hydriques) de l'agglomération de Montréal, un texte explique que suite à l'adoption de la Loi concernant la conservation de ces milieux par l'assemblée nationale du Québec le 16 juillet 2017, l'agglomération s'est vu confier la réalisation d'un plan régional des milieux humides et hydriques. Des objectifs de réflexion en amont du développement et visant la conservation y sont décrits.<br>En indiquant mon code postal(H9K 1S7),des zones en rouge vif apparaissent indiquant "des milieux humides et marécages avec intérêt écologique et présentement "menacés".<br>Ces zones correspondent à des terrains privés se situant à l'intérieur des limites du Grand parc de l'Ouest et pour lesquels l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro a délivré un permis d'intervention en milieux humides pour un projet de développement domiciliaire en 2025.<br>L'agglomération s'engage-t-belle à protéger cette zone de biodiversité remarquable? |
| 2<br>Question de :<br>Caroline Malcolm<br>Réponse de :<br>Aref Salem | Avec tout le respect que je vous dois, la soi-disant consultation d'octobre 2022 ressemblait davantage à une séance d'information, avec une faible participation.<br>La STM a installé un arrêt d'autobus sur une piste cyclable à la gare de Beaconsfield, ce qui me laisse penser que ses normes de sécurité sont totalement insuffisantes. Veuillez fournir les preuves que ces 2 700 personnes utiliseront réellement l'autobus. Un sondage approfondi a-t-il été mené auprès des résidents de Beaconsfield ? Où est la demande pour un autobus de grande capacité dans un quartier peu dense et dépendant de la voiture ? Un autobus de grande capacité circule sur la rue Sherbrooke depuis des décennies et son utilisation est faible. Pourquoi la STM s'obstine-t-elle à gaspiller de l'argent en imposant un autobus de grande capacité là où il n'est ni souhaité ni nécessaire ? La STM attend-elle un accident avant d'agir ? Combien de mois de faible fréquentation faudra-t-il ? |

| | |
|---|---|
| 3<br>Question de :<br>David Bélanger<br>Réponse de :<br>Christine Black | Bonjour,<br>Avec le trajet du championnat cycliste prévu, plusieurs axes ne seront pas accessibles pour des heures à des jours, et certains sens uniques devraient potentiellement être revus temporairement pour la durée de ces interruptions.<br>Par exemple, l'avenue Vincent d'Indy sera inaccessible. Comment accéderons-nous à l'avenue Willowdale à l'est de Stirling (prochaine rue donnant accès à Willowdale)? Serait-il possible de temporairement revoir le sens unique sur Glencoe afin que les rues à l'est de Stirling soient également accessibles durant la durée des événements?<br>Plusieurs résidents des rues adjacentes au parcours se poseront probablement des questions similaires.<br>Merci pour votre attention! |
| 4<br>Question de :<br>Marie-Line Degagnier<br>Réponse de :<br>Chantal Gagnon | Bonjour. Depuis quelques années la rue Ontario Est devient piétonne jusqu'à Pie IX durant tout l'été. À plusieurs reprises, au 311, j'ai mentionné que cette situation nous prive d'un accès avec le bus 125 est pour aller faire nos commissions (épicerie Métro, Jean-Coutu, papeterie, etc, et maintenant Consignaction entre Chambly et Joliette). Il a été question que la piétonnisation devienne permanente. Est-ce encore envisagé? Qu'arrive-t-il aux citoyens âgés comme dans notre immeuble qui doivent se déplacer sur une si longue distance surtout l'été alors que le détour du bus 125 nous débarque trop loin de la rue Ontario Est, sur Rouen et parfois Hochelaga, pour les commissions et la Consignaction? Peut-il y avoir une navette sur Ontario Est? Si oui comment y accéder? Cela pourrait-t-il être annoncé dans la brochure des activités de l'arrondissement qu'on reçoit au printemps pour les activités d'été? Ainsi ce serait clair pour tout le monde. Merci à l'avance de votre écoute. |
| 5<br>Question de :<br>Tara St James<br>Réponse de :<br>Soraya Martinez Ferrada | Je m'appele Tara St James et je représente Mtll Anti-Apartheid. On se fait souvent dire que les conseillers conseillères municipaux ne disposent pas de leviers en ce qui concerne des questions internationales. Pourtant, on voit plusieurs! Le levier symbolique est celui qui vous permet de faire une déclaration disant haut et fort que vous êtes contre l'apartheid israélien. Le levier pratique vous permet de ne plus approuver de contrats aux entreprises faisant affaire avec le régime d'apartheid génocidaire d'Israël. Le levier politique vous permet d'appeler, au nom de la ville, au palier fédéral de mettre fin à la vente d'armes en Israël par le biais des États-Unis.<br>On nous dit aussi que la politique étrangère ne relève pas des conseils. Mais nos conseils ont fait des déclarations pour le Liban, l'Ukraine, l'Iran et l'Armenie! Il est temps de prendre position contre le régime d'apartheid génocidaire d'Israël. Quand allez-vous le faire, quelles mesures allez-vous prendre et quand? |
| 6<br>Question de :<br>Rachel McDonald<br>Réponse de :<br>Claude Pinard | There is a man living in a bus stop at the corner of wellington and charlevoix and he is causing annoyances outside the bus stop. |
| 7<br>Question de :<br>Richard Phaneuf<br>Réponse de :<br>Caroline Braun | Le 19 août dernier, Madame la Mairesse durant sa campagne a annoncé deux mesures phares pour soutenir le logement hors marché : la création d'un 'guichet unique' avec accompagnement personnalisé et l'exonération des permis et des redevances municipales pour ces projets. Considérant l'urgence de la crise du logement, à quelle date précise ces engagements sont-ils opérationnels, et quel est l'échéancier pour la mise en place de cette équipe spécialisée ?" |

_____

N'ayant plus d'autres questions, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, déclare la période de questions du public close à 16 h 40. Elle remercie les personnes présentes et les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil d'agglomération.

_____

**2 - Période de questions des membres du conseil**

À 16 h 40, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, la vice-présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close et cède la parole au porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, pour la suite de l'ordre du jour.

---

**3 – Ordre du jour et procès-verbal**

À 16 h 42, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Ordre du jour et procès-verbal ».

**CG26 0213**

**Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération**

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 23 avril 2026, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente assemblée.

Adopté à l'unanimité.

03.01

---

**CG26 0214**

**Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 26 mars 2026, à 16 h**

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de prendre acte du dépôt du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 26 mars 2026 à 16 h, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 9 avril 2026 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

**4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

À 16 h 41, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose les documents suivants :

04.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), du 1er au 31 mars 2026.

04.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 31 mars 2026.

04.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 31 mars 2026.

---

**5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil**

À 16 h 41, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucune réponse déposée.

---

**6 – Dépôt de rapports des commissions du conseil**

À 16 h 41, la présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Dépôt de rapports des commissions du conseil ».

---

**CG26 0215**

**Dépôt du rapport de la Commission sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la quinzième année d'activité (2025) »**

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose le rapport de la Commission sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la quinzième année d'activité (2025) », et le conseil en prend acte.

06.01

---

**11 - Dépôt de pétitions**

À 16 h 41, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Dépôt ».

Aucune pétition déposée.

---

**20 – Affaires contractuelles**

À 16 h 42, la vice-présidente d'assemblée, Julie Pelletier, appelle la rubrique « Affaires contractuelles ».

---

À 16 h 42,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0216**

**Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 166 718,05 $, taxes incluses, pour les services de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat à 796 040,83 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er avril par sa résolution CE26 0489;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par M. Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois, à compter du 1er mail 2026;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 151 561,87 $, taxes incluses, pour un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à la firme 9119-5867 Québec inc. / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240);

3- d'autoriser une dépense de 15 156,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1257157021

---

**CG26 0217**

**Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 657 862,33 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats à 8 667 920,97 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er avril 2026 par sa résolution CE26 0485;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par M. Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 381 551,95 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556);

3- d'autoriser une dépense de 276 310,38 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1267157002

---

**CG26 0218**

**Accorder un contrat à 9415-1966 Québec inc., pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21226 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er avril 2026 par sa résolution CE26 0486;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder à 9415-1966 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois ans, incluant une option de prolongation de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 451 000,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21226;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1265326002

---

**CG26 0219**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour les services professionnels en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec WSP Canada inc. (lot 1) et Les Services EXP inc. (lot 3) (CG23 0186)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er avril 2026 par sa résolution CE26 0492;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour les services professionnels en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec WSP Canada inc. (lot 1) et Les Services EXP inc. (lot 3) (CG23 0186);

2- d'imputer ces dépenses à même les budgets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1267292001

---

**CG26 0220**

**Accorder un contrat à SES-Intégration inc. (Darspec), pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 261 749,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21179 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0520;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, SES-Intégration inc. (Darspec), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 218 124,82 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21179;

2- d'autoriser une dépense de 43 624,96 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1257157020

---

À 16 h 44,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0221**

**Accorder un contrat à Dataglobe Canada inc. pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 457 529,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21222 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0521;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Dataglobe Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 381 274,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21222;

2- d'autoriser une dépense de 76 254,87 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1267157001

---

**CG26 0222**

**Accorder deux contrats à Baulne inc. pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 442 566,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21245 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0522;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Baulne inc., ce dernier ayant présenté deux soumissions conformes, des contrats pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois, aux prix de ses soumissions, soit pour une somme de 368 805,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21245;

2- d'autoriser une dépense de 73 761,02 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1267157003

---

**CG26 0223**

**Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 1 255 447,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 531902 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 226 par sa résolution CE26 0541;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder à Systèmes Urbains inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 091 693,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 531902;

2- d'autoriser une dépense de 163 754,01 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à l'évaluation du rendement de Systèmes Urbains inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1268555001

---

**CG26 0224**

**Accorder deux contrats à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) et à 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige), pour les services d'entretien général et de gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, pour une période de 30 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 025 095,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0523;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour une période de 30 mois, des contrats pour les services d'entretien général et la gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, aux prix de leurs soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21268 :

| Firmes | Lot | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| 178001 Canada inc.- Groupe Nicky | Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back | 1 089 868,72 $ |
| 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige) | Lot 2 - Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back | 838 793,21 $ |

2- d'autoriser une dépense de 96 433,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) et 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige);

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1264352001

---

**CG26 0225**

**Accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0559;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville, Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc. et le Centre de la montagne, établissant les modalités et conditions de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1258752002

---

À 16 h 45,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0226**

**Accorder deux contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de trois ans - Dépense totale de 457 650 $ / Approuver les projets de convention de services à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0524;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder deux contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de trois ans, aux prix de ses soumissions, soit pour une somme de 457 650 $;

2- d'approuver les projets de convention à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1268752001

---

**CG26 0227**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (CG25 0477), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 121 270,49 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0525;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour les services de gestion de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (CG25 0477);

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1265942002

---

**CG26 0228**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour les services d'analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Cofomo inc. (CG25 0424), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 284 624,57 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0539;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour les services d'analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Cofomo inc. (CG25 0424);

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1265942001

---

**CG26 0229**

**Autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour les services de développement de solutions mobiles natives (III), dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630), majorant ainsi le montant total de l'entente à 922 904,33 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0526;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour les services de développement de solutions mobiles natives, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630);

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1267655001

---

**CG26 0230**

**Autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour l'acquisition des services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud dans le cadre des contrats accordés aux firmes Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018), majorant ainsi le montant total de la dépense à 13 106 219,86 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0552;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour les services professionnels d'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud dans le cadre des contrats accordés à Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et à Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018);

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1267684002

---

À 16 h 47,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0231**

**Autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 351 965,25 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0545;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074);

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1268009001

---

**CG26 0232**

**Autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses, à titre de frais de gestion, payables au MCN / Approuver le projet d'avenant à cette fin / Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support - Dépense totale de 192 212,91 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0529;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005);

2- d'autoriser une dépense pour les frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 1 207,24 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics;

3- d'accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 192 212,91 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 12 mars 2026;

4- d'autoriser le directeur de la Direction cybersécurité, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1265942003

---

**CG26 0233**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de deux contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats à 11 434 168,78 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0531;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 2 358 042,79 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de deux contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389);

3- d'autoriser une dépense de 650 862,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 796 242,21 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

5- d'autoriser une dépense de 42 642,14 $, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement de prix;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1268362002

---

**CG26 0234**

**Résilier le contrat accordé à Canadian Bearings ltd. (CG26 0102), pour la fourniture d'équipements de protection individuelle (lot 3)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0532;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de résilier le contrat accordé à Canadian Bearings ltd. (CG26 0102), pour la fourniture d'équipements de protection individuelle (lot 3).

Adopté à l'unanimité.

20.19 1265588001

---

**CG26 0235**

**Accorder un contrat à Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), pour les services de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 578 002,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21321 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0533;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour les services de location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 444 617,52 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21321;

2- d'autoriser une dépense de 66 692,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 66 692,63 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield);

5- d'autoriser le directeur de la Direction Stratégies et performance à prolonger le contrat pour une prolongation de 12 mois, selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres;

6- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1260479001

---

À 16 h 50,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0236**

**Accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de quatre forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0560;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de quatre forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1266352001

---

**CG26 0237**

**Conclure des ententes-cadres avec Aréo-Feu ltée (lots 1 et 2), pour les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, d'une durée de 21 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 899 372,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21287 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0535;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres d'une durée de 21 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois (lots 1 et 2), par lesquelles Aréo-Feu Ltée, seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant présenté une soumission conforme pour chacun des lots, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, pour une somme de 782 062,83 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21287;

2- d'autoriser une dépense de 117 309,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement d'Aréo-Feu ltée;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1265593014

---

**CG26 0238**

**Exercer l'option de prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés à la suite de l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada inc., Goodyear Canada inc., Bridgestone Canada inc. et Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. (CG22 0306)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0536;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'exercer l'option de prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés, à la suite de l'adhésion de la Ville de Montréal à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada inc., Goodyear Canada inc., Bridgestone Canada inc. et Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. (CG22 0306).

Adopté à l'unanimité.

20.23 1265593011

---

**CG26 0239**

**Autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0537;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à LabVantage Solutions France (BC 1705173);

2- d'autoriser le directeur de la Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1265035001

---

**CG26 0240**

**Autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0540;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales avec La Compagnie CA du Canada inc., pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116);

2- d'autoriser l'utilisation du budget de variation de quantités à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif, pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1267684003

---

À 16 h 52,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0241**

**Conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en mise en service et en efficience énergétique de projets de rénovation d'enveloppe du bâtiment pour le Service de la gestion et planification des immeubles, pour une durée de 60 mois, incluant deuxoptions de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 1 885 277,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21234 (5 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0553;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment, pour une durée de 60 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 571 064,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21234;

2 - d'autoriser une dépense de 314 212,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - de procéder à une évaluation du rendement de WSP Canada inc.;

4 - d'imputer ces dépenses à même les budgets des services, des arrondissements et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1268516002

---

**CG26 0242**

**Conclure des ententes-cadres avec Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est (lot 1), 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme (lots 2 et 4), pour les services d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville, d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 635 931,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21284 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0538;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois, avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, le service d'antirouille pour véhicules légers et lourds, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des articles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21284 :

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses - excluant contingences) |
|---|---|---|
| Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est | Lot 1 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers Région Est | 128 079,85 $ |
| 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme | Lot 2 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers Région Centre<br><br>Lot 4 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers Région Sud | 401 862,92 $ |

2- d'autoriser une dépense de 105 988,55 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder aux évaluations du rendement de Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est et de 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1265593016

---

**CG26 0243**

**Entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de trois ans - Dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0587;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de trois ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 129 346,88 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 14 juillet 2025;

2 - d'autoriser le directeur de la Direction Cybersécurité, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1265942004

---

**CG26 0244**

**Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats**

**Conclure une entente-cadre avec Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de cinq ans, incluant une option de prolongation de deux ans - Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21102 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0584;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre d'une durée de cinq ans, par laquelle Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, pour une somme maximale de 3 216 425,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21102;

3 - d'autoriser une dépense de 229 950 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 160 821,28 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5 - de procéder à une évaluation du rendement de Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc.;

6 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1260412001

---

**CG26 0245**

**Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats**

**Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 millimètres et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque - Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0584;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Pronex Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 21 906 593,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DRE-P2533-193711-C;

3- d'autoriser une dépense de 2 623 942,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 4 390 496,71 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation du rendement de Pronex Excavation inc.;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1250350001

---

À 16 h 54,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.31 à 20.33 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0246**

**Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 174 331,77 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0582;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455);

2- d'autoriser le transfert de 18 185,77 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes;

3- d'autoriser une dépense additionnelle de 144 712,21 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser le retrait de certains travaux initialement prévus au contrat pour un montant de 72 588,03 $, taxes incluses;

5- d'autoriser une dépense additionnelle de 10 347,75 $, taxes incluses, pour payer l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, conformément au contrat;

6- d'autoriser le transfert du solde de 62 240,28 $, taxes incluses, vers le budget des contingences;

7- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1255414002

---

**CG26 0247**

**Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561), majorant ainsi le montant total de l'entente à 100 000 $ / Approuver le projet d'addenda à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0595;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561);

2- d'approuver le projet d'addenda à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1267956003

---

**CG26 0248**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 $ USD (1 001 059,12 $ CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896 $ USD (4 048 053,05 $ CAD, taxes incluses)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0597;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois;

2 - d'autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 $ USD (953 389,64 $ CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153);

3 - d'autoriser une dépense de 47 669,48 $ CAD, taxes incluses, à titre de budget de contingences (variation de taux de change);

4 - d'autoriser le directeur de la Direction Sécurité publique et justice, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville de Montréal;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1268527001

---

**30 – Administration et finances**

À 16 h 56, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Administration et finances ».

---

À 16 h 56,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.01 et 30.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0249**

**Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec dans le cadre de l'exercice budgétaire 2026-2027 du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 avril 2026 par sa résolution CE26 0567;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1269537004

---

**CG26 0250**

**Autoriser le dépôt de la candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur du Cap-Saint-Jacques, en vue d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place décernée par DarkSky International**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 avril 2026 par sa résolution CE26 0598;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'autoriser le dépôt de la candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur du Cap-Saint-Jacques, en vue d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place décernée par DarkSky International.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1250288001

---

**41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement**

À 16 h 56, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Avis de motion et dépôt de projet de règlement ».

---

**CG26 0251**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant à 96 000 000 $**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant à 96 000 000 $ », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1269056001

---

**42 – Adoption de règlements**

À 16 h 56, la vice-présidente d'assemblée, Julie Brisebois, appelle la rubrique « Adoption de règlements ».

---

À 16 h 56,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0252**

**Adoption - Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0194;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0194;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0306;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1265092001

*Règlement RCG 26-008*

---

**CG26 0253**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0195;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0195;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0409;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1260025002

*Règlement RCG 09-023-17*

---

**CG26 0254**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0196;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0196;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0410;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1250164002

*Règlement RCG 26-003-1*

---

**CG26 0255**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0197;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0197;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0414;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d’adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1268383002

*Règlement RCG 21-017-2*

---

**CG26 0256**

**Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l'acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l'acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0198;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l'acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0198;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0415;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

D’adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l’acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés » et d’en recommander l’adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1256711011

*Règlement RCG 26-009*

---

À 16 h 58,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d’étude, les points 42.06 et 42.07 de l’ordre du jour.

Adopté à l’unanimité.

---

**CG26 0257**

**Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0199;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0199;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0472;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal », et d'en recommander l'adoption à une assemblée subséquente.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1266188001

*Règlement RCG 26-010*

---

**CG26 0258**

**Adoption, avec changements, du Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0200;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 26 mars 2026 par sa résolution CG26 0200;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars et 15 avril 2026 par ses résolutions CE26 0474 et CE26 0611;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'adopter, avec changements, le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

2 - de réserver une somme supplémentaire de 26 000 000 $, afin de porter le budget total à 27 800 000 $ pour assurer le financement du programme.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1265581001

*Règlement RCG 26-011*

---

À 16 h 59, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la vice-présidente d'assemblée déclare l'assemblée levée.

---

_____
Julie Brisebois
VICE-PRÉSIDENTE

_____
Domenico Zambito
GREFFIER ADJOINT

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Soraya Martinez Ferrada
MAIRESSE

# 04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
**14 MAI 2026**

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
**COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

POUR LA PÉRIODE DU
**1ER AU 30 AVRIL 2026**

## CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

**PÉRIODE DU 01 AVRIL 2026 AU 30 AVRIL 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9262-0400 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES CONSTRUCTO) | 100% AGGLO | SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES | DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS | 1265439001 | AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 42 551,05 $, TAXES INCLUSES, À TITRE DE BUDGET DE CONTINGENCES, POUR LE REMPLACEMENT DES CONDUITS DU RÉSEAU D'AIR COMPRIMÉ CONTAMINÉS ET TRAVAUX CONNEXES DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À 9262-0400 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES CONSTRUCTO) (CE25 0237), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT À 309 324,74 $, TAXES INCLUSES | CE26 0546 | 2026-04-09 | 42 551,00 $ |
| DISTRIBUTIONS MARANDA INC. | 100% AGGLO | SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS | DIRECTION ATELIERS MÉCANIQUES ET DE PROXIMITÉ | 1265593015 | ACCORDER 2 CONTRATS À DISTRIBUTIONS MARANDA INC. (LOTS 1 ET 2), POUR LA FOURNITURE ET L'AMÉNAGEMENT DE FOURGONS SUR DES CHÂSSIS DE CAMION FOURNIS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL - DÉPENSE TOTALE DE 399 740,11 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 25-21221 (2 SOUMISSIONNAIRES). | CE26 0534 | 2026-04-09 | 399 740,00 $ |
| LEUWEBB PROJECTS LTD. | 100% AGGLO | SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE | BIOSPHÈRE | 1269433001 | APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION D'EXPOSITION ENTRE LA VILLE ET LEUWEBB PROJECTS LTD. AFIN DE PRÉSENTER « CELSIUS EN VUE » SUR LE BELVÉDÈRE DE LA BIOSPHÈRE DE MAI À SEPTEMBRE 2026 - DÉPENSE TOTALE DE 13 797 $, TAXES INCLUSES | CE26 0495 | 2026-04-02 | 13 797,00 $ |
| SÉCURO VISION INC. | ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION | SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT | DIRECTION ACQUISITION | 1269844001 | EXERCER LES 2 OPTIONS DE PROLONGATION DE 12 MOIS / AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 236 552,50 $, AUCUNE TAXE APPLICABLE, POUR LA FOURNITURE DE LUNETTES DE SÉCURITÉ DE TYPE PRESCRIPTION ET DE SERVICES CONNEXES, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE-CADRE CONCLUE AVEC SÉCURO VISION INC. (DA249844003), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DE L'ENTENTE À 387 373,21 $, AUCUNE TAXE APPLICABLE | CE26 0619 | 2026-04-22 | 236 552,00 $ |

NOMBRE DE CONTRATS : 4

TOTAL : 692 640,00 $

# 04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
**14 MAI 2026**

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
**COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

POUR LA PÉRIODE DU
**1ER AU 30 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**PÉRIODE DU 01 AVRIL 2026 AU 30 AVRIL 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE DE GRANBY INC | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION GESTION DE GRANDS PARCS ET MILIEUX NATURELS | 1268165001 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 24 856 $ À SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE DE GRANBY INC., POUR LE PROJET DE PROTECTION DE LA TORTUE GÉOGRAPHIQUE DANS LE GRAND MONTRÉAL POUR LA PÉRIODE D'AVRIL À DÉCEMBRE 2026 / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET | CE26 0499 | 2026-04-02 | 24 856,00 $ |
| CULTURE MONTRÉAL | 100% AGGLO | SERVICE DE LA CULTURE | DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL | 1269632002 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 55 000 $ À CULTURE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION DU PROJET ALLIAGES - SERVICE D'ORIENTATION ET D'ACCOMPAGNEMENT, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2021-2024 / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET | CE26 0623 | 2026-04-22 | 55 000,00 $ |

NOMBRE DE CONTRATS : 2

TOTAL : 79 856,00 $

**04.03**

# À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
**19 MAI 2026**

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
**1er AU 30 AVRIL 2026**
LISTE SIMON

**1er AU 30 AVRIL 2026**

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA | DEU65865 | 2026-04-10 | GUIGNARD, ANNE | SEAU / DEEU / REDEVANCES AU MINISTÈRE DE | Service de l'eau | Déchets domestiques et assimilés - | 2 375 244,00 $ | - |
| KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. | DEP48522 | 2026-04-16 | BROSSEAU, JULIE | BCO2025 - UDB - FOURNITURE ET LIVRAISON COAGULANTS | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 612 791,80 $ | 1687030 |
| LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES | de20260416162945 | 2026-04-16 | BIENVENA, NADINE | Conformément à l'article 5.2.2 de la convention conclue entre la Ville et | Stratégie immobilière et habitation | Logement social | 534 082,00 $ | - |
| KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. | DEP48574 | 2026-04-27 | GUIGNARD, ANNE | BCO2025_UPC_Sulfate d'aluminium 48%_ENTENTE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 431 262,54 $ | 1676576 |
| MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC | de260415 | 2026-04-16 | CHAN FAH, YANICK | Remise des taxes sur acquisition d'immeubles | Gestion et planification des immeubles | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 299 621,32 $ | - |
| FIDUCIE DU REGIME CUM | art14bcontconstfiducieregcumavril2026 | 2026-04-21 | BOULIANNE, JULIE | Montants à verser en vertu de l'article 14 B du contrat constitutif de Fiducie du | Police | Activités policières | 281 454,97 $ | - |
| 9496-1687 QUEBEC INC. | 1775597 | 2026-04-24 | LAVOIE, MYRIAM | Accorder un contrat à la firme 9496-1687 Québec Inc. (Construction DCR) | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 204 296,75 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1773990 | 2026-04-19 | COUTURE, MAGGIE | Mu_2026-72_2026-04-15 Inondation printanière_Location 10 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 160 851,35 $ | 1773671 |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE | 1776320 | 2026-04-29 | COUTURE, CEDRIC | EMAF : Location autos - 1er trimestre MSP - avril à juin 2026 | Police | Activités policières | 132 284,25 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1774415 | 2026-04-21 | COUTURE, MAGGIE | Mu_2026-131_2026-04-15 Inondation printanière_Location 7 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 101 902,97 $ | 1773671 |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 97000372772 | 2026-04-04 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 99 986,27 $ | - |
| UNIVAR CANADA LTD. | DEP48572 | 2026-04-27 | LARRIVEE, ALAIN | BCO2025-UPI-Silicate de sodium-entente 1687294_REMPLACE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 94 878,19 $ | 1687294 |
| SECURMAX | 1772688 | 2026-04-08 | CHARBONNEAU, MARC | Achat de caméras et supports pour la mise à jour des caméras de | Police | Activités policières | 89 305,73 $ | - |
| CROISIERES NAVARK INC. | 1769057 | 2026-04-23 | GRUYER, NICOLAS | SENV / GAG - Location d'une embarcation nautique avec pilote devant servir | Environnement et transition écologique | Réseaux d'égout | 88 924,41 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| UNIVERSITE MCGILL | DEP54055 | 2026-04-16 | LARRIVEE, ALAIN | DEP / UAT / Convention de services _Consommation future réseaux UDO- | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 88 299,99 $ | - |
| FIDUCIE DESJARDINS | DEU65998 | 2026-04-23 | BELLEMARE, STEPHANE | DEEU/CONTRIBUTION FIDUCIE GESTION POST FERMETURE LET VILLE | Service de l'eau | Déchets domestiques et assimilés - | 86 000,00 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65748 | 2026-04-24 | WITTY, MARIE-FRANCE | SEAU / DEEU / REAPPRO - CARTOUCHE DE RECHANGE 4019000178 - | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 83 910,94 $ | - |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1775120 | 2026-04-29 | BOUSTANI, ELIE | Mu_2026-214_2026-04-15 Inondation printanière_ 200 Palettes sac de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 81 676,08 $ | 1708749 |
| NETZSCH CANADA INC | DEU65885 | 2026-04-14 | WITTY, MARIE-FRANCE | Seau / Deeu / acquisition pompe à boues reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 74 333,25 $ | - |
| BRENNTAG CANADA INC. | DEP48568 | 2026-04-27 | LARRIVEE, ALAIN | BCO2025_UDO_Hypochlorite de sodium - chlore liquide à 12% ENTENTE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 73 256,08 $ | 1687237 |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1774384 | 2026-04-29 | COUTURE, MAGGIE | Mu_2026-109_2026-04-15 Inondation printanière_Location 1 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 72 111,71 $ | - |
| DATA GESTION DES COMMUNICATION | 1775136 | 2026-04-22 | PANNESE, MICHEL | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Constat | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 70 551,60 $ | 1753904 |
| CONSTRUCTION MLSR INC. | 1774821 | 2026-04-21 | COUTURE, MAGGIE | MOAH : Aménagement complet de la nouvelle zone du magasin au 2235 rue | Approvisionnement | Administration, finances et approvisionneme | 68 921,24 $ | - |
| (ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE | factcotpatronalesmars2026 | 2026-04-21 | BOULIANNE, JULIE | Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 31 mars 2026 | Police | Activités policières | 64 890,20 $ | - |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 96000389166 | 2026-04-17 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 64 380,25 $ | - |
| BRENNTAG CANADA INC. | DEP48598 | 2026-04-16 | VINCENT, SIMON | BCO2025 - UDB - Hypochlorite de sodium 10,8% à 12% de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 63 672,60 $ | 1687237 |
| UNIVAR CANADA LTD. | DEP48576 | 2026-04-27 | LARRIVEE, ALAIN | BCO2025_UPC_Silicate de sodium_ENTENTE 1687294_REMPLACE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 63 331,76 $ | 1687294 |
| MABAREX INC | DEP53924 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / RÉAPPRO - LAMPE DE REACTEUR UV CALGON | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 62 824,18 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MABAREX INC | DEP53846 | 2026-04-28 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / MAG / RÉAPPRO - LAMPE DE REACTEUR UV CALGON CARBON R2-6-48- | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 62 824,18 $ | - |
| RAMPART INTERNATIONAL CORP | 1775343 | 2026-04-23 | CHARBONNEAU, MARC | GTI SPVM. Soumission Q16165. Achat de bélier écarteur. | Police | Activités policières | 61 576,25 $ | - |
| NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA | 9090849703 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 60 988,44 $ | - |
| MARMEN INC. | DEU66054 | 2026-04-29 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - (PDI) CARTOUCHE DE RECHANGE REBATIE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 60 315,32 $ | - |
| TETRA TECH QI INC. | DEP50323 | 2026-04-09 | LARRIVEE, ALAIN | BS / UAT / Surveillance du nettoyage de la station de pompage haute pression - | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 59 694,69 $ | - |
| TNT WORK & RESCUE | 1775189 | 2026-04-22 | CHARBONNEAU, MARC | GTI SPVM. Soumission S21347V3. Treuil électrique. | Police | Activités policières | 56 166,06 $ | - |
| 9200-2427 QUEBEC INC. | DEU65797 | 2026-04-02 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / Deeu / entretien paysager de l'usine d'épuration | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 55 517,39 $ | - |
| ACKLANDS - GRAINGER INC. | 1773455 | 2026-04-14 | FOURNELLE, MARTIN | SSIM-DST-DM 26-0408 - 0409 - 0409 / Achat de GAS DETECTOR SENSOR | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 53 688,25 $ | - |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1774557 | 2026-04-20 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026-166_Inondation printanière_Achat de 200 palettes de sacs de sables | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 53 433,39 $ | - |
| DISTRIBUTION GFS CANADA INC. | 1774413 | 2026-04-20 | COUTURE, MAGGIE | Mu_2026-120_2026-04-15 Inondation printanière_Achat de 400M | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 51 181,41 $ | - |
| TECHNO-COMBUSTION INC. | DEU64079 | 2026-04-22 | BELLEMARE, STEPHANE | AS-202083-7-FOURNIR UN RÉGULATEUR DE REMPLACEMENT | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 50 671,91 $ | - |
| BATIMATECH | 1775050 | 2026-04-22 | BOUSSIKI SOM, STEVES | Réaliser les démarches nécessaires afin | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 50 221,82 $ | - |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 96000379237 | 2026-04-13 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 49 328,48 $ | - |
| IGO INC | DEU61106 | 2026-04-29 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU / Fourniture de bottes et de souliers de sécurité en 2025 pour la | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 48 584,15 $ | 1644906 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CDW CANADA CORP. | DEU65939 | 2026-04-17 | FLEURY, CAROLE | RENOUVELLEMENT DE 140 LICENCES ACRONIS - 9 AVRIL 2026 AU 8 AVRIL | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 48 185,38 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEU65893 | 2026-04-17 | FLEURY, CAROLE | SR-0720250032-10-REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE POMPE À | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 47 113,14 $ | - |
| REGULVAR INC | DEP54149 | 2026-04-23 | LARRIVEE, ALAIN | 26U01 SP01 UAT UDB UDO UPI - Ingénierie pour la mise à niveau et | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 46 908,41 $ | - |
| GRUES MAURICE GENDRON LTEE | DEU62973 | 2026-04-27 | FORTIN, LUC | Seau / Deeu / JL-188996-17-SERVICE DE GRUES 100T ET 150T, UPO | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 46 827,57 $ | - |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 92000369248 | 2026-04-07 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 45 540,08 $ | - |
| UNITED RENTALS DU CANADA | 1774429 | 2026-04-27 | MOHAMAD, JACKY | Mu_2026-158_2026-04-15 Inondation printanière_ Location de 7 pompes: 1x8" | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 44 433,86 $ | - |
| M.D. CHARLTON CO.LTD. | 1771915 | 2026-04-01 | CHARBONNEAU, MARC | M.D. Charlton. GTI SPVM. Soumission 4081738. Pour l'achat de deux outils de | Police | Activités policières | 44 088,43 $ | - |
| CANADIAN AMMUNITION DISPOSAL | 1765790 | 2026-04-08 | DUFORT, VERONIQUE | Armurerie SPVM. Soumission C-260299. Pour la destruction de munitions | Police | Activités policières | 43 889,81 $ | - |
| KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. | DEP52601 | 2026-04-14 | VINCENT, SIMON | SEAU / BCO2026 / UAT / Coagulant - PolyDADMAC-Superfloc C592 / Entente | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 43 875,12 $ | 1687030 |
| COMPUGEN INC. | DEU65941 | 2026-04-17 | FLEURY, CAROLE | Entretien annuel Trend Micro Deep Security du 14 avril 2026 au 13 avril 2027 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 42 071,86 $ | - |
| MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA | 1774216 | 2026-04-16 | GIRARD, DIDIER | IN 523101 TQ - Frais liés à la traçabilité des sols et redevance gouvernemental. | Infrastructures du réseau routier | Entretien et réfection des chaussées et | 41 474,00 $ | - |
| C2K SECURITE INC | 1775486 | 2026-04-24 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026- 230_Service de surveillance - Pierrefonds-Roxboro LOT 1 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 41 423,87 $ | - |
| VILLE MONT-ROYAL | 1772595 | 2026-04-08 | LAMARRE, JEAN | Service pour l'entretien des postes de chloration de | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 41 087,88 $ | - |
| LES MOTEURS ELECTRIQUES GOSSELIN INC. | DEU65795 | 2026-04-10 | FORTIN, LUC | JL-188996-28-PRÉSERVATION DES ÉQUIPEMENTS SOUS | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 40 945,11 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LES ENTREPRISES HARTECH INC. | 1773100 | 2026-04-10 | DARCY, PENELOPE | SGPI - gag - 3 Soumissionnaires - 3 soumissions recu - CF- | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 40 593,42 $ | - |
| CATHERINE FORAND | 1760056 | 2026-04-09 | ST-GERMAIN, ISABELLE | SEPLV / Service de design graphique - Conception et | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 40 004,00 $ | - |
| HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE | 1774432 | 2026-04-20 | COSTA, CATHERINE | GAG SENV - Acquisition de 2 Sondes Multi-Paramètres et Ordinateur de Poche - | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 39 106,78 $ | - |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1774370 | 2026-04-21 | COUTURE, MAGGIE | Mu_2026-101_2026-04-15 Inondation printanière_ Livraison de 208 Palettes au | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 38 521,17 $ | 1708749 |
| ENERGIR S.E.C. | DEP52577 | 2026-04-22 | LEFEBVRE, PHILIPPE | SEAU / BCO2026 / UDO / GAZ NATUREL / Remplace DEP48460 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 37 795,50 $ | - |
| SOUDURE RENE THIBAULT INC. | DEU65978 | 2026-04-23 | ST-DENIS, HUGO | Seau /d=Deeu /MM-130919-12-AJOUT PASSERELLES INTÉRIEURES | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 37 607,94 $ | - |
| SOLMATECH INC. | DEU65861 | 2026-04-16 | FLEURY, CAROLE | Seau // Deeu / RD-195700-9-LABORATOIRE POUR CONTRÔLE DES SOLS | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 36 563,05 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1774366 | 2026-04-17 | MOHAMAD, JACKY | MU // 2026-104_Inondation printanière_Location de 5 pompes 6" diesel | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 36 393,92 $ | 1773784 |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP54060 | 2026-04-16 | GODIN, DANIEL | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de vannes guillotine 400 MM de | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 35 905,72 $ | 1642052 |
| SOFTCHOICE LP | DEU65949 | 2026-04-20 | BELLEMARE, STEPHANE | Renouvellement de la licence Splunk 25GB pour la période du 12 avril 2026 au | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 35 865,78 $ | - |
| LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL | DEU65800 | 2026-04-02 | NEBACH, ABDELLAH | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 35 770,80 $ | - |
| CONNECTED INTELLIGENCE LIMITED | 1776097 | 2026-04-29 | ELLA-OYONO, DIEUDONNE | Achat de kiosque de 16m2 et financement de la présence des startups | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 35 250,00 $ | - |
| CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE | 1776073 | 2026-04-28 | FUGULIN-BOUCHARD, ANTOINE | STI // 70501.02 - Acquisition de services d'architecture | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 35 149,82 $ | - |
| EUROFINS-ENVIRONEX | DEU65864 | 2026-04-10 | FLEURY, CAROLE | DEEU / LABO / SR - SERVICES D'ANALYSES DE LABORATOIRE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 34 866,35 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| UNIVAR CANADA LTD. | DEP48642 | 2026-04-16 | DALLAIRE, DOMINIC | BCO2025 - ULA - SILICATE DE SODIUM - TRAITEMENT DE L'EAU - | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 34 173,99 $ | 1687294 |
| TOITURE NATURE | 1772258 | 2026-04-07 | RINFRET, SIMON | SGPI - Fourniture et entretien horticole, toits verts, et entretien du bassin | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 32 920,00 $ | - |
| D.M. VALVE ET CONTROLES INC. | DEP53965 | 2026-04-10 | DEVEAU, DOMINIQUE | SEAU / DEP / REAPPRO - VANNE GUILLOTINE 400 MM (16") DE DIAMÈTRE - | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 31 378,66 $ | 1646886 |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 96000396393 | 2026-04-21 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 31 221,70 $ | - |
| SOLSTICE CNC INC. | DEU65910 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées REAPPRO | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 29 867,84 $ | - |
| 9544-6506 QUEBEC INC. | 1774326 | 2026-04-17 | BILODEAU, AMELIE | SGPMRS/ Acquisition de 8 x structures d'affichage Artpublix | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Autres - Activités récréatives | 29 375,50 $ | - |
| AREO-FEU LTEE | 1772973 | 2026-04-10 | VEILLETTE, PATRICK | ROSEMONT / RESERVER FONDS POUR ARÉOFEU POUR UN MONTANT DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 28 580,22 $ | - |
| ROGERS COMMUNICATIONS INC | tr0015732026 | 2026-04-13 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture de mars 2026 | Police | Activités policières | 28 346,62 $ | - |
| RACICOT CHANDONNET LTEE | 39076 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - RACICOT CHANDONNET LTÉE - | Affaires juridiques | Affaires civiles | 27 835,60 $ | - |
| LABORATOIRE MAT INC. | DEP54129 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 27 800,64 $ | - |
| EMCO CORPORATION | DEP54185 | 2026-04-28 | NEBACH, ABDELLAH | DEP / MAG UDB / Accouplement Victaulic 48" | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 27 791,24 $ | - |
| HYDRA-SRS CORP | 1774758 | 2026-04-21 | COUTURE, MAGGIE | Mu_2026-122_2026-04-15 Inondation printanière. Achat de 10 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 27 716,70 $ | - |
| PREMIERE VISION INC. | 1774849 | 2026-04-21 | MATHIEU, DANIEL | DEV / Paiement de facture. Achat d'un kiosque à l'événement Première | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 27 394,39 $ | - |
| LASER TECHNOLOGY INC. | 1775427 | 2026-04-23 | GAGNON, JEREMI | SEET SPVM. Bon de commande ouvert 2026 pour entretien des | Police | Activités policières | 27 342,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CONTROLES LAURENTIDE LTEE | DEP54032 | 2026-04-15 | DAOUST, YVON | SEAU / UPI / PTI / Achat de 3 vannes régulatrices de pression sur l¿ozone | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 27 297,61 $ | - |
| BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC. | DEU61504 | 2026-04-10 | FLEURY, CAROLE | SEAU / DEEU / SP d'analyse de laboratoire en 2025 pour la Station | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 27 296,75 $ | - |
| ANIXTER CANADA INC. | 1773230 | 2026-04-13 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | Services judiciaires - Anixter-achat Norcon com TTU-A-X Narcon Norcon Intercom AC | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 27 258,99 $ | - |
| PONT ROULANT PROTECH INC. | DEP53985 | 2026-04-13 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / INSPECTION, ENTRETIEN ET RÉPARATION DES | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 26 824,27 $ | 1631066 |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE | 1776326 | 2026-04-29 | BEAUCHESNE, JULIE | EMAF : Entretien et réparations autos pour la période d'avril à décembre | Police | Activités policières | 26 771,81 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEU66049 | 2026-04-29 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - ENSEMBLE DE 3 PALES 46" EN ACIER INOX. 316 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 26 413,81 $ | - |
| 9450-7019 QUEBEC INC. | 1772105 | 2026-04-02 | LEFEBVRE, LOUISE-HELENE | SGPMRS / Service professionnels - Réalisation de marches exploratoires et | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Planification et gestion des parcs et espaces verts | 26 246,87 $ | - |
| MAZOUT G. BELANGER INC. | DEP53094 | 2026-04-01 | DALLAIRE, DOMINIC | BCO2026 / ULA - DIESEL COLORÉ / TRAITEMENT DE L'EAU - ENTENTE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 26 246,87 $ | 1749357 |
| MAGNET FORENSICS | 1775413 | 2026-04-23 | COALLIER, RHEAUME | Licences TEE Magnet AXIOM | Police | Activités policières | 26 184,36 $ | - |
| SECURITEQ INC. | 1775509 | 2026-04-24 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026- 235_Service de surveillance - Dépôt à neige au 4545 thimens LOT | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 25 700,94 $ | - |
| AGENCE DE SECURITE A2A INC. | 1775505 | 2026-04-24 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026- 231_Service de surveillance - Ahuntsic-Cartierville LOT 2 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 25 700,94 $ | - |
| LES PIERRES ST-LEONARD LTEE | 1774571 | 2026-04-23 | KUZU, FERDA | MU_2026-94_2026-04-15 Inondation printanière_ 47 palettes livrées à 20 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 25 456,58 $ | - |
| JMS INDUSTRIEL | DEU66015 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 25 408,07 $ | - |
| LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL | DEU66002 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 25 153,61 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AUMA CANADA INC. | DEP54030 | 2026-04-15 | DAOUST, YVON | SEAU / UDO / PTI / Achat d'actuateurs pour vanne murale (envoyer à Yvon | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 25 123,51 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260401093641 | 2026-04-01 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 25 090,42 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260401091628 | 2026-04-01 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 24 906,65 $ | - |
| EBI MONTREAL INC. | DEU65862 | 2026-04-10 | BERNARD, DOMINIQUE | Seau / deeu / LEVÉE ET TRANSPORT CONTENEUR 2026 | Service de l'eau | Déchets domestiques et assimilés - | 24 883,08 $ | - |
| CANEVAS LASALLE | 1774966 | 2026-04-22 | GOYETTE, STEPHANE | SIM, Bâches noirs 9X14 (devront être identifiées "Service de sécurité | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 24 803,29 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260427143302 | 2026-04-27 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 24 500,00 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65868 | 2026-04-10 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 24 013,98 $ | - |
| SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM) | 1772097 | 2026-04-02 | BEAUCHESNE, JULIE | Cartes OPUS pour l'Unité Métro. | Police | Activités policières | 23 940,00 $ | - |
| PENLINK CANADA INC. | 1772070 | 2026-04-20 | BOUCHERIT, NASSIM | STI // Accorder un contrat de gré à gré à la firme Penlink pour le | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 23 622,19 $ | - |
| ON POWER SYSTEMS INC. | DEU53889 | 2026-04-21 | BELLEMARE, STEPHANE | BS DEEU ENTRETIEN SBS ¿ CONTRAT ENTRETIENS UPS TOSHIBA ONPOWER | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 23 435,31 $ | - |
| REVAY ET ASSOCIES LIMITEE | mon00005550 | 2026-04-23 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - REVAY ET ASSOCIÉS LIMITÉE - | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 23 178,62 $ | - |
| UNITED RENTALS DU CANADA | 1774421 | 2026-04-21 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-136_Location 3 pompes diesel 6p et 1 pompe 8p diesel pour la | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 23 134,00 $ | - |
| HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE | 1760236 | 2026-04-13 | LEE, MEI SHEUNG | SENV / BCO 2026 - Achat d'accessoires, pièces de remplacement et d'entretien | Environnement et transition écologique | Réseaux d'égout | 23 097,25 $ | - |
| CONRAD LORD AVOCAT | 12614 | 2026-04-23 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - CONRAD LORD AVOCAT - 12614 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 23 023,76 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ATELIER SENS ARCHITECTURE FONDAMENTALE | DEU65970 | 2026-04-23 | FLEURY, CAROLE | SEAU // DEEU - AS-150798-124-SERVICES EN ARCHITECTURE POUR LA | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 22 824,28 $ | - |
| DS TACTICAL SUPPLY LTD. | 1776062 | 2026-04-28 | TABOR, ISABELLE | GTI SPVM. Soumission MPOL110628. Achat de chemises multicam. | Police | Activités policières | 22 816,72 $ | - |
| EXPERT MOBILIER | 1776246 | 2026-04-29 | POULIN, MYRIAM | SGPI - GAG - 1 soumission - Aménager en environnement collaboratif à | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 22 782,29 $ | - |
| PROTECTION INCENDIE MCI | DEU65798 | 2026-04-02 | FOUGERES, CEDRIC | BC2026 / DRE / SIE / CONTRAT ENTRETIEN/REPARATION | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 22 777,04 $ | - |
| CONSULTANTS TECHNIQUES TECHNILOGIC | DEU65848 | 2026-04-08 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - Renouvellement du contrat d'entretien pour le système | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 22 542,92 $ | - |
| DESCHAMPS LABRECQUE ET ASSOCIES INC. | 1772422 | 2026-04-07 | CORBEIL, JASMIN | SGPMRS // Services professionnels pour fournir | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 22 047,37 $ | - |
| HYPERTEC SYSTEMES INC | 1772787 | 2026-04-09 | BOUCHERIT, NASSIM | STI // 68305.00 - Programme de modernisation des | Technologies de l'information | Activités policières | 22 046,79 $ | - |
| BRUNO VELO INC. | 1774502 | 2026-04-20 | BILODEAU, AMELIE | SGPMRS / Service de prêt de vélo de type Fatbike et accompagnement de | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 21 606,42 $ | - |
| BELL CANADA | 96576529 | 2026-04-01 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture du 10 mars 2026 (février 2026) | Police | Activités policières | 21 335,25 $ | - |
| TERRAQUAVIE | 1775950 | 2026-04-28 | RICHARD, MARIE-PASCALE | SGPMRS // Installation - Estacade de sécurité sur mesure | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 21 196,98 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1187691 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ARSENAL POUR UN MONTANT DE 20000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 20 997,50 $ | 1695311 |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1187687 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ARSENAL POUR UN MONTANT DE 15000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 20 997,50 $ | 1695311 |
| BBA INC. | DEU65251 | 2026-04-17 | LAVOIE, PHILIPPE | SEAU / DEEU - FC-194449-1-MODÉLISATION DU GROUPE MOTOPOMPE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 997,50 $ | - |
| LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. | DEP53966 | 2026-04-10 | LARRIVEE, ALAIN | RES / PTI / Fourniture d¿une caméra thermique T540-42 et du logiciel | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 20 967,05 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| IMK S.E.N.C.R.L. | 54919 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - IMK S.E.N.C.R.L./LLP - 54919 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 20 404,32 $ | - |
| PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES | 6657b | 2026-04-09 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES - | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 20 256,81 $ | - |
| MARMEN INC. | DEU66056 | 2026-04-30 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - COUVRIRI COUT POUR REMISE A NEUF CARTOUCHE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 105,11 $ | - |
| MARMEN INC. | DEU65920 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / REMISE A NEUF DE CARTOUCHE DE BROYEUR SEEPEX | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 105,11 $ | - |
| MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE | DEU65925 | 2026-04-17 | KOHLER, RODOLPHE | AN-188994-25-ENTRETIEN LONGUE DURÉE POUR ÉQUIPEMENTS | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 19 947,62 $ | - |
| HYDRA-SRS CORP | 1774032 | 2026-04-19 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-60_2026-04-15 Inondation printanière_ Location, installation, | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 19 811,14 $ | - |
| FARAH NANTEL-HAMUD | 25fn3071 | 2026-04-10 | LAMBERT, ALEXANDRE | Couru 2025 - Dir. aff. civiles - Farah Nantel-Hamud - Nom du dossier : C-2020- | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 19 616,60 $ | - |
| VIG VAGUE MARINE | 1776177 | 2026-04-29 | MONTPETIT, CLAUDE | SSIM / DivOS - DM 26-0016 / Installation, retrait et entreposage des quais des | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 19 517,17 $ | - |
| BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. | 1736776 | 2026-04-08 | DARCY, PENELOPE | GAG SGPI - Mise en service pour s'assurer que les systèmes de ventilation | Gestion et planification des immeubles | Construction d'infrastructures de voirie | 19 370,74 $ | - |
| L'AMI DU BUCHERON | 1771983 | 2026-04-01 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Hydraulique-DM 26-0436 //Achat de Stihl, chaines aux carbures, 20", | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 19 212,08 $ | - |
| AQUA DATA INC | DEU65951 | 2026-04-22 | ST-DENIS, HUGO | RA-0520250004-5-24E23_VM_05_COLL-VIGER_ÉVALUATIONSTR | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 19 107,72 $ | - |
| BRENNTAG CANADA INC. | DEP48444 | 2026-04-27 | GUILHEMJOUAN, SERGE | BCO2025-UAT-Hypochlorite de sodium - chlore liquide à 12%-entente 1687237- | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 19 099,57 $ | 1687237 |
| BOIVIN & GAUVIN INC. | 1773220 | 2026-04-13 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST-DM 26-0496 / APRIA // Paiement de facture pour analyse 2025 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 19 083,58 $ | - |
| POMPACTION INC. | DEU65789 | 2026-04-01 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - Pompe submersible avec agitateur TOYO modèle HT- | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 18 618,48 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1181965 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ARSENAL POUR UN MONTANT DE 20000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 18 611,81 $ | 1695311 |
| GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO | 1773367 | 2026-04-13 | GOYETTE, STEPHANE | SIM-DST/ Insallation de système qui recopie l'ordinateur véhiculaire dans | Sécurité incendie de Montréal | Gestion des équipements - Séc. incendie | 18 398,67 $ | 1770389 |
| UNIQUE MOBILIER DE BUREAU | 1774852 | 2026-04-21 | DAGENAIS-LANGLOIS, KARINE | SGPI / GAG - Acquisition 20 tables pneumatiques (incluant livraison, déballage | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 18 393,73 $ | - |
| ACKLANDS - GRAINGER INC. | 1773482 | 2026-04-14 | GOYETTE, STEPHANE | SIM-DST-Élec-Comm/DM-26-0416/V Achat de MSA Altair 5X PID Pump | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 18 197,48 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260401092844 | 2026-04-01 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 18 182,20 $ | - |
| PROJET POPCORN | 1769832 | 2026-04-13 | LOGE, HERVE | SEAU / Formation en communication influente | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 18 141,84 $ | - |
| MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE | DEU65828 | 2026-04-08 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | COUVRIR COUT POUR ESTIMATION ET RÉPARATION DU | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 784,88 $ | - |
| GROUPE DISTRICHEM-ECO CANADA INC. | DEU65874 | 2026-04-13 | BERNARD, DOMINIQUE | SEAU / DEEU - NETTOYAGE DES TOURS D'EAU ET BASSINS DU 23 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 700,89 $ | - |
| CORPORATION CIMSOFT | DEP54109 | 2026-04-21 | TURCOTTE, CAROLINE | BS / UAT / Renouvellement Thin Manager du 2026-04-27 au 2027-04-26 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 17 688,29 $ | - |
| BELANGER S.R. INC. | 1774600 | 2026-04-27 | KUZU, FERDA | MU_2026-165_2026-04-15 Inondation printanière_Location d'un | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 17 658,90 $ | - |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1774419 | 2026-04-21 | KUZU, FERDA | MU_2026-132 _2026-04-15 Inondation printanière_ 25 000 sacs de jute - 14150. | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 17 585,41 $ | - |
| HYDRA-SRS CORP | 1774365 | 2026-04-20 | MOHAMAD, JACKY | Mu_2026-97_2026-04-15 Inondation printanière_ Location, installation, | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 17 564,41 $ | - |
| CDTEC CALIBRATION INC. | 1773466 | 2026-04-14 | GOYETTE, STEPHANE | SIM-DST/DM 26-0483 - Achat de Cylindres calibration gaz pour | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 17 380,68 $ | - |
| BELL MOBILITE INC | 1754770 | 2026-04-13 | GAGNON, JEREMI | Bon de commande ouvert pour paiement des factures mensuels (2 comptes) | Police | Activités policières | 17 322,94 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EXA DESIGN INC. | DEU65769 | 2026-04-07 | FLEURY, CAROLE | SEAU / DEEU - LL-0720260002-1-PLANS DE RÉAMÉNAGEMENT DE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 322,93 $ | - |
| SECURITEQ INC. | 1775507 | 2026-04-24 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026- 232_Service de surveillance - Senneville LOT 3 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 17 133,96 $ | - |
| LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL | DEU66060 | 2026-04-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - PIECE USINÉE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 130,62 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP54196 | 2026-04-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de anneaux d'usure, impulseur | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 17 093,71 $ | - |
| ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC. | 1772702 | 2026-04-08 | WAN, HOK | SGPI / Fabriquer 5 toitures de pilastre de clôture à refaire telles que les | Gestion et planification des immeubles | Approv. et traitement de l'eau potable | 17 060,47 $ | - |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1773897 | 2026-04-30 | KUZU, FERDA | MU_2026-53_2026-04-15 Inondation printanière_ Service de plongeur -4 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 16 990,80 $ | 1772836 |
| GASTIER M.P. INC. | 1775361 | 2026-04-23 | GELINEAU, IAN | SSIM / Fourniture et installation de téléviseurs moniteurs 55 po dans le | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 16 766,16 $ | - |
| DR DAS LTD | 1772902 | 2026-04-09 | GODEFROY, FABRICE | SENV - Services de Maintenance de Site Web & Programmation (ajouts au | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 16 728,00 $ | - |
| CONSTRUCTION ARCADE | 1774967 | 2026-04-22 | COSTA, CATHERINE | SENV - Relocalisation de la station no.66 vers L usine | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 16 693,01 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1774423 | 2026-04-21 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-142_2026-04-15 Inondation printanière_Livraison de 82 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 16 380,84 $ | 1708742 |
| CONSTRUCTION GDM INC. | DEP53986 | 2026-04-13 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Inspection des réducteurs Vanne Murale | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 16 259,16 $ | - |
| EPANDAGE LEGAULT | 1774163 | 2026-04-27 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-80_2026-04-15 Inondation printanière_ Location d'un camion stone | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 16 141,83 $ | - |
| HASTEC GROUPE INC. | DEU65930 | 2026-04-16 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - DIRECTIONAL CONTROL VALVE " | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 15 899,84 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1188649 | 2026-04-14 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ARSENAL POUR UN MONTANT DE 15000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 15 748,12 $ | 1695311 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1188342 | 2026-04-09 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ARSENAL POUR UN MONTANT DE 15000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 15 748,12 $ | 1695311 |
| MAZOUT G. BELANGER INC. | DEP53058 | 2026-04-09 | MITSAK, MOHAMMED | BCO2026 / UDO / Diésel coloré / Entente 1749357 Lot 2 / Remplace | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 15 748,12 $ | 1749364 |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189668 | 2026-04-28 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 15 587,75 $ | 1687670 |
| USINAGE F.B. INC | DEU65888 | 2026-04-14 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 15 517,05 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1182018 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ARSENAL POUR UN MONTANT DE 20000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 15 513,88 $ | 1695311 |
| ATMODC INC. | DEU65871 | 2026-04-14 | ST-DENIS, HUGO | SEAU / DEEU - SERVICES PROFESSIONNELS D¿INGÉNIERIE MM- | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 15 244,18 $ | - |
| EXA ARCHITECTURE ET DESIGN INC. | 1772292 | 2026-04-07 | CLARK, VINCENT | Exa Architecture et Design. SPVM QG - CCTI CIVIL 18 mars 2026. Services | Police | Activités policières | 15 212,68 $ | - |
| BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC. | 1760477 | 2026-04-08 | VEZEAU, NANCY | SENV / BCO 2026 - Analyses chez Bureau Véritas pour le 1er trimestre | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 15 189,06 $ | 1585963 |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1775357 | 2026-04-30 | KUZU, FERDA | MU_2026-64_2026-04-15 Inondation printanière_ Service de plongeurs pour | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 15 069,27 $ | 1772836 |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de202604271435 40 | 2026-04-27 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 15 000,00 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1775196 | 2026-04-27 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Achat de vêtements et accessoires | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 14 966,60 $ | 1643722 |
| GROUPE REAL JEAN | 1773363 | 2026-04-13 | GOYETTE, STEPHANE | SIM-DST/ DM 26-0452 / Électricité -Communication / Achat de (6) Sump pump | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 14 726,51 $ | - |
| PIPL INC. | 1774767 | 2026-04-21 | TRUDELLE, SIMON | Renouvellement logiciels Renseignement spécialisé. | Police | Activités policières | 14 699,06 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP54130 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | BS / ULA / Commande de pompe prominent et membrane de sécurité | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 14 652,06 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP54171 | 2026-04-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / REP / Pièces de rechange pompe doseuse CDN. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 14 481,85 $ | - |
| PROTECTION INCENDIE MCI | DEP54168 | 2026-04-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / REP / Réappro / divers appel de service. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 14 289,12 $ | 1481020 |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016735 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538259 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 14 260,44 $ | - |
| DUBO ELECTRIQUE LTEE | DEP53992 | 2026-04-13 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / REP / Réappro / Achat de aérotherme électrique en | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 14 169,44 $ | - |
| CE/CI FORMATION ET SERVICES INC. | DEP54039 | 2026-04-15 | POIRIER-VACHON, KAREL | DEP / UAT / 2026 SERVICE DE FORMATION ET D'ESSAIS D'AJUSTEMENT | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 14 120,82 $ | - |
| LES CARROSSERIES LE BARON INC. | 28447 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538476 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 14 089,37 $ | - |
| CENTRE DU CAMION U.T.R. INC. | s32527 | 2026-04-02 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538202 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 14 025,48 $ | - |
| ULINE CANADA CORP | 1775795 | 2026-04-27 | KUZU, FERDA | Mu_2026-286_2026-04-15 Inondation printanière_Acquisition de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 14 015,64 $ | - |
| ULINE CANADA CORP | 1774397 | 2026-04-17 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-110_2026-04-15 Inondation printanière_Acquisition de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 14 015,64 $ | - |
| BOUTY INC | 1774388 | 2026-04-17 | BEAUCHESNE, JULIE | Chaises pour la DIP. | Police | Activités policières | 13 815,73 $ | - |
| POMPACTION INC. | 1774428 | 2026-04-27 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-157_2026-04-15 Inondation printanière_ Location de 2 pompes 1x8" | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 13 747,48 $ | - |
| BELANGER LONGTIN INC. | 53317 | 2026-04-27 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - BELANGER LONGTIN INC. - 53317 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 13 520,60 $ | - |
| AXON PUBLIC SAFETY CANADA INC. | 1771887 | 2026-04-01 | COALLIER, RHEAUME | Renouvellement licence - Technologie en enquêtes. | Police | Activités policières | 13 426,10 $ | - |
| CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE | 1773593 | 2026-04-14 | BORNAIS, LUC | SENV/ Achat de radio Portatif, microphone, batterie supplémentaire. | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 13 328,19 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RAMPART INTERNATIONAL CORP | 1775371 | 2026-04-23 | CHARBONNEAU, MARC | GTI SPVM. Soumission Q46718. Caméra pôle longue portée. | Police | Activités policières | 13 266,73 $ | - |
| MOURANI-CRIMINOLOGIE | 11 | 2026-04-09 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - MOURANI-CRIMINOLOGIE - 11 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 13 123,44 $ | - |
| CENTRE DE SERVICES AUTOMOBILES | 1775496 | 2026-04-24 | CARON, CHARLES | SMRA / Paiement de facture - Paiement de TVQ pour achat de véhicule neuf | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 13 112,24 $ | - |
| INDUSTRIES 3R INC. | DEU65661 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 13 071,37 $ | - |
| COMPUGEN INC. | DEU64739 | 2026-04-23 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - DB-0720250007-45-ACHAT DE 25 STATIONS D'ACCUEIL | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 13 006,64 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP54078 | 2026-04-17 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / modification des panneaux de contrôle des | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 850,41 $ | - |
| 9042-0845 QUEBEC INC. | DEP53978 | 2026-04-13 | DAOUST, YVON | BS / UDO / Service d'entretien paysager - saison 2026. Said Annour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 817,40 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1775044 | 2026-04-22 | GAGNON, JEREMI | Vidéosurveillance SPVM. Soumission SPVM 17 avril 2026. Achat de téléviseurs. | Police | Activités policières | 12 808,47 $ | - |
| REFRIGERATION COLLETTE INC. | 1773218 | 2026-04-13 | RINFRET, SIMON | Thermopompe - SGPI Biosphère - Martin | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 12 707,00 $ | - |
| GROUPE THOMAS MARINE INC. | ROS1189365 | 2026-04-23 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 13886.83$ À THOMAS MARINE POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 12 680,53 $ | - |
| ENERGIR S.E.C. | DEP52603 | 2026-04-23 | GUILHEMJOUAN, SERGE | SEAU / BCO2026 / UAT / Gaz naturel-remplace DEP48723 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 598,50 $ | - |
| LE MUSEE MCCORD STEWART | 1774164 | 2026-04-16 | BILODEAU, AMELIE | Accorder une contribution financière au Musée McCord-Stewart pour la | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Autres - Activités récréatives | 12 500,00 $ | - |
| SFC ENERGY LTD. | DEP54092 | 2026-04-20 | TURCOTTE, CAROLINE | SEAU / UAT / Renouvellement Geo SCADA du 2026-06-01 au | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 469,27 $ | - |
| SECURMAX | DEU65772 | 2026-04-07 | ARNOULD, GUY | AS-188667-15-FOURNITURE DE DEUX CONTRÔLEURS AVEC | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 12 361,24 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FONDS DE GESTION DES INFRASTRUCTUR | de20260429112132 | 2026-04-29 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 12 358,05 $ | - |
| CDW CANADA CORP. | DEU65807 | 2026-04-13 | ARNOULD, GUY | Seau / Deeu / JS-150798-123-MATERIEL DIVERS POUR INFRASTRUCTURE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 12 279,04 $ | - |
| SUSTEMA INC. | 1776290 | 2026-04-29 | COALLIER, RHEAUME | Achat de 2 postes Intégration pour la TEE | Police | Activités policières | 12 205,68 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP53963 | 2026-04-10 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Achat de pompe doseuse de remplacement. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 11 964,38 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP53937 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Ajuster les Analyseur pour accueillir le | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 11 833,15 $ | - |
| MONTREAL-EST TOYOTA | bt55528 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538475 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 11 812,11 $ | - |
| MARMEN INC. | DEU65917 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 11 811,09 $ | - |
| D4H TECHNOLOGIES LIMITED | 1773384 | 2026-04-13 | LESSARD, DANNY | SSIM// Paiement de facture - Abonnement annuel au logiciel D4H Equipment | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 11 800,00 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65794 | 2026-04-13 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / deeu / H-0720250032-11-TRANSPORT DE LA GMP | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 11 790,43 $ | - |
| IMPRIMERIE F.L. CHICOINE | 1775138 | 2026-04-22 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Formulaires | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 11 774,35 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016787 | 2026-04-29 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538859 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 11 749,95 $ | - |
| SPIRAX SARCO CANADA LIMITED | DEU63936 | 2026-04-15 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / Deeu / acquisition vannes de régulation | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 11 667,56 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040645 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 11 423,69 $ | - |
| BENTLEY SYSTEMS INC. | 1773226 | 2026-04-13 | LOGE, HERVE | Facture : 48670508 Cloud Services Replenishment Voucher | Service de l'eau | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 11 291,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

**1er AU 30 AVRIL 2026**

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| HYDRA-SRS CORP | 1775527 | 2026-04-30 | KUZU, FERDA | MU_2026-241_2026-04-15 Inondation printanière_ Location, installation, | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 11 270,41 $ | - |
| HEC MONTREAL | 1773308 | 2026-04-13 | GAUTHIER, PHILIPPE | SSIM/ Cours : Renforcez vos communications interpersonnelles au travail | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 11 061,48 $ | - |
| APEX PRECISION INC. | DEU65919 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 10 903,92 $ | - |
| FUGESCO INC. | DEU66000 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 10 892,45 $ | - |
| LES CARROSSERIES LE BARON INC. | 28442 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538477 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 10 826,31 $ | - |
| IDEXX LABORATORIES CANADA | 1775074 | 2026-04-22 | VEZEAU, NANCY | SENV - Achat de produits chimiques pour labo Des Baillets // Entente 1751993 | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 672,76 $ | 1751993 |
| MONTMORENCY FORD (1997) INC. | 617734 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538814 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 10 648,61 $ | - |
| BALANCES UNIVERSELLES INC. | 1774974 | 2026-04-22 | BORNAIS, LUC | SENV / BCO 2026 - Appel de service pour l'entretien des balances au CESM | Environnement et transition écologique | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 10 498,75 $ | - |
| CORPORATION PARKLAND | 1776255 | 2026-04-29 | LABOS, COSTAS | BCO DEBÉ - MAZOUT DOMESTIQUE | Gestion et planification des immeubles | Activités policières | 10 498,75 $ | 1749352 |
| COMMUNICATION J. POISSANT ENR. | 1758629 | 2026-04-14 | VEILLETTE, PATRICK | SMRA / BCO 2026 - Service d'installation et de démontage d'équipements | Materiel roulant et ateliers | Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et | 10 498,75 $ | 1718503 |
| E.M.S. SEIMEC INC. | DEP54160 | 2026-04-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Réfection du transformateur avec cuivre | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 388,51 $ | - |
| C2K SECURITE INC | 1775488 | 2026-04-24 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026- 234_Service de surveillance - Usine de filtration de Pierrefonds LOT | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 10 355,97 $ | - |
| LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC. | DEP53892 | 2026-04-07 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat d'interrupteurs de sécurité. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 342,49 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1775972 | 2026-04-28 | GAGNON, JEREMI | SEET SPVM. Soumission 20 avril 2026. Achat d'accessoires pour le mur | Police | Activités policières | 10 304,47 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MABAREX INC | DEP54157 | 2026-04-24 | DOUCET, MARTIN | BS / UDB / Paiement de facture pour commande calibration de 12 sondes | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 287,46 $ | - |
| CENTRE DE SERVICES AUTOMOBILES | 1773382 | 2026-04-13 | CARON, CHARLES | SMRA / Paiement de la facture - Paiement de TVQ pour achat de véhicule neuf | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 10 237,25 $ | - |
| VOLUME2 INC. | 1775667 | 2026-04-27 | ELLA-OYONO, DIEUDONNE | SDE / Services pour l'adaptation et la diffusion des contenus auprès des | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 10 236,28 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1187792 | 2026-04-02 | MOMY, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 8943.41$ À CUMMINS SELON ESTIMÉ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 10 212,25 $ | - |
| HACH SALES & SERVICE CANADA LTD | DEP54163 | 2026-04-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de calibration Sonde | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 210,77 $ | - |
| SOLOTECH INC | 1773615 | 2026-04-14 | SAMAAN, SHADI | STI // Octroyer un contrat de gré à gré pour les licences Pexip utilisé par la Cour | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 10 206,54 $ | - |
| PRE LABS INC. | 1776113 | 2026-04-29 | TABOR, ISABELLE | GTI SPVM. Soumission 2362. Achat de ceinturons. | Police | Activités policières | 10 112,40 $ | - |
| LA PRESSE INC. | 1771935 | 2026-04-01 | LE NAY, ALBANE | SEPLV / Paiement de facture. Campagne Biosphère - Micromag | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 10 000,00 $ | - |
| SOLUTIONS CONSORTECH INC. | 1773697 | 2026-04-15 | MOUSSEAU, FRANCE | FINEF DC / Renouvellement 2026 de la licence FME-FORM avec un | Finances et évaluation foncière | Évaluation | 9 973,81 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39905 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538481 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 899,83 $ | - |
| PROTECTION INCENDIE MCI | DEP54037 | 2026-04-15 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Correctifs Extincteurs - Suite à | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 853,07 $ | 1481020 |
| LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE | 1775857 | 2026-04-28 | PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE | SAPP - MOAH - Achat d'étagères dans le cadre du jumelage de la réserve St- | Approvisionnement | Administration, finances et approvisionneme | 9 798,46 $ | - |
| BAKER HUGHES ENERGY SERVICES | DEP53949 | 2026-04-10 | DOUCET, MARTIN | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat d'affichage Bentley Nevada, | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 797,43 $ | - |
| NEOLECT INC. | 1727522 | 2026-04-02 | BESSETTE, HUGUES | SUM, SP-2025-06_AO 515904 _ Travaux d'aménagement de piste | Urbanisme et mobilité | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 9 791,47 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC. | 1776124 | 2026-04-29 | DARCY, PENELOPE | SGPI - Exécution de travaux de décontamination des locaux 235, 245 et corridors | Gestion et planification des immeubles | Cour municipale et magistrature | 9 723,70 $ | - |
| CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTREAL | 1774568 | 2026-04-20 | CHARBONNEAU, MARC | Paiement de la facture # 0003488 datée du 16 avril 2026 pour les services | Police | Activités policières | 9 601,11 $ | - |
| MABAREX INC | DEP54042 | 2026-04-16 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de racleur assemblage. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 600,95 $ | - |
| CSIPIX/ISYS-INTELLIGENT SYSTEM | 1772073 | 2026-04-02 | BOUCHERIT, NASSIM | STI // Accorder un contrat à CSIpix pour le renouvellement du support | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 9 573,42 $ | - |
| MARMEN INC. | DEU66004 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 490,87 $ | - |
| TECHNILIGNES | 1774921 | 2026-04-22 | SAINT-MLEUX, FREDERIC | GAG-SENV - Service de scarification de marquage dans les sept (7) écocentres | Environnement et transition écologique | Matériaux secs - traitement | 9 489,35 $ | - |
| CAMIONS INTER-ANJOU INC. | ROS1188287 | 2026-04-09 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FOND CHEZ INTER-ANJOU POUR RÉPARATION DE FUITE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 9 459,42 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1774903 | 2026-04-27 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-200_2026-04-15 Inondation printanière_ Main d'ouevre pour aider à | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 9 448,87 $ | - |
| PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES | 6657c | 2026-04-09 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES - | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 9 437,46 $ | - |
| PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES | 6657a | 2026-04-09 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES - | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 9 437,46 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39940 | 2026-04-29 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538857 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 389,89 $ | - |
| SOCIETE EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE | 1773323 | 2026-04-13 | POULIN, MYRIAM | SGPI-GAG-1 soumission - Travaux d'aménagement des espaces de travail et de | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 9 378,83 $ | - |
| TEEL TECHNOLOGIES CANADA | 1772125 | 2026-04-02 | BOUCHERIT, NASSIM | STI // Accorder un contrat gré à gré pour le renouvellement des logiciels | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 9 368,71 $ | - |
| IMK S.E.N.C.R.L. | 54915 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - IMK S.E.N.C.R.L./LLP - 54915 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 9 349,14 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| WESTECH INDUSTRIAL LTD | 1773767 | 2026-04-15 | BORNAIS, LUC | GAG - Acquisition de pièces pour Réparation Torchère 30 - pour CESM. | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 9 338,63 $ | - |
| ATLAS COPCO COMPRESSEURS CANADA | DEP53998 | 2026-04-13 | DOUCET, MARTIN | BCO 2026 / Paiement de facture facture pour entretien des compresseurs | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 336,34 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1775196 | 2026-04-27 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Achat de vêtements et accessoires | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 9 311,92 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39921 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538561 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 300,27 $ | - |
| TOROMONT CAT (QUEBEC) | DEP52892 | 2026-04-21 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT / Service d'inspections, d'essais et de travaux d'entretien des | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 280,90 $ | 1541004 |
| DENISE CARON | 1775522 | 2026-04-24 | BILODEAU, AMELIE | SGPMRS / Contrat de services professionnels pour la production et la | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Autres - Activités récréatives | 9 133,92 $ | - |
| PRESTON PHIPPS INC | DEU65942 | 2026-04-17 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - PURGEUR D'AIR ARMSTRONG 3/4". | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 126,03 $ | - |
| TOUSSAINT DAGUILLARD | DEP53938 | 2026-04-08 | GABRIEL, MARIE-ANNE | DEP / UAT / Mandat de Services Professionnels en Électricité (Marie-Anne | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 070,92 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15549 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538805 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 028,94 $ | - |
| INSTRUMENTS MEGATEC INC. | DEP54050 | 2026-04-16 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Outils pour remplir le coffre de l'outilleur | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 9 024,78 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260427144247 | 2026-04-27 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 9 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260427143756 | 2026-04-27 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 9 000,00 $ | - |
| LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE | 1772711 | 2026-04-08 | MUNN, JONATHAN | MU_2026-2_ Pluies diluviennes - 9 août 2024 Remboursement des frais | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 8 962,44 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1187652 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RÉSERVER FONDS POUR LA FACTURE # F0216696 ( RESSORT IDÉAL | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 8 922,08 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| HONEYWELL LTEE | DEP46502 | 2026-04-23 | GODIN, DANIEL | BCO2024-2026 - ERP - Entretien ventilation/chauffage | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 8 875,40 $ | - |
| APEX PRECISION INC. | DEU65489 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | Seau / deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 852,42 $ | - |
| ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE | DEP54195 | 2026-04-30 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Conception d'un opérateur universel - Phase 2 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 8 818,95 $ | - |
| CANEVAS LASALLE | 1772065 | 2026-04-02 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST- Forge DM-26-0397/ Achat de toiles pour camion couleur rouge | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 766,46 $ | - |
| P.E.S. CANADA INC. | 1765560 | 2026-04-30 | CARIGNAN, MARTIN | APPUIE-BRAS POUR PRÉPARATION /REMPLACEMENT | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 8 661,47 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39935 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538801 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 8 653,86 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 126199 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538427 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 8 630,57 $ | - |
| E.R.C.D. INDUSTRIES INC. | DEP54049 | 2026-04-16 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Repeindre le réservoir sous base de la | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 8 629,97 $ | - |
| USINAGE F.B. INC | DEU65958 | 2026-04-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - PIECE USINÉE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 609,43 $ | - |
| AGENCE DE SECURITE A2A INC. | 1775506 | 2026-04-24 | COUTURE, MAGGIE | MU / 2026- 233_Service de surveillance - Île Bizard-Sainte-Geneviève_LOT 4 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 8 566,98 $ | - |
| ZOLL MEDICAL CANADA INC. | 1776004 | 2026-04-28 | LAROCHE, GHISLAIN | SIM-PR - Achat d'électrodes de formation de rechange pour les besoins de la | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 469,33 $ | - |
| MARTIN TREMBLAY | 178 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - MARTIN TREMBLAY, ING. - 178 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 8 267,77 $ | - |
| STEPHEN ANGERS AVOCAT INC. | 1772681 | 2026-04-08 | GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES | Amicus curae remboursement honoraires Cour municipale | Affaires juridiques | Affaires civiles | 8 267,76 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEP53796 | 2026-04-30 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UDB / Remise a neuf de 2 clapets anti-retour avec application de belzona. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 8 213,23 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SYSTEMES DE CONTROLE ACTIF SOFT DB INC. | DEU65950 | 2026-04-20 | FLEURY, CAROLE | Seau / Deeu / Étude d¿impact sonore du retrait du plénum des cheminées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 210,02 $ | - |
| MAGNUS 1946 PRODUITS CHIMIQUES | DEP49123 | 2026-04-27 | LECUYER, MARC-ANDRE | DEP / UAT / CONTRAT POUR INSPECTION DE SYSTÈME EAU GRISE ET | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 8 203,57 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP54056 | 2026-04-16 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / REP / Achat de valves pour glass gage des colonnes de compensation | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 8 179,51 $ | 1657298 |
| LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR. | 1775519 | 2026-04-24 | GOYETTE, STEPHANE | SIM-DST-DM-26-0474 - Achat de 20 K-tool | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 120,79 $ | - |
| MES CANADA INC. | 1776243 | 2026-04-29 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Hydraulique-DM 26-0521 - 0522 - 0523 / Achat des accessoires de | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 103,65 $ | - |
| VOILA DESIGN D'INFORMATION INC. | 1772089 | 2026-04-02 | SALHA, MOURTALA | DEV / Paiement de facture. Conception et élaboration d'un outil de promotion | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 8 092,44 $ | - |
| PROJECT 529 INC. | 1773866 | 2026-04-15 | BEAUCHESNE, JULIE | Facture inv-0018, accès annuel à l'application Garage 529. | Police | Activités policières | 8 085,00 $ | - |
| SOCIETE EN COMMANDITE ACCS | DEP54158 | 2026-04-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / ENTENTE DE SERVICE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 8 063,04 $ | - |
| DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE | de260401resshum01 | 2026-04-07 | GELINAS, ISABELLE | Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période : Avril 2026 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 8 055,11 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65784 | 2026-04-01 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Reparation d'un réducteur de marque Fontaine avec arbre creux filet ACME en | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 032,97 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260420111949 | 2026-04-20 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 8 000,00 $ | - |
| LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE | 1750768 | 2026-04-21 | FOURNELLE, MARTIN | SIM - Entretien et réparation des équipements en lien | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 7 856,58 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016774 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538803 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 746,46 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1187671 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR RESSORT IDEAL POUR UN MONTANT DE 7000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 720,40 $ | 1687670 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9042-0845 QUEBEC INC. | DEP53973 | 2026-04-13 | DAOUST, YVON | BS / UPC / Service d'entretien paysager - saison 2026, Said Annour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 712,83 $ | - |
| LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC. | DEP53919 | 2026-04-22 | BAOUANE, FATIMA | BS / UPI / Installation d'un rideau en vinyle de protection panneaux de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 658,84 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016756 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538558 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 640,54 $ | - |
| CORPORATION D'URGENCES-SANTE | 1776363 | 2026-04-29 | LAROCHE, GHISLAIN | SSIM / Paiement de facture - Formation PR - Période du 8 mars au 31 mars 2026 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 7 590,22 $ | - |
| 12818370 CANADA INC. | ROS1189116 | 2026-04-21 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 8312.16$ À VOLVO ST-LÉONARD POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 590,10 $ | - |
| DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE | de20260420093404 | 2026-04-20 | CHAN FAH, YANICK | Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période : 2026-03-01 au 2026-03-31 | Police | Activités policières | 7 577,36 $ | - |
| TELFLEX TECHNOLOGIE INC. | 1771890 | 2026-04-01 | GELINEAU, IAN | SSIM// Acquisition composante d'alimentation électronique défectueuse | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 7 567,29 $ | - |
| DESJARDINS FORD LTEE | be83393 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538444 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 553,93 $ | - |
| TELECON INC | 1771796 | 2026-04-01 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Travaux terrain d affichage et installation | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 7 543,07 $ | - |
| EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC. | ROS1188065 | 2026-04-07 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 8231.99 À NOVAQUIP POUR LES RÉPARATIONS | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 516,90 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39889 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538267 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 514,33 $ | - |
| L'ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN | 1771926 | 2026-04-01 | DESCHAMPS, MARCEL | SSIM/-DPGIR // Paiement de facture pour cotisation membres groupes à | Sécurité incendie de Montréal | Prévention - Séc. incendie | 7 495,06 $ | - |
| LEVEL SIX INCORPORATED | 1772842 | 2026-04-09 | RILLART, STEVE | SSIM / Division des Opérations Spécialisées / Pour paiement des factures | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 7 443,44 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1772824 | 2026-04-21 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Réapprovisionnement | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 7 421,48 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1774985 | 2026-04-29 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-205_2026-04-15 Inondation printanière_ 20 Palettes de sac de sable | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 7 359,62 $ | 1708749 |
| APEX PRECISION INC. | DEU66014 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 333,23 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEU66037 | 2026-04-28 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 328,45 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1188692 | 2026-04-14 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR KENWORTH POUR UN MONTANT DE 15000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 285,29 $ | - |
| CARDINAL HEALTH CANADA INC | 1775358 | 2026-04-23 | LAROCHE, GHISLAIN | SIM-DST-DM-26-0531<br>Achat des Gants | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 7 228,39 $ | - |
| 9373-7468 QUEBEC INC. | 1729393 | 2026-04-15 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV / Sur demande, intervention à des fins d'entretien sur les éléments | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 7 209,95 $ | - |
| LIPARI DEMENAGEMENT & ENTREPOSAGE | DEU63215 | 2026-04-27 | PAPILLON, EMILIE | Seau / Deeu / DL-188996-13-DÉCHARGEMENT ÉQUIPEMENTS | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 051,63 $ | - |
| GENERAL BEARING SERVICE INC. | DEU65911 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MOYEUX D'ACCOUPLEMENT | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 016,27 $ | - |
| LA FABRIQUE DU STORE | 1775470 | 2026-04-24 | CLARK, VINCENT | QG SPVM. Soumission 1974. Remplacer 16 toiles. | Police | Activités policières | 7 012,13 $ | - |
| GROUPE AIRBOSS DEFENSE LTEE | 1771792 | 2026-04-01 | MORVAN, YANNICK | SSIM-DivOS / DM 26-0447 // Achat de cartouches AirBoss Defense pour le | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 7 005,55 $ | - |
| 9193-6690 QUEBEC INC. | 1772830 | 2026-04-09 | BEAUCHESNE, JULIE | Service de revue de presse (veille médiatique) - SPVM Mars 2026. | Police | Activités policières | 6 983,53 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65785 | 2026-04-01 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - ARC CFW-CR repair kit POUR LES BLADES ENDOMAGER DE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 951,30 $ | - |
| COMITARE CONSEIL INC. | DEP54041 | 2026-04-15 | GUILHEMJOUAN, SERGE | DEP / UAT / Démarche FFOM et Formation Délégation. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 929,16 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEP53470 | 2026-04-22 | DAOUST, YVON | UDO / BCO2026/ Entretien préventif des compresseurs à air | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 837,98 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EQUIPEMENT LAVIGNE | 1774554 | 2026-04-20 | MEDDEB, RIHEB | SSIM-DST-DM 26-0200 à DM 26-0214 / Hydraulique / Achat de pièces | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 6 773,96 $ | - |
| PUBLICITE J.L. | 1772705 | 2026-04-08 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST// Achat des Écrins en velours bourgogne avec logo | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 6 755,94 $ | - |
| MAMMOET CANADA DE L'EST LTEE | DEU63564 | 2026-04-16 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU / Service de location d'une grue MANITEX40124SHL | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 751,36 $ | - |
| AREO-FEU LTEE | 1771268 | 2026-04-16 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR REMPLACEMENT DU SLIP RING | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 726,07 $ | - |
| CONSULTAIR 2000 INC. | DEP53921 | 2026-04-17 | DOUCET, MARTIN | BS / ULA / Commande pour changer le charbon activé des tours de charbon à | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 723,55 $ | - |
| ULINE CANADA CORP | 1773944 | 2026-04-16 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-62_2026-04-15 Inondation printanière_Acquisition de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 719,20 $ | - |
| AESL INSTRUMENTATION INC. | DEP53885 | 2026-04-07 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de matériels de labo. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 653,06 $ | - |
| JAS FILTRATION INC. | DEU65832 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - FILTRE A AIR DUSTLOK PANEL | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 605,89 $ | - |
| TEKNISCIENCE INC. | 1769780 | 2026-04-21 | GODIN, STEPHANIE | SENV / Achats de produits et consommables pour Labo Crémazie Entente 1739802 | Environnement et transition écologique | Traitement des eaux usées | 6 583,15 $ | 1739802 |
| SOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES 360 | DEU66027 | 2026-04-27 | FLEURY, CAROLE | DEEU / LABO / SR - ÉLIMINATION DES DÉCHETS DANGEREUX | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 564,10 $ | - |
| CDTEC CALIBRATION INC. | 1776286 | 2026-04-29 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST - Paiement de facture - réparation, étalonnage et certification | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 6 495,57 $ | - |
| HYDRO-QUEBEC | 1773576 | 2026-04-14 | MARTEL, DAVID | IN 517201 - Gré à gré - Demande d'alimentation au 4510 av. de l'Esplanade. | Infrastructures du réseau routier | Construction d'infrastructures de voirie | 6 489,28 $ | - |
| MANDEL SCIENTIFIC COMPANY INC. | 1775742 | 2026-04-27 | ARBIC, DENISE | GAG - SENV - Acquisition de racks pour le lave-vaisselle - Laboratoire | Environnement et transition écologique | Traitement des eaux usées | 6 487,71 $ | - |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1774512 | 2026-04-20 | DJELLOULI, AMINA | MU / 2026-162_Inondation printanière_Achat de 20 palettes de sacs de sables | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 433,63 $ | 1708749 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016724 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538260 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 367,16 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1179621 | 2026-04-20 | VEILLETTE, PATRICK | ECRAN VISTA / SENSOR EAU DANS FUEL | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 356,73 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEP53469 | 2026-04-28 | BAOUANE, FATIMA | UPC / BCO 2026/ Entretien préventif des compresseurs à air | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 326,84 $ | - |
| RICOH CANADA INC | DEP53927 | 2026-04-08 | DOUCET, MARTIN | BS / UDB / Achat photocopieur IM C4510 - Salle des archives UDB | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 319,86 $ | 1762048 |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1189581 | 2026-04-28 | BERGEVIN, STEPHANE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT D'UN ECM AVEC | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 310,50 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | DEU65897 | 2026-04-14 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition marchandise magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 306,39 $ | - |
| UNIVERSITE LAVAL | 1772975 | 2026-04-10 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Formation en IA sur mesure pour gestionnaires Services juridiques | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 6 299,26 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1774417 | 2026-04-21 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-135_2026-04-15 Inondation printanière_Services | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 299,25 $ | - |
| CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE | 1771383 | 2026-04-17 | DOZOIS, JONATHAN | SIM-DST-DM-26-0389/ / Achat de Motorola NNTN7619B impress APX | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 6 298,73 $ | - |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1774487 | 2026-04-20 | KUZU, FERDA | MU_2026-160_2026-04-15 Inondation printanière_ Service de plongeur Équipe | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 289,79 $ | 1772836 |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1774483 | 2026-04-20 | KUZU, FERDA | MU_2026-159_2026-04-15 Inondation printanière_ Service de plongeur au Cul | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 289,79 $ | 1772836 |
| CONVEX GLOBAL INC | 1775594 | 2026-04-27 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-250_2026-04-15 Inondation printanière_Besoin de 12 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 181,66 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1774411 | 2026-04-20 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-113/125_2026-04-15 Inondation printanière_Livraison 90T | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 141,77 $ | - |
| CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP | ba22985 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538503 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 084,29 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| IMK S.E.N.C.R.L. | 54909 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - IMK S.E.N.C.R.L./LLP - 54909 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 6 076,15 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188284 | 2026-04-09 | VEILLETTE, PATRICK | RESSERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 060,89 $ | 1687670 |
| LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN | DEP54159 | 2026-04-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | BCO 2026 - Analyse d'air & Dépistage moisissure site UAT. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 047,28 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP54082 | 2026-04-17 | DOUCET, MARTIN | SEAU / DEP / ULA / Réappro / Achat de boyau FS-CURTIS. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 025,23 $ | - |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1774699 | 2026-04-21 | KUZU, FERDA | MU_2026-179 _2026-04-15 Inondation printanière_24 Palettes de 30 kg 12530 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 6 021,23 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39914 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538553 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 006,69 $ | - |
| EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC. | 012860 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538531 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 935,15 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1188117 | 2026-04-08 | VEILLETTE, PATRICK | pompe a fuel | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 916,36 $ | - |
| CAMFIL CANADA INC. | ROS1187645 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | PLUSIEUR FILTRE POUR LA SALLE DE POMPE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 911,75 $ | - |
| LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS | 1773927 | 2026-04-16 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-55_Inondation printanière_Location de 4 camions style " Pick-up" | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 879,30 $ | - |
| TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC. | DEU65908 | 2026-04-15 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / deeu / TUYAU NOIR FLEXIBLE 30 POUCE FLEXAUST CWGP 30" | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 876,68 $ | - |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163586 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538243 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 810,28 $ | - |
| LES EQUIPEMENTS POLYCHEM INC. | DEP54190 | 2026-04-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Installation des sonde pour ATI. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 789,96 $ | - |
| SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC. | 1766871 | 2026-04-15 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV / Acquisition d'un ordinateur ASUS NUC 15 Pro et accessoire pour | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 5 780,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ROGERS COMMUNICATIONS INC | 2026359 | 2026-04-13 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture de mars 2026 | Police | Activités policières | 5 774,31 $ | - |
| SANIVAC | DEP54090 | 2026-04-20 | DOUCET, MARTIN | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Service location camion Vaccum + deux | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 774,31 $ | - |
| JOHN COCKERILL CY-BO INC. | DEU65768 | 2026-04-07 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | JS-0720250014-7-REMPLACEMENT DE LA VANNE ÉLECTRIQUE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 774,31 $ | - |
| APEX PRECISION INC. | DEU66001 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 763,73 $ | - |
| BIRON SANTE EN ENTREPRISE S.E.C. | 1775563 | 2026-04-24 | BERTRAND, DAVID | Tests dépistage 2026 - Unités SPVM selon contrat | Police | Activités policières | 5 755,41 $ | - |
| IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC. | 1776416 | 2026-04-30 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Impression de livrets NCR | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 5 738,62 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1184707 | 2026-04-27 | VEILLETTE, PATRICK | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT DE CONTRÔL ENTREE D'EAU | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 722,42 $ | - |
| IMK S.E.N.C.R.L. | 54890 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - IMK S.E.N.C.R.L./LLP - 54890 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 5 708,70 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEU65891 | 2026-04-14 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition marchandises reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 692,79 $ | - |
| DUBO ELECTRIQUE LTEE | DEP53882 | 2026-04-07 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de pièces divers. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 657,97 $ | - |
| ENVIRONNEMENT FAUCON | 1774544 | 2026-04-20 | BILODEAU, AMELIE | SGPMRS / Animation de 4 spectacles d'oiseaux de proie dans les parcs-nature | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 5 609,69 $ | - |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163733 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538390 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 585,28 $ | - |
| BELANGER LONGTIN INC. | 53316 | 2026-04-23 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - BÉLANGER LONGTIN INC. - 53316 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 5 538,09 $ | - |
| SWD INC. | 1764951 | 2026-04-09 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV / Webdiffusion "Futurs en chantier : Les RDV de la Biosphère" - | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 5 535,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CORPORATION D'URGENCES-SANTE | 1775053 | 2026-04-22 | RICHARD, PASCAL | Paiement de la facture 0077991. Dossier antidotes CBRN / CAAM pour la PO. | Police | Activités policières | 5 529,07 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188278 | 2026-04-09 | VEILLETTE, PATRICK | RESSERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 512,26 $ | 1687670 |
| AMEUBLEMENTS TANGUAY | 1775958 | 2026-04-28 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI // Achat de quatres réfrigérateurs Frigidaire Gallery avec congélateur - | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 5 501,09 $ | - |
| JMS INDUSTRIEL | DEU66055 | 2026-04-29 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - PIECE USINÉE ENSEMBLE DE ROUE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 498,48 $ | - |
| ENTRETIEN CHLORATECH INC. | DEP53875 | 2026-04-01 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / REP / Pièces de rechange PDO encore 700 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 5 451,80 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39920 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538562 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 371,59 $ | - |
| XYLEM CANADA LP | DEU65403 | 2026-04-16 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / DEEU - INTERCEPTEUR - LOCATION POMPE #2 | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 5 351,01 $ | - |
| SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC. | 1775689 | 2026-04-27 | BORNAIS, LUC | SGPI // 25-21073 - Lot 4 - Entente 1740471 - Services d'entretien ménager - Usine | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 5 326,80 $ | 1740471 |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39941 | 2026-04-29 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538856 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 308,92 $ | - |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE | 1773742 | 2026-04-15 | LAFONTAINE, ERIC | F-164450 | Police | Activités policières | 5 287,39 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1188711 | 2026-04-14 | VEILLETTE, PATRICK | RÉSERVER FONDS 5000.00$ SELON ESTIMÉ D'ATELIER ( CUMMINS. | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 249,37 $ | - |
| SANIVAC | 1775224 | 2026-04-22 | NGUYEN, ALEXANDRE | MU // 2026-216_Inondation printanière_Service de nettoyage d'une chambre | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 249,37 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1774366 | 2026-04-17 | MOHAMAD, JACKY | MU // 2026-104_Inondation printanière_Location de 5 pompes 6" diesel | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 249,37 $ | - |
| GESTION JEROME BERNARD INC. - | 1759041 | 2026-04-14 | RILLART, STEVE | SSIM / DIVOS-BCO 2026 - Équipement divers chez Gestion Jérôme Bernard. | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 5 249,37 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AIR LIQUIDE CANADA INC | DEU65815 | 2026-04-13 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU / BC OUVERT 2026 POUR FRAIS DE LOCATION DE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 249,37 $ | - |
| AIR LIQUIDE CANADA INC | DEU65799 | 2026-04-02 | BERNARD, DOMINIQUE | BC OUVERT 2026 INCINÉRATION ACHAT/LOCATION SKID | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 249,37 $ | - |
| SITE INTEGRATION PLUS INC. | DEP53933 | 2026-04-08 | TISSEUR, YANNICK | SEAU / DEP / UAT / Réappro / installation d'une camera en facade du | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 244,12 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39899 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538314 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 235,57 $ | - |
| ONE PLAN LIMITED | 1773757 | 2026-04-15 | LUSSIER, MARIE-JOSEE | Paiement de la facture OPL-6443, OnePlan user 12 mois pour UCI. | Police | Activités policières | 5 220,00 $ | - |
| 9533-2078 QUEBEC INC. | 1771944 | 2026-04-01 | LAPOINTE, GUY JR | SSIM/ Paiement de la facture pour la production de vidéos sous différents | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 5 210,95 $ | - |
| LES INDUSTRIES POULIN & FILS INC. | 1774340 | 2026-04-17 | BORNAIS, LUC | SENV / Service d'ingénierie pour l'élaboration des plans pour la passerelle du | Environnement et transition écologique | Matières recyclables - matières | 5 139,93 $ | - |
| TECHNORM INC. | 1773318 | 2026-04-13 | GAUTHIER, PHILIPPE | SIM-DST/ Paiement Facture INV.CA01-0119283 - Conception des | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 5 102,40 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP54062 | 2026-04-17 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de pile rechargeable et test de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 078,05 $ | - |
| CINTAS CANADA LIMITEE | DEP51755 | 2026-04-23 | TISSEUR, YANNICK | BCO2025-2026 RES - Location, entretien et réparation de vêtements | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 5 049,15 $ | 1726090 |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | 1775277 | 2026-04-23 | DJELLOULI, AMINA | MU / 2026-207_Location 2 véhicules flatbed de 16 pied à 20 pieds | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 031,00 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1773875 | 2026-04-15 | KUZU, FERDA | MU_2026-56_ Crue printanière2026_Sacs de sable_Service de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 5 004,75 $ | 1708742 |
| SOLUTIONS CONSORTECH INC. | 1773753 | 2026-04-15 | MALLETTE, CHANTAL | SENV - Renouvellement de maintenance FME (2026-2027) pour Division de la | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 4 986,90 $ | - |
| BRAULT MAXTECH INC. | DEP53900 | 2026-04-16 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / UDB / Réappro / Achat de joint torique | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 960,66 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTÉ ET LA | 1774528 | 2026-04-20 | MANTZAVRAKOS, MYRTA | SENV - Formation "Clientèles difficiles : Gestion Risques sur | Environnement et transition écologique | Inspection des aliments | 4 940,00 $ | - |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC | DEP53874 | 2026-04-01 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Agent de sécurité (Spécial) pour le 15-16-17 avril 2026. Patrick | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 923,49 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016748 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538557 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 919,08 $ | - |
| AGRO-PASSION INC. | 1774383 | 2026-04-17 | BILODEAU, AMELIE | SGPMRS //Parcours d expérience inclusive et | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 4 900,82 $ | - |
| STUDIO TAGTEAM | 1764856 | 2026-04-01 | ST-GERMAIN, ISABELLE | SEPLV / Service de design graphique pour les activités de la Biosphère 2026 | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 4 900,00 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1774104 | 2026-04-16 | NGUYEN, ALEXANDRE | MU // 2026-73_Inondation printanière_Achat de 20 palettes de sable / Entente | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 893,46 $ | 1708742 |
| ATELIER D'USINAGE GAGNE INC. | DEP53974 | 2026-04-13 | DAOUST, YVON | BS / UPC / Trépied support visseuse. Said Annour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 881,92 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1775082 | 2026-04-22 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST- DM 26-0484 - Inventaire/ Achat de lingettes désinfectantes | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 873,52 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39909 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538529 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 851,66 $ | - |
| PTI SOLUTIONS INDUSTRIELLES INC. | DEP53957 | 2026-04-10 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Appel de service pour la reconfiguration | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 4 841,34 $ | - |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE | 1773749 | 2026-04-15 | LAFONTAINE, ERIC | F-164374 | Police | Activités policières | 4 828,46 $ | - |
| CAPT-AIR INC. | DEP54188 | 2026-04-28 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de filtre à poches fait sur mesure.. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 789,45 $ | - |
| MARTIN TREMBLAY | 179 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - MARTIN TREMBLAY ING. - 179 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 4 776,93 $ | - |
| INNOVATIONS VALINFLO | DEU65962 | 2026-04-20 | DICKEY, MARTIN | SEAU / DEEU / Acquisition valve pour entretien | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 776,93 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LOCAPRO 2002 | 1774025 | 2026-04-16 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-58_2026-04-15 Inondation printanière_Location de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 745,44 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39901 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538431 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 704,06 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016785 | 2026-04-29 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538855 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 702,80 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 126191 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538419 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 696,72 $ | - |
| CLEVERBRIDGE AG | 1774105 | 2026-04-16 | BEAUCHESNE, JULIE | Devis: 534737582 Formation 2026: 2 candidats X-Ways | Police | Activités policières | 4 692,94 $ | - |
| 9492-9734 QUEBEC INC | 179755 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538272 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 687,24 $ | - |
| SAUVETAGE NAUTIQUE INC. | 1773987 | 2026-04-17 | MOHAMAD, JACKY | Mu_2026-68_2026-04-15 Inondation printanière_Service | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 671,94 $ | - |
| LES SERVICES VIBRATECH INC. | DEU65855 | 2026-04-09 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - FORATION DEPARTEMENT ATELIER MECANIQUE ET | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 619,44 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1773388 | 2026-04-13 | FOURNELLE, MARTIN | SIM-DST/ (20 caisses de 12), Aerochem, Dégraisseur XDI, format 400g/14.1oz, | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 595,93 $ | - |
| DYPLEX COMMUNICATIONS LTD. | 1776064 | 2026-04-28 | BOUHDID, MOHAMED AZIZ | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 4 577,45 $ | - |
| LES CARROSSERIES LE BARON INC. | 28459 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538720 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 555,47 $ | - |
| XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC. | 1766848 | 2026-04-15 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV / Renouvellement du système de contrôle d'éclairage (de l'illumination) | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 4 555,00 $ | - |
| CONSEIL CANADIEN DES NORMES | 1774748 | 2026-04-21 | ARBIC, DENISE | SENV - Paiement de facture - Droits annuels d'accréditation au Conseil | Environnement et transition écologique | Inspection des aliments | 4 545,00 $ | - |
| LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE INC. | DEU65851 | 2026-04-09 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / Deeu / inspection palonnier | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 544,61 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MAP SIGNALISATION INC. | DEU63216 | 2026-04-27 | PAPILLON, EMILIE | Seau / Deeu / DL-188996-19-SIGNALEUR - DÉCHARGEMENT | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 530,21 $ | - |
| LES GRUES BELLERIVE INC. | 1774135 | 2026-04-16 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-80_2026-04-17 Inondation printanière_Location d'une | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 514,46 $ | - |
| EQUIPEMENT SH INC. | 01011 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538639 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 504,34 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP54197 | 2026-04-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de joint étanche. et jeux de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 494,32 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65926 | 2026-04-16 | DICKEY, MARTIN | Seau / Deeu / convoyeur godet | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 461,97 $ | - |
| PIECES D'AUTO JARRY LTEE | ROS1188242 | 2026-04-08 | NEGRONI, ANTOINE | lot de 12 outils divers | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 443,34 $ | - |
| DEMENAGEMENT LA CAPITALE-UNIVERSEL INC. | 1772329 | 2026-04-07 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Services de déménagement pour bureaux administratifs des | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 4 431,52 $ | - |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC | 1774009 | 2026-04-19 | MOHAMAD, JACKY | Mu_2026-69_2026-04-15 Inondation printanière_Service de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 409,47 $ | 1593093 |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040810 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 4 382,39 $ | - |
| CENTRE DE SERVICE 2010 ENR. | 69866a | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538488 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 358,63 $ | - |
| QUADREAL PROPERTY GROUP LP | rmi0002028610 001794190003 | 2026-04-24 | Système RECLAM | QUADREAL PROPERTY GROUP LP\Paiement d'une indemnité pour le dossier 25- | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 4 350,00 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1187880 | 2026-04-02 | NEGRONI, ANTOINE | Switch niveau d huile / FILTER HVAC / Lumière Luma Bar 27 3/8 / Drive | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 346,02 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1189781 | 2026-04-28 | CHALUT, BENOIT | PAIRE CYLINDRE POUR PANNEAU DACCES AU LONGEUR | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 340,18 $ | - |
| SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC. | DEU65835 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 271,95 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39896 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538313 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 270,05 $ | - |
| LE DEVOIR INC. | 1772925 | 2026-04-09 | BEAUCHESNE, JULIE | Licence pour redistribution de la revue de presse du 1 Fév 2026 @31 janv 27 (22 | Police | Activités policières | 4 238,98 $ | - |
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1189204 | 2026-04-22 | VEILLETTE, PATRICK | RÉSERVER FONDS POUR LA COMMANDE # C44-142444 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 210,99 $ | - |
| BSI GROUP CANADA INC. | 1772695 | 2026-04-08 | BORNAIS, LUC | BCO - SENV - Certification Iso 2026 | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 4 199,50 $ | - |
| CYCLES REGIS INC. | SPV1189622 | 2026-04-27 | CHAREST, VICTORIA | TRUNK BAGS 32L | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 199,50 $ | - |
| MESSER CANADA INC. | DEU65309 | 2026-04-16 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - BCO 2026 FRAIS LOCATION DE BOUTEILLE - MESSER | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 199,50 $ | - |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163685 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538386 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 166,34 $ | - |
| HUMANCE INC. | 1741629 | 2026-04-13 | GAUTHIER, PHILIPPE | SSIM/ Service de formation divers : Élan en gestion, Proximité en action, Au-delà | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 4 162,75 $ | 1590476 |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1775554 | 2026-04-30 | KUZU, FERDA | MU_2026-252_2026-04-15 Inondation printanière_ quatre (4) plongeurs pour | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 148,05 $ | 1772836 |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1773897 | 2026-04-15 | KUZU, FERDA | MU_2026-53_2026-04-15 Inondation printanière_ Service de plongeur -4 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 148,05 $ | 1772836 |
| CENTRE DE LOCATION G.M. INC. | 1776084 | 2026-04-28 | ANDERSON, PHILIPPE | MU_2026-287 _2026-04-15 Inondation printanière_ Achat de deux pouces. | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 126,01 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1188237 | 2026-04-08 | CHARRON, DANIEL | SHROUD | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 112,99 $ | - |
| MESSER CANADA INC. | DEU65863 | 2026-04-10 | NEBACH, ABDELLAH | Seau / deeu / cylindre de validation pour le SEC | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 109,02 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1776134 | 2026-04-29 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-293_2026-04-15 Inondation printanière_Acquisition de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 094,51 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1775221 | 2026-04-22 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-226_2026-04-15 Inondation printanière_Livraison 60T | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 094,51 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1774410 | 2026-04-19 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-118_2026-04-15 Inondation printanière_Acquisition de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 4 094,51 $ | - |
| BODY GYM EQUIPEMENT INC. | 1774072 | 2026-04-16 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI // Achat de 2 vélos de spinning commercial Hoist Lemond Revmaster Pro | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 4 031,52 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39907 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538482 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 009,80 $ | - |
| MERES AU FRONT | 1772858 | 2026-04-09 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV/ Rétribution pour la préparation - Exposition "La chaise des générations". | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 4 000,00 $ | - |
| LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE | 1772699 | 2026-04-08 | MUNN, JONATHAN | MU_2026-33_ Pluies diluviennes - 9 août 2024 _Remboursement des frais | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 999,14 $ | - |
| USINAGE F.B. INC | DEU66006 | 2026-04-27 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - PIECE USINÉE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 985,54 $ | - |
| CODESPEC INC | DEP53915 | 2026-04-08 | DAOUST, YVON | BS / UPI / Certification des DAR 2024, 2025 et 2026, entente d'achat | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 983,58 $ | 1615878 |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189651 | 2026-04-28 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 970,69 $ | 1687670 |
| PNEUS RATTE INC. | br1544593 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538415 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 959,03 $ | - |
| GROUPE THOMAS MARINE INC. | ROS1187942 | 2026-04-07 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FOND DE 4317.37$ POUR THOMAS MARINE POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 942,33 $ | 1636135 |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040827 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 3 940,29 $ | - |
| GROUPE PROTEC INC. | 1775768 | 2026-04-27 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI/ Achat de réfrigérateur 2 portes vitrées MATKO BLANC RICX-50 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 937,03 $ | - |
| RESTO PLATEAU | 1772960 | 2026-04-10 | BEAUCHESNE, JULIE | Repas de détenus - CO Nord. | Police | Activités policières | 3 929,24 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE | DEU66017 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - BOITIER DU REACTEUR AVEC CUVE KIT CA80TP . | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 926,55 $ | - |
| MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE | DEU65827 | 2026-04-08 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / Deeu / achat moteur | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 926,53 $ | - |
| XYLEM CANADA LP | DEU66011 | 2026-04-23 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / ATWATER - FABRICATION BRIDE ADAPTATRICE POUR | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 3 923,90 $ | - |
| NETZSCH CANADA INC | DEU65837 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - DISPOSITIF DE FIXATION NETZSCH # N300 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 901,33 $ | - |
| TAKTIK DESIGN | 1739728 | 2026-04-09 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV - Réalisation d'un mobilier d'exposition permanent pour la salle 7 | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 3 900,00 $ | - |
| LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC. | DEU65892 | 2026-04-14 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 883,75 $ | - |
| CANAFLEX INC. | 1774753 | 2026-04-21 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Hydraulique-DM26-0477-0478-0479 // Acquisition de Boyau 3/8 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 865,93 $ | - |
| GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM | ROS1189526 | 2026-04-27 | CHIHAB, TARIK | DDE R2353436 TURBO UNITÉ 337-07477 Devis: 530578 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 864,90 $ | - |
| 911 PRO INC. | ROS1189489 | 2026-04-25 | CHIHAB, TARIK | SPA260-K15- Spectra, 15k lumens 120 VAC, Surface Mount (C) Chrome | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 863,54 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040826 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 3 850,94 $ | - |
| LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. | DEP53877 | 2026-04-01 | DALLAIRE, DOMINIC | SEAU / DEP / MULTIMETRE FLUKE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 850,57 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1188965 | 2026-04-20 | CHIHAB, TARIK | 576529 MESSAGE CENTER DASH UNITÉ 349-07521 SOUMISSION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 850,39 $ | - |
| ALBECO INC. | DEU65843 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - BOITIER DE ROULEMENT SKF SNL-517 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 848,84 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39923 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538576 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 839,93 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FUSION SIGNALISATION | DEU66024 | 2026-04-27 | DICKEY, MARTIN | Seau / Deeu / acquisition enseigne sur mesure | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 816,30 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | DEP54048 | 2026-04-16 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Achat d'échelles roulante securit. Patrick Horth | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 804,75 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP54121 | 2026-04-22 | LECUYER, MARC-ANDRE | DEP / REP / Pièces de rechange panneau chloration VI. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 782,69 $ | - |
| ROTORK CONTROLS (CANADA) LTD. | DEU65898 | 2026-04-14 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - Achat d'une carte analogique pour Rotork vanne 72po GMP 3 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 780,70 $ | - |
| ULINE CANADA CORP | DEU66059 | 2026-04-30 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU / Chargeur pour casque a air pulsé | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 763,14 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15523 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538550 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 762,98 $ | - |
| ENTRETIEN CHLORATECH INC. | DEP53945 | 2026-04-10 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de bague d'appui, joints, bille de téflon | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 756,76 $ | - |
| COMPUGEN INC. | 1774519 | 2026-04-20 | MANTZAVRAKOS, MYRTA | SENV - Achat de 150 paquets de papier thermique pour les | Environnement et transition écologique | Inspection des aliments | 3 750,00 $ | - |
| GROUPE THOMAS MARINE INC. | ROS1187954 | 2026-04-07 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FOND DE 4076.01$ POUR THOMAS MARINE POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 721,93 $ | 1636135 |
| GROUPE THOMAS MARINE INC. | ROS1187945 | 2026-04-07 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FOND DE 4076.01$ POUR THOMAS MARINE POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 721,93 $ | 1636135 |
| ROLAND GRENIER CONSTRUCTION | DEP54040 | 2026-04-15 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Ramassage de l'amiante Galerie 4 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 709,33 $ | - |
| GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE | DEU65801 | 2026-04-02 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 695,56 $ | - |
| TNT WORK & RESCUE | 1774840 | 2026-04-21 | GIRARD, IVE | SSIM DST-DIVOS //- Formation initiale GST | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 686,95 $ | - |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE | 1773751 | 2026-04-15 | LAFONTAINE, ERIC | F-164375 | Police | Activités policières | 3 684,45 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BETON FUSION | 1775568 | 2026-04-24 | SAINT-MLEUX, FREDERIC | SENV / Réfection et réparation de dalle et bordure brisées à | Environnement et transition écologique | Matériaux secs - traitement | 3 674,56 $ | - |
| MILLIPORESIGMA CANADA LTD | DEU65875 | 2026-04-13 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE DE LABORATOIRE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 674,56 $ | - |
| UNIVERSITE DE MONTREAL | 1776620 | 2026-04-30 | RIVEST-BENOIT, YANNICK | Facture hospitalisation Amiral | Police | Activités policières | 3 671,22 $ | - |
| PROLAB SCIENTIFIQUE LTEE | DEP54093 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de distributeurs | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 648,32 $ | - |
| ALBECO INC. | DEU66022 | 2026-04-24 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - ROULEMENT A ROTULE SUR ROULEAUX SKF | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 637,82 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65909 | 2026-04-23 | DICKEY, MARTIN | Seau / Deeu / réparation couvercle convoyeur 112 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 622,07 $ | - |
| CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP | ba22963 | 2026-04-01 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538208 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 614,22 $ | - |
| MAXIME COLLINS INC. | 1762727 | 2026-04-24 | COSTA, CATHERINE | SENV / Révision et Traduction du bilan RSQA 2025 - pour RSQA | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 3 610,77 $ | - |
| LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. | DEP53917 | 2026-04-08 | DAOUST, YVON | BS / UPI / Achat d'instruments de diagnostique pour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 609,03 $ | - |
| INNOVATION DIAGNOSTICS INC. | 1775003 | 2026-04-22 | BEDARD, EMILIE | SENV - Achat de produits et consommables pour Labo Crémazie // Entente | Environnement et transition écologique | Inspection des aliments | 3 604,83 $ | 1738129 |
| BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC. | DEU65110 | 2026-04-10 | KOHLER, RODOLPHE | SEAU / DEEU / Campagne d'échantillonnage - corps étrangers boue déshydratée | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 604,56 $ | - |
| BATTERIES DIXON INC. | ROS1189487 | 2026-04-25 | CHIHAB, TARIK | BATTERIE AUXILIAIRE SBS100F UNITÉ 382-18234 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 569,37 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15528 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538552 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 558,94 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65900 | 2026-04-14 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - CORPS DE PALIER SKF 722517B POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 521,49 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MOUSER ELECTRONICS | DEP54143 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de relais de contrôle EATON DILA. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 516,97 $ | - |
| 2B TECHNOLOGIES | DEU66003 | 2026-04-23 | DICKEY, MARTIN | RA80043364 - CALIBRTION GENERATEUR D'OZONE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 486,11 $ | - |
| LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE | pc77234 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538323 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 467,81 $ | - |
| INNOVLOGIC INC. | 1775512 | 2026-04-24 | JODOIN, JULIE | SGPMRS / Détection de fuites aux conduites d'alimentation de fontaines | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Planification et gestion des parcs et espaces verts | 3 465,85 $ | - |
| ACKLANDS - GRAINGER INC. | 1771920 | 2026-04-01 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST / Fournitures médicales / DM 26-0377 // Achat de 20 boites de Sac | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 445,69 $ | - |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC | DEP53929 | 2026-04-08 | DOUCET, MARTIN | BS / UDB / Appel de service agent de sécurité le 15-16-17 avril 2026. Patrick Vallee | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 413,56 $ | - |
| GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM | ROS1187658 | 2026-04-01 | CHALUT, BENOIT | VGT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 401,28 $ | - |
| STATIONNEMENT SAFEWAY CANADA LIMITEE | 1775714 | 2026-04-27 | LUSSIER, MARIE-JOSEE | Entente sur l'utilisation de 38 places de stationnement | Police | Activités policières | 3 378,16 $ | - |
| ELECTRONIQUE RAYBEL INC | 1772320 | 2026-04-07 | GAGNON, JEREMI | Achat de boutons PTT pour les systèmes de communication ESchat. | Police | Activités policières | 3 374,77 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1188821 | 2026-04-16 | CHALUT, BENOIT | oring -seal-snap ring - motor 12v | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 345,44 $ | - |
| MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS | 1776316 | 2026-04-29 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-289_2026-04-29 Inondation printanière. Achat de deux | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 336,50 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53993 | 2026-04-13 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / DEP / Pièces de rinçage pour Rosemont. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 334,52 $ | 1657298 |
| LEVEL SIX INCORPORATED | 1773446 | 2026-04-14 | RILLART, STEVE | SSIM / Division des Opérations Spécialisées / Pour paiement de facture | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 312,14 $ | - |
| LOCATION DIONNE INC. | DEU65813 | 2026-04-07 | BERNARD, DOMINIQUE | Seau / Deeu / Pelle Dionne pour vidange du dessableur#1 du 8 avril | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 309,20 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PNEUS RATTE INC. | br1544817 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538405 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 298,79 $ | - |
| WIKA INSTRUMENTS LTEE | DEP54164 | 2026-04-24 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Installation de la sonde niveau. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 296,67 $ | - |
| BETON BRUNET LTEE | 1774657 | 2026-04-20 | DJELLOULI, AMINA | MU / 2026-175_Inondation printanière_Location de 60 balises cônigues (cônes) de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 293,83 $ | 1705878 |
| GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX | DEU65954 | 2026-04-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE ELECTRIQUE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 284,97 $ | - |
| 9272-6546 QUEBEC INC. | 1774312 | 2026-04-17 | KUZU, FERDA | MU_2026-93_2026-04-15 Inondation printanière_ achat de fourniture- | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 272,98 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39902 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538430 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 262,64 $ | - |
| CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE | DEU51096 | 2026-04-09 | ARNOULD, GUY | BS DEEU - AS-188666-3-SYSTÈME RÉSEAU D'ANTENNES WALKIE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 259,86 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1188238 | 2026-04-08 | NEGRONI, ANTOINE | TROUSSE, COMPRESSEUR D'AIR | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 250,31 $ | - |
| WESCO DISTRIBUTION CANADA LP | DEU65972 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / Réappro - Couvre-tout, bouteille vaporisateur, ceinture en | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 250,31 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | 1775475 | 2026-04-24 | ARBIC, DENISE | GAG - SENV - Acquisition de matériel de laboratoire, TURB STD et de STORAGE | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 236,52 $ | - |
| MAXIME COLLINS INC. | 1763987 | 2026-04-24 | GODIN, STEPHANIE | SENV / Révision et traduction du bilan 2025 du RSMA | Environnement et transition écologique | Réseaux d'égout | 3 232,32 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016744 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538480 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 220,89 $ | - |
| TOROMONT CAT (QUEBEC) | DEP49103 | 2026-04-27 | DOUCET, MARTIN | ULA / BCO2025 Service d'entretien et appel de service génératrice ALT-100 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 205,27 $ | 1541004 |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1187604 | 2026-04-01 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 178,98 $ | 1687670 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COLINE FRECER | 1776525 | 2026-04-30 | RIVEST-BENOIT, YANNICK | Traitement ostéopathe Cavalerie du SPVM | Police | Activités policières | 3 177,59 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | DEU65944 | 2026-04-17 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE DE LABORATOIRE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 169,87 $ | - |
| MOTION CANADA | DEU66008 | 2026-04-24 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU / REAPPRO - CHAINE A ROULEAU SIMPLE RIVETE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 163,48 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188690 | 2026-04-14 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 3000$ À RESSORT IDEAL POUR LAME AVD | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 149,62 $ | 1687670 |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163596 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538244 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 143,33 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040828 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 3 138,39 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1775448 | 2026-04-23 | NGUYEN, ALEXANDRE | MU / 2026-209_Inondation printanière_Achat d'une pompe de 2 pouces | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 124,03 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | DEU65944 | 2026-04-22 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE DE LABORATOIRE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 118,97 $ | - |
| ABLOY CANADA INC.*** | DEP54131 | 2026-04-23 | BAOUANE, FATIMA | BS / UDO / Achat cylindres 415-T Abloy. Said Annour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 110,78 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | 1775317 | 2026-04-23 | ARBIC, DENISE | SENV - Achat de matériel pour le laboratoire de microbiologie Des Baillets // | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 107,23 $ | 1737938 |
| GROUPE THOMAS MARINE INC. | ROS1187941 | 2026-04-07 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FOND DE 3391.70$ POUR THOMAS MARINE POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 097,07 $ | 1636135 |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP54054 | 2026-04-16 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Outils et pompe pour le camion 287 20 047 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 087,19 $ | - |
| ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION | DEP54105 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de joints étanche pour bride | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 065,63 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1775571 | 2026-04-24 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Hydraulique-DM 26-0473 et 0511 - Achat de 120 billes Torlon 0.243" et | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 060,39 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| L'ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN | 1775784 | 2026-04-27 | DESCHAMPS, MARCEL | SSIM / Paiement de facture pour frais d'inscription du Séminaire 2026 de l'ATPIQ | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 3 049,89 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040811 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 3 048,94 $ | - |
| PETROSUR LTEE | DEP53997 | 2026-04-13 | DOUCET, MARTIN | BS / UDB / Inspection des réservoirs pétroliers. Alexandre Lafontaine | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 044,64 $ | - |
| SOCIETE RESSOURCES-LOISIRS DE | 1774964 | 2026-04-22 | BEAUCHESNE, JULIE | Journée formation PDQ 45 et 49 le 19 février 2026. Facture 11267 | Police | Activités policières | 3 037,24 $ | - |
| MARC-ANDRE CARIGNAN | 1738508 | 2026-04-08 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV / Convention de services professionnels - Participation au jury de | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 3 001,30 $ | - |
| TEEL TECHNOLOGIES CANADA | 1774475 | 2026-04-20 | COALLIER, RHEAUME | Achat d'un équipement informatique pour le camion Lab de la TEE | Police | Activités policières | 2 998,72 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1188102 | 2026-04-08 | CHALUT, BENOIT | LONGUEUR DE 50 PIEDS DE HOSE 3 POUCES AVEC ADAPTATEUR | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 966,24 $ | - |
| ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE | DEP53901 | 2026-04-07 | TISSEUR, YANNICK | BS / UAT / Achat de Sonde de niveau réservoir Chlore rosemont. Remplace le BC | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 960,21 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040800 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 2 950,46 $ | - |
| SIGNEL SERVICES INC | 1773629 | 2026-04-14 | BORNAIS, LUC | GAG - SENV - Acquisition de radar de Vitesse pour Sécurité Site - pour CESM | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 2 939,65 $ | - |
| BETON BRUNET LTEE | 1774662 | 2026-04-20 | DJELLOULI, AMINA | MU / 2026-177_Inondation printanière_L'achat de 20 pesées pour signalisation | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 939,65 $ | - |
| LES GASPILLEURS | 1773170 | 2026-04-13 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST-DM-26-0488//Travaux d'ébénisterie - Modification de la table de | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 939,65 $ | - |
| GRAND PRIX IMPORT INC | 1772218 | 2026-04-07 | ABEL, STEEVE | Achat d'une machine à pneu pour le centre d'expertise judiciaire | Police | Activités policières | 2 939,64 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016728 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538263 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 909,93 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VIABILITE INC. | DEP53408 | 2026-04-17 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / REP / Analyse vibration Y3 & P2 VIABILITÉ. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 907,10 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEU66041 | 2026-04-28 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / Réappro - tuyaux de pvc | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 894,13 $ | - |
| CYCLO CHROME INC. | LAS1188604 | 2026-04-13 | CHAREST, VICTORIA | ENTREPOSAGE DE VELO MENSUEL AVR 2026 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 893,72 $ | - |
| SACS INDUSTRIELS INC | 1774673 | 2026-04-21 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-111_2026-04-15 Inondation printanière. Achat de 15 000 | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 887,16 $ | - |
| GISELE GAUTHIER TRAITEUR | 1776031 | 2026-04-28 | WATERHOUSE, DAVE | SIM-CF - Service de traiteur pour les Services distingués du 12 mars 2026 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 879,79 $ | - |
| EXPEDITIONS SUR LES RAPIDES DE | 1772887 | 2026-04-09 | RIVEST-BENOIT, YANNICK | Paiement de la facture 68-173 pour réparation du bateau - Module Nautique | Police | Activités policières | 2 878,16 $ | - |
| CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE | ROS1188333 | 2026-04-09 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR CLIFFORD UNDERWOOD POUR UN MONTANT DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 876,66 $ | - |
| HACH SALES & SERVICE CANADA LTD | DEP54071 | 2026-04-17 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de kit réactif. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 872,46 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1189848 | 2026-04-29 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU,CAMION INCENDIE, ACHAT D'UN CHARGEUR VÉHICULAIRE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 864,06 $ | - |
| LOCATION JEAN LEGARE LTEE | 1775686 | 2026-04-27 | MOHAMAD, JACKY | MU / 2026-281_Location d'un un fardier 16 pour | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 860,12 $ | - |
| STOEGER CANADA (1990) LTD | 1745287 | 2026-04-27 | CLARK, VINCENT | Armurerie SPVM. Achat de grenades | Police | Activités policières | 2 859,23 $ | - |
| RADWELL INTERNATIONAL-CANADA | DEP54091 | 2026-04-20 | DOUCET, MARTIN | BS / UDB / Commande de chargeur pour la voiturette Stéphane Belletête. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 856,98 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1186221 | 2026-04-22 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS SELON ESTIME D'ATELIER 3000.00$ ( | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 846,73 $ | 1687670 |
| 9492-9734 QUEBEC INC | 179777 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538483 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 834,90 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AREO-FEU LTEE | ROS1179483 | 2026-04-02 | DESJARDINS, LOUISE | PIECE CAMION INCENDIE # 372-12542 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 819,18 $ | - |
| THOMSON REUTERS | 1773918 | 2026-04-15 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ/ Poursuites pénales & criminelles - Thomson Reuters - suscription de | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 2 816,00 $ | - |
| ATELIER D'USINAGE JACA INC. | DEU65915 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 801,60 $ | - |
| BELANGER S.R. INC. | 1773728 | 2026-04-15 | ABEL, STEEVE | Remorquage et entreposage d'un VR dans le dossier 45-260129-017 | Police | Activités policières | 2 792,67 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15527 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538800 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 787,52 $ | - |
| ACTI-COM INC. | 1772360 | 2026-04-07 | SALHA, MOURTALA | DEV / Paiement de la facture - Formation d'une journée pour 18 employés | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 2 782,17 $ | - |
| CIM MAINTENANCE INC. | 1776108 | 2026-04-29 | BOURROUILLOU, AXELLE | Frais de renouvellement annuel des licences Visual Planner (période du 1er avril | Service de l'eau | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 2 773,40 $ | - |
| URGENCE CLOTURE | 1775048 | 2026-04-22 | SAINT-MLEUX, FREDERIC | GAG - SENV- Réparation du portail d'entrée de l'écocentre St-Laurent. | Environnement et transition écologique | Matériaux secs - traitement | 2 766,42 $ | - |
| SOLUTIONS NOTARIUS INC | DEU61107 | 2026-04-27 | DUHAIME RIOPEL, BENOIT | SEAU / DEEU / BC ouvert en 2025 pour l'abonnement à Notarius | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 766,42 $ | - |
| UNIQUE MOBILIER DE BUREAU | 1774852 | 2026-04-22 | DAGENAIS-LANGLOIS, KARINE | SGPI / GAG - Acquisition 20 tables pneumatiques (incluant livraison, déballage | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 2 759,06 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15482 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538269 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 756,17 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | 1775192 | 2026-04-22 | NGUYEN, ALEXANDRE | MU / 2026-204_Inondation printanière_Location d'un loader fourche | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 755,92 $ | - |
| L'UNION DES MUNICIPALITES DU QUEBEC | 1773136 | 2026-04-10 | BASSIGNOT, LAURE | SENV / Commande du kiosque en vue de l'évènement Mérite ovation | Environnement et transition écologique | Matières recyclables - matières | 2 755,92 $ | - |
| GERCOLEC INC. | 1772694 | 2026-04-08 | GODEFROY, FABRICE | SENV - Paiement de facture - Travaux d'entrée électrique - Station Near | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 2 748,15 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SPI SANTE SECURITE INC. | DEP53598 | 2026-04-30 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Inspection équipements d'espace clos le 7 avril 2026 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 742,82 $ | - |
| M2D LEADERSHIP | DEU65882 | 2026-04-13 | FLEURY, CAROLE | DEEU / PAIEMENT DE FACTURE / ÉVALUATION À LA FORMATION « | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 723,50 $ | 1497657 |
| MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN | 7055 | 2026-04-01 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538086 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 722,24 $ | - |
| HAMEL CHEVROLET BUICK GMC LTEE | bt49343 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538618 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 717,53 $ | - |
| ENERGIR S.E.C. | 1774233 | 2026-04-17 | BORNAIS, LUC | SENV - Service de Formation pour la Purge et Mise en Gaz de | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 2 717,08 $ | - |
| LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR. | 1770235 | 2026-04-21 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST-DM 26-0366 /Inventaire // Achat de sievert powerjet chalumeau | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 708,68 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016739 | 2026-04-15 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538478 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 707,19 $ | - |
| DES SOURCES DODGE CHRYSLER LTEE | 85833 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538598 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 698,23 $ | - |
| CANADIEN NATIONAL RAILWAY | 1772448 | 2026-04-07 | CHAMPAGNE, BENOIT | SIRR/ Paiement de facture trimestriel pour l'entretien du passage à Niveau Public du | Infrastructures du réseau routier | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 2 692,85 $ | - |
| MARINA BO-BI-NO SPORT INC. | 1772890 | 2026-04-09 | RIVEST-BENOIT, YANNICK | Location quai été 2026 pour le bateau du Module Nautique | Police | Activités policières | 2 690,83 $ | - |
| LE GROUPE J.S.V. INC | DEP54051 | 2026-04-16 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Cabinet robuste pour camion 237-24621 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 689,77 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1189237 | 2026-04-22 | CHALUT, BENOIT | plusieur piece de TSB POUR MODIFICATION DE AIR BAG | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 679,64 $ | - |
| FEDERATION QUEBECOISE DE LA MARCHE | 1774536 | 2026-04-20 | BILODEAU, AMELIE | SGPMRS / Tenue de 6 kiosques de sensibilisation sur la randonnée pédestre | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Exploitation des parcs et terrains de jeux | 2 677,18 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016753 | 2026-04-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538556 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 671,25 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| KENWORTH MONTREAL | ROS1189038 | 2026-04-20 | CHARRON, DANIEL | VGT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 667,23 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 309740 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538655 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 652,95 $ | - |
| LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR. | 1772058 | 2026-04-02 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST- DM 26-0424 / Inventaire / Achat de clés ascenseur triple phalange | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 645,68 $ | - |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1775774 | 2026-04-27 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI/ Achat de 4 tables de travail rectangulaires livrées déballées et installées, pied | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 641,49 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 308967 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538709 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 633,32 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189213 | 2026-04-22 | MOMY, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 2500$ À RESSORT IDEAL POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 624,69 $ | 1687670 |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188761 | 2026-04-15 | MOMY, PATRICK | RESERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 624,69 $ | 1687670 |
| MAJOR & MAJOR INCORPORE | 1775225 | 2026-04-29 | ANDERSON, PHILIPPE | 2026-227_120 planches 2"x 6"x 8 pieds de longeur 24 feuilles de plywood 4 pieds | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 612,17 $ | - |
| CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP | ba23089 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538502 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 605,99 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260408162346 | 2026-04-08 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 600,00 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1775587 | 2026-04-24 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Hydraulique-DM26-0532 - 0533 - 0534 / Achat de coussins de | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 598,45 $ | - |
| RESTO PLATEAU | 1772958 | 2026-04-10 | BEAUCHESNE, JULIE | Repas de détenus - CO Est. | Police | Activités policières | 2 586,80 $ | - |
| CONTOUR D'IMAGE INC. | 1774202 | 2026-04-16 | DOZOIS, JONATHAN | SIM-DST-APRIA-DM-26-0504 // Achat de kit de badge d'identification des | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 580,59 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEP54108 | 2026-04-22 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | BS / UDB / Achat de moteur électrique BALDOR TEFC. Christopher Bennett | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 577,34 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SUNBELT RENTALS OF CANADA INC. | 1775291 | 2026-04-23 | BOUCHERK, RAMDANE | SGPI // Paiement deux factures pour halte chaleur, aucune requête. Location | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 2 556,37 $ | - |
| LOCATION BATTLEFIELD QM | DEP52619 | 2026-04-22 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Location d'une pompe pour Stéphane Jean | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 551,20 $ | - |
| CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC | 1773669 | 2026-04-14 | VEZEAU, NANCY | SENV / Matériel de laboratoire (Tegrabond disc, anion standard et cap) pour | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 539,95 $ | - |
| PACWILL ENVIRONMENTAL | 1772034 | 2026-04-02 | GODEFROY, FABRICE | GAG SENV- Acquisition d'instrument de laboratoire. 827 Crémazie | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 2 539,65 $ | - |
| BRAULT MAXTECH INC. | DEP53900 | 2026-04-07 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / UDB / Réappro / Achat de joint torique | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 521,80 $ | - |
| LES SERVICES MARINS GILLES TOUGAS INC. | ROS1189646 | 2026-04-28 | CHALUT, BENOIT | hélice de bateau | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 511,13 $ | - |
| CDTEC CALIBRATION INC. | 1773903 | 2026-04-15 | GIRARD, IVE | SIM-DivOS/ Achat de Boitier de protection et station de charge QREA | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 508,15 $ | - |
| LOCATION JEAN LEGARE LTEE | 1775591 | 2026-04-27 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-245_2026-04-24 Inondation printanière. Location d'un | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 499,91 $ | - |
| NADON SPORT ST-EUSTACHE INC. | 115761 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538594 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 498,32 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65909 | 2026-04-15 | DICKEY, MARTIN | Seau / Deeu / réparation couvercle convoyeur 112 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 493,45 $ | - |
| TAN-EX | 1773583 | 2026-04-14 | GIRARD, IVE | SIM-Div OS// Achat d' Écussons GST, SIM, tech. et officiers | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 491,34 $ | - |
| CHARTRAND FORD (VENTES) INC. | ROS1188335 | 2026-04-09 | MOMY, PATRICK | RÉSERVER FONDS POUR LE B-T 548401 (CHARTRAND | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 490,32 $ | 1715633 |
| TECHNO FEU INC | ROS1189925 | 2026-04-30 | CHALUT, BENOIT | CADRAN DE PRESSION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 484,85 $ | - |
| ENTRETIEN CHLORATECH INC. | DEP53881 | 2026-04-07 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de Kit de réparation vanne 4. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 478,48 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COMPUGEN INC. | 1774651 | 2026-04-20 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Acquisition d équipements | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 2 467,21 $ | 1654697 |
| BELANGER S.R. INC. | 1772207 | 2026-04-02 | MARTEL, JEAN-PHILIPPE | Entreposage trop long, du 7 mai au 14 juillet 2025, d'un véhicule suite à une erreur | Police | Surv. des activités de remorquage | 2 463,01 $ | - |
| LES CONSULTANTS VERRET INC. | 1773484 | 2026-04-14 | VEZEAU, NANCY | SENV - Formation "Clientèles difficiles :Sécurité en action Gestion | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 456,71 $ | - |
| LAVE AUTO & CAMION (LASALLE) | DEP54096 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Coupons de lavage. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 456,71 $ | - |
| EVEREST AUTOMATION INC | 1772593 | 2026-04-08 | PIROG, MACIEJ | SOR - FET125 Transmetteur déporté pour débimètre | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 456,70 $ | - |
| SUPREMEX INC. | 1773205 | 2026-04-13 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Fourniture | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 2 449,45 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39895 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538268 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 448,09 $ | - |
| VIBRO-MEC J.P.B. LTEE | DEU65819 | 2026-04-07 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU / Analyse vibratoire et équilibrage dynamique | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 438,87 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1189104 | 2026-04-21 | CHALUT, BENOIT | DRIVE FAN COMPLETE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 420,30 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15550 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538807 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 419,14 $ | - |
| XYLEM CANADA LP | DEP54177 | 2026-04-28 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de pompe submersible. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 418,91 $ | - |
| PIRI PIRI MASSON | 1776371 | 2026-04-29 | BEAUCHESNE, JULIE | Journée formation poste PDQ 38. | Police | Activités policières | 2 415,61 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1544628 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538344 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 411,62 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189632 | 2026-04-28 | MOMY, PATRICK | RÉSERVER FONDS 2000.00$ SELON ESTIMÉ D'ATELIER (RESSORT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 404,74 $ | 1687670 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TELUS COMMUNICATIONS INC. | 1763993 | 2026-04-14 | JODOIN, JULIE | SEPLV / BCO 2026 - Services de téléphonie cellulaire pour l'ensemble du | Espace pour la vie, grands parcs et mont Royal | Musées et centres d'exposition | 2 401,20 $ | 1408829 |
| BELANGER S.R. INC. | 1774258 | 2026-04-17 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-84_2026-04-15 Inondation printanière_Location d'un | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 388,47 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53910 | 2026-04-07 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de sonde de PH et temperature. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 386,79 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1189808 | 2026-04-29 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE , ACHAT MODULE DE CONTROLE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 379,52 $ | - |
| LE GROUPE MASTER INC. | DEU65872 | 2026-04-10 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MOTEUR ELECTRIQUE US MOTORS 254TC 15HP. | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 369,06 $ | - |
| LACHAPELLE LOGISTIQUE | 1775780 | 2026-04-27 | POULIN, MYRIAM | SGPI / GAG - 3 soumissions. Services d'aménagement et de | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 2 368,39 $ | - |
| SUNBELT RENTALS OF CANADA INC. | 1775336 | 2026-04-23 | BOUCHERK, RAMDANE | SGPI // Paiement facture 79065002-0007 pour halte chaleur, aucune requête. | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 2 367,25 $ | - |
| 9476-4909 QUEBEC INC. | 67508a | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538526 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 364,65 $ | - |
| BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC. | DEU65876 | 2026-04-13 | FLEURY, CAROLE | DEEU \| LABO \| SC \| ANALYSE EXTERNE DAPHNIE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 362,22 $ | - |
| CARLOS MARIANO LOPEZ | 1772739 | 2026-04-09 | CHARBONNEAU, MARC | Services professionnels pour le PAPP. | Police | Activités policières | 2 351,71 $ | - |
| LANIEL PRODAMEX | 1774116 | 2026-04-16 | DJELLOULI, AMINA | MU / 2026-79_Inondation printanière_Achat de 60 tonnes de sable servant à | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 332,36 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1772664 | 2026-04-13 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Vêtements et accessoires - Activités | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 2 326,25 $ | 1643722 |
| DISTRIBUTION ELITE CANADA INC. | 1772123 | 2026-04-02 | BRODEUR, MAXIME | Achat de ceinturons ergonomiques Dragon Skin - Soumission 22771 | Police | Activités policières | 2 322,86 $ | - |
| ENTRETIEN CHLORATECH INC. | DEP53305 | 2026-04-23 | BEDARD, KIMBERLY | SEAU / UAT / Réapprovisionnement / Achat de kit de réparation | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 316,80 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES | 1773438 | 2026-04-14 | VILLENEUVE, SERGE | SSIM/ Paiement de la facture F-65660 - Frais pour le kiosque au Congrès 2026 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 309,72 $ | - |
| LE GROUPE LML LTEE | DEP54141 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de commutateur ethernet. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 309,72 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1189400 | 2026-04-23 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT D'UN BASSION D'HUILE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 293,66 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1775584 | 2026-04-24 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Inventaire-DM 26-0489 et 0490 - Achat de Clés à boyau (24X SW- | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 292,92 $ | - |
| AUTOBUS THOMAS INC. | ROS1189021 | 2026-04-20 | CHIHAB, TARIK | HYDRAULIC POPPET VALVE ASSY SWITCH, HYDRAULIC PRESSURE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 279,15 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP54104 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de matériels de plomberies. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 278,88 $ | 1657298 |
| NORDAK MARINE INC. | DEP54035 | 2026-04-15 | DAOUST, YVON | BS / UPC / Achat bouée de signalisation prise d'eau. Said Annour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 278,23 $ | - |
| PRO KONTROL | DEU65525 | 2026-04-01 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition produit magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 275,77 $ | - |
| VIDEO EXPERTS | 1772840 | 2026-04-09 | GAGNON, JEREMI | TECHNO SPVM. Estimation 52372. Réparation caméra Bosh. | Police | Activités policières | 2 268,71 $ | - |
| ROUTLECO INC. | DEP53948 | 2026-04-10 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / DEP / UAL / Réappro / Commande pour éclairage aux filtres: | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 267,73 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | DEU65786 | 2026-04-07 | GAGNE, JOHANNE | Seau / Deeu /INTERCEPTEUR - PIÈCES INSTRUMENTATION | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 266,41 $ | - |
| FORD LINCOLN GABRIEL | bh45977 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538539 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 265,23 $ | - |
| PIECES INDUSTRIELLES - JOHN LEAHY INC. | DEP53916 | 2026-04-08 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UPI / Achat de Pièces pour conduites Actiflo. Rémi Vachon | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 254,37 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEP53925 | 2026-04-08 | DAOUST, YVON | UDO-Frais de transport des génératrices de location. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 251,98 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BATTERIES MAGNACHARGE | DEP53344 | 2026-04-08 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / UDB / Achat pour la réparation de la voiturette VA-2035 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 251,81 $ | - |
| PIECES INDUSTRIELLES - JOHN LEAHY INC. | DEP54126 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | BS / UPI / Achat de pièces pour système de refroidissement Ozone. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 251,74 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1544847 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538669 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 248,90 $ | - |
| ATELIER D'USINAGE QUENNEVILLE | DEU65912 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 241,73 $ | - |
| UNIFORM WORKS LIMITED | 1774121 | 2026-04-16 | CLARK, VINCENT | Armurerie SPVM. Soumission EST0006554. Pochettes de veste par | Police | Activités policières | 2 236,13 $ | - |
| AREO-FEU LTEE | 1774495 | 2026-04-20 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST-DM 26-0497 / Mepi // Achat de Casques de pompier MSA Bleu / | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 234,13 $ | 1718534 |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000040812 | 2026-04-14 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Serv. Affaires juridiques - Roy Belanger avocats S.E.N.C.R.L. - Déontologie | Affaires juridiques | Affaires civiles | 2 214,29 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53906 | 2026-04-07 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de matériels divers de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 211,16 $ | 1657298 |
| MERSON AUTOMOTIVE INC. | 163911 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538533 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 209,69 $ | - |
| RICOH CANADA INC | 1775459 | 2026-04-23 | GELINEAU, IAN | SSIM / Achat d un module de finition externe pour | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 205,87 $ | 1762048 |
| NAUTIC & ART INC. | ROS1187934 | 2026-04-07 | CHALUT, BENOIT | 12" ENGINE POD PLATE, NOIRE (NAUTIC & ART) | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 200,54 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | DEP54070 | 2026-04-17 | DOUCET, MARTIN | BS / ULA / Achat de débitmètre de type rotamètre. Elyse Poirier | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 199,19 $ | - |
| LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE | 1774273 | 2026-04-17 | DOZOIS, JONATHAN | SIM-DST-Apria-DM-26-052 // Service de formation de 5 techniciens apria sur | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 198,45 $ | - |
| CONCEPT CONTROLS INC. | DEP54021 | 2026-04-14 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de Honeywell BW Solo, sans | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 197,81 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EQUIPEMENT SH INC. | SPV1189417 | 2026-04-23 | CHAREST, VICTORIA | PLAQUE PROTECTRICEREF DEVIS SHQU-01554 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 197,39 $ | - |
| ULINE CANADA CORP | 1775473 | 2026-04-24 | CLARK, VINCENT | DRM SPVM. Facture 17905945. Achat de 20 chaises de banquet | Police | Activités policières | 2 189,75 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 309132 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538568 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 187,14 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15548 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538804 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 186,90 $ | - |
| EMCO CORPORATION | DEP54028 | 2026-04-30 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Barre de man¿uvre pour remplacer celle perdue 287-21036 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 173,24 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1775642 | 2026-04-27 | COALLIER, RHEAUME | Achat équipement informatique pour nouveaux enquêteurs - TEE | Police | Activités policières | 2 166,71 $ | - |
| DISTRIBUTION COTE ET FILS INC. | DEP54022 | 2026-04-15 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / MP-6M-SST-CERTIFICATION GANTS | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 155,90 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189256 | 2026-04-22 | MOMY, PATRICK | RESERVER FOND POUR RESORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 145,37 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1187631 | 2026-04-01 | MOMY, PATRICK | RESERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 140,23 $ | 1687670 |
| TENAQUIP LIMITED | 1776224 | 2026-04-29 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST - Forge- DM 26-0515-0516 / Achat de crochet à corde Speanaur. | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 139,64 $ | - |
| NADON SPORT ST-EUSTACHE INC. | 115923 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538595 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 139,21 $ | - |
| MERCEDES BENZ RIVE SUD | 358009 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538611 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 136,11 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189655 | 2026-04-28 | MOMY, PATRICK | RESERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 131,05 $ | 1687670 |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163809 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538527 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 125,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1187769 | 2026-04-02 | MOMY, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 2877.68$ À CUMMINS POUR RÉPARATION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 114,26 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEU65817 | 2026-04-07 | DICKEY, MARTIN | Facture ENTRETIEN TRIMESTRIEL COMPRESSEUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 108,21 $ | - |
| SOLUTIONS IA ECRIMEPROTEX | 2 | 2026-04-23 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - SOLUTIONS IA ECRIMEPROTEX - 2 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 2 099,75 $ | - |
| AERO MONTREAL | 1774555 | 2026-04-20 | BOUSSIKI SOM, STEVES | DEV / Paiement de facture. Frais de kiosque de la Ville au Forum Innovation | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 2 099,75 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189150 | 2026-04-21 | MOMY, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 2000$ À RESSORT IDEAL POUR INSPECTION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 099,75 $ | - |
| 9484-0709 QUEBEC INC. | 1775198 | 2026-04-22 | CHARBONNEAU, MARC | Formation pour psychologues « Le rôle des psychologues dans le | Police | Activités policières | 2 099,75 $ | - |
| BELL CANADA | de20260415131828 | 2026-04-15 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 099,74 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188283 | 2026-04-09 | MOMY, PATRICK | RESSERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 097,78 $ | 1687670 |
| AREO-FEU LTEE | ROS1189554 | 2026-04-27 | CHIHAB, TARIK | 791631-001 SIEGE BASE CHAUFFANT 770827 SPEAKER TOURELLE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 093,75 $ | - |
| PTI SOLUTIONS INDUSTRIELLES INC. | DEP54023 | 2026-04-15 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Licence annuelle machine distributrice | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 089,26 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 126313 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538703 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 086,65 $ | - |
| HARNOIS ENERGIES INC. | ROS1189242 | 2026-04-23 | CHALUT, BENOIT | 5W30 205LITRE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 083,11 $ | - |
| HARNOIS ENERGIES INC. | ROS1189022 | 2026-04-20 | CHIHAB, TARIK | BARIL DE 208.2 LITRES D'HUILE MOBIL 5W30 FULL SYNTHÉTIQUE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 083,11 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188062 | 2026-04-07 | MOMY, PATRICK | RESSERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 080,55 $ | 1687670 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| INDUSTRIES UDACO LTEE | DEU65916 | 2026-04-15 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 080,06 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1545238 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538672 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 079,07 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016708 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538271 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 079,00 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1183030 | 2026-04-01 | MOMY, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 2000$ À RESSORT IDEAL POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 076,58 $ | - |
| SUPREMEX INC. | 1773205 | 2026-04-14 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Fourniture | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 2 072,83 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP53964 | 2026-04-10 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Achat de pièces de rechange pour pompe doseuse prominent | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 070,36 $ | - |
| LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. | DEU65943 | 2026-04-17 | DICKEY, MARTIN | SEAU / DEEU - détecteur de fuite de gaz + embout additionnel | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 070,23 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1544650 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538341 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 062,10 $ | - |
| PROTECTION INCENDIE CFS LTEE | 1773901 | 2026-04-15 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Inventaire- DM 26-0481 Achat de ruban de sécurité bleu MÉDIA de 3 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 056,08 $ | - |
| 9521-7535 QUEBEC INC. | 3498 | 2026-04-16 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538535 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 055,69 $ | - |
| CENTRE DE L'AUTO A.G.R. INC | 097720 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538361 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 053,94 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65923 | 2026-04-16 | DICKEY, MARTIN | Seau / deeu / FABRICATION DUN SHAFT POUR LA TOUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 050,04 $ | - |
| SHQ SOLUTIONS INC. | 1772835 | 2026-04-09 | LAURIN, JONATHAN | Inspection Ancrage - SGPI Biosphère - Jonathan L | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 2 050,00 $ | - |
| SELTO DISTRIBUTION INC. | 1774389 | 2026-04-17 | NGUYEN, ALEXANDRE | MU / 2026-96_Inondation printanière_Achat de 30 tonnes de sable pour les | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 047,26 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RONA INC | 1773976 | 2026-04-16 | DURAND, GUILLAUME | Mu_2026-61_2026-04-15 Inondation printanière Acquisition de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 2 040,75 $ | - |
| FARAH NANTEL-HAMUD | 25fn362 | 2026-04-10 | LAMBERT, ALEXANDRE | Couru 2025 - Dir. aff. civiles - Farah Nantel-Hamud - Nom du dossier : C-2025- | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 2 029,84 $ | - |
| MONTMORENCY FORD (1997) INC. | 615794 | 2026-04-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538741 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 027,90 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1187609 | 2026-04-01 | MOMY, PATRICK | RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR RÉPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 027,57 $ | 1687670 |
| LES ENTREPRISES PAUL E. | DEP53934 | 2026-04-08 | TISSEUR, YANNICK | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Remonter & Installer Réducteur moteur | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 026,26 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1188708 | 2026-04-14 | MOMY, PATRICK | RÉSERVER FONDS 5000.00$ SELON ESTIMÉ D'ATELIER ( RESSORT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 018,07 $ | 1687670 |
| GARAGE DEGUIRE INC | 37026 | 2026-04-08 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538276 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 016,53 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1189208 | 2026-04-22 | MOMY, PATRICK | ÉSERVER FONDS POUR LA FACTURE # F0217950 (RESSORT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 011,51 $ | 1687670 |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016733 | 2026-04-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538265 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 010,98 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 126310 | 2026-04-23 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538699 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 010,68 $ | - |
| TOITURE NATURE | 1773432 | 2026-04-14 | RINFRET, SIMON | Taille de Vigne - SGPI Biosphère - Martin | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 2 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260427150801 | 2026-04-27 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 000,00 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65926 | 2026-04-27 | DICKEY, MARTIN | Seau / Deeu / convoyeur godet | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 1 979,01 $ | - |
| CONCEPT CONTROLS INC. | DEP53912 | 2026-04-07 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de bouteilles de gaz | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 1 941,32 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| IMPRIMERIE F.L. CHICOINE | 1773197 | 2026-04-13 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Formulaires et documents officiels - | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 1 713,40 $ | - |
| USINAGE F.B. INC | DEU66006 | 2026-04-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - PIECE USINÉE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 1 642,76 $ | - |
| CARLOS MARIANO LOPEZ | 1772739 | 2026-04-10 | CHARBONNEAU, MARC | Services professionnels pour le PAPP. | Police | Activités policières | 1 469,82 $ | - |
| SOCIETE EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE | 1773323 | 2026-04-15 | POULIN, MYRIAM | SGPI-GAG-1 soumission - Travaux d'aménagement des espaces de travail et de | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 1 406,82 $ | - |
| IMPRIMERIE F.L. CHICOINE | 1773197 | 2026-04-15 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Formulaires et documents officiels - | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 1 165,36 $ | - |
| IMK S.E.N.C.R.L. | 54909 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - IMK S.E.N.C.R.L./LLP - 54909 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 1 028,62 $ | - |
| D-TECH ENVIRONNEMENTAL INC. | 1774185 | 2026-04-16 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG - SENV - Service de calibration pour 16 détecteurs de gaz (labos | Environnement et transition écologique | Traitement des eaux usées | 979,54 $ | - |
| D-TECH ENVIRONNEMENTAL INC. | 1774185 | 2026-04-16 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG - SENV - Service de calibration pour 16 détecteurs de gaz (labos | Environnement et transition écologique | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 979,53 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP54078 | 2026-04-21 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / modification des panneaux de contrôle des | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 940,35 $ | - |
| D-TECH ENVIRONNEMENTAL INC. | 1774185 | 2026-04-16 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG - SENV - Service de calibration pour 16 détecteurs de gaz (labos | Environnement et transition écologique | Inspection des aliments | 933,00 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1772664 | 2026-04-13 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Vêtements et accessoires - Activités | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 716,88 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1772824 | 2026-04-21 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Réapprovisionnement | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 509,90 $ | 1643722 |
| INSTRUMENTS MEGATEC INC. | DEP54050 | 2026-04-17 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Outils pour remplir le coffre de l'outilleur | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 507,82 $ | - |
| LACHAPELLE LOGISTIQUE | 1775780 | 2026-04-29 | POULIN, MYRIAM | SGPI / GAG - 3 soumissions. Services d'aménagement et de | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 473,68 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EMCO CORPORATION | DEP54028 | 2026-04-15 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Barre de man¿uvre pour remplacer celle perdue 287-21036 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 430,45 $ | - |
| 9193-6690 QUEBEC INC. | 1772830 | 2026-04-24 | BEAUCHESNE, JULIE | Service de revue de presse (veille médiatique) - SPVM Mars 2026. | Police | Activités policières | 367,46 $ | - |
| LANIEL PRODAMEX | 1774116 | 2026-04-17 | DJELLOULI, AMINA | MU / 2026-79_Inondation printanière_Achat de 60 tonnes de sable servant à | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 356,95 $ | - |
| IMK S.E.N.C.R.L. | 54919 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - IMK S.E.N.C.R.L./LLP - 54919 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 354,33 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1189581 | 2026-04-29 | BERGEVIN, STEPHANE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT D'UN ECM AVEC | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 296,22 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEU65817 | 2026-04-23 | DICKEY, MARTIN | Facture ENTRETIEN TRIMESTRIEL COMPRESSEUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 274,56 $ | - |
| CONSULTAIR 2000 INC. | DEP53921 | 2026-04-08 | DOUCET, MARTIN | BS / ULA / Commande pour changer le charbon activé des tours de charbon à | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 267,72 $ | - |
| CENTRE DE LOCATION G.M. INC. | 1776084 | 2026-04-29 | ANDERSON, PHILIPPE | MU_2026-287 _2026-04-15 Inondation printanière_ Achat de deux pouces. | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 220,37 $ | - |
| INNOVATION DIAGNOSTICS INC. | 1775003 | 2026-04-22 | BEDARD, EMILIE | SENV - Achat de produits et consommables pour Labo Crémazie // Entente | Environnement et transition écologique | Traitement des eaux usées | 132,34 $ | 1738129 |
| SIGNEL SERVICES INC | 1773629 | 2026-04-24 | BORNAIS, LUC | GAG - SENV - Acquisition de radar de Vitesse pour Sécurité Site - pour CESM | Environnement et transition écologique | Protection de l'environnement | 110,24 $ | - |
| ROUTLECO INC. | DEP53948 | 2026-04-14 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / DEP / UAL / Réappro / Commande pour éclairage aux filtres; | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 104,99 $ | - |
| IDEXX LABORATORIES CANADA | 1775074 | 2026-04-22 | VEZEAU, NANCY | SENV - Achat de produits chimiques pour labo Des Baillets // Entente 1751993 | Environnement et transition écologique | Approv. et traitement de l'eau potable | 78,74 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP53963 | 2026-04-28 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Achat de pompe doseuse de remplacement. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 78,74 $ | - |
| CONCEPT CONTROLS INC. | DEP53912 | 2026-04-10 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de bouteilles de gaz | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 73,49 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 30 AVRIL 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CHEM ACTION INC. | DEP53964 | 2026-04-14 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Achat de pièces de rechange pour pompe doseuse prominent | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 47,24 $ | - |
| LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR. | 1772058 | 2026-04-07 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM-DST- DM 26-0424 / Inventaire / Achat de clés ascenseur triple phalange | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 36,75 $ | - |
| MILLIPORESIGMA CANADA LTD | DEU65875 | 2026-04-23 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE DE LABORATOIRE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 23,62 $ | - |
| LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. | DEP53917 | 2026-04-14 | DAOUST, YVON | BS / UPI / Achat d'instruments de diagnostique pour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 20,47 $ | - |
| NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA | 9090849703 | 2026-04-20 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA | Affaires juridiques | Affaires civiles | 0,00 $ | - |
| | | | | | | | **13 947 463,02 $** | |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 07.01

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264060001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement et de la transition écologique , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer le bilan annuel 2025 du Réseau de suivi du milieu aquatique |

Il est recommandé :
de déposer le bilan annuel 2025 du Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA).

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-16 08:30

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1264060001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement et de la transition écologique , Direction , Division du contrôle des rejets et du suivi environnemental |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer le bilan annuel 2025 du Réseau de suivi du milieu aquatique |

## CONTENU

### CONTEXTE

Chaque année, le RSMA (Réseau de suivi du milieu aquatique) publie un rapport qui présente les résultats obtenus dans le cadre de son mandat de suivi de la qualité de l'eau sur le territoire de l'agglomération de Montréal. La publication du bilan annuel vise à informer la population de l'évolution de la qualité des eaux autour de l'Île de Montréal et dans les cours d'eau intérieurs.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0233 15 mai 2025 - Dépôt du bilan annuel 2024 du RSMA.

### DESCRIPTION

Ce rapport est produit annuellement par le Service de l'environnement et dresse le bilan de la qualité des plans d'eau dans le cadre des programmes de suivi de la qualité de l'eau à Montréal. Il fait état de la caractérisation du milieu et identifie des problématiques qui affectent la qualité des plans d'eau.
Depuis 1999, le Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA) exécute le programme d'échantillonnage QUALO afin de mesurer hebdomadairement la qualité bactériologique de l'eau en rive autour de l'île de Montréal. Les données recueillies permettent d'identifier les endroits propices à la création de nouveaux aménagements afin de favoriser la réappropriation, par les citoyens, des usages liés à la qualité de l'eau. En 2025, le programme QUALO a été réalisé du 20 mai au 02 octobre (20 semaines) dans 103 stations de mesure. Sur les 2060 analyses bactériologiques effectuées, 79 % des échantillons ont respecté le critère de qualité (200 coliformes fécaux/100 ml) du MELCCFP Ministère de l'Environnement

et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs autorisant la pratique d'activités récréatives de contact direct avec l'eau, tandis que seulement 6 % des échantillons ont excédé le critère de 1 000 COLI compromettant tout usage récréatif. Par ailleurs, 64 % des stations de mesure (66 sur 103) ont obtenu l'approbation QUALO et la moitié de ces stations (33 sur 66) détiennent cette approbation depuis au moins cinq ans. Par conséquent, selon l'indice QUALO, ces sites seraient favorables aux activités récréatives en contact direct avec l'eau.

En 2025, le suivi de la qualité bactériologique et physicochimique des eaux de 25 ruisseaux et plans d'eau intérieurs (programme RUISSO) s'est poursuivi sur l'île de Montréal. Initialement, 53 stations de mesure devaient être échantillonnées à sept reprises entre le 21 mai et le 7 octobre. Toutefois, en raison des faibles niveaux d'eau, certaines stations n'ont pu être échantillonnées qu'à deux occasions au cours de la saison. Par conséquent, l'indice RUISSO (IR), utilisé pour évaluer la qualité globale de l'eau, a pu être calculé pour seulement 23 des 25 ruisseaux étudiés. Dans l'ensemble, les résultats obtenus en comparaison avec ceux de l'année précédente, démontrent une amélioration de la qualité de l'eau dans 2 des 23 ruisseaux et plans d'eau, une stabilité dans 13 d'entre eux et une détérioration dans les 8 autres. Trois des huit plans d'eau qui ont subi une diminution de leur IR demeurent toutefois dans la même catégorie que celle de l'année précédente.

Quant au programme PLUVIO qui permet de localiser et corriger des raccordements inversés (Ri) afin d'éliminer la contamination sanitaire présente dans les réseaux pluviaux, jusqu'à présent plus de 20 000 adresses ont été dépistées et 1273 Ri ont été confirmés. En 2025, selon les renseignements transmis par les villes liées et les arrondissements, il resterait au total, 446 Ri confirmés à corriger. Les villes liées ont corrigé 92 % des Ri confirmés sur leur territoire et les arrondissements en ont corrigé 53 %. Le 4 juin 2025, la Ville de Montréal a dévoilé sa Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 qui s'articule autour de cinq orientations, seize objectifs et quinze engagements pour l'avenir de l'eau. L'un de ces engagements vise à éliminer 100 % des Ri connus. De plus, le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) a été modifié afin de permettre la transmission d'avis de non-conformité aux propriétaires d'immeubles comportant des Ri. En 2025, plus de 180 avis ont été envoyées à des propriétaires contrevenants, qui doivent désormais effectuer les travaux correctifs à leurs frais, dans les délais prévus à l'avis.

## JUSTIFICATION

L'objectif visé par la publication de ce rapport est de rendre public l'état de la qualité de l'eau des plans d'eau autour et sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

## MONTRÉAL 2030

Les programmes d'échantillonnages et de suivi du RSMA permettent de dresser le portrait de la qualité des plans d'eau à Montréal:

- Le programme QUALO mesure hebdomadairement la qualité bactériologique de l'eau en rive autour de l'île de Montréal et permet d'identifier les endroits propices afin de créer de nouveaux aménagements pour favoriser la réappropriation des usages reliés à la qualité de l'eau par les citoyens.
- Le programme RUISSO suit l'évolution de la qualité des eaux des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs en milieu urbain. Ce programme, axé sur la mise en valeur des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs, permet de prioriser les actions à mettre en oeuvre pour les protéger.

- Le programme PLUVIO permet d'identifier, de localiser et de corriger les problèmes de raccordements inversés (Ri) sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour contrer la pollution dans le réseau d'égout pluvial lequel se déverse directement dans les eaux ceinturant l'île de Montréal.

Aussi, tel que décrit dans la grille d'analyse en pièce jointe, le bilan annuel qui présente les résultats des programmes du RSMA, contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les 3 priorités du plan stratégique Montréal 2030 suivantes:

**Priorité 2** : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

**Priorité 12** : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

**Priorité 20** : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Aucun

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Aucun

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Karine BELISLE, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Suzanne BOULET
Conseillère en planification- environnement

**Tél :** 514-910-5429
**Télécop. :** 514-280-4230

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-08

Catherine COSTA
chef(fe) de division - controle des rejets et suivi environnemental

**Tél :** 438-873-4189
**Télécop. :** 514-280-4230

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Catherine COSTA
chef(fe) de division - controle des rejets et suivi environnemental
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-10

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1264060001
Unité administrative responsable : **Service de l'environnement**
Projet : **Bilan environnemental 2025 : Portrait de la qualité des plans d'eau à Montréal**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités Montréal 2030. | **X** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

**Priorité 2** : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

**Priorité 12** : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

**Priorité 20** : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

**Priorités Montréal 2030**

- Favoriser la réappropriation, par les citoyens, des usages liés à la qualité de l'eau – **priorité 2**;
- Partager les résultats obtenus dans le cadre des programmes de suivi de la qualité de l'eau réalisés sur le territoire de l'agglomération de Montréal – **priorité 12**;
- Présenter l'évolution de la qualité des eaux autour de l'Île de Montréal et dans les cours d'eau intérieurs et faire reconnaître leur attractivité – **priorité 20.**

**Transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de Montréal 2030**

- Collaboration entre partenaires issus du Service de l'environnement, du Service de l'eau et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports afin d'intégrer dans le bilan annuel les actions réalisées par chacun des services pour préserver ou améliorer la qualité des eaux sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Bilan environnemental 2025

# Portrait de la qualité des plans d'eau à Montréal

Service de l'environnement



8/20

# Météo 2025 : des contrastes qui affectent nos milieux aquatiques

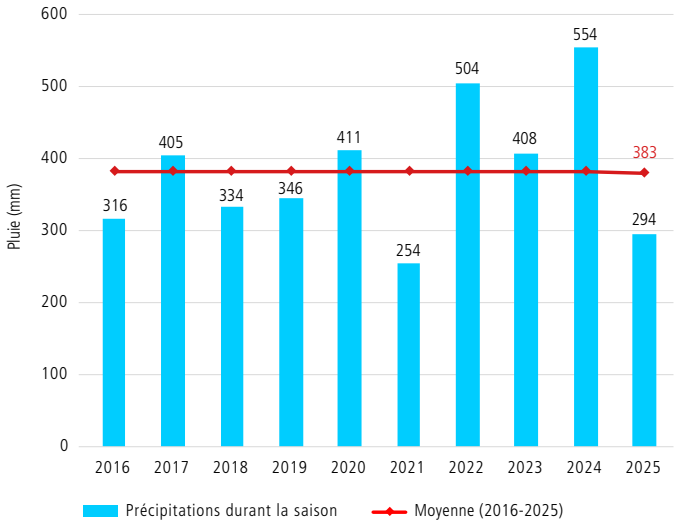
L'année 2025 se classe au dixième rang des années les plus chaudes jamais enregistrées au Québec[1]. Après un printemps pluvieux dans le sud de la province, les conditions météorologiques estivales ont alterné entre sécheresse et épisodes de pluies abondantes. En juillet, des orages fréquents ont apporté des précipitations bien au-delà de la normale, alors qu'à l'inverse, le mois d'août a été particulièrement sec, avec un cumul de pluie deux fois inférieur à l'habitude. Le mois de septembre a lui aussi présenté un important déficit de précipitations. Selon Ouranos[2], ces conditions illustrent clairement l'accélération des changements climatiques.

Durant la saison d'échantillonnage 2025, un total de 294 mm de pluie a été enregistré à la station météorologique d'Environnement Canada située à Dorval. Cette quantité correspond à 23 % de moins que la moyenne des 10 dernières années (383 mm) et à une diminution de 47 % par rapport à 2024 (554 mm). La répartition des précipitations a été particulièrement inégale au cours de la saison. Les mois de juin, août et septembre ont tous affiché des précipitations nettement inférieures aux normales climatiques. En revanche, juillet s'est démarqué avec 133 mm, ce qui surpasse largement la normale mensuelle de 91 mm. Fait notable, 83 mm de ces précipitations sont tombés au cours de la seule journée du 13 juillet.

Le déficit de précipitations et les conditions de sécheresse ont entraîné une baisse marquée des niveaux et des débits d'eau. Tout au long de la saison, les débits des cours d'eau ont diminué pour atteindre, en septembre, des valeurs inférieures à la médiane décennale de 28 % pour la rivière des Prairies et de 18 % pour le fleuve Saint-Laurent.

Les conditions climatiques – que ce soit en lien avec les pluies abondantes ou les périodes de sécheresse – ainsi que les niveaux des cours d'eau au moment de leur échantillonnage influencent fortement la qualité bactériologique de l'eau. Les eaux de ruissellement et les débordements d'ouvrages de surverse provoqués par de fortes pluies acheminent de grandes quantités de polluants vers les milieux aquatiques. À l'opposé, les conditions de sécheresse et les étiages, qui correspondent aux niveaux les plus bas atteints par les cours d'eau, accentuent la concentration des contaminants en réduisant leur capacité de dilution.

**Total des précipitations durant la période d'échantillonnage (mm)**





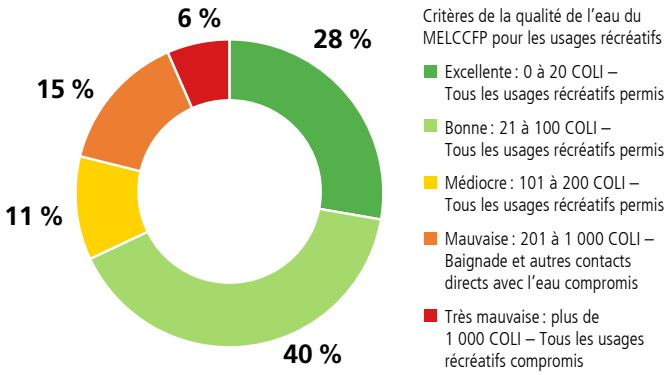

La rivière des Prairies, le 11 septembre 2025

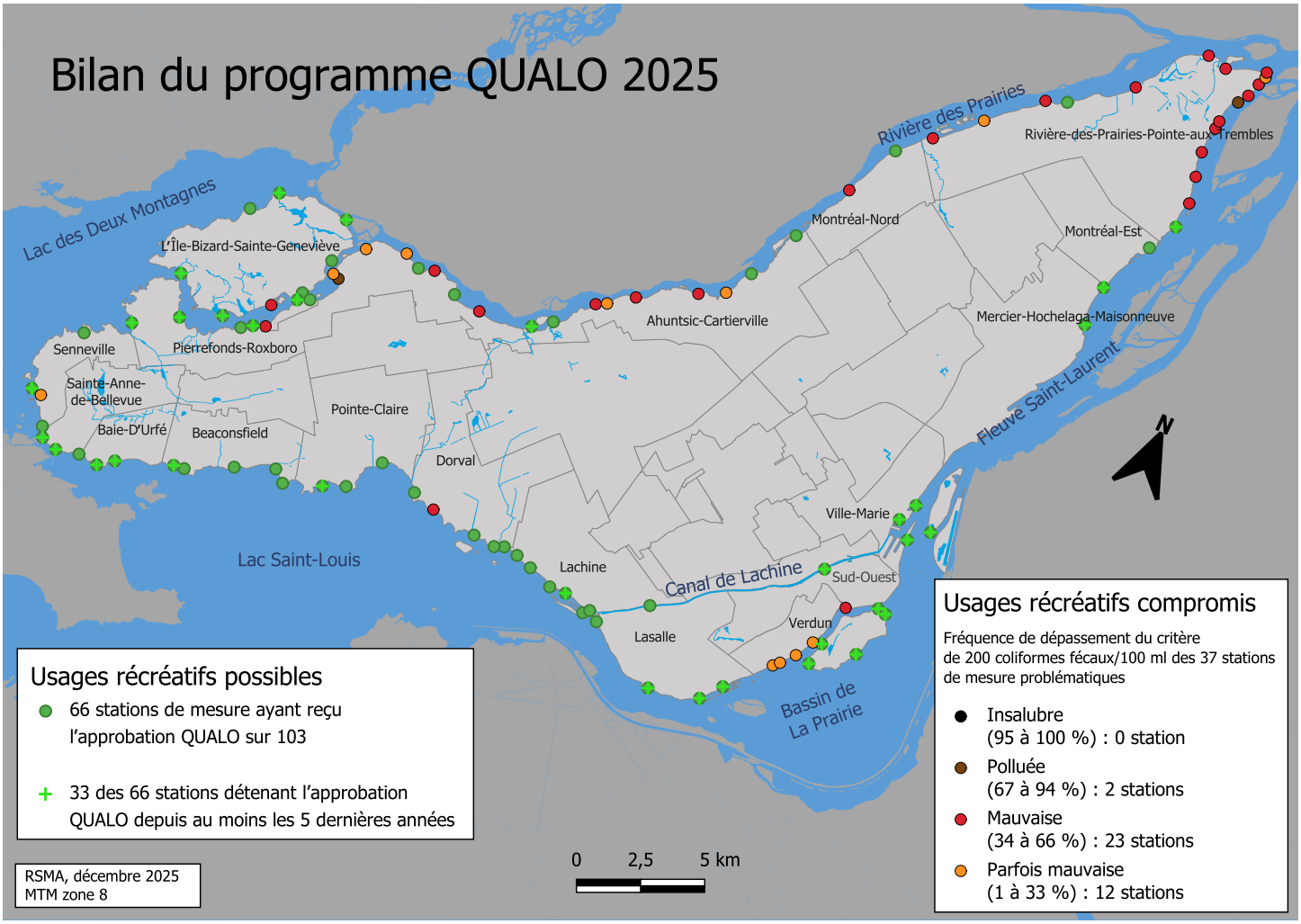
1. Ouranos 2025, une année conforme aux tendances du réchauffement climatique.
2. Pôle d'innovation et lieu de concertation permettant à la société québécoise de mieux s'adapter à l'évolution du climat.

# Programme QUALO : qualité de l'eau en rive

Depuis 1999, le Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA) exécute le programme d'échantillonnage QUALO afin de mesurer hebdomadairement la qualité bactériologique de l'eau en rive autour de l'île de Montréal. Les données recueillies permettent de déterminer les endroits propices à la création de nouveaux aménagements afin de favoriser la réappropriation, par la population, des usages liés à la qualité de l'eau. En 2025, le programme QUALO a été réalisé du 20 mai au 2 octobre (20 semaines) dans 103 stations de mesure. La majeure partie des échantillons (80 %) ont été prélevés par temps sec ou durant les 60 heures suivant de faibles pluies (< 3 mm). Sur les 2 060 analyses bactériologiques effectuées, 79 % des échantillons ont respecté le critère de qualité de 200 COLI[3] du MELCCFP[4] autorisant la pratique d'activités récréatives de contact direct avec l'eau, tandis que seulement 6 % des échantillons ont excédé le critère de 1 000 COLI compromettant tout usage récréatif.

**Distribution des résultats de COLI en 2025**




3. Coliformes fécaux en unités formant des colonies (UFC) par 100 ml.
4. Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

En 2025, 64 % des stations de mesure (66 sur 103) ont obtenu l'approbation QUALO[5]. La moitié de ces stations (33 sur 66) détiennent cette approbation depuis au moins cinq ans. Par conséquent, selon l'indice QUALO, ces sites seraient favorables aux activités récréatives en contact direct avec l'eau.

## Fleuve Saint-Laurent

**44 %**
**QUALO**

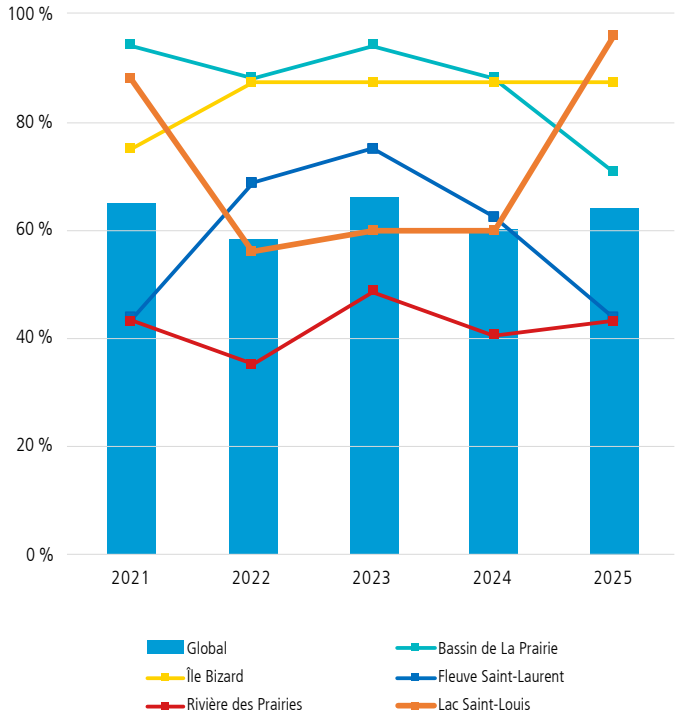
Dans le secteur du fleuve Saint-Laurent, 7 des 16 stations de mesure ont obtenu l'approbation QUALO, ce qui correspond à 44 %. Ce résultat est inférieur à celui de l'année précédente (63 %) ainsi qu'à la moyenne des 5 dernières années (59 %). Cette diminution s'explique par les conditions climatiques au moment de l'échantillonnage. En effet, les prélèvements réalisés les 10 juin, 8 juillet et 13 août ont eu lieu moins de 24 heures après des précipitations de plus de 8 mm, ce qui a entraîné le dépassement du critère de 400 COLI. Par conséquent, ces dépassements ont empêché l'obtention de l'approbation QUALO pour les 9 stations de mesure situées de la 24e Avenue (FSL-360[6]) jusqu'au parc du Bout-de-l'Île (FSL-500[6]). La station de mesure FSL-190[6], située au parc Jean-Drapeau sur l'île Sainte-Hélène, a quant à elle conservé son approbation QUALO pour une 26e année consécutive.

## Rivière des Prairies

**43 %**
**QUALO**

Dans le secteur bordant la rivière des Prairies, 16 stations de mesure sur 37 (43 %) ont obtenu l'approbation QUALO en 2025, un résultat comparable à la moyenne des 5 dernières années (42 %). Toutefois, pour la première fois en 26 ans, la station du parc des Rapides-du-Cheval-Blanc (RDP-180[6]), située à Pierrefonds-Roxboro, a perdu son approbation QUALO à la suite de 3 dépassements du seuil de 400 COLI. Les facteurs ayant mené à ces épisodes de dégradation de la qualité de l'eau n'ont pas pu être établis. À l'inverse, la station de l'avenue Robert (RDP-400[6]), située à Montréal-Nord, a reçu l'approbation QUALO pour la première fois depuis le début de son suivi en 1999.

**Évolution du pourcentage de stations QUALO par plan d'eau**






Station de mesure RDP-20

5. Une station de mesure obtient l'approbation QUALO lorsqu'elle satisfait aux deux conditions suivantes : la moyenne géométrique des résultats obtenus ne doit pas excéder 200 COLI, et les résultats d'au plus 10 % des échantillons peuvent excéder 400 COLI durant la saison d'échantillonnage.

6. Lien pour accéder à la carte interactive du RSMA et visualiser l'emplacement de la station de mesure.

## Île Bizard

88 % QUALO

Comme par le passé, la qualité des eaux riveraines de ce secteur s'est révélée très bonne. Le résultat de 88 % est identique à celui des 2 années précédentes et est comparable à la moyenne de 85 % des 5 dernières années. En 2025, une seule station n'a pas reçu l'approbation QUALO, soit la station du parc Terrasse-Sacré-Cœur (IBIZ-15[6]), en raison de 3 dépassements du critère de 400 COLI survenus en juin et en juillet. Une analyse approfondie n'a pas permis de déterminer la ou les causes de ces dépassements.

## Lac Saint-Louis

96 % QUALO

Pour la première fois depuis 2019, 24 stations de mesure sur 25, soit 96 % ont obtenu l'approbation QUALO dans le secteur du lac Saint-Louis. Ce pourcentage est largement supérieur à la moyenne quinquennale de 72 %.

En 2025, seule la station LSL-6.5[6], située au parc Pine Beach à Dorval, n'a pas obtenu l'approbation QUALO en raison de 4 dépassements du critère de 400 COLI. Deux de ces dépassements proviennent des résultats obtenus pour les échantillons prélevés les 10 juin et 7 juillet. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la qualité d'eau mesurée ait été mauvaise, puisque ces prélèvements ont été réalisés sous l'influence de fortes pluies. Il en va de même pour le troisième dépassement, observé lors de l'échantillonnage du 15 juillet, effectué moins de 48 heures après que des pluies torrentielles (83 mm) se sont abattues sur Montréal.

## Bassin de La Prairie

71 % QUALO

Dans le secteur du bassin de La Prairie, 12 stations de mesure sur 17, soit 71 %, ont obtenu l'approbation QUALO. Ce résultat est inférieur à la moyenne des 5 dernières années qui s'établit à 87 %. Cette diminution s'explique principalement par la perte de l'approbation QUALO pour quatre stations de mesures situées dans l'arrondissement de Verdun. Ces déclassements sont attribuables à 4 dépassements du critère de 400 COLI observés aux stations BLAP-2.7[6] (parc de l'Honorable-George-O'Reilly) et BLAP-2.8[6] (quai au niveau du Natatorium), tandis que les stations BLAP-3[6] (parc du Quai-de-la-Tortue) et BLAP-4[6] (parc Desmarchais) ont chacune enregistré 3 dépassements. Plus précisément, les résultats obtenus lors des prélèvements du 11 juin et du 8 juillet ont entraîné 2 dépassements pour chacune des 4 stations. Ces échantillons ont été prélevés moins de 24 heures après des précipitations de plus de 8 mm. D'autres résultats élevés variant de 700 à 2 600 COLI, obtenus le 27 mai, ont provoqué un troisième dépassement du critère QUALO aux mêmes stations. Les dénombrements élevés de COLI obtenus le 27 mai sont fort probablement liés à un bris d'équipement survenu la veille dans le réseau d'interception des eaux usées, près de l'avenue Alepin.




## Opération de nettoyage des berges à Lachine

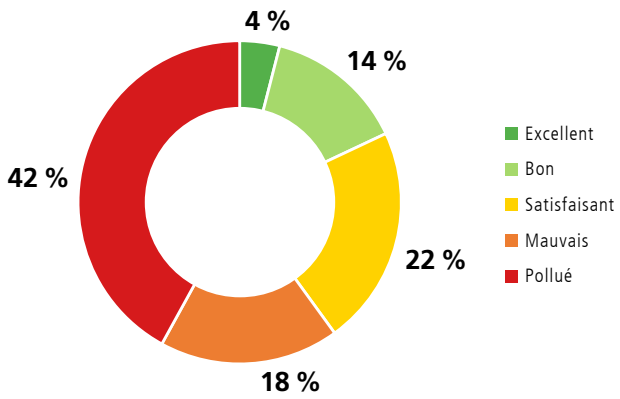
Le 6 août 2025, les organismes Mission 1000 tonnes et Stratégies Saint-Laurent, en partenariat avec l'arrondissement de Lachine, ont mené une vaste opération de nettoyage des berges dans le cadre du lancement du projet « Expédition Saint-Laurent et ses bassins versants ». Cette initiative collaborative prenant la forme d'une tournée provinciale vise à mobiliser la population autour d'activités de sensibilisation et de nettoyage afin de lutter contre la pollution de nos cours d'eau et de préserver la santé de nos écosystèmes. Présente sur le terrain, l'équipe du RSMA a profité de l'occasion pour sensibiliser la communauté à l'importance de réduire la pollution à la source, notamment afin de limiter les répercussions des déchets sur la qualité de l'eau et la faune aquatique. Au total, l'opération a permis de retirer 340 kg de déchets autour du parc Saint-Louis, dans les parcs avoisinants et dans les eaux du fleuve.

# Programme RUISSO : qualité de l'eau des ruisseaux et plans d'eau intérieurs

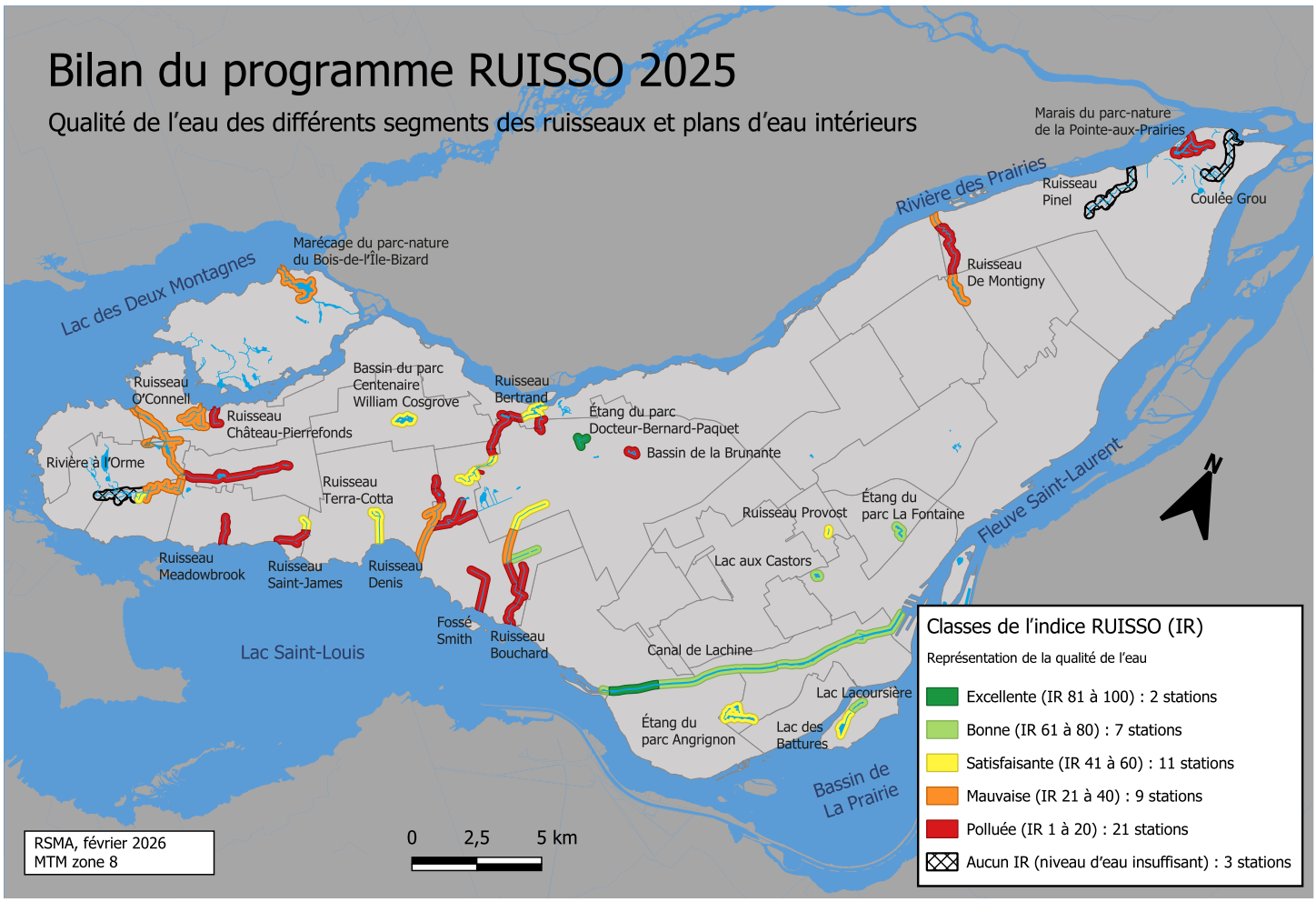
Le programme RUISSO, mis en place par le RSMA en 2002, assure le suivi de l'évolution de la qualité bactériologique et physicochimique des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs sur l'île de Montréal. En 2025, la qualité de l'eau de 25 ruisseaux et plans d'eau intérieurs a été suivie. Initialement, 53 stations de mesure devaient être échantillonnées à 7 reprises entre le 21 mai et le 7 octobre. Toutefois, en raison des faibles niveaux d'eau, trois stations situées au ruisseau Pinel, à la coulée Grou et à la rivière à l'Orme n'ont pu être échantillonnées qu'à deux occasions au cours de la saison. Par conséquent, l'indice RUISSO (IR), utilisé pour évaluer la qualité globale de l'eau, n'a pas pu être calculé pour ces trois stations de mesure.

L'IR est déterminé à partir des résultats obtenus pour 24 paramètres. Le pH et l'oxygène dissous (OD) sont mesurés directement sur le terrain au moment du prélèvement. Les autres paramètres, soit les coliformes fécaux (COLI), le phosphore total (Ptot), l'azote ammoniacal (NH3), les matières en suspension (MES) ainsi que 18 métaux lourds sont, quant à eux, analysés en laboratoire.

**Répartition des 50 stations de mesure selon l'IR**




En 2025, le calcul des IR a été effectué à partir de 8 472 mesures et résultats d'analyses physicochimiques et bactériologiques réalisées sur 353 échantillons d'eau prélevés durant la saison.



Dans l'ensemble, les résultats obtenus en 2025, en comparaison avec ceux de l'année précédente, démontrent une amélioration de la qualité de l'eau dans 2 des 23 ruisseaux et plans d'eau, une stabilité dans 13 d'entre eux et une détérioration dans les 8 autres. Trois des huit plans d'eau qui ont subi une diminution de leur IR demeurent toutefois dans la même catégorie que celle de l'année précédente.

## Analyse par plan d'eau selon l'indice RUISSO (IR)

Comme par le passé, la majorité des plans d'eau alimentés par un réseau d'aqueduc ou par les eaux du fleuve présentent généralement une bonne qualité. Ainsi, l'**étang du parc Docteur-Bernard-Paquet (IR = 84)** a obtenu la cote « excellente », tandis que le **lac aux Castors (IR = 79)**, le **canal de Lachine (IR = 76)**, l'**étang du parc Lafontaine (IR = 66)** et le **lac Lacoursière (↓ IR de 6 points)** se situent toujours dans la catégorie « bonne ». Quant à l'**étang du parc Angrignon (↓ IR de 6 points)**, son faible niveau d'eau ainsi que la forte présence d'algues et de plantes aquatiques observée au cours de la saison ont entraîné une concentration élevée de phosphore, ce qui explique son déclassement dans la catégorie « satisfaisante ».

L'IR du **ruisseau Provost** a, pour sa part, subi une baisse importante **(↓ IR de 24 points)**, ce qui a fait passer la qualité de son eau de la catégorie « bonne » à « satisfaisante ». L'IR calculé se situe bien en deçà des valeurs généralement obtenues pour ce ruisseau. Toutefois, il a été établi à partir de cinq échantillons plutôt que sept, puisqu'un faible débit d'eau observé lors des deux dernières tournées effectuées en août et en septembre a empêché de prélever des échantillons selon les règles de l'art. Par ailleurs, les prélèvements effectués les 10 juin et 2 juillet, pendant et après de fortes pluies, ont révélé des teneurs élevées en MES et COLI entraînant une dégradation de la qualité de l'eau.

Depuis le début de son suivi, le **lac des Battures (IR = 53)** se classe dans la catégorie « satisfaisante », le phosphore constituant le principal facteur limitant. La qualité de l'eau du **bassin du parc Centenaire William Cosgrove (↓ IR de 6 points)** demeure elle aussi stable dans la catégorie « satisfaisante », malgré une baisse de son IR en raison des teneurs élevées en phosphore. Pour une quatrième année consécutive, l'IR du **ruisseau Terra-Cotta (IR = 40)** se classe dans la catégorie « mauvaise ».

Des concentrations élevées de phosphore total ont été mesurées dans tous les échantillons prélevés au cours de la saison. De plus, la qualité bactériologique de ce ruisseau à vocation pluviale a été affectée par les précipitations survenues lors de la tournée du 23 septembre, alors qu'un dénombrement de 10 000 COLI a été obtenu.

### Classement selon l'indice RUISSO

| Ruisseaux et plans d'eau intérieurs | IR 2025 | IR 2024 | Évolution de l'IR* |
|---|---|---|---|
| Étang du parc Docteur-Bernard-Paquet | 84 | 80 | = |
| Lac aux Castors | 79 | 75 | = |
| Canal de Lachine | 76 | 74 | = |
| Étang du parc Lafontaine | 66 | 64 | = |
| Lac Lacoursière | 61 | 67 | - |
| Étang du parc Angrignon | 58 | 64 | - |
| Ruisseau Provost | 55 | 79 | - |
| Lac des Battures | 53 | 52 | = |
| Bassin du parc Centenaire William Cosgrove | 41 | 47 | - |
| Ruisseau Terra-Cotta | 40 | 38 | = |
| Marécage du parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard | 39 | 53 | - |
| Ruisseau Saint-James | 37 | 26 | + |
| Ruisseau O'Connell | 35 | 20 | + |
| Rivière à l'Orme | 34 | 37 | = |
| Ruisseau Bertrand | 32 | 32 | = |
| Ruisseau Bouchard | 29 | 25 | = |
| Ruisseau Denis | 24 | 35 | - |
| Ruisseau De Montigny | 24 | 22 | = |
| Fossé Smith | 20 | 26 | - |
| Bassin de La Brunante | 20 | 38 | - |
| Ruisseau Château-Pierrefonds | 20 | 19 | = |
| Ruisseau Meadowbrook | 19 | 20 | = |
| Marais du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies | 15 | 14 | = |
| Coulée Grou | s. o. | 18 | s. o. |
| Ruisseau Pinel | s. o. | 20 | s. o. |

* L'évolution est considérée stable (=) lorsque l'IR calculé d'une année à l'autre révèle un écart de moins de 5 points

Excellente (IR 81 à 100)
Bonne (IR 61 à 80)
Satisfaisante (IR 41 à 60)
Mauvaise (IR 21 à 40)
Polluée (IR 1 à 20)

Pour la première fois depuis le début de son suivi, la qualité de l'eau du **marécage du parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard (↓ IR de 14 points)** s'est fortement détériorée, atteignant la catégorie « mauvaise ». Des concentrations de phosphore total supérieures au seuil de qualité de 30 µg/L considéré comme satisfaisant ont été mesurées pour 6 des 7 échantillons prélevés au cours de la saison. La disponibilité en oxygène dissous, qui fluctue au cours de la journée en fonction de la température, de l'activité photosynthétique des plantes et de la présence de matière organique, a quant à elle été inférieure au pourcentage de saturation acceptable dans la moitié des échantillons prélevés.

Contrairement à l'année précédente, l'IR du **ruisseau Saint-James (↑ IR de 11 points)**, qui est alimenté par des eaux pluviales, a connu une hausse notable. Malgré cette augmentation, la qualité de son eau demeure classée dans la catégorie « mauvaise ». Des valeurs élevées de COLI et de phosphore indiquent une contamination par des eaux sanitaires. D'autre part, la présence de MES ainsi que de certains métaux comme le cuivre, le fer et l'aluminium a été observée dans les échantillons prélevés en temps de pluie le 23 septembre.

La qualité de l'eau du **ruisseau O'Connell (↑ IR de 15 points)** s'est grandement améliorée par rapport à l'année dernière. Les résultats obtenus correspondent aux valeurs observées dans le passé, et la qualité de l'eau fait de nouveau partie de la catégorie « mauvaise ». Les principaux paramètres influençant la qualité de l'eau de ce ruisseau sont le phosphore, l'oxygène dissous et les COLI. Des concentrations de phosphore total supérieures au seuil de qualité « satisfaisante » de 30 µg/L ont été mesurées lors de 6 des 7 tournées d'échantillonnage.

## La Nuit des chercheuses et des chercheurs

La section des prélèvements du Service de l'environnement a participé à la 6e édition de la Nuit des chercheuses et des chercheurs, qui s'est tenue le 14 novembre 2025 de 19 h à minuit, au Biodôme et au Planétarium. Cet événement organisé par Espace pour la vie de la Ville de Montréal permet à des scientifiques de faire découvrir au public leur travail au quotidien ainsi que les enjeux qui s'y rattachent.

L'équipe de suivi des eaux industrielles a présenté des échantillons d'eaux usées et expliqué la réglementation encadrant les rejets industriels. Les visiteuses et visiteurs ont également eu droit à une expérience inédite grâce à l'exposition d'un camion aménagé et équipé du matériel spécialisé nécessaire pour intervenir dans les réseaux d'égouts du territoire montréalais.

Pour sa part, l'équipe du RSMA a partagé ses connaissances sur la qualité de l'eau des ruisseaux et des plans d'eau à Montréal tout en soulignant l'importance de protéger ces milieux pour préserver la santé des écosystèmes.





Selon l'IR général, la qualité de l'eau de la **rivière à l'Orme (IR = 34)** demeure dans la catégorie « mauvaise ». Toutefois, aucun IR n'a pu être calculé pour une station de mesure située sur la branche de la rivière au sud de l'autoroute 40, car les épisodes de sécheresse observés durant la saison d'échantillonnage ont entraîné une carence en eau lors de 71 % des tournées. Les deux autres stations de mesure situées également sur le segment de la rivière au sud de l'autoroute 40 ont présenté une qualité d'eau variant de « satisfaisante » à « mauvaise ». En ce qui concerne les trois stations de mesure situées dans les segments de la rivière au nord de l'autoroute 40, la qualité de l'eau varie de « polluée » à « mauvaise ». La station de mesure classée dans la catégorie « polluée » présente des teneurs élevées en COLI ainsi qu'en phosphore, ce qui indique une contamination par des eaux sanitaires provenant de raccordements inversés (Ri) en attente de correction.

La qualité des eaux du **ruisseau Bertrand (IR = 32)** est stable, dans la catégorie « mauvaise ». Le phosphore et les COLI sont encore les principaux paramètres limitants du ruisseau. La qualité des eaux du ruisseau est affectée à la fois par les eaux de ruissellement provenant des zones industrielles qu'il traverse et par des eaux sanitaires rejetées par des Ri en attente de correction.

Selon l'IR calculé, la qualité de l'eau du **ruisseau Bouchard (IR = 29)** demeure dans la catégorie « mauvaise », et les principaux paramètres responsables de sa mauvaise qualité sont le manque d'oxygène dissous, les COLI et le phosphore. Considérant qu'il n'existe actuellement pas d'ouvrage de débordements ou de Ri confirmés pouvant rejeter des eaux sanitaires au ruisseau, la contamination bactérienne observée serait possiblement d'origine animale.

Une baisse notable de l'IR du **ruisseau Denis (↓ IR de 14 points)**, qui reçoit les eaux de pluie de secteurs industriels, résidentiels et aéroportuaires, a été observée. Néanmoins, la qualité de ses eaux demeure dans la catégorie « mauvaise ». Les facteurs limitants pour ce ruisseau sont généralement le phosphore, les MES et les COLI. En mai 2025, la présence d'hydrocarbures a été signalée[7] dans le ruisseau, à la hauteur de l'avenue Reverchon à Dorval. Des boudins absorbants ont rapidement été installés afin de retirer les contaminants déversés. Les inspectrices et inspecteurs de la Division du contrôle des rejets et suivi environnemental (CRSE) ont mené des investigations approfondies dans les secteurs avoisinants, mais l'origine du déversement n'a pas été trouvée. Entre le 24 juillet et le 27 novembre, l'équipe du RSMA a mis en œuvre un programme de surveillance au ruisseau Denis afin d'étudier les différents branchements situés à la tête du ruisseau et de mieux orienter les recherches advenant un nouveau déversement. Plus de 85 observations, réparties sur 8 jours et réalisées dans 20 regards pluviaux, ont été effectuées. Bien qu'aucun déversement n'ait été constaté durant la période étudiée, les observations ont permis de déceler deux sources de contamination par les MES, pour lesquelles des correctifs ont été demandés.

La qualité de l'eau du **ruisseau De Montigny (IR = 24)**, influencée par les eaux pluviales d'un collecteur qui draine un vaste secteur industriel, se classe dans la catégorie « mauvaise ». De plus, tout au long de l'année, divers contaminants (gras, plastique et hydrocarbures) ont été observés à la sortie de la grande conduite pluviale qui rejette ses eaux dans le déversoir du lac Anjou, en amont du ruisseau De Montigny. L'arrondissement d'Anjou a procédé au retrait de ces contaminants et, malgré les investigations menées par le CRSE, l'origine des déversements n'a pas pu être déterminée. Le ruisseau De Montigny est également affecté par les rejets d'eaux sanitaires provenant de Ri en attente de correction.



Ruisseau Denis

7. Si vous êtes témoin d'une situation ayant des conséquences sur l'environnement, vous pouvez communiquer avec la Division du CRSE au 514 280-4330 ou écrire à l'adresse suivante : environnement@montreal.ca.

Les ruisseaux et plans d'eau intérieurs avec un IR égal ou inférieur à 20, ce qui correspond à une qualité de catégorie « polluée », sont généralement affectés par des problèmes de pollution. Pour certains d'entre eux, une détérioration de la qualité de l'eau a également été observée en raison d'une forte sécheresse estivale.

Ainsi, la qualité de l'eau du **fossé Smith (↓ IR de 6 points)** et du **bassin de la Brunante (↓ IR de 18 points)** s'est fortement dégradée, passant de la catégorie « mauvaise » à « polluée ». Dans les deux cas, les MES, le phosphore et les COLI sont les paramètres responsables de ce déclassement.

Depuis 15 ans, la qualité de l'eau des **ruisseaux Château-Pierrefonds (IR = 20)** et **Meadowbrook (IR = 19)** demeure dans la catégorie « polluée ». Ces ruisseaux, alimentés par des eaux pluviales, présentent des teneurs élevées en COLI ainsi qu'en phosphore, qui révèlent une contamination liée à des eaux sanitaires provenant de Ri.

L'IR du **marais du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies (IR = 15)** demeure stable depuis 10 ans, dans la catégorie « polluée ». Les concentrations élevées de phosphore et la faible oxygénation de l'eau expliquent le classement obtenu.

En 2025, la **coulée Grou** et le **ruisseau Pinel** ont tous deux été touchés par un manque chronique d'eau, ce qui a empêché le prélèvement d'échantillons lors de 5 des 7 tournées d'échantillonnages prévues. En conséquence, l'IR n'a pas pu être établi pour la saison. Malgré cette situation, le projet « Concertation et sensibilisation des usagers du ruisseau Pinel pour l'amélioration de la qualité de l'eau » lancé en 2024 par le comité zone d'intervention prioritaire (ZIP) Jacques-Cartier s'est poursuivi afin de soutenir la restauration de cet écosystème urbain unique.

Le 24 avril, le comité ZIP a organisé une activité de nettoyage qui a permis de retirer environ 100 kg de déchets couvrant une superficie d'environ 750 $m^2$ du ruisseau Pinel. Des amas de branches, de feuilles mortes ainsi que divers rebuts (planches de bois, pneus, pièces de vélo, etc.) qui entravaient l'écoulement du ruisseau ont été retirés.

Le comité ZIP a par ailleurs proposé un plan de recommandations prévoyant des interventions régulières et une évaluation continue de la qualité de l'eau afin d'assurer une amélioration durable de l'état du ruisseau. Les prochaines étapes du projet devraient notamment inclure la végétalisation des berges et le suivi des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE).



Nettoyage au ruisseau Pinel



Amas de branches au ruisseau Pinel

# Programme PLUVIO : dépistage et correction des raccordements inversés

Le programme PLUVIO a pour but de localiser et de corriger les raccordements inversés (Ri) décelés sur le territoire de l'agglomération de Montréal. On retrouve les Ri dans les secteurs desservis par des réseaux d'égouts séparatifs, lesquels comportent un réseau sanitaire et un réseau pluvial. Les Ri entraînent le déversement d'eaux sanitaires dans un réseau d'égout pluvial, dans le sol, dans un fossé ou dans un cours d'eau plutôt que dans un réseau d'égout sanitaire. Les Ri peuvent survenir à la suite d'erreurs commises lors de travaux de construction et de rénovation, ou encore provenir de fuites de conduites sanitaires et pluviales défectueuses.



Faune en milieu urbain



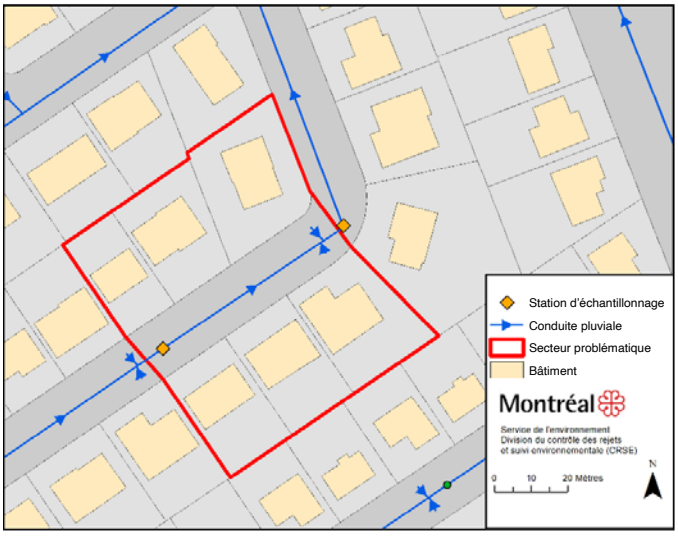
Indices de présence animale

La démarche du programme PLUVIO commence par l'échantillonnage des réseaux d'égouts pluviaux en temps sec afin de détecter la présence de contamination sanitaire. Une contamination bactérienne mesurée dans les échantillons prélevés peut provenir de déjections animales et ne permet pas de conclure à une contamination sanitaire. C'est pourquoi des pièges à indices de contamination sanitaire (ICS) ont été développés par l'équipe du RSMA. L'observation d'ICS (papier de toilette, résidus alimentaires, etc.) sur les pièges installés dans les réseaux pluviaux constitue une donnée probante permettant de poser un diagnostic de contamination sanitaire en provenance de Ri.



Piège avec indices de contamination sanitaire

Lorsqu'une contamination est décelée, un secteur problématique est délimité pour circonscrire les immeubles susceptibles de comporter des Ri dans le tronçon de réseau d'égout pluvial contaminé. Les conduites des immeubles situés dans les secteurs problématiques font ensuite l'objet de dépistages détaillés à l'aide d'un colorant, par inspection caméra ou autre en vue de déterminer avec précision le ou les immeubles à l'origine de la contamination.




Secteur problématique

Une fois les Ri corrigés, des vérifications sont effectuées dans le réseau pluvial afin de confirmer qu'il est bien exempt de contamination. Avant de pouvoir conclure qu'un réseau est entièrement réhabilité, il faut s'assurer qu'il n'y a pas d'autres Ri existants dont la présence aurait pu être masquée par les Ri décelés en amont du réseau avant leur correction.

Jusqu'à présent, 588 réseaux pluviaux ont été répertoriés par le RSMA sur l'île de Montréal. L'échantillonnage des réseaux pluviaux par temps sec a permis de détecter la présence de contamination dans 196 réseaux sur l'ensemble des 588.

Des 196 réseaux problématiques, 89 se sont avérés exempts de Ri lors d'études plus détaillées révélant plutôt une contamination d'origine diffuse ou animale. Quant aux 107 autres réseaux, les Ri confirmés ont été corrigés dans 26 d'entre eux, et les efforts de dépistage et de correction se poursuivent dans les 81 autres.

**Statut des réseaux[8] pluviaux (au 31 décembre 2025)**

| | | |
|---|---|---|
| Réseaux non problématiques | 392 | |
| Réseaux problématiques | 196 | |
| **Détails des réseaux problématiques** | | |
| Exempts de Ri | 89 | 115 |
| Corrigés | 26 | |
| En attente de corrections | 55 | 81 |
| En attente de dépistage ou à valider | 26 | |
| **Total** | **196** | |

## Avancement du programme PLUVIO

Onze arrondissements et sept villes liées sont touchés par la problématique des Ri. Depuis le début du programme PLUVIO en 2007, plus de 20 000 adresses ont été dépistées et 1 271 Ri ont été confirmés. De ce nombre, 828 Ri ont été corrigés, soit 65 %. En 2025, selon les renseignements transmis par les villes liées et les arrondissements, il resterait au total 443 Ri confirmés à corriger. Les villes liées ont corrigé 92 % des Ri confirmés sur leur territoire, et les arrondissements en ont corrigé 54 %.

Le 4 juin 2025, la Ville de Montréal a dévoilé sa Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 qui s'articule autour de 5 orientations, 16 objectifs et 15 engagements pour l'avenir de l'eau. L'un de ces engagements vise à éliminer 100 % des Ri connus. De plus, le Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (20-030) a été modifié afin de permettre la transmission d'avis de non-conformité aux propriétaires d'immeubles comportant des Ri. En 2025, plus de 180 avis ont été envoyés à des propriétaires contrevenant au Règlement. Ceux-ci doivent désormais effectuer les travaux correctifs à leurs frais, dans les délais prescrits par l'avis. Ces nouvelles initiatives contribueront assurément à accélérer la correction des Ri au cours des prochaines années.

| Territoires | Adresses dépistées | Ri confirmés | Ri non corrigés | Ri corrigés | Ri corrigés (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| Ahuntsic-Cartierville | 62 | 9 | 6 | 3 | 33 % |
| Anjou | 284 | 25 | 8 | 17 | 68 % |
| Île-Bizard-Sainte-Geneviève | 1 549 | 44 | 14 | 30 | 68 % |
| LaSalle | 118 | 9 | 0 | 9 | 100 % |
| Mercier-Hochelaga-Maisonneuve | 0 | 0 | 0 | 0 | s.o. |
| Montréal-Nord | 993 | 70 | 47 | 23 | 33 % |
| Pierrefonds-Roxboro | 1 546 | 144 | 48 | 96 | 66 % |
| Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles | 3 200 | 388 | 164 | 224 | 58 % |
| Saint-Laurent | 710 | 178 | 127 | 51 | 29 % |
| Verdun | 1 959 | 23 | 0 | 23 | 100 % |
| Ville-Marie | 1 | 1 | 0 | 1 | 100 % |
| **Sous-total Arrondissements** | **10 422** | **891** | **414** | **477** | **54 %** |
| Beaconsfield | 54 | 10 | 0 | 10 | 100 % |
| Dollard-des-Ormeaux | 3 613 | 123 | 20 | 103 | 84 % |
| Dorval | 79 | 13 | 0 | 13 | 100 % |
| Kirkland | 6 232 | 209 | 7 | 202 | 97 % |
| Pointe-Claire | 98 | 12 | 0 | 12 | 100 % |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 32 | 12 | 2 | 10 | 83 % |
| Senneville | 1 | 1 | 0 | 1 | 100 % |
| **Sous-total Villes liées** | **10 109** | **380** | **29** | **351** | **92 %** |

8. Le nombre de réseaux peut varier d'une année à l'autre, en fonction de l'ajout de nouveaux réseaux dans des secteurs en développement ou de la modification de réseaux existants.

Montréal

Montréal.ca

Ville de Montréal (04-2026) ISSN 1925-6582 (En ligne)

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.01

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269834002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales, pour la fourniture de 150 licences perpétuelles Windows Server et 8 licences perpétuelles SQL Server pour maintenir les droits d'utilisation et de mise à niveau des licences de serveurs d'infrastructure Microsoft - Dépense totale 563 675,22 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales, pour la fourniture de 150 licences perpétuelles Windows Server et 8 licences perpétuelles SQL Server, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 490 152,36 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 24 février 2026;

2. d'autoriser une dépense maximale de 73 522,86 $, taxes incluses à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 70,71 % par l'agglomération, pour un montant de 398 588,49 $.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-20 09:58

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269834002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales, pour la fourniture de 150 licences perpétuelles Windows Server et 8 licences perpétuelles SQL Server pour maintenir les droits d'utilisation et de mise à niveau des licences de serveurs d'infrastructure Microsoft - Dépense totale 563 675,22 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

La Ville exploite une infrastructure composée de différents serveurs corporatifs. Plus de 900 serveurs virtuels et physiques sont basés sur les technologies du manufacturier Microsoft. Ces serveurs soutiennent des applications corporatives compatibles uniquement avec ce type d'environnement, notamment au niveau de la gestion des ressources humaines, du déneigement, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), des postes bureautiques et de plusieurs autres services.

En ce sens, les logiciels d'infrastructure Microsoft sont nécessaires pour soutenir plusieurs applications critiques aux opérations de la Ville et aux services offerts à la population. Parmi ces applications, nous citons à titre d'exemples :

- Système M-IRIS pour la gestion des opérations policières ;
- Système de reconnaissance de plaque d'immatriculation (SRPI) utilisée par les policières et policiers du SPVM;
- Solution de géolocalisation utilisée par le Système évolué de

radiocommunications de l'Agglomération de Montréal - SERAM ;
- Système AFIS pour la gestion de l'identité judiciaire ;
- Système de gestion de la preuve ;
- Système de répartition des appels - RAO-SIM ;
- Système de vérification utilisé par le bureau du Contrôleur général de la Ville ;
- Système de gestion des enregistrements de la Cour municipale – VoxLOG ;
- Système de gestion des immeubles SIGI ;
- Système de gestion des inscriptions des citoyens aux services de loisirs - LUDIK ;
- Systèmes utilisés par les bibliothèques ;
- Système de gestion des ressources humaines pour la CNESST – SigmaRH ;
- Système de dotation utilisé par le Service des ressources humaines - Test en ligne ;
- Système de gestion des dossiers décisionnels - GDD ;
- Système de billetterie EPLV : Galaxy ;
- Système pour la surveillance vidéo et le contrôle d'accès des portes Genetec ;
- Système de ventes au Jardin botanique Maître D ;
- Système de gestion des documents (DAM) photos EPLV Fotoware ;
- Système de maintien de bâtiments EPLV Guide TI ;
- Système de contrôle de température Metasys ;
- Système de gestion des archives vidéo à Espace Pour La Vie - Genetec Omnicast ;
- Système de contrôle des lumières du Planétarium ;
- Système de contrôle de procédés utilisés dans la production et le traitement des usines exploitées par le Service de l'eau ;
- Système N-Sight pour les compteurs d'eau ;
- Système de Centre de gestion de la mobilité urbaine CGMU pour le contrôle de la circulation ;
- Système de gestion des carburants pour le Service du matériel roulant et des ateliers ;
- Système de gestion du déneigement ;
- Système de gestion d'assiduité des employées et employés Kronos ;
- Système PlanetPress pour l'impression des relevés, notamment de la taxation et de la paie ;
- Système des contrôleurs du réseau de la Ville ;
- Système de la gestion des accès des utilisatrices et utilisateurs, des répertoires - Active Directory;
- Système pour la gestion des accès à distance en télétravail ;
- Système d'antivirus corporatifs.

Afin de maintenir la résilience de la Ville, le Service des TI a adopté une stratégie proactive de gestion des actifs informationnels. Cette stratégie vise à éviter l'accumulation de dettes technologiques et à mitiger les risques de sécurité de l'information afin de garantir le bon fonctionnement des applications critiques de la Ville et la continuité des services offerts aux citoyennes et citoyens.

Dans le cadre du projet « 70905 - Modernisation des infrastructures TI », des licences Microsoft Windows Server sont requises, entre autres, pour accompagner le déploiement des serveurs à travers l'infrastructure de la Ville tout en ajustant la capacité de traitement nécessaire selon la croissance organique pendant les prochaines années. Les quantités requises sont définies selon les modalités de réconciliation annuelle des licences Microsoft.

De plus, dans le cadre du projet 68305 - Modernisation des systèmes policiers (projet M-IRIS

: Montréal - Inscription et recherche de l'information sur la sécurité), l'ajout de licences perpétuelles Microsoft SQL Server permettra d'augmenter la capacité de traitement des serveurs de bases données et, par conséquent, d'améliorer la performance du système M-IRIS pour la gestion des opérations policières.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition de 150 licences perpétuelles Windows Server avec assurance logicielle pour le projet 70905 - Modernisation des infrastructures et plateformes TI et 8 licences perpétuelles SQL Server avec assurance logicielle pour le projet 68305 - M-IRIS - Modernisation des systèmes policiers, pour une somme maximale de 563 675,22 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0062 - 20 février 2025 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour l'acquisition de 90 licences perpétuelles MS Server pour la virtualisation des serveurs physiques des usines d'eau potable - Dépense totale de 181 797,55 $, taxes incluses.

CG24 0006 - 25 janvier 2024 - Accorder un contrat à la firme Compugen inc., pour l'acquisition des logiciels Microsoft incluant l'assurance logicielle dans le cadre d'une entente Entreprise pour les logiciels Microsoft d'infrastructure, pour une période de 3 ans, soit du 1er mars 2024 au 28 février 2027, pour une somme maximale de 2 874 111,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-20106 - (2 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

La gestion des quantités des licences Microsoft est basée sur le calcul de la capacité de traitement mesurée selon le nombre total de cœurs des processeurs des serveurs. L'acquisition de licences perpétuelles "Windows Server" version Datacenter et Microsoft SQL Server incluant une assurance logicielle, permet d'optimiser cette capacité de traitement.

Ce contrat permettra au Service des TI de bénéficier des avantages suivants :

- Sécuriser les infrastructures technologiques de la Ville et du SPVM ;
- Minimiser des risques de défaillance et protection des systèmes informatiques pouvant mener à des arrêts de service de production d'un service essentiel pour la population ;
- Diminuer les coûts d'exploitation et de support des technologies en ayant une standardisation technologique Ville, lorsqu'applicable ;
- Sécuriser les systèmes d'informations dans un contexte de croissance et d'évolution rapides des technologies de l'information.

Le contrat select plus au CAG est sujet à une actualisation mensuelle des prix. Dans ce sens, une contingence de 15% de la valeur du contrat est prévue pour les augmentations des frais de licences.

**JUSTIFICATION**

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) a signé un contrat en gré à gré pour l'acquisition et le renouvellement des produits Microsoft Select Plus et Microsoft Accord Entreprise, valide jusqu'au 31 mars 2028 pour les organismes du gouvernement et les municipalités du Québec.

En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, toute municipalité peut se

procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales ou, selon le cas, auprès du ministère de la Cybersécurité et du Numérique ou par leur entremise. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de la firme Compugen inc. par l'entremise du CAG.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Compugen inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant maximal du contrat est de 563 675,22 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

| Projet | Montant taxes incluses |
|---|---|
| 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes TI | 284 828,72 $ |
| Contingence 70905 | 42 724,31 $ |
| *Total 70905* | *327 553,03 $* |
| 68305<br>- Modernisation des systèmes policiers (projet M-IRIS) | 205 323,64 $ |
| Contingences 68305 | 30 798,55 $ |
| *Total 68305* | *236 122,19 $* |
| **Montant Total** | **563 675,22 $** |

Dépenses capitalisables (PDI) - 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes TI

La dépense de 327 553,03 $ taxes incluses (299 099,58 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2026-2035 du Service des technologies de l'information (STI) au projet 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes des technologies de l'information (TI) et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-032 et compétence locale 24-026. Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 49,6 %. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

Dépenses Capitalisables PDI - 68305 - Modernisation des systèmes policiers (projet M-IRIS)

La dépense de 236 122,19 $ taxes incluses (215 611,03 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2026-2035 du Service des technologies de l'information (STI) au projet 68305 M-IRIS - Modernisation des systèmes policiers et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-032.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L’approbation de ce dossier permettra d’assurer la continuité et la stabilité des applications critiques pour la Ville ainsi que les accès aux dernières versions des logiciels et correctifs de sécurité visant à protéger les données sensibles.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d’opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Imad EL AMMARI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Adama SANOGO
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 4388656921
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-13

Robert VANDELAC
Chef de division - Infrastructures technologiques

**Tél :** 514 868-5066
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

**DIRECTION**

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

**Tél :** (514) 242-0291 - -
**Approuvé le :** 2026-03-23

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** 438-998-2829 - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1269834002
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques*
Projet : Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour l'acquisition de 150 licences perpétuelles Windows Server et 8 licences perpétuelles SQL Server pour maintenir les droits d'utilisation et de mise à niveau des licences de serveurs d'infrastructure Microsoft - Dépense totale 563 675,22 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Permet d'assurer la pérennité des applications et la continuité des services.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | x |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | x |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | x |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | x |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | x |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | x |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | x |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269834002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Compugen inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales, pour la fourniture de 150 licences perpétuelles Windows Server et 8 licences perpétuelles SQL Server pour maintenir les droits d'utilisation et de mise à niveau des licences de serveurs d'infrastructure Microsoft - Dépense totale 563 675,22 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1269834002 Certification de fonds - PDI.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Imad EL AMMARI
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-31

François FABIEN
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus

**NO GDD :** 1269834002

**No d'engagement : 2026** TI69834002

**Objet** Accorder un contrat de gré à gré à Compuger
perpétuelles Windows Server et 8 licences pe
Dépense totale 563 675,22 $, taxes incluses.

**Provenance**

| | RCG 24-032 Biens et services TI CG24 |
|---|---|
| RCG - 24-032 | 5001.5024032.803402.0 |

| | 24-026 Acq biens et serv en informatique C |
|---|---|
| RE - 24-026 | 6101.7724026.803402.0 |

**Total provenance**

**Imputation**

| | 70905 Modernisation des Infrastructures et Pl |
|---|---|
| Projet 70905 Agglo | 5001.5024032.803402.0 |
| Contingences Agglo | 5001.5024032.803402.0 |
| | |
| | |
| Projet 70905 Corpo | 6101.7724026.803402.0 |
| Contingences Corpo | 6101.7724026.803402.0 |
| | |
| | |
| | **68305 - Modernisation des systèmes policiers (** |
| Projet 68305 Agglo | 5001.5024032.803402.02 |
| Contingences Agglo | 5001.5024032.803402.02 |

**Total imputation**

| Projet | 2026 | 2027 | 2028 | Ultérieur |
|---|---|---|---|---|
| 68305 - Modernisation des systèmes policiers (projet M-IRIS) | 216 $ | - $ | - $ | - $ |
| 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes TI | 299 $ | - $ | - $ | - $ |
| **TOTAL** | **515 $** | **- $** | **- $** | **- $** |

Taux :

n inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour l'acquisition de
erpétuelles SQL Server pour maintenir les droits d'utilisation et de mise à niveau des licences de serveurs d'infrast
.

| 0541 | Dépenses taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|
| 1909.57201.000000.0000.168185.000000.98001.00000 | 398,588.49 $ | 363,964.42 $ |

| M24 1038 | Dépenses taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|
| 1909.57201.000000.0000.168186.000000.98001.00000 | 165,086.73 $ | 150,746.19 $ |
| | **563,675.22 $** | **514,710.61 $** |

| ateformes TI | Dépenses | Crédits |
|---|---|---|
| 1303.57401.000000.0000.208198.000000.40020.00000 | 141,275.05 $ | 129,002.95 $ |
| 1303.57401.000000.0000.208198.070008.40020.00000 | 21,191.26 $ | 19,350.44 $ |
| | **162,466.30 $** | **148,353.39 $** |
| | | |
| 1303.57401.000000.0000.208199.000000.40020.00000 | 143,553.67 $ | 131,083.64 $ |
| 1303.57401.000000.0000.208199.070008.40020.00000 | 21,533.05 $ | 19,662.55 $ |
| | **165,086.73 $** | **150,746.19 $** |
| | | |
| projet M-IRIS) | Dépenses | Crédits |
| 2101.57401.000000.0000.208200.000000.40020.00000 | 205,323.64 $ | 187,487.85 $ |
| 2101.57401.000000.0000.208200.070008.40020.00000 | 30,798.55 $ | 28,123.18 $ |
| | **236,122.19 $** | **215,611.03 $** |
| | **563,675.22 $** | **514,710.61 $** |

| Total |
| --- |
| 216 $ |
| 299 $ |
| **515 $** |

1.0951303727

150 licences
ructure Microsoft

| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 363,966 $ |

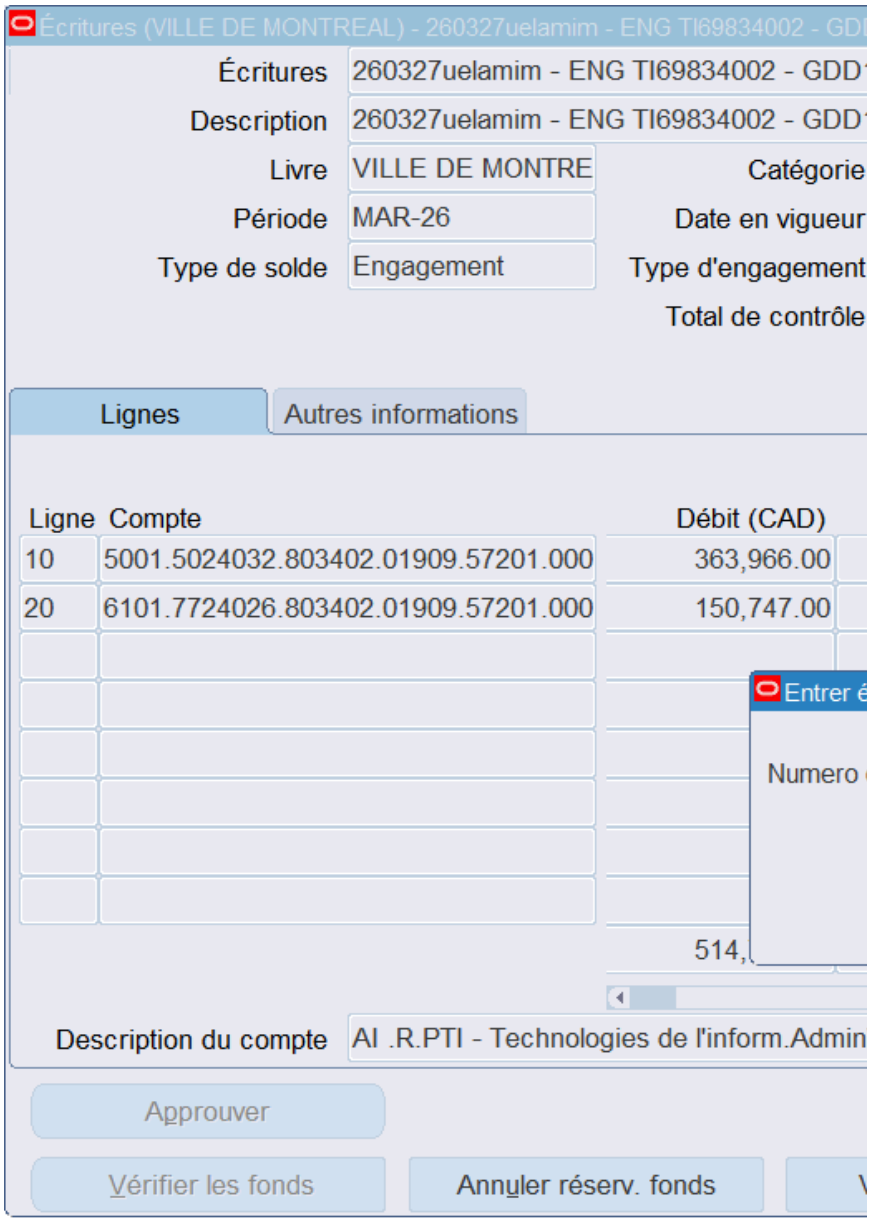
50.10%

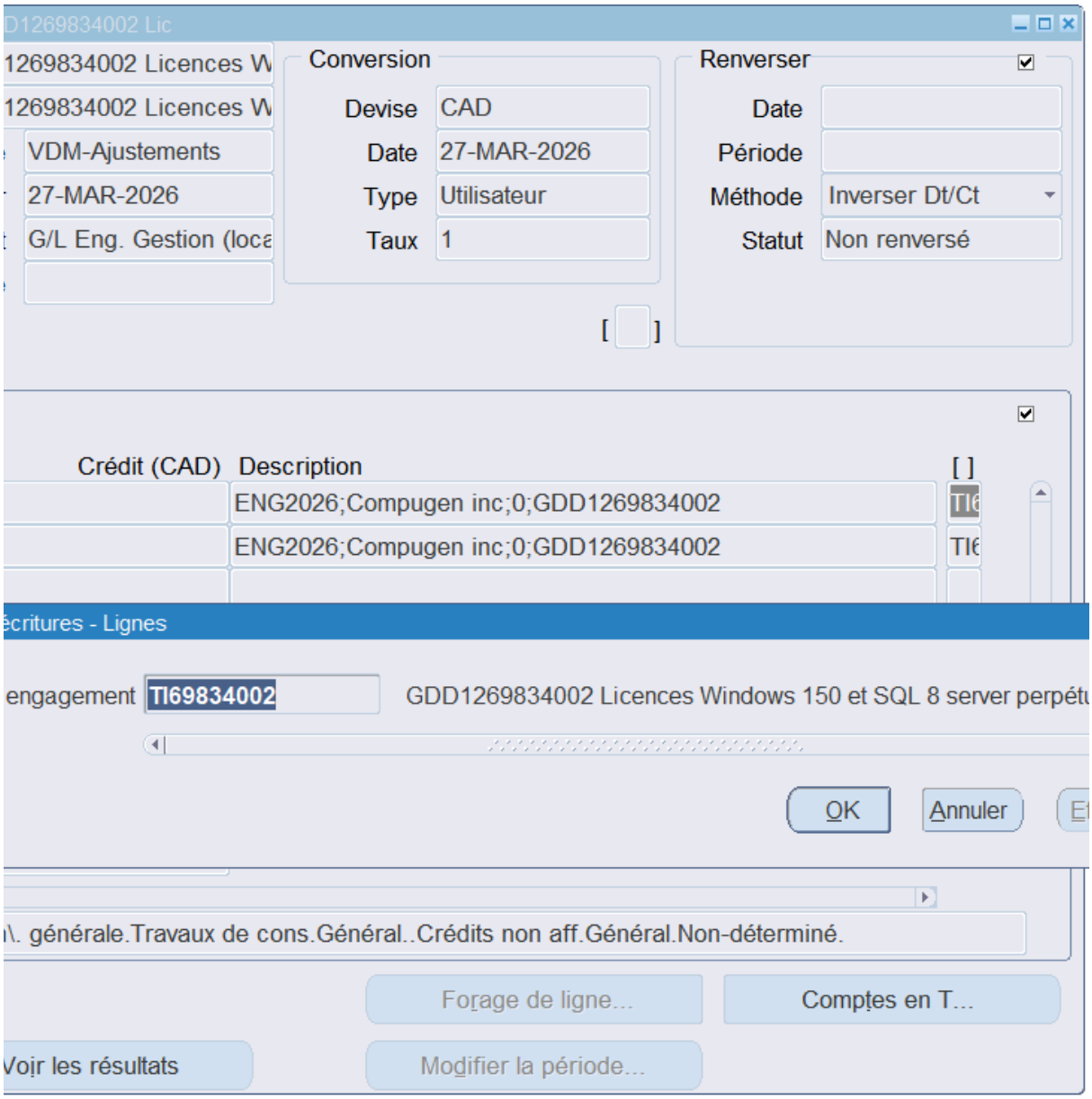
| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 150,747 $ |

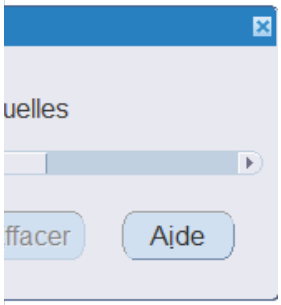
| |
|---|
| 514,713 $ |

| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 129,003 $ |
| 19,351 $ |
| **148,354 $** |
| |
| 131,084 $ |
| 19,663 $ |
| **150,747 $** |
| |
| **Crédits arrondis au $ supérieur** |
| 187,488 $ |
| 28,124 $ |
| **215,612 $** |

| |
|---|
| **514,713 $** |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260327uelamim - ENG TI69834002 - GD
Écritures
260327uelamim - ENG TI69834002 - GDD
Description
260327uelamim - ENG TI69834002 - GDD
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
Période
MAR-26
Date en vigueur
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
10
5001.5024032.803402.01909.57201.000
363,966.00
20
6101.7724026.803402.01909.57201.000
150,747.00
Entrer é
Numero
514,
Description du compte
AI .R.PTI - Technologies de l'inform.Admin
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds


D1269834002 Lic
1269834002 Licences W
1269834002 Licences W
VDM-Ajustements
27-MAR-2026
G/L Eng. Gestion (loca
Conversion
Devise
CAD
Date
27-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Crédit (CAD)
Description
ENG2026;Compugen inc;0;GDD1269834002
ENG2026;Compugen inc;0;GDD1269834002
écritures - Lignes
engagement
TI69834002
GDD1269834002 Licences Windows 150 et SQL 8 server perpétu
OK
Annuler
générale.Travaux de cons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Voir les résultats
Modifier la période...


uelles
ffacer
Aide

**Aspect(s) financier(s)**

Le montant maximal du contrat est de 563 675,22 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

| Projet |
|---|
| 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes TI |
| Contingence 70905 |
| *Total 70905* |
| 68305 - Modernisation des systèmes policiers (projet M-IRIS) |
| Contingences 68305 |
| *Total 68305* |
| **Montant Total** |

Dépenses capitalisables (PDI) - 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes TI

La dépense de 327 553,03 $ taxes incluses (299 099,58 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2026-2035 d
24-026. Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera impu

Dépenses Capitalisables PDI - 68305 - Modernisation des systèmes policiers (projet M-IRIS)

La dépense de 236 122,19 $ taxes incluses (215 611,03 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2026-2035 d

| | Montant taxe |
|---|---|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

du Service des TI au projet 70905 Modernisation des Infrastructures et Plateformes TI et sera financée par le règlement d'emp
ıtée à l'agglomération dans une proportion de 49,6 %. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le buc

du Service des TI au projet 68305 M-IRIS - Modernisation des systèmes policiers et sera financée par le règlement d'emprunt

| es incluses | |
|---|---|
| | 284 828,72 $ |
| | 42 724,31 $ |
| | *327 553,03 $* |
| | 205 323,64 $ |
| | 30 798,55 $ |
| | *236 122,19 $* |
| | **563 675,22 $** |

prunt de compétence d'agglomération RCG 24-032 et compétence locale
dget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

t de compétence d'agglomération RCG 24-032.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.02

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1257157022**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 349 566,86 $, taxes incluses, pour les services de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec EBI Envirotech inc. (CG23 0234), majorant ainsi le montant total de l'entente à 1 269 718,17 $, taxes incluses |

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 291 305,72 $, taxes incluses, pour les services de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec EBI Envirotech inc. (CG23 0234);

3. d'autoriser une dépense de 58 261,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-20 09:40

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1257157022**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 349 566,86 $, taxes incluses, pour les services de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec EBI Envirotech inc. (CG23 0234), majorant ainsi le montant total de l'entente à 1 269 718,17 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2023, le Service de l'approvisionnement lançait l'appel d'offres public n° 23-19771 pour un service sur demande de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal.
Ce type de service est normalement effectué par une entreprise privée.

Le présent dossier vise donc à exercer la première année d'option, soit du 1er juin 2026 au 31 mai 2027.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0234 - 18 mai 2023 - Conclure une entente-cadre avec EBI envirotech inc. pour la fourniture sur demande d'un service de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, soit du 1er juin 2023 au 31 mai 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 920 151,31 $, taxes incluses (contrat : 836 501,19 $ + contingences : 83 650,12 $) - Appel d'offres public 23-19771
CG21 0067 - 25 février 2021 - Exercer l'option de renouvellement de 24 mois et autoriser une dépense additionnelle de 515 641,95 $, taxes incluses, pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, entretenus par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour l'entente-cadre collective avec Impérial Traitement Industriel (Div. Véolia) (CG19 0051), majorant ainsi le montant total du contrat de 515 641,95 $ à 1 031 283,90 $, taxes incluses.

CG19 0051 - 28 février 2019 - Conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois, avec Impérial Traitement Industriel inc. (Veolia ES Canada Services industriels inc.), pour la

fourniture sur demande de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices
municipaux, pour une somme maximale estimée à 515 641,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16597 (3 soum.)

**DESCRIPTION**

La Ville de Montréal possède plusieurs immeubles et installations, dont certains composants nécessitent un entretien spécialisé ne pouvant être effectué à l'interne.
Parmi ces composants, les séparateurs d'huile, les caniveaux, les drains de garage et les bassins de captation que l'on retrouve dans les garages et ateliers municipaux, ainsi que dans les casernes de pompiers, nécessitent régulièrement un pompage des eaux usées, des boues et des résidus contaminés qui s'y accumulent.

Ce type de déchet comporte certaines substances nocives pour les écosystèmes qui nécessitent un transport et une disposition, encadrés par une législation environnementale rigoureuse, telle que celle prévue à l'*article 4 c) du Règlement 2008-47 de la Communauté métropolitaine de Montréal* , portant sur l'assainissement des eaux, qui impose entre autres aux propriétaires d'entretenir correctement leurs séparateurs d'huile.

En plus du pompage, cette entente-cadre prévoit également le transport, la disposition et la décontamination des résidus, tant liquides que solides, par le fournisseur.

Cette entente-cadre inclut également un service de vidange printanière des fonds de piscines extérieures ainsi que le pompage des fosses à neige des arénas.

**JUSTIFICATION**

Cette entente-cadre ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la première année d'option du contrat en cours.
La prolongation de ce contrat assurera la poursuite de cette activité pour douze mois, pour un coût total de 349 566,86 $ taxes incluses, incluant des contingences de 58 261,14 $ taxes incluses également.

La firme EBI Envirotech inc. :

- n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle;
- ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.
- détient l'autorisation de contracter avec des organismes publics (AMP).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses de cette entente-cadre seront réparties ainsi, taxes incluses :

| Fournisseur | 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|---|
| EBI Envirotech inc. | 169 928,34 $ | 121 377,38 $ | **291 305,72 $** |

Le montant des contingences (20 %) sera réparti ainsi, taxes incluses

| Fournisseur | 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|---|
| EBI Envirotech inc. | 33 985,66 $ | 24 275,48 $ | 58 261,14 $ |

Le coût total de cette entente cadre sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Les dépenses seront imputées au rythme des besoins à combler.

Puisque ces services pourront être répartis sur divers bâtiments de l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, cette entente pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a aucun impact sur les émissions de gaz à effet de serre ni sur l'équité sociale.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un report d'octroi ou un refus de conclure cette entente-cadre affecterait la pérennité des bâtiments, tout en compromettant la bonne marche des activités qui s'y déroulent.
Pour pallier une telle éventualité, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la première prolongation : 1er juin 2026
Fin de la première prolongation : 31 mai 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement

Diane NGUYEN, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et exploitation à contrat

**Tél :** 514-891-4556
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David MC DUFF
Directeur par intérim

**Tél :** 514-977-6837
**Approuvé le :** 2026-04-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-04-20

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1257157022*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Première prolongation pour la fourniture sur demande d'un service de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité,* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*En enlevant et en disposant de résidus nocifs pour l'environnement, on assure aux montréalaises et montréalais que ceux-ci ne se retrouvent pas dans le fleuve St-Laurent ou dans le sol.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 4 décembre 2025

Monsieur Alain Fontaine
EBI Envirotech Inc.
143, 21e rue
Crabtree (Qc) J0K 1B0

Courriel : afontaine@ebiqc.com

**Objet : 1er Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 23-19771**
**Service sur demande, de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes incluant le transport et la disposition.**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er juin 2026 au 31 mai 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont ajustés de 2,45 % selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 18 décembre 2025** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : M. ALAIN FONTAINE _____ 9 décembre 2025
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.03

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264185001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Aqua Data inc., pour la fourniture de batteries pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 343 421,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21339 (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé:

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, par laquelle Aqua Data inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des batteries pour les compteurs d'eau potable de la Ville, pour une somme maximale de 343 421,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21339;

2. de procéder à une évaluation du rendement d'Aqua Data inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-19 14:42

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1264185001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Aqua Data inc., pour la fourniture de batteries pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 343 421,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21339 (3 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, de gérer les eaux pluviales et d'assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et de protéger l'environnement, aujourd'hui et pour les générations futures.
La Direction des réseaux d'eau est quant à elle responsable de la distribution d'une eau potable de qualité et de la collecte des eaux usées, en réalisant des projets de mise à niveau et de développement des actifs des réseaux, tout en veillant à leur exploitation et à leur entretien.

La Section de la mesure de la consommation de l'eau (MCE) procède, depuis juillet 2012, à l'installation de compteurs d'eau dans les immeubles industriels, commerciaux et institutionnels (ICI), ainsi que dans certains bâtiments résidentiels. Ces installations visent la production annuelle du bilan de l'usage de l'eau, conformément aux exigences d'échantillonnage du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Ce parc de compteurs est composé d'appareils utilisant différentes technologies, dont des compteurs magnétiques, notamment ceux du fabricant Siemens. Ce type de compteur nécessite l'utilisation de batteries pour assurer son fonctionnement.

Le présent dossier découle de l'appel d'offres visant la conclusion d'une entente-cadre d'une durée de 24 mois, afin d'assurer l'approvisionnement en batteries dans le cadre du projet d'installation des compteurs d'eau.

L'appel d'offres 26-21339 a été publié sur le site SEAO ainsi que dans le Journal Le Devoir le 23 février 2026. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 12 mars 2026. Les soumissions ont un délai de validité de quatre-vingt-dix (90) jours soit jusqu'au 10 juin 2026.

Un (1) addenda a été publié pour cet appel d'offres.

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact sur le prix |
|---|---|---|---|
| 1 | 06-mars-2026 | Questions/Réponses | aucun |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0754 - 22 décembre 2024 - Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Aqua Data inc. - Appel d'offres 22-19530 - (1 soumissionnaire conforme) - Montant maximal de l'entente : 1 035 420,72 $, taxes incluses.
CG21 0477 - 26 août 2021 - Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. - Appel d'offres 21-18428 - (3 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 679 933,84 $, taxes incluses.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet la fourniture sur demande de batteries pour les compteurs magnétiques requis par les villes formant l'agglomération de Montréal.
Les quantités inscrites au bordereau de soumission représentent les besoins estimés pour les deux (2) prochaines années. Ces quantités sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix en vue de la conclusion du contrat.

Le projet consiste principalement à octroyer un contrat d'acquisition de batteries totalisant 600 unités. Les caractéristiques recherchées pour ces batteries sont les suivantes :

- pouvoir être installées dans tous les types de milieux (intérieur, vides sanitaires, chambres souterraines, extérieur);
- assurer l'autonomie requise par le fabricant pour le fonctionnement du MAG 8000 (typiquement plusieurs années selon configuration);
- respecter les normes et standards applicables.

Aucune contingence n'est prévue au bordereau de la soumission. Le présent contrat est un contrat de fourniture de biens. Les prix soumis sont fixés pour toute la durée du contrat, soit 24 mois.

Il n'est pas prévu d'augmenter les quantités désirées.

**JUSTIFICATION**

Sur trois (3) preneurs du cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 100 %.

Le Service de l'approvisionnement a fait la conformité administrative et les trois soumissionnaires sont conformes administrativement. À la suite des analyses techniques, il s'est avéré que les trois propositions étaient conformes, le même produit est offert par les trois.

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (taxes incluses) | AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Aqua Data inc. | 343 421,13 $ | n/a | 343 421,13 $ |
| Franklin Empire inc. | 345 718,33 $ | n/a | 345 718,33 $ |
| Batteries Dixon inc | 442 662,95 $ | n/a | 442 662,95 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | | | 344 925,00 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)*<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | - 1 503,87 $<br><br>- 0,44 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)*<br><br>Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 2 297,20 $<br><br>0,6 7% |

Le plus bas soumissionnaire conforme est : Aqua Data inc.

L'estimation de soumission a été établie durant la période d'appel d'offres à l'interne. Cette estimation est basée sur les prix et les taux du marché actuel en conditions de travaux sur demande ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Un écart favorable à la Ville de -0,44 % a été constaté entre l'estimation de soumission et la plus basse soumission conforme (PBSC).

Les validations requises par le Service de l'approvisionnement ont démontré que le contrat n'est pas assujetti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation de l'OQLF.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque mandat fera l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres et sera confié à l'aide de «bon de commande» dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux). Les crédits sont prévus au budget PDI ou au budget de fonctionnement des unités requérantes. Depuis août 2021, en moyenne 100 % de l'utilisation des ententes pour les compteurs d'eau relève de la compétence d'agglomération, tel que défini par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Il est toutefois important de noter que les données historiques ne garantissent pas l'utilisation future.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques ainsi que des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit essentiellement d'une entente-cadre visant la fourniture de batteries pour les compteurs d'eau du réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal - Service de l'eau.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le report de l'octroi du contrat pourrait compromettre le fonctionnement des compteurs et occasionner la perte des données ICI.
Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 10r juin 2026, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires pbliques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Benoit DUHAIME RIOPEL)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marco RIVAS
Ingénieur

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Tél :** | (438) 229-7726 | **Tél :** | 872-3973 |
| **Télécop. :** | 514 872 3587 | **Télécop. :** | 514 872 3587 |

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1264185001*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau*
Projet : *AOP 26-21339*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | X | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Aucune contribution* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Aucune contribution* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1264185001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Aqua Data inc., pour la fourniture de batteries pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 343 421,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21339 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21339_DetCah.pdf
26-21339_PV.pdf
26-21339_TCP octroi entier.pdf
26-21339_Intervention.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Benoit DUHAIME RIOPEL
Agent d'approvisionnement niveau II

**Tél :** 514 872-7735

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Simona RADULESCU TOMESCU
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514 872-5282
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21339

No du GDD : 1264185001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de batteries pour les compteurs d'eau du réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 12 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 12 - 3 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 6 - 3 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : - -

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Aqua Data inc. | 343 421,13 $ | √ | |
| Batteries Dixon inc. | 442 662,95 $ | | |
| Franklin Empire inc. | 345 718,33 $ | | |

### Information additionnelle

Préparé par : Benoit Duhaime-Riopel

Le 10 - 4 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21339

**Agent d'approvisionnement**
Benoit Duhaime-Riopel

| Conformité | Oui |
|---|---|

| Soumissionnaires | Num. du Lot | Données | |
|---|---|---|---|
| | | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **Aqua Data inc.** | | | |
| | 0 | 298 692,00 $ | 343 421,13 $ |
| **Total (Aqua Data inc.)** | | **298 692,00 $** | **343 421,13 $** |
| **Franklin Empire inc.** | | | |
| | 0 | 300 690,00 $ | 345 718,33 $ |
| **Total (Franklin Empire inc.)** | | **300 690,00 $** | **345 718,33 $** |
| **Batteries Dixon inc.** | | | |
| | 0 | 385 008,00 $ | 442 662,95 $ |
| **Total (Batteries Dixon inc.)** | | **385 008,00 $** | **442 662,95 $** |

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| FRANKLIN EMPIRE INC.<br>4605 boul. Poirier Montréal QC CAN H4R0S9<br>http://www.franklinempire.com | Non diffusé | Ling-Hua Zhang<br>Téléphone: 5143413720<br>Courriel: ling-hua.zhang@franklinempire.com | **Transaction: (20438038)**<br>2026-02-24 17:17 | 20098383 - Addenda nº 1<br>Devis<br>2026-03-06 à 13:45 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| BATTERIES DIXON INC.<br>5640 av. Louis-Hébert Montréal QC CAN H2G2E8<br>https://batteriesdixon.com | Publique | Garry Tremblay<br>Téléphone: 5148901717<br>Courriel: gtremblay@batteriesdixon.com | **Transaction: (20452758)**<br>2026-03-11 13:31 | 20098383 - Addenda nº 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| AQUA DATA INC.<br>110-330, rue Joseph-Carrier Vaudreuil-Dorion QC CAN J7V5V5<br>http://www.aquadata.com | Non diffusé | Karina Grenier<br>Téléphone: 5144251010<br>Courriel: kgrenier@aquadata.com | **Transaction: (20437542)**<br>2026-02-24 09:49 | 20098383 - Addenda nº 1<br>Devis<br>2026-03-06 à 13:45 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0094**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 12 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative

**APPEL D'OFFRES 26-21339**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Acquisition de batteries pour les compteurs d'eau du réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| AQUA DATA INC. | 343 421,13 $ |
| BATTERIES DIXON INC. | 442 662,95 $ |
| FRANKLIN EMPIRE INC. | 345 718,33 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 23 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Outlook

## Réponse automatique : Demande de signature de la recommandation - Dossier 1269897001

**À partir de** Claude CARETTE <claude.carette@montreal.ca>
**Date** Ven 10/04/2026 15:52
**À** Majida TABIT <majida.tabit@montreal.ca>

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne madame Brigitte Grandmaison, directrice générale adjointe - Service de proximité, pour me remplacer dans l'exercice de mes fonctions de directeur général adjoint - Urbanisme, mobilité et infrastructures et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant pour la période **du 3 avril au 17 avril 2026 inclusivement**.

Vous pouvez joindre madame Grandmaison par courriel à l'adresse suivante: brigitte.grandmaison@montreal.ca

Pour la période **du 18 et 19 avril 2026**, je désigne madame Nadia Bastien, directrice générale adjointe - Qualité de vie, pour me remplacer dans l'exercice de mes fonctions de directeur général adjoint - Urbanisme, mobilité et infrastructures et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant

Vous pouvez joindre madame Bastien par courriel à l'adresse suivante: nadia.bastien@montreal.ca

Et j'ai signé,

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.04

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264185002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc., pour la fourniture des unités d'interface R900 pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 421 429,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21340 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, par laquelle Gestion CDEDQ inc., seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant présentée une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des unités d'interface R900 pour les compteurs d'eau potable de la Ville, pour une somme maximale de 421 429,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21340;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Gestion CDEDQ inc. (compteurs d'eau du Québec);

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-19 14:54

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1264185002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc., pour la fourniture des unités d'interface R900 pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 421 429,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21340 (1 soumissionnaire) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, de gérer les eaux pluviales et d'assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et de protéger l'environnement, aujourd'hui et pour les générations futures.
La Direction des réseaux d'eau est quant à elle responsable de la distribution d'une eau potable de qualité et de la collecte des eaux usées, en réalisant des projets de mise à niveau et de développement des actifs des réseaux, tout en veillant à leur exploitation et à leur entretien.

La Section de la mesure de la consommation de l'eau (MCE) procède, depuis juillet 2012, à l'installation de compteurs d'eau dans les immeubles industriels, commerciaux et institutionnels (ICI), ainsi que dans certains bâtiments résidentiels. Ces installations visent la production annuelle du bilan de l'usage de l'eau, conformément aux exigences d'échantillonnage du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Ce parc de compteurs est composé des compteurs des différentes technologies. Toutefois, ils nécessitent des émetteurs UIC R900 afin de permettre la transmission à distance des données de lecture.

Le présent dossier fait suite à l'appel d'offres qui a pour objet de conclure un contrat pour une période de 24 mois, afin d'assurer l'approvisionnement des émetteurs UIC R900 dans le cadre du projet d'installation des compteurs d'eau.

L'appel d'offres 26-21340 a été publié sur le site SEAO ainsi que dans le Journal Le Devoir le 23 février 2026. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 26 mars 2026. Les soumissions ont un délai de validité de quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 24 juin 2026.

Aucun addenda n'a été émis durant la période d'appel d'offres.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 15 0753 - 17 décembre 2015 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. pour la fourniture d'un système de relève automatisée pour compteurs d'eau, pour une période de 10 ans et pour la somme maximale de 2 975 581,74 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 15-13408 -(4 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet la fourniture sur demande des unités d'interface (UIC) R900 requis par les villes formant l'agglomération de Montréal.
Les quantités inscrites au bordereau de soumission représentent les besoins estimés pour les deux (2) prochaines années. Ces quantités sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix en vue de la conclusion du contrat.

Le projet consiste principalement à octroyer un contrat d'acquisition d'unités d'interface (UIC) R900 totalisant 2 460 unités.

Les caractéristiques recherchées pour ces unités d'interface (UIC) R900 sont les suivantes :

- pouvoir être installés dans tous les types de milieux (intérieur, vides sanitaires, chambres souterraines, extérieur);
- assurer l'autonomie requise par le fabricant pour le fonctionnement sur batterie intégrée;
- respecter les normes et standards applicables.

Aucune contingence n'est prévue au bordereau de la soumission. Le présent contrat est un contrat de fourniture de biens. Les prix soumis sont fixés pour toute la durée du contrat, soit 24 mois.

Il n'est pas prévu d'augmenter les quantités désirées.

**JUSTIFICATION**

Sur deux (2) preneurs du cahier des charges, une (1) firme a déposé une soumission, soit une proportion de 50 %. Le preneur du cahier des charges qui s'est désisté ne fournit pas le produit demandé.
À noter que Labrecque Langlois inc., le preneur du cahier des charges, est devenu Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), à la suite d'une fusion le 1e mars 2026.

Le Service de l'approvisionnement a fait la conformité administrative. À la suite des analyses techniques, il s'est avéré que la proposition était conforme.

Le détail de l'évaluation de la soumission est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | **AUTRES** | |

| **SOUMISSION CONFORME** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| GESTION CDEDQ INC. (compteurs d'eau du Québec) | 421 429,37 $ | n/a | 421 429,37 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | | | 480 825,00 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | -59 395,64 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | - 12,35 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | n/a |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | n/a |

L'estimation de soumission a été établie durant la période d'appel d'offres à l'interne. Cette estimation est basée sur les prix et les taux du marché actuel en conditions de travaux sur demande ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Un écart favorable à la Ville de -12,35 % a été constaté entre l'estimation de soumission et l'unique soumissionnaire reçu.

Les validations requises ont démontré que le contrat n'est pas assujetti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque mandat fera l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres et sera confié à l'aide de «bon de commande» dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux). Les crédits sont prévus au budget PDI ou au budget de fonctionnement des unités requérantes. Depuis décembre 2015, en moyenne 100 % de l'utilisation des ententes pour des unités d'interface (UIC) R900 pour les compteurs d'eau potable de la Ville relève de la compétence d'agglomération, tel que défini par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Il est toutefois important de noter que les données historiques ne garantissent pas l'utilisation future..

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques ainsi que des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit essentiellement d'une entente-cadre visant la fourniture

d'émetteurs pour les compteurs d'eau du réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal - Service de l'eau.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le report de l'octroi du contrat pourrait compromettre la lecture des compteurs et occasionner la perte des données de consommations des ICI.
Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 24 juin 2026, l'unique soumissionnaire pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marco RIVAS
Ingénieur

**Tél :** (438) 229-7726
**Télécop. :** 514 872 3587

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-09

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

**Tél :** 872-3973
**Télécop. :** 514 872 3587

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1264185002*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau*
Projet : *AOP 26-21340*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | X | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Aucune contribution* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Aucune contribution* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registraire des entreprises Québec


| |
|---|
| État des informations |
| Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants, bénéficiaires ultimes et fondé de pouvoir |
| Établissements |
| Index des documents |
| Index des noms |
| Historique |


# ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2026-04-16 00:00:00

## État des informations

### Identification de l'entreprise

| | |
|---|---|
| Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) | 1180794696 |
| Nom | Gestion CDEDQ Inc. |

### Adresse du domicile

| | |
|---|---|
| Adresse | 213-3275 CH. de l'Industrie Saint-Mathieu-de-Beloeil (Québec) J3G0M8 Canada |

### Adresse du domicile élu

| | |
|---|---|
| Adresse | Aucune adresse |

### Immatriculation

| | |
|---|---|
| Date d'immatriculation | 2025-04-08 |
| Statut | Immatriculée |

| | |
|---|---|
| **Date de mise à jour du statut** | 2025-04-08 |
| **Date de fin d'existence prévue** | Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre. |

## Forme juridique

| | |
|---|---|
| **Forme juridique** | Société par actions ou compagnie |
| **Date de la constitution** | 2025-04-07 Constitution |
| **Régime constitutif** | QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1) |
| **Régime courant** | QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1) |

## Dates des mises à jour

| | |
|---|---|
| **Date de mise à jour de l'état de renseignements** | 2026-03-01 |
| **Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle** | Aucune déclaration de mise à jour annuelle n'a été produite à ce jour. |
| **Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2026** | 2026-09-01 |

## Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

## Fusion, scission et conversion

La personne morale a fait l'objet de fusion(s).

**Fusion, scission et conversion**

| Type | Loi applicable | Date | Nom et domicile de la personne morale | Composante | Résultante |
|---|---|---|---|---|---|

| Type | Loi applicable | Date | Nom et domicile de la personne morale | Composante | Résultante |
|---|---|---|---|---|---|
| Fusion simplifiée | QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1) | 2026-03-01 | LABRECQUE LANGLOIS INC.<br>213-3275 CH. de l'Industrie Saint-Mathieu-de-Beloeil (Québec) J3G0M8 Canada | 1172403298 | 1180794696 |

## Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

## Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

## Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

| | |
|---|---|
| Code d'activité économique (CAE) | 5743 |
| Activité | Commerce de gros de machines, matériel et fournitures électroniques (sauf ordinateurs et matériel connexe) |
| Précisions (facultatives) | Vente et installation de compteurs d'eau |

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

## Nombre de salariés

| | |
|---|---|
| Nombre de salariés au Québec | De 11 à 25 |
| Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail | 0% |

# CONVENTION UNANIME, ACTIONNAIRES, ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS, BÉNÉFICIAIRES ULTIMES ET FONDÉ DE POUVOIR

## Actionnaires

| | |
|---|---|
| **Premier actionnaire** | Le premier actionnaire n'est pas majoritaire. |
| **Nom** | Gestion Sylvain Dumas Inc. |
| **Adresse du domicile** | 100-250 boul. Industriel Boucherville (Québec) J4B2X4 Canada |

| | |
|---|---|
| **Deuxième actionnaire** | |
| **Nom** | Sogebour Inc. |
| **Adresse du domicile** | 362 av. Outremont Montréal (Québec) H2V3M2 Canada |

## Convention unanime des actionnaires

**Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.**

## Administrateurs

Liste des administrateurs

| | |
|---|---|
| **Nom de famille** | Dumas |
| **Prénom** | Sylvain |
| **Date du début de la charge** | 2025-04-07 |
| **Fonctions actuelles** | Président |
| **Adresse du domicile** | Adresse non publiable |
| **Adresse professionnelle** | 100-250 boul. Industriel Boucherville (Québec) J4B2X4 Canada |

| | |
|---|---|
| **Nom de famille** | Bourbeau |
| **Prénom** | Éric |
| **Date du début de la charge** | 2025-04-07 |
| **Fonctions actuelles** | Secrétaire |

| | |
|---|---|
| Adresse du domicile | 362 av. Outremont Montréal (Québec) H2V3M2 Canada |

### Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

### Déclaration relative aux Bénéficiaires ultimes

Tous les bénéficiaires ultimes de l'entreprise ont été retracés et identifiés.

### Listes des bénéficiaires ultimes

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Dumas |
| Prénom | Sylvain |
| Date du début du statut | 2025-04-07 |
| Situations applicables au bénéficiaire ultime | 25 % à 50 % des droits de vote. |
| Adresse du domicile | Adresse non publiable |
| Adresse professionnelle | 100-250 boul. Industriel Boucherville (Québec) J4B2X4 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Bourbeau |
| Prénom | Éric |
| Date du début du statut | 2025-04-07 |
| Situations applicables au bénéficiaire ultime | 25 % à 50 % des droits de vote. |
| Adresse du domicile | 362 av. Outremont Montréal (Québec) H2V3M2 Canada |

| | |
|---|---|
| Nom de famille | Fichaud |
| Prénom | Jean |
| Date du début du statut | 2025-04-07 |

| | |
|---|---|
| **Situations applicables au bénéficiaire ultime** | 25 à 50 % de la juste valeur marchande. |
| **Adresse du domicile** | 700 rue du Ponceau Sainte-Julie (Québec) J3E3P7 Canada |

### Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

### Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

## ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

## INDEX DES DOCUMENTS

### Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

### Documents conservés

**Documents conservés**

| Type de document | Date de dépôt au registre |
|---|---|
| Déclaration de mise à jour courante | 2026-03-01 |
| Certificat de fusion | 2026-02-27 |
| Déclaration de mise à jour courante | 2026-02-13 |
| Déclaration initiale | 2025-04-08 |
| Certificat de constitution | 2025-04-08 |

# INDEX DES NOMS

| | |
|---|---|
| Date de mise à jour de l'index des noms | 2026-03-01 |

## Nom

| | |
|---|---|
| Nom | Gestion CDEDQ Inc. |
| Versions du nom dans une autre langue | |
| Date de déclaration du nom | 2025-04-07 |
| Date de déclaration du retrait du nom | |
| Situation | En vigueur |

## Autres noms utilisés au Québec

| | |
|---|---|
| Autre nom | CDEDQ |
| Versions du nom dans une autre langue | |
| Date de déclaration du nom | 2026-03-01 |
| Date de déclaration du retrait du nom | |
| Situation | En vigueur |

| | |
|---|---|
| Autre nom | Compteurs d'eau du Québec |
| Versions du nom dans une autre langue | |
| Date de déclaration du nom | 2026-03-01 |
| Date de déclaration du retrait du nom | |
| Situation | En vigueur |

| | |
|---|---|
| Autre nom | Labrecque Langlois |

| | |
|---|---|
| Versions du nom dans une autre langue | |
| Date de déclaration du nom | 2026-03-01 |
| Date de déclaration du retrait du nom | |
| Situation | En vigueur |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1264185002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc., pour la fourniture des unités d'interface R900 pour les compteurs d'eau potable de la Ville, d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 421 429,37 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21340 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21340 pv.pdf

26-21340_Liste des commandes _ SEAO.pdf

26-21340_Intervention.pdf

26-21340_TCP.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Danielle DION
Agent d'approvisionnement, niv 2

**Tél :** 514 872-5253

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Simona RADULESCU TOMESCU
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-872-5282
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21340 — No du GDD : 1264185002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition des unités d'interface (UIC) R900 pour les compteurs de réseau de distribution

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 26 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 26 - 3 - 2026

Date du comité de sélection : 0 - 0 - 0

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : 0 - 0 - 0

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : 24 - 6 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| GESTION CDEDQ INC (Compteurs d'eau du Québec) | 421 429,37 $ | √ | |

### Information additionnelle

Le preneur de cahier qui n'a pas soumissionné ne fourni pas le produit demandé.
LABRECQUE LANGLOIS INC.1172403298 est devenu GESTION CDEDQ INC (Compteurs d'eau du Québec) NEQ 1180794696 a la suite d'une fusion le 1e mars 2026. Un lien est fait sur le site du NEQ c'est pour cette raison qu'il demeure conforme administratif.

Préparé par : Danielle Dion — Le 30 - 3 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21340

**Agent d'approvisionnement**
Danielle Dion

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **GESTION CDEDQ INC (Compteurs d'eau du Québec)** | | | | | | | | | **366 540,00 $** | **421 429,37 $** |

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| LABRECQUE LANGLOIS INC.<br>3275, chemin de l'Industrie 213 Saint-Mathieu-de-Beloeil QC CAN J3G0M8<br>cdedq.com | Non diffusé | France Bélisle<br>Téléphone: 450-376-6677<br>Courriel: france@cdedq.com | **Transaction: (20436695)**<br>2026-02-23 11:03 | Mode privilégié (plan): Messagerie |
| FRANKLIN EMPIRE INC.<br>4605 boul. Poirier Montréal QC CAN H4R0S9<br>http://www.franklinempire.com | Non diffusé | Ling-Hua Zhang<br>Téléphone: 5143413720<br>Courriel: ling-hua.zhang@franklinempire.com | **Transaction: (20438025)**<br>2026-02-24 17:00 | Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0111**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 26 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative
Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES 26-21340**

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Acquisition des unités d'interface (UIC) R900 pour les compteurs de réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal » est ouverte par l'analyste juridique du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

| **Soumissionnaire** | **Prix** |
|---|---|
| GESTION CDEDQ INC.<br>(COMPTEURS D'EAU DU QUÉBEC) | 421 429,37 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 23 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Tshibidi Lembe Signature numérique de Tshibidi Lembe
Date : 2026.03.30 13:21:05 -04'00'

Tshibidi Lembe
Agent de bureau – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.05

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269834004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Solutions Necando inc., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, à compter du 5 juin 2026 - Dépense totale de 313 903,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21345 (2 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Solutions Necando inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, au prix de la soumission, soit pour une somme de 313 903,72 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21345 ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-20 09:57

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269834004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Solutions Necando inc., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, à compter du 5 juin 2026 - Dépense totale de 313 903,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21345 (2 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les logiciels libres MongoDB proposent un système de gestion de bases de données orienté documents, adapté au traitement de données non structurées. Déployé depuis plusieurs années, ce système soutient la transformation numérique de la Ville et permet le développement de nombreuses applications essentielles destinées tant à la population qu'au personnel municipal. Parmi ces applications, on peut citer:

- les solutions numériques du portail de la Ville montreal.ca ;
- le service de gestion des alertes à la population ;
- le système de gestion des lieux et bâtiments ;
- l'application de plaidoyer de culpabilité offerte par la cour municipale ;
- le système de gestion des dossiers citoyens ;
- le système de gestion de l'identité.

La souscription annuelle au service de maintenance permet d'assurer des solutions robustes et résilientes, tout en donnant accès à un soutien technique prioritaire ainsi qu'aux mises à jour de sécurité certifiées par l'éditeur. Ce support est requis en raison de la criticité de certaines applications.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n° 26-21345, en date du 25 février 2026. Cet appel d'offres public a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 31 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission. En raison du report de la date d'ouverture des soumissions, prévue le 31 mars 2026, la période d'appel d'offres a finalement totalisé 35 jours, soit jusqu'au 2 avril 2026.

Au total, un addenda a été publié à la date suivante :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 2026-03-25 | Précisions suite à des questions techniques et administratives<br><br>Report de la date d'ouverture | Non |

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 2 avril 2026. La durée de la validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 31 juillet 2026.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Solutions Necando inc.., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, soit du 5 juin 2026 au 4 juin 2029, pour une somme maximale de 313 903,72 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0233 - 23 novembre 2023 - Accorder un contrat à CDW Canada Corp, pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, du 5 juin 2023 au 4 juin 2026, pour une somme maximale de 649 568,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-19711 - (1 seul soumissionnaire).

CG18 0276 - 31 mai 2018 - Accorder un contrat à Softchoice LP pour l'acquisition des droits d'utilisation de licences MongoDB de type Entreprise Avancée pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 295 505,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16824 (1 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 89 900 $ en 2018 en provenance des dépenses contingentes, soit un montant de 45 300 $ de compétence d'agglomération et un montant de 44 600 $ de compétence locale / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 89 900 $ pour 2019 et les années subséquentes.

BC 1202864 - 24 mai 2017- Octroyer un contrat à Softchoice LP pour les droits d'utilisation de licences MongoDB de type Entreprise (3 nœuds de production et 3 nœuds d'acceptation) pour un an dans le cadre du projet 70190 – Présence Numérique – Fondation, pour un montant maximum de 89 943,19 $ taxes incluses (82 130,12 $ NET) – Appel d'offres sur invitation 17-16158 (1 soumissionnaire).

**DESCRIPTION**

Le contrat permet de renouveler la souscription annuelle des licences de base de données

MongoDB de type Entreprise Avancée en mode mémoire qui couvre les environnements de production, d'acceptation et de développement. Ce contrat comprend :

- l'accès à un outil de gestion, d'automatisation et de surveillance de base de données ;
- la sécurisation des bases de données grâce à des options de cryptage et de compatibilité avec l'annuaire de la Ville ;
- un support 24/7 avec un niveau de temps de réponse aux incidents d'une heure ;
- l'accès aux mises à jour du logiciel et aux correctifs de sécurité, dès qu'elles sont disponibles, et ce sans frais additionnels pour la Ville.

**JUSTIFICATION**

Sur un total de quatre preneurs du cahier des charges, deux preneurs (50 %) ont déposé des offres alors que deux (50%) n'ont pas soumissionné. Les preneurs de cahier de charges n'ayant pas soumissionnés n'ont fourni aucune raison de désistement.

Les deux soumissionnaires ont été jugées conformes d'un point de vue administratif et technique.

Les propositions des deux autres firmes se déclinent comme suit :

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Solutions Necando Inc | 313 903,72 $ | 0 $ | 313 903,72 $ |
| 9152-2458 QC Inc. (LGM Solutions) | 899 104,90 $ | 0 $ | 899 104,90 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 647 614,01 $ | 0 $ | 647 614,01 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)*<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | *(333 710,29) $*<br><br>*-51,53 %* |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)*<br><br>Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | *5 85 201,18 $*<br><br>*186,43 %* |

Le prix proposé par l'adjudicataire est inférieur de 51,53 % à la dernière estimation réalisée. Ce qui est favorable à la Ville. Hormis le fait que cet appel d'offres s'adresse à un marché de revente restreint, cette différence notable s'explique principalement par la méthodologie de notre estimation, qui repose sur :

- les tendances de croissance anticipée ;
- l'historique des coûts des années précédentes ;
- les prévisions d'inflation du marché.

L'estimation se situe entre les offres des deux soumissionnaires, ce qui démontre que

certains fournisseurs ont tendance à majorer leur prix de façon significative, tandis que d'autres adoptent une politique de prix plus compétitive pour obtenir le contrat. Cette dernière approche semble avoir été privilégiée par l'adjudicataire dans le cadre de ce marché, ce qui explique l'écart observé.

Bien qu'il s'agisse d'un contrat de souscription, le fait que le prix soumis par l'adjudicataire soit inférieur de 186,43% à celui du deuxième plus bas soumissionnaire s'explique principalement par une stratégie de tarification compétitive de l'adjudicataire visant à remporter cet appel d'offres. L'adjudicataire semble avoir bénéficié d'escomptes plus avantageux auprès du manufacturier. Le deuxième soumissionnaire semble avoir opté pour une approche plus conservatrice, augmentant ses prix pour se protéger des incertitudes du marché de revente. Cette différence de stratégie commerciale entre les soumissionnaires explique l'écart constaté entre les propositions de prix.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels. L'analyse nous démontre un risque faible et une évaluation de rendement de l'adjudicataire n'est pas nécessaire dans ce contrat.

Après vérification, la firme Solutions Necando inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant maximal du contrat est de 313 903,72 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

| Description | 2026 - 2027<br>05 juin 2026 au 4 juin 2027 | 2027 - 2028<br>05 juin 2027 au 4 juin 2028 | 2028 - 2029<br>05 juin 2028 au 4 juin 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Montant de la dépense | 99 572,95 $ | 104 551,59 $ | 109 779,18 $ | 313 903,72 $ |

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 313 903,72 $, taxes incluses (286 635,94 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Le présent dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la ville puisque les crédits nécessaires à cette dépense sont considérés au budget du Service des Technologies de l'information.

Tableau comparatif des coûts d'acquisition et d'utilisation

| **Période** | **Coût total de l'entente** (selon soumission) | **Coût moyen annuel** | **Écart annuel $** | **Écart annuel %** |
|---|---|---|---|---|
| 2023-2026 (36 mois) | 649 568,00 $ | 216 522,67 $ | N/A | N/A |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2026-2029 (36 mois) | 313903,72$ | 104 634,57 $ | (111 888,09) $ | -51,67% |

En ce qui concerne le nouveau contrat 2026-2029, la baisse du coût moyen annuel du contrat d'abonnement aux supports des licences MongoDB est de 111 888,09 $, ce qui représente une baisse de 51,67 % par rapport au contrat précédent. Cette baisse s'explique par la stratégie compétitive de l'adjudicataire pour obtenir le présent contrat.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi du présent contrat permettra à la Ville d'assurer la continuité et la stabilité des opérations des services numériques.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Dehily HERNANDEZ ORTEGA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Samia MAATOUK)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Adama SANOGO
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 4388656921
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-09

Rafael BARROSO ASPE
chef(fe) de division - centre d'expertise - infrastructures et plateformes

**Tél :** 438-867-6319 - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

**Tél :** (514) 242-0291 - -
**Approuvé le :** 2026-04-09

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** 438-998-2829 - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1269834004
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division plateformes technologiques*
Projet : Accorder un contrat à Solutions Necando inc., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 313 903,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21345 (2 soumissionnaires).

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Permet d'assurer la pérennité des applications et la continuité des services. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1269834004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Solutions Necando inc., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, à compter du 5 juin 2026 - Dépense totale de 313 903,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21345 (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21345 pv.pdf 26-21345_Intervention.pdf 26-21345_Liste de commande SEAO.pdf

26-21345_TCP_VF.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia MAATOUK
Agent d'approvisionnement niveau 2

**Tél :** 514 872-1041

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Hicham ZERIOUH
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-872-2988
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21345

No du GDD : 1269834002

Titre de l'appel d'offres : SOUSCRIPTION AU SUPPORT POUR BASE DE DONNÉES MONGODB TYPE ENTREPRISE AVANCÉE (ENTERPRISE ADVANCED)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 2 - 4 - 2026

Date du comité de sélection : NA - NA - NA

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 3 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 7 - 2026

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 31 - 7 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Solutions NECANDO | 313 903,72 $ | √ | |
| 9152-2458 Quebec inc. | 899 104,90 | | |

### Information additionnelle

Les preneurs de cahier de charges n'ayant pas soumissionés n'ont fourni aucune raison de désistement,

Préparé par : Samia Maatouk

Le 9 - 4 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21345

**Agent d'approvisionnement**
Samia Maatouk

| Conformité | (Tous) |
|---|---|

| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| | | | | | | | | (vide) | - $ | - $ |
| **Total ()** | | | | | | | | | **- $** | **- $** |
| **Solutions NECANDO** | | | | | | | | | **273 019,11 $** | **313 903,72 $** |
| **9152-2458 Quebec inc.** | | | | | | | | | **782 000,35 $** | **899 104,90 $** |

Nouveautés SEAO au 2026-04-01.

Consultez les liens suivants pour tous les détails des nouveautés s'appliquant aux organismes municipaux:

- Gestion contractuelle – Guide explicatif du Muni-Express : Loi sur les contrats des organismes municipaux | Gouvernement du Québec
- Modifications au SEAO en raison de l'entrée en vigueur de la LCOM

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21345
**Numéro de référence:** 20126342
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** SOUSCRIPTION AU SUPPORT POUR BASE DE DONNÉES MONGODB TYPE ENTREPRISE AVANCÉE (ENTERPRISE ADVANCED)
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**4 résultats** **Résultats 1 à 4**

**Trier par** Sélection **Nombre par page**

1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| 9152-2458 QUÉBEC INC.<br>1000, rue de la Gauchetiere, suite 2400<br>Montréal QC CAN H3B4W5 | Non diffusé | Responsable SEAO<br>Téléphone: 5142092665<br>Courriel: mdelarosbil@lgmsolution.com | **Transaction: (20450313)**<br>2026-03-09 11:55 | 20102555 - 26-21345_Addenda 1<br>Plan<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 878146000 (CDW Canada Corp)<br>185 The West Mall 1700 Etobicoke ON CAN M9C5L5<br>http://CDW.ca | Publique | Sandra Hinds<br>Téléphone: 6472885700<br>Courriel: sandra.hinds@cdw.ca | **Transaction: (20439857)**<br>2026-02-26 11:25 | 20102555 - 26-21345_Addenda 1<br>Plan<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| IBM CANADA LIMITÉE<br>1 Place Ville Marie 22e étage Montréal QC CAN H3B4M7<br>https://www.ibm.com/ca-fr | Non diffusé | Caroline Brochu<br>Téléphone: 15149240271<br>Courriel: cbrochu@ibm.com | **Transaction: (20451660)**<br>2026-03-10 16:50 | 20102555 - 26-21345_Addenda 1<br>Plan<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Solutions Necando Inc.<br>1080 Cote du Beaver Hall, bureau 1804<br>Montréal QC CAN H2Z1S8<br>https://necando.com | Non diffusé | Mourad Smaali<br>Téléphone: 5143604000<br>Courriel: msmaali@necando.com | **Transaction: (20459894)**<br>2026-03-18 13:25 | 20102555 - 26-21345_Addenda 1<br>Plan<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-25 à 11:15 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**PV26 0121**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 2 avril 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Me Jocelyne L'Anglais, avocate
Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES 26-21345**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Souscription au support pour base de données MongoDB type Entreprise Avancée (Enterprise Advanced) » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| 9152-2458 QUÉBEC INC. | 899 104,90 $ |
| SOLUTIONS NECANDO INC. | 313 903,72 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 25 février et 30 mars 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 25 février et 25 mars 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Jocelyne L'Anglais
Avocate – Service du greffe

Tshibidi Lembe
Signature numérique de Tshibidi Lembe
Date : 2026.04.07 16:22:50 -04'00'

Tshibidi Lembe
Agent de bureau – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269834004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Solutions Necando inc., pour le renouvellement de la souscription au support des licences de base de données MongoDB, pour une période de 36 mois, à compter du 5 juin 2026 - Dépense totale de 313 903,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21345 (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification de fonds 1269834004.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Dehily HERNANDEZ ORTEGA
Préposé(e) au budget
**Tél :** 514 872.0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-13

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**CERTIFICATION DES FONDS - BUDGET FONCTIONNEMENT**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1269834004** |
| **No d'engagement 2026 :** | TI69834004 |

**Imputation de la dépense :**

| **Imputation comptable** |
|---|
| 2101.0010000.110125.01303.54510.014431.0000.000000.000000.00000.00000 |

Le segment "autre" de la clé comptable pourra être différent lors de l'établissement du bor
ne nous permettent de définir précisément ce segment.

| Libellé textuel | |
|---|---|
| AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Contrat d'entretien informatique TI - mixte administration / Gestion de l'information / Serv.tech. - Administration et informatique / Gestion de systèmes informatiques / ¯ / Général / Général | **Dépenses** |

ı de commande, puisque les informations disponibles lors de l'élaboration de la présente interventio

| **Bon de commande (montant avant taxes)** |
|---|

| **Bon de commande (montant avec taxes)** |
|---|

| 2026<br>5 juin au 31 décembre 2026 | 2027<br>1er janvier au 31 décembre 2027 | 2028<br>1er janvier au 31 décembre 2028 | 2029<br>1er janvier au 04 juin 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|
| 52,312.08 $ | 93,388.90 $ | 98,366.00 $ | 42,568.96 $ | **286,635.94 $** |

n

| 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|
| 86,604.00 | 90,934.19 | 95,480.91 | **273,019.11** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 99,572.95 | 104,551.59 | 109,779.18 | **313,903.72** |

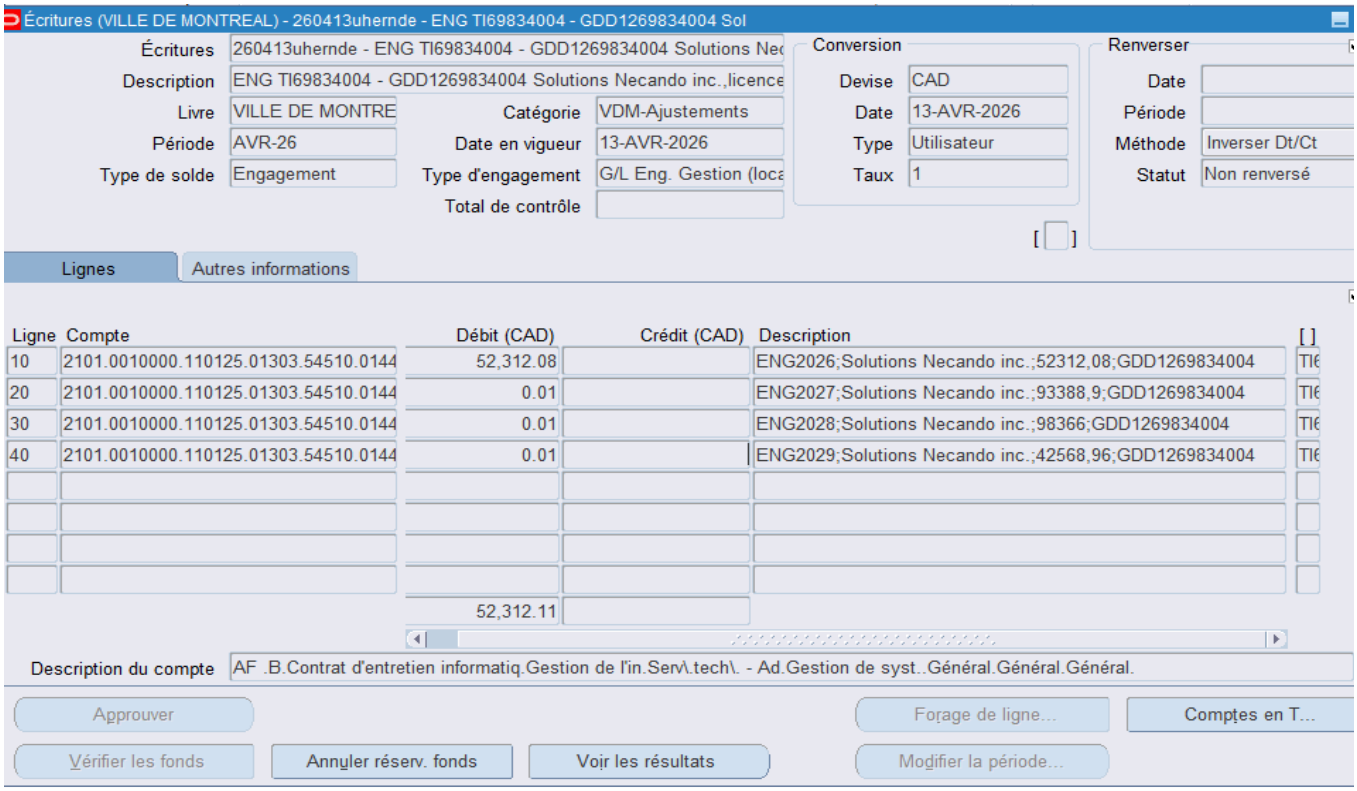
**NO GDD :** **1269834004**

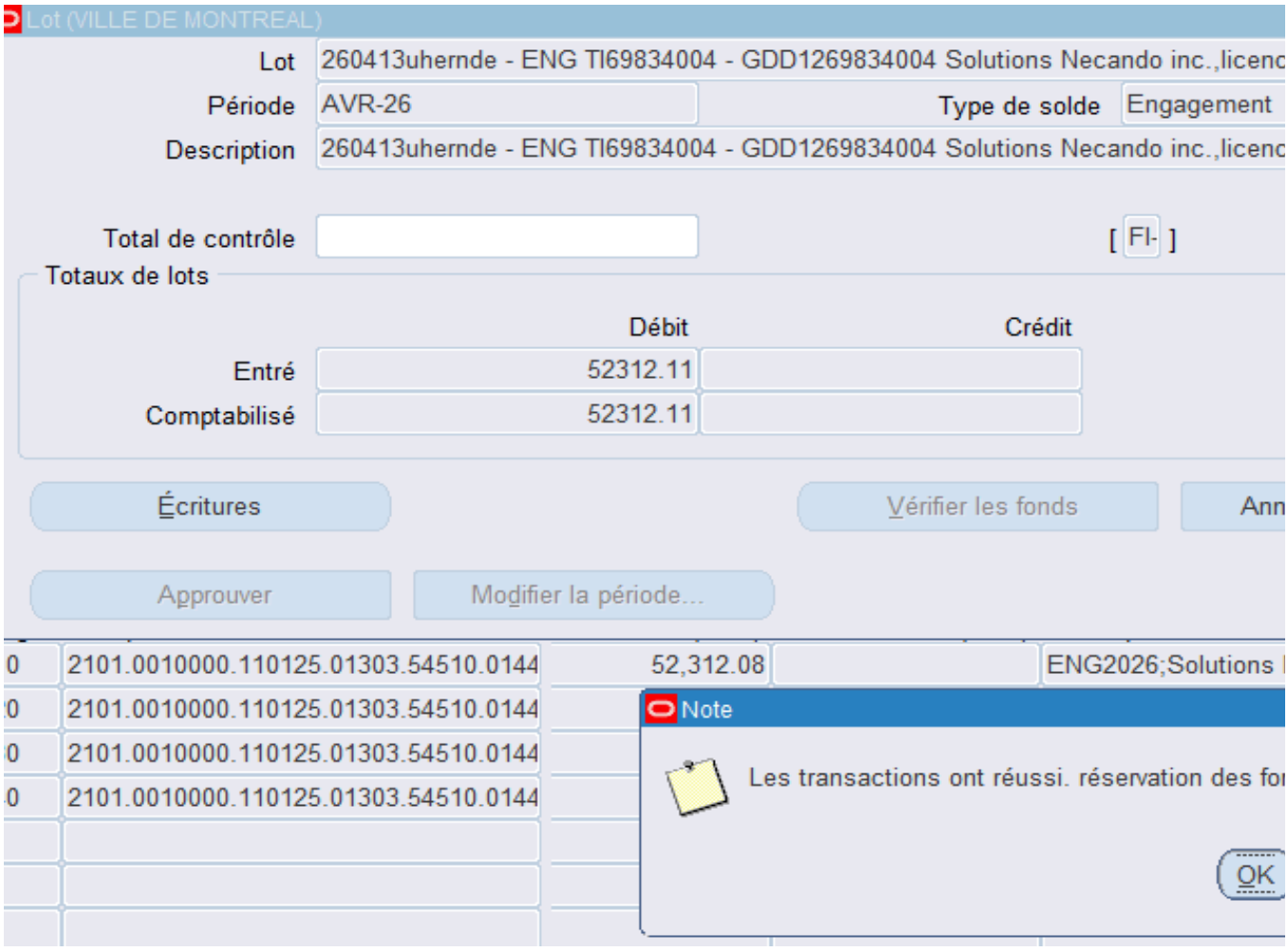
| | 2026 | 2027 |
|---|---|---|
| **Débours au net** | 90,923.38 | 95,469.54 |

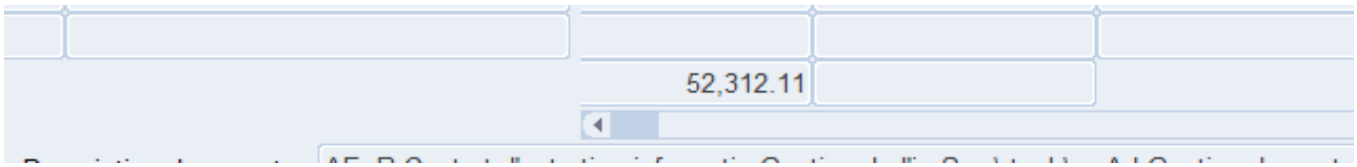
| | | |
|---|---|---|
| 2101.0010000.110125.01303.54510.014431.0000.000000.000000.00000.00000<br>**Payé d'avance** | 38,611.30 | 40,691.94 |

| 2028 | TOTAL |
|---|---|
| 100,243.02 | **286,635.94** |

| |
|---|
| 42,568.99 |

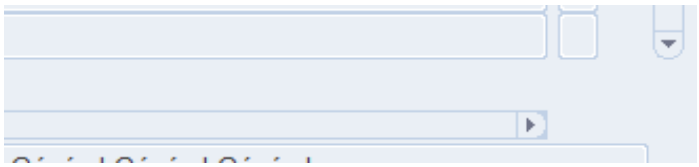

Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260413uhernde - ENG TI69834004 - GDD1269834004 Sol
Écritures 260413uhernde - ENG TI69834004 - GDD1269834004 Solutions Nec
Description ENG TI69834004 - GDD1269834004 Solutions Necando inc.,licence
Livre VILLE DE MONTRE
Catégorie VDM-Ajustements
Période AVR-26
Date en vigueur 13-AVR-2026
Type de solde Engagement
Type d'engagement G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise CAD
Date 13-AVR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Lignes
Autres informations
Ligne Compte Débit (CAD) Crédit (CAD) Description
10 2101.0010000.110125.01303.54510.0144 52,312.08 ENG2026;Solutions Necando inc.;52312,08;GDD1269834004
20 2101.0010000.110125.01303.54510.0144 0.01 ENG2027;Solutions Necando inc.;93388,9;GDD1269834004
30 2101.0010000.110125.01303.54510.0144 0.01 ENG2028;Solutions Necando inc.;98366;GDD1269834004
40 2101.0010000.110125.01303.54510.0144 0.01 ENG2029;Solutions Necando inc.;42568,96;GDD1269834004
52,312.11
Description du compte AF .B.Contrat d'entretien informatiq.Gestion de l'in.Serv\.tech\. - Ad.Gestion de syst..Général.Général.Général.
Approuver
Forage de ligne...
Comptes en T...
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Modifier la période...


Lot (VILLE DE MONTREAL)
Lot 260413uhernde - ENG TI69834004 - GDD1269834004 Solutions Necando inc.,licenc
Période AVR-26
Type de solde Engagement
Description 260413uhernde - ENG TI69834004 - GDD1269834004 Solutions Necando inc.,licenc
Total de contrôle
[ FI- ]
Totaux de lots
Débit Crédit
Entré 52312.11
Comptabilisé 52312.11
Écritures
Vérifier les fonds
Ann
Approuver
Modifier la période...
0 2101.0010000.110125.01303.54510.0144 52,312.08 ENG2026;Solutions
0 2101.0010000.110125.01303.54510.0144
0 2101.0010000.110125.01303.54510.0144
0 2101.0010000.110125.01303.54510.0144
Note
Les transactions ont réussi. réservation des fo
OK


52,312.11




Statut
Report
Non reporté
Fonds
Réussi
Approbation
s.o.
Détails
Créé
13-AVR-2026
Reporté
Reporté par
Voir les résultats
Necando inc.;52312,08;GDD1269834004
ndo inc.;93388,9;GDD1269834004
ndo inc.;98366;GDD1269834004
ndo inc.;42568,96;GDD1269834004



**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.06

2026/05/19
16:00

**Dossier # : 1268516001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec MLC Associés inc., pour les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets de déconstruction, d'une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 758 655,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21259 (4 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois, par laquelle MLC Associés inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets de déconstruction, pour une somme maximale de 632 213,03 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21259;
2. d'autoriser une dépense de 126 442,61 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de MLC Associés inc.;
4. d'imputer ces dépenses à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 15:54

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1268516001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec MLC Associés inc., pour les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets de déconstruction, d'une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 758 655,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21259 (4 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 2 000 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs. Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation de la Ville de Montréal est responsable de la création de logements sociaux par l'entremise de divers programmes et outils. Le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) contribue à cette mission en procédant à la déconstruction de bâtiments acquis afin de permettre la réalisation de projets résidentiels à loyer modique portés par des organismes à but non lucratif (OBNL).
Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation prévoit initier simultanément plusieurs projets de déconstruction jugés prioritaires. Ces projets immobiliers sont réalisés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) du SGPI. Leur nombre, leur complexité et leur réalisation concomitante nécessitent un accompagnement professionnel dédié aux projets de déconstruction. Afin d'assurer la qualité d'exécution exigée par la Ville, le recours à des professionnels, architectes et ingénieurs, possédant une expérience pertinente est requis.

L'appel d'offres public 26-21259 pour des services professionnels a été lancé et publié du 7 janvier 2026 au 19 février 2026. La date initiale d'ouverture des soumissions étaient prévue le 10 février 2026. Il a offert aux soumissionnaires un délai de quarante-trois (43) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et de déposer leurs soumissions. La période de validité des soumissions est de cent vingts (120) jours à compter de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 19 juin 2026.

Cinq (5) addendas ont été émis :

| Addendas | Dates d'émissions | Descriptions | Impacts monétaires |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | 19 janvier 2026 | Réponses à des questions | Non |
| 2 | 28 janvier 2026 | Réponses à des questions et correction d'une fiche projet | Non |
| 3 | 30 janvier 2026 | Réponses à des questions / Report de date | Non |
| 4 | 4 février 2026 | Réponses à des questions | Non |
| 5 | 5 février 2026 | Réponses à des questions | Non |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0161 - 20 mars 2025 - Adopter le règlement RCG 25-004 intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.
CM25 0319 - 18 mars 2025 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis dans le cadre de la réalisation de logements abordables (25-008).

CG24 0601 - 24 octobre 2024 - Adopter le règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires / Adopter le règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires.

CM23 0454 - 18 avril 2023 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis à des fins d'habitation (23-013).

**DESCRIPTION**

L'adjudicataire, tel que détaillé aux documents d'appel d'offres, aura pour mandat d'assurer la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la réalisation de projets de déconstruction, et ce, pour l'ensemble des phases des projets, soit la planification, la conception, l'appel d'offres, l'exécution des travaux, la période de garantie et la réception définitive.
Sans s'y limiter, le mandat comprend notamment :

- La réalisation des études, analyses, relevés et diagnostics techniques requis;
- L'élaboration des concepts, stratégies et documents de déconstruction, incluant les plans, devis et estimations;
- La coordination multidisciplinaire des intervenants et des professionnels;
- La préparation des documents et l'assistance lors des appels d'offres (addendas, analyses de soumissions, recommandations);
- La surveillance des travaux, incluant le contrôle de la qualité, les visites de chantier et la gestion des changements;
- La production des rapports, des listes de déficiences et des documents finaux, incluant les dessins conformes à l'exécution;
- L'accompagnement lors de la réception provisoire, durant la période de garantie et jusqu'à la réception définitive des travaux.

La liste prévisionnelle des projets de déconstruction incluse au devis est fournie à titre indicatif et reflète les besoins identifiés au moment de la préparation des documents d'appel d'offres. Les fiches de projets précisent le type, la nature, le statut et la diversité des immeubles sur lesquels les architectes et ingénieurs seront appelés à intervenir. En plus des projets ciblés, les professionnels désignés dans le cadre du présent contrat pourraient être

appelés à réaliser des mandats relatifs à d'autres projets de déconstruction du SGPI. Le choix d'aller de l'avant avec un, plusieurs ou l'ensemble des projets de la liste prévisionnelle, de même que la substitution d'un ou de plusieurs projets, relève entièrement de la Ville.

La rémunération des services de base et des services additionnels est établie à taux horaire et à forfait, selon les modalités prévues aux documents contractuels. Un montant additionnel de 20 % (126 442,61 $) sera ajouté à titre de contingences pour l'entente-cadre afin de pallier les imprévus en cours de projet. Tout au long de leur prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la DGPI.

**JUSTIFICATION**

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 7 janvier 2026, il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Quatre (4) preneurs du cahier des charges ont déposé leur soumission, ce qui représente 30,76 % du nombre total.

Parmi les neuf (9) autres preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- Deux (2) donneurs d'ordres ont récupéré les documents à titre indicatif;
- Une (1) firme a indiqué ne pas avoir une équipe complète à présenter;
- Une (1) firme a indiqué avoir dû effectuer une sélection parmi les projets en cours d'appel d'offres et ce contrat n'a pas été retenu;
- Une (1) firme a indiqué avoir une difficulté pour certains membres de l'équipe d'établir un prix forfaitaire;
- Une (1) firme a indiqué ne pas avoir suffisamment de temps pour étudier l'appel d'offres et de préparer la soumission dans le délai alloué;
- Les trois (3) autres firmes n'ont pas communiqué leurs motifs de désistement.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 11 mars 2026 par visioconférence, sous la supervision du Service de l'approvisionnement.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative, puis la note finale a ensuite été déterminée à l'aide d'une formule combinant le pointage intérimaire et le prix.

Trois (3) soumissionnaires ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, permettant ainsi l'ouverture des enveloppes de prix et la recommandation du comité de sélection.

Une (1) offre n'a pas atteint la note de passage de 70 % requise pour l'ouverture de l'enveloppe de prix. Celle-ci lui a été retournée non décachetée et la soumission a été jugée non conforme.

Le tableau suivant présente les montants et les notes obtenues par les adjudicataires à la suite de l'analyse du comité de sélection :

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **NOTE INTÉRIM** | **NOTE FINALE** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| **MLC Associés Inc.** | 78,67 % | 1,24 % | 632 213,03 $ | 126 442,61 $ | 758 655,64 $ |
| CIMA+ S.E.N.C. | 85,33 % | 0,78 % | 1 093 918,14 | 218 783,63 $ | 1 312 701,77 $ |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | $ | | |
| RIOPEL/GBI | 77,67 % | 0,68 % | 1 144 731,34 $ | 228 946,27 $ | 1 373 677,61 $ |
| Dernière estimation réalisée | | | 2 138 637,55 $ | 427 727,51 $ | 2 566 365,06 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)<br>*(l'adjudicataire – estimation)*<br><br>Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)<br>*((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100* | | | | | - 1 506 424,51 $<br><br>- 70,43 % |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)<br>*(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*<br><br>Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)<br>*((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100* | | | | | 461 705,11 $<br><br>73,03 % |

L'écart favorable entre l'adjudicataire, MLC Associés inc., et la dernière estimation est de -70,43 % (-1 506 424,51 $). Les écarts de prix se situent principalement au niveau des éléments suivants :

- Honoraires professionnels, caractérisés par des taux horaires et des montants forfaitaires inférieurs à ceux retenus à l'estimation, découlant d'une organisation interne optimisée, d'une utilisation plus efficiente des ressources proposées et d'une structure de coûts mieux adaptée à la nature répétitive et comparable des mandats;
- Services additionnels (banque d'heures), notamment en coordination architecturale et en ingénierie électromécanique, pour lesquels les volumes d'efforts anticipés et les enveloppes financières prévues se sont avérés moindres que ceux envisagés à l'estimation.

Considérant l'écart significatif entre la soumission et la dernière estimation, des clarifications ont été demandées à la firme MLC Associés inc. afin de confirmer sa compréhension complète de l'étendue du mandat. Les réponses obtenues confirment que l'ensemble des services de base requis aux documents d'appel d'offres est inclus aux montants forfaitaires soumis, sans exclusion ni réduction de portée. L'analyse démontre également que certaines hypothèses retenues lors de l'estimation se sont avérées plus conservatrices, notamment en ce qui a trait aux honoraires professionnels et les volumes d'efforts anticipés, ce qui contribue à l'écart observé.

L'écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note finale et l'adjudicataire est de 73,03 % (461 705,11 $). Les écarts de prix se situent principalement au niveau des éléments suivants :

- Montants forfaitaires, pour lesquels CIMA+ présente des coûts significativement plus élevés sur plusieurs projets, traduisant une évaluation plus importante des efforts requis à périmètre comparable;
- Services additionnels (banque d'heures), où la soumission de CIMA+ prévoit des enveloppes financières plus substantielles, alors que celle de MLC demeure plus ciblée et mieux maîtrisée.

L'analyse comparative des soumissions démontre que la proposition de CIMA+ repose sur une structure financière globalement plus élevée que celle de MLC Associés inc., sans différence quant à l'étendue, à la qualité ou aux exigences des services prévus aux documents d'appel

d’offres. L’écart observé découle ainsi de choix distincts dans l’établissement des honoraires et des marges de prudence appliquées, la soumission de MLC présentant une optimisation plus efficiente des ressources tout en respectant pleinement les obligations contractuelles.

Les validations requises ont démontré que l’adjudicataire recommandé :

- N’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N’est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- Est conforme en vertu de la Charte de la langue française;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;
- Détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (IAMP) valide jusqu'au 21 novembre 2027.

Ce contrat de services professionnels étant d'une valeur supérieure à 500 000 $, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale à autoriser est de 758 655,64 $, taxes incluses, et se détaille comme suit :

- Contrat de base : 632 213,03 $, taxes incluses (net de ristourne : 577 294,76 $);
- Contingences : 126 442,61 $, taxes incluses (net de ristourne : 115 458,96 $), soit 20 % du coût du contrat de base.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour des projets de déconstruction réalisés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI). Les mandats seront attribués sur demande, en fonction des besoins et de la planification des projets.

Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Cette entente-cadre est limitée aux projets de déconstruction réalisés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI).

Puisque ces services pourront être répartis sur divers bâtiments de l’ensemble du territoire de la Ville de Montréal, cette entente pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard dans l'octroi du contrat de fourniture de services professionnels d'architectes et ingénieurs pour des projets de déconstruction aura des incidences sur toutes les étapes de planification et de réalisation des projets de déconstruction, ainsi que sur la réalisation des futurs projets résidentiels à loyer modique par des organismes à but non lucratif (OBNL).

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 12 mai 2026
Fin du contrat : 12 mai 2031

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du présent dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lucia PADUANO, Service de la culture_des sports et des loisirs

Lecture :

Lucia PADUANO, 14 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Yasmine KRIM
gestionnaire de projets immobiliers

**Tél :** 263 362-4312
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Erlend LAMBERT
Chef de division - Direction de la gestion de projets immobiliers

**Tél :** 438 992-7383
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jabiz SHARIFIAN
directeur(-trice) - gestion des projets

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Jabiz SHARIFIAN
directeur(-trice) - gestion des projets -

immobiliers

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

developpement et maintien d'actifs immobiliers
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1268516001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification des immeubles*
Projet : Entente-cadre services professionnels pour les services professionnels architectes et ingénieurs pour des projets de déconstruction

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet permettra au Service de l'habitation de réaliser et de soutenir des projets d'habitation respectant les critères de salubrité, de sécurité, de qualité et d'abordabilité, tout en contribuant au renforcement du filet social et communautaire. Il favorisera également le développement et la pérennité d'infrastructures et de services de proximité inclusifs, contribuant à la création de milieux de vie sécuritaires, de qualité et adaptés aux besoins des communautés montréalaises.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Huguette Brunet**

**De:** _Boîte Direction LCOP <directionlcop@amp.quebec>
**Envoyé:** 8 décembre 2025 14:05
**À:** Huguette Brunet
**Objet:** Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Vous n'obtenez pas souvent d'e-mail à partir de directionlcop@amp.quebec. Pourquoi c'est important

Bonjour,

Voici le courriel à joindre lors de vos soumissions :

## Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

**MLC ASSOCIÉS INC.- NUMÉRO DE CLIENT - 3000386939**

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous contrat public.

****Date échéance 21 NOVEMBRE 2027****

Cordialement,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

**Direction de l'admissibilité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550 -1
directionlcop@amp.quebec

Le présent courriel, ainsi que tout fichier qui y est joint, est destiné exclusivement à l'intention de son ou de ses destinataires; il peut contenir des informations confidentielles. Si vous n'êtes pas la ou le destinataire de ce courriel, nous vous avisons par la présente que tout usage, reproduction ou diffusion de ce courriel et de tout fichier qui y est joint est strictement interdit. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, veuillez en aviser sans délai l'expéditeur en lui retournant ledit courriel et ensuite le détruire, ainsi que tout fichier joint sans en conserver de copie.

## Tableau des coûts du contrat

| | |
|---|---|
| **Projet :** | *services professionnels architectes et ingénieurs pour des projets de déconstruction* |
| **Nom d'ouvrage :** | *s.o.* |
| **No. D'ouvrage:** | *s.o.* |
| **No. De contrat :** | *26-21259* |
| **No. Du projet :** | *s.o.* |
| **No. Du GDD :** | *1268516001* |
| **Date :** | *13-avr-26* |
| **Étape :** | *Octroi d'une entente-cadre contrat de Services professionnels.* |

| | | | | Budget $ | TPS 5,0 % $ | TVQ 9,975 % $ | TOTAL $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Contrat** | Contrat de base* | | | **476 000,00 $** | **23 800,00 $** | **47 481,00 $** | **547 281,00 $** |
| | Services professionels additionnels* | | | 73 870,00 $ | 3 693,50 $ | 7 368,53 $ | 84 932,03 $ |
| | Variation quantités* | | | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | Contingences | | **20%** | **109 974,00 $** | **5 498,70 $** | **10 969,91 $** | **126 442,61 $** |
| | **Total - Contrat :** | | | 659 844,00 $ | 32 992,20 $ | 65 819,44 $ | 758 655,64 $ |
| **Ristournes** | **Coût des travaux (Montant à autoriser )** | | | **659 844,00 $** | **32 992,20 $** | **65 819,44 $** | **758 655,64 $** |
| | **TPS** | 100% | | | -32 992,20 $ | | -32 992,20 $ |
| | **TVQ** | 50% | | | | -32 909,72 $ | -32 909,72 $ |
| | **Coût après ristourne (Montant à emprunter )** | | | | | | **692 753,72 $** |

*** prix déposé par le soumissionnaire ayant reçu la meilleure note finale**

**Méthode d'estimation des contingences : Elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1268516001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec MLC Associés inc., pour les services professionnels en architecture et en ingénierie pour divers projets de déconstruction, d'une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 758 655,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21259 (4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21259_Intervention_.pdf 26-21259 PV.pdf 26-21259_ Liste des preneurs (1).pdf

26-21259_TABLEAU_Comité.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2

**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Amelie TREVISAN
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** - -
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21259 — No du GDD : 1268516001

Titre de l'appel d'offres : Service professionnel en architecture et ingénierie pour des projets de déconstruction

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 1 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2026

Ouverture faite le : 19 - 2 - 2026

Date du comité de sélection : 11 - 3 - 2026

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 5 - 2 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 30,77

% de rejets : 25

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| NFOE Inc. | Administratif |

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| MLC Associés Inc. | 632 213,03 $ | √ | |
| CIMA+ S.E.N.C. | 1 093 918,14 $ | | |
| Riopel/ GBI | 1 144 731,34 $ | | |

### Information additionnelle

Sur les 13 preneurs du cahier des charges, on comptait 2 donneurs d'ordres et 11 soumissionnaires.
Seules 4 firmes ont fourni les motifs de leur désistement, soit :
- nous avions pas une équipe complète à présenter;
- nous avons dû effecture une sélection parmi les projets en cours d'appel d'offres et ce projet 'a pas été retenu;
- difficulté pour certains membres de l'équipe d'établir un prix forfaitaire;
- nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué.

Trois firmes n'ont transmis aucune raison de désistement.
Cinq addendas ont été émis sur le SEAO en raison d'une erreur d'écriture,ce qui explique la disconcordance avec la liste des preneurs du cahier des charges.

Préparé par : Nancy Lainey — Le 14 - 4 - 2026

26-21259 - Services professionnels en architecture et ingénierie pour des projets de déconstruction

| FIRME | Pointage intérimaire 100% | Prix $ | Pointage final | Rang | Comité |
|---|---|---|---|---|---|
| CIMA+ S.E.N.C. | 85,33 | 1 093 918,14 $ | **0,78** | **2** | Date: **mercredi 11-03-2026** |
| RIOPEL/GBI | 77,67 | 1 144 731,34 $ | **0,68** | **3** | Heure: **9 h 00** |
| MLC Associés Inc. | 78,67 | 632 213,03 $ | **1,24** | **1** | Lieu: **EN VIRTUEL** |
| NFOE INC. | 68,33 | | | **Non conforme** | |
| 0 | - | | - | **0** | **Multiplicateur d'ajustement: 10000** |
| **Agent d'approvisionnement** | **Nancy Lainey** | | | | **Facteur «K»: 0** |

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.<br>8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal<br>QC CAN H2P2R8<br>http://www.bpa.ca | Non diffusé | Sandrine Haag<br>Téléphone: 514-383-3747<br>Courriel: shaag@bpa.ca | **Transaction: (20395909)**<br>2026-01-08 13:13 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| PLURIEL ARCHITECTURE ET SCIENCE DU BÂTIMENT INC.<br>1450, rue City Councillors Bureau 1050 Montréal<br>QC CAN H3A2E6 | Publique | Jean Tardif<br>Téléphone: 5148774471<br>Courriel: jean@plurielasb.ca | **Transaction: (20412419)**<br>2026-01-28 11:56 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Société de transport de Montréal<br>800 rue de la Gauchetière Ouest Bureau 1170, portail Nord-Ouest, rez-de-chaussée Montréal QC CAN H5A1J6<br>http://www.stm.info | Donneur d'ouvrage | Nathalie Lessard<br>Téléphone: 5143500800<br>Courriel: nathalie.lessard@stm.info | **Transaction: (20400842)**<br>2026-01-14 10:30 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| mdtp atelier d'architecture inc.<br>925, rue du Caryer, bureau 301 Beauharnois QC CAN J6N0S6<br>www.mdtp.ca | Non diffusé | Gabrielle Soucy-Jalbert<br>Téléphone: 450-289-6387<br>Courriel: gsoucyjalbert@mdtp.ca | **Transaction: (20405780)**<br>2026-01-20 08:45 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DWB Consultants<br>733, chemin Jean-Adam Piedmont QC CAN J0R1R3<br>http://www.dwbconsultants.com | Non diffusé | Josianne Trepanier<br>Téléphone: 4502270327<br>Courriel: ao@dwbconsultants.com | **Transaction: (20398867)**<br>2026-01-12 10:41 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LES SERVICES EXP INC. - Compte principal<br>1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8 | Non diffusé | Isabelle Milette<br>Téléphone: 8198036651<br>Courriel: isabelle.milette@exp.com | **Transaction: (20395356)**<br>2026-01-07 16:31 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Englobe Corp.<br>1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval QC CAN H7S2E4<br>http://www.englobecorp.com | Non diffusé | Annie Vachon<br>Téléphone: 14182276161<br>Courriel: offre.service@englobecorp.com | **Transaction: (20398901)**<br>2026-01-12 11:10 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Mode privilégié (plan): Courriel |
| Société québécoise des infrastructures<br>525, boul. René-Lévesque Est, rez-de-chaussée, Québec QC CAN G1R5S9<br>http://www.sqi.gouv.qc.ca | Donneur d'ouvrage | Émilie Landry-Alarie<br>Téléphone: (418) 646-1766<br>Courriel: elandry-alarie@sqi.gouv.qc.ca | **Transaction: (20402933)**<br>2026-01-16 12:03 | Ne pas recevoir |
| RIOPEL DION ST-MARTIN INC.<br>777, rue de la Commune Ouest bureau 400 Montréal QC CAN H3C1Y1<br>http://www.riopel-associes.com | Non diffusé | Riopel+Associés Architectes<br>Téléphone: 5145212138<br>Courriel: info@riopel-associes.com | **Transaction: (20411464)**<br>2026-01-27 09:24 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| CIMA+ S.E.N.C.<br>3400, boulevard du Souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2<br>http://www.cima.ca | Non diffusé | Sean Patrick Caron-Bonin<br>Téléphone: 514 337-2462<br>Courriel: seanpatrick.caron-bonin@cima.ca | **Transaction: (20395648)**<br>2026-01-08 07:32 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| GBI EXPERTS-CONSEILS INC. - COMPTE PRINCIPAL<br>100, boulevard Brien Bureau 300 Repentigny QC CAN J6A5N4<br>http://www.gbi.ca | Non diffusé | Marie-Claude Lapierre<br>Téléphone: 5143844222<br>Courriel: marieclaudelapierre@gbi.ca | **Transaction: (20395786)**<br>2026-01-08 10:20 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-19 à 19:00 - Courriel<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 15:20 - Courriel<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>2026-01-30 à 09:55 - Courriel<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| MLC ASSOCIÉS INC.<br>299 boul. Curé-Labelle, Sainte-Rose Laval QC CAN H7L2Z9<br>www.mlcassocies.com | Non diffusé | Joanie Gauthier<br>Téléphone: 4506877077<br>Courriel: jgauthier@mlcassocies.com | **Transaction: (20417137)**<br>2026-02-03 14:26 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis<br>2026-02-04 à 10:00 - Courriel<br><br>20092038 - 26-21259_Addenda 6<br>Devis<br>2026-02-05 à 14:25 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| NFOE INC.<br>360, rue Saint-Jacques, bureau 1500 Montréal QC CAN H2Y1P5<br>www.nfoe.com | Non diffusé | Antonio Parreira<br>Téléphone: 514-940-4269<br>Courriel: parra@nfoe.com | **Transaction: (20419293)**<br>2026-02-05 15:32 | 20088890 - 26-21259_ Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20090464 - 26-21259_Addenda 2<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20090848 - 25-21259_Addenda 3<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091603 - 26-21259_ Addenda 4<br>Devis |

Téléchargement

20092038 - 26-21259_Addenda 6
Devis
Téléchargement

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0062**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 19 février 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Nesrine Rania Kenioua, préposée au soutien administratif
Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative

**APPEL D'OFFRES 26-21259**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services professionnels en architecture et ingénierie pour des projets de déconstruction » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

**Soumissionnaires**

CIMA+ S.E.N.C.

MLC ASSOCIÉS INC.

NFOE INC.

RIOPEL DION ST-MARTIN INC.
(RIOPEL + ASSOCIÉS, ARCHITECTES)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 7 janvier et 4 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 7 et 30 janvier 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Colette Moungali
Secrétaire d'unité administrative – Service du greffe

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.07

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264185003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), pour la fourniture de compteurs d'eau de 40 et 50 millimètres pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 685 538,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21343 (2 soumissionnaires) |

Il est recommandé:
1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, par laquelle Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des compteurs d'eau de 40 et 50 millimètres pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville, pour une somme maximale de 685 538,44 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21343;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec);

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-19 14:56

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1264185003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), pour la fourniture de compteurs d'eau de 40 et 50 millimètres pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 685 538,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21343 (2 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, de gérer les eaux pluviales et d'assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et de protéger l'environnement, aujourd'hui et pour les générations futures.
La Direction des réseaux d'eau est quant à elle responsable de la distribution d'une eau potable de qualité et de la collecte des eaux usées, en réalisant des projets de mise à niveau et de développement des actifs des réseaux, tout en veillant à leur exploitation et à leur entretien.

La Section de la mesure de la consommation de l'eau (MCE) procède, depuis juillet 2012, à l'installation de compteurs d'eau dans les immeubles industriels, commerciaux et institutionnels (ICI), ainsi que dans certains bâtiments résidentiels. Ces installations visent la production annuelle du bilan de l'usage de l'eau, conformément aux exigences d'échantillonnage du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Le présent dossier fait suite à l'appel d'offres qui a pour objet de conclure un contrat pour une période de 24 mois, afin d'assurer l'approvisionnement des compteurs de 40 mm et 50 mm dans le cadre du projet d'installation des compteurs d'eau. lesdits compteurs étant exclusivement destinés aux secteurs non résidentiels.

L'appel d'offres 26-21343 a été publié sur le site SEAO ainsi que dans le Journal Le Devoir le 2 mars 2026. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 2 avril 2026. Les soumissions ont un

délai de validité de quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 1er juillet 2026.

Aucun addenda n'a été émis durant la période d'appel d'offres.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0754 - 22 décembre 2024 - Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Aqua Data inc. - Appel d'offres 22-19530 - (1 soumissionnaire conforme) - Montant maximal de l'entente : 1 035 420,72 $, taxes incluses.
CG21 0477 - 26 août 2021 - Conclure une entente-cadre pour l'achat de compteurs d'eau avec la firme Nouvelle Technologie (TEKNO) inc. - Appel d'offres 21-18428 - (3 soumissionnaires) - Montant maximal de l'entente : 679 933,84 $, taxes incluses.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet la fourniture sur demande des compteurs requis par les villes formant l'agglomération de Montréal.
Les quantités inscrites au bordereau de soumission représentent les besoins estimés pour les deux (2) prochaines années. Ces quantités sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix en vue de la conclusion du contrat.

Le projet consiste principalement à octroyer un contrat d'acquisition de compteurs totalisant 750 unités. lesquels ne sont pas destinés au secteur résidentiel. Les caractéristiques recherchées pour ces compteurs sont les suivantes :

- Pouvoir être installés dans tous types de milieux (intérieur, vides sanitaires, chambres souterraines, extérieur);
- Fournir des compteurs: (450) unités de 40 mm et (300) unités de 50 mm;
- Respecter les normes et standards applicables.

Aucune contingence n'est prévue au bordereau de la soumission. Le présent contrat est un contrat de fourniture de biens. Les prix soumis sont fixés pour toute la durée du contrat, soit 24 mois.

Il n'est pas prévu d'augmenter les quantités désirées.

**JUSTIFICATION**

Sur trois (3) preneurs du cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 66 %.
À noter que Labrecque Langlois inc., le preneur du cahier des charges, est devenu Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), à la suite d'une fusion le 1er mars 2026.

Le Service de l'approvisionnement a procédé à l'analyse de la conformité administrative et a conclu que les deux soumissionnaires étaient conformes. À la suite des analyses techniques, il s'est également avéré que les deux propositions étaient conformes.

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| Gestion CDEDQ inc.<br>(Compteurs d'eau du Québec) | 685 538,44 $ | n/a | 685 538,44 $ |
| Les Compteurs Lecomte Ltée | 693 233,71 $ | n/a | 693 233,71 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | | | 819 196,88 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | -133 658,44 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -16,32 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | 7 695,28 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 1,12 % |

L'estimation de soumission a été établie durant la période d'appel d'offres à l'interne. Cette estimation est basée sur les prix et les taux du marché actuel en conditions de travaux sur demande ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Un écart favorable à la Ville de -16,32 % a été constaté entre l'estimation de soumission et la plus basse soumission conforme (PBSC).

Les validations requises ont démontré que le contrat n'est pas assujetti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation de l'OQLF.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque mandat fera l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres et sera confié à l'aide de « bon de commande » dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux). Les crédits sont prévus au budget PDI ou au budget de fonctionnement des unités requérantes. Depuis août 2021, en moyenne 100 % de l'utilisation des ententes pour l'achat de compteurs relève de la compétence d'agglomération, tel que défini par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Il est toutefois important de noter que les données historiques ne garantissent pas l'utilisation future.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques ainsi que des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit essentiellement d'une entente-cadre visant la fourniture des compteurs d'eau de 40 mm et 50 mm pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le report de l'octroi du contrat pourrait compromettre l'installation des compteurs et occasionner la perte des données de consommations des ICI.
Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 1e juillet 2026, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marco RIVAS
Ingénieur

**Tél :** (438) 229-7726
**Télécop. :** 514 872 3587

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Maciej PIROG
Chef de section - compteurs

**Tél :** 872-3973
**Télécop. :** 514 872 3587

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1264185003*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau*
Projet : *AOP 26-21343*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | X | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Aucune contribution* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Aucune contribution* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1264185003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Gestion CDEDQ inc. (Compteurs d'eau du Québec), pour la fourniture de compteurs d'eau de 40 et 50 millimètres pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville d'une durée de 24 mois - Montant estimé de l'entente : 685 538,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21343 (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21343 pv.pdf

26-21343_Liste des commandes _ SEAO.pdf

26-21343_TCP.pdf

26-21343_Intervention.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Danielle DION
Agent d'approvisionnement, niv 2

**Tél :** 514 872-5253

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Simona RADULESCU TOMESCU
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-872-5282
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21343 — No du GDD : 1264185003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de compteurs d'eau de 40mm et 50mm pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lancement effectué le : | 2 - 3 - 2026 | Nombre d'addenda émis durant la période : | 0 |
| Ouverture originalement prévue le : | 2 - 4 - 2026 | Date du dernier addenda émis : | 0 - 0 - 0 |
| Ouverture faite le : | 2 - 4 - 2026 | Délai total accordé aux soumissionnaires : | 30 jrs |
| Date du comité de sélection : | 0 - 0 - 0 | | |

### Analyse des soumissions

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nbre de preneurs : | 3 | Nbre de soumissions reçues : | 2 | % de réponses : | 66,67 |
| | | Nbre de soumissions rejetées : | 0 | % de rejets : | 0 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Durée de la validité initiale de la soumission : | 90 jrs | Date d'échéance initiale : | 1 - 7 - 2026 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 jrs | Date d'échéance révisée : | 1 - 7 - 2026 |

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| GESTION CDEDQ INC (Compteurs d'eau du Québec) | 685 538,44 $ | √ | |
| LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE | 693 233,71 $ | | |

### Information additionnelle

Le preneur de cahier qui n'a pas soumissionné est une municipalité autre, pour usage interne. LABRECQUE LANGLOIS INC.1172403298 est devenu GESTION CDEDQ INC (Compteurs d'eau du Québec) NEQ 1180794696 a la suite d'une fusion le 1e mars 2026. Un lien est fait sur le site du NEQ c'est pour ca qu'il est toujours conforme administratif.

Préparé par : Danielle Dion — Le 7 - 4 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21343

**Agent d'approvisionnement**
Danielle Dion

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **GESTION CDEDQ INC (Compteurs d'eau du Québec)** | | | | | | | | | **596 250,00 $** | **685 538,44 $** |
| **Les compteurs Lecompte** | | | | | | | | | **602 943,00 $** | **693 233,71 $** |

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| LES COMPTEURS LECOMTE LTÉE<br>2925 Cartier Saint-Hyacinthe QC CAN J2S1L4 | Non diffusé | Michael Lecomte<br>Téléphone: 4507743406<br>Courriel: comptabilite.lp@lecomte.ca | **Transaction: (20446844)**<br>2026-03-05 07:44 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| LABRECQUE LANGLOIS INC.<br>3275, chemin de l'Industrie 213 Saint-Mathieu-de-Beloeil QC CAN J3G0M8<br>cdedq.com | Non diffusé | France Bélisle<br>Téléphone: 450-376-6677<br>Courriel: france@cdedq.com | **Transaction: (20443927)**<br>2026-03-02 10:39 | Mode privilégié (plan): Messagerie |
| Ville de Gatineau.<br>476, boulevard Saint-René Est, 2e étage Gatineau QC CAN J8P8A9 | Donneur d'ouvrage | Marie-Claude Provencher<br>Téléphone: 8192432345<br>Courriel: provencher.marie-claude@gatineau.ca | **Transaction: (20444856)**<br>2026-03-03 09:23 | Ne pas recevoir |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**PV26 0120**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 2 avril 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Me Jocelyne L'Anglais, avocate
Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES 26-21343**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Acquisition de compteurs d'eau de 40 mm et 50 mm pour le réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| GESTION CDEDQ INC.<br>(COMPTEURS D'EAU DU QUÉBEC) | 685 538,44 $ |
| LES COMPTEURS LECOMTE LTÉE | 693 233,71 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 2 mars 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Jocelyne L'Anglais
Avocate – Service du greffe

Tshibidi Lembe
Signature numérique de Tshibidi Lembe
Date : 2026.04.07 16:22:25 -04'00'

Tshibidi Lembe
Agent de bureau – Service du greffe

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.08

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269462001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec les firmes Trafic Innovation inc. et Develotech inc., pour la fourniture et la livraison de bollards en polymères, de délinéateurs et accessoires (lots 1 et 2), d'une durée de 24 mois, incluant 3 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 1 513 230,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21273 (4 soumissionnaires, 1 seul conforme par lot) |

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 24 mois, incluant 3 options de prolongation de 12 mois, avec les firmes ci-après désignées, seuls soumissionnaires conformes pour chacun des lots, lesquelles s'engagent à fournir et à livrer à la Ville, sur demande, des bollards en polymères, des délinéateurs et accessoires, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21273;

| Firmes | Lots | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Trafic Innovation inc. | 1 | 1 194 122,99 $ |
| Develotech inc. | 2 | 121 729,78 $ |

2. d'autoriser une dépense de 197 377,92 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. de procéder à une évaluation du rendement de l'adjudicataire Trafic Innovation inc.;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2026-04-16 07:21

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269462001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec les firmes Trafic Innovation inc. et Develotech inc., pour la fourniture et la livraison de bollards en polymères, de délinéateurs et accessoires (lots 1 et 2), d'une durée de 24 mois, incluant 3 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 1 513 230,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21273 (4 soumissionnaires, 1 seul conforme par lot) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier a pour objet la conclusion de deux ententes-cadres pour la fourniture et livraison sur demande de bollards en polymères, de délinéateurs et des accessoires, principalement destinées à délimiter les voies, sécuriser les zones piétonnières et les pistes cyclables, et guider la circulation sans causer de dommages importants aux véhicules en cas d'impact. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
Depuis plusieurs années, l'acquisition des bollards et délinéateurs était principalement réalisée de gré à gré par les unités d'affaires de la Ville, notamment en raison de besoins urgents liés à la sécurisation de certains secteurs, de la standardisation progressive des modèles privilégiés par les équipes techniques, ainsi que de la variabilité des volumes commandés selon les arrondissements. Au début de l'année 2025, la division de la logistique du Service de l'approvisionnement a procédé à une analyse détaillée des achats effectués par les unités d'affaires de la Ville, et a mis en évidence une satisfaction modérée des unités d'affaires quant aux produits reçus. Les principaux enjeux relevés concernent la qualité inégale des bollards selon les fournisseurs, la rigidité de certains systèmes d'ancrage ne permettant pas une libération contrôlée en cas de choc, ainsi que la durabilité insuffisante de plusieurs modèles utilisés. Dans ce contexte, la division de la logistique a jugé essentiel de procéder à un regroupement des besoins et de lancer un appel d'offres afin de standardiser les équipements, d'assurer une transparence accrue, de favoriser la concurrence et de garantir une meilleure valeur pour les contribuables.

L'appel d'offres public 26-21273 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal « Le Devoir ». La publication s'est déroulée sur une période de trente-six jours calendaires, soit du 2 février au 10 mars 2026. Les soumissions reçues sont valides pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 08 juin 2026.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis quatre addendas visant à apporter des amendements aux documents d'appels d'offres et répondre aux questions des soumissionnaires.

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact sur le prix |
|---|---|---|---|
| 1 | 2026-02-05 | Modification des documents d'appels d'offres | Oui |
| 2 | 2026-02-13 | Réponses aux questions techniques des soumissionnaires | Oui |
| 3 | 2026-03-02 | Réponses aux questions techniques des soumissionnaires et correction du Formulaire de soumission et du bordereau de prix | Oui |
| 4 | 2026-03-04 | Réponses aux questions techniques des soumissionnaires | Oui |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

DB269042001 - 29 janvier 2026 - accorder un contrat à Trafic Innovation inc. pour la fourniture et la livraison de 200 bollards flexibles au montant de 32 652,90 $, comprenant les taxes - Contrats de gré à gré en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) - Contrat numéro 212612 - Un seul soumissionnaire
CA25 08 0422 - 30 septembre 2025 - octroyer le contrat à la firme Signel Services inc., plus bas soumissionnaire conforme pour la fourniture de balises, de délinéateurs et de bollards flexibles pour des travaux d'apaisement de la circulation sur les rues locales de l'arrondissement Saint-Laurent, aux prix et conditions de la soumission de ladite firme, totalisant la somme de 54 530,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de la demande de prix 25-1727223

CA25 27 0206 - 08 septembre 2025 - attribuer à Trafic Innovation inc. un contrat de 158 465,44 $, taxes incluses, pour la fourniture de bollards flexibles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21023, et autoriser une dépense totale de 174 311,98 $, taxes incluses

**DESCRIPTION**

Les présentes ententes-cadres visent la fourniture et la livraison sur demande de bollards en polymères, de délinéateurs et des accessoires à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal. Ces produits sont essentiels pour les équipes opérationnelles de la Ville, puisqu'ils permettent d'assurer la sécurisation des chantiers, la délimitation des zones de circulation et la protection des piétons et des cyclistes en créant des barrières visuelles et physiques contre les véhicules, ainsi que dans les secteurs où des interventions ou aménagements urbains sont réalisés. Les bollards et délinéateurs sont utilisés quotidiennement pour baliser les voies, protéger les infrastructures, encadrer les déplacements et réduire les risques d'incidents dans les espaces publics. Afin de répondre efficacement aux besoins récurrents des unités d'affaires de la Ville de Montréal, ces produits seront disponibles en inventaire au Centre de distribution Colbert de la Ville de Montréal. Les unités d'affaires de la Ville auront également la possibilité de s'approvisionner directement auprès des fournisseurs, en bénéficiant des meilleurs prix négociés.
L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec un comité d'experts réunissant la Division de la planification de la chaîne logistique, la Direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée (EESM) de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, ainsi qu'un service expert du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cette approche concertée a permis d'assurer une définition précise des besoins opérationnels, la validation technique des spécifications, l'harmonisation avec les normes en vigueur et la prise

en compte des meilleures pratiques en matière de sécurité, de mobilité durable et de gestion des infrastructures urbaines.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des douze derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de vingt-quatre mois, et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Pour chaque entente, les prix soumis au bordereau sont ajustés annuellement en fonction du taux de variation sur 12 mois de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) par principaux groupes de produits, mensuel- Produits en plastiques et en caoucthouc (P32)

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 10%, ainsi qu'une garantie d'exécution de 10% du montant total des contrats, taxes incluses.

**JUSTIFICATION**

La conclusion des deux ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.
Des six preneurs du cahier des charges, quatre ont soumissionné, ce qui représente un pourcentage de 67%. Parmi les 33% de preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumis de proposition, aucune firme n'a répondu à notre demande de désistement et ce malgré nos relances.

L'octroi du contrat se fait par lot au plus bas soumissionnaire conforme.

**Lot 1**

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (taxes incluses) | AUTRES (Variation de quantités) (taxes incluses) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Trafic Innovation Inc. | 1 194 122,99 $ | 179 118,45 $ | 1 373 241,44 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 1 786 711,50 $ | 268 006,73 $ | 2 054 718,23 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | - 681 476,79 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -33,17 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | N/A |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | |

Deux soumissions ont été déclarées non conformes techniquement faute d'avoir fourni les preuves nécessaires pour démontrer que les biens proposés respectent les caractéristiques et exigences établies dans les documents d'appel d'offres.

L'estimation de la Ville a été établie à partir d'une analyse de marché réalisée auprès des fournisseurs potentiels en tenant compte de la moyenne des prix observés pour des produits comparables. Cette analyse a servi de base à l'estimation, en considérant la volonté de privilégier un produit répondant à des exigences techniques élevées de la Ville ainsi que

l’hypothèse qu’un fournisseur offrant une qualité supérieure pourrait se situer dans une fourchette de coûts plus élevée. Par ailleurs, le devis prévoyait une option de personnalisation des produits, susceptible d’entraîner des coûts additionnels, lesquels ont été intégrés à l’estimation selon une approche prudente. L’écart favorable constaté de **-33,17 %** entre l’estimation et la plus basse soumission conforme reçue s’explique principalement par une concurrence favorable lors de l’appel d’offres, la capacité du soumissionnaire retenu à optimiser ses coûts unitaires, notamment en fonction des volumes, ainsi que par les hypothèses conservatrices prises en compte à l'établissement de l’estimation, incluant des coûts potentiels liés à la personnalisation des produits recherchés.

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de -33,17% (soit -681 476,79 $) par rapport à l'estimation réalisée par la Ville. Cet écart est acceptable pour les raisons mentionnées plus haut et entre dans la marge de précision de l'estimation.

Quatre articles ont été retirés de l'octroi du contrat en raison d'une mécompréhension de la part des soumissionnaires, le tout conformément à la clause 1.15.02 «retrait d'un article» de la section régie.

Selon la Loi sur les cités et villes, LCV article 573.3.3, une négociation est nécessaire avec le seul soumissionnaire conforme afin de conclure un contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l’estimation établie par la municipalité. Le Service de l'approvisionnement a donc procédé à une négociation avec le soumissionnaire Trafic Innovation Inc., qui a accepté de réduire le prix de son offre. Le montant de la soumission initiale a été réduit de 1,05 %, soit pour une somme totale de 1 194 122,99 $, taxes incluses.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du soumissionnaire sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de la soumission reçue.

Le soumissionnaire dans ce dossier n’est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire, recommandé par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000 $, fera l'objet d'une évaluation du rendement de l'adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

**Lot 2**

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (taxes incluses) | AUTRES (Variation de quantités) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | (taxes incluses) | |
| Develotech Inc. | 121 729,78 $ | 18 259,47 $ | 139 989,25 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 126 472,50 $ | 18 970,88 $ | 145 443,38 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | (5 454,13) $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -3,75 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | N/A |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | |

Une soumission a été déclarée non conforme techniquement faute d'avoir fourni les preuves nécessaires pour démontrer que les biens proposés respectent les caractéristiques et exigences établies dans les documents d'appel d'offres.

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de -3,75 % (soit -5 454,13 $) par rapport à l'estimation réalisée par la Ville. Cet écart est acceptable pour les raisons mentionnées plus haut et entre dans la marge de précision de l'estimation.

Selon la Loi sur les cités et villes, LCV article 573.3.3, une négociation est nécessaire avec le seul soumissionnaire conforme afin de conclure un contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité. Le Service de l'approvisionnement a donc procédé à une négociation avec le soumissionnaire Develotech inc., qui a accepté de réduire le prix de son offre. Le montant de la soumission initiale a été réduit de 4,02 %, soit pour une somme totale de 121 729,78 $, taxes incluses.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du soumissionnaire sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de la soumission reçue.

Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire, recommandé par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 913 184 $, taxes incluses, pour les vingt-quatre prochains mois.
Cette estimation est basée sur les quantités historiques de consommation sur douze mois et

les prévisions de consommation des unités d'affaires participantes pour les vingt-quatre prochains mois, ainsi que l'analyse de marché réalisée auprès des fournisseurs potentiels en tenant compte de la moyenne de prix observés pour des produits comparables incluant des coûts potentiels liés à la personnalisation des produits recherchés.

Le montant estimé des ententes-cadres pour la période de vingt-quatre mois est de :

Lot 1: 1 038 593,60 $ + 51 929,68 $ (TPS) + 103 599,71 $ (TVQ) = 1 194 122,99 $

Un montant équivalent à 15% du montant total octroyé, soit 179 118,45 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 1 373 241,44 $, taxes incluses.

Lot 2: 105 875,00 $ + 5 293,75 $ (TPS) + 10 561,03 $ (TVQ) = 121 729,78 $

Un montant équivalent à 15% du montant total octroyé, soit 18 259,47 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat, pour un montant total estimé de 139 989,25 $, taxes incluses.

Le montant total estimé des ententes-cadres pour la période de vingt-quatre. mois est de :

1 144 468,60 $ + 57 223,43 $ (TPS) + 114 160,74 $ (TVQ) = 1 315 852,77 $

Un montant équivalant à 15% du montant total accordé, soit 197 377,92 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat pour un montant total estimé de 1 513 230,69 $, taxes incluses.

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence des ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion des ententes-cadres, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des produits obtenus.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**Début du contrat** : 14 mai 2026
**Fin du contrat** : 13 mai 2028

**Fin de la première année de prolongation** : 13 mai 2029
**Fin de la deuxième année de prolongation** : 13 mai 2030

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Conseiller en approvisionnement

**Tél :** 514-872-1043
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-13

Elie BOUSTANI
C/D Acquisition

**Tél :** 514 838-4519
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-15

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-15

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1269462001
Unité administrative responsable : *Service de l'approvisionnement - Direction acquisition, Division acquisition*
Projet : Fourniture et livraison de bollards en polymères, de délinéateurs et d'accessoires pour la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

***Priorité 2*** *: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

***Priorité 3*** *: Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

***Priorité 2*** - Des aménagements plus sécurisés permettent une meilleure appropriation de l'espace public, notamment près des parcs, voies vertes et espaces naturels. En effet, l'utilisation accrue des espaces publics, rendent les milieux de vie plus conviviaux et sécuritaires pour l'ensemble des citoyens.

***Priorité 3*** - Les bollards et délinéateurs permettent :

- de sécuriser les corridors cyclables et piétonniers ;
- de délimiter des secteurs où la circulation active doit être protégée ;
- d'appuyer des aménagements favorisant les déplacements durables.

Résultat/bénéfice attendu

- Augmentation de la sécurité des usagers vulnérables, diminution des collisions et encouragement à l’adoption des modes actifs.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21273 — No du GDD : 1269462001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de bollards flexibles, de délinéateurs et d'accessoires pour la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 10 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 10 - 3 - 2026

Date du comité de sélection : n/a - - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 4 - 3 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 36 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 50

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| Signalisation Kalitec inc. | technique |
| Signel Services inc. | technique |
| | |

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : 8 - 6 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Trafic innovation inc. | 1 194 122,99 $ | √ | 1 |
| Dévelotech inc. | 121 729,78 $ | √ | 2 |

### Information additionnelle

6 soumissionnaires ont acheté le cahier des charges. 4 ont déposé une offre. Aucun fournisseur a répondu au formulaire de non-participation. 4 addendas ont été publiés: Amendement (1), Questions/Réponses (3). Une négociation de prix a été réalisée pour les lots 1 et 2. À l'issue de l'analyse technique, le requérant a conclu que, pour chacun des lots, un seul soumissionnaire s'est révélé conforme sur le plan technique.

Préparé par : Déborah Loiseau — Le 17 - 4 - 2026

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21273
**Numéro de référence:** 20120250
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** Fourniture et livraison de bollards flexibles, de délinéateurs et d'accessoires pour la Ville de Montréal
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**6 résultats** **Résultats 1 à 6**

**Trier par** Sélection **Nombre par page**

1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| ÉQUIPEMENTS STINSON (QUÉBEC) INC.<br>1675 rue Gladstone Montréal QC CAN H4E1C6 | Publique | Micheline Leblond<br>Téléphone: 5147663567<br>Courriel: michelinel@stinsonqc.ca | **Transaction: (20429821)**<br>2026-02-16 14:50 | 20091729 - 26-21273_Addenda_1<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20093603 - 26-21273_Addenda_2<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20097036 - 26-21273_Addenda_3 - Questions/Réponses_Modifications<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20097766 - 26-21273_Addenda_4 - Question/Réponse<br>Devis<br>2026-03-04 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DÉVELOTECH INC.<br>8605, avenue Émilien-Letarte<br>Saint-Hyacinthe QC CAN J2R0A4 | Non diffusé | Sylvain Audet<br>Téléphone: 4507994537<br>Courriel: audets@develotech.com | **Transaction: (20441477)**<br>2026-02-27 15:42 | 20091729 - 26-21273_Addenda_1<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20093603 - 26-21273_Addenda_2<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20097036 - 26-21273_Addenda_3 - Questions/Réponses_Modifications<br>Devis |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20097766 - 26-21273_Addenda_4 - Question/Réponse<br>Devis<br>2026-03-04 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| SIGNALISATION KALITEC INC.<br>1257 Rue Nationale Terrebonne QC CAN J6W6H8<br>http://www.kalitec.com | Non diffusé | Anthony Lapointe<br>Téléphone: 4506644414<br>Courriel: info@kalitec.com | **Transaction: (20418256)**<br>2026-02-04 19:05 | 20091729 - 26-21273_Addenda_1<br>Devis<br>2026-02-05 à 08:35 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 08:35 - Courriel<br><br>20093603 - 26-21273_Addenda_2<br>Devis<br>2026-02-13 à 08:15 - Courriel<br><br>20097036 - 26-21273_Addenda_3 - Questions/Réponses_Modifications<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20097766 - 26-21273_Addenda_4 - Question/Réponse<br>Devis<br>2026-03-04 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| SIGNEL SERVICES INC.<br>700 Montée Monette RR1 Saint-Mathieu QC CAN J0L2H0<br>http://www.signel.ca | Publique | Éric St-Denis<br>Téléphone: 4504440006<br>Courriel: info@signel.ca | **Transaction: (20417662)**<br>2026-02-04 08:54 | 20091729 - 26-21273_Addenda_1<br>Devis<br>2026-02-05 à 08:35 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 08:35 - Courriel<br><br>20093603 - 26-21273_Addenda_2<br>Devis<br>2026-02-13 à 08:15 - Courriel<br><br>20097036 - 26-21273_Addenda_3 - Questions/Réponses_Modifications<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20097766 - 26-21273_Addenda_4 - Question/Réponse<br>Devis<br>2026-03-04 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 9030-5814 QUÉBEC INC.<br>900 boul de la commune Trois-Rivières QC CAN G9A2W6<br>http://www.signoplus.ca | Publique | Marie-Josée Lesage<br>Téléphone: 819-378-2765<br>Courriel: mjlesage@spectralite.ca | **Transaction: (20447394)**<br>2026-03-05 15:42 | 20091729 - 26-21273_Addenda_1<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Téléchargement<br><br>20093603 - 26-21273_Addenda_2<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20097036 - 26-21273_Addenda_3 - Questions/Réponses_Modifications<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20097766 - 26-21273_Addenda_4 - Question/Réponse<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Trafic Innovation Inc.<br>226, rue Roy Saint-Eustache QC<br>CAN J7R5R6<br>http://www.trafic-innovation.com | Non diffusé | Véronique Laforce<br>Téléphone: 4506232580<br>Courriel: v.laforce@trafic-innovation.com | **Transaction: (20417236)**<br><br>2026-02-03 16:36 | 20091729 - 26-21273_Addenda_1<br>Devis<br>2026-02-05 à 08:35 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 08:35 - Courriel<br><br>20093603 - 26-21273_Addenda_2<br>Devis<br>2026-02-13 à 08:15 - Courriel<br><br>20097036 - 26-21273_Addenda_3 - Questions/Réponses_Modifications<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20097766 - 26-21273_Addenda_4 - Question/Réponse<br>Devis<br>2026-03-04 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0090**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 10 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative

**APPEL D'OFFRES 26-21273**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Fourniture et livraison de bollards en polymère, de délinéateurs et d'accessoires pour la Ville de Montréal » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | | **Prix** |
|---|---|---|
| DÉVELOTECH INC. | **Lot 2** | 127 104,86 $ |
| SIGNALISATION KALITEC INC.[1] | **Lot 1** | 783 376,00 $ |
| SIGNEL SERVICES INC.[2] | **Lot 1**<br>**Lot 2** | 1 589 793,82 $<br>150 502,28 $ |
| TRAFIC INNOVATION INC. | **Lot 1** | 2 298 948,12 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 2 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

[1] Aucune page sommaire n'a été retracée parmi les documents déposés par ce soumissionnaire. Les informations indiquées au procès-verbal proviennent du bordereau de prix détaillé et correspondent au « Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire – Lot 1 ».
[2] Le nom de ce soumissionnaire n'apparaissait pas sur la page sommaire déposée avec les documents de soumission. Les informations indiquées au procès-verbal ont été vérifiées au Registre des entreprises du Québec.

**Dossier # : 1265593017**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 368 541,29 $, taxes incluses, pour la fourniture de différentes pièces électriques et électroniques, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) lots 2 et 3 et Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) lot 4 (CG22 0365), majorant ainsi le montant total des ententes à 1 906 484,91 $, taxes incluses |

Il est recommandé:

1. d'exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 320 470,68 $, taxes incluses, pour la fourniture de différentes pièces électriques et électroniques, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) (lots 2 et 3) et Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) (lot 4) (CG22 0365);

3. d'autoriser une dépense de 48 070,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-16 11:42

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265593017**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 368 541,29 $, taxes incluses, pour la fourniture de différentes pièces électriques et électroniques, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) lots 2 et 3 et Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) lot 4 (CG22 0365), majorant ainsi le montant total des ententes à 1 906 484,91 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements, ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Dans une perspective d'optimisation de la planification de la charge opérationnelle des ateliers mécaniques, le SMRA a, depuis plus de quinze (15) ans, recensé un besoin constant en approvisionnement de pièces électriques et électroniques essentielles à l'entretien du parc motorisé municipal. La stratégie retenue consiste à cibler les marques générant les volumes d'achats les plus significatifs sur le plan monétaire, afin d'assurer une couverture étendue des besoins en pièces électriques et électroniques.

Le SMRA a conclu des ententes permanentes et contractuelles pour la fourniture de diverses pièces électriques et électroniques requises dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé destinés aux ateliers mécaniques.

La première période contractuelle arrivant à échéance le 31 mai 2026, le SMRA a décidé d'exercer l'option de renouvellement pour une durée de douze (12) mois relativement aux lots 1, 2, 3 et 4.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0365 - 16 juin 2022 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) et Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) pour la fourniture de différentes pièces électriques et électroniques qui seront utilisées par le Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de quarante-huit (48) mois avec une option de prolongation de douze (12) mois - (Montant estimé des ententes : 1 537 943,62 $, taxes incluses (contrat : 1 337 342,28 $ + contingences: 200 601,34 $)) - Appel d'offres public 22-19128 - (deux et un soumissionnaires)

**DESCRIPTION**

De façon plus précise, le présent dossier décisionnel vise à exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois prévue au contrat pour la fourniture, sur demande, de différentes pièces électriques et électroniques qui seront utilisées par le Service du matériel roulant et des ateliers lors de l'entretien et de la réparation des appareils motorisés de la Ville de Montréal.
Le choix des pièces et les quantités demandées à l'appel d'offres ont été établies à partir de données d'acquisition des dernières années, fournies par la division logistique du Service de l'approvisionnement, par le Service du matériel roulant et des ateliers ainsi qu'en tenant compte des besoins futurs pour ces pièces.

Les quantités inscrites au bordereau de soumission ont été fournies à titre indicatif seulement et utilisées comme scénario permettant de déterminer les meilleures propositions de prix aux fins d'octroi seulement. Elles n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité de ces pièces. Les quantités réelles seront déterminées au fur et à mesure des besoins.

Durée:
Une option de prolongation, aux mêmes conditions, pour une période supplémentaire de douze (12) mois et pour un maximum d'une (1) prolongation.

Formule de prix:
Les prix des pièces listés au bordereau de prix sont ajustés annuellement, à la date anniversaire du contrat, en fonction du taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal, publié par Statistique Canada sous la référence 18-10-0006-01, tel que précisé à l'addenda # 2 en date du 15 mars 2022.

Délai de livraison des pièces:
L'adjudicataire devra offrir le service de livraison à travers l'ensemble des ateliers mécaniques du Service du matériel roulant. La liste des adresses a été fournie à l'annexe II du devis technique. Ce service est sans frais et inclus dans le prix des pièces. Le délai de livraison exigé par le donneur d'ordre est:

- pour les commandes régulières - une livraison en matinée et une livraison en après-midi;
- pour les commandes urgentes - moins de quatre (4) heures
- pour les commandes de réapprovisionnement inventaire - sept (7) jours calendrier.
- pour les pièces que le fournisseur ne garde pas en inventaire, un délai de livraison devra être confirmé au donneur d'ordre.

Ces délais seront effectifs à compter de la date de la réception du bon de commande ou de l'appel de livraison émis par le donneur d'ordre.

Pénalités:

Si l'adjudicataire ne respecte pas le délai de livraison des biens, applicable selon le contrat, le donneur d'ordre peut lui imposer, pour chaque jour de retard, une pénalité d'un pour cent (1%) de la valeur des biens, excluant les taxes.

La firme UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) a été avisée, par une lettre envoyée le 19 mars 2026, de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ces renouvellements, en vertu des dispositions du contrat (copie de la lettre en pièce jointe au présent sommaire décisionnel).

La firme Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) a été avisée, par une lettre envoyée le 1er avril 2026, de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ces renouvellements, en vertu des dispositions du contrat (copie de la lettre en pièce jointe au présent sommaire décisionnel).

**JUSTIFICATION**

Conformément aux documents d'appel d'offres 22-19128, le contrat permet une (1) option de renouvellement de douze (12) mois pour chaque lot. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer ces renouvellements, selon les mêmes termes et conditions que le contrat initial.

Les raisons nous incitant à recommander l'exercice de l'option de renouvellement sont principalement :

- la poursuite d'une saine gestion contractuelle ;
- l'occasion de profiter des prix obtenus lors de l'appel d'offres ;
- la garantie de services rapides de réparation et de disponibilité des pièces ;
- la qualité du service rendu par le fournisseur actuel.

Le lot 1 sera présenté dans la décision déléguée 2265593005 conformément au règlement RCE 04.002 article 19 - Règlement intérieur du Comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Le présent dossier vise les lots 2, 3 et 4.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation de crédit sur l'entente.

Lot # 2 - Federal Signal

| Fournisseur | Montant initial du contrat pour 48 mois (contingences et taxes incluses) | Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) | 319 022,36 $ | 87 243,22 $ | 406 265,58 $ |

Lot # 3 - Grote

| Fournisseur | Montant initial du contrat pour 48 mois | Dépense additionnelle pour 12 mois | Total (taxes |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| | (contingences et taxes incluses) | (contingences et taxes incluses) | incluses) |
| UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent) | 1 054 479,61 $ | 237 159,31 $ | 1 291 638,92 $ |

Lot # 4 - Truck Lite

| Fournisseur | Montant initial du contrat pour 48 mois (contingences et taxes incluses) | Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Pièces d'Autos Probec (Div Entrepôt de Montréal 1470 inc.) | 164 441,65 $ | 44 138,76 $ | 197 664,88 $ |

La dépense totale des options de prolongations est de 320 470,68 $ taxes incluses. Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 48 070,60 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour pallier aux éventuels imprévus.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de fonctionnement du Service du matériel roulant et des ateliers, SMRA.

Les sommes nécessaires seront financées par le budget de fonctionnement du SMRA.

Les dépenses seront assumées à 5,7 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

La prolongation des ententes-cadres fait preuve d'un mécanisme d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières et permet à la priorité 17 du plan Montréal 2030.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'approbation de ces options de prolongation obligera le SMRA à acquérir les services sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats et de reddition des comptes et priverait la Ville d'économies avantageuses.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Renouvellement des ententes: Juin 2026 pour une période de 12 mois.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

**ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Judith BOISCLAIR, Service des finances et de l'évaluation foncière
Marc-André DESHAIES, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Marc-André DESHAIES, 15 avril 2026
Judith BOISCLAIR, 15 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de gestion des ressources financieres & materielles

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Wasiu YESUFU
Chef de section, ingéniérie et investissements

**Tél :** n/a
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-15

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265593017
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Exercer l'option de la 1ère prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 368 541,29 $, taxes incluses, pour la fourniture de différentes pièces électriques et électroniques qui seront utilisées par le Service du matériel roulant et des ateliersdans le cadre des ententes-cadres conclue avec (nom de la firme retenue) (CG22 0365) ], majorant ainsi le montant total des ententes à 1 906 484,91 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | x | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 17 | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.<br><br>La prolongation des ententes-cadres fait preuve d'un mécanisme d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières et permet à la priorité 17 du plan Montréal 2030.<br><br>Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 1er avril 2026

Monsieur Marco Sanelli
Probec (Div. Pièces d'auto Jarry)
Directeur Général
6175, boul. Léger
Montréal-Nord (Québec) H1G 1L2

Courriel : msanelli@groupe-monaco.ca

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres n° 22-19128**
**LOT 4 (Truck Lite) - Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er juin 2026 au 31 mai 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à marc-andre.deshaies@montreal.ca **au plus tard le 8 avril 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Marco Sanelli *Marco Sanelli* — 8 avril 2026
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ — _____
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II

Courriel : marc-andre.deshaies@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 19 mars 2026

Madame Caroline Marcotte
Gérante des ventes
UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent)
7025, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H1N 2B3

Courriel : cmarcotte@uapinc.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 22-19128**
**LOT 3 (Grote) - Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés**

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er juin 2026 au 31 mai 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à marc-andre.deshaies@montreal.ca **au plus tard le 26 mars 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : JULIEN POL TURCOT — 20-03-2026
JULIEN POL TURCOT
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement :
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II

Courriel : marc-andre.deshaies@montreal.ca

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 19 mars 2026

Madame Caroline Marcotte
Gérante des ventes
UAP inc. (Traction Anjou et St-Laurent)
7025, rue Ontario Est
Montréal (Québec) H1N 2B3

Courriel : cmarcotte@uapinc.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 22-19128**
**LOT 2 (Federal Signal) - Acquisition de pièces électriques et électroniques pour véhicules et équipements motorisés**

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er juin 2026 au 31 mai 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à marc-andre.deshaies@montreal.ca **au plus tard le 26 mars 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : JULIEN POL TURCOT — JULIEN POL TURCOT — 20-03-2026
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ — _____
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II

Courriel : marc-andre.deshaies@montreal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.10

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1260449001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc., pour l'évolution et le support du système intégré de commande et de surveillance du procédé de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2026 - Dépense totale de 3 241 593,70 $, taxes incluses (fournisseur unique) |

Il est recommandé:

1. d'accorder un contrat de gré à gré à ABB inc., pour l'évolution et le support du système intégré de commande et de surveillance du procédé de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2026, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 3 241 593,70 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 11 février 2026;
2. de procéder à une évaluation du rendement de ABB inc.;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-16 11:40

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1260449001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc., pour l'évolution et le support du système intégré de commande et de surveillance du procédé de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2026 - Dépense totale de 3 241 593,70 $, taxes incluses (fournisseur unique) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a pour mission d'assainir les eaux usées pour l'ensemble de la collectivité montréalaise. La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite les eaux usées de l'île de Montréal.

Le SICOS (système intégré de commande et de surveillance du procédé) est en opération à la station depuis mai 1995. Il constitue l'infrastructure principale d'automatisation et de contrôle des procédés d'interception et de traitement des eaux usées. En permettant d'opérer à partir des diverses salles de commandes tous les équipements automatisés de la Station, SICOS constitue l'unique interface opérateur pour la majorité des procédés de la Station. Il est aussi la source des données historiques essentielles pour le suivi et l'amélioration des procédés.

Depuis la mise en marche du SICOS en 1995, des ententes de service avec ABB inc., fournisseur exclusif, ont été négociées successivement. Le contrat actuel se termine le 31 mai 2026. Il doit être renouvelé afin de garantir la qualité et la fiabilité du contrôle des procédés de la Station.

Cette firme est la seule habilitée à fournir les composantes pour ce système et rendre les

services inclus dans l'entente, puisqu'elle est détentrice des droits du système SICOS (MOD300). Une lettre signée par ABB attestant cette exclusivité est jointe au présent dossier.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0504 - 21 septembre 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2023 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 3 967 134,30 $, taxes incluses (fournisseur unique)
CG20 0301 - 18 juin 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2023, pour une somme maximale de 1 922 760,65 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG17 0193 - 18 mai 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc. pour le service d'entretien du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2017 au 31 mai 2020, pour une somme maximale de 1 597 823,56 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG16 0299 - 20 main 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc. pour le service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2016 au 31 mai 2017, pour une somme maximale de 185 620,24 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG13 0107 - 30 avril 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc. pour le contrat de service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour la période du 1er juin 2013 au 31 mai 2016, pour la somme maximale de 591 249,74 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG10 0183 - 20 mai 2010 - Octroyer à ABB inc. un contrat de service d'entretien du système MOD300 avec ADVANT (SICOS) de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour la période du 1er juin 2010 au 31 mai 2013 - Dépense totale de 570 461,22 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

**DESCRIPTION**

Le SICOS est un système de contrôle des procédés essentiel pour l'opération de la Station. Il est donc primordial de renouveler ce contrat avec la firme ABB inc. (Asea Brown Boveri inc.), fournisseur exclusif du SICOS.
Ce nouveau contrat débutera le 1er juin 2026 et se terminera le 31 mai 2029. Il comprend le contrat de service ainsi que le plan d'évolution du logiciel et d'acquisition du matériel.

Le contrat de service (ABB Energy Industry Care Agreement, LBC-250606-1R2) inclut, entre autres :

- soutien technique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ;
- mobilisation sur place lorsque requis ;
- services de support à distance (dépannage) ;
- entretien correctif ;
- formation standard annuelle ;
- mises à niveau des logiciels ;
- rapport annuel sur le cycle de vie du système installé ;
- rapport annuel d'utilisation ;
- services de renforcement du système ;
- services après sinistre ;

- réduction sur la formation, les pièces de rechange et les services additionnels ;
- services de gestion des correctifs de sécurité ;
- mise à niveau et support des logiciels Cybersecurity Workplace et My Control System ; et,
- formation sur site à la DEEU.

Le contrat prévoit également des services de spécialistes facturés à taux horaire, de même que l'acquisition de pièces de la firme ABB nécessaires à la mise à niveau des systèmes et à leur mise en service.

Seule ABB inc. est en mesure de fournir les pièces de rechange et de remplacement aux fins de compatibilité avec le système en place. Le renouvellement du contrat de service et d'évolution du système SICOS est essentiel au maintien des opérations automatisées de la Station

**JUSTIFICATION**

Le système SICOS est essentiel au fonctionnement en continu de la station d'épuration. À ce titre, le contrat de support est requis afin d'assurer la fiabilité et la disponibilité de ce système critique.
La technologie actuellement en opération sur le système SICOS est obsolète depuis quelques années et n'est plus supportée par le manufacturier. Une étude du cycle de vie sur 10 ans a été réalisée afin d'évaluer les différentes options possibles. Trois (3) scénarios ont été analysés et l'étude a conclu que la migration des systèmes actuels vers la nouvelle génération du même manufacturier constitue la solution la plus économique et celle présentant le plus faible risque opérationnel.

Une migration vers une technologie plus récente et toujours supportée est donc nécessaire. Cette migration sera couverte pour les trois prochaines années par la portion « Évolution » du contrat.

Dans le présent dossier, l'attribution du contrat de gré à gré à ABB inc., fournisseur exclusif, est justifié en vertu de l'article 33, alinéa 2, de la Loi sur les contrats des organismes municipaux (C-65-01). La firme ABB inc. a pris connaissance de la politique contractuelle de la Ville et a déclaré s'y conformer.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ;
- n'est pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant ;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ;
- ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ;
- le contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Une évaluation du rendement sera faite à la fin du contrat selon les articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement C-OG-APP-D-22-001.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total maximal de ce contrat est de 3 241 593,70 $, taxes incluses, soit une somme nette de 2 960 007,12 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale de 281 586,58 $. Un montant de 2 401 252,91 $, taxes incluses, correspondant à l'investissement de cette

dépense sera financé par le règlement d'emprunt RCG 22-007. Le solde, soit 840 340,79 $ sera assumé par le budget de fonctionne de la Direction de l'épuration des eaux usées(DEEU). La répartition prévue des dépenses taxes incluses aux budgets PDI et de fonctionnement pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029 est la suivante.

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| PDI | 451 292,20 $ | 789 914,68 $ | 815 849,20 $ | 344 196,83 $ | 2 401 252,91 $ |
| BF | 161 407,66 $ | 278 596,88 $ | 282 132,37 $ | 118 203,88 $ | 840 340,79 $ |
| Total | 612 699,86 $ | 1 068 511,56 $ | 1 097 981,57 $ | 462 400,71 $ | 3 241 593,70 $ |

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec deux priorités Montréal 2030 :
5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.
12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le non renouvellement de ce contrat pourrait occasionner des pannes majeures du système et des déversements d'eaux usées importants au fleuve.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : juin 2026
Fin du contrat : mai 2029

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Stefania GORE, Service des finances et de l'évaluation foncière
Anne GUIGNARD, Service des finances et de l'évaluation foncière
Jean-François BALLARD, Service des finances et de l'évaluation foncière
Samia KETTOU, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Samia KETTOU, 24 mars 2026
Anne GUIGNARD, 23 mars 2026
Stefania GORE, 23 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charles GRATON
ingenieur(e)

**Tél :** 438 - 864 - 2464
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-13

Guy ARNOULD
chef(fe) de section - ingenierie d'automatisation

**Tél :** 514-241-3551
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Carole FLEURY
chef(fe) de division ingenierie et procedes (eau)
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-10

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau

**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-15

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1260449001*
Unité administrative responsable : Service de l'eau, *Direction de l'épuration des eaux usées*
Projet : Évolution et support du DCS MOD300 / 800xA

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*<br><br>*12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*5. Diminuer le risque de panne majeure du service de collecte et de traitement des eaux usées, éviter les déversements d'eaux usées non désirés et diminuer nos temps de reprise*<br><br>*12. Améliorer l'aide à la décision pour une meilleure gestion de traitement des eaux usées et accroitre les capacités de partage des données vers les systèmes d'information corporatifs* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal, le 23 février 2026

M. Guy Arnould
Responsable, Applications et automatisation
Ville de Montréal, Station d'épuration des eaux usées
12001 boul. Maurice Duplessis,
Montréal, QC H1C 1V3

**Objet : ABB – Fournisseur unique au Canada**

M. Arnould,

J'aimerais par la présente confirmer qu'ABB, étant fournisseur unique du système MOD 300 et 800xA que vous possédez, est la seule firme à fournir les composants pour ce système ainsi que les services tel qu'indiqué dans notre soumission LBC-250606-1R0 relatif à ce système pour la station d'épuration des eaux usées de la ville de Montréal.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, M. Arnould, l'expression de nos sincères salutations.

M. Michael Desiderato
Directeur des ventes Canada, Service
Division Technologies de l'automation, Canada

**ABB Inc.**

800 boul. Hymus
St-Laurent, Québec CANADA H4S 0B5

Tél.: (514) 856-6266

# Ville de Montréal

Station d'épuration Jean-R. Marcotte

12001 Maurice-Duplessis, Montréal (Québec) H1C 1V3

# ÉTUDE DE MODERNISATION DCS ABB MOD300

Numéro de projet CIMA+ : Z0023869
11 mars 2026 – Émission 0

# Ville de Montréal

Station d'épuration Jean-R. Marcotte

12001 Maurice-Duplessis, Montréal (Québec) H1C 1V3

# ÉTUDE DE MODERNISATION DCS ABB MOD300


Préparé par : Luis Esteban, P.Eng.
Numéro d'identification APEGA: 124979

Vérifié par : 

Jasmin Bergeron, ing.
Directeur | Automatisation intelligente Québec
N° de membre OIQ : 107974

CIMA+

900–740, rue Notre-Dame Ouest, Montréal QC H3C 3X6 CANADA T 514 337-2462 F 514 281-1632



Numéro de projet CIMA+ : Z0023869
11 mars 2026 – Émission 0

## Tableau des ressources impliquées

En plus des signataires du présent rapport, les personnes suivantes ont également participé à l'étude et la rédaction du rapport en tant qu'experts techniques au sein de l'équipe de projet :

| Nom | N° de membre OIQ | Discipline |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| Registre des émissions | | | |
|---|---|---|---|
| N° d'émission | Révisé par | Date | Description de l'émission |
| 0 | JB | 2026-03-10 | Émission |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

## Propriété et confidentialité

À moins d'entente entre CIMA+ s.e.n.c. et son client à l'effet contraire, tous les documents, qu'ils soient imprimés ou électroniques, ainsi que tous les droits de propriété intellectuelle qui y sont contenus, appartiennent exclusivement à CIMA+ s.e.n.c., laquelle réserve tous ses droits d'auteur. Toute utilisation ou reproduction sous quelque forme que ce soit, même partielle, à des fins autres que le projet dans le cadre duquel les documents ont été préparés est strictement interdite sans l'autorisation de CIMA+ s.e.n.c.

# Table des matières

**1. Introduction ..... 1**

**2. Objectif ..... 1**

**3. Nouvelles exigences du système DCS prises en compte ..... 4**

**4. Nouvelles exigences du système DCS pour Nœuds 13 et 16 ..... 4**

4.1 Processus de mise à niveau ..... 5

**5. Résumé de la proposition ABB 800xA ..... 8**

**6. Résumé de la proposition PCS de Siemens ..... 11**

**7. Résumé de la proposition Emerson DeltaV ..... 21**

**8. Comparaison entre les systèmes ..... 26**

8.1 ABB 800xA vs Siemens PCS NEO ..... 26
8.2 ABB 800xA vs Emerson Delta V ..... 26

**9. Calendrier proposé ..... 26**

**10. Processus d'évaluation ..... 26**

10.1 Comparaison qualitative entre les systèmes ..... 27
10.2 Historique, rapports et analyses ..... 27
10.3 Cybersécurité et conformité ..... 28
10.4 Cycle de vie, assistance des fournisseurs et feuille de route ..... 28
10.5 Intégration et normes ouvertes ..... 28
10.6 Performance de contrôle et redondance ..... 28
10.7 Coûts de formation ..... 29
10.8 Aperçu de la liste de matériel ..... 29
10.9 Phases d'intégration recommandées ..... 30
10.10 Liste de vérification de la migration ..... 30
10.11 Test d'acceptation en usine (FAT) et test d'acceptation sur site (SAT) ..... 31

**11. Avantages de la mise à niveau avec le système ABB ..... 33**

**12. Recommandation finale ..... 34**

# Liste des figures

Figure1 : Architecture actuelle ..... 7

# 1. Introduction

La station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, située au 12001, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal (Québec) H1C 1V3, est la plus grande installation de ce genre au monde en termes de capacité de traitement. L'usine traite jusqu'à 99 % des eaux usées produites dans la région de Montréal avant qu'elles ne soient rejetées dans le fleuve Saint-Laurent, jouant un rôle crucial dans la protection de l'environnement et la santé publique de la région.

CIMA+ a été mandaté par la Ville de Montréal pour préparer une étude technique et budgétaire visant à soutenir une prise de décision éclairée concernant les options de migration pour le Système de Contrôle Distribué (DCS) existant de la centrale. Le but de cette étude est d'évaluer les alternatives de modernisation et de fournir un cadre clair pour sélectionner la stratégie de modernisation la plus efficace en termes de performance, de coût et de durabilité à long terme.

# 2. Objectif

La station d'épuration des eaux usées de Jean-R. Marcotte fonctionne actuellement avec un système ABB MOD300 DCS, certaines zones ayant déjà été modernisées au système 800xA. Alors que certaines parties de ce système approchent de l'obsolescence et seront bientôt sans soutien, la Ville de Montréal envisage des stratégies de modernisation afin d'assurer l'exploitation à long terme, la continuité, la fiabilité du système et la maintenabilité. Ce document présente trois (3) options de modernisation, y compris la proposition d'ABB Inc. que la Ville a déjà reçue. Cette étude évalue également leur faisabilité technique, leurs coûts et leur impact sur la mise en œuvre. L'objectif est d'aider la Ville de Montréal à choisir une voie de mise à niveau optimale pour le système de contrôle de l'usine. Cette évaluation couvre l'architecture, les options de contrôleur et d'E/S, les outils d'ingénierie, la cybersécurité, la complexité de la migration, le soutien au cycle de vie, le capital estimé basé sur la tolérance au risque de l'usine et la maintenabilité à long terme.

Les principaux objectifs de cette mise à niveau du DCS envisagée dans ce rapport sont de minimiser les temps d'arrêt et les risques liés aux processus lors de la migration, d'offrir une plateforme évolutive et maintenable pour l'avenir, d'améliorer l'ergonomie des opérateurs et la gestion des alarmes/événements, de préparer l'adoption de l'analytique et des meilleures pratiques en matière de cybersécurité, et d'offrir un coût et un calendrier réalistes pour une migration par étapes.

Le système DCS existant est la famille ADVANT/MOD 300, qui date des années 1980-1990, et comprend des familles de contrôleurs comme les AC410/AC460 et la série 6000. Le système est composé de stations d'ingénierie/opérations UNIX et possède des modules d'E/S au niveau de l'usine, comme des S100 / S800. L'architecture MOD 300 était robuste pour son époque, mais, maintenant dépend des racks obsolètes et des stations de travail propriétaires ; les pièces de rechange pour ce DCS et les correctifs actuels d'OS/sécurité sont limités et nécessitent donc une migration / mise à jour vers de nouvelles plateformes. Une exigence importante pour l'usine est que les fenêtres d'arrêt des procédés soient limitées et que la sécurité des procédés soit préservée.

Il existe plusieurs fournisseurs de DCS à prendre en considération sur le marché :

- **ABB 800xA :**

Le système ABB 800xA est un choix naturel, puisque le système Taylor MOD300 faisait partie de la gamme des plateformes ABB. Le 800xA offre un système de contrôle distribué (DCS) complet qui unifie le contrôle des processus, le contrôle électrique, la sécurité et la gestion de l'information au sein d'une seule plateforme, offrant une approche complète de l'automatisation des usines. Il comprend des outils de migration propriétaires robustes qui simplifient la transition depuis le MOD300, minimisant les efforts d'ingénierie et réduisant les temps d'arrêt. Largement adopté dans toute l'industrie, le ABB 800xA favorise une intégration technologique plus simple par l'accès à une main-d'œuvre largement formée à cette plateforme, réduisant ainsi les coûts liés au recrutement et à la formation. Conçue pour des opérations à grande échelle et complexes, elle convient particulièrement bien aux installations étendues, telles que ces stations d'épuration.

- **Emerson DeltaV :**

Il s'agit d'un DCS flexible et évolutif, reconnu pour son interface conviviale et ses capacités de contrôle avancées. Propose une interface moderne et intuitive qui simplifie les opérations et réduit le temps de formation. Soutiens des stratégies de contrôle avancées, améliorant l'optimisation et l'efficacité des processus. Il est facilement évolutif pour répondre aux exigences croissantes des opérations à grande échelle. Offre des diagnostics et une assistance à distance, améliorant la maintenance et réduisant les temps d'arrêt. Cela peut nécessiter un effort supplémentaire pour s'intégrer au MOD 300 existant, mais il dispose d'outils pour faciliter la transition. Ce système est adopté dans plusieurs industries, offrant également un large bassin d'opérateurs et de personnel de maintenance formés.

- **Siemens SIMATIC PCS 7 :**

Il s'agit d'un DCS robuste reconnu pour sa fiabilité et ses capacités d'intégration, en particulier dans les industries ayant des besoins complexes en matière d'automatisation. Il possède un historique éprouvé de haute disponibilité et de stabilité dans des environnements industriels exigeants. Il offre une intégration fluide avec d'autres produits Siemens, offrant une solution d'automatisation cohérente. Offre des composants modulaires, permettant des solutions adaptées répondant aux exigences spécifiques de l'usine. Un vaste réseau de soutien mondial, garantissant que l'assistance est disponible au besoin. La complexité du système peut nécessiter une formation spécialisée et une expertise pour un fonctionnement optimal. Cela peut nécessiter un effort supplémentaire pour s'intégrer au MOD 300 existant.

- **Honeywell Experion PKS :**

Il s'agit d'un DCS complet, adapté aux opérations à grande échelle. Cependant, cela peut nécessiter des efforts importants de personnalisation et d'intégration pour des applications spécifiques. Il existe une version allégée LT qui ne sera pas prise en compte. Le support local et la disponibilité des intégrateurs peuvent poser des enjeux dans la région, et les outils de migration depuis MOD 300 ne sont pas aussi matures que ceux d'ABB ou Delta V.

- **Rockwell Automation PlantPAx :**

Le PlantPAx est un DCS moderne qui s'intègre parfaitement à la suite de produits d'automatisation de Rockwell. Bien qu'adapté à certaines applications, il peut ne pas offrir le même niveau de performance pour des solutions complexes multipoints et de capacités d'intégration que les autres systèmes considérés. Il faut un effort accru pour traduire les éléments de programmation modulaire (FB) propriétaires ABB MOD 300 dans un environnement centré sur les PLC. Ce système augmentera les coûts de formation et de migration.

- **Yokogawa Centum VP :**

Le VP de Centum est un DCS très fiable avec une forte présence dans les industries de procédés. Cela peut nécessiter des efforts importants de personnalisation et d'intégration pour des applications spécifiques. Les outils de migration à partir du DCS hérité d'ABB sont plus limités, et le soutien local n'est pas présent dans la région pour la taille de la mise à niveau.

- **Schneider Electric EcoStruxure Foxboro :**

L'EcoStruxure Foxboro est un DCS moderne qui offre des capacités analytiques et d'intégration avancées. Bien qu'adapté à certaines applications, il peut ne pas offrir le même niveau de support local et de capacités d'intégration que les autres systèmes considérés.

- **Mitsubishi PMSX Pro :**

Le PMSX Pro est un DCS robuste conçu pour diverses applications industrielles. Il se peut qu'il n'offre pas le même niveau de performance à grande échelle, de support local et de capacités d'intégration que les autres systèmes considérés.

- **Valmet DNA :**

Le Valmet DNA est un DCS moderne qui offre des capacités avancées d'analytique et d'intégration. Bien qu'adapté à certaines applications, il peut ne pas offrir le même niveau de performance à grande échelle et de capacités d'intégration que les autres systèmes considérés.

- **Considérations :**

La Ville de Montréal a réduit la liste des fournisseurs considérés dans l'étude aux suivant :

1. ABB 800xA
2. Siemens PCS7
3. Emerson DeltaV

Pour cette station de traitement des eaux usées de grande envergure, le système ABB Ability 800xA serait la voie naturelle de mise à niveau par rapport au système MOD 300 existant, mais, pour les besoins de cette analyse, la neutralité sera maintenue. L'Emerson DeltaV et le Siemens SIMATIC PCS 7 offrent des atouts uniques, et le choix final devrait en fin de compte être guidé par les besoins spécifiques de l'usine, ses priorités opérationnelles et ses contraintes budgétaires.

Quel que soit le fournisseur choisi, la mise à niveau vers un système DCS moderne apportera des avantages significatifs en termes de performance, de sécurité et d'efficacité de l'usine. Ces améliorations comprennent généralement une interface opérateur améliorée, une gestion avancée des alarmes et l'intégration de nouvelles technologies permettant un contrôle supérieur des procédés.

L'ABB a soumis une proposition à la Ville de Montréal le 21 novembre 2024, exposant une stratégie de modernisation pour l'ensemble de l'usine et fournissant à la fois un plan de projet et une tarification budgétaire spécifiquement pour la modernisation du bâtiment des pompes.

De plus, des propositions de Siemens PCS 7 et Emerson DeltaV ont également été reçues et sont incluses dans cette étude.

## 3. Nouvelles exigences du système DCS prises en compte

- Le nouveau système de contrôle distribué (DCS) doit avoir fait ses preuves dans des usines d'épuration afin de garantir qu'il répondra aux exigences matérielles et logicielles requises.
- Le nouveau système nécessite une rétro-ingénierie pour reproduire les stratégies et les contrôles de boucles présents dans l'ABB MOD300. Un logiciel qui traduirait les stratégies existantes dans le nouveau système serait préférable afin de réduire les risques, le temps et l'argent.
- Le nouveau système sera d'abord déployé dans les Nœuds 13 et 16 ; le système devrait être évolutif afin de contrôler à terme l'ensemble de l'usine de traitement des eaux usées à partir d'un seul système.
- Le nouveau système DCS devrait pouvoir gérer au moins 30 000 points, se connecter aux serveurs OPC, Kepware Server (KEPServerEX), Citect SCADA, AVEVA Plant SCADA, Matrikon OPC Client, Microsoft Power BI, entre autres systèmes.

## 4. Nouvelles exigences du système DCS pour Nœuds 13 et 16

La modernisation de l'ensemble du système DCS de l'usine d'épuration des eaux usées se déroulera sur une période de 10 ans, à commencer par les Nœuds 13 et 16, qui constituent le champ d'évaluation de cette étude. Le nouveau système nécessitera le matériel et les logiciels suivants :

- Architecture réseau : Matériel, logiciel, licences et fonctionnalités nécessaires au bon fonctionnement du réseau requis par le nouveau DCS.
- Postes de travail pour opérateurs : Postes de travail complets avec le matériel, les logiciels, les licences et les fonctionnalités nécessaires pour une interaction efficace avec les opérateurs.
- Postes de travail d'analyse du procédé/développement : Postes de travail conçus pour fournir des données à l'échelle de l'usine et des analyses en temps réel, entièrement équipés du matériel et des logiciels nécessaires.
- Serveurs industriels : Serveurs haute performance pour le contrôle centralisé, le traitement des données et le stockage, avec le matériel, les logiciels et les licences requis.

- Racks d'E/S à distance : Racks d'entrée/sortie à distance pour le contrôle au niveau du terrain, équipés de :
  - Modules E/S
  - Modules d'alimentation
  - Modules réseau

## 4.1 Processus de mise à niveau

Le nouveau fournisseur de DCS doit effectuer un examen approfondi de la documentation de l'usine avant la mise à niveau, ce qui inclut, sans s'y limiter, les diagrammes de tuyauterie et d'instrumentation (P&ID), les philosophies de contrôle et les stratégies de contrôle. Ces documents détaillent l'ensemble du système d'automatisation de l'usine, incluant toutes les boucles de contrôle, les algorithmes, la logique des alarmes, les clés d'arrêt, les verrous et les configurations d'interface des opérateurs. L'objectif est de reproduire la fonctionnalité complète du système existant dans le nouvel environnement DCS. Cela nécessite une analyse approfondie du but, du comportement et des interactions de chaque stratégie et boucle de contrôle. Le fournisseur doit identifier les fonctions et relations critiques entre les composants afin d'assurer une traduction précise qui préserve le comportement du processus et la performance de contrôle souhaitée. Maintenir l'intégrité du système et l'efficacité opérationnelle pendant la migration est primordial. Le nouveau DCS doit reproduire intégralement la logique et les interactions existantes afin d'éviter toute perturbation et de respecter les normes opérationnelles de l'usine.

- **Processus de migration et compatibilité du système**

  Le processus de migration doit être soigneusement planifié pour minimiser les temps d'arrêt, avec une préférence pour des méthodes telles que le « hot-cut-over », où les anciens et les nouveaux systèmes fonctionnent simultanément pendant la transition. Cette approche permet le transfert graduel des boucles de contrôle, assurant des opérations continues tout en réduisant les perturbations.

  Vérifiez et revérifiez que le nouveau système de contrôle distribué (DCS) est pleinement compatible avec l'infrastructure matérielle et logicielle existante. Cela inclut la confirmation de la compatibilité avec les configurations réseau actuelles, les composants matériels et tout système propriétaire moins récent qui doit s'intégrer au nouveau DCS. Assurer une compatibilité sans faille sera essentiel pour une transition en douceur et des opérations d'usine sans interruption.

- **Tests et configuration pour les stratégies de contrôle**

  Une fois que les stratégies de contrôle ont été traduites et mises en œuvre avec succès dans le nouveau Système de Contrôle Distribué (DCS), elles doivent subir des tests approfondis pour s'assurer qu'elles fonctionnent comme prévu dans toutes les conditions opérationnelles. Le processus de test devrait inclure la simulation de diverses conditions et scénarios afin de valider l'exactitude, la fiabilité et la réactivité du nouveau système, afin de s'assurer qu'il répond à toutes les exigences opérationnelles.

  Des mesures devraient être élaborées pour s'assurer que toutes les configurations requises du système d'exploitation sont stockées dans les machines virtuelles. Cela facilitera la migration future, le remplacement de serveurs ou les mises à jour, assurant que le système reste adaptable et résilient au fil du temps, sans interruption importante ni risques pour les opérations.

- **Plan de formation pour les opérateurs et le personnel d'entretien**

  Un plan de formation complet pour les opérateurs et le personnel de maintenance doit être fourni afin de s'assurer qu'ils sont pleinement équipés pour exploiter et maintenir efficacement le nouveau Système de Contrôle Distribué (DCS). Le programme de formation doit couvrir, au minimum :

  - Fonctionnement du système : instructions détaillées sur la manière de surveiller, contrôler et optimiser le système à l'aide de la nouvelle interface DCS, y compris la gestion des alarmes, des boucles de contrôle et des interfaces opérateur.
  - Procédures de maintenance : Conseils sur les tâches de maintenance de routine, les techniques de dépannage et les diagnostics du système afin d'assurer la fiabilité et la performance à long terme du système.
  - Protocoles de sécurité : Formation sur les procédures de sécurité et les interventions d'urgence liées au DCS, y compris les arrêts du système, la détection des pannes et les protocoles d'intervention sécuritaire.
  - Mises à jour logicielles et systèmes : Instructions sur la gestion des mises à jour logicielles, des correctifs et des sauvegardes système, garantissant la sécurité et la mise à jour du DCS.
  - Le plan devrait inclure à la fois une formation théorique (séances en classe) et une formation pratique (simulations, simulations d'opérations, etc.). La formation devrait être adaptée aux rôles spécifiques des opérateurs et du personnel de maintenance, avec des jalons clairs pour l'acquisition de compétences et la préparation du système.
  - Une configuration initiale est nécessaire pour permettre l'exploitation de l'usine via le système DCS ABB MOD300 existant, avec une transition progressive vers le nouveau système DCS. Au cours de la phase de transition suivante, des portions de l'usine doivent continuer à être contrôlées par le système ABB jusqu'à ce qu'il soit évalué par les représentants de la Ville que le nouveau système DCS est prêt pour l'exploitation. Le nouveau système DCS doit alors être conçu pour fonctionner en parallèle selon les besoins jusqu'à ce que le dernier équipement ABB ait été remplacé.
  - La mise à niveau du procédé commencera avec la maison de pompage, qui comprend les Nœuds 13 et 16.

La station de pompage actuelle a les exigences d'E/S suivantes réparties dans 5 armoires différentes :

| Nombre d'E/S | Type |
|---|---|
| 280 | Entrées analogiques |
| 112 | Entrées analogiques RTD |
| 232 | Sorties analogiques |
| 2848 | Entrées digitales |
| 1024 | Sorties digitales |
| 16 | Compteurs d'impulsions |
| **4512** | **Total** |

- Les Nœuds 13 et 16 doivent fonctionner dans des contrôleurs séparés.

- Le nouveau système doit inclure tout l'équipement d'interface, les passerelles, les serveurs, les panneaux, la programmation et les logiciels nécessaires pour que ces stations de pompage puissent fonctionner avec le reste du système ABB MOD300.

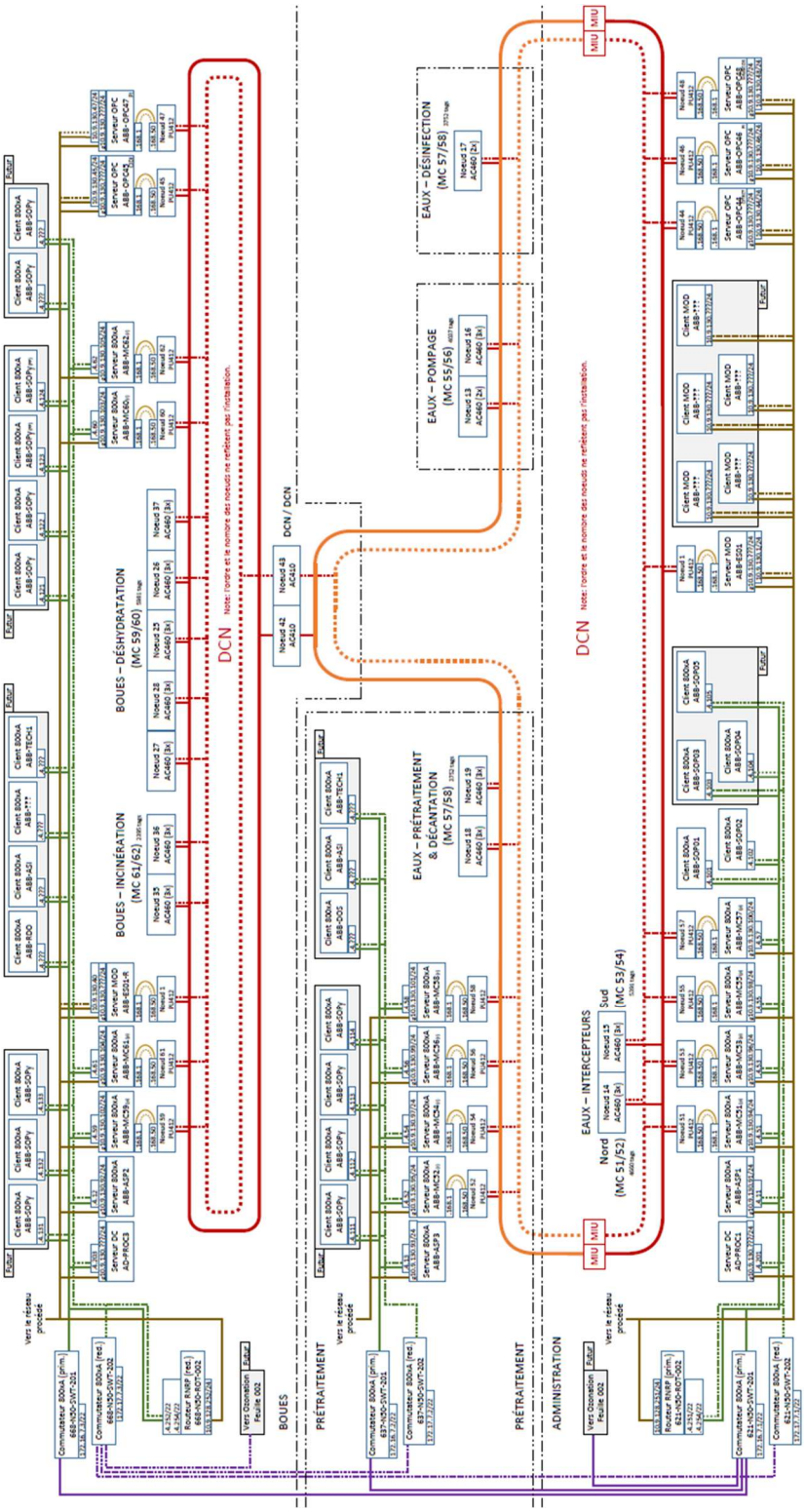



*Figure1 : Architecture actuelle*

# 5. Résumé de la proposition ABB 800xA

ABB a présenté une proposition de plan sur 10 ans à la Ville de Montréal pour les domaines suivants :

1. Bâtiment administratif avec 4660 points
2. Bâtiment de pompage (également appelé "Pump House" ou Station de pompage) avec 4037 points
3. Prétraitement avec 3752 points
4. Désinfection avec 3752 points
5. Bâtiment de boue avec 8376 points

- La proposition de l'ABB présente les points suivants pour que la Ville de Montréal poursuive la modernisation :
  - Le système DCS ABB MOD300 existant est de plus en plus sujet aux pannes, bénéficie d'un support limité de la part des fournisseurs et approche de l'obsolescence.
  - Le système fait face à d'importants défis liés à la connectivité, à la cybersécurité, à l'intégration technologique et à la compatibilité. En particulier, les systèmes MOD300 peuvent reposer sur des protocoles de sécurité obsolètes, tandis que la mise à niveau vers ABB Ability System 800xA offrirait des fonctionnalités de cybersécurité améliorées pour mieux protéger les opérations contre les menaces potentielles.
  - Une fois qu'ABB cessera complètement le support, le système dépendra uniquement des pièces de rechange actuellement stockées par la Ville de Montréal. Ces pièces de rechange sont limitées et finiront par s'épuiser.
  - L'intégration de nouvelles technologies dans le système MOD300 existant est difficile, voire impossible dans certains cas.
- La proposition présente deux options de mise à niveau :
  - Option 1 : Conserver les cartes TRIO existantes.
  - Option 2 : Remplacer les cartes TRIO.

Pour cette étude, l'option 2 a été sélectionnée, car la disponibilité des cartes TRIO de rechange est limitée et n'offre pas le niveau de fiabilité requis pour des opérations à long terme.

La tarification est la suivante :

| Article | Quantité | Description | Prix catalogue | Remise du projet | Prix total |
|---|---|---|---|---|---|
| 3.1.2.1 | 1 lot | Matériel Option 2 | 1 488 699 | (1 072 863 $) | 415 836 |
| 3.1.2.2 | 1 lot | Gestion de projet et services d'ingénierie de base dans les bureaux, conformément aux sections 1.3 et 1.4 | 551 590 | (30 898 $) | 520 692 |
| 3.1.2.3 | 1 Lot 1 | Ingénierie HW sur site pour l'option 2 | 70 800 | (7 080 $) | 31 860 |
| | | | **Prix total de l'option 2 :** | | **1 000 248** |

## Matériel Option 2

**Cabine 13 :**

| Article | Quantité | Description | Numéro d'article |
|---|---|---|---|
| 1 | 1 | PM891K02 Unité de traitement redondante | 3BSE053242R1 |
| 2 | 4 | SB822 Unité de batterie rechargeable | 3BSE018172R1 |
| 3 | 1 | TK212A Câble d'outil RJ45 8P8C | 3BSC630197R1 |
| 4 | 4 | CI871AK01 Interface Profinet IO | 3BSE092693R1 |
| 5 | 2 | BC810K02 Unité d'interconnexion CEX-bus | 3BSE031155R1 |
| 6 | 16 | Module FCI Ethernet CI845 | 3BSE075853R1 |
| 7 | 16 | Adaptateur Ethernet TC810 pour Ethernet FCI | 3BSE076220R1 |
| 8 | 8 | TU860 MTU pour Ethernet FCI et S800 | 3BSE078710R1 |
| 9 | 2 | SD833 Alimentation électrique, 10 A | 3BSC610066R1 |
| 10 | 2 | SS832 Unité de vote d'alimentation | 3BSC610068R1 |
| 11 | 2 | NE810 Commutateur réseau | 3BSE080207R1 |
| 12 | 4 | BRS20 DIN 4FE TX, 2FE FO Sécurisé (Y9 2A) | BRS20-0600S2S2-<br>STCY99HHSEAXXXXX |
| 13 | 2 | BRS30 DIN 8FE TX, 4x1Gb FO Safe(Y9 2A) | BRS30-0804OOOO-<br>STCY99HHSEAXXXXX |
| 14 | 4 | 1000BASE-SX SFP MULTIMODE | M-SFP-SX/LC |

**Contrôleur Cab 16 :**

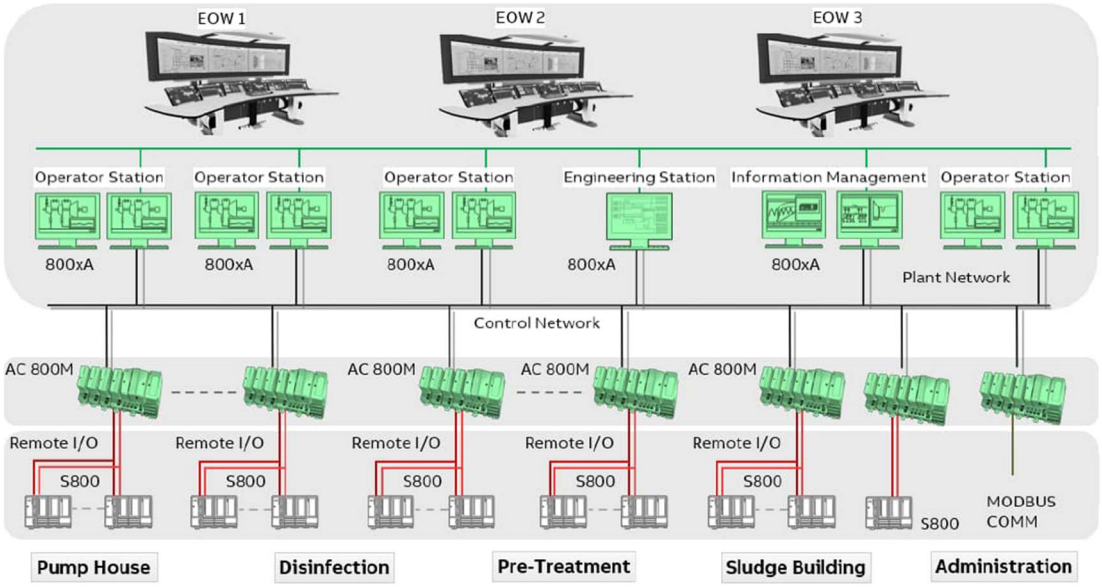
| Article | Quantité | Description | Numéro d'article |
|---|---|---|---|
| 1 | 1 | PM891K02 Unité de traitement redondante | 3BSE053242R1 |
| 2 | 6 | SB822 Unité de batterie rechargeable | 3BSE018172R1 |
| 3 | 1 | TK212A Câble d'outil RJ45 8P8C fiche | 3BSC630197R1 |
| 4 | 6 | CI871AK01 Interface Profinet IO | 3BSE092693R1 |
| 5 | 3 | BC810K02 Unité d'interconnexion CEX-bus | 3BSE031155R1 |
| 6 | 2 | SD833 Alimentation électrique, 10 A | 3BSC610066R1 |
| 7 | 2 | SS832 Unité de vote d'alimentation | 3BSC610068R1 |
| 8 | 2 | NE810 Commutateur réseau | 3BSE080207R1 |
| 9 | 6 | BRS30 DIN 8FE TX, 4x1 Gb FO Safe (Y9 2A) | BRS30-0804OOOO-<br>STCY99HHSEAXXXXX |
| 10 | 6 | FL SWITCH 1005N - Commutateur Ethernet industriel | 1085039 |

**Cab 16 M01-IO :**

| Article | Quantité | Description | Numéro d'article |
|---|---|---|---|
| 1 | 16 | Module Ethernet FCI CI845 | 3BSE075853R1 |
| 2 | 16 | Adaptateur Ethernet TC810 pour Ethernet FCI | 3BSE076220R1 |
| 3 | 8 | TU860 MTU pour Ethernet FCI et S800 | 3BSE078710R1 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4 | 8 | AI810 Entrée analogique 8 canaux | 3BSE008516R1 |
| 5 | 8 | AO810V2 Sortie analogique 8 canaux | 3BSE038415R1 |
| 6 | 24 | DI818 Entrée numérique 24 V 32 canaux | 3BSE069052R1 |
| 7 | 8 | DO818 Sortie numérique 24 V 32 canaux | 3BSE069053R1 |
| 8 | 16 | TU810V1 MTU compact, 50 V | 3BSE013230R1 |
| 9 | 32 | TU818 MTU compact, 50 V | 3BSE069209R1 |
| 10 | 8 | SD833 Alimentation électrique, 10 A | 3BSC610066R1 |
| **Cab 16 M02-IO :** | | | |
| **Article** | **Quantité** | **Description** | **Numéro d'article** |
| 1 | 18 | Module Ethernet FCI CI845 | 3BSE075853R1 |
| 2 | 18 | Adaptateur Ethernet TC810 pour Ethernet FCI | 3BSE076220R1 |
| 3 | 9 | TU860 MTU pour Ethernet FCI et S800 | 3BSE078710R1 |
| 4 | 9 | AI810 Entrée analogique 8 canaux | 3BSE008516R1 |
| 5 | 9 | AO810V2 Sortie analogique 8 canaux | 3BSE038415R1 |
| 6 | 27 | DI818 Entrée numérique 24 V 32 canaux | 3BSE069052R1 |
| 7 | 9 | DO818 Sortie numérique 24 V 32 canaux | 3BSE069053R1 |
| 8 | 85 | TU810V1 MTU compact, 50 V | 3BSE013230R1 |
| 9 | 36 | TU818 MTU compact, 50 V | 3BSE069209R1 |
| 10 | 9 | SD833 Alimentation électrique, 10 A | 3BSC610066R1 |
| **Cab 16 M03-IO :** | | | |
| **Article** | **Quantité** | **Description** | **Numéro d'article** |
| 1 | 22 | Module Ethernet FCI CI845 | 3BSE075853R1 |
| 2 | 22 | Adaptateur Ethernet TC810 pour Ethernet FCI | 3BSE076220R1 |
| 3 | 11 | TU860 MTU pour Ethernet FCI et S800 | 3BSE078710R1 |
| 4 | 18 | AI810 Entrée analogique 8 canaux | 3BSE008516R1 |
| 5 | 14 | AI830A Entrée analogique RTD 8 canaux | 3BSE040662R1 |
| 6 | 12 | AO810V2 Sortie analogique 8 canaux | 3BSE038415R1 |
| 7 | 38 | DI818 Entrée numérique 24 V 32 canaux | 3BSE069052R1 |
| 8 | 15 | DO818 Sortie numérique 24 V 32 canaux | 3BSE069053R1 |
| 9 | 2 | DP840 Compteur d'impulsions S/R 8 canaux | 3BSE028926R1 |
| 10 | 46 | TU810V1 MTU compact, 50 V | 3BSE013230R1 |
| 11 | 53 | TU818 MTU compact, 50 V | 3BSE069209R1 |
| 12 | 1 | TB805 Prise de bus | 3BSE008534R1 |
| 13 | 1 | TB806 Entrée de bus | 3BSE008536R1 |
| 14 | 1 | TK801V003 Câble, 0,3 m | 3BSC950089R1 |
| 15 | 11 | SD833 Alimentation électrique, 10 A | 3BSC610066R1 |

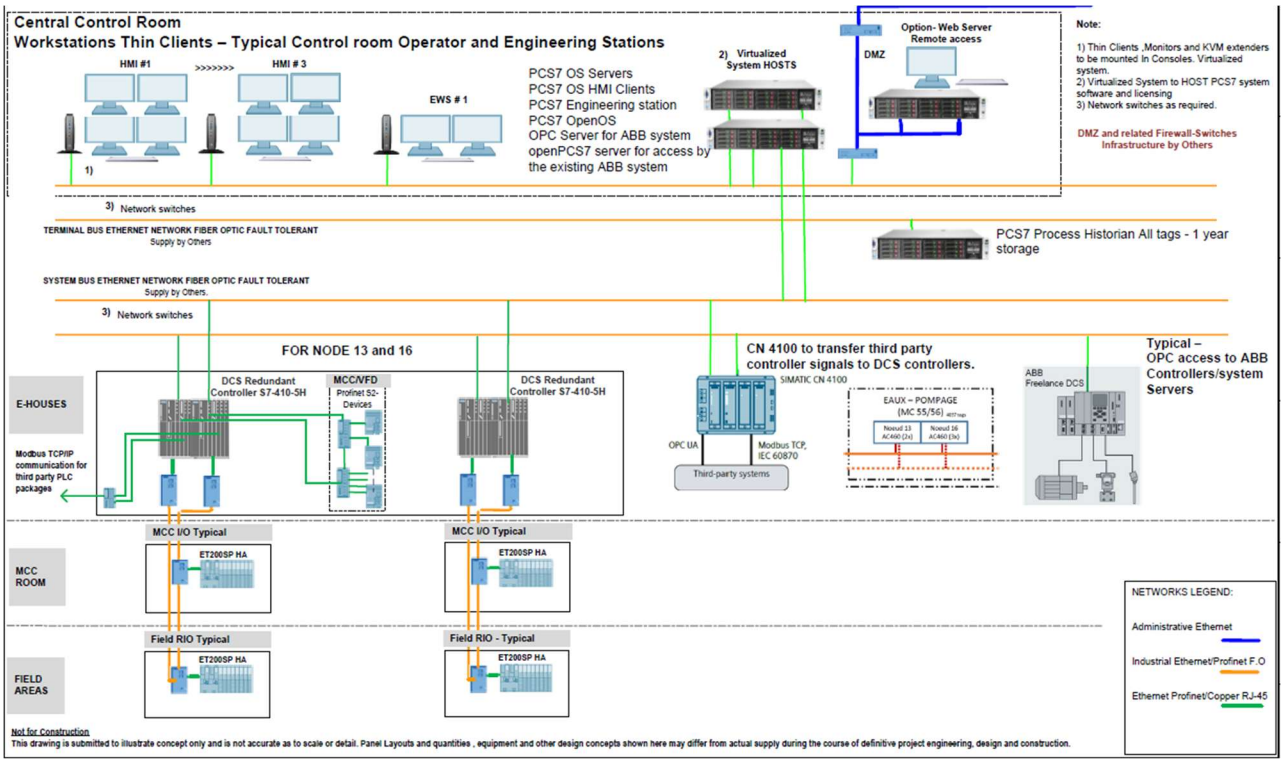
Architecture proposée :




## 6. Résumé de la proposition PCS de Siemens

La proposition a été présentée le 30 mai 2025 (Numéro de la proposition : CA-5545-CA-2505-0000543378-R0)

Architecture proposée :



Commentaires sur la proposition :

1. Contrôleur pour chaque Nœud : les Nœuds 13 et 16 devraient effectivement avoir leur propre contrôleur. La proposition faisait référence à un seul contrôleur pour l'ensemble du système. Une proposition révisée a été demandée, mais n'a pas été reçue. Cette étude sera réalisée à partir de la proposition reçue.
2. Cartes compteur d'impulsions : Des modules d'entrée numériques 24VDC ont été utilisés pour cette proposition.
3. Item 1 – Matériel, logiciel et licences DCS PCS7 : L'article de prix 1 comprend tout le matériel, les logiciels et les licences PCS7 nécessaires pour que le système PCS7 fonctionne indépendamment du système ABB et interagisse avec le système ABB afin de fournir toutes les données requises, garantissant ainsi aux opérateurs un contrôle et une visibilité totale sur le bâtiment des pompes via le système ABB.

Il a été demandé à Siemens de fournir une proposition révisée avec des contrôleurs distincts pour les Nœuds 13 et 16. Aucune proposition n'a été envoyée à ce jour.

Les tarifs sont les suivants :

| Budgetary Offer (non-binding) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Pos. | Product Number | Qty | Price CAD | Total CAD |
| 1 | **PCS7 DCS Hardware, Software, & Licenses**<br>As per the attached Bill of Materials.<br>Attachment # 4 Siemens DCS - PCS7 Bill of Materials<br>Includes:<br>PCS 7 Hardware, Software, & Licenses<br>SiVaaS Virtualization<br>Process Historian Hardware, Software, & Licenses | 1 x Lot | 1,115,664.00 | 1,115,664.00 |
| 2 | **Panels**<br>Includes:<br>5x Remote IO Panels<br>1x Controller Panel<br>1x Server/Communication Panel<br>Panel Hardware FAT | 1 x Lot | 428,400.00 | 428,400.00 |
| 3 | **Hardware and Software Engineering**<br>Includes:<br>Design Basis Memorandum<br>FEED<br>Detailed Engineering | 1 x Lot | 652,800.00 | 652,800.00 |
| 4 | **Software Configuration**<br>Includes:<br>Software Design<br>Software Configuration and Programming<br>Software FAT | 1 x Lot | 320,358.00 | 320,358.00 |
| 5 | **SAT to Startup**<br>Includes:<br>Pre-commissioning and SAT<br>Commissioning - Loop Checks and Function Tests<br>Startup<br>Excludes:<br>Expenses<br>All site time (including travel time) and expenses will be commercially handled on a Time & Material Basis. | 1 x Lot | 816,000.00 | 816,000.00 |
| 6 | **PCS 7 Training**<br>On-Site PCS 7 Training<br>Max 8 personnel | 1 x Lot | 30,000.00 | 30,000.00 |
| 7 | **Project Management**<br>2 Year Project Management Support | 1 x Lot | 220,320.00 | 220,320.00 |
| | **Total order value (Before Tax)** | | | 3,583,542.00 |

Liste de matériels :

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| Logiciel PCS 7 et licences | SIMATIC PCS 7, logiciel, AS/OS Engineering V10.0 licence flottante pour 1 utilisateur logiciel d'ingénierie, sans logiciel | e 6ES7658-5AX78-0YH5 | 1 |
| | SIMATIC Version Cross Manager, V10.0, licence flottante pour 1 utilisateur, logiciel d'ingénierie, logiciel et documentation | 6ES7658-1CX78-2YH5 | 1 |
| | Power Pack HARDNET-IE S7-REDCONNECT V18 ; extension HARDNET-IE S7 sur HARDNET-IE S7-REDCONNECT du même | 6GK1716-0HB18-0AK1 | 3 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, licence d'exécution AS (PO 1000), licence flottante pour 1 utilisateur, R-SW, sans logiciel, sans documentation | m 6ES7653-2BB00-0XH5 | 2 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, licence d'exécution AS (PO 100), licence flottante pour 1 utilisateur, R-SW, sans logiciel, sans documentation | e 6ES7653-2BA00-0XH5 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, logiciel OS Server Redundancy V10.0 (PO 100), licence unique pour 2 installations, licence d'exécution | 6ES7652-3BA78-2YH0 | 2 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, licence d'exécution OS (PO 100), licence unique pour 1 installation R-SW, sans SW, sans do | 6ES7658-2XA00-0XH0 | 16 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, licence d'exécution OS (PO 1000), licence unique pour 1 installation R-SW, sans logiciel, sans d | 6ES7658-2XB00-0XH0 | 6 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, logiciel client OS V10.0 licence flottante pour 1 utilisateur logiciel d'exécution, sans logiciel, avec | 6ES7658-2CX78-0YH5 | 4 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, SFC Visualization V10.0 licence flottante pour 1 utilisateur logiciel d'exécution, sans logiciel, avec | 6ES7652-0XD78-2YH5 | 4 |
| | SIMATIC PCS 7 Logic Matrix, logiciel Logic Matrix Viewer V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, avec | 6ES7658-1JB78-2YH0 | 3 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Management Console V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'ingénierie, sans | s 6ES7658-5BX78-2YH5 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, console de gestion (10 agents) Licence flottante pour 1 utilisateur E-SW, sans SW, sans do | c 6ES7658-5BA00-2YH5 | 2 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Maintenance Station Engineering V10.0 licence flottante pour 1 utilisateur logiciel d'ingénierie, avec | i 6ES7658-7GX78-0YH5 | 1 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Maintenance Station Runtime Basic Package V10.0 (100 points) licence unique pour 1 installation | n 6ES7658-7GB78-0YH0 | 2 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Process Historian Basic Package V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, avec | 6ES7652-7BX78-2YH0 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Information Server Basic Package V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, avec | 6ES7652-7EX78-2YH0 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Process Historian OPC UA Server V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, wi | 6ES7652-7FX78-2YH0 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, serveur d'informations (1 client), licence unique pour 1 installation R-SW, sans logiciel, sans documentation | 6ES7652-7YA00-2YH0 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Process Historian Archive Audit V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, avec | 6ES7652-7JX78-2YH0 | 1 |
| | SIMATIC PDM, logiciel PCS 7 V9.3 (100 points), licence flottante pour 1 utilisateur, logiciel d'ingénierie, sans logiciel, avec | 6ES7658-3LD88-0YH5 | 1 |
| | SIMATIC PDM, logiciel, 100 points, licence flottante pour 1 utilisateur, E-SW, sans logiciel, sans documentation, clé de licence | 6ES7658-3XD00-2YH5 | 1 |
| | SIMATIC PDM, logiciel, 10 points, licence flottante pour 1 utilisateur, E-SW, sans logiciel, sans documentation, clé de licence d | 6ES7658-3XC00-2YH5 | 6 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, OpenPCS 7 V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, sans logiciel, sans | 6ES7658-0HX78-2YH0 | 1 |
| | PCS 7 Industry Library, logiciel, Engineering V10.0, licence unique pour 1 installation, logiciel d'ingénierie, logiciel a | 6DL5410-8AX78-0YH0 | 1 |
| | PCS 7 Bibliothèque industrielle, logiciel, licence d'exécution (1 AS) V10.0, licence unique pour 1 installation du logiciel d'exécution, avec | 6DL5410-8AA78-0XH1 | 1 |
| | PCS 7 Advanced Process Graphics, logiciel, ingénierie et exécution V10.0, licence valable pour tous les PCS 7 ES/AS/OS d'un | 6DL5410-8BX78-0YH0 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, Web Server Basic V10.0 licence unique pour 1 installation logicielle d'exécution, sans logiciel, | 6ES7658-2GX78-2YH0 | 1 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| | SIMATIC PCS 7, logiciel, serveur Web (1 client), licence unique pour 1 installation R-SW, sans logiciel, sans documentation | 6ES7658-2GE00-0XH0 | 3 |
| | SIMATIC PCS 7/OPEN OS, composant d'ingénierie logicielle, option V9.1 SP1, licence flottante pour 1 utilisateur, ingénierie | 6EQ2001-1XX68-3BA5 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7/OPEN OS, composant logiciel d'exécution Option V9.1, licence unique pour 1 installation R-SW, SW et d | 6EQ2001-2XX68-3BA0 | 2 |
| | SIMATIC PCS 7Engineering AS/OS Service de mise à jour logicielle Téléchargement, dans le cadre de | 6ES7658-1XX00-0YV8 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7 Service de mise à jour du logiciel du serveur OS Téléchargement, dans le cadre du | 6ES7658-2BX00-0YV8 | 4 |
| | SIMATIC PCS 7 Service de mise à jour logicielle PCS 7 PH et IS Téléchargement, dans le cadre du | 6ES7652-7XX00-0YV8 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7 OS Client, service de mise à jour du logiciel de visualisation SFC Téléchargement, dans le cadre | 6ES7658-2CX00-0YV8 | 2 |
| | SIMATIC PCS 7 OS Serveur Web _ Service de mise à jour logicielle Téléchargement, dans le cadre | 6ES7658-2GX00-2YV8 | 1 |
| | SIMATIC PCS 7 Maintenance Station, Service de mise à jour logicielle Téléchargement, dans le cadre du | 6ES7658-7GX00-0YV8 | 2 |
| | Logic Matrix Viewer _ Service de mise à jour logicielle dans le cadre de ce contrat, vous recevrez | 6ES7658-1JX00-0YV8 | 3 |
| | Service de mise à jour logicielle SIMATIC PDM Téléchargement de base dans le cadre du présent contrat, | 6ES7658-3XX01-0YV8 | 1 |
| Matériel de virtualisation et d'historique des processus SiVaaS | Industrial Automation DataCenter 2.4 - SIMATIC Virtualisation as a Service Version 4.0 : hôte de virtualisation à 24 cœurs ; wi | 9LA1110-6SV40-2KC0 | 1 |
| | Industrial Automation DataCenter (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0: machine virtuelle Wind | 9LA1110-6SV40-6XA3 | 2 |
| | Centre de données d'automatisation industrielle (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0 : machine virtuelle PCS7 | 9LA1110-6SV40-6FB3 | 2 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| | Industrial Automation DataCenter (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0 : machine virtuelle PCS7 | 9LA1110-6SV40-6FA3 | 1 |
| | Industrial Automation DataCenter (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0 : logiciel et assistance | 9LA1110-6SV40-6LS5 | 1 |
| | Industrial Automation DataCenter 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service Release 4.0 : hôte de virtualisation à 24 cœurs ; wi | 9LA1110-6SV40-2KC0 | 1 |
| | Industrial Automation DataCenter (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0 : machine virtuelle PCS7 | V 9LA1110-6SV40-6FC3 | 1 |
| | Centre de données d'automatisation industrielle (IADC) 2.4 - Virtualisation SIMATIC en tant que service (SIVaaS) 4.0 : machine virtuelle Wind | o 9LA1110-6SV40-6XA3 | 2 |
| | Industrial Automation DataCenter (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0 : machine virtuelle PCS7 | V 9LA1110-6SV40-6FB3 | 1 |
| | Centre de données d'automatisation industrielle (IADC) 2.4 - Virtualisation SIMATIC en tant que service (SIVaaS) 4.0 : machine virtuelle PCS7 | V 9LA1110-6SV40-6FA3 | 1 |
| | Industrial Automation DataCenter (IADC) 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service (SIVaaS) 4.0 : logiciel et assistance | 9LA1110-6SV40-6LS5 | 1 |
| | IADC - SIVaaS 3.7 - Licence hôte Windows - Licence logicielle - Licence Windows Server 2022+2019 pour chaque machine virtuelle pendant 24 mois | 9LA1110-6SV00-1WS1 | 10 |
| | IADC SIVaaS Client léger DELL avec Microsoft Windows 10 IoT préinstallé, comprenant un clavier (EN) et une souris 4-fold m | 9LA1110-6SP26-7HB0 | 3 |
| | Industrial Automation DataCenter 2.4 - SIMATIC Virtualization as a Service Release 4.0 : console de gestion basée sur o | 9LA1110-6SP27-7QB0 | 1 |
| | Moniteur 24 pouces HP série 7 Pro avec 5 ans d'assistance | 9LA1110-6SP26-1AA0 | 15 |
| | Automatisation industrielle DataCenter 2.4.1 - SIMATIC DCS/ SCADA Infrastructure 2.8 : Process Historian taille M SIDSI PH/IS | 9LA1110-6PH28-0BA0 | 1 |
| | Industrial Automation DataCenter 2.4 - Infrastructure SIMATIC DCS/ SCADA 2.7 : contrat d'assistance de 5 ans SIDSI PH/IS | 9LA1110-6PH27-1SV5 | 1 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| Bus de terminaux réseau Ethernet | Centre de données d'automatisation industrielle - pare-feu nouvelle génération - ensemble matériel. Cet ensemble (standard) comprend : PA-4 | 4 9LA1110-6SY11-1AB0 | 2 |
| | Centre de données d'automatisation industrielle : pare-feu nouvelle génération - assistance produit. Ce service comprend : 3 ans de service. | 9LA1110-6SY11-1CB3 | 1 |
| | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, CAT 6A, câble TP 4x2, préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 10 m. | 6XV1870-3QN10 | 13 |
| | Câble standard FO GP 50/125, préassemblé avec 2 connecteurs LC duplex, longueur 10 m. | 6XV1873-5AN10 | 5 |
| | SCALANCE XC206-2SFP Commutateur IE de couche 2 gérable G EEC ; certifié IEC 62443-4-2 ; 6x 10/100/1000 Mbit/s RJ45 p | o 6GK5206-2GS00-2FC2 | 5 |
| | Accessoire SCALANCE X ; émetteur-récepteur enfichable SFP992-1 ; 1 port LC 1000 Mbit/s, avec revêtement conforme ; optique ; multi | m 6GK5992-1AL00-8FA0 | 10 |
| Réseau d'usines | Cordon Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, CAT 6A, câble TP 4x2, préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 10 m. | 6XV1870-3QN10 | 10 |
| Réseau d'usine | Câble standard FO GP 50/125, préassemblé avec 2 connecteurs LC duplex, longueur 10 m. | 6XV1873-5AN10 | 4 |
| | SCALANCE XC206-2SFP Commutateur IE de couche 2 gérable EEC certifié IEC 62443-4-2 ; 6 ports RJ45 10/100 Mbit/s ; 2x 1 | 0 6GK5206-2BS00-2FC2 | 4 |
| | Accessoire SCALANCE X ; émetteur-récepteur enfichable SFP992-1 ; 1 port LC 1000 Mbit/s, avec revêtement conforme ; optique ; multi | m 6GK5992-1AL00-8FA0 | 8 |
| Pont de service (SB) | Commutateur IE de couche 2 SCALANCE XC208 gérable ; certifié IEC 62443-4-2 ; 8 ports RJ45 10/100 Mbit/s ; 1 port console | 6GK5208-0BA00-2AC2 | 1 |
| Pont de service (SB) | SCALANCE SC632-2C Appareil de sécurité industriel ; pour la protection des appareils et des réseaux dans la fabrication discrète | 6GK5632-2GS00-2AC2 | 1 |
| | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, câble TP préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 1 m. | 6XV1850-2GH10 | 3 |
| | Outil de dénudage FastConnect Ethernet industriel, outil de dénudage pour le dénudage rapide des câbles IE FastConnect | 6GK1901-1GA00 | 1 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| Pièces de rechange | SIMATIC ET 200SP HA, 5 couvercles TM, 22,5 mm, pour la protection des emplacements E/S vides | 6DL1133-6CV22-0AM0 | 2 |
| Pièces de rechange | SIMATIC ET 200SP HA, bornier, type H1, 32 bornes enfichables, température de référence interne Largeur : 22,5 m | m 6DL1193-6TP00-0BH1 | 10 |
| Armoire centrale - | SIMATIC PCS 7 CPU410 Ensemble redondant en option, préassemblé et vérifié, comprenant : 2xCPU410-5H V | 6ES7656-6CQ33-1GF0 | 2 |
| Installation (configuration) | SIMATIC S7-400, batterie de secours 3,6 V/2,3 AH pour PS 405 4 A/10 A/20 A et PS 407 4 A/10 A/20 A ou plage de température étendue | e 6ES7971-0BA02 | 8 |
| Composants de réseau de terrain - de l'armoire centrale au | SCALANCE XF204-2BA commutateur IE géré, 4 x 10/100 Mbit/s, certifié IEC 62443-4-2 ; 2 x interface B usAdapter, erreur | 6GK5204-2AA00-2GF2 | 16 |
| Composants du réseau de terrain - de l'armoire centrale au | SIMATIC ET 200SP HA, adaptateur de bus BA 2xRJ45, 2 prises RJ45 pour PROFINET | 6DL1193-6AR00-0AA0 | 32 |
| Composants du réseau de terrain - de l'armoire centrale au | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, câble TP préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 1 m. | 6XV1850-2GH10 | 32 |
| ET 200SP HA et composants Failsafe | Rail de montage ET 200SP HA 1500 mm (environ 59 pouces) avec vis de mise à la terre, rail DIN intégré pour le montage de inc | 6DL1193-6MD00-0AA0 | 2 |
| ET 200SP HA et composants Failsafe | SIMATIC ET 200SP HA, module support dans un support redondant pour accueillir 2 modules d'interface de l'ET 200SP HA, avec s | 6DL1193-6BH00-0RM0 | 2 |
| Composants ET 200SP HA et Failsafe<br><br>Emplacement distant - Installation (configuration) à l'intérieur du bâtiment | SIMATIC ET 200SP HA, module d'interface PROFINET IM155-6 PN max. 56 modules E/S, multi-hot swap, sans serveur | 6DL1155-6AU00-0PM0 | 4 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, adaptateur de bus BA 2xRJ45, 2 prises RJ45 pour PROFINET | 6DL1193-6AR00-0AA0 | 4 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module support 8 fois pour accueillir 8 modules E/S de l'ET 200SP HA | 6DL1193-6GC00-0NN0 | 8 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module support double pour accueillir 2 modules E/S de l'ET 200SP HA | 6DL1193-6GA00-0NN0 | 3 |
| | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, câble TP préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 1 m. | 6XV1850-2GH10 | 4 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée numérique, DI 16X24VDC HA, adapté au bornier H1, M1, code couleur CC01, c | 6DL1131-6BH00-0PH1 | 40 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module de sortie numérique, DQ 16X24VDC/0,5A HA, adapté au bornier, H1, M1, code couleur | 6DL1132-6BH00-0PH1 | 15 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée analogique HART, AI 16XI 2 fils HART HA, adapté au bornier H1, M1, couleur | 6DL1134-6TH00-0PH1 | 4 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée analogique, AI 16XTC/8XRTD 2-/3-/4-fils HA, adapté au bornier H1, M1, couleur | 6DL1134-6JH00-0PH1 | 4 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, bornier, type H1, 32 bornes enfichables, température de référence interne Nouveau groupe de charge | 6DL1193-6TP00-0DH1 | 70 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module de sortie analogique, AQ 8XI HART HA adapté au bornier H1, M1, code couleur CC00 | 6DL1135-6TF00-0PH1 | 7 |
| | Rail de montage ET 200SP HA 1500 mm (environ 59 pouces) avec vis de mise à la terre, rail DIN intégré pour le montage de | 6DL1193-6MD00-0AA0 | 5 |
| Emplacement distant - Installation (configuration) à l'intérieur du bâtiment | SIMATIC ET 200SP HA, module support dans un support redondant pour accueillir 2 modules d'interface de l'ET 200SP HA, avec s | 6DL1193-6BH00-0RM0 | 5 |
| Emplacement distant - Installation (configuration) à l'intérieur du bâtiment<br><br>Emplacement distant - | SIMATIC ET 200SP HA, module d'interface PROFINET IM155-6 PN max. 56 modules E/S, multi-hot swap, sans serveur | 6DL1155-6AU00-0PM0 | 10 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, adaptateur de bus BA 2xRJ45, 2 prises RJ45 pour PROFINET | 6DL1193-6AR00-0AA0 | 10 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module support 8 fois pour accueillir 8 modules E/S de l'ET 200SP HA | 6DL1193-6GC00-0NN0 | 15 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module support double pour accueillir 2 modules E/S de l'ET 200SP HA | 6DL1193-6GA00-0NN0 | 13 |
| | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, câble TP préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 1 m. | 6XV1850-2GH10 | 10 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module de sortie analogique, AQ 8XI HART HA adapté au bornier H1, M1, code couleur CC00, | 6DL1135-6TF00-0PH1 | 14 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée numérique, DI 16X24VDC HA, adapté au bornier H1, M1, code couleur CC01, c | 6DL1131-6BH00-0PH1 | 80 |

| **Nomenclature** | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module de sortie numérique, DQ 16X24VDC/0,5A HA, adapté au bornier, H1, M1, code couleur | 6DL1132-6BH00-0PH1 | 30 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée analogique HART, AI 16XI 2 fils HART HA, adapté au bornier H1, M1, couleur | 6DL1134-6TH00-0PH1 | 8 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée analogique, AI 16XTC/8XRTD 2-/3-/4-fils HA, adapté au bornier H1, M1, couleur | 6DL1134-6JH00-0PH1 | 8 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, bornier, type H1, 32 bornes enfichables, température de référence interne Nouveau groupe de charge | 6DL1193-6TP00-0DH1 | 140 |
| | Rail de montage ET 200SP HA 1500 mm (environ 59 pouces) avec vis de mise à la terre, rail DIN intégré pour le montage de inc | 6DL1193-6MD00-0AA0 | 5 |
| Installation (configuration) sur site | SIMATIC ET 200SP HA, module support dans un support redondant pour accueillir 2 modules d'interface de l'ET 200SP HA, avec s | 6DL1193-6BH00-0RM0 | 5 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'interface PROFINET IM155-6 PN max. 56 modules E/S, multi-hot swap, sans serveur | 6DL1155-6AU00-0PM0 | 10 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, adaptateur de bus BA 2xRJ45, 2 prises RJ45 pour PROFINET | 6DL1193-6AR00-0AA0 | 10 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module support 8 fois pour accueillir 8 modules E/S de l'ET 200SP HA | 6DL1193-6GC00-0NN0 | 15 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module support double pour accueillir 2 modules E/S de l'ET 200SP HA | 6DL1193-6GA00-0NN0 | 12 |
| | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, câble TP préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 1 m. | 6XV1850-2GH10 | 10 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module de sortie analogique, AQ 8XI HART HA adapté au bornier H1, M1, code couleur CC00, | 6DL1135-6TF00-0PH1 | 14 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée numérique, DI 16X24VDC HA, adapté au bornier H1, M1, code couleur CC01, c | 6DL1131-6BH00-0PH1 | 80 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module de sortie numérique, DQ 16X24VDC/0,5A HA, adapté au bornier, H1, M1, code couleur | 6DL1132-6BH00-0PH1 | 30 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée analogique HART, AI 16XI 2 fils HART HA, adapté au bornier H1, M1, couleur | 6DL1134-6TH00-0PH1 | 8 |

| Nomenclature | | | |
|---|---|---|---|
| Emplacement/Application | Description | MLFB | QTY |
| | SIMATIC ET 200SP HA, module d'entrée analogique, AI 16XTC/8XRTD 2-/3-/4-fils HA, adapté au bornier H1, M1, couleur | 6DL1134-6JH00-0PH1 | 8 |
| | SIMATIC ET 200SP HA, bornier, type H1, 32 bornes enfichables, température de référence interne Nouveau groupe de charge | 6DL1193-6TP00-0DH1 | 140 |
| Nœud de communication | SIMATIC CN 4100 Rack 4 emplacements, automatisation des processus, 6x Ethernet, 2x USB, 2x 24 V CC | 6DL4170-1RB01-2XX0 | 1 |
| Nœud de communication | Module CPU SIMATIC CN 4100 Automatisation des processus, module CPU pour SIMATIC CN 4100, protocoles : client OPC UA, MO | 6DL4178-0BH01-0XX0 | 1 |
| Nœud de communication | Câble Ethernet industriel TP RJ45/RJ45, CAT 6A, câble TP 4x2, préassemblé avec 2 connecteurs RJ45, longueur 10 m. | 6XV1870-3QN10 | 1 |
| | SIMATIC CN 4100, logiciel, licence d'exécution (1 CN 4100), CN4 100 Modbus maître/esclave, licence unique pour 1 installation | 6DL8923-0AX00-0AH5 | 1 |

# 7. Résumé de la proposition Emerson DeltaV

La proposition a été présentée le 20 juin 2025 et révisée le 4 juillet 2025 (Proposition #Q25-171-01-01 Rev 1).

La proposition initiale reposait sur l'utilisation des modules d'E/S ABB TRIO lors de la phase intermédiaire avant la migration complète. La rév. 1 supprime toutes les cartes d'E/S TIO et utilise la solution « rip and replace » (retirer et remplacer).

La transition entre le MOD300 et le système Delta V se fera par étapes ; l'échange de données de la station de pompage entre le nouveau système DeltaV et le reste de l'usine utilisant encore les systèmes MOD 300 ou ABB 800xA se fera via OPC DA ou OPC UA.

La proposition comprend l'équipement suivant :

Pour la salle de contrôle centrale :

- Postes de travail à 3 opérateurs avec doubles moniteurs
- 1 serveur Professional Plus (serveur de base de données / station d'ingénierie)
- 1 serveur OPC / serveur d'historique (station d'application DeltaV)
- 1 armoire réseau / serveur

Pour les E/S, la proposition envisage de remplacer 232 cartes ABB / MOD300 existantes par 49 cartes S800 (CI810 et CI820) et 183 cartes d'E/S TRIO, et on supposait qu'elles se trouvaient dans 5 boîtiers situés à moins de 100 m les uns des autres pour la connectivité réseau :

- 5 contrôleurs MX

- Cartes d'E/S DeltaV
- Armoires pour contrôleurs et cartes d'E/S

Pour les interfaces opérateurs, on suppose que le nouveau système comprendra environ 108 pages graphiques de complexité moyenne, 40 pages de tendances de groupe et 20 affichages graphiques liés aux stations de pompage.

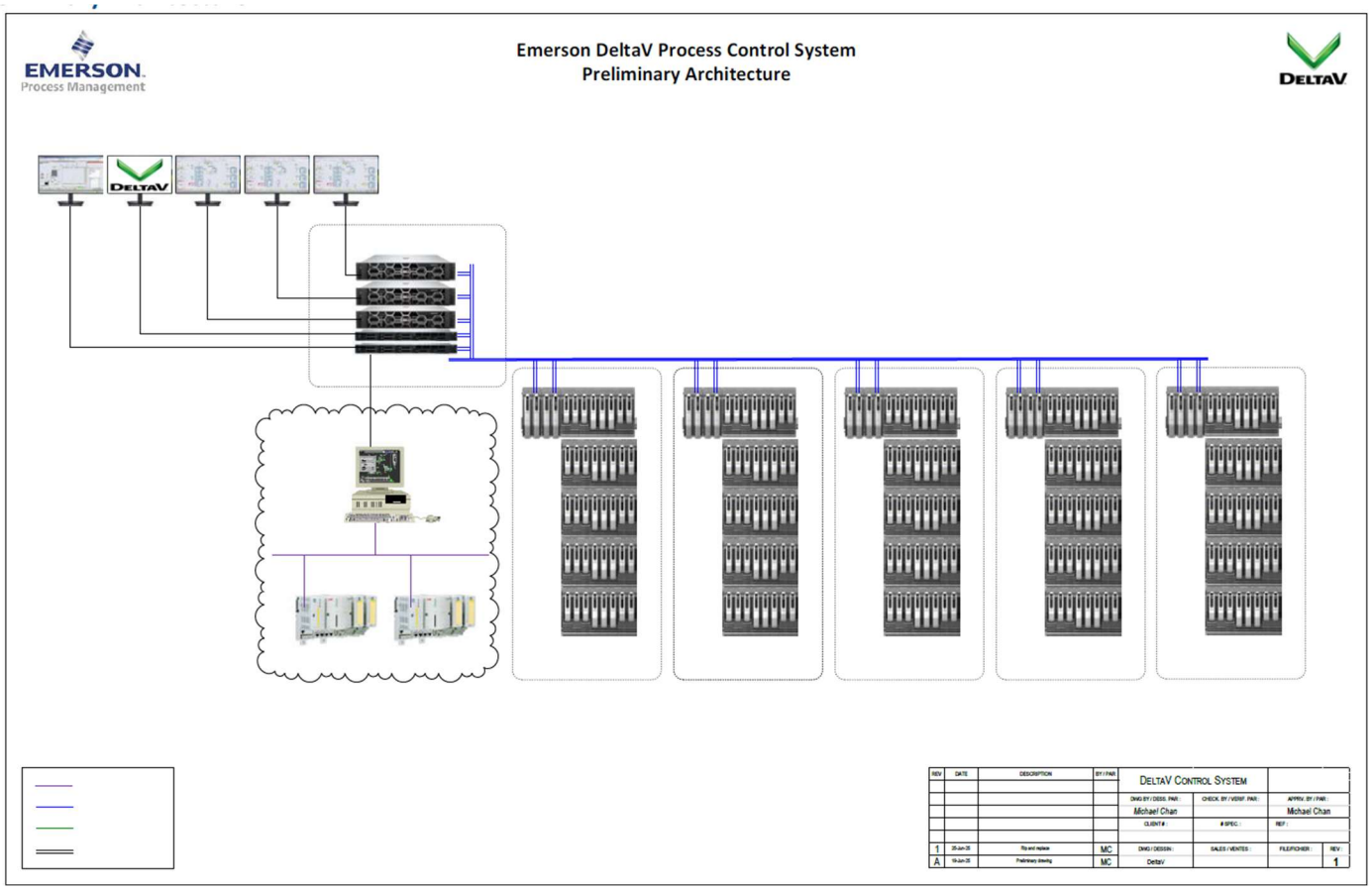
Emerson propose de tirer parti de sa solution propriétaire REVAMP alimentée par l'IA pour effectuer de la rétro-ingénierie, minimisant ainsi les risques de coûts et d'échéancier en convertissant automatiquement les fichiers ABB MOD300 existants et les stratégies de contrôle vers la plateforme DeltaV.

La proposition inclut également la formation et le soutien sur le site dans le cadre d'un projet global.

DeltaV a un solide bilan avec des mises en œuvre réussies dans les industries municipales et des eaux usées, entre autres.

Dans l'ensemble, cette proposition représente un plan global de modernisation pour le bâtiment de la pompe (Nœuds 13 et 16).

Architecture proposée :



Les tarifs sont les suivants :

| Description | Price (CAD) |
|---|---|
| **Hardware and Software** | $1,188,578.00 |
| **Engineering Services** | $961,957.00 |
| **Site Services (including training)** | $297,899.00 |
| **Total Budgetary Estimate** | **$2,448,434.00** |

| Optional Pricing | Price (CAD) |
|---|---|
| **Product Support (Guardian) for one (1) year** | $86,941.00 |

Nomenclature :

| Sr, n° | Référence | Description | Quantité finale |
|---|---|---|---|
| 1 | | Serveur d'ingénierie DeltaV ProfessionalPLUS | |
| | SE2731C01 | Serveur rack DeltaV avec Windows Server IoT 2022 ; deux disques durs SAS de 600 Go ; RAID 1 ; garantie de 5 ans | 1 |
| | SE2823 | Moniteur LED grand écran 24 pouces - Moniteur Dell P2425H ; format 16:9 ; résolution 1920 x 1080 à 100 Hz ; VGA/USB/HDMI/DP ; garantie de 3 ans ; 1 câble HDMI, 1 câble DP et 1 câble USB inclus | 1 |
| | VE2121SOFT | Touche programmable DeltaV System, à utiliser avec une licence de base ProfessionalPLUS ou ProfessionalPLUS Premium | 1 |
| | VE2301R15FP1L39 | Support électronique du logiciel DeltaV ; v15.FP1 ; anglais | 1 |
| | VE2101PS4700 | Logiciel ProfessionalPLUS Premium Workstation ; 4700 DST (n'inclus pas la clé électronique ni la clé logicielle) | 1 |
| | VE3113S00450 | Entrée moniteur analogique 450 DST | 1 |
| | VE3114S00300 | Sortie de commande analogique 300 DST | 1 |
| **Sr, n°** | **Référence** | **Description** | **Quantité finale** |
| | VE3111S02800 | Entrée moniteur discrète 2800 DST | 1 |
| | VE3112S01100 | Sortie de commande discrète 1100 DST | 1 |
| | VE9041S4700 | Assistance produit pendant 1 an pour un système jusqu'à 4700 DST | 1 |
| | Extension KVM | Extension KVM | 1 |
| 2 | | Serveur DeltaV OPC/Historian | |
| | SE2731C01 | Serveur rack DeltaV avec Windows Server IoT 2022 ; deux disques durs SAS de 600 Go ; RAID 1 ; garantie de 5 ans | 1 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | SE2823 | Moniteur LED grand écran 24 pouces - Moniteur Dell P2425H ; format 16:9 ; résolution 1920 x 1080 à 100 Hz ; VGA/USB/HDMI/DP ; garantie de 3 ans ; 1 câble HDMI, 1 câble DP et 1 câble USB inclus | 1 |
| | VE2201S05000 | Station d'application 5000 DV | 1 |
| | VE2200 | Licence d'activation OPC UA (à l'échelle du système) | 1 |
| | VE2227 | Serveur d'accès aux données historiques OPC | 1 |
| | VE22UPS043 | DeltaV Continuous Historian 5000 Paramètres Scaleup | 1 |
| | Extension KVM | Extension KVM | 1 |
| 3 | | Postes de travail DeltaV | |
| | SE2642C05 | Station de travail DeltaV Rack avec carte Tera 2 ; Win10 Ent IoT LTSC 2021 ; deux disques SSD de 512 Go ; RAID 1 ; 16 Go de RAM ; garantie de 5 ans | 3 |
| | SE2821 | Moniteur LED grand écran 24 pouces - Moniteur Dell P2425 ; format 16:10 ; résolution 1920 x 1200 à 100 Hz ; VGA/USB/HDMI/DP ; garantie de 3 ans ; 1 câble HDMI, 1 câble DP et 1 câble USB inclus | 3 |
| | SE2500KIT-6 | Kit KVM double moniteur pour stations de travail à double moniteur montées en rack ; comprends les câbles et adaptateurs nécessaires pour se connecter à la carte TERA2 de la station de travail ; [basé sur le client zéro PCoIP Amulet Hotkey (DXZC-5030)] | 3 |
| | VE2104 | Station d'opérateur, contrôle complet | 3 |
| | VE2104P01 | Pack DeltaV Live Operations Premium Performance | 32 |
| 4 | | Commutateurs intelligents DeltaV | |
| | VE6075P1 | Commutateur intelligent DeltaV ; montage en rack 19 pouces avec 24 ports RJ45 10/100/1000 TX et 6 ports SFP 1000FX, alimentation redondante ; cordon d'alimentation NA (RM2040-24TX/6FP) | 2 |

| Sr, n° | Référence | Description | Quantité finale |
|---|---|---|---|
| 5 | | Armoire réseau/serveur DeltaV | |
| | CNA-CAB-800FR-NW-SER | | 1 |
| | NA-CAB-800FR-NW-SER | Armoire serveur réseau intégrée alimentée par courant alternatif | 1 |
| | STL-OPT-IA7.1 | Panneau de gestion des câbles avec anneaux en plastique ; 1U, quantité <= 10 | 1 |
| | STL-OPT-M24.1 | IP10, acier au carbone peint, accès avant/arrière, porte simple à l'avant/double à l'arrière ; 1991 mm H x 808 mm L x 1199 mm P, porte perforée, verrouillage à 3 points avec serrure à clé, 42U, équerre en L 19 pouces (2 paires), préassemblé_432 | 1 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | STL-OPT-N15.2 | Montage en rack 19 pouces, 2U ; personnalisé, combinaison commutateur réseau et serveur <=10 chacun | 1 |
| | STL-OPT-R2.2 | Prise ; 120 V CA, PDU 30 A, 24 prises, NEMA 5-15/20R (1 pour l'alimentation principale et 1 pour l'alimentation secondaire) | 1 |
| | STL-OPT-T2.1 | SA, surveillance de la température ; thermostat à point de consigne | 1 |
| 6 | | Contrôleurs DeltaV MX et armoires de contrôleurs | |
| | VE3051C0 | Support d'alimentation/contrôleur 2 largeurs | 10 |
| | VE31REDP | Redondance du contrôleur DeltaV | 5 |
| | VE5109 | Alimentation électrique CC-CC | 10 |
| | VE3007 | Contrôleur MX | 10 |
| | Passerelle TH Link | Passerelle TH link | 1 |
| | CNA-CAB-800FR-AC-CNTR | | 1 |
| | NA-CAB-800FR-AC-CNTR | Armoire de commande alimentée en courant alternatif ; accès avant et arrière | 1 |
| | STL-OPT-C3.1 | CSA personnalisé ; emplacement ordinaire | 1 |
| | STL-OPT-F3.1 | Débit thermostatique à ventilateur unique à l'avant et à l'arrière ; 115 V CA, 250 m3/h, pas de surveillance du débit du ventilateur | 1 |
| | STL-OPT-IJ2.6 | SA, alimentation injectée 24 VCA ; 2 x 6 circuits, armoire | 1 |
| | STL-OPT-L3.1 | SA, éclairage avant et arrière ; 120 VCA, avec détecteur de mouvement | 1 |
| | STL-OPT-M2.1 | NEMA 12/IP54, acier au carbone peint, accès avant/arrière, porte simple ; socle de 2000 mm H + 100 mm H x 800 mm L x 800 mm P, porte pleine, verrou à 3 points avec serrure à clé, 2 PNL galvanisées, préassemblé_459 | 1 |
| | STL-OPT-N7.3 | Cuivre CAT5e, montage sur rail DIN ; 8xRJ45, commutateur réseau (1 pour le réseau principal et 1 pour le réseau secondaire) | 1 |
| Sr, n° | Référence | Description | Quantité finale |
| | STL-OPT-T2.1 | SA, surveillance de la température ; thermostat à point de consigne | 1 |
| | VE5126 | Alimentation électrique DeltaV 100-240 VCA à 24 VCC, 20 A. SDN 20-24-100C | 2 |
| | VE5128 | Module de redondance d'alimentation électrique DeltaV, 12-28 V, 40 A. SDN 2X20RED | 2 |
| | VE5135 | Alimentation électrique DeltaV 100-240 VCA à 24 VCC, 40 A. SDN 40-24-100C | 2 |

# 8. Comparaison entre les systèmes

## 8.1 ABB 800xA vs Siemens PCS NEO

Le système 800xA d'ABB se distingue par sa modularité, son ouverture, sa cybersécurité, sa capacité à s'intégrer à d'autres systèmes, sa flexibilité et l'accent mis sur la numérisation.

PCS neo de Siemens, quant à lui, met l'accent sur des interfaces conviviales, propose une architecture modulaire, un portefeuille matériel étendu et une gestion du cycle de vie. Ce système utilise la programmation orientée objet. Les PCS de Siemens privilégiaient les produits matériels Siemens, ce qui les rendait moins compatibles avec d'autres marques.

## 8.2 ABB 800xA vs Emerson Delta V

ABB 800xA possède une architecture évolutive qui intègre contrôle, sécurité et automatisation électrique sur une seule plateforme. Il est aussi possible d'intégrer de l'équipement tiers. Cela peut nécessiter des connaissances plus spécialisées pour la configuration et la personnalisation, mais, une fois que le système fonctionne, il est très fiable.

DeltaV dispose d'outils solides de gestion des lots, d'algorithmes robustes et d'une navigation facile. Il a un code simple, convivial, plus facile à déployer et facile à dépanner au niveau du module. Il bénéficie d'un soutien et d'une formation solides. Il préconise une utilisation étendue de la connectivité sans fil.

# 9. Calendrier proposé

| Description | Noeud ABB | Début | Fin |
|---|---|---|---|
| Mise à niveau du réseau Installation des serveurs | | 2025 | 2026 |
| Mise à niveau de la station de pompage | 13 et 16 | 2026 | 2028 |
| Modernisation du bâtiment des boues | 25 et 26 | 2029 | 2030 |
| Modernisation du bâtiment administratif | 14 et 15 | 2027 | 2028 |
| Modernisation du prétraitement | 18 et 19 | 2032 | 2033 |
| Modernisation du bâtiment de traitement des boues | 27 et 28 | 2034 | 2035 |
| Modernisation du système de désinfection | 20 | 2034 | 2035 |
| Mise à niveau des appareils de contrôle | | 2035 | 2036 |

# 10. Processus d'évaluation

L'étude de comparaison a utilisé les critères suivants (pondérés pour refléter les priorités de la ville) :

- Facilité la migration depuis MOD 300 (25 %) – outils pour migrer la logique/les graphiques, possibilité de réutiliser la cartographie des E/S et les archivages.
- Coût total de possession (25 %) – CAPEX + coût du cycle de vie sur 10 ans.

- Ajustement technique et évolutivité (10 %) – performances, redondance, densité d'E/S.
- Continuité opérationnelle et formation (10 %) – familiarité de l'opérateur, besoins de formation.
- Caractéristiques pertinentes aux eaux usées (10 %) – lot/séquence, APC, gestion des actifs.
- Cybersécurité et conformité (10 %) – IEC 62443, accès basé sur les postes.
- Soutien local et feuille de route des fournisseurs (10 %).

Les trois promoteurs seront évalués selon une combinaison de critères qualitatifs et quantitatifs. Chaque promoteur sera classé dans plusieurs catégories d'évaluation selon la qualité, la conformité et la compétitivité de sa proposition. La Ville de Montréal déterminera l'ensemble final de critères d'évaluation et attribuera un poids spécifique à chacun, jusqu'à concurrence de 100 %.

Pour chaque critère, les promoteurs seront classés de 10 (meilleurs) à 0 (moins favorables). Le score attribué à chaque promoteur dans chaque catégorie sera calculé en multipliant le poids du critère par le rang du promoteur.

## 10.1 Comparaison qualitative entre les systèmes

IHM, expérience de l'opérateur et gestion des alarmes

- ABB 800xA : Il s'agit de postes d'opérateur modernes et personnalisables, avec un aspect et une sensation cohérente. Il dispose d'une séquence intégrée pour les alarmes, d'une priorisation et d'une conformité à la gestion des alarmes ISA 18.2. Mets en œuvre des outils de collaboration pour les environnements multi-opérateurs. Prend en charge les plaques frontales, les modèles d'objets, ainsi que l'intégration des séquences d'alarmes et la gestion des alarmes.
- Siemens PCS7 : Il s'agit d'une IHM intuitive basée sur la technologie WinCC, avec des fonctions avancées de tendance et d'alarme. Elle dispose de bibliothèques complètes pour les plaques frontales et les graphiques opérateurs. Elle prend en charge les stations opérateurs centralisées et distribuées.
- Emerson DeltaV : Le système met l'accent sur la simplicité et la convivialité pour les opérateurs. Il possède une interface Live qui offre des graphiques modernes et des alarmes contextualisées. Utilise une forte pratique de gestion des alarmes intégrée dans les bibliothèques par défaut.

## 10.2 Historique, rapports et analyses

- ABB 800xA : Il dispose d'un système intégré de gestion de l'information qui fournit un historique des processus, des rapports et des KPI. Utilise des analyses avancées d'actifs et des tableaux de bord de performance d'usine.
- Siemens PCS7 : Utilise SIMATIC Process Historian et Information Server. Bénéficie d'une solide intégration avec les systèmes MES et informatiques pour la gestion des rapports à l'échelle de l'entreprise.
- Emerson DeltaV : Dispose d'un historien continu qui capture les tendances des processus avec une configuration minimale. Offre une intégration facile avec OSIsoft PI et d'autres historiens tiers.

## 10.3 Cybersécurité et conformité

- ABB 800xA : Fournit des lignes directrices de renforcement et la conformité à la norme IEC 62443. Utilise une gestion centralisée des correctifs et un contrôle d'accès basé sur les rôles. Offre un traitement sécurisé OPC UA et une prise en charge de la communication cryptée.
- Siemens PCS7 : Utilise les services de sécurité industrielle et son intégration avec le portefeuille de cybersécurité industrielle de Siemens. Dispose d'un pare-feu intégré, de la gestion des correctifs et des contrôles d'authentification utilisateur. Il est conforme aux normes IEC 62443 et NIST.
- Emerson DeltaV : SureService inclut le soutien au cycle de vie de la cybersécurité. Il offre une authentification sécurisée, un contrôle d'accès et une transmission de données chiffrées. Il est conforme aux normes NIST, ISA/IEC.

## 10.4 Cycle de vie, assistance des fournisseurs et feuille de route

- ABB 800xA : Offre un long cycle de vie avec des périodes de support par phases. Dispose d'un chemin de migration ABB dédié à partir du DCS de vieille génération (MOD 300, Advant). Il dispose d'un service mondial solide et d'une feuille de route pour les mises à niveau.
- Siemens PCS7 : Bénéficie de la présence mondiale de Siemens et des cycles de vie du matériel standard des PLC. Offre des mises à jour fréquentes de version avec un support à long terme. S'intègre facilement dans la feuille de route plus large de l'automatisation et de l'électrification de Siemens.
- Emerson DeltaV : Il dispose d'un chemin de mise à niveau continu avec compatibilité ascendante. De plus, il accorde une attention particulière portée à l'eau et aux eaux usées grâce à des bibliothèques d'applications. Forte présence de support en Amérique du Nord et programmes de service prolongés.

## 10.5 Intégration et normes ouvertes

Les trois fournisseurs prennent en charge les normes (OPC UA, OPC Classic, Modbus TCP, HART). Siemens offre une intégration étroite avec ses propres dispositifs de terrain ; Emerson entretient des liens étroits avec l'instrumentation basée sur les protocoles de communication de terrain et les appareils intelligents ; ABB met l'accent sur l'intégration multi-domaines entre l'énergie, la sécurité et les processus.

## 10.6 Performance de contrôle et redondance

Les trois fournisseurs offrent la redondance des contrôleurs, des contrôleurs d'urgence en veille et des serveurs redondants, des modèles de redondance solides et des clusters, des options de serveurs d'ingénierie redondants.

| Évaluation des risques | | | |
|---|---|---|---|
| **Risque** | **Probabilité** | **Impact** | **Atténuation** |
| Erreurs de logique de migration | Faible pour ABB, moyen pour DeltaV, élevé pour Siemens | Élevé | Utilisation des outils de migration du fournisseur ; FAT approfondi |
| Temps d'arrêt pendant la transition | Faible pour ABB, élevé pour DeltaV et Siemens | Élevé | Approche par étapes, panneaux de dérivation |
| Méconnaissance de l'opérateur | Faible pour ABB, moyen pour DeltaV, élevé pour Siemens | Moyen | Formation dispensée par le fournisseur |
| Perte de données historiques | Faible pour ABB, moyenne pour DeltaV, élevée pour Siemens | Élevé | Double enregistrement et sauvegardes |
| Lacunes en matière de cybersécurité | Moyen pour tous les promoteurs | Élevé | Suivre les guides de renforcement de la norme CEI 62443 |

MATRICE D'ÉVALUATION

| Matrice d'évaluation | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Critère** | **Poids** | **ABB 800xA** | **Siemens PCS7** | **Emerson DeltaV** |
| Facilité de migration | 25 | 9,5 | 6 | 7 |
| Coût | 25 | 9 | 5 | 6 |
| Évolutivité | 10 | 9 | 8 | 8 |
| Effort de formation | 10 | 9 | 6 | 8 |
| Caractéristiques | 10 | 8 | 7 | 8,5 |
| Cybersécurité | 10 | 8 | 8 | 8 |
| Assistance locale | 10 | 8,5 | 8 | 8 |
| **TOTAL** | **100** | **8,875** | **6,45** | **7,3** |

## 10.7 Coûts de formation

- ABB : Le plus bas en raison de la familiarité de l'opérateur.
- Siemens : Le plus élevé en raison de la courbe d'apprentissage plus raide.
- Emerson : modérés.

## 10.8 Aperçu de la liste de matériel

- Serveurs et contrôleurs redondants
- Stations opératrices
- Armoires d'E/S à distance pour 20 000 entrées/sorties
- Passerelles de protocole pour MOD 300

- Appareils de cybersécurité
- Serveurs historiens
- Services FAT/SAT

## 10.9 Phases d'intégration recommandées

- Phase 1 : Relevé des actifs, documentation, exportation des données des historiens, conception détaillée.
- Phase 2 : Tests d'acceptation en usine (FAT), formation, validation en ingénierie.
- Phase 3 : Migration progressive des zones de l'usine (ouvrage en amont, clarificateurs, aération, désinfection, manipulation des boues).
- Phase 4 : Période de double exécution avec le MOD 300 parallèle et le nouveau DCS.
- Phase 5 : Coupe finale, optimisation et mise en service.

## 10.10 Liste de vérification de la migration

**Vérification des points** : Effectuer un audit complet des 20 000 points d'E/S. Valider les schémas de câblage de terrain, les plans de boucles et l'index des instruments par rapport à la configuration existante du MOD 300. Utiliser des outils automatisés d'importation/exportation de points lorsque possible pour réduire les erreurs manuelles. Résoudre les divergences avant la migration afin d'éviter les retards de mise en service.

**Extraction logique** : Exporter les stratégies de contrôle MOD 300 à l'aide des utilitaires de migration ABB. Documenter et réviser toutes les boucles de contrôle, interverrouillages et séquences avec les ingénieurs de procédés. Identifier les logiques obsolètes ou inutilisées pour la désactivation. Préparer des tables de cartographie pour la conversion vers la nouvelle plateforme DCS.

**Gestion des alarmes** : Appliquer les normes ISA 18.2 pour la gestion des alarmes. Examiner toutes les alarmes existantes pour vérifier leur criticité, leur priorité et leur pertinence. Éliminer les alarmes nuisibles et redondantes. Implémenter la séquence, la suppression et les zones tampons d'alarme dans le nouveau système. Impliquer les opérateurs dans des ateliers afin d'aligner la stratégie d'alarme sur les besoins opérationnels.

**Architecture des historiens** : extraire et archiver les données historiques de PI et 800xA des historiens avant le changement. Définir quelles tendances, rapports et indicateurs clés de performance doivent être conservés. Configurer les points historisés dans le nouveau système avec des conventions d'identification cohérentes. Assurer la continuité des données en exécutant une journalisation parallèle pendant la migration.

**Renforcement de la cybersécurité** : appliquer les politiques de segmentation réseau et de pare-feu conformes à la norme CEI 62443. Désactiver les ports, protocoles et comptes par défaut inutilisés. Installer des systèmes antivirus, de gestion des correctifs et de détection d'intrusion. Effectuer des tests d'intrusion et des scans de vulnérabilité avant la mise en service. Former le personnel IT/OT de l'usine à maintenir des opérations sécurisées.

**Formation des opérateurs/ingénieurs** : Élaborer des plans de formation basés sur les rôles pour les opérateurs, ingénieurs et personnel de maintenance. Animer des sessions en classe suivies d'une formation pratique sur simulateur. Utiliser des graphiques spécifiques représentant l'usine et des exemples de logiques de contrôle dans les supports de formation. Fournir une formation de remise à niveau pendant la mise en service et le support post-démarrage.

## 10.11 Test d'acceptation en usine (FAT) et test d'acceptation sur site (SAT)

Le FAT commence par la planification et la révision des documents, la confirmation de la procédure FAT approuvée, des descriptions fonctionnelles, des listes d'E/S, de l'architecture réseau, de la philosophie des alarmes et des critères d'acceptation. Le fournisseur prépare le matériel et le logiciel DCS améliorés pour correspondre à la configuration du site et examine les scripts de test avec le propriétaire.

- Le matériel est inspecté et alimenté pour vérifier la fonctionnalité, l'étiquetage, les versions des logiciels, le câblage, la mise à la terre et la redondance. L'architecture du système et les réseaux sont testés pour confirmer que la configuration est correcte, les communications, la synchronisation temporelle et les performances en redondance.
- L'installation et la configuration logicielles sont vérifiées, y compris les bases de données des contrôleurs, la cartographie des E/S, la logique de contrôle, la sécurité et la licence. Les points d'E/S sont testés à l'aide d'une simulation de signal afin de confirmer l'échelle, les distances, le comportement de sécurité et les communications avec des systèmes distants ou tiers.
- Les tests fonctionnels valident les boucles de contrôle, les verrouillages, les séquences et les permissifs par rapport aux récits de contrôle. Les alarmes, les événements et les fonctions d'historique sont testés pour détecter les priorités, les consignes, l'annonce et la journalisation correctes. Les fonctions graphiques HMI et opérateurs sont examinées pour leur exactitude, leur navigation et leur réponse.
- Des tests de redondance et de basculement sont effectués sur les contrôleurs, les serveurs, les réseaux et les alimentations afin de garantir un transfert fluide et la stabilité du système. Tous les résultats sont documentés, les problèmes sont consignés et résolus, et la validation finale du FAT confirme la préparation à l'expédition et aux tests d'acceptation sur site (SAT).

Le test d'acceptation sur site (SAT) garantit que le nouveau DCS respecte les spécifications du projet et les documents de conception, vérifie que le matériel et le logiciel sont entièrement intégrés, que les fonctions de contrôle, de surveillance et de sécurité fonctionnent correctement, garantit que les opérateurs peuvent utiliser le système en toute sécurité et efficacement et qu'il est prêt pour la mise en service et l'exploitation en temps réel. Les étapes comprennent :

- Vérification de l'installation du système : confirmer que les contrôleurs, les modules d'E/S, les serveurs, les postes de travail et les équipements réseau sont correctement installés, vérifier les alimentations, la mise à la terre et les conditions environnementales, et vérifier l'étiquetage, le câblage et la disposition des armoires
- Tests réseau et de communication : Tester la communication entre les contrôleurs, les serveurs, les IHM et les E/S distantes. Vérifier la redondance (réseaux, alimentation, contrôleurs) lorsque cela est applicable et confirmer l'échange de données avec des systèmes tiers (API, SCADA, historiens)

- Configuration et fonctionnalité logicielles : Valider la logique de contrôle, les séquences et les verrouillages. Confirmer que les alarmes, les événements et les diagnostics système fonctionnent correctement et vérifier que les graphiques, les plaques frontales et les écrans IHM correspondent à la conception du processus
- Tests d'E/S et de dispositifs de terrain : Vérifier les E/S analogiques et digital par rapport aux dispositifs de terrain, simuler les signaux de procédé pour vérifier les lectures et les réponses correctes. Confirmer les comportements de sécurité en cas de perte ou de défauts de signal
- Vérification des alarmes et de la sécurité : Tester les priorités, les limites et les annonces des alarmes. Vérifier les notifications et les accusés de réception des opérateurs. Confirmer que les fonctions de sécurité répondent correctement aux conditions anormales
- Tests opérateur et maintenance : s'assurer que les stations opératrices fonctionnent correctement, vérifier les niveaux d'accès au système et la sécurité. Tester les procédures de sauvegarde, de restauration et de récupération du système
- Test de performance et de fiabilité : Faites fonctionner le système pendant une période prolongée pour vérifier la stabilité. Vérifier les temps de réponse et le chargement du système. Confirmer qu'il n'y a pas de coupures de communication ni de pannes inattendues
- Documentation et validation : Consigner tous les résultats des tests, les écarts et les actions correctives. Confirmer que toutes les listes de contrôle SAT et les scripts de test sont remplis. Obtenir l'acceptation officielle du client et l'approbation. Déclarer que le système est prêt à être mis en service ou en production.

Services après installation

| | ABB 800xA | Siemens PCS7 | Emerson DeltaV |
|---|---|---|---|
| Renouvellement des licences logicielles | Non spécifié | Aucun coût obligatoire de renouvellement de licence pour PCS 7. Il est recommandé d'acheter le service de mise à jour logicielle (SUS). | Aucune licence de renouvellement n'est nécessaire pour faire fonctionner le système. Seul l'antivirus doit être renouvelé chaque année pour un montant de 1 600 $ CAD. |
| Assistance technique | Services de niveau avancé/expert. Spécialiste des applications, services numériques avancés, consultant en ingénierie, chef de projet technique. 384 $/h | Process Care Plus, qui comprend une assistance téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an pour nos produits (assistance technique ou application exclue). Il est également recommandé d'utiliser PCS MyExpert pour les mises à niveau du micrologiciel, les mises à niveau logicielles, l'état d'obsolescence du matériel, etc. | Contrat d'accès au portail d'assistance pour les mises à jour logicielles, les mises à niveau de version et les mises à jour de cybersécurité et de compatibilité. L'assistance produit Emerson est facturée 92 560 $ CAD pour un système 4700 DST. |

| | ABB 800xA | Siemens PCS7 | Emerson DeltaV |
|---|---|---|---|
| Assistance à distance pour le dépannage | Services et assistance sur site/à distance pour l'exploitation, la maintenance, le dépannage, l'installation et la mise en service 308 $/h | Le dépannage de nos produits peut être effectué via notre service Process Care Plus. | Frais d'assistance au diagnostic et au dépannage à distance par incident, assistance téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. |
| Assistance technique sur site | Services d'urgence sur le terrain nécessitant une réponse immédiate 384 $/h | Conformément à la proposition | Visite d'un technicien ou d'un ingénieur sur site pour la maintenance du système ou la résolution d'un problème 1 480 $ CAD par jour, hors frais de déplacement et autres dépenses. |
| Pièces de rechange et remplacement de matériel | Non spécifié | Entrepôt local pour les urgences. | Le budget pour les pièces de rechange est estimé à 36 469 $ pour un (1) contrôleur et quelques cartes E/S comme pièces de rechange. |
| Formation et actualisation du système : | Coordinateur de projet 210 $/h, chef de projet service 305 $ /h et chef de projet senior ou responsable de site 384 $/h. | Siemens propose différents programmes de formation, de l'ingénierie à la maintenance ; le prix est d'environ 5 000 dollars par personne et par session (4 à 4,5 jours). | Coût de la visite locale pour la formation (hors frais de déplacement et autres dépenses) : 1 480 dollars canadiens. |

# 11. Avantages de la mise à niveau avec le système ABB

- Besoin de moins d'algorithmes et de stratégies de contrôle pour la reprogrammation
- Le plan sur 10 ans est déjà en place, avec des évolutions et des améliorations en cours.
- Certaines parties de l'usine ont déjà migré vers le système ABB 800 XA, ce qui les rend plus faciles à intégrer.
- Intégration plus simple, réduction des risques et mise à profit des connaissances et expertises existantes.
- Un processus de modernisation plus fluide, avec moins de perturbations et des coûts réduits.
- L'ABB 800xA a été conçue pour être compatible avec l'ABB MOD300, facilitant l'intégration de nouveaux matériels et logiciels tout en conservant l'ancienne stratégie de contrôle.
- ABB peut également fournir des outils et une assistance pour aider à migrer les applications existantes et contrôler la logique, réduisant ainsi l'effort et les risques liés à la mise à jour.

- Les mises à niveau progressives, où des composants individuels sont mis à jour tandis que le reste du système reste en ligne, sont souvent possibles avec le même fournisseur. Cela minimise les temps d'arrêt et permet une transition plus progressive, réduisant ainsi le risque de perturbations opérationnelles.
- Avec un fournisseur familier, la compréhension du système est plus efficace, ce qui peut conduire à une planification et une gestion de projet plus efficaces. Cela peut entraîner une réduction des coûts grâce à des besoins de formation réduits, moins d'erreurs et un processus de mise en œuvre plus fluide.
- Les ingénieurs et les opérateurs étaient déjà formés au système ABB MOD300 ; le processus de mise à niveau sera plus fluide. L'équipe sera plus à l'aise avec le nouveau système et ses fonctionnalités, ce qui permettra une adoption plus rapide et de meilleures performances.
- Compte tenu de l'expérience précédente d'ABB lors de la mise à niveau de ses systèmes (ABB MOD300 vers le 800XA), les temps d'arrêt lors des migrations seront réduits.
- Les négociations sur les prix et l'inclusion du matériel et des logiciels peuvent être plus faciles à négocier avec ABB qu'avec d'autres fournisseurs.

# 12. Recommandation finale

- L'usine d'épuration des eaux usées exploite actuellement un système de contrôle distribué ABB MOD 300 (DCS) avec environ 20 000 points d'E/S. Ce système obsolète n'est plus soutenu par l'ABB, ce qui crée des risques importants liés à la maintenabilité, à la disponibilité des pièces de rechange et à la conformité en cybersécurité. Ce rapport a évalué trois plateformes DCS candidates – ABB 800xA, Siemens PCS7 et Emerson DeltaV – pour remplacer le système MOD 300.
- Les solutions Rockwell (Allen-Bradley), Honeywell et Yokogawa ont également été envisagées, mais écartées pour des raisons telles que la complexité migratoire et le coût.
- En se basant sur les capacités techniques, les parcours de migration, les coûts du cycle de vie et la familiarité de l'opérateur, cette étude recommande l'ABB 800xA comme option principale de modernisation, avec l'Emerson DeltaV comme alternative solide et le Siemens PCS7 comme choix situationnel.
- CIMA recommande de privilégier des discussions avec ABB une mise à niveau progressive avec des confirmations tarifaires, car la Ville de Montréal dispose du budget et du calendrier serré pour effectuer la mise à niveau dans chaque section de l'usine.
- ABB pourrait signer un accord à long terme avec la Ville de Montréal pour moderniser et soutenir le système dans les années à venir.

**FIN DU DOCUMENT**

SERVICE CANADA

# Entente Care d’Industries de l’énergie d’ABB : Progressive



CARE SUPPORT

**ABB Energy Industries**

---

| | |
|---|---|
| Numéro de la proposition .: | **LBC-250606-1R2** |
| Client: | **La Ville de Montréal** |
| Site: | Station de traitement des eaux usées Jean-R. Marcotte |
| N° du projet : | Entente Care d’Industries de l’énergie d’ABB : Progressive |
| Date de validité | 1er juin 2026 au 31 mai 2029 |
| Date: | February 11, 2026 |
| Compte directeur | Dominic Lapierre – ABB |

| | |
|---|---|
| Revision: | R2 |
| État du document | Firm Proposal |
| À l’attention de : | **Charles Graton**<br>Charles.graton@montreal.ca |

Confidentiel

## Table des matières

**1. Résumé et tarification de l'entente Care d'Industries de l'énergie d'ABB ..... 5**

1.1 Emplacements et équipement/systèmes couverts par l'entente Care ..... 6
1.2 Entente Care : Résumé de la portée pour La Ville de Montréal ..... 7
1.3 Résumé de la tarification ..... 9
1.4 Remarques ..... 9
1.5 Période de l'entente ..... 9

**2. 2. Contenu détaillé de l'offre: Services du forfait Progressive ..... 10**

2.1 Gestion de l'entente Care ..... 10
2.2 Soutien technique ..... 10
2.3 Services de plateforme à distance sécurisée – Renouvellement ..... 11
2.4 Ingénieur de projet résident sur le site ..... 11
2.5 My Control System (mon système de commande) ..... 13
2.6 Offres de fidélisation pour le client ..... 13
2.7 Perfectionnement technique d'ABB et offre de rabais ..... 14
2.8 Économies sur les réparations ..... 15
2.9 Mises à niveau des logiciels d'automatisation (ASM) ..... 15
2.10 Suivi des cas de soutien technique ..... 18
2.11 My Control System On-Premise ..... 18
2.12 Rendement de boucle (Loop Performance) ..... 20
2.13 Gestionnaire de compte technique (Techncial Advisor and Mentor) ..... 21
2.14 Réunions semestrielles techniques du site ..... 22
2.15 Évaluation complète de l'état du système ..... 23
2.16 Cyber Security Workplace d'ABB Ability™ avec renouvellement WSUS ..... 24
2.17 Services professionnels complémentaires et amélioration cybersécurité ..... 27

**3. Conditions commerciales ..... 28**

3.1 Barème des tarifs ..... 28
3.2 Acceptation de l'offre ..... 28
3.3 Modalités de paiement ..... 29
3.4 Taux de change ..... 29
3.5 Confidentialité ..... 29
3.6 Livraison ..... 29
3.7 Structure de tarification ..... 29
3.8 Conditions supplémentaires ..... 30
3.9 Conformité en matière d'environnement, de santé et de sécurité ..... 30

**4. Appendix I – 2026 Rate Schedule ..... 32**

**5. Appendix II – 2026 ABB Canada University Schedule ..... 34**

**6. Appendix III – Resident Engineering Services ..... 35**

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

**Tableau des révisions**

| Révision | Date | Numéro de proposition | Description des changements |
|---|---|---|---|
| 0 | June 23, 2025 | LBC-250606-1R0 | Budgetary Proposal issued |
| 1 | November 18, 2025 | LBC-250606-1R1 | Capex versus Opex. Unlimited training added. Exchange adjusted to 1.41, Cyber support moved to base price and increased to $100K per year. Bank of Hours transitioned to Project Engineering Site resident. |
| 2 | February 11, 2026 | LBC-250606-1R2 | Firm Proposal issued with translated text. |

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

**À noter :** **Charles Graton**
Charles.graton@montreal.ca

**Objet :** **Entente Care d'Industries de l'énergie d'ABB : Progressive Level**

Charles,

Au nom de l'équipe d'ABB, nous tenons à vous exprimer notre gratitude pour avoir continuellement utilisé les services d'ABB dans le cadre d'un contrat d'entente CARE au cours des dernières années. Nous sommes heureux de présenter cette nouvelle offre, avec de nouveaux niveaux de service et d'assistance pour répondre aux besoins en constante évolution des avancées technologiques d'aujourd'hui.

**Nos nouveaux niveaux sont :**

**Leader** : Promouvoir l'excellence opérationnelle et rechercher les dernières avancées et concepts pour l'amélioration et l'efficacité
**Progressive** : Cherche à améliorer la productivité à l'aide de technologies de pointe éprouvées
**Strategic** : Utilise des outils et des services puissants pour optimiser et prolonger la durée de vie de l'équipement
**Self-Maintainer** : Garantit des réponses de service rapides et flexibles pour répondre aux besoins.

Le niveau Progressive offrira une valeur optimale pour La Ville de Montréal.

Nous nous réjouissons de faire affaire et de discuter de cette entente Care avec vous.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués,
**ABB inc.**

Per:

Dominic Lapierre, ing.

Directeur de compte
Est de l'Ontario et Québec
ABB inc. - Canada

Cellulaire : +1 514 835-7703
Courriel : dominic.lapierre@ca.abb.com

Francesco F Valeri

Directeur de service – Région de l'Atlantique
ABB inc. - Canada

Téléphone : +1 438 843-6553
Cellulaire : +1 514 949-2704
Courriel : francesco.f.valeri@ca.abb.com

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 1. Résumé et tarification de l'entente Care d'Industries de l'énergie d'ABB

ABB ENERGY INDUSTRIES

# ABB Care

## Making it easy to care for your capital




ABB Energy offers four new and distinct levels of coverage to help customers cut complexity, control costs, and extend capital life.

Introducing our new and improved ABB Energy Industry Care.

**LEADER**
Promotes Operational Excellence and seeks out the latest advancements and concepts for improvements and efficiency

**PROGRESSIVE**
Seeks out productivity improvements using proven advanced technology for both equipment and processes

**STRATEGIC**
Utilizes powerful tools and services to optimize and extend equipment life

**SELF-MAINTAINER**
Guarantees fast and flexible service responses to meet customer needs

| X-INCLUDED O-OPTIONAL | LEADER | PROGRESSIVE | STRATEGIC | SELF-MAINTAINER |
|---|---|---|---|---|
| Tech Support | X | X | X | X |
| Secure Remote Platform (SRP) | X | X | X | X |
| Unlimited Training | X | X | X | X |
| My Control System via Web Access | X | X | X | O |
| Access to Loyalty offers | X | X | X | X |
| Access to Discount levels: Onsite Services, ABB University and Spare parts | X | X | X | X |
| ASM: Automation Software Management | X | X | X | |
| MCS On Premise | X | X | X | |
| Case Tracking (1 user) | X | X | X | |
| System Performance KPI Review with Recommended Actions | | | X | |
| Full System Health Assessment | X | X | | |
| Technical Advisor and Mentor (TAM) | X | X | | |
| Alarm Management**: System Performance Review – Top 3 Chattering Alarms | X | X | | |
| Cyber security Performance Review for End points | | | X | |
| Cyber Security Workplace (CSWP) with System Update Services (SUS) | X | X | O | |
| Application Support | X | O | O | |
| Cyber Security Event Monitoring: Node event collector (SIEM) | X | O | | |
| Annual Technology Review | X | | | |
| New Technology Trial Opportunities | X | | | |
| Bank of Hours | O | O | O | O |
| Flexible Spending Account | O | O | O | O |
| Cyber Security Architecture Gap Assessment | O | O | O | |
| Spare Parts Gap Analysis | O | O | O | |
| Critical Node Recovery by Back up Validation | O | O | | |
| CAI: Inventory Asset Management | O | O | | |
| Cyber Security Event Monitoring: Network and Traffic Flow Monitoring | O | O | | |
| Site Resident | O | | | |
| Cyber Policy Review and Procedure Development | O | | | |
| Alarm Insight**: Monitor / Rationalize / Optimize | O | | | |
| Asset Insight | O | | | |
| Connected Worker | O | | | |

**if applicable Note: Chart is subject to change

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 1.1 Emplacements et équipement/systèmes couverts par l'entente Care

La présente entente couvre le service de l'emplacement de Bécancour.

| Type/description | Version | Numéros d'identification | Emplacement |
|---|---|---|---|
| 800xA Control system | 6.1.1.1 | SID4827 | Station d'épuration des eaux usées |
| 800xA Engineering system | 6.1.1.1 | SID73876 | Station d'épuration des eaux usées |




We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 1.2 Entente Care : Résumé de la portée pour La Ville de Montréal

Le forfait **Progressive** de La Ville de Montréal's comprend les éléments suivants :

**Overall Proposed Scope:**

| | |
|---|---|
| Gestion de l'entente Care | • Rapport d'état, une fois par année<br>• Une rencontre concernant l'état, une fois par année par téléconférence<br>• (3) mois avant la date de fin de l'entente Care |
| Soutien technique | Disponibilité illimitée pour le soutien par rapport aux produits : 24 heures sur 24/7 jours sur 7<br>Temps de réponse de rappel : Immédiat – jusqu'à 4 heures et comprend |
| Services de plateforme à distance sécurisée – Renouvellement | Abonnement de 3 ans au support de la plateforme à distance sécurisée |
| Ingénieur de projet résident sur le site | 1600 heures par an avec remise préférentielle pour un ingénieur de projet résident sur site. |
| My Control System | Accès Web en libre-service par l'entremise de myABB |
| Offres de fidélisation pour le client | Voir les offres (lien)<br>**Offres de fidélisation du contrat Care d'ABB au Canada** |
| Perfectionnement technique d'ABB et offre de rabais | *Nouveau cours en présentiel Unlimited Classroom organisé par ABB Canada University dans nos installations ABB d'Oakville ou de Calgary. |
| Mises à niveau des logiciels d'automatisation (ASM) | Level 2 de la couverture pour les licences du système SID4827 et SID73876. Renouvellement de l'abonnement de trois ans |
| Suivi des cas de soutien technique | Accès pour un seul utilisateur |
| My Control System On-Premise | Renouvellement du suivi des performances 800xA |
| Rendement de boucle (Loop Performance) | Renouvellement de la surveillance des performances de la boucle |
| Gestionnaire de compte technique (Techncial Advisor and Mentor) | Arun Madikiri d'ABB, gestionnaire de comptes techniques avec une expertise en technologie, se concentre sur le soutien aux décisions techniques, la fourniture de conseils technologiques et un support dédié |
| Évaluation complète de l'état du système | 1 évaluation annuelle |
| Cyber Security Workplace d'ABB Ability™ avec renouvellement WSUS | Cybersécurité en continu pour le système 800xA principal |
| Services professionnels complémentaires et amélioration cybersécurité | Services professionnels complémentaires et amélioration cybersécurité |

*Il s'agit d'une nouvelle addition à notre section ABB University de l'Accord de Soins. Nous avons appliqué un pourcentage supplémentaire du coût à votre total de l'Accord de Soins pour cette nouvelle offre.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

**Discount Levels:**

| | |
|---|---|
| Taux horaire préférentiel | Tarifs préférentiels pour une banque d'heures supplémentaires **de quinze pour cent (15 %)** rabais comme décrit Le tarif en vigueur s'applique |
| Formation de l'Université ABB | Réduction sur le prix catalogue sur les cours de formation réservés pendant la période du contrat Care. **quinze pour cent (15 %)** de rabais comme décrit |
| Rabais sur les pièces de rechange | Des rabais sur le volume sont offerts pour le programme de renouvellement de certification La présente proposition offre un rabais de **dix percent (10%)** de rabais comme décrit |

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 1.3 Résumé de la tarification

| | Quantité | | Description | Prix du contrat |
|---|---|---|---|---|
| 1.3.1 | Année 1 sur 3 | Entente Cadre d'Industries de l'énergie d'ABB – Forfait Progressive | | $ 913,540.00 |
| | | Opex: | $ 240,660 | |
| | | Capex**: | $ 672,880 | |
| 1.3.2 | Année 2 sur 3 | Entente Cadre d'Industries de l'énergie d'ABB – Forfait Progressive | | $ 940,630.00 |
| | | Opex: | $ 243,490 | |
| | | Capex**: | $ 697,140 | |
| 1.3.3 | Année 1 sur 3 | Entente Cadre d'Industries de l'énergie d'ABB – Forfait Progressive | | $ 965,220.00 |
| | | Opex: | $ 246,740 | |
| | | Capex**: | $ 718,480 | |
| | | **Prix total** | | **$ 2,819,390.00** |

**Comprend les « Services professionnels complémentaires et amélioration cybersécurité » annuels à 100 000 $ par année.

## 1.4 Remarques

- Ce prix de base comprend une prime de 7 % qui a été appliquée au total de votre entente Care pour l'offre de formation illimitée.
- La Ville de Montréal doit s'assurer qu'il y a un accès adéquat sur place pour l'arrivée du personnel d'ABB, garantir un travail sécuritaire, donner les instructions de travail et approuver le travail des spécialistes.
- Le service sur place peut également exiger l'arrêt partiel ou complet de l'usine, qui doit être organisé à l'avance.
- Les frais de déplacement et de subsistance ne sont pas inclus dans la présente entente. Ces dépenses seront facturées au prix coûtant plus 10 % de frais administratifs.

## 1.5 Période de l'entente

Le contrat d'entente Care entrera en vigueur le juin 1, 2026 et s'étendra sur une période de trente-six (36) mois. L'entente Care ne peut être résiliée par l'acheteur que moyennant un préavis écrit de trente (30) jours et suivant le paiement des frais de résiliation, qui comprennent la valeur proportionnelle du contrat pour tous les mois précédant la date d'entrée en vigueur de la résiliation plus des frais d'annulation pour une période de neuf (9) mois.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2. 2. Contenu détaillé de l'offre: Services du forfait Progressive

### 2.1 Gestion de l'entente Care

Un gestionnaire de projet de service sera affecté à ce contrat en tant que point de contact unique. Le gestionnaire de projet de service et son équipe locale associée améliorent la capacité d'ABB à comprendre les moteurs de l'activité de La Ville de Montréal et à gérer avec succès la fourniture de tous les aspects du contrat CARE.

Votre chef de projet de service est :

**Daniel Fortier** Directeur de projets – Service, Spécialiste technique
Téléphone : +1 438 843-6682
Télécopieur : +1 514 856-6297
Cellulaire : +1 514 973-0382
Courriel : daniel.f.fortier@ca.abb.com

Le gestionnaire de projet de service soutiendra des activités telles que :

- La supervision de l'exécution du contrat
- L'horaire de travail et les ressources d'ABB
- Les rapports d'état, une fois par année
- Les réunions de mise en état, une fois par année en téléconférence
- Les rencontres d'état, une fois par année en téléconférence

ABB fournira un rapport d'état du contrat trois mois avant la date d'échéance du contrat. ABB et le client travailleront ensemble pour s'assurer que tous les efforts sont mis en place pour achever la portée de la fourniture. Cependant, dans l'éventualité où nous ne sommes pas en mesure de réaliser la livraison, ABB et le client conviendront d'un plan incluant, au besoin, une portée alternative de la fourniture pour que nous puissions réaliser la livraison et terminer le travail au cours des trois (3) mois suivant la date d'échéance du contrat.

### 2.2 Soutien technique

ABB offre un soutien technique d'urgence 24 heures sur 24, sept jours sur sept, par l'intermédiaire de son Centre de service à la clientèle au 1 800 HELP 365 (1 800 435-7365). Ce service de soutien téléphonique est conçu pour offrir un soutien technique à valeur ajoutée. Chaque cas est suivi avec soin jusqu'à sa résolution. Le soutien technique n'est pas destiné au soutien concernant la maintenance générale du système.

Le soutien technique sert à appuyer les clients qui ont des problèmes spécifiques par rapport aux produits mis en service qui sont couverts par l'entente Care. Il se peut qu'ABB propose une formation pour les utilisateurs ou une entente de service sur place à La Ville de Montréal si ces services sont mieux appropriés pour répondre à la demande spécifique, ce qui devra être facturé séparément si ces services ne sont pas offerts dans le cadre de l'entente Care.

**Voici les coordonnées du Centre de contact d'ABB :**
Soutien technique 24 heures par jour, 365 jours par année
Téléphone : 1 800 HELP365
Télécopieur : 905 639-8639
Demandes générales : Contact.center@ca.abb.com
Demandes par rapport au système de commande : automation.support@ca.abb.com

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.3 Services de plateforme à distance sécurisée – Renouvellement

Les Services de plateforme à distance sécurisée (SRP) fournissent des ressources de soutien, y compris des spécialistes mondiaux de système et de produit, qui sont tous disponibles 24 heures par jour afin d'offrir des services rapides et efficaces de dépannage à distance. L'accès à la connexion aux SRP permet l'analyse du système en temps réel avec l'assistance du soutien de R et D de niveaux L3 et L4. La connexion peut être contrôlée par la La Ville de Montréal, garantissant que l'accès n'est autorisé que lorsque requis.

Caractéristiques et avantages des Services à distance

- Accès au soutien à distance 24 heures sur 24
- Intervention d'urgence
- Connexion large bande sécurisée
- Accès à un plus vaste réseau de soutien technique d'ABB
- Accès et soutien en temps réel
- Délai de réponse et de recherche d'information plus rapide
- Connexion sécurisée éprouvée par l'industrie et mise en œuvre simple
- Coût général de maintenance réduit
- Rendement des biens optimisé

ABB fournira ce qui suit :

- Services à distance sur demande

La Ville de Montréal est responsable de fournir ce qui suit :

- Nœud de Services à distance (accès réseau aux nœuds informatiques d'ingénierie ou de diagnostic requis)
- Espace alloué pour le nœud
- Connexion à distance pour le nœud

## 2.4 Ingénieur de projet résident sur le site

ABB inc. s'engage à soutenir ses clients et peut offrir différents niveaux de services d'assistance pour répondre aux exigences de la Ville de Montréal. Cette proposition prévoit des services annuels spécialisés à temps plein, pour trois (3) ans.

Bien qu'ABB offre à la fois des services d'entretien sur place de type régulier et des services de niveau avancé/expert dans le cadre de l'offre de services spécialisés à temps plein, nous avons fondé cette entente Care sur le soutien en service sur place et en ingénierie de projet assuré par un résident sur site, en appliquant notre tarif résident sur site avec une réduction **de quinze pour cent (15 %**) par rapport aux tarifs standards publiés par ABB au moment de la prestation.

**Services spécialisés à temps plein :**

**Services sur place :**
Comprend le soutien opérationnel ou d'entretien sur place ou à distance, y compris les services réguliers (mensuels/trimestriels) de mise à jour informatique, d'évaluation de base des empreintes digitales et de vérification allégée.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

**Services d'ingénierie de projet :**
Activités d'ingénierie associées aux projets, ce qui comprend la conception de système, l'interface HMI, le serveur ou le réseau, ainsi que la configuration, la coordination et les essais de la logique de contrôle.

**Heures proposées :**
**1 600 heures** de services d'entretien correctif par année sont incluses dans la présente entente Care.

Ci-dessous se trouve un aperçu des heures de service hebdomadaires proposées pour le résident sur site, prévues pour huit heures par jour, de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi. Les principales fonctions consisteront à effectuer la maintenance préventive et corrective (services sur place), ainsi que des services d'ingénierie de projet pour les systèmes DCS sur site, pendant douze mois (40 semaines), pour un total de 1 600 heures :

| Date | Regular Time |
|---|---|
| Dimanche | |
| Lundi | 8 |
| Mardi | 8 |
| Mercredi | 8 |
| Jeudi | 8 |
| Vendredi | 8 |
| Samedi | |
| **Heures normalisées totales par semaine** | **40** |
| **Pendant douze (12) mois / 40 semaines** | **1600** |

Remarque :

- ABB considère que le résident en ingénierie de projet n'aura pas à fournir de services de niveau expert. Si cela venait à changer, le tarif expert sera appliqué conformément à l'Annexe I. Le **taux préférentiel de 15%** de réduction sur le tarif courant sera appliqué.
- ABB considère que le résident travaillera 40 semaines par année, en tenant compte des jours fériés et des congés.
- La Ville de Montréal est responsable de fournir un environnement de travail où un employé d'ABB peut conserver des aliments périssables (déjeuner) et prendre son repas pendant sa pause déjeuner.

### 2.4.1 Soutien international

Le barème standard de prix s'applique aux ressources qui se trouvent au Canada seulement. Le soutien provenant d'experts technologiques aux États-Unis ou en Europe sera facturé à un taux de 1,6 fois le taux standard. Les rabais pour le soutien international seront offerts au cas par cas, selon la durée et la portée des travaux demandés. Le budget de la banque d'heures préachetée peut être utilisé en proportion pour les heures de soutien provenant de ressources internationales, ou alors ces heures peuvent être facturées séparément.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.5 My Control System (mon système de commande)

« My Control System » (mon système de commande) est une plateforme Web sécuritaire comportant les renseignements et les services pour les systèmes de commande d'ABB sur le site de La Ville de Montréal. Le contenu suivant propre au site est disponible sur My Control System :

- Coordonnées de l'organisation de service d'ABB désignée
- Aperçu des licences d'utilisation du logiciel (dates de validité, clés de téléchargement pour les outils et les licences)
- Aperçu des modules de formation disponibles
- Renseignements concernant les antivirus et les correctifs de Microsoft vérifiés par un entrepreneur
- Outils d'évaluation du rendement du système
  - Premier aperçu de l'état actuel du système au sein du rapport sur les IRC
  - Le rapport sur le système de référence sera disponible sur la plateforme Web MyABB quelques minutes après le téléversement des données
- Les tout derniers correctifs de sécurité
  - Les mises à jour du programme antivirus
  - Une liste publiée des mises à jour de Microsoft
  - Les mises à jour consolidées du système d'exploitation sont disponibles sous forme de trousse téléchargeable. Cette trousse est générique et les mises à jour appropriées doivent être déterminées par La Ville de Montréal.
- Rapport, alertes et documentation pertinente au produit

Coordonnées : https://myportal.abb.com/home

## 2.6 Offres de fidélisation pour le client

Périodiquement, à titre de détenteur d'un contrat d'entente Care, vous recevrez des offres de fidélisation d'ABB sous forme d'offres limitées avec des options de tarification et des rabais sur la liste des tarifs d'ABB.

L'avantage de ces offres est d'encourager l'investissement de l'utilisateur dans les composantes du système tout au long du cycle de vie pour prolonger la durée de vie des systèmes DCS et ajouter une amélioration supplémentaire en matière de rendement et de fonctionnalités dans vos systèmes, ce qui permet l'intégration graduelle des meilleures technologies de l'industrie.

De plus, ces offres élimineront le besoin d'ABB de créer des propositions supplémentaires; l'utilisateur peut simplement mentionner l'offre de fidélisation applicable par son nom, les numéros de catalogue des ensembles requis et la quantité qu'il désire acheter pour chacun d'entre eux.

Pour obtenir une liste des offres actuelles, veuillez visiter notre site Web sur les offres de fidélisation :

**Offres de fidélisations pour les contrats d'entente Care d'ABB au Canada - Service (Industries de l'énergie)**




We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.7 Perfectionnement technique d'ABB et offre de rabais

**Formation illimitée**

Nous avons le plaisir d'annoncer notre plus récente offre de formation pour tous les clients d'ABB Canada de l'industrie de l'énergie couverts par l'entente Care. Ce renouvellement comprend une formation illimitée offerte par l'Université ABB au Canada, selon les listes de cours en classe planifiés. Ce qui implique :

- Nombre illimité de stagiaires de votre entreprise
- Tout cours figurant à l'horaire en vigueur de l'Université ABB

La formation est essentielle pour que nos clients demeurent à l'avant-garde de la technologie, et cette nouvelle occasion leur donnera accès aux plus récentes avancées. Qu'il s'agisse d'accueillir de nouveaux employés ou d'améliorer les compétences de vos principaux opérateurs, cet accès offrira la formation requise pour maintenir le rendement de votre équipe.

À titre de client de niveau Progressive (Progressif), nous avons davantage à vous offrir avec ce forfait! Non seulement vous bénéficiez d'un accès illimité à tous les cours programmés offerts par l'Université ABB, que ce soit dans nos installations ABB d'Oakville ou de Calgary, mais ABB vous fournira également un cours personnalisé sur site d'une durée d'une semaine pour chaque année de couverture de votre entente Care. Ce cours sera donné sur votre site et adapté au sujet de votre choix.

Ce cours personnalisé comprend :

- Une formation pour 4 à 8 étudiants, incluant l'accès aux documents et supports de formation pertinents.
- Tout le développement du cours et le temps de formation de l'instructeur.
- Tous les frais d'expédition applicables pour l'équipement.
- Le temps de déplacement de votre instructeur pour se rendre sur votre site.

Remarque :

- Les frais de déplacement et de séjour de l'instructeur de l'Université ABB seront en sus et facturés au coût majoré de 10 %, conformément à la grille tarifaire d'ABB Canada.
- Pour les cours sur site d'une semaine, un seul cours sera offert chaque année de votre contrat Care. Cette partie de l'offre n'est pas transférable d'une période à l'autre. L'offre de formation prend fin à la date d'expiration annuelle de votre contrat Care.

**Rabais sur les formations virtuelles et personnalisées**
Cette proposition offre un rabais de **quinze pour cent (15 %)** sur les cours en ligne (VILT) d'ABB Canada par l'entremise d'ABB myLearning, ainsi que sur toute formation personnalisée supplémentaire tenue sur site pendant la période de contrat de l'entente Care.

L'horaire de formation actuel se trouve sur la page Web de l'Université ABB Canada :
https://new.abb.com/service/abb-university/ca

Toutes les formations offertes, y compris les options en ligne, se trouvent sur le site Web MyLearning d'ABB : https://mylearning-americas.abb.com

Coordonnées de la personne-ressource :
Courriel : abb_university@ca.abb.com
Téléphone : +1 905 333-7446

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.8 Économies sur les réparations

Les centres de logistique mondiaux positionnés de façon stratégique et interreliés d'ABB sont à votre service 24 heures par jour, 365 jours par année, afin d'assurer l'envoi immédiat des pièces de rechange.

La présente proposition offre un rabais de **dix percent (10%**) sur toutes les commandes de pièces et demandes de réparation d'ABB Systèmes d'automatisation pouvant être livrées par envoi normal (non urgent).

## 2.9 Mises à niveau des logiciels d'automatisation (ASM)

Pour la durée de ce contrat, La Ville de Montréal recevra des solutions du programme d'entretien de logiciels d'automatisation Automation Software Maintenance (ASM) pour l'identifiant de sécurité (SID) ou le système indiqué dans le tableau A et B ci-dessous. Les solutions du programme Automation Software Maintenance (ASM) aide les propriétaires de système à gérer activement le cycle de vie du système de commande d'ABB tout en les aidant à maximiser la valeur de leur investissement en automatisation. Il offre une vaste gamme de solutions pour appuyer vos systèmes de commande d'ABB et en prolonger la durée de vie et la fiabilité.

Grâce à ces solutions ASM, La Ville de Montréal a accès aux éléments suivants pour lui permettre de maintenir son logiciel d'automatisation.

- ASM Maintain & Upgrade (maintenance et mise à niveau) de niveau 2 est inclus dans cette proposition.

  Le niveau 2 d'ASM comprend tous les services et livrables du cycle de vie fournis au niveau 1, ainsi que l'accès aux nouvelles versions de logiciels et aux améliorations. À ce niveau, les clients peuvent mettre à niveau les versions logicielles « Active » (active), « Classic » (classique) et « Limited » (limitée) du cycle de vie d'un produit au sein d'une même famille vers la version logicielle la plus récente proposée, tout en conservant la plateforme ou les composants principaux de leur système de contrôle. Ce niveau d'abonnement offre une plus grande flexibilité aux clients souhaitant conserver leur système tout en le maintenant à jour et en le dotant de nouvelles fonctionnalités[1]. Cela n'inclut pas la possibilité de mettre à niveau les versions dont l'état de cycle de vie est obsolète ou de passer d'une plateforme à une autre. Cette possibilité peut être offerte moyennant un coût supplémentaire.

- Un accès à la suite de services haut de gamme du portail myABB, ce qui comprend les éléments suivants :
  - la documentation par l'entremise de la Bibliothèque d'ABB;
  - des options de formation des clients;
  - des renseignements sur le diagnostic du système de contrôle par l'entremise de l'outil My Control Systems;
  - l'affichage de la base installée de clients dans My Installations;
  - la gestion de cas de soutien technique;
  - l'affichage des services et des calendriers recommandés par ABB;
  - l'analyse et la gestion de la commande et du stockage de pièces de rechange;

[1] Les nouvelles fonctionnalités et options de produit, introduites récemment et vendues séparément, ne sont pas comprises dans les mises à niveau des versions logicielles et doivent être achetées selon le processus standard de commande d'extension de licence.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

  - la commande de produits et de pièces par l'entremise de la plateforme de commerce électronique;
  - comment communiquer avec ABB.
- Un accès aux renseignements sur le diagnostic du système de contrôle et un accès à la liste de correctifs de sécurité de Microsoft approuvés par ABB à partir du portail myABB (ne donne cependant pas accès aux correctifs en tant que tels) par l'entremise de My Control Systems.
- La capacité de transférer les cas de soutien de service à des ingénieurs d'ABB de niveau 3 ou 4 au besoin, comme déterminé par l'équipe de soutien technique d'ABB. Des frais supplémentaires peuvent s'appliquer selon la complexité de l'enjeu et les ressources requises pour remédier à cet enjeu.
- La mise en place de nouvelles versions du logiciel n'est pas incluse.

Remarques :

- Utiliser certaines fonctionnalités incluses dans les mises à jour logicielles pourrait nécessiter un système d'exploitation, un logiciel ou du matériel informatique différent ou supplémentaire. La présente entente ne fournit aucun matériel informatique ni aucun système d'exploitation ou logiciel de tierce partie.
- Les travaux d'ingénierie et les services d'installation pour mettre à jour et élaborer différentes révisions de produits sont considérés comme un supplément et peuvent être obtenus à partir d'heures sur place prépayées ou offerts dans un bon de commande séparé.
- Veuillez remarquer que les changements de couverture sont sujets à un nouvel engagement de trois (3) ans lorsqu'une augmentation du niveau de couverture est nécessaire.
- Les services d'installation logicielle ne sont pas compris.
- Les services d'installation micrologicielle ne sont pas compris.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

La présente proposition offre une couverture **ASM Level 2** du système spécifié suivant :

A. SID4827 – Système principal

**Renouvellement proposé pour le** May 31, 2029
**Type de système** 30 Seat, 800xA system with Historian

| Description du produit | Numéro de licence | Version actuelle | Numéro d'identification de la machine |
|---|---|---|---|
| 800xA 6.1.1.1 System | SL176385510103073 | 6.1.1.1 | 72574 |
| AdvaBuild, v3.7 | SL566395510103073 | 3.7 | 78239 |
| Advant Controller 460 | SL083184606213117 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX668789R1 |
| Advant Controller 460 | SL107510607213117 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX668811R1 |
| Advant Controller 460 | SL185510607213117 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX668811R1 |
| Advant Controller 460 | SL3044281428395 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX647228R1 |
| Advant Controller 460 | SL460475208213117 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX668814R1 |
| Advant Controller 460 | SL47653461310224 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | BT0486050 |
| Advant Controller 460 | SL507485208213117 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX668814R1 |
| Advant Controller 460 | SL593435904201116 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX658225R1 |
| Advant Controller 460 | SL655435904201116 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | BT1264466 |
| Advant Controller 460 | SL6648810114123 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX606762R1 |
| Advant Controller 460 | SL708563106212116 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX658227R1 |
| Advant Controller 460 | SL721295113121063 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | W2218293-2R1 |
| Advant Controller 460 | SL75753461310224 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX606750R1 |
| Advant Controller 460 | SL802174606213117 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX668789R1 |
| Advant Controller 460 | SL818563106212116 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX658227R1 |
| Advant Controller 460 | SL8194681428395 | 1.6 MOD/14.4-14.6 | 3BSX602679R1 |
| OPC Server for MOD 300 | SL053521002272015 | 1.5 | 74382 |
| OPC Server for MOD 300 | SL277163401124025 | 1.5 | 77876 |
| OPC Server for MOD 300 | SL709101002272015 | 1.5 | 77879 |
| OPC Server for MOD 300 | SL781211219125123 | 1.5 | 77877 |
| OPC Server for MOD 300 | SL969175408214088 | 1.5 | 77878 |

B. SID73876 – Système de Test

**Renouvellement proposé pour le** May 31, 2029
**Type de système** 800xA Engineering system

| Description du produit | Numéro de licence | Version actuelle | Numéro d'identification de la machine |
|---|---|---|---|
| 800xA Engineering System | SL277542806291086 | 6.1.1.1 | 00A2EE3372DA |

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.10 Suivi des cas de soutien technique

La personne-ressource principale du client indiquée pour le soutien téléphonique aura également accès au suivi du cas de soutien technique par l'entremise d'un module de suivi des cas sur myPortal.ABB.com. Le suivi des cas de soutien technique permet de suivre l'avancement de la résolution de cas ouverts, de consulter les activités de cas ouverts et de rechercher dans l'historique des cas clos. La personne-ressource principale du client aura également la capacité de consulter tous les cas qui sont assignés au site, peu importe qui a ouvert le cas, en plus de pouvoir approuver des utilisateurs autorisés supplémentaires. Les utilisateurs autorisés doivent être des employés du client utilisant les systèmes d'ABB (excepté les entrepreneurs, les sous-traitants, les intégrateurs ou toute autre partie n'étant pas un employé de l'acheteur).

Plus spécifiquement, un utilisateur autorisé sera en mesure de saisir, de modifier et de suivre des cas de soutien par l'entremise de myPortal.ABB.com (Application de suivi des cas). Un utilisateur autorisé sera en mesure de :

- voir ses propres cas seulement;
- voir les cas de tout le site;
- rechercher des sujets, appelants, etc. spécifiques;
- mettre à jour n'importe quel cas actif en ajoutant un commentaire, en posant une question, en donnant des détails supplémentaires ou en joignant des fichiers;
- suivre l'avancement de n'importe quel cas spécifique;
- saisir de nouveaux cas en tout temps.

Remarque : L'accès pour un utilisateur est inclus. Si vous avez besoin d'accès supplémentaires, ABB peut vous fournir sa tarification.

## 2.11 My Control System On-Premise

My Control System (mon système de contrôle, sur place) est une plateforme de prestation de services autonome et sécurisée offrant une interface unifiée aux utilisateurs des produits et systèmes de contrôle d'ABB.

My Control System sur place peut être téléchargé à partir de My ABB portal (mon portail ABB), puis installé sur n'importe quel serveur approprié existant sur le site de la La Ville de Montréalqu'il soit physique ou virtuel. Il utilise les données tirées de collectes programmées ou sur demande et analyse chaque ensemble de données pour les comparer aux pratiques exemplaires d'ABB et aux normes afin de détecter des irrégularités dans le rendement et offrir à l'utilisateur un aperçu normalisé des indicateurs de rendement clé (IRC). Cette comparaison permet de rapidement déceler les erreurs et d'aider les utilisateurs à améliorer la fiabilité, la disponibilité et le rendement du système.

Il est possible de configurer des notifications automatisées par courriel lorsque des états d'alerte ont lieu pour informer directement les utilisateurs des derniers résultats d'analyse. La base de connaissances d'ABB est intégrée à cette solution, et les renseignements clés sont présentés avec chaque IRC pour permettre une compréhension approfondie de la répercussion des résultats, ainsi que des recommandations pour y remédier. La plateforme active différentes fonctionnalités en fonction des licences proposées.

**Principales caractéristiques :**

- Importation et analyse automatisées des données recueillies à partir du collecteur de données de My Control System (MCS-DC) ou du collecteur d'événement.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

- Affichage de tous les détails des données brutes tirées de la collecte de MCS-DC, évaluation ponctuelle et mise en évidence des écarts.
- Texte prédéfini et modifiable pour les rapports afin de fournir des explications, d'indiquer les répercussions et de donner des recommandations en cas d'écarts.
- Génération automatisée de rapports imprimables fondés sur les données recueillies.
- Notifications automatisées par courriel fondées sur les états d'alerte définis, si l'accès des utilisateurs au serveur SMTP est activé.
- Prise en charge de l'initialisation automatique lors du redémarrage du système, puisqu'il fonctionne comme un service de Windows.

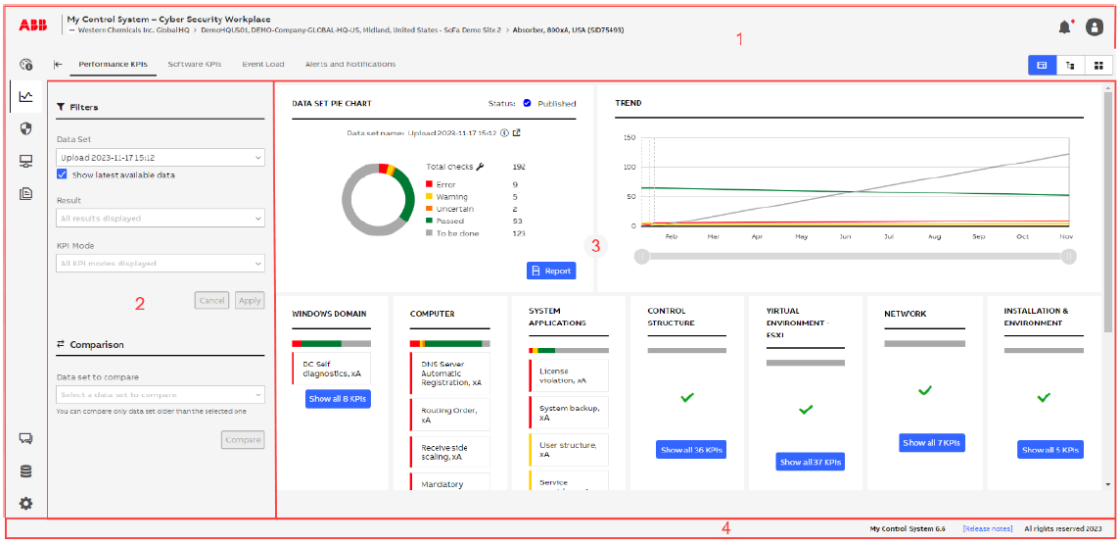



*Image 1 : Présentation générale du tableau de bord de MCS*

**Principales caractéristiques :**

- Nouvelle interface utilisateur (expérience utilisateur commune d'ABB Ability)
- Collecte automatisée et récurrente, transfert et analyse des données conformément à l'horaire configuré
- IRC et notifications des résultats envoyés par courriel
- Visualisation des résultats de l'analyse (IRC), y compris les valeurs historiques
- Collecte de données par rapport au rendement, au logiciel, à la sécurité et au cycle de vie (du matériel) sur les systèmes de contrôle 800xA
- Situé sur votre site (connexion à distance non requise, mais recommandée)

**Exigences supplémentaires du client :**

- Tout le matériel est sous la responsabilité de La Ville de Montréal. Si un ordinateur non standard est fourni (physiquement ou virtuellement), les conditions générales d'utilisation (CGU) DOIVENT être signées avant l'installation du logiciel.
- Il est recommandé que le client agisse selon les recommandations d'ABB pour tirer pleinement parti des avantages potentiels de MCS sur place. Bien que MCS sur place puisse détecter les problèmes du système, la mise en œuvre joue un rôle important pour aider à corriger les problèmes décelés afin d'optimiser le rendement du système et créer de la valeur

**Notifications par courriel**

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

- L'onglet « Notifications » dans la section Settings (Paramètres) de l'application MCS sur place offre la possibilité de régler et de configurer un serveur de protocole simple de transfert de courriels et une adresse courriel d'expéditeur. Ces paramètres peuvent ensuite être utilisés pour envoyer une notification à l'utilisateur concernant les changements/valeurs d'IRC générés dans l'application MCS sur place aux destinataires configurés.

## 2.12 Rendement de boucle (Loop Performance)

Il s'agit d'une plateforme de livraison de service sur place sécuritaire. Elle se connecte à de nombreux systèmes par l'entremise d'OPC-DA à des fins de collecte de données et permet une analyse spécialisée. D'abord, elle configure un collecteur de données qui recueille et stocke les données de la façon dont un expert voudrait les consulter. Ensuite, elle révise les données et fait un compte rendu des résultats par l'entremise d'IRC prédéfinis afin d'indiquer le niveau de performance. Enfin, en faisant appel aux mathématiques et à la logique pour interpréter les données, des décisions sont prises quant aux avis à donner. Ces aptitudes sont appelées Voir, Analyser et Suivre.

La clé pour optimiser les avantages est de s'assurer que les fonctions Voir, Analyser et Suivre sont accessibles aux gens qui effectuent la maintenance et gèrent le système de commande. L'interface utilisateur (Client) peut être installée n'importe où dans le réseau de la station, puis il est possible pour du personnel approuvé de la Ville de Montréal ou d'ABB d'y accéder sur place ou à distance.

On entrevoit que les ingénieurs de procédés et de contrôle de la Ville de Montréal utiliseraient cet environnement pour veiller à ce que l'on puisse préserver un rendement optimal des niveaux de contrôle réglementaires. Au besoin, ABB peut également fournir l'accès à notre réseau mondial d'experts ou à d'autres professionnels des applications et processus pour améliorer et compléter les connaissances du site.

### 2.12.1 Surveillance du rendement de boucle (Loop Performance)

**Pour un site de 1000 boucles**

Le service de rendement de boucle d'ABB applique des méthodologies et des outils éprouvés pour déceler les problèmes de contrôle, puis déterminer, classifier et aider à prioriser les occasions d'amélioration de rendement de votre système de commande des processus. Le service de rendement de boucle du système 800xA utilise les données du système recueillies lors d'analyses planifiées et sur demande, et les compare aux pratiques d'excellence et aux normes de l'industrie afin de déceler des irrégularités d'exécution. Il localise rapidement les problèmes afin d'assurer une exécution optimale de votre processus, ce qui améliore la fiabilité, la disponibilité et le rendement opérationnel.

**Caractéristiques**

- Évaluation non évasive des boucles du processus de contrôle à l'aide de l'outil breveté de collecte de données d'ABB
- Analyse sur demande après des événements préoccupants, des interruptions de processus ou des défaillances
- Point de référence des données et des calculs
- Diagnostic périodique de la performance et surveillance continue

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

- Collecte automatique des données

**Permet une analyse plus précise grâce aux IRC paramétrables**
Le service de rendement de boucle d'ABB comprend des techniques exhaustives d'extraction de données, des indicateurs de rendement de boucle éprouvés et des méthodologies de prestation standards, appuyés par des années d'expérience en réglage des boucles, afin d'obtenir et de déceler :

- Les problèmes de boucle et de processus de contrôle
- L'analyse de la cause fondamentale et d'interaction
- Les réglages du contrôleur et des mesures de regroupements d'unités

**Portée de la fourniture du canal de rendement de boucle**

- Années suivantes
  - Collecte continue de données brutes et génération d'indicateur de rendement clé
  - Diagnostic en discontinu (Voir, Analyser, Suivre) offert

**Canal de rendement de boucle – Responsabilités du client**

- Fournir une documentation et des renseignements de boucle de contrôle, y compris des schémas logiques et des bases de données de balises dans Composer **
- Des licences ou du matériel supplémentaires pourraient être exigés

** ABB exige que la Ville de Montréal fournisse une liste des boucles nécessitant une surveillance.

## 2.13 Gestionnaire de compte technique (Techncial Advisor and Mentor)

Le gestionnaire de compte technique est responsable d'aider la Ville de Montréal et les projets qui lui sont associés pour ce qui touche la mise au point de solutions techniques et de stratégies d'évolution.

**Arun Madikiri – Spécialiste technique d'ABB**
Téléphone : +1 403 461-8335
Courriel : arun.madikiri@ca.abb.com

Le gestionnaire de compte technique est responsable des fonctions suivantes :

- Faire office de point de contact unique pour ce qui touche les décisions sur l'évolution et les mises à niveau.
- Maintenir le bilan des topologies du système et ses connaissances.
- Fournir les renseignements spécifiques à la technologie pour la planification du cycle de vie.
- Offrir son appui technique lors des phases préliminaires des projets en veillant particulièrement à ce que les choix donnés soient optimaux pour le système dans son ensemble et respectent les stratégies d'évolution actuelles.
- Rester au fait des tendances actuelles du marché.
- Donner à la Ville de Montréal des renseignements sur les enjeux importants et aux tendances technologies.
- Prodiguer des conseils et du soutien aux gestionnaires de projet en ce qui concerne les projets d'évolution et de mise à niveau.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.14 Réunions semestrielles techniques du site

ABB organisera des réunions semestrielles pour passer en revue les conclusions tirées des bilans de santé antérieurs, les avis de changement technique, les cas de soutien et les problèmes techniques qui s'appliquent au site et aux recommandations.
Ces réunions de suivi se déroulent généralement selon l'ordre du jour suivant, en plus de points que la Ville de Montréal pourrait demander d'inclure :

**Points à l'ordre du jour :**

- Préparation aux vérifications du site
- Examen des avis techniques pertinents, des notes de version et des mises à niveau disponibles
- Examen des dossiers de soutien en cours
- Examen des enjeux en cours (touchant les opérations et la maintenance)
- Tenue d'une feuille de calcul servant au suivi des enjeux sur le site
- Examen et mise à jour des dossiers
- Examen des rapports de bilan de santé du système
- Examen de l'état du cycle de vie du système et planification de l'évolution

**ABB fournira ce qui suit :**

- Échéancier applicable, calendrier et points à l'ordre du jour créés en collaboration avec la Ville de Montréal pour discussion
- Membres de l'équipe technique responsable des points à l'ordre du jour indiqués

**La Ville de Montréal est responsable de fournir ce qui suit :**

- Participants adéquats pour la réunion de révision
- Déterminer la portée supplémentaire à couvrir

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 2.15 Évaluation complète de l'état du système

Une évaluation annuelle planifiée de l'état du système sert à comparer le rendement et les paramètres actuels du système aux normes d'exploitation de pointe, ainsi qu'à comparer les données d'exploitation réelles aux capacités prévues. Le rapport qui en découle décrit les actions requises pour amener le système à un niveau de rendement optimal.

**Description du service d'évaluation complète de l'état du système**

Le service d'évaluation complète de l'état du système offre une analyse diagnostique exhaustive du rendement du système. Un ingénieur de service sur place évalue le rendement du système 800xA, détermine les zones d'amélioration et offre des voies d'amélioration.

L'évaluation complète de l'état du système sert à comparer le rendement actuel du système aux seuils établis et à déterminer les occasions déterminantes et importantes d'amélioration. La mise en œuvre subséquente des voies d'amélioration établies dans le bilan de santé donnera lieu à une meilleure fiabilité et à un meilleur rendement du système, en plus de permettre d'éviter des situations potentielles de temps perdu.

On passe normalement les fonctions suivantes en revue :

Paramètres du système

- Architecture du système
- Configuration de la synchronisation temporelle
- Bonne configuration des paramètres
- Services exécutés
- Vérification des erreurs de cohérence
- Problèmes de licence
- Temps de réponse rapide des données/graphiques
- Comparaison de l'installation de logiciels
- Examen des logiciels
- Chargement du contrôleur/examen du micrologiciel

Communication réseau

- Interruptions/blocages du réseau
- Paramètres de sécurité
- Vitesse du réseau
- Bonne configuration du protocole de routage de réseau redondant

Paramètres du serveur/poste de travail

- Utilisation de l'unité centrale/de la mémoire
- Espace sur le disque dur
- Registres d'événements du système
- Bonne configuration des paramètres Windows
- Vérifications de domaine du répertoire actif

Pratiques d'entretien

- Sauvegarde programmée de l'entretien du système Aspect
- Sauvegarde programmée d'Acronis sur chaque ordinateur
- Examen des derniers correctifs de Windows
- Revue des définitions antivirus Trellix (McAfee) actuelles

Le calendrier de livraison type de l'évaluation complète de l'état du système est le suivant :

- Réunion et discussion d'introduction

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

- Recueil de données et interrogation du système
- Entreprise de l'analyse de données
- Rédaction du rapport technique
- Livraison du rapport et discussion des mesures recommandées

L'évaluation complète de l'état du système constitue la première étape pour atteindre et maintenir un rendement optimal du système.

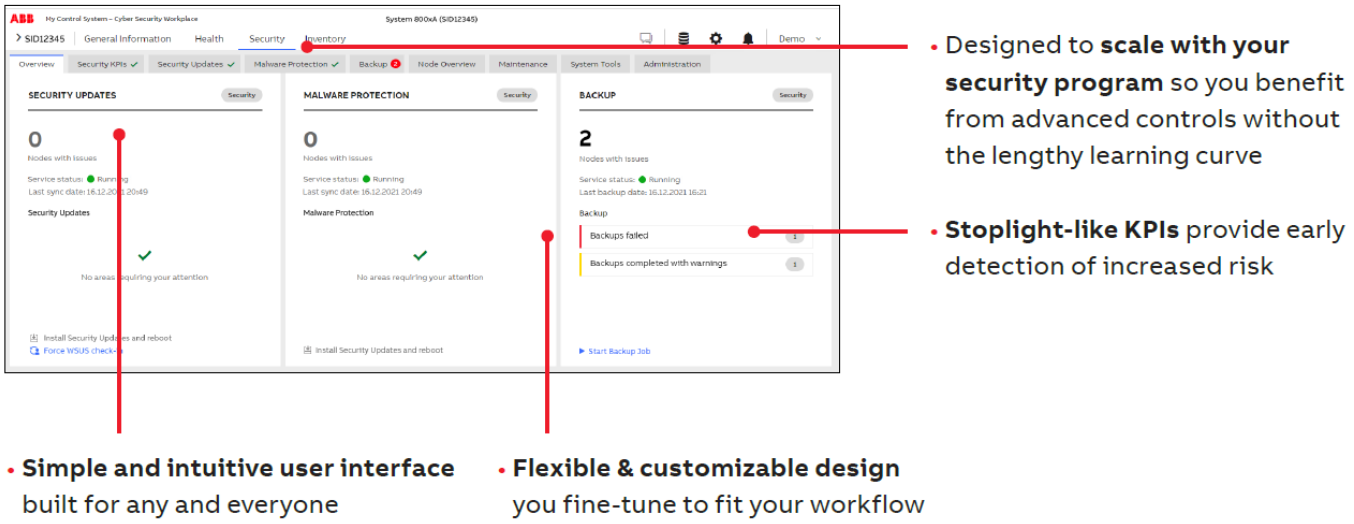
## 2.16 Cyber Security Workplace d'ABB Ability™ avec renouvellement WSUS

### 2.16.1 Qu'est-ce que Cyber Security Workplace?

Cyber Security Workplace, ou CSWP, est un logiciel développé par ABB qui simplifie l'établissement, la maintenance et la surveillance de vos contrôles de sécurité dans votre système de commande distribué (DCS).
Mettre en œuvre, gérer et mettre à jour :

- la protection contre les logiciels malveillants
- les correctifs de sécurité
- les sauvegardes du système
- et bien plus

All from a single interface.




Commencer à utiliser Cyber Security Workplace est facile. Inscrivez-vous simplement au service CSWP dans le cadre de votre entente Care et accédez aux fonctionnalités que vous aurez activées en passant par la plateforme de prestation de services d'ABB, My Control System (MCS). Cette inscription vous donne également accès aux toutes dernières fonctionnalités au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles.

My Control System est la plateforme qui vous permet de visualiser, d'analyser, de surveiller et de sécuriser votre système de commande Elle utilise un logiciel d'ABB qui s'appelle My Control System Data Collector pour recueillir toutes les données nécessaires à des fins d'analyse et de visualisation au sein de votre système de commande.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

### 2.16.2 Valeur de la solution

En activant CSWP au sein de votre système de commande, vous obtenez les avantages suivants :

- CSWP offre une collecte continuelle et automatisée des données qui permet de garantir que l'état de votre système, et donc votre visibilité, ou alors l'état du contrôle de sécurité de votre système de commande est toujours à jour.
- Épargnez-vous des heures de travail à vérifier, approuver et déployer manuellement des correctifs de sécurité et des mises à jour de protection contre les logiciels malveillants.
- Améliorez votre niveau de sécurité. Réduisez jusqu'à 80 % la possibilité et les répercussions de cyberattaques sur votre système.
- Une solution simple à déployer qui peut être mise à jour régulièrement pour offrir les toutes dernières fonctionnalités.
- Faites aisément preuve de conformité auprès des normes règlementaires en matière de correctifs, de protection contre les logiciels malveillants et de sauvegardes.
-

### 2.16.3 My Control System sur place

*Voir section 2.11*

#### 2.16.3.1 Services automatisés de mises à jour de sécurité (WSUS)

Le service de mises à jour de sécurité est un service avancé qui offre à nos clients un cheminement automatisé qui permet à leurs systèmes de production de rester à jour. Lorsque vous l'utilisez en étant connecté en ligne, les modules de mises à jour seront importés automatiquement à CSWP.

Si vous n'êtes pas connecté en ligne, les modules de mises à jour seront importés manuellement.

Ce service sert à veiller à ce que les mises à jour de sécurité de Microsoft validées par ABB et les fichiers de définition de virus de McAfee sont automatiquement distribués aux nœuds ciblés d'un système 800xA par l'entremise d'un CSWP basé sur le système qui comprend un serveur WSUS et ePO

Les modules de mises à jour (voir ci-dessus) comprennent :

- Windows® Security Update Server (WSUS) pour les correctifs de sécurité de Microsoft®
- McAfee® ePolicy Orchestrator® (McAfee ePO™) pour les fichiers de définition de virus de McAfee

ABB approuve les correctifs de sécurité de Microsoft une fois par mois. ABB valide les fichiers de définition de virus de McAfee chaque jour.

### 2.16.4 Produits livrables

ABB offre une approche flexible quant à la livraison de Cyber Security Workplace (CSWP).

#### 2.16.4.1 Inscription au logiciel

- Possibilité d'inscription à la fonctionnalité de cybersécurité au sein de My Control System pour :
  - SID4827 – Système de production : système de 50 nœuds
- CSWP avec services de mise à jour du système (mises à jour de sécurité Windows contre les logiciels malveillants)

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

#### 2.16.4.1.1 ABB fournira les services suivants:

- Service de mises à jour de sécurité de Microsoft WSUS
    - Le serveur CSWP sur place d'ABB sera mis à jour pour avoir les toutes dernières mises à jour de sécurité de Microsoft validées et approuvées par ABB pour être utilisées dans le Système S+. La mise à jour a lieu automatiquement ou manuellement en important les tout derniers modules WSUS approuvés par ABB à partir du site Web de My Control System. ABB est responsable de fournir ces mises à jour sur le site Web de MCS. Si le client est en mode hors ligne, il est de sa responsabilité de télécharger les mises à jour et de les importer régulièrement vers le serveur CSWP sur place selon la fréquence définie par les politiques en matière de cybersécurité de la Ville de Montréal. ABB publie les correctifs les plus récemment approuvés chaque mois.
- Services de maintenance semestriels
    - Mises à jour des forfaits
        - My Control System On-Premise (MCS-OP)
        - My Control System Data Collector (MCS-DC)

Remarques :

- La mise à jour des correctifs de sécurité n'affecte pas le fonctionnement du système de commande. Cependant, il sera nécessaire d'effectuer un redémarrage des nœuds du système mis à jour après l'installation des correctifs et mises à jour.
- Le personnel de la Ville de Montréal est responsable de l'installation et du déploiement des correctifs et des définitions.

### 2.16.4.2 Maintenance

ABB offers a package to maintain your Security Controls using Cyber Security Workplace. The deliverables include:

- Cyber Security Workplace Subscription
- Project Management
- Semi Annual maintenance services during renewal years

### 2.16.5 Exigences de la La Ville de Montréal

- Inscription valide à Automatic Sentinel
- Fournir le système d'exploitation indiqué au point 2.14.6, Trellix (McAfee) ePO-ENS, et Acronis
- Fournir un appareil hôte pour le chargement de WSUS (Cyber Security Workplace)
    - Installer le logiciel Windows sur l'appareil
    - Installer et configurer Acronis
    - Télécharger les correctifs logiciels disponibles dans MCS avant l'arrivée d'ABB sur place (le téléchargement a une taille d'environ 500 Go)
- Fournir l'accès au système 800xA lorsque les opérations de la station se déroulent à un rythme stable ou à un niveau où des opérations normales de système de commande peuvent avoir lieu.
    - Donner un accès à tous les serveurs et clients selon ce qui a été coordonné et en fonction des besoins.
    - Donner un accès d'administrateur à tous les clients et serveurs pour le processus d'installation des correctifs et de l'antivirus
    - Les exigences minimales pour un ordinateur ont été confirmées.
- Exigences physiques en matière de réseau/DMZ

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

### 2.16.6 Exigences du serveur informatique

Le matériel informatique suivant est recommandé et doit être fourni par **La Ville de Montréal**

Exigences minimales recommandées par le serveur :

- Système d'exploitation Microsoft Windows Server 2016 ou 2019
- CPU à quatre cœurs / 2,4 GHz ou plus
- 32 Go de mémoire vive recommandé
- Au moins 1,5 To dans le disque dur

### 2.16.7 Suppositions et clarifications

- Aucun ordinateur ou autre équipement n'est inclus dans cette offre
- Aucun système d'exploitation de Microsoft, antivirus McAfee ou logiciel d'imagerie Acronis est inclus dans cette offre
- Les services qui n'ont pas été mentionnés dans la présente proposition ne seront pas offerts

## 2.17 Services professionnels complémentaires et amélioration cybersécurité

Au fur et à mesure que les nouvelles cybermenaces augmentent, il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures de sécurité pour préserver la disponibilité opérationnelle. Avec son positionnement de leader mondial de solutions de système de contrôle dans toutes industries, ABB possède l'expertise afin de guider la Ville de Montreal pour renforcir ses systèmes.

En raison de l'évolution rapide des technologie, ABB recommande fortement de prévoir des fonds pouvant être appliqué pour les logiciels, des produits ou les services complémentaires requis pour vous assister dans le renforcement de vos systèmes tel que : Cybersécurité, bonnes pratiques, formations, etc. Ce montant prévu au budget couvre également les services supplémentaires associés au temps de déplacement, les frais de subsistance, le coût du service pour les représentants de l'extérieur de Montréal et tous services professionnels requis pour vous assister dans vos projets d'évolution.

Dans le cadre du contrat Energy Industry Care**, un compte de dépenses d'un montant de :**

- **100 000 $ pour année 1**
- **100 000 $ pour année 2**
- **100 000 $ pour année 3**

Le report des fonds est autorisé d'une année sur l'autre, cependant ces fonds doivent être utilisés avant la fin du contrat le 31 mai 2029.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 3. Conditions commerciales

*Les prix indiqués dans la présente soumission sont valides pour une période de 30 jours.*
Tous les prix sont indiqués en dollars canadiens.

Les modalités et La Ville de Montréalconditions convenues entre ABB et la Ville de Montréal s'appliquent. La La Ville de Montréal reconnaît et accepte de se conformer aux lois sur l'intégrité, notamment aux lois anticorruption et anti-pots-de-vin, aux lois sur les contrôles commerciaux et aux lois relatives aux droits de l'homme. Voir l'article 18 des modalités générales d'ABB, accessibles ici.

Les parties conviennent que, dans l'éventualité où des lois ou réglementations changent, des tarifs douaniers augmentent ou des droits de douane sont imposés, appliqués ou adoptés suivant la date de la présente entente, ou alors dans l'éventualité où l'interprétation de toute loi, de toute réglementation, de tout tarif douanier ou de tout droit de douane change, ce qui affecte le coût des biens et des services indiqués aux présentes ou au moment de l'exécution ou de la livraison de ceux-ci, le Vendeur aura droit à un ajustement des prix contractuels afin de refléter les changements apportés aux lois, aux tarifs douaniers ou aux droits de douane, ou alors tout autre coût, ainsi qu'à tout autre ajustement nécessaire au moment de l'exécution ou de la livraison des biens et services.

Toutes les taxes, tous les droits de douane et tous les autres frais perçus par les gouvernements local, régional ou fédéral ne sont pas inclus dans le prix donné et devraient être considérés comme des frais supplémentaires.

### 3.1 Barème des tarifs

ABB se réserve le droit de convertir les heures non utilisées en crédit qui devra être dépensé dans les trois mois suivant l'échéance du contrat.

Un minimum d'une journée sera facturé pour chaque visite sur place. Le temps de déplacement est considéré comme étant des heures de travail et les tarifs d'heures supplémentaires en vigueur s'appliquent.

Les heures normales de service sont du lundi au vendredi de 8 h à 17 h et doivent être planifiées au moins 72 heures avant le déplacement.

Heures supplémentaires - les quatre premières heures après huit heures au taux horaire de base, du lundi au vendredi, et les huit premières heures le samedi.

Taux double – le dimanche et les congés fériés, après quatre heures au taux des heures supplémentaires du lundi au vendredi, et après les huit premières heures le samedi.

### 3.2 Acceptation de l'offre

Si vous souhaitez accepter la présente proposition, veuillez transmettre votre bon de commande à :

À l'attention de : Dominic Lapierre, ing.
Directeur de compte
Est de l'Ontario et Québec
ABB inc. - Canada
Cellulaire : +1 514 835-7703
Courriel : dominic.lapierre@ca.abb.com

***Veuillez utiliser ce numéro de proposition LBC-250606-1R2 sur votre bon de commande.***

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 3.3 Modalités de paiement

Un seul bon de commande de 3 ans est requis avec facturation annuelle.

- Le paiement de 913 540 $ pour la première année a lieu au début de la durée du contrat de l'entente Care
- La deuxième année de l'entente doit être payée le 1er juin 2027
- La troisième année de l'entente doit être payée le 1er juin 2028

Les paiements doivent être versés dans un délai de 30 jours nets et toutes les taxes sont en sus. Des intérêts seront facturés aux comptes en souffrance. **Les pièces fournies doivent être facturées séparément en plus des montants dus en vertu de l'entente Care.**

## 3.4 Taux de change

Tous les prix donnés sont en dollars canadiens.
Cette proposition est fondée sur le taux de change de 1,00 USD = 1,41 CAD et pourrait être ajustée par ABB en fonction du taux de change de la Banque du Canada à la réception du bon de commande.

## 3.5 Confidentialité

Ce document est la propriété d'ABB. Tous les éléments techniques et commerciaux décrits dans le présent document, ainsi que les renseignements qui découlent principalement des éléments de ce document sont confidentiels et pour utilisation par ABB etLa Ville de Montréal. Les renseignements ne peuvent pas être divulgués à une tierce partie sans la permission écrite d'ABB.

ABB conserve tous les droits d'auteur et les droits de propriété intellectuelle dans les documents, le logiciel, le savoir-faire ainsi que la technologie fournis àLa Ville de Montréal.

## 3.6 Livraison

Tous les matériaux doivent être livrés à FCA ABB Montréal, Canada selon les INCOTERMS 2020.

## 3.7 Structure de tarification

Les prix d'ABB se soumettent à une hausse normale des coûts de matériaux et de main-d'œuvre. ABB se réserve le droit d'augmenter les prix sur une base annuelle. Les clauses convenues concernant les hausses de prix dans les ententes de tarification du client auront préséance sur cet énoncé.
De plus, ABB se réserve le droit d'ajuster les tarifs préférentiels pour ce qui touche les rabais pour les services supplémentaires de maintenance corrective sur demande, comme définis dans le tableau récapitulatif à la section 1.2 de la présente entente Care, si une modification est apportée au barème standard de prix ci-joint dans l'Annexe I.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 3.8 Conditions supplémentaires

ABB se soucie grandement de la santé et de la sécurité de ses employés et de ses entrepreneurs à la mise en service. Nous reconnaissons que, dans plusieurs cas, nos employés doivent travailler de longues heures pour aider nos clients à rendre leurs systèmes fonctionnels dans une courte période. Pendant ce temps, nous demandons que nos clients respectent nos préoccupations en matière de santé et de sécurité de nos employés et nous aident à cet égard. Nous demandons spécifiquement que :

- Les employés d'ABB se voient offrir tout cours de formation en matière de sécurité requis;
- Les employés d'ABB ne soient pas exposés de quelque façon que ce soit à des conditions dangereuses ou mortelles;
- S'ils sont fournis par le client, le logement et l'hébergement de nos employés (y compris les repas) répondent à des normes raisonnables communément acceptées en Amérique du Nord;
- Les employés d'ABB aient la possibilité de communiquer régulièrement et de façon cohérente avec leur famille et avec ABB.

Le client offrira au représentant du soutien technique d'ABB un accès complet et sûr à l'équipement et lui permettra de l'utiliser, avec l'aide du personnel du client au besoin, aux fins de l'exécution des services décrits dans la présente entente.

Le client veillera à ce que les étiquettes des services de la ligne de soutien prioritaire ABB 24 X 365 soient bien positionnées sur l'équipement ou le système pour que ses employés puissent accéder rapidement aux services offerts par la ligne de soutien prioritaire.

Le client doit approuver les heures travaillées par le représentant d'ABB inc. sur place chaque semaine. Les heures supplémentaires travaillées pendant une urgence, en plus de l'entente Care, devront être approuvées au cas par cas.

## 3.9 Conformité en matière d'environnement, de santé et de sécurité

ABB au Canada s'engage à mettre en œuvre les politiques nord-américaines et du Groupe ABB en matière d'environnement, de santé et de sécurité (SSE) au sein de l'entièreté de ses opérations. Notre culture est prise en charge par nos principes d'affaires : Sécurité et intégrité, Approche client et qualité, Innovation et vitesse, Prise en charge et performance ainsi que Collaboration et confiance. Son objectif vise à éviter tous les facteurs environnementaux et les incidents concernant la sécurité grâce à des activités d'amélioration continue.

ABB au Canada se consacre à aider ses clients à rehausser leur efficacité énergétique et leur productivité, tout en réduisant l'empreinte écologique de leurs activités de façon responsable et durable. Elle s'engage également à assurer des conditions de travail saines et sécuritaires pour tous ses employés et visiteurs de ses sites, peu importe où les activités se déroulent.

La direction a établi une organisation de SSE visant à favoriser une culture forte et proactive en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Son rôle consiste à collaborer avec toutes les parties intéressées, ainsi qu'à diriger ou encadrer, coordonner et communiquer les politiques, les programmes et les procédures au moyen d'une approche d'amélioration structurée.

Dans le cadre de son programme de SSE, elle veut s'assurer de soutenir votre environnement de travail et de protéger toutes les personnes qui s'y trouvent, y compris les clients, les sous-traitants et le personnel d'ABB. Par conséquent, nous vous demandons d'informer ABB de toute mesure de sécurité particulière à respecter ou de tout risque connu unique à l'environnement où le travail sera exécuté. Dans le cadre de

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

notre programme de sécurité, ABB mettra également en œuvre une approche d'évaluation des risques qui devra être menée régulièrement et à différentes étapes du travail à effectuer.

La Ville de Montréal accepte d'offrir des services médicaux d'urgence raisonnablement disponibles aux employés ou entrepreneurs d'ABB lorsqu'ils travaillent sur le site de La Ville de Montréal.

La Ville de Montréal accepte de veiller à ce qu'une personne (un employé ou un entrepreneur d'ABB) qui est gravement blessée soit traitée par un professionnel de la santé dans l'heure qui suit l'incident. Il faudrait normalement l'envoyer dans un hôpital ou un centre de traumatologie approprié. Pour assurer un délai de réponse approprié pour les personnes gravement blessées dans les sites distants ou éloignés, il peut s'avérer nécessaire de prendre ou de prévoir des dispositions médicales supplémentaires sur place, notamment :

i. Ambulance ou véhicule en mesure de transporter une civière de pleine longueur
ii. Disponibilité d'un professionnel de la santé et établissements de traumatologie
iii. Évacuation par hélicoptère

La Ville de Montréal accepte d'offrir des traitements de premiers soins (équipement et premier répondant conformes aux législations applicables) dans les cinq minutes suivant l'incident (à l'exception des espaces confinés, qui nécessiteront une attention particulière).

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 4. Appendix I – 2026 Rate Schedule

SERVICE CANADA

# Energy Industries – Automation Services

## 2026 Standard Schedule of Rates – Canada

| Service Type | Description | Base Rate |
|---|---|---|
| Field Services - Scheduled | On-site / Remote operational, maintenance, troubleshooting, installation and commissioning services and support | $319 |
| Field Services - Emergency | Urgent field services requiring immediate response | $398 |
| Project Engineering Services | Technical personnel (supervised work) | $210 |
| | In-office engineering (design, configuration, coordination, testing etc.) | $303 |
| | Installation and commissioning services | $319 |
| Advanced / Expert Level Services | Application specialist, advanced digital services, engineering consultant, technical project lead | $398 |
| Technical Development and Training Assessment Services | Training specialist / Senior instructor | $373 |
| Project Management Services | Project coordinator | $218 |
| | Service project manager | $319 |
| | Senior project manager or site manager | $398 |
| Full-Time Dedicated Services | Field services / Project Engineering services | $270 |
| | Advanced / Expert level services | $375 |

## Industry Care Agreements

ABB provides a full spectrum of service agreements tailored to customer site on a contract basis with **preferential service rates**. For more information, contact your local ABB Sales Representative.

| Other Charges | |
|---|---|
| Daily allowance: | $ 100/day + 10% administration |
| Travel and living expenses: | Actual cost + 10% administration |
| Charges for kilometers: | $ 0.96/km – minimum charge of $ 95/day (if applicable) |
| Consumable materials: | Cost + 10% administration + 15% markup |

## Contact

**ABB Inc.** Customer support: 1-800-435-7365, contact.center@ca.abb.com

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## Service Rate Definitions

**Base Rate**: Regular time Monday to Friday from 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

**Overtime**: First 4 hours after 8 hours at regular time hourly rate, Monday through Friday, and first 8 hours on Saturday; charged at one and a half times (1.5x) the Base Rate.

**Double Time**: Sundays and Holidays, after 4 hours at overtime rate Monday through Friday, and after the first 8 hours on Saturday; charged at two times (2x) the Base Rate.

**Shift Differential**: Any scheduled work starting after 1:00 p.m. or before 4:00 a.m. Monday to Friday excluding weekends and Holidays. The first 4 hours of the shift are at the regular time hourly rate. Additional hours are at the applicable overtime rate.

**Field Service – Scheduled**: Includes both on-site and remote operational or maintenance support, including regular (monthly/quarterly) cyber update services, base fingerprint assessments and lite audits. Must be scheduled at least 72 hours prior to travel.

**Field Service - Emergency**: Immediate attention and/or dispatch of service personnel to customer site for urgent unplanned services. This premium rate is reduced to Field Service – Scheduled for valid Care Agreement holders.

**Project Engineering Services**: Engineering activities associated with projects, including system design, HMI, server/network, and control logic configuration, coordination and testing

**Advanced / Expert Level Services**:

- Advanced digital services including health check/system assessments and remediation, alarm management lifecycle, asset management, SafetyInsight process safety, network and cyber security audits and deployment, tuning (boiler and loop performance), advanced process control, simulation/digital twin design, deployment and maintenance
- Application specialist, expert or consultant for engineering studies, special applications including, but not limited to high-integrity safety systems, IEC61850/power management control systems, batch management, specialty interfaces requiring SW programming
- TAM – Technical Advisor and Mentor Services, providing consultation or expert advice to customers on lifecycle paths, evolution strategies, system architecture design or optimization, system expansion and integration best practices.
  Note: If TAM services are included in the customer's active Care agreement, such services will be discounted to the "Field Services – Scheduled" rate.
- Engineering support or field technical services for ABB Legacy Systems, such as Advant MOD, Advant Master, Procontrol, Conductor NT, PCV and PPB. For customers who have started migrating their legacy sites to System 800xA or Symphony Plus, based on the agreed evolution plan with ABB, such services for ABB Legacy Systems will be discounted to "Field Services – Scheduled" rate.

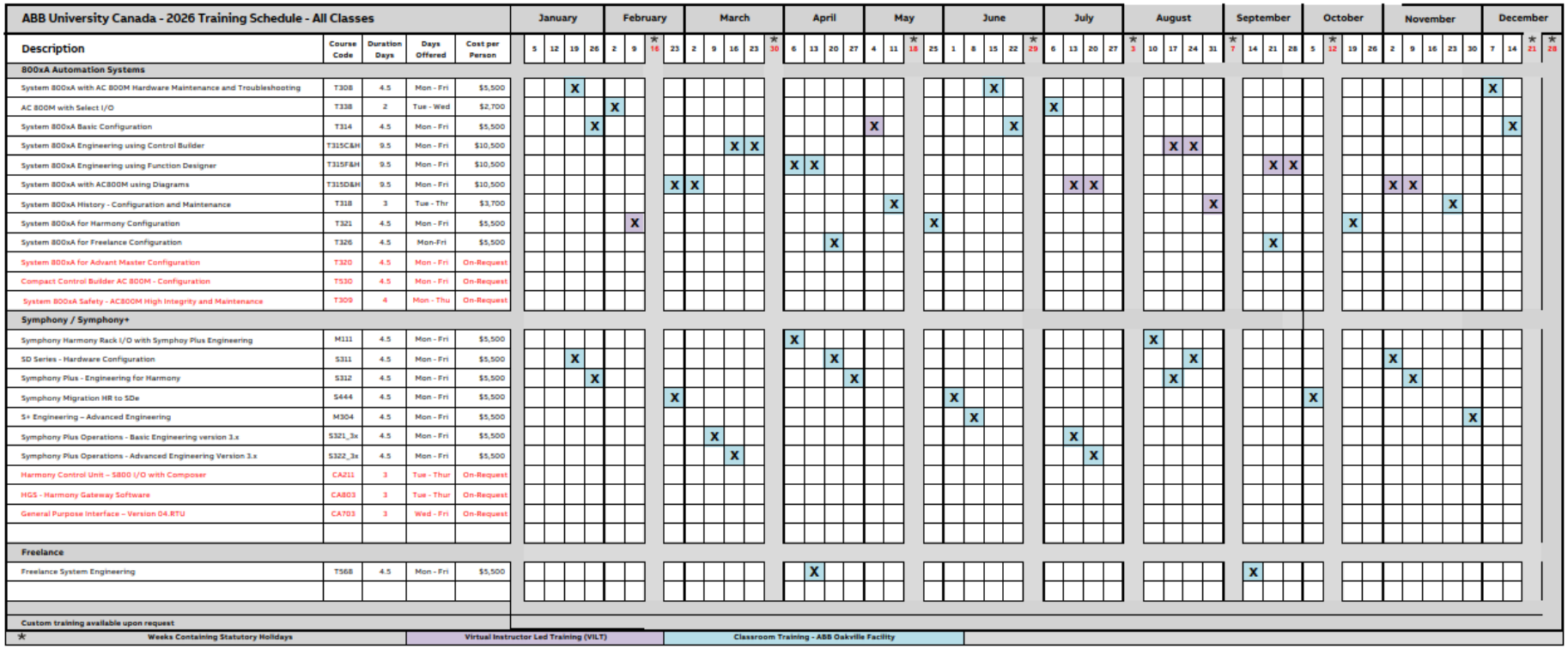
**Full-Time Dedicated Services**: Full-time equivalent services with a long-term commitment (minimum 6 consecutive months), site resident services

## General Conditions

1. To ensure the safety of our employees and respect provincial laws, hours of work will be limited by provincial legislation or the ABB Canada Fatigue Management policy, whichever is more restrictive.
2. A minimum charge of 4 hours is applicable for all field services and a minimum charge of 2 hours project management services is appliable per order.
3. Travel time, and Environmental Health and Safety preparation time are considered working time and will follow standard service rate definitions.
4. In the event of cancellation less than 72 hours prior to travel, an 8 hour cancellation fee will be charged at the Base Rate per hour.
5. In the event of a customer caused delay, standby charges may apply at the appropriate rate.
6. Labor premiums may be applied in special cases when the work performed by ABB employees is in a remote Canadian location or out of country.
7. Services requiring ABB International or third party contractor personnel will be quoted separately.
8. All the above prices are in Canadian currency and do not include federal, provincial, local or any other taxes (where applicable) and are subject to changes at any time without further notice.
9. ABB standard terms and conditions apply.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 5. Appendix II – 2026 ABB Canada University Schedule



| ABB University Canada - 2026 Training Schedule - All Classes | Course Code | Duration Days | Days Offered | Cost per Person | January | | | | February | | | March | | | | April | | | | May | | | | June | | | | July | | | | August | | | | September | | | | October | | | | November | | | | December | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Description | | | | | 5 | 12 | 19 | 26 | 2 | 9 | ★16 | 23 | 2 | 9 | 16 | 23 | ★30 | 6 | 13 | 20 | 27 | 4 | 11 | ★18 | 25 | 1 | 8 | 15 | 22 | ★29 | 6 | 13 | 20 | 27 | ★3 | 10 | 17 | 24 | 31 | ★7 | 14 | 21 | 28 | 5 | ★12 | 19 | 26 | 2 | 9 | 16 | 23 | 30 | 7 | 14 | ★21 | ★28 |
| **800xA Automation Systems** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA with AC 800M Hardware Maintenance and Troubleshooting | T308 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | |
| AC 800M with Select I/O | T338 | 2 | Tue - Wed | $2,700 | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA Basic Configuration | T314 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | X | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | |
| System 800xA Engineering using Control Builder | T315C&H | 9.5 | Mon - Fri | $10,500 | | | | | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA Engineering using Function Designer | T315F&H | 9.5 | Mon - Fri | $10,500 | | | | | | | | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA with AC800M using Diagrams | T315D&H | 9.5 | Mon - Fri | $10,500 | | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | | | | | | X | X | | | |
| System 800xA History - Configuration and Maintenance | T318 | 3 | Tue - Thr | $3,700 | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA for Harmony Configuration | T321 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA for Freelance Configuration | T326 | 4.5 | Mon-Fri | $5,500 | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA for Advant Master Configuration | T320 | 4.5 | Mon - Fri | On-Request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Compact Control Builder AC 800M - Configuration | T530 | 4.5 | Mon - Fri | On-Request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| System 800xA Safety - AC800M High Integrity and Maintenance | T309 | 4 | Mon - Thu | On-Request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Symphony / Symphony+** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Symphony Harmony Rack I/O with Symphoy Plus Engineering | M111 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SD Series - Hardware Configuration | S311 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | X | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Symphony Plus - Engineering for Harmony | S312 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | X | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Symphony Migration HR to SDe | S444 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| S+ Engineering – Advanced Engineering | M304 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Symphony Plus Operations - Basic Engineering version 3.x | S321_3x | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Symphony Plus Operations - Advanced Engineering Version 3.x | S322_3x | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Harmony Control Unit – S800 I/O with Composer | CA211 | 3 | Tue - Thur | On-Request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| HGS - Harmony Gateway Software | CA803 | 3 | Tue - Thur | On-Request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| General Purpose Interface – Version 04.RTU | CA703 | 3 | Wed - Fri | On-Request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Freelance** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Freelance System Engineering | T568 | 4.5 | Mon - Fri | $5,500 | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Custom training available upon request | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

★ Weeks Containing Statutory Holidays | Virtual Instructor Led Training (VILT) | Classroom Training - ABB Oakville Facility

Prices are in CAD dollars and subject to change without notice.
Course offer dates and course availability may change based on enrollment.

**Contact us**

ABB Inc.
3421 Superior Court, Unit 3
Oakville, Ontario
Canada
L6L 0C4
ABB University Canada
Email: genevieve.navia@ca.abb.com

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

## 6. Appendix III – Resident Engineering Services

ENERGY INDUSTRIES

# ABB Care — Resident Engineering Services (full-time dedicated services)

Dedicated expert resources to supplement and enhance your in-house technical capabilities



This offering allows your company to engage ABB technical resources, when and where you need maximum benefits, without the challenge to hire and train additional resources. This offering can also provide an effective bridging resource strategy while you are building, expanding, and training your team.

**CUSTOMER BENEFITS**

- Flexibility and resource control
- Business continuity during staffing transitions
- Personalized to your unique needs
- Higher team bandwidth and skills
- Expert on board – access to best practices and proven OEM technology implementation know-how
- Accelerated execution
- Higher productivity and proactive issue prevention
- Improved troubleshooting capability
- Team knowledge sharing and training
- Access to ABB internal resource pool

**An ABB Resident Engineer offers a personalized solution** based on your unique plant challenges, your pain points for operations or maintenance, or future project needs. This dedicated service understands your unique DCS system complexity, architecture, interfaces, and integration needs.

As your systems become more complex, outdated, less reliable, less secure, and bogged down by chronic issues, having the right technical resources becomes vital to keep the control system running optimally. Finding and retaining the right resources presents a continuous challenge.

While motivated to optimize the workload of internal resources to stay competitive, secure and operational, you often face the challenges of a lean and stretched technical team that struggles to find time for important preventive activities, life cycle upgrades, performance improvement projects or additional training.

ABB resident engineers effectively supplement and enhance your in-house technical capabilities. They bring the right DCS-related skills to your company, as they are fully trained on all technical aspects of the ABB controls product portfolio. Their practical experience is enriched by numerous projects at various customer sites, best practices, and lessons learned during years of experience.

**Resident Engineers work with your teams at the site and become thoroughly familiar with your unique system configuration, interfaces, applications, production processes, architecture, and requirements. They also become familiar with any existing performance gaps, and team strengths or weaknesses. As a result, your Resident Engineer can help with addressing any gaps or specific needs quickly and efficiently.Having a Resident Engineer on your team can bring an understanding of best practices to proactively prevent issues, keep your team on the right track, or deploy proven methods that will have an immediate positive effect on your system and operations.**

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

ABB offers the following **three most common types** of Resident Engineering Services:

- Engineering project support
- Maintenance and Operational support
- System optimization, advanced services expert-level support

The table below shows specific technical tasks and examples of personalized assignments.

| ENGINEERING PROJECT SUPPORT | MAINTENANCE & OPERATIONAL SUPPORT | SYSTEM OPTIMIZATION, ADVANCED SERVICES EXPERT-LEVEL SUPPORT |
|---|---|---|
|  |  |  |
| • System upgrades<br>– Operator/engineering workstations, network, and servers<br>– HMI life cycle<br>• System virtualization design & deployment<br>• New logic design and implementation<br>• New HMI graphics design & deployment<br>• Historian migrations<br>• Plant asset expansions<br>– Controller and remote I/O additions<br>– HMI license expansions<br>• Integration with non-ABB PLC, drives & instrumentation<br>• Control logic conversions:<br>– from legacy ABB DCS to new ABB DCS platform<br>– from non-ABB DCS/PLC to the new ABB DCS platform | • Control system error troubleshooting<br>• Plant event investigation analysis support<br>• Maintenance procedures updates<br>• System backup execution<br>• Plant shutdown activities<br>– planning and preparation<br>– system updates<br>• Planned system changes under change management<br>• System maintenance checks<br>– active HW alarms<br>– server event logs<br>• Operations interface, analysis support, and improvements<br>– graphics adjustments<br>– alarms & trends<br>– key performance indicators | • Complex or chronic issue investigation and resolution<br>– production issues, including non-control system issues<br>– leveraging DCS to resolve site problems<br>– implement data collection to aid analysis<br>• Logic and PID loop tuning<br>• Network and cyber security audits & deployment<br>• Alarm management life cycle<br>• Simulation system design, modifications & maintenance<br>• High integrity systems<br>• IEC61850 power management integration<br>• Batch management related engineering services<br>• Project lead/senior applications expert services |

—

**ABB Inc.**
24/7/365 Emergency Support: +1 (800) HELP 365
email: contact.center@ca.abb.com

**new.abb.com/ca/about/contact-center**

© Copyright 2022 ABB. All rights reserved.
Specifications subject to change without notice.

We reserve all rights in this document and in the information contained therein. Reproduction, use or disclosure to third parties without express authority is strictly forbidden. © ABB 2020

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1260449001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à ABB inc., pour l'évolution et le support du système intégré de commande et de surveillance du procédé de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2026 - Dépense totale de 3 241 593,70 $, taxes incluses (fournisseur unique) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1260449001 - Direction DEEU.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Informations financières pour dépenses PDI & BF

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1260449001** |
| **Service** | **EAU** |
| **Direction** | **DEEU** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagement #** | **EAU0449001** | **Date** | **3/23/2026** |

**Objet GDD**

**Accorder un contrat de gré à gré à la firme ABB inc., pour l'évolution et le support du système MOD300 avec 800xA (SICOS) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de 3 ans (du 1er juin 2026 au 31 mai 2029), pour la somme maximale de 3 241 593,65 $ taxes incluses, conformément à l'offre de service LBC-250606-1R2 du 11 février 2026.**

**Exécutant et clé de retenue sur contrat**

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Direction de l'épuration des eaux usées | 6101 | 0000000 | 802707 | 00000 | 21100 | 000000 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

**Informations comptables PDI**

**Provenance**

| **56529 - Station d'épuration et intercepteurs** | | | | | | | | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | **Crédits nets arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement **22-007** | 5030 | 5022007 | 802707 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 189897 | 000000 | 98001 | 00000 | 2,401,252.91 $ | 2,192,663.97 $ | **2,192,664 $** |

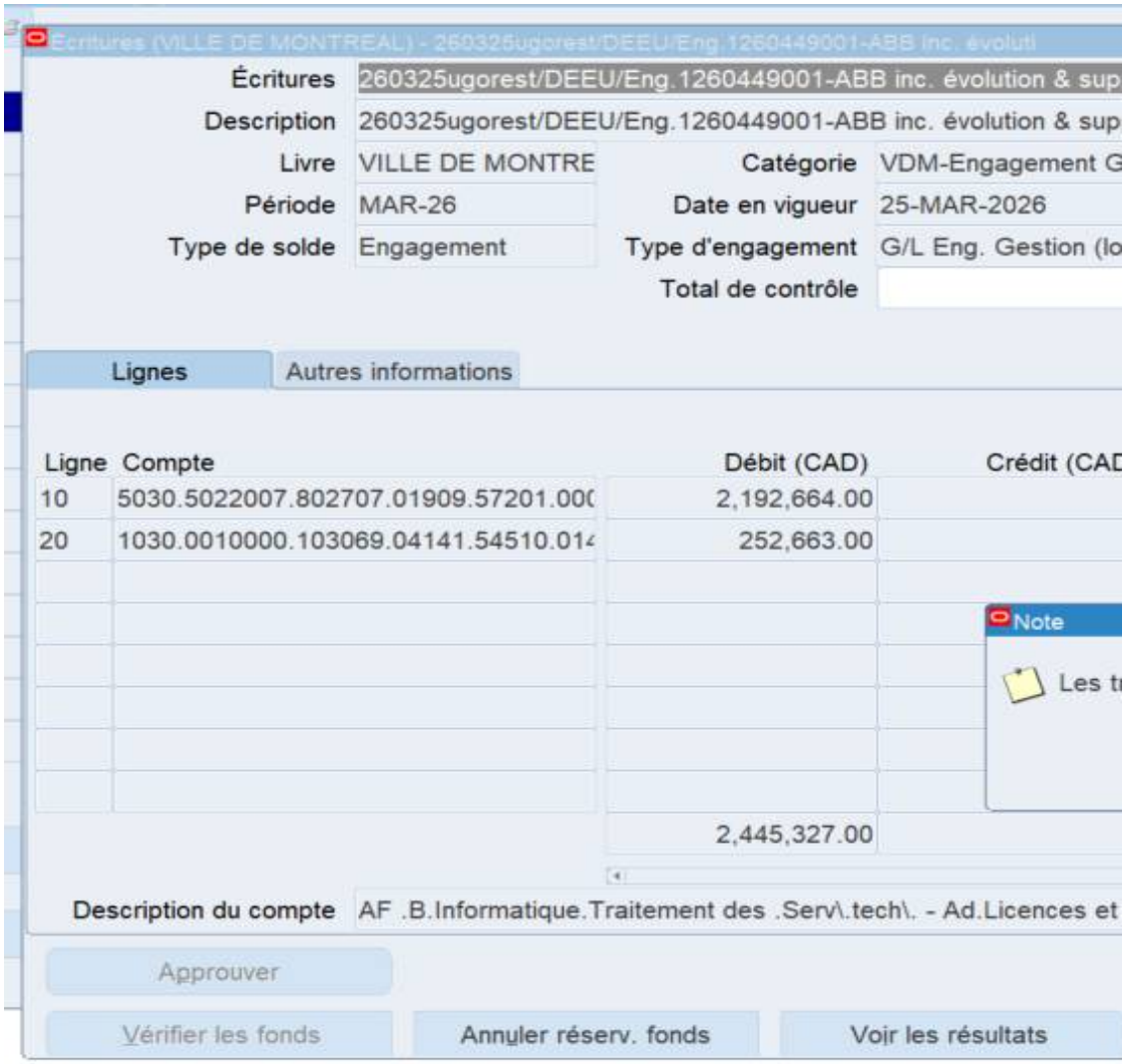
**Imputations PDI**

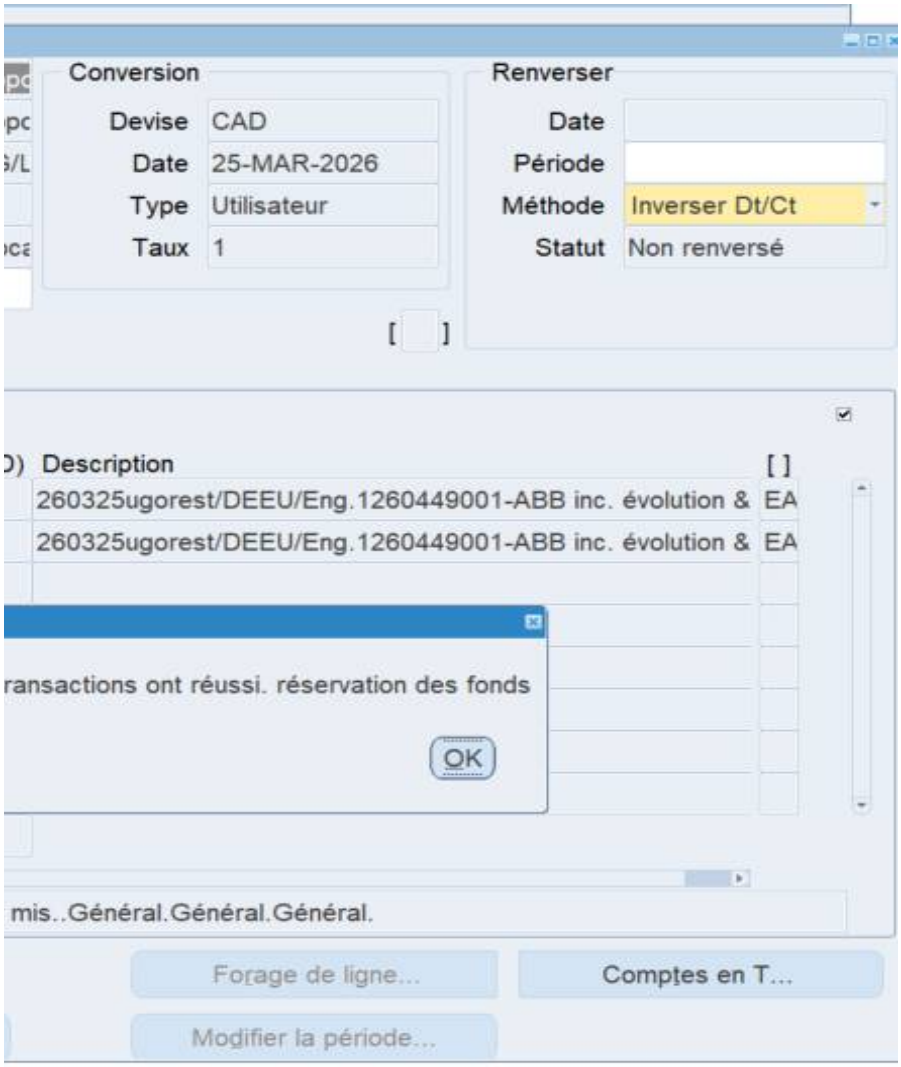
| **ABB inc. évolution & support du système SICOS - Serv. tech informatique** | | | | | | | | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | **Crédits nets arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services techniques informatique | 5030 | 5022007 | 802707 | 04141 | 54510 | 000000 | 0000 | 208158 | 000000 | 40020 | 00000 | 2,401,252.91 $ | 2,192,663.97 $ | **2,192,664 $** |
| **Total PDI** | | | | | | | | | | | | **2,401,252.91 $** | **2,192,663.97 $** | **2,192,664 $** |

EAU0449001

Eng.1260449001-ABB inc. évolution & support système SISCOS

260325ugorest/DEEU/Eng.1260449001-ABB inc. évolution & support système SISCOS




Conversion
Devise CAD
Date 25-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Description
260325ugorest/DEEU/Eng.1260449001-ABB inc. évolution &
260325ugorest/DEEU/Eng.1260449001-ABB inc. évolution &
ransactions ont réussi. réservation des fonds
OK
mis..Général.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

Débours au net Service de l'eau

2101.0000000.000000.00000.16002.000000.0000.000000.000000.00000.00000

payé d'avance Service de l'eau

| Année | Montant/année | Période couverte | | Nombre de jours/période | Montant/période | Nombre de jours/année |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | juin.26 | déc.26 | 214 | 148,136.62 | 365 |
| 2026 | 252,662.92 | janv.27 | mai.27 | 151 | **104,526.30** | |
| | | juin.27 | déc.27 | 214 | 149,469.10 | 366 |
| 2027 | 255,634.06 | janv.28 | mai.28 | 152 | **106,164.96** | |
| | | juin.28 | déc.28 | 214 | 151,879.12 | 365 |
| 2028 | 259,046.16 | janv.29 | mai.29 | 151 | **107,167.04** | |
| 2029 | | | | | | 365 |

| 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|
| 104,526.30 $ | 106,164.96 $ | 107,167.04 $ |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.11

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1265438001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système de contrôle intégré des intercepteurs – Dépense totale de 790 418,63 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) |

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système de contrôle intégré des intercepteurs, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 687 320,55 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 12 mars 2026;

2. d'autoriser une dépense de 103 098,08 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-16 11:40

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265438001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système de contrôle intégré des intercepteurs – Dépense totale de 790 418,63 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures. La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) de la Ville de Montréal a pour mission d'intercepter et d'assainir les eaux usées sanitaires, pluviales et industrielles de l'île de Montréal afin d'assurer la santé et la sécurité publique, ainsi que de protéger l'environnement, aujourd'hui et pour les générations futures.
Le système de Contrôle intégré des intercepteurs (CIDI) constitue une innovation unique au Canada en matière de réduction des surverses en temps de pluie dans une agglomération urbaine de l'envergure de Montréal. Il se distingue par l'utilisation de prévisions de précipitations issues d'un radar météorologique pour anticiper les volumes d'eau de ruissellement dirigés vers les intercepteurs et les ouvrages de rétention et qui seront ensuite acheminés et traités à la Station.

Ce système a été mis en place dans le cadre du contrat 1667-AE, attribué à la firme BPR Construction inc. (aujourd'hui Tetra Tech QI inc.), pour un montant d'environ 3,9 millions de dollars, taxes en sus. Les travaux d'implantation se sont déroulés de 2003 à 2005, et le système est opérationnel depuis décembre 2005. Au cours des années d'exploitation du CIDI, plusieurs améliorations ont été apportées afin d'en accroître les performances. Depuis 2005, de nombreux ouvrages de rétention ont été construits et raccordés au réseau de collecte et d'interception de la Ville de Montréal. Ces ouvrages ont été intégrés au système CIDI à la suite de leur mise en service. L'amélioration continue du système CIDI, notamment par l'intégration de nouveaux ouvrages de rétention, permet d'optimiser l'exploitation de leurs

capacités de stockage afin de réduire la fréquence et les volumes de débordement, tout en maintenant la protection contre les inondations qu'ils offrent.

Les travaux de réfection de l'ouvrage de rétention Courcelles sont en cours et se termineront pendant la présente année. Les travaux de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques débuteront dans les prochaines semaines. L'objectif du présent mandat est d'intégrer ces deux nouveaux ouvrages au système CIDI et d'émettre une description fonctionnelle de ces ouvrages afin de définir leurs logiques de contrôle.

Une demande de prix a été envoyée à Tetra Tech QI inc. le 3 février 2026, pour une durée de soumission de 21 jours. La date de l'ouverture de la soumission était prévue le 24 février 2026. La durée de soumission a été allongée à 41 jours par l'émission de l'Addenda no.3. L'offre finale a été reçue le 12 mars 2026, soit une durée de 37 jours après l'envoi de la demande de prix initiale. L'offre reçue est valide pour 90 jours suivant la date limite de réception des soumissions, elle est donc valide jusqu'au 14 juin 2026.

Trois (3) addenda ont été émis :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact budgétaire |
|---|---|---|---|
| #1 | 2026-02-13 | Réponses aux questions de l'adjudicataire | Non |
| #2 | 2026-02-17 | Envoi de documents de conception des ouvrages de rétention à la demande de l'adjudicataire. Envoi d'une entente de confidentialité unilatérale signée concernant ces documents de conception envoyés | Non |
| #3 | 2026-03-09 | Report de la date maximale de dépôt de la soumission. Ajout d'articles au devis : ajustements supplémentaires à la configuration Csoft, ajout d'une liste d'échange des données, précisions concernant l'horaire des formations prévues, ajout d'une banque d'heure minimale pour les modifications au système CIDI en cours de mandat et ajout d'un nombre minimum de réunions techniques. | Oui |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0558 - 25 septembre 2025 - Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour des services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans - Dépense totale de 1 138 252,50 $, taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville de Montréal et un contrat d'entiercement entre la Ville de Montréal, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., fournisseur ayant des droits exclusifs
CG22 0753 - 22 décembre 2022 - Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI d'une durée de trois ans pour une somme maximale de 1 103 760 $, taxes incluses / Approuver un contrat de gré à gré de licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville et un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., (fournisseur unique)

CG21 0607 – 30 septembre 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour une période approximative de 36 mois, pour la réalisation de services professionnels relatifs à l'intégration d'ouvrages de rétention au système de Contrôle Intégré Des Intercepteurs (CIDI) pour une somme maximale de 2 025 636,45 $, taxes et contingences incluses (fournisseur exclusif et unique)

CG20 0126 - 26 mars 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 948 543,75 $, taxes incluses / Approuver un contrat de licence et de maintenance avec Tetra Tech QI inc. et un contrat d'entiercement avec Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., à cet effet, rétroactivement au 1er janvier 2020 (fournisseur unique)

CG17 0077 - 30 mars 2017 -Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 810 573,75 $, taxes incluses / Approuver un contrat de licence et de maintenance avec Tetra Tech QI inc. et un contrat d'entiercement avec Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l. à cet effet, rétroactivement au 1er janvier 2017 (fournisseur unique)

**DESCRIPTION**

Ce mandat vise à intégrer les ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système CIDI et à effectuer leur description fonctionnelle. Les activités à effectuer pour cette intégration sont les suivantes :

- rapport d'analyse fonctionnelle ;
- modélisation des ouvrages dans les modèles hydraulique et d'optimisation du système CIDI ;
- évaluation des performances attendues ;
- reconfiguration des logiciels du CIDI et ajustements de liste d'échange des données ;
- mise en service du système CIDI reconfiguré ;
- formation ; et,
- mise à jour des tableaux de bord de performance et de la documentation du système CIDI.

Le mode de rémunération de ce contrat de services professionnels est à taux horaire.

Compte tenu des imprévus qui pourraient apparaître en cours de mandat pour des omissions dans la portée du devis ou par des modifications nécessaires à la configuration du système à la suite de la construction des ouvrages, un budget de 103 098,08 $, soit 15 % de la valeur du contrat est prévu pour les contingences.

**JUSTIFICATION**

Dans le présent dossier, l'attribution du contrat de gré à gré est justifié en vertu de l'article 33, alinéa 2, de la Loi sur les contrats des organismes municipaux (C-65-01). Ce contrat est accordé à la firme Tetra Tech QI Inc. qui possède les droits exclusifs de développement et de maintenance des logiciels de la solutions technologique CIDI (Pilote et Csoft). Le code source et la propriété intellectuelle des logiciels Pilote et Csoft demeurent la propriété exclusive de Tetra Tech QI Inc.
Le service de l'eau a effectué le 30 mars 2026 une étude afin de valider les droits exclusifs de Tetra Tech QI inc.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, une évaluation de risque n’est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Les validations requises ont démontré que l’adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics

(RENA) ;
- n'est pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant ;
- ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ;
- ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

L'Autorisation des marchés publics (AMP) n'est pas requise comme c'est un contrat gré à gré avec droits exclusifs.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour l'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système CIDI est de 790 418,63 $, taxes et contingence incluses, soit une somme nette de 721 757,57 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale de 68 661,06 $.
Le coût total de ce dossier sera entièrement financé par le budget PDI du programme d'investissement 56529. La répartition prévue des dépenses taxes incluses au budget PDI pour les années 2026, 2027, 2028 est la suivante :

| | 2026 (taxes incluses) | 2027 (taxes incluses) | 2028 (taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|
| PDI | 257 745,21 $ | 343 660,28 $ | 85 915,06 $ | 687 320,55 $ |
| Contingences (15%) | 38 661,78 $ | 51 549,04 $ | 12 887,26 $ | 103 098,08 $ |
| Total | 296 406,99 $ | 395 209,32 $ | 98 802,32 $ | 790 418,63 $ |

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.
La somme totale de 790 418,63 $ de cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération par le Règlement d'emprunt RCG-22-007.

**MONTRÉAL 2030**

Ce projet contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030 en lien avec la priorité 2 suivante :
2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le non-octroi du contrat compromettrait l'utilisation optimale des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles, ce qui empêcherait la réduction de la fréquence et des volumes de débordement dans ces secteurs. L'octroi du contrat est essentiel pour assurer l'atteinte de l'objectif présenté dans la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 qui vise à réduire de 12 % les volumes d'eaux usées débordés dans les milieux aquatiques au cours de la prochaine décennie.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : mai 2026
Fin du contrat : décembre 2028

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Isabel MAC QUHAE ALONZO)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie LAFORTE
ingenieur(e)

**Tél :** (438) 350-2096
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-31

Philippe LAVOIE
chef(fe) de section d'ingenierie d'usine

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Carole FLEURY
chef(fe) de division ingenierie et procedes (eau)
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-08

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau

**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-15

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1265438001*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées*
Projet : S*ervices professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système CIDI*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>2. L'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système de contrôle intégré des intercepteurs (CIDI) permettra de diminuer les volumes de débordements au milieu récepteur afin de mieux protéger les milieux riverains et aquatiques sensibles en fonction des objectifs environnementaux de rejet (OER) établis en partenariat avec le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). La diminution et la priorisation des débordements permettent d'enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision, ce qui contribue à la priorité 2 du Plan Stratégique Montréal 2030. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?<br><br>Le système de contrôle intégré des intercepteurs (CIDI) contribue à diminuer les vulnérabilités climatiques en permettant le contrôle des volumes de ruissellement, en réduisant les risques d'inondation et les risques de dépassement de capacité des conduites d'assainissement et en protégeant les milieux récepteurs par la diminution de la fréquence et des volumes de déversements/débordements des eaux usées non traitées accentués en temps de pluie. | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 17 mai 2023

TÉTRA TECH QI INC.
A/S MONSIEUR BERNARD TEUFELE
1377, AV GALILÉE
QUÉBEC (QC)  G1P 4G4

Nº de décision : 2023-DAMP-1780
Nº de client : 3000162555
Nº d'entreprise du Québec : 1169411510

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. TÉTRA TECH QI INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 mai 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

**De :** Boîte Autorisation AMP
**À :** Boîte Autorisation AMP
**Objet :** IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter
**Date :** 2 juin 2023 14:30:36

Some people who received this message don't often get email from autorisation@amp.quebec. Learn why this is important

# Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.



**Direction de l'intégrité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

TETRA TECH

Québec, le 26 mars 2026

M^me^ Nathalie Laforte, ing., M. Sc. A.
VILLE DE MONTRÉAL
Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec)
H1C 1V3

**Objet : Droits exclusifs pour développer et maintenir les logiciels de la solution technologique CIDI (Pilote et Csoft)**
**N/Réf. : 10856TTC-2026**

Madame,

En référence au sujet cité en rubrique, nous confirmons que les « Droits exclusifs pour développer et maintenir les logiciels de la solution technologique CIDI (Pilote et Csoft) » sont la propriété de Tetra Tech QI inc.

Les logiciels Pilote et Csoft ne sont pas disponibles par l'entremise de fournisseurs de logiciels. Les municipalités peuvent se les procurer via les services-conseils de Tetra Tech en réalisant un ou des projets d'implantation.

Le code source ainsi que la propriété intellectuelle demeurent la propriété exclusive de Tetra Tech QI inc.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, veuillez agréer mes salutations distinguées.

Jean-Francois Pouliot
Signature numérique de Jean-Francois Pouliot
Date : 2026.03.26 15:02:19 -04'00'

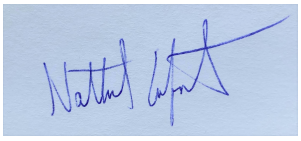
Jean-François Pouliot
Directeur
Développement informatique et Centre de support

c. c. M. Luc Robitaille, ing., directeur, Solutions Technologiques

Tetra Tech QI inc.
1950, boul. Wilfrid-Hamel, bureau 150, Québec (Québec) G1N 3Z2
**Tél.** 418 871-8151 **Téléc.** 418 871-9625 | tetratech.com

# RAPPORT FINAL

## Vérification documentée des droits exclusifs du service de Tetra Tech QI Inc. pour le développement et la maintenance des logiciels de la solution technologique CIDI



Signature numérique de Nathalie Laforte, ing. M.Sc.A., 5000788
Date : 2026.03.30 16:07:39 -04'00'

Par Nathalie Laforte, ing., M.Sc.A.
Révision : 00
Date : 2025-03-30

## TABLE DES MATIÈRES


1. CONTEXTE....3
2. MÉTHODOLOGIE....4
3. VÉRIFICATION DU MARCHÉ....4
4. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION....4
5. ANNEXE A : DOCUMENT DE DROITS EXCLUSIFS PAR TETRA TECH QI INC....5

## 1. CONTEXTE

Le système de Contrôle Intégré Des Intercepteurs (CIDI) représente une expérience unique au Canada au niveau de la réduction des surverses en temps de pluie d'une agglomération urbaine de la taille de la ville de Montréal et de l'utilisation des prévisions de précipitations fournies par un radar météo pour prédire les volumes d'eau de ruissellement draines aux intercepteurs et aux ouvrages de rétention.

Ce système a été mis en place dans le cadre du contrat 1667-AE, adjugé à la firme BPR Construction inc. (Tetra Tech QI inc.) et dont le coût s'élevait à près de 3,9 millions de dollars, plus les taxes applicables. Les travaux d'implantation se sont échelonnés de 2003 à 2005 et le système est opérationnel depuis décembre 2005. Il s'agit d'un système qui utilise les prévisions météorologiques, le réseau de pluviomètres et les mesures terrain (limnimètres, capteurs de position de vanne, etc.) pour optimiser les débits à intercepter aux structures d'interception, guider l'opération des équipements et mettre à profit la capacité résiduelle (donc réelle) du réseau. Le soutien technique des logiciels, assure par la firme BPR depuis 2006, comprend le support, la maintenance et la mise à jour du logiciel Csoft et des logiciels spécifiques au CIDI ainsi que le dépannage téléphonique.

Le système CIDI est essentiel pour l'opération en temps réel, optimal et prédictif des intercepteurs et des ouvrages de rétention des eaux usées de la Ville. Il est donc requis d'octroyer des contrats d'améliorations lorsque de nouvelles fonctionnalités sont requises ou lorsque de nouveaux ouvrages doivent être ajoutés au contrôle.

Plusieurs ouvrages de rétention ont été construits et connectés au réseau de collecte et d'interception de la Ville de Montréal depuis 2005. Ces ouvrages ont été intégrés au système CIDI à la suite de leur construction. Une amélioration continuelle du système CIDI par l'intégration des nouveaux ouvrages de rétention permet d'optimiser et d'exploiter ces capacités de stockage pour réduire l'occurrence et les volumes de débordement tout en maintenant la protection hydraulique fournie par les ouvrages de rétention lorsque nécessaire.

Les travaux de réfection de l'ouvrage de rétention Courcelles sont en cours et se termineront pendant la présente année. Les travaux de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques débuteront dans les prochaines semaines. L'objectif est d'octroyer un contrat afin d'intégrer ces deux nouveaux ouvrages au système CIDI et d'émettre une description fonctionnelle de ces ouvrages afin de définir toutes leurs logiques de contrôle.

L'analyse des informations nous laisse croire que Tetra Tech QI Inc. peut être considéré comme le seul fournisseur ayant les droits exclusifs de développement et de maintenance des logiciels de la solutions technologique CIDI (Pilote et Csoft) en mesure de fournir les services requis, ce qui sera démontré dans cette étude.

## 2. MÉTHODOLOGIE

Une étude de droits exclusifs a été effectuée afin de s'assurer que Tetra Tech QI Inc. est le seul fournisseur en mesure d'offrir les services requis par le système CIDI pour la station d'épuration J.-R.-Marcotte.

Une vérification a été effectuée concernant les droits de maintenance des logiciels de la solution technologique CIDI.

## 3. VÉRIFICATION DU MARCHÉ

Une vérification concernant les droits de maintenance des logiciels de la solution technologique CIDI a été effectuée.

Un document confirmant que les droits exclusifs pour développer et maintenir les logiciels de la solution technologiques CIDI (Pilote et Csoft) sont la propriété de Tetra Tech QI Inc. et que leur code source ainsi que la propriété intellectuelle de ces logiciels demeurent la propriété exclusive de Tetra Tech QI Inc. est présenté en annexe.

De plus, dans le cadre de l'octroi du contrat de maintenance, licence et entiercement du système CIDI en 2025, l'avis d'intention DEEU-25-002 a été publié sur le site SEAO le 25 juin 2025, indiquant que la Ville de Montréal avait l'intention d'adjuger le contrat à la société « Tetra Tech QI inc.», seul prestataire de services connu ayant la capacité de fournir le ou les services et détenant les droits exclusifs sur les logiciels. Tout fournisseur jugeant être en mesure de satisfaire aux exigences identifiées dans cet avis d'intention avait jusqu'au 11 juillet 2025 pour soumettre, par écrit, son intérêt et démontrer ses aptitudes à livrer le service et la fourniture. Aucun fournisseur n'a manifesté son intérêt pour ce mandat.

## 4. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

Il est recommandé de considérer Tetra Tech QI Inc. comme fournisseur ayant des droits exclusifs et comme étant le seul fournisseur en mesure de fournir les services de développement et de maintenance des logiciels de la solution technologique CIDI. Seul ce fournisseur a les droits exclusifs concernant ces logiciels et les résultats de l'avis d'intention DEEU-25-002 le confirment.

Il est recommandé de permettre l'octroi d'un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI Inc. pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelle au système CIDI, considérant les droits exclusifs de ce fournisseur pour les services requis.

## 5. ANNEXE A : DOCUMENT DE DROITS EXCLUSIFS PAR TETRA TECH QI INC.

Québec, le 26 mars 2026

M^me^ Nathalie Laforte, ing., M. Sc. A.
VILLE DE MONTRÉAL
Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec)
H1C 1V3

**Objet : Droits exclusifs pour développer et maintenir les logiciels de la solution technologique CIDI (Pilote et Csoft)**
**N/Réf. : 10856TTC-2026**

Madame,

En référence au sujet cité en rubrique, nous confirmons que les « Droits exclusifs pour développer et maintenir les logiciels de la solution technologique CIDI (Pilote et Csoft) » sont la propriété de Tetra Tech QI inc.

Les logiciels Pilote et Csoft ne sont pas disponibles par l'entremise de fournisseurs de logiciels. Les municipalités peuvent se les procurer via les services-conseils de Tetra Tech en réalisant un ou des projets d'implantation.

Le code source ainsi que la propriété intellectuelle demeurent la propriété exclusive de Tetra Tech QI inc.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, veuillez agréer mes salutations distinguées.

Jean-François Pouliot
Directeur
Développement informatique et Centre de support

c. c. M. Luc Robitaille, ing., directeur, Solutions Technologiques

Tetra Tech QI inc.
1950, boul. Wilfrid-Hamel, bureau 150, Québec (Québec) G1N 3Z2
**Tél.** 418 871-8151 **Téléc.** 418 871-9625 | tetratech.com

# Répartition coûts PDI

**NE PAS COMPLÉTER LE FICHIER ORIGINAL. Merci de faire une copie sur votre répertoire de travail**

**Avant de remplir le fichier, ne pas oublier de regarder l'onglet : Aide-Onglet (s) à compléter**

**Remplir les sections en bleu seulement**

| | |
|---|---|
| **Service** | Service de l'eau |
| **Direction :** | Direction de l'épuration des eaux usées |
| **Numéro du GDD:** | 1265438001 |
| **Nom du responsable du dossier :** | Nathalie Laforte |
| **Date :** | 2026-03-24 00:00 |

| | | |
|---|---|---|
| **Demande d'augmentation de la base budgétaire au budget de fonctionnement** | **Non** | Si oui, veuillez, svp, compléter l'onglet «Augmentation base budgétaire BF»<br>À remplir seulement si un projet PDI à un impact au niveau du budget de fonctionnement. Exemple : construction d'un nouveau réservoir. Le fait de construire un nouveau réservoir peut entraîner des charges d'exploitation supplémentaires (entretien, électricité…)<br>Si le service n'est pas en mesure d'assumer ces charges, il doit demander d'augmenter son budget de fonctionnement dans le GDD. Si la réponse est oui, veuillez, s.v.p , en discuter avec votre conseiller budgétaire |

**RÉPARTITION DOIT ÊTRE FAITE PAR CATÉGORIE D'ACTIF, PAR PROJET SIMON ET PAR ANNÉE**

| | | |
|---|---|---|
| ***Projet / programme/Travaux effectués pour les tiers :*** | **56529 - Station d'épuration et intercepteurs** | EX:18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'é |
| ***Travaux effectués pour les tiers (nom de la ville ou de la entreprise)*** | **Non** | |
| ***Subventionné*** | **Non** | Si subventionné, mettre le nom de la subvention |
| ***# Règlement*** | RCG-22-007 | Numéro à inscrire dans l'aspect financier du GDD/-Si vous ne connaissez pas votre numéro de Règlement d'emprunt,S.V.P, vérifier avec v |
| ***No de sous-projet ou projet Simon (contrat et contingentes):*** | 207325 | Pas encore de sous-projet ou projet Simon, s.v.p veuillez communiquer avec le chargé de projet de l'unité requérante. |
| ***No de sous-projet ou projet Simon (incidences):*** | **207325** | Ne pas oublier de créer un autre sous-projet ou projet Simon si votre projet comporte des dépenses d'incidences. |

| | Taxes incluses | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Inscrire la première | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | ULTERIEUR | Total |
| **Contrat (Travaux ou Services professionnels ou services techniques ou achat)** | 257 745.21 $ | 343 660.28 $ | 85 915.06 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 687 320.55 $ |
| **Trottoirs pour Aqueduc** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Chaussée pour Aqueduc** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Chaussée pour Égout** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Contingences** | 38 661.78 $ | 51 549.04 $ | 12 887.26 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 103 098.08 $ |
| **Incidences reliées aux travaux (s'il y a lieu)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Incidences professionnelles reliées au contrôle qualitatif/ au frais de laboratoire/contrôle de matériaux/Gestion de sols contaminés sauf MELCCFP - Traces QC /Surveillance environnementale/Étude géotechnique/caratérisation environnementalel/Études géotechniques/Gestion des impacts** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Incidences techniques reliées aux utilités publiques/ au marquage et signalisation, horticulture/chloration/ MELCCFP - Trace Québec** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Incidences d'achat (s'il y a lieu)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Variation des quantités (s'il y a lieu)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Autres (veuillez préciser)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Total** | 296 406.99 $ | 395 209.32 $ | 98 802.32 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 790 418.63 $ |

# Grand total GDD

| | Taxes incluses | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2026** | **2027** | **2028** | **2029** | **ULTERIEUR** | **Total** |
| **Contrat (Travaux ou Services professionnels ou services techniques ou achat)** | 257 745.21 $ | 343 660.28 $ | 85 915.06 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 687 320.55 $ |
| **Trottoirs pour Aqueduc** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Chaussée pour Aqueduc** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Chaussée pour Égout** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Contingences** | 38 661.78 $ | 51 549.04 $ | 12 887.26 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 103 098.08 $ |
| **Incidences reliées aux travaux (s'il y a lieu)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Incidences professionnels reliées au contrôle qualitatif/ au frais de laboratoire/contrôles de matériaux/Gestion de sols contaminés/Surveillance environnementale/Étude géotechnique/caratérisation environnemental/Étude géotechnique/Serv. professionnel *(S'il y a lieu)*** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Incidences techniques reliées aux utilités publiques/ au marquage et signalisation,** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Incidences d'achat (s'il y a lieu)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Variation des quantités (s'il y a lieu)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Autres (veuillez préciser)** | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **Grand total** | **296 406.99 $** | **395 209.32 $** | **98 802.32 $** | **0.00 $** | **0.00 $** | **790 418.63 $** |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265438001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc., pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système de contrôle intégré des intercepteurs – Dépense totale de 790 418,63 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD1265438001 - Direction DEEU.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabel MAC QUHAE ALONZO
Preposee au budget
**Tél :** 514 8720766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-08

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Informations financières pour dépenses PDI

| GDD # | 1265438001 |
|---|---|

| Service | EAU |
|---|---|

| Direction | DEEU |
|---|---|

| Engagement # | EAX5438001 | Date | 4/7/2026 |
|---|---|---|---|

**Objet GDD**

**Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services professionnels d'intégration des ouvrages de rétention Saint-Jacques et Courcelles au système CIDI – Dépense totale de 790 418,63 $, taxes incluses - Fournisseur ayant des droits exclusifs**

**Informations comptables**

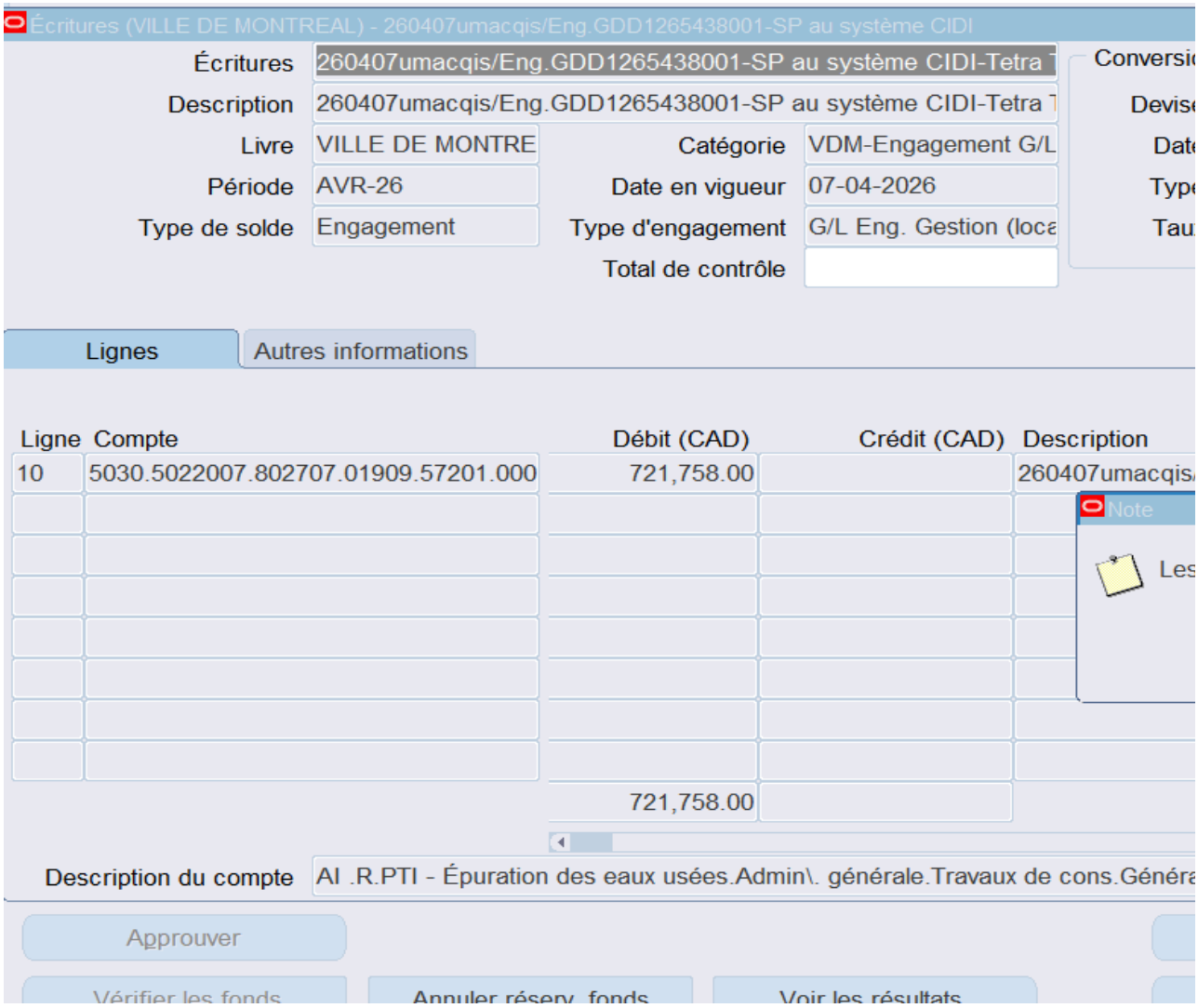
**Provenance**

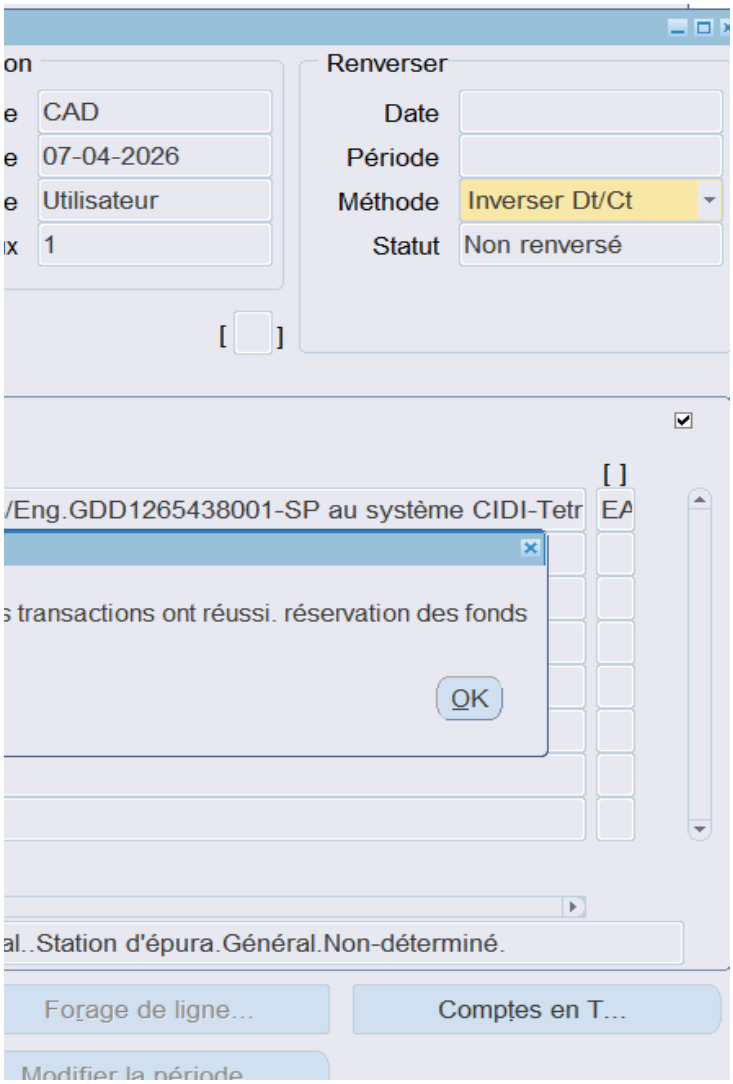
| **56529 - Station d'épuration et intercepteurs** | | | | | | | | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | **Crédits nets arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement RCG 22-007 | 5030 | 5022007 | 802707 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 189897 | 000000 | 98001 | 00000 | 790,418.63 $ | 721,757.56 $ | **721,758 $** |

**Imputations**

| **Intégration système CIDI ouvrages rétention St-Jacques,Courcelles-Serv.Pro** | | | | | | | | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | **Crédits nets arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrat | 5030 | 5022007 | 802707 | 04141 | 54301 | 000000 | 0000 | 207325 | 000000 | 11010 | 00000 | 687,320.55 $ | 627,615.28 $ | **627,616 $** |
| Contingences | 5030 | 5022007 | 802707 | 04141 | 54301 | 000000 | 0000 | 207325 | 000000 | 11010 | 00000 | 103,098.08 $ | 94,142.29 $ | **94,143 $** |
| **Total** | | | | | | | | | | | | **790,418.63 $** | **721,757.56 $** | **721,758 $** |

EAX543800
Eng.GDD1265438001-SP au système CIDI-Tetra Tech QI inc




Renverser
CAD
07-04-2026
Utilisateur
1
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
/Eng.GDD1265438001-SP au système CIDI-Tetr
s transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
al..Station d'épura.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.12

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1263759001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs , Division planification des investissements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Exercer l'option de prolongation de 24 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 963 470,31 $, taxes incluses, pour les services professionnels de détection de fuites sur les conduites d'aqueduc principales par une méthode intrusive, dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies ltd. (CG24 0317), majorant ainsi le montant total du contrat à 2 518 898,68 $, taxes incluses |

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de prolongation de 24 mois;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 875 882,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels de détection de fuites sur les conduites d'aqueduc principales par une méthode intrusive dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies ltd. (CG24 0317);

3. d'autoriser une dépense de 87 588,21 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-19 14:50

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1263759001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs , Division planification des investissements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Exercer l'option de prolongation de 24 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 963 470,31 $, taxes incluses, pour les services professionnels de détection de fuites sur les conduites d'aqueduc principales par une méthode intrusive, dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies ltd. (CG24 0317), majorant ainsi le montant total du contrat à 2 518 898,68 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les conduites principales d'aqueduc totalisent plus de 800 kilomètres, tous matériaux confondus. De ce nombre, la majorité est en fonte (grise ou ductile), en acier ou en béton acier et 154 kilomètres sont en béton précontraint à cylindre d'acier de type AWWA (C-301). Ces conduites font l'objet d'une surveillance particulière du fait des risques de bris (rupture des câbles affectés par la corrosion par exemple) et des impacts majeurs en cas de bris (conduites critiques).
À ce jour, les technologies permettant de détecter les fuites sur les conduites de grands diamètres (400 mm à 1500 mm) demeurent hautement spécialisées et peu d'entreprises possèdent cette expertise. La Ville ne disposant pas à l'interne des ressources humaines et matérielles spécialisées pour effectuer de tels travaux, elle a octroyé plusieurs contrats au cours des dernières années pour cette activité. Ces contrats lui ont permis d'identifier plusieurs conduites présentant des défaillances, de procéder à leurs réparations préventives et ainsi d'éviter les impacts des bris sur la collectivité, impacts pouvant se monter à plusieurs dizaines de millions de dollars.

Le Service de l'eau (SE) souhaite maintenir l'activité de détection de fuites sur le réseau principal d'aqueduc et consolider la continuité de l'alimentation en eau potable.

Trois méthodes de détection de fuites ont été utilisées jusqu'à présent, soit :
1.- Les méthodes non intrusives à l'aide d'hydrophones stationnaires installés sur les conduites à l'intérieur des chambres de vannes.

2.- Les méthodes intrusives où l'équipement est fixé à un câble qui circule dans la conduite tout en demeurant en service.
3.- Les méthodes intrusives où l'équipement circule librement dans la conduite tout en maintenant celle-ci en service.

Dans la continuité des inspections réalisées antérieurement, la Ville a lancé un appel d'offres en 2024 afin d'octroyer deux nouveaux contrats de services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc à l'aide de deux méthodes, soit la méthode intrusive (lot no 1) et la méthode non intrusive (lot no 2), et ce, sur une période de 24 mois. Cet appel d'offres prévoyait en sus une option de renouvellement de 24 mois.

Afin de poursuivre le travail d'évaluation des conduites, le Service de l'eau désire prolonger, pour une période de 24 mois, le contrat qui a été octroyé en juin 2024 à la firme Pure Technologies ltd. L'appel d'offres portait le numéro 24-20318. Cette firme a été contactée par le Service de l'approvisionnement afin de connaître ses intentions concernant le renouvellement du contrat sur une période de 24 mois, comme prévu au contrat. La firme Pure Technologies Ltd. a accepté de renouveler le contrat du lot no 1 - détection par méthode intrusive. Toutefois, elle a refusé de renouveler le contrat du lot no 2 - détection par méthode non intrusive, car la firme n'offre plus ce service (voir les lettres en pièces jointes). Pour pallier à ce non-renouvellement pour le lot no2, le Service de l'eau va examiner les méthodes alternatives visant la même finalité.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0317 - 20 juin 2024 - Accorder deux contrats à Pure Technologies Ltd., pour la fourniture de services professionnels de détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc au moyen d'une méthode intrusive (lot no 1) et une méthode non intrusive (lot no 2), pour une durée de 24 mois, avec une option de renouvellement de 24 mois - Dépenses totales de 1 555 428,37 $, taxes et contingences incluses (Lot no 1 : 857 569,78 $ + contingences : 85 756,98 $ et Lot 2 : 556 456,01 $ + contingences : 55 645,60 $) - Appel d'offres public 24-20318 (3 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à prolonger le contrat, selon les clauses prévues au-dit contrat, pour la fourniture de services professionnels à la firme Pure Technologies ltd. pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc au moyen d'une méthode intrusive pour une durée de 24 mois.
Les principaux services inclus sont :

- Effectuer la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc par la méthode intrusive.
- Sécuriser les accès aux conduites à l'aide de la signalisation routière adéquate et des équipements appropriées pour les espaces clos.
- Localiser les fuites sur le terrain à l'aide d'un marquage au sol et fournir les coordonnées GPS des fuites détectées.
- Fournir une vidéo des inspections et un rapport colligeant les quantités (en kilomètres de conduites inspectées) et les résultats des inspections pour chaque commande.

L'objectif visé est de réaliser l'inspection de 15 kilomètres de conduites avec la méthode intrusive, sur une période de 24 mois.

La rémunération se fait selon des prix unitaires, pour les quantités réellement exécutées, selon les postes indiqués au bordereau. Les prix unitaires ont été indexés de 2,14 %, selon le calcul de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la période de juillet 2023 à juin 2025.

Une enveloppe de contingences de 10 % du montant du contrat, soit 87 588,21 $, taxes incluses, est recommandée pour couvrir éventuellement les imprévus pouvant survenir durant la durée du contrat.

L'octroi de ce contrat permettra de :

- Connaître l'état réel de 15 kilomètres de conduites, d'identifier les fuites et ainsi d'éviter des situations ayant des conséquences importantes sur la sécurité publique et le bien-être des citoyennes et citoyens.
- Planifier les travaux préventifs requis pour intervenir avant un risque significatif documenté de bris et éviter ainsi les impacts de ces bris ainsi que d'assurer la continuité de service en approvisionnement d'eau potable. Toutefois, il est impossible de prédire à 100% le comportement d'une conduite dans l'ensemble des facteurs de stress pouvant l'affecter.

**JUSTIFICATION**

À ce jour, 34 % du parc de conduites principales a fait l'objet d'inspection, ceci en ciblant les conduites les plus critiques.
Le contrat octroyé en juin 2024 prévoyait une prolongation d'une durée additionnelle de 24 mois. La Ville souhaite prolonger ce mandat pour lui permettre d'ajouter une distance d'environ 15 kilomètres de conduite à détecter et ainsi atteindre son objectif de 2 % de conduites inspectées par année.

Les validations requises par le Service de l'approvisionnement ont confirmé que l'entreprise Pure Technologies ltd. :

- N’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
- Ne figure pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.
- Ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total du bordereau pour ce contrat (lot no 1) est de 875 882,10 $, taxes incluses. Un montant pour les contingences de 87 588,21 $, taxes incluses, (10%) a été prévu. La dépense totale à octroyer est de 963 470,31 $, taxes incluses.
- Cette dépense représente un coût net total de 879 776,82 $, taxes et contingences incluses, après déduction des ristournes fédérale et provinciale.
- Cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des actifs.
- Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable, qui constitue une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en matière de changements climatiques, soit d'offrir à l’ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La non-prolongation du contrat aurait un impact significatif sur la capacité du Service de

l'eau à maintenir la cadence d'inspection des conduites critiques et augmenterait donc le risque de défaillance imprévue de ces conduites, avec les impacts associés sur la collectivité.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi du contrat de prolongement : juin 2026
Début des travaux : juillet 2026
Fin des travaux : juin 2028

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Isabel MAC QUHAE ALONZO)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Lisanne HEBERT
Ingénieure

**Tél :** 438-829-1160
**Télécop. :** 514-872-8595

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-01

Djagbo Hermann TCHOUGOUROU
chef(fe) de division - planification des investissements

**Tél :** - -
**Télécop. :** -


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Herve LOGE
directeur(-trice) - gestion des actifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1263759001
Unité administrative responsable : Service de l'eau – Direction de la gestion d'actifs
Projet : Exercer l'option de la prolongation de 24 mois pour la fourniture de services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites d'agglomération par une méthode intrusive pour une période de 24 mois dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies Ltd. (CG24 0317)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>En effectuant des inspections sur le réseau de conduites d'eau potable, la Ville assure la pérennité de cet actif, identifie les risques dû aux défaillances et intervient rapidement avant d'entraîner des conséquences grave sur la sécurité des citoyens.<br><br>La Ville assure une alimentation en eau potable en quantité et en qualité. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 26 janvier 2026

Monsieur Mike Garaci
Directeur – Développement des affaires
Pure Technologies Ltd.
705, 11th Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2R 0E3

Courriel : mike.garaci@xylem.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 24-20318 Lot #1– Entente 1674120**
**Titre : Services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc par une méthode intrusive et non-intrusive**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné dont l'entente est # 1674120.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait **effectif du 20 juin 2026 au 19 juin 2028** et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à claudie.debellefeuille@montreal.ca **au plus tard le 2 février 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ February 4, 2026
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Claudie De Bellefeuille
Agente d'approvisionnement II
Courriel : claudie.debellefeuille@montreal.ca

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 26 janvier 2026

Monsieur Mike Garaci
Directeur – Développement des affaires
Pure Technologies Ltd.
705, 11th Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2R 0E3

Courriel : mike.garaci@xylem.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 24-20318 Lot #2 – Entente 1674120**
**Titre : Services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc par une méthode intrusive et non-intrusive**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné dont l'entente est # 1674120.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait **effectif du 20 juin 2026 au 19 juin 2028** et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à claudie.debellefeuille@montreal.ca **au plus tard le 2 février 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

| | |
|---|---|
| Nom en majuscules et signature | Date |

Je refuse le renouvellement :

| | |
|---|---|
| Nom en majuscules et signature | February 4, 2026<br>Date |

Claudie De Bellefeuille
Agente d'approvisionnement II
Courriel : claudie.debellefeuille@montreal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1263759001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs , Division planification des investissements |
| **Objet :** | Exercer l'option de prolongation de 24 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 963 470,31 $, taxes incluses, pour les services professionnels de détection de fuites sur les conduites d'aqueduc principales par une méthode intrusive, dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies ltd. (CG24 0317), majorant ainsi le montant total du contrat à 2 518 898,68 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1263759001- Direction DGA.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabel MAC QUHAE ALONZO
Preposee au budget
**Tél :** 514 8720766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Francis PLOUFFE
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Informations financières pour dépenses BF

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1263759001** |

| | |
|---|---|
| **Service** | **EAU** |

| | |
|---|---|
| **Direction** | **DGA** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagement #** | **BC1675890** | **Date** | **4/8/2026** |

**Objet GDD**

**Exercer l'option de prolongation de 24 mois, pour la fourniture de services professionnels de détection de fuites sur les conduites d'agglomération par une méthode intrusive pour une période de 24 mois dans le cadre du contrat accordé à Pure Technologies Ltd. (CG24 0317) - Dépenses totales: 963 470,31 $, taxes et contingences (10%) incluses**

Engagements - TCD | Engagements - Table | Engagements - G/L

## Engagements non liquidés - TCD, avr. 2026 • 103041 - Plan d'intervention et actifs ponctuels - agglo

| Objet | Autre | Compte GL no | Fournisseur | Date document | Doc engagement | Description eng... |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Totaux** | | | | | | |
| 54301 - Hon.prof. scientifiques et de génie | **Totaux** | | | | | |
| | 056132 - Auscultation | 1030.0010000.103041.04121.54301.000000.0000.000000.056132.00000.00000 | | | | **Tota** 201 TEC |

| | | | | Engagements |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| | | | | |
| **ıux** | | | | |
| 462 - PURE HNOLOGIES LTD. | **Totaux** | | | |
| | 05-sept.-2024 | 1675890 - Bon commande standard | Services professionnels pour la détection de fuites sur des conduites principales d aqueduc par une méthodes intrusive (lot #1 10 km) et une méthode | |
| | 04-oct.-2024 | 1680596 - Bon commande standard | Auscultation électromagnétique et la surveillance des conduites principales d'aqueduc en béton précontraint de type AWWA C-301 - lot1: | |
| | 20-févr.-2026 | 1765518 - Bon commande standard | désinstallation et à la réinstallation de la fibre optique(AFO) sur la conduite de 84 po entre la rue Wolfe (chambre d'aqueduc C-43-3) et l'avenue | |

| non liquidés |
| --- |
| **1 793 231,50** |
| **1 793 231,50** |
| **1 793 231,50** |
| **1 793 231,50** |
| 248 372,25 |
| 1 446 695,94 |
| 98 163,31 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.13

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269859001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division solutions voirie_parcs et infrastructure |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Systematix Technologies de l'Information inc., pour les services professionnels en Oracle Application Express, pour une durée de 36 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 1 310 505,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21292 (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, par laquelle Systematix Technologies de l'Information inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels en Oracle Application Express, pour une somme maximale de 1 310 505,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21292;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Systematix Technologies de l'Information inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 11:24

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1269859001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division solutions voirie_parcs et infrastructure |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Systematix Technologies de l'Information inc., pour les services professionnels en Oracle Application Express, pour une durée de 36 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 1 310 505,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21292 (3 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Les projets en technologies de l'information (TI) se déclinent en plusieurs volets, notamment la planification, le suivi de la conception, le consentement, l'obtention des permis, le suivi des entraves, le suivi de la réalisation, l'inspection ainsi que la responsabilité partagée de la rue. Dans le cadre du volet planification, les modules développés en APEX pour la gestion et la planification des chantiers requièrent des ajustements afin de s'arrimer aux besoins spécifiques des projets.

Le mandat vise à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions numériques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement. En effet, il permet d'ajuster la capacité momentanément et de complémenter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 26-21292, en date du 9

février 2026. Cet appel d'offres public a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai initial de 30 jours avait été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission. En raison du report de la date d'ouverture des soumissions, prévue le 12 mars 2026, la période d'appel d'offres a finalement totalisé 37 jours, soit jusqu'au 19 mars 2026.

La durée de la validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 17 juillet 2026.

Au total, cinq addenda ont été publiés aux dates suivantes :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 2026 - 02 - 20 | Précisions suite à des questions techniques et administratives | Non |
| 2 | 2026 - 02 - 24 | Précisions suite à des questions techniques et administratives | Non |
| 3 | 2026 - 03 - 02 | Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives | Non |
| 4 | 2026 - 03 - 05 | Précisions suite à des questions techniques et administratives | Non |
| 5 | 2026 - 03 - 12 | Précisions suite à des questions techniques et administratives | Non |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0312 - 15 juin 2023 - Conclure une entente-cadre avec Systematix Technologies de l'information inc., pour la prestation de services en Oracle Application Express (APEX) d'une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 1 682 406,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-19769 (4 soum.)

CG22 0152 - 24 mars 2022 - Conclure deux ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., d'une durée de 36 mois, (lot 1 au montant de 1 384 299 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 416 209,50 $, taxes incluses), pour la fourniture sur demande de prestations de services en Oracle Forms, Report et Oracle Application Express (APEX) - Appel d'offres public 21-19026 (3 soum. pour le lot 1 et 1 seul soum. pour le lot 2)

DA217684007 - 18 octobre 2021 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public pour la prestation de services en Oracle Forms, Report et Oracle Application Express (APEX).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier concerne la fourniture sur demande de services en Oracle Application Express (APEX). La nature du service comprend le développement, l'intégration, les mises à jour et le support opérationnel des applications "back-end" et "front-end" utilisées par la Ville de Montréal. Cela inclut la création de nouvelles fonctionnalités, la résolution de problèmes techniques, et la réalisation de tests visant à assurer le bon fonctionnement des applications.

La technologie Oracle Application Express (APEX) permet de soutenir diverses applications urbaines dans plusieurs domaines d'activité, notamment les infrastructures du réseau routier.

Les principaux projets consommateurs de cette entente sont les suivants :

- Mise à niveau de l'application Infra 360 pour la gestion des projets d'infrastructures du réseau routier.
- Mise à niveau de FinPro pour la gestion financière des projets PDI et exploitation et optimisation du traitement des bons de commande à la station d'épuration des eaux usées.

La mise en place de cette entente permettra au Service des TI :

- d'offrir un environnement numérique convivial et ergonomique, permettant au client de bénéficier d'une expérience intuitive, agréable et facile, respectant les normes d'accessibilité universelle;
- d'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, 24/7, harmonisés sur de multiples plateformes;
- d'accroître l'offre et la visibilité de nos services numériques;
- d'offrir une expérience homogène et simplifiée qui priorise les informations les plus recherchées;
- d'assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- de moderniser et de maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyennes et citoyens.

**JUSTIFICATION**

Sur un total de 10 preneurs du cahier des charges, 3 preneurs (30 %) ont déposé des offres alors que 7 (70%) n'ont pas soumissionné. De ces 7 firmes, 2 d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

Les raisons de désistements invoquées sont :

- une firme affirme qu'elle ne dispose pas des profils requis pour l'appel d'offres ;
- une firme stipule qu'elle n'est pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés ;
- les autres firmes n'ont pas répondu.

Les 3 firmes qui ont déposé des soumissions ont été déclarées conformes d'un point de vue administratif.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations, préalablement approuvée par le Service de

l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001).

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **NOTE INTÉRIM** | **NOTE FINALE** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| **SYSTEMATIX Technologies de l'information inc.** | **86,4** | 0,67 | **1 310 505,75 $** | **0 $** | **1 310 505,75 $** |
| Conseillers en gestion et informatique CGI inc. | 80,1 | 0,62 | 1 306 620,17 $ | **0 $** | 1 306 620,17 $ |
| 6362222 Canada inc. (TALAN) | 75,1 | 0,42 | 1 832 965,94 $ | **0 $** | 1 832 965, 94 $ |
| Dernière estimation réalisée | | | 1 728 488,16 $ | **0 $** | 1 728 488,16 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)<br>*(l'adjudicataire – estimation)*<br><br>Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)<br>*((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100* | | | | | *(417 982,41) $*<br><br>*-24,18 %* |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)<br>*(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*<br><br>Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)<br>*((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100* | | | | | *3 885,58 $*<br><br>*0,29%* |

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Systematix Technologies de l'Information inc., puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

Le prix de l'adjudicataire est -24,18% plus bas que l'estimation. Cet écart favorable à la Ville, s'explique notamment par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus élevés, ainsi que sur le pourcentage d'inflation actuel. Il semble y avoir un réajustement du marché à la baisse qui n'a pas été anticipé. L'adjudicataire s'est aussi démarqué au niveau de son prix, cela semble démontre une volonté de remporter le présent contrat et se positionner sur ce type de marché.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Systematix Technologies de l'Information inc. a obtenu son accréditation le 2 juin 2023 et cette dernière demeure valide.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Systematix Technologies de

l'Information inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, la firme Systematix Technologies de l'Information inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque mandat fera l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres et sera confié à l'aide de "bon de commande" dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants. Les crédits sont prévus au budget PDI ou au budget de fonctionnement des unités requérantes suivantes : Service des technologies de l'information (Service des TI), Service de l'eau et Service des infrastructures du réseau routier.
Tous les besoins futurs de prestation de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

Le présent contrat pourrait bénéficier de deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme de 436 834,12 $, taxes incluses, par année.

Si la Ville exerce les options de prolongation, les prix seront ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) tel que prévu au contrat.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le/la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Samia MAATOUK)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Loubna ABDELKAFI
Conseillère, Analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 438-951-7829
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-07

Vincent DECROIX
chef de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

**Tél :** 514-872-4281
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Ghayath HAIDAR
directeur(-trice) solutions d'affaires

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1269859001
Unité administrative responsable : Service technologies de l'information (TI)
Projet : Conclure une entente-cadre avec la firme Systematix Technologies de l'Information inc., pour la prestation de services en Oracle Application Express (APEX), d'une durée de 36 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente :1 310 505,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21292.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*#12 Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*<br>*#17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes* | | | |

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*Bénéfices pour les priorités # 12 et # 17 :*

*● Offrir un environnement numérique convivial et ergonomique, permettant au client de bénéficier d'une expérience intuitive, agréable et facile,*

*respectant les normes d'accessibilité universelle;*

*● Assurer la transformation organisationnelle de la Ville, par l'entremise de projets d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et*

*plus efficients;*

*● Moderniser et maintenir les actifs de plusieurs systèmes informatiques, en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de*

*services aux citoyens.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Caroline Taillon**

**Objet:** TR: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

**De :** _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
**Envoyé :** 2 juin 2023 14:30
**À :** _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
**Objet :** IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

# Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

**Direction de l'intégrité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 4 juillet 2025

SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
740, RUE NOTRE-DAME O
BUREAU 1500
MONTRÉAL QC H3C 3X6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

| | |
|---|---|
| N° de client : | 3000339759 |
| N° de demande : | 2500170399 |
| N° de confirmation de paiement : | 052350 |

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

L'AMP confirme que l'entreprise a déposé sa demande de renouvellement dans les délais prescrits.

Une autorisation demeure valide, sous réserve d'une révocation durant ce délai, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande.

Cette entreprise figure présentement au Registre des entreprises autorisées (le REA). Par conséquent, l'entreprise peut soumissionner sur de nouveaux contrats ou sous-contrats publics. Elle peut également conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics même si la lettre d'autorisation initiale est expirée. Le dossier de renouvellement de l'entreprise est présentement en analyse à l'AMP.

Rappelons, qu'il est de la responsabilité de l'organisme public de consulter le REA avant la conclusion du contrat afin de vérifier que l'entreprise y apparaît toujours. Il est possible de consulter l'information relative à l'entreprise en ligne à l'adresse suivante : https://amp.quebec/rea/.

Une décision sera émise à la fin du processus d'analyse par l'AMP et sera communiquée directement à l'entreprise.

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1269859001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division solutions voirie_parcs et infrastructure |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Systematix Technologies de l'Information inc., pour les services professionnels en Oracle Application Express, pour une durée de 36 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 1 310 505,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21292 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21292 PV.pdf
26-21292_Intervention .pdf
26-21292_Liste de commande SEAO.pdf
26-21292_Resultat_Comité de sélection.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia MAATOUK
Agent d'approvisionnement niveau 2

**Tél :** 514 872-1041

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-08

Hicham ZERIOUH
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-872-2988
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21292 — No du GDD : 1269859001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en Oracle Application Express (APEX)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 12 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 19 - 3 - 2026

Date du comité de sélection : 31 - 3 - 2026

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 12 - 3 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 30

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 7 - 2026

Date d'échéance révisée : 17 - 7 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| SYSTEMATIX Technologies de l'information inc | 1 310 505,75 $ | √ | |
| Conseillers en Gestion et informatique CGI inc. | 1 306 620,17 $ | | |
| 6362222 Canada inc (TALAN) | 1 832 965,94 $ | | |

### Information additionnelle

Motifs de désistement:
1) Ne dispose pas des profils requis pour l'Appel d'offres,
1) N'est pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés

Préparé par : Samia Maatouk — Le 31 - 3 - 2026

26-21292 - Prestation de services en Oracle Application Express (APEX)

| FIRME | Pointage intérimaire total 100% | Prix $ | Pointage final | Rang |
|---|---|---|---|---|
| 6362222 Canada inc (TALAN) | 75,1 | 1 832 965,94 $ | 0,42 | 3 |
| Conseillers en Gestion et informatique CGI inc. | 80,1 | 1 306 620,17 $ | 0,62 | 2 |
| SYSTEMATIX Technologies de l'information inc | 86,4 | 1 310 505,75 $ | 0,67 | 1 |
| 0 | - | | - | |
| 0 | - | | - | |
| Agent d'approvisionnement | | | | |

| Comité | |
|---|---|
| Date | mardi 31-03-2026 |
| Heure | 13 h 30 |
| Lieu | Virtuel |

| Multiplicateur d'ajustement |
|---|
| 10000 |

| Facteur «K» | 1 |
|---|---|

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21292
**Numéro de référence:** 20122288
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** Prestation de services en Oracle Application Express (APEX)
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**10 résultats** **Résultats 1 à 10**

**Trier par** Sélection **Nombre par page**

1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| PROCOM QUÉBEC INC.<br>1280 boul. Lebourgneuf Bur. 300 Québec QC<br>CAN G2K0H1<br>https://procomservices.com/fr-ca/ | Non diffusé | Charlène Kamdem Tago<br>Téléphone: 4189300982<br>Courriel:<br>charlene.kamdemtago@procomservices.com | **Transaction: (20424848)**<br>2026-02-11 15:34 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION SERVICES INTELLIGENTS FHSADN INC.<br>1929 rue Victor-L-Laurin Québec QC CAN G2E5Z4<br>ITECH2S.COM | Publique | Guy Merlin Foumbue<br>Téléphone: 4185615574<br>Courriel: foumbue@gmail.com | **Transaction: (20439830)**<br><br>2026-02-26 11:05 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel<br><br>20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | |
|---|---|---|---|
| COFOMO INC<br>1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5<br>http://www.cofomo.com | Non diffusé Steven Lévesque<br>Téléphone: 5148660039<br>Courriel: steven.levesque@cofomo.com | **Transaction: (20425961)**<br>2026-02-12 09:45 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel<br><br>20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Alithya Canada Inc.<br>725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525<br>Québec QC CAN G2J0C4<br>http://www.alithya.com | Non diffusé Josée Turcotte<br>Téléphone: 4186502866<br>Courriel: bureau.propositions@alithya.com | **Transaction: (20422347)**<br>2026-02-09 13:26 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Téléchargement<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Téléchargement<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Téléchargement |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Téléchargement<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| TALAN<br>465 rue McGill Montréal QC CAN H2Y2H1 | Non diffusé aurore rivoallan restle<br>Téléphone: 5143871670<br>Courriel: aurore.restle@talan.com | **Transaction: (20426197)**<br>2026-02-12 12:17 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel<br><br>20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.<br>1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage<br>Montréal QC CAN H3G1T4<br>http://www.cgi.com | Non diffusé | Sophie Di Cienzo<br>Téléphone: 5144153000<br>Courriel: bos.gma@cgi.com | **Transaction: (20424368)**<br>2026-02-11 08:35 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel<br><br>20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS<br>2875, boul. Laurier Édifice Delta 3, bureau D3-201 Québec QC CAN G1V2M2<br>http://www.lgs.com | Non diffusé | Georges Berberian<br>Téléphone: (514) 964-0939<br>Courriel: soumissions-lgs@ibm.com | **Transaction: (20423024)**<br>2026-02-10 08:50 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.<br>740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 1500<br>Montréal QC CAN H3C3X6<br>http://www.systematix.com | Non diffusé | Pierre Lecavalier<br>Téléphone: 514-393-1313<br>Courriel: pierre.lecavalier@systematix.com | **Transaction: (20423169)**<br>2026-02-10 10:13 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel<br><br>20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Levio Conseils inc.<br>1015, avenue Wilfrid-Pelletier Bureau 530<br>Québec QC CAN G1W0C4<br>www.levio.ca | Non diffusé | Kathy Tremblay<br>Téléphone: 4189143623<br>Courriel: kathy.tremblay@levio.ca | **Transaction: (20422348)**<br>2026-02-09 13:29 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel<br><br>20097985 - 26-21292_Addenda 4<br>Devis<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-05 à 11:10 - Courriel<br><br>20099706 - 26-21292_Addenda 5<br>Devis<br>2026-03-12 à 12:40 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.<br>1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest<br>Montréal QC CAN H3A0A3<br>https://www.kpmg.ca | Non diffusé | Nada Atmeh<br>Téléphone: +1 514 840 2568<br>Courriel: tapseao@kpmg.ca | **Transaction: (20422536)**<br>2026-02-09 16:53 | 20095181 - 26-21292_Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-20 à 09:45 - Courriel<br><br>20095779 - 26-21292_Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-24 à 12:10 - Courriel<br><br>20097061 - 26-21292_Addenda 3<br>Devis<br>2026-03-02 à 09:55 - Courriel |

20097985 - 26-21292_Addenda 4
Devis
2026-03-05 à 11:10 - Courriel
Plan
2026-03-05 à 11:10 - Courriel

20099706 - 26-21292_Addenda 5
Devis
2026-03-12 à 12:40 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0106**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 19 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Annie Benjamin, agente de bureau
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES 26-21292**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Prestation de services en Oracle Application Express (APEX) » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

**Soumissionnaires**

6362222 CANADA INC.

CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.

SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 9 février et 5 mars 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 9 février et 2 mars 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Annie Benjamin
Agente de bureau – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.14

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269859002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses, pour l'ajout des taxes applicables, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717), majorant ainsi le montant total de la dépense à 224 022,16 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses, pour l'ajout des taxes applicables, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717);

2. d'autoriser le directeur de la Direction Gestion du territoire, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 11:20

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1269859002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses, pour l'ajout des taxes applicables, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717), majorant ainsi le montant total de la dépense à 224 022,16 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

La Ville de Montréal utilise la solution d'intelligence d'affaires WebFocus. Cet outil facilite notamment la visualisation des données et la génération de rapports sous forme de tableaux ou de graphiques, et permet de répondre aux besoins de différents services, tels que le Service des finances, le Service des ressources humaines ainsi que le Service des TI. Ces services l'exploitent pour accéder aux informations de leurs entrepôts de données, avec un large éventail de tableaux de bord et de rapports à leur disposition. Actuellement, plus de 238 utilisatrices et utilisateurs actifs exploitent des applications intégrées de la gamme de produits WebFocus.

Le 19 décembre 2024, la Ville a accordé un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses. Or, lors de l'autorisation du contrat, les taxes applicables n'ont pas été incluses dans le montant autorisé, entraînant la nécessité d'une autorisation additionnelle.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes

incluses, pour l'ajout des taxes applicables, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717), majorant ainsi le montant total de la dépense à 224 022,16 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0717 - 19 décembre 2024 - Accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses.

CG21 0558 – 30 septembre 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Tibco (Canada) inc. (anciennement connu sous le nom de Information Builders Canada inc.) pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 30 décembre 2021 au 30 décembre 2024, pour une somme maximale de 177 826,97 $, taxes incluses - Fournisseur unique.

CG18 0658 – 20 décembre 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 30 décembre 2018 au 29 décembre 2021, pour une somme maximale de 166 016,55 $, taxes incluses.

CG15 0754 - 20 décembre 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logiciels WebFocus, pour la période du 30 décembre 2015 au 29 décembre 2018, ainsi que pour des services de formation et de mentorat pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 168 492,94 $, taxes incluses.

CG12 0482 - 20 décembre 2012 - Autoriser le renouvellement de gré à gré du contrat avec Information Builders (Canada) Inc. pour l'entretien des licences WebFocus, pour la période du 30 décembre 2012 au 29 décembre 2015 pour une somme maximale de 194 012,67 $, taxes incluses.

CG09 0470 - 3 décembre 2009 - Approuver un addenda au contrat octroyé à Information Builders Inc. pour l'acquisition d'une licence additionnelle du logiciel WebFOCUS Developer Studio (20 usagers) au montant de 27 076,50 $, taxes incluses.

CG07 0492 - 20 décembre 2007 - Octroyer un contrat à Information Builders inc. pour l'acquisition de trois licences d'entreprise version Windows du logiciel Webfocus Reporting Server - au montant de 337 049,00 $ taxes incluses.

**DESCRIPTION**

La maintenance des licences de la firme Cloud Software Group consiste en un ensemble de pratiques visant à assurer la performance, la disponibilité et la sécurité de ces solutions logicielles. Cela comprend des mises à jour régulières pour corriger les bogues, améliorer les fonctionnalités et garantir la compatibilité avec les dernières technologies.

Elle inclut également un support technique dédié pour la gamme de produits par le contrat ainsi qu'un accès privilégié à des ressources techniques et spécialisées de la firme Cloud Software Group.

L'entretien de ces licences se concentre sur la pérennité, la stabilité et l'adaptabilité du système dans un environnement en constante évolution.

## JUSTIFICATION

L'augmentation de la valeur de la dépense résulte d'une omission administrative. Il y a donc lieu d'autoriser une dépense additionnelle afin de régulariser la situation et d'ajuster le montant total du contrat, conformément aux exigences fiscales en vigueur.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses (26 643,34 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information.
Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputé au budget d'agglomération.

Le présent dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville, puisque les crédits nécessaires à cette dépense sont considérés au budget du Service des Technologies de l'information.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le/la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achour LAOUCHE)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Loubna ABDELKAFI
Conseillère, Analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 438-951-7829
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Sanit SANANIKONE
chef(fe) de division - intelligence d'affaires et geomatique

**Tél :** 514-868-0776
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Ghayath HAIDAR
directeur(-trice) solutions d'affaires

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1269859002
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction,Division Performance TI et sourçage.
Projet : Autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses, pour l'Ajout des taxes applicables liées au contrat, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717), majorant ainsi le montant total du contrat à 224 022,16 $, taxes incluses

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*<br>*#17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.* | | | |

- *Assurer la continuité et la durabilité des services, sans risque ni impact.*
- *Avoir une version à jour et les mises à niveau des logiciels ;*

*#17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche*

*D'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.*

- *Générer un retour sur investissement à moyen/long terme (RSI) par des économies d'échelle et par une meilleure maîtrise, efficacité et rentabilité financière (direct et indirect) du coût du capital sur achat, des actifs matériel / logiciel et des divers projets informatiques / technologiques et opérationnels à venir ;*
- *Améliorer également les indicateurs de performances attendus du service des TI dont celui de la maîtrise des coûts totaux, de la gestion stratégique des investissements selon les enveloppes budgétaires autorisées et en optimisant ses ressources matérielles et logicielles utilisées au sein de l'organisation.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269859002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 29 177,93 $, taxes incluses, pour l'ajout des taxes applicables, dans le cadre du contrat accordé à Cloud Software Group (CG24 0717), majorant ainsi le montant total de la dépense à 224 022,16 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification de fonds 1269859002 PDS Brennan.xlsm

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohand Ou Achour LAOUCHE
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.15

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1268089001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité , Division opérations sécurité |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 591 352,54 $, taxes incluses, pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les 5 musées d'Espace pour la vie, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda s.e.n.c. (CG25 0112), majorant ainsi le montant total du contrat à 10 340 082,51 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois du 1er mai 2026 au 30 avril 2027;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 2 274 428,82 $, taxes incluses, pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les 5 musées d'Espace pour la vie, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda s.e.n.c. (CG25 0112);
3. d'autoriser une dépense de 316 923,72 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 14:39

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268089001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité , Division opérations sécurité |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 591 352,54 $, taxes incluses, pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les 5 musées d'Espace pour la vie, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda s.e.n.c. (CG25 0112), majorant ainsi le montant total du contrat à 10 340 082,51 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2018, dans le cadre du regroupement des activités immobilières au sein du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI), la Direction de la sécurité (anciennement Division de la sécurité) est devenue responsable du contrat de gardiennage pour les installations d'Espace pour la vie (EPLV).
Le 18 avril 2023, le Conseil municipal octroyait un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC, seul soumissionnaire conforme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, suite à l'appel d'offres public 22-19702, pour les services de gardiennage et de tous les services connexes aux cinq (5) musées d'Espace pour la vie, pour une période d'approximativement trente-six (36) mois, soit du 5 mai 2023 au 30 avril 2026, avec deux (2) options de prolongation d'une année chacune.

Considérant que l'entreprise Groupe de sécurité Garda SENC a fourni un service adéquat durant le présent contrat, la Ville de Montréal souhaite exercer la première option de prolongation prévue à l'entente afin d'assurer la continuité du service.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0112 – 20 mars 2025 - Ratifier la décision du conseil municipal du 18 avril 2023, par sa résolution CM23 0434, qui accordait un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC, pour les services de gardiennage et tous les services connexes aux cinq musées d'Espace pour la vie, pour un total de 7 257 509,81 $, taxes incluses / Autoriser une dépense additionnelle de 491 220,16 $, taxes incluses, à titre de contingences au contrat accordé à Groupe de sécurité Garda SENC (CM23 0434), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 257 509,81 $ à 7 748 729,97 $, taxes incluses.
CM23 0434 – 18 avril 2023 - Accorder un contrat à Groupe de sécurité Garda SENC, pour les services de gardiennage et de tous les services connexes aux cinq musées d'Espace pour la vie, pour une période approximativement de 36 mois, soit du 5 mai 2023 au 30 avril 2026,

avec deux options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 7 257 509,81 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19702 (2 soum., 1 seul conforme).

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la première option de prolongation de douze (12) mois prévue au contrat pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les cinq musées d'Espace pour la vie.
La prolongation du contrat permettra d'assurer la continuité du service.

Cette prolongation sera rétroactive du 1er mai 2026 au 30 avril 2027.

**JUSTIFICATION**

Conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19702, article 15.02 renouvellement, le contrat permet deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la première année de prolongation, selon les mêmes termes et conditions du contrat.
En effet, compte tenu de la satisfaction quant aux services rendus par le fournisseur et ses connaissances des sites et des particularités relatives au contrat, la Direction de la sécurité recommande l'exercice de la première option de prolongation, dans le but de poursuivre une saine gestion contractuelle.

La firme Groupe de sécurité Garda s.e.n.c. a été avisée de l'intention de la Ville de Montréal de prolonger le service en vertu des dispositions du contrat, via une lettre envoyée par courriel en date du 12 mars 2026, et elle a accepté le renouvellement, sous réserve des autorisations relevant des instances compétentes.

Les validations requises ont démontré que la firme Groupe de sécurité Garda SENC :

- n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- est conforme en vertu de la Charte de la langue française;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total de ce contrat sera financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).
La dépense sera répartie comme suit, taxes incluses :

| | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|
| Contrat | 1 458 011,63 $ | 816 417,19 $ | 2 274 428,82 $ |
| Contingences | 177 924,28 $ | 138 999,44 $ | 316 923,72 $ |
| TOTAL | 1 635 935,91 $ | 955 416,63 $ | 2 591 352,54 $ |

En application de l'article 57 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, les dépenses afférentes à ce contrat sont mixtes et assujetties au Règlement sur les dépense mixtes (RCG06-054).

La partie de la dépense assumée par l'agglomération concerne la Biosphère qui est une compétence d'agglomération.

Le taux des dépenses mixtes d'administration générale est déterminé chaque année lors de l'adoption du budget.

Veuillez noter que les dépenses des musées d'Espace pour la vie (EPLV) donnent droit à une récupération de taxes à 100 % dans le régime de la TPS et dans le régime de la TVQ puisque ces dépenses sont effectuées dans le cadre d'une activité commerciale. Le montant de la dépense réelle et du budget correspond donc au montant avant taxes pour ces installations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en lien avec l'expérience citoyenne et les milieux de vie sécuritaires.
Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, car il vise essentiellement à fournir des services de gardiennage.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans l'éventualité où la prolongation du contrat ne serait pas octroyée, la sécurité et la protection des personnes, des immeubles et des biens des installations d'Espace pour la vie inclus dans ce contrat pourraient être compromises à partir du 1 mai 2026.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la prolongation : 1 mai 2026

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Violène DA CRUZ
preposée à la gestion des contrats

**Tél :** 514-868-3457
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Brigitte SANFACON
chef de section - contrats de securite

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-Charles GRIS
directeur(trice) de la securite

**Tél :** 514-855-6000
**Approuvé le :** 2026-04-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Jabiz SHARIFIAN
directeur(-trice) - gestion des projets - developpement et maintien d'actifs immobiliers
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268089001
Unité administrative responsable : SGPI – Direction de la sécurité
Projet : Exercer la première année de prolongation du contrat 22-19702 pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les installations d'Espace pour la vie

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>● Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec l'expérience citoyenne.<br>● Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec des milieux de vie sécuritaires et de qualité. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>● Offrir aux citoyen(ne)s une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à tou(te)s.<br>● Offrir des espaces publics accueillants et sécuritaires afin que les citoyen(ne)s se sentent en sécurité physique et psychologique lorsqu'ils se déplacent dans les bâtiments de la Ville. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>• Respect et protection des droits humains<br>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec)  H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 12 mars 2026

Monsieur Luc Dupont, Vice-président Québec & Maritimes
Madame Sophie Panneton, Directrice des comptes majeurs
Groupe de sécurité Garda SENC
2300, rue Émilie-Bélanger
Saint-Laurent (Québec)  H4R 3J4

Courriel : luc.dupont@garda.com, sophie.panneton@garda.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 22-19702**
**Service de gardiennage pour les installations d'Espace pour la vie**

---

Madame, Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du **1er mai 2026 au 30 avril 2027** et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les quinze (15) jours de l'envoi la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution couvrant tout la durée du renouvellement du contrat, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à genevieve.leary@montreal.ca **au plus tard le 19 mars 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

| Luc Dupont | 12 Mars 2026 |
|---|---|
| Nom en majuscules et signature | Date |

Je refuse le renouvellement :

| | |
|---|---|
| Nom en majuscules et signature | Date |

Geneviève Leary
Agente d'approvisionnement II
Courriel : genevieve.leary@montreal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268089001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la sécurité , Division opérations sécurité |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 591 352,54 $, taxes incluses, pour les services de gardiennage et tous les services connexes pour les 5 musées d'Espace pour la vie, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de sécurité Garda s.e.n.c. (CG25 0112), majorant ainsi le montant total du contrat à 10 340 082,51 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1268089001 - Garda SENC EPLV.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI
Agente de gestion des ressources financières
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

**NO GDD :** 1268089001

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Engagement de gestion 2026:** GP68089001 1,422,862.28 $

| | | 2026 (9 mois) | 2027 (4 mois) | Total |
|---|---|---|---|---|
| Contrat | 2107.0010000.114196.07251.54590.014448.0000.000000.000000.00000.00000<br>AF - Espace pour la vie / Budget régulier / Plan de protection de sécurité - EPLV / Musées et centres d'exposition / Autres services techniques / Gardiennage et sécurité / ⁻ / Général / Général | 1,268,111.88 | 710,082.36 | 1,978,194.23 |
| | 1001.0010000.114246.07251.54590.014448.0000.000000.000000.00000.00000<br>AF - Général - Agglomération / Budget régulier / Biosphère_Budget10 / Musées et centres d'exposition / Autres services techniques / Gardiennage et sécurité / ⁻ / Général / Général | | | |
| Contingences | 2107.0010000.114196.07251.54590.014448.0000.000000.000000.00000.00000<br>AF - Espace pour la vie / Budget régulier / Plan de protection de sécurité - EPLV / Musées et centres d'exposition / Autres services techniques / Gardiennage et sécurité / ⁻ / Général / Général | 154,750.41 | 120,895.36 | 275,645.77 |
| | 1001.0010000.114246.07251.54590.014448.0000.000000.000000.00000.00000<br>AF - Général - Agglomération / Budget régulier / Biosphère_Budget10 / Musées et centres d'exposition / Autres services techniques / Gardiennage et sécurité / ⁻ / Général / Général | | | |
| | Total | **1,422,862.28** | **830,977.72** | **2,253,840.00** |

| | |
|---|---|
| net taxes | 1.049875 |
| incluant taxes | 1.14975 |

| | Montant | Taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|---|
| Contrat | 1,978,194.23 $ | 2,274,428.82 $ | 2,076,856.67 $ |
| Contingences | 275,645.77 $ | 316,923.72 $ | 289,393.60 $ |
| | **2,253,840.00 $** | **2,591,352.54 $** | **2,366,250.27 $** |

**Fonds disponibles - TCD, avr. 2026 • 114196 - Plan de protection de sécurité - EPLV**



Taxes incluses

| 2026 (9 mois) | 2027 (4 mois) |
|---|---|
| 1,458,011.63 $ | 816,417.19 $ |
| 177,924.28 $ | 138,999.44 $ |
| **1,635,935.91 $** | **955,416.63 $** |

Avant taxes

| 2026 (9 mois) | 2027 (4 mois) |
|---|---|
| 1,268,111.88 $ | 710,082.36 $ |
| 154,750.41 $ | 120,895.36 $ |
| **1,422,862.28 $** | **830,977.72 $** |

| | Valeurs | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Budget original 2026 | Budget modifié 2026 | Engagement | Réel avr. 2026 | Engagement + réel |
| | **2 157 800** | **2 157 800** | **394 505** | **281 170** | **675 675** |
| | **2 157 800** | **2 157 800** | **394 505** | **281 170** | **675 675** |
| | **2 157 800** | **2 157 800** | **394 505** | **281 170** | **675 675** |
| 000.000000.000000.00000.00000 | 2 157 800 | 2 157 800 | 394 505 | 281 170 | 675 675 |

| | Budget modifié disponible |
|---|---|
| 5 | **1 482 125** |
| 5 | **1 482 125** |
| 5 | **1 482 125** |
| 5 | 1 482 125 |

**Dossier # : 1260384001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, pour la propriété située au 7342-7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, connue et désignée comme étant constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480, d'une superficie totale de 1762,4 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 6 ans, à compter du 21 décembre 2050 dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation. REF: 31H12-005-1261-02 / n/d: 26-0095-T |

Il est recommandé :

1· d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la Coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal pour la propriété située au 7342-7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, connue et désignée comme étant constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480, d'une superficie totale de 1762,4 mètres carrés afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 6 ans, à compter du 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation;

2· d'autoriser le greffier de la Ville à signer l'acte de modification de l'emphytéose pourvu que cet acte de modification soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'acte joint au présent dossier décisionnel;

3· d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 14:55

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1260384001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, pour la propriété située au 7342-7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, connue et désignée comme étant constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480, d'une superficie totale de 1762,4 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 6 ans, à compter du 21 décembre 2050 dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation. REF: 31H12-005-1261-02 / n/d: 26-0095-T |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (OBNL) ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes fédéraux de subvention sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces organismes cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire. En effet, les institutions bancaires exigent que l'emphytéose arrive à terme au minimum cinq ans après l'échéance de l'hypothèque. Selon les informations recueillies auprès des organismes, les institutions financières sont prêtes à consentir des prêts pour une durée maximale de 25 ans.

Pour répondre à cet enjeu, le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) propose présentement de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des

emphytéoses. Les prolongations consenties permettent de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote doit présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagnent de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la Loi sur les coopératives, destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

L'emphytéose avec la coopérative Sainte-Cécile a été prolongée une première fois en décembre 2020 (CG20 0451). Puisque la coopérative doit souscrire un nouveau prêt pour des travaux majeurs sur les immeubles situés au 7342-7360, avenue de Gaspé (l'Immeuble), lequel sera amorti sur 25 ans, une nouvelle prolongation est nécessaire. Pour obtenir un prêt amorti sur 25 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 30 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 20 décembre 2050, une prolongation de 6 ans est requise afin de bénéficier d'un amortissement pouvant aller jusqu'à 25 ans.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0451 - 24 Septembre 2020 - Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342 - 7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 14 ans, soit du 21 décembre 2036 jusqu'au 21 décembre 2050, dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 1 570 000 $ pour la période de la prolongation.

## DESCRIPTION

Ce dossier a pour but d'approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la coopérative d'habitation Sainte-Cécile (l'Emphytéote) pour la propriété sise au 7342-7360, avenue de Gaspé, connue et désignée comme étant constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480, d'une superficie de 1762,4 m² située dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de six (6) ans, à partir du 21 décembre 2050 jusqu'au 20 décembre 2056.
L'Immeuble a été cédé par emphytéose à l'Emphytéote en décembre 1984 avec l'obligation d'y construire un bâtiment d'un coût de construction d'au moins huit cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-treize dollars (837 293 $). L'Immeuble comprend 24 unités, réparties dans 4 bâtiments contigus et dont 4 sont occupées par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (Initiative fédérale de logement communautaire - phase 2). Les autres locataires bénéficient d'une réduction de loyer d'environ 40 %, comparativement aux loyers moyens dans le secteur (SCHL, Enquête sur les logements locatifs, 2025).

Des travaux d'entretien, de réfection et de rénovation importants doivent être effectués, notamment des travaux de réfection de la toiture, l'asphaltage de la cour arrière, une mise aux normes de l'électricité, ainsi que de la rénovation intérieure (planchers) pour assurer le maintien en bon état de l'Immeuble. (Voir le tableau en pièce jointe). L'estimation du coût des travaux est de 505 280 $ pour les années 2026 à 2030.

L'Emphytéote a obtenu une intention de financement de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, conditionnelle à la prolongation du terme de l'emphytéose.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de 2050 à 2056, sera de 4 800 $ et sera payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale et à la première prolongation.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions suivantes :

· Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée.
L'expert doit être membre d'un ordre ou une association reconnue parmi:

· l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
· l'Association Nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
· l'Ordre des architectes du Québec;
· l'Ordre des ingénieurs du Québec;
· l'Ordre des technologues professionnels du Québec;

· Présenter un plan quinquennal des travaux d'entretien et de préservation en lien avec le rapport d'inspection;
· Présenter les états financiers sur demande de la Ville, afin que cette dernière puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière à réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
· Maintenir la vocation sociale et communautaire de l'Immeuble;
· Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Immeuble.

**JUSTIFICATION**

Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· La prolongation de la durée de l'emphytéose assurera la viabilité financière de l'Emphytéote et lui permettra de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble;
· La prolongation de la durée de l'emphytéose de 6 ans permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de sa dette sur 25 ans;
· La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer que la vocation sociale de l'Immeuble perdure;
· Les conditions additionnelles permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote;
· Le montant de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote;
· La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc de logements sociaux et communautaires;
· L'ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose;
· La prolongation de l'emphytéose n'entraîne aucun coût pour l'agglomération et aucune responsabilité additionnelle.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2026 est de 6 912 $.
Toutefois, en concertation avec le Service de l'habitation, il a été convenu d'appliquer une rente moyenne pour la durée des prolongations des emphytéoses qui permettent à la fois de préserver la vocation sociale de l'Immeuble mais également d'être équitable pour l'ensemble des coopératives et des OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été établie en considérant le taux moyen payé par logement par les coopératives sous emphytéose, soit un montant de 200 $ par unité de logement. Ainsi, la rente annuelle pour l'Immeuble, qui comporte 24 logements, sera de 4 800 $, du 21 décembre 2050 au 20 décembre 2056.

Pour l'ensemble du terme de prolongation, le montant total de la rente s'élève à 28 800 $ et

sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH).

La Division des analyses immobilières du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité. La contribution à l'engagement à l'accessibilité universelle ne s'applique pas. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il s'agit d'une modification de l'emphytéose.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec le prêteur hypothécaire et les entrepreneurs réalisant les travaux. De plus, un refus de l'approbation nuirait à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Printemps-Été 2026 Signature de l'acte de prolongation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sylvain CARRIER)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Clotilde TARDITI, Service de la stratégie immobilière et de l'habitation

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aurelie GRONDEIN
Conseillère en immobilier

**Tél :** 438 865-1137
**Télécop. :** 514 872-8350

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-10

Guillaume TOPP
chef(fe) de section - transactions immobilieres

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dany LAROCHE
chef(fe) de division transactions immobilieres

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1260384001*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : *Prolongation du terme de l'emphytéose de la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile pour une durée de 6ans*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable**

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Priorités Montréal 2030

*Rénovation d'un immeuble comprenant 24 logements, et maintien de l'abordabilité des loyers à 40 % sous le loyer moyen du secteur – priorité 7*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Numéro inscription :** | 25 902 349 | **Circ. foncière :** | Montréal |
| **DHM de présentation :** | 2020-12-03 10:19 | | |

**Registre des mentions**

1206037003
20-001009

Devant **M^e^ Caroline SILVA**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Emmanuel TANI-MOORE, greffier-adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG20 0451, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-quatre (24) septembre deux mille vingt (2020).

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

**ET :**

**COOPÉRATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CÉCILE, MONTRÉAL**, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont les statuts de constitution sont datés du dix-neuf (19) mars mil neuf cent quatre-vingt-trois (1983) immatriculée sous le numéro 1144641330 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 7342, avenue de Gaspé, Montréal, province de Québec, H2R 1Z8, agissant et représentée par **Étienne DEXTRAZE-MONAST**, responsable du comité d'entretien, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le huit (8) septembre deux mille vingt

(2020) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LESQUELLES**, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** par acte d'emphytéose (autrefois connu sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M$^{e}$ Yvon DELORME, notaire, le vingt et un (21) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 547 554 (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote un emplacement autrefois connu comme étant les lots 2643-405, 2643-406, 2643-407, 2643-408, 2643-409, 2643-410, 2643-411 et 2643-412 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant les lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans, commençant le vingt et un (21) décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et se terminant le vingt et un (21) décembre deux mille trente-six (2036);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les institutions bancaires exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de quatorze (14) ans

le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt et un (21) décembre deux mille cinquante (2050);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de ses créanciers hypothécaires et, le cas échéant de l'assureur hypothécaire, à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS**, les Parties conviennent de ce qui suit :

**1. <u>DÉFINITIONS</u>**

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

**2. <u>DÉSIGNATION</u>**

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant les lots numéros **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 453 477), TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (3 453 478), TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (3 453 479)** et **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT (3 453 480)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec les bâtiments dessus érigés portant les numéros 7342, 7348, 7354 et 7360, avenue de Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8.

ci-après nommé l'« **immeuble** »

**3. <u>DÉCLARATIONS DES PARTIES</u>**

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'elle pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

**4. AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE**

**a) OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE**

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable;

3.7. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1. Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.2. Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de

l'Ensemble immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3. L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal;

3.7.4. L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier;

3.7.5. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Ensemble immobilier.

3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

**b) <u>ASSURANCES</u>**

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :</u>

« **ARTICLE 4**
**ASSURANCES**

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, (avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travaux), et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1 Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est

confié à un entrepreneur général et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à

Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2020, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie certifiée des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant;

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou dans les douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux;

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'Emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier;

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

**c) PARTAGE DES INDEMNITÉS**

Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote à partir de la 52e année jusqu'à la 66e année sera de 0,0 % »

**d) EXTENSION DU TERME**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
**DURÉE**

12.1 Le présent acte d'emphytéose est ainsi consenti pour le terme de soixante-six (66) ans à compter de la date de sa signature. »

**e) RENTE**

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1.21. de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

« 13.1.22. du six cent vingt-cinquième (625e) mois jusqu'au sept cent quatre-vingt-douzième (792e) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENTS DOLLARS (400,00 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

**f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la COOPÉRATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CÉCILE, MONTRÉAL, au numéro 7342, avenue de Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8. »

**g) TAXES**

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :

« **ARTICLE 16**
**DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les Parties reconnaissent, qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les Parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

## 5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

## 6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes,

les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 547 554** demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

**7. EFFETS**

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisait l'objet des présentes prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

**8. DÉCLARATION DE L'EMPHYTÉOTE**

8.1 L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation des créanciers hypothécaires détenant des hypothèques sur l'immeuble en vertu des actes suivants :

- Hypothèque en faveur de SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC. ET FONDS D'AIDE À LA RÉNOVATION DE L'HABITATION COMMUNAUTAIRE, S.E.C. publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 630 356;

- Hypothèque en faveur de CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 20 405 223; et

- Hypothèque en faveur de SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 17 013 190.

- Hypothèque en faveur de SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT aux termes des actes publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 4 837 598, 4 285 930 et 3 556 031.

Le tout tel qu'en font foi les lettres d'approbation émises respectivement par SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC. ET FONDS D'AIDE À LA

RÉNOVATION DE L'HABITATION COMMUNAUTAIRE, S.E.C, par CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS et par SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT dont copie de ces lettres demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de l'Emphytéote en présence de la notaire soussignée.

**9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

**DONT ACTE** à Montréal

**LE DEUX DÉCEMBRE DEUX MILLE VINGT (2 décembre 2020)**

SOUS le numéro

**TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (397)**

des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du trente et un (31) août deux mille vingt (2020), identifient et reconnaissent véritables les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

**VILLE DE MONTRÉAL**

(Signé Emmanuel TANNI-MOORE)

_____

Par : Emmanuel TANI-MOORE

**COOPÉRATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CÉCILE, MONTRÉAL**

(Signé Étienne DEXTRAZE-MONAST)

Par : Étienne DEXTRAZE-MONAST

(Signé Caroline SILVA, notaire)

**M^e^ Caroline SILVA, notaire**

**Copie certifiée conforme de l'acte notarié technologique reçu pendant la période d'état d'urgence sanitaire décrétée par le gouvernement du Québec et dont j'assure la conservation.**

Reproduction du nom du signataire du document numéro 25 902 349

**Nom du signataire du document 25 902 349**

Caroline Silva

Énergie et Ressources naturelles
Québec

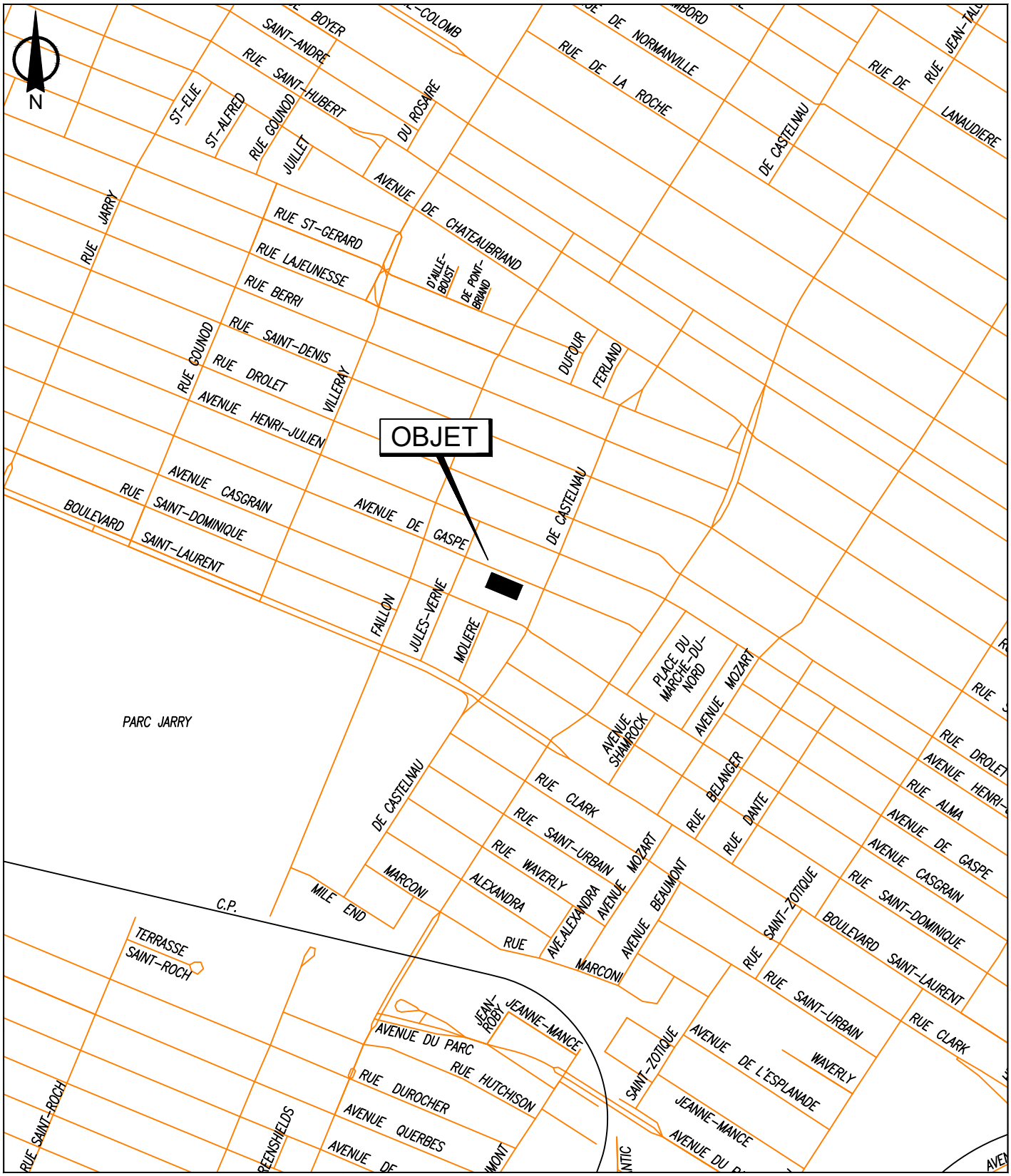
***ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION***
***DE DROIT***
***AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC***

***Je certifie que la réquisition présentée le 2020-12-03 à 10:19 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal***

***sous le numéro 25 902 349.***

Identification de la réquisition

| | |
|---|---|
| Mode de présentation : | Acte |
| Forme : | Notariée en minute |
| Notaire instrumentant : | Me Caroline Silva |
| Numéro de minute : | 397 |




SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1261-02
Mandat: 26-0095-T
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 6 mars 2026

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.




SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1261-02
Mandat: 26-0095-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:500
Date: 6 mars 2026

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

**Coopérative de Ste-Cécile - travaux majeurs 2026-2030**

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Verni de planchers 3 logements | 14 700 $ | 15 068 $ | 15 444 $ | 15 830 $ | 16 226 $ | |
| Changer prises électriques (selon BSI) | 6 500 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | |
| Trappe d'accès au toît | 4 250 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | |
| Toitures 7342-48-60 (2009) | 218 000 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | |
| toits balcons 1 bassin au 7354 | 4 250 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | |
| Réparation majeure cour arrière (asphalte… | 34 000 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | |
| plachers salle comm+ robinets ext | 4 250 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | |
| autres… | - $ | - $ | 17 000 $ | 17 000 $ | 17 000 $ | |
| SOUS-TOTAL | 285 950 $ | 15 068 $ | 32 444 $ | 32 830 $ | 33 226 $ | |
| Imprévus (10%) | 28 595 $ | 1 507 $ | 3 244 $ | 3 283 $ | 3 323 $ | |
| **Total HT** | **314 545 $** | **16 574 $** | **35 689 $** | **36 113 $** | **36 549 $** | |
| TPS | 15 727 $ | 829 $ | 1 784 $ | 1 806 $ | 1 827 $ | |
| TVQ | 31 376 $ | 1 653 $ | 3 560 $ | 3 602 $ | 3 646 $ | |
| | | | | | | **TOTAL 2026-30** |
| **TOTAL TRAVAUX DE REMPLACEMENT** | **361 648 $** | **19 056 $** | **41 033 $** | **41 521 $** | **42 022 $** | **505 280 $** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Numéro inscription :** | 3 547 554 | **Circ. foncière :** | Montréal |
| **DHM de présentation :** | 1985-01-11 09:36 | | |

**Registre des mentions**

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
17 OCT 1984
AVOCAT EN CHEF DE LA VILLE

13

CODE: ND 0252

NO. 4473

LE 21 décembre 1984

BAIL EMPHYTEOTIQUE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, le vingt et unième jour du mois de décembre.

D e v a n t Me YVON DELORME, le notaire soussigné, pratiquant dans la Province de Québec, en les ville et district de Montréal.

C O M P A R A I S S E N T:

VILLE DE MONTREAL, corporation municipale, dont l'adresse principale est 275, rue Notre-Dame est, à Montréal, agissant et représentée aux présentes par Son Honneur le Maire de la Ville, Monsieur JEAN DRAPEAU, administrateur, et par Monsieur LEON LABERGE, l'assistant-Greffier ----------
---------- de la Ville, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du Conseil municipal, adoptée à une assemblée tenue le vingt-quatre octobre mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984), ----------
dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par lesdits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée la "Ville"

D'UNE PART

E T:

COOPERATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CECILE, MONTREAL, ----------
corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par Monsieur NIVE GAGNON, ------

FG/hh 16-10-84

Division d'enregistrement - Montréal
Je certifie que ce document a été enregistré
Ce 85-01-11 9 36
année mois jour heure minute
sous le numéro 3547554
Registrateur

1007481528

président, et Madame MONIQUE GIRALDEAU, trésorière,

---

dûment autorisés aux fins des présentes, aux termes de résolutions adoptées par l'assemblée générale des membres et par le Conseil d'administration le trente octobre mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984),

---

dont copies demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées Ne Varientur pour fins d'identification par ses dits représentants et le notaire soussigné,

ci-après nommée l' "Emphytéote"

D'AUTRE PART

LESQUELLES PARTIES DECLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que la Ville est propriétaire d'un immeuble décrit à l'article 14 des présentes;

ATTENDU que la Ville a décidé de céder ledit immeuble par bail emphytéotique;

ATTENDU que l'Emphytéote accepte ce bail emphytéotique;

C'EST POURQUOI LES PRESENTES FONT FOI:

ARTICLE 1

DEFINITIONS

1.1. Les mots et expressions suivants, lorsqu'utilisés dans le présent bail, ont le sens mis en regard de chacun à moins que le contexte n'indique une intention contraire;

1.1.1. "bail emphytéotique", "bail", "cet acte", "présentes", "aux présentes" et quelques autres expressions similaires signifient le présent bail emphytéotique;

1.1.2. "terrain", "partie de terrain", "cette partie de terrain", "immeuble" ou "cet immeuble" signifie l'emplacement décrit à l'article 14 des présentes;

1.1.3. "Améliorations" signifie le Bâtiment à être construit ainsi que toutes les additions et autres améliorations et constructions qui pourront être érigées sur le terrain et toute restauration de celles-ci;

1.1.4. "Bâtiment" signifie le bâtiment que l'Emphytéote s'engage à construire sur le terrain;

1.1.5. "créancier hypothécaire" signifie:

1.1.5.1. tout créancier de tout prêt garanti par une hypothèque ou autre charge

consentie par l'Emphytéote sur la totalité ou une partie du terrain ou des Améliorations ou des deux; ou

1.1.5.2. tout fiduciaire agissant pour les détenteurs de toute émission de valeurs garanties par hypothèque ou autre charge consentie par l'Emphytéote sur la totalité ou une partie du terrain ou des Améliorations ou des deux, ainsi que ses successeurs ou ayants cause et toute personne agissant en ses nom et place;

1.1.6. "Emphytéote" signifie "COOPERATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CECILE, MONTREAL", ses successeurs et ses ayants cause;

1.1.7. "l'Ensemble Immobilier" signifie le terrain et les Améliorations;

1.1.8. "rente" signifie la rente emphytéotique prévue au présent bail;

1.1.9. "cas fortuit" comprend généralement toute chose, action ou événement hors du contrôle d'une

partie au présent bail, y compris les incendies, les explosions, les inondations, les arrêts ou ralentissements concertés de travail (incluant les grèves, légales ou non et les 'lock-out'), les troubles civils, les insurrections, les accidents inévitables, les interventions de l'Etat (à tous les niveaux de l'administration publique) et les faits ou omissions d'une autre partie au présent bail.

ARTICLE 2

EMPHYTEOSE

2.1. La Ville cède, avec garantie légale à l'Emphytéote, aux conditions contenues aux présentes et suivant les prescriptions du Code civil du Bas-Canada (le "Code civil") régissant l'emphytéose, sauf les dérogations spécifiques contenues à ce bail, l'emplacement dont la description apparaît à l'article 14 des présentes.

2.2. La Ville déclare que ledit emplacement est libre de tout privilège, hypothèque ou autre charge quelconque et qu'elle a un bon et valable titre sur l'emplacement.

3547554

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE L'EMPHYTEOTE

3.1. L'Emphytéote s'engage à faire les Améliorations requises pour satisfaire aux exigences ci-après énumérées, le tout en conformité avec la loi et les règlements municipaux et aux conditions contenues aux présentes:

3.1.1. Sur l'immeuble cédé par la Ville en vertu de l'article 2, l'Emphytéote s'engage à construire un Bâtiment d'un coût de construction d'au moins HUIT CENT TRENTE-SEPT MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE DOLLARS ($837 293,00).

Le Bâtiment devra être substantiellement conforme aux plans préparés par Jean-Jacques Bohémier, architecte, le 28 juin 1984 et numérotés A-1.00 à A-1.13 inclusivement, ----------

---

lesquels après avoir été reconnus véritables et signés pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et par le notaire soussigné, ont été versés et doivent être conservés aux archives de la Ville. Lesdits plans devront toutefois être conformes aux règlements en vigueur lors de l'obtention des permis nécessaires.

Le permis de construction pour le Bâtiment devra être requis dans les deux (2) mois de la signature du présent bail, la construction devra débuter dans les trois (3) mois suivant l'émission du permis et devra être complétée dans les douze (12) mois ---- suivant telle émission.

Tous les délais ci-dessus sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence du contrat et sans laquelle la Ville n'aurait pas signé les présentes, sauf dans le cas d'empêchement par cas fortuit, auquel cas les délais sont étendus pour autant.

En cas de défaut de respecter les délais prévus au sous-paragraphe 3.1.1. et ce, nonobstant les dispositions de l'article 5., la Ville pourra, en conformité avec les articles 1040a et suivants du Code civil, sur avis de soixante (60) jours signifié à l'Emphytéote et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, mettre fin au présent bail à l'expiration de ce délai, si le défaut n'est pas alors corrigé, auquel cas tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété

de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement à la fin de cette période de soixante (60) jours, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail.

L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

Un défaut prévu à l'alinéa précédent sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés si, au cours de la période de soixante (60) jours prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytétoe ou tout créancier hypothécaire commence à corriger ce défaut et y procède avec diligence raisonnable.

3.2. L'Emphytéote paiera, à compter des présentes, toutes les taxes, redevances, impositions ou contributions de quelque nature que ce soit qui sont imposables au propriétaire sur l'Ensemble Immobilier ou résultant de son occupation ou de son exploitation.

3.3. L'Emphytéote devra faire, à ses propres frais, toutes les réparations de quelque nature que ce soit portant sur l'Ensemble Immobilier. Il conservera et gardera, pendant tout le terme du bail, en parfait état d'entretien et de réparations, sauf usure et dépréciation normale, le Bâtiment visé par le sous-paragraphe 3.1.1.

3.4. L'Emphytéote s'engage à prendre ledit immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné et en être satisfait.

3.5. La Ville se réserve le droit, durant la période de construction décrite au sous-paragraphe 3.1.1., d'installer sur l'emplacement un écriteau, bien en vue du public et à l'endroit qui sera déterminé par l'architecte désigné audit paragraphe, indiquant la nature de sa participation dans le projet.

ARTICLE 4

ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire avant le début des travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes:

4.1.1. Une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection de CINQ CENT MILLE DOLLARS ($500 000,00) par personne et par

événement et de DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2 000 000,00) par événement pour les dommages causés à plus d'une personne, et une protection pour les dommages matériels, avec une limite de CINQ MILLIONS DE DOLLARS ($5 000 000,00).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe A" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble Immobilier pendant la période des travaux de construction, jusqu'à leur parachèvement.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-

entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à être exécutés;

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon le formulaire de l'Association Canadienne des Assureurs, du Groupement Technique des Assureurs du Canada ou selon tout autre formulaire assurant une protection équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées et ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur, augmenter au même rythme que cette dernière, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation dont le montant ne devra pas excéder toutefois la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il le requiert, et devra contenir l'avenant

spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe B" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il le requiert, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal ou d'une caisse populaire, et que désignera l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que le présent bail prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes:

4.2.1. Une police d'assurance-responsabilité accordant une protection de CINQ CENT MILLE DOLLARS ($500 000,00) par personne et par événement et de DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2 000 000,00) par événement pour les dommages causés à plus d'une personne ainsi que pour les dommages matériels, avec une limite de DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2 000 000,00) ---------- pour la totalité des dommages qui peuvent survenir dans une année.

Toutefois, le montant de protection de ladite police devra être calculé en dollars constants du 31 décembre 1984 selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et

devra contenir l'avenant spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe C" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon le formulaire de l'Association Canadienne des Assureurs, du Groupement Technique des Assureurs du Canada dite "Formule des bâtiments commerciaux" ou selon tout autre formulaire assurant une protection équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire à titre de preneur en vertu du présent bail et cela pour une somme correspondant à au moins quatre-vingt pour cent (80%) de la valeur de remplacement de ces biens et elle pourra contenir

une franchise à déduire de chaque réclamation dont le montant ne devra pas excéder toutefois la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il le requiert, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville dont un exemplaire est annexé aux présentes comme "Annexe D" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il y a droit, et toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000,00) devra être payée selon les mêmes modalités que celles exigées pour la police "tous risques" pendant la durée des travaux et servir aux mêmes fins.

Toutefois, si le créancier hypothécaire bénéficiaire de telle police

décide de ne pas se servir de son produit pour reconstruire ou réparer les Améliorations, ce produit pourra être versé à tout créancier hypothécaire y ayant droit et l'Emphytéote devra fournir à la Ville toutes les garanties qu'elle jugera nécessaires à l'effet que d'autres disponibilités financières sont mises à la disposition de l'Emphytéote pour pourvoir à la réparation ou à la réfection des Améliorations.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville le texte des polices d'assurance ci-dessus prévues dès leur émission, celles-ci devant être approuvées par l'Avocat en chef de la Ville. De plus, l'Emphytéote s'engage à fournir les reçus constatant le paiement des primes des polices ci-dessus prévues et les certificats de renouvellement d'icelles au moins trente (30) jours avant leur échéance. Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée du présent bail, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. L'Emphytéote devra faire en sorte que les indemnités provenant des polices d'assurance, y compris même les indemnités qui seraient payables en vertu d'une police ou d'un avenant non requis par la Ville, soient payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il le désire, suivant leurs intérêts respectifs, de telle façon que:

4.4.1. Toute somme excédant VINGT CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) ci-après désignée l' "excédent", pouvant provenir de ces assurances sera déposée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte dont le siège social est situé à Montréal ou d'une caisse populaire, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant.

Il est de plus convenu que l'excédent ne sera utilisé que pour la restauration des Améliorations comme prévu ci-après au paragraphe 4.5., le tout sous réserve des stipulations des paragraphes 4.2., 4.6. et 4.7. des présentes; et

4.4.2. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) ou moins sera

3547554

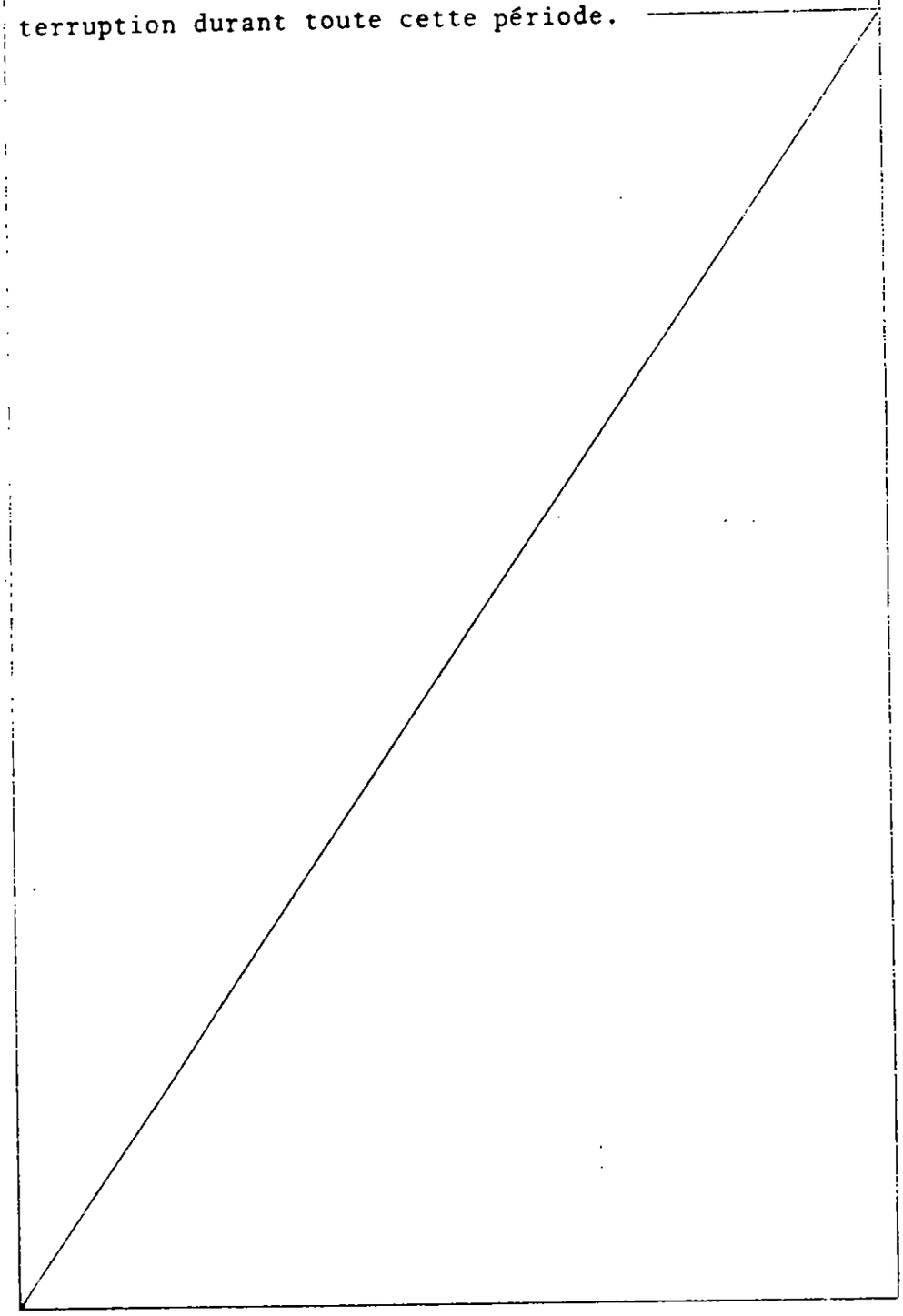
Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, le cas échéant:

4.5. Au cas de destruction d'une partie des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou autre cause prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la restauration de la partie détruite ou endommagée des Améliorations pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire,le cas échéant. devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées aux comptes conjoints prévus aux paragraphes 4.1., 4.2. et 4.4. pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux. L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations durant la période de reconstruction et jusqu'à l'expiration du terme du présent bail et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'applique-

ront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue au présent bail devra être fait sans changement ni interruption durant toute cette période.



Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



4.6. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux de restauration et payer le coût en excédant de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût de la restauration, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux de restauration, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée pro tanto en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble Immobilier.

4.7. Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins du bail, l'Emphytéote devra en aviser la

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



Ville dans les trente (30) jours de la destruction ou du dommage.

4.7.1. Si la perte ou le dommage survient dans les premiers dix (10) ans ou dans les derniers vingt-cinq (25) ans du bail et si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou restauration des Améliorations, il pourra déguerpir après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage, avis à la Ville et à tout créancier hypothécaire s'il en est, de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque;

4.7.2. Si la perte ou le dommage survient après les premiers dix (10) ans et avant le début des derniers vingt-cinq (25) ans du bail, la Ville pourra, à sa discrétion, soit exiger de l'Emphytéote la reconstruction ou la restauration, soit mettre fin au bail, en lui donnant avis dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage. Toutefois, la Ville ne pourra mettre fin au bail que si l'Emphytéote n'a pas donné à la Ville, dans les délais ci-dessus, avis de son intention de reconstruire ou de restaurer et n'a

3547554

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



pas procédé à ce faire avec diligence raisonnable;

4.7.3. Au cas de déguerpissement prévu au sous-paragraphe 4.7.1. ou lorsqu'il est mis fin au bail en vertu du sous-paragraphe 4.7.2., l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou de ce dommage sera répartie entre l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, selon leurs intérêts respectifs, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes 4.2.2. et 4.4.1. Au cas d'impasse quant à la façon de faire cette répartition, elle se fera conformément aux dispositions de l'article 11.

4.8. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec.

ARTICLE 5

DEFAUT

5.1. Sous réserve du sous-paragraphe 3.1.1., au cas où l'Emphytéote serait en défaut de remplir les engagements ou d'observer l'une ou l'autre des dispositions du présent bail ou des obligations en découlant et si ce défaut se prolonge pendant plus de soixante (60) jours, la Ville pourra, sans préjudice de ses autres droits et recours,

donner à l'Emphytéote un avis écrit de son intention de mettre fin au présent bail. Cet avis devra préciser la ou les sommes d'argent ou les termes, obligations ou conditions dont on allègue le non paiement ou la violation.

5.2. Chaque fois que l'Emphytéote sera en défaut pour la période susmentionnée de soixante (60) jours et que la Ville décide de mettre fin au présent bail, elle devra immédiatement transmettre à tout créancier hypothécaire, s'il en est, un duplicata de l'avis prévu au paragraphe 5.1. Cet avis sera considéré suffisant s'il est donné à tel créancier hypothécaire par courrier recommandé à l'adresse apparaissant à l'avis d'adresse enregistré par ce dernier ou à toute autre adresse désignée par celui-ci de temps à autre par écrit.

5.3. Si, conformément aux paragraphes 5.1. et 5.2., la Ville donne un avis faisant état d'une violation ou d'un défaut en vertu des présentes et s'il n'est pas remédié à cette violation ou à ce défaut dans les cent vingt (120) jours suivant immédiatement la date de cet avis et si la Ville n'est pas remboursée de toutes les dépenses raisonnablement encourues à la suite de cette violation ou de ce défaut, là et alors, sous réserve toutefois des dispositions du paragraphe 5.4. et de la formalité d'enregistrement prévue à l'article 1040a du Code civil du Bas Canada, le présent bail se terminera et le terme

y prévu deviendra échu à compter du cent vingtième (120e) jour suivant la date de cet avis et tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement et sans autre avis, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

A défaut de l'Emphytéote de se conformer aux dispositions du présent bail et advenant que ce défaut ne puisse être convenablement corrigé par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés, si, au cours de la période prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote commence à corriger ce défaut dès la réception dudit avis de défaut et y procède avec diligence raisonnable.

5.4. Si à quelque époque l'Emphytéote est en défaut aux termes du paragraphe 5.1. et s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires et si l'Emphytéote néglige de corriger ce défaut conformément au paragraphe 5.3., la Ville, après avoir acquis le droit de prendre possession de l'Ensemble Immobilier conformément au paragraphe 5.3., devra donner un avis supplémentaire à tout créancier hypothécaire et, si

quelque créancier hypothécaire corrige ce défaut dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la signification de cet avis, tel créancier hypothécaire aura le droit de prendre possession de l'Ensemble Immobilier, comme preneur emphytéotique avec effet rétroactif à la date du défaut de l'Emphytéote, le tout sans préjudice des droits prioritaires de tout autre créancier hypothécaire, s'il en est, tel créancier hypothécaire devant s'engager à les respecter. Le créancier hypothécaire devenu preneur emphytéotique prendra alors la place de l'Emphytéote pour la partie non expirée du terme du présent bail en assumant toutes les obligations de l'Emphytéote et en jouissant de tous les droits accordés à ce dernier par le présent bail. En cas de conflit entre créanciers hypothécaires à l'égard du droit de se substituer à l'Emphytéote en vertu du présent article, ces droits pourront d'abord être exercés par le créancier de rang antérieur.

Si un créancier hypothécaire prenait possession de l'immeuble comme preneur emphytéotique dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, la Ville s'engage à passer, à la demande de tel créancier hypothécaire mais sans frais pour la Ville, tout acte que pourra raisonnablement exiger ce créancier hypothécaire pour prouver et pouvoir enregistrer la substitution de ce créancier hypothécaire à l'Emphytéote par suite du défaut de ce dernier.

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



Si cependant les créanciers hypothécaires négligent de remédier au défaut de l'Emphytéote dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours, le présent bail se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du quatre-vingt-onzième (91e) jour suivant la date dudit avis, et les créanciers hypothécaires deviendront déchus de tous leurs droits qui deviendront alors forfaits et la Ville aura le droit de s'adresser aux tribunaux pour demander la radiation des hypothèques existant alors si les créanciers hypothécaires refusent d'accorder mainlevée.

5.5. Nonobstant les termes du paragraphe 5.4., si le défaut de l'Emphytéote entraînant la terminaison du présent bail conformément au présent article 5 découle de la négligence de l'Emphytéote d'entreprendre la restauration des Améliorations aussi rapidement que possible tel que prévu aux présentes, le délai accordé à tout créancier hypothécaire en vertu du paragraphe 5.4. sera alors de cent vingt (120) jours.

5.6. Malgré toute disposition incompatible de ce présent bail, lorsqu'il ne peut, par le paiement d'une somme d'argent due à la Ville, être convenablement

remédié par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de tout créancier hypothécaire ne seront pas alors forfaits ni périmés si, dans le délai accordé ci-dessus à l'Emphytéote et à tel créancier hypothécaire, l'un ou l'autre commence à corriger le défaut et y procède avec diligence raisonnable.

ARTICLE 6

POURSUITE

6.1. Pendant toute la durée du présent bail, l'Emphytéote devra tenir la Ville indemne de toute réclamation par des tiers, de quelque nature que ce soit, et devra prendre le fait et cause de la Ville dans toute poursuite dirigée par des tiers contre la Ville découlant de l'existence du présent bail ou de l'exercice des droits en découlant, de l'occupation ou de l'exploitation de l'Ensemble Immobilier ou des constructions, réparations, modifications ou démolition des Améliorations par l'Emphytéote.

ARTICLE 7

RENONCIATION

7.1. Toute renonciation faite par la Ville devra se faire par résolution de son Conseil Municipal ou de son Comité exécutif selon le cas, et aucune re-

3547554

nonciation par la Ville à invoquer le défaut de l'Emphytéote en vertu des termes du présent bail ne devra s'interpréter comme une renonciation à invoquer tout autre défaut ayant été commis ou pouvant être commis par la suite par l'Emphytéote à moins que ladite résolution du Conseil Municipal ou du Comité exécutif n'ait cet effet.

ARTICLE 8

RESILIATION

8.1. La Ville pourra mettre fin à ce bail pour toutes ou chacune des causes prévues aux présentes en plus de toutes les autres causes prévues par la loi.

Sauf pour les circonstances prévues au paragraphe 4.7. et au cas d'expropriation prévue au paragraphe 10.1. des présentes, l'Emphytéote n'aura pas le droit de mettre fin à ce bail avant son expiration, à moins que la Ville soit en défaut de remplir ses obligations en vertu du présent bail, ou que l'Emphytéote soit, à cause du fait ou du défaut de la Ville, privé de la jouissance des lieux pendant une période excédant cent quatre-vingts (180) jours. Nonobstant les dispositions du Code Civil, l'Emphytéote n'a pas le droit de déguerpir à l'exception des cas prévus dans les paragraphes 4.7. et 10.1. des présentes.

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



ARTICLE 9

FIN DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

9.1. Sujet aux stipulations de l'article 5 de ce bail, à l'expiration de ce bail, ou au moment de toute terminaison antérieure, la Ville deviendra propriétaire des Améliorations (autres que celles faites par des locataires) aux lieux cédés, y inclus celles faites volontairement par l'Emphytéote, libres de toutes charges, hypothèques et privilèges. Toutefois, les obligations résultant de baux consentis par l'Emphytéote, au loyer normal du marché à l'époque, seront respectées par la Ville, sauf dans les cas où le terme restant à courir excède de plus de cinq (5) ans la présente emphytéose, auquel cas la Ville pourra les considérer comme nuls et sans effet à l'expiration des cinq (5) ans suivant la fin de la présente emphytéose, quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10

EXPROPRIATION

10.1. Si, pendant la durée de ce bail, l'Ensemble Immobilier est exproprié dans son entier ou s'il n'est exproprié qu'en partie et que cette expropriation partielle rende le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le terme de ce bail sera automatiquement échu et le présent bail prendra fin à la date de perte de possession de la partie expropriée.

Dans ce cas, la partie de l'indemnité provenant de l'expropriation représentant la valeur

de la partie de terrain exproprié ou les dommages causés au résidu de la partie de terrain sera payable à la Ville. La partie de ces indemnités représentant la compensation pour les dommages au Bâtiment sera déposée dans une banque à charte de la façon prévue au sous-paragraphe 4.4.1. de ce bail traitant des indemnités payables par les compagnies d'assurance et sera par la suite répartie et payée comme convenu entre la Ville et l'Emphytéote et le créancier hypothécaire de l'Emphytéote, le cas échéant. A défaut d'en venir à une telle entente, les indemnités de compensation seront réparties et payées conformément aux dispositions de l'article 11 des présentes.

10.2. Si, pendant la durée de ce bail, l'Ensemble Immobilier est exproprié de façon à ne pas rendre le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le présent bail prendra fin, en ce qui concerne la partie expropriée du terrain, dès la date de la perte de possession de ladite partie, et la rente annuelle stipulée aux présentes sera remplacée par une nouvelle rente annuelle calculée selon la formule suivante:

$$Nra = Ra - \left(Ra \times \frac{Pe}{St}\right)$$

dans laquelle:

Nra - la nouvelle rente annuelle

Ra - la rente annuelle stipulée aux présentes

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



Pe = la superficie de la partie expropriée du terrain (exprimée en mètres carrés)

St = la superficie totale du terrain avant l'expropriation (exprimée en mètres carrés).

10.3. L'Emphytéote n'aura aucun droit à la partie des indemnités d'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain expropriée et les dommages causés au résidu de cette partie de terrain. La partie de ces indemnités représentant une compensation pour les dommages au Bâtiment devra être utilisée de la façon prévue au paragraphe 4.4. de ce bail traitant des indemnités provenant des compagnies d'assurance, sous réserve du sous-paragraphe 4.2.2., et sera appliquée de la même façon jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour la restauration du Bâtiment dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le résidu de ces indemnités, s'il en est, sera payable à l'Emphytéote.

ARTICLE 11

PARTAGE DES INDEMNITES

11.1. Pour les fins d'interprétation du présent article 11, il est convenu que les mots ou expressions ci-dessous, lorsqu'ils sont employés dans le présent article 11, ont le sens suivant à moins que le contexte n'indique une intention contraire:

3547554

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



11.1.1. "Expropriation" signifie toute expropriation affectant la totalité de l'Ensemble Immobilier ou toute partie rendant le résidu inutilisable pour les fins prévues dans le présent bail;

11.1.2. "Indemnité d'assurance" signifie les sommes d'argent provenant des compagnies d'assurance et qui seront déposées dans une banque à charte pour être utilisées dans les circonstances prévues au paragraphe 4.4.;

11.1.3. "Indemnité d'expropriation" signifie les sommes d'argent provenant de l'expropriation et représentant la valeur des Améliorations telle que déterminée par les tribunaux d'expropriation.

11.2. Si, dans les cas prévus au paragraphe 4.4. au sujet de la répartition finale des indemnités provenant des compagnies d'assurance et dans le cas prévu au paragraphe 10.1. au sujet de l'allocation de la partie de l'indemnité d'expropriation se rapportant aux Améliorations les parties ne peuvent en venir à une entente dans un délai de trente (30) jours à compter de la date du dépôt de telles indemnités dans une banque à charte, il est convenu que les sommes d'argent représentant telles indemnités seront divisées

et allouées conformément aux dispositions du paragraphe 11.3. ci-dessous.

11.3. Lors d'une expropriation ou dans les circonstances prévues par le paragraphe 4.4., l'indemnité d'expropriation ou l'indemnité d'assurance, selon le cas, sera divisée de la façon et dans l'ordre suivants:

11.3.1. tout créancier hypothécaire recevra le montant qui lui est dû, lequel sera pris à même la part de l'Emphytéote, telle qu'établie ci-après, sans toutefois la dépasser;

11.3.2. la part revenant à l'Emphytéote sera calculée d'après le barème suivant:

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1ère | année | 100.0% | 19e | année | 95.8% |
| 2e | " | 100.0% | 20e | " | 95.3% |
| 3e | " | 99.0% | 21e | " | 94.8% |
| 4e | " | 99.0% | 22e | " | 94.3% |
| 5e | " | 98.9% | 23e | " | 93.7% |
| 6e | " | 98.8% | 24e | " | 93.0% |
| 7e | " | 98.7% | 25e | " | 92.1% |
| 8e | " | 98.6% | 26e | " | 91.2% |
| 9e | " | 98.4% | 27e | " | 90.2% |
| 10e | " | 98.3% | 28% | " | 89.2% |
| 11e | " | 98.2% | 29e | " | 88.1% |
| 12e | " | 97.9% | 30e | " | 86.9% |
| 13e | " | 97.6% | 31e | " | 85.6% |
| 14e | " | 97.4% | 32e | " | 84.3% |
| 15e | " | 97.2% | 33e | " | 82.8% |
| 16e | " | 96.9% | 34e | " | 81.3% |
| 17e | " | 96.6% | 35e | " | 79.8% |
| 18e | " | 96.2% | 36e | " | 78.2% |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 37e | année | 76.5% | 45e | année | 58.9% |
| 38e | " | 74.7% | 46e | " | 55.9% |
| 39e | " | 72.8% | 47e | " | 51.9% |
| 40e | " | 70.8% | 48e | " | 45.0% |
| 41e | " | 68.7% | 49e | " | 36.2% |
| 42e | " | 66.5% | 50e | " | 26.2% |
| 43e | " | 64.2% | 51e | " | 14.4% |
| 44e | " | 61.6% | 52e | " | nil |

11.3.3. le solde appartiendra à la Ville comme étant sa part, mais ce solde ne devra pas être inférieur à ce qu'il aurait été si la police d'assurance n'avait pas contenu de clause de franchise.

ARTICLE 12

DUREE

12.1. Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de CINQUANTE-DEUX (52) ans (SIX CENT VINGT-QUATRE (624) mois)---------- à compter de sa date.

ARTICLE 13

RENTE

13.1. L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, au bureau du Directeur du Revenu, une rente annuelle comme suit: ——————

13.1.1. de la première (1ère) année et jusqu'au trentième (30ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE SIX CENT HUIT DOLLARS ($4 608,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATRE DOLLARS ($384,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes, le premier versement étant dû et exigible le jour de telle signature;

13.1.2. du trente et unième (31ième) mois jusqu'au soixantième (60ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE SEPT CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS ($4 752,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de TROIS CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS ($396,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.3. du soixante et unième (61ième) mois jusqu'au quatre-vingt-dixième (90ième) mois inclusi- du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS ($4 896,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT HUIT DOLLARS ($408,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.4. du quatre-vingt-onzième (91ième) mois jusqu'au cent vingtième (120ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE QUARANTE DOLLARS ($5 040,00) ----------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT VINGT DOLLARS ($420,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.5. du cent vingt et unième (121ième) mois jusqu'au cent cinquantième (150ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE DOLLARS ($5 184,00) ------

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT TRENTE-DEUX DOLLARS ($432,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.6. du cent cinquante et unième (151ième) mois jusqu'au cent quatre-vingtième (180ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE TROIS CENT VINGT-HUIT DOLLARS ($5 328,00) ----

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ($444,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.7. du cent quatre-vingt-unième (181ième) mois au deux cent dixième (210ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE DOLLARS ($5 472,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT CINQUANTE-SIX DOLLARS ($456,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.8. du deux cent onzième (211ième) mois jusqu'au deux cent quarantième (240ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE SIX CENT SEIZE DOLLARS ($5 616,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT DOLLARS ($468,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.9. du deux cent quarante et unième (241ième) mois jusqu'au deux cent soixante-dixième (270ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE SEPT CENT SOIXANTE DOLLARS ($5 760,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT QUATRE-VINGTS DOLLARS ($480,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.10. du deux cent soixante et onzième (271ième) mois jusqu'au trois centième (300ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE DOLLARS ($5 904,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ($492,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.11. du trois cent unième (301ième) mois jusqu'au trois cent trentième (330ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE QUARANTE-HUIT DOLLARS ($6 048,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT QUATRE DOLLARS ($504,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.12. du trois cent trente et unième (331ième) mois jusqu'au trois cent soixantième (360ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS ($6 192,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT SEIZE DOLLARS ($516,00) -- ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire

mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.13. du trois cent soixante et unième (361ième) mois jusqu'au trois cent quatre-vingt-dixième (390ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE TROIS CENT TRENTE-SIX DOLLARS ($6 336,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT VINGT-HUIT DOLLARS ($528,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.14. du trois cent quatre-vingt-onzième (391ième) mois jusqu'au quatre cent vingtième (420ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGTS DOLLARS ($6 480,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT QUARANTE DOLLARS ($540,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.15. du quatre cent vingt et unième (421ième) mois jusqu'au quatre cent cinquantième (450ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE SIX CENT VINGT-QUATRE DOLLARS ($6 624,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS ($552,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.16. du quatre cent cinquante et unième (451ième) mois jusqu'au quatre cent quatre-vingtième (480ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE SEPT CENT SOIXANTE-HUIT DOLLARS ($6 768,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT SOIXANTE-QUATRE DOLLARS ($564,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.17. du quatre cent quatre-vingt-unième (481ième) mois jusqu'au cinq cent dixième (510ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SIX MILLE NEUF CENT DOUZE DOLLARS ($6 912,00) ----- ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT SOIXANTE-SEIZE DOLLARS ($576,00) ---------- ----------chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.18. du cinq cent onzième (511ième) mois jusqu'au cinq cent quarantième (540ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE CINQUANTE-SIX DOLLARS ($7 056,00) ---------- ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT DOLLARS ($588,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.19. du cinq cent quarante et unième (541ième) mois jusqu'au cinq cent soixante-dixième (570ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE DEUX CENTS DOLLARS ($7 200,00) ---------- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENTS DOLLARS ($600,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.20. du cinq cent soixante et onzième (571ième) mois jusqu'au six centième (600ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE TROIS CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ($7 344,00) --- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT DOUZE DOLLARS ($612,00) ---------- chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes;

13.1.21. du six cent unième (601ième) mois jusqu'au six cent vingt-quatrième (624ième) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-HUIT DOLLARS ($7 488,00) --- payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT VINGT-QUATRE DOLLARS ($624,00) ----------

chacun, dus et exigibles le jour anniversaire mensuel de la date de la signature des présentes.

ARTICLE 14

DESCRIPTION TECHNIQUE

DESIGNATION

Un emplacement situé du côté ouest de l'avenue de Gaspé, au nord de la rue de Castelneau, à Montréal, connu et désigné comme suit:

Les lots numéros QUATRE CENT CINQ, QUATRE CENT SIX, QUATRE CENT SEPT, QUATRE CENT HUIT, QUATRE CENT NEUF, QUATRE CENT DIX, QUATRE CENT ONZE et QUATRE CENT DOUZE de la subdivision du lot originaire numéro DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE-TROIS (Nos 2643-405, -406, -407, -408, -409, -410, -411 et -412) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent.

Ainsi que le tout subsiste présentement, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant.

ARTICLE 15

DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Toute somme d'argent due par l'Emphytéote à la Ville, en vertu des présentes, est payable en deniers ayant cours légal au Canada et portera intérêt au taux fixé par le Conseil municipal de la Ville pour les sommes dues à la Ville, en vigueur à la date d'exigibilité du paiement, à compter du jour où elle devient due jusqu'au jour où elle aura été payée.

15.2. Pour les fins des présentes, l'Emphytéote élit domicile à l'adresse indiquée au paragraphe suivant.

15.3. Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous:

VILLE DE MONTREAL
a/s Greffier de la Ville
Hôtel de Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame est
Montréal, Québec (H2Y 1C6)

COOPERATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CECILE, MONTREAL
5795 avenue Decelles, # 101
Montréal, Québec (H3S 2C4)

3547554

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, indiquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés.

Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

15.4. L'Emphytéote paiera le coût des présentes, de l'original et des copies requises.

15.5. La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres ou de certificats de recherche concernant le terrain.

15.6. Ce bail emphytéotique doit être interprété et régi suivant les lois de la Province de Québec. Si quelque disposition de ce bail emphytéotique était déclarée illégale, invalide ou incompatible avec le caractère emphytéotique du bail, par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, elle sera considérée séparée et retranchée de ce bail emphytéotique, lequel restera en vigueur comme si telle disposition n'eut jamais été incluse, sous réserve de reprendre force et effet si par la suite, elle venait à ne plus être illégale ou invalide.

Cependant, les parties conviennent

de remplacer alors telle disposition par une disposition valide qui aura autant que possible la même incidence économique et juridique.

15.7. Tant que les présentes seront en vigueur, le Bailleur reconnaît que l'Emphytéote jouira de tous les droits, quant aux améliorations, que lui confèrent les articles 567 et suivants du Code civil, même si ce bail était déclaré non emphytéotique.

15.8. Si ce bail emphytéotique était déclaré ne pas être emphytéotique par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, les parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire, afin de conférer à l'Emphytéote des droits qui équivalent à ceux que les parties ont voulu créer par les présentes pour autant que les droits du bailleur emphytéotique ne soient pas diminués.

MENTIONS EXIGEES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITES A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES:

a) Les parties aux présentes déclarent:

le Bailleur: que son nom est "VILLE DE MONTREAL";

l'Emphytéote: que son nom est "COOPERATIVE D'HABITATION SAINTE-CECILE, MONTREAL";

b) le Bailleur: que son adresse principale est 275, rue Notre-Dame est, Montréal, Québec H2Y 1C6

c) l'Emphytéote: que son adresse principale est 5795 avenue Decelles, # 101, Montréal, Québec, H3S 2C4;

d) le Bailleur et l'Emphytéote: que les emplacements qui font l'objet du présent acte sont entièrement situés dans le territoire de la Ville de Montréal;

e) le Bailleur et l'Emphytéote: que la contrepartie pour les fins de la présente loi est de QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX DOLLARS ($99 590,00), soit la valeur marchande de l'immeuble décrit dans le présent acte à l'article 14;

f) le Bailleur et l'Emphytéote: que le droit de mutation est de QUATRE CENT QUARANTE-SEPT DOLLARS ET CINQUANTE-QUATRE CENTS ($447,54).

D O N T A C T E

FAIT ET PASSE en la Ville de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro quatre mille quatre cent soixante-treize (4473) du répertoire de Me YVON DELORME.

ET LECTURE FAITE, les parties signent avec le notaire soussigné et en sa présence.

SIGNE: COOPERATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CECILE, MONTREAL

par: MONIQUE GIRALDEAU

par: NIVE GAGNON

SIGNE: Le maire JEAN DRAPEAU

L'asst.-greffier LEON LABERGE
pour LA VILLE DE MONTREAL

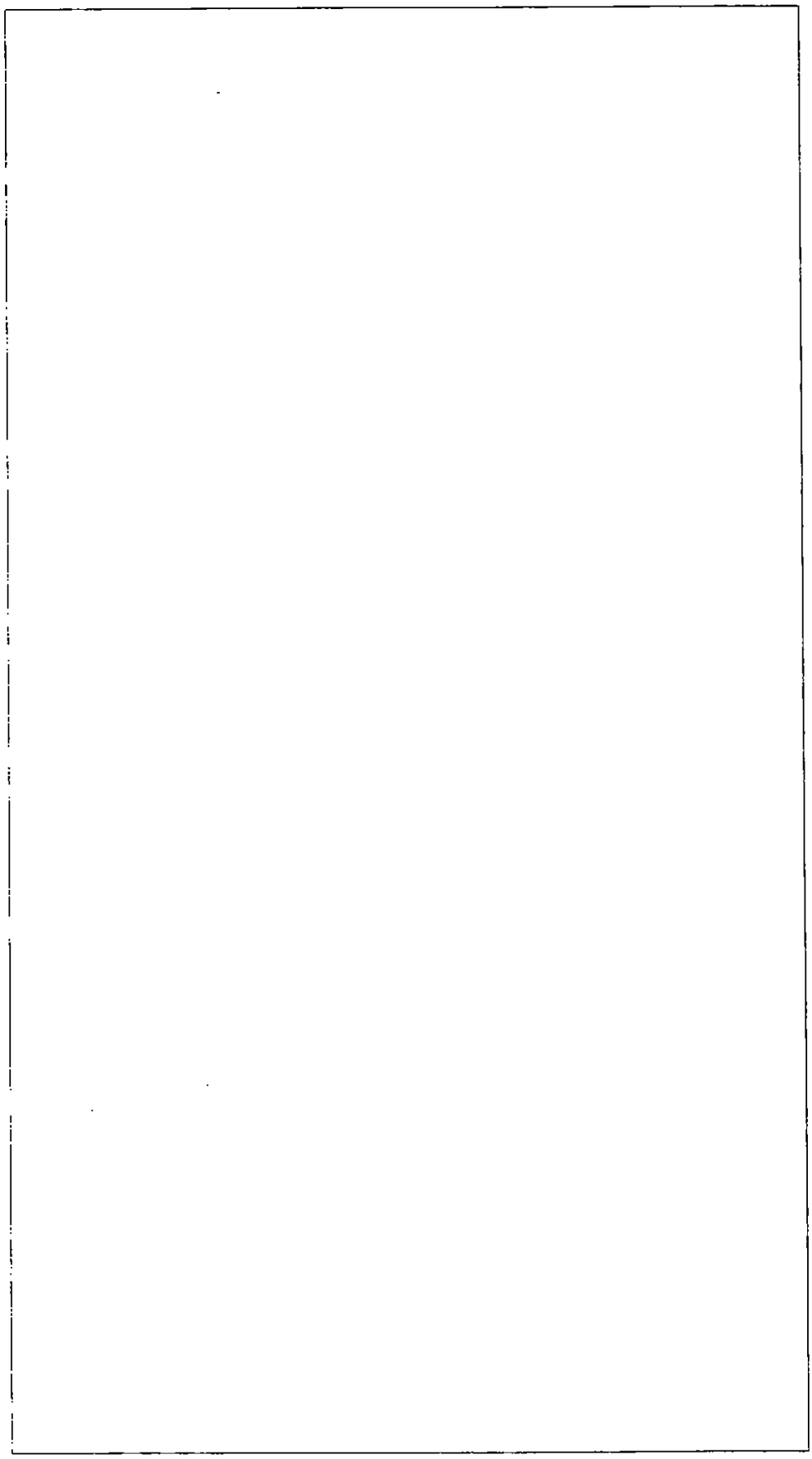
SIGNE: YVON DELORME, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.



3547554

Numéro inscription : 3 547 554 DHM de présentation : 1985-01-11 09:36



Reproduction du nom du signataire du document numéro 3 547 554

**Nom du signataire du document 3 547 554**

Aucune signature

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1260384001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, pour la propriété située au 7342-7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, connue et désignée comme étant constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480, d'une superficie totale de 1762,4 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 6 ans, à compter du 21 décembre 2050 dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation. REF: 31H12-005-1261-02 / n/d: 26-0095-T |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose que nous avons préparé et qui prolonge de 6 ans supplémentaires (soit jusqu'au 20 décembre 2056) la durée de l'emphytéose conclue avec la Coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal.

Afin de nous assurer que sa teneur rencontrait toutes les précisions et exigences demandées, nous avons soumis le projet d'acte au responsable du dossier au Service de la stratégie immobilière, lequel lui était satisfaisant. Nous avons ensuite reçu la confirmation du représentant de la Coopérative à l'effet qu'il approuve le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification substantielle.
(N/D 26-000500)

**FICHIERS JOINTS**

2026-04-14 Modification d'emphytéose (V. INTERVENTION).pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvain CARRIER
Notaire
**Tél :** 438-777-2293

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Sylvain CARRIER
Notaire
**Tél :** 438-777-2293

**Division :** Droit notarial

**MODIFICATION D'EMPHYTÉOSE**

1260384001
26-000500

Devant **M^e^ Sylvain CARRIER**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**COOPERATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CECILE, MONTREAL**, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont les statuts de constitution sont datés du dix-neuf (19) mars mille neuf cent quatre-vingt-trois (1983), immatriculée sous le numéro 1144641330 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 7342, avenue De Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (_) _____ deux mille vingt-_____ (202__) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

**ET :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

c) de la résolution numéro CG2_ _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ (____)

_____ deux mille vingt-six (2026),

copies certifiées de ces résolutions demeurent annexées à l'original des présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Avis d'adresse : **6 019 444**

Ci-après nommée la « **Ville** »

L'Emphytéote et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LESQUELLES**, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** par acte d'emphytéose (autrefois connue sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M^e^ Yvon Delorme, notaire, le vingt et un (21) décembre mille neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 547 554, lequel a été modifié par un acte reçu devant M^e^ Caroline Silva, notaire, le deux (2) décembre deux mille vingt (2020) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 902 349 (ci-après collectivement appelés l'« **Emphytéose** » ou le « **bail emphytéotique** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote un immeuble autrefois connu comme étant les subdivisions QUATRE CENT CINQ, QUATRE CENT SIX, QUATRE CENT SEPT, QUATRE CENT HUIT, QUATRE CENT NEUF, QUATRE CENT DIX, QUATRE CENT ONZE ET QUATRE CENT DOUZE du lot originaire DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE-TROIS (2643-405, 2643-406, 2643-407, 2643-408, 2643-409, 2643-410, 2643-411 et 2643-412) du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant les lots TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 453 477), TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT

(3 453 478), TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (3 453 479) et TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT (3 453 480) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de soixante-six (66) ans commençant le vingt et un (21) décembre mille neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et se terminant le vingt (20) décembre deux mille cinquante (2050);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble ;

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les institutions bancaires exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de six (6) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt (20) décembre deux mille cinquante-six (2056);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de son créancier hypothécaire à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS**, les Parties conviennent de ce qui suit :

## 1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

## 2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant les lots numéros **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (3 453 477)**, **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (3 453 478)**, **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (3 453 479)** et **TROIS MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT (3 453 480)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec les bâtiments dessus érigés portant les numéros 7342, 7348, 7354 et 7360, avenue de Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8.

ci-après nommé l'« **immeuble** »

## 3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toutes les Améliorations qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeureront, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

## 4. AMENDEMENTS À L'EMPHYTÉOSE

### a) OBLIGATIONS DE L'EMPHYTÉOTE

Les Parties conviennent de remplacer l'article 3.8 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, sauf dans le cas prévu au paragraphe 4.5 comme modifié ci-dessous, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article

1211 du *Code civil du Québec*. »

**b) <u>ASSURANCES</u>**

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :</u>

« **<u>ARTICLE 4</u>**
**<u>ASSURANCES</u>**

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, pendant toute la durée de l'emphytéose, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.1.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2026, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.1.2. Une police d'assurance dite « tous risques » selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations et tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, incluant, pendant les travaux prévus aux paragraphes 3.1 ou tous autres

travaux, le cas échéant, tous matériaux présents sur le terrain, mais non encore incorporés à l'Ensemble Immobilier, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours, donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une institution financière faisant affaires au Québec et située à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de CINQUANTE MILLE DOLLARS (50 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.1.3 Si l'Emphytéote confie l'exécution des Améliorations ou tous autres travaux à un entrepreneur général, il devra exiger et obtenir de ce dernier, avant l'exécution des Améliorations ou tous autres travaux, une preuve d'assurance de chantier émise au nom de tel entrepreneur général pour un montant d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par évènement. Cette police d'assurance devra être maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux et devra nommer comme assurés, l'Emphytéote et l'entrepreneur général.

4.2 L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie conforme des polices d'assurance prévues au présent article 4, et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1.1 et 4.1.2 des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, ou s'il négligeait d'obtenir de tout entrepreneur général l'assurance de chantier prévue au paragraphe 4.1.3 des présentes pendant toute la durée des travaux, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.3 Au cas de perte ou de destruction partielle ou totale des Améliorations, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter de la perte ou de la destruction, s'il y a perte ou destruction partielle, ou douze (12) mois, s'il y a perte ou destruction totale, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la perte ou la destruction, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi perdue ou détruite jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux.

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues au présent article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture

à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption durant toute la période comprise entre la perte ou la destruction et la reconstruction ou la restauration.

4.4 Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie perdue ou détruite, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Cependant, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble Immobilier.

4.5 Nonobstant le paragraphe 4.3 des présentes, advenant le cas où, dans les dix (10) dernières années de l'emphytéose, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées, au point de devenir inutilisables, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, pour les fins de la présente emphytéose et dans la mesure seulement où l'Ensemble Immobilier est libre de toutes hypothèques et autres charges, l'Emphytéote aura la faculté d'abandonner ses droits dans l'emphytéose, aux conditions prévues ci-après.

Si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou la restauration des Améliorations, l'Emphytéote pourra abandonner ses droits dans l'emphytéose, en faveur de la Ville après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle destruction ou dommage, un avis écrit à la Ville de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque et en transmettant tous les documents pertinents au soutien de l'exercice de sa faculté d'abandon. Dans ce cas, l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou ce dommage sera versée en totalité à la Ville. Le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose devra alors être fait sans changement ni interruption jusqu'à la date de l'abandon. L'Emphytéote s'engage à signer tout document requis, à la demande de la Ville, pour constater l'abandon de ses droits.

Si l'Emphytéote décide plutôt de ne pas exercer sa faculté d'abandon de ses droits dans l'Ensemble Immobilier, il devra en aviser la Ville, par écrit, dans ce même de délai de douze (12) mois de telle destruction ou dommage décrit ci-dessus, et devra au plus tard à l'expiration du délai précité, entreprendre et poursuivre avec diligence la reconstruction ou la restauration des parties détruites ou endommagées des Améliorations pour les remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les Parties pourront mutuellement convenir. Dans ce cas, les termes et conditions prévus au paragraphe 4.3 ci-dessus s'appliqueront de la même façon en y faisant les adaptations nécessaires.

4.6 L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

En conséquence du remplacement de l'article 4, les Parties conviennent de remplacer ou de supprimer les références suivantes contenues à l'Emphytéose :

i) Les références au paragraphe 4.7 contenues au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose sont remplacées par des références au paragraphe 4.5 ci-dessus.

ii) Le terme « le droit de déguerpir » contenu au paragraphe 8.1 de l'Emphytéose est remplacé par le terme « la faculté d'abandon ».

**c) EXPROPRIATION**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 10 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 10**
**EXPROPRIATION**

10.1 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié dans son entier ou s'il est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose et qu'aucun réaménagement du résidu n'est possible, le terme de cette emphytéose sera alors automatiquement échu et l'emphytéose prendra fin dès la date de perte de possession de l'ensemble immobilier ou de la

partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit.

10.2 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié en partie et que cette expropriation partielle rende, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, mais qu'un réaménagement du résidu est possible afin de le rendre utilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée.

Dans ce cas, les indemnités d'expropriation seront versées conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. L'emphytéote devra utiliser son indemnité d'expropriation pour le réaménagement de l'ensemble immobilier dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le cas échéant, la rente annuelle stipulée aux présentes pourra être révisée par la Ville pour tenir compte du réaménagement de l'ensemble immobilier.

10.3 Si, pendant la durée de l'emphytéose, l'ensemble immobilier est exproprié en partie, sans que l'expropriation touche le Bâtiment et de façon à ne pas rendre, de l'avis raisonnable de l'Emphytéote, le résidu inutilisable pour les fins prévues dans la présente emphytéose, l'emphytéose prendra alors fin uniquement en ce qui concerne la partie expropriée, dès la date de la perte de possession de ladite partie expropriée et le paiement de la rente prévue à la présente emphytéose continuera de s'appliquer sans changement.

Dans ce cas, l'indemnité d'expropriation à l'égard de la partie de terrain expropriée sera versée entièrement à la Ville. Les autres indemnités d'expropriation liées aux dommages seront versées aux Parties conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de

ladite expropriation. Chaque partie devra collaborer avec l'autre, afin que chacune d'elles puisse recevoir l'indemnité d'expropriation maximale à laquelle elle a droit. »

**d) PARTAGE DES INDEMNITÉS**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 11 de l'Emphytéose par l'article suivant :

« **ARTICLE 11**
**PARTAGE DES INDEMNITÉS**

11.1 Omis intentionnellement. »

**e) EXTENSION DU TERME**

Le terme de l'Emphytéose est prolongé de six (6) ans, soit du vingt-et-un décembre deux mille cinquante (2050) au vingt (20) décembre deux mille cinquante-six (2056).

Par conséquent, les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
**DURÉE**

12.1 La présente emphytéose est ainsi consentie pour le terme de soixante-douze (72) ans, à compter de la date de sa signature. »

**f) RENTE**

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1.22 de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

13.1.23 du sept cent quatre-vingt-treizième (793$^{e}$) mois jusqu'au huit cent soixante-quatrième (864$^{e}$) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $),

payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENTS DOLLARS (400,00 $) chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

**g) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention de la Directrice, Service de la stratégie immobilière, Division des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

ou toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la Coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, au numéro 7342, avenue de Gaspé, à Montréal, province de Québec, H2R 1Z8.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Emphytéote fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.»

**5. RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

**6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose et sa première modification, respectivement publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 3 413 196 et 25 902 349 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

## 7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisant l'objet du présent acte prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

## 8. DÉCLARATION SPÉCIALE DE L'EMPHYTÉOTE

8.1 L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation préalable de SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC., en sa qualité de créancière hypothécaire aux termes d'un acte d'hypothèque en sa faveur, reçu devant M$^{e}$ François Forget, notaire, le douze (12) février deux mille vingt et un (2021) publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 065 999, le tout tel qu'en fait foi la lettre d'approbation émise par la SSQ, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-VIE INC. et dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de l'Emphytéote en présence du notaire soussigné.

**9.** **LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

**DONT ACTE** à Montréal, province de Québec,

LE

SOUS le numéro

des minutes du notaire soussigné.

**LES PARTIES** déclarent au notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exempté d'en donner lecture, puis déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte et signent en présence physique du notaire soussigné.

**COOPERATIVE D'HABITATION DE SAINTE-CECILE, MONTREAL**

_____

Par :

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

Par :

_____

**M^e^ Sylvain CARRIER, notaire**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1260384001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, pour la propriété située au 7342-7360, avenue de Gaspé, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, connue et désignée comme étant constituée des lots 3 453 477, 3 453 478, 3 453 479 et 3 453 480, d'une superficie totale de 1762,4 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 6 ans, à compter du 21 décembre 2050 dont la rente annuelle sera de 4 800 $ - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation. REF: 31H12-005-1261-02 / n/d: 26-0095-T |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1260384001 - Coopérative d'habitation de Sainte-Cécile.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sebastien AUCLAIR
Agent comptable analyste
**Tél :** 514-872-0470

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Mustapha CHBEL
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-0470
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**NO GDD :** 1260384001

| | |
|---|---|
| **Objet :** | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation de Sainte-Cécile, Montréal, pour la propriété sise au 7342-7360, avenue de Gaspé dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 6 ans, soit à partir du 21 décembre 2050 au 20 décembre 2056, dont la rente annuelle sera de 4800 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 519 000 $ pour la période de prolongation. REF: 31H12-005-1261-02 / n/d: 26-0095-T |

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

| | Années | Rente annuelle |
|---|---|---|
| 2101.0010000.114025.01819.44301.011504.0000.000000.058001.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations*Autres - Administration générale*Location - Immeubles et terrains*Bail emphythéotique*Bail avec statut non | 2050 (11 jours) | 141.94 $ |
| | 2051 | 4,800.00 $ |
| | 2052 | 4,800.00 $ |
| | 2053 | 4,800.00 $ |
| | 2054 | 4,800.00 $ |
| | 2055 | 4,800.00 $ |
| | 2056 (se terminant le 20 décembre) | 4,658.06 $ |
| | **Total** | **28,800.00 $** |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.17

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1258042008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Société de la Place des arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement au 1er octobre 2025, 50 espaces intérieurs de stationnement au premier sous-sol du bâtiment situé au 260, boulevard De Maisonneuve, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 3 547 501,89 $, taxes incluses (Ouvrage #3679) |

Il est recommandé:

1. d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Société de la Place des arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement au 1er octobre 2025, 50 espaces intérieurs de stationnement au premier sous-sol du bâtiment situé au 260, boulevard De Maisonneuve, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 3 547 501,89 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-09 09:32

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1258042008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Société de la Place des arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement au 1er octobre 2025, 50 espaces intérieurs de stationnement au premier sous-sol du bâtiment situé au 260, boulevard De Maisonneuve, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 3 547 501,89 $, taxes incluses (Ouvrage #3679) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) loue de La Société de la Place des arts de Montréal, depuis plusieurs années, 50 espaces intérieurs de stationnement et il souhaite prolonger son bail qui est échu depuis le 30 septembre 2025. Ce bail ne prévoit aucune option de prolongation.
Le SPVM a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI), afin de l'accompagner pour la négociation du nouveau bail entre les parties.

Le présent dossier vise à faire approuver auprès des autorités compétentes ce projet de bail.

Le bail a été négocié de gré à gré.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Communauté urbaine de Montréal - extrait du procès-verbal daté du 8 décembre 1999, location de 25 ans à compter du 1er septembre 2000.

**DESCRIPTION**

Ce dossier a pour but de faire approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Société de la Place des arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement à compter du 1er octobre 2025, 50 espaces intérieurs de stationnement, situés au premier sous-sol du bâtiment portant l'adresse 260, boulevard De Maisonneuve, à Montréal, pour les besoins du SPVM, moyennant un loyer total de 3 085 455,00 $, excluant les taxes, conformément aux dispositions prévues au bail.

**JUSTIFICATION**

Les 50 espaces intérieurs de stationnements sont requis pour les véhicules des différentes unités du Quartier général du SPVM situé au 1441, rue Saint-Urbain à Montréal.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

| | **Loyer du 1er octobre 2025 au 30 septembre 2050** |
|---|---|
| Nombre d'espaces intérieurs de stationnement | 50 |
| Loyer avant les taxes | 3 085 455,00 $ |
| TPS (5%) | 154 272,75 $ |
| TVQ (9,975%) | 307 774,14 $ |
| Total incluant taxes | 3 547 501,89 $ |

Le loyer annuel sera majoré annuellement, à compter du 1er octobre 2027, selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), conformément aux dispositions du projet de bail.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, puisque le SPVM est de compétence d'agglomération.

Le coût du loyer sera assumé par le SSI à même son enveloppe budgétaire. Les sommes proviennent du budget de fonctionnement.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Par ailleurs, ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas donner suite au présent dossier impliquerait que les opérations quotidiennes du SPVM seraient compromises.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de le recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Fady DAGHER, Service de police de Montréal
Simon LALIBERTE, Service de police de Montréal
Michael SREY, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Fady DAGHER, 9 avril 2026
Michael SREY, 18 février 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

**Tél :** 514-297-1315
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-10-22

Nicole RODIER
Cheffe de division - Division des locations immobilières

**Tél :** 514-609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
Directrice de service - strategie immobiliere
**Tél :** (514) 589-7449

**Approuvé le :** 2026-02-18

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258042008
Unité administrative responsable : *SSI*
Projet : Ouvrage # 3679

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030). | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Servir la population montréalaise. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle


PLACE DES ARTS

Place des Arts
Québec

## RÈGLEMENTS – STATIONNEMENT PDA

Les dispositions des présents règlements (collectivement, les « Règlements ») s'appliquent à tout client du parc de stationnement de la PDA (le « Stationnement PDA »).

1. Le véhicule doit être stationné convenablement dans l'emplacement prévu à cette fin.

2. Le client du Stationnement PDA doit se conformer à la signalisation qui y est affichée.

3. La vitesse maximale permise dans le stationnement est de **dix (10) kilomètres à l'heure.**

4. Le Stationnement PDA est voué à une utilisation quotidienne régulière. Il est interdit d'y entreposer un véhicule.

5. Aucun travail mécanique sur un véhicule, y compris, notamment, le travail de carrosserie, le changement de pneus ou le nettoyage d'un véhicule, ne peut être effectué dans le Stationnement PDA.

6. Seul le client ayant payé un espace de stationnement peut en faire usage et ce droit ne peut être transféré à un tiers. Un billet ou une carte d'accès au Stationnement PDA ne donne droit à son détenteur d'y stationner qu'un seul véhicule.

7. Il est interdit pour le client du Stationnement PDA de stationner son véhicule dans les espaces indiqués comme étant réservés, sauf dans la mesure permise par la PDA. Toute personne qui contrevient à la présente disposition s'expose à une contravention. En outre, la PDA se réserve le droit de faire remorquer, aux frais du propriétaire, tout véhicule en infraction.

8. Le billet ou la carte d'accès doit, en tout temps, être présenté devant le lecteur à l'entrée et à la sortie du Stationnement PDA. à défaut, le client devra s'acquitter du tarif journalier en vigueur s'il désire avoir accès au Stationnement PDA. En cas d'arrêt du système, le billet ou la carte d'accès doit être présenté au préposé du Stationnement PDA.

9. Les pneus cloutés sont formellement interdits dans le stationnement.

10. Le client du Stationnement PDA est responsable de tout dommage causé à la propriété de la PDA, à un véhicule ou à une personne ainsi que tout dommage environnemental causé par son véhicule, y compris les écoulements de liquide provenant de ce dernier.

11. **LA PDA N'EST RESPONSABLE D'AUCUN ACTE DE VANDALISME OU DE VOL COMMIS À L'ÉGARD D'UN VÉHICULE OU D'UN BIEN DANS LE STATIONNEMENT. IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DU CLIENT DE PRENDRE TOUTES LES MESURES DE SÉCURITÉ APPROPRIÉES À CET ÉGARD ET DE NE PAS METTRE À LA VUE LES ARTICLES DE VALEUR. TOUT INCIDENT DOIT ÊTRE RAPPORTÉ IMMÉDIATEMENT AU POSTE CENTRAL DE SÉCURITÉ, AU 514-285-4202.**

12. Dans l'éventualité où une personne refuse de se conformer aux présents Règlements ou adopte un comportement jugé inadéquat par la PDA, cette dernière se réserve le droit d'exercer, à l'égard du contrevenant, l'un ou l'autre des recours suivants : i) lui interdire l'accès au Stationnement PDA; et ii) annuler son billet ou sa location mensuelle d'espace de stationnement et sa carte d'accès, le tout, sans indemnité et sous réserve de ses autres droits et recours.

Des places pour personnes à mobilité réduite sont disponibles pour les clients qui détiennent une vignette.

Des bornes électriques sont à la disposition des clients, selon leur disponibilité. Des frais sont exigibles et payables directement à la borne.

# BAIL

**ENTRE :** **SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL,** société légalement constituée ayant son siège au 260, boulevard de Maisonneuve Ouest, Montréal, Québec, H2X 1Y9, ici représentée par Marie-Josée Desrochers, sa présidente-directrice générale, dûment autorisée tel qu'il appert de l'extrait d'une résolution du conseil d'administration datée du 11 mars 2026, joint aux présentes.

TPS : R119153179
TVQ : 1008016131

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »
Et collectivement avec le Locateur, les « **Parties** »

**LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Espaces loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans ce Bail, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

**1.1** **Bail :** le présent bail, incluant le préambule et les Annexes A (Espaces Loués) et B (Règlement des stationnements).

**1.2** **Espaces loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

**1.3** **Taxes de vente :** la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toute taxe les remplaçant ou toute nouvelle taxe payable par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

## ARTICLE 2
## ESPACES LOUÉS

**2.1.** **Désignation** : Le Locataire loue du Locateur cinquante (50) espaces intérieurs de stationnement à même le Stationnement P1 ci-joint à titre d'Annexe A, lui-même situé au premier sous-sol du bâtiment portant l'adresse 260, boulevard de Maisonneuve, à Montréal, province de Québec (l'« **Immeuble** »). Pour fins de précisions, les Parties conviennent qu'en tout temps, le Locataire disposera de cinquante (50) espaces intérieurs de stationnement au Stationnement P1, mais que les emplacements exacts des 50 espaces ne sont pas déterminés et varieront en fonction notamment des activités du Locateur et autres contraintes. Le Locateur dirigera donc le Locataire vers les Espaces Loués à chaque utilisation de ceux-ci. L'Immeuble dans lequel se trouvent les Espaces loués est l'immeuble connu et désigné comme étant le lot 2 160 607 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Le Locataire reconnaît avoir visité et examiné le Stationnement P1 et s'en déclare entièrement satisfait et accepte les espaces de stationnement qu'il renferme, dans leur état actuel, « tels quels ».



| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 3
## DURÉE

**3.1** **Durée** : Le Bail est d'un terme de **vingt-cinq (25) ans**, commençant rétroactivement le 1er octobre 2025 et se terminant le 30 septembre 2050 (la « **Durée Initiale** » et collectivement avec tout renouvellement, si applicable, la « **Durée** »).

**3.2** **Option de renouvellement :** Sauf si le Locataire est ou a été en défaut en vertu du Bail, le Locateur accorde au Locataire une seule option de renouveler le Bail à son échéance pour **cinq (5) ans**, soit du 1er octobre 2050 jusqu'au 30 septembre 2055, aux mêmes conditions que celles de la Durée Initiale. Le Loyer sera donc augmenté tel que prévu au paragraphe 4.1. Ce renouvellement demeure sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer son option de renouvellement, le Locataire devra, en aviser le Locateur par écrit au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail, à défaut de quoi, cette option deviendra nulle et non avenue et le Bail expirera avec la fin de la Durée Initiale, sans autre avis ni délai.

**3.3** **Résiliation** : Nonobstant la Durée, ni le Locataire ni le Locateur ne peut mettre fin au Bail, sauf si l'augmentation annuelle du Loyer, conformément à l'article 4.1 ci-dessous, excède 10%. Dans ce cas, le Locataire pourra mettre fin au bail dans les 90 jours de la réception de l'avis d'augmentation du loyer, sur simple préavis de 60 jours.

## ARTICLE 4
## LOYER

4.1 Les Parties conviennent d'un loyer mensuel de 10 284,85$, plus taxes, pour tous les Espaces loués, pour un total de 123 418,20$, plus taxes, par année (le « **Loyer** »). Ce Loyer représente un montant de 205,70$, plus taxes, par espace de stationnement par mois. Le Loyer est payable en douze versements égaux et consécutifs, le premier jour ouvrable de chaque mois, sans que le Locateur ait à en faire la demande. À compter du 1er octobre 2027, le Loyer sera majoré annuellement, à la date d'anniversaire du Bail, selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Nonobstant toute disposition du *Code civil du Québec* ou de toute autre loi concernant l'entretien ou les réparations, le Locateur doit, à ses frais :

**5.1** **Accès** : Donner libre accès, via présentation d'une carte d'accès ou tout autre système indiqué par le Locateur, à sa discrétion, aux Espaces loués aux employés et représentants du Locataire, en tout temps pendant la Durée. L'accès par le Locataire aux Espaces Loués est sujet au Règlement des stationnements du Locateur, qui a été remise au Locataire avant la signature du Bail, qui est jointe à titre d'Annexe B, et que le Locateur peut modifier de temps à autre, à sa discrétion.

**5.2** **Entretien et nettoyage des Espaces loués**: Maintenir, en tout temps les Espaces loués propres et en bon état. Il est toutefois entendu que tous dommages causés aux Espaces loués ou à l'Immeuble en raison d'un acte, d'une omission ou de la négligence du Locataire (incluant ses entrepreneurs, préposés, employés, mandataires et représentants) seront réparés aux entiers frais du Locataire. Nonobstant ce qui précède et tout article de loi à l'effet contraire, si des travaux d'entretien, de maintenance, de réparation, de remplacement, d'addition ou d'amélioration à l'Immeuble et/ou aux Espaces loués sont requis, souhaités ou planifiés par le Locateur pendant la Durée, le Locataire n'aura droit à aucun dédommagement, indemnité, réduction ou diminution de loyer que ce soit en lien avec ces travaux et leur exécution par le Locateur et ses représentants et devra subir les inconvénients de tels travaux. Cependant et seulement si de tels travaux ont pour effet d'empêcher l'utilisation ou l'accès à un ou plusieurs Espaces loués pendant plus de quarante-huit heures consécutives, alors le Locataire aura droit (comme seul remède et recours) à une réduction corrélative de loyer mensuel, à être calculée sur une base *per diem* pour la durée de l'entrave, en utilisant le Loyer unitaire et le nombre d'Espaces loués entravés. Le Locateur s'engage à prendre des efforts raisonnables (sauf en cas d'urgence) pour avertir le Locataire à l'avance de tels travaux à l'Immeuble et/ou aux Espaces loués, mais n'a aucune autre obligation ou garantie en lien avec de tels travaux et leur exécution.

**5.3** **Assurance** : Souscrire et maintenir en vigueur, pendant la Durée, à ses frais, des couvertures d'assurance adéquates (avec franchises) qu'un propriétaire prudent d'une propriété similaire à l'Immeuble prendrait de temps à autre.

**5.4** **Jouissance** : Assurer au Locataire la jouissance des Espaces loués, sauf tel qu'autrement prévu au Bail.

**5.5** **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : Se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la Durée, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locateur déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

## ARTICLE 6
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

**6.1** **Publication** : Prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail ne pouvant contenir que les seules informations prévues à l'article 2999.1 du *Code civil du Québec*.

**6.2** **Usage** : N'utiliser les Espaces loués qu'à des fins d'espaces de stationnement pour les besoins du Service de Police de la Ville de Montréal. Le Locataire aura accès aux Espaces loués en tout temps, soit 24h/7. Le Locataire ne pourra enfreindre aucune loi en lien avec les Espaces loués et son utilisation de ceux-ci, y compris sans limitation toute loi visant à la protection de l'environnement. Dans tous les cas, le Locataire s'engage à ne pas utiliser les Espaces loués de manière ou pour des fins incompatibles avec celles d'espaces de stationnement intérieures, et s'engage à ne pas occasionner de nuisance ni troubler la jouissance du Locateur et des autres locataires, invités, utilisateurs et occupants du stationnement de l'Immeuble, notamment par des entraves à l'accès ou à la circulation. Par ailleurs, le Locataire s'engage à ne pas laisser de déchets, ou détritus dans ou à proximité des Espaces loués.

**6.3** **Responsabilité et assurance** . Le Locataire déclare qu'il s'autoassure et, en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

**6.4** **Limitation de responsabilité du Locateur et indemnisation par le Locataire**. Nonobstant toute disposition de la loi à l'effet contraire, et sauf dans la mesure où la cause desdits troubles, pertes, dommages, morts ou blessures est la faute lourde ou intentionnelle ou la négligence grossière du Locateur ou des personnes dont il est responsable en vertu de la loi, le Locateur ne sera pas responsable (i) de tout trouble de droit ou trouble de jouissance subi par le Locataire, (ii) des pertes, dommages, morts ou blessures au Locataire, ses employés, préposés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, mandataires, ou représentants, ou à toute autre personne, survenus à la suite de tout événement dans, sur ou en relation avec les Espaces loués; et (iii) des dommages aux équipements ou aux biens du Locataire ou de toute autre personne situés sur les

Espaces loués ou dans le cadre de l'usage des Espaces loués ou la perte d'usage de ces biens, quels qu'en soient la cause ou l'auteur. Tous biens gardés, stationnés ou installés dans les Espaces loués ou dans le cadre de l'usage des Espaces loués (incluant toute borne de recharge) le seront aux seuls risques du Locataire. Le Locataire n'aura pas le droit non plus à quelque diminution, retenue, compensation ou réduction de loyer dans ces circonstances et sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locateur ne sera pas responsable des blessures aux personnes ou dommages aux installations et biens, causés par le feu, vol ou intrusion, une explosion, l'électricité, l'eau, la pluie, les inondations, la neige, de la rue ou de tout autre endroit, ou pour toute autre cause que ce soit. Le Locateur ne sera pas responsable non plus de tous les dommages ou blessures causés par les autres locataires, invités ou occupants ou par le public dans le cadre de l'usage des Espaces loués.

Nonobstant toute autre disposition, obligation ou condition contenue au Bail ou dans les lois à l'effet contraire, le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour toute perte, réclamation, action, dommage, responsabilité ou frais reliés à toute perte de vie ou blessures ou dommages découlant du Bail ou reliés à tout événement sur les Espaces loués ou découlant de l'occupation ou de l'usage de ceux-ci par le Locataire, (ses employés, entrepreneurs, représentants et préposés) ou causé, en tout ou en partie, par un acte ou omission du Locataire, ses administrateurs, dirigeants, employés, agents, représentants, préposés, mandataires, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, ou de toute personne dont il est légalement responsable ou à qui le Locataire a invité, a permis, ou a toléré l'usage des Espaces loués ou l'accès à ceux-ci.

## ARTICLE 7
## CESSION ET SOUS-LOCATION

**7.1** Nonobstant toute disposition de la loi ou du Bail à l'effet contraire, le Locataire ne pourra sous-louer les Espaces loués, en tout ou en partie, céder en tout ou en partie ses droits dans le Bail ou permettre l'occupation ou l'utilisation des Espaces loués par des tiers (chaque cas, une « **Cession** »), dans tous les cas à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel pourra refuser à son entière discrétion, de même qu'assortir tout consentement, le cas échéant, de conditions.

Par ailleurs, en cas de Cession autorisée, le Locataire demeurera, avec tout sous-locataire ou cessionnaire, solidairement responsable de l'accomplissement de toutes et chacune des obligations du Locataire prévues au Bail.

## ARTICLE 8
## DÉFAUT

**8.1** Le Locataire sera en défaut en vertu du Bail, si :

**8.1.1** un versement de loyer ou tout montant ou paiement qui pourrait être dû au Locateur en vertu des présentes n'est pas payé à échéance; ou

**8.1.2** le Locataire fait quelconque Cession du Bail sans avoir obtenu le consentement préalable du Locateur; ou

**8.1.3** le Locataire manque à toute autre obligation prévue au Bail, pourvu que le Locateur ait tout d'abord donné au Locataire un avis d'un tel défaut de cinq (5) jours, ou d'un délai plus long si le défaut ne peut être raisonnablement corrigé dans le délai de cinq (5) jours pourvu cependant que le Locataire, dans ledit délai plus long, commence à remédier avec diligence à un tel défaut.

**8.2** Dans chacun des cas de défaut prévu ci-haut, le Locataire sera immédiatement considéré en défaut, étant entendu que le seul écoulement du temps aura pour effet de mettre le Locataire en demeure, et sans préjudice aux autres droits et recours du Locateur en vertu du Bail ou en vertu de la loi, le loyer de l'année courante et des trois (3) mois suivants (ou l'intégralité du loyer payable jusqu'à l'expiration de la Durée, s'il reste moins trois (3) mois à courir à celle-ci) deviendront immédiatement exigibles et payables en plus des arrérages et de toutes sommes déjà en souffrance ou qui seraient autrement dues par le Locataire en raison du défaut. En outre, à l'option du Locateur, le Locateur pourra résilier *ipso facto* le Bail par avis écrit à cet effet, de façon extra-judiciaire. Le Locateur pourra immédiatement reprendre possession des Espaces loués, évincer toute personne les occupant et enlever tous les biens qui s'y trouvent, de même que toute amélioration, le cas échéant, et désactiver toute carte d'accès, le tout aux frais du Locataire et sans autre avis, délai ni processus judiciaire.

**8.3** S'il s'avère que le Locataire est en défaut du Bail et que le Locateur a exercé son option de résilier de plein droit, *ipso facto*, le Bail sans procédure judiciaire ou dans l'éventualité ou des procédures judiciaires sont exercées par le Locateur pour constater la résiliation de plein droit du présent bail et l'éviction du Locataire (les Parties reconnaissant toutefois que le Locateur n'a pas à recourir à de telles procédures judiciaires pour exercer les droits prévus par les présentes), alors, le Locataire renonce expressément à tous droits de remédier à son défaut après que le Locateur ait, selon le cas, résilié le présent bail ou institué de telles procédures judiciaires, de même qu'à l'application de l'article 1883 du *Code civil du Québec* ou de toutes autres dispositions au même effet.



| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

De plus, le Locateur pourra aussi, en plus de tous les recours disponibles en vertu de la loi, lesquels recours sont cumulatifs et non alternatifs, entrer dans les Espaces loués pour remédier à tout défaut du Locataire, aux frais de ce dernier, et recouvrer du Locataire tous les autres dommages intérêts et frais encourus ou engagés par suite du défaut du Locataire ou de la résiliation du Bail.

**8.4** Le Locateur sera en défaut en vertu du Bail, si :

**8.4.1** le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les 30 jours, à compter de la réception de cet avis écrit; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

## ARTICLE 9
## DIVERS

**9.1** **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail ne peuvent servir à l'interpréter.

**9.2** **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une Partie, qui garde son plein effet.

**9.3** **Accord complet** : Les Parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparlers, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite.

**9.4** **Force majeure** : Aucune des Parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des Parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**9.5** **Lois applicables** : Ce Bail est régi par les lois du Québec. Tout différend en lien avec ce Bail devra être soumis exclusivement aux tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

## ARTICLE 10
## RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DES PARTIES

**10.1.** **Règlement du Locataire** : Le Locataire confirme qu'il a l'autorisation de signer ce Bail et d'en respecter toutes les stipulations, conformément au règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal adopté conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

**10.2.** **Règlement du Locateur :** Le Locateur confirme qu'il a l'autorisation de signer ce Bail et d'en respecter toutes les stipulations.

## ARTICLE 12
## ÉLECTION DE DOMICILE

**12.1** **Adresses** : Chacune des Parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier ou par courriel aux adresses suivantes :

► **Pour le Locateur** :
LA SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
260, boulevard de Maisonneuve Ouest
Montréal, Québec, H2X 1Y9
**Courriel** : facturation@placedesarts.com
A l'attention de :
Sylvain Pilon : spilon@placedesarts.com
Julie Abran-Côté : jabrancote@placedesarts.com

► **Pour le Locataire** :
VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations immobilières
303, rue Notre Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
**Courriel : immeubles.locations@montreal.ca**

**12.2** **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit. Si l'une des Parties négligeait d'en aviser l'autre, elle sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**12.3** **Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou par courrier électronique. Dans le cas de remise

de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

## ARTICLE 13
## CONDITIONS SPÉCIALES

**13.1** **Approbation** : Le Bail est conditionnel à l'approbation des instances décisionnelles du Locataire. À défaut pour le Locateur d'avoir reçu une copie du Bail contresignée à l'endroit prévu à la page des signatures, en guise d'approbation, par les instances décisionnelles du Locataire dans les 90 jours de sa signature par le Locateur, le Bail sera réputé nul, comme s'il n'avait jamais été signé et conclu.

**13.2** **Espaces supplémentaires de stationnement** : Le Locataire pourra en cours de Bail, dans un avis écrit au Locateur, demander s'il peut louer des espaces de stationnement supplémentaires, non réservés et non identifiés, au même loyer mensuel unitaire que susmentionné à l'article 4.1, tel qu'augmenté annuellement, conformément à ce Bail. Une telle demande du Locataire est sujette à l'entière discrétion du Locateur et donc, pour plus de clarté, ne constitue pas une option ou un droit du Locataire de louer des espaces de stationnement supplémentaires.

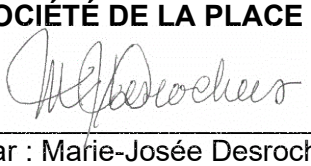
**13.3** **Rétrocession d'espaces de stationnement** : Le Locataire pourra en cours de Bail, sur simple avis écrit au Locateur, demander de rétrocéder des espaces de stationnement, par avis de 30 jours, et donc d'ajuster le loyer mensuel en conséquence (en se basant sur le nombre d'Espaces loués conservés et le Loyer unitaire alors en vigueur) à partir du jour suivant la date d'effet d'une telle rétrocession, sur une base *per diem* le cas échéant.

[LES SIGNATURES DES PARTIES APPARAISSENT SUR LA PAGE SUIVANTE.]

**EN FOI DE QUOI,** les Parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire du présent Bail signé électroniquement.

Le 7 avril 2026

**LOCATEUR**
**SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL**



Par : Marie-Josée Desrochers, présidente-directrice générale

Le _____

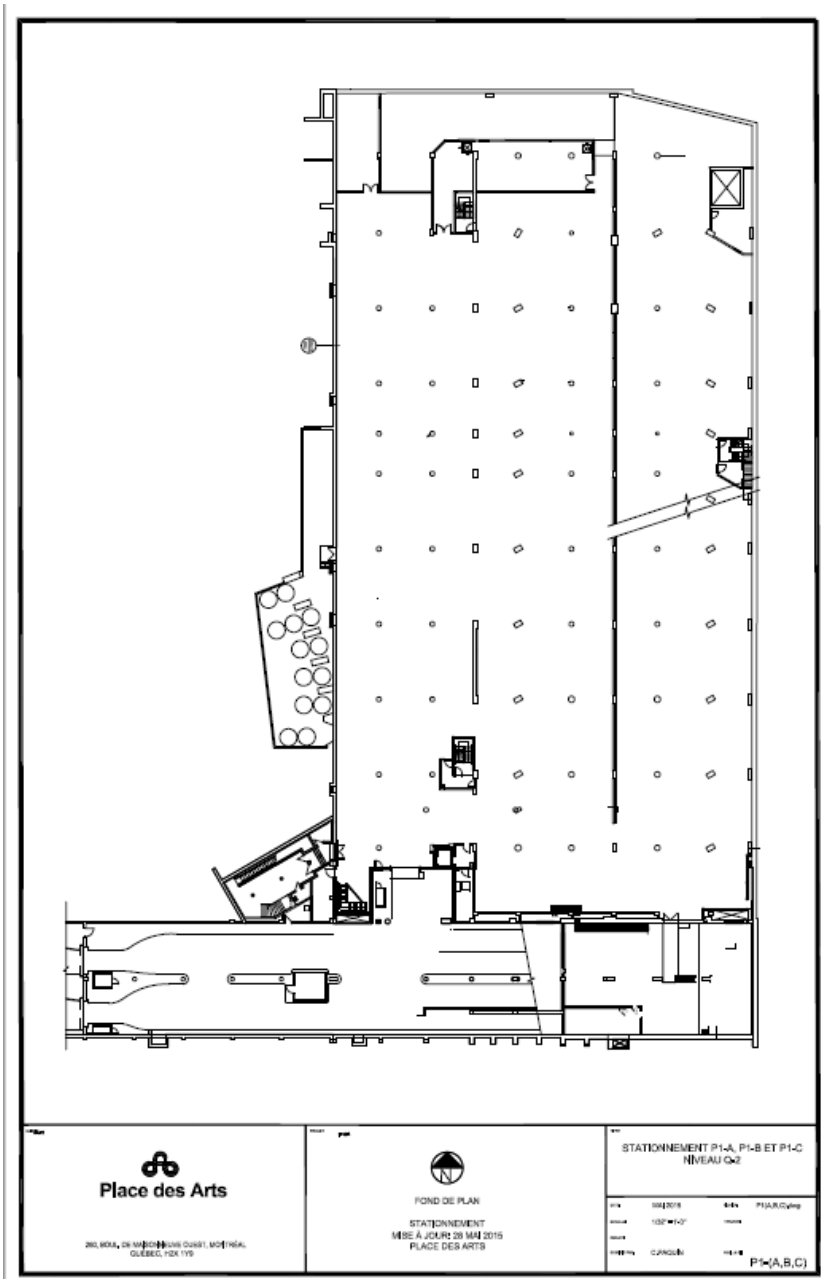
**LE LOCATAIRE**
**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Ce bail a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____(Résolution) CG_____

ANNEXE A

ESPACES LOUÉS






| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

ANNEXE B
RÈGLEMENT DES STATIONNEMENTS

Place des Arts
Québec

**RÈGLEMENTS – STATIONNEMENT PDA**

Les dispositions des présents règlements (collectivement, les « Règlements ») s'appliquent à tout client du parc de stationnement de la PDA (le « Stationnement PDA »).

1. Le véhicule doit être stationné convenablement dans l'emplacement prévu à cette fin.
2. Le client du Stationnement PDA doit se conformer à la signalisation qui y est affichée.
3. La vitesse maximale permise dans le stationnement est de **dix (10) kilomètres à l'heure.**
4. Le Stationnement PDA est voué à une utilisation quotidienne régulière. Il est interdit d'y entreposer un véhicule.
5. Aucun travail mécanique sur un véhicule, y compris, notamment, le travail de carrosserie, le changement de pneus ou le nettoyage d'un véhicule, ne peut être effectué dans le Stationnement PDA.
6. Seul le client ayant payé un espace de stationnement peut en faire usage et ce droit ne peut être transféré à un tiers. Un billet ou une carte d'accès au Stationnement PDA ne donne droit à son détenteur d'y stationner qu'un seul véhicule.
7. Il est interdit pour le client du Stationnement PDA de stationner son véhicule dans les espaces indiqués comme étant réservés, sauf dans la mesure permise par la PDA. Toute personne qui contrevient à la présente disposition s'expose à une contravention. En outre, la PDA se réserve le droit de faire remorquer, aux frais du propriétaire, tout véhicule en infraction.
8. Le billet ou la carte d'accès doit, en tout temps, être présenté devant le lecteur à l'entrée et à la sortie du Stationnement PDA. à défaut, le client devra s'acquitter du tarif journalier en vigueur s'il désire avoir accès au Stationnement PDA. En cas d'arrêt du système, le billet ou la carte d'accès doit être présenté au préposé du Stationnement PDA.
9. Les pneus cloutés sont formellement interdits dans le stationnement.
10. Le client du Stationnement PDA est responsable de tout dommage causé à la propriété de la PDA, à un véhicule ou à une personne ainsi que tout dommage environnemental causé par son véhicule, y compris les écoulements de liquide provenant de ce dernier.
11. **LA PDA N'EST RESPONSABLE D'AUCUN ACTE DE VANDALISME OU DE VOL COMMIS À L'ÉGARD D'UN VÉHICULE OU D'UN BIEN DANS LE STATIONNEMENT. IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DU CLIENT DE PRENDRE TOUTES LES MESURES DE SÉCURITÉ APPROPRIÉES À CET ÉGARD ET DE NE PAS METTRE À LA VUE LES ARTICLES DE VALEUR. TOUT INCIDENT DOIT ÊTRE RAPPORTÉ IMMÉDIATEMENT AU POSTE CENTRAL DE SÉCURITÉ, AU 514-285-4202.**
12. Dans l'éventualité où une personne refuse de se conformer aux présents Règlements ou adopte un comportement jugé inadéquat par la PDA, cette dernière se réserve le droit d'exercer, à l'égard du contrevenant, l'un ou l'autre des recours suivants : i) lui interdire l'accès au Stationnement PDA; et ii) annuler son billet ou sa location mensuelle d'espace de stationnement et sa carte d'accès, le tout, sans indemnité et sous réserve de ses autres droits et recours.

Des places pour personnes à mobilité réduite sont disponibles pour les clients qui détiennent une vignette.

Des bornes électriques sont à la disposition des clients, selon leur disponibilité. Des frais sont exigibles et payables directement à la borne.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL TENUE LE 13 MARS 2026**

---

**5 AUTORISATION DE SIGNATURE – BAIL DE LOCATION D'ESPACES DE STATIONNEMENT – VILLE DE MONTRÉAL**

*Sur recommandation du comité d'immobilisations et d'affaires commerciales, il est résolu à l'unanimité :*

**Rés. CA 2026-08 : D'APPROUVER la conclusion d'un bail devant intervenir entre la Société et la Ville de Montréal, conformément aux modalités et conditions expliquées ci-devant, notamment un loyer annuel de départ de 123 418,20 $, plus taxes, lequel sera indexé annuellement.**

La soussignée certifie par la présente que ce document est une copie conforme d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal le 13 mars 2026 et atteste de plus, que cette résolution conserve à ce jour pleine force et vigueur.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce 1er avril 2026

Julie Abran-Côté

Digitally signed by Julie Abran-Côté
DN: OU=Direction générale, O=Société de la Place des arts de Montréal, CN=Julie Abran-Côté, E=jabrancote@placedesarts.com
Reason: I am the author of this document
Location:
Date: 2026.04.01 09:52:01-04'00'
Foxit PDF Editor Version: 13.2.2

Julie Abran-Côté
Secrétaire générale et vice-présidente des affaires légales et corporatives
**Société de la Place des Arts de Montréal**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1258042008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Société de la Place des arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement au 1er octobre 2025, 50 espaces intérieurs de stationnement au premier sous-sol du bâtiment situé au 260, boulevard De Maisonneuve, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 3 547 501,89 $, taxes incluses (Ouvrage #3679) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1258042008 Place des arts SPVM.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sebastien AUCLAIR
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-21

Mustapha CHBEL
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

| | |
|---|---|
| **NO GD** | 1258042008 |

| | |
|---|---|
| **Objet** | Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Société de la Place de<br>085 455,00 $, plus les taxes applicables. (Ouvrage #3679) |

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

## Location

1001.0010000.114203.02101.55201.014700.0000.000000.050934.00000.00000
AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Locations - agglo/Activités policières/Location - Im
terrains/Général/Général/Police/Général/

* Le loyer sera ajusté annuellement selon les conditions décrites dans le bail.

| | | |
|---|---|---|
| net taxes | 1.049875 | TPS |
| incluant taxes | 1.14975 | TVQ |

| | 2025 ( 3 mois) | 2026 |
|---|---|---|
| Stationnement 50 case à 205,70$/mois | 30,854.55 $ | 123,418.20 $ |

| | **11/1/2025 au 12/31/2025** | **1/1/2026 au 12/31/2026** |
|---|---|---|
| **Total avant taxes** | **30,854.55 $** | **123,418.20 $** |
| TPS (5%) | 1,542.73 $ | 6,170.91 $ |
| TVQ (9,975%) | 3,077.74 $ | 12,310.97 $ |
| **Total taxes incluses** | **35,475.02 $** | **141,900.08 $** |
| **Total net de ristournes** | **32,393.42 $** | **129,573.68 $** |

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération

ɛs arts de Montréal, pour une période de 25 ans, rétroactivement à compter du 1er octobre 2025, 50 espaces i

| | 2025 (3 mois) | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|
| ımeubles et | 32,393.42 | 129,573.68 | 129,573.68 |

5.000%
9.975%

| 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|
| 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ |

| **1/1/2027** au **12/31/2027** | **1/1/2028** au **12/31/2028** | **1/1/2029** au **12/31/2029** | **1/1/2030** au **12/31/2030** | **1/1/2031** au **12/31/2031** |
|---|---|---|---|---|
| **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** |
| 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ |
| 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ |
| **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** |
| **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** |

1.049875

| Années | Loyer de base | Loyer de base net de ristourne | Mensuel |
|---|---|---|---|
| 2025 | 30,854.55 $ | 32,393.42 $ | 10,797.81 $ |
| 2026 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2027 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2028 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2029 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2030 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2031 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2032 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2033 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2034 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2035 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2036 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2037 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2038 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2039 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2040 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2041 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2042 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2043 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2044 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2045 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2046 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2047 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2048 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2049 | 123,418.20 $ | 129,573.68 $ | 10,797.81 $ |
| 2050 | 92,563.65 $ | 97,180.26 $ | 10,797.81 $ |
| Total | 3,085,455.00 $ | 3,239,342.07 $ | |

intérieurs de stationnement situés au premier sous-sol du bâtiment portant l’adresse 260, boulevar

| 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 |
|---|---|---|---|---|
| 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 |

| 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 |
|---|---|---|---|---|
| 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ |

| **1/1/2032** au **12/31/2032** | **1/1/2033** au **12/31/2033** | **1/1/2034** au **12/31/2034** | **1/1/2035** au **12/31/2035** | **1/1/2036** au **12/31/2036** |
|---|---|---|---|---|
| **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** |
| 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ |
| 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ |
| **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** |
| **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** |

rd de Maisonneuve, à Montréal, province de Québec, à Montréal, pour les besoins du Service de po

| 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 |
|---|---|---|---|---|
| 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 |

| 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 |
|---|---|---|---|---|
| 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ |

| **1/1/2037** au **12/31/2037** | **1/1/2038** au **12/31/2038** | **1/1/2039** au **12/31/2039** | **1/1/2040** au **12/31/2040** | **1/1/2041** au **12/31/2041** |
|---|---|---|---|---|
| **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** |
| 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ |
| 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ |
| **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** |
| **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** |

)lice de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 3

| 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 |
|---|---|---|---|---|
| 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 |

| 2042 | 2043 | 2044 | 2045 | 2046 |
|---|---|---|---|---|
| 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ |

| **1/1/2042** au **12/31/2042** | **1/1/2043** au **12/31/2043** | **1/1/2044** au **12/30/2044** | **1/1/2045** au **12/31/2045** | **1/1/2046** au **12/31/2046** |
|---|---|---|---|---|
| **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** |
| 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ |
| 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ |
| **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** |
| **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** |

| 2043 | 2044 | 2045 | 2046 | 2047 |
|---|---|---|---|---|
| 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 | 129,573.68 |

| 2047 | 2048 | 2049 | 2050 |
|---|---|---|---|
| 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 123,418.20 $ | 92,563.65 $ |

| **1/1/2047** au **12/31/2047** | **1/1/2048** au **12/31/2048** | **1/1/2049** au **12/31/2049** | **1/1/2050** au **9/30/2050** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|
| **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **123,418.20 $** | **92,563.65 $** | **3,085,455.00 $** |
| 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 6,170.91 $ | 4,628.18 $ | **154,272.75 $** |
| 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 12,310.97 $ | 9,233.22 $ | **307,774.14 $** |
| **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **141,900.08 $** | **106,425.06 $** | **3,547,501.89 $** |
| **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **129,573.68 $** | **97,180.26 $** | **3,239,342.07 $** |

| 2048 | 2049 | 2050 (9 mois) | **Total** |
|---|---|---|---|
| 129,573.68 | 129,573.68 | 97,180.26 | **3,239,342.07** |

Net de ristrournes

**Dossier # : 1268682005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention de prolongation de prêt de local par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc., pour une période additionnelle d'un an, à compter du 1er mai 2026, les locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 au sous-sol du Chalet du Mont-Royal, situé au 1196, chemin Camilien-Houde, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 2 996,67 pieds carrés, à des fins de bureaux et d'entreposage. Le montant total de la subvention immobilière est estimé à 35 331,38 $ (Bâtiment 0431-104) |

Il est recommandé :
d'approuver la convention de prolongation de prêt de local par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc., pour une période additionnelle d'un an, à compter du 1er mai 2026, les locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 au sous-sol du Chalet du Mont-Royal, situé au 1196, chemin Camilien-Houde, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 2 996,67 pieds carrés, à des fins de bureaux et d'entreposage, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prêt de local.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-15 15:25

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268682005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la convention de prolongation de prêt de local par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc., pour une période additionnelle d'un an, à compter du 1er mai 2026, les locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 au sous-sol du Chalet du Mont-Royal, situé au 1196, chemin Camilien-Houde, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 2 996,67 pieds carrés, à des fins de bureaux et d'entreposage. Le montant total de la subvention immobilière est estimé à 35 331,38 $ (Bâtiment 0431-104) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis septembre 2002**,** la Ville de Montréal (Ville) prête gratuitement à l'organisme Les Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. (Les Amis) la Maison Smith située au 1260, chemin Remembrance, à Montréal, à des fins de bureaux administratifs. Le prêt de local, présentement en vigueur, a été consenti pour une durée de 10 ans, jusqu'au 31 août 2028. En décembre 2024, la Ville a entrepris des travaux de réhabilitation majeurs à la Maison Smith. Ces travaux devaient être complétés en mars 2026. Durant cette période, pour des raisons de santé et de sécurité, Les Amis ont été relocalisés temporairement, à la demande du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), dans des locaux situés au sous-sol du Chalet du Mont-Royal (Chalet) sis au 1196, chemin Camilien-Houde.

En février 2026, un bris ayant entraîné un dégât d'eau dans le bâtiment a retardé entre autres la réalisation des travaux de réhabilitation, ce qui ne permet pas la réintégration de l'organisme à la Maison Smith selon l'échéancier prévu. En conséquence, le SGPMRS a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin de prolonger la convention de prêt de local.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver cette prolongation.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM24 1124 - le 21 octobre 2024 - Approuver une convention de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) Inc., pour une durée de 18 mois, à compter du 1er novembre 2024, des locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 situés dans le sous-sol du Chalet du Mont-Royal sis au 1196,

chemin Camilien-Houde, d'une superficie d'environ 278,4 m² (2 996,67 pi²), à des fins de bureaux et d'entreposage.
CG18 0435 - le 23 août 2018 - Approuver le contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à Les amis de la Montagne, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er septembre 2018, l'immeuble situé au 1260, chemin Remembrance, connu sous le nom de la Maison Smith.

CG10 0452 – le 16 décembre 2010 - Approuver le projet de contrat de prêt de local par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Les ADLM, pour une période de neuf ans, à compter du 1er septembre 2009, un local situé au 1260, chemin Remembrance, connu sous le nom de la Maison Smith, d'une superficie approximative de 952,35$m^2$/ ratifier l'occupation de la Maison Smith par les ADLM pour la période du 14 septembre 2002 au 31 août 2009.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à faire approuver une convention de prolongation de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) Inc., pour une période additionnelle d'un an, à compter du 1er mai 2026, des locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 situés dans le sous-sol du Chalet du Mont-Royal sis au 1196, chemin Camilien-Houde, d'une superficie d'environ 2 996,67 pi², à des fins de bureaux et d'entreposage, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prêt de local.
Les locaux N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 sont occupés, sans partage, par Les Amis alors que le local N3 est utilisé par Les Amis une journée par semaine.

Les Amis ont la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager des locaux N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2. De plus, ils feront toutes réparations locatives dues à leur usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie. Pour ce qui est du local N3 puisqu'il ne sera utilisé qu'une fois par semaine, Les Amis devront le remettre dans le même état qu'au début de l'occupation, et ce, à chacune des utilisations.

La Ville est responsable des coûts d'énergie, des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

**JUSTIFICATION**

Le SSI et le SGPMRS sont en accord avec l'occupation de l'organisme au Chalet du parc du Mont-Royal puisque les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales.
Advenant que les travaux prévus à la Maison Smith soient complétés avant le 30 avril 2027, la convention se terminera suivant un préavis écrit de 30 jours à l'organisme.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le loyer est gratuit.
La Division des analyses immobilières du Service de la stratégie immobilière a estimé un taux de location moyen de 18 $/pi² pour ces locaux. Ce taux locatif comprend les frais d'exploitation des locaux ainsi que les taxes foncières.

Le montant total de subvention pour cette occupation est estimé à 35 331,38 $. La subvention est établie de la façon suivante :

Pour les locaux N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 :18 $/pi² x 1 791,11 pi² x 1 an = 32 239,98 $.

Pour ce qui est du local N3, occupé 1 journée par semaine pour la période de la convention,

cela représente une occupation de 52 jours. La subvention est établie comme suit:
Local N3 : 18 $/pi² x 1 205,56 pi² = 21 700,08 $/année ou 59,45 $/jour. Pour la durée de la convention : 59,45 $/jour x 52 jours = 3 091,40 $.

Pour l'année 2026, la dépense prévue par le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie et entretien courant) est d'environ 18 460 $.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et en accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en inclusion et en équité en raison de la nature de ce dossier qui ne touche pas ces aspects.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Afin d'accomplir la mission de l'organisme, ses employés doivent travailler sur le site même du Mont-Royal. Ne pas donner suite à ce dossier engendrerait des problèmes logistiques durant les travaux à la Maison Smith. De plus, ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux temporaires à l'extérieur des limites du Mont-Royal.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Amélie BILODEAU, 13 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

**Tél :** 438-920-6412
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-13

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-14

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*268682005*
Unité administrative responsable : *SSI- Direction – Division Locations*
Projet : *Convention de prêt de local au Chalet du Mont-Royal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité #2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*<br><br>*Priorité #19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>La convention de prêt de local, pendant les travaux à la Maison Smith, permet à l'organisme Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc. de maintenir sa mission de protéger et mettre en valeur le Mont-Royal. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## CONVENTION DE PRÊT DE LOCAL

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1 C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'a rticle 96 de la *Loi sur les cités et villes* :

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **LES AMIS DE LA MONTAGNE (MONT-ROYAL) INC.,** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ,C.C-38), ayant sa place d'affaires au 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, agissant et représentée par Mme Hélène Panaïoti et par Mme Julie Laurence, dûment autorisées aux fins des présentes telles qu'elles le déclarent;

Ci-après, appelé l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement appelés, dans la présente Convention, une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme ont conclu un Contrat de Prêt de Local, concernant des locaux d'une superficie de 9 393 pi² situé dans un immeuble sis au 1260, chemin Remembrance connu sous le nom de la Maison Smith, à Montréal, pour un terme de dix (10) ans, débutant le 1er septembre 2018 et se terminant le 31 août 2028;

**ATTENDU QUE** la Ville doit entreprendre des travaux de réhabilitation majeurs à la Maison Smith de décembre 2024 à mars 2026;

**ATTENDU QUE** pour des fins de sécurités, les bureaux administratifs de l'Organisme, localisés à la Maison Smith, doivent être déplacés temporairement;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et l'Organisme déclare en avoir pris connaissance ;

**ATTENDU QUE** l'Organisme déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée de la Convention; et

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »).

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

La Ville prête, par les présentes, à l'Organisme, qui accepte, les Locaux prêtés, décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Dans cette Convention et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

**1.1** **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

**1.2** **Convention** : la présente Convention de prêt de local, incluant le préambule et les annexes.

**1.3** **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

**1.4** **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Locaux prêtés décrit à l'article 2.

**1.5** **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par la Ville avec l'approbation préalable de l'Organisme, sauf mention contraire à la Convention, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

**1.6** **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par la Ville pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, les primes d'assurance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations des espaces communs. Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières.

**1.7** **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

**1.8** **Locaux prêtés** : les espaces prêtés à l'Organisme décrits à l'article 2.

**1.9** **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer la Ville, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

**1.10** **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par la Ville ou la Bénéficiaire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

**1.11** **Transformations** : toutes modifications apportées par la Ville à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Locaux prêtés.

**1.12** **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par l'Organisme pour adapter les Locaux prêtés aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par l'Organisme, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par l'Organisme pendant la durée du Convention.

## ARTICLE 2
## LOCAUX PRÊTÉS

**2.1** **Désignation** : Les locaux N3, N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2 situés au sous-sol de l'Immeuble sis au 1196, chemin Camillien-Houde, à Montréal, province de Québec, H3H 1A2, connu sous le nom du Chalet du Mont-Royal, tel que montré sur le plan joint à la Convention comme Annexe A. Le local N3 est utilisé occasionnellement par l'Organisme selon l'horaire prévu à l'article 3.1.

**2.2** **Superficie des Locaux prêtés** : La superficie des Locaux prêtés est d'environ deux cent soixante-dix-huit virgule quatre mètres carrés (278,4 m²) ou d'environ deux mille neuf cent quatre-vingt-seize virgule soixante-sept pieds carrés (2 996,67 pi²), tel que détaillé ci-dessous.

. N3 - superficie : 112,0 m² ou 1 205,56 pi²
. N5 - superficie : 71,0 m² ou 764,23 pi²
. N6 - superficie : 16,0 m² ou 172,22 pi²
. N7 - superficie : 56,0 m² ou 602,78 pi²
- N8 - superficie : 8,0 m² ou 86,11 pi²
- N13 - superficie : 13,0 m² ou 139,93 pi²
- N13.1 - superficie : 1,2 m² ou 12,92 pi²
- N13.2 - superficie : 1,2 m² ou 12,92 pi²

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

## ARTICLE 3
## DURÉE

**3.1** **Durée** : La Convention est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois, commençant le 1er novembre 2024 et se terminant le 30 avril 2026.

**3.2** **Option de renouvellement** : Dans la mesure où les travaux à la Maison Smith ne sont pas complétés dans les délais prévus, la Convention pourra être prolongée, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes de la Ville au moment du renouvellement, selon les mêmes termes et conditions à l'exception de la durée qui sera à déterminer selon l'avancement des travaux à la Maison Smith.

**3.3** **Horaire d'occupation** : L'horaire d'occupation des Locaux prêtés durant la Durée de la Convention est le suivant :

*Local N3* : une journée par semaine. La journée d'occupation sera déterminée par les deux parties et pourra être modifiée selon les besoins de la Ville. Uniquement lors de l'occupation du Local N3, l'Organisme pourra utiliser, s'il le souhaite, la cuisinette (Local N4). De plus, le Local N3 pourra être disponible à d'autres occasions pour l'Organisme à la discrétion de la Ville.

*Locaux N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2* : Selon une plage horaire permise entre 8:00 AM et 22:00 PM excluant les jours de fermeture du Chalet. Cette plage horaire peut être modifiée à la discrétion de la Ville.

**3.4** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, la Convention ne pourra être reconduit tacitement. La Convention se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis.

Si l'Organisme continue néanmoins à occuper les Locaux prêtés après l'échéance de la Convention en cours, selon le cas, tous les termes et conditions de la Convention continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par l'Organisme. La Ville pourra mettre fin à cette occupation prolongée par l'Organisme sur préavis écrit de soixante (60) jours.

**3.5** **Résiliation :** Nonobstant la durée de la présente Convention, chacune des Parties pourra y mettre fin en tout temps avant l'échéance, en signifiant à l'autre Partie, suivant un préavis écrit de soixante (60) jours à cet effet. Toute résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

## ARTICLE 4
## CONSIDÉRATION

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

**4.1 Considération** : La présente Convention de prêt de local est consentie gratuitement par la Ville en faveur de l'Organisme.

## ARTICLE 5
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

**5.1** Toute installation ou amélioration locative (ci-après appelée les « Travaux d'aménagement ») apportée aux Locaux prêtés pendant l'occupation de l'Organisme dans les Locaux prêtés sera exécutée par l'Organisme, le tout sujet à l'approbation préalable écrite de la Ville.

L'Organisme ne pourra, sans le consentement écrit et préalable de la Ville, faire aucun changement, réparation, amélioration, installation ou ajout aux Locaux prêtés, soit avant ou pendant la durée de la Convention.

L'Organisme devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par la Ville.

Si l'Organisme entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures de l'Édifice, l'Organisme devra, au préalable, soumettre à la Ville des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit.

## ARTICLE 6
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

### 6.1 Conditions générales

**6.1.1** prendre les Locaux prêtés dans l'état où ils se trouvent; à cet égard, en signant la présente Convention il s'en déclare satisfait;

**6.1.2** utiliser les Locaux prêtés par la Ville exclusivement à des fins d'espaces de travail et d'entreposage d'équipements;

**6.1.3** n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Locaux prêtés sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville.;

**6.1.4** informer la Ville sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Locaux prêtés ainsi que de toutes défectuosités, toutes

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

fuites, tous bris ou tous dommages causés de quelque façon que ce soit aux Locaux prêtés;

**6.1.5** ne laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les Aires et installations communes incluant les escaliers et issues de secours;

**6.1.6** ne placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou tous autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Locaux prêtés sans obtenir au préalable le consentement écrit de la Ville;

**6.1.7** respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Locaux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

**6.1.8** n'entreposer ni garder dans les Locaux prêtés des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Locaux prêtés aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble;

**6.1.9** veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Locaux prêtés;

**6.1.10** veiller à ne pas troubler la jouissance normale des autres occupants de l'Immeuble;

**6.1.11** s'assurer que les Locaux prêtés soient utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, d'une défectuosité et d'un vice caché du matériel et des accessoires;

**6.1.12** collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

**6.1.13** s'assurer que les usagers des Locaux prêtés respectent toutes les conditions prévues à la présente Convention;

**6.1.14** voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des locaux N5, N6, N7, N8, N13, N13.1 et N13.2; il fera toute réparation locative, sous réserve de l'usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

Pour le local N3, l'Organisme devra remettre le local dans le même état qu'il l'a reçu lors de son utilisation. Si l'Organisme utilise la cuisinette durant l'occupation du local N3, il devra remettre celle-ci dans le même état qu'il l'a reçue ;

**6.1.15** permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Locaux prêtés, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'elle pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune indemnité;

**6.1.16** devra assumer les frais de branchement et d'utilisation de lignes de téléphone et de l'internet.

## 6.2 Autorisations et permis

**6.2.1** obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis pour l'usage des Locaux prêtés et pour toute activité devant se tenir dans les Locaux prêtés **et** à payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, toutes les taxes incluant les Taxes foncières, tous les permis et tous les droits exigés relatifs à l'usage des Locaux prêtés ou à toute activité se déroulant dans les Locaux prêtés.

## 6.3 Respect des lois

**6.3.1** se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

**6.3.2** adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Locaux prêtés et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

**6.4 Responsabilité**

**6.4.1** garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, ses représentants et ses mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

**6.4.2** assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**6.4.3** Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Locaux prêtés résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Locaux prêtés pendant ses périodes d'occupation.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

**7.1** mettre les Locaux prêtés à la disposition de l'Organisme en tout temps pendant la durée de la présente Convention, conformément à l'horaire prévu à l'article 3.3;

**7.2** donner libre accès aux Locaux prêtés aux employés de l'Organisme, suivant l'horaire prévu à l'article 3.3 de la présente Convention;

**7.3** chauffer et maintenir en tout temps dans les Locaux prêtés une température convenable aux besoins de l'Organisme;

**7.4** fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Locaux prêtés selon les besoins de l'Organisme et les usages autorisés à l'article 6.1.2;

**7.5** maintenir l'Immeuble en bon état et propre à l'occupation et faire l'entretien et les réparations au besoin.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

## ARTICLE 8
## DÉFAUT

**8.1** Il y a défaut :

**8.1.1** si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

**8.1.2** si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

**8.1.3** si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

**8.1.4** si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**8.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 8.1.1, la Ville avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**8.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.2, 8.1.3 ou 8.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**8.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 8.2 ou 8.3, l'Organisme doit remettre les Locaux prêtés selon les termes prévus à l'article 10 de la présente Convention, en y faisant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

## ARTICLE 9
## SOUS-LOCATION

**9.1** **Modalités de sous-location :** L'Organisme n'aura pas le droit, de sous-louer les Locaux prêtés en tout ou en partie, de permettre à un tiers de les occuper ou de les utiliser en tout ou en partie ou de céder ses droits dans la présente Convention.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

## ARTICLE 10
## REMISE DES LOCAUX

**10.1** Dans les cinq (5) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit à la date de sa terminaison, à sa résiliation ou pour une autre cause prévue aux articles 3.5, 8 ou 11, l'Organisme doit libérer les Locaux prêtés en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

**10.2** Si les Locaux prêtés sont rendus substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Locaux prêtés. La Ville ne sera pas tenue de relocaliser l'Organisme dans des locaux comparables aux Locaux prêtés.

## ARTICLE 11
## FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou des dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente Convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de l'une ou l'autre des Parties.

## ARTICLE 12
## ASSURANCES

**12.1** L'Organisme doit souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la Convention, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant de la Convention, que l'Organisme peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **cinq millions de dollars (5 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris la Ville.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

**12.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**12.3** L'Organisme s'engage à remettre à la Ville, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 13
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**13.1** L'Organisme déclare et garantit :

**13.1.1** qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

**13.1.2** que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 14
## ANNEXES

**14.1 Énumération** : Les documents suivants sont annexés à la Convention et en font partie intégrante :

► Annexe A : Plan des Locaux prêtés.

## ARTICLE 15
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**15.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties quant à son objet.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

### 15.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 15.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou à tel recours.

### 15.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 15.5 Responsabilité

La Ville ne sera être tenue responsable de tout dommage causé à l'Organisme et/ou à ses dirigeants, officiers, employés, mandataires, représentants ou visiteurs ou à toute autre personne utilisant les installations présentes dans l'Immeuble, incluant les aires communes, ni de tout dommage provenant de l'utilisation de ces installations et de ces aires communes

### 15.6 Suspension des services

La Ville aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers l'Organisme, de suspendre ou modifier tout service qu'elle doit fournir en vertu de la présente Convention, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'elle jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, la Ville n'encourra aucune responsabilité envers l'Organisme par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune diminution des obligations de l'Organisme. Cependant, la Ville devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, la Ville sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

### 15.7 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 15.8 Ayants droits liés

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

### 15.9 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

### 15.10 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

- Pour la Ville :

  **VILLE DE MONTRÉAL**
  Service de la stratégie immobilière
  Division des locations
  303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
  Montréal, Québec, H2Y 3Y8

  En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à : immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

  Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

- Pour l'Organisme :

  **Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) Inc.**
  Madame Hélène Panaïoti & Mme Julie Laurence
  1260, chemin Remembrance,
  Montréal, Québec, H3H 1A2
  Courriel : hpanaioti@lemontroyal.qc.ca
  Courriel : julielaurence@videotron.ca

Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

### 15.11 Acceptation

Les Parties conviennent de s'échanger leurs signatures respectives de la présente Convention par voie électronique. Une version signée échangée par courriel entre les Parties aura valeur d'original et les Parties ne seront pas autrement obligées d'en faire la preuve.

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le 24 e jour d'octobre 2024

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 25e jour de septembre 2024

**Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) Inc.**

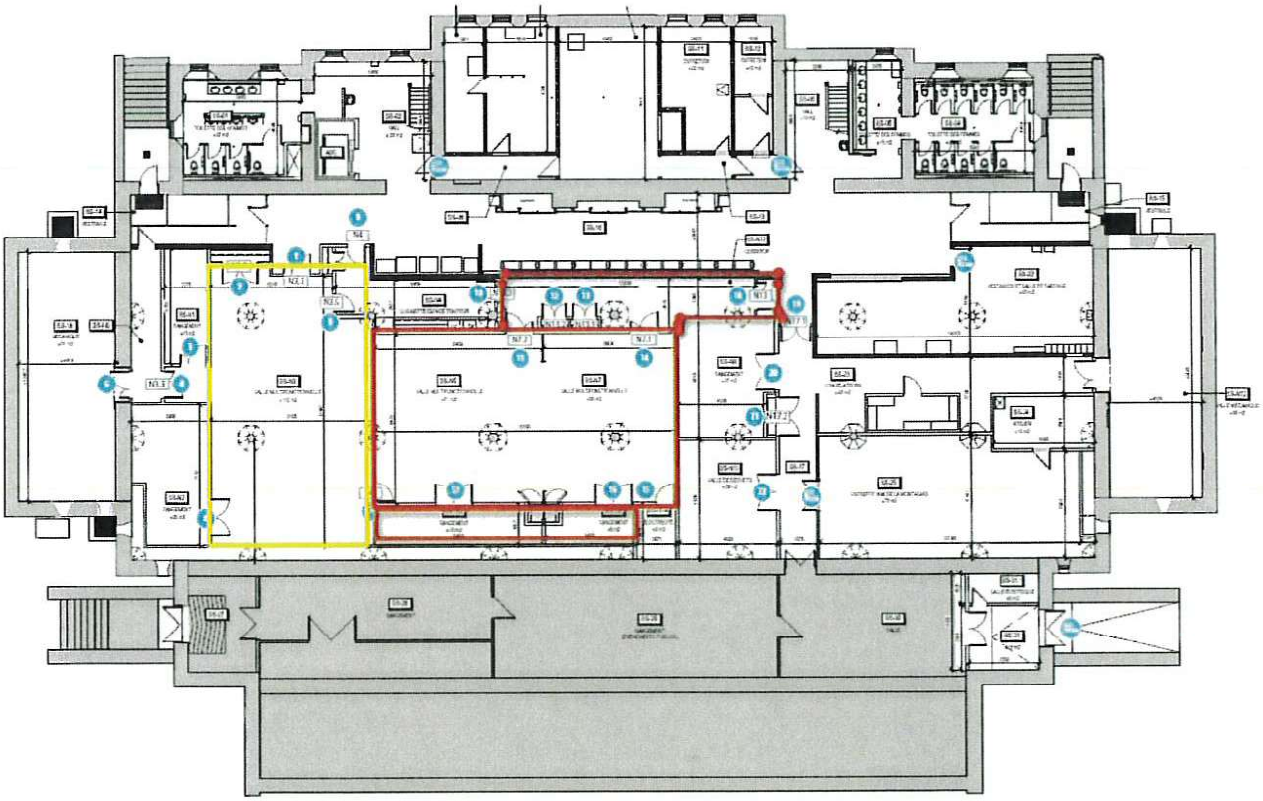
Par : _____
Hélène Panaïoti

Par : _____
Julie Laurence

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le 21 e jour d'octobre 2024. (Résolution : CM24 1124).

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

## ANNEXE A



**Plan du sous-sol**

| Paraphes | |
|---|---|
| Organisme | Ville |

# CONVENTION DE PROLONGATION DU PRÊT DE LOCAL

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* :

Ci-après nommée le « **Ville** »

**ET :** **LES AMIS DE LA MONTAGNE (MONT-ROYAL) INC.,** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ,C.C-38), ayant sa place d'affaires au 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, agissant et représentée par Christophe Derrien, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes telles qu'il le déclare;

Ci-après nommée le « **Organisme** »

**OBJET** : 1196, chemin Camillien-Houde, Montréal

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement appelés, dans la présente Convention, une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme ont conclu un Contrat de Prêt de Local, concernant des locaux d'une superficie de 9 393 pi² situé dans un immeuble sis au 1260, chemin Remembrance connu sous le nom de la Maison Smith, à Montréal, pour un terme de dix (10) ans, débutant le 1er septembre 2018 et se terminant le 31 août 2028;

**ATTENDU QUE** la Ville a entrepris, en décembre 2024, des travaux de réhabilitation majeurs à la Maison Smith lesquels devaient se terminer en mars 2026;

**ATTENDU QUE** pour des fins de sécurités, les bureaux administratifs de l'Organisme, localisés à la Maison Smith, devaient être déplacés temporairement;

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme ont conclu une Convention de prêt de local (la « Convention Initiale »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 1196, chemin Camillien-Houde, à Montréal, province de Québec, H3H 1A2, connu sous le nom du Chalet du Mont-Royal (les « Locaux prêtés »), pour un terme de dix-huit (18) mois, débutant le 1er novembre 2024 et se terminant le 30 avril 2026;

**ATTENDU QUE** les travaux de réhabilitation majeurs à la Maison Smith ne sont pas complétés;

**ATTENDU QUE** la Convention Initiale et la Convention de prolongation de prêt de local sont collectivement nommés la « Convention »;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et l'Organisme déclare en avoir pris connaissance; et

**ATTENDU QUE** l'Organisme déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire<br>CD |

statut pendant toute la durée de la Convention.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:**

## ARTICLE 1
## PRÉAMBULE

**1.** Le préambule fait partie intégrante de la présente.

## ARTICLE 2
## DURÉE

**2.** **Durée** : La Convention est prolongée pour une durée d'un (1) an, commençant le 1er mai 2026 et se terminant le 30 avril 2027.

Nonobstant le précédant paragraphe, advenant que les travaux prévus à la Maison Smith soient terminés avant la fin de la présente Convention, les Parties conviennent que celle-ci se terminera suivant un préavis écrit de 30 jours à l'Organisme à cet effet.

## ARTICLE 3
## LOCAUX PRÊTÉS

**3.** **Locaux prêtés :** Les Locaux prêtés sont décrits à l'article 2.1 de la Convention.

## ARTICLE 4
## AUTRES CONDITIONS

**4.** À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions de la Convention demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans la Convention.

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire<br>CD |

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le e jour de 2026

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

par : Domenico Zambito, greffier-adjoint

Le 13 e jour de avril 2026

**LES AMIS DE LA MONTAGNE (MONT-ROYAL) INC.**

_____

par : Christophe Derrien, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2026 (Résolution …….).

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire<br>CD |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.19

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264565002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 3e convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans additionnel, à compter du 1er novembre 2033, un espace d'une superficie de 138 865 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, dans l'arrondissement d'Anjou, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal - dépense totale de 15 319 578 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490 $ / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034, au montant de 235 763 $ (Bâtiment 8240) |

Il est recommandé:

1. d'approuver la 3e convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., un espace situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier dans l'arrondissement d'Anjou, d'une superficie de 138 865 pieds carrés, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 5 ans, à compter du 1er novembre 2033, moyennant un loyer total de 14 169 828 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions de la convention de modification du bail;
2. d'autoriser le coût des travaux payable à Développement Olymbec inc., représentant un montant total de 1 149 750 $, taxes incluses;
3. d'approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490 $;
4. d'approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034, au montant de 235 763 $;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 14:51

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1264565002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 3e convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans additionnel, à compter du 1er novembre 2033, un espace d'une superficie de 138 865 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, dans l'arrondissement d'Anjou, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal - dépense totale de 15 319 578 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490 $ / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034, au montant de 235 763 $ (Bâtiment 8240) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er février 2017, des espaces locatifs situés au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal dont le bail vient à échéance le 31 octobre 2033. En 2025, la Ville approuvait la location des espaces locatifs résiduels de l'immeuble afin d'y ajouter une équipe spécialisée du SPVM en 2026, de sorte que la superficie locative de l'espace occupé par le SPVM atteigne 138 865 pi², soit 100 % de la superficie totale de l'édifice.
Pour répondre aux besoins fonctionnels et opérationnels du SPVM, celui-ci a mandaté le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) afin de prolonger le terme du bail pour une période additionnelle de cinq ans. Cette prolongation permettra à la Ville de Montréal (Ville) de sécuriser ses investissements à long terme et de bénéficier d'un crédit de 600 000 $ consenti par le locateur pour la réalisation des travaux requis.

Par ailleurs, dans le cadre de cette prolongation de bail, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) souhaite élargir la portée des travaux afin de se conformer aux exigences en vigueur du Code national du bâtiment, notamment par la mise aux normes sismiques d'une partie de l'immeuble. Cette modification entraînera une majoration du coût des travaux payable au locateur, lesquels seront réalisés par le locateur pour le compte de la Ville.

Le présent sommaire vise à faire approuver par les instances décisionnelles de la Ville la conclusion de cette troisième convention de modification de bail.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0363 - 1er avril 2026 au 31 octobre 2033 - Approuver la deuxième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc, pour un terme de 7 ans et 7 mois, soit du 1er avril 2026 au 31 octobre 2033, un espace additionnel d'une superficie de 13 316 pi² situé au 8491A Ernest-Cormier, pour un loyer total de 1 663 949,55 $ taxes incluses et un coût de travaux total de 3 851 662,50 $, taxes incluses.
CG23 0226 - 18 mai 2023 - Approuver la convention de modification de bail par laquelle la Ville et le locateur Développement Olymbec inc, souhaitent modifier le bail initial afin de permettre de sous-louer une partie des lieux loués.

CG22 0772 - 22 décembre 2022 - Approuver le bail par lequel la Ville loue du locateur Développement Olymbec inc., pour un terme de 10 ans, soit du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2033, un espace de 125 549 pi² situé au 8491-8525 rue Ernest-Cormier, pour un loyer total de 23 691 886,77 $ et un coût de travaux total de 16 792 474,60 $, taxes incluses.

CG22 0174 - 24 mars 2022 - Approuver le premier renouvellement de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans, soit du 1er février 2022 au 31 janvier 2027, un espace d'une superficie de 40 143 pi² situé au 8491-8525 Ernest-Cormier, pour un loyer total de 2 676 956,03 $ taxes incluses.

CG17 0460 - 28 septembre 2017 - Approuver le bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 4 ans et 4 mois, soit du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2022, un espace d'une superficie de 29 557 pi² situé au 8525 Ernest-Cormier, pour une dépense totale de 746 043,11 $ taxes incluses.

CG16 0573 - 27 octobre 2016 - Approuver le bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans, soit du 1er février 2017 au 31 janvier 2022, un espace d'une superficie de 10 586 pi² situé au 8491 Ernest-Cormier, pour une dépense totale de 1 467 663,56 $ taxes incluses.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier recommande d'approuver la troisième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue, du locateur Développement Olymbec inc., un espace situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, d'une superficie de 138 865 pi² pour les besoins du SPVM. Le terme de la troisième convention de modification de bail est de 5 ans, soit du 1er novembre 2033 au 31 octobre 2038.
Le présent dossier recommande également d'approuver le coût des travaux supplémentaire requis pour répondre aux besoins spécifiques du SPVM, selon un projet clé en main, représentant un montant maximum à remettre au locateur de 1 149 750 $, taxes incluses. Plus précisément, les travaux supplémentaires requis consistent à la mise aux normes sismique, l'ajout d'une génératrice, la bonification des systèmes électromécaniques (ventilation, climatisation, chauffage), la modification d'une mezzanine, la bonification des besoins électriques et l'optimisation de la sécurisation des lieux loués.

Finalement, il est convenu entre les parties que le locateur assumera un montant de 600 000 $, plus les taxes applicables, pour les travaux de base liés au rehaussement de la protection sismique des lieux loués, lequel montant sera appliqué comme crédit sur le coût total des travaux d'aménagement additionnels des lieux loués.

La convention de bail a été négociée de gré à gré avec le locateur.

**JUSTIFICATION**

Lors de la signature de la deuxième convention de modification du bail, le coût des travaux avait été estimé par le locateur sur la base d'un programme fonctionnel et technique. Or, après la signature du bail, lors de l'élaboration des plans et devis par les professionnels du bailleur, certains besoins ont été précisés et des études techniques supplémentaires ont dû être réalisées par des ingénieurs pour préciser certains travaux atypiques requis par l'unité spécialisée du SPVM. Notamment, il y a les travaux de renforcement sismique qui se sont avérés plus importants. Le coût additionnel des travaux supplémentaires sera partagé entre le locateur et la Ville.
Le maintien du Centre de formation du SPVM dans l'immeuble actuel est essentiel afin d'assurer la continuité d'activités stratégiques dans des locaux spécialisés, entièrement occupés et adaptés aux besoins opérationnels.

La prolongation du bail de cinq ans permet de sécuriser les investissements majeurs de la Ville, notamment les travaux de mise aux normes sismiques requis en vertu du code du bâtiment, l'ajout d'une génératrice et l'optimisation des systèmes électromécaniques, tout en bénéficiant d'un crédit de 600 000 $ accordé par le locateur.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**Dépense totale de loyer :**

| Superficie locative 138 865 pi² | **Loyer annuel** | **Loyer total pour le terme de 5 ans** |
|---|---|---|
| **Loyer brut total annuel** | 2 464 853,75 $ | **12 324 268,75 $** |
| TPS 5 % ($) | 123 424,69 $ | 616 213,44 $ |
| TVQ 9,975 % ($) | 245 869,16 $ | 1 229 345,81 $ |
| **Loyer annuel total ($)** | 2 833 965,60 $ | **14 169 828,00 $** |
| Ristourne TPS (100 %) | (123 242,69 $) | (616 213,44 $) |
| Ristourne TVQ (50 %) | (122 934,58 $) | (614 672,90 $) |
| Loyer net de taxes ($) | 2 587 788,33 $ | 12 938 941,65$ |

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

Pour le loyer, un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) est requis pour une somme de 431 298 $ en 2033 et de 2 156 490 $ en 2034 net de ristourne.

Pour l'énergie, un ajustement récurrent de la base budgétaire du SGPI est requis pour une somme de 47 153 $ en 2033 et de 235 763$ en 2034 net de ristourne.

La dépense totale de loyer pour le terme de 5 ans représente un montant de 14 169 828 $, incluant les taxes. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération puisque le SPVM relève de l'agglomération.

Cette dépense sera imputée du budget de fonctionnement du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) et sera comptabilisée comme une location / acquisition.

Le tableau ci-dessous présente les coûts associés à l'augmentation de la portée des travaux:

| | **2027** |
|---|---|

| | |
|---|---|
| Travaux | 1 600 000,00 $ |
| Crédit | (600 000,00 $) |
| TPS (5 %) | 50 000,00 $ |
| TVQ (9.975 %) | 99 750,00 $ |
| **Coût total des travaux à remettre au locateur, taxes incluses** | **1 149 750,00 $** |
| **Dépenses totales travaux** | **1 149 750,00 $** |
| Ristourne TPS (5 %) | (50 000,00 $) |
| Ristourne TVQ (9.975 %) | (49 875,00 $) |
| **Total** | **1 049 875,00 $** |

Le coût des travaux d'aménagement additionnel, incluant la TPS et la TVQ, représente un montant total de 1 149 750 $.

Aucune incidence ni contingence n'est requise dans ce cas-ci.

Le décaissement au PDI est prévu à 100 % en 2027.

Les sommes requises pour les travaux d'aménagement sont disponibles au PDI 2027-2036 du SGPI.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération puisque le SPVM relève de l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il vise exclusivement la prolongation d'un bail et la réalisation de travaux techniques d'un immeuble existant, sans incidence sur la réduction des émissions de GES, ni sur l'adaptation des services à des clientèles spécifiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas donner suite à l'approbation de cette troisième convention de modification de bail aura pour conséquence que le SPVM ne pourra pas aménager les locaux de manière adéquate afin de répondre à ses besoins opérationnels.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de communication des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

S/O

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Vincent CLARK, Service de police de Montréal
Fady DAGHER, Service de police de Montréal
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

**Tél :** 514 755-1282
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-13

Nicole RODIER
Chef de division

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
directrice de service - strategie immobiliere
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1264565002]*
Unité administrative responsable : *[Service de la Stratégie immobilière]*
Projet : *[Centre de formation SPVM.]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>18- Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*La formation des policiers favorise le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Aspects financiers Ernest-Cormier**

| Superficie locative en pi² : | | |
|---|---|---|
| 138 865 | 1er avril 2033 au 31 oct 2038 | |
| | | |
| Loyer de base $/pi² | 12,75 | |
| Frais d'exploitation $/pi² | 3,25 | |
| Taxes foncières $/pi² | 1,75 | |
| Loyer au pi² | 17,75 | |
| Loyer annuel en $ | 2 464 853,75 | $ |
| | | |
| Loyer total avant taxes | 2 464 853,75 | $ |

| Loyer pour la période du: | 01/11/2033 au 31/12/2033 (2 mois) | | 01/01/2034 au 31/12/2034 (12 mois) | | 01/01/2035 au 31/12/2035 (12 mois) | | 01/01/2036 au 31/12/2036 (12 mois) | | 01/01/2037 au 31/12/2037 (12 mois) | | 01/01/2038 au 31/10/2038 (10 mois) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer total avant taxes | 410 808,96 | $ | 2 464 853,75 | $ | 2 464 853,75 | $ | 2 464 853,75 | $ | 2 464 853,75 | $ | 2 054 044,79 | $ | | **12 324 268,75 $** |
| TPS | 20 540,45 | $ | 123 242,69 | $ | 123 242,69 | $ | 123 242,69 | $ | 123 242,69 | $ | 102 702,24 | $ | | 616 213,44 $ |
| TVQ | 40 978,19 | $ | 245 869,16 | $ | 245 869,16 | $ | 245 869,16 | $ | 245 869,16 | $ | 204 890,97 | $ | | 1 229 345,81 $ |
| **Total** | **472 327,60** | **$** | **2 833 965,60** | **$** | **2 833 965,60** | **$** | **2 833 965,60** | **$** | **2 833 965,60** | **$** | **2 361 638,00** | **$** | **=** | **14 169 828,00 $** |
| Ristourne de TPS (100%) | 20 540,45 | $ | 123 242,69 | $ | 123 242,69 | $ | 123 242,69 | $ | 123 242,69 | $ | 102 702,24 | $ | | 616 213,44 $ |
| Ristourne TVQ (50%) | 20 489,10 | $ | 122 934,58 | $ | 122 934,58 | $ | 122 934,58 | $ | 122 934,58 | $ | 102 445,48 | $ | | 614 672,90 $ |
| Loyer net | 431 298,06 | $ | 2 587 788,33 | $ | 2 587 788,33 | $ | 2 587 788,33 | $ | 2 587 788,33 | $ | 2 156 490,28 | $ | | 12 938 941,65 $ |

Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

| | |
|---|---|
| Assemblée ordinaire du jeudi 22 décembre 2022<br>Séance tenue le 22 décembre 2022 | Résolution: CG22 0772 |

**Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du locateur Développement Olymbec inc., pour un terme de 10 ans, soit du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2033, un espace de 125 549 pieds carrés (11 663,9 mètres carrés) situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 23 691 886,77 $, taxes incluses, et un coût de travaux total de 16 792 474,60 $, taxes incluses / Autoriser les virements en 2023 et les ajustements à la base budgétaire pour les années 2024 et les suivantes du Service de la stratégie immobilière et du Service de la gestion et de la planification des immeubles**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 décembre 2022 par sa résolution CE22 2091;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour une période de 10 ans, à compter du 1er novembre 2023, un espace d'une superficie de 125 549 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal pour les besoins du Centre de formation intégré du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), moyennant un loyer total de 19 358 062,24 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

3- d'approuver la dépense totale de 4 333 824,53 $, taxes incluses, pour l'énergie et l'entretien ménager, payable au fournisseur;

4- d'autoriser le coût des travaux d'aménagement payable au locateur Développement Olymbec inc., représentant un montant de 14 795 533,73 $, taxes incluses;

5- d'autoriser la dépense de contingences payable au locateur Développement Olymbec inc., représentant un montant de 1 479 553,37 $, taxes incluses;

6- d'autoriser la dépense d'incidences représentant un montant de 517 387,50 $, taxes incluses;

7- d’autoriser un virement budgétaire en provenance du Service du développement économique vers le Service de la stratégie immobilière pour un montant de 81 733,35 $, net de taxes, pour le loyer, pour l'année 2023;

8- d’autoriser un virement budgétaire en provenance du Service du développement économique vers le Service de la gestion et de la planification des immeubles pour un montant de 45 577,72 $, net de taxes, pour l'énergie et l'entretien ménager, pour l'année 2023;

9- de prévoir l'ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et du Service de la gestion et de la planification des immeubles conformément aux informations financières inscrites à l'intervention financière du Service des finances, pour l'année 2024 et les suivantes;

10- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1224565004
/gd

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 22 décembre 2022

**COPIE CERTIFIÉE**

**GREFFIER DE LA VILLE**

# BAIL

# # 8040-001

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

# TABLE DES MATIÈRES

**ARTICLE 1 – DÉFINITIONS**

1.1 Aires et installations communes
1.2 Bail
1.3 Dépenses de nature capitalisable
1.4 Édifice
1.5 Expert
1.6 Frais d'exploitation
1.7 Immeuble
1.8 Lieux loués
1.9 Taxes foncières
1.10 Taxes de vente
1.11 Transformations
1.12 Travaux d'aménagement
1.13 Travaux de base

**ARTICLE 2 – LIEUX LOUÉS**

2.1 Désignation
2.2 Superficie locative des Lieux loués
2.3 Superficie locative totale de l'Édifice
2.4 Quote-part d'occupation
2.5 Stationnement

**ARTICLE 3 – DURÉE**

3.1 Durée
3.2 Renouvellement
3.3 Reconduction tacite

**ARTICLE 4 – LOYER**

4.1 Loyer
4.2 Loyer unitaire
4.3 Ajustement des Taxes foncières
4.4 Ajustement des Frais d'exploitation

**ARTICLE 5 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT**

5.1 Modalités
5.2 Date des travaux
5.3 Acceptation provisoire
5.4 Acceptation définitive
5.5 Période d'occupation conjointe
5.6 Retard
5.7 Pénalité
5.8 Paiement des Travaux d'aménagement
5.9 Remise en état
5.10 Covid-19

**ARTICLE 6 – TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS**

6.1 Travaux sous la responsabilité du Locataire
6.2 Travaux sous la responsabilité du Locateur
6.3 Paiement

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATEUR**

7.1 Accès
7.2 Respect des exigences
7.3 Entretien intérieur
7.4 Entretien extérieur
7.5 Bris de vitres
7.6 Graffitis
7.7 Température
7.8 Air frais
7.9 Eau
7.10 Électricité
7.11 Assurance
7.12 Sécurité incendie
7.13 Développement durable
7.14 Voies d'accès
7.15 Signalisation
7.16 Affichage
7.17 Désignation de responsables et remise des clés
7.18 Transformations
7.19 Stationnement et remisage
7.20 Sous-location et cession
7.21 Utilisation de l'Immeuble

**ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE**

8.1 Publication
8.2 Usage
8.3 Responsabilité et assurance
8.4 Avis
8.5 Réparations
8.6 Visites
8.7 Entretien ménager
8.8 Éclairage
8.9 Électricité

**ARTICLE 9 – DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS**

9.1 Destruction partielle
9.2 Destruction totale
9.3 Résiliation

**ARTICLE 10 – DÉFAUT DU LOCATEUR**

10.1 Modalités

**ARTICLE 11 – DÉFAUT DU LOCATAIRE**

11.1 Modalités

**ARTICLE 12 – AMIANTE**

12.1 Déclaration
12.2 Test d'air
12.3 Correctifs
12.4 Défaut

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**ARTICLE 13 – DIVERS**

13.1 Rubriques
13.2 Renonciation
13.3 Accord complet
13.4 Force majeure
13.5 Lois applicables
13.6 Équipements de communication

**ARTICLE 14 – RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

14.1 Règlement

**ARTICLE 15 – ANNEXES**

**15.1** Énumération
**15.2** Interprétation

**ARTICLE 16 – ÉLECTION DE DOMICILE**

16.1 Adresses
16.2 Modification
16.3 Avis

**ARTICLE 17 – COURTIER**

17.1 Commission

**ARTICLE 18 – ENQUÊTE DE SÉCURITÉ**

18.1 Pouvoir
18.2 Transfert de titres
18.3 Résiliation
18.4 Accès
18.5 Responsabilité

**ARTICLE 19 – DROIT DE PRÉEMPTION**

19.1 Modalités
19.2 Acceptation
19.3 Refus

**ARTICLE 20 – RÉDUCTION DES LIEUX LOUÉS**

20.1 Modalités
20.2 Réduction du loyer
20.3 Réduction du coût des Travaux d'aménagement
20.4 État des lieux remis

**ARTICLE 21 – DROIT EXCLUSIF**

21.1 Modalités
21.2 Ajustement du loyer
21.3 Conformité

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

# BAIL

**ENTRE :** **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.** une personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, Boul. Décarie, 5e étage, à la Ville de Montréal, province de Québec, H4N 3M9, ici représentée par Monsieur Dimitri Morcos, gestionnaire dûment autorisé aux fins des présentes; tel qu'il le déclare.

T.V.Q.: 1217296397 TQ0001
T.P.S. : 833426604 RT0001

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.
et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

T.V.Q.: 1006001374
T.P.S. : 121364749

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**ATTENDU QUE** le 10 octobre 2016, le Locateur a signé avec la Ville de Montréal une convention de Bail (ci-après le « Bail no 1 ») concernant des locaux situés au 2e étage ayant une Superficie locative des Lieux loués de 10 586 pi² et un terrain exclusif de 13 000 pi² de l'Édifice sis au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, Ville de Montréal, province de Québec (ci-après les « Lieux Initiaux »), pour un terme commençant le 1er février 2017 et se terminant le 31 janvier 2022 ;

**ATTENDU QUE** le 28 août 2017, le Locateur a signé avec la Ville de Montréal une convention de Bail (ci-après appelé le « Bail no 2 ») concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 29 557 pi² de l'Édifice sis au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, Ville de Montréal, province de Québec, soit un local situé au 1er étage du bâtiment sis au 8491, bureau 100 (1 037 pi²), et un local situé au 1er étage du bâtiment sis au 8525 (28 250 pi²) (ci-après les « Lieux Additionnels »), le tout pour un terme commençant le 1er octobre 2017 et se terminant le 31 janvier 2022;

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**ATTENDU QUE** le 2 février 2022, la Ville de Montréal et le Locataire ont convenu de regrouper les baux précédemment décrits pour n'en faire qu'un seul et de conserver le Bail no 1 signé le 10 octobre 2016;

**ATTENDU QUE** le 2 février 2022, le Locateur a signé avec la Ville de Montréal une convention de renouvellement de bail (ci-après appelé le « Premier Renouvellement de Bail ») concernant les Lieux Initiaux et les Lieux Additionnels, ayant une Superficie locative combinée de 40 143 pi² et un terrain exclusif de 13 000 pi² de l'Édifice sis au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, Ville de Montréal, province de Québec (ci-après collectivement les « Lieux Combinés »), pour un terme commençant le 1er février 2022 et se terminant le 31 janvier 2027;

**ATTENDU QUE** le Premier Renouvellement de Bail prévoyait également la résiliation, à compter du 1er février 2022, du Bail no 2 ;

**ATTENDU QUE** les parties conviennent de résilier, au trente-et-un (31) octobre 2023, tous les baux en vigueur entre les Parties dans cet immeuble pour la superficie locative globale de 40 143 pi² et un terrain exclusif de 13 000 pi² soit le Bail no 1 ainsi que le Premier Renouvellement de Bail, étant entendu entre les parties que le Bail no 2 demeure également résilié;

**ATTENDU QU'AU** 1er novembre 2023, les Lieux Combinés sont libres de tous droits et obligations pour les fins des présentes;

**ATTENDU QUE** la Ville de Montréal désire louer les Lieux Combinés et augmenter la Superficie locative des Lieux Combinés (ci-après collectivement les « Lieux Loués ») et que les parties conviennent de négocier le tout selon les termes et conditions contenus au présent nouveau Bail (ci-après le « Bail »);

**ATTENDU QUE** le Locataire devra respecter les obligations prévues au Bail no 1 ainsi qu'au Premier Renouvellement de Bail, incluant le paiement du Loyer, et ce, jusqu'au trente-et-un (31) octobre 2023, nonobstant toute disposition contraire prévue aux présentes et nonobstant l'exécution de Travaux d'aménagement dans les Lieux Loués prévus au présent Bail.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux Loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

**1.1** **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

**1.2** **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

**1.3** **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, de portes, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

**1.4** **Édifice** : le bâtiment dans lequel seront situés les Lieux Loués décrit à l'article 2.

**1.5** **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

**1.6** **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien ménager des espaces communs, l'entretien et les réparations intérieurs et extérieurs de l'Immeuble et des Lieux Loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

**1.7** **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**1.8** **Lieux Loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

**1.9** **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

**1.10** **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

**1.11** **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux Loués.

**1.12** **Travaux d'aménagement** : les travaux requis pour adapter les Lieux Loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe C, ou tous autres travaux d'aménagement réalisés pendant la durée du Bail.

**1.13** **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences du Programme fonctionnel et technique ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux Loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux Loués.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.1** **Désignation** : Un local situé au 1er et 2e étage du bâtiment sis au 8491-8525 Ernest-Cormier, à Montréal, province de Québec, H1J 1B5, tel que montré sur le plan joint au Bail comme **Annexe A**. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 005 787 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

2.2 **Superficie locative des Lieux Loués** : La superficie locative des Lieux Loués est fixée à cent vingt-cinq mille cinq cent quarante-neuf pieds carrés (125 549 $pi^2$).

2.3 **Superficie locative totale de l'Édifice** : La superficie locative de l'Édifice, c'est-à-dire la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, est de cent trente-huit mille huit cent soixante -cinq pieds carrés (138 865 $pi^2$).

2.4 **Quote-part d'occupation** : La Superficie locative des Lieux Loués équivaut à quatre-vingt-dix virgule quatre pour cent (90,4 %) de la superficie locative de l'Édifice.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

2.5 **Stationnement** : Les Lieux Loués comprennent une zone extérieure réservée et identifiée à l'usage exclusif du Locataire. Les zones réservées sont identifiées sur le plan joint au Bail comme **Annexe B**.

## ARTICLE 3
## DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de dix (10) ans, commençant le premier ($1^{er}$) novembre deux mille vingt-trois (2023) et se terminant le trente-et-un (31) octobre deux mille trente-trois (2033) (ci-après le « Terme »), sous réserve des dispositions du présent Bail.

3.2 **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour trois (3) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun (les « Termes Additionnels » ou individuellement un « Terme Additionnel »), aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer de base annuel qui sera à négocier selon le taux du marché pour les trois (3) Termes Additionnels, le tout sous réserve de l'Approbation des autorités compétentes au moment de ces renouvellements.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

bureaux, au moins un (1) an avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire avise le Locateur par écrit de son intention de renouveler le Bail dans le délai prescrit conformément aux dispositions du paragraphe immédiatement précédent, les parties devront négocier de bonne foi le loyer de base payable durant chaque Terme Additionnel et devront s'entendre au plus tard dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas.

Si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur le loyer de base payable pour un Terme Additionnel avant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas et compte tenu que les parties ont jusqu'à cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas, pour négocier le loyer de base payable pour un Terme Additionnel, il est entendu que le Locataire continuera à payer pendant la période de négociation le même loyer de base payable que celui payable pendant la dernière année de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas jusqu'à ce que les parties parviennent à une entente dans un délai maximum de cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, selon le cas.

Lorsque les parties auront conclu le loyer de base payable pour un Terme Additionnel dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant l'expiration de la Durée ou du premier Terme Additionnel, le nouveau loyer de base sera payable rétroactivement au premier jour du Terme Additionnel en question.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux Loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Locataire sur préavis écrit de cent quatre-vingt (180) jours.

## ARTICLE 4
## LOYER

**4.1** **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel payable selon les modalités contenues à l'article 4.2 du Bail en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues aux articles 4.3 et 4.4 du Bail et aux proratas d'occupation tels qu'établi à l'article 2.4.

**4.2** **Loyer unitaire** : Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation et les Taxes foncières, se compose des coûts unitaires annuels suivants :

**Pour la période du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2027**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel | 7,75 $/pi$^2$ |
| ► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 | 1,50 $/pi$^2$ |
| ► Frais d'exploitation pour la première année de la Durée sujet à 4.4 | 2,75 $/pi$^2$ |

(incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager)

**Total : 12,00 $/pi$^2$**

**Pour la période du 1er novembre 2027 au 31 octobre 2030**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel | 8,85 $/pi$^2$ |
| ► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 | 1,50 $/pi$^2$ |
| ► Frais d'exploitation pour la première année de la période sujet à 4.4 | 2,95 $/pi$^2$ |

(incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager)

**Total : 13,30 $/pi$^2$**

**Pour la période du 1er novembre 2030 au 31 octobre 2033**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel | 10,00 $/pi$^2$ |
| ► Taxes foncières pour la première année de la Durée sujet à 4.3 | 1,50 $/pi$^2$ |
| ► Frais d'exploitation pour la première année de la période sujet à 4.4 | 3,10 $/pi$^2$ |

(incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager)

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**Total :** **14,60 $/pi²**

4.3 **Ajustement des Taxes foncières :** Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé aux proratas d'occupation établis conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés ; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

4.4 **Ajustement des Frais d'exploitation** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait sur une base annuelle et cumulative de cinq cent (0,05 $/pi²) par rapport à l'année immédiatement précédente.

## ARTICLE 5
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

5.1 **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique, les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux Loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**5.1.1.** Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert.

**5.1.2.** Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les Travaux d'aménagement devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux Loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

**5.1.3.** Le Locateur et le Locataire conviennent que tout supplément (extra) devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite du Locataire.

**5.1.4.** Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

**5.1.5.** Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement.

**5.1.6.** L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

**5.1.7.** Le Locateur devra vérifier le règlement de zonage et obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

**5.1.8.** Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

**5.1.9.** Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

**5.1.10.** Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

**5.2** **Date des travaux** :

**5.2.1.** Les Travaux d'aménagement débuteront sur réception par le Locateur d'un avis écrit du Locataire confirmant la conclusion du présent Bail, avis auquel sera joint la résolution du Conseil d'agglomération autorisant la conclusion du présent Bail. Il est entendu entre les parties que l'avis devra être transmis au Locateur au plus tard le premier **(1er) avril 2023**.

À défaut par le Locataire de transmettre ledit avis écrit le ou avant le premier (1er) avril 2023, le présent Bail sera automatiquement considéré comme nul, non avenu et réputé n'ayant jamais produit d'effet entre les parties et le Locataire devra respecter les obligations prévues au Bail no 1 ainsi qu'au Premier Renouvellement de Bail jusqu'à l'expiration du terme, soit jusqu'au 31 janvier 2027.

**5.2.2.** Les Travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard dans les quatorze (14) mois suivant l'avis écrit du Locataire confirmant la conclusion du présent Bail, tel que précisé à l'article 5.2.1.

**5.3** **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront terminés et que les Lieux Loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux d'aménagement, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de trente (30) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

**5.4** **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

**5.5** **Période d'occupation conjointe** : Il est entendu qu'entre la date de début des Travaux d'aménagement, telle que prévue à l'article 5.2.1. du Bail et la date de fin des Travaux d'aménagement, telle que prévue à l'article 5.2.2. du Bail, il y aura une occupation conjointe des Lieux entre le Locateur et le Locataire (la « Période d'Occupation Conjointe »). Le Locataire s'engage à causer le moins d'interférence possible dans l'achèvement des Travaux d'aménagement que le Locateur sera en train de compléter pendant la Période d'Occupation Conjointe. De surcroit, le Locataire, et l'ensemble de ses employés, mandataires, représentants, dirigeants et/ou actionnaires, devra se soumettre à l'ensemble des directives du Locateur, ou de toutes personnes responsables des Travaux d'aménagement, concernant toutes les mesures visant la santé et la sécurité sur les Lieux durant la Période d'Occupation Conjointe, et ce, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra indemniser et tenir indemne le Locateur pour l'ensemble des réclamations, actions, dommages et actions de toute nature pour laquelle le Locateur peut ou pourra être tenu responsable ou subir en raison de la Période d'Occupation Conjointe.

**5.6** **Retard** : Si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés dans les quatorze (14) mois suivant l'avis écrit du Locataire confirmant la conclusion du présent Bail, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, le Terme tel que prévu à l'article 3.1 du présent Bail sera reporté d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard.

**5.7** **Pénalité** : Advenant un retard tel que prévu à l'article 5.6, le Locataire sera crédité d'une somme représentant le loyer de base annuel pour le nombre de jours équivalent à la période d'un tel retard.

Le Locataire aura droit au remboursement de tous les dommages, coûts, frais, dépenses, débours et pénalités qu'il aura subis et liés directement à un retard substantiel (et non causé par un acte ou une faute du Locataire) dans la livraison des Lieux Loués, étant entendu que le Locataire devra prendre tous les moyens afin de mitiger ses dommages.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

De plus, le Locataire pourra retenir, à titre de compensation supplémentaire et sans formalité de justice, une somme équivalant aux frais réels encourus par le Locataire pour obtenir des locaux temporaires pendant la période de défaut du Locateur, mais uniquement si de tels locaux temporaires sont indispensables pour le Locataire et si le Locateur n'a pas de tels locaux temporaires disponibles pour le Locataire; le tout sous réserve des autres droits et recours du Locataire, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette compensation ne s'appliquera pas pour tout tel retard. Il est entendu que le Locateur doit aviser le Locataire dans les dix (10) jours de la survenance de toute situation dont le Locataire est responsable et qui pourrait engendrer un retard dans l'exécution des Travaux d'aménagement, tel que mentionné à l'article 5.6.

5.8 **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, lequel représente un montant forfaitaire maximum de douze millions huit cent soixante-huit mille quatre cent soixante-dix-neuf dollars (12 868 479,00 $), auquel est inclus des contingences du Locateur de vingt (20 %) qui devra faire l'objet d'une approbation du Locataire représentant une somme de deux millions cinq cent soixante-treize mille six cent quatre-vingt-quinze dollars et quatre-vingt cents (2 573 695,80 $), excluant les Taxes de vente. Le coût des Travaux d'aménagement exclus tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant. Le coût des Travaux d'aménagement est payable au Locateur sur présentation de factures, de la façon suivante :

(i) vingt-cinq pourcent (25%) le premier (1er) juin 2023, (ii) soixante-cinq pourcent (65%) le premier (1er) novembre 2023 et dix (10%) pourcent à l'acceptation définitive des travaux tel que prévue à l'article 5,4;

5.9 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, la signalisation du Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme, auquel cas il devra remettre les Lieux Loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux Loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

5.10 **Covid-19 :** Le Locataire reconnaît qu'en date des présentes, le gouvernement du Québec, en réponse à la pandémie COVID-19, a ordonné par décret le 223-2020 l'interruption des services et activités non essentielles dans la province de Québec, lequel décret a été levé concernant les activités de construction générale non résidentielle le 11 mai 2020 (le « Décret »).

En conséquence, et nonobstant toute disposition contraire dans le présent Bail, dans le cas où le Décret est reconduit et/ou réactivé, ou un décret ou une loi similaire est promulgué (le « Nouveau Décret ») empêchant le Locateur d'exécuter les Travaux d'aménagement du présent Bail et/ou la livraison des Lieux Loués à la Date prévue au Bail, toutes les dates mentionnées dans le présent Bail, y compris la date de fin des travaux et la date de début de la Durée seront reportées comme suit :

a) Dans les 72 heures suivant la levée du Nouveau Décret, les parties, de bonne foi, réévalueront et détermineront d'un commun accord des nouvelles dates pour remplacer celles fixées dans le présent Bail;

b) Les nouvelles dates doivent notamment tenir compte de l'ensemble des délais de construction nécessaires à l'achèvement des Travaux d'aménagement;

Pour fins de clarté, advenant la mise en application du présent paragraphe, le Locataire n'aura droit à aucun dédommagement de la part du Locateur et l'article 5.7 sera inopposable au Locateur.

## ARTICLE 6
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels dans les Lieux Loués pendant la durée du Bail pourvu qu'ils n'affectent pas l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés. Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux affectent l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables. Advenant que le Locateur autorise les travaux du Locataire affectant l'intégrité des structures, systèmes et équipements de l'Édifice, le Locateur devra les réaliser lui-même, aux frais du Locataire.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**6.2** **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer les Travaux d'aménagement additionnels du Locataire, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur pourra, à son choix et entière discrétion :

(i) remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur. Dans ce cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus pour cent (5 %) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits. Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire, ou;

(ii) refuser de faire les travaux, auquel cas le Locataire devra trouver lui-même un entrepreneur ;

**6.3** **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront remboursés au comptant par le Locataire à la fin des travaux. Toutefois, si le coût des travaux est supérieur à 100 000,00$, le Locataire devra payer de la façon suivante : quatre-vingt-dix pourcent (90%) à l'acception provisoire et dix (10%) pourcent à l'acceptation définitive des travaux.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

**7.1** **Accès** : donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail, sous réserve des termes et conditions du présent Bail, notamment de la Période d'Occupation Conjointe prévue à l'article 5.5 du présent Bail. Pour fins de clarification, le Locataire consent à n'avoir accès qu'à la portion des Lieux Loués déterminée par le Locateur, et ce,

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

jusqu'à la date de fin des Travaux d'aménagement, telle que prévue à l'article 5.2.2. du présent Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux Loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux Loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations causées par l'usure normale. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection conformément au devis joint au Bail comme Annexe D.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis ; et

c) nettoyer les vitres extérieures.

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux Loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité raisonnable et selon les besoins du Locataire, ce dernier agissant raisonnablement compte tenu notamment des saisons et de toute condition climatique hors de l'ordinaire et/ou de variation de température brusque.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux Loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes définies dans le Programme fonctionnel et technique.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**7.9** **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

**7.10** **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire, étant entendu que le coût de l'électricité est à la charge du Locataire.

**7.11** **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

**7.12** **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux Loués, en prenant à sa charge la vérification, l'entretien et la réparation des équipements dans les Lieux Loués, notamment le système d'alarme-incendie, les extincteurs, les panneaux d'éclairage d'urgence et le système de gicleurs et et fournir un plan d'évacuation des Lieux Loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

**7.13** **Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

Dans le cadre de l'application de la politique de développement durable pour les édifices du Locataire, il est souhaitable que le Locateur obtienne la certification BOMA BEST pour l'Édifice.

**7.14** **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé ou asphalté.

**7.15** **Signalisation** : installer l'équipement requis pour la signalisation extérieure du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à l'extérieur, dans le hall d'entrée et aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**7.16 Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux Loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

**7.17 Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

**7.18 Transformations** : prendre toutes les mesures requises raisonnables pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux Loués par le Locataire s'il doit effectuer des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux Loués.

**7.19 Stationnement et remisage** : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant

**7.20 Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux Loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

**7.21** **Utilisation de l'Immeuble** : ne pas permettre ou tolérer que l'Immeuble soit utilisé, en tout ou en partie, à des fins incompatibles avec le Locataire. Une fin incompatible avec le Locataire correspond à un motif important de sécurité ou d'image publique. Pour fins de clarté, un motif important d'image publique correspond à un usage qui serait contraire aux bonnes mœurs. Sans limiter la portée de ce qui précède, une utilisation à des fins incompatibles comprend notamment une garderie (ou un CPE) en ce qui concerne un motif important de sécurité ou un établissement détenant un permis d'alcool fermant ses portes après minuit, tel un bar ou une discothèque, à l'exception d'un établissement utilisé exclusivement comme restaurant ou restaurant-bar, en ce qui concerne un motif important d'image publique. Le Locateur s'engage à prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute telle utilisation incompatible.

## ARTICLE 8
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

**8.1** **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, sous la forme d'un avis de bail seulement. Il est entendu que l'avis de bail ne doit pas contenir de termes monétaires, quels qu'ils soient.

**8.2** **Usage** : n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de bureau et entrepôt. Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux Loués et ceci ne constituera pas un changement de destination des Lieux Loués. Par ailleurs, le Locataire aura accès aux Lieux Loués vingt-quatre (24) heures par jour, et ce, sept (7) jours par semaine.

**8.3** **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

**8.4** **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à ses accessoires.

**8.5** **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux Loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

**8.6** **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux Loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et seize heures (16h00).

**8.7** **Entretien ménager** : prendre à sa charge l'entretien ménager des Lieux Loués.

**8.8** **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

**8.9** **Électricité et gaz** : prendre à sa charge et payer directement aux fournisseurs, à compter de la première journée de la Durée du Bail, la dépense en électricité, en gaz et en éclairage afférente aux Lieux Loués.

## ARTICLE 9
## DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

**9.1** **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux Loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux Loués avec toute la diligence

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux Loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

**9.2** **Destruction totale** : Si les Lieux Loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra faire son possible entre-temps pour relocaliser, à ses frais, le Locataire dans le portfolio du Locateur dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes. Si aucuns locaux comparables aux Lieux Loués ne sont disponibles dans le portfolio du Locateur, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

**9.3** **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra mettre fin au Bail dans chacun des cas suivants :

a) dans un délai de trente (30) jours de l'avis écrit du Locateur, dans tous les cas de destruction totale ou partielle, s'il est impossible pour le Locateur de relocaliser le Locataire ;

b) dans un délai de trente (30) jours de l'avis écrit du Locateur indiquant la possibilité de relocaliser le Locataire, seulement si tel avis indique une durée des travaux de réparation de plus de cent vingt (120) jours dans le cas de

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

destruction partielle et de plus de deux cent quarante (240) jours dans le cas de destruction totale ;

c) dans tous les cas de destruction totale ou partielle, dans un délai de trente (30) jours de l'expiration de la durée des travaux de réparation indiquée à l'avis écrit du Locateur, si les travaux de réparation ne sont toujours pas complétés de manière à permettre la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués, dans un délai de soixante (60) jours suivant l'avis du Locateur dans un cas de destruction partielle et de cent vingt (120) jours dans un cas de destruction totale. Il est entendu pour les fins du présent paragraphe que la durée des travaux est calculée à compter de la réception de l'avis écrit du Locateur, plus un délai additionnel de trente (30) jours applicable seulement dans le cas où le Locataire bénéficie de ce délai pour résilier le Bail.

d) dans tous les cas où le Locataire met fin au Bail en vertu du présent article, il ne sera alors tenu de payer le loyer que jusqu'à la date de cette destruction totale ou partielle, selon le cas.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT DU LOCATEUR

**10.1** **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit, à moins qu'il ne soit impossible de remédier au défaut dans ledit délai de trois (3) jours, dans quel cas le Locateur aura droit à une prolongation raisonnable du délai pour lui permettre de remédier au défaut ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage important;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Pour les réparations, de la responsabilité du Locateur en vertu du Bail, urgentes et nécessaires pour la conservation ou l'usage des Lieux Loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

**ARTICLE 11**
**DÉFAUT DU LOCATAIRE**

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trois (3) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

**ARTICLE 12**

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Locateur déclare qu'il peut y avoir de l'amiante dans un flocage recouvrant un secteur du plafond métallique de l'entrepôt de l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Locateur s'engage, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année dans ladite section, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CNESST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 **Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 **Défaut** : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements prévus au présent article, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

## ARTICLE 13
## DIVERS

13.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

**13.5 Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

**13.6 Équipements de communication** : À tout moment pendant la durée du Bail, le Locateur s'engage à mettre à la disposition du Locataire, sur demande du Locataire, un espace sur le toit de l'Édifice afin de permettre au Locataire d'y installer, sujet à la réglementation applicable, des équipements de communication, incluant, sans limitation, une antenne parabolique, des satellites, des soucoupes, une antenne mobile de réception et de transmission, une tour, des systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sans loyer ni autre frais de quelque nature que ce soit. Toutes les dépenses reliées à tout tel équipement, incluant, sans limitation, les coûts d'installation, d'entretien et de réparation ainsi que les coûts d'énergie seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir, à ses frais, tous les permis requis pour opérer un tel équipement.

## ARTICLE 14
## RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

**14.1 Règlement** : Le Locataire a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locateur déclare en avoir pris connaissance.

## ARTICLE 15
## ANNEXES

**15.1 Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux Loués
- Annexe B : Plan du stationnement
- Annexe C : Programme fonctionnel et technique et estimé du coût des travaux fait par le Locateur
- Annexe D : Devis électromécanique
- Annexe E : Plan stratégique de développement durable

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**15.2 Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

## ARTICLE 16
## ÉLECTION DE DOMICILE

**16.1 Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

- Pour le Locateur :

  DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.
  À l'attention du département de location
  333, boul. Décarie, 5e étage
  Montréal, Québec, H4N 3M9
  Téléphone : 514-344-3334
  Télécopieur : 514-344-8027
  Copie conforme : olymbeclegalcanada@olymbec.com

- Pour le Locataire :

  VILLE DE MONTRÉAL
  Direction des transactions immobilières
  Division des Locations
  303, rue Notre Dame Est, 2e étage
  Montréal, Québec, H2Y 3Y8

à l'exception de tous avis visant : un cas d'urgence, une visite des Lieux Loués ou d'un retard de paiement de loyer, auquel cas un simple avis par courriel est suffisant.

**16.2 Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**16.3 Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main ou soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

cet avis, ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

## ARTICLE 17
## COURTIER

**17.1 Commission** : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire. Le Locataire déclare n'avoir retenu les services d'aucun courtier relativement à la présente location.

## ARTICLE 18
## ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

**18.1 Pouvoir** : Le Locateur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le Locateur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Locateur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

**18.2 Transfert de titres** : Advenant le cas où le Locateur désire vendre l'Immeuble, le Locataire aura un droit de refus sur le nouvel acquéreur. Le Locateur sera tenu de fournir au Locataire, le nom et les coordonnées du futur acquéreur avant de procéder à l'aliénation de l'Immeuble. Le Locataire aura alors une période de quinze (15) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires, débutant lorsque le formulaire d'enquête du Locataire aura été complété correctement par le nouvel acquéreur, et devra transmettre par écrit, au Locateur, les résultats de l'enquête de sécurité du nouvel acquéreur. Si le Locateur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acquéreur.

**18.3 Résiliation** : Si les obligations stipulées à l'article 18.2 ne sont pas respectées et que le nouvel acquéreur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité réalisée par le Locataire, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Locateur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locateur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers. Si le Locataire exerce la résiliation du Bail, le Locateur devra rembourser au Locataire la totalité du coût des Travaux d'aménagements payé en vertu de l'article 5.8 du Bail, et ce, dans les trente (30) jours suivants la réception de l'avis de résiliation.

**18.4 Accès** : Seules les personnes ayant fait l'objet d'une enquête de sécurité au préalable seront admises à pénétrer dans les Lieux Loués. À cette fin, le Locateur devra fournir au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la signature du Bail, une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux Loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de sécurité. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux Loués. Le Locateur devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

**18.5 Responsabilité** : Le Locateur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

## ARTICLE 19
## DROIT DE PRÉEMPTION

**19.1 Modalités** : Pendant la durée du Bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant, le Locateur accorde au Locataire le droit de se porter acquéreur de l'Immeuble avant tout autre si le Locateur décidait de le vendre ou autrement l'aliéner, le tout de la manière ci-après prévue. Ce droit dont bénéficie le Locataire signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de l'Immeuble de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi n'étant pas lié au Locateur, ce dernier s'engage à soumettre au Locataire un avis écrit accompagné d'une copie de l'offre d'achat de tout tel tiers, et le Locataire aura le droit prioritaire de se porter acquéreur de l'Immeuble, et ce, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus à toute telle offre.

**19.2 Acceptation** : La décision du Locataire d'exercer son droit de préemption se fera au moyen d'une résolution des autorités municipales compétentes à cet effet, remis au Locateur dans un délai de soixante (60) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi le Locataire sera présumé ne pas vouloir exercer son droit de préemption. Si le Locataire décide d'exercer son droit de préemption et d'acquérir l'Immeuble, l'acte de vente devra

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

être signé dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la résolution des autorités municipales à cet effet.

**19.3** **Refus** : Si le Locataire décide de ne pas exercer son droit de préemption ou s'il ne remet pas la résolution requise au Locateur dans le délai prévu, le Locateur pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque motif que ce soit il n'est pas donné suite à cette offre d'achat, il est entendu entre les parties que le droit de préemption du Locataire renaîtra jusqu'à l'échéance du Bail et de toute période de renouvellement, le cas échéant.

## ARTICLE 20
## RÉDUCTION DES LIEUX LOUÉS

**20.1** **Modalités :** Le Locataire pourra remettre au Locateur jusqu'à treize mille trois cent huit pieds carrés (13 308 pi²) des Lieux Loués, soit l'espace identifié en orange à l'**Annexe A** jointe au présent Bail (ci-après « l'espace ENPQ »). Pour se prévaloir de ce droit, le Locataire devra aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au plus tard le 1er avril 2023, à défaut de quoi ce droit deviendra caduc.

**20.2** **Réduction du loyer :** Si les Lieux Loués sont ainsi réduits, le loyer payable sera ajusté au prorata de la nouvelle Superficie locative des Lieux Loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice, et ce, à compter de la date de remise de cette superficie par le Locataire.

**20.3** **Réduction du coût des Travaux d'aménagement :** Si les Lieux Loués sont ainsi réduits, le coût des Travaux d'aménagement payable en vertu de l'article 5.8 du Bail sera réduit d'un million cinq cent cinquante-deux mille deux cent cinquante-quatre dollars (1 552 254 $), excluant les Taxes de vente.

Le montant se détaille comme suit :

- Coût des travaux 1 349 786 $
- Conditions générales 202 468 $
- Pour un total de 1 552 254 $

**20.4** **État des lieux remis :** Le Locateur reprendra la partie des Lieux Loués remise dans son état au moment de la rétrocession et tous travaux nécessaires à la location de celle-ci seront assumés par le Locateur à l'entière exonération du Locataire.

## ARTICLE 21
## DROIT EXCLUSIF

**21.1** **Modalités :** Le Locataire aura, à compter du treizième (13e) mois du Bail, soit à

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

compter du 1er octobre 2024, sous réserve des dispositions du présent Bail, un droit de premier refus au Locataire relativement au local adjacent aux Lieux Loués sis dans l'Immeuble ayant une superficie locative d'approximativement treize mille trois cent seize pieds carrés (13 316 pi²) incluant la proportion de la salle des gicleurs, soit vingt-neuf (29 pi²), hachuré en rouge et identifié comme étant l'espace vacant sur le plan des Lieux Loués ci-joint comme Annexe A (ci-après l'« **Espace Adjacent** ») pour lequel Espace Adjacent le Locateur reçoit une offre de location de bonne foi d'une tierce partie qu'il est prêt à accepter (ci-après le « **Droit de Premier Refus** »). Dans l'éventualité où le Locateur reçoit une offre de location de bonne foi d'une tierce partie eu égard à l'Espace Adjacent (ci-après l'« **Offre du Tiers** »), avant d'accepter ladite Offre du Tiers, le Locateur devra alors aviser le Locataire par écrit et joindra audit avis une copie de l'Offre du Tiers (sans aucune référence au nom et adresse de la tierce partie) (ci-après l' « **Avis d'Offre** »). Le Locataire devra, à l'intérieur d'un délai de cinq (5) jours suivant l'envoi dudit Avis d'Offre, informer le Locateur par écrit de son intention de louer on non l'Espace Adjacent, selon les termes et conditions de l'Offre du Tiers (incluant le taux du loyer nonobstant que le Locataire devra louer l'Espace Adjacent sans améliorations locatives ou travaux du Locateur, ni autre incitatif monétaire ou autre), à défaut de quoi le Droit de Premier Refus deviendra automatiquement nul et non avenu et le Locateur pourra louer ledit Espace Adjacent à une tierce partie et ce, sans qu'aucun autre avis ne soit nécessaire au Locataire. À titre de clarté, advenant que le Droit de Premier Refus devienne automatiquement nul et non avenu selon ce qui précède, le Locateur n'aura plus à aviser le Locataire de toute offre de location qu'il recevra quant à l'Espace Adjacent.

Le présent Droit de Premier Refus est un droit personnel au Locataire et il est expressément convenu que ledit Droit de Premier Refus est sujet à tout autre droit existant des autres locataires déjà accordé en date de signature des présentes par le Locateur et n'est aucunement transférable et ne peut être assigné à une tierce partie.

**21.2 Ajustement du loyer :** Si la superficie des Lieux Loués est ainsi augmentée, le loyer payable, qui sera le même que pour les Lieux Loués, sera ajusté au prorata de la nouvelle Superficie locative des Lieux Loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice, et ce, à compter de la date de prise de possession de cette superficie additionnelle par le Locataire.

**21.3 Conformité :** Les Lieux Loués ainsi augmentés devront demeurer conformes aux lois et aux règlements en vigueur et, si nécessaire, faire l'objet de travaux correctifs par le Locateur, lesquels seront remboursés par le Locataire suite à l'autorisation écrite de son représentant.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, en simple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

**DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.**

Le 4 NOVEMBRE 2022.

~~Derek Stern, secrétaire~~ DIMITRI MARCOS

Montréal, le 9 e jour de janvier 2023

**VILLE DE MONTRÉAL**

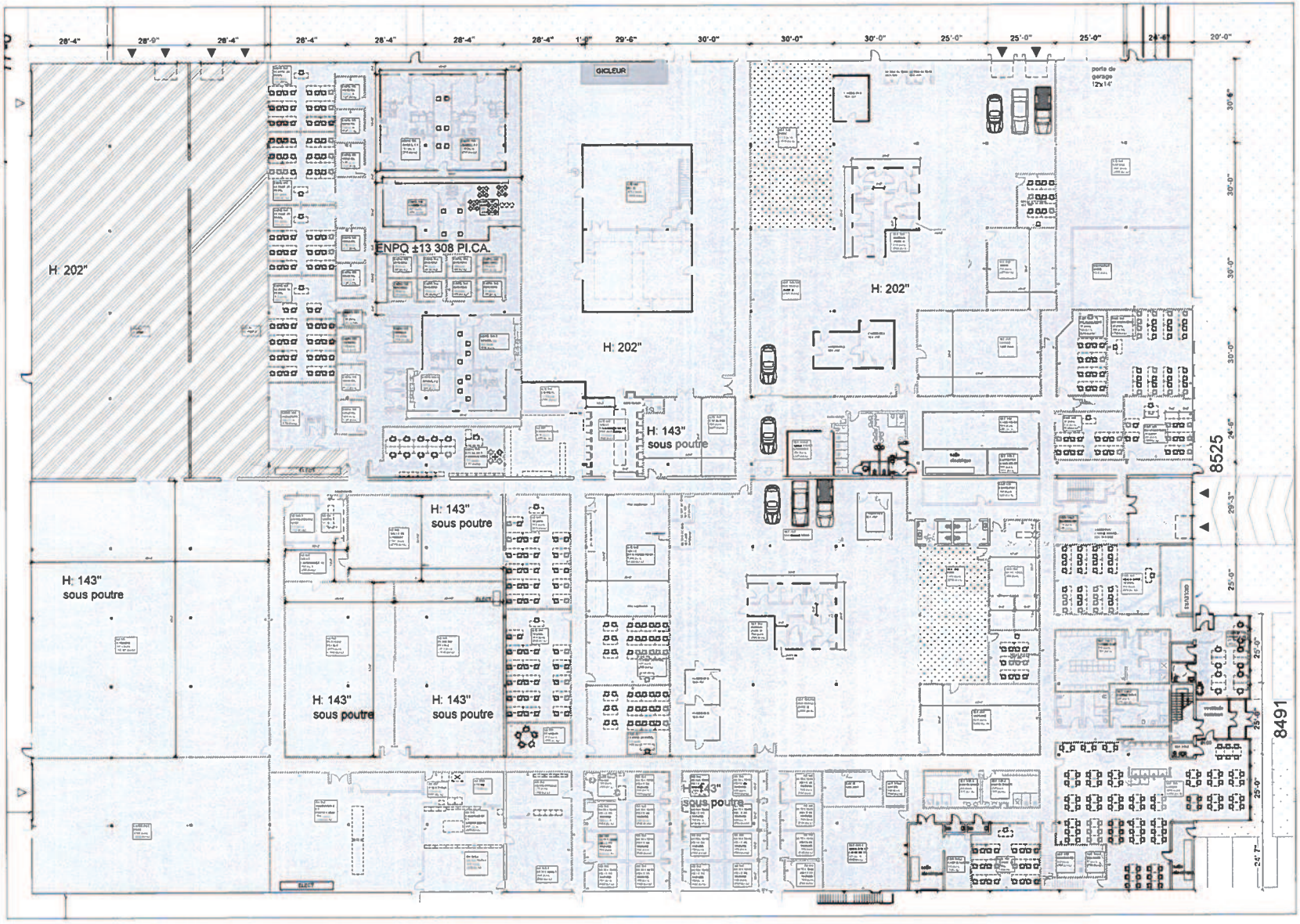
Par : Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Cet addenda no.1 a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le 22 e jour de décembre 2022. (Résolution: CG22 0772).

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

ANNEXE A

| Initiales/Initials | |
|---|---|
| Locateur/Lessor | |
| Locataire/Lessee | |




| | | |
|---|---|---|
| 18 | pour info | 25/04/2022 |
| 17 | pour info | 14/04/2022 |
| 16 | pour info | 14/04/2022 |

SALLE DE GICLEUR COMMUNE 296 pi.c.a.

Olymbec vacant 13 287 pi.c.a. NET + 29 pi.c.a.(salle gicleur) = 13 316 pi.c.a.

SPVM centre de formation RDC 100 648 pi.c.a. + 267 pi.c.a. (salle gicleur) = 100 915 pi.c.a.

SPVM centre de formation ETAGE 11 326 pi.c.a.

ENPQ 13 308 pi.c.a.

SUPERFICIE TOTALE DU BATIMENT 138 849 PI.C.A.

Donc la superficie totale du SPVM est de 100 915 + 11 326 + 13 308 = 125 549 pi.c.a.

murs existants
nouveaux murs proposés
murs de gypse STC 50.
murs de bloc STC 50

OLYMBEC

333 Des Ans Suite 500
Ville St. Laurent, Quebec H4N 3M9
T 514 344-3720 Fax (514) 344-0027
WWW.OLYMBEC.COM

SPVM centre de formation
8491 Ernest Cormier

PLAN DE BLOCAGE RDC

*Note That All Dimensions Are Approximate. Dimensions Indicated Take Precedence over scaled dimensions

Construction Personnel to verify plans Prior to Final Construction

| Initiales/Initials | |
|---|---|
| Locateur/Lessor | |
| Locataire/Lessee | |




2
1 PLAN DU 2E ETAGE

| | | |
|---|---|---|
| 18 | pour info | 25/04/2022 |
| 17 | pour info | 14/04/2022 |
| 16 | pour info | 11/04/2022 |

SPVM centre de formation
à l'ETAGE : 11 326 pi.ca.


OLYMBEC

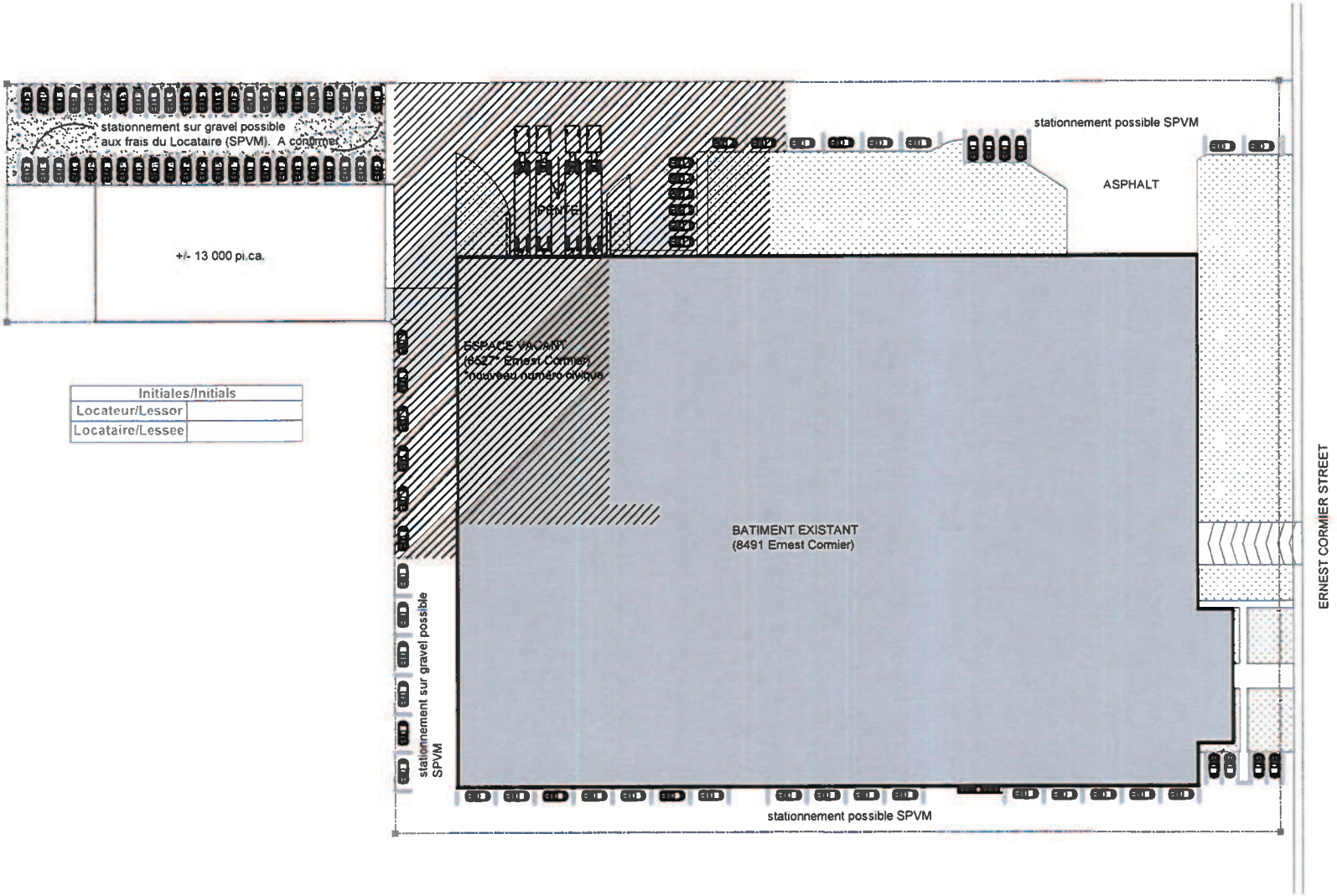

SPVM centre de formation
8491 Ernest Cormier

PLAN DE BLOCAGE ETAGE

M.L.

*Note That All Dimensions Are Approximate Dimensions Indicated Take Precedence over scaled dimensions Construction Personnel to verify plans Prior to Final construction

# ANNEXE B




| Initiales/Initials | |
|---|---|
| Locateur/Lessor | |
| Locataire/Lessee | |

Legende/ Legend

: Zone réservée pour l'espace vacant (8527 E. Cormier)

Plan Clé/
Key Plan

| no. | révision/issue | date |
|---|---|---|
| 18 | pour info | 25/04/2022 |

Titre/Title :
Plan du Site/ Site Plan

Échelle/Scale N.T.S.
Dessiné par/ Drawn By M.L.
Date Oct-28-2021
Nom et Localisation du Projet/ Project Name and Location
8491-8525 Ernest Cormier, Anjou, Qc.
Suite/Room #

OLYMBEC
333 Décarie
5th floor, St. Laurent
Quebec H4N 3M9
Tel. (514) 344-3334
WWW.OLYMBEC.COM

*Veuillez noter que les dimensions indiquees sont approximatives et peuvent changer sans avis/ Note That All Dimensions Are Approximate and subject to change without notice

Annexe D

Devis d'entretien électromécanique

## TABLE DES MATIÈRES


**7.1 GÉNÉRALITÉS**

7.1.1 PORTÉE
7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

**7.2 TRAVAUX**

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL
7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL
7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX




| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

# 7.1 GÉNÉRALITÉS

## 7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

## 7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

## 7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

## 7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS



| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

### 7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

## 7.2 TRAVAUX

### 7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

### 7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai de 24 heures au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.



| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

### 7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

# Annexe E

## Les directives 01, 04 et 05

## du Plan stratégique de développement durable

# Directive # 01
# Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

## 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

## 1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

## 2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

## 3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

## 4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

## 5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

# Directive # 04
# Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

## 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

## 1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

## 2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

## 3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- ( P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

## RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

## 4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

---

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

# Directive # 05
# Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

## 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

## 2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

## 3. DÉFINITIONS

**Déchets de CRD** : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

**Valorisation des déchets de CRD** : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

**Réutilisation** : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

**Déconstruction sélective** : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

**Filière d'élimination** : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

**Séparation à la source** : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

**Métaux non-ferreux** : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

## 4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

| | |
|---|---|
| Le bois | La terre |
| Le métal | Les résidus verts |
| Le roc et le béton | Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique) |

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

## 5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

## 6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

## 7. RÉFÉRENCES INTERNET

SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
**Écocentres, guide de gestion** :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
**Recyc-Québec** : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/clent/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
**Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ)** : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
**Mélimax** : www.mélimax.com
**Multi Recyclage S.D.** : www.multirecyclage.com
**Éco-réno** : www.ecoreno.com
**Boytech Démolition** : www.boytechdemolition.com
**Habitat pour l'Humanité / Re Store** : www.habitatmontreal.qc.ca

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

| Assemblée ordinaire du jeudi 18 mai 2023<br>Séance tenue le 18 mai 2023 | Résolution: CG23 0226 |
|---|---|

**Approuver la convention de modification de bail par laquelle la Ville de Montréal et Développement Olymbec inc., souhaitent modifier le bail initial (CG22 0772) pour les espaces situés au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, afin de permettre de sous-louer une partie des lieux loués / Approuver la convention par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à la Société québécoise des infrastructures, pour la période du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2033, un espace de 13 308 pieds carrés pour les besoins de l'École nationale de la police du Québec, pour une recette totale de 2 398 765,42 $, excluant les taxes**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 26 avril 2023 par sa résolution CE23 0644;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

1- d'approuver la convention de modification de bail par laquelle la Ville de Montréal et Développement Olymbec inc. souhaitent modifier le bail initial pour les espaces situés au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, afin de permettre de sous-louer une partie des lieux loués, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail;

2- d'approuver la convention de sous-bail par laquelle la Ville de Montréal sous-loue à la Société québécoise des infrastructures, pour la période du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2033, un espace de 13 308 pieds carrés pour les besoins de l'École nationale de la police du Québec, pour une recette totale de 2 398 765,42 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de sous-bail;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1238042001
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 19 mai 2023

**COPIE CERTIFIÉE**

**GREFFIER DE LA VILLE**

# CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

**ENTRE :** **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.,** une personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, boulevard Décarie, 5e étage, Montréal, Québec, H4N 3M9, ici représentée par Monsieur Dimitri Marcos, gestionnaire, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après nommée le « **Locataire** ».

**OBJET :** **8491-8525, rue Ernest-Cormier**

**LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :**

**ATTENDU QUE** le Locataire a conclu un bail avec le Locateur le 9 janvier 2023 (ci-après le « **Bail** »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, à Montréal (ci-après les « **Lieux loués** »), pour un terme de dix ans (10) ans, débutant le 1er novembre 2023 et se terminant le 31 octobre 2033, le tout selon les termes et conditions qui y sont stipulés;

**ATTENDU QUE** le Locataire et le Locateur désirent apporter des modifications au Bail permettant au Locataire de sous-loué 13 308 pi² (tels qu'identifiés plus amplement à l'article 20 du Bail et ci-après les « **Lieux Sous-loués** »), des Lieux loués à **SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES** (ci-après le « **Sous-locataire** »), afin de loger l'École nationale de police du Québec ;

**ATTENDU QUE** le Locateur consent au Sous-bail, sous réserve des termes et conditions ci-après stipulés.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:**

## ARTICLE 1
## PRÉAMBULE

**1.0** Le préambule fait partie intégrante de la présente Convention de modification du Bail.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 2
## MODIFICATIONS

**2.0 Modifications :**

**Ajout des alinéas suivants à l'article 7.15.**

Le Locateur autorise l'installation d'un drapeau à l'extérieur de l'édifice, le tout conformément aux dispositions du paragraphe suivant.

Le Locataire et le Sous-Locataire pourront installer, à leurs frais, à l'extérieur de l'édifice le drapeau du Québec, et le remplacé, toujours à leurs frais, conformément à l'article 6 du Bail. Suivant l'installation et/ou le retrait de tout équipement nécessaire audit drapeau, le Locataire et le Sous-Locataire devront, à leurs frais, réparer tout dommage et remettre l'édifice dans la condition initiale, compte tenu de son vieillissement ou de l'usure normale. L'entretien dudit drapeau extérieur sera à la charge du Locataire et du Sous-Locataire. Pour fins de clarté, à l'exception d'autoriser l'installation d'un drapeau à l'extérieur de l'édifice, le présent article n'ajoute aucune obligation au Locateur.

**Ajout de l'alinéa suivant à l'article 7.20 paragraphe b.**

Le Locateur accepte, mais à l'égard uniquement des Lieux Sous-loués par le Sous-locataire, que le Sous-Locataire s'auto-assure, et ce, malgré les obligations mentionnées au paragraphe b) de l'article 7.20 du Bail.

**Ajout de l'alinéa suivant à l'article 7.20 paragraphe c.**

Le Locateur accepte, mais à l'égard uniquement des Lieux Sous-loués par le Sous-locataire, que le paragraphe c) de la clause 7.20 du Bail s'interprète afin que le Sous-Locataire soit solidairement responsable avec du Locataire de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail, mais uniquement quant aux Lieux Sous-Loués.

**Ajout des alinéas suivants à l'article 18.4.**

Le Locateur, incluant leurs administrateurs, dirigeants, représentants et mandataires, ainsi que le personnel du Locateur et/ou des prestataires de services du Locateur rencontrent, en tout temps, les exigences de la Sûreté du Québec en matière de confidentialité et de sécurité.

À cet effet mais sous réserve des dispositions du Sous-Bail à intervenir avec le Sous-Locataire, le Locateur consent à ce que les enquêtes et vérifications jugées appropriées soient effectuées par les autorités compétentes du Sous-Locataire à l'égard de toute personne œuvrant dans l'Immeuble et plus particulièrement les personnes affectées à la gestion du Sous-Bail. Pour ce faire, le Locateur s'engage à fournir toute information utile aux fins de telles vérifications ainsi que, le cas échéant, à obtenir le consentement des personnes sujettes à ces vérifications.

De plus, le Locateur reconnait et accepte, suite aux vérifications, enquêtes et recommandations des autorités compétentes mais sous réserve des dispositions du Sous-Bail à intervenir avec le Sous-Locataire, de voir à remplacer ou prendre les dispositions nécessaires pour que toute personne ayant fait l'objet d'une telle mention soit remplacée.

Nonobstant ce qui précède, il entendu que les exigences de confidentialité et de sécurité mentionnées aux présentes ne peuvent pas être plus onéreuses envers le Locateur,

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

incluant ses administrateurs, dirigeants, représentants et mandataires, ainsi que le personnel du Locateur et/ou des prestataires de services du Locateur, que celles découlant de l'article 18.0 du Bail dans sa version initiale avant la présente Convention de modification.

**ARTICLE 3**
**AUTRES CONDITIONS**

**3.1** À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, de façon électronique la présente convention de modification. Les parties et l'intervenant acceptent de recevoir une copie signée en version électronique.

Le 30 MARS 2023

**LOCATEUR**

par : Dimitri Marcos

Le 24e jour de mai 2023

**VILLE DE MONTRÉAL**

par : Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Ce bail a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le 18e jour de mai 2023. (Résolution: CG23 0226).

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

| Montréal | Assemblée du 23 janvier 2006<br>Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006<br>Numéro de la résolution CG06 0006 |
|---|---|

Article 30.05 **Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Colette Fraser
Greffière adjointe

(certifié conforme)

GREFFIÈRE ADJOINTE

**COPIE CERTIFIÉE**

**GREFFIER DE LA VILLE**

Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

| | |
|---|---|
| Assemblée ordinaire du jeudi 19 juin 2025<br>Séance tenue le 19 juin 2025 | Résolution: CG25 0363 |

**Approuver le projet de deuxième convention de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de sept ans et sept mois, à compter du 1er avril 2026, un espace d'une superficie de 13 316 pieds carrés situé au 8491 - 8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer additionnel de 1 663 949,55 $, taxes incluses / Prévoir un ajustement à la base budgétaire du Service de la gestion et planification des immeubles pour 2026 au montant de 7 086,66 $ et pour 2027 à 2033, au montant total de 64 567,31 $ / Prévoir un ajustement à la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2026, au montant de 142 597,38 $, et pour 2027 à 2033, au montant total de 1 376 810,35 $ - Dépense totale de 5 766 545 $**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 juin 2025 par sa résolution CE25 1004;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Émilie Thuillier

Et résolu :

1- d'approuver le projet de deuxième convention de modification du bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., un espace situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, d'une superficie de 13 316 pieds carrés, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de sept ans et sept mois, à compter du 1er avril 2026, moyennant un loyer total de 1 742 419,99 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions de la convention de modification du bail;

2- d'autoriser le coût des travaux et des contingences, payable à Développement Olymbec inc., représentant un montant total de 3 851 662,50 $, taxes incluses;

3- d'autoriser une dépense de 172 462,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de prévoir un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles, pour la période de 2026 à 2033, pour un montant total de 71 653,97 $, net de ristournes, tel que décrit dans la certification de fonds;

5- de prévoir un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière, pour la période de 2026 à 2033, pour un montant total de 1 519 407,73 $, net de ristournes, tel que décrit dans la certification de fonds;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.56 1254565006
/gd

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 20 juin 2025

**COPIE CERTIFIÉE**

**GREFFIER DE LA VILLE**

Montréal
**Service de la gestion et de la planification immobilière**
Division des transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Le 9 avril 2026

Monsieur Michael Matthews
Vice-président Locations
Développement Olymbec Inc.
333 boul. Decarie, 5e Étage
Montréal, Québec H4N 3M9

**Objet : Date de début de la 2e convention de modification du Bail**
**8491A Ernest-Cormier - SPVM**

Monsieur,

Tel que convenu entre les parties, nous confirmons que la date de début du bail pour la 2e convention de modification du Bail débute le 1er avril 2026 et se terminera le 30 novembre 2033. Par conséquent, le Locataire commencera à payer au Locateur le loyer pour les Lieux loués agrandis rétroactivement au 1er avril 2026. De plus, les compteurs d'électricité et gaz pour les Lieux loués agrandis seront transférés au nom du Locataire rétroactivement à compter du 1er avril 2026.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

Annie Bertrand
Conseillère en immobilier
Téléphone : 514-280-4275

## Maxime LAROCQUE

**De:** Annie BERTRAND
**Envoyé:** 9 avril 2026 00:17
**À:** Maxime LAROCQUE
**Cc:** Joel GAUDET
**Objet:** Loyer 8525 Ernest-Cormier #8240

Allo Maxime,

À la suite de notre rencontre avec Olymbec en mars, je te confirme que le SSI a convenu de commencer à payer le loyer de l'agrandissement de 13,316 pi² à Ernest-Cormier a/c du 01/04/2026. Merci de verser le tout rétroactivement avec le loyer du mois de mai 2026.

Salutations,

Annie Bertrand
Conseillère en immobilier
Cellulaire 514-755-1282

Ville de Montréal
Service de la stratégie immobilière
Division Locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
annie.bertrand@montreal.ca

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Docusign Envelope ID: 92CAAAD1-DAA2-4D85-B713-6BDC3C968A68

# Bail

# # 8240-001

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 92CAAAD1-DAA2-4D85-B713-6BDC3C968A68



# Deuxième convention de modification du bail

**ENTRE :** **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.** une personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, Boul. Décarie, 5e étage, à la Ville de Montréal, province de Québec, H4N 3M9, ici représentée par Monsieur Derek Stern, son secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes; tel qu'il le déclare.

T.V.Q.: 1217296397 TQ0001

T.P.S. : 833426604 RT0001

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et e l'artlcle 96 de la Lol sur les cltés et vllles :

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**ATTENDU QUE** le 9 janvier 2023, Locataire a conclu un bail avec le Locateur (ci-après le « Bail »), concernant des locaux d'une superficie locative de 125 549 pi² dans l'édifice situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, à Montréal (ci-après les « Lieux loués »), pour un terme de dix ans (10) ans, débutant le 1er novembre 2023 et se terminant le 31 octobre 2033, le tout selon les termes et conditions qui y sont stipulés;

**ATTENDU QUE** le numéro du Bail sur la première page dudit Bail devrait se lire # 8240-001 plutôt que # 8040-001;

**ATTENDU QUE** le Locataire a conclu une convention de modification du bail avec le Locateur (ci-après la « Première convention de modification du Bail »), laquelle Première convention de modification du Bail a été signée le 30 mars 2023 par le Locateur et le 24 mai 2023 par le Locataire, pour permettre au Locataire de sous-louer 13 308 pi² des

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 92CAAAD1-DAA2-4D85-B713-6BDC3C968A68



Lieux loués à la Société québécoise des infrastructures afin d'y loger l'École nationale de police du Québec;

**ATTENDU QUE** les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entre autres choses, d'augmenter la superficie des Lieux loués selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

**EN CONSEQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

**1 Préambule**

Le préambule ci-dessus et l'annexe « A » font partie intégrante du Bail.

**2 Lieux loués agrandis**

Les Lieux loués agrandis sont les locaux de l'Édifice sis au 8491-8525 rue Ernest-Cormier tel que présenté en « couleur » à l'annexe A de la présente convention de modification.

Pour fins de clarté, à l'exception des termes et conditions prévus à la présente convention de modification du Bail, tous les termes et conditions du Bail et de la Première convention de modification du Bail, le cas échéant, s'appliquent *mutatis mutandis* aux Lieux loués agrandis.

**3 Superficie locative des Lieux loués**

La Superficie locative augmentée des Lieux loués est fixée à treize mille trois cent seize pieds carrés (13 316 pi²) pour atteindre la nouvelle Superficie locative des Lieux loués de cent trente-huit mille huit cent soixante-cinq pieds carrés (138 865 pi²) pour les fins de la présente convention de modification, telle que déclarée par le Locateur, et acceptée par le Locataire.

**4 Quote-part d'occupation**

La nouvelle Superficie locative des Lieux loués équivaut à cent pour cent (100 %) de la superficie locative de l'Édifice.

**5 Durée**

La présente convention de modification débute à la dernière des dates suivantes : le 1er avril 2026 ou le premier jour suivant l'acceptation provisoire des travaux d'aménagement et se termine le 31 octobre 2033.

**6 Loyer**

Le loyer des Lieux loués agrandis, qui inclut les Frais d'exploitation (incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager), se compose des coûts unitaires annuels suivants :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 92CAAAD1-DAA2-4D85-B713-6BDC3C968A68



**Pour la période du 1er avril 2026 au 31 octobre 2027**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel | 9,00 $/pi² |
| ► Taxes foncières sujet à l'article 4.3 du Bail | 1,75 $/pi² |
| ► Frais d'exploitation sujet à l'article 4.4 du Bail | 2,85 $/pi² |
| **Total :** | **13,60 $/pi²** |

**Pour la période du 1er novembre 2027 au 31 octobre 2030**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel | 9,50 $/pi² |
| ► Taxes foncières sujet à l'article 4.3 du Bail | 1,75 $/pi² |
| ► Frais d'exploitation, sujet à l'article 4.4 du Bail | 2,95 $/pi² |
| **Total :** | **14,20 $/pi²** |

**Pour la période du 1er novembre 2030 au 31 octobre 2033**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel | 10,00 $/pi² |
| ► Taxes foncières sujet à l'article 4.3 du Bail | 1,75 $/pi² |
| ► Frais d'exploitation, sujet à l'article 4.4 du Bail | 3,10 $/pi² |
| **Total :** | **14,85 $/pi²** |

## 7 Travaux d'aménagement

Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique du SPVM, les Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis requis par le Locataire incluant les Travaux de base du Locateur et devra respecter les dispositions du Bail à cet effet de même que le plan de blocage.

## 8 Fin des Travaux d'aménagement

Les Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire préparée par un Expert et acceptée par le Locataire, au plus tard le 31 mars 2026. Il est entendu entre les parties qu'il n'y aura pas de période d'emménagement.

## 9 Paiement des Travaux d'aménagement

Le coût des Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis, incluant les honoraires professionnels, lequel représente un montant forfaitaire maximum de trois millions dollars (3 000 000 $), excluant les Taxes de vente.

Le coût des Tavaux d'aménagement des Lieux loués agrandis est payable au Locateur sur présentation d'une facture comme suit : trente-cinq pour cent (35%) lorsque trente-cinq pour cent (35%) des Travaux d'aménagement seront complétés et certifiés par un

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 92CAAAD1-DAA2-4D85-B713-6BDC3C968A68



Expert, trente-cinq pour cent (35%) lorsque trente-cinq pour cent (35%) des Travaux d'aménagement seront complétés et certifiés par un Expert, vingt-cinq pour cent (25%) lors de l'acceptation provisoire des travaux et cinq pour cent (5 %), lors de l'acceptation définitive des travaux.

**10 Dispositions générales**

Sous réserve des dispositions et engagements de cette convention de modification faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail et de la Première convention de modification du Bail, le cas échéant, demeurent inchangés et continuent de s'appliquer entre les parties.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

**DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC**

Le 2025-May-29 | 14:28 PDT 2025.

DocuSigned by:

3C3E0BDB3CA74AB...

Derek Stern, secrétaire

**VILLE DE MONTRÉAL**

Le 8 juillet 2025.

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Cette 2e modification du bail a été approuvées par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, 19e jour de juin 2025. (Résolution: CG25 0363).

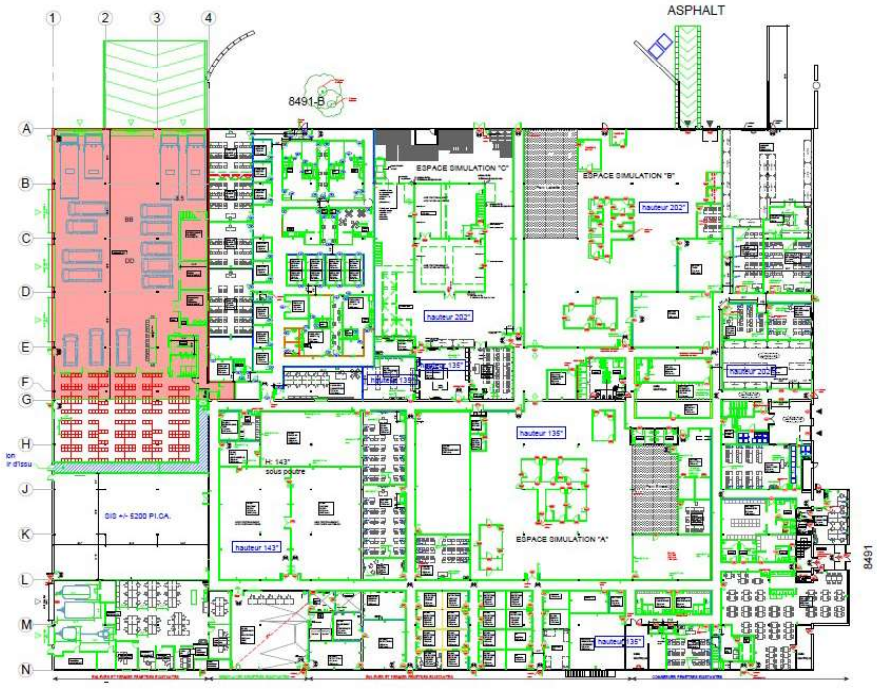
| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 92CAAAD1-DAA2-4D85-B713-6BDC3C968A68



Annexe A

Plan des Lieux loués




| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

| Montréal | Assemblée du 23 janvier 2006<br>Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006<br>Numéro de la résolution CG06 0006 |
|---|---|

Article 30.05 **Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Colette Fraser
Greffière adjointe

(certifié conforme)

GREFFIÈRE ADJOINTE

**COPIE CERTIFIÉE**

**GREFFIER DE LA VILLE**

**Bail**

**# 8240-001**

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

# Troisième convention de modification du bail

**ENTRE :** **DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC.** une personne morale constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 333, Boul. Décarie, 5e étage, à la Ville de Montréal, province de Québec, H4N 3M9, ici représentée par Monsieur Derek Stern, son secrétaire, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

T.V.Q.: 1217296397 TQ0001

T.P.S. : 833426604 RT0001

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**ATTENDU QUE** le 9 janvier 2023, Locataire a conclu un bail avec le Locateur (ci-après le « Bail initial »), concernant des locaux d'une superficie locative de 125 549 pi² dans l'édifice situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, à Montréal (ci-après les « Lieux loués »), pour un terme de dix ans (10) ans, débutant le 1er novembre 2023 et se terminant le 31 octobre 2033, le tout selon les termes et conditions qui y sont stipulés;

**ATTENDU QUE** le numéro du Bail sur la première page dudit Bail devrait se lire # 8240-001 plutôt que # 8040-001;

**ATTENDU QUE** le Locataire a conclu une convention de modification du bail avec le Locateur (ci-après la « Première convention de modification du Bail »), laquelle Première convention de modification du Bail a été signée le 30 mars 2023 par le Locateur et le 24 mai 2023 par le Locataire, pour permettre au Locataire de sous-louer 13 308 pi² des Lieux loués à la Société québécoise des infrastructures afin d'y loger l'École nationale de police

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

du Québec;

**ATTENDU QUE** le Locataire a conclu une deuxième convention de modification du bail avec le Locateur (ci-après la « Deuxième convention de modification du Bail »), laquelle Deuxième convention de modification du Bail a été signée le 29 mai 2025 par le Locateur et le 8 juillet 2025 par le Locataire, pour augmenter de 13 316 pi² la Superficie locative des Lieux loués débutant le 1er avril 2026;

**ATTENDU QU'** à la demande du Locataire, les Travaux d'aménagement du Locataire ont été interrompus vers le 17 octobre 2025 afin de permettre au Locateur d'évaluer les Travaux de base en protection sismique et d'estimer les Travaux d'aménagements supplémentaires requis par le Locataire ;

**ATTENDU QUE** le Locataire a demandé au Locateur des travaux d'aménagement additionnels aux Lieux loués agrandis;

**ATTENDU QUE** les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entre autres choses, d'exercer la première option de renouvellement de 5 ans prévue au Bail dans le but d'amortir les travaux d'aménagement additionnels requis selon les mêmes termes et conditions que le Bail, sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

**ATTENDU QUE** le Bail initial, la première convention de modification de Bail et la Deuxième convention de modification du Bail sont collectivement appelés le « Bail » :

**EN CONSEQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

## 1 Préambule

Le préambule ci-dessus et les annexes « A » et « B » des présentes font partie intégrante du Bail.

## 2 Durée prolongé et options de renouvellement

### 2.1 Durée prolongée

Le Terme du Bail est prolongé pour une durée de cinq (5) ans débutant le 1er novembre 2033 et se terminant le 31 octobre 2038 (le « **Premier Terme Prolongé** »).

### 2.2 Options de renouvellement

Pour fins de clarté, le Locataire ne détient plus que deux (2) options de renouvellement de cinq (5) ans chacun à l'article 3.2 du Bail initial.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

## 6 Loyer pour le Premier Terme Prolongé

6.1 Le Loyer de base annuel pour le Premier Terme Prolongé

Le loyer de base annuel pour la période du 1er novembre 2033 au 31 octobre 2038 est établi à douze dollars et soixante-quinze cents par pied carré (12,75 $/pi²) de la Superficie locative des Lieux loués (soit 138 865 pi²).

6.2 Le Loyer unitaire pour le Premier Terme Prolongé

Le loyer, qui inclut les Frais d'exploitation (incluant 15% frais gestion-administration et excluant la consommation électrique et l'entretien ménager), pour la période du 1er novembre 2033 au 31 octobre 2038, se compose des coûts unitaires annuels suivants :

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base annuel (tel que mentionné à l'article 6.1 ci-dessus) | 12,75 $/pi² |
| ► Taxes foncières sujet à l'article 4.3 du Bail initial | 1,75 $/pi² |
| ► Frais d'exploitation sujet à l'article 4.4 du Bail initial | 3,25 $/pi² |
| **Total :** | **17,75 $/pi²** |

## 7 Autres modifications

L'article 7.3 du Bail initial est remplacé par :

**Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au Devis de performance technique joint au Bail initial à l'annexe D.

Il est entendu entre les parties que l'entretien réparation des Lieux loués qui ne sont pas causés par l'usure normale, incluant les dommages causés aux portes de garage par le Locataire (« les Réparations locatives ») seront effectués par le Locateur, mais aux frais du Locataire, sous réserve d'un montant maximum annuel de 25 000 $, plus les taxes applicables (le « Seuil d'Exemption »).

Si le coût réel défrayé des Réparations locatives au cours d'une année est supérieur au Seuil d'Exemption, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera l'excédent du Seuil d'Exemption au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception du rapport de vérification des Frais d'exploitation préparé annuellement par un représentant du Locateur dans les mois suivant la date

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

d’anniversaire, accompagné des pièces justificatives raisonnables et appropriées. À des fins de précision, le « coût réel défrayé des Réparations locatives » mentionné au début du présent alinéa inclut automatiquement un minimum de deux (2) heures de travail ainsi que les frais de déplacement, et ce, pour chaque appel de service à l’exception de ce qui suit : le coût de tout appel de service pour une toilette bouchée causée par la négligence du Locataire (ainsi que tous employés, représentants, occupants, invités et toute autre personnes), incluant, sans limitation, un excès de papier de toilette, du « papier brun », une ou des lingettes et/ou autre article hygiénique, un objet étranger de quelque nature que ce soit ou tout autre raison similaire, sera un minimum de mille dollars (1 000 $), plus les taxes applicables, pour les quatre (4) premiers appels de service à cet effet, ce montant minimal augmentera à mille cinq cents dollars (1 500 $), plus les taxes applicables, à partir du cinquième 5$^{e}$ appel de service (il est entendu que ce coût sera automatiquement augmenté à mille trois cents dollars (1 300 $), plus les taxes applicables, pour les quatre (4) premiers appels de service à cet effet, et à mille huit cents dollars (1800 $) à partir du cinquième (5$^{e}$) appel de service, et ce, à partir du 1$^{er}$ novembre 2033).

Il est entendu que toutes les toilettes résidentielles seront converties en toilettes commerciales dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la signature des présentes par les parties.

Pour fins de clarté, il est entendu entre les parties que si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d’une année est inférieur au Seuil d’Exemption, le Locataire ne pourra ni réclamer la somme non utilisée ni reporter à l’année suivante la somme non utilisée. Le Seuil d’Exemption se réinitialisera à chaque anniversaire du Bail.

À compter du 1er novembre 2033 jusqu’au 31 octobre 2038, le Seuil d’Exemption sera augmenté à trente mille dollars (30 000 $).

L’article 7.4 du Bail initial est remplacé par :

**Entretien extérieur** : maintenir l’extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse, élaguer/couper les branches d’arbres nuisibles, et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l’utilisation de pesticides et d’herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès (sortir la neige hors du site (terrain) dans un délai de 48 heures), dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement, le terrain adjacent, et ce, dans un délai raisonnable à chaque accumulation de neige, et répandre les abrasifs et du fondant

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

lorsque requis (voir le plan de déneigement joint en annexe A), le tout sous réserve de toute condition météorologique/climatique hors de l'ordinaire et/ou de variation de température ou condition météorologique/climatique brusque ; et

c) nettoyer les vitres extérieures (deux (2) fois par année).

**8 Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis**

Le Locateur devra poursuivre, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique du SPVM joint en annexe C au Bail initial et conformément aux documents joints en annexe B de la présente convention de modification, les Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis requis par le Locataire incluant les Travaux de base du Locateur et devra respecter les dispositions du Bail à cet effet de même que le plan de blocage.

**9 Fin des Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis**

Les Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire préparée par un Expert et acceptée par le Locataire, au plus tard le 31 mars 2027. Il est entendu entre les parties qu'il n'y aura pas de période d'emménagement.

**10 Coût des Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis**

Le coût total des Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis liés à la Deuxième convention de modification du Bail, incluant les honoraires professionnels et les Travaux de base pour le rehaussement de la protection sismique de niveau 3, représente un montant forfaitaire supplémentaire maximum de **un million six cent mille de dollars (1 600 000 $)**, excluant les Taxes de vente. Le montant total se détaille comme suit :

- Un million de dollars (1 000 000 $) : Travaux d'aménagement supplémentaires du Locataire
- Six cent mille dollars (600 000 $) : Rehaussement de la protection sismique de niveau 3

Le Locataire approuve par les présentes les Travaux de base du rehaussement de la protection sismique de niveau 3 que fera le Locateur, incluant, sans limitation, leurs spécificités et l'étendu de ceux-ci. Pour fins de clarté, ces travaux du rehaussement de la protection sismique de niveau 3 sont précisés au document préparé par NCK inc., portant le titre 3300 Olymbec, joint à l'Annexe B des présentes (sous l'onglet « Positionnement des contreventements structure »). Il est convenu entre les parties qu'aucuns autres Travaux de base (sauf ceux du rehaussement de la protection sismique de niveau 3 mentionnés expressément à la présente Deuxième convention de modification du Bail) ne seront effectués par le Locateur.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Pour fins de clarté et afin d'éviter tout malentendu, le coût des Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis (1 600 000 $) mentionnés au présent article 10 est en sus et s'additionnent au coût des Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis au montant de trois millions de dollars (3 000 000 $), plus les Taxes de vente, mentionnés à l'article 9 du Deuxième convention de modification du Bail. Pour plus de clarté, le coût total des Travaux d'aménagement pour les Lieux loués agrandis est de quatre million six cents mille dollars (4 600 000 $), plus les Taxes de vente.

Finalement, il est convenu entre les parties que le Locateur assumera le montant de six cent mille dollars (600 000 $), plus les taxes applicables, pour les Travaux de base liés au rehaussement de la protection sismique de niveau 3 des Lieux loués agrandis, lequel montant sera appliqué comme crédit sur le coût total des Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis.

## 11 Paiement des Travaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis

Le coût des Tavaux d'aménagement additionnels des Lieux loués agrandis (mentionné à l'article 10 des présentes) est payable au Locateur sur présentation d'une facture en 2027 comme suit : quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) lors de l'acceptation provisoire des travaux et cinq pour cent (5 %), lors de l'acceptation définitive des travaux.
Pour fins de précision, le coût des Travaux d'aménagement des Lieux loués agrandis au montant de trois millions de dollars (3 000 000 $), plus les Taxes de vente, mentionnés à l'article 9 du Deuxième convention de modification du Bail continuera d'être payable au Locateur par le Locataire sur présentation de factures, lesquelles factures peuvent être envoyé en 2026, selon l'avancement des Travaux d'aménagement.

## 12 Dispositions générales

Sous réserve des dispositions et engagements de cette convention de modification faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail et de la Première convention de modification du Bail et la Deuxième convention de modification du Bail, le cas échéant, demeurent inchangés et continuent de s'appliquer entre les parties.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

*(Signatures sur la page suivante)*

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC**

Le _____ 2026.

_____

Derek Stern, secrétaire

**VILLE DE MONTRÉAL**

Le _____ 2026.

_____

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Ce Bail a été approuvé le _____

Résolution no : _____

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

# Annexe A

Plan du déneigement




| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

# Annexe B

- Estimé coûts SPVM (Rev19)
- Aménagement locaux GTI_devis de performance (Révision 3 : 02 avril 2026)
- Plan phase 2, 21 Nov 2025 (plans de conception)
- Positionnement des contreventements structure

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1264565002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Objet :** | Approuver la 3e convention de modification du bail par laquelle la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans additionnel, à compter du 1er novembre 2033, un espace d'une superficie de 138 865 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier, dans l'arrondissement d'Anjou, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal - dépense totale de 15 319 578 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490 $ / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034, au montant de 235 763 $ (Bâtiment 8240) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1264565002 - 8491-8525 rue Ernest Cormier SSI.xlsx

1264565002 - 8491-8525 rue Ernest Cormier SGPI BF.xlsx

1264565002 - 8491-8525 rue Ernest-Cormier Allocation monétaire - Portion SGPI.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sebastien AUCLAIR
Agent comptable analyste

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-17

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des

finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514-872-6630

**Tél :** Co-auteur : Myriam Lavoie
Conseillère budgétaire, Service des finances et de l'évaluation foncière , DCSF-HDV
Co-auteur: Mustapha Chbel
Conseiller budgétaire, Service des finances et de l'évaluation foncière , DCSF-HDV
Valider par Mathieu Perrier
Chef de division, Service des finances et de l'évaluation foncière, DCSF-Brennan

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| ***Note : L'utilisation de ce formulaire pour la catégorisation des contrats de location est obligatoire. Veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions" pour une meilleure compréhension des termes mentionnés ci-devant.*** | | |
| **1. Le contrat de location comporte-t-il une option d'achat à prix de faveur ou la propriété sera cédée à la fin du bail ?** | Non | *Indiquer l'article du bail en question en référence* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 2. | | |
| **2. La durée du bail, y compris les périodes comprenant les options de renouvellement applicables*, est-elle égale à 75% ou plus de la *durée économique du bien loué* ?** | Non | *Calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 3.<br><br>*** Sans que la durée du bail ne s'étende au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur - Voir définition de la durée du bail.** | | |
| **3. La valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, excluant les frais accessoires, représente-t-elle la quasi-totalité de la JVM du bien loué à la date d'entrée en vigueur** | Non | *calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 4.<br><br>*** Taux actualisation :**<br>**Pour déterminer la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, il faut utiliser comme taux d'actualisation le moindre des deux taux suivants :**<br>**- le taux d'intérêt marginal de la Ville et ;**<br>**- le taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier.**<br><br>***** Voir onglet " Paramètres - VAN" pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimums.** | | |
| **4. Existe-t-il d'autres éléments permettant de conclure que la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la Ville?** | | |
| 4.1. Existe-t-il une assurance raisonnable que la Ville accédera à la propriété du bien loué même en l'absence d'une option d'achat à prix de faveur? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.2. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour des services relatifs au bien loué qui font que la Ville verse un montant qui excède la juste valeur de ces services? | Non | |
| 4.3. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour le versement de loyers supplémentaires? Par exemple dans le cas d'un paiement qui est fonction d'un niveau minimum d'utilisation. | Non | |
| 4.4. Est-ce que la Ville fournit une aide financière (par exemple, un transfert d'actifs financiers ou de biens immobiliers, un prêt ou une garantie d'emprunt) au bailleur pour aider ce dernier à financer le coût d'acquisition ou de construction du bien qui sera loué par la Ville? | Non | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| 4.5. Le bien loué est-il utilisé pour la prestation d'un service essentiel fourni par la Ville (ex.: les installations de services publics)? | Non | |
| 4.5.1 Le bien loué est-il de nature tellement spécialisée que la Ville ne serait pas en mesure de disposer rapidement d'un bien de remplacement si nécessaire ? Justifiez votre réponse. | Oui | Le bail 8240 Ernest Cormier est déjà considéré comme une location acquisition |
| 4.6. La Ville exerce-t-elle un degré de contrôle significatif sur la capacité non utilisée du bien loué ? Par exemple dans le cas où une tierce partie pourrait faire une utilisation considérable du bien et que la Ville est en mesure de limiter cette utilisation, qu'elle paie ou non pour cette capacité. Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.7. La Ville possède-t-elle le terrain sur lequel le bien loué est situé ou en conserve-t-elle le contrôle, et le bien ne peut être facilement déplacé? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.8 La Ville assume-t-elle d'autres risques résiduels associés à la location du bien? Par exemple, des risques liés à l'exploitation, des risques économiques, des risques de construction? Justifiez votre réponse. | Non | |
| Si la réponse est **NON à l'ensemble de ces questions**, le contrat de location est considéré comme un contrat location-exploitation. | | |
| Si la réponse est **OUI à l'une de ces questions**, le contrat de location pourrait-être considéré comme un contrat de location-acquisition. **Avisez votre gestionnaire et communiquez avec la Direction de la comptabilité, Division de la comptabilisation des charges et de l'expertise comptable pour obtenir un avis final**. | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Préparateur :** | Sébastien Auclair | **Date:** | 4/14/2026 |
| **Réviseur :** | Mustapha CHBEL | **Date:** | 4/15/2026 |
| **Approbateur :** | Jean Francois Doyle | **Date:** | 4/17/2026 |

| NO GDD | 1264565002 |
|---|---|

| Objet | Approuver la troisième convention de modification du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans additionnel, à compter du 1er novembre 2033, un espace d'une superficie de 138 865 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal. La dépense totale (loyer et travaux) est de 15 319 578 $ taxes incluses. / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490$ / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034 au montant de 235 763$. (Location - acquisition) Bâtiment 8240 |
|---|---|

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Location**

| | 2033 (2 mois) | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 (10 mois) | 2039 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1001.0010000.114203.02101.55201.014700.0000.000000.050934.00000.00000 AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Locations - agglo/Activités policières/Location - Immeubles et terrains/Général/Général/Police/Général/ | 431,298.06 $ | 2,587,788.33 $ | 2,587,788.33 $ | 2,587,788.33 $ | 2,587,788.33 $ | 2,156,490.28 $ | | **12,938,941.65 $** |
| **Ajustement de la base budgétaire requis** | 431,298.00 $ | 2,156,490.00 $ | | | | (431,298.00) $ | (2,156,490.00) $ | Net de ristournes |

| | | | | | | m² | pi² |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| net taxes | 1.049875 | TPS | 5.000% | Taux conversition m² en pi² | 10.76 | 12,901.0 | 138,865.0 |
| incluant taxes | 1.14975 | TVQ | 9.975% | | | | |

| | 2033 (2 mois) | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 (10 mois) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Superficie en Pi² | 138,865.0 | 138,865.0 | 138,865.0 | 138,865.0 | 138,865.0 | 138,865.0 | 138,865.0 |
| Taux $/Pi² | 12.75 | 12.75 | 12.75 | 12.75 | 12.75 | 12.75 | 12.75 |
| Loyer de base | 295,088.13 | 1,770,528.75 | 1,770,528.75 | 1,770,528.75 | 1,770,528.75 | 1,475,440.63 | 8,852,643.8 |
| Frais d'exploitation (3,25$/Pi2) | 75,218.54 | 451,311.25 | 451,311.25 | 451,311.25 | 451,311.25 | 376,092.71 | 2,256,556.3 |
| Taxes foncière (1,75$/Pi2) | 40,502.29 | 243,013.75 | 243,013.75 | 243,013.75 | 243,013.75 | 202,511.46 | 1,215,068.8 |
| Total loyer avant taxes | 410,808.96 | 2,464,853.75 | 2,464,853.75 | 2,464,853.75 | 2,464,853.75 | 2,054,044.79 | 12,324,268.75 |
| Loyer mensuel | 205,404.48 | 205,404.48 | 205,404.48 | 205,404.48 | 205,404.48 | 205,404.48 | 1,232,426.88 |

| **Loyer pour la période du:** | **11/1/2033 au 12/31/2033** | **1/1/2034 au 12/31/2034** | **1/1/2035 au 12/31/2035** | **1/1/2036 au 12/31/2036** | **1/1/2037 au 12/31/2037** | **1/1/2038 au 10/31/2038** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer avant taxes | 410,808.96 $ | 2,464,853.75 $ | 2,464,853.75 $ | 2,464,853.75 $ | 2,464,853.75 $ | 2,054,044.79 $ | 12,324,268.75 $ |
| TPS (5%) | 20,540.45 $ | 123,242.69 $ | 123,242.69 $ | 123,242.69 $ | 123,242.69 $ | 102,702.24 $ | 616,213.44 $ |
| TVQ (9,975%) | 40,978.19 $ | 245,869.16 $ | 245,869.16 $ | 245,869.16 $ | 245,869.16 $ | 204,890.97 $ | 1,229,345.81 $ |
| **Total taxes incluses** | **472,327.60 $** | **2,833,965.60 $** | **2,833,965.60 $** | **2,833,965.60 $** | **2,833,965.60 $** | **2,361,638.00 $** | **14,169,828.00 $** |
| **Total net de ristournes** | **431,298.06 $** | **2,587,788.33 $** | **2,587,788.33 $** | **2,587,788.33 $** | **2,587,788.33 $** | **2,156,490.28 $** | **12,938,941.65 $** |

| Loyer de base | Années | Loyer de base unitaire pi2 | Loyer de base avant taxes | Loyer de base net de ristourne | Loyer de base mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2033 (2 mois) | 12.75 | 295,088.13 $ | 309,805.65 $ | 154,902.82 $ |
| | 2034 | 12.75 | 1,770,528.75 $ | 1,858,833.87 $ | 154,902.82 $ |
| | 2035 | 12.75 | 1,770,528.75 $ | 1,858,833.87 $ | 154,902.82 $ |
| | 2036 | 12.75 | 1,770,528.75 $ | 1,858,833.87 $ | 154,902.82 $ |
| | 2037 | 12.75 | 1,770,528.75 $ | 1,858,833.87 $ | 154,902.82 $ |
| | 2038 | 12.75 | 1,475,440.63 $ | 1,549,028.23 $ | 154,902.82 $ |
| | **Total** | | **8,852,643.75 $** | **9,294,169.36 $** | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour octobre 2023)**
**Liste des documents obligatoires à joindre au dossier d'analyse dans le disque partagée**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Copie du GDD | ☐ | |
| 2 | Copie signée du bail | ☐ | |
| 3 | Confirmation de la durée "de vie" économique du bien loué | ☐ | *À fournir si location d'immeuble commerciel* |
| 4 | Taux implicite du bail | ☐ | *S'il est possible de déterminer ce dernier (détail du calcul à fournir)* |
| 5 | Taux d'intérêt marginal de la Ville | ☐ | *Courriel ou tout fichier (tableau) obtenu de l'équipe de la dette ou de la DCIF* |
| 6 | Copie de la confirmation de la juste valeur du bien loué | ☐ | *Produit par un évaluateur agréé (interne ou externe, s'il y a lieu)* |
| | | ☐ | |

## Catégorisation des contrats de location
## Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2
(mise à jour septembre 2023)

## Paramètres de calcul de la VAN

***Note : Pour le calcul des différents paramètres, veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions". Ensuite, veuillez svp compléter les champs en orange.***

| | | |
|---|---|---|
| Date d'entrée en vigueur du bail | *11/1/2033* | |
| Date de signature du bail (Quand le GDD est approuvée par les instances) | *5/14/2026* | |
| Date de signature du bail | *5/14/2026* | |
| Durée du bail : | | |
| Période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable | *5* | ans |
| plus | | |
| Options de renouvellement : | | |
| a ) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement à prix de faveur, | *0* | ans |
| b ) Contrat de location (ou bail) : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer. | *0* | ans |
| c ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué, | *0* | ans |
| d ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur, | *0* | ans |
| e ) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail, | *0* | ans |
| Total critère durée du bail | *5* | ans |

| | | |
|---|---|---|
| Valeur au rôle d'évaluation | *13,094,800.00 $* | Insérer la valeur au rôle foncier pour les fins du calcul |
| Paiements minimums exigibles au titre de la location excluant les frais accessoires | **9,294,169.36 $** | *(pour la durée du bail, exlucant les frais accessoires)* |
| | Exemple | |
| Taux d'actualisation annuel | ***4.64%*** | *Utiliser le taux d'emprunt nominal de la ville (Contacter Daniel Desjardins pour avoir le taux)* |
| Nombre de paiement dans l'année | ***12*** | |
| Taux effectif pour le calcul Van | *= ((1+ t)^(1/n))-1* | *Formule à utiliser, veuillez remplacer les paramètres par les valeurs indiquées dans le bail* |

**Note : À la date d'entrée en vigueur du bail, vous devez réviser l'estimation du taux d'actualisation utilisé ainsi que les autres valeurs déterminées afin de vous assurer que tous les chiffres sont raisonnables et cohérents entre eux**:

i) la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location;

ii) la juste valeur hypothétique du bien;

iii) la valeur résiduelle hypothétique.

## Calcul des critères de l'arbre de décision

| Calcul du coût annuel Net de ristournes | | | Calcul coût annuel | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant de la rente par Pi2 - Première année (Loyer de base) | 12.75 $ | | | **Montant av. taxes** | **net.ristourne** |
| Superficie en Pi2 | 138,865.00 | | Loyer de base | 1,770,528.75 | 1,858,833.87 |

| | Critère Durée bail | Durée de vie économique | |
|---|---|---|---|
| **Calcul critère #2** | | | Si + 75% = OUI |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**
**Définitions**

**Contrat de location (ou bail)** : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer.

**Date d'entrée en vigueur du bail** : la première des deux dates suivantes : la date de la signature du bail, ou la date de la signature par les parties d'un engagement qui couvre les éléments essentiels de ce bail (c'est de cette date que l'on tient compte pour déterminer le classement du contrat de location).

**Durée du bail** : période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable, **plus** :

a) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement **à prix de faveur,**

b) toute période pour laquelle le non-renouvellement du bail entraînerait pour le preneur une pénalité si élevée que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il semble raisonnablement assuré que le preneur exercera son option de renouvellement,

c) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué,

d) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur,

e) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail,

**à condition que la durée du bail ne s'étende pas au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur.**

On considère que **le bail est non résiliable si, pour qu'il puisse être résilié, il faut** :

a) soit qu'une éventualité improbable se matérialise;

b) soit que le preneur obtienne l'autorisation du bailleur;

c) soit que le preneur conclue un nouveau bail portant sur le même bien ou un bien équivalent avec le même bailleur;

d) soit que le preneur verse une pénalité si importante que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le bail sera maintenu en vigueur.

**Durée économique du bien loué** : durée estimative pendant laquelle on prévoit que, moyennant des réparations normales et un entretien normal, il demeurera avantageux sur le plan économique pour les usagers du bien loué de l'utiliser aux fins prévues à la date d'entrée en vigueur du bail. Cette durée est indépendante de la durée du bail.

**Frais accessoires** : frais liés à l'utilisation de l'immobilisation corporelle louée (par exemple, assurances, entretien et impôts fonciers).

**Juste valeur** : montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de concurrence normale.

**Option d'achat à prix de faveur** : disposition contractuelle conférant au gouvernement l'option d'acheter le bien loué à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur prévisible du bien à la date fixée pour l'exercice de l'option pour que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le gouvernement se prévaudra de ce droit d'achat.

**Paiements minimums exigibles au titre de la location**

Pour la Ville, les paiements minimums exigibles au titre de la location comprennent :

a) les loyers minimums prévus pour la durée du bail;

b) toute garantie, partielle ou complète, de la valeur résiduelle du bien loué au terme de la durée du bail qui est donnée par le gouvernement ou une personne qui lui est apparentée (si le gouvernement s'est engagé à rembourser au bailleur toute différence entre le produit de la réalisation du bien et un montant stipulé, la garantie à inclure dans les paiements minimums exigibles au titre de la location est le montant stipulé plutôt qu'une estimation de la différence à combler);

c) toute pénalité exigée du gouvernement advenant que celui-ci décide de ne pas renouveler ou de ne pas prolonger le contrat de location au terme de la durée du bail;

d) les loyers supplémentaires qui peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'entrée en vigueur du bail (par exemple les loyers qui sont fonction d'un niveau minimum d'utilisation pouvant faire l'objet d'une estimation, comme le taux prévu d'inscriptions scolaires).

Toutefois, si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur, les paiements minimums exigibles au titre de la location ne comprennent que le total des loyers minimums pour la durée du bail et le montant prévu dans l'option d'achat à prix de faveur.

**Taux d'intérêt implicite du bail** : taux d'actualisation qu'il faut utiliser, à la date d'entrée en vigueur du bail, pour que la valeur actualisée globale :

a) des paiements minimums, au sens du bailleur, exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie des paiements qui correspond aux frais accessoires pris en charge par le bailleur et au profit réalisé le cas échéant sur ces frais, d'une part,

b) de la valeur résiduelle non garantie qui revient au bailleur, d'autre part,

soit égale à la juste valeur du bien loué, pour le bailleur, à la date d'entrée en vigueur du bail.

**Taux d'intérêt marginal du gouvernement** : taux d'intérêt que le gouvernement devrait payer, à la date d'entrée en vigueur du bail, s'il voulait emprunter, pour une même durée et moyennant une garantie comparable, les fonds nécessaires à l'achat du bien loué.

Les **biens spécialisés ou utilisés pour la prestation d'un service essentiel** comprennent notamment :

i) les biens qui n'ont pas d'autre utilisation possible que celle qu'en fait le gouvernement (par exemple, les routes et autoroutes);

ii) les biens dont la conversion à une autre utilisation représenterait un coût significatif.

Dans de tels cas, il est probable que la propriété du bien sera transférée au gouvernement ou que le gouvernement sera obligé de renouveler le bail à l'expiration de celui-ci.

Valeur résiduelle du bien loué : juste valeur estimative du bien loué au terme de la durée du bail

Montréal

# Extrait du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Montréal**
En vigueur pour les exercices financiers **2026-2027-2028**

## 1. Identification de l'unité d'évaluation

| | |
|---|---|
| Adresse : | 8491 Rue Ernest-Cormier |
| Arrondissement : | Arrondissement d'Anjou |
| Numéro de lot : | 1005787 |
| Numéro de matricule : | 9953-12-4863-3-000-0000 |
| Utilisation prédominante : | Service de police municipale et activités connexes |
| Numéro d'unité de voisinage : | 729 |
| Numéro de compte foncier : | 1 - F00949600 |

## 2. Propriétaire

| | |
|---|---|
| Nom : | DÉVELOPPEMENT OLYMBEC INC. |
| Statut aux fins d'imposition scolaire : | Personne morale |
| Adresse postale : | 333 BOUL DECARIE 500, SAINT-LAURENT QUEBEC, H4N 3M9 |
| Date d'inscription au rôle : | 2011-10-14 |

## 3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

### Caractéristiques du terrain

| | |
|---|---|
| Mesure frontale : | - |
| Superficie : | 22 438,74 m$^2$ |

### Caractéristiques du bâtiment principal

| | |
|---|---|
| Nombre d'étages : | 2 |
| Année de construction : | 1964 |
| Aire d'étages : | 11 843,7 m$^2$ |
| Genre de construction : | - |
| Lien physique : | Détaché |
| Nombre de logements : | - |
| Nombre de locaux non résidentiels : | 1 |
| Nombre de chambres locatives : | - |

## 4. Valeurs au rôle d'évaluation

### Rôle courant

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2024-07-01 |
| Valeur du terrain : | 8 077 900 $ |
| Valeur du bâtiment : | 5 016 900 $ |
| Valeur de l'immeuble : | 13 094 800 $ |

### Rôle antérieur

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2021-07-01 |
| Valeur de l'immeuble au rôle antérieur : | 8 359 100 $ |

## 5. Répartition fiscale

| | | | |
|---|---|---|---|
| Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation : | Non résidentielle classe 10 | | |
| Valeur imposable de l'immeuble : | 13 094 800 $ | Valeur non imposable de l'immeuble : | 0 $ |

| | |
|---|---|
| Les informations présentées dans ce rapport sont en date du : | 2026-04-09 |
| Date du rapport : | 2026-04-14 |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| ***Note : L'utilisation de ce formulaire pour la catégorisation des contrats de location est obligatoire. Veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions" pour une meilleure compréhension des termes mentionnés ci-devant.*** | | |
| **1. Le contrat de location comporte-t-il une option d'achat à prix de faveur ou la propriété sera cédée à la fin du bail ?** | Non | *Indiquer l'article du bail en question en référence* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 2. | | |
| **2. La durée du bail, y compris les périodes comprenant les options de renouvellement applicables*, est-elle égale à 75% ou plus de la *durée économique du bien loué* ?** | Non | *Calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 3.<br><br>*** Sans que la durée du bail ne s'étende au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur - Voir définition de la durée du bail.** | | |
| **3. La valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, excluant les frais accessoires, représente-t-elle la quasi-totalité de la JVM du bien loué à la date d'entrée en vigueur** | Non | *calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 4.<br><br>*** Taux actualisation :**<br>**Pour déterminer la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, il faut utiliser comme taux d'actualisation le moindre des deux taux suivants :**<br>**- le taux d'intérêt marginal de la Ville et ;**<br>**- le taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier.**<br><br>***** Voir onglet " Paramètres - VAN" pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimums.** | | |
| **4. Existe-t-il d'autres éléments permettant de conclure que la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la Ville?** | | |
| 4.1. Existe-t-il une assurance raisonnable que la Ville accédera à la propriété du bien loué même en l'absence d'une option d'achat à prix de faveur? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.2. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour des services relatifs au bien loué qui font que la Ville verse un montant qui excède la juste valeur de ces services? | Non | |
| 4.3. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour le versement de loyers supplémentaires? Par exemple dans le cas d'un paiement qui est fonction d'un niveau minimum d'utilisation. | Non | |
| 4.4. Est-ce que la Ville fournit une aide financière (par exemple, un transfert d'actifs financiers ou de biens immobiliers, un prêt ou une garantie d'emprunt) au bailleur pour aider ce dernier à financer le coût d'acquisition ou de construction du bien qui sera loué par la Ville? | Non | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| 4.5. Le bien loué est-il utilisé pour la prestation d'un service essentiel fourni par la Ville (ex.: les installations de services publics)? | Non | |
| 4.5.1 Le bien loué est-il de nature tellement spécialisée que la Ville ne serait pas en mesure de disposer rapidement d'un bien de remplacement si nécessaire ? Justifiez votre réponse. | Oui | Le bail 8240 Ernest Cormier est déjà considéré comme une location acquisition |
| 4.6. La Ville exerce-t-elle un degré de contrôle significatif sur la capacité non utilisée du bien loué ? Par exemple dans le cas où une tierce partie pourrait faire une utilisation considérable du bien et que la Ville est en mesure de limiter cette utilisation, qu'elle paie ou non pour cette capacité. Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.7. La Ville possède-t-elle le terrain sur lequel le bien loué est situé ou en conserve-t-elle le contrôle, et le bien ne peut être facilement déplacé? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.8 La Ville assume-t-elle d'autres risques résiduels associés à la location du bien? Par exemple, des risques liés à l'exploitation, des risques économiques, des risques de construction? Justifiez votre réponse. | Non | |
| Si la réponse est **NON à l'ensemble de ces questions**, le contrat de location est considéré comme un contrat location-exploitation. | | |
| Si la réponse est **OUI à l'une de ces questions**, le contrat de location pourrait-être considéré comme un contrat de location-acquisition. **Avisez votre gestionnaire et communiquez avec la Direction de la comptabilité, Division de la comptabilisation des charges et de l'expertise comptable pour obtenir un avis final**. | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Préparateur :** | Sébastien Auclair | **Date:** | 4/14/2026 |
| **Réviseur :** | Mustapha CHBEL | **Date:** | 4/14/2026 |
| **Approbateur :** | | **Date:** | |

| NO GDD | 1264565002 |
|---|---|

| Objet | Approuver la troisième convention de modification du bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Développement Olymbec inc., pour un terme de 5 ans additionnel, à compter du 1er novembre 2033, un espace d'une superficie de 138 865 pieds carrés situé au 8491-8525, rue Ernest-Cormier à Montréal, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal. La dépense totale (loyer et travaux) est de 15 319 578 $ taxes incluses. / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2033, au montant de 431 298 $ et pour 2034, au montant de 2 156 490$ / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification des immeubles pour 2033, au montant de 47 153 $ et pour 2034 au montant de 235 763$. (Location - acquisition) Bâtiment 8240 |
|---|---|

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Énergie**

| Ajustement de la base budgétaire requis au budget du SGPI | 2033 (2 mois) | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 (10 mois) | 2039 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 47,153.00 $ | 235,763.00 $ | 235,763.00 $ | 235,763.00 $ | 235,763.00 $ | (47,152.67) $ | (235,763.33) $ | |
| **TOTAL** | 47,153.00 $ | 235,763.00 $ | 235,763.00 $ | 235,763.00 $ | 235,763.00 $ | (47,152.67) $ | (235,763.33) $ | |

**Énergie**

| Imputation | 2033 (2 mois) | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 (10 mois) | 2039 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1001.0010000.114199.02101.56306.000000.0000.000000.050934.00000.00000 AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Gestion énergie - agglo/Activités policières/Énergie/Général/Général/Police/Général/ | 47,153.00 $ | 282,916.00 $ | 282,916.00 $ | 282,916.00 $ | 282,916.00 $ | 235,763.33 $ | - $ | **1,414,580.33 $** |
| **TOTAL** | 47,153.00 $ | 282,916.00 $ | 282,916.00 $ | 282,916.00 $ | 282,916.00 $ | 235,763.33 $ | - $ | Net de ristournes |

**NO GDD :** 1264565002

Taux net: 1.095130373

**No d'engagement :** CC64565002

Taux brut: 1.14975

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

**Protection d'immeubles - 100% Agglo**

| | | Dépenses taxes incluses | Dépenses avant taxes | Crédits | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| RCG 24-018 Protection d'immeubles CG24 0221 | 5001.5024018.803403.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 | 1,839,600.00 $ | 1,600,000.00 $ | 1,679,800.00 $ | 1,679,800 $ |
| | | 1,839,600.00 $ | 1,600,000.00 $ | 1,679,800.00 $ | 1,679,800 $ |

**Imputation**

**Améliorations locatives - 8491-8525, rue Ernest-Cormier SPVM - Agglo**

| | | Dépenses taxes incluses | Dépenses avant taxes | Crédits | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Contrat Agglo | 5001.5024018.803403.02819.57201.000000.0000.208373.000000.25010.00000 | 1,149,750.00 $ | 1,000,000.00 $ | 1,049,875.00 $ | 1,049,875 $ |
| Crédit Agglo | 5001.5024018.803403.02819.57201.000000.0000.208373.000000.25010.00000 | 689,850.00 $ | 600,000.00 $ | 629,925.00 $ | 629,925 $ |
| | | 1,839,600.00 $ | 1,600,000.00 $ | 1,679,800.00 $ | 1,679,800 $ |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.20

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264565003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 4e convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Aquakern inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er août 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 7 448 pieds carrées, pour le poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 275 937 $, taxes incluses - Bâtiment 3243 |

Il est recommandé:

1. d'approuver la 4e convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Aquakern inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er août 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 7 448 pieds carrées, pour le poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 275 937 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 14:48

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1264565003

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 4e convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Aquakern inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er août 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 7 448 pieds carrées, pour le poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 275 937 $, taxes incluses - Bâtiment 3243 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le poste de quartier 15 (PDQ 15) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) occupe, depuis le 1er avril 1997, un local de 7 448 pi² situé au 1625, de l'Église à Montréal, dont le bail vient à échéance le 31 juillet 2026.
Le SPVM a mandaté le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) pour renouveler le bail.

La présente convention de modification a été négociée de gré à gré.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0374 - 22 août 2019 - Approuver la troisième convention de modification de bail du PDQ 15 pour une durée de sept ans et 14 jours.
CG08 0335 - 19 juin 2008 - Approuver la deuxième convention de modification de bail du PDQ 15 pour une durée de dix ans.

CG07 0202 - 31 mai 2007 - Approuver la première convention de modification de bail du PDQ 15 Ouest pour une durée de cinq ans.

Décision 5247 - 21 août 1996 - Approbation du bail de l'ex-CUM pour une durée de 10 ans.

### DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel recommande d'approuver la quatrième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Aquakern inc., un espace à bureaux situé au 1625, de l'Église, d'une superficie de 7 448 pi², pour le PDQ 15, incluant 21 espaces de stationnement sans frais. Le terme de la période de renouvellement est de cinq ans, soit du

1er août 2026 au 31 juillet 2031.
Par souci d'économie d'énergie, le locateur s'engage, à ses frais, à procéder au remplacement de tous les appareils d'éclairage par du DEL.

**JUSTIFICATION**

Le bail du PDQ 15 viendra à échéance le 31 juillet 2026 et il est nécessaire de le renouveler pour maintenir en opération le poste de quartier.
Bien qu'il s'agisse d'une augmentation du loyer de base d'environ 13 %, le loyer de base convenu représente les taux de location du marché pour ce type d'immeuble pour ce secteur.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**Dépense totale de loyer:**

| Superficie locative: 7 448 pi² | **Loyer annuel actuel** | **Loyer annuel proposé** | **Loyer total pour le terme de 5 ans** |
|---|---|---|---|
| Loyer de base | 15,00 $/pi² | 17,00 $/pi² | |
| Frais d'exploitation | 3,70 $/pi² | 4,00 $/pi² | |
| Taxes foncières | 8,80 $/pi² | 8,80 $/pi² | |
| Loyer unitaire brut | 27,50 $/pi² | 29,80 $/pi² | |
| **Loyer brut annuel** | **204 820,00 $** | **221 950,40 $** | **1 109 752,00 $** |
| TPS 5 % ($) | | | 55 487,60 $ |
| TVQ 9,975 % ($) | | | 110 697,76 $ |
| **Loyer annuel total ($)** | | | **1 275 937,36 $** |
| Ristourne TPS (100 %) | | | (55 487,60 $) |
| Ristourne TVQ (50 %) | | | (55 348,88 $) |
| Loyer net de taxes | | | 1 165 100,88 $ |

Voir le détail du loyer en pièce jointe.

La dépense totale de loyer pour le terme de 5 ans représente un montant de 1 275 937,36 $, incluant les taxes. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération puisque le SPVM relève de l'agglomération.

Cette dépense sera imputée du budget de fonctionnement du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030. Ce dossier ne s’applique pas aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu’il vise exclusivement la prolongation d’un bail.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le refus du renouvellement de bail, selon le SPVM, celui-ci ne pourra pas poursuivre sa mission dans ce secteur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

S/O

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Vincent CLARK, Service de police de Montréal
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Fady DAGHER, Service de police de Montréal

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

**Tél :** 514 755-1282
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Nicole RODIER
Chef de division

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
directrice de service - strategie immobiliere
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-16

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1264565003*
Unité administrative responsable : *Division des Locations*
Projet : *Bail PDQ 15*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | oui | non | s. o. |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | x | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Servir la population montréalaise et assurer leur sécurité.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Aspects financiers**

| Superficie locative en pi² : | | |
|---|---|---|
| 7 448 | Loyer actuel | Loyer annuel proposé<br>Années 1 à 5 |
| Loyer de base $/pi² | 15,00 | 17,00 |
| Frais d'exploitation $/pi² | 3,70 | 4,00 |
| Taxes foncières $/pi² | 8,80 | 8,80 |
| Loyer au pi² | 27,50 | 29,80 |
| Loyer annuel avant taxes | 204 820,00 $ | 221 950,40 $ |

| Loyer pour la période du: | 01/08/2026<br>au<br>31/12/2026<br>(5 mois) | 01/01/2027<br>au<br>31/12/2027<br>(12 mois) | 01/01/2028<br>au<br>31/12/2028<br>(12 mois) | 01/01/2029<br>au<br>31/12/2029<br>(12 mois) | 01/01/2030<br>au<br>31/12/2030<br>(12 mois) | 01/01/2031<br>au<br>31/07/2031<br>(7 mois) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer total avant taxes | 92 479,33 $ | 221 950,40 $ | 221 950,40 $ | 221 950,40 $ | 221 950,40 $ | 129 471,07 $ | | **1 109 752,00 $** |
| TPS | 4 623,97 $ | 11 097,52 $ | 11 097,52 $ | 11 097,52 $ | 11 097,52 $ | 6 473,55 $ | | 55 487,60 $ |
| TVQ | 9 224,81 $ | 22 139,55 $ | 22 139,55 $ | 22 139,55 $ | 22 139,55 $ | 12 914,74 $ | | 110 697,76 $ |
| **Total** | **106 328,11 $** | **255 187,47 $** | **255 187,47 $** | **255 187,47 $** | **255 187,47 $** | **148 859,36 $** | **=** | **1 275 937,36 $** |
| Ristourne de TPS | 4 623,97 $ | 11 097,52 $ | 11 097,52 $ | 11 097,52 $ | 11 097,52 $ | 6 473,55 $ | | 55 487,60 $ |
| Ristourne TVQ (50%) | 4 612,41 $ | 11 069,78 $ | 11 069,78 $ | 11 069,78 $ | 11 069,78 $ | 6 457,37 $ | | 55 348,88 $ |
| Loyer net | 97 091,74 $ | 233 020,18 $ | 233 020,18 $ | 233 020,18 $ | 233 020,18 $ | 135 928,44 $ | | 1 165 100,88 $ |

# BAIL

**BAILLEUR:** MICHEL BISSON & YVES GAUTHIER

**LOCATAIRE:** LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

TABLE DES MATIERES


ARTICLE 1 - DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

1.1 Définitions . . . . . 2
1.2 Nombre et genre . . . . . 5
1.3 Titres et sous-titres . . . . . 5
1.4 Monnaie . . . . . 6
1.5 Divisibilité . . . . . 6
1.6 Annexes . . . . . 6

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES LIEUX LOUÉS ET AMÉNAGEMENT

2.1 Lieux loués . . . . . 6
2.2 Superficie locative des Lieux loués . . . . . 6
2.3 Superficie locative de l'Édifice . . . . . 6
2.4 Modifications à la Superficie locative . . . . . 7
2.5 Titre de propriété et garanties du Bailleur . . . . . 7
2.6 Travaux d'aménagement . . . . . 7
2.7 Fin des travaux d'aménagement . . . . . 9
2.8 Acceptation provisoire . . . . . 9
2.9 Acception définitive . . . . . 10
2.10 Période d'emménagement . . . . . 10
2.11 Retard dans les travaux d'aménagement . . . . . 10

ARTICLE 3 - DURÉE DU BAIL ET RENOUVELLEMENT

3.1 Durée du Bail . . . . . 11
3.2 Changement dans les dates d'occupation . . . . 11
3.3 Option de renouvellement . . . . . 11

ARTICLE 4 - LOYER

4.1 Loyer de base . . . . . 12
4.2 Loyer additionnel . . . . . 12
4.3 Part proportionnelle . . . . . 13
4.4 Loyer quotidien . . . . . 13
4.5 Ajustement du Loyer lors d'une modification de superficie . . . . . 13
4.6 Paiements du Locataire . . . . . 13
4.7 Compensations . . . . . 13

ARTICLE 5 - CONTROLE ET EXPLOITATION DE LA PROPRIÉTÉ PAR LE BAILLEUR

5.1 Droit d'utiliser les Aires et installations communes . . . . . 14
5.2 Modifications à la Propriété . . . . . 14
5.3 Engagement du Bailleur . . . . . 14

ARTICLE 6 - SERVICES PUBLICS ET AUTRES SERVICES

6.1 Chauffage, ventilation et climatisation . . . . . 16
6.2 Électricité et autres services publics . . . . . 17
6.3 Services ménagers . . . . . 18
6.4 Enseignes . . . . . 18
6.5 Équipements de communication . . . . . 18

ARTICLE 7 - TAXES ET FRAIS D'EXPLOITATION

7.1 Paiement des Taxes foncières par le Bailleur . . . . . 18
7.2 Taxes foncières payables par le Locataire . . . . 18
7.3 Contestation des Taxes foncières . . . . . 19
7.4 Taxes d'Affaires et autres taxes . . . . . 20
7.5 Contestation des taxes d'affaires . . . . . 20
7.6 Taxes de vente . . . . . 20
7.7 Frais d'exploitation . . . . . 20
7.8 Exclusions aux Frais d'exploitation . . . . . 22
7.9 Déductions des Frais d'exploitation . . . . . 24
7.10 Paiement et vérification . . . . . 24

ARTICLE 8 - USAGE DES LIEUX LOUÉS

8.1 Usage permis ..... 25
8.2 Respect des Lois applicables ..... 25

ARTICLE 9 - ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET MODIFICATIONS

9.1 Entretien par le Bailleur ..... 26
9.2 Entretien par le Locataire ..... 28
9.3 Modifications par le Locataire ..... 28
9.4 Réparations en cas de faute ..... 29
9.5 Remise en état des Lieux loués à la fin du Bail ..... 29
9.6 Hypothèque légale ..... 30
9.7 Frais d'administration ou autres ..... 30

ARTICLE 10 - ASSURANCE, RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

10.1 Assurance du Locataire ..... 30
10.2 Assurance du Bailleur ..... 31
10.3 Conséquences d'une cession ou sous-location ..... 31

ARTICLE 11 - ENDOMMAGEMENT PAR INCENDIE OU AUTRE SINISTRE

11.1 Dommages aux Lieux loués ..... 31
11.2 Dommages majeurs à l'Édifice ..... 33
11.3 Avis de l'Expert ..... 33
11.4 Droit de reconstruction ..... 33
11.5 Bail demeurant en vigueur ..... 33
11.6 Expropriation ..... 34

ARTICLE 12 - CESSION ET SOUS-LOCATION

12.1 Cession et sous-location ..... 34

ARTICLE 13 - DÉCLARATIONS ET CONVENTION DE RESPECT DE BAIL

13.1 **Déclarations** . . . . . 34
13.2 **Jouissance paisible** . . . . . 35

ARTICLE 14 - RECOURS EN CAS DE DÉFAUT

14.1 **Défaut du Locataire** . . . . . 35
14.2 **Droits et recours du Bailleur** . . . . . 36
14.3 **Défaut du Bailleur** . . . . . 36

ARTICLE 15 - ESPACES DE STATIONNEMENT

15.1 **Espaces de stationnement** . . . . . 36

ARTICLE 16 - ARBITRAGE

16.1 **Nomination** . . . . . 37
16.2 **Remplacement** . . . . . 37
16.3 **Frais** . . . . . 37
16.4 **Statu Quo durant l'arbitrage** . . . . . 38
16.5 **Réserve** . . . . . 38

ARTICLE 17 - DIVERS

17.1 **Avis** . . . . . 38
17.2 **Publicité des droits** . . . . . 39
17.3 **Occupation après le Bail - Aucun renouvellement tacite** . . . . . 39
17.4 **Force majeure** . . . . . 39
17.5 **Renonciation** . . . . . 40
17.6 **Accès du Bailleur aux Lieux loués** . . . . . 40
17.7 **Relocalisation** . . . . . 41
17.8 **Relations entre les parties** . . . . . 41
17.9 **Honoraires des professionnels** . . . . . 41
17.10 **Commission de courtage** . . . . . 41
17.11 **Successeurs et ayants droit** . . . . . 41
17.12 **Bonne foi** . . . . . 41
17.13 **Intégralité de la convention** . . . . . 41

17.14 **Lois régissant le Bail** . . . . . 42
17.15 **Pas de lien contractuel** . . . . . 42

ANNEXE «A» - PLANS DES LIEUX LOUES
ANNEXE «B» - DISPOSITIONS SPÉCIALES
ANNEXE «C» - NORME DE MESURE «BOMA»
ANNEXE «D» - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT
ANNEXE «E» - CERTIFICAT DE LOCALISATION

# CONVENTION DE BAIL

96
1646 DE L'EGLISE
MONTREAL PQ.
H4E-1G5

ENTRE: MICHEL BISSON, homme d'affaires, résidant et domicilié au ~~39 rue Masson à St-Constant,~~ et
YVES GAUTHIER, homme d'affaires, résidant et domicilié au 5729 rue Hamilton à Montréal.

(ci-après appelé le «Bailleur»);

PARTIE DE PREMIERE PART

ET: LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public régie par la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, L.R.Q., c. C-37.2, ici représentée par madame Vera Danyluk, présidente de son comité exécutif et par Me Nicole Lafond, son secrétaire, dûment autorisées à agir aux termes de la résolution numéro 5247 de son Conseil, adoptée lors d'une assemblée tenue le 1996.08.21, dont copie certifiée est jointe aux présentes;

(ci-après appelée le «Locataire»);

PARTIE DE DEUXIEME PART

**ATTENDU QUE** le Bailleur a convenu de louer au Locataire, et que le Locataire a convenu de louer du Bailleur, le tout selon les termes et conditions contenues au présent Bail, un espace faisant partie de la Propriété suivante:

> un certain emplacement au cadastre officiel de la Paroisse de Montréal, circonscription foncière de Montréal, composé de trois parcelles, le tout tel que plus amplement détaillé au certificat de localisation joint à l'Annexe "E"

avec bâtisse à être construite qui portera le numéro civique 1625 de L'Église à Montréal, province de Québec.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

**EN CONSÉQUENCE,** en considération des loyers, engagements, conventions et conditions contenus ci-après, les parties conviennent de ce qui suit:

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

1.1 **Définitions** - Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils sont employés dans le présent Bail ont, à moins que le contexte n'indique un sens différent, la signification suivante:

1.1.1 **«Acceptation définitive»** signifie la date à laquelle, selon l'attestation écrite d'un Expert, les travaux d'aménagement à corriger et à parachever sont complétés;

1.1.2 **«Acceptation provisoire»** signifie la date à laquelle, selon l'attestation écrite d'un Expert, les travaux d'aménagement sont terminés et prêts pour l'usage auquel ils sont destinés, sous réserve de certains travaux à corriger ou parachever;

1.1.3 **«Aires et installations communes»** signifie: les aires, installations, aménagements et équipements dans la Propriété, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Bailleur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de la Propriété, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés. Elles comprennent, sans limitation, les entrées, les halls, les corridors et allées mis à la disposition publique, les ascenseurs, les escaliers, mobiles ou non, les meubles, les accessoires et les meubles fixes, la toiture, les murs-rideaux extérieurs, les murs porteurs et les éléments de structure intérieurs et extérieurs, les toilettes publiques, les endroits paysagers intérieurs et extérieurs, l'éclairage, les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation, les systèmes mécaniques, électriques et autres systèmes d'éclairage et de sécurité le tout desservant les espaces communs, les salles des machines, d'entreposage et d'entretien, les aires de réception et d'expédition et les quais de chargement ainsi que les espaces de stationnement les desservant, les allées, les passages et les rampes ainsi que le stationnement public situé dans la Propriété;

1.1.4 **«Améliorations locatives»** signifie tous les meubles fixes, toutes les améliorations, installations, modifications et ajouts qui peuvent être érigés ou installés à fer et à clous ou autrement, de temps à autre, par le Locataire, ou pour le compte de celui-ci (au plafond, aux murs, au plancher ou à quelque autre endroit), y compris les escaliers internes, les portes, la ferronnerie, les cloisons (sauf les cloisons mobiles) et les tapis mur à mur, sauf ceux qui peuvent être enlevés sans endommager la surface en dessous, et excluant les «meubles fixes» pour fins de commerce, les rideaux, ainsi que les meubles et les équipements non considérés comme des «meubles fixes» ou des objets qui tiennent à fer et à clous ;

1.1.5 **«Bail»** signifie ce Bail, incluant le préambule et les annexes, tel qu'il pourra être modifié du consentement des parties ou renouvelé selon les dispositions du présent Bail;

1.1.6 **«Bailleur»** signifie le Bailleur et ses successeurs et ayants droit;

1.1.7 **«Édifice»** signifie l'Édifice dans lequel se trouvent les Lieux loués et ayant l'adresse civique 1625 de l'Église à Montréal;

1.1.8 **"Exercice financier"** signifie une année commençant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre. Le Bailleur pourra, pendant la durée du Bail, modifier un Exercice financier, s'il le fait pour l'ensemble de l'Édifice, à la condition que ce changement ne cause pas préjudice au Locataire;

1.1.9 **«Expert»** signifie tout architecte, ingénieur, comptable-agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Bailleur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire aux présentes, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus;

1.1.10 **«Frais d'exploitation»** signifie tous les coûts, honoraires et frais indiqués au paragraphe 7.7, mais excluant ou desquels seront déduits, selon le cas, les coûts, honoraires et frais indiqués aux paragraphes 7.8 et 7.9 comme étant des exclusions ou des déductions, selon le cas;

1.1.11 **«Intérêts»** signifie le taux d'intérêt annuel égal au taux préférentiel demandé, au moment en cause, par la Banque Royale du Canada pour des prêts commerciaux à demande, majoré de deux points de pourcentage;

1.1.12 **«Lieux loués»** signifie les Lieux loués au Locataire dans l'Édifice et décrits au paragraphe 2 ainsi qu'à l'annexe "A" des présentes;

1.1.13 **«Locataire»** signifie La Communauté urbaine de Montréal et ses successeurs et ayants droit autorisés;

1.1.14 **«Loyer»** signifie le Loyer de base et le Loyer additionnel.

1.1.15 **«Loyer additionnel»** signifie le loyer défini au paragraphe 4.2 des présentes;

1.1.16 **«Loyer de base»** signifie le loyer annuel indiqué au paragraphe 4.1 des présentes;

1.1.17 **"Part proportionnelle"** signifie la proportion de la Superficie locative des Lieux loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice.

1.1.18 **«Personne»** comprend, selon le contexte, une personne physique ou morale, une compagnie, une firme, une société de personnes ou toute autre entité, tout groupe de personnes, de compagnies, de firmes, de sociétés de personnes ou d'autres entités, ou toutes combinaisons de ceux-ci;

1.1.19 **«Propriété»** signifie les Terrains, l'Édifice, y compris les espaces locatifs et les Aires et installations communes;

1.1.20 **«Superficie locative des Lieux loués»** signifie la superficie des Lieux loués exprimée en pieds carrés telle qu'énoncée au paragraphe 2.2 des présentes.

1.1.21 **«Superficie locative de l'Édifice»** signifie la superficie totale de tous les espaces de l'Édifice qui sont loués ou destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, exprimée en pieds carrés, telle qu'énoncée au paragraphe 2.3 des présentes.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

1.1.22 **«Système CVC»** signifie le système de chauffage, ventilation et climatisation prévu à l'article 6.1;

1.1.23 **«Taxes de vente»** signifie la taxe fédérale sur les produits et services, la taxe de vente provinciale, toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Bailleur ou le Locataire, selon le cas, selon les modalités des lois pertinentes;

1.1.24 **«Taxes foncières»** signifie: (i) les taxes, les impôts, droits, cotisations, charges et impositions, générales ou spéciales, sur les biens immobiliers pour des fins municipales, scolaires ou d'amélioration locale, et toutes surtaxes immobilières, imposés de temps à autre par toute autorité fiscale à l'égard de l'Édifice et/ou du Terrain ou imposée au Bailleur en raison de son intérêt dans l'Édifice et le Terrain; (ii) toute nouvelle taxe ou tout nouvel impôt imposé ou levé à l'endroit du Terrain et/ou de l'Édifice et/ou du Bailleur, en raison de la propriété de l'Édifice et /ou du Terrain et/ou des revenus en découlant, en remplacement et/ou en sus de toutes les Taxes foncières levées ou imposées au début du Bail; et (iii) tous les coûts, honoraires, dépenses ou charges encourus pour les services de consultation, d'évaluation, légaux et autres fins dans la mesure où ils sont encourus dans le but d'essayer de diminuer ou réduire les montants mentionnés ci-dessus. Elles ne comprennent pas l'impôt sur le revenu et les gains en capital, les taxes de franchise, les impôts ou droits successoraux, les impôts sur les grandes corporations, la taxe sur le capital, les droits de transfert, l'impôt sur les profits excédentaires, les intérêts sur les paiements différés, les augmentations de la Superficie locative de la Propriété et toute addition aux Terrains;

1.1.25 **«Terrains»** signifie l'emplacement mentionné au préambule;

1.2 **Nombre et genre** - Lorsque requis par le contexte des présentes, le singulier comprendra le pluriel et réciproquement et le masculin s'interprétera comme le féminin et réciproquement.

1.3 **Titres et sous-titres** - La table des matières, les numéros et titres des articles, paragraphes, sous-paragraphes et alinéas sont uniquement prévus pour fins de référence et ne doivent pas être pris en considération pour interpréter ce Bail.

1.4 **Monnaie** - Tous les montants en argent mentionnés dans ce Bail sont exprimés en dollars canadiens, et devront être payés en monnaie ayant cours légal au Canada.

1.5 **Divisibilité** - Dans le cas où, pour une raison quelconque, une expression, une obligation ou une condition de ce Bail, ou l'application ou l'exécution de celle-ci deviendrait, dans une certaine mesure, illégale ou non-exécutoire, elle sera alors réputée indépendante, disjointe et divisible des autres dispositions du présent Bail, lesquelles demeureront en vigueur et ne seront nullement affectées ou invalidées par ladite expression, obligation ou condition rendue illégale ou non-exécutoire.

1.6 **Annexes** - Les annexes font partie intégrante de ce Bail et sont les suivantes:

Annexe «A» - Plan des Lieux loués
Annexe «B» - Dispositions spéciales
Annexe «C» - Norme de Mesure BOMA
Annexe «D» - Travaux d'aménagement
Annexe «E» - Certificat de localisation

## ARTICLE 2

## DESCRIPTION DES LIEUX LOUÉS ET AMÉNAGEMENT

2.1 **Lieux loués** - Les Lieux loués sont les locaux de l'Édifice, tel que lisérés en rouge à l'annexe "A" des présentes, le tout sujet à modification tel que prévu au présent Bail;

2.2 **Superficie locative** - La Superficie locative des Lieux loués est établie à un maximum de quatre mille cent cinquante (4,150) pieds carrés pour les fins du présent Bail, telle que déclarée par le Bailleur, le Locataire se réservant le droit pendant le Bail de faire procéder au mesurage, par un Expert de son choix, selon la Norme de Mesure BOMA jointe à l'annexe "C".

2.3 **Superficie locative de l'Édifice** - Biffé intentionnellement.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

2.4 **Modifications à la superficie locative** - La Superficie locative des Lieux loués pourra être ajustée afin de refléter toutes modifications à celle-ci, à l'exception d'une augmentation de cette Superficie locative due à des changements architecturaux apportés à l'Édifice. La nouvelle superficie sera déterminée par l'Expert selon la Norme de Mesure BOMA jointe à l'annexe "C".

2.5 **Titre de propriété et garanties du Bailleur** - Le Bailleur garantit qu'à la signature des présentes et au premier jour du Bail:

2.5.1 il détient un titre de propriété sur la Propriété franc et quitte de toutes charges sauf les servitudes, conventions, restrictions, droits, baux et sûretés inscrits au registre foncier dont aucun ne doit restreindre les droits du Locataire en vertu du présent Bail;

2.5.2 il n'y a aucun règlement, entente, restriction, bail ou autre convention affectant la Propriété et pouvant empêcher la construction et l'aménagement des Lieux loués tel que prévu aux présentes, l'accès aux Lieux loués ou leur usage initial tel que prévu aux présentes;

2.5.3 il n'y a aucun règlement de zonage interdisant l'usage des Lieux loués mentionné au paragraphe 8.1 des présentes;

2.5.4 l'Édifice ne contient pas de BPC, de mousse d'urée formaldéhyde ni aucun autre produit interdit en vertu d'une loi ou réglementation applicable ayant trait à la qualité de l'environnement.

Si le présent paragraphe n'est pas respecté, le Locataire aura le droit de résilier le présent Bail sur simple avis. De plus, si le non respect découle d'une faute du Bailleur ou d'une personne sous son contrôle, le Locataire aura droit aux dommages prévus au paragraphe 2.11.

2.6 **Travaux d'aménagement** - Le Bailleur devra effectuer ou faire effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main, les travaux d'aménagement et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités prévues aux présentes. Le Bailleur s'engage à ce que les travaux d'aménagement soient exécutés conformément aux règles de l'art, aux lois et règlements en vigueur, aux spécifications des programmes, devis, plans et dispositions de l'annexe "D" ainsi qu'aux dispositions qui suivent:

2.6.1 Les plans préliminaires approuvés se trouvant à l'annexe "D" seront modifiés en plans d'exécution. Ils devront être réalisés par un architecte et un ingénieur selon leur spécialité.

2.6.2. Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation. Ils seront alors considérés comme finaux (ils seront appelés ci-après "plans finaux") et les travaux du Bailleur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Bailleur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au programme technique et devis de performance technique de l'annexe "D".

2.6.3 Aucune des composantes de l'annexe "D" et des plans finaux ne sera réputée modifier les termes de ce Bail ou ne sera réputée constituer une autorisation pour effectuer des travaux supplémentaires.

2.6.4 Le Bailleur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire ("extra"), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

2.6.5 Si le Bailleur effectue ou fait effectuer des travaux non conformes à l'annexe "D" ou aux plans finaux, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tels travaux.

2.6.6 Dans tous les cas, le Bailleur sera responsable de conclure les contrats avec les ingénieurs, architectes, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Bailleur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux travaux d'aménagement.

2.6.7 L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Bailleur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Bailleur s'engage à soumettre pour approbation au Locataire, par écrit,

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

le nom de l'entrepreneur choisi.

2.6.8 Le Bailleur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

2.6.9 Le Locataire pourra suivre l'évolution des travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que la construction se fasse conformément aux dispositions du présent Bail. La présence du représentant du Locataire n'aura pas pour effet de dégager le Bailleur de sa responsabilité quant aux travaux d'aménagement.

2.6.10 Le Bailleur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de remplir adéquatement son mandat.

2.6.11 Le Locataire pourra désigner toute personne autre que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant la construction, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au présent Bail.

2.7 **Fin des travaux d'aménagement** - Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une Acceptation provisoire selon les modalités prévues au paragraphe suivant au plus tard le 31 décembre 1996;

2.8 **Acceptation provisoire** - Dès que les travaux d'aménagement seront terminés et prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert en fera l'examen en vue de leur Acceptation provisoire. Il attestera par écrit la conformité des travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Celle-ci indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Bailleur. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

2.9 **Acceptation définitive** - Lorsque tous les travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'Acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'Acceptation définitive des travaux d'aménagement.

Une telle Acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparentes, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait à l'été, la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

2.10 **Période d'emménagement** - Après la date d'Acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de 30 jours pendant laquelle il ne paiera aucun Loyer.

2.11 **Retard dans les travaux d'aménagement** - Si les travaux d'aménagement n'étaient pas terminés à la date prévue au paragraphe 2.7, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date serait reportée d'un nombre de jours équivalent à la période d'un tel retard, le Locataire pourra exercer, à sa seule et entière discrétion, l'une ou l'autre des options suivantes:

2.11.1 octroyer au Bailleur un ou des délais, pour permettre au Bailleur de terminer les travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence;

2.11.2 terminer les travaux d'aménagement, aux seuls coûts et frais du Bailleur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration de dix pourcent (10%) sur les coûts encourus. Le montant total payable par le Bailleur devra être versé avant le début du Bail, à défaut de quoi, nonobstant toute autre disposition du présent Bail à l'effet contraire, le Locataire sera autorisé à opérer compensation, avec Intérêts, contre toute somme payable au Bailleur en vertu du présent Bail;

En outre, dans tous les cas, le Locataire aura droit au remboursement de tous les dommages, coûts, frais, dépenses, débours et pénalités qu'il aura subis ou encourus compte tenu de l'exercice de l'une ou l'autre desdites options.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE 96

## ARTICLE 3

## DURÉE DU BAIL ET RENOUVELLEMENT

3.1 **Durée** - Le présent Bail est d'une durée de dix (10) ans débutant à la dernière des dates suivantes: le 1er février 1997 ou le premier jour suivant la fin de la période d'emménagement.

3.2 **Changement dans les dates d'occupation** - Si le Bail débute à une date postérieure à celle spécifiée au paragraphe 3.1, les parties se confirmeront par écrit la date qui constituera la première journée du Bail.

3.3 **Option de renouvellement** - Si le Locataire n'est pas en défaut en vertu du Bail, il aura l'option de renouveler le Bail pour deux (2) périodes consécutives de cinq (5) ans chacune selon les mêmes conditions, à l'exception des suivantes: pour la première période de renouvellement, le Loyer de base annuel sera de quinze dollars (15,00$) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués et le Locataire bénéficiera d'une allocation de vingt mille dollars (20,000,00 $); pour la seconde période de renouvellement, le Loyer de base annuel sera de dix-sept dollars et cinquante cents (17,50 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués et le Locataire bénéficiera d'une allocation de dix mille dollars (10,000,00 $). Dans chaque cas, l'allocation sera remise au Locataire dès le premier jour de la période de renouvellement.

Chaque option de renouvellement devra être exercée par le Locataire en donnant un avis écrit au Bailleur au moins huit (8) mois avant l'expiration du Bail (le mot Bail signifie également une période de renouvellement). Si le Locataire ne donne pas un tel avis dans le délai prescrit, le Bailleur devra demander par écrit au Locataire ses intentions quant à l'option de renouvellement. Si dans les soixante (60) jours de la demande du Bailleur, le Locataire donne avis de son intention de se prévaloir de l'option, il y aura renouvellement aux termes et conditions prévus comme s'il s'agissait de l'exercice par le Locataire de son option de renouvellement et ce, rétroactivement, s'il y a lieu, au premier jour qui suit la fin du Bail. Si le Locataire ne donne pas un tel avis dans les soixante (60) jours, il sera réputé ne pas avoir exercé son option de prolongation et, dans ce cas, le Bail se terminera à la plus tardive des dates suivantes, soit la date de la fin du Bail ou trente (30) jours suivant l'expiration du délai de soixante (60)

jours précité.

Si le Bailleur n'a pas formulé sa demande écrite au Locataire et que ce dernier continue à occuper les Lieux loués après l'expiration du Bail, tous les termes et conditions du Bail continueront d'être applicables et auront plein effet durant la période d'occupation prolongée. Pendant cette période, et tant que le Bailleur n'aura pas donné son avis tel que mentionné ci-haut, le Locataire pourra, sur préavis de soixante (60) jours, mettre fin au Bail.

## ARTICLE 4

## LOYER

4.1 **Loyer de base** - Le présent Bail est fait en considération d'un Loyer de base annuel de vingt dollars (20,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour les cinq premières années du Bail et de dix-neuf dollars (19,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour les cinq dernières années du Bail.

Ledit Loyer de base sera payable en versements mensuels égaux et consécutifs, à l'avance, le premier jour de chaque mois.

Comme le Loyer de base est dû dès le premier jour du Bail, si celui-ci ne correspond pas au premier jour d'un mois de calendrier, le Locataire devra payer, le premier jour du Bail, à titre de premier versement, une somme couvrant la période débutant le premier jour du Bail et se terminant le dernier jour du mois courant, calculée sur une base per diem par rapport à une période de 365 jours. Le même calcul s'appliquera alors, mutantis mutandis, à la fin du Bail pour le dernier versement.

4.2 **Loyer additionnel** - Le Locataire devra également payer au Bailleur, relativement aux Lieux loués, à titre de Loyer additionnel, au cours du Bail, selon les modalités prévues aux présentes:

4.2.1 les Taxes foncières et autres taxes payables au Bailleur conformément à l'article 7;

4.2.2 les Frais d'exploitation; et

4.2.3 le total de tout autres coûts, charges, montants et dépenses qui doivent être payés par le Locataire au Bailleur en vertu de ce Bail ainsi que les coûts de tous services additionnels fournis par le Bailleur à la demande du Locataire.

4.3 **Part proportionnelle** - Biffé intentionnellement.

4.4 **Loyer quotidien** - Tous les loyers ou autres frais payables en vertu du présent Bail sont réputés courir quotidiennement. Dans le cas où il serait nécessaire de calculer un montant pour une période irrégulière, les répartitions et ajustements appropriés seront faits sur une base per diem, laquelle sera calculée sur 365 jours selon l'année ou l'Exercice financier concerné.

4.5 **Ajustement du Loyer lors d'une modification de superficie** - Advenant une modification de la Superficie locative des Lieux loués, le Loyer de base et le Loyer additionnel seront calculés de nouveau et les ajustements requis seront effectués.

4.6 **Paiements du Locataire** - Tous les paiements dus par le Locataire au Bailleur devront:

4.6.1 être faits lorsque dus en vertu des présentes, sans demande préalable, sauf mention expresse au Bail, au bureau du Bailleur à l'adresse indiquée au sous-paragraphe 17.1.1 ou à toute autre adresse que le Bailleur pourra indiquer au Locataire;

4.6.2 être d'abord imputés aux sommes alors dues, s'il y a lieu;

4.6.3 porter Intérêts, en ce qui concerne le Loyer de base uniquement, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement.

4.7 **Compensations** - Lorsque des sommes non contestées par le Bailleur seront dues et payables par le Bailleur au Locataire, ce dernier sera autorisé à opérer compensation contre toutes sommes dues au Bailleur. Il devra toutefois, au préalable, aviser le Bailleur des détails de telle compensation.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

## ARTICLE 5

## CONTROLE ET EXPLOITATION DE LA PROPRIÉTÉ PAR LE BAILLEUR

5.1 **Droit d'utiliser les Aires et installations communes** - Le Locataire aura le droit d'utiliser ou de bénéficier, selon le cas, de façon non exclusive, des Aires et installations communes en commun avec les autres locataires ou occupants de l'Édifice et avec toutes autres personnes y ayant droit. Il aura accès aux Aires et installations communes vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire pourra, à vingt-quatre (24) heures d'avis au Bailleur et sans coût additionnel, avoir le droit d'utiliser des ascenseurs désignés pour le transport de matériel.

5.2 **Modifications à la Propriété** - Le Bailleur pourra, à la condition que l'accès et la jouissance des Lieux loués et des Aires et installations communes du Locataire ne soit pas affectés:

5.2.1 réserver à une personne déterminée ou céder des parties de la Propriété, accorder des servitudes, des droits de passage, des restrictions d'usage ou tout autre intérêt dans la Propriété, et imposer toute charge à l'égard de celui-ci; et

5.2.2 effectuer dans la Propriété toutes les modifications et améliorations nécessaires, à la condition qu'une telle modification ou amélioration n'affecte pas les droits du Locataire, ni ne modifie la visibilité des Lieux loués, l'accès à l'Édifice et aux Lieux loués, les services offerts aux locataires et les Aires et installations communes.

Ces droits ne devront aucunement modifier, diminuer ou autrement affecter le caractère de la Propriété.

5.3 **Engagements du Bailleur** - Le Bailleur prend les engagements suivants:

5.3.1 **Utilisation de la Propriété** - Le Bailleur s'engage à ne pas permettre ou tolérer que la Propriété soit utilisée, en tout ou en partie, à des fins incompatibles avec un poste de police.

Sans limiter la portée de ce qui précède, une utilisation à des fins incompatibles comprend notamment un établissement détenant un permis d'alcool fermant ses portes après minuit, tel un bar, une discothèque, à l'exception d'un établissement utilisé exclusivement comme restaurant ou restaurant-bar. Le Bailleur s'engage à prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser une telle exploitation non conforme. Il devra également faire respecter ses baux avec d'autres locataires et occupants de la Propriété si le non respect de ces baux affecte ou est susceptible d'affecter de façon préjudiciable le Locataire, selon l'opinion de ce dernier.

5.3.2 **Respect des lois en vigueur** - Le Bailleur s'engage également, à ses propres frais, à se conformer à toutes les lois, règlements ou autres ordonnances en vigueur d'un gouvernement, municipalité ou autre autorité compétente, dont, sans limiter la portée de ce qui précède, les lois, règlements ou ordonnances applicables à la protection et au contrôle environnemental et à toutes les exigences des autorités relatives à l'Édifice, à l'usage de l'Édifice par le Bailleur, aux équipements ou autres biens y installés par le Bailleur ou aux travaux effectués par le Bailleur.

Le Bailleur s'engage également à respecter, à ses frais, toutes les normes et contrôles obligatoires relatifs à la qualité de l'air et aux autres normes environnementales à l'intérieur des Lieux loués en vigueur au début du Bail.

5.3.3 **Gestion de la Propriété** - Le Bailleur s'engage à maintenir la Propriété et l'Édifice en bon état d'entretien et de réparation et réduire les Frais d'Exploitation au minimum possible tout en fournissant des services de qualité. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Bailleur devra gérer ou voir à ce que la Propriété soit gérée de façon professionnelle, c'est-à-dire de la façon dont le ferait un administrateur compétent et reconnu, possédant l'expérience et l'expertise nécessaires à la gestion d'une propriété de même importance et envergure que la Propriété. Dans le cadre de cette gestion, laquelle comprend également, entre autres, l'administration, l'entretien et la réparation de l'Édifice et toutes et chacune de ses composantes, le Bailleur devra (i) voir à ce que les services publics et autres services mentionnés à l'article 6 des présentes ou prévus ailleurs dans le Bail soient fournis d'une façon

professionnelle et selon les standards de qualité applicables aux propriétés de même nature que la Propriété, et (ii) voir à ce que les fournisseurs de tels services soient des professionnels en la matière. Le Bailleur s'engage également à faire en sorte que les Taxes foncières, Frais d'Exploitation et toutes autres sommes dues par le Bailleur à qui que ce soit en regard de la Propriété ou en regard du Bailleur à titre de propriétaire de la Propriété ou autrement soient payées aux échéances pour éviter toute situation qui ferait en sorte que des services pourraient être suspendus, diminués ou autrement mal fournis.

5.3.4 **Défaut** - Sans préjudice aux autres droits et recours du Locataire advenant un défaut du Bailleur en vertu du présent article, le Locataire pourra, s'il n'a pas été remédié au défaut dans les délais raisonnables prévus dans la mise en demeure envoyée au Bailleur, corriger la situation déficiente, aux frais du Bailleur, les dispositions du paragraphe 14.3 des présentes devant alors s'appliquer mutatis mutandis.

De plus, dans le cas où un fournisseur de biens ou de services ne donnerait pas des services acceptables, le Locataire pourra ensuite exiger du Bailleur qu'il remplace ce fournisseur de biens ou de services par un autre choisi parmi une liste fournie par le Locataire.

## ARTICLE 6

## SERVICES PUBLICS ET AUTRES SERVICES

### 6.1 Chauffage, ventilation et climatisation

Dans le cadre de l'annexe "D", le Bailleur fournira pour les Lieux loués, un système de chauffage, ventilation et climatisation (ci-après appelé "Système CVC") servant les Lieux loués complètement opérationnel, qui fournira un flux constant d'air frais filtré qui sera soit chauffé ou rafraîchi, humidifié ou déshumidifié selon ce que les conditions pourront raisonnablement exiger vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

Le Bailleur convient de se conformer, à ses frais, au minimum, aux plus récents standards internationaux promulgués par "The American

Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers (ASHRAE)" ainsi qu'aux normes généralement reconnus en semblable matière en vigueur au début du Bail.

Pendant les saisons printanière et estivale, la température intérieure des Lieux loués sera maintenue à environ vingt-deux (22) degrés C° avec une humidité relative maximum de cinquante pourcent (50%). Pendant la saison automnale et hivernale, la température intérieure des Lieux loués sera maintenue à environ dix-huit (18) degrés C° mais avec une humidité relative minimum de trente pourcent (30%). Le Système CVC maintiendra un différentiel de température maximum de onze (11) degrés C° entre les températures de l'air intérieur et extérieur lorsque la température extérieure excédera trente-deux (32) degrés C°.

Pendant la période d'emménagement, le Système CVC fonctionnera vingt-quatre (24) heures par jour, afin d'aérer les Lieux loués et les débarrasser des gaz toxiques ou odeurs dégagés par les travaux d'aménagement dans les Lieux loués.

L'entretien du Système CVC sera du ressort du Bailleur. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Bailleur s'engage à vérifier, nettoyer et remplacer les filtres du Système CVC au moins deux (2) fois par année pendant la durée du Bail.

Le sous-paragraphe 5.3.2 relativement au respect de la législation en vigueur s'applique intégralement au présent article.

6.2 **Électricité et autres services publics** - Le Bailleur fournira au Locataire l'électricité, l'eau à usage domestique, les services d'évacuation des eaux d'égouts et les autres services publics desservant la Propriété, pourvu que le Locataire utilise ces services pour les fins pour lesquelles ils sont destinés. Le Bailleur s'engage à installer ou à faire installer, à ses frais, avant le début du Bail, des compteurs permettant d'établir la consommation de tous les services publics utilisés dans les Lieux loués. Le Locataire paiera pour l'électricité et les autres services publics en fonction des données fournies par cesdits compteurs et, selon que lesdits services sont payables directement au fournisseur du service public ou au Bailleur, au taux prescrit par le fournisseur du service public ou au taux accordé au Bailleur par tel fournisseur. Dans tous les cas où cela est possible et, de façon certaine dans le cas de l'électricité, le Bailleur installera, à ses frais, des compteurs séparés pour les Lieux loués

permettant au Locataire de payer le coût de ces services directement au fournisseur de l'électricité et des autres services. Le Locataire ne devra, en aucun cas, surcharger la capacité de tel service.

6.3 **Services ménagers** - Biffé intentionnellement.

6.4 **Enseignes** - Le Bailleur fournira et installera, à ses frais, une (1) enseigne lumineuse identifiant le Locataire à l'extérieur de l'Édifice, le tout tel que décrit à l'Annexe "D".

6.5 **Équipements de communication** - Sur demande du Locataire, le Bailleur s'engage à mettre à la disposition de celui-ci, libre de tout Loyer de quelque nature que ce soit ou autres frais, un espace sur le toit de l'Édifice, afin de permettre au Locataire d'y installer, à n'importe quel temps au cours du Bail, des équipements de communication, comme par exemple: antenne parabolique, satellites, soucoupes, antenne mobile de réception et transmission possiblement montée sur une tour, systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sujet à la réglementation municipale ou gouvernementale.

Toutes les dépenses reliées à un tel équipement (incluant les coûts d'installation, d'entretien, de réparation, les coûts d'énergie et autres) seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir à ses frais tout permis requis pour opérer un tel équipement.

## ARTICLE 7

## TAXES ET FRAIS D'EXPLOITATION

7.1 **Paiement des Taxes foncières par le Bailleur** - Sous réserve du paragraphe 7.2, le Bailleur paiera toutes les Taxes foncières payables par le Locataire, mais il pourra différer ce paiement dans la mesure permise par la loi.

7.2 **Taxes foncières payables par le Locataire**

7.2.1 Le Locataire paiera directement au Bailleur, à titre de Loyer additionnel, pendant la durée du Bail, sans duplication ni

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

profit, les Taxes foncières sur réception du compte de taxe courant reçu par le Bailleur. Le Locataire paiera au Bailleur les Taxes foncières au moins sept (7) jours avant leur date d'échéance, étant entendu que le Locataire devra bénéficier d'au moins trente (30) jours pour acquitter les Taxes foncières et que le Locataire aura droit au même nombre de versements que celui auquel le Bailleur a droit.

Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra être requis de payer les Taxes foncières sur la base d'un estimé, préparé par le Bailleur et remis au Locataire avant le 1er janvier de chaque année, et basé sur les Taxes foncières de l'année en cours si elles sont connues, ou, à défaut, sur celles de l'année précédente. Les Taxes foncières seront alors payables en versements mensuels égaux et consécutifs, à l'avance, le premier jour de chaque mois. Pendant l'année, dans les trente jours de la connaissance du montant réel des Taxes foncières, le Bailleur devra effectuer les ajustements nécessaires au montant des Taxes foncières payables par le Locataire.

7.2.2 Il n'y aura aucun frais d'administration ou de gestion facturés sur les Taxes foncières.

7.3 **Contestation des Taxes foncières** - Seul le Bailleur aura le droit de contester une évaluation gouvernementale ou détermination de la valeur de la Propriété, ou de toute partie de celle-ci, que cette évaluation ou détermination vise ou non le montant des Taxes foncières ou des autres taux, droits, taxes, impositions ou cotisations devant être payés par le Locataire. Seul le Bailleur aura le droit de contester, de porter en appel, de soulever des objections ou d'intenter des poursuites ou de transiger relativement à toutes Taxes foncières.

Si, suite à une contestation des Taxes foncières ou des autres taux, droits, taxes, impositions ou cotisations devant être payés par le Locataire et prévus au présent paragraphe 7.3, le Bailleur a droit à un remboursement d'une autorité gouvernementale compétente, il devra déployer ses meilleurs efforts pour obtenir le remboursement auquel il a droit dans les meilleurs délais. Dans les quinze (15) jours de l'obtention de tel remboursement, total ou partiel, il devra remettre au Locataire ce remboursement, ce droit au remboursement subsistant après la fin du Bail.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

7.4 **Taxes d'affaires et autres taxes** - A l'entière exonération du Bailleur, le Locataire sera responsable du paiement, à l'autorité compétente et dans les délais fixés par cette dernière, de toutes les taxes d'affaires, taxes d'eau et de services, taxes d'enlèvement des ordures, taxes imposées ou levées à l'endroit de tous biens placés par le Locataire dans ou sur les Lieux loués, ainsi que de toutes les autres taxes similaires pouvant être imposées à l'égard des Lieux loués, ou des affaires y exploitées, et de tous les autres impôts et taxes qui sont ou pourraient devenir payables par le Locataire en sa qualité de Locataire ou d'occupant des Lieux loués. Si le mode de perception de telles taxes est modifié de sorte que le Bailleur devient responsable du paiement de telles taxes à la place du Locataire, ou si en vertu de la loi, d'un règlement ou autrement, de telles taxes deviennent payables par le Bailleur, le Locataire remboursera immédiatement au Bailleur, sur demande de celui-ci, le montant du bénéfice tiré par le Locataire d'un tel changement, ou une somme correspondant au total du compte ainsi émis, selon le cas.

7.5 **Contestation des taxes d'affaires** - Le Locataire pourra contester l'imposition de tous impôts, taxes, droits et cotisations payables par le Locataire en vertu du paragraphe 7.4, et pourra retenir leur paiement dans la mesure permise par la loi si le Locataire conteste de manière diligente ladite imposition, et pourvu que cette retenue de paiement ne rende pas la Propriété, ou toute partie de celle-ci, susceptible d'être vendue ou saisie et ne rende pas le Bailleur passible de poursuite, de pénalité, d'amende ou autre dette, et qu'après la décision finale à l'égard d'une telle contestation, le Locataire paie le montant établi comme étant exigible.

7.6 **Taxes de vente** - Le Bailleur et le Locataire devront payer les Taxes de vente payables selon les modalités législatives applicables. De plus, les Taxes de vente ou autres taxes similaires payables par le Bailleur en regard des Frais d'exploitation, et pour lesquelles le Bailleur bénéficiera d'un crédit pour intrants, seront exclues des Frais d'exploitation.

7.7 **Frais d'exploitation** - Sous réserve des exclusions et des déductions prévues aux paragraphes 7.8 et 7.9 du présent Bail, «Frais d'exploitation» signifie la totalité, sans duplication ni profit, des dépenses engagées par le Bailleur ou pour son compte, relativement à l'entretien, la réparation, l'exploitation, la surveillance et l'administration de la Propriété. A titre d'exemple, sans limiter la généralité de ce qui précède, les Frais d'exploitation comprennent

entre autres:

7.7.1 tous salaires, gages et avantages sociaux raisonnables payés au personnel travaillant exclusivement pour l'entretien, la réparation et l'exploitation de la Propriété;

7.7.2 les coûts des services d'entretien et de réparation des Lieux loués et de la Propriété;

7.7.3 les coûts reliés aux services de sécurité, de surveillance, de contrôle de circulation, de travaux paysagers, de nettoyage de fenêtres, de cueillette, rejet et récupération de déchets et d'ordures et d'enlèvement de la neige et de la glace pour la Propriété;

7.7.4 les coûts des services d'entretien, de réparation et d'opération des différents systèmes et équipements desservant la Propriété et les Lieux loués;

7.7.5 les coûts de toutes modifications, conversions ou remplacements du Système CVC ou autres systèmes ou équipements se trouvant dans l'Édifice, afin de se conformer aux lois, règlements ou autres ordonnances entrées en vigueur ou modifiées pendant la durée du Bail, amortis selon les pratiques comptables généralement reconnues;

7.7.6 les coûts de la machinerie, des fournitures, des outils, des équipements et des matériaux utilisés dans le cadre de l'entretien, la réparation et l'exploitation de la Propriété, ou tous les coûts de location de ceux-ci;

7.7.7 les dépenses reliées à la protection de l'environnement ou aux programmes ou mesures de préservation de l'énergie;

7.7.8 les coûts d'approvisionnement en électricité, combustible, chauffage, air traité, eau, téléphone, vapeur, essence et les coûts reliés au système d'égout et aux autres services publics;

7.7.9 le coût des assurances souscrites par le Bailleur, les paiements des primes et franchises reliées aux incendies, aux risques divers, à la responsabilité civile, aux biens, aux chaudières et à toute autre forme d'assurance se rapportant à la Propriété;

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

7.7.10 les frais et honoraires de comptabilité et de vérification relativement à la préparation des relevés de Taxes foncières et de Frais d'exploitation;

7.7.11 les coûts d'entretien, de réparation et de remplacement de nature non structurale à la Propriété, étant entendu que les remplacements seront amortis selon les pratiques comptables reconnues;

7.8 **Exclusions aux Frais d'exploitation** - Nonobstant ce qui précède, les coûts suivants sont exclus des Frais d'exploitation déterminés en vertu du paragraphe 7.7:

7.8.1 tous amortissements autres que celui des coûts mentionnés aux sous-paragraphes 7.7.5 et 7.7.11;

7.8.2 les coûts imputables à toutes modifications ou tous ajouts à la structure de l'Édifice ainsi que les coûts de toutes réparations ou tous remplacements à la Propriété de nature structurale dont, sans limiter la généralité de ce qui précède, les fondations, les murs extérieurs, les fenêtres et le toit de la Propriété;

7.8.3 les coûts de remplacement de toutes parties importantes de l'Édifice, telles que définies au paragraphe 9.1.1;

7.8.4 les coûts du service de la dette, dont le paiement en capital et intérêts sur tous emprunts du Bailleur, hypothèques ou actes de fiducie, les frais de refinancement, les montants de pénalités encourues en raison du défaut du Bailleur de respecter ses obligations hypothécaires ou autres obligations financières affectant l'Édifice;

7.8.5 les impôts sur le revenu ou sur les bénéfices du Bailleur, ses contributions aux oeuvres de charité;

7.8.6 les dépenses engagées volontairement pour des travaux ou des services exécutés uniquement au profit d'un locataire en particulier de la Propriété ou suite à un défaut, faute ou négligence de ce locataire établi par jugement ou par un règlement hors cour;

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

7.8.7 toutes sommes déboursées par le Bailleur à titre de frais judiciaires, d'honoraires judiciaires ou extra-judiciaires, ainsi que toutes sommes que le Bailleur doit payer à titre d'amende ou pénalité ou suite à un jugement émanant de tout tribunal civil, criminel ou administratif;

7.8.8 les coûts encourus avant le début du Bail, incluant sans limitation, les coûts de construction de la Propriété et de ses composantes et les coûts de l'aménagement extérieur initial et l'amortissement de tous ces coûts;

7.8.9 les frais de courtage, publicité, étude de marché, relocalisation de locaux, réaménagement de locaux suite à une relocalisation, frais légaux reliés à la location dans l'Édifice, les sommes allouées à des locataires comme la prise en charge d'un Bail dans un autre édifice ou loyer gratuit, ainsi que toutes autres sommes de même nature;

7.8.10 toutes dépenses reliées à un vice caché, malfaçon, défaut de construction ou d'installation;

7.8.11 toutes dépenses couvertes par des garanties légales ou contractuelles;

7.8.12 la dépréciation de l'Édifice et de ses composantes originales;

7.8.13 toutes réserves pour mauvaises créances et pertes de loyer;

7.8.14 la surévaluation des coûts de location pour tout espace dans l'Édifice occupé par les employés du Bailleur et les utilisateurs de l'Édifice en général;

7.8.15 toutes rentes emphytéotiques ou loyers payables par le Bailleur à l'égard de l'Édifice et des Terrains;

7.8.16 le montant qu'il en coûte au Bailleur pour installer, exploiter et entretenir un service spécial dans les Aires et installations communes tel un observatoire, un service de diffusion, un service de conférences, un club athlétique ou un club de loisirs;

7.8.17 le coût d'acquisition de sculptures, tableaux et autres objets d'art.

7.8.18 les salaires, gages et avantages sociaux du personnel de direction du Bailleur qui ne sont pas directement reliés à l'administration et à la gestion de la Propriété;

7.9 **Déductions des Frais d'exploitation** - Les coûts suivants sont déduits des Frais d'exploitation déterminés en vertu du paragraphe 7.7:

7.9.1 les produits provenant d'assurance reçus par le Bailleur, dans la mesure où de tels produits remboursent le Bailleur pour des coûts qui ont été imputés à titre de Frais d'exploitation; et

7.9.2 les sommes recouvrées par le Bailleur relativement aux cautionnements et aux garanties reliés à la construction de la Propriété, pourvu que (mais uniquement dans la mesure où) les coûts de réparation relativement aux travaux couverts par de tels cautionnements et garanties aient été imputés à titre de Frais d'Exploitation, ainsi que les crédits ou remboursements de taxes de vente, ou autres crédits ou remboursements dont bénéficie le Bailleur en regard de la Propriété.

7.10 **Paiement et vérification** - A titre de Loyer additionnel, le Locataire paiera les Frais d'exploitation sur la base d'un estimé préparé par le Bailleur et remis au Locataire avant chaque Exercice financier. Les Frais d'exploitation seront alors payables en versements mensuels égaux et consécutifs, à l'avance, le premier jour de chaque mois.

Dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de l'Exercice financier, le Bailleur devra remettre au Locataire un certificat de vérificateurs externes établissant le montant des Frais d'exploitation pour l'exercice écoulé. Ce certificat devra préciser que le calcul des Frais d'exploitation a été effectué en tenant compte des dispositions du présent Bail. Dans les trente (30) jours de la réception de ce certificat par le Locataire, le Bailleur et le Locataire feront les ajustements nécessaires par rapport aux paiements effectués basés sur l'estimé. Le paiement ou le remboursement, selon le cas, des sommes dues, sera sans intérêt et se fera dans les trente (30) jours de l'ajustement. Si un remboursement est dû au Locataire, ce dernier pourra choisir, au lieu du remboursement, que le montant soit affecté à tout paiement à venir des Frais d'exploitation.

Le Locataire ne paiera jamais plus que les frais réellement encourus ou payés par le Bailleur pour opérer la Propriété.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

Dans les douze (12) mois de la date de réception du certificat des vérificateurs, le Locataire pourra procéder ou faire procéder à une vérification des Frais d'exploitation et le Bailleur convient de mettre à la disposition du vérificateur, à Montréal, tous les livres, registres, dossiers, contrats, factures et autres documents pertinents requis par le vérificateur, agissant raisonnablement pour permettre une vérification complète des Frais d'exploitation. Le coût de telle vérification sera à la charge du Locataire, sauf si la vérification fait état d'une différence de plus de cinq pourcent (5%) entre les Frais d'exploitation mentionnés dans le certificat et le montant déterminé suite à la vérification du Locataire, pour l'année en cause, auquel cas les coûts de la vérification seront à la charge du Bailleur.

Si le Bailleur fait défaut de fournir le certificat des Frais d'exploitation dans le délai ci-dessus mentionné, le Locataire sera autorisé à suspendre le paiement des Frais d'exploitation jusqu'à ce qu'il reçoive le certificat des vérificateurs accompagné des documents dont il est fait mention au présent paragraphe.

## ARTICLE 8

## USAGE DES LIEUX LOUES

8.1 **Usage permis** - Les Lieux loués seront utilisés comme poste de police. Le Locataire pourra toutefois utiliser les Lieux loués à une autre fin pour les besoins du Service de police ou d'un autre de ses services. Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux loués et ceci ne constituera pas un changement de forme ou de destination des Lieux loués. Le Locataire aura accès aux Lieux loués, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

8.2 **Respect des Lois applicables** - Le Locataire devra se conformer promptement à toutes les lois, règlements ou ordonnances en vigueur ou le devenant pendant la durée du Bail et visant l'utilisation des Lieux loués ou des Améliorations locatives à l'intérieur de ceux-ci par le Locataire. Le Locataire sera seul responsable de l'obtention de tout permis ou autorisation nécessaire pour l'exploitation des Lieux loués.

Le Bailleur devra se conformer promptement à toutes les lois, règlements ou ordonnances en vigueur ou le devenant pendant la

durée du Bail et visant la Propriété, l'usage de celle-ci, la gestion, l'entretien, les réparations et les remplacements qui y sont faits ou dont le Bailleur est responsable en vertu du Bail.

## ARTICLE 9

## ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET MODIFICATIONS

### 9.1 Entretien par le Bailleur

9.1.1 **Entretien et réparations** - Aux fins d'assurer la pleine jouissance des Lieux loués par le Locataire, le Bailleur devra entretenir ou réparer, si nécessaire, les parties importantes de l'Édifice, incluant les divers systèmes et équipements qui s'y trouvent, dont, notamment, sans limiter la portée générale de ce qui précède, les fondations, les fenêtres, le Système CVC, le système de plomberie, le système électrique, les lignes, branchements et réseaux pour les services aux Lieux loués, le système de gicleurs, les drains, les éléments de structure incluant sans limitation le toit, la membrane du toit, la couverture du toit (incluant le plafond intérieur pour des dommages causés par des infiltrations d'eau), les murs de soutien, les dalles du plancher et les murs de maçonnerie de même que les Aires et installations communes.

9.1.2 **Remplacement** - Le Bailleur garantit, qu'au début du Bail, les Lieux loués, ainsi que les parties importantes de l'Édifice dont il est question au paragraphe précédent, seront en bon état de réparation et de fonctionnement, de telle sorte qu'il ne requerront pas de remplacement pendant la durée du Bail. Si un remplacement devenait toutefois nécessaire, les frais seraient à la charge du Bailleur.

9.1.3 **Aires et installations communes** - Pendant la durée du Bail, le Bailleur devra s'assurer que les Aires et installations communes, ainsi que leurs composantes, soient réparées et maintenues en tout temps dans un bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

Les Aires et installations communes desservant les Lieux loués seront accessibles vingt-quatre (24) heures par jour, sous réserve des mesures de sécurité raisonnablement instaurées par le Bailleur. Le Bailleur garantit que toutes les Aires et installations communes desservant les Lieux loués pourront en tout temps être empruntées sans risque ou danger par le Locataire ou toute personne se rendant aux Lieux loués. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Bailleur devra faire en sorte que les trottoirs, les voies d'accès et les aires de stationnement soient bien entretenues, ~~libres de neige~~ et de glace, éclairées, identifiées, nettoyées et réparées.

Avant le début du Bail, les Aires et installations communes de tout l'Édifice seront aménagées par le Bailleur, à ses frais, selon les mêmes standards de qualité que les locaux et autres Aires et installations communes déjà aménagés dans l'Édifice.

9.1.4 **Lieux loués** - Si les Lieux loués nécessitent des réparations, alors le Bailleur devra effectuer toutes les réparations nécessaires pour remettre les Lieux loués en bonne condition. Le Bailleur et ses représentants, employés et entrepreneurs pourront, sur préavis de quarante-huit (48) heures au Locataire, pénétrer dans les Lieux loués à une période et selon des modalités acceptables au Locataire afin de pourvoir à l'entretien et aux réparations des divers systèmes et équipements qui y sont situés. Le Bailleur devra toutefois faire tous les efforts pour minimiser tout inconvénient au Locataire découlant de l'entrée dans les Lieux loués et des travaux qui y sont effectués. Le Bailleur procédera donc à ces travaux en toute diligence en observant les mesures de sécurité appropriées compte tenu des activités du Locataire.

Dans le respect des exigences du Locataire contenues aux devis de ce dernier, le Bailleur, s'il est responsable de l'entretien ménager, devra voir au remplacement immédiat des ampoules et tubes fluorescents défectueux, le tout afin de fournir un éclairage adéquat, fournir le papier hygiénique, en rouleau deux (2) épaisseurs, les serviettes et le savon dans les salles de toilette. Le coût de remplacement des ampoules, tubes, ballasts et lampes sera aux frais du Locataire. Si le Locataire le désire, le Bailleur effectuera le remplacement de ces items.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

Le Bailleur s'engage à fournir au Locataire, et ce avant le début du Bail, le nom et numéro de téléphone d'au moins un (1) employé ou représentant du Bailleur qui pourra être rejoint en tout temps en cas d'urgence ou de panne de service, en vue d'effectuer les réparations nécessaires au rétablissement de ces mêmes services.

9.2 **Entretien par le Locataire** - Sous réserve de l'article 11, le Locataire devra, à ses seuls frais, entretenir et réparer les Lieux loués et toutes Améliorations locatives à l'intérieur de ceux-ci pour l'usage auquel ils sont loués, comme un locataire prudent et avisé, compte tenu de l'état et la qualité de la Propriété et sous réserve de l'usure normale. Le Bailleur, sur avis de quarante-huit (48) heures, pourra entrer dans les Lieux loués, à toute heure raisonnable déterminée avec l'accord du Locataire afin d'examiner leur état. A la fin du Bail, ou lors de toute fin prématurée du Bail, le Locataire devra, sujet au paragraphe 9.5 des présentes, remettre les Lieux loués au Bailleur dans l'état dans lequel il est tenu de maintenir les Lieux loués, sujet à l'usure normale.

Si le Locataire néglige d'effectuer les réparations ou les autres travaux qu'il est tenu d'effectuer en vertu de ce Bail, le Bailleur pourra, à son gré, sur avis écrit de trente (30) jours, si le Locataire n'a pas remédié à la situation ou, pour une situation qui est plus longue à régler, n'a pas commencé à la régler et ne continue pas de le faire avec diligence, effectuer les réparations et les autres travaux sans qu'il soit tenu responsable des dommages aux biens ou aux affaires du Locataire qui pourraient en résulter, sauf faute ou négligence de la part du Bailleur ou de ceux dont il est légalement responsable. Les coûts engagés par le Bailleur pour ces réparations ou ces autres travaux, ainsi que des frais d'administration d'au plus dix pourcent (10%) des coûts des réparations ou travaux, seront payables sur demande. Les paragraphes 14.1 et 14.2 du Bail ne s'appliquent pas au présent paragraphe.

9.3 **Modifications par le Locataire**

9.3.1 Le Locataire ne devra pas, sans le consentement écrit préalable du Bailleur qui ne pourra être refusé sans motif valable, faire de modifications, d'ajouts, d'améliorations, de réparations ou de remplacements de nature structurale aux Lieux loués ou affectant les systèmes, services, installations ou aménagements sous la responsabilité du Bailleur. Le Locataire devra, au moment de la demande d'un tel consentement, fournir tous les plans et devis relativement à ces travaux. Le Locataire

incorporera les changements raisonnables requis par le Bailleur dans de tels plans et les soumettra à nouveau pour approbation. Le Locataire ne devra pas demander de permis de construction avant de recevoir l'approbation écrite préalable du Bailleur à l'égard des plans.

Il pourra cependant, sans consentement, faire toute autre modification, ajout, amélioration, réparation ou remplacement.

9.3.2 Toutes les modifications et tous les ajouts, améliorations, réparations et remplacements du Locataire devront être effectués:

aux seuls frais du Locataire;

de façon professionnelle et en respectant les règles de l'art et les lois applicables; et

conformément aux plans approuvés par le Bailleur lorsque les travaux ont requis l'approbation du Bailleur.

9.4 **Réparations en cas de faute** - Si des travaux d'entretien ou de réparation, dont le Bailleur ou le Locataire est responsable en vertu du Bail, résultent de la faute ou de la négligence de l'autre partie, la partie en faute devra assumer le coût de tel entretien ou réparation à la condition que les coûts pour ce faire soient concurrentiels. L'obligation sera due dans les dix (10) jours d'une demande à cet effet accompagnée des pièces justificatives pertinentes. Un avis devra être envoyé avant le début de tel entretien ou réparation.

9.5 **Remise en état des Lieux loués à la fin du Bail** - Le Locataire pourra, à son choix, pendant le Bail, enlever ses accessoires et équipements et à la fin du Bail ou lors de toute fin prématurée du Bail, à ses seuls frais, enlever les Améliorations locatives et tous les accessoires et équipements situés dans les Lieux loués, à la condition de réparer tout dommage découlant d'un tel enlèvement. Toutes les Améliorations locatives et les accessoires et équipements demeurant

dans les Lieux loués à la fin du Bail ou dans les dix (10) jours ouvrables suivant une fin prématurée deviendront la propriété du Bailleur, sans compensation au Locataire. En aucun temps le Locataire ne sera tenu d'enlever quelqu'Améliorations locatives, accessoires ou équipements, à moins qu'ils aient été installés sans l'autorisation du Bailleur

9.6 **Hypothèque légale** - Dans le cadre du présent article 9, le Locataire ne devra rien faire qui puisse résulter dans l'inscription d'une hypothèque légale contre toute partie de la Propriété. Si une telle hypothèque légale était inscrite contre la Propriété, ou toute partie de celle-ci, à la suite de travaux effectués par ou pour le Locataire, ou à la suite de fourniture de matériaux au Locataire, et qu'une telle inscription ne soit pas radiée dans les trente (30) jours de la date où le Locataire est avisé d'une telle inscription, alors le Bailleur pourrait, sans y être tenu, faire radier l'hypothèque légale en payant le montant réclamé. Le Locataire devra, sur simple demande accompagnée des pièces justificatives pertinentes, rembourser au Bailleur la somme payée au créancier de la sûreté plus les frais raisonnablement encourus par le Bailleur pour radier ladite hypothèque légale.

9.7 **Frais d'administration ou autres** - Le Bailleur ne chargera jamais directement ou indirectement au Locataire des frais d'administration, de supervision, de coordination ou frais généraux pour tous travaux de redécoration des Lieux loués tels que peinture, pose de papier peint et de tapis, etc. avant ou pendant le Bail.

## ARTICLE 10

## ASSURANCE, RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

10.1 **Assurance du Locataire** - En vertu de la *Loi sur la Communauté urbaine de Montréal* (Ch. 37.2 L.R.Q.) le Locataire s'auto-assure. A tout événement, la responsabilité du Locataire se limitera à cinq (5) millions de dollars pour tout dommage, perte ou blessure que la perte, dommage ou blessure résulte ou non de la négligence du Locataire, ses employés, officiers, directeurs ou autres pour lesquels le Locataire est légalement responsable.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

10.2 **Assurance du Bailleur** - Le Bailleur devra maintenir en vigueur, pendant le Bail, des types d'assurance couvrant la Propriété, dont le montant de protection devra être suffisant et le montant des franchises adéquat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Bailleur maintiendra en vigueur des polices d'assurance responsabilité civile générale relativement à l'usage et l'occupation de la Propriété (couverture incluant l'exploitation et les activités menées dans la Propriété par le Bailleur et toutes personnes dont le Bailleur est légalement responsable) pour chaque événement impliquant des blessures corporelles, des décès ou des dommages aux biens et dont le montant de protection, les conditions et le montant des franchises pourront être déterminés par le Bailleur en correspondant aux couvertures que prendrait un propriétaire prudent et avisé dans les circonstances. De plus, le Bailleur devra contracter et maintenir en vigueur des polices d'assurance couvrant des remplacements ou des réparations majeurs à la Propriété. Le Locataire convient que les coûts de l'assurance maintenue en vigueur par le Bailleur seront inclus dans les Frais d'exploitation, sauf toute augmentation de prime résultant de l'occupation, de la conduite des affaires, de tout acte ou omission d'un occupant de la Propriété.

10.3 **Conséquences d'une cession ou sous-location** - Advenant une cession ou sous-location, à l'exception d'une cession ou sous-location à un organisme public ou une municipalité auto-assurés, le cessionnaire ou sous-locataire devra, à la demande du Bailleur, souscrire entre autres: (i) une assurance multi-risques de responsabilité civile contre les blessures corporelles, les décès et les dommages matériels à des tiers; (ii) une assurance tous risques de responsabilité civile pour la valeur à neuf des Lieux loués; (iii) une assurance tous risques relativement aux biens se trouvant dans les Lieux; le tout selon les termes et conditions stipulées par le Bailleur

## ARTICLE 11

## ENDOMMAGEMENT PAR INCENDIE OU AUTRE SINISTRE

11.1 **Dommages aux Lieux loués** - Sous réserve des dispositions du paragraphe 11.2 des présentes, dans l'éventualité où les Lieux loués sont détruits ou endommagés par un incendie ou autre sinistre contre lequel le Bailleur est assuré en vertu des présentes:

11.1.1 si, de l'avis d'un Expert les dommages ou la destruction sont tels que les Lieux loués deviennent entièrement impropres à l'occupation, ou si leur usage ou leur occupation est impossible ou dangereux et si, dans l'un ou l'autre des cas, les dommages ou la destruction, de l'avis d'un Expert, ne peuvent pas être réparés avec diligence raisonnable dans les cent quatre-vingt (180) jours de la survenance de tels dommages ou d'une telle destruction, alors le Locataire ou le Bailleur pourra dans les soixante (60) jours de la réception de l'avis de l'Expert mettre fin au Bail en avisant le Bailleur ou le Locataire, selon le cas, d'une telle terminaison. Dans ce cas, ce Bail cessera et prendra fin à la date d'une telle destruction ou de tels dommages; le Loyer et les autres paiements dont le Locataire est responsable en vertu du présent Bail seront ventilés et payés intégralement jusqu'à la date d'une telle destruction ou de tels dommages, et le Locataire cédera et remettra la possession des Lieux loués au Bailleur. Dans l'éventualité où le Locataire ou le Bailleur ne met pas fin à ce Bail conformément aux dispositions du présent sous-paragraphe 11.1.1, le Bailleur devra réparer les Lieux loués (excluant les Améliorations locatives et tous les biens appartenant au Locataire), avec diligence, et toutes les sommes payables par le Locataire en vertu de ce Bail cesseront d'être dues à compter de la date de la survenance des dommages ou de la destruction jusqu'à trente (30) jours suivant la nouvelle date d'Acceptation provisoire.

11.1.2 si les dommages ou la destruction sont tels que les Lieux loués sont entièrement impropres à l'occupation, ou si leur usage ou leur occupation est impossible ou dangereux mais si, dans un cas comme dans l'autre, les dommages ou la destruction, de l'avis d'un Expert, peuvent être réparés avec diligence raisonnable dans les cent quatre-vingt (180) jours de la survenance de tels dommages ou d'une telle destruction, alors le Bailleur devra réparer les Lieux loués (excluant les Améliorations locatives et tous les biens appartenant au Locataire) avec diligence, dans les cent quatre-vingt (180) jours de la survenance d'une telle destruction ou de tels dommages. Toutes les sommes payables par le Locataire en vertu de ce Bail cesseront d'être dues à compter de la date de la survenance de tels dommages ou d'une telle destruction jusqu'à trente (30) jours suivant la nouvelle date d'Acceptation provisoire;

11.1.3 si, selon le Locataire, une utilisation partielle des Lieux loués est possible et souhaitable pendant la période de reconstruction, le Locataire paiera son Loyer de base et les montants dus au Bailleur en proportion de la surface utilisée par rapport à la totalité des Lieux loués.

11.2 **Dommages majeurs à l'Édifice** - Nonobstant toute autre disposition de ce Bail et, en particulier, nonobstant le paragraphe 11.1, si:

11.2.1 des locaux, qu'ils soient ceux du Locataire ou ceux des autres locataires de la Propriété, correspondant en totalité à soixante-dix pourcent (70%) ou plus de la Superficie locative de l'Édifice; ou

11.2.2 soixante-dix pourcent (70%) ou plus des Aires et installations communes, sont endommagés ou détruits par un incendie ou autre sinistre de telle sorte que, de l'avis de l'Expert, les dommages ou la destruction ne peuvent pas être réparés avec diligence raisonnable dans les cent quatre-vingt (180) jours de la survenance de tels dommages ou d'une telle destruction, alors une partie ou l'autre pourra mettre fin au Bail. Dans ce cas, les modalités de l'alinéa 11.1.1 s'appliqueront mutatis mutandis sauf que la date de résiliation devra être approuvée par le Locataire, sauf si le susdit alinéa 11.1.1 s'applique. Les dispositions de l'alinéa 11.1.3 s'appliqueront advenant une utilisation des Lieux loués après le dommage ou la destruction.

11.3 **Avis de l'Expert** - Aux fins des paragraphes 11.1 et 11.2, l'avis de l'Expert doit être donné, par écrit, dans les cinq (5) jours ouvrables de tout dommage ou destruction.

11.4 **Droit de reconstruction** - Lors de la réparation ou de la reconstruction de l'Édifice ou des Lieux loués, le Bailleur devra agir avec toute la diligence possible et pourra, avec l'approbation du Locataire, agissant raisonnablement, utiliser des dessins, des plans et des devis différents de ceux d'origine, mais toujours correspondant à une construction de même qualité.

11.5 **Bail demeurant en vigueur** - Nonobstant toute disposition contraire contenue au Code civil du Québec et sauf tel que prévu au présent article 11, ce Bail demeurera en vigueur lors de la survenance de tout dommage ou de toute destruction de l'Édifice ou des Lieux loués, ou des deux, ou de toute partie de ceux-ci, tel que prévu aux paragraphes

11.1 et 11.2.

11.6 **Expropriation** - Le Bailleur et le Locataire devront collaborer, l'un avec l'autre, relativement à toute expropriation de la Propriété, en tout ou en partie, afin que le Locataire puisse recevoir de l'autorité expropriante l'indemnité maximum à laquelle il a droit en vertu de la loi relativement aux frais de relocalisation, à la perte de bénéfices et à tout autre coût (y compris toute augmentation de loyer dans les nouveaux locaux), et afin que le Bailleur puisse recevoir l'indemnité maximum pour toute autre compensation découlant d'une telle expropriation ou en relation avec celle-ci.

## ARTICLE 12

## CESSION ET SOUS-LOCATION

12.1 Le consentement du Bailleur n'est pas requis lorsque le Locataire désire céder ou sous-louer une partie ou de la totalité du présent Bail.

Nonobstant les dispositions de l'article 1873 du Code civil du Québec, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire et le sous-locataire, pendant la durée du Bail ainsi cédé ou sous-loué, du paiement du Loyer et des autres obligations du Locataire en vertu du présent Bail, à l'exclusion d'un renouvellement du Bail ou d'une tolérance dans les lieux après l'expiration du Bail.

## ARTICLE 13

## DÉCLARATIONS ET CONVENTION DE RESPECT DE BAIL

13.1 **Déclarations** - Le Locataire devra, dans les dix (10) jours d'une demande de cet effet de la part du Bailleur, signer et lui transmettre une déclaration écrite selon la formule fournie par le Bailleur, que le Locataire pourra amender et modifier, attestant que ce Bail a été valablement signé par le Locataire, conformément à ses pouvoirs corporatifs, qu'il est en vigueur, qu'il n'a pas été modifié (ou s'il a été modifié, établissant les modifications et déclarant que le Bail, tel que

modifié, est toujours en vigueur), attestant également les dates de début et fin du Bail, le montant du Loyer de base, de la Part proportionnelle, des coûts d'électricité consommée dans les Lieux loués et des autres sommes alors payables en vertu des présentes, l'existence ou non d'un défaut de la part du Bailleur dont le Locataire a connaissance et tout autre détail que le Bailleur ou éventuel acheteur pourra raisonnablement exiger. Tout éventuel acheteur ou créancier prioritaire ou hypothécaire pourra, de façon concluante, s'en remettre à telle déclaration. Le Locataire pourra exiger une telle déclaration du Bailleur auquel cas les dispositions de ce paragraphe s'appliqueront mutatis mutandis.

13.2 **Jouissance paisible** - Le Locataire aura, en tout temps, droit à la jouissance paisible des Lieux loués, conformément et sujet aux dispositions du Bail.

Le Bailleur s'engage à faire tout ce qui est nécessaire, incluant prendre les mesures légales qui s'imposent, pour faire cesser tout trouble de jouissance, le tout en conformité et sujet aux dispositions applicables du Code Civil du Québec.

## ARTICLE 14

## RECOURS EN CAS DE DÉFAUT

14.1 **Défaut du Locataire** - Chacun des cas ci-après énumérés constitue un cas de défaut en vertu de ce Bail:

14.1.1 le Locataire fait défaut de payer, lorsque exigible, la totalité ou toute partie du Loyer payable en vertu de ce Bail et ne corrige pas la situation dans les dix (10) jours d'une demande écrite à cet effet;

14.1.2 le Locataire ne respecte pas ses autres obligations en vertu du Bail et n'a pas remédié à tel défaut dans les trente (30) jours suivant un avis écrit du Bailleur à cet effet. Si le défaut prend plus de trente (30) jours pour être corrigé, le Locataire ne sera pas en défaut à la condition d'avoir commencé à le corriger dans ce délai de trente (30) jours et de poursuivre la correction diligemment;

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

14.1.3 la faillite ou l'insolvabilité du Locataire.

14.2 **Droits et recours du Bailleur** - Dès la survenance d'un cas de défaut du Locataire, le Bailleur aura les droits et recours ci-après énumérés, lesquels sont cumulatifs et sont en sus de tous les autres droits et recours que le Bailleur peut autrement détenir, y compris ceux découlant de la loi:

14.2.1 le Bailleur pourra, après avoir donné un avis écrit préalable de cinq (5) jours au Locataire à l'expiration des délais mentionnés au paragraphe 14.1, remédier ou faire remédier, à tout cas de défaut et à cette fin, pourra prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires afin de remédier à tel cas de défaut.

14.3 **Défaut du Bailleur** - Si le Bailleur manque à l'une ou l'autre de ses obligations en vertu du Bail et qu'il n'a pas remédié à tel défaut dans les trente (30) jours suivant un avis écrit du Locataire à cet effet, sauf s'il y a situation d'urgence pour laquelle le Bailleur n'a pu être rejoint, auquel cas le Locataire pourra remédier au défaut immédiatement sans préavis écrit au Bailleur, le Locataire pourra, sans préjudice à ses autres droits et recours, et sans y être obligé, remédier au défaut lui-même, aux frais du Bailleur. Celui-ci devra, dans les quinze (15) jours d'une demande à cet effet, rembourser au Locataire, les coûts raisonnables de remédiation à tel défaut du Bailleur avec Intérêts à compter du jour où la dépense a été faite par le Locataire et jusqu'à parfait paiement, à défaut de quoi, le Locataire pourra opérer compensation en regard de toutes sommes dues au Bailleur.

Toutefois, si le défaut prend plus de trente (30) jours pour être corrigé, le Bailleur ne sera pas en défaut à la condition d'avoir commencé à corriger le défaut dans le délai de trente (30) jours et de poursuivre la correction diligemment.

## ARTICLE 15

## ESPACES DE STATIONNEMENT

BG

onze (11)

15.1 **Espaces de stationnement** - Le Bailleur fournira au Locataire, sans frais, pour la durée du Bail et des renouvellements, ~~douze (12)~~ onze (11) espaces de stationnement réservés et à l'usage exclusif du Locataire situés sur

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

le terrain extérieur de l'Édifice, le tout tel que décrit sur le plan joint à l'annexe "A".

## ARTICLE 16

## ARBITRAGE

16.1 **Nomination** - En cas de différend entre les parties au sujet de:

- l'interprétation du présent Bail;
- l'exécution des obligations de l'une des parties en vertu du présent Bail;
- un consentement ou une approbation devant être donné par l'une des parties en vertu du présent Bail;

les parties conviennent de négocier de bonne foi en vue de résoudre rapidement le différend. L'une des parties peut donner à l'autre un avis écrit de son désir de soumettre ce différend à l'arbitrage en précisant de façon raisonnablement détaillée l'objet du différend. Dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception d'un tel avis, les parties doivent désigner un arbitre chargé de trancher le différend. Si les parties ne s'entendent pas sur le choix d'un arbitre, l'une d'entre elles peut demander à un juge de la Cour Supérieure de la province de Québec de nommer un arbitre pour trancher le différend. L'arbitre doit sans délai, et conformément aux dispositions applicables du Code de procédure civile du Québec, procéder à l'arbitrage du différend entre les parties et rendre sa sentence par écrit aussitôt que la chose est possible. La sentence arbitrale est finale et lie les parties.

16.2 **Remplacement** - En cas de décès, de démission, d'incapacité, d'omission ou de refus d'agir de l'arbitre et si l'omission ou le refus persiste pendant une période de cinq (5) jours ouvrables après qu'un avis écrit à cet effet lui a été donné par l'une des parties, un autre arbitre peut être désigné par les parties, ou à défaut, la nomination peut être faite par un juge de la Cour Supérieure de la province de Québec sur demande de l'une des parties.

16.3 **Frais** - Les frais d'arbitrage sont attribués à la discrétion de l'arbitre.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

16.4 **Statu Quo durant l'arbitrage** - Pendant la durée de tout arbitrage en vertu du présent Bail, il est présumé ne s'être produit aucun défaut dans l'exécution de toute entente, obligation ou convention du présent Bail qui fait l'objet de l'arbitrage.

16.5 **Réserve** - Nonobstant les dispositions du présent article 16, après la signification d'un avis de l'intention d'une partie de soumettre un différend à l'arbitrage, mais avant le début de l'audition du différend par l'arbitre nommé de la façon susdite, l'une ou l'autre des parties peut intenter des procédures devant un tribunal compétent pour statuer sur ce différend. Dans ce cas, les procédures d'arbitrage cessent immédiatement et les frais d'arbitrage, le cas échéant, sont à la charge de la partie ayant intenté des procédures devant le tribunal à moins que celui-ci n'en décide autrement.

## ARTICLE 17

## DIVERS

17.1 **Avis** - Tout avis, demande ou déclaration prévue au Bail devra être fait par écrit et transmis par messager ou télécopieur ou autre moyen électronique de communication graphique, aux parties respectives comme suit:

17.1.1 dans le cas d'un avis au Bailleur, à l'adresse suivante:

**M. YVES GAUTHIER**
5729 Hamilton
Montréal (Qué.)
H4E 3B9
Télécopieur: (514) 769-5164

17.1.2 dans le cas d'un avis au Locataire, à l'adresse suivante:

Communauté urbaine de Montréal
Secrétariat
Cours Mont-Royal
1550 rue Metcalfe
Bureau 1400
Montréal (Qué.)
H3A 3P1
Télécopieur: (514) 280-3594

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

Une copie de tout avis adressé au Secrétariat de la Communauté urbaine de Montréal devra également être envoyé sans délai à la Division de la gestion immobilière, au 2580, boulevard St-Joseph est, Montréal, Québec (H1Y 2A2), télécopieur: 280-3597.

Tout avis ainsi livré sera considéré avoir été valablement donné et reçu à la date de sa livraison ou de son envoi par télécopieur. Tout avis reçu après 16 h sera réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

Une partie peut, par avis donné à l'autre partie de la façon susdite, changer l'adresse à laquelle les avis doivent être donnés, pourvu que celle-ci soit au Canada.

17.2 **Publicité des droits** - Le Bailleur s'engage à signer et fournir au Locataire, aux frais du Locataire, tout document nécessaire à la publicité des droits créés par les présentes au registre foncier. Les parties conviennent que le Bail ne sera pas publié au long ni déposé pour fins de conservation et de consultation avec le sommaire, tel que prévu à l'article 2985 du Code Civil du Québec. Les parties signeront une convention accessoire au Bail, laquelle convention faisant référence au Bail et ne contenant que les dispositions du Bail susceptibles d'être publiées dont la description de la Propriété des Lieux loués, la durée du Bail et l'option de renouvellement du Bail. Le Bail aura, en toute circonstance, préséance sur toute telle convention accessoire.

17.3 **Occupation après la fin du Bail - Aucun renouvellement tacite** - Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, mais sujet au paragraphe 3.3, il n'y aura aucun renouvellement tacite du présent Bail. Si le Locataire continue d'occuper les Lieux loués après l'expiration du Bail sans le consentement écrit du Bailleur, cette occupation sera faite à un taux mensuel, payable d'avance le premier jour de chaque mois aux mêmes conditions et selon les mêmes engagements que ceux prévus au présent Bail, dans la mesure où ceux-ci sont applicables à une location au mois, le tout sans préjudice aux recours disponibles au Bailleur en vertu des présentes ou selon la loi.

17.4 **Force majeure** - Le Bailleur ou le Locataire ne sera aucunement responsable du défaut de remplir une obligation prévue au présent Bail, du retard à remplir l'une d'elles, ni de quelque dommage ou perte encouru par l'une ou l'autre des parties, si tel défaut, retard,

dommage ou perte est causé par cas fortuit, force majeure, une guerre, un désastre naturel, une émeute, une grève ou toutes autres controverses syndicales, un incendie ou tous autres sinistres ou accidents ou tous autres événements hors du contrôle du Bailleur ou du Locataire, selon le cas. S'il y a lieu, toute période nécessaire à l'exécution d'une telle obligation sera prolongée pour une période équivalent à la période d'empêchement. Une incapacité financière du Bailleur ou du Locataire ne constitue pas une force majeure.

17.5 **Renonciation** - La renonciation par le Bailleur ou par le Locataire, selon le cas, à invoquer un manquement à quelque disposition, obligation ou condition des présentes ne sera pas réputée être une renonciation à cette disposition, obligation ou condition, ni une renonciation à tout autre manquement subséquent ou à toute autre disposition, obligation ou condition prévue aux présentes. L'acceptation subséquente de toute somme par le Bailleur ou le paiement de toute somme par le Locataire ne sera pas réputée être une renonciation à invoquer un manquement antérieur du Locataire ou du Bailleur, selon le cas, à une disposition, obligation ou condition du présent Bail, sans égard à la connaissance qu'avait le Bailleur ou le Locataire d'un manquement antérieur au moment de l'acceptation ou du paiement d'une somme prévue aux présentes. Le Bailleur ou le Locataire, selon le cas, ne sera réputé avoir renoncé à une disposition, obligation ou condition du présent Bail, à moins que cette renonciation ne soit faite par écrit.

17.6 **Accès du Bailleur aux Lieux loués** - Pour des raisons de sécurité et tant que les Lieux loués seront utilisés comme poste de police, le Bailleur n'aura pas accès aux Lieux loués à moins d'une permission écrite du Locataire. De plus, le Bailleur devra fournir au Locataire l'identité des employés ou représentants du Bailleur qui se présenteront. Les informations pertinentes devront être fournies au Locataire avant l'accès de ces personnes qui devront rencontrer les critères de sécurité du Locataire.

Sans limiter la portée générale de ce qui précède, les termes employé et représentant du Bailleur incluent toute personne par lui désignée ou dont les services ont été retenus afin d'effectuer des travaux d'entretien, d'entretien ménager s'il y a lieu, des réparations, modifications, remplacements, installations, vérifications ou autres à l'intérieur des Lieux loués.

17.7 **Relocalisation** - Les Lieux loués ne pourront être relocalisés en tout ou en partie pendant le Bail et tout renouvellement ou prolongation du Bail.

17.8 **Relations entre les parties** - Nonobstant toute autre disposition du Bail, y compris les dispositions relatives aux modifications ou aux améliorations des Lieux loués, aucune des dispositions du présent Bail ne devra être interprétée comme constituant le Locataire mandataire ou entrepreneur du Bailleur en ce qui concerne l'exécution des modifications ou des améliorations du Locataire, ou comme constituant toute relation entre le Bailleur et le Locataire autre que celle de locateur et locataire.

17.9 **Honoraires des professionnels** - Chaque partie aux présentes sera responsable des honoraires des professionnels qu'elle aura mandatés relativement à la préparation et à la négociation du présent Bail.

17.10 **Commission de courtage** - Toute commission de courtage relative au présent Bail ou à la présente transaction sera à la charge exclusive du Bailleur qui devra indemniser le Locataire et le tenir à couvert contre toute réclamation s'y rapportant.

17.11 **Successeurs et ayants droit** - Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, tous les droits accordés et toutes les obligations imposées aux parties respectives s'appliqueront aux successeurs et ayants droit du Bailleur et du Locataire.

17.12 **Bonne foi** - Dans leurs décision, consentement, évaluation, comportement et relation, le Bailleur et le Locataire s'engagent à agir de manière raisonnable selon les exigences de la bonne foi.

17.13 **Intégralité de la convention** - Le présent Bail, ainsi que les annexes mentionnées aux présentes et les Règles et Règlements s'il y a lieu contiennent toutes les conventions et les ententes entre les parties relativement aux Lieux loués. Le Bailleur et le Locataire reconnaissent qu'il n'y a eu aucune autre promesse, représentation, convention, condition ou entente, verbale ou écrite, entre eux relativement aux Lieux loués. Ni le Bailleur, ni le Locataire ne seront liés par une modification, un amendement, un changement ou une addition quelconque à ce Bail, à moins d'une convention écrite et dûment signée par le Locataire et le Bailleur.

17.14 **Lois régissant le Bail** - Le présent Bail devra être interprété et régi par les lois de la province de Québec et, lorsqu'il y a lieu, par les lois du Canada.

17.15 **Pas de lien contractuel**

Aucun lien contractuel ou autre ne pourra exister ou être créé entre le Bailleur et le Locataire tant que toutes les parties aux présentes n'auront pas signé le Bail. En ce qui concerne le Locataire, une copie certifiée de la Résolution de l'assemblée du Conseil de la Communauté Urbaine de Montréal approuvant les termes du présent Bail sera requise au plus tard le 28 août 1996 afin de donner effet au présent Bail, à défaut de quoi aucun lien contractuel n'existera ou ne sera créé entre le Bailleur et le Locataire et ce, nonobstant que le Bailleur a signé le présent Bail.

INITIALES
BAILLEUR
LOCATAIRE

**EN FOI DE QUOI,** le Bailleur a dûment signé le présent Bail en la ville de , province de Québec, ce 24 jour de Juillet 1996

**MICHEL BISSON**

Par: _____
Michel Bisson

**YVES GAUTHIER**

Par: _____
Yves Gauthier

**EN FOI DE QUOI,** le Locataire a dûment signé le présent Bail en la ville de Montréal, province de Québec, ce 26e jour de août 1996,

Les signataires reconnaissent les paraphes apposés par M. Sylvain Gouin sur le présent Bail et ses annexes.

**LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL**

Par: _____
Vera Danyluk

Par: _____
Nicole Lafond

# PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION DE BAIL

ENTRE

**135325 Canada Inc.,** une corporation dûment constituée selon la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, ayant son siège social au 7935, rue Rostand, Brossard, Québec, J4X 2R6 faisant affaires sous le nom et raison sociale de Les Entreprises Essor, agissant et représenté aux présentes par Mohamed Yacoub, dûment autorisé aux termes d'une résolution adoptée à une réunion tenue le 5 février 2004, dont copie est jointe aux présente.

(ci-après appelée le «Locateur»)

ET

**VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c.C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____ dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du 23 janvier 2006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

(ci-après appelée le «Locataire»)

ATTENDU QUE Michel Bisson & Yves Gauthier, ont signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le « Bail ») le 24 juillet 1996 ;

ATTENDU QUE le 24 octobre 1996, M. Michel Bisson a vendu la moitié indivise de l'édifice sis au coin de la rue Angers et de l'Église (Québec) à M. Yves Gauthier en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 887 786 ;

ATTENDU QUE le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

ATTENDU QUE le 5 février 2004, M. Yves Gauthier a vendu l'édifice sis au 1625, rue de l'Église, Montréal, (Québec) à 135325 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 11 064 058 ;

ATTENDU QUE le Locataire renonce à la première option de renouvellement tel que stipulé à l'article 3.3 ;

ATTENDU QUE les parties désirent prolonger le Bail pour une période de cinq (5) ans commençant le 1er avril 2007 au 31 mars 2012 ;

ATTENDU QUE nonobstant la durée du renouvellement du Bail, le Locataire pourra bénéficier d'une option de résiliation au 24e mois du Bail sur préavis écrit de 6 mois ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

- Le présent Bail est prolongé pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er avril 2007 ( la «Date de commencement ») pour se terminer le 31 mars 2012, à moins d'être autrement retardé, prolongé ou résilié, selon les dispositions qui y sont contenues ;

- Le Locataire paiera au Locateur pendant la Période de renouvellement un Loyer de base annuel au taux de DIX-SEPT DOLLARS (17,00 $) par pied carré de superficie locative des Lieux Loués (4150 pieds carrés), pour la période du 1er avril 2007 au 31 mars 2009 et de QUINZE DOLLARS (15,00 $) par pied carré de superficie locative des Lieux Loués, pour la période du 1er avril 2009 au 31 mars 2012.

- Durant la période du renouvellement, le Locataire pourra bénéficier d'une option de résiliation du Bail au 24e mois moyennant un préavis écrit de 6 mois et une pénalité de six mois de Loyer brut.

- Si le Locataire n'exerce pas l'option d'annulation au 24e mois, le Locateur remboursera à ce dernier DEUX DOLLARS (2,00 $) par pied carré de superficie locative brute des Lieux Loués pour la Période de renouvellement du 1er avril 2007 au 31 mars 2009, soit un montant de 16 600 $.

- Si le Locataire n'exerce pas l'option d'annulation au 24e mois, le Locateur s'engage à verser à ce dernier l'allocation de 20 000 $ sous forme d'améliorations locatives tel que stipulé à l'article 3.3 ;

Sous réserve des dispositions et engagements de cette convention de renouvellement, faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

**Cette convention de renouvellement est sujette à l'approbation des autorités municipales de la Ville de Montréal, à qui elle sera soumise. Le Locataire fera parvenir au Locateur le numéro de la résolution de la décision qui confirmera l'acceptation du renouvellement et tiendra lieu de signature de ce document.**

Acceptés ce 15 e jour du mois de Avril 2007 à Montréal

**135325 Canada Inc. (Les Entreprises Essor),**

Par _____
Mohamad Yacoub

Par _____
Sylvia Yacoub

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
21 MAI 2008
POUR DIRECTRICE
DIRECTION DU CONTENTIEUX

# DEUXIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

**MONSIEUR MOHAMED YACOUB,** propriétaire domicilié au 7935, rue Rostand, Brossard, Québec, J4X 2R6, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Bailleur»)

ET

**VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ~~Colette Fraser, greffière adjointe~~ (*) dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

(*) Me Yves Saindon, greffier

(ci-après appelée le «Locataire»)

**ATTENDU QUE** Michel Bisson & Yves Gauthier, ont signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le « Bail») le 24 juillet 1996 concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de quatre mille cent cinquante (4150) pieds carrés de l'Édifice sis au 1625, de l'Église, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er avril 1997 et se terminant le 31 mars 2007;

**ATTENDU QUE** le 24 octobre 1996, M. Michel Bisson a vendu la moitié indivise de l'édifice sis au coin de la rue Angers et de l'Église (Québec) à M. Yves Gauthier en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 887 786 ;

**ATTENDU QUE** le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QUE** le 5 février 2004, M. Yves Gauthier a vendu l'édifice sis au 1625, rue de l'Église, Montréal, (Québec) à 135325 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 11 064 058 ;

**ATTENDU QUE** le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une première convention de modification de Bail (ci-après appelée «Première convention de modification») le 15 avril 2007 afin, entre autres, de prolonger de cinq (5) ans le terme initial du Bail ;

**ATTENDU QU'**en vertu de la première convention de modification de Bail, le Bailleur s'engage à verser au Locataire une allocation de VINGT MILLE DOLLARS (20 000$) le premier jour suivant l'Acceptation provisoire des travaux ;

**ATTENDU QU'**en vertu de la première convention de modification de Bail, le Bailleur s'engage à rembourser au Locataire, à titre d'ajustement de Loyer de base, un montant de DEUX DOLLARS (2,00 $) par pied carré de superficie locative brute des Lieux Loués, soit quatre mille cent cinquante (4 150) pieds carrés, pour la période de renouvellement du 1er avril 2007 à la première des dates suivantes : le 31 mars 2009 ou le premier jour suivant l'Acceptation provisoire des travaux ;

**ATTENDU QUE** le 21 avril 2008, 135325 Canada Inc. a vendu l'édifice sis au 1625, rue de l'Église, Montréal, (Québec) à M. Mohamed Yacoub en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 15 131 645 ;

**ATTENDU QUE** les Frais d'exploitation énumérés dans le Bail sont assumés en partie par la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QUE** les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entres autres choses, d'augmenter la superficie des Lieux Loués et de modifier le terme du Bail selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 **Préambule**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

2 **Lieux loués**

Les Lieux loués sont les locaux de l'Édifice, tel que présenté à l'annexe A de la présente convention de modification. Le Bailleur remettra au Locataire, dans les trente (30) jours suivant le certificat d'Acceptation définitive des travaux, le plan des Lieux loués, tel que construit, pour faire partie intégrante du Bail, le tout sujet à modification tel que prévu au Bail.

3 **Superficie locative**

La Superficie locative des Lieux loués est augmentée à un maximum de sept mille quatre cent quarante huit (7 448) pieds carrés pour les fins de la présente modification, telle que déclarée par le Bailleur, le Locataire se réservant le droit pendant le Bail de procéder au mesurage, par un Expert de son choix, selon la norme ANSI/BOMA Z65.1-1996. Le résultat du mesurage, le cas échéant, liera le Bailleur.

4 **Travaux d'aménagement**

Prévoir un paiement de 40% en 2008

Le coût des travaux d'aménagement incluant les honoraires professionnels est payable par le locataire et représente un montant maximum de QUATRE CENT VINGT SIX MILLE SEPT CENT SOIXANTE DOLLARS (426 760 $), avant la TPS et la TVQ. Ce montant sera remis au Bailleur, sur présentation d'une facture selon les dispositions ci-après décrites. soit, quatre-vingt cinq pour cent (85 %) du montant après l'Acceptation provisoire des travaux, tel que décrit à l'article 2.8 du Bail et quinze pour cent (15 %) du montant après l'Acceptation définitive des travaux, tel que décrit à l'article 2.9 du Bail. Le projet clé en main, incluant les travaux de base du Bailleur devra respecter les dispositions du bail à cet effet de même que le plan de blocage joint à l'Annexe A de la présente convention de modification, le programme technique incluant ses addenda et le devis de performance technique, tels que joints à l'annexe C des présentes.

**4.1 Allocation :**

Le Bailleur remettra au Locataire, une allocation de SEPT MILLE DOLLARS (7 000 $) le premier jour suivant l'Acceptation provisoire des travaux.

5 **Fin des travaux d'aménagement**

Les travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une Acceptation provisoire préparée par un Expert et acceptée par le Locataire, selon les modalités prévues au paragraphe 2.8 du Bail, au plus tard le 1er janvier 2009.

6 **Acceptation provisoire et Acceptation définitive des travaux d'aménagement**

Le certificat de l'Acceptation provisoire et de l'Acceptation définitive des travaux d'aménagement devra être signé par l'Expert, le Bailleur et un représentant dûment autorisé du Locataire.

7 **Période d'emménagement**

L'article 2.10 est biffé.

**8 Durée**

La présente convention de modification est d'une durée de dix (10) ans ferme débutant à la dernière des dates suivantes : le 1er janvier 2009 ou le premier jour suivant l'Acceptation provisoire des travaux.

**9 Option de renouvellement**

Le premier paragraphe de l'article 3.3 du Bail est remplacé par le texte suivant :

Si le Locataire n'est pas en défaut en vertu du Bail, il aura l'option de renouveler le Bail pour une première période de renouvellement de cinq (5) ans et, ensuite pourvu que la première option de renouvellement ait été exercée, pour une seconde période de renouvellement de cinq (5) ans, selon les mêmes conditions à l'exception du loyer de base qui sera alors négocié au taux du marché.

**10 Loyer de base**

Le Loyer de base annuel est établi à DOUZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (12,75$) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués pour les cinq premières années et à TREIZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (13,75$) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour les cinq dernières années du Bail.

Toutefois, pour les cinq (5) premières années, à la date d'anniversaire de la présente convention de modification de Bail, il est entendu que le Loyer de base établi pour les cinq (5) premières années, soit DOUZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (12.75$) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués, pourra être modifié si la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par "Statistique Canada Montréal", pour le troisième mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente convention de modification de Bail et celui publié le troisième mois précédant la date d'anniversaire de la présente convention de modification de Bail est supérieure à cinq pourcent (5%). Le Loyer de base sera alors augmenté du résultat de la différence entre l'indice général des prix à la consommation et cinq pourcent (5%). *À titre d'exemple, si le taux de l'indice des prix à la consommation à la date d'anniversaire de la présente convention de modification de Bail s'élève à 6 %, le Loyer de base sera indexé de 1 %.*

Voir addenda et l'exemple ci-joint.

Nonobstant que le Loyer de base pour les cinq (5) dernières années de la présente convention de modification de Bail soit établi à TREIZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (13,75$) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués, si le Loyer de base des cinq (5) premières années de la présente convention de modification de Bail a fait l'objet d'une indexation dont le résultat du loyer de base est supérieur à TREIZE DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS (13.75$) par pied carré de Superficie locative des Lieux Loués, le Loyer de base des cinq (5) dernières années sera alors le Loyer de base de la cinquième année. *À titre d'exemple, si le Loyer de base de la cinquième année a atteint 14,00$/pi², le Loyer de base de la sixième année sera 14,00$/pi².* + Indexation si applicable

Toutefois, pour les cinq (5) dernières années, à la date d'anniversaire de la présente convention de modification de Bail, il est entendu que le Loyer de base établi pour les cinq (5) dernières années, soit le taux obtenu en vertu du paragraphe précédent, pourra être modifié si la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par "Statistique Canada Montréal", pour le troisième mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente convention de modification de Bail et celui publié le troisième mois précédant la date d'anniversaire de la présente convention de modification de Bail est supérieure à cinq pourcent (5%). Le loyer de base sera alors augmenté du résultat de la différence entre l'indice général des prix à la consommation et cinq pourcent (5%). *À titre d'exemple, si le taux de l'indice des prix à la consommation à la date d'anniversaire du Bail s'élève à 7 %, le Loyer de base sera indexé de 2 %.*

**11 Part proportionnelle**

La Part proportionnelle du Locataire est établie à cent pour cent (100%) basée sur la Superficie locative des Lieux loués et la Superficie locative de l'Édifice.

**12 Taxes foncières payables par le Locataire**

Le deuxième paragraphe de l'article 7.2.1 du Bail commencant par « Nonobstant ce qui précède » est biffé.

**13 Paiement et ajustement des Frais d'exploitation**

À titre de Loyer additionnel, le Locataire paiera sa Part proportionnelle des Frais d'exploitation en versements mensuels égaux et consécutifs, à l'avance, le premier jour de chaque mois.

Pour la première année de la convention de modification du Bail, la Part proportionnelle des Frais d'exploitation est fixée à un montant annuel de UN DOLLARS ET CINQUANTE-SEPT CENT (1.57 $) par pied carré de Superficie Locative des Lieux loués. Pendant toute la durée de la présente convention de modification aucun autre Frais d'exploitation ne sera ajouté au montant annuel par pied carré établi. Les Frais d'exploitation mentionnés aux articles 7.7.1, 7.7.2., 7.7.3, 7.7.7, 7.7.8., 7.7.10. sont biffés. 7.7.6 et 7.7.11

Chaque année, à la date anniversaire du Bail, un ajustement automatique du coût unitaire des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par "Statistique Canada Montréal", pour le troisième mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente convention de renouvellement et celui publié le troisième mois précédant la date d'anniversaire de la présente modification.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation serait ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par "Statistique Canada Montréal".

**14 Espaces de stationnement**

Le Bailleur fournira au Locataire, sans frais, pour la durée du Bail et des renouvellements, vingt et un (21) espaces de stationnement réservés et à l'usage exclusif du Locataire sur le terrain extérieur ou à l'intérieur de l'Édifice, le tout tel que décrit sur le plan joint à l'annexe B de la présente convention de modification.

**15 Droit de résiliation du Locataire**

L'option de résiliation prévue dans la première convention de modification est nulle et non avenue.

**16 Avis**

Tout avis, demande ou déclaration prévue au présent Bail devra être fait par écrit et transmis par messager ou télécopieur ou autre moyen électronique de communication graphique, aux parties respectives comme suit :

a. dans le cas d'un avis au Bailleur, à l'adresse suivante :

M. Mohamed Yacoub
7935, rue Rostand
Brossard, (Québec), J4X 2R6
Télécopieur: 450 - 923 - 2373

b. dans le cas d'un avis au Locataire, à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Direction des stratégies et transactions immobilières
Gestion immobilière - Services d'agglomération
801, rue Brennan, 10e étage
Montréal, (Québec), H3C 0G4
Télécopieur : (514) 280-3597

17 **Intégration des termes du Bail**

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

Signée par le Bailleur à Montréal

ce 29 e jour du mois de MAI 2008

**M. MOHAMED YACOUB**

Par _____
Mohamed Yacoub

Signée par le Locataire à Montréal

ce 4 e jour du mois de juillet 2008

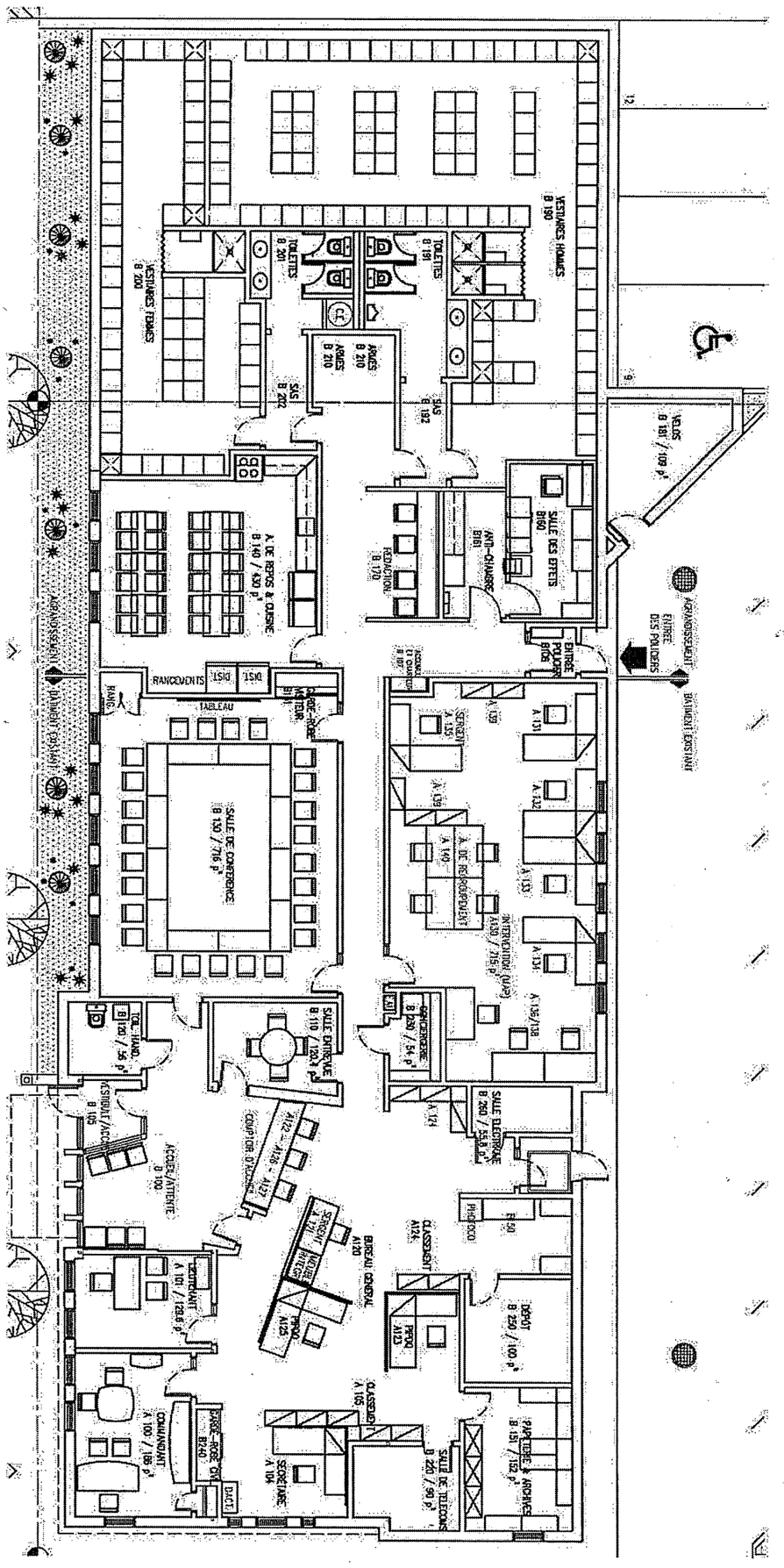
**VILLE DE MONTRÉAL**

Par _____
~~Colette Fraser~~
Me Yves Saindon, greffier

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de Montréal, le 19 juin 2008, résolution: CG 08 0335.

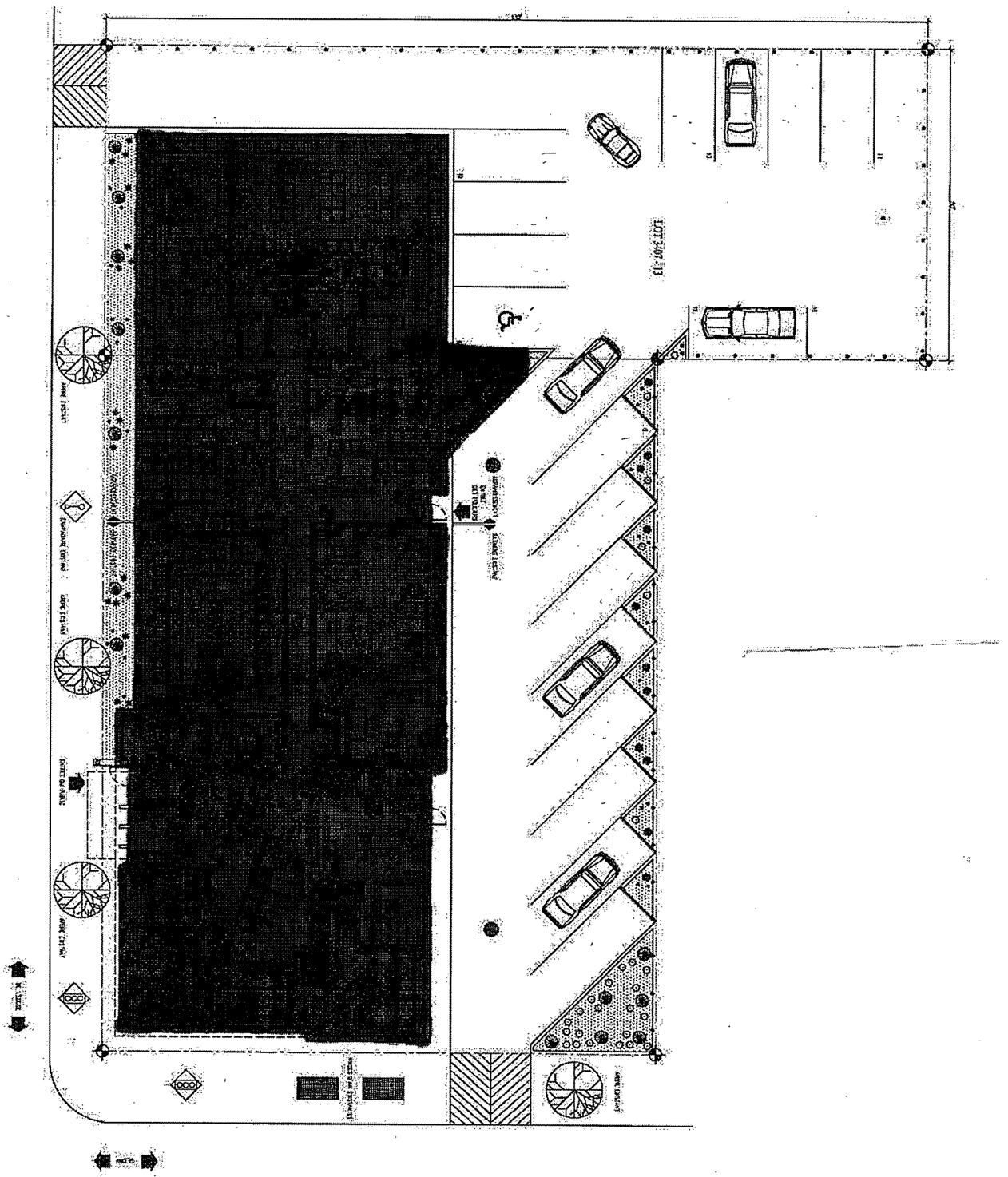
## ANNEXE « A »

### Plan des Lieux loués



## ANNEXE « B »

### Plan du stationnement



Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

| | |
|---|---|
| Assemblée ordinaire du jeudi 22 août 2019<br>Séance tenue le 22 août 2019 | Résolution: CG19 0374 |

**Approuver la troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Aquakern inc., pour une période additionnelle de 7 ans et 14 jours, soit du 18 juillet 2019 au 31 juillet 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église à Montréal, à des fins de poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 547 966,07 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 août 2019 par sa résolution CE19 1233 ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'une troisième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Aquakern inc., pour une période de 7 ans et 14 jours, à compter du 18 juillet 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 7448 pieds carrés situé au 1625, rue de l'Église à Montréal, pour les besoins du poste de quartier (PDQ) 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 547 966,07 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de la troisième convention de modification de bail;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1194565002
/mt

Valérie PLANTE
Mairesse

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

**TROISIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL**

**ENTRE :**

**AQUAKERN INC.,** compagnie légalement constituée ayant sa place d'affaires au 7935, rue Rostand, Brossard, Québec, J4X 2R6, ici représenté par M. Mohamed Yacoub, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Bailleur»)

**ET** :

**LA VILLE DE MONTREAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

(ci-après appelée le «Locataire»)

**ATTENDU QUE** Michel Bisson & Yves Gauthier, ont signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le « Bail») le 24 juillet 1996 concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de quatre mille cent cinquante (4150) pieds carrés de l'Édifice sis au 1625, de l'Église, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er avril 1997 et se terminant le 31 mars 2007;

**ATTENDU QUE** le 24 octobre 1996, M. Michel Bisson a vendu la moitié indivise de l'édifice sis au coin de la rue Angers et de l'Église (Québec) à M. Yves Gauthier en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 887 786 ;

**ATTENDU QUE** le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QUE** le 5 février 2004, M. Yves Gauthier a vendu l'édifice sis au 1625, rue de l'Église, Montréal, (Québec) à 135325 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 11 064 058 ;

**ATTENDU QUE** le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une première convention de modification de Bail (ci-après appelée «Première convention de modification») le 15 avril 2007 afin, entre autres, de prolonger de cinq (5) ans le terme initial du Bail ;

**ATTENDU QU'**en vertu de la première convention de modification de Bail, le Bailleur s'engage à verser au Locataire une allocation de VINGT MILLE DOLLARS (20 000$) le premier jour suivant l'Acceptation provisoire des travaux ;

**ATTENDU QU'**en vertu de la première convention de modification de Bail, le Bailleur s'engage à rembourser au Locataire, à titre d'ajustement de Loyer de base, un montant de DEUX DOLLARS (2,00 $) par pied carré de superficie locative brute des Lieux Loués, soit quatre mille cent cinquante (4 150) pieds carrés, pour la période de renouvellement du 1er avril 2007 à la première des dates suivantes : le 31 mars 2009 ou le premier jour suivant l'Acceptation provisoire des travaux ;

**ATTENDU QUE** le 21 avril 2008, 135325 Canada Inc. a vendu l'édifice sis au 1625, rue de l'Église, Montréal, (Québec) à M. Mohamed Yacoub en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 15 131 645 ;

**ATTENDU QUE** les Frais d'exploitation énumérés dans le Bail sont assumés en partie par la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QUE** le 29 mai 2008, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une Deuxième convention de modification au Bail pour augmenter la Superficie locative des Lieux loués à 7 448 pieds carrés et prolonger le bail jusqu'au 31 décembre 2018 ;

**ATTENDU QUE** le 27 avril 2010, à la suite de l'Acceptation provisoire, le Locataire a confirmé par écrit au Bailleur la date de début de la Deuxième convention de modification du Bail, soit le 18 juillet 2009 ;

**ATTENDU QUE** le 17 juillet 2012, M. Mohamed Yacoub a transféré ses droits au nom de la compagnie 79877269 Canada inc. ;

**ATTENDU QUE** le 4 février 2013, 79877269 Canada Inc. a transféré ses droits au nom de la compagnie Aquakern inc. ;

**ATTENDU QUE** la Ville de Montréal désire prolonger le Bail jusqu'au 31 juillet 2026 selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

**1 Préambule**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

**2 Durée**

La présente convention de modification est d'une durée de sept (7) ans, et quatorze (14) jours débutant le 18 juillet 2019 et se terminant le 31 juillet 2026.

**3 Loyer**

Le Loyer de base annuel est établi à quatorze dollars et soixante-quinze cents (14,75$) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la période du 18 juillet 2019 au 31 juillet 2024 et à quinze dollars (15,00$) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la période du 1er août 2024 au 31 juillet 2026.

**4 Option de renouvellement**

Le Bailleur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au Loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Bailleur par écrit, à ses bureaux, au moins neuf (9) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Bailleur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Bailleur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et celle restante, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

**5 Frais d'exploitation**

Pour la première année de la présente convention de modification, la Part proportionnelle des Frais d'exploitation est fixée à un montant annuel de trois dollars (3,00 $) par pied carré de Superficie Locative des Lieux loués.

Pendant toute la durée de la présente convention de modification, aucun autre Frais d'exploitation ne sera ajouté au montant annuel par pied carré établi. Les Frais d'exploitation mentionnés aux articles 7.7.1, 7.7.2, 7.7.3, 7.7.6, 7.7.7, 7.7.8, 7.7.10, 7.7.11 du Bail sont biffés.

Chaque année, à la date anniversaire du Bail, soit le 1er août de chaque année, un ajustement automatique du coût unitaire des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par "Statistique Canada Montréal", pour le troisième mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente convention de modification et celui publié le troisième mois précédant la date d'anniversaire de la présente modification.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation serait ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par "Statistique Canada Montréal".

## 6 Enquête de sécurité

**Pouvoir :** Le bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de la Propriété ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de la Propriété ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

**Transfert de titres :** Advenant le cas où le Bailleur désire vendre la Propriété, le Locataire aura un droit de refus du nouvel acheteur. Le Bailleur fournira au Locataire, le nom et les coordonnées du nouvel acheteur. Le Locataire aura alors une période de vingt (20) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires (lorsque le formulaire d'enquête aura été complété correctement) et devra transmettre par écrit, au Bailleur, l'acceptation du nouvel acheteur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acheteur.

**Résiliation :** Si les obligations stipulées à l'article 6 ne sont pas respectées et que le nouvel acheteur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

## 7 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

Signée par le Bailleur à Montréal, ce 10 e jour du mois de juillet 2019

**AQUAKERN INC.**

Par _____
Mohamed Yacoub

Signée par le Locataire à Montréal, ce 9 e jour du mois de Septembre 2019

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par _____
Yves Saindon

Ce bail a été approuvé le 22 août 2019
Résolution no : CG19 0374

**QUATRIEME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL**

**ENTRE :**

**AQUAKERN INC.,** compagnie légalement constituée ayant sa place d'affaires au 7935, rue Rostand, Brossard, Québec, J4X 2R6, ici représenté par M. Mohamed Yacoub, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

(ci-après appelée le « Bailleur »)

**ET** :

**LA VILLE DE MONTREAL,** personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

(ci-après appelée le « Locataire »)

**ATTENDU QUE** le 24 juillet 1996, Michel Bisson & Yves Gauthier, ont signé avec la Communauté Urbaine de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le « Bail initial ») concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 4 150 pieds carrés de l'Édifice sis au 1625, de l'Église, à Montréal, pour un terme commençant le 1er avril 1997 et se terminant le 31 mars 2007 ;

**ATTENDU QUE** le 24 octobre 1996, M. Michel Bisson a vendu la moitié indivise de l'Édifice à M. Yves Gauthier en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 4 887 786 ;

**ATTENDU QUE** le 1er janvier 2002, la Communauté urbaine de Montréal est devenue la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QUE** le 5 février 2004, M. Yves Gauthier a vendu l'Édifice à 135325 Canada Inc. en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 11 064 058 ;

**ATTENDU QUE** le 15 avril 2007, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une première convention de modification de Bail (ci-après appelée « Première convention de modification du Bail ») afin de prolonger de 5 ans le terme initial du Bail ;

**ATTENDU QUE** le 21 avril 2008, 135325 Canada Inc. a vendu l'Édifice à M. Mohamed Yacoub en vertu d'un acte de vente publié au Bureau de la publicité des droits sous le numéro 15 131 645 ;

**ATTENDU QUE** les Frais d'exploitation énumérés dans le Bail sont assumés en partie par la Ville de Montréal ;

**ATTENDU QUE** le 29 mai 2008, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une deuxième convention de modification au Bail (ci-après appelée « Deuxième convention de modification du Bail ») pour augmenter la Superficie locative des Lieux loués à 7 448 pieds carrés et prolonger le bail jusqu'au 31 décembre 2018 ;

**ATTENDU QUE** le 27 avril 2010, à la suite de l'Acceptation provisoire, le Locataire a confirmé par écrit au Bailleur la date de début de la Deuxième convention de modification du Bail, soit le 18 juillet 2009 ;

**ATTENDU QUE** le 17 juillet 2012, M. Mohamed Yacoub a transféré ses droits au nom de la compagnie 79877269 Canada inc. ;

**ATTENDU QUE** le 4 février 2013, 79877269 Canada Inc. a transféré ses droits au nom de la compagnie Aquakern inc. ;

**ATTENDU QUE** le 22 août 2019, le Bailleur a signé avec la Ville de Montréal une troisième convention de renouvellement du Bail (ci-après appelée « Troisième convention de modification du Bail ») pour prolonger le bail jusqu'au 31 juillet 2026 ;

**ATTENDU QUE** le Bail initial, la Première convention de modification du Bail, la Deuxième convention de modification du Bail et la Troisième convention de modification du Bail sont ci-après collectivement désignés le « Bail » ;

**ATTENDU QUE** la Ville de Montréal désire exercer la première option de renouvellement de 5 ans prévue à la Troisième convention de modification du Bail selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

**1 Préambule**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail.

**2 Durée**

La présente convention est d'une durée de cinq (5) ans débutant le 1er août 2026 et se terminant le 31 juillet 2031.

**3 Option de renouvellement**

Pour fins de clarté, le Locataire ne détient plus qu'une seule (1) option de renouvellement de cinq (5) ans.

**4 Loyer**

Le Loyer de base annuel est établi à dix-sept dollars (17,00 $) par pied carré de Superficie locative des Lieux loués pour la période du 1 août 2026 au 31 juillet 2031.

**5 Frais d'exploitation**

Pour la première année de la présente convention de modification, la Part proportionnelle des Frais d'exploitation est fixée à un montant annuel de quatre dollars (4,00 $) par pied carré de Superficie Locative des Lieux loués.

Chaque année, à la date anniversaire du Bail, soit le 1er août de chaque année, un ajustement automatique du coût unitaire des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par "Statistique Canada Montréal", pour le troisième mois précédant la date d'entrée en vigueur de la présente convention de modification et celui publié le troisième mois précédant la date d'anniversaire de la présente modification.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation serait ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par "Statistique Canada Montréal".

**6 Travaux d'aménagement**

Le Bailleur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main, le remplacement de tous les luminaires des Lieux loués par un modèle au DEL avec l'ajout de gradateurs. Les travaux devront être complétés au plus tard le 31 décembre 2026. Le modèle des

luminaires et l'emplacement des gradateurs devront faire l'objet d'une approbation au préalable par le représentant du Locataire.

## 7 Enquête de sécurité

**Pouvoir :** Le bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, ont tous fait l'objet d'une enquête de sécurité préalablement à la signature du Bail. Le bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de la Propriété ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de la Propriété ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur devra également faire l'objet d'une enquête de sécurité et être approuvé par le Locataire.

**Transfert de titres :** Advenant le cas où le Bailleur désire vendre la Propriété, le Locataire aura un droit de refus du nouvel acheteur. Le Bailleur fournira au Locataire, le nom et les coordonnées du nouvel acheteur. Le Locataire aura alors une période de vingt (20) jours ouvrables pour faire les vérifications et les enquêtes nécessaires (lorsque le formulaire d'enquête aura été complété correctement) et devra transmettre par écrit, au Bailleur, l'acceptation du nouvel acheteur. Si le Bailleur ne reçoit pas d'avis écrit dans la période mentionnée, le Locataire sera réputé avoir été consulté et avoir accepté le nouvel acheteur.

**Résiliation :** Si les obligations stipulées à l'article 6 ne sont pas respectées et que le nouvel acheteur ne satisfait pas aux exigences de l'enquête de sécurité, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Bailleur, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

## 8 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

Signée par le Bailleur à Montréal, ce _17__e jour du mois de _Avril_____ 2026

**AQUAKERN INC.**

Par florida7987(04/17/26 08:45 GMT-4)
Mohamed Yacoub

Signée par le Locataire à Montréal, ce ___e jour du mois de _____ 2026

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par _____
Domenico Zambito

Ce bail a été approuvé le _____
Résolution no : _____

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1264565003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Objet :** | Approuver la 4e convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Aquakern inc., pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er août 2026, un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun, d'une superficie de 7 448 pieds carrées, pour le poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total de 1 275 937 $, taxes incluses - Bâtiment 3243 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1264565003 1625 avenue de l'église PQ15 SPVM.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sebastien AUCLAIR
Agent comptable analyste
**Tél :** 514-872-0470

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-17

Mustapha CHBEL
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-0470
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| ***Note : L'utilisation de ce formulaire pour la catégorisation des contrats de location est obligatoire. Veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions" pour une meilleure compréhension des termes mentionnés ci-devant.*** | | |
| **1. Le contrat de location comporte-t-il une option d'achat à prix de faveur ou la propriété sera cédée à la fin du bail ?** | Non | *Indiquer l'article du bail en question en référence* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 2. | | |
| **2. La durée du bail, y compris les périodes comprenant les options de renouvellement applicables*, est-elle égale à 75% ou plus de la *durée économique du bien loué* ?** | Non | *Calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 3.<br><br>*** Sans que la durée du bail ne s'étende au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur - Voir définition de la durée du bail.** | | |
| **3. La valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, excluant les frais accessoires, représente-t-elle la quasi-totalité de la JVM du bien loué à la date d'entrée en vigueur** | Non | *calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 4.<br><br>*** Taux actualisation :**<br>**Pour déterminer la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, il faut utiliser comme taux d'actualisation le moindre des deux taux suivants :**<br>**- le taux d'intérêt marginal de la Ville et ;**<br>**- le taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier.**<br><br>***** Voir onglet " Paramètres - VAN" pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimums.** | | |
| **4. Existe-t-il d'autres éléments permettant de conclure que la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la Ville?** | | |
| 4.1. Existe-t-il une assurance raisonnable que la Ville accédera à la propriété du bien loué même en l'absence d'une option d'achat à prix de faveur? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.2. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour des services relatifs au bien loué qui font que la Ville verse un montant qui excède la juste valeur de ces services? | Non | |
| 4.3. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour le versement de loyers supplémentaires? Par exemple dans le cas d'un paiement qui est fonction d'un niveau minimum d'utilisation. | Non | |
| 4.4. Est-ce que la Ville fournit une aide financière (par exemple, un transfert d'actifs financiers ou de biens immobiliers, un prêt ou une garantie d'emprunt) au bailleur pour aider ce dernier à financer le coût d'acquisition ou de construction du bien qui sera loué par la Ville? | Non | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| 4.5. Le bien loué est-il utilisé pour la prestation d'un service essentiel fourni par la Ville (ex.: les installations de services publics)? | Non | |
| 4.5.1 Le bien loué est-il de nature tellement spécialisée que la Ville ne serait pas en mesure de disposer rapidement d'un bien de remplacement si nécessaire ? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.6. La Ville exerce-t-elle un degré de contrôle significatif sur la capacité non utilisée du bien loué ? Par exemple dans le cas où une tierce partie pourrait faire une utilisation considérable du bien et que la Ville est en mesure de limiter cette utilisation, qu'elle paie ou non pour cette capacité. Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.7. La Ville possède-t-elle le terrain sur lequel le bien loué est situé ou en conserve-t-elle le contrôle, et le bien ne peut être facilement déplacé? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.8 La Ville assume-t-elle d'autres risques résiduels associés à la location du bien? Par exemple, des risques liés à l'exploitation, des risques économiques, des risques de construction? Justifiez votre réponse. | Non | |
| Si la réponse est **NON à l'ensemble de ces questions**, le contrat de location est considéré comme un contrat location-exploitation. | | |
| Si la réponse est **OUI à l'une de ces questions**, le contrat de location pourrait-être considéré comme un contrat de location-acquisition. **Avisez votre gestionnaire et communiquez avec la Direction de la comptabilité, Division de la comptabilisation des charges et de l'expertise comptable pour obtenir un avis final**. | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Préparateur :** | Sébastien Auclair | **Date:** | 4/15/2026 |
| **Réviseur :** | Mustapha CHBEL | **Date:** | 4/17/2026 |
| **Approbateur :** | Jean Francois Doyle | **Date:** | 4/17/2026 |

| NO GDD | 1264565003 |
|---|---|

| Objet | Approuver la quatrième convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Aquakern inc., un espace à bureaux situé au 1625, rue de l'Église à Montréal, pour le poste de quartier 15 du Service de police de la Ville de Montréal. Le terme du renouvellement est de 5 ans, soit du 1er août 2026 au 31 juillet 2031. Le loyer total est de 1 275 937 $, taxes incluses. Bâtiment 3243. |
|---|---|

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Location**

| | 2026 (2 mois) | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 (7 mois) | **Total** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1001.0010000.114203.02101.55201.014700.0000.000000.050934.00000.00000 AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Locations - agglo/Activités policières/Location - Immeubles et terrains/Général/Général/Police/Général/ | 97,091.74 $ | 233,020.18 $ | 233,020.18 $ | 233,020.18 $ | 233,020.18 $ | 135,928.44 $ | **1,165,100.88 $** |
| | | | | | | | Net de ristournes |

Note: chaque année à la date d'anniversaire du bail soit le 1er août un ajustement du coût unitaire des frais d'exploitation sera fait selon les conditions du bail.

| | | | | | m² | pi² |
|---|---|---|---|---|---|---|
| net taxes | 1.049875 | TPS | 5.000% | Taux conversition m² en pi² | 691.9 | 7,448.0 |
| incluant taxes | 1.14975 | TVQ | 9.975% | 10.76 | | |

| | 2026 (5 mois) | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 (7 mois) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Superficie en $Pi^2$ | 7,448.0 | 7,448.0 | 7,448.0 | 7,448.0 | 7,448.0 | 7,448.0 | 7,448.0 |
| Taux $/$Pi^2$ | 17.00 | 17.00 | 17.00 | 17.00 | 17.00 | 17.00 | 17.00 |
| Loyer de base | 52,756.67 | 126,616.00 | 126,616.00 | 126,616.00 | 126,616.00 | 73,859.33 | 633,080.0 |
| Frais d'exploitation (4,00$/Pi2) | 12,413.33 | 29,792.00 | 29,792.00 | 29,792.00 | 29,792.00 | 17,378.67 | 148,960.0 |
| Taxes foncière (8,80$/Pi2) | 27,309.33 | 65,542.40 | 65,542.40 | 65,542.40 | 65,542.40 | 38,233.07 | 327,712.0 |
| Total loyer avant taxes | 92,479.33 | 221,950.40 | 221,950.40 | 221,950.40 | 221,950.40 | 129,471.07 | 1,109,752.00 |
| Loyer mensuel | 18,495.87 | 18,495.87 | 18,495.87 | 18,495.87 | 18,495.87 | 18,495.87 | 110,975.20 |

| **Loyer pour la période du:** | **8/1/2026 au 12/31/2026** | **1/1/2027 au 12/31/2027** | **1/1/2028 au 12/31/2028** | **1/1/2029 au 12/31/2029** | **1/1/2030 au 12/31/2030** | **1/1/2031 au 7/31/2031** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer avant taxes | 92,479.33 $ | 221,950.40 $ | 221,950.40 $ | 221,950.40 $ | 221,950.40 $ | 129,471.07 $ | 1,109,752.00 $ |
| TPS (5%) | 4,623.97 $ | 11,097.52 $ | 11,097.52 $ | 11,097.52 $ | 11,097.52 $ | 6,473.55 $ | 55,487.60 $ |
| TVQ (9,975%) | 9,224.81 $ | 22,139.55 $ | 22,139.55 $ | 22,139.55 $ | 22,139.55 $ | 12,914.74 $ | 110,697.76 $ |
| **Total taxes incluses** | **106,328.11 $** | **255,187.47 $** | **255,187.47 $** | **255,187.47 $** | **255,187.47 $** | **148,859.36 $** | **1,275,937.36 $** |
| **Total net de ristournes** | **97,091.74 $** | **233,020.18 $** | **233,020.18 $** | **233,020.18 $** | **233,020.18 $** | **135,928.44 $** | **1,165,100.88 $** |

| | Années | Loyer de base unitaire pi2 | Loyer de base avant taxes | Loyer de base net de ristourne | Loyer de base mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Loyer de base | 2026 (5 mois) | 17 | 52,756.67 $ | 55,387.91 $ | 11,077.58 $ |
| | 2027 | 17 | 126,616.00 $ | 132,930.97 $ | 11,077.58 $ |
| | 2028 | 17 | 126,616.00 $ | 132,930.97 $ | 11,077.58 $ |
| | 2029 | 17 | 126,616.00 $ | 132,930.97 $ | 11,077.58 $ |
| | 2030 | 17 | 126,616.00 $ | 132,930.97 $ | 11,077.58 $ |
| | 2031 (7 mois) | 17 | 73,859.33 $ | 77,543.07 $ | 11,077.58 $ |
| | **Total** | | **633,080.00 $** | **664,654.87 $** | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour octobre 2023)**
**Liste des documents obligatoires à joindre au dossier d'analyse dans le disque partagée**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Copie du GDD | ☐ | |
| 2 | Copie signée du bail | ☐ | |
| 3 | Confirmation de la durée "de vie" économique du bien loué | ☐ | *À fournir si location d'immeuble commerciel* |
| 4 | Taux implicite du bail | ☐ | *S'il est possible de déterminer ce dernier (détail du calcul à fournir)* |
| 5 | Taux d'intérêt marginal de la Ville | ☐ | *Courriel ou tout fichier (tableau) obtenu de l'équipe de la dette ou de la DCIF* |
| 6 | Copie de la confirmation de la juste valeur du bien loué | ☐ | *Produit par un évaluateur agréé (interne ou externe, s'il y a lieu)* |
| | | ☐ | |

## Catégorisation des contrats de location
## Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2
(mise à jour septembre 2023)

## Paramètres de calcul de la VAN

***Note : Pour le calcul des différents paramètres, veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions". Ensuite, veuillez svp compléter les champs en orange.***

| | | |
|---|---|---|
| Date d'entrée en vigueur du bail | *8/1/2026* | |
| Date de signature du bail (Quand le GDD est approuvée par les instances) | *5/14/2026* | |
| Date de signature du bail | *5/14/2026* | |
| Durée du bail : | | |
| Période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable | *5* | ans |
| plus | | |
| Options de renouvellement : | | |
| a ) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement à prix de faveur, | *0* | ans |
| b ) Contrat de location (ou bail) : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer. | *0* | ans |
| c ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué, | *0* | ans |
| d ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur, | *0* | ans |
| e ) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail, | *0* | ans |
| Total critère durée du bail | *5* | ans |

| | | |
|---|---|---|
| Valeur au rôle d'évaluation | *2,303,200.00 $* | Insérer la valeur au rôle foncier pour les fins du calcul |
| Paiements minimums exigibles au titre de la location excluant les frais accessoires | **664,654.87 $** | *(pour la durée du bail, exlucant les frais accessoires)* |
| | Exemple | |
| Taux d'actualisation annuel | ***4.64%*** | *Utiliser le taux d'emprunt nominal de la ville (Contacter Daniel Desjardins pour avoir le taux)* |
| Nombre de paiement dans l'année | ***12*** | |
| Taux effectif pour le calcul Van | *= ((1+ t)^(1/n))-1* | *Formule à utiliser, veuillez remplacer les paramètres par les valeurs indiquées dans le bail* |

**Note : À la date d'entrée en vigueur du bail, vous devez réviser l'estimation du taux d'actualisation utilisé ainsi que les autres valeurs déterminées afin de vous assurer que tous les chiffres sont raisonnables et cohérents entre eux**:

i) la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location;

ii) la juste valeur hypothétique du bien;

iii) la valeur résiduelle hypothétique.

## Calcul des critères de l'arbre de décision

| Calcul du coût annuel Net de ristournes | | | Calcul coût annuel | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant de la rente par Pi2 - Première année (Loyer de base) | 17.00 $ | | | **Montant av. taxes** | **net.ristourne** |
| Superficie en Pi2 | 7,448.00 | | Loyer de base | 126,616.00 | 132,930.97 |

| | Critère Durée bail | Durée de vie économique | |
|---|---|---|---|
| **Calcul critère #2** | | | Si + 75% = OUI |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**
**Définitions**

**Contrat de location (ou bail)** : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer.

**Date d'entrée en vigueur du bail** : la première des deux dates suivantes : la date de la signature du bail, ou la date de la signature par les parties d'un engagement qui couvre les éléments essentiels de ce bail (c'est de cette date que l'on tient compte pour déterminer le classement du contrat de location).

**Durée du bail** : période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable, **plus** :

a) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement **à prix de faveur,**

b) toute période pour laquelle le non-renouvellement du bail entraînerait pour le preneur une pénalité si élevée que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il semble raisonnablement assuré que le preneur exercera son option de renouvellement,

c) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué,

d) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur,

e) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail,

**à condition que la durée du bail ne s'étende pas au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur.**

On considère que **le bail est non résiliable si, pour qu'il puisse être résilié, il faut** :

a) soit qu'une éventualité improbable se matérialise;

b) soit que le preneur obtienne l'autorisation du bailleur;

c) soit que le preneur conclue un nouveau bail portant sur le même bien ou un bien équivalent avec le même bailleur;

d) soit que le preneur verse une pénalité si importante que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le bail sera maintenu en vigueur.

**Durée économique du bien loué** : durée estimative pendant laquelle on prévoit que, moyennant des réparations normales et un entretien normal, il demeurera avantageux sur le plan économique pour les usagers du bien loué de l'utiliser aux fins prévues à la date d'entrée en vigueur du bail. Cette durée est indépendante de la durée du bail.

**Frais accessoires** : frais liés à l'utilisation de l'immobilisation corporelle louée (par exemple, assurances, entretien et impôts fonciers).

**Juste valeur** : montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de concurrence normale.

**Option d'achat à prix de faveur** : disposition contractuelle conférant au gouvernement l'option d'acheter le bien loué à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur prévisible du bien à la date fixée pour l'exercice de l'option pour que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le gouvernement se prévaudra de ce droit d'achat.

**Paiements minimums exigibles au titre de la location**

Pour la Ville, les paiements minimums exigibles au titre de la location comprennent :

a) les loyers minimums prévus pour la durée du bail;

b) toute garantie, partielle ou complète, de la valeur résiduelle du bien loué au terme de la durée du bail qui est donnée par le gouvernement ou une personne qui lui est apparentée (si le gouvernement s'est engagé à rembourser au bailleur toute différence entre le produit de la réalisation du bien et un montant stipulé, la garantie à inclure dans les paiements minimums exigibles au titre de la location est le montant stipulé plutôt qu'une estimation de la différence à combler);

c) toute pénalité exigée du gouvernement advenant que celui-ci décide de ne pas renouveler ou de ne pas prolonger le contrat de location au terme de la durée du bail;

d) les loyers supplémentaires qui peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'entrée en vigueur du bail (par exemple les loyers qui sont fonction d'un niveau minimum d'utilisation pouvant faire l'objet d'une estimation, comme le taux prévu d'inscriptions scolaires).

Toutefois, si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur, les paiements minimums exigibles au titre de la location ne comprennent que le total des loyers minimums pour la durée du bail et le montant prévu dans l'option d'achat à prix de faveur.

**Taux d'intérêt implicite du bail** : taux d'actualisation qu'il faut utiliser, à la date d'entrée en vigueur du bail, pour que la valeur actualisée globale :

a) des paiements minimums, au sens du bailleur, exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie des paiements qui correspond aux frais accessoires pris en charge par le bailleur et au profit réalisé le cas échéant sur ces frais, d'une part,

b) de la valeur résiduelle non garantie qui revient au bailleur, d'autre part,

soit égale à la juste valeur du bien loué, pour le bailleur, à la date d'entrée en vigueur du bail.

**Taux d'intérêt marginal du gouvernement** : taux d'intérêt que le gouvernement devrait payer, à la date d'entrée en vigueur du bail, s'il voulait emprunter, pour une même durée et moyennant une garantie comparable, les fonds nécessaires à l'achat du bien loué.

Les **biens spécialisés ou utilisés pour la prestation d'un service essentiel** comprennent notamment :

i) les biens qui n'ont pas d'autre utilisation possible que celle qu'en fait le gouvernement (par exemple, les routes et autoroutes);

ii) les biens dont la conversion à une autre utilisation représenterait un coût significatif.

Dans de tels cas, il est probable que la propriété du bien sera transférée au gouvernement ou que le gouvernement sera obligé de renouveler le bail à l'expiration de celui-ci.

Valeur résiduelle du bien loué : juste valeur estimative du bien loué au terme de la durée du bail

Montréal

# Extrait du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Montréal**
En vigueur pour les exercices financiers **2026-2027-2028**

## 1. Identification de l'unité d'évaluation

| | |
|---|---|
| Adresse : | 1625 Avenue de l' Église |
| Arrondissement : | Arrondissement du Sud-Ouest |
| Numéro de lot : | 1573797, 1573798, 1573799, 1573812 |
| Numéro de matricule : | 9835-19-4787-8-000-0000 |
| Utilisation prédominante : | Immeuble commercial |
| Numéro d'unité de voisinage : | 2439 |
| Numéro de compte foncier : | 30 - F40032605 |

## 2. Propriétaire

| | |
|---|---|
| Nom : | AQUAKERN INC. |
| Statut aux fins d'imposition scolaire : | Personne morale |
| Adresse postale : | 7935 ROSTAND , BROSSARD QUEBEC, J4X 2R6 |
| Date d'inscription au rôle : | 2013-01-01 |

## 3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

### Caractéristiques du terrain

| | |
|---|---|
| Mesure frontale : | 49,38 m |
| Superficie : | 1 539 $m^2$ |

### Caractéristiques du bâtiment principal

| | |
|---|---|
| Nombre d'étages : | - |
| Année de construction : | 1997 |
| Aire d'étages : | 676,6 $m^2$ |
| Genre de construction : | - |
| Lien physique : | - |
| Nombre de logements : | - |
| Nombre de locaux non résidentiels : | 1 |
| Nombre de chambres locatives : | - |

## 4. Valeurs au rôle d'évaluation

### Rôle courant

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2024-07-01 |
| Valeur du terrain : | 1 154 300 $ |
| Valeur du bâtiment : | 1 148 900 $ |
| Valeur de l'immeuble : | 2 303 200 $ |

### Rôle antérieur

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2021-07-01 |
| Valeur de l'immeuble au rôle antérieur : | 2 172 300 $ |

## 5. Répartition fiscale

| | |
|---|---|
| Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation : | Non résidentielle classe 10 |
| Valeur imposable de l'immeuble : | 2 303 200 $ |
| Valeur non imposable de l'immeuble : | 0 $ |

Les informations présentées dans ce rapport sont en date du : 2026-04-09

| | |
|---|---|
| Date du rapport : | 2026-04-15 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.21

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1268165002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts |
| **Compétence d'agglomération :** | Écoterritoires |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 74 568 $ à Zoo ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de contribuer au Projet d'amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité écologique pour la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal, pour la période de mars 2026 à décembre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 74 568 $ à Zoo ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de contribuer au Projet d'amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité écologique pour la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal, pour la période de mars 2026 à décembre 2028;

2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-13 13:51

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268165002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts |
| **Compétence d'agglomération :** | Écoterritoires |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 74 568 $ à Zoo ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de contribuer au Projet d'amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité écologique pour la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal, pour la période de mars 2026 à décembre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du Plan nature et sports, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) met en œuvre, depuis plusieurs années, diverses actions visant le maintien des populations d'amphibiens, de reptiles et d'oiseaux aquatiques du réseau des grands parcs. La couleuvre brune, présente exclusivement dans la région métropolitaine de Montréal, est particulièrement vulnérable en raison du déclin de ses habitats. Depuis 2022, cette espèce est désignée comme menacée en vertu de la Loi *sur les espèces menacées et vulnérables* du Québec.

La Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent (SHNVSL) est un organisme à but non lucratif dont la mission consiste à promouvoir l'appréciation et la compréhension des caractéristiques physiques et biologiques de la vallée du Saint-Laurent ainsi que l'intendance responsable de la vallée par l'éducation, la recherche et la conservation.
Elle est notamment créatrice et gestionnaire de l'*Atlas des amphibiens et reptiles du Québec* .

La SHNVSL a sollicité l'appui financier du SGPMRS afin de réaliser un projet visant l'amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité écologique pour la couleuvre brune dans le Grand Montréal, notamment dans les grands parcs de la Ville de Montréal.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

Le Projet vise à poursuivre l'acquisition de connaissances sur les habitats utilisés, les menaces et les besoins en connectivité de la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal, ainsi qu'à planifier et réaliser des travaux d'amélioration, de restauration de l'habitat et d'accompagnement des gestionnaires du territoire. Plus précisément, les activités prévues sont les suivantes :
· Priorisation des noyaux et corridors identifiés par l'analyse de connectivité pour la couleuvre brune;
· Réalisation d'inventaires ciblés dans les habitats à haut potentiel;
· Évaluation des besoins en aménagements et restauration d'habitats, planification et réalisation des aménagements;
· Validation sur le terrain des corridors écologiques;
· Transfert des connaissances aux municipalités;
· Suivi des aménagements réalisés.

La présente convention encadre la participation du SGPMRS pour 2026, 2027 et 2028 avec une contribution de 74 568 $ représentant 14,5 % du montant du Projet qui totalise 503 055,50 $. Le Projet se terminera le 31 mars 2029 et les contributions au projet sont réparties comme suit :

| | Pourcentage | Coût total |
|---|---|---|
| SGPMRS | 14,5 % | 74 568 $ |
| FFQ | 49,6 % | 249 658 $ |
| MELCCFP | 15,0 % | 75 225 $ |
| Ville de Laval | 14,9 % | 75 000 $ |
| Arrondissement de Saint-Laurent | 3,0 % | 15 000 $ |

Les taxes ne s'appliquent pas en vertu du statut d'organisme à but non lucratif de la SHNVSL.

La SHNVSL est liée par une entente avec la Fondation de la faune du Québec (FFQ) concernant les modalités d'octroi d'une aide financière de 249 658 $. Les obligations de l'organisme comprennent notamment de compléter le financement afin d'assurer l'entière réalisation du projet, d'obtenir les autorisations requises et d'assurer l'entretien des aménagements et le suivi biologique pendant trois ans. Les obligations détaillées et les modalités sont précisées à l'annexe 1 de la convention de contribution financière.

Le projet prendra fin le 31 mars 2029.

**JUSTIFICATION**

L'octroi d'une contribution financière à la SHNVSL permet de contribuer au maintien des populations de couleuvre brune du réseau des grands parcs et de mettre en œuvre des mesures favorisant la connectivité écologique sur le territoire de Montréal.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La valeur totale de la contribution financière est de 74 568 $ (taxes non applicables) et sera répartie en trois versements, conformément aux modalités prévues à la convention:

- 1er versement : 24 856 $ dans les 30 jours de la signature de la convention;
- 2e versement : 24 856 $ au plus tard le 30 avril 2027, pour la deuxième année du

Projet;
- 3e versement : 24 856 $ au plus tard le 28 avril 2028, pour la troisième année du Projet.

Le montant requis est prévu au budget de fonctionnement (BF) du SGPMRS. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, puisque les activités visées par cette contribution sont réalisées dans le réseau des grands parcs de la Ville de Montréal.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à atteindre les objectifs de *Montréal 2030* , plus particulièrement la priorité 2 - « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision », ainsi qu'à la diminution des vulnérabilités climatiques. Il ne s'applique pas directement aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Une décision défavorable entraînerait l'abandon de certaines activités du projet.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est prévu à la convention de contribution financière et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

1. Début des activités et versement de la contribution financière (année 1) : mai 2026;
2. Poursuite des activités et versement de la contribution financière (année 2) : avril 2027;
3. Transfert des connaissances et des outils, et versement de la contribution financière (année 3) : avril 2028.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achour LAOUCHE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stéphanie GIGUET
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514-968-6456
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-27

Marie LAFONTAINE
Cheffe de division-Gestion des milieux naturels et biodiversité

**Tél :** 514 913-3728
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur-Gestion des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 438 995-6030
**Approuvé le :** 2026-04-10

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice-Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** 514 236-5925
**Approuvé le :** 2026-04-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1268165002***
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité pour la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Ce projet permet d'assurer protection de la couleuvre brune, une espèce retrouvée uniquement dans la région métropolitaine de Montréal et désignée menacée en vertu de la Loi sur les espèces menacées et vulnérables du Québec en raison du déclin de son habitat. Ce projet contribue à la protection de cette espèce d'intérêt visée par le Plan nature et sports du SGPMRS. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ZOO ECOMUSEUM - SOCIÉTÉ D'HISTOIRE NATURELLE DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT**, personne morale régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif dont l'adresse principale est située au 21 115 chemin Ste-Marie, Ste-Anne-de-Bellevue, Québec, H9X 3Y7, agissant et représentée par David Rodrigue, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 13158 1761 RT001
Numéro d'inscription TVQ : 1006388538 TQ0002

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme œuvre dans le domaine de la conservation, est notamment créatrice et gestionnaire de l'*Atlas des amphibiens et reptiles du Québec* et que sa mission consiste à promouvoir l'appréciation et la compréhension des caractéristiques physiques et biologiques de la vallée du Saint-Laurent, et qu'il possède l'expertise requise pour protéger la couleuvre brune;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description du Projet; |
| « **Annexe 2** » : | désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant; |
| « **Annexe 3** » : | désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention; |
| « **Projet** » : | désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| « **Rapport annuel** » : | désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention; |
| « **Reddition de comptes** » : | désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet; |
| « **Responsable** » : | désigne la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé; |
| « **Unité administrative** » : | désigne le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville. |

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante-quatorze mille cinq cent soixante-huit dollars (74 568 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de vingt-quatre mille huit cent cinquante-six dollars (24 856 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de vingt-quatre mille huit cent cinquante-six dollars (24 856 $) pour la deuxième année du Projet, au plus tard le 30 avril 2027;

5.2.3. un troisième versement au montant de vingt-quatre mille huit cent cinquante-six dollars (24 856 $) pour la troisième année du Projet, au plus tard le 28 avril 2028.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 8
## ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 9
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

## ARTICLE 11
## DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 23 avril 2026 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2028.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 12
## RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 21 115 chemin Ste-Marie, Ste-Anne-de-Bellevue, Québec, H9X 3Y7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile à l'adresse mentionnée à sa comparution, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le 10e jour de mars 20 26

**ZOO ECOMUSEUM - SOCIÉTÉ D'HISTOIRE NATURELLE DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT**

Par : _____
David Rodrigue, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

**ANNEXE 1**

**PROJET**

Entente entre la Fondation de la Faune du Québec et le Zoo Ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent.

Fondation de la faune du Québec

Québec, le 2 février 2026

**LES PARRAINS FONDATEURS**
Hydro-Québec
Mouvement des caisses Desjardins du Québec
Rio Tinto Alcan
**LES PARRAINS**
Association minière du Québec
Bioxel Pharma inc.
Bonduelle Amériques
Boralex
Conseil de l'industrie forestière du Québec
Dumas, Réjean
Eaux Naya inc. (Les)
Environnement et Changement climatique Canada
(Service canadien de la faune)
Fédération des caisses Desjardins du Québec
(Services de cartes Desjardins)
Fondation familiale Trottier (La)
Groupe Zoom Média
Habitat faunique Canada
Jourdain, Madeleine B.
Kruger inc.
Marin, Charles-Eugène
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques,
de la Faune et des Parcs
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts
Ministère des Transports et de la Mobilité durable
Outfront média
Pêche et Océans Canada
Pouliot, Clotilde, Marie-Soleil, Jean et Antoine
RBC Fondation
Rousseau Collections Timbres & Monnaies à La Baie
Société Canadian Tire
Société canadienne pour la conservation de la nature
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société du Plan Nord
Syngenta Canada
Tembec
Ville de Montréal
Ville de Québec

Monsieur David Rodrigue
Directeur général
Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent
21125 chemin Sainte-Marie
Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec) H9X3Y7

**N/RÉF. :** 6-6600-1021
**OBJET :** Améliorer les connaissances, les habitats et la connectivité pour la couleuvre brune.

Monsieur,

Nous avons analysé votre demande d'aide financière déposée dans le cadre du programme *FAUNE EN DANGER* et c'est avec plaisir que nous acceptons d'y souscrire.

## RÉSUMÉ DE LA DEMANDE ACCEPTÉE

Acquisition de connaissances sur les habitats utilisés par la couleuvre brune et la couleuvre tachetée dans la région du Grand Montréal. Validation des noyaux de conservation et les corridors de dispersion prioritaires en vue de planifier et de réaliser des aménagements et de la restauration. Accompagnement des gestionnaires d'habitats pour améliorer les habitats.

## NATURE DE L'ENTENTE

Cette lettre constitue une entente entre la Fondation de la faune du Québec (FONDATION) et la Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent (PROMOTEUR) concernant les modalités d'octroi de l'aide financière.

## AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE

Les coûts totaux des éléments du projet pour lesquels la FONDATION apporte son appui sont évalués à 503 055.50 $. La FONDATION accepte de contribuer au projet pour un montant représentant 75 % de ces coûts jusqu'à un montant maximal de 249 658 $.

Veuillez noter que votre projet bénéficie d'une contribution du Gouvernement du Québec dans le cadre du Plan nature 2030.

## MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Il est convenu que la fondation versera l'aide financière dans les 30 jours suivant la réception des livrables mentionnés selon les modalités décrites ci-dessous :

### PREMIER VERSEMENT MAXIMAL DE 62 415 $

Livrable 1 : Protocole d'entente signé par le PROMOTEUR

Les livrables du premier versement doivent être acheminés à projets@fondationdelafaune.qc.ca et reçus à la FONDATION au plus tard le 1er mars 2026.



1175, avenue Lavigerie, bureau 420
Québec (Québec) G1V 4P1
**Téléphone : 418 644-7926,**
direction@fondationdelafaune.qc.ca
www.fondationdelafaune.qc.ca

**DEUXIÈME VERSEMENT MAXIMAL DE 62 415 $**

Livrable 1 : Outil de planification et de suivi à compléter qui sera fourni par la Fondation au courant de l'année financière 2026-2027

Livrable 2 : Cartographie préliminaire des sites à aménager et à restaurer

Les livrables du second versement doivent être acheminés à projets@fondationdelafaune.qc.ca et reçus à la FONDATION au plus tard le 1er mars 2027.

**TROISIÈME VERSEMENT MAXIMAL DE 62 414 $**

Livrable 1 : Outil de planification et de suivi à compléter

Les livrables du troisième versement doivent être acheminés à projets@fondationdelafaune.qc.ca et reçus à la FONDATION au plus tard le 1er mars 2028.

**QUATRIÈME VERSEMENT MAXIMAL DE 62 414 $**

Livrable 1 : Outil de planification et de suivi à compléter et bilan financier final

Livrable 2 : Rapport final incluant les résultats d'inventaires, la localisation et la description des travaux d'aménagement/restauration réalisés, les résultats de suivis d'aménagement, le plan de gestion des milieux ouverts (Laval) et les outils (ex. clé décisionnelle) destinés aux instances municipales.

Livrable 3 : Formulaire d'attestation de transfert de données d'inventaire (formulaire disponible sur le site Internet de la FONDATION)

Les livrables finaux doivent être acheminés à projets@fondationdelafaune.qc.ca et reçus à la FONDATION au plus tard le 1er mars 2029.

Le dernier versement sera établi en tenant compte du financement obtenu par le PROMOTEUR et des coûts réels admissibles du projet ainsi que du pourcentage de participation de la FONDATION Advenant un financement excédant les coûts du projet ou une réalisation incomplète des travaux, l'aide financière octroyée par la FONDATION pourra être réduite.

## RESPONSABLE DE VOTRE PROJET À LA FONDATION

La responsable de votre projet est Mme. Isabelle Thibault. Vous pouvez communiquer avec elle au numéro 418 644-7926 poste 170 ou par courriel à l'adresse isabelle.thibault@fondationdelafaune.qc.ca

## RESPONSABILITÉS DU PROMOTEUR

Il est convenu que le promoteur s'engage à assumer la responsabilité des activités suivantes :

- **Financement complet**

Compléter le financement de manière à assurer l'entière réalisation du projet.

- **Autorisations nécessaires**

Obtenir tous les permis, les certificats et les autorisations nécessaires à la réalisation du projet.

- **Visibilité**

Apposer le logo de la fondation sur tous les documents et tout matériel produits notamment les guides, les trousses, les cahiers du propriétaire, les panneaux, les affiches, etc., et mentionner, dans tous ses communiqués ou lors de tout événement, la participation financière de la fondation selon la forme approuvée par elle. Afin d'assurer une utilisation conforme du logo de la fondation,

veuillez prendre connaissance des normes graphiques disponibles sur le site web à l'adresse : https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/File/NormesGraphiquesFFQ.pdf . Pour obtenir une version électronique des logos de la fondation, communiquez avec la personne responsable, à l'adresse courriel : communications@fondationdelafaune.qc.ca.

- **Entretien des aménagements et suivi biologique**

Assurer l'entretien des aménagements et le suivi biologique pendant trois (3) ans suivant la réalisation du projet et fournir à la FONDATION une fiche de suivi biologique et d'évaluation des aménagements réalisés (https://fondationdelafaune.qc.ca/programmes-daide-financiere/faune-en-danger/). Cette fiche annuelle devra être déposée à la FONDATION au plus tard le 1er décembre de chaque année de l'entretien et du suivi. Pour compléter le formulaire, le promoteur peut se référer au document Qu'est-ce qu'un suivi ? dans le document de référence (https://fondationdelafaune.qc.ca/programmes-daide-financiere/faune-en-danger/).

La FONDATION se réserve le droit de vérifier la réception de chaque rapport annuel d'entretien et de suivi biologique avant de s'engager dans un autre projet du promoteur.

- **Factures et documents**

Conserver toutes les factures et tous les documents concernant la réalisation du projet, pendant une période de trois ans débutant au dernier versement, aux fins de vérification par la FONDATION.

- **Modification aux activités**

Faire approuver préalablement par la FONDATION toute modification aux activités identifiées dans le projet.

## FIN DE L'ENTENTE

Il est convenu que la présente entente prendra fin le **31 mars 2029**.

## VÉRIFICATION DES COÛTS DU BILAN FINANCIER

La FONDATION peut exiger, à sa seule discrétion, à ses frais et en tout temps, une vérification des états financiers du PROMOTEUR en relation avec le projet. La vérification sera effectuée par un vérificateur agréé indépendant et devra être conforme à la portée de la vérification telle qu'elle aura été décidée par la FONDATION, en consultation avec le PROMOTEUR.

## RÉSILIATION DE L'ENTENTE

La présente entente peut être résiliée en tout temps si le PROMOTEUR fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions, obligations et délais qui lui incombent en vertu de la présente entente. Toutefois, il ne peut y avoir résiliation que si le PROMOTEUR n'a pas remédié au défaut dans les trente (30) jours de l'envoi d'une demande de rectification par la FONDATION.

Lorsque le PROMOTEUR n'a pas débuté les travaux à la date de fin de l'entente, la FONDATION se réserve le droit de résilier le contrat sans préavis.

La FONDATION se réserve le droit de réclamer toutes les sommes qu'elle a versées et qui n'ont pas été utilisées par le PROMOTEUR à la date de fin de l'entente.

## PROLONGATION DE DÉLAIS

Lorsqu'un versement a déjà été reçu par le PROMOTEUR et qu'il estime qu'il ne pourra respecter les délais prévus à l'entente, le PROMOTEUR doit envoyer une demande écrite de prolongation de délais

à la FONDATION. Cet avis doit être reçu par la FONDATION au plus tard soixante (60) jours avant la date de fin de l'entente. La FONDATION avisera le PROMOTEUR, dans les trente (30) jours de la réception de la demande, de l'acceptation ou du refus de la demande de prolongation de délais. Le refus de prolonger les délais met fin à la présente entente et entraine l'annulation des versements non encore effectués pour ce projet.

## AUTORISATION DE DIFFUSION

Le PROMOTEUR autorise la FONDATION à rendre publics, par tout moyen écrit ou électronique, des documents ou des extraits, des photographies ou tout autre matériel réalisé par le PROMOTEUR dans le cadre du projet afin de témoigner des activités effectuées grâce aux programmes d'aide financière de la FONDATION.

## DÉGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ

Le PROMOTEUR dégage la FONDATION de toute responsabilité relative :

a) aux dommages corporels ou matériels subis par le PROMOTEUR, ses représentants, ses préposés ou toute autre personne dans le cours de l'exécution des travaux ou à l'occasion de ceux-ci;

b) à tout dommage résultant ou découlant de la réalisation du projet.

Si vous êtes d'accord avec les conditions de cette lettre d'entente, veuillez signer et dater dans l'espace prévu à cette fin les deux exemplaires de ce document, conserver un exemplaire pour vos dossiers et nous retourner l'autre dans les meilleurs délais.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le président-directeur général,

Jean-Claude D'Amours
JCD/mp

Je suis d'accord avec les conditions de l'entente de subvention.
La présente entente est signée à Sainte-Anne-de-Bellevue,

le 4 février 2026

David Rodrigue
Directeur général
Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent

**La Fondation a pour mission de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats. C'est pourquoi elle soutient, depuis 1987, près de 2 000 organismes qui protègent cette richesse unique partout au Québec, créant ainsi un véritable mouvement faunique.**

## ANNEXE 2

## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

## ANNEXE 3

## REDDITION DE COMPTES

Le Projet vise à poursuivre l'acquisition de connaissances sur les habitats utilisés, les menaces et les besoins en connectivité de la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal, ainsi qu'à planifier et réaliser des travaux d'amélioration, de restauration de l'habitat et d'accompagnement des gestionnaires du territoire. Relativement aux activités du Projet concernant les grands parcs de la Ville, l'Organisme doit :

1. Prioriser des noyaux et corridors identifiés par l'analyse de connectivité pour la couleuvre brune;

2. Réaliser les inventaires ciblés dans les habitats à haut potentiel;

3. Évaluer les besoins en aménagements et restauration d'habitats, planifier et réaliser des aménagements;

4. Valider sur le terrain les corridors écologiques;

5. Transférer les connaissances à la Ville;

6. Suivre les aménagements réalisés.

La cartographie préliminaire des sites à aménager et à restaurer doit être remise d'ici au 30 avril 2027 et correspond au deuxième versement de la contribution financière.

La version préliminaire du rapport d'activités doit être remise au plus tard le 28 avril 2028 et correspond au troisième versement de la contribution financière.

La version finale du rapport d'activités présentant les résultats d'inventaires, la localisation et la description des travaux d'aménagement/restauration réalisés, les résultats de suivis d'aménagement et les outils (ex. clé décisionnelle) destinés aux instances municipales, doit être remise à la Ville au plus tard le 1er mars 2029, simultanément à la remise de ce livrable à la Fondation de la Faune du Québec.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268165002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 74 568 $ à Zoo ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de contribuer au Projet d'amélioration des connaissances, des habitats et de la connectivité écologique pour la couleuvre brune dans la région du Grand Montréal, pour la période de mars 2026 à décembre 2028 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds GDD 1268165002.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohand Ou Achour LAOUCHE
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-03

Celine LATREILLE
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## CERTIFICATION DE FONDS - BUDGET DE FONCTIONNEMENT - GRANDS PARCS

**No. GDD :** **1268165002**

**No. ENG** **GP68165002**

Accorder un soutien financier de 74 568 $ (taxes non applicables) à la Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de contribuer au Projet d'amélioration des connai brune dans la région du Grand Montréal, pour la période de mars 2026 à mars 2029. / Approuver un projet de convention à cet effet.

**Imputation de la dépense** **2026**

| Clé comptable / Numéro d'imputation | Libellé textuel | Montant sans taxes |
|---|---|---|
| 1001.0010000.101494.07161.61900.000000.0000.000000.000000.00000.0000 | AF - Général - Agglomération / Budget régulier / Biodiversité urbaine - Agglo / Planification et gestion des parcs et espaces verts / Contribution à d'autres organismes / Général / - / Général / Général / Général / - / | 24,856.00 |
| **TOTAL** | | **24,856.00 $** |

| Nom du fichier | 1268165002 Certification de fonds - PDS Brennan |
|---|---|

| Champs à compléter |
|---|
| Création automatique, copier/coller dans SIMON |

**Création de l'engagement**

| | | |
|---|---|---|
| **Objet GDD** | Accorder un soutien financier de 74 568 $ (taxes non applicables) à la Société d'histo contribuer au Projet d'amélioration des connaissances, des habitats et de la connect région du Grand Montréal, pour la période de mars 2026 à mars 2029. / Approuver | |
| **Date** | 3/3/2026 | AAAA-MM-JJ |
| **Code U** | ulaoumo | Uxxxxxx |
| **Résumé de la dépense** | Sout. financier projet pour la couleuvre brune | Ex : Soutien financier programme sport |
| **Soutien financier** | Oui | Oui / Non |
| **GDD** | 1268165002 | Ex : 1234567890 |
| **Service** | GRANDS PARCS | GRANDS PARCS |
| **No engagement** | GP68165002 | Ex : CU34567890 |
| **Fournisseur** | SHN vallée du Saint-Lauren | Plus de 1 fournisseurs = Fournisseurs multiples |

| **Nom du lot** | 260303ulaoumo - ENG GP68165002 - GDD1268165002 Sout. financier projet pour la |
|---|---|

| | | | **DÉBIT** |
|---|---|---|---|
| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
| 1001.0010000.10149 | 2026 | 24856.00 | 24856.00 |
| 1001.0010000.10149 | 2027 | 24856.00 | 0.01 |
| 1001.0010000.10149 | 2028 | 24856.00 | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| AF - Général - Agglomération / Budget régulier / Biodiversité urbaine - Agglo / Planification et gestion des par | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l'i | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l'i | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l'i | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l'i | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'imp | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

CERTIFICATION DE FONDS
BUDGET DE FONCTIONNEMENT

À sélectionner
Oui
Non

| À sélectionner | |
|---|---|
| BUREAU INSPECTEUR GÉNÉRAL | BIG |
| CULTURE | CU |
| DIVERSITÉ SOCIALE | DI |
| GRANDS PARCS | GP |
| HABITATION | HA |
| TECHNOLOGIES DE L'INFORMATI | TI |
| URBANISME ET MOBILITÉ | UM |

oire naturelle de la vallée du Saint-Laurent, afin de
tivité écologique pour la couleuvre brune dans la
un projet de convention à cet effet.

| | |
|---|---|
| **Date** | |
| **Code U** | |
| **Résumé de la dépense** | Sout. financier projet pour la couleuvre brune |
| **GDD** | 1268165002 |
| **No engagement** | GP68165002 |
| **Action** | Liquidation |

couleuvre brune

| | |
|---|---|
| **Nom du lot** | 000100 - ENG GP6816 |

| | CRÉDIT | |
|---|---|---|
| **Description ligne** | **ENG** | **Description ligne** |
| ENG2026; SHN vallée du Saint-Laurent;24856;GDD12 | 24856.00 | ENG2026; SHN vallée d |
| ENG2027; SHN vallée du Saint-Laurent;24856;GDD12 | 0.01 | ENG2027; SHN vallée d |
| ENG2028; SHN vallée du Saint-Laurent;24856;GDD12 | 0.01 | ENG2028; SHN vallée d |

rcs et espaces verts / Contribution à d'autres organismes / Général / - / Général / Général / Général /

| **Description ligne** | **ENG** | **Desc** |
|---|---|---|
| ENG2026; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.00 | ENG2026; SHN vallée d |
| ENG2027; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2027; SHN vallée d |
| ENG2028; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2028; SHN vallée d |
| ENG2029; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2029; SHN vallée d |
| ENG2030; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2030; SHN vallée d |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.00 | ENG2026; SHN vallée d |
| ENG2027; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2027; SHN vallée d |
| ENG2028; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2028; SHN vallée d |
| ENG2029; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2029; SHN vallée d |
| ENG2030; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2030; SHN vallée d |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.00 | ENG2026; SHN vallée d |
| ENG2027; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2027; SHN vallée d |
| ENG2028; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2028; SHN vallée d |
| ENG2029; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2029; SHN vallée d |
| ENG2030; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2030; SHN vallée d |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.00 | ENG2026; SHN vallée d |
| ENG2027; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2027; SHN vallée d |
| ENG2028; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2028; SHN vallée d |
| ENG2029; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2029; SHN vallée d |
| ENG2030; SHN vallée du Saint-Laurent;;GDD1268165 | 0.01 | ENG2030; SHN vallée d |



**Liquidation engagement**

| |
|---|
| AAAA-MM-JJ |
| Uxxxxxx |

| |
|---|
| 5002 - GDD1268165002 Sout. financier projet  pour la couleuvre brune Liquidation |

| |
|---|
| |
| du Saint-Laurent;-24856;GDD126 |
| du Saint-Laurent;-24856;GDD126 |
| du Saint-Laurent;-24856;GDD126 |

| |
|---|
| - / |

| |
|---|
| **cription ligne** |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |

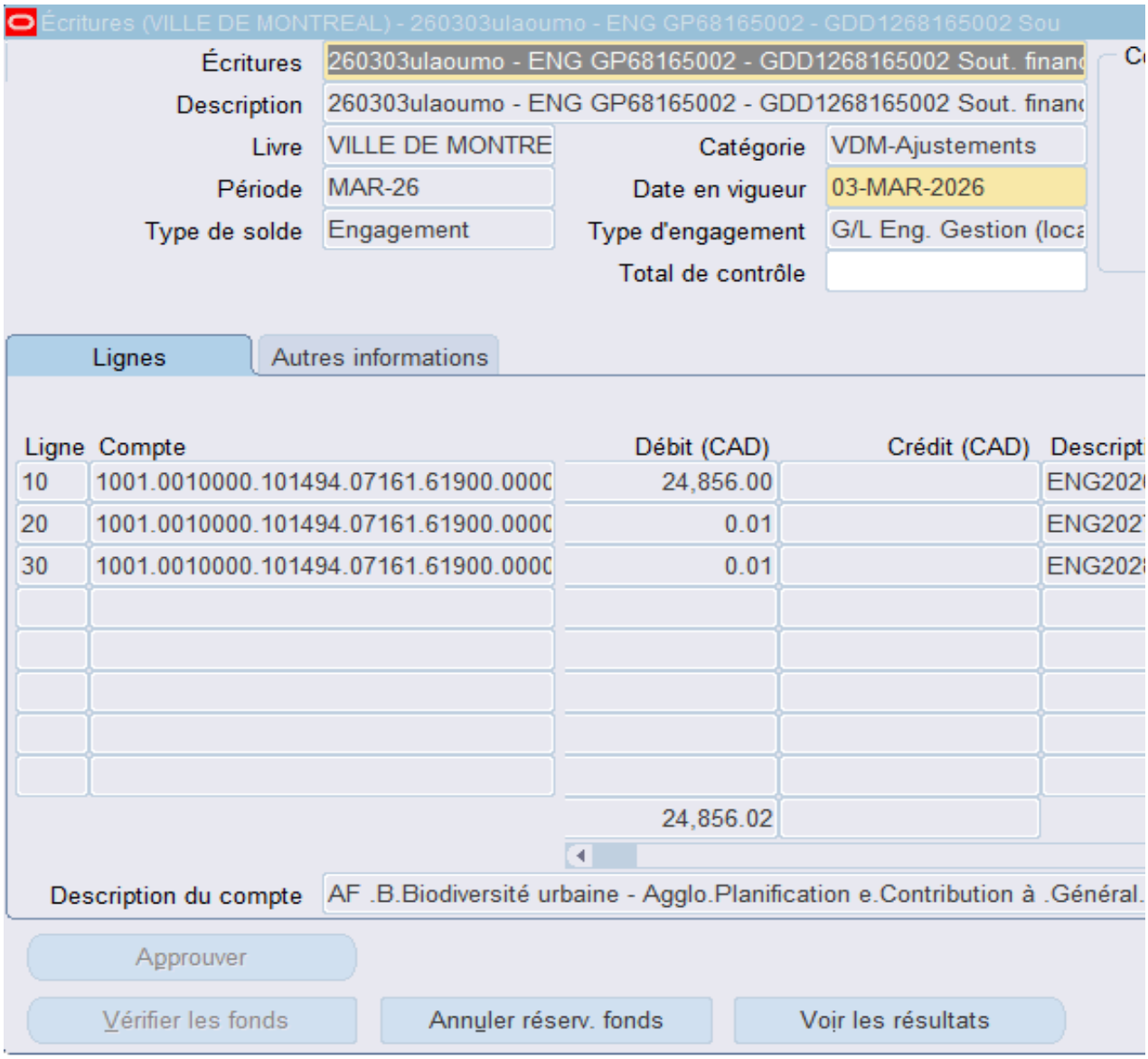
| |
|---|
| |

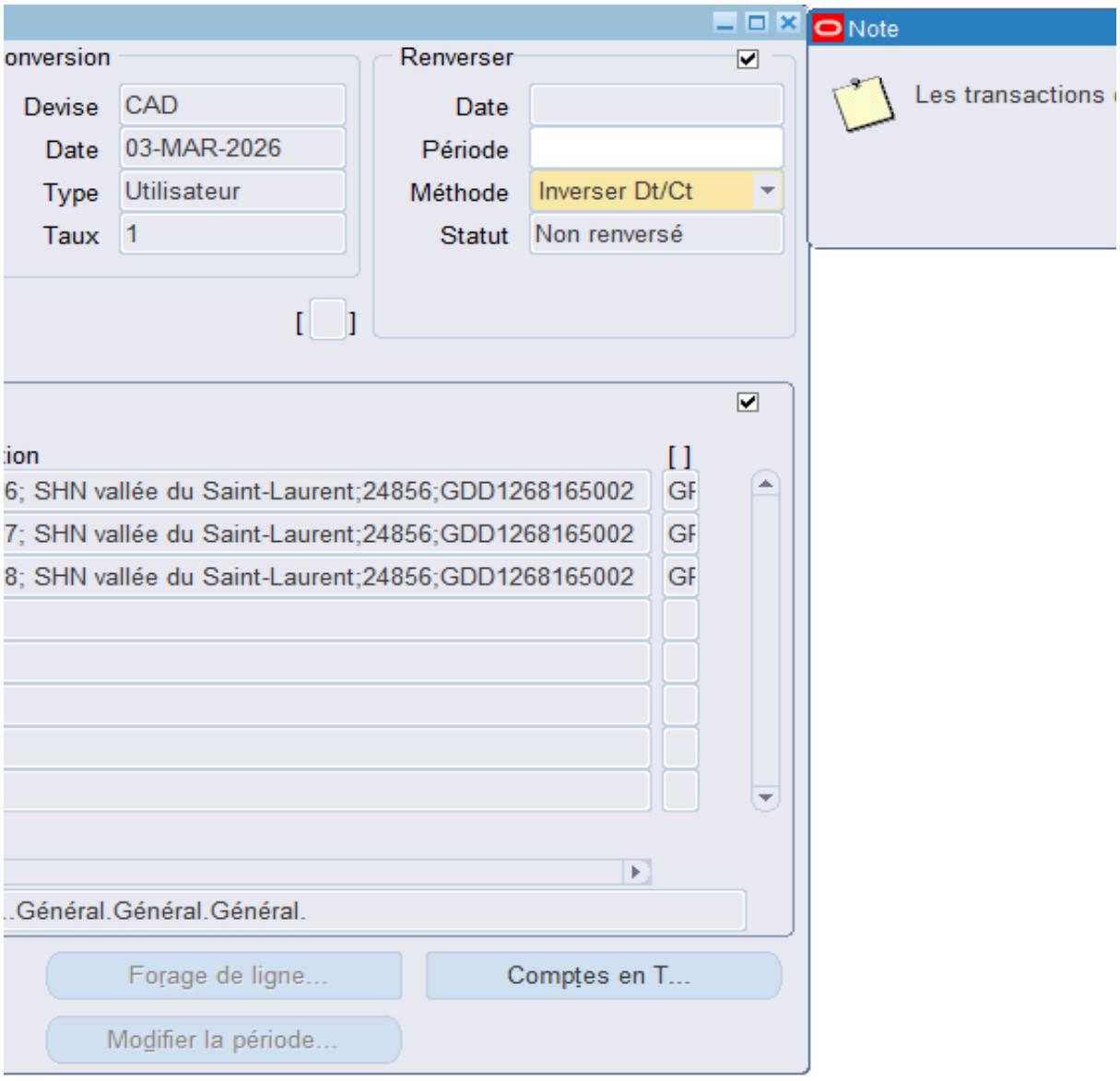
| cription ligne |
| --- |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |

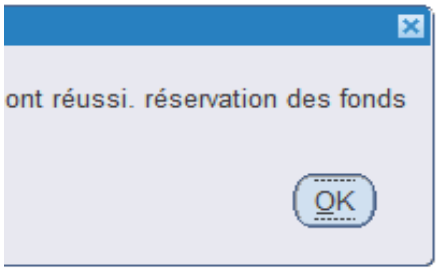
| cription ligne |
| --- |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |

| cription ligne |
| --- |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |
| du Saint-Laurent;0;GDD1268165002 Liquidation |

1268165002
GP68165002




onversion
Devise
CAD
Date
03-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
ion
6; SHN vallée du Saint-Laurent;24856;GDD1268165002
7; SHN vallée du Saint-Laurent;24856;GDD1268165002
8; SHN vallée du Saint-Laurent;24856;GDD1268165002
.Général.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...
Note
Les transactions


ont réussi. réservation des fonds
OK

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.22

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1265796002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 g) prendre des mesures visant à limiter les nuisances abusives issues du bruit et de la circulation, contrôler celles découlant du dépôt des ordures et promouvoir auprès des citoyennes et des citoyens un comportement civique responsable et respectueux des milieux de vie et de l'environnement |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers, pour l'organisation de la 22e édition de la Patrouille verte, du 1er juin au 22 août 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers, pour l'organisation de la 22e édition de la Patrouille verte, du 1er juin au 22 août 2026;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 54 % par l'agglomération, pour un montant de 37 342 $.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-10 13:21

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1265796002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 g) prendre des mesures visant à limiter les nuisances abusives issues du bruit et de la circulation, contrôler celles découlant du dépôt des ordures et promouvoir auprès des citoyennes et des citoyens un comportement civique responsable et respectueux des milieux de vie et de l'environnement |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers, pour l'organisation de la 22e édition de la Patrouille verte, du 1er juin au 22 août 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet |

## CONTENU

### CONTEXTE

**Description du REQ**

Le Regroupement des éco-quartiers (REQ) est un organisme sans but lucratif fondé en 1999 et composé des organismes porteurs des programmes éco-quartiers (PEQ) de la Ville de Montréal. Il regroupe aujourd'hui 11 organismes assurant le PEQ dans 16 arrondissements. La mission du REQ est de représenter ses membres auprès de l'administration municipale et du grand public et d'assurer la pérennité du programme. En plus de son rôle de représentant de ses membres, le REQ porte 7 grands projets d'envergure régionale en sensibilisation environnementale, dont la Patrouille verte.

**Description du programme de Patrouille verte**

La Ville de Montréal soutient le Regroupement des éco-quartiers dans la mise en place de la Patrouille verte depuis 2012. La Patrouille verte est une escouade de sensibilisation ayant pour objectif d'informer, de sensibiliser et d'éduquer la population montréalaise sur différents sujets environnementaux. Les patrouilleuses et patrouilleurs vont à la rencontre de la population montréalaise pour discuter des enjeux environnementaux actuels et l'aider à poser des gestes concrets pour améliorer l'environnement urbain et apprendre à vivre avec la nouvelle réalité des changements climatiques. Les actions de la Patrouille auprès des Montréalaises et Montréalais participent à l'atteinte d'objectifs municipaux en lien avec la gestion des matières résiduelles, la gestion de l'eau et la gestion de la forêt urbaine. Elle

s’inscrit dans le cadre de plusieurs plans et de politiques municipales dont :
- Le Plan climat 2020-2030 ;
- Le Plan d’action en résilience urbaine ;
- Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) 2020-2025;
- Le Plan nature et sport en ville.

Le programme de Patrouille verte est financé par plusieurs bailleurs de fonds : Service Canada, via le programme Emploi d'été Canada, les villes liées et arrondissements participants et trois services centraux. Le REQ sollicite les arrondissements de la Ville de Montréal, les villes liées et les services centraux pour connaître leur intention de participer au programme. Le montage du programme et les demandes de postes d'emploi d'été auprès de Service Canada se font en fonction des réponses de chaque territoire de l'agglomération. Le Regroupement des éco-quartiers a demandé un soutien financier aux services centraux de la Ville de Montréal d'un montant de 68 700 $ pour l'aider au financement du programme de Patrouille verte. En 2026, trois services centraux participent à la contribution financière pour la patrouille verte et lui donnent des mandats de sensibilisation :
- Le Service de l'environnement ;
- Le Bureau de la transition écologique et de la résilience ;
- Le Service de l'eau.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0181 - 17 avril 2025 - Accorder un soutien financier non récurrent de 65 750 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 21e édition de la Patrouille verte, pour la période du 26 mai au 17 août 2025, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Service de l'eau et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet
CG24 0192 - 18 avril 2024 - Accorder un soutien financier non récurrent de 58 850 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 20e édition de la Patrouille verte, pour la période du 27 mai au 18 août 2024, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Service de l'eau et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG23 0177 - 20 avril 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent de 70 000 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 19e édition de la Patrouille verte, pour la période du 29 mai au 18 août 2023, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Bureau de la transition écologique et de la résilience / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG22 0177 - 24 mars 2022 - Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 18e édition de la Patrouille verte, pour la période du 30 mai au 19 août 2022, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Bureau de la transition écologique et de la résilience / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG21 0217 - 22 avril 2021 - Accorder un soutien financier non récurrent de 60 000 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 17e édition de la Patrouille verte, pour la période du 31 mai au 20 août 2021, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Service de l'eau, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Bureau de la transition écologique et de la résilience / Approuver un projet de convention à cet effet.

**DESCRIPTION**

La contribution financière accordée au Regroupement des éco-quartiers permettra de soutenir le projet de Patrouille verte 2026. La contribution accordée par les Services de l'Environnement, de l'Eau, et du Bureau de la transition écologique et de la résilience soutient l'embauche prévue de 47 patrouilleurs et patrouilleuses pour un total de 18 048 heures de travail réparties dans 16 Éco-quartiers, 18 arrondissements et 6 villes liées.
Le Regroupement des éco-quartiers prévoit un financement total de 452 333,74 $ pour le projet de Patrouille verte 2026. La contribution des services centraux impliqués représente 15,18 % du budget total de la Patrouille verte 2026. Les autres bailleurs de fonds sont :
- Programme Emplois d'été Canada (EEC) - Service Canada, à hauteur de 52,99 % du budget prévisionnel (soit 239 683,74 $) ;
- Les arrondissements et villes liées de l'agglomération montréalaise participant au projet, à hauteur de 31,82 % du budget prévisionnel (soit 143 950 $).

Au moment du montage du présent dossier décisionnel, ces montants sont encore prévisionnels. Ils sont le reflet des demandes de financement que le REQ a envoyé au programme Emploi d'été Canada et territoires de l'agglomération. Les demandes faites auprès d'EEC recevront des réponses au cours du printemps.

En 2025, la Patrouille verte a réalisé ses mandats de sensibilisation dans 18 arrondissements et 6 villes liées. Le cumul du travail des 46 patrouilleurs et patrouilleuses a représenté 14 0482 heures de travail, consacrées à la sensibilisation environnementale. Les membres de la Patrouille verte ont rejoint 52 012 citoyennes et citoyens.

En 2026, le REQ prévoit 18 560 heures de travail, réparties entre 47 patrouilleurs et patrouilleuses, dans 18 arrondissements et 5 villes liées.

La Patrouille verte réalisera plusieurs mandats de sensibilisation communs à l'ensemble des territoires couverts lors d'activités de porte à porte ou d'animations de kiosques. Ces mandats sont proposés par les trois services centraux participant à la contribution financière. Les mandats se divisent en 3 catégories :

**Mandat 1 : Gestion des matières résiduelles**

**Volet 1: Utiliser le bac brun, ce n'est pas si compliqué.**
L'achèvement du déploiement de la collecte des matières organiques à l'échelle de toute la population montréalaise, combiné à la première année d'exploitation du Centre de traitement des matières organiques (CTMO) de Saint-Laurent et à l'entrée en service du CTMO de Montréal-Est, constitue une avancée déterminante vers l'atteinte de l'objectif « zéro déchet » de Montréal d'ici 2030. En traitant localement les matières organiques plutôt que de les envoyer à l'enfouissement, la Ville réduit de manière significative les déplacements de camions et les émissions de gaz à effet de serre qui y sont associés, représentant l'équivalent d'environ 10 000 tonnes de CO2 évitées annuellement.

À partir des matières issues des bacs bruns des citoyens, les CTMOs produisent un compost de haute qualité, utilisé notamment par les équipes horticoles municipales et mis à la disposition de la population pour encourager l'embellissement durable des milieux de vie. Des efforts demeurent toutefois nécessaires afin de renforcer la confiance envers le système de collecte et de traitement, un levier essentiel pour réduire les incertitudes des citoyens et favoriser une participation accrue.C'est dans cette perspective que la Patrouille Verte visera à sensibiliser les citoyennes et citoyens en leur offrant une compréhension concrète du cheminement du bac brun, depuis sa collecte jusqu'à sa transformation en un compost utilisable.

**Volet 2 : Contenants, emballages, imprimés. C'est tout.**

Un an après le changement des règles de la collecte sélective, il est temps de tourner définitivement la page sur les anciennes consignes de tri. On peut enfin dire adieu aux doutes et aux hésitations devant le bac de récupération. Désormais, une seule règle à retenir : Contenants, emballages, imprimés!
Déposer les bonnes matières dans son bac, c'est le premier geste qui permet au processus de recyclage de fonctionner. À la fin de leur parcours, ces matières deviennent de nouveaux produits. La qualité du tri à la source a donc un impact direct sur l'ensemble du système de collecte sélective, du centre de tri jusqu'à la valorisation des matières.
Pour aider les citoyen·ne·s à mieux intégrer ces nouvelles règles, les patrouilleurs les inviteront à pratiquer le tri à travers un jeu en ligne permettant d'apprendre, en s'amusant, ce qui va — ou ne va pas — dans le bac de récupération. Une façon interactive de développer de bonnes habitudes et de bons réflexes au quotidien.

**Volet 3 : Bien gérer les matières non acceptées dans les bacs.**

Certaines matières ne doivent jamais être déposées dans les bacs de collecte. C'est notamment le cas des résidus domestiques dangereux (RDD) — pots de peinture, produits nettoyants, huiles usées, aérosols, piles, ampoules, etc. — ainsi que des encombrants, comme les articles de cuisine, les électroménagers (petits ou grands), les meubles et plusieurs autres objets. La Patrouille verte présentera aux citoyen·ne·s les outils suivants afin de les aider à trouver le bon lieu de dépôt pour chacune de ces matières.

*Les résidus domestiques dangereux (RDD)*
Les RDD ne sont pas collectés à domicile. Ils doivent être apportés dans un point de dépôt autorisé.
Pour trouver l'endroit le plus près de chez vous, consultez : Résidus domestiques dangereux | Ville de Montréal et Ça va où.
*Les encombrants : penser au réemploi en premier*
Avant de sortir un encombrant à la collecte, demandez-vous s'il peut encore servir.
Si l'objet est en bon état, le réemploi est la meilleure option ! Les écocentres acceptent aussi les objets réutilisables. À votre arrivée, il suffit d'informer l'employé que vous apportez un article destiné au réemploi.

**<u>Mandat 2 : Pérennisation des Ruelles vertes et adaptation aux vagues de chaleur</u>**

**Volet 1 : Documenter l'état des ruelles vertes**
Ce volet vise à bonifier la connaissance de la Ville de Montréal et du REQ au sujet de l'état des ruelles vertes existantes sur le territoire montréalais. Les données recueillies seront utilisées dans les outils cartographiques de la Ville, notamment l'Indice de vulnérabilité aux changements climatiques.

**Volet 2 : Sensibiliser la population aux impacts et à l'adaptation face aux vagues de chaleur**
Ce volet peut se faire en priorité dans les 8 arrondissements qui ont moins de 50 ruelles vertes, par une distribution en porte-à-porte et/ou en proposant la documentation fournie lors de rencontres dans les ruelles et en kiosque.

**<u>Mandat 3 : Gestion durable de l'eau potable</u>**

**Volet 1 : Les bonnes pratiques et la réglementation sur l'économie d'eau potable**
Ce volet a pour objectif de sensibiliser la population aux gestes concrets permettant de réduire la consommation d'eau potable à domicile, ainsi que de rappeler les exigences du règlement 13-023 encadrant l'usage extérieur de l'eau. Les patrouilleur·euses offriront un accompagnement personnalisé aux résident·es, distribueront du matériel d'information au besoin et orienteront les ménages vers les ressources d'économie d'eau (pommes de douche à faible débit, aérateurs, sablier de douche) encore disponibles dans les écoquartiers. La

Patrouille recueillera aussi des données par le biais d'un questionnaire.

a. Les bonnes pratiques à l'intérieur
Les patrouilleur·euses informeront les citoyen·nes sur l'importance de repérer et de réparer rapidement les fuites dans les appareils de plomberie, et présenteront des moyens simples de réduire la consommation intérieure d'eau potable.
Pour soutenir ces démarches, iels pourront distribuer des pastilles de détection de fuite pour toilettes et expliquer clairement les mesures correctives à appliquer. Iels orienteront également les résident·es vers les éco-quartiers qui disposent encore de trousses d'économie d'eau (pomme de douche à faible débit, aérateurs de robinets, sablier de douche), tout en indiquant les points de distribution où les stocks sont toujours disponibles.

b. La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (13-023)
Les patrouilleur·euses rappelleront aux citoyen·nes les principales dispositions du règlement 13-023 relatives à l'arrosage, à l'usage de l'eau pour l'entretien des terrains ou aux pratiques proscrites.
Lorsqu'un usage non conforme est observé, iels sensibiliseront les résident·es aux périodes autorisées, aux pratiques responsables et aux alternatives permettant de réduire l'impact sur le réseau. Le dépliant officiel sur la réglementation sera remis au besoin.

**Volet 2 et 3 : Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter à l'égout**
De nombreuses matières sont rejetées directement à l'égout ou par le biais des toilettes et celles-ci sont une source potentielle de problèmes, que ce soit dans le réseau d'égout, à la Station d'épuration et même au milieu aquatique récepteur (ex. : graisses, lingettes, etc.).
Les patrouilleur·euses sensibiliseront la population aux problèmes et aux bénéfices de ne pas jeter les matières proscrites dans l'égout. Un jeu quizz est utilisé.
Les patrouilleur·euses feront aussi une tournée dans les CPE et garderies de leur secteur d'intervention qui sont susceptibles d'utiliser en grand nombre les lingettes humides afin de s'assurer qu'elles adoptent les bonnes pratiques.

Pour assurer l'ensemble de ces mandats, la Patrouille verte recevra les formations nécessaires su début du mois de juin, assurées par les professionnels et professionnelles de la Ville de Montréal des trois services centraux concernés.

Les arrondissements, en collaboration avec leurs éco-quartiers, ainsi que les villes liées participant au financement de la Patrouille verte, définissent également des mandats locaux. Ces mandats ont pour thèmes la nature en ville, les saines habitudes de vie et la gestion des matières résiduelles. Ils peuvent être complémentaires aux mandats communs, mais, contrairement à ces derniers, ils restent définis selon la réalité de chaque territoire.

Pour assurer la réalisation de l'ensemble des mandats, la patrouille verte divise son temps de travail de la façon suivante :
- 10 % pour de la formation ;
- 45 % pour les mandats communs définis par les services centraux ;
- 45 % pour les mandats locaux définis par chaque arrondissement ou ville liée participant.

**JUSTIFICATION**

La contribution financière de la Ville de Montréal au programme de Patrouille verte participe à la réussite de celui-ci. Bien que la majeure partie du financement provienne de Service Canada, celle-ci offre des postes au salaire minimum. Les autres sources de financement permettent de bonifier celui-ci et de le rendre plus attractif pour les étudiants employés par le Regroupement des éco-quartiers. La participation de la Ville de Montréal permet de garantir un contrat de travail estival de 9 à 12 semaines aux patrouilleuses et patrouilleurs, à un taux horaire compétitif de 18 $ ou 18,25 $ / heure. Elle assure donc une plus grande réussite au programme en attirant davantage de candidats, dans un contexte de difficulté

de recrutement.
De plus, depuis quelques années, le financement d'EEC pour la patrouille verte diminue et les montants versés sont inférieurs aux attentes du REQ :
2021 : demande de 56 postes subventionnés ; 54 ont été obtenus ;
2022 : demande de 62 postes subventionnés ; 51 ont été obtenus ;
2023 : demande de 58 postes subventionnés ; 34 ont été obtenus ;
2024 : demande de 57 postes subventionnés ; 30 ont été obtenus ;
2025 : demande de 63 postes subventionnés ; 46 ont été obtenus ;

Cela se traduit par l'impossibilité pour l'organisme d'assurer des postes de patrouilleurs ou patrouilleuses dans les circonscriptions fédérales pour lesquelles aucune subvention n'a été octroyée. Pour pallier ce manque, le financement des services centraux ainsi que des arrondissements et villes liées participants est essentiel. À titre d'exemple, en 2025, malgré l'octroi de 38 postes subventionnés par Service Canada, le REQ a pu recruter 46 jeunes pour former la Patrouille verte. En participant au financement de la Patrouille verte, la Ville aide à ce que la brigade puisse se déployer le plus possible dans les différents territoires de l'agglomération de Montréal désirant y participer.

De plus, grâce à la diversité des mandats en lien avec la protection de l'environnement et la proximité de la brigade avec la population montréalaise, les patrouilleurs et patrouilleuses sont à même de donner des conseils personnalisés, précis et variés pour que chacune des personnes rejointes contribue à l'effort collectif pour un environnement urbain plus sain. Les différentes actions de sensibilisation de la patrouille verte sont ainsi complémentaires aux mandats d'information, de sensibilisation et d'éducation que la Ville mène sur les enjeux environnementaux prioritaires.

L’approbation de ce dossier permettra au Regroupement des eco-quartiers d’assurer aux membres de la Patrouille Verte un minimum de 9 semaines de travail, et jusqu’à 12 semaines, aux taux horaires bonifiés de 18 $, 18,25 $ et 18,50 $ pour les membres de la patrouille ayant de l’ancienneté. Le refus de ce dossier pourrait mettre en péril la bonne marche de la patrouille et ses actions de sensibilisation directement liées aux objectifs des différents plans d'action et stratégies.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La contribution financière est pour l'année 2026

| **Regroupement des éco-quartiers** | **Soutien en 2023** | **Soutien en 2024** | **Soutien en 2025** | **Soutien recommandé en 2026** |
|---|---|---|---|---|
| Patrouille verte | 70 000 $ | 58 850 $ | 65 750 $ | 68 700 $ |
| Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au projet global | 19 % | 17 % | 13 % | 15 % |

La dépense totale de cette contribution financière de 68 700 $ sera répartie telle que décrite ci-dessous :
- 40 000 $ seront assumés par le Service de l'environnement, imputés au budget de fonctionnement du service ;
- 10 000 $ seront assumés par le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) , imputés au budget de fonctionnement du BTER;
- 18 700 $ seront assumés par le Service de l'eau, imputés au budget de fonctionnement de ce service.

Cette répartition inégale se transpose en une distribution des heures proportionnelle au

montant octroyé par chacune des unités administratives.

Cette dépense sera assumée à 54% (54,36%) par l'agglomération, pour un montant de 37 342$ et à 46 % (45,64%) par le budget local, pour un montant de 31 358 $.

**Modalités de paiement**

La remise de la contribution financière s'échelonnera de la façon suivante :
- Le paiement du Service de l'environnement (40 000 $) sera transmis à la signature de la convention de service et sur présentation de la première facture du REQ ;
- Le paiement du Bureau de la transition écologique et de la résilience (10 000 $) sera transmis dans les trente jours suivant l'acceptation par la Ville d'un rapport d'étape (rapport du mi-mandat remis au plus tard le 25 juillet 2026) ;
- Le paiement du Service de l'eau (18 700 $) sera transmis dans les trente jours suivant l'acceptation par la Ville d'un rapport final (remis au plus tard le 1er décembre 2026) démontrant que tous les services ont été rendus et sur présentation de la 3e facture.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Le soutien financier au programme de la Patrouille verte du REQ permet de travailler sur deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :
- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision ;
- Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Le soutien financier va aussi dans le sens des engagements pris pour la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux aléas météorologiques :
- la sensibilisation sur l'importance de la forêt urbaine et la préservation de la canopée peuvent avoir un impact direct sur la lutte pour la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques. La préservation des arbres sur le territoire montréalais assure une séquestration de carbone en plus de créer des îlots de fraîcheur ;
- la sensibilisation sur la saine gestion des matières résiduelles et la réduction à la source concourt à la réduction des GES émis par l'enfouissement des matières résiduelles et en particulier des matières organiques ;
- la sensibilisation à la consommation responsable de l'eau participe aux efforts d'adaptation aux changements climatiques, qui engendreront des enjeux d'accès à des sources d'eau potable dans les années à venir ;

Enfin, le REQ s'est doté d'une politique d'embauche Équité Diversité et Inclusion (EDI) et d'une politique contre le harcèlement. De plus, les membres de la brigade verte travaillent à rejoindre toute la population montréalaise en tenant des kiosques à proximité des bibliothèques municipales et des centres communautaires, en plus de faire de la sensibilisation en porte-à-porte. Ces différentes mesures répondent aux engagements d'équité et d'accessibilité universelle de la Ville.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications

et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

mai 2026 : Embauche des patrouilleurs et patrouilleuses par le Regroupement des éco-quartiers
1er juin 2026 : début de la patrouille verte
3 juin 2026 : journée de formation des membres de la Patrouille Verte
25 juillet 2026: remise du compte-rendu de mi-mandat par le Regroupement des éco-quartiers
22 août 2026 : fin de la patrouille verte
1er décembre 2026 : remise du rapport final d'activités par le Regroupement des éco-quartiers

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la personne signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Nathalie FRANCES, Service de l'eau
Irene CLOUTIER, Direction générale
Stéphanie JEAN, Direction générale
Stephanie SAUVE, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Irene CLOUTIER, 13 avril 2026
Yves EKILA, 18 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Gabriela FERNANDES AGOSTINHO
agent(e) de recherche

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-19

Yves EKILA
chef(fe) de division - collecte transport et

traitement des matieres residuelles

**Tél :** 514-863-8295
**Télécop. :**

**Tél :** 514-243-9597
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Laure BASSIGNOT
Direction de la Gestion des matières résiduelles et Infrastructures
**Tél :** 514-758-4318
**Approuvé le :** 2026-04-08

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Catherine COSTA
chef(fe) de division - controle des rejets et suivi environnemental
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-08

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265796002
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : Patrouille Verte 2026

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

**2.** Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

**5.** Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- **Priorité 2** : les patrouilleuses et patrouilleurs verts iront à la rencontre de la population montréalaise pour discuter avec elle de l'importance de conserver un environnement urbain sain et entouré de nature. Ce contact direct et la possibilité de communiquer des informations concrètes aux Montréalaises et Montréalais facilitent les changements comportementaux positifs.

- **Priorité 5** : Les mandats de sensibilisation en gestion des matières résiduelles de la patrouille verte permettent d'aborder avec la population montréalaise les gestes essentiels pour bien trier ses matières résiduelles et en produire moins. Le contact direct avec les citoyennes et citoyens facilite le changement de comportement.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

# REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS

Adoptés le 1er avril 1999 à l'assemblée générale de fondation.

Modifications adoptées par les membres lors de l'assemblée extraordinaire le 29 novembre 2012.

Modifications adoptées par les membres lors de l'assemblée extraordinaire le 26 mai 2014.

Modifications adoptées par les membres lors de l'assemblée extraordinaire le 26 avril 2018.

Modifications adoptées par le conseil d'administration le 21 septembre 2022 et ratifiées par les membres lors de l'assemblée extraordinaire le 5 octobre 2022.

Modifications adoptées par le conseil d'administration le 27 février 2024 et ratifiées par les membres lors de l'assemblée générale annuelle le 10 avril 2024.

Modifications adoptées par le conseil d'administration le 18 mars 2025 et ratifiées par les membres lors de l'assemblée générale annuelle le 8 avril 2025.

# Table des matières

1. Dispositions générales ..... 6
1.1 Interprétation ..... 6
1.2 Dénomination sociale ..... 6
1.3 Siège social ..... 6
1.4 Objets de la Corporation ..... 6
1. 5 Exercice financier ..... 7
1.6 Logo officiel ..... 8
2. Membres ..... 8
2.1 Catégorie et droit de vote des membres ..... 8
2.1.1 Membre régulier ..... 8
2.1.2 Membre associé ..... 8
2.1.3 Membre usager ..... 9
2.2 Cotisation ..... 9
2.3 Délégation ..... 11
2.5 Perte de statut de membre ..... 11
3. Assemblée des membres ..... 12
3.1 Assemblée générale annuelle (AGA) ..... 12
3. 2 Assemblée générale extraordinaire (AGE) ..... 13
3.3 Avis de convocation ..... 14
3.4 Renonciation à l'avis ..... 14
3.5 Délai de convocation ..... 15
3.6 Documentation ..... 15
3.7 Quorum ..... 15
3.8 Vote ..... 15
3.9 Vote au scrutin secret ..... 15
4. Conseil d'administration (CA) ..... 15
4.1 Composition ..... 15
4.2 Durée du mandat ..... 16
4.3 Mises en candidature des administrateur.trice.s ..... 16

4.4 Élection des administrateur.trice.s de la Corporation....16
4.5 Vacance et poste coopté....17
4.6 Rôle et responsabilités....17
4.7 Nombre de réunions....18
4.8 Lieu des réunions....18
4.9 Convocation....18
4.10 Délai de convocation....18
4.11 Quorum....19
4.12 Ajournement....19
4.13 Résolutions tenant lieu d'assemblée....19
4.14 Vote....19
4.15 Rémunération....20
4.16 Divulgation de conflits d'intérêts....20
4.17 Expulsion....20
4.17.1 Procédure d'expulsion....21
5. Officier.ère.s de la Corporation....21
5.1 Durée des fonctions....21
5.2 Rôles des officier.ère.s....21
5.2.1 La présidence....21
5.2.2 La vice-présidence....22
5.2.3 Le secrétariat....22
5.2.4 La trésorerie....22
6. Comités du Conseil d'administration....23
7. Règlements....23
7.1 Adoption....23
7.2 Approbation....23
8. Dispositions particulières....23
8.1 Engagement de la direction générale....23
8.2 Assurances....23
8.3 Dispositions transitoires....24

## 1. Dispositions générales

### 1.1 Interprétation

Dans les règlements généraux qui suivent, le nom « Regroupement des éco-quartiers » est désigné sous le nom de « Corporation » ou par l'acronyme « REQ ».

### 1.2 Dénomination sociale

La dénomination sociale de la corporation est : **« Regroupement des éco-quartiers ».**

### 1.3 Siège social

La Corporation a son siège social dans la ville de Montréal, à toute adresse civique que peut déterminer de temps à autre le conseil d'administration.

### 1.4 Objets de la Corporation

La Corporation est constituée afin de poursuivre les buts et objets suivants :

1. Regrouper en corporation les organismes à but non lucratif promoteurs du programme environnemental éco-quartier et des programmes équivalents qui s'y rattachent ;
2. Favoriser le développement et le rayonnement du programme éco-quartier et des programmes équivalents qui s'y rattachent ;
3. Favoriser la mise en commun d'outils et de pratiques d'intervention dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement ;
4. Développer et offrir des services d'ordre éducatif, de gestion et de communication en vue de promouvoir la qualité de vie des citoyens et le sentiment d'appartenance au milieu de vie ;
5. Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières ou immobilières, administrer de tels dons, legs et contributions : organiser des campagnes de souscription dans le but de recueillir des dons pour des fins charitables.
6. La Corporation poursuivra ses activités sans aucune fin de gains pécuniaires pour ses membres et tous profits ou autres gains de semblable nature que pourrait faire la Corporation seront utilisés uniquement dans la poursuite de ses objets.

## 1. 5 Exercice financier

L'exercice financier de la Corporation commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

### 1.6 Logo officiel

Le logo officiel du REQ est celui donné ci-dessous. Ce logo est le seul reconnu et ne peut être modifié sans l'accord du REQ. Le logo doit être utilisé sans altération lorsqu'utilisé dans les documents officiels et dans les communications du REQ. Malgré ce qui précède, un document émanant de la corporation n'est pas invalide pour le motif que le logo n'y est pas apposé.

## 2. Membres

### 2.1 Catégorie et droit de vote des membres

La Corporation comprend trois (3) catégories de membres à savoir :

- membre régulier;
- membre associé;
- membre usager.

#### 2.1.1 Membre régulier

Pour être membre régulier, il faut :

- être une personne morale sans but lucratif;
- détenir au moins un contrat pour la gestion du programme Éco-quartier;
- détenir une résolution de son conseil d'administration l'autorisant à être membre;
- adhérer aux objets de la Corporation;
- s'acquitter de son adhésion annuelle;
- cotiser un pourcentage de son financement pour son ou ses programmes Éco-quartier ;
- Le membre régulier assiste et possède le droit de vote aux assemblées.

#### 2.1.2 Membre associé

Pour être membre associé, il faut :

- être une personne morale sans but lucratif;

- détenir un contrat pour la gestion d'un programme équivalent au programme Éco-quartier;
- recevoir une approbation de sa candidature écrite à l'unanimité par le Conseil d'administration ;
- détenir une résolution de son conseil d'administration l'autorisant à être membre;
- adhérer aux objets de la Corporation;
- s'acquitter de son adhésion annuelle;
- cotiser un pourcentage de son financement pour son programme équivalent ;
- Le membre associé assiste et possède le droit de vote aux assemblées.

### 2.1.3 Membre usager

Pour être membre usager, il faut:

- être une personne morale sans but lucratif;
- porter un ou plusieurs projets de la Corporation;
- recevoir une approbation de sa candidature écrite à l'unanimité par le Conseil d'administration;
- détenir une résolution de son conseil d'administration l'autorisant à être membre;
- adhérer aux objets de la Corporation;
- s'acquitter de son adhésion annuelle ;
- Le membre usager ne possède pas le droit de vote aux assemblées.

## 2.2 COTISATION

La cotisation au REQ est constituée de deux montants : un montant fixe déterminé en fonction du statut du membre et un montant au pourcentage compris entre 0,5% et 1% du montant du financement annuel reçu pour chaque programme Éco-quartier ou équivalent dans le contrat en cours, sans les taxes. La valeur du pourcentage de la cotisation est déterminée en Assemblée générale annuelle. Chaque année, les membres doivent payer leur cotisation, peu importe leur statut de membre.

Membre régulier et membre associé :

- Une personne morale qui gère un (1) programme Éco-quartier ou équivalent :
    - Montant fixe : 100$
    - Montant en pourcentage : entre 0,5% à 1% du financement annuel du programme ou équivalent.
- Une personne morale qui gère deux (2) programmes Éco-quartiers ou équivalents :
    - Montant fixe : 150$
    - Montant en pourcentage : entre 0,5% à 1% du financement annuel de chaque programme.
- Une personne morale qui gère trois (3) programmes Éco-quartiers ou équivalents :
    - Montant fixe : 200$
    - Montant en pourcentage : entre 0,5% à 1% du financement annuel de chaque programme.
- Une personne morale gère plus de quatre (+4) programmes Éco-quartiers ou équivalents :
    - Le montant est déterminé selon le tableau suivant :

| Tarification par programme pour la cotisation des membres | | |
|---|---|---|
| **Nombre de programme** | **Montant de l'adhésion** | **Règle appliquée** |
| 4 | $600,00 | prix pour 1 + 200$ |
| 5 | $700,00 | |
| 6 | $900,00 | prix pour 1 + 300$ |
| 7 | $1 000,00 | |
| 8 | $1 200,00 | prix pour 1 + 400$ |

    - Montant en pourcentage : entre 0,5% à 1% du financement annuel de chaque programme.

Membre usager :

- Montant fixe : 300$

- Montant en pourcentage : Aucun.

Tout changement ou tout départ dans une même année n'implique aucun remboursement de l'adhésion.

### 2.3 Délégation

Une personne morale membre devra désigner une personne physique pour la représenter lors des assemblées des membres. Cette personne physique devra déposer une résolution du conseil d'administration ou un avis écrit de l'organisme ou de l'entreprise qu'elle représente, l'autorisant à être la personne désignée habile à voter lors des assemblées des membres. L'autorité délégante pourra en tout temps retirer à une personne physique la délégation qu'elle lui aura donnée pour lui permettre de représenter le membre lors des assemblées. Dans un tel cas, la personne physique intéressée cessera d'être celle qui représente le membre, sur réception par la personne morale de l'avis de retrait. Pour être valide lors d'une assemblée, l'avis de délégation doit être reçu par le conseil d'administration au plus tard à midi la veille du jour de l'assemblée générale annuelle ou extraordinaire des membres, selon le cas. Une nouvelle résolution devra être fournie en cas de changement de représentant.e.s dans l'organisme.

### 2.5 Perte de statut de membre

Le conseil d'administration peut, par résolution adoptée au 2/3 de ses administrateur.trice.s, lors d'une assemblée extraordinaire convoquée à cette fin, suspendre pour la période qu'il détermine ou expulser définitivement tout membre qui :

- n'a pas acquitté sa cotisation fixe et à pourcentage (membre régulier et associé seulement);
- ne détient plus aucun programme Éco-quartier ou équivalent (membre régulier et associé seulement);
- vit une dissolution ou une faillite de sa personne morale;
- si elle contrevient aux règlements généraux ou aux intérêts de la Corporation;
- si elle contrevient au code de conduite du REQ (voir l'annexe A) ;
- pose un geste nuisible à la Corporation ou à sa réputation ;

- est trouvé coupable d'une infraction criminelle ;
- tient publiquement des propos mensongers ou diffamatoires à l'égard de la Corporation ou de l'un de ses membres, administrateur.trice.s, employé.e.s ou partenaires d'affaires ;
- pose un geste gravement préjudiciable aux intérêts de la Corporation.

Un avis d'expulsion, expliquant les motifs et la durée de l'expulsion et une copie de la résolution doivent être envoyés au membre visé, et ce, par courriel à sa dernière adresse connue.

Le membre expulsé qui veut contester la décision doit, dans les 30 jours de la réception de l'avis, demander à être entendu par les administrateur.trice.s de la Corporation.

Si la décision est maintenue, le membre peut faire appel devant l'assemblée générale annuelle ou une assemblée générale extraordinaire. La décision de l'assemblée est finale et sans appel.

Un membre peut démissionner en adressant un avis écrit au conseil d'administration de la Corporation. Cette démission prend effet à la date indiquée dans l'avis ou, à défaut, à la date de réception de l'avis par un membre du conseil d'administration de la Corporation.

## 3. Assemblée des membres

Les membres se réunissent en assemblée générale annuelle et en assemblée générale extraordinaire. À chaque assemblée, les membres désignent un.e président.e et un.e secrétaire d'assemblée.

### 3.1 Assemblée générale annuelle (AGA)

L'AGA a lieu aux date, heure et lieu déterminés par le conseil d'administration. Toutefois, la date ne peut être fixée à plus de cent vingt (120) jours suivant la fin de tout exercice financier. Cette assemblée doit se tenir sur le territoire de la ville de Montréal, ou virtuellement par tout mode de communication permettant aux membres de s'exprimer et de voter.

Cette assemblée se tient aux fins de prendre connaissance et d'adopter notamment les points suivants :

- Approuver :
    - une firme de vérification comptable;
    - un pourcentage de cotisation;
    - toute modification aux règlements généraux;
    - toute modification aux objets de la Corporation.
- recevoir:
    - le plan d'action annuel;
    - le rapport annuel d'activités;
    - les États financiers vérifiés;
- élire les administrateur.trice.s;
- Signer le code de conduite.

### 3. 2 Assemblée générale extraordinaire (AGE)

Les AGE des membres ont lieu aux date, heure et lieu déterminés par résolution du conseil d'administration. Ces assemblées doivent se tenir sur le territoire de la ville de Montréal, ou virtuellement par tout mode de communication permettant aux membres de s'exprimer et de voter. Elles ont lieu lorsque les circonstances l'exigent et elles sont convoquées par les administrateurs, le président ou le secrétaire de la Corporation.

Une AGE doit être convoquée à la requête d'au moins vingt-cinq (25 %) pour cent des membres réguliers et associés en règle de la Corporation. Cette requête doit indiquer en termes généraux l'objet de l'assemblée requise, être signée par les requérants et être transmise à un membre du conseil d'administration. Dans les dix (10) jours suivant la réception d'une telle requête, il incombe au président ou au secrétaire de convoquer l'assemblée conformément aux règlements de la Corporation. En cas de défaut de ce faire, tout administrateur peut convoquer telle assemblée ou celle-ci peut être convoquée par les membres eux-mêmes, conformément à la *Loi sur les compagnies*.

### 3.3 Avis de convocation

Un avis de convocation de chaque assemblée annuelle et de chaque assemblée extraordinaire des membres doit être expédié aux membres. Cette convocation se fait au moyen d'un avis écrit, transmis par courriel, par messager ou par la poste, à l'adresse respective de ses membres, tel qu'elle apparaît aux livres de la personne morale ou, à défaut, sa dernière adresse connue, et indiquant la date, l'heure, l'endroit, le but et les objets de l'assemblée. Dans le cas d'une assemblée générale extraordinaire, seuls les sujets mentionnés à l'ordre du jour peuvent être étudiés lors de l'assemblée. L'avis de convocation doit être transmis au moins trente (30) jours avant la tenue de l'AGA et 72 heures avant la tenue d'une AGE.

Dans les cas d'urgence, l'avis de convocation peut être donné par téléphone à un représentant d'un membre ou au membre lui-même, au moins six (6) heures avant l'assemblée.

L'omission accidentelle de la transmission de l'avis de convocation ou le fait qu'un membre n'a pas reçu tel avis n'invalide aucune résolution passée ou aucune des procédures faites à une telle assemblée.

La présence d'un membre à une assemblée couvre le défaut d'avis quant à ce membre, sauf s'il est présent expressément pour s'opposer à la tenue de l'assemblée, motif raisonnable à l'appui.

### 3.4 Renonciation à l'avis

Une AGA ou AGE des membres peut validement être tenue en tout temps et pour tous motifs, sans l'avis de convocation prescrit par la loi ou les règlements, pourvu que tous les membres renoncent par écrit à cet avis. Pour les fins d'avis ou de renonciation à l'avis de convocation, l'expression « par écrit » doit s'interpréter largement et l'avis ou la renonciation peut s'effectuer par la poste, courriel, par messager ou sous toute autre forme écrite. La renonciation à l'avis de convocation de l'assemblée peut intervenir soit avant, soit pendant, soit après la tenue de cette assemblée. De plus, la présence d'un membre à l'assemblée équivaut à renonciation, sauf s'il y assiste spécialement pour

s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation, motif raisonnable à l'appui.

### 3.5 Délai de convocation

L'avis de convocation doit être transmis au moins trente (30) jours avant la tenue de l'AGA et 72 heures avant la tenue d'une AGE.

### 3.6 Documentation

Tous les documents pour l'AGA, dont au moins l'ordre du jour et le procès-verbal de la précédente AGA, doivent être remis au minimum une (1) semaine à l'avance.

### 3.7 Quorum

Lors des assemblées, le quorum est atteint lorsque 50% des membres sont présents en début d'assemblée. Le quorum est alors réputé maintenu tout au long de l'assemblée.

### 3.8 Vote

Toute question nécessitant un vote, soumise à une assemblée, à l'exception de l'élection des administrateur.trice.s, se faire à la main levée ou au scrutin secret si demandé par un des membres votants présents.

### 3.9 Vote au scrutin secret

Lors de la tenue d'un vote par scrutin secret, chaque membre reçoit un bulletin de vote initialisé par le.a secrétaire d'assemblée. Les bulletins de vote recueillis sont dépouillés en présence du président.e et du secrétaire de l'assemblée. Le résultat du vote est transmis à l'assemblée.

## 4. Conseil d'administration (CA)

### 4.1 Composition

Le CA est constitué de (5) cinq sièges. Il y a jusqu'à deux (2) sièges au maximum ouverts à des non membres du REQ et le reste des sièges est comblé par des membres réguliers ou associés. Il y a un maximum de deux (2)

personnes d'un même arrondissement et un maximum d'un (1) représentant d'un même organisme qui peuvent siéger. Il ne peut y avoir plus d'un.e administrateur.trice d'une même famille (immédiate ou apparentée) sur le CA. Par famille l'on réfère, à des époux, des conjoints unis civilement de même que les ascendants ou descendants en ligne directe.

Les membres du CA sont élus en assemblée générale.

Aucun administrateur.trice élu.e n'est admis.e à se faire représenter aux réunions du CA ni à exercer son droit de vote par procuration.

La direction générale en place assiste aux réunions du Conseil d'administration et aux différentes assemblées sans droit de vote.

### 4.2 Durée du mandat

Un mandat d'administrateur.trice est de deux ans maximum, renouvelable. Les postes 1 à 3 sont renouvelables les années paires et les postes 4 et 5 sont renouvelables les années impaires. L'année prise en compte est celle au moment où se tient l'AGA**.**

### 4.3 Mises en candidature des administrateur.trice.s

Pour présenter sa candidature, le.a candidat.e doit soumettre un bulletin de candidature quinze (15) jours avant la tenue de l'assemblée générale. Les membres usagers ne peuvent présenter leur candidature sur le CA.

Un comité de révision constitué de membres actuels du CA s'assure de l'éligibilité des candidatures reçues et valide avec les candidat.e.s retenu.e.s leur mise en candidature.

### 4.4 Élection des administrateur.trice.s de la Corporation

Les administrateur.trice.s sont élus lors d'une assemblée générale parmi les candidatures éligibles. Lors de l'élection des administrateur.trice.s de la Corporation, les membres élisent un.e président.e et un.e secrétaire d'élection qui ne sont pas eux-mêmes en élection.

S'il y a le même nombre de candidat.e.s que le nombre de sièges à combler, le.a président.e d'élection déclare ces personnes élues par acclamation.

S'il y a plus de candidat.e.s que le nombre de sièges à combler, le.a président.e d'élection déclare qu'il y aura une élection par bulletin secret pour le nombre de sièges à combler.

### 4.5 Vacance et poste coopté

Un siège est réputé vacant lorsque l'administrateur.trice:

- quitte ou démissionne;
- n'est plus le.a représentant.e autorisé.e par l'organisme qu'il.elle représente;
- représentant un organisme membre régulier ou associé voit son organisme perdre son statut de membre au sein de la Corporation;
- est expulsé.e. au sens de l'article 4.17.

En cas de siège vacant sur le Conseil d'administration, il est possible pour le CA de coopter de nouveaux administrateur.trice.s. Les postes cooptés sont en élection lors de l'AGA suivant leur cooptation. L'administrateur.trice coopté.e termine le mandat du siège vacant.

### 4.6 Rôle et responsabilités

Le Conseil d'administration voit à la bonne marche des affaires et au respect des règles de fonctionnement de la Corporation. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il vise entre autres à :

- veiller au respect des objets de la Corporation, ainsi que sa mission, vision et valeurs;
- définir la stratégie globale de la Corporation et en assurer sa mise en œuvre;
- déterminer le mode d'organisation de la Corporation;
- assurer la pérennité financière de la Corporation;
- assurer que les actions menées par la direction générale correspondent à la stratégie globale de la Corporation;
- assumer les responsabilités de la direction générale en cas de poste vacant.

### 4.7 Nombre de réunions

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois entre chaque assemblée générale annuelle.

### 4.8 Lieu des réunions

Les réunions du Conseil d'administration peuvent se tenir en virtuel, en présentiel ou en hybride à l'endroit mentionné dans l'avis de convocation.

### 4.9 Convocation

Les réunions du Conseil d'administration sont convoquées par la direction générale ou la présidence de la Corporation au moyen d'un avis écrit transmis, par courrier électronique ou par la poste, à la dernière adresse connue.

L'avis de convocation doit mentionner le type de réunion (présentielle ou virtuelle), la date et l'heure et définir un ordre du jour.

### 4.10 Délai de convocation

Le délai de convocation à une réunion du Conseil d'administration est de cinq (5) jours ouvrables. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à 24 heures.

Advenant le cas que les procédures de convocation, en raison de circonstances exceptionnelles, n'aient pu être respectées, les administrateur.trice.s peuvent renoncer à l'avis de convocation et en consigner les raisons au procès-verbal de la réunion.

Une telle renonciation peut être valablement donnée avant ou après la réunion concernée. La présence d'un administrateur à l'assemblée équivaut à renonciation sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

### 4.11 Quorum

Le quorum lors des réunions du Conseil d'administration est atteint lorsque 50% des administrateur.trice.s sont présents en début de réunion. Le quorum doit subsister tout au long de l'assemblée.

### 4.12 Ajournement

Le président de la réunion peut, avec le consentement des administrateur.trice.s présents à une réunion du conseil d'administration, ajourner toute réunion des administrateur.trice.s à une date et dans un lieu qu'il détermine, sans qu'il soit nécessaire de donner un nouvel avis de convocation aux administrateur.trice.s. Lors de la reprise de la réunion, le conseil d'administration peut valablement délibérer conformément aux modalités prévues lors de l'ajournement, pourvu qu'il y ait quorum.

Les administrateur.trice.s constituant le quorum lors de la reprise de la réunion ne doivent pas nécessairement être les mêmes que ceux l'ayant constitué lors de la réunion initiale. S'il n'y a pas quorum lors de la reprise de la réunion, les administrateur.trice.s présents ne pourront délibérer sur quelque sujet que ce soit, mais ils pourront fixer la date, l'heure et l'endroit d'une réunion ultérieure à laquelle la reprise de la réunion sera reportée.

### 4.13 Résolutions tenant lieu d'assemblée

Les résolutions écrites et signées par tous les administrateur.trice.s du Conseil d'administration ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion du CA. Un exemplaire de ces résolutions est conservé dans le livre des procès-verbaux de la personne morale. Les résolutions par courriel sont autorisées advenant l'approbation de tous.tes les administrateur.trice.s.

### 4.14 Vote

Sous réserve de toute autre disposition de la loi ou des règlements, toutes les questions soumises à une réunion du conseil d'administration sont décidées au moins à la majorité simple des administrateurs votants, chaque membre du conseil d'administration, y compris le président, ayant droit à un seul vote. En cas d'égalité des voix, le président de la réunion n'a pas droit à un second vote ou vote prépondérant. Le vote est pris à main levée à moins que le

président de la réunion ou un administrateur ne demande le scrutin secret. Si le vote se fait par scrutin, le secrétaire de la réunion agit comme scrutateur et dépouille le scrutin. Le vote par procuration n'est pas permis aux réunions du conseil d'administration.

### 4.15 Rémunération

Les administrateur.trice.s de la Corporation ne reçoivent aucune rémunération en raison de leurs fonctions au CA. Ils peuvent cependant être remboursés pour des dépenses encourues dans l'exercice de leurs fonctions sur présentation de pièces justificatives.

### 4.16 Divulgation de conflits d'intérêts

Chaque admnistrateur.trice doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur de la Corporation. Il doit dénoncer sans délai à la Corporation tout intérêt qu'il possède dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre elle, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.

Les administrateur.trice.s du Conseil doivent déclarer leur intérêt personnel une fois par année à la première réunion suivant l'AGA ainsi qu'à tout moment opportun où un conflit d'intérêts déclaré ou potentiel se présente. En cas de conflit d'intérêts déclaré ou potentiel d'un.e admnistrateur.trice sur un point discuté en CA, le CA peut demander à discuter et décider ce point en huis clos.

### 4.17 Expulsion

Le CA peut expulser définitivement tout.e administrateur.trice qui contrevient aux règlements ou aux intérêts de la Corporation, à l'aide d'une résolution adoptée par au moins les 2/3 de ses administrateur.trice.s, excluant l'administrateur.trice concerné.e par l'expulsion. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le CA peut notamment expulser un.e administrateur.trice qui se serait absenté.e à trois réunions du CA sans motif valable.

#### 4.17.1 Procédure d'expulsion

- Un avis d'expulsion, expliquant les motifs de l'expulsion et une copie de la résolution doivent être envoyés par courriel à l'administrateur.trice visé.e;
- L'administrateur.trice visé.e doit accuser réception du courriel envoyé;
- Dans l'éventualité où l'administrateur.trice expulsé.e qui veut contester la décision doit, dans les 30 jours de la réception de l'avis, demander à être entendu par les administrateur.trice.s de la Corporation ;
- Si la décision est maintenue, l'administrateur.trice peut faire appel devant l'assemblée générale.

## 5. Officier.ère.s de la Corporation

Lors de la première réunion du CA suivant l'AGA, les administrateur.trice.s élisent parmi eux:

- une présidence;
- une vice-présidence;
- un.e trésorier.ière;
- un.e secrétaire.

Il est possible pour un.e officier.ière de cumuler les mandats sauf pour la présidence.

### 5.1 Durée des fonctions

Les officier.ière.s de la Corporation demeurent en fonction jusqu'à la tenue de la prochaine AGA à moins que leur mandat ne prenne fin avant terme soit par démission, par révocation, par l'expulsion au sein du CA ou par la perte de leur qualité de membre.

### 5.2 Rôles des officier.ère.s

#### 5.2.1 La présidence

La présidence :
voit à l'exécution des décisions du CA;

- représente l'organisme;
- préside et anime les réunions du CA;
- signe les résolutions;

- communique avec les administrateur.trice.s pour s'assurer qu'ils honorent leurs engagements sur le CA;
- veille à ce que les administrateur.trice.s est les moyens nécessaires pour réaliser leur mandat sur le CA;
- assure une étroite collaboration avec la direction générale pour l'élaboration des ordres du jour du CA et des assemblées générales.

### 5.2.2 La vice-présidence

La vice-présidence :

- remplace la présidence en son absence ou à la demande de ce dernier.
- exerce tous les pouvoirs et fonctions que peuvent prescrire les administrateur.trice.s.

### 5.2.3 Le secrétariat

Le secrétariat :

- assure la rédaction et la signature des procès-verbaux des réunions du CA;
- assure l'accessibilité de l'information et des documents officiels à l'ensemble des administrateur.trice.s et des membres;
- exerce tous les pouvoirs et fonctions que peuvent prescrire les administrateur.trice.s.

### 5.2.4 La trésorerie

La trésorerie :

- s'assure que les livres de comptes et les registres comptables sont adéquatement tenus.
- assure l'accessibilité de l'information financière à l'ensemble des administrateur.trice.s et des membres de la Corporation.
- exerce tous les pouvoirs et fonctions que peuvent prescrire les administrateur.trice.s;
- assure une étroite collaboration avec la direction générale afin de conserver la pérennité financière de la Corporation.

## 6. Comités du Conseil d'administration

Le CA peut mettre sur pied des comités *ad hoc* pour soutenir la Corporation dans l'accomplissement de la stratégie globale. Ces comités ont comme mandat de faire des recommandations au CA. Le pouvoir décisionnel sur ses recommandations est imputable au CA et/ou aux membres lors d'une assemblée générale.

## 7. Règlements

### 7.1 Adoption

Le Conseil d'administration peut modifier les présents règlements généraux ou en adopter de nouveaux.

### 7.2 Approbation

Toute décision relative à la modification ou à l'abrogation des présents règlements devra être prise par règlement adopté par le conseil d'administration, puis ratifié à la majorité par les membres lors de la première assemblée des membres qui suit. Si lesdites modifications aux règlements ne sont pas ratifiées par les membres à la prochaine assemblée, ces modifications cessent d'être en vigueur à la date du refus par les membres.

## 8. Dispositions particulières

### 8.1 Engagement de la direction générale

Les administrateur.trice.s doivent recevoir, à chaque réunion du CA, un certificat d'attestation relatif à la responsabilité des administrateur.trice.s dûment signé par la direction générale.

### 8.2 Assurances

La Corporation doit souscrire une assurance responsabilité au bénéfice des administrateur.trice.s en fonction qui les protège particulièrement à l'égard des fautes et omissions dans la gestion des opérations de la Corporation.

## 8.3 Dispositions transitoires

Les présents règlements généraux annulent et remplacent à toute fin que de droit tout autre règlement ayant été antérieurement adopté et portant sur les mêmes sujets.

# COPIE CERTIFIÉE D'UNE RÉSOLUTION OFFICIELLE DES ADMINISTRATEUR.TRICE.S – adoptée par voie électronique -

**Regroupement des éco-quartiers**

**Résolution Patrouille verte 2026**

Les membres du conseil d'administration du Regroupement des éco-quartiers (REQ) ont résolu, par voie électronique le 13 mars 2026 que Clélia Sève, directrice générale, est autorisée à représenter l'organisme auprès de la Ville de Montréal, des arrondissements de la Ville de Montréal et les villes liées pour le projet de la Patrouille verte 2026. Elle est également mandatée pour déposer la demande de contribution financière et comme signataire des conventions et des ententes.

IL EST PROPOSÉ PAR : Roxanne L'Écuyer

APPUYÉ PAR : Rémi Gagnon

SIGNÉE à Montréal, ce 13 mars 2026



Par : Roxanne L'Écuyer
Titre : Présidente

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **LE REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS**, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 75 Square Sir-Georges Étienne-Cartier, Montréal, Québec, H4C 3A1, agissant et représentée par Clélia Sève, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 813155462 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1208783544 TQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme représentant de 11 organismes membres gérant 21 programmes environnementaux (dont 17 écoquartiers et 4 programmes de Ruelles vertes) dans 16 arrondissements de la Ville de Montréal, rejoignant ainsi un peu plus 1,6 millions de personnes. L'organisme développe et offre des services d'ordre éducatif, de gestion et de communication en vue de promouvoir la qualité de vie des montréalais et le sentiment d'appartenance au milieu de vie.

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description du Projet; |
| « **Annexe 2** » : | désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant; |
| « **Annexe 3** » : | désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention; |
| « **Projet** » : | désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| « **Rapport annuel** » : | désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention; |
| « **Reddition de comptes** » : | désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet; |

| | |
|---|---|
| « **Responsable** » : | désigne l'agente de recherche de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé ; |
| « **Unité administrative** » : | désigne le Service de l'environnement de la Ville. |

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de

bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite

intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante-huit mille sept cents dollars (68 700,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en 3 versements :

5.2.1 un premier versement au montant de quarante mille dollars (40 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention ;

5.2.2 un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport de mi-mandat à la satisfaction du Responsable ;

5.2.3 un troisième versement au montant de dix-huit mille sept cents dollars (18 700$) dans les 30 jours de la remise d'un rapport à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 8
## ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 9
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier

les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

## ARTICLE 11
## DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 12
## RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 75 Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, Montréal, Québec, H4C 3A1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile..

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, 9e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 19e jour de mars 2026

**LE REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS**

Par : _____
Clélia Sève, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

**ANNEXE 1**

**PROJET**

Voir le document joint intitulé DemandeContributionPV2026

## ANNEXE 2

## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Voir le document joint intitulé ProtocoleVisibilitePV2026

# Patrouille verte
## 22e édition

## Demande de contribution financière 2026




Montréal

Regroupement des éco-quartiers

# TABLE DES MATIÈRES


Le Regroupement des Éco-quartiers ..... 2

Sommaire de l'édition 2025 ..... 3

Montage financier de la Patrouille verte 2026 ..... 5

1. Portrait du financement de la Patrouille verte 2026 ..... 8
2. Temps de travail de la Patrouille verte 2026 ..... 11
3. Détails du financement de la Ville de Montréal ..... 11

Indicateurs de suivi ..... 13

Cartographie ..... 15

Mandats communs ..... 18

1. Mandat 1 : Gestion des matières résiduelles ..... 19

1.1. Volet 1 Utiliser le bac brun, ce n'est pas si compliqué. ..... 20

1.2. Volet 2 Contenants, emballages, imprimés. C'est tout. ..... 20

1.3. Volet 3 Volet 3 Bien gérer les matières non acceptées dans les bacs. ..... 21

2. Mandat 2 : Pérennisation des Ruelles vertes et adaptation aux vagues de chaleur ..... 21

2.1. Volet 1 : Documenter l'état des ruelles vertes ..... 23

2.2. Volet 2 : Sensibiliser la population aux impacts et à l'adaptation face aux vagues de chaleur ..... 23

3. Mandat 3 : Gestion durable de l'eau potable ..... 23

3.1. Volet 1 : Les bonnes pratiques et la réglementation sur l'économie d'eau potable ..... 24

a. Les bonnes pratiques à l'intérieur ..... 24

b. La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (13-023) ..... 25

3.2. Volet 2 : Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter à l'égout ..... 25

Mandats locaux ..... 25

Formations ..... 26

1. Formation des coordonnateur·trices ..... 27
2. Formation des membres de la Patrouille verte ..... 27

Mobilité active et durable ..... 28

Communication et visibilité ..... 29

Reddition de compte et rapport final..... 31
Recommandations..... 32
Modalités de paiement..... 33
Conclusion..... 34
Signatures..... 35

# Le Regroupement des Éco-quartiers

***Mobiliser, sensibiliser, informer***

Le Regroupement des éco-quartiers (REQ) est un organisme à but non lucratif et non partisan fondé en 1999 par des éco-quartiers désireux de mettre leurs ressources en commun. Depuis 2002, le REQ assure la représentation de ses membres au niveau régional. Actuellement constitué de 11 organismes porteurs de 17 Programmes Éco-quartier et de 4 Programmes de Ruelles vertes ayant des activités dans 16 des 19 arrondissements de la Ville de Montréal, le REQ fédère des experts en sensibilisation, éducation relative à l'environnement et mobilisation de la Ville de Montréal.

En plus de représenter ses membres et de faire valoir la pertinence du programme Éco-quartier sur la scène politique municipale et provinciale, le REQ mène plus de 11 projets d'envergure régionale annuellement, dont des campagnes de verdissement et d'éducation relative à l'environnement telles que la patrouille verte depuis 2004. À travers la variété de projets qu'il coordonne, le REQ défend le droit de la population d'avoir un environnement sain et un développement écologiquement viable de leur communauté.

# Sommaire de l'édition 2025

La 21e édition de la Patrouille verte a été rendue possible grâce au programme Emploi d'Été Canada de Service Canada et à l'implication de la Ville de Montréal ainsi que des 17 arrondissements et 6 villes liées participants au projet ainsi que les 17 organismes porteurs du programme Éco-quartier. Ce sont 46 agent·es de sensibilisation qui ont composé la Patrouille verte. De plus, près de 30% des personnes recrutées pour faire partie de la Patrouille verte étaient à leur deuxième année ou plus d'expérience, ce qui a définitivement été un atout important pour la cohorte 2025 du projet.




**Figure 1** - Carte des secteurs d'intervention de la Patrouille verte 2025

Les activités de la Patrouille verte ont officiellement débuté le 26 mai 2025 et se sont terminées le 12 septembre 2025, soit pour une période de 16 semaines. La grande majorité des membres de la Patrouille verte ont eu un mandat de 9 semaines, avec quelques exceptions de contrats de 10, 11 et 12 semaines.

14 048 heures ont été consacrées à la sensibilisation environnementale de la population montréalaise.

En 2025, la Patrouille verte a permis de rejoindre 52 012 citoyen·nes sur l'île de Montréal au travers de différents enjeux environnementaux. La portée totale du projet est en adéquation avec les objectifs déterminés par la Ville de Montréal, les organismes porteurs du projet, ainsi que le Regroupement des éco-quartiers.

L'objectif global était de sensibiliser 51 100 personnes au cours de la saison estivale, ce qui a été dépassé de 102%. Au total, 38% des personnes ont été sensibilisées au mandat sur la gestion responsable des matières résiduelles (GMR), 11% au mandat sur la gestion durable de l'eau (EAU), 12% au mandat sur la promotion et la protection de la forêt urbaine (FORÊT), et 39% à des mandats locaux.

Pour une 22e édition, à l'été 2026, l'équipe du REQ est motivée et se réjouit de porter le projet de la Patrouille verte au sein de l'agglomération de Montréal à nouveau.



**Figure 2** - Portrait officiel des agent·es de la 21e édition la Patrouille verte. Photo prise lors de la première journée de formation, le 26 mai 2025.

# Montage financier de la Patrouille verte 2026

La Patrouille verte repose sur un montage financier complexe qui amalgame des contributions financières du programme Emplois d'été Canada, de la Ville de Montréal, ainsi que des arrondissements et des villes liées participants.

Cette année, nous prévoyons constituer une cohorte de 47 agent·es de sensibilisation environnementale qui travailleront pour une durée de 9 à 12 semaines (Tableau 1). Cette prévision se base sur la contribution estimée d'Emplois d'été Canada en fonction de l'historique du financement obtenu par le REQ dans les dernières années. Cette contribution sera déterminée de façon définitive, au printemps 2026, avec le nombre de postes, de semaines et d'heures octroyés par les circonscriptions fédérales. Véritable épine dorsale du projet, la contribution financière de Service Canada explique la répartition des postes de patrouilleur·euses d'un secteur à l'autre ainsi que les différences d'octroi entre les secteurs. Il n'est pas possible de transférer des heures accordées par Service Canada d'une circonscription à une autre.

L'échéancier de Service Canada nous oblige à utiliser une prévision dans le cadre de la présente demande de contribution financière. Il est important de noter qu'il demeure possible que la contribution de Service Canada soit largement inférieure à celle attendue. Face à cette incertitude, le REQ se dote d'un poste de contingence en plus de dépenses obligatoires afin de couvrir les frais associés au projet.

Le REQ s'engage à utiliser le financement de la Ville de Montréal, des arrondissements et des villes liées, selon les modalités présentées dans ce document, de manière à représenter la participation de chacun·e de manière équitable.

En 2026, le REQ garantira à chaque membre de la Patrouille verte un mandat minimal de 9 semaines, à raison de 32h/semaine pour un total de 288 heures. Les agent·es de sensibilisation environnementale seront en action à partir du lundi 1er juin, et ce jusqu'au samedi 1er août pour les mandats de 9 semaines et jusqu'au samedi 22 août pour les mandats de 12 semaines. Les membres de la Patrouille verte travailleront pour un salaire à 18$/heure, 18.25$/heure et 18.50$/heure, selon s'il s'agit de leur première ou deuxième année comme agent·es de sensibilisation. Nous espérons ainsi améliorer le taux de rétention des employé·es et bénéficier de l'expérience des ancien·nes agent·es.

Le tableau suivant présente les besoins des partenaires qui ont été demandés à Emploi d'été Canada pour composer la Patrouille verte 2026.

**Tableau 1** - La répartition anticipée de la 22e édition de la Patrouille verte

| Circonscription | Arrondissement / ville liée | Nb PV | Nb semaines | Nb heures/ semaine | Nb total heures |
|---|---|---|---|---|---|
| Bourassa | Montréal-Nord | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Cartierville | Ahuntsic-Cartierville | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Dorval - Lachine - LaSalle | Dorval | 2 | 12 | 32 | 768 |
| | Lachine | 2 | 12 | 32 | 768 |
| | Lasalle | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Hochelaga | Hochelaga-Maisonneuve | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Honoré-Mercier | Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Lac Saint-Louis | Beaconsfield | 2 | 12 | 32 | 768 |
| LaSalle - Émard - Verdun | Le Sud-Ouest | 2 | 12 | 32 | 768 |
| | Verdun | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Laurier - Sainte-Marie | Sainte Marie et Saint-Jacques | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Mont-Royal | Mont-Royal | 1 | 12 | 32 | 384 |
| | Côte Saint-Luc | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Notre-Dame-de-Grâce - Westmount | Notre-Dame-de-Grâce | 2 | 12 | 32 | 768 |
| | Montréal-Ouest | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Outremont | Côte-des-Neiges | 2 | 12 | 32 | 768 |
| | Outremont | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Papineau | Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Pierrefonds-Dollard | L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève | 1 | 12 | 32 | 384 |
| | Pierrefonds-Roxboro | 2 | 12 | 32 | 768 |
| | Dollard-des-Ormeaux | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Rosemont-La Petite-Patrie | Rosemont - La Petite-Patrie | 2 | 12 | 32 | 768 |
| Saint-Léonard - Saint-Michel | Saint-Léonard | 3 | 12 | 32 | 1152 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Ville-Marie - Le Sud-Ouest - Île-des-Sœurs | Peter-McGill | 2 | 12 | 32 | 768 |
| **Total des patrouilles vertes** | | **47** | | | **18048** |
| Ville-Marie - Le Sud-Ouest - Île-des-Sœurs | REQ (agent.e de projet) | 1 | 16 | 32 | 512 |
| **Total des demandes EEC réalisées** | | **48** | | | **18560** |

En vert : les villes liées participantes

## 1. Portrait du financement de la Patrouille verte 2026

Les tableaux suivants présentent les prévisions budgétaires associées à la 22e édition de la Patrouille verte, selon un scénario anticipé de 47 agent·es, pour un total de 18 048 heures réparties dans 16 Éco-quartiers, 16 arrondissements et 6 villes liées.

Le tableau ci-dessous présente le financement prévisionnel de la Patrouille verte 2026.

**Tableau 2** - Le financement et les dépenses associés à la Patrouille verte 2026

| Revenus | | Montants demandés |
|---|---|---|
| Ville de Montréal | Service de l'environnement | $40 000,00 |
| | Bureau de la transition écologique et de la résilience | $10 000,00 |
| | Service de l'eau | $18 700,00 |
| Programme Emplois d'été Canada | | $239 683,74 |
| Arrondissements (avant bonification) | | $75 600,00 |
| Villes liées (avant bonification) | | $26 950,00 |
| Bonification pour les postes et les semaines supplémentaires de patrouilleur·euses par les arrondissements et les villes liées. | | $41 400,00 |
| **Total revenus** | | **$452 333,74** |

Le tableau ci-dessous présente les dépenses prévisionnelles de la Patrouille verte 2026.

**Tableau 3** – Les dépenses associées à la Patrouille verte 2026

| **Dépenses** | |
|---|---|
| **Postes budgétaires** | **Montants demandés** |
| Salaire minimum des patrouilleur·euses, incluant les charges sociales (Service Canada) pour 47 pv | $239 683,74 |
| Bonification de la subvention de Service Canada à 18$, 18,25$ et 18,50$/h, incluant les charges sociales pour 53 pv | $79 410,18 |
| Chargé·e projet | $35 000,00 |
| Agent·e de projet | $16 486,40 |
| Chargé·e de comm | $7 000,00 |
| Contingence | $4 000,00 |
| Dépenses matérielles | $4 500,00 |
| Déplacements (carte OPUS pour les jeunes dans les territoires sans accès aux BIXI) | $7 000,00 |
| Frais de gestion et GRAME | $6 890,00 |
| **Sous-total** | **$399 970,32** |
| Frais d'administration (13%) | $51 996,14 |
| **Total** | **$451 966,46** |

Le tableau ci-dessous présente le budget final prévisionnel de la Patrouille verte 2026.

**Tableau 4** - Le financement et les dépenses associés à la Patrouille verte 2026

| Description | Montants demandés |
|---|---|
| Financement | $452 333,74 |
| Dépenses | $451 966,46 |
| **Grand total** | **$367,28** |

## 2. Temps de travail de la Patrouille verte 2026

Au cours de l'été 2026, le temps de travail des membres de la Patrouille verte sera divisé en trois catégories.

**Tableau 5** - Division du temps de travail prévisionnel des membres de la Patrouille verte 2026

| Le temps de travail prévisionnel des membres de la Patrouille verte est divisé ainsi : | |
|---|---|
| **45% du temps** | Consacré aux mandats communs, convenus avec les trois Services de la Ville de Montréal |
| **45% du temps** | Dédié aux mandats locaux, convenus avec l'arrondissement ou la ville liée participante, en collaboration avec l'organisme porteur du PEQ local |
| **10% du temps** | Attribué à la formation introductive, aux formations locales d'accueil, à la formation de mi-mandat et aux rencontres d'équipe |

## 3. Détails du financement de la Ville de Montréal

La répartition du temps de travail entre les trois services partenaires de la Ville de Montréal s'effectue au prorata de la contribution financière de chacun d'eux. Cette répartition est détaillée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 6** - Répartition du temps de travail des membres de la Patrouille verte en fonction du financement des services de la Ville de Montréal.

| Répartition du financement et du temps de travail initial | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Financement** | **% financement Ville de Montréal** | **Répartition temps de travail** | **Heures allouées** |
| **Mandats locaux** | - | - | **45%** | 8122 |
| **Formations** | - | - | **10%** | 1805 |
| **Service de l'environnement** | 40 000 $ | 58% | **26%** | 4729 |
| **BTER** | 10 000 $ | 15% | **7%** | 1182 |
| **Service de l'eau** | 18 700 $ | 27% | **12%** | 2211 |
| **Total** | **68 700,00 $** | **100%** | **100%** | **18 048** |

**Tableau 6.1**- Répartition du temps de travail des membres de la Patrouille verte selon les mandats.

| Répartition des heures par PV | | |
|---|---|---|
| **Mandats locaux** | 129,5 | 129,5 |
| **Formations** | 29 | 29 |
| | **Arrondissements avec ruelles** | **Arrondissements sans ruelle** |
| **Service de l'environnement** | 67,5 | 88,5 |
| **BTER** | 31 | 0 |
| **Service de l'eau** | 31,5 | 41,5 |
| **Total** | **288** | **288** |

* Le mandat des ruelles vertes, financé par le BTER sera actif dans 11 des 16 territoires concernés par les mandats communs. La répartition des heures par mandat n'est donc pas uniforme d'un territoire à l'autre. Les territoires bénéficiant du mandat des

ruelles vertes répartiront les heures entre trois mandats, tandis que les autres territoires répartiront les heures uniquement entre deux mandats (GMR et Eau). Les proportions globales de temps de travail demeurent néanmoins conformes aux financements par mandat.

## Indicateurs de suivi

Le REQ produira les outils qui permettront aux membres de la Patrouille verte de compiler les informations récoltées sur le terrain. Ces rapports interactifs assureront un suivi serré des efforts de sensibilisation et permettront au REQ de colliger les résultats atteints dans chaque secteur d'intervention.

**Tableau 7** - Indicateurs de suivi des efforts de sensibilisation des membres de la Patrouille verte

| Indicateurs de suivi | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Mandats** | | **Enjeux** | **Activités** | **Données colligées** |
| **Commun** | **GMR** | Volet 1 : Utiliser le bac brun, ce n'est pas si compliqué !<br>Volet 2 : Contenants, emballages, imprimés. C'est tout !<br><br>Volet 3 : Bien gérer les matières non acceptées dans les bacs. | Animations, Appels, Kiosques, Distribution/Patrouille, Porte-à-porte | Types de sensibilisation ; Nombre de personnes rejointes ; Nombre d'heures réalisées pour chaque mandat ; Nombre de personnes rencontrées qui participent à la collecte / qui ne participent pas à la collecte ; Nombre de dépliants distribués ; Nombre de personnes ayant joué le jeu de tri ; Nombre personnes ayant déjà visité un écocentre ; Nombre de personnes ayant destiné un encombrant au réemploi ; Nombre de personnes ayant utilisé ça va où ? |
| | **Ruelles vertes** | Volet 1 : Documenter l'état des ruelles vertes<br><br>Volet 2 : Sensibiliser la population aux impacts et à l'adaptation face aux vagues de chaleur | | Nombre de ruelles vertes documentées dans 11 arrondissements (+plateau) ;<br>Nombre de ruelles régulières documentées à titre comparatif dans les arrondissements ayant moins de 50 ruelles vertes (8 arrondissements sur 11 (+plateau) ;<br>Nombre de dépliants *Chaleurs extrêmes – S'adapter, se préparer et* |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | *agir* distribués à la population locale lors des visites de ruelles ou de kiosques, en priorité dans huit arrondissements. |
| | **Eau** | Volet 1 : Usage responsable de l'eau<br><br>Volet 2 : Quoi ne pas mettre dans les égouts ? / Quoi ne pas jeter dans les toilettes ? | | Types de sensibilisation;<br>Nombre de personnes sensibilisées;<br>Nombre d'heures réalisées pour ce mandat;<br>Produits économiseurs d'eau distribués;<br>Infractions constatées;<br>Types de lieux visités;<br>Nombre de dépliants et de quizz distribués, d'affichettes, de pastilles distribuées, types de lieux visités;<br>Nombre de personnes rejointes via le questionnaire ;<br>Nombre de clics sur les dépliants en ligne. |
| **Local** | **Nature en ville** | Biodiversité urbaine<br>Gestion de la faune<br>Agriculture urbaine<br>Herbe à poux<br>Verdissement | | Types de sensibilisation;<br>Nombre de personnes sensibilisées;<br>Temps consacré aux mandats locaux;<br>Types d'activités menées;<br>Nombre de dépliants et de quizz distribués, d'affichettes, de pastilles distribuées, types de lieux visités. |
| | **Saines habitudes de vie** | Transports verts et actifs<br>Alimentation saine et locale<br>Activités écolo-sportives<br>Ruelles vertes | | |
| | **GMR** | Disposition des bacs<br>Horaire des collectes<br>Déménagement/RDD/TIC<br>Écocentres<br>Distribution de publicité<br>Collecte des RA/MO | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Autres** | Camps de jour<br>Centres communautaires<br>Corvées de nettoyage<br>Autres mandats en lien avec l'environnement | | |

# Cartographie

Pour cette 22e édition, nous aimerions pouvoir développer de nouveaux supports, selon les recommandations qui ont été suggérées lors de l'édition précédente. L'un des objectifs de cette année est de réduire les erreurs et de mieux répartir les efforts de sensibilisation d'année en année, grâce à des cartes de suivis.

En plus d'être très utile, cet outil est facile à utiliser, la prise en main est rapide et permet un suivi en temps réel de la répartition des activités de la Patrouille verte sur l'ensemble du territoire. Cela permettra également de faire une meilleure connexion entre la réalité des patrouilleur·euses sur le terrain et l'ensemble des organismes, collaborateur·ices, etc. qui interviennent dans la gestion et la réflexion du projet.

Sur le moyen/long terme, nous pourrons apporter des améliorations et des ajustements au projet qui seront d'autant plus pertinents. Nous compilerons également les cartes des 3 dernières années afin de permettre aux agent·es de sensibilisation de savoir ce qui a été réalisé dans les années antérieures.

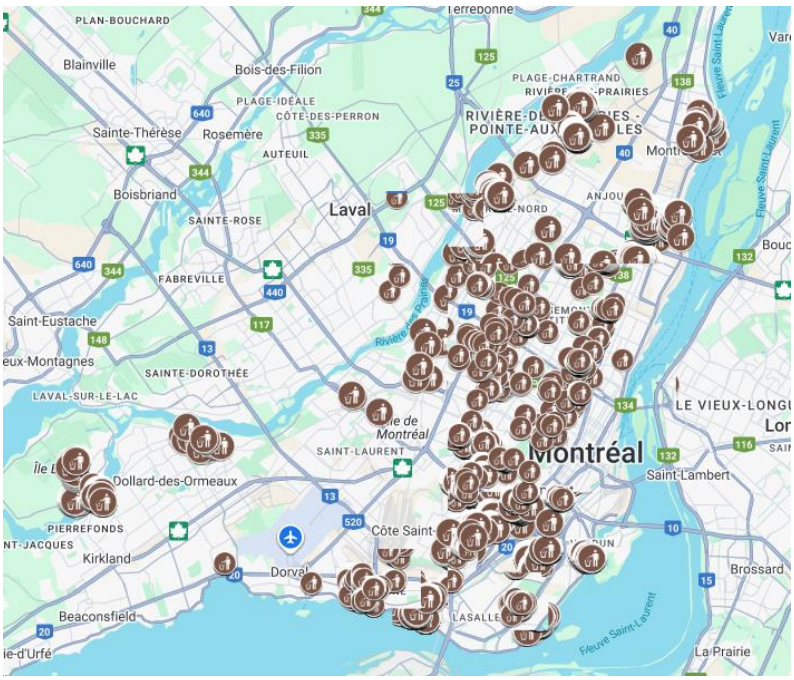



**Figure 3** - Carte des activités de sensibilisation du mandat commun GMR de la Patrouille verte

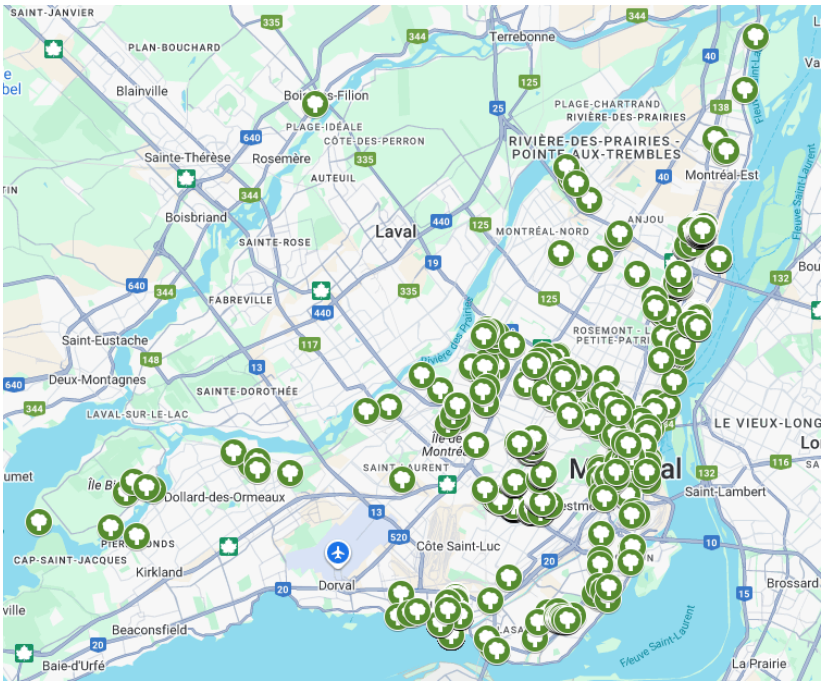



**Figure 4** - Carte des activités de sensibilisation du mandat commun FORÊT de la Patrouille verte

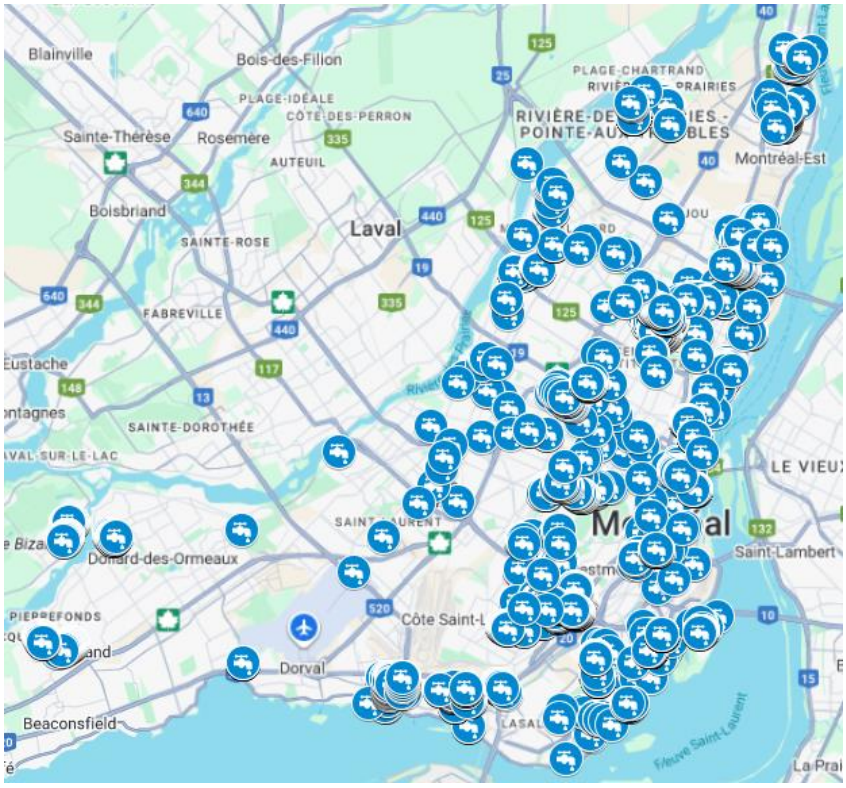



**Figure 5** - Carte des activités de sensibilisation du mandat commun EAU de la Patrouille verte

# Mandats communs

Les membres de la Patrouille verte travailleront à l'été 2026 sur 3 mandats communs relevant de la Ville-centre.

Mis ensemble, ces 3 mandats totaliseront 45 % des heures de patrouille.

## 1. Mandat 1 : Gestion des matières résiduelles

Le mandat Gestion responsable des matières résiduelles relève du Service de l'environnement de la Ville de Montréal.

**Tableau 8** – Réalisation et objectifs du mandat GMR

| **Sommaire : Réalisation et objectifs du mandat** | | |
|---|---|---|
| **Réalisation** | **Heures** | |
| **Nombre d'heures totales** | **4729** | |
| **Heures à réaliser par PV** | **Arrondissements avec ruelles** | **Arrondissements sans ruelle** |
| | **67,5** | **88,5** |
| **Volet de sensibilisation** | **Objectifs** | |
| **Volet 1 : Utiliser le bac brun, ce n'est pas si compliqué.** | **9 000** | |
| **Volet 2 : Contenants, emballages, imprimés. C'est tout.** | **7 000** | |
| **Volet 3 : Bien gérer les matières non acceptées dans les bacs.** | **4 000** | |
| **Total des personnes à joindre** | **20 000** | |
| **Outils de communication** | Dépliant sur les collectes | |
| | Article sur le site montreal.ca : Nouvel article pour RDD - Résidus domestiques dangereux \| Ville de Montréal | |
| | Outils de sensibilisation sur les déménagements | |
| | Jeu du tri | |

### 1.1. Volet 1 Utiliser le bac brun, ce n'est pas si compliqué.

L'achèvement du déploiement de la collecte des matières organiques à l'échelle de toute la population montréalaise, combiné à la première année d'exploitation du Centre de traitement des matières organiques (CTMO) de Saint-Laurent et à l'entrée en service du CTMO de Montréal-Est, constitue une avancée déterminante vers l'atteinte de l'objectif « zéro déchet » de Montréal d'ici 2030.

En traitant localement les matières organiques plutôt que de les envoyer à l'enfouissement, la Ville réduit de manière significative les déplacements de camions et les émissions de gaz à effet de serre qui y sont associés, représentant l'équivalent d'environ 10 000 tonnes de $CO_2$ évitées annuellement.

À partir des matières issues des bacs bruns des citoyens, les CTMOs produisent un compost de haute qualité, utilisé notamment par les équipes horticoles municipales et mis à la disposition de la population pour encourager l'embellissement durable des milieux de vie.

Des efforts demeurent toutefois nécessaires afin de renforcer la confiance envers le système de collecte et de traitement, un levier essentiel pour réduire les incertitudes des citoyens et favoriser une participation accrue. Pour soutenir cette mobilisation et encourager l'adoption des bonnes pratiques.

Outil de sensibilisation :

- Dépliant sur les collectes

### 1.2. Volet 2 Contenants, emballages, imprimés. C'est tout.

Un an après le changement des règles de la collecte sélective, il est temps de tourner définitivement la page sur les anciennes consignes de tri. On peut enfin dire adieu aux doutes et aux hésitations devant le bac de récupération. Désormais, une seule règle à retenir : Contenants, emballages, imprimés !

Déposer les bonnes matières dans son bac, c'est le premier geste qui permet au processus de recyclage de fonctionner. À la fin de leur parcours, ces matières deviennent de nouveaux produits. La qualité du tri à la source a donc un impact direct sur l'ensemble du système de collecte sélective, du centre de tri jusqu'à la valorisation des matières.

Pour aider les citoyen·ne·s à mieux intégrer ces nouvelles règles, les patrouilleurs les inviteront à pratiquer le tri à travers un jeu en ligne permettant d'apprendre, en s'amusant, ce qui va — ou ne va pas — dans le bac de récupération. Une façon interactive de développer de bonnes habitudes et de bons réflexes au quotidien.

Outils de sensibilisation :

- Dépliant sur les collectes
- Le jeu du tri

### 1.3. Volet 3 Volet 3 Bien gérer les matières non acceptées dans les bacs.

Certaines matières ne doivent jamais être déposées dans les bacs de collecte. C'est notamment le cas des résidus domestiques dangereux (RDD) — pots de peinture, produits nettoyants, huiles usées, aérosols, piles, ampoules, etc. — ainsi que des encombrants, comme les articles de cuisine, les électroménagers (petits ou grands), les meubles et plusieurs autres objets.

Les résidus domestiques dangereux (RDD)

Les RDD ne sont pas collectés à domicile. Ils doivent être apportés dans un point de dépôt autorisé. Pour trouver l'endroit le plus près de chez vous, consultez : Résidus domestiques dangereux | Ville de Montréal Ça va où.

Les encombrants : penser au réemploi en premier

Avant de sortir un encombrant à la collecte, demandez-vous s'il peut encore servir. Si l'objet est en bon état, le réemploi est la meilleure option ! Les écocentres acceptent aussi les objets réutilisables. À votre arrivée, il suffit d'informer l'employé que vous apportez un article destiné au réemploi.

Quelques bonnes pratiques à garder en tête :

- Commencer tôt le tri, surtout en période de déménagement.
- Réparer ou donner ce qui peut encore être utile.
- Utiliser les écocentres pour les encombrants, qu'ils soient réutilisables ou non.

Outils de sensibilisation :

- Dépliant sur les déménagements
- Lien vers Info-Collecte
- Dépliant de collectes

## 2. Mandat 2 : Pérennisation des Ruelles vertes et adaptation aux vagues de chaleur

Le mandat de pérennisation des Ruelles vertes et d'adaptation aux vagues de chaleur relève du Bureau de la Transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal.

**Tableau 9** – Réalisation et objectifs du mandat Ruelles vertes

| **Sommaire : Réalisation et objectifs du mandat** | |
|---|---|
| **Réalisation** | **Heures** |
| **Nombre d'heures totales** | **1182** |
| **Heures à réaliser par PV** | **31** |
| **Volet 1 : Documenter l'état des ruelles vertes** | **Objectifs**<br>À l'aide d'un questionnaire, documenter l'état des ruelles vertes existantes dans 11 arrondissements (+plateau) selon huit critères, soit :<br>1. La forme de la ruelle<br>2. La circulation<br>3. Le type de revêtement<br>4. La qualité du verdissement et le dénombrement des principales plantes<br>5. L'aménagement urbain et le mobilier<br>6. La propreté et l'entretien général<br>7. La présence d'un comité citoyen et la communication des activités estivales<br>8. Autre élément distinctif ?<br><br>À titre comparatif et à l'aide du même questionnaire, documenter également des ruelles régulières dans les arrondissements qui ont moins de 50 ruelles vertes, soit Ahuntsic Cartierville, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, Montréal-Nord, Saint-Léonard, Verdun, Ville-Marie et Outremont. |
| **Volet 2 – Sensibiliser la population aux impacts et à l'adaptation face aux vagues de chaleur** | Distribuer le dépliant Chaleurs extrêmes – S'adapter, se préparer et agir auprès de la population locale en rappelant les consignes de santé publique. |

| | |
|---|---|
| **Outils de communication** | Questionnaire du REQ (validé par le BTER) |
| | Dépliant Ville de Montréal, Chaleurs extrêmes – S'adapter, se préparer et agir<br>Guide questionnaire, Sensibiliser les citoyens et citoyennes sur les vagues de chaleur |

### 2.1. Volet 1 : Documenter l'état des ruelles vertes

Ce volet vise à bonifier la connaissance de la Ville de Montréal et du REQ au sujet de l'état des ruelles vertes existantes sur le territoire montréalais. Les données recueillies seront utilisées dans les outils cartographiques de la Ville, notamment l'Indice de vulnérabilité aux changements climatiques.

### 2.2. Volet 2 : Sensibiliser la population aux impacts et à l'adaptation face aux vagues de chaleur

Ce volet peut se faire en priorité dans les 8 arrondissements qui ont moins de 50 ruelles vertes, par une distribution en porte-à-porte et/ou en proposant la documentation fournie lors de rencontres dans les ruelles et en kiosque.

## 3. Mandat 3 : Gestion durable de l'eau potable

Le mandat Gestion durable de l'eau potable relève du Service de l'eau de la Ville de Montréal.

**Tableau 10** – Réalisation et objectifs du mandat eau potable

| Sommaire : Réalisation et objectifs du mandat | | |
|---|---|---|
| **Réalisation** | **Heures** | |
| **Nombre d'heures totales** | **2211** | |
| **Heures à réaliser par PV** | **Arrondissements avec ruelles** | **Arrondissements sans ruelle** |
| | **31,5** | **41,5** |
| **Volet de sensibilisation** | **Objectifs** | |
| **Volet 1 : Usage responsable de l'eau** | **3 200** | |
| **Volet 2 : Quoi ne pas mettre dans les égouts ? / Quoi ne pas jeter dans les toilettes ?** | **1 800** | |
| **Total des personnes à joindre** | **5 000** | |
| **Outils de communication** | Pastilles de détection de fuites | |
| | Dépliants sur le site (QR Code) | |
| | Carton quizz : Que peut-on jeter dans les toilettes ? | |
| | Dépliants : Utiliser l'eau de manière responsable | |
| | Dépliants sur le règlement 13-023 (l'eau de Montréal) | |
| | Jeu de cartes des matières proscrites à l'égout | |
| | Questionnaire sur les bonnes pratiques | |

### 3.1. Volet 1 : Les bonnes pratiques et la réglementation sur l'économie d'eau potable

Ce volet a pour objectif de sensibiliser la population aux gestes concrets permettant de réduire la consommation d'eau potable à domicile, ainsi que de rappeler les exigences du règlement 13-023 encadrant l'usage extérieur de l'eau. Les patrouilleur·euses offriront un accompagnement personnalisé aux résident·es, distribueront du matériel d'information au besoin et orienteront les ménages vers les ressources d'économie d'eau (pommes de douche à faible débit, aérateurs, sablier de douche) encore disponibles dans les écoquartiers. La Patrouille recueillera aussi des données par le biais d'un questionnaire.

### a. Les bonnes pratiques à l'intérieur

Les patrouilleur·euses informeront les citoyen·nes sur l'importance de repérer et de réparer rapidement les fuites dans les appareils de plomberie, et présenteront des moyens simples de réduire la consommation intérieure d'eau potable.

Pour soutenir ces démarches, iels pourront distribuer des pastilles de détection de fuite pour toilettes et expliquer clairement les mesures correctives à appliquer. Iels orienteront également les résident·es vers les éco-quartiers qui disposent encore de trousses d'économie d'eau (pomme de douche à faible débit, aérateurs de robinets, sablier de douche), tout en indiquant les points de distribution où les stocks sont toujours disponibles.

### b. La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (13-023)

Les patrouilleur·euses rappelleront aux citoyen·nes les principales dispositions du règlement 13-023 relatives à l'arrosage, à l'usage de l'eau pour l'entretien des terrains ou aux pratiques proscrites.

Lorsqu'un usage non conforme est observé, iels sensibiliseront les résident·es aux périodes autorisées, aux pratiques responsables et aux alternatives permettant de réduire l'impact sur le réseau. Le dépliant officiel sur la réglementation sera remis au besoin

## 3.2. Volet 2 : Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter à l'égout

De nombreuses matières sont rejetées directement à l'égout ou par le biais des toilettes et celles-ci sont une source potentielle de problèmes, que ce soit dans le réseau d'égout, à la Station d'épuration et même au milieu aquatique récepteur (ex. : graisses, lingettes, etc.). Les patrouilleur·euses sensibiliseront la population aux problèmes et aux bénéfices de ne pas jeter les matières proscrites dans l'égout. Un jeu quizz est utilisé.

Les patrouilleur·euses feront aussi une tournée dans les CPE et garderies de leur secteur d'intervention qui sont susceptibles d'utiliser en grand nombre les lingettes humides afin de s'assurer qu'elles adoptent les bonnes pratiques.

# Mandats locaux

Le REQ regroupe les mandats locaux en quatre grandes familles, sous lesquelles se rangent tous les mandats fixés localement par les arrondissements et les villes liées, de concert avec les organismes porteurs du programme Éco-quartier. Il n'est pas rare que ces mandats locaux soient effectués en complémentarité ou même en continuité des mandats communs.




**Figure 6** - Présentation des mandats locaux de la Patrouille verte 2026.

# Formations

## 1. Formation des coordonnateur·trices

Au début du mois d'avril, le REQ organisera une formation d'une demi-journée avec les coordonnateur·trices des organismes porteurs du programme Éco-quartier et les responsables dans les arrondissements et dans les villes liées en mode virtuel. Cette formation a pour but de présenter un portrait de la Patrouille verte, les mandats, les objectifs de sensibilisation, la répartition du temps de travail, les outils, les conditions de travail, les moyens de recrutement ainsi que les procédures et politiques du REQ. Elle permet d'aiguiller les coordonnateur·trices pour l'encadrement des membres de la Patrouille verte qu'ils auront à assurer au cours de l'été. Par ailleurs, cette année, la formation pour le projet de la Patrouille bleue se déroulera à nouveau en premier lieu et suivra la formation pour le projet de la Patrouille verte.

## 2. Formation des membres de la Patrouille verte

Dans le cadre de la réalisation de la Patrouille verte, deux sessions de formation distinctes sont dédiées à l'attention et au développement des agent·es de sensibilisation environnementale.

La première formation se déroulera au tout début du mandat des membres de la Patrouille verte, s'échelonnant sur une période couvrant trois journées complètes, le 1er, le 2 ainsi que le 3 juin. La formation de début de mandat permettra d'accueillir les membres de la Patrouille verte au sein de l'équipe, de les informer des mandats communs, de les familiariser avec des techniques de sensibilisation, de leur transmettre les outils de travail ainsi que toutes les connaissances essentielles. Les représentant·es des trois services de la Ville de Montréal seront présent.e.s lors de la formation de début de mandat, afin de former et d'informer les agent·es de sensibilisation environnementale aux thématiques des trois mandats communs.

Pour cette 22e édition, nous aimerions aussi organiser une sortie sur le terrain. Celle-ci pourra être la visite d'un lieu clé (par exemple : une station d'épuration d'eau, un centre de tri, site d'enfouissement, etc.). Durant la première formation nous introduirons également l'utilisation de l'outil Teams pour les patrouilleur·euses. Des canaux de discussion organisés par Éco-quartiers, arrondissements et villes liées participants vont être créés. Grâce à cela, les agent·es de la sensibilisation pourront facilement communiquer avec la chargée de projet, l'agent·e de projet qui seront présent·es dans ces différents canaux de discussion.

Un autre canal sera également créé avec l'ensemble des patrouilleur·euses pour que ceux-ci et celles-ci puissent se conseiller, se rencontrer, échanger. Le but étant aussi et surtout de créer un esprit de groupe.

La deuxième formation se déroulera lors de la mi-mandat et sera offerte par le REQ, à la suite de la remise du rapport de mi-mandat par les membres de la Patrouille verte. Elle mettra en lumière les faits saillants de la première moitié du mandat, chacun·e partagera ses impressions, ses difficultés, la manière dont ils et elles ont fait face à des situations nouvelles, etc. Le but est de partager son expérience, et partager des conseils entre membres de la Patrouille verte. Durant cette deuxième formation, chaque équipe sera rencontrée individuellement afin de revenir sur les objectifs de sensibilisation, de motiver les patrouilleur·euses et de valoriser le travail déjà réalisé.

# Mobilité active et durable

Le REQ souhaite renouveler son partenariat avec BIXI pour la 22e édition de la Patrouille verte, soit en ayant accès à 40 clés offrant un accès gratuit au réseau de juin à août. L'objectif est d'offrir aux membres de la Patrouille verte un moyen de transport actif et durable, car iels sont appelé·es à se déplacer quotidiennement aux quatre coins de leur secteur d'intervention. Les membres de la Patrouille verte voient leur efficacité et leur flexibilité bonifiées par l'utilisation des BIXI. De plus, cela s'inscrit dans la promotion des transports verts et actifs.

Cette entente fut utile en 2025, les membres de la Patrouille verte ont parcouru plus de 3 000 kilomètres sur l'île de Montréal. Ces déplacements en transport actif et durable reflètent une économie d'essence d'environ 270 litres, ce qui représente approximativement 11 allers-retours Montréal-Québec en véhicule utilitaire moyen.

L'entente avec BIXI est toutefois conditionnelle à un échange de visibilité qui consiste en des mentions du partenariat via divers canaux de communication du REQ (communiqué de presse, t-shirt, page web, réseaux sociaux, infolettre, etc.).



**Figure 7** - Un patrouilleur de Lachine avec un vélo BIXI

# Communication et visibilité

Afin de faire rayonner le projet de la Patrouille verte, cette 22e édition est une belle occasion pour le Regroupement des éco-quartiers de communiquer sur les efforts et les résultats de cette brigade de sensibilisation en environnement.

En effet, la chargée de communication pourra aller occasionnellement sur le terrain, prendre des photos et vidéos pour ses contenus digitaux. Elle se servira également des photos prises par les patrouilleur·euses afin d'alimenter ses publications sur les réseaux sociaux.

De plus, la chargée de communication mettra en place une page sur le site internet du REQ sur laquelle nous pourrons afficher les dépliants distribués par les patrouilleur·ses afin que la population s'y réfère sans avoir à prendre de dépliants papier.

Grâce à ses réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Linkedin), le REQ fera la promotion de la Patrouille verte via différentes publications ayant comme thèmes les mandats, les rôles, la réalité des agent·es de sensibilisation, ainsi que des photos. De plus, le REQ affichera sur son site Internet toutes les informations en lien avec la Patrouille verte, ce qui inclut une mention du partenariat avec les différents services participants de la Ville de Montréal.

Pour les communiqués de presse, le REQ en publiera deux : un au moment du lancement ainsi qu'un second en fin d'année pour faire un point sur les impacts de cette 22e édition.

Le matériel de communication qui accompagnera le travail de sensibilisation des membres de la Patrouille verte sera composé de dépliants informatifs, des signets, des affiches pour les kiosques et des codes QR. Tout le matériel de communication en lien avec les sujets des mandats communs sera réalisé et fourni par les trois services de la Ville de Montréal. Le but est aussi de fournir des outils de communication uniformes à l'ensemble des membres de la Patrouille verte.

Les uniformes de la Patrouille verte sont aussi un outil important de visibilité. Ces uniformes de couleurs vibrantes permettent à la population de l'île de Montréal d'identifier rapidement les agent·es de sensibilisation environnementale de la Patrouille verte et pour ces derniers d'initier une conversation. D'ailleurs comme les années précédentes, le logo de la Ville de Montréal sera présent sur les chandails officiels de la Patrouille verte.

### Le REQ intensifie ses contenus en format vidéo !

Encore cette année, afin d'apporter plus d'impact à ses contenus, la chargée de communication souhaite mettre un point d'honneur sur le format vidéo. Pour ce faire, nous ferons des vidéos TikTok, mais également une nouvelle vidéo de

présentation de la Patrouille verte (qui sera insérée au site internet du REQ) et des portraits des patrouilleur·euses au format “Konbini”. Les vidéos Konbini sont souvent réalisées avec un style unique et reconnaissable qui attire l'attention des utilisateur·ices. Divertissants, rythmés, courts : ces formats micro-contenus (*snack-contents)* sont parfaitement adaptés aux attentes des utilisateur·ices des réseaux sociaux.

# Reddition de compte et rapport final

Le REQ est l'organisme responsable du projet. Il coordonne le projet, réalise le montage financier, en assure la coordination, mobilise et fait le suivi auprès des différents partenaires. Le REQ participe à l'embauche des membres de la Patrouille, veille à leur encadrement et à leur formation. Enfin il créer et diffuse la communication pour ce projet.

Vu son rôle de coordonnateur principal, le REQ assure également la reddition de compte de la Patrouille verte. Il s'engage à remettre au plus tard le 31 juillet 2026 un compte rendu de mi-mandat présentant sommairement les résultats préliminaires obtenus pour les quatre premières semaines d'activités. Le REQ demeure disponible pour une rencontre de mi-parcours avec la Ville de Montréal au besoin. Le REQ s'engage à remettre dans les 90 jours suivant la fin du projet un rapport final d'activités, nous menant ainsi au 1er décembre 2025.

En terminant, le REQ tiendra deux rencontres post-mortem au début du mois d'octobre, la première avec les coordonnateur·trices de la Patrouille verte qui travaillent pour le programme Éco-quartier, les arrondissements et les villes liées. Tandis que la seconde sera avec les représentant·es des trois services de la Ville de Montréal. Bénéfiques et enrichissantes, ces rencontres permettent de faire le point sur les bons coups de l'édition 2026 et de discuter des principales recommandations pour commencer à brosser le portrait de l'édition suivante.

# Recommandations

À la lumière de commentaires formulés par les membres de la Patrouille verte et les coordonnateur·trices terrains du projet, le REQ émet les recommandations suivantes pour les prochaines éditions de la Patrouille verte. Évidemment, ces recommandations ne seront pas systématiquement appliquées à la prochaine édition, mais elles pourront en orienter les lignes directrices et permettre l'évolution du projet à une époque où il faut prioriser une transition socio-écologique.

- **Formation des membres de la Patrouille verte :**
    - Continuer de rendre la visite de lieux-clés obligatoire durant la formation des patrouilles. Cela est très apprécié par les patrouilleur·euses et permet d'offrir une formation plus complète à la cohorte de jeunes.
- **Matériel :** Recevoir le stock de dépliants avant les formations afin de mieux s'organiser.
- **Idées de sujets à aborder ou à approfondir :** Ajouter un volet sur l'importance des infrastructures urbaines adaptées aux changements climatiques (parc de quartier résilient pour une gestion écologique des eaux pluviales, ruelle verte pour réduire les risques d'inondations, les parcs et les rues éponges).
- **Variation des techniques de sensibilisation :** Continuer de proposer les dépliants en QR Code.
- **Communication :** Développer le format vidéo pour la communication (vidéos de présentation, courts entretiens des patrouilleur·euses, retour sur expérience des agent·es, suivi des patrouilles, etc.).
- **Cohésion d'équipe :** Mettre en place des "rendez-vous discussions" chaque semaine qui seront sur la base du volontariat. Ils serviront à faire le point avec les équipes sur leur motivation, partager des conseils/astuces et valoriser la cohésion de groupe. Cela se passera sur Teams, et quelques fois nous pourrons nous rencontrer en présentiel, selon les différents emplois du temps.
- **Déplacements :** Financer des cartes STM pour les jeunes qui sont dans des territoires non-desservis pas BIXI.

# Modalités de paiement

Le Regroupement des Éco-quartiers suggère d'organiser le paiement de la contribution financière en trois versements distincts. Les versements sont prévus en fonction du début, de la mi-mandat et de la fin de la Patrouille verte 2026.

1. Le paiement du Service de l'environnement (40 000 $) est transmis à la signature de la convention de service et sur présentation de la première facture du REQ ;
2. Le paiement du Bureau de la transition écologique et de la résilience (10 000 $) est transmis dans les trente jours suivants l'acceptation par la Ville d'un rapport d'étape (rapport de la mi-mandat remis au plus tard le 31 juillet 2026) ;
3. Le paiement du Service de l'eau (18 700$) est transmis dans les trente jours suivants l'acceptation par la Ville d'un rapport final (remis au plus tard le 1er décembre 2026) démontrant que tous les services ont été rendus et sur présentation de la 3e facture.

# Conclusion

La réalisation de la 22e édition de la Patrouille verte repose sur la contribution financière de plusieurs partenaires : programme Emplois d'été Canada de Service Canada, la Ville de Montréal (Service de l'environnement, Bureau de la transition écologique et de la résilience et le Service de l'eau), 16 Éco-quartiers, 16 arrondissements et 6 villes liées.

La contribution financière de 68 700$ de la Ville de Montréal est essentielle pour aider à couvrir une partie des frais associés au projet et assurer une présence minimale de 9 semaines à 32 heures par semaine dans les secteurs participants. Le projet de la Patrouille verte est un outil essentiel et capital pour la protection de l'environnement sur l'île de Montréal et pour promouvoir l'implication citoyenne aux différents enjeux environnementaux.

## Signatures

Nous souhaitons vivement que la qualité de nos services retienne votre attention. Veuillez agréer, Madame Agostino, l'expression de nos salutations distinguées.

Clélia Sève
Directrice générale
Regroupement des éco-quartiers
direction@eco-quartiers.org

---

Pour plus d'informations, contactez Violette Trupin, chargée de projets responsable de la Patrouille verte, au patrouilles-req@eco-quartiers.org ou au 514-507-5401, poste 102.

# ANNEXE 2

## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le Regroupement des éco-quartiers (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au programme de Patrouille verte 2026 (ci- après le « **Projet** »).

### 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

### 2. COMMUNICATIONS

#### 2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le Regroupement des éco-quartiers remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet de Patrouille verte 2026 »;

- « Le projet « Patrouille verte 2026 » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## 2.2 Relations médias et événements publics

### 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

- les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;
- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;
- Pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtlville pour les autres types de projets;
- Pour une publication sur X :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;
- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le Projet;
- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

- le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

- le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## 3. MODALITÉS

### 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

### 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

### 3.3 Contacts

3.3.1 **Direction des communications corporatives de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

**IMPORTANT :**
**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme de Patrouille verte 2026.**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265796002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers, pour l'organisation de la 22e édition de la Patrouille verte, du 1er juin au 22 août 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1265796002 -ENV.xlsx

Info comptable GDD 1265796002 -DSP.xlsx

1265796002_BTER_Regr.Éco-Quartiers_260327.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

DSP:
Julie Brosseau - Conseillère budgétaire

DG - BTER:
Frédérique Blandin Fèvre - Conseillère

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-02

Marie-Claude JOLY
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -

budgétaire
Vera Costea - Préposée au budget

**Division :** Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Informations financières pour dépenses BF

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1265796002** |

| | |
|---|---|
| **Service** | **ENVIRONNEMENT** |

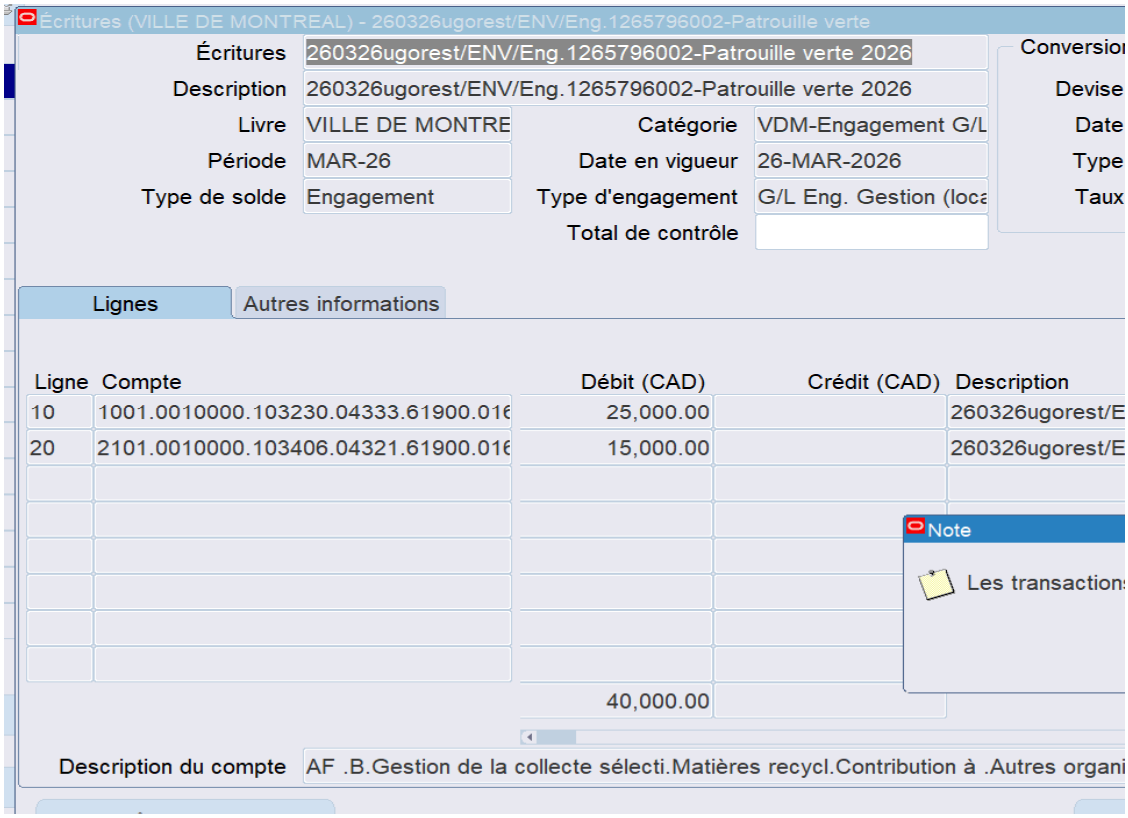
| | |
|---|---|
| **Direction** | **GMR** |

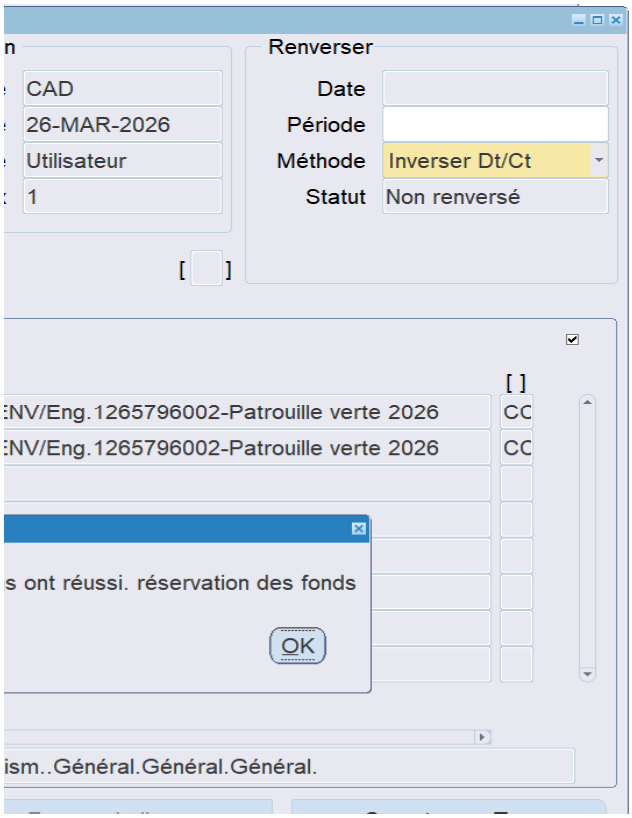
| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagement #** | **CC65796002** | **Date** | **3/23/2026** |

**Objet GDD**

**Accorder un soutien financier non récurrent de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 22e édition de la Patrouille verte, pour la période du 1er juin au 22 août 2026, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Bureau de la transition écologique et de la résilience et du Service de l'eau./ Approuver un projet de convention à cet effet**

260326ugorest/ENV/Eng.1265796002-Patrouille verte 2026




Renverser
CAD
26-MAR-2026
Utilisateur
1
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
[ ]
ENV/Eng.1265796002-Patrouille verte 2026
CC
ENV/Eng.1265796002-Patrouille verte 2026
CC
s ont réussi. réservation des fonds
OK
ism..Général.Général.Général.

## Informations financières pour dépenses BF

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1265796002** |

| | |
|---|---|
| **Service** | **EAU** |

| | |
|---|---|
| **Direction** | **DSP** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagement #** | **CC65796002** | **Date** | **3/24/2026** |

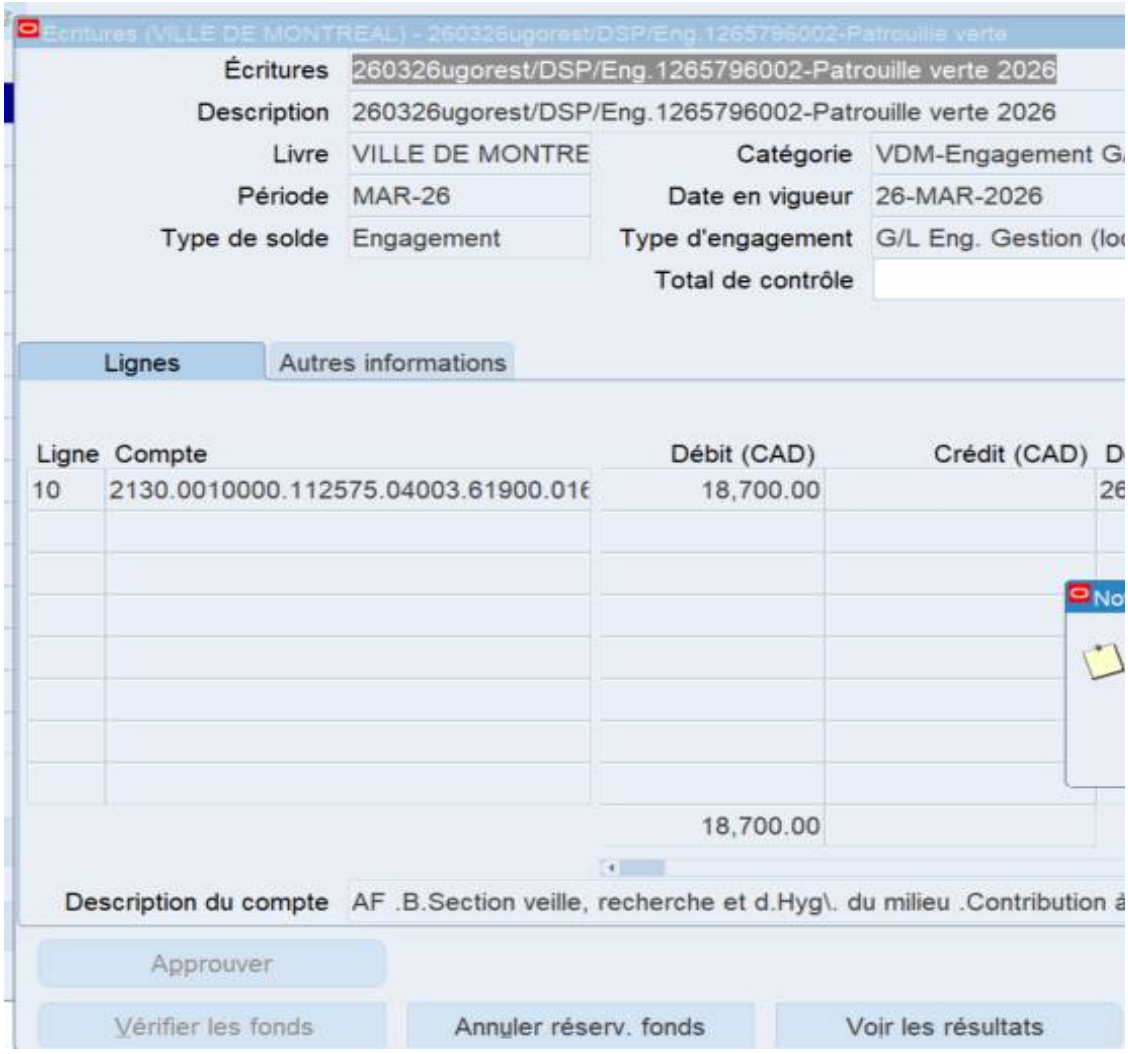
**Objet GDD**

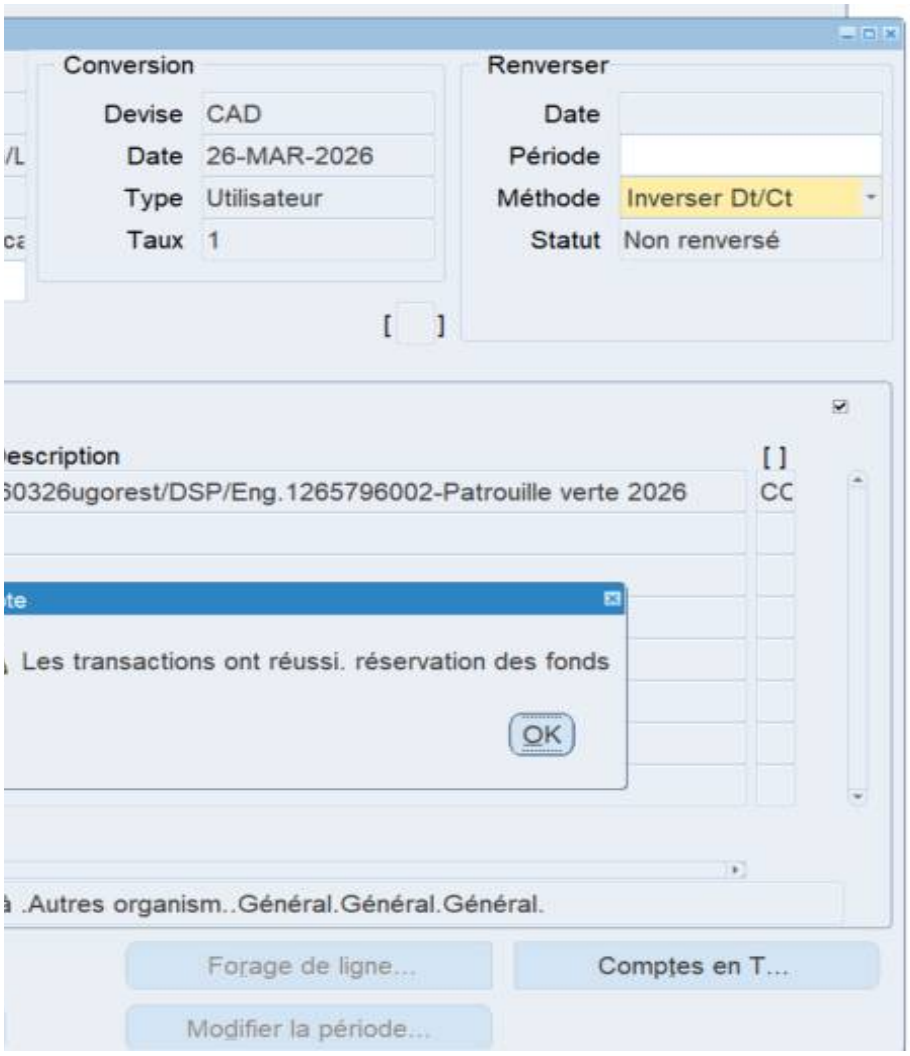
**Accorder un soutien financier non récurrent de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 22e édition de la Patrouille verte, pour la période du 1er juin au 22 août 2026, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Bureau de la transition écologique et de la résilience et du Service de l'eau./ Approuver un projet de convention à cet effet**

CC65796002

Eng.1265796002-Patrouille verte 2026

260326ugorest/DSP/Eng.1265796002-Patrouille verte 2026




Conversion
Devise CAD
Date 26-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
[ ]
escription
[ ]
50326ugorest/DSP/Eng.1265796002-Patrouille verte 2026
CC
te
Les transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
.Autres organism..Général.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

**GDD 1265796002**

Accorder un soutien financier non récurrent de 68 700 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la 22e édition de la Patrouille verte, pour la période du 1er juin au 22 août 2026, dans le cadre d'un financement provenant du Service de l'environnement, du Bureau de la transition écologique et de la résilience et du Service de l'eau / Approuver un projet de convention à cet effet

**DG - BTER**

| Imputation budétaire | Libellé textuel | Montant Net 2026 |
|---|---|---|
| 2101.0010000.100107.04601.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 | AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Division Adaptation, Résilience, Biodiversité/Protection de l'environnement/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/Général/Général/Général/ | 10,000.00 $ |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.23

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1269897001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme) |

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Roxboro Excavation inc., le contrat pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 56 872 630,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DPM-P2506-195981-C;

2. d'autoriser une dépense de 8 655 465,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 3 079 698,07 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Roxboro Excavation inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 93,86 % par l'agglomération, 2,27 % par la ville centrale, 0,89 % par l'arrondissement du Sud-Ouest et 2,98 % par la Commission des services électriques de Montréal.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-13 08:10

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269897001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du projet d'aménagement de l'autoroute Bonaventure et des projets de développement du quartier Griffintown, plusieurs études hydrauliques ont été réalisées pour analyser le réseau desservant le bassin de drainage Saint-Jacques-D'Youville.
Lors de l'analyse du collecteur Saint-Jacques, il a été constaté que ce dernier présente des déficiences lors de pluies d'une récurrence égale ou inférieure à 1:10 ans. Les déficiences fonctionnelles observées découlent principalement d'un manque de capacité hydraulique sur certains tronçons du collecteur.

De plus, au point de raccordement avec le collecteur Saint-Jacques-D'Youville à l'intersection, la ligne piézométrique y est très élevée, ce qui affecte ainsi le collecteur Saint-Jacques. La mise en charge de ce dernier entraîne, pour le segment compris entre la rue George-Vanier et la rue de la Montagne, une ligne piézométrique simulée pour une pluie 1:10 ans qui se situe près de l'élévation de la chaussée. C'est ainsi qu'en 2017, la conception préliminaire considérait 3 scénarios d'aménagement pour un ouvrage de rétention de 15 000 m³, nommé Ouvrage Saint-Thomas, situé sur le terrain de l'îlot Saint-Thomas (le parc des Eaux-Cachées). Cet ouvrage devait permettre de soulager le collecteur Saint-Jacques et le collecteur William.

En 2018, dans le cadre de l'appel de projets du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC), le Service de l'eau a déposé le projet pour analyse et a obtenu une approbation en vue de l'octroi d'une subvention. Cette obtention implique que les travaux doivent être complétés au plus tard à la fin de l'année 2027.

En 2022, une note technique du Service de l'eau a repris le projet de construction d'un ouvrage de rétention d'une capacité de 15 000 m³. Trois (3) alternatives ont été proposées à l'étude, dont la

troisième consistait en la construction d'un ouvrage de rétention souterrain sous les jardins communautaires, à l'intersection des rues Saint-Jacques et des Seigneurs. Il a été démontré que l'alternative 3 constituait la meilleure solution d'un point de vue hydraulique et en termes de performance.

Toutefois, lors de la présentation de cette alternative aux autorités locales de l'arrondissement, l'enjeu des jardins communautaires a été soulevé, ce qui a finalement conduit à déplacer le bassin de rétention au parc Oscar Peterson. La construction du bassin dans le parc Oscar Peterson avait également pour objectif de préserver les jardins communautaires, de reconstruire le terrain de soccer en terrain synthétique et de mettre à jour les installations du parc.

L'objectif du Service de l'eau est de construire un ouvrage de rétention permettant de réduire le nombre de surverses du collecteur Saint-Jacques. Celui-ci contribuera également à améliorer le niveau de service, tout en diminuant le profil hydraulique à proximité du raccordement du collecteur Guy, qui sollicite le collecteur Saint-Jacques. Le bassin servira ainsi à emmagasiner les eaux unitaires lors des pluies de faible intensité afin de réduire les débordements à l'ouvrage de surverse McGill (au fleuve Saint-Laurent) et à limiter les risques d'inondation lors des épisodes de fortes pluies.

Les travaux du présent projet consistent en la construction de l'ouvrage de rétention et de ses différentes composantes, à savoir : le bassin de rétention, les structures de régulation et d'isolation, la conduite de dérivation, le bâtiment technique ainsi que la reconstruction d'une section de l'égout sous la rue Saint-Jacques, à l'intersection des rues Saint-Jacques et des Seigneurs. Les travaux étant situés dans le parc Oscar Peterson, le contrat comprend également le réaménagement complet de la partie est du parc, incluant l'installation d'un terrain de soccer synthétique.

Pendant la réalisation des travaux du présent contrat, les usagers du terrain de soccer du parc Oscar peterson pourront utiliser un nouveau terrain synthétique construit dans le parc Vinet situé dans le voisinage (même arrondissement).

Des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), de réaménagement de la rue des Seigneurs (arrondissement du Sud-Ouest), de l'installation d'une station BIXI et de la mise à niveau des feux de circulation à l'intersection Saint-Jacques / des Seigneurs sont également intégrés au présent contrat.

Un appel d'offres public a été lancé le 15 janvier 2026 sous le numéro DPM-P2506-195981-C (au SÉAO et dans le quotidien Le Devoir). La date d'ouverture des soumissions était prévue pour le 19 février 2026, puis reportée une première fois au 7 mars 2026. À la suite de la demande de plusieurs soumissionnaires, l'ouverture des soumissions a été reportée au 24 mars 2026. La durée totale de la publication a été de soixante-neuf (69) jours calendrier. La durée de validité des soumissions est de quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 22 juin 2026.

Quatorze (14) addenda ont été émis pour répondre aux questions des soumissionnaires :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 2026-01-26 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 2 | 2026-01-30 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 3 | 2026-02-05 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses et report de date | Aucun |
| 4 | 2026-02-09 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 5 | 2026-02-12 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses et report de date | Aucun |
| 6 | 2026-02-17 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 7 | 2026-02-20 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 8 | 2026-02-25 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 9 | 2026-02-27 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 10 | 2026-03-04 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 11 | 2026-03-11 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 12 | 2026-03-16 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 13 | 2026-03-18 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |
| 14 | 2026-03-23 | Amendement des plans et devis - Questions et réponses | Aucun |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA26 - 220056 - 13 avril 2026 - Autoriser une dépense de 611 082,75 $, taxes incluses, assumée par l'arrondissement du Sud-Ouest, dans le cadre des travaux de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, entre les rues Saint-Jacques et Coursol et entre les rues des Seigneurs et Georges-Vanier, sous la responsabilité de la Direction des projets majeurs du Service de l'eau.
CG24 0449 - 22 août 2024 - Accorder un contrat à GBI Expert-Conseil inc., pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour l'ouvrage de rétention Saint-Jacques, pour une période de 4 ans, avec une option de prolongation de 2 ans - Dépense totale de 5 795 786,27$, taxes incluses (contrat : 5 039 814,15 $ + contingences de 755 972,12$) - Appel d'offres public (24-20493) - (1 soumissionnaire) - (GDD 1245597001)

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet l'octroi d'un contrat portant sur la construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques. Il s'agit d'un ouvrage souterrain en béton armé de forme rectangulaire de 40 m x 50 m x 11 m de hauteur et enfoui à 13,7 m de profondeur approximativement.
L'ensemble du projet est composé de :

1. Le bassin de rétention (40 m x 50 m) et le puits humide implantés sous le parc Oscar Peterson ;

2. Le bâtiment technique (station de pompage) implanté dans le parc Oscar Peterson, en bordure de la rue des Seigneurs ;

3. La structure d'isolation adjacente au bassin de rétention, incluant les équipements mécaniques (clapet et vanne murale) ;

4. La structure de dérivation sous la rue Saint-Jacques ;

5. La structure de régulation et ses ouvrages annexes en bordure de la rue Saint-Jacques ;

6. La conduite de dérivation de 2100 mm de diamètre et de 116 m de longueur incluant les regards intermédiaires ;

7. L'agrandissement d'une section de l'égout (2250 mm) sous la rue Saint-Jacques, à l'intersection de la rue Des Seigneurs ;

8. Le raccordement de la station de pompage à l'égout municipal sous la rue des Seigneurs ;

9. Le raccordement électrique, la fourniture et l'installation des équipements électriques, mécaniques, d'automatisation et de contrôle de l'ouvrage ;

10. Le réaménagement du parc Oscar Peterson (sentiers, bancs, éclairage, plantation, etc.) ;

11. La reconstruction des trottoirs et de la chaussée des rues Saint-Jacques, des Seigneurs et Quesnel, situés dans l'emprise des travaux ;

12. Les essais de mise en marche de l'ouvrage à la fin des travaux.

Le présent contrat inclut des travaux intégrés d'autres services de la Ville, à savoir :

· La reconstruction de trois (3) puits d'accès à l'intersection Saint-Jacques / des Seigneurs et de sections des massifs de conduits dans l'emprise du projet (financement par la CSEM) ;

· Des travaux de réaménagement de la rue des Seigneurs entre les rues Saint-Jacques et Terrasse Coursol et la mise à niveau des feux de circulation à l'intersection Saint-Jacques / des Seigneurs (financement partiel par l'arrondissement du Sud-Ouest) ;

· La construction d'un terrain de soccer synthétique au-dessus du bassin dans le parc Oscar Peterson et la fourniture des accessoires (Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports) ;

· L'installation d'une station BIXI.

Le plan de localisation du projet, en pièce jointe au dossier, illustre l'ampleur et l'aménagement final de la zone touchée par les travaux.

**JUSTIFICATION**

Sur trente-deux (32) preneurs du cahier des charges, quatre (4) entreprises ont déposé une soumission et vingt-huit (28) n'ont pas répondu à l'appel d'offres, soit une proportion respective de 12 % et 88 %. Parmi les vingt-huit (28) qui n'en ont pas déposé des soumissions, six (6) entreprises ont répondu comme étant des sous-traitants, trois (3) entreprises ont mentionné que leur carnet de commandes est rempli, une (1) firme ayant le mandat de produire l'estimation de contrôle pour la Ville, une (1) entreprise a invoqué que les exigences du projet ne sont pas rencontrées et une autre (1) s'est justifiée en indiquant que le projet est complexe. Le reste des preneurs du cahier des charges n'ont pas motivé leur désistement. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe au présent dossier. Les travaux majeurs de génie civil faisant l'objet du présent contrat sont des travaux spécifiques nécessitant de l'expérience dans des travaux d'envergure similaire. Il a donc été décidé d'adopter le mode d'octroi alternatif basé sur l'expérience des entrepreneurs. Les exigences d'expérience et de qualification sont incluses à l'article 3.1 du Cahier des clauses administratives spéciales. À noter que la taille exigée à l'article 3.1 précité, pour les projets réalisés, est inférieure à la taille du présent contrat afin d'élargir le bassin des soumissionnaires. À l'issue de l'analyse de la conformité technique aux exigences de cet article, seulement la deuxième plus basse soumission est conforme. Les trois (3) autres soumissions sont non conformes.

Les entreprises ont été déclarées non conformes pour l'une ou les deux raisons suivantes:
1. Elles n'ont pas présenté deux projets réalisés qui répondent aux exigences minimales incluses au cahier des charges
2. Elles n'ont pas fourni l'information complète concernant les deux projets réalisés proposés.

Compte tenu du délai de réalisation des travaux et de la date d'échéance des subventions reliées au contrat, il n y a pas eu de négociation avec le seul soumissionnaire conforme afin d'octroyer le contrat au conseil d'agglomération le plus proche.

Le tableau des résultats ci-dessous présente le seul soumissionnaire conforme et son prix soumis et l'écart de prix entre sa soumission et l'estimation interne.

| Soumission conforme | Prix soumis (taxes incluses) | Contingences (taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Roxboro Excavation inc.** | 56 872 630,80 $ | 8 655 465,42 $ | 65 528 096,22 $ |
| Dernière estimation réalisée | 51 329 949,49 $ | 7 699 492,42 $ | 59 029 441,91 $ |
| Écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation ($) | | | 6 498 654,31 $ |
| Écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation (%) | | | **11,01 %** |
| Écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse ($) | | | N.A. |
| Écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse (%) | | | N.A. |

L'estimation a été élaborée par une firme externe (Artélia), sous-traitant de la firme GBI qui a participé à l'élaboration d'une partie des plans et devis du projet. L'estimation est basée sur les plans et devis et les conditions actuelles du marché.

Un écart défavorable à la Ville de 11,01 % est constaté entre l'estimation et la seule soumission conforme. L'écart se trouve essentiellement dans l'article des frais généraux, la gestion des sols, la construction du bassin de rétention, les travaux de mécanique et les travaux de génie civil de surface. À l'exception des travaux de génie civil de surface dont le coût est significativement plus élevé que l'estimation, l'écart de 11,01% pourrait s'expliquer par le fait que certains travaux sont des travaux spécifiques qui incluent la fourniture d'équipements spéciaux ou le recours à des techniques spécialisées et de la sous-traitance.

La Ville procédera à l'évaluation du rendement de l'adjudicataire Roxboro Excavation inc., dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges et à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP). L'adjudicataire recommandé, Roxboro Excavation inc., a joint à sa soumission son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) valide, (une copie est en pièce jointe).

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- a déposé une attestation de Revenu Québec valide avec sa soumission;
- n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu de la charte de la langue française;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, conformément au Règlement sur la commission permanente du Conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) en raison du critère suivant :

- Contrat de plus de 20 000 000 $.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 68 607 794,29 $, taxes incluses, comprenant :

- un contrat à Roxboro Excavation inc., pour un montant de 56 872 630,80 $, taxes incluses ;
- des contingences pour un montant de 8 655 465,42 $, taxes incluses, soit 15,22 % du coût total du contrat;
- des incidences pour un montant de 3 079 698,07 $, taxes incluses, pour couvrir les frais de redevances, les honoraires de contrôle qualité, d'éventuels travaux de protection ou de réparation d'infrastructures situées dans l'emprise ou à proximité du site des travaux ou tout autre frais incident admissible.

Cette dépense sera assumée à 93,86 % par l'agglomération, 2,27 % par la Ville-Centre, 0,89 % par l'arrondissement du Sud-Ouest et 2,98 % par la Commission des services électriques de Montréal.

Le coût total de ce contrat, toutes taxes, contingences et incidences comprises est réparti comme suit :

- 93,86 % est payé par le Service de l'eau, pour un montant de 64 398 134,44 $ (Règlement d'emprunt 22-019) dont un montant de 44 448 056,44 $ est financé par la subvention FAAC (Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes) selon le protocole d'entente de la résolution CG25 0208 ;
- 2,23 % est payé par le Service des parcs du Mont-Royal et des sports, pour un montant de 1 532 778,36 $ (Règlement d'emprunt 23-001) ;
- 0,03 % est payé par le programme BIXI du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), pour un montant de 23 971,62 $ (Règlement d'emprunt RE 25-005) ;
- 0,89 % est payé par l'arrondissement du Sud-Ouest, pour un montant de 611 082,75 $ (Règlement d'emprunt RCA25 22001) ;
- 2,98 % est payé par la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) pour un montant de 2 041 827,12 $ (Règlement 24-015) ;

Cette dépense totale est de 62 602 853,61 $ nette de ristourne. La répartition des dépenses est telle que résumée au tableau ci-dessous :

| Description | Service de l'eau (DPM) | Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (GPMRS) (%) | Commission des services électriques de Montréal (CSEM) | Arrondissement du Sud-Ouest | BIXI | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrat (taxes incluses) | 53 419 513,24 $ | 1 532 778,36 $ | 1 376 116,27 $ | 531 376,30 $ | 12 846,63 $ | **56 872 630,80 $** |
| Contingences (taxes incluses) | 8 334 196,20 $ | - $ | 239 635,78 $ | 79 706,45 $ | 1 926,99 $ | **8 655 465,42 $** |
| Total travaux et contingences ( taxes incluses) | 61 753 709,44 $ | 1 532 778,36 $ | 1 615 752,05 $ | 611 082,75 $ | 14 773,62 $ | **65 528 096,22 $** |
| Incidences (taxes incluses) | 2 644 425,00 $ | - $ | 426 075,07 $ | - $ | 9 198,00 $ | **3 079 698,07 $** |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Grand total: contrat, contingences, incidences (taxes incluses) | 64 398 134,44 $ | 1 532 778,36 $ | 2 041 827,12 $ | 611 082,75 $ | 23 971,62 $ | **68 607 794,29 $** |
| Grand total (net de ristourne) | 58 804 080,36 $ | 1 399 630,95 $ | 1 819 253,01 $ | 558 000,00 $ | 21 889,29 $ | **62 602 853,61 $** |
| Pourcentage du coût total | **93,86 %** | **2,23 %** | **2,98 %** | **0,89 %** | **0,03 %** | 100 % |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La réalisation du projet répond aux enjeux associés aux orientations 3 et 4 de la Stratégie montréalaise de l'eau, notamment en matière de gestion des surverses et de résilience du réseau. L'enjeu majeur consiste à réduire le nombre de surverses et la quantité d'eaux usées déversée au fleuve Saint-Laurent via l'émissaire McGill. À défaut de cette intervention, le risque de surverses demeurera élevé, avec des impacts environnementaux significatifs. Le tableau joint au dossier montre le bilan des surverses au fleuve Saint-Laurent via la structure de régulation McGill entre 2016 et 2022. Le projet permettra de réduire les volumes débordés de l'ordre de 20%.

Le projet vise également à répondre à l'enjeu de la protection hydraulique du réseau, en abaissant la ligne piézométrique dans le collecteur Saint-Jacques afin d'assurer la prise en charge d'une pluie de récurrence 1/5 ans en climat futur. Sans cette amélioration, les risques de refoulement d'égout et d'inondation persisteraient, compromettant ainsi la fiabilité du réseau et la sécurité des secteurs desservis.

Le projet est subventionné à hauteur de 44 448 056,44 $ par le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC) selon le protocole d'entente de la résolution CG25 0208. Les travaux doivent être terminés avant la fin du mois de décembre 2027 pour que le projet puisse bénéficier de la subvention FAAC. Advenant le cas où l'octroi du contrat serait repoussé à une date ultérieure au 22 juin 2026, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, l'unique soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et supporter les coûts en découlant, car les subventions attribuées au projet expireront avant l'achèvement des travaux du contrat.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Commission sur l'examen des contrats : 29 avril 2026;
- Début des travaux : juin 2026;
- Fin des travaux : février 2028.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs (Ana Maria CORNEJO)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Isabel MAC QUHAE ALONZO)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Sylvie - Ext DAGENAIS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Severine HEYMANS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Andrea GARCIA BRICENO, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Ahcene LOUNNAS
Ingenieur

**Tél :** 514 654-4524
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-01

Serge FILION
chef(fe) de section - projets et etudes techniques

**Tél :** 4389927966
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
**Tél :** 514-268-4199
**Approuvé le :** 2026-04-10

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-10

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1269897001**
Unité administrative responsable : ***Direction des Projets majeurs – Service de l'eau***
Projet : ***Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin de rétention de 15 000m3 dans l'arrondissement Le Sud-Ouest***

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>• *Diminution de la quantité de déversement d'eau usées au fleuve Saint-Laurent via l'émissaire McGill de l'ordre de 20%*<br>• *Augmentation du niveau de service du collecteur Saint-Jacques de manière à maintenir le niveau d'eau dans le collecteur à environ 1.8m sous le niveau de la rue pour la pluie de conception (5 ans futur).* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 17 juillet 2025

ROXBORO EXCAVATION INC.
A/S MONSIEUR CHARLES GARIÉPY THÉORÊT
1620, CROIS NEWMAN
DORVAL (QC) H9P 2R8

N° de décision : 2025-DA-2105
N° de client : 2700005963
N° d'entreprise du Québec : 1142760280

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ROXBORO EXCAVATION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 juillet 2030**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

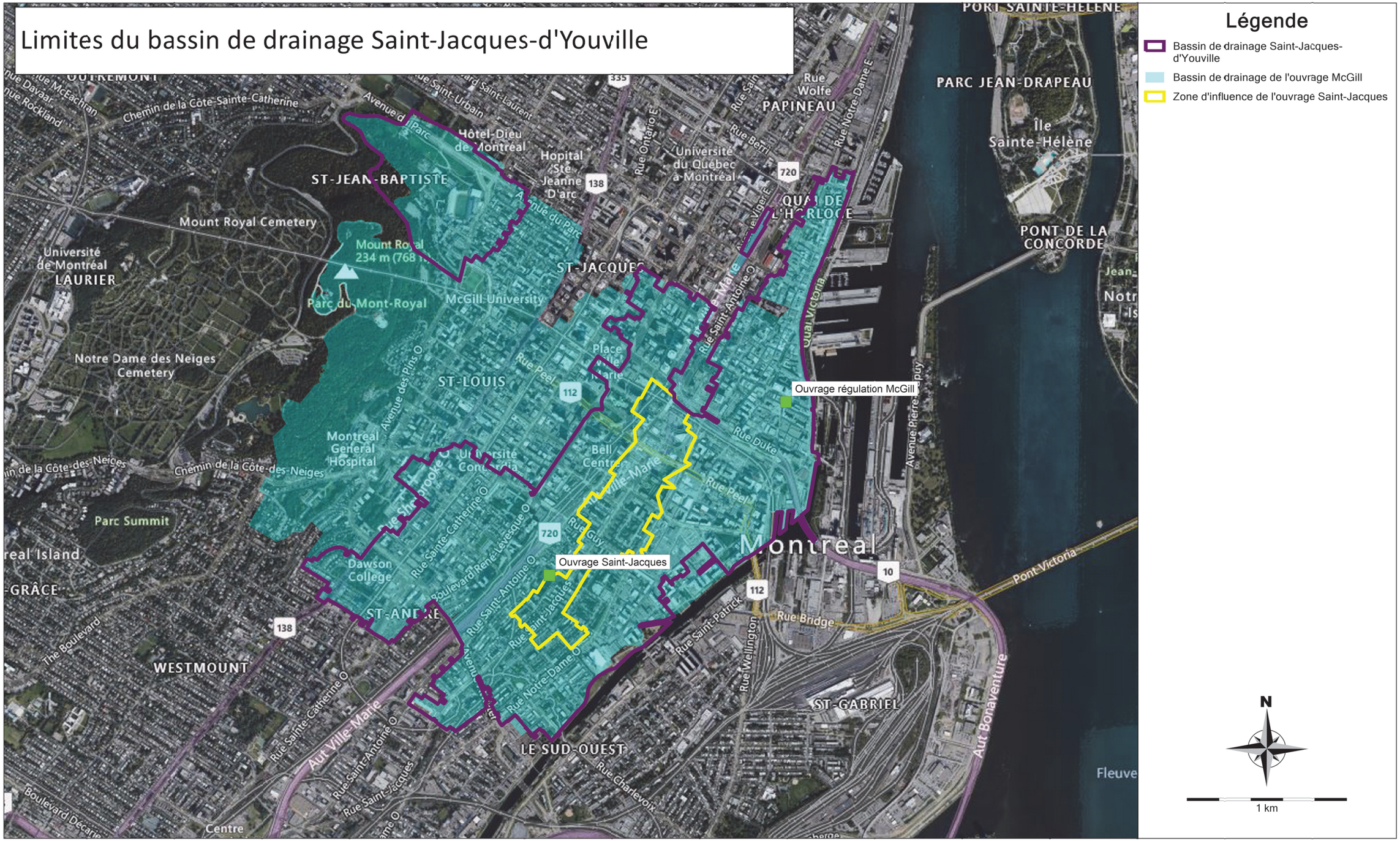
Lisa Bérubé
Directrice de l'admissibilité

**Bilan des surverses 2016-2022 - Ouvrage de régulation McGill**

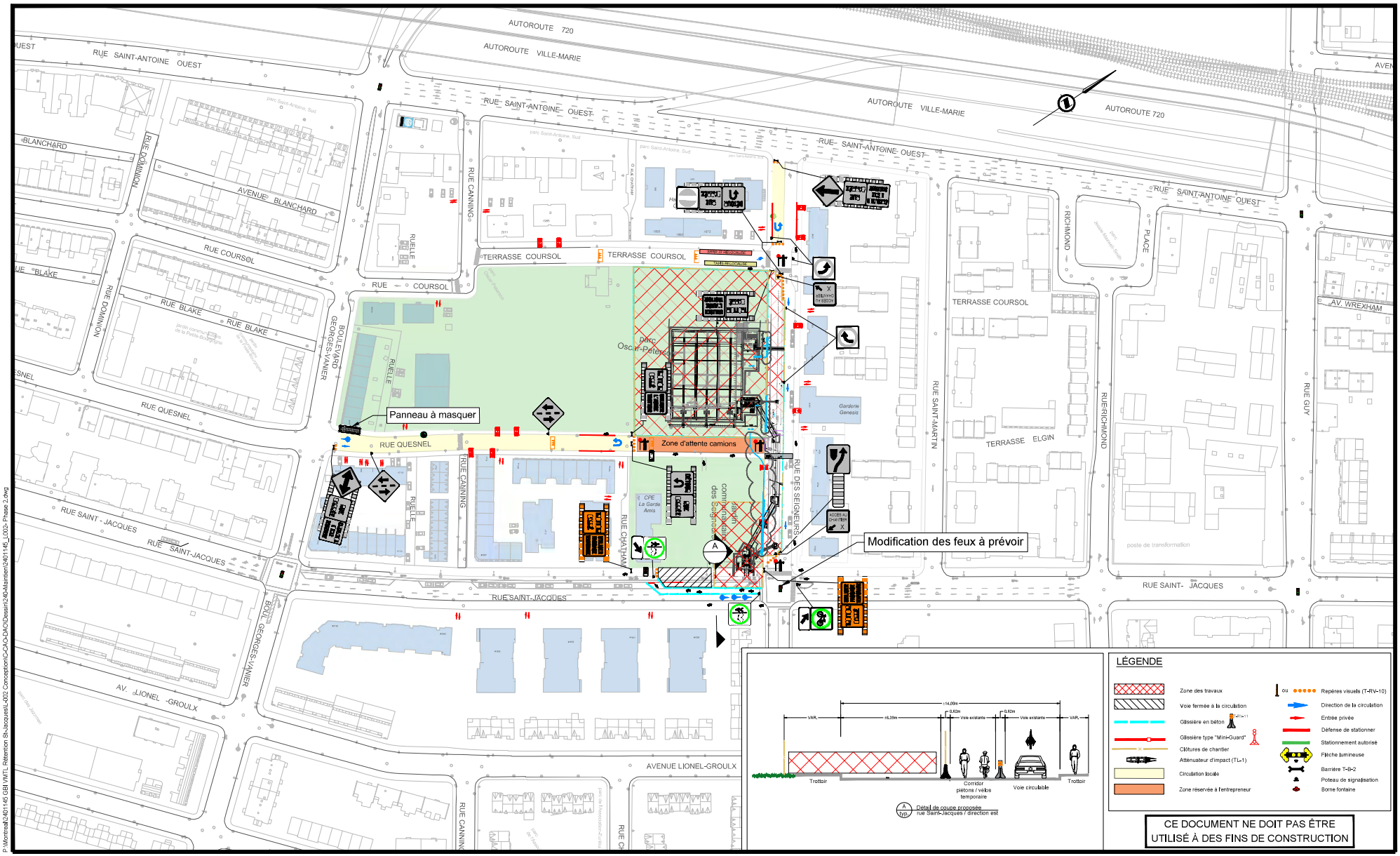
| Code | Nom | Norme de débordements - 2022 | Objectif de débordements - 2022 | 2016 | | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | # débordements | Vol débordement ($m^3$) | Vol débordement ($m^3$) |
| 4350-01D | Ouvrage de régulation McGill | PFC14** | PFC3 | 21 | 447 016 | 3 | 96 226 | 4 | 79 850 | 10 | 301 619 | 4 | 33 323 | 0* | 545 | 13 | 336 972 | 185 079 |

P Pluie
F fonte
Cx Pluie avec ruissellement et période de fonte de neige jusqu'à x fois de mai à octobre
*Surverses de courtes durées
**PFC6 avant 2021

# Limites du bassin de drainage Saint-Jacques-d'Youville



# ANNEXE A – Croquis de phasage

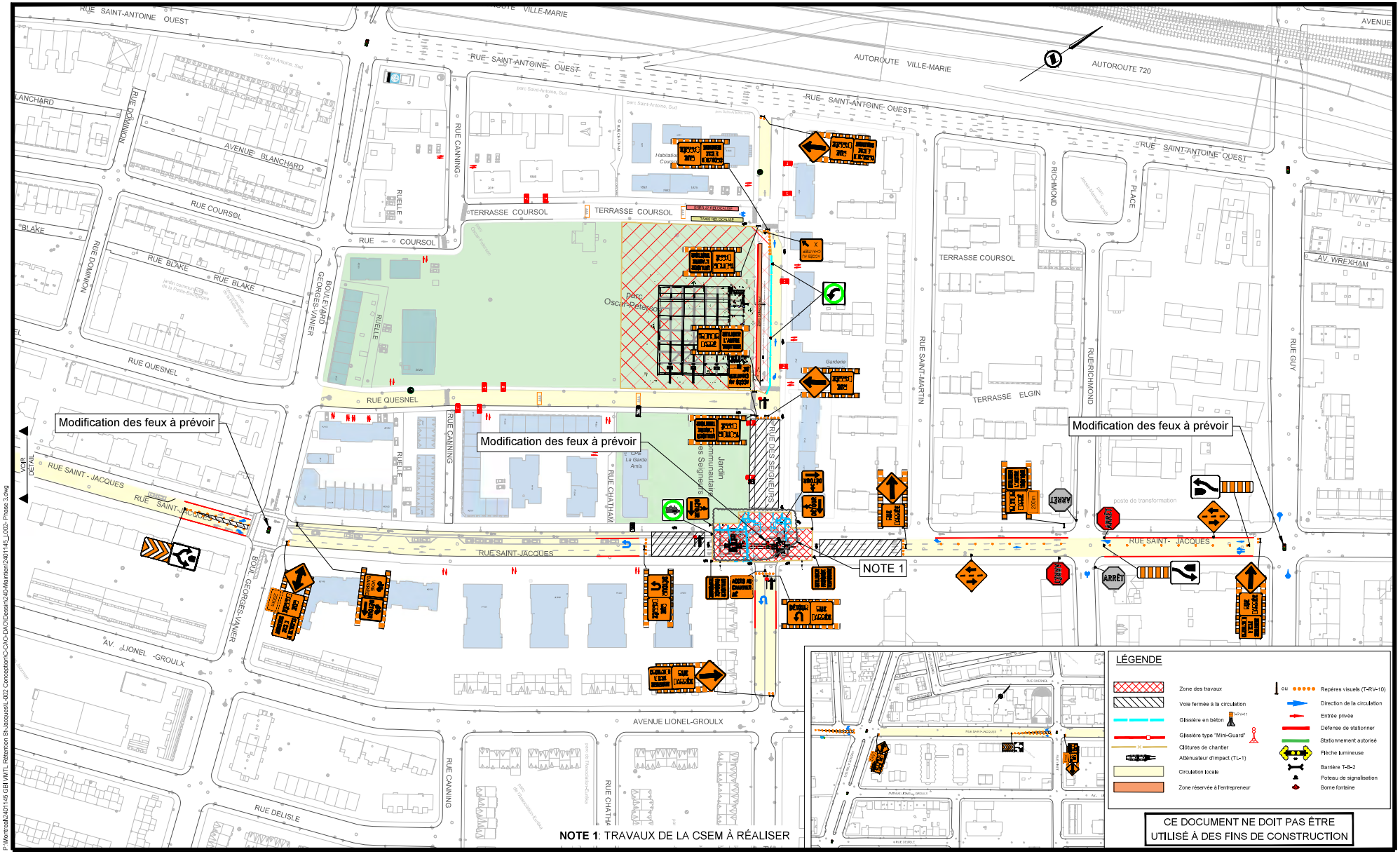



P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 2.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: |
|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 2 - MAINTIEN<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | |

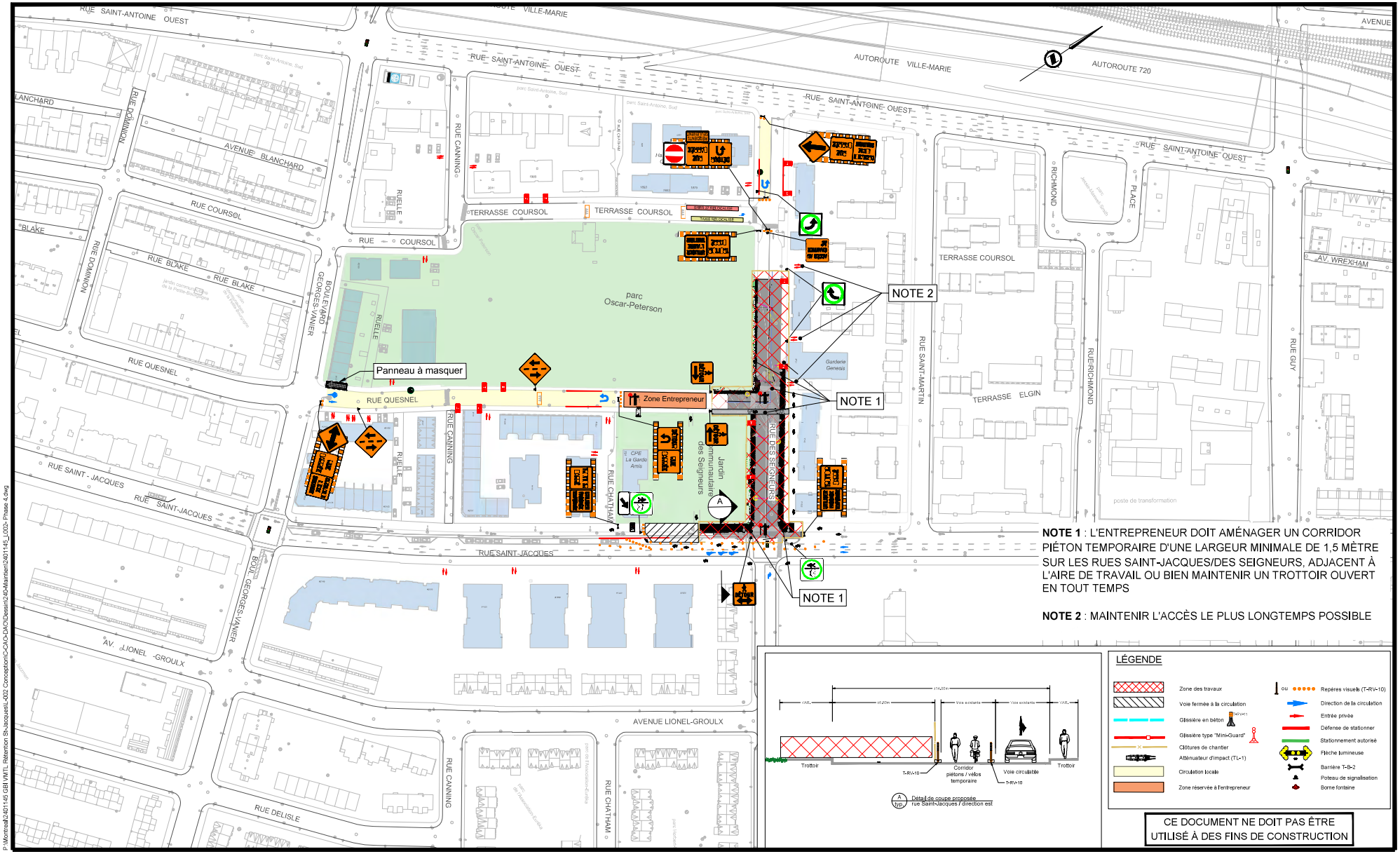
| RÉVISION: | | |
|---|---|---|
| NO | DATE | DESCRIPTION |
| 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES |

| UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|
| MÈTRES | 2401145_L002 | M1 |
| ÉCHELLE: | | No. FEUILLET: |
| NAE | | 02 |
| DISCIPLINE: | | |
| MAINTIEN | | |




P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention Sc-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessins\240-Maintien\2401145_L002- Phase 3.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | | | UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 3 - MAINTIEN<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 | NO | DATE | DESCRIPTION | MÈTRES | 2401145_L002 | M1 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES | ÉCHELLE: NAE | | No. FEUILLET: 03 |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | | | | | DISCIPLINE: MAINTIEN | | |



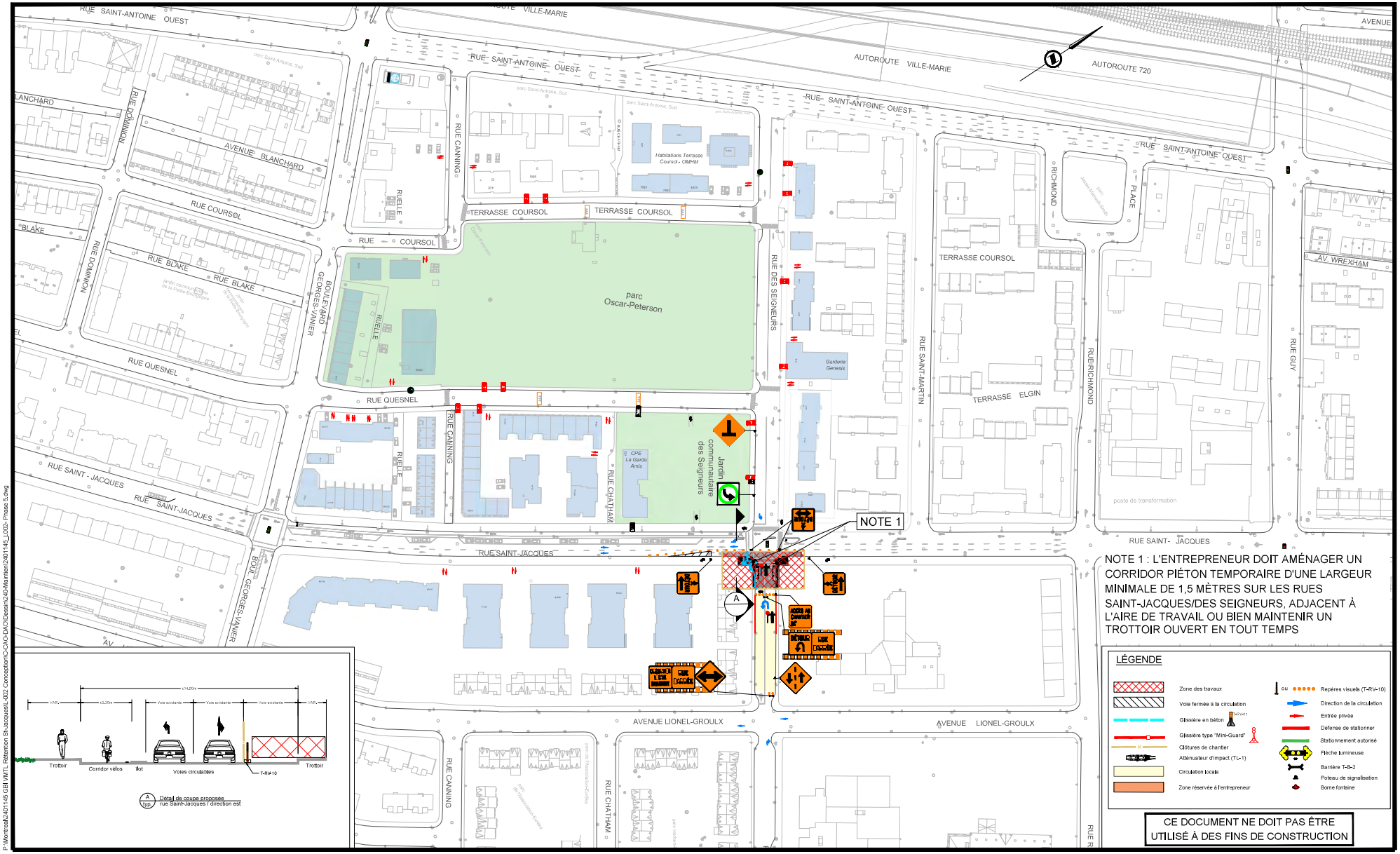

**NOTE 1** : L'ENTREPRENEUR DOIT AMÉNAGER UN CORRIDOR PIÉTON TEMPORAIRE D'UNE LARGEUR MINIMALE DE 1,5 MÈTRE SUR LES RUES SAINT-JACQUES/DES SEIGNEURS, ADJACENT À L'AIRE DE TRAVAIL OU BIEN MAINTENIR UN TROTTOIR OUVERT EN TOUT TEMPS

**NOTE 2** : MAINTENIR L'ACCÈS LE PLUS LONGTEMPS POSSIBLE

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 4.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | | | UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 4 - MAINTIEN<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 | NO | DATE | DESCRIPTION | MÈTRES | 2401145_L002 | M1 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES | ÉCHELLE: NAE | | No. FEUILLET: 04 |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | | | | | DISCIPLINE: MAINTIEN | | |




NOTE 1 : L'ENTREPRENEUR DOIT AMÉNAGER UN CORRIDOR PIÉTON TEMPORAIRE D'UNE LARGEUR MINIMALE DE 1,5 MÈTRES SUR LES RUES SAINT-JACQUES/DES SEIGNEURS, ADJACENT À L'AIRE DE TRAVAIL OU BIEN MAINTENIR UN TROTTOIR OUVERT EN TOUT TEMPS

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 5.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: |
|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 5 - MAINTIEN<br>BASSIN SAINT-JACQUES |

| PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: |
|---|---|---|
| Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 |
| COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | |
| | Nelson dos Santos, techn. | |

| RÉVISION: | | |
|---|---|---|
| NO | DATE | DESCRIPTION |
| 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES |

| UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|
| MÈTRES | 2401145_L002 | M1 |
| ÉCHELLE: | | No. FEUILLET: |
| NAE | | 05 |
| DISCIPLINE: | | |
| MAINTIEN | | |

GESTION DE PROJET:
Ville de Montréal
Direction des travaux publics
801 rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

INGÉNIERIE:
ARTELIA

TITRE:
PHASE 6 - MAINTIEN
BASSIN SAINT-JACQUES

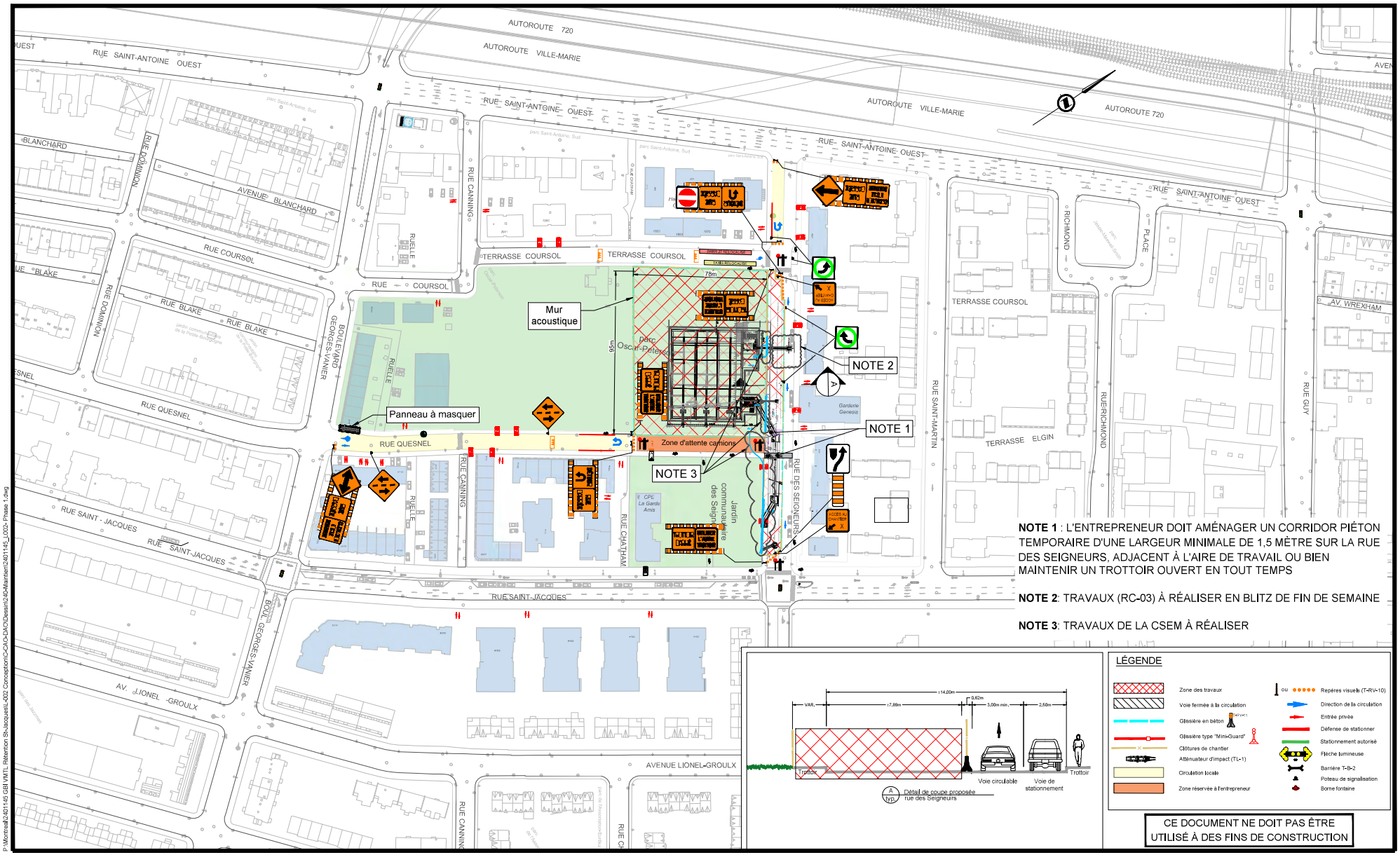
| PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ / APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | DATE | DESCRIPTION |
|---|---|---|---|---|---|
| Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Bolay, ing. | 2025-02-06 | 00 | 2025-11-21 | EMISSION POUR APPEL D'OFFRES |
| COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | | | |
| | Nelson dos Santos, techn. | | | | |

| UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|
| MÉTRES | 2401145_L002 | M1 |
| IMPÉRIAL: | | |
| NAE | | No. FEUILLET: |
| DISCIPLINE: | | 06 |
| MAINTIEN | | |




P:\Montreal\2401145 GB\VMTL Retention St-Jacques\L-002 Conception\CAO-DAO\Dessin\26-Maintien\2401145_L002- Phase 6.dwg

# ANNEXE B – Détours et itinéraires facultatifs




**NOTE 1** : L'ENTREPRENEUR DOIT AMÉNAGER UN CORRIDOR PIÉTON TEMPORAIRE D'UNE LARGEUR MINIMALE DE 1,5 MÈTRE SUR LA RUE DES SEIGNEURS, ADJACENT À L'AIRE DE TRAVAIL OU BIEN MAINTENIR UN TROTTOIR OUVERT EN TOUT TEMPS

**NOTE 2**: TRAVAUX (RC-03) À RÉALISER EN BLITZ DE FIN DE SEMAINE

**NOTE 3**: TRAVAUX DE LA CSEM À RÉALISER




LÉGENDE

- Zone des travaux
- Voie fermée à la circulation
- Glissière en béton
- Glissière type "Mini-Guard"
- Clôtures de chantier
- Atténuateur d'impact (TL-1)
- Circulation locale
- Zone réservée à l'entrepreneur
- Repères visuels (T-RV-10)
- Direction de la circulation
- Entrée privée
- Défense de stationner
- Stationnement autorisé
- Flèche lumineuse
- Barrière T-B-2
- Poteau de signalisation
- Borne fontaine

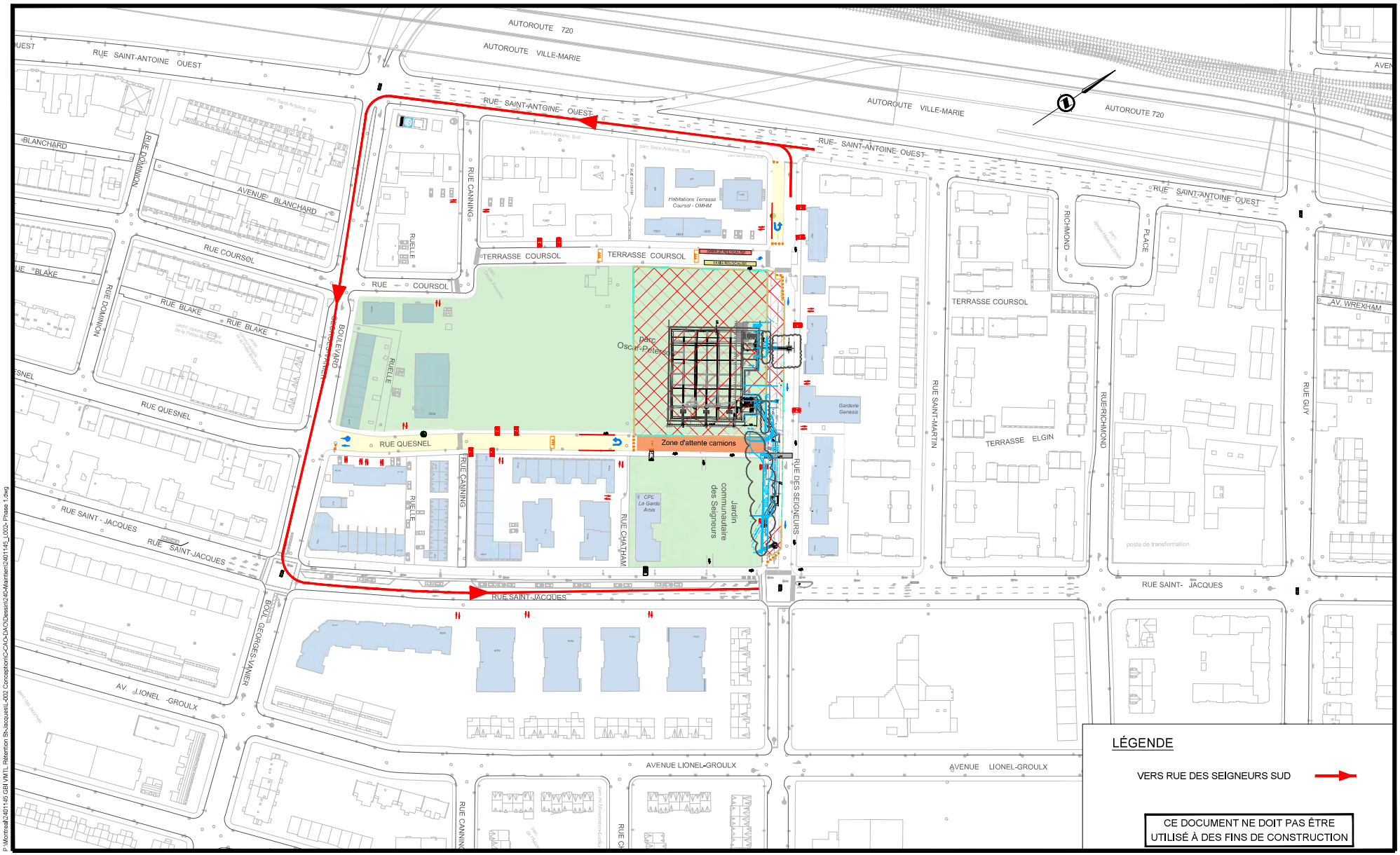
CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 1.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: |
|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 1 - MAINTIEN<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | |

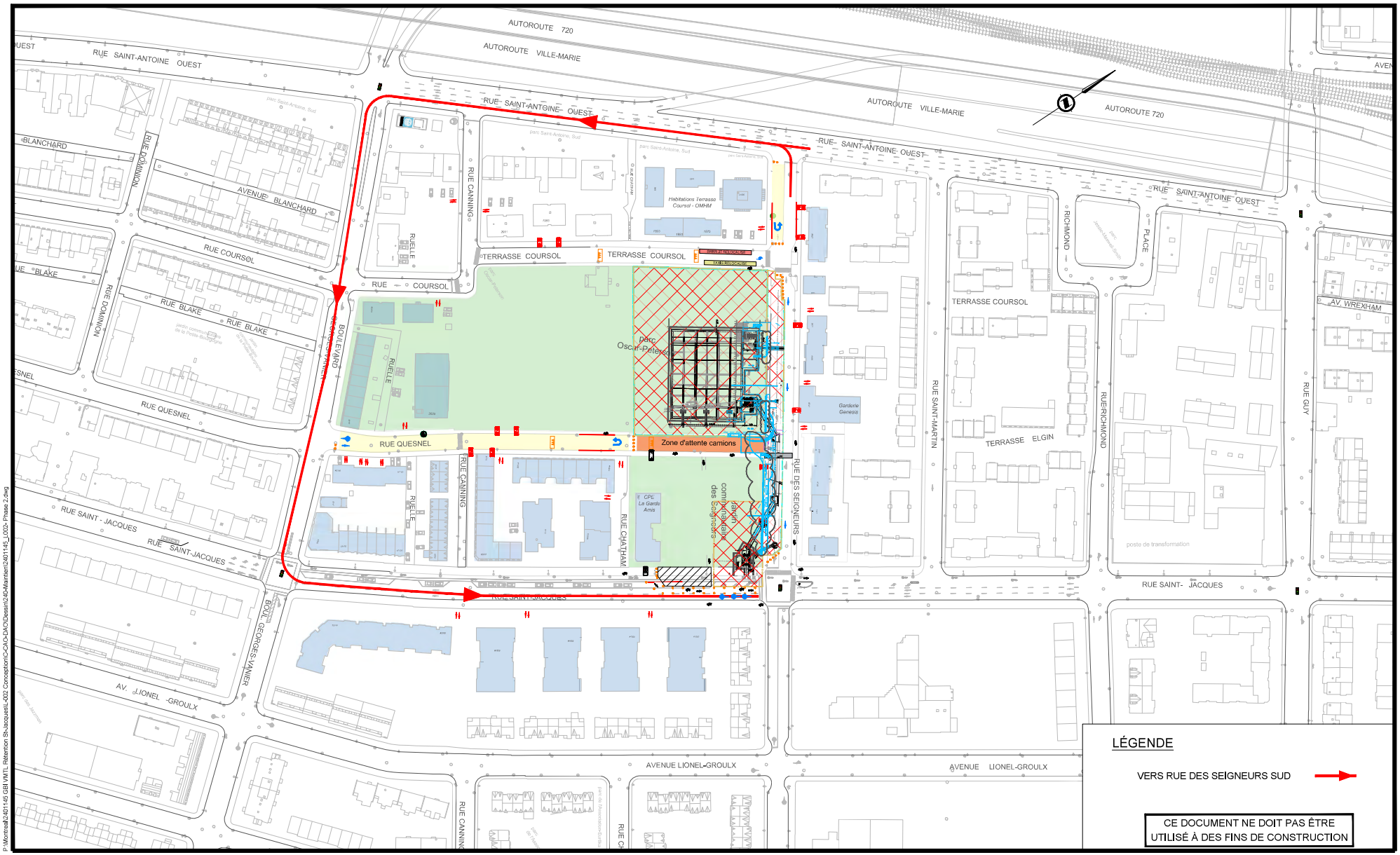
| RÉVISION: | | |
|---|---|---|
| NO | DATE | DESCRIPTION |
| 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES |

| UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|
| MÈTRES | 2401145_L002 | M1 |
| ÉCHELLE: | | No. FEUILLET: |
| NAE | | 01 |
| DISCIPLINE: | | |
| MAINTIEN | | |



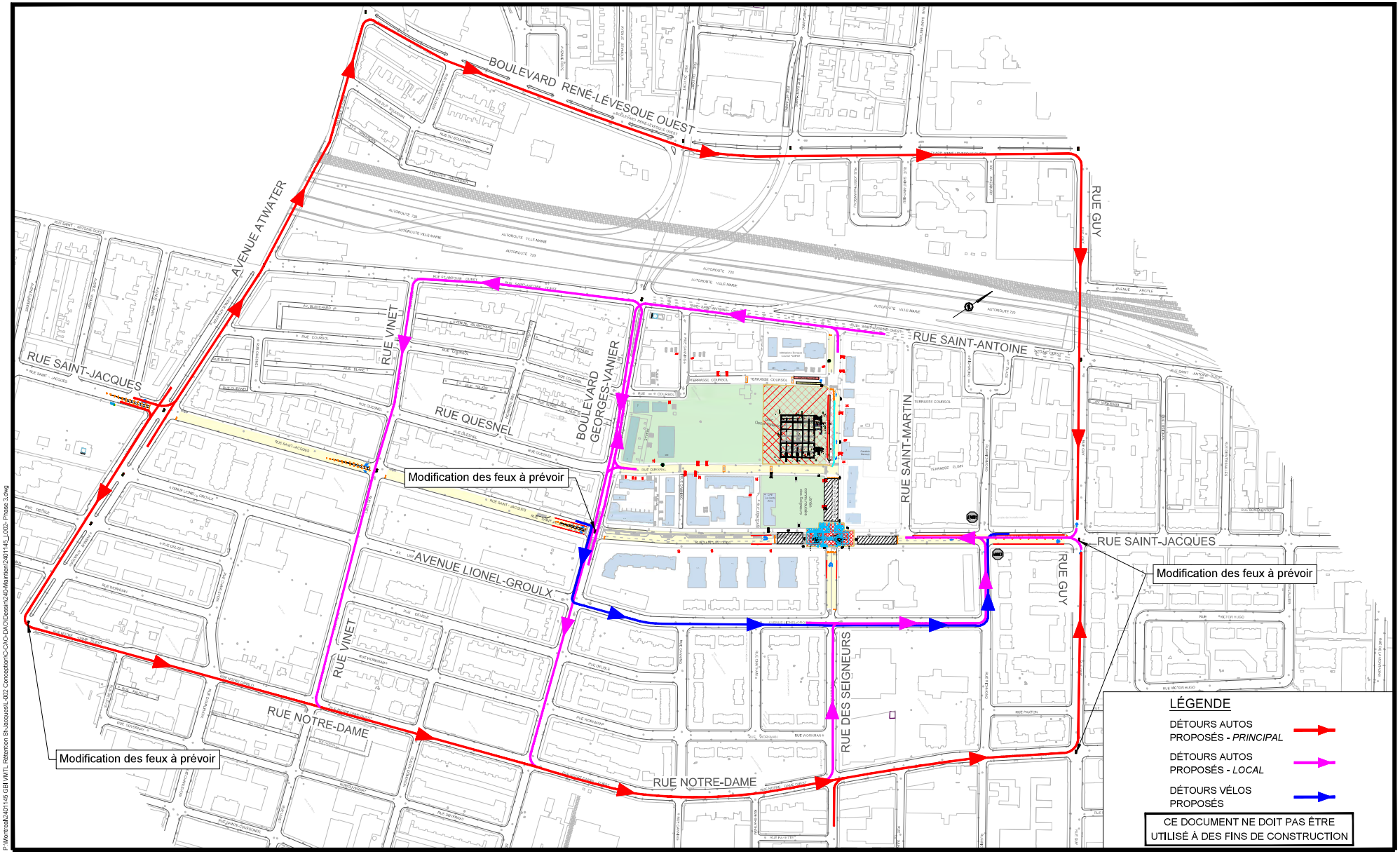

P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention Sc-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 1.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | | | UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 1 - MAINTIEN (DÉTOURS)<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 | NO | DATE | DESCRIPTION | MÈTRES | 2401145_L002 | M2 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES | ÉCHELLE: NAE | | No. FEUILLET: 01 |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | | | | | DISCIPLINE: MAINTIEN | | |




P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention Sc-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 2.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | | | UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 2 - MAINTIEN (DÉTOURS)<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 | NO | DATE | DESCRIPTION | MÈTRES | 2401145_L002 | M2 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES | ÉCHELLE: NAE | | No. FEUILLET: 02 |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | | | | | DISCIPLINE: MAINTIEN | | |




P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 3.dwg

GESTION DE PROJET: Montréal
Service des infrastructures et du réseau routier
Division des Grands Projets
801 rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

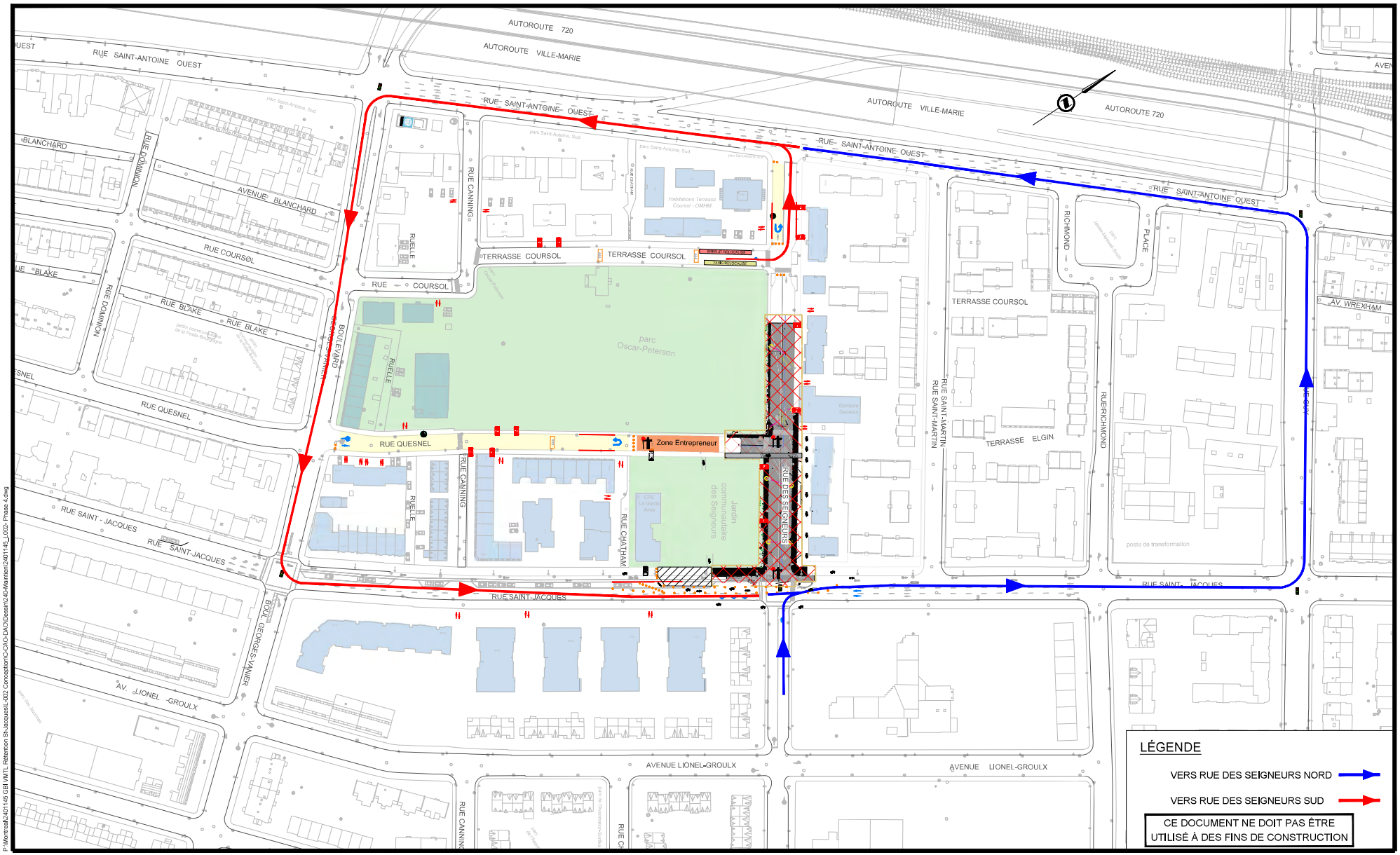
INGÉNIERIE: ARTELIA

TITRE: PHASE 3 - MAINTIEN (DÉTOURS)
BASSIN SAINT-JACQUES

| PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: |
|---|---|---|
| Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 |
| COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | |
| | Nelson dos Santos, techn. | |

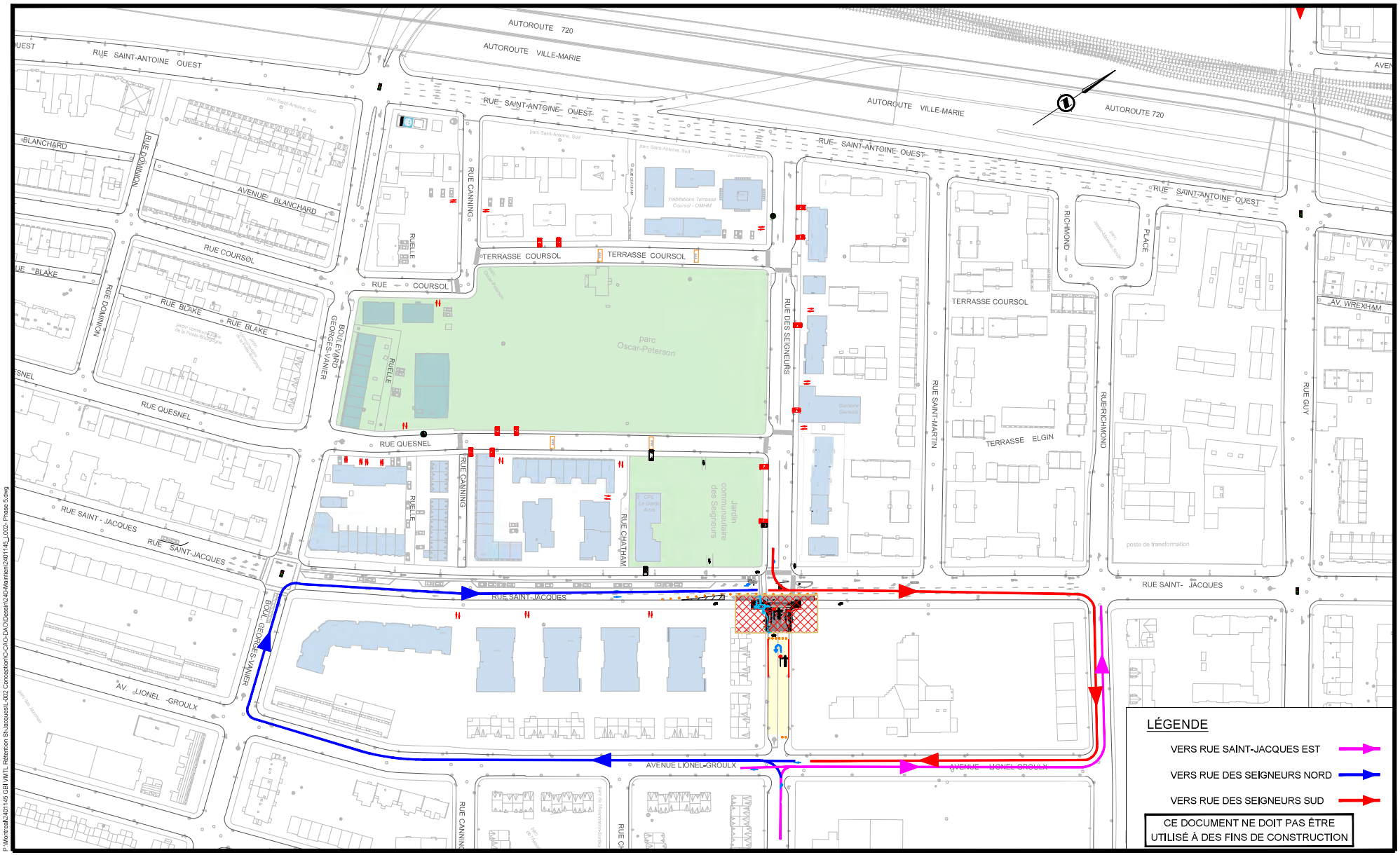
| RÉVISION: | | |
|---|---|---|
| NO | DATE | DESCRIPTION |
| 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES |

| UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|
| MÈTRES | 2401145_L002 | M2 |
| ÉCHELLE: | | No. FEUILLET: |
| NAE | | 03 |
| DISCIPLINE: | | |
| MAINTIEN | | |



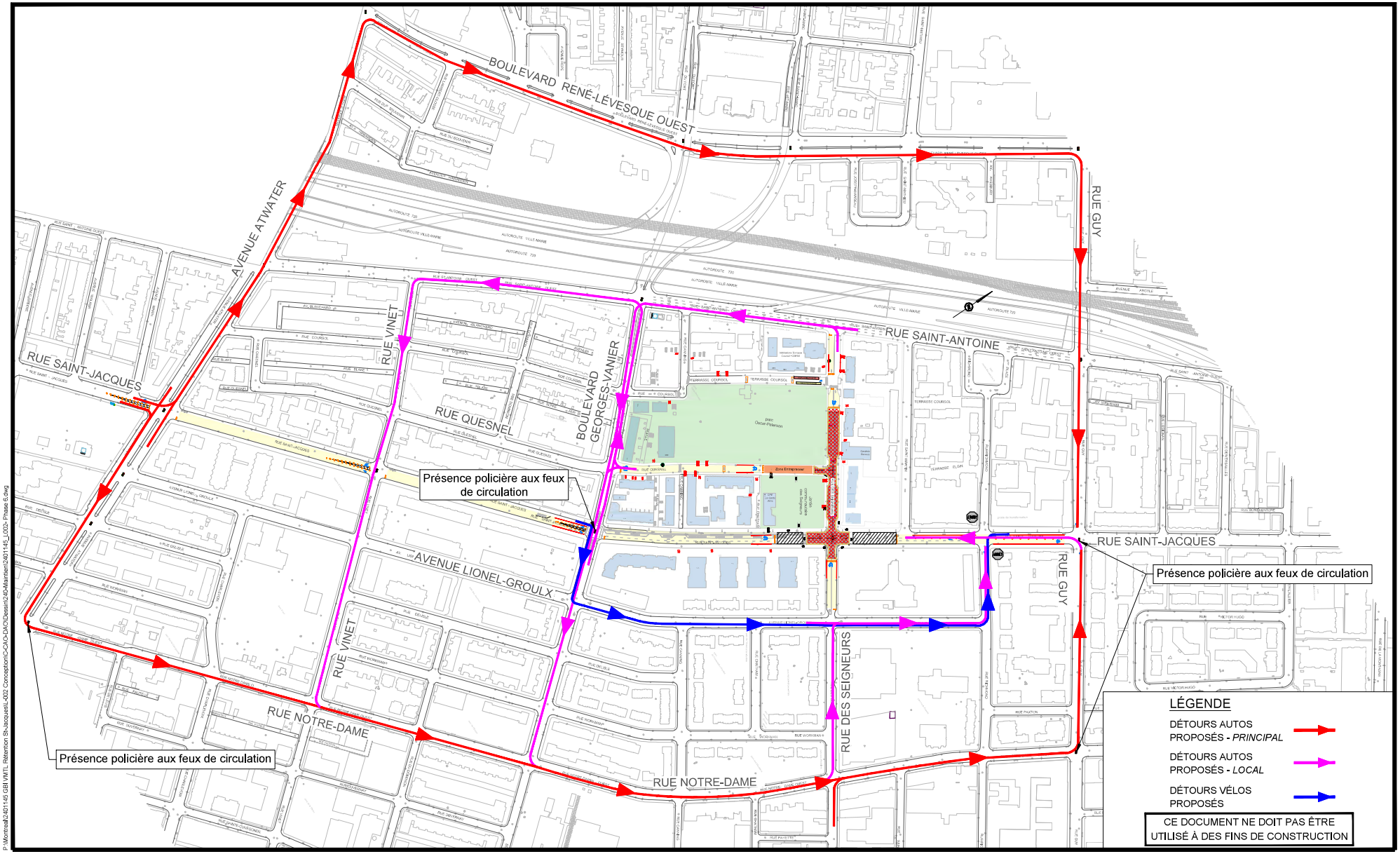

P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 4.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | | | UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 4 - MAINTIEN (DÉTOURS)<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 | NO | DATE | DESCRIPTION | MÈTRES | 2401145_L002 | M2 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES | ÉCHELLE: NAE | | No. FEUILLET: |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | | | | | DISCIPLINE: MAINTIEN | | 04 |




P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention St-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 5.dwg

| GESTION DE PROJET: | INGÉNIERIE: | TITRE: | PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: | RÉVISION: | | | UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal<br>Service des infrastructures et du réseau routier<br>Division des Grands Projets<br>801 rue Brennan<br>Montréal (Québec) H3C 0G4 | ARTELIA | PHASE 5 - MAINTIEN (DÉTOURS)<br>BASSIN SAINT-JACQUES | Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 | NO | DATE | DESCRIPTION | MÈTRES | 2401145_L002 | M2 |
| | | | COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | | 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES | ÉCHELLE: NAE | | No. FEUILLET: 05 |
| | | | | Nelson dos Santos, techn. | | | | | DISCIPLINE: MAINTIEN | | |




P:\Montreal\2401145 GBI VMTL Rétention Sc-Jacques\L-002 Conception\C-CAO-DAO\Dessin\240-Maintien\2401145_L002- Phase 6.dwg

GESTION DE PROJET: Montréal — Service des infrastructures et du réseau routier, Division des Grands Projets, 801 rue Brennan, Montréal (Québec) H3C 0G4

INGÉNIERIE: ARTELIA

TITRE: PHASE 6 - MAINTIEN (DÉTOURS) BASSIN SAINT-JACQUES

| PRÉPARÉ PAR: | VÉRIFIÉ/APPROUVÉ PAR: | DATE: |
|---|---|---|
| Zineb Tsouli, ing. | Marie-Josée Boulay, ing. | 2025-02-06 |
| COLLABORATEUR(S): | DESSINÉ PAR: | |
| | Nelson dos Santos, techn. | |

| RÉVISION: | | |
|---|---|---|
| NO | DATE | DESCRIPTION |
| 00 | 2025-11-21 | ÉMISSION POUR APPEL D'OFFRES |

| UNITÉ: | No. PROJET: | No. PLAN: |
|---|---|---|
| MÈTRES | 2401145_L002 | M2 |
| ÉCHELLE: | | No. FEUILLET: |
| NAE | | 06 |
| DISCIPLINE: | | |
| MAINTIEN | | |

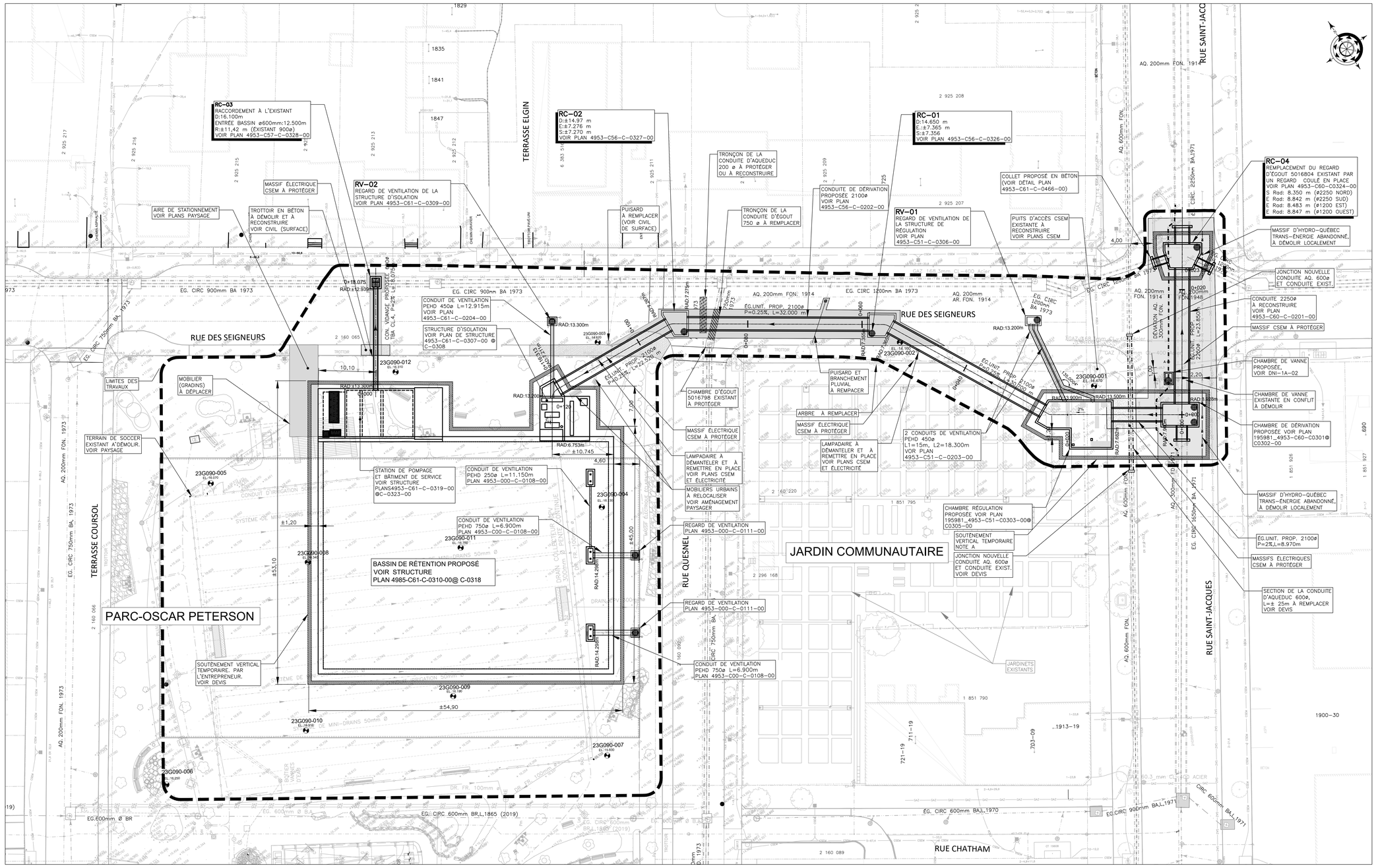
NOTES IMPORTANTES:

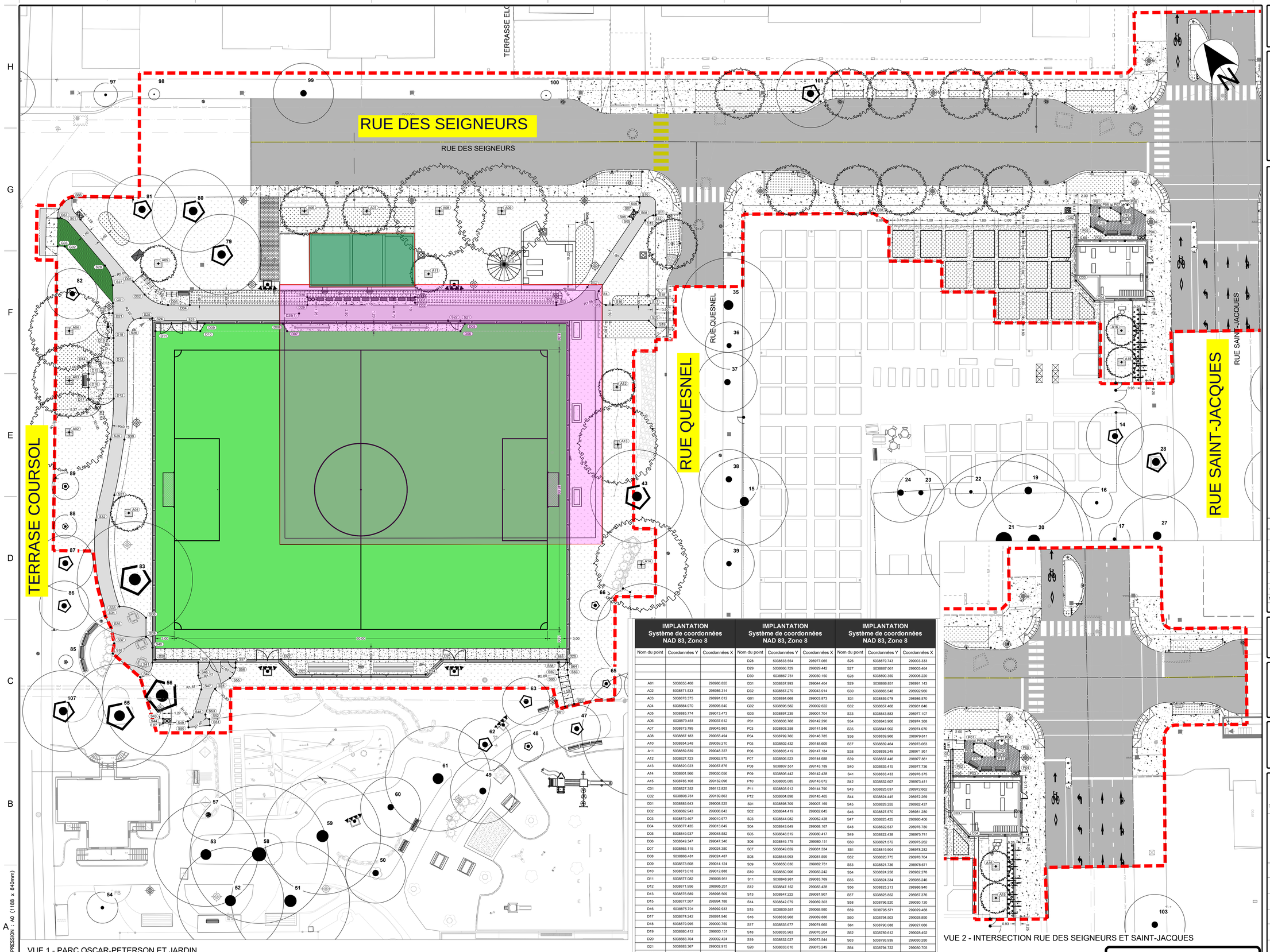
A– L'ENTREPRENEUR PEUT RÉALISER UN SEUL SOUTÈNEMENT QUI ENGLOBE LA CHAMBRE DE DÉRIVATION, LA SECTION DE CONDUITE 2100 ø ET LA STRUCTURE DE RÉGULATION, À CONDITION DE RESPECTER LES EXIGENCES RELATIVES À L'ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX.

B– CE PLAN DOIT ÊTRE LU CONJOINTEMENT AVEC LES AUTRES DISCIPLINES, CAR IL NE CONTIENT PAS NÉCESSAIREMENT TOUTES LES INFORMATIONS SUR LA PORTÉE DES TRAVAUX DU PROJET.

C– POUR TOUS LES TRAVAUX DE DÉMOLITION, RECONSTRUCTION OU D'AMÉNAGEMENT DE SURFACE (PAVAGE, TROTTOIRS, ÎLOTS, MASSIFS CSEM, CLÔTURES, ARBRES, ETC...), L'ENTREPRENEUR DOIT SE RÉFÉRER AUX PLANS DE GÉNIE CIVIL DE SURFACE, D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER, DE LA CSEM, D'ÉLECTRICITÉ ET DES FEUX DE CIRCULATION.

D– L'ENTREPRENEUR DOIT SE RÉFÉRER AUX PLANS DE L'ARCHITECTURE DE PAYSAGE POUR LES JARDINETS À RECONSTRUIRE, TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX.


RC–03
RACCORDEMENT À L'EXISTANT
Ø:16.100m
ENTRÉE BASSIN ø600mm:12.500m
R:±11,42 m (EXISTANT 900ø)
VOIR PLAN 4953–C57–C–0328–00
RC–02
D:±14.97 m
E:±7.276 m
S:±7.270 m
VOIR PLAN 4953–C56–C–0327–00
RC–01
D:14.650 m
E:±7.365 m
S:±7.356
VOIR PLAN 4953–C56–C–0326–00
RC–04
REMPLACEMENT DU REGARD D'ÉGOUT 5016804 EXISTANT PAR UN REGARD COULÉ EN PLACE
VOIR PLAN 4953–C60–C0324–00
S Rad: 8.350 m (ø2250 NORD)
E Rad: 8.842 m (ø2250 SUD)
E Rad: 8.483 m (ø1200 EST)
E Rad: 8.847 m (ø1200 OUEST)
RV–02
REGARD DE VENTILATION DE LA STRUCTURE D'ISOLATION
VOIR PLAN 4953–C61–C–0309–00
RV–01
REGARD DE VENTILATION DE LA STRUCTURE DE RÉGULATION
VOIR PLAN 4953–C51–C–0306–00
TERRASSE ELGIN
RUE SAINT-JACQUES
RUE DES SEIGNEURS
RUE QUESNEL
RUE CHATHAM
TERRASSE COURSOL
PARC-OSCAR PETERSON
JARDIN COMMUNAUTAIRE
BASSIN DE RÉTENTION PROPOSÉ
VOIR STRUCTURE
PLAN 4985-C61-C-0310-00@ C-0318
CONDUIT DE VENTILATION
PEHD 450ø L=12.915m
VOIR PLAN
4953–C61–C–0204–00
STRUCTURE D'ISOLATION
VOIR PLAN DE STRUCTURE
4953–C61–C–0307–00 @ C–0308
CONDUIT DE VENTILATION
PEHD 250ø L=11.150m
PLAN 4953–000–C–0108–00
CONDUIT DE VENTILATION
PEHD 750ø L=6.900m
PLAN 4953–000–C–0108–00
STATION DE POMPAGE
ET BÂTIMENT DE SERVICE
VOIR STRUCTURE
PLANS4953–C61–C–0319–00
@C–0323–00
CONDUITE D'ÉGOUT 5016798 EXISTANT À PROTÉGER
CHAMBRE D'ÉGOUT 5016798 EXISTANT À PROTÉGER
TRONÇON DE LA CONDUITE D'AQUEDUC 200 ø À PROTÉGER OU À RECONSTRUIRE
TRONÇON DE LA CONDUITE D'ÉGOUT 750 ø À REMPLACER
CONDUITE DE DÉRIVATION PROPOSÉE 2100ø
VOIR PLAN
4953–C56–C–0202–00
PUISARD À REMPLACER (VOIR CIVIL DE SURFACE)
PUISARD ET BRANCHEMENT PLUVIAL À REMPLACER
ARBRE À REMPLACER
MASSIF ÉLECTRIQUE CSEM À PROTÉGER
LAMPADAIRE À DÉMANTELER ET À REMETTRE EN PLACE VOIR PLANS CSEM ET ÉLECTRICITÉ
MOBILIERS URBAINS À RELOCALISER VOIR AMÉNAGEMENT PAYSAGER
2 CONDUITS DE VENTILATION PEHD 450ø L1=15m, L2=18.300m VOR PLAN 4953–C51–C–0203–00
LAMPADAIRE À DÉMANTELER ET À REMETTRE EN PLACE VOIR PLANS CSEM ET ÉLECTRICITÉ
CHAMBRE RÉGULATION PROPOSÉE VOIR PLAN 195981_4953–C51–C0303–00@ C0305–00
SOUTÈNEMENT VERTICAL TEMPORAIRE NOTE A
JONCTION NOUVELLE CONDUITE AQ. 600ø ET CONDUITE EXIST. VOIR DEVIS
COLLET PROPOSÉ EN BÉTON (VOIR DÉTAIL PLAN 4953–C61–C–0466–00)
PUITS D'ACCÈS CSEM EXISTANTE À RECONSTRUIRE VOIR PLANS CSEM
JONCTION NOUVELLE CONDUITE AQ. 600ø ET CONDUITE EXIST.
CONDUITE 2250ø À RECONSTRUIRE VOIR PLAN 4953–C60–C–0201–00
MASSIF CSEM À PROTÉGER
CHAMBRE DE VANNE PROPOSÉE, VOIR DNI–1A–02
CHAMBRE DE VANNE EXISTANTE EN CONFLIT À DÉMOLIR
CHAMBRE DE DÉRIVATION PROPOSÉE VOIR PLAN 195981_4953–C60–C0301@ C0302–00
MASSIF D'HYDRO–QUÉBEC TRANS–ÉNERGIE ABANDONNÉ, À DÉMOLIR LOCALEMENT
EG.UNIT. PROP. 2100ø P=25%,L=8.970m
MASSIFS ÉLECTRIQUES CSEM À PROTÉGER
SECTION DE LA CONDUITE D'AQUEDUC 600ø, L=± 25m À REMPLACER VOIR DEVIS
MASSIF D'HYDRO–QUÉBEC TRANS–ÉNERGIE ABANDONNÉ, À DÉMOLIR LOCALEMENT
JONCTION NOUVELLE CONDUITE AQ. 600ø ET CONDUITE EXIST.
MOBILIER (GRADINS) À DÉPLACER
LIMITES DES TRAVAUX
TERRAIN DE SOCCER EXISTANT À DÉMOLIR. VOIR PAYSAGE
AIRE DE STATIONNEMENT VOIR PLANS PAYSAGE
MASSIF ÉLECTRIQUE CSEM À PROTÉGER
TROTTOIR EN BÉTON À DÉMOLIR ET À RECONSTRUIRE VOIR CIVIL (SURFACE)
SOUTÈNEMENT VERTICAL TEMPORAIRE. PAR L'ENTREPRENEUR. VOIR DEVIS
JARDINETS EXISTANTS
AQ. 200mm FON. 1973
AQ. 200mm FON. 1914
AQ. 200mm AR. FON. 1914
AQ. 600mm FON.
EG. CIRC 900mm BA 1973
EG. CIRC 1200mm BA 1973
EG. CIRC 750mm BA. 1973
EG. CIRC 1650mm BA. 1971
EG. CIRC 2250mm BA.1971
EG. CIRC 600mm BA.1970
EG. CIRC 600mm BR.L.1865 (2019)
EG.600mm Ø BR
EG.UNIT. PROP. 2100ø P=0.25%, L=32.000 m
EG.UNIT. PROP. 2100ø P=0.25%, L=25.250 m
EG.UNIT. PROP. 2100ø P=0.25%, L=23.850m
EG.UNIT. PROP. 2250ø P=2%, L=23.850m
CONDUITE DE VENTILATION PEHD 450ø L=12.915m VOIR PLAN 4953–C61–C–0204–00
CONDUIT DE VENTILATION PEHD 750ø L=6.900m PLAN 4953–000–C–0108–00
CONDUIT DE VENTILATION PEHD 750ø L=6.900m PLAN 4953–000–C–0108–00
CONDUIT DE VENTILATION PEHD 250ø L=11.150m PLAN 4953–000–C–0108–00
REGARD DE VENTILATION PLAN 4953–000–C–0111–00
REGARD DE VENTILATION PLAN 4953–000–C–0111–00
23G090-001
23G090-002
23G090-003
23G090-004
23G090-005
23G090-006
23G090-007
23G090-008
23G090-009
23G090-010
23G090-011
23G090-012
RAD:13.300m
RAD:13.200m
RAD:13.500m
RAD:7.562m
RAD:6.753m
RAD:14.298m
RAD:7.276m
RAD:7.356m
±10.745
±45.00
±53.10
±54,90
±1,20
4,60
7,00
10,10
2,20
4,00
2%
0+000
0+020
0+060
0+080
0+360
0+380
0+400
0+420
0+440
0+460
0+480
0+500
0+520
0+540
0+560
0+580
0+600
0+620
0+640
0+660
0+680
0+700
0+720
0+740
0+760
0+780
0+800
0+820
0+840
0+860
0+880
0+900
0+920
0+940
0+960
0+980
1+000
1+020
1+040
1+060
1+080
1+100
1+120
1+140




VUE 1 - PARC OSCAR-PETERSON ET JARDIN COMMUNAUTAIRE DES SEIGNEURS



VUE 2 - INTERSECTION RUE DES SEIGNEURS ET SAINT-JACQUES

| IMPLANTATION Système de coordonnées NAD 83, Zone 8 | | | IMPLANTATION Système de coordonnées NAD 83, Zone 8 | | | IMPLANTATION Système de coordonnées NAD 83, Zone 8 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nom du point | Coordonnées Y | Coordonnées X | Nom du point | Coordonnées Y | Coordonnées X | Nom du point | Coordonnées Y | Coordonnées X |
| | | | D28 | 5038833.554 | 298977.065 | S26 | 5038879.743 | 299003.333 |
| | | | D29 | 5038866.729 | 299029.442 | S27 | 5038887.061 | 299005.464 |
| | | | D30 | 5038867.761 | 299030.150 | S28 | 5038890.359 | 299006.220 |
| A01 | 5038855.408 | 298986.855 | D31 | 5038857.993 | 299044.404 | S29 | 5038866.831 | 298991.143 |
| A02 | 5038871.533 | 298986.314 | D32 | 5038857.279 | 299043.914 | S30 | 5038865.548 | 298992.960 |
| A03 | 5038878.375 | 298991.012 | G01 | 5038884.668 | 299003.873 | S31 | 5038859.078 | 298986.570 |
| A04 | 5038884.970 | 298995.540 | G02 | 5038896.582 | 299002.622 | S32 | 5038857.468 | 298981.846 |
| A05 | 5038885.774 | 299013.473 | G03 | 5038897.239 | 299001.704 | S33 | 5038843.883 | 298977.107 |
| A06 | 5038879.461 | 299037.612 | P01 | 5038808.768 | 299142.290 | S34 | 5038843.906 | 298974.368 |
| A07 | 5038873.795 | 299045.863 | P03 | 5038803.358 | 299141.546 | S35 | 5038841.902 | 298974.070 |
| A08 | 5038867.183 | 299055.494 | P04 | 5038799.760 | 299146.785 | S36 | 5038839.966 | 298979.611 |
| A10 | 5038854.248 | 299059.210 | P05 | 5038802.432 | 299148.609 | S37 | 5038839.464 | 298973.063 |
| A11 | 5038855.839 | 299048.327 | P06 | 5038805.419 | 299147.184 | S38 | 5038838.249 | 298971.951 |
| A12 | 5038827.723 | 299062.975 | P07 | 5038806.523 | 299144.688 | S39 | 5038837.446 | 298977.881 |
| A13 | 5038820.023 | 299057.876 | P08 | 5038807.551 | 299143.189 | S40 | 5038835.415 | 298977.736 |
| A14 | 5038801.966 | 299050.056 | P09 | 5038806.442 | 299142.428 | S41 | 5038833.433 | 298976.375 |
| A15 | 5038785.108 | 299132.096 | P10 | 5038805.085 | 299143.072 | S42 | 5038832.607 | 298973.411 |
| C01 | 5038827.352 | 299112.825 | P11 | 5038803.912 | 299144.790 | S43 | 5038825.037 | 298972.662 |
| C02 | 5038808.761 | 299139.863 | P12 | 5038804.898 | 299145.465 | S44 | 5038824.445 | 298972.269 |
| D01 | 5038885.643 | 299008.525 | S01 | 5038898.709 | 299007.169 | S45 | 5038829.255 | 298982.437 |
| D02 | 5038882.943 | 299008.843 | S02 | 5038844.419 | 299062.645 | S46 | 5038827.570 | 298981.280 |
| D03 | 5038879.407 | 299010.977 | S03 | 5038844.082 | 299062.428 | S47 | 5038825.425 | 298980.406 |
| D04 | 5038877.435 | 299013.849 | S04 | 5038843.649 | 299068.167 | S48 | 5038822.537 | 298976.780 |
| D05 | 5038849.937 | 299048.582 | S05 | 5038848.519 | 299080.417 | S49 | 5038822.438 | 298975.741 |
| D06 | 5038849.347 | 299047.346 | S06 | 5038849.179 | 299080.151 | S50 | 5038821.572 | 298975.262 |
| D07 | 5038865.115 | 299024.380 | S07 | 5038849.659 | 299081.334 | S51 | 5038819.904 | 298978.282 |
| D08 | 5038866.481 | 299024.487 | S08 | 5038848.993 | 299081.599 | S52 | 5038820.775 | 298978.764 |
| D09 | 5038873.608 | 299014.124 | S09 | 5038850.030 | 299082.781 | S53 | 5038821.736 | 298978.671 |
| D10 | 5038873.018 | 299012.888 | S10 | 5038850.906 | 299083.242 | S54 | 5038824.258 | 298982.278 |
| D11 | 5038877.082 | 299006.951 | S11 | 5038846.981 | 299083.769 | S55 | 5038824.334 | 298985.246 |
| D12 | 5038871.956 | 298995.261 | S12 | 5038847.152 | 299083.428 | S56 | 5038825.213 | 298986.940 |
| D13 | 5038876.689 | 298998.509 | S13 | 5038847.222 | 299081.907 | S57 | 5038825.852 | 298987.376 |
| D15 | 5038877.507 | 298994.188 | S14 | 5038842.079 | 299069.303 | S58 | 5038796.520 | 299030.120 |
| D16 | 5038875.701 | 298992.933 | S15 | 5038839.581 | 299068.980 | S59 | 5038795.571 | 299029.468 |
| D17 | 5038874.242 | 298991.946 | S16 | 5038838.968 | 299069.886 | S60 | 5038794.503 | 299028.890 |
| D18 | 5038879.995 | 299000.759 | S17 | 5038835.677 | 299074.665 | S61 | 5038790.088 | 299027.066 |
| D19 | 5038880.412 | 299000.151 | S18 | 5038835.963 | 299076.204 | S62 | 5038789.612 | 299028.492 |
| D20 | 5038883.704 | 299002.424 | S19 | 5038832.027 | 299073.544 | S63 | 5038793.939 | 299030.280 |
| D21 | 5038883.367 | 299002.915 | S20 | 5038833.616 | 299073.249 | S64 | 5038794.722 | 299030.705 |
| D22 | 5038822.163 | 298993.673 | S21 | 5038850.745 | 299048.306 | S65 | 5038795.680 | 299031.362 |
| D23 | 5038818.771 | 298994.329 | S22 | 5038851.881 | 299046.660 | S66 | 5038902.295 | 299007.981 |
| D24 | 5038806.997 | 299011.476 | S23 | 5038874.455 | 299013.332 | S67 | 5038900.937 | 299004.269 |
| D25 | 5038807.604 | 299014.878 | S24 | 5038879.094 | 299007.726 | | | |
| D26 | 5038796.197 | 299031.475 | S25 | 5038880.160 | 299006.173 | | | |

No: de feuille

284 | A-0005

Plan clé



LÉGENDE

EXISTANT
- ARBRE
- ARBRE À PROTÉGER

PROPOSÉ
- SURFACE DE BÉTON
- SURFACE DE PAVAGE
- SURFACE DE POUSSIÈRE DE PIERRE
- SURFACE DE PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ
- SURFACE DE PAVÉS PERMÉABLES
- SURFACE DE GAZON RENFORCÉ
- SURFACE DE GAZON SYNTHÉTIQUE
- SURFACE DE GAZON EN PLAQUES
- LIT DE PLANTATION
- PIERRES DE TYPE GALETS DE RIVIÈRE 100-200 mm
- NOUE PAYSAGÈRE (JARDIN DE PLUIE)
- AVANCÉE DE TROTTOIR DRAINANTE
- CLÔTURE À MAILLE DE CHAÎNE SUR BORDURE DE BÉTON (VOIR CIVIL)
- CLÔTURE À MAILLE DE CHAÎNE (VOIR CIVIL)
- CLÔTURE ORNEMENTALE
- TABLE DE PING PONG
- JARDINET TYPE 1
- JARDINET TYPE 2
- JARDINET TYPE 3
- FOSSE D'ARBRE
- BANC
- BANC DES JOUEURS
- CORBEILLE À REBUTS ET À RECYCLAGE
- SUPPORT À VÉLOS
- BANC EN PIERRE DE TYPE BOULDER
- FONTAINE À BOIRE
- BOLLARD POUR STATION BIXI
- BOLLARD FIXE POUR SAILLIE DE TROTTOIR
- TOUR D'ÉCLAIRAGE
- PANNEAU AVEC POTENCE DE L'ENSEIGNE DU PARC

| No: | DESCRIPTION | DATE | DESS. PAR | APP. PAR |
|---|---|---|---|---|
| 00 | ÉMIS POUR SOUMISSION | 2025-11-21 | A.G. | J.J. |

REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS


Consultant:
ARTELIA
7101, avenue du Parc, bureau 100
Montréal (Québec)
Canada H3N 1X9
Tél.: (514) 982-6001
Téléc.: (514) 982-6106
arteliagroup.ca

Sceaux:
Antoine Gamache #7769
2025-11-26


**Montréal**

SERVICE DE L'EAU
DIRECTION DES PROJETS MAJEURS
SECTION–PROJET BASSINS ET OUVRAGES DE RÉTENTION

Projet:

OUVRAGE DE RÉTENTION ST–JACQUES
CONSTRUCTION D'UN BASSIN DE RÉTENTION DE 15 000 m.cu., DANS L'ARRONDISSEMENT LE SUD–OUEST

Titre:

ARCHITECTURE DU PAYSAGE
BASSIN ST–JACQUES 4953

PLAN D'IMPLANTATION

| | |
|---|---|
| Dessiné par: JESSICA BONNEAU Dess. | Vérifié par: DONALD GIRARD A.P. |
| Préparé par: ANTOINE GAMACHE A.P. | Approuvé par: JEAN JULIEN Ing. |
| Chargé de projet: AHCÈNE LOUNNAS Ing. | Surintendant/Assistant surintendant: SERGE FILION Ing. |
| No. dessin manufacturier: – | Plan d'origine: |

0 m 1:200

| | |
|---|---|
| Échelle: 1:200 | Contrat consultant: 2401145 |
| Date: 2025–01–30 | Contrat ville: DPM–P2506–195981–C |

Plan numéro: Secteur 4953 | Système A55 | Disc A | Num.Séq. 0005 | Poge 00 | Rév. 00

POUR SOUMISSION

CE PLAN NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

FORMAT D'IMPRESSION : A0 (1188 x 840mm)

C:\USERS\JBONNEAU\DESKTOP\ACCDOCS\GB EXPERTS CONSEILS\OUVRAGE DE RETENTION - ST-JACQUES\PROJECT FILES\CONTRAT SP-0961\MAQUET 3-PAGES\TECH\A-2 arch\PAYSAGE\A1 4953-A55-A-0005-00.dwg

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| GROUPE THERMO-LITE INC.<br>9065 rue champ d'eau Montréal QC CAN H1P3M3<br>https://www.Thermo-Lite.ca | Non diffusé | Melina Scalise<br>Téléphone: 5148178319<br>Courriel: melina@thermo-lite.ca | **Transaction: (20407845)**<br>2026-01-22 10:47 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel |

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| CONSTRUCTION N.R.C. INC.<br>160 rue Deslauriers Montréal QC CAN H4N1G4 | Non diffusé | Estela Ponche<br>Téléphone: 5146177429<br>Courriel: soumission@constructionnrc.com | **Transaction: (20411803)**<br>2026-01-27 15:59 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin |

Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-02-25 à 08:45 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-25 à 08:45 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-25 à 08:45 - Courriel<br><br>20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-25 à 08:50 - Courriel<br><br>20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-02-27 à 15:50 - Courriel<br><br>20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel |
| ALLIANCE ENTREPRENEUR GÉNÉRAL<br>2000 rue De Lierre Laval QC CAN H7G4Y4<br>http://www.coffrage-alliance.ca | Publique | Caroline Lantin<br>Téléphone: 5143265200<br>Courriel: estimation@delierre.com | **Transaction: (20401940)**<br>2026-01-15 10:42 | Mode privilégié (plan): Courriel<br><br>20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel |

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ALI EXCAVATION INC.<br>760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield QC CAN J6T6G4<br>http://www.aliexcavation.com | Non diffusé | Karine Ross<br>Téléphone: 4503732010<br>Courriel: projets@aliexcavation.com | **Transaction: (20405071)**<br>2026-01-19 13:09 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Messagerie<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Messagerie<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Messagerie<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Messagerie |

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Messagerie

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Messagerie

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Messagerie

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention

Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Messagerie

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Messagerie

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Messagerie
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Messagerie
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

ARMATURES BOIS-FRANCS INC.
249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC
CAN G6T1V5
http://www.abf-inc.com

Non diffusé Geneviève Beaudoin
Téléphone: 8197587501
Courriel: gbeaudoin@abf-inc.com

**Transaction: (20405042)**

2026-01-19 12:23

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Plan
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan

2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin

Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Béluga Construction Inc.<br>5020 Ambroise-Lafortune Boisbriand QC<br>CAN J7H1S6 | Publique | Anthony Plante<br>Téléphone: 4508184020<br>Courriel:<br>aplante@constructionbeluga.com | **Transaction: (20415799)**<br><br>2026-02-02 08:07 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel |

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| CONSTRUCTIONS BSL INC.<br>315, rue De Rotterdam Saint-Augustin-de-Desmaures QC CAN G3A2E5<br>http://www.bsl.qc.ca | Publique | Louise Desnoyers<br>Téléphone: 4188784448<br>Courriel: constructions@bsl.qc.ca | **Transaction: (20420202)**<br>2026-02-06 11:52 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin |

Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis

2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

TRO-CHAÎNES INC.
1054, boul. Bastien, Québec QC CAN
G2K1E6
http://www.trochaines.com

Non diffusé Nathalie Lafontaine
Téléphone: 418-628-2571
Courriel:
adjointesoumission@trochaines.com

**Transaction: (20402788)**

2026-01-16 09:46

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Plan
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Artelia Canada inc.<br>7101, avenue du Parc Bureau 100 Montréal<br>QC CAN H3N1X9<br>https://www.arteliagroup.com | Non diffusé | Sabrina Charlebois<br>Téléphone: 450-686-6008<br>Courriel: offresdeservice-can@arteliagroup.com | **Transaction: (20401917)**<br>2026-01-15 10:22 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel |

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention

Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Corrado Entrepreneur Général
4000 boulevard le Corbusier, Bureau 200
Laval QC CAN H7L5R2
https://www.corradoconstruction.ca/

Publique

Département Estimation
Téléphone: 4385184936
Courriel:
estimation@corradoconstruction.ca

**Transaction: (20417049)**

2026-02-03 12:52

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
Téléchargement

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
Téléchargement

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan

Téléchargement
Devis
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin

Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LE GROUPE LML LTÉE<br>360 boul du Séminaire Nord Bureau 22<br>Saint-Jean-sur-Richelieu QC CAN J3B5L1<br>http://www.groupelml.ca | Non diffusé Koon Fung Ho<br>Téléphone: 4503471996<br>Courriel: estimation@groupelml.ca | **Transaction: (20407036)**<br>2026-01-21 15:16 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel |

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Construction Sorel Ltée.<br>1185, Chemin des Patriotes Sorel-Tracy QC<br>CAN J3P2N2<br>www.constructionsorel.com | Publique | Sylvain Descheneaux<br>Téléphone: 4507439764<br>Courriel:<br>estimation@constructionsorel.com | **Transaction: (20417090)**<br><br>2026-02-03 13:45 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin |

Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis

2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

EBC INC.
1095 rue Valets L'Ancienne-Lorette QC CAN
G2E4M7
http://www.ebcinc.com

Non diffusé

Estimation Civil
Téléphone: 4188720600
Courriel: estimationcivil@ebcinc.com

**Transaction: (20402244)**

2026-01-15 16:08

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Plan
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| NÉOLECT INC.<br>104 boul Montcalm Nord Candiac QC CAN J5R3L8 | Non diffusé | Marjolaine Emond<br>Téléphone: 4506595457<br>Courriel: marjolaine.emond@neolect.com | **Transaction: (20440107)**<br>2026-02-26 15:10 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Messagerie<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Messagerie<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>Messagerie<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Messagerie<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Messagerie |

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Messagerie
Bordereau numérique
Téléchargement

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Messagerie

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Messagerie

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Messagerie

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Messagerie
Bordereau numérique
Téléchargement

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-02-27 à 15:50 - Courriel<br><br>20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Messagerie<br><br>20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Messagerie<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Messagerie<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Messagerie<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel |
| | | | | Mode privilégié (plan): Messagerie |
| Filtrum inc.<br>430 rue des Entrepreneurs Québec QC<br>CAN G1M1B3<br>http://www.filtrum.qc.ca | Publique | Samuelle Auger-Chrétien<br>Téléphone: 8196990144<br>Courriel: soumission@filtrum.ca | **Transaction: (20402763)**<br>2026-01-16 09:30 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Messagerie<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan |

2026-01-30 à 15:05 - Messagerie
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Messagerie

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Messagerie

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Messagerie

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Messagerie

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin

Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Messagerie

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Messagerie

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Messagerie

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Messagerie
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Messagerie
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Messagerie |
| Construction Deric inc.<br>5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5<br>http://www.groupederic.ca | Publique | Isabelle Vézina - alexandre.coulombe@groupederic.ca<br>Téléphone: 4187812228<br>Courriel: isabelle.vezina@groupederic.ca | **Transaction: (20402194)**<br>2026-01-15 15:06 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel |

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| CONSTRUCTION GÉNIX INC.<br>1054, Boul. Bastien Québec QC CAN G2K1E6<br>http://genix.qc.ca | Non diffusé | Nathalie Lafontaine<br>Téléphone: 4186341807<br>Courriel:<br>adjointesoumission@genix.qc.ca | **Transaction: (20405825)**<br><br>2026-01-20 09:18 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin |

Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis

2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

LES ENTREPRISES GUY BEAULIEU 2009 INC.
73 boulevard de la seigneurie Est 300
Blainville QC CAN J7C4M9

Non diffusé

Maxime Lachaîne
Téléphone: 4508184422
Courriel: maxime@gbeaulieu.ca

**Transaction: (20406566)**

2026-01-21 06:06

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Plan
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel |
| ACQ Provinciale<br>9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2 | Non diffusé | Luc Claveau<br>Téléphone: 5143548249<br>Courriel: claveaul@acq.org | **Transaction: (20402651)**<br>2026-01-16 06:18 | Mode privilégié (plan): Courriel<br><br>20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel |

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>2026-02-27 à 15:50 - Courriel<br><br>20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel |
| | | | | Mode privilégié (plan): Courriel |
| ROXBORO EXCAVATION INC.<br>1620 Croissant Newman Dorval QC CAN H9P2R8 | Publique | Jérémie G. Théoret<br>Téléphone: 5146311888<br>Courriel: j.g.theoretss@roxboro.ca | **Transaction: (20406114)**<br>2026-01-20 14:24 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan |

2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin

Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| PRONEX EXCAVATION INC.<br>821, route 329 Lachute QC CAN J8H3W9<br>https://pronex.ca | Publique | Normand Julien<br>Téléphone: 450-562-9651<br>Courriel: estimation@pronex.ca | **Transaction: (20402711)**<br><br>2026-01-16 08:51 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel |

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Loiselle inc.(Abonnement)<br>280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield QC<br>CAN J6S6P7<br>http://www.loiselle.ca | Non diffusé | Olivier Gaignard<br>Téléphone: 4503734274<br>Courriel: soumissions@loiselle.ca | **Transaction: (20402990)**<br><br>2026-01-16 13:38 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin |

Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis

2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

LES SURFACES SÉCURITAIRES CARPELL INC. Publique
745, rue Vadnais Granby QC CAN J2J1H8
http://www.carpell.com

Dominic Deslandes
Téléphone: 4503612929
Courriel: estimation@carpell.com

**Transaction: (20460992)**

2026-03-19 09:51

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
Téléchargement

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
Téléchargement

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
Téléchargement

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
Téléchargement

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
Téléchargement

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Devis<br>Téléchargement<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Plan<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel |
| BÉTON PROVINCIAL LTÉE<br>8090, rue Boyer, Québec Québec QC CAN G2K1S9<br>www.betonprovincial.com | Non diffusé | Marie-Andrée Gilbert<br>Téléphone: 819-244-3330<br>Courriel: m.gilbert@betonprovincial.com | **Transaction: (20405340)**<br>2026-01-19 22:13 | Mode privilégié (plan): Courriel<br>Ne pas recevoir |
| Groupe de Construction Depiedmont Inc.<br>12770 rue du Parc Mirabel QC CAN J7W0W5<br>www.depiedmont.com | Publique | Jessica Verville<br>Téléphone: 4506971079<br>Courriel: jessica.verville@depiedmont.com | **Transaction: (20404919)**<br>2026-01-19 10:33 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis |

2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan

2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-02-25 à 08:50 - Courriel<br><br>20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-02-27 à 15:50 - Courriel<br><br>20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Construction Demathieu & Bard (cdb) inc.<br>170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme QC<br>CAN J7Y4P7<br>www.cdbtechno.com | Publique | Nancy Huneault<br>Téléphone: 4505698043<br>Courriel: n.huneault@cdbtechno.com | **Transaction: (20402675)**<br><br>2026-01-16 08:09 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel |

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan

2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| L. M. L. PAYSAGISTE ET FRÈRES INC.<br>11500, 26e avenue Montréal QC CAN H1E2Z5<br>https://www.lmlpaysagiste.com | Publique | Nathalie Dubois<br>Téléphone: 5147221744<br>Courriel: nathalie@lmlpaysagiste.com | **Transaction: (20414496)**<br><br>2026-01-30 13:46 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Messagerie<br>Plan<br>Messagerie<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C -<br>Suite<br>Devis<br>Messagerie<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C -<br>Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Messagerie<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Messagerie<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Messagerie<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel |

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Messagerie

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Messagerie

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Messagerie

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Messagerie

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan

2026-03-04 à 15:05 - Messagerie

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Messagerie

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Messagerie
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Messagerie
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Messagerie
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

POMERLEAU INC.
500, Rue Saint-Jacques, bureau 300
Montréal QC CAN H2Y1S1,

Non diffusé Stéphanie Larouche
Téléphone: 514-789-2728
Courriel:
stephanie.larouche@pomerleau.ca

**Transaction: (20421967)**

2026-02-09 08:55

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
Téléchargement

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
Téléchargement

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan

Téléchargement

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Téléchargement
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Téléchargement
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Téléchargement

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Téléchargement

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Téléchargement

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Téléchargement
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Téléchargement

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Téléchargement

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Téléchargement
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Téléchargement
Plan

2026-02-20 à 14:40 - Téléchargement

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Téléchargement
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Téléchargement
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Téléchargement

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Téléchargement

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Téléchargement

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Téléchargement
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Téléchargement
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Téléchargement

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Téléchargement

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Téléchargement
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Téléchargement
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Téléchargement

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Téléchargement
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Téléchargement

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Téléchargement
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Téléchargement
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Téléchargement

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Téléchargement

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Téléchargement

Mode privilégié (plan): Courriel

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| GRANDE WATER MANAGEMENT SYSTEMS | Publique | Francis Grande<br>Téléphone: 4503151115 | **Transaction: (20407905)** | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3950 Montee Masson Laval QC CAN H7B1C4<br>http://www.grandeinc.com | Courriel: fgrande@grandeinc.com | 2026-01-22 11:47 | 2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-09 à 16:10 - Courriel<br><br>20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-02-12 à 12:00 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-12 à 12:00 - Courriel<br>Devis<br>2026-02-12 à 12:00 - Courriel |

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis

2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.<br>118 de la Gare Saint-Henri QC CAN G0R3E0<br>http://www.allen-entrepreneurgeneral.com | Non diffusé | Éric Labrie<br>Téléphone: 418-781-2339<br>Courriel: ericlabrie@cwallen.qc.ca | **Transaction: (20401819)**<br>2026-01-15 09:13 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>2026-01-26 à 10:50 - Courriel<br><br>20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Plan<br>2026-01-30 à 15:05 - Courriel<br><br>20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Plan<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 16:10 - Courriel<br><br>20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C<br>Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction |

d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | d'un bassin<br>Devis<br>2026-02-25 à 08:50 - Courriel<br><br>20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-02-27 à 15:50 - Courriel<br><br>20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-04 à 15:05 - Courriel<br><br>20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Plan<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-11 à 09:20 - Courriel<br><br>20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Bordereau numérique<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Plan<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br>Devis<br>2026-03-16 à 11:55 - Courriel<br><br>20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-18 à 15:35 - Courriel<br><br>20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C<br>Construction d'un bassin de rétention<br>Devis<br>2026-03-23 à 12:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| GTRTurf / Team Rochon Inc. / Shaw<br>298 Cote St-Nicolas Saint-Colomban QC<br>CAN J5K1M2<br>http://www.gtrturf.com | Publique | Jacques Zara<br>Téléphone: 4503043092<br>Courriel: j.zara@gtrturf.com | **Transaction: (20462404)**<br>2026-03-20 10:02 | 20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Téléchargement<br><br>20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite<br>Devis |

Téléchargement

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction

d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
Téléchargement

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin

Plan 3D
Téléchargement

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
Téléchargement

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
Téléchargement

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
Téléchargement

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement
Plan
Téléchargement

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
Téléchargement

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement
Devis
Téléchargement

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
Téléchargement
Devis
Téléchargement

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
Téléchargement
Plan
Téléchargement

Devis
Téléchargement

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
Téléchargement

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Duroking Construction
12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel
QC CAN J7J0E9
http://www.duroking.com

Non diffusé

Estimation Duroking
Téléphone: 450-430-3878
Courriel: estimation@duroking.com

**Transaction: (20404952)**

2026-01-19 10:54

20089815 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C
Bordereau numérique
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel
Plan
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089818 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20089819 - Addenda 1 - DPM-P2506-195981-C - Suite
Devis
2026-01-26 à 10:50 - Courriel

20091006 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-01-30 à 15:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20091008 - Addenda 2 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-01-30 à 15:05 - Courriel

20092112 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092114 - Addenda 3 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-05 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-05 à 16:10 - Courriel

20092658 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20092659 - Addenda 4 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-09 à 16:10 - Courriel

20093442 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-12 à 12:00 - Courriel
Devis
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093447 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093448 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093449 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093451 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093452 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093453 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093454 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20093455 - Addenda 5 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan
2026-02-12 à 12:00 - Courriel

20094389 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-17 à 14:30 - Courriel
Plan
2026-02-17 à 14:30 - Courriel

20094415 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D

2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094417 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094418 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094419 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094421 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094422 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20094423 - Addenda 6 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Plan 3D
2026-02-17 à 15:00 - Courriel

20095351 - Addenda 7 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Bordereau numérique
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Devis
2026-02-20 à 14:40 - Courriel
Plan
2026-02-20 à 14:40 - Courriel

20095938 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Plan
2026-02-25 à 08:45 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-25 à 08:45 - Courriel

20095939 - Addenda 8 - DPM-P2506-195981-C
Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin
Devis
2026-02-25 à 08:50 - Courriel

20096899 - Addenda 9 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-02-27 à 15:50 - Courriel

20097825 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Devis
2026-03-04 à 15:05 - Courriel
Plan

2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20097829 - Addenda 10 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-04 à 15:05 - Courriel

20099217 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Bordereau numérique
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20099219 - Addenda 11 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Plan
2026-03-11 à 09:20 - Courriel
Devis
2026-03-11 à 09:20 - Courriel

20100356 - Addenda 12 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Bordereau numérique
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Plan
2026-03-16 à 11:55 - Courriel
Devis
2026-03-16 à 11:55 - Courriel

20101114 - Addenda 13 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-18 à 15:35 - Courriel

20101924 - Addenda 14 DPM-P2506-195981-C
Construction d'un bassin de rétention
Devis
2026-03-23 à 12:00 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec
© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0107**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 24 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative
Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES DPM-P2506-195981-C**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Ouvrage de rétention Saint-Jacques - Construction d'un bassin de rétention de 15 000 $m^3$ dans l'arrondissement du Sud-Ouest » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| CONSTRUCTION DERIC INC. | 71 968 196,89 $ |
| POMERLEAU INC. | 64 071 879,78 $ |
| PRONEX EXCAVATION INC. | 46 099 413,96 $ |
| ROXBORO EXCAVATION INC. | 56 872 630,80 $ |

L'appel d'offres du Service de l'eau a été publié le 15 janvier ainsi que les 9 et 17 février 2026 dans le quotidien Le Devoir. Il a également été publié le 15 janvier ainsi que les 5 et 12 février 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des projets majeurs, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
D.P.M. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Tshibidi Lembe
Signature numérique de Tshibidi Lembe
Date : 2026.03.25 11:58:36 -04'00'

Tshibidi Lembe
Agent de bureau – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission**

**Dossier # : 1269897001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1854 Intervention et répartition des coûts GDD1269897001.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe- Bureau du président pour Candy Yu Wu
**Tél :** 514-384-6840

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Robert GAUTHIER
Président

**Tél :** 514-384-6840
**Division :** Bureau du président

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs**

**Dossier # : 1269897001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1269897001_retention St Jacques.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ana Maria CORNEJO
Agente de gestion des ressources financières

**Tél :** 514-812-1873

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-07

Yacouba TAPSOUKE
chef(fe) de division - ressources financieres, materielles et informationnelles (arrond.)
**Tél :** 514-294-1302
**Division :** Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269897001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1269897001 - DGA.xlsx

1269897001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

TBL_195981-Répartition des coûts 2025 V12.2_R00.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabel MAC QUHAE ALONZO
Preposee au budget
**Tél :** 514 8720766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Francis PLOUFFE
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Le Sud-Ouest
Montréal

**Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel**

| **N° de dossier : 12669897001** | L'ouvrage de rétention Saint Jacques |
|---|---|

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement du Sud-Ouest porte principalement sur les éléments suivants de l'objet :

*" Autoriser la dépense assumée par l'arrondissement du Sud-Ouest de 611 082,75 $, taxes incluses, dans le cadre des travaux de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques entre les rues Saint-Jacques et Coursol et entre rue des Seigneur et rue Georges-Vanier sous la responsabilité de la Direction des projets majeurs du Service de l'eau de la Ville de Montréal. Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C - 4 soumissionnaires "*

**Informations budgétaires:**

**Provenance**
Projet : 55736 -Programme de réfection routière
Sous-projet: 2655736 001-Enveloppe programme de réfection routière 2026-2035
SIMON : 206067
Réquerant: Arrondissement du Sud-Ouest
Budget : ARRON
Montant: 465 k

**Imputation:**
Projet : 55736 -Programme de réfection routière
Sous-projet: 2655736 016-Réfection intersection St-Jacques/des Seigneurs 2026
SIMON : 207947
Réquerant: Arrondissement du Sud-Ouest
Budget : ARRON
Montant: 465 k

**Provenance**
Projet : 55833 - Projets de protection
Sous-projet: 2655833 002- Report des budgets non utilisés de dépenses en immo 2025-arrondissement
SIMON : 207486
Réquerant: Arrondissement du Sud-Ouest
Budget : ARRON
Montant: 93 k

**Imputation:**
Projet : 55736 -Programme de réfection routière
Sous-projet: 2655736 016-Réfection intersection St-Jacques/des Seigneurs
SIMON : 207947
Réquerant: Arrondissement du Sud-Ouest
Budget : ARRON
Montant: 93 k

**Informations comptables:**

Suite à l'approbation du présent dossier par le Conseil d'arrondissement, les virements suivants seront réalisés:

| | | | | **2026** |
|---|---|---|---|---|
| | **Dépenses (avant taxes )** | **Dépenses (taxes incluses)** | **Crédits (nets de ristournes )** | **Crédits nets arrondis au $ supérieur** |
| **Virement** | | | | |
| **Provenance :** | | | | |
| 6434.3425001.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 | 531,491.85 $ | 611,082.75 $ | 558,000.00 $ | 558,001 $ |
| **Imputation :** | | | | |
| 6434.3425001.801350.03103.57201.000000.0000.207947.000000.17030.00000 | 462,166.82 $ | 531,376.30 $ | 485,217.39 $ | 485,218 $ |
| *Contrat* | | | | |
| 6434.3425001.801350.03103.57201.000000.0000.207947.070008.17030.00000 | 69,325.02 $ | 79,706.45 $ | 72,782.61 $ | 72,783 $ |
| *Contingences* | | | | |

Prendre note que les imputations comptables mentionnées ci-dessus ne sont pas définitives et pourraient être modifiées dans le respect de l'enveloppe globale.

**NO. / PROJET** **195981**
**Titre:** **Ouvrge de rétention Saint-Jacques**
**Travaux:** **Aménagement de saillies de trottoirs incluant déplacement de feu**
**Budget:** **Arrondissement Le Sud Ouest**
**ÉTAPE :** **Soumission**

**Résumé de l'estimation des travaux de l'Arrondisse**

| Discipline |
|---|
| Civil |
| Paysage |
| Feux de circulation |
| Bases et massifs pour feux de circualtion |
| Contrat |

**Contingences et risques (15%)**
**Grand total**

Re: GDD 1269825001 - CA d'avril - Attente de données du service de l'eau

Ahcene LOUNNAS
À : Justine DESBIENS; Serge FILION
Cc : Ana Maria De Lourdes CORNEJO ARENAS; Isabelle Simonne L'ECU

Bonjour Justine,

Nous acceptons votre proposition. L'arrondissement mobilisera donc un montant de

Salutations

Ahcène Lounnas, Ing. M. Ing.

Service de l'eau
Montréal

Direction des projets majeurs
12001, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (QC) H1C 1V3
Cell.: 514-654-4524
Fax.: 514-280-4387
Courriel : ahcene.lounnas@montreal.ca
Réservez une heure pour me rencontrer

**x de circulation**

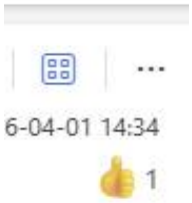
**ement**

| | Majoration 20% | | |
|---|---|---|---|
| **Couts avant taxes)** | Avant taxes | Taxes incluses | Net de ristourne |
| 198,905.00 $ | 241,090.72 $ | 277,194.05 $ | 253,115.11 $ |
| 47,945.00 $ | 58,113.64 $ | 66,816.16 $ | 61,012.06 $ |
| 91,145.00 $ | 110,475.92 $ | 127,019.69 $ | 115,985.91 $ |
| 43,302.53 $ | 52,486.55 $ | 60,346.41 $ | 55,104.32 $ |
| **381,297.53 $** | **462,166.82 $** | **531,376.30 $** | **485,217.39 $** |
| 57,194.63 $ | 69,325.02 $ | 79,706.45 $ | 72,782.61 $ |
| **438,492.16 $** | **531,491.85 $** | **611,082.75 $** | **558,000.00 $** |




YER

e 558 k $ net de ristourne soit : 531 491.84 avant taxes.


6-04-01 14:34
1

| Source no |
| --- |
| 3405525 |
| 3406002 |
| 3412003 |
| 3412010 |
| 3412015 |
| 3414001 |
| 3414021 |
| 3414023 |
| 3415014 |
| 3417003 |
| 3417004 |
| 3418001 |
| 3419008 |
| 3419014 |
| 3419015 |
| 3419016 |
| 3419017 |
| 3420013 |
| 3422001 |
| 3422003 |
| 3423001 |
| 3423002 |
| 3425001 |
| 3425002 |
| 3425003 |
| 3425004 |
| |
| Totaux |

| Source description | Projet Investi |
|---|---|
| RCA05 22012 Programmes de protection de bâtiments CA05 220245 | 98000 - G980 |
| RCA06 22002 Réfection et protection d'immeuble 2006-2007 CA06 220015 | 98000 - G980 |
| RCA12 22003 Aménagement divers parcs CA11 220445 | 98000 - G980 |
| RCA12 22008 Réfection divers immeubles CA12 22 0265 | 98000 - G980 |
| RCA12 22011 Réaménagement parcs et amélioration airs jeux CA12 22 0348 | 98000 - G980 |
| RCA14 22001 Réaméagement parcs/aires jeux CA14 220030 | 98000 - G980 |
| RCA14 22021 Prog.de réfection routière CA14 22 0536 | 98000 - G980 |
| RCA14 22023 Réfection/protection bâtiments CA14 22 0538 | 98000 - G980 |
| RCA15 22014 Réaménagement parcs/aires jeux CA15 220425 | 98000 - G980 |
| RCA17 22003 Réam. parcs/amél. aires jeux CA17 22 0108 | 98000 - G980 |
| RCA17 22004 Réfection/protection bâtiments CA17 22 0109 | 98000 - G980 |
| RCA18 22001 mesures apaisement circulation de l'arrondissement CA18 22 0019 | 98000 - G980 |
| RCA19 22008 Programme mise à niveau immeubles CA19 220274 | 98000 - G980 |
| RCA18 22014 Programme réfection routière CA18 22 0328 | 98000 - G980 |
| RCA18 22015 Dévelop. et mise à niveau Parcs CA18 22 0329 | 98000 - G980 |
| RCA18 22016 Mise à niveau de l'éclairage des rues CA18 22 0330 | 98000 - G980 |
| RCA18 22017 Programme agriculture urbaine CA18 22 0331 | 98000 - G980 |
| RCA19 22013 Acquisition petits équipements CA19 220382 | 98000 - G980 |
| RCA22 22001 RR/îlots fraicheur CA22 220015 | 98000 - G980 |
| RCA22 22003 Immeubles CA22 220120 | 98000 - G980 |
| RCA23 22001 Équipement/éclairage rues CA23 220047 | 98000 - G980 |
| RCA23 22002 Parcs CA23 220048 | 98000 - G980 |
| RCA25 22001 Réf. rout./piétonnis. des rues/apais. circ./créat. îlots de fraîch. CA25 220027 | 98000 - G980 |
| RCA25 22002 Constr./rénov./acquis.des imm.CA25 220028 | 98000 - G980 |
| RCA25 22003 Développ. des parcs CA25 220029 | 98000 - G980 |
| RCA25 22004 acqui.mob.urb/petit équip/mat. Inf & éclair.rues CA25 220030 | 98000 - G980 |

| Projet Simon | Sous projet no | Compte GL no |
|---|---|---|
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3405525.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3406002.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3412003.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3412010.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3412015.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3414001.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3414021.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3414023.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3415014.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3417003.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3417004.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3418001.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3419008.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3419014.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3419015.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3419016.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3419017.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3420013.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3422001.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3422003.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3423001.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3423002.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3425001.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3425002.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3425003.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |
| 102589 - CRE | 6800000053 | 6434.3425004.801350.01909.57201.000000.0000.102589.000000.98001.00000 |

| Crédit autorisé projet 2026 | Réel projet 2025 | Réel mars 2026 | Réel projet 2026 | Engagement | Réel projet + engagement | Crédit autorisé disponible |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12,835.24 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 12,835.24 $ |
| 0.02 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 0.02 $ |
| 13,900.00 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 13,900.00 $ |
| 0.01 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 0.01 $ |
| 61,409.26 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 61,409.26 $ |
| 18,853.13 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 18,853.13 $ |
| 46,246.69 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 46,246.69 $ |
| 35,684.07 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 35,684.07 $ |
| 21,235.94 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 21,235.94 $ |
| 23,008.35 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 23,008.35 $ |
| 25,475.06 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 25,475.06 $ |
| 10,321.59 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 10,321.59 $ |
| 137,907.73 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 137,907.73 $ |
| 4,887.13 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 4,887.13 $ |
| 96,883.29 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 96,883.29 $ |
| 11,919.26 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 11,919.26 $ |
| 38,034.55 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 38,034.55 $ |
| 79.30 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 79.30 $ |
| 80,461.93 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 80,461.93 $ |
| 1,963.94 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 1,963.94 $ |
| 3,794.88 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 3,794.88 $ |
| 1,275,129.77 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 1,275,129.77 $ |
| 4,980,587.31 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 4,980,587.31 $ |
| 2,927,927.83 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 2,927,927.83 $ |
| 4,658,000.00 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 4,658,000.00 $ |
| 584,778.90 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 584,778.90 $ |
| | | | | | | |
| 15,071,325.18 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 15,071,325.18 $ |

| Crédit autorisé disponible % |
| --- |
| 100.00% |
| 100.00% |
| 100.00%

## Informations financières pour dépenses PDI

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1269897001** |
| **Service** | **EAU** |
| **Direction** | **DGA** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagement #** | **CC69897001** | **Date** | **4/10/2026** |

**Objet GDD**

**Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour l'exécution des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacque d'une capacité de 15 000 m3 dans l'arrondissement Le Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C - 4 soumissionnaires - 1 conforme**

**Informations comptables**

**Provenance**

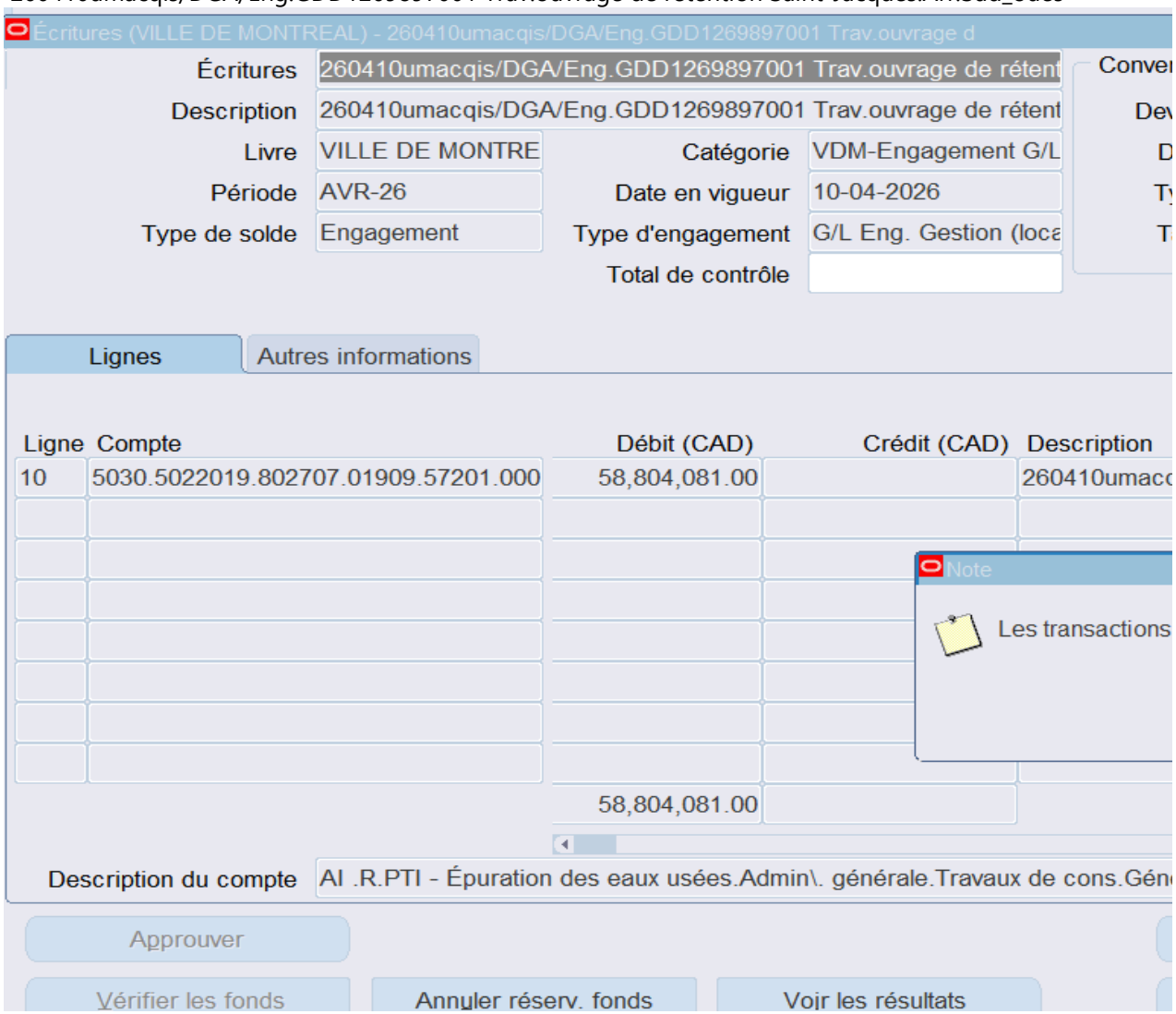
| **PG 56527 - Plan directeur de drainage-travaux MAN bassins de rétention** | | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement 22-019 | 5030.5022019.802707.01909.57201.000000.0000.190180.000000.98001.00000 | 56,010,553.98 $ | 64,398,134.44 $ | 58,804,080.36 $ | 58,804,081.00 $ |

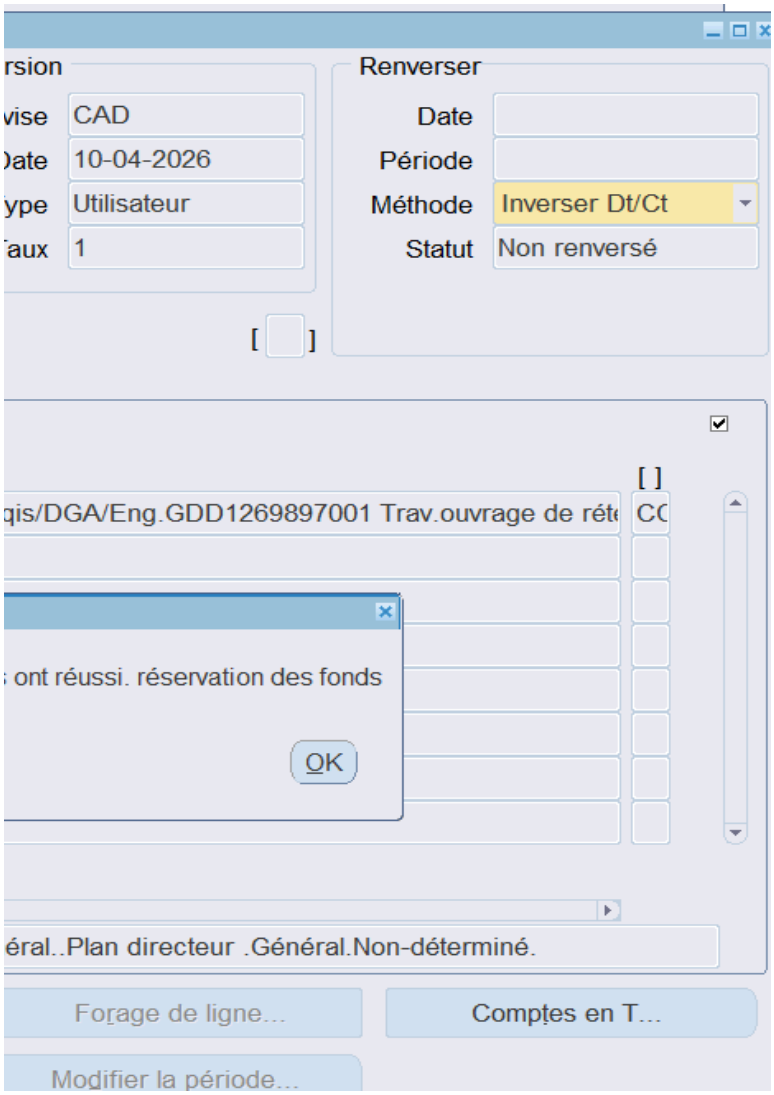
**Imputations**

| **Projet 56527** | **Ouvrage de rétention Saint-Jacques** | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 5030.5022019.802732.04161.57201.000000.0000.195981.000000.12030.00000 | 46,461,851.05 $ | 53,419,513.24 $ | 48,779,135.87 $ | 48,779,136 $ |
| Contingences | 5030.5022019.802732.04161.57201.000000.0000.195981.070008.12030.00000 | 7,248,702.94 $ | 8,334,196.20 $ | 7,610,231.99 $ | 7,610,232 $ |
| Incidences professionnelles | 5030.5022019.802732.04161.54301.000000.0000.208311.070003.12030.00000 | 2,300,000.00 $ | 2,644,425.00 $ | 2,414,712.50 $ | 2,414,713 $ |
| **Sous-total** | | 56,010,553.98 $ | 64,398,134.44 $ | 58,804,080.36 $ | 58,804,081.00 $ |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Total DGA** | **56,010,553.98 $** | **64,398,134.44 $** | **58,804,080.36 $** | **58,804,081.00 $** |

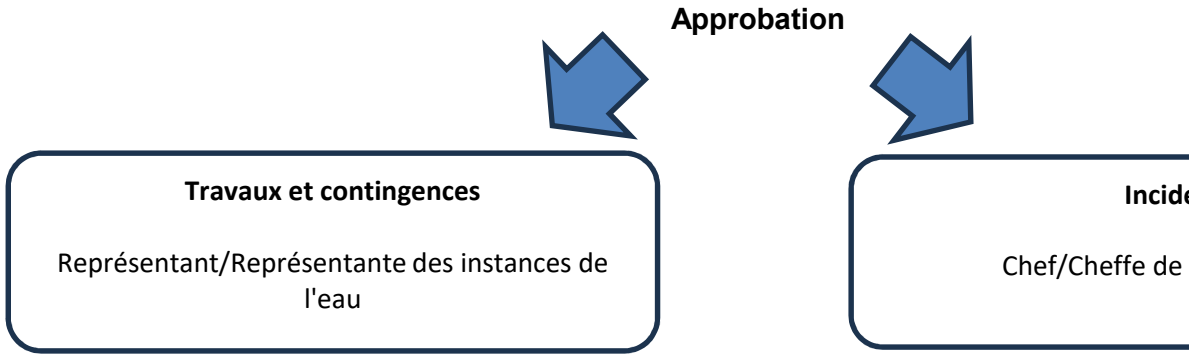
CC69897001
260410umacqis/DGA/Eng.GDD1269897001 Trav.ouvrage de rétention Saint-Jacques.Arr.Sud_oues



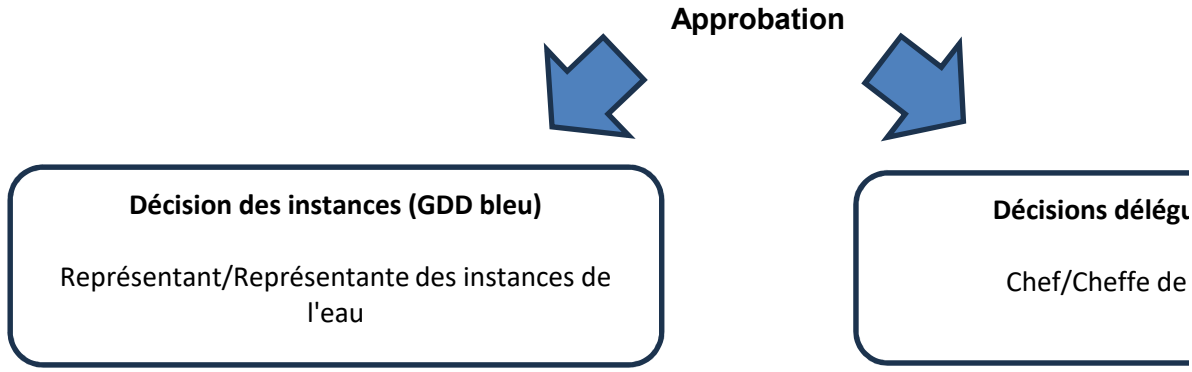

rsion
vise
CAD
)ate
10-04-2026
ype
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
[ ]
qis/DGA/Eng.GDD1269897001 Trav.ouvrage de réte
CC
ont réussi. réservation des fonds
OK
éral..Plan directeur .Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

De quelle façon les incidences sont approuvées (cas 1, 2 ou 3)?

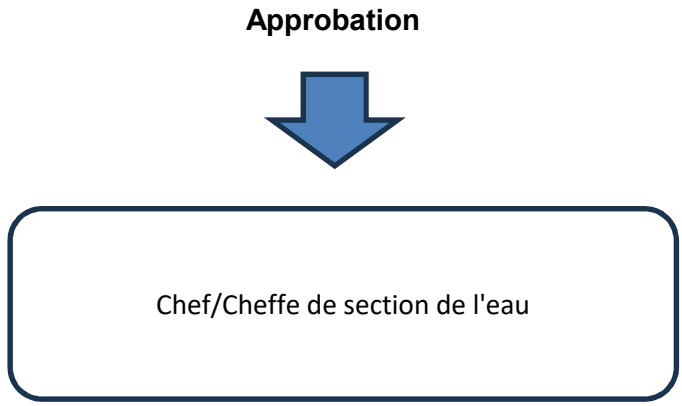
Cas #1 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) incluant des **travaux/contingences et une**




Cas #2 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) ou d'une décisions déléguées (GDD jaune)




Cas #3 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) qui comprend une entente-cadre au niveau




Vérifier dans l'annuaire du personnel le responsable associé à l'UADM. Voici le lien de Intranet: http://annuaire

| | Niveau C (Chef de section) | Niveau B (Chef de division) | Niveau A |
|---|---|---|---|
| **Unité Nord** | Cheffe/Chef de section D | | |
| Ahuntsic-Cartierville | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Anjou | 490202**03**0000 | 4902**02**000000 | **4902**00 |
| CDNNDG | | | |
| L'île-Bizard-Sainte-Geneviève | | | |
| Montréal-Nord | | | |
| Pierrefonds-Roxboro | | | |
| Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles | | | |
| Saint-Laurent | | | |
| Saint-Léonard | | | |
| Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension | | | |
| **Unité Sud** | Cheffe/Chef de section D | | |
| Lachine | 490202**04**0000 | | |
| LaSalle | | | |
| Le Plateau-Mont-Royal | | | |
| Le Sud-Ouest | | | |
| Mercier-Hochelaga-Maisonneuve | | | |
| Outremont | | | |
| Rosemont-La Petite-Patrie | | | |
| Verdun | | | |
| Ville-Marie | | | |

**enveloppe globale des incidences**.

**ences**

section de l'eau

| Niveau d'approbation requis |
|---|
| Niveau C (Chef de section) |
| Niveau B (Chef de division) |
| Niveau A (Directeur) |
| Représentant des instances |

contenant **uniquement des incidences.**

**ıées (GDD jaune)**

section de l'eau

| Niveau d'approbation requis |
|---|
| Niveau C (Chef de section) |
| Niveau B (Chef de division) |
| Niveau A (Directeur) |
| Représentant des instances |

du fournisseur **des incidences.**

| Niveau d'approbation requis |
|---|
| Niveau C (Chef de section) |
| Niveau B (Chef de division) |
| Niveau A (Directeur) |
| Représentant des instances |

e/

**(Directeur)**

**Représentant/Représentante des instances**

Francis Plouffe

Représentant/Re

| | |
|---|---|
| Reak Sa Sen | Représentant/Re |
| Anne Guignard | Représentant/Repré |
| Hugo LeBlais | Représentant/Re |
| Julie Brosseau | Représentant/Re |
| Catherine Tougas | Représentant/Re |
| Julie Mota | Représentant/Re |

000000

| Dépenses de services professionnelles | Dépenses de services autres que professionnelles | Dépenses d |
|---|---|---|
| Moins de 30 000$ | Moins de 45 000$ | M |
| Moins de 45 000$ | Moins de 75 000$ | M |
| Moins de 150 000$ | Moins de 150 000$ | Mo |
| Supérieur à 150 000$ | Supérieur à 150 000$ | Sup |

| Dépenses de services professionnelles | Dépenses de services autres que professionnelles | Dépenses d |
|---|---|---|
| Moins de 30 000$ | Moins de 45 000$ | M |
| Moins de 45 000$ | Moins de 75 000$ | M |
| Moins de 150 000$ | Moins de 150 000$ | Mo |
| Supérieur à 150 000$ | Supérieur à 150 000$ | Sup |

| Dépenses de services avec entente-cadre |
|---|
| Moins de 20 000$ |
| Moins de 30 000$ |
| Transféré au représentant des instances |
| Jusqu'au maximum du budget accordé |

eprésentante des instances DGA

| |
|---|
| eprésentante des instances DRE |
| sentante des instances DEEU / DPM |
| eprésentante des instances DSP |
| eprésentante des instances DEP |
| eprésentante des instances SIRR |
| eprésentante des instances SUM |

| de biens et exécution de travaux |
| --- |
| oins de 45 000$ |
| oins de 75 000$ |
| oins de 250 000$ |
| érieur à 250 000$ |


| de biens et exécution de travaux |
| --- |
| oins de 45 000$ |
| oins de 75 000$ |
| oins de 250 000$ |
| érieur à 250 000$ |

# Services

**Service de l'Eau**

**Service de l'Urbanisme et Mobilité**

**Service de l'infrasctructure du réseau routier**

**Espace pour la vie**

**Service de l'habitation**
**Service des technologies de l'information**
**Service des grands parcs, du mont-royal et des sports**
**Service des grands parcs, du mont-royal et des sports**
**Service de la culture**

**Service De La Gestion Et De La Planification Des Immeubles**

# Direction (Excécutant)

Direction des réseaux d'eau
Direction de l'Eau Potable
Direction de l'épuration des eaux usées
Direction de la gestion des actifs
Directions des projets majeurs

Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire
Division des projets urbains

Direction des projets d'aménagement urbain

Si exécutant SIRR Géneral
Exécutant UADM - 3003 - Real.Proj.Infra.Urb. - Requérant UADM - 3009 - Ges
Exécutant UADM - Different exécutant - Requérant UADM - 3009 - Ges.Inf.Ur
Exécutant SIRR Géneral RESP privée requerant Eau

Direction de l'Espace pour la vie

Direction Habitation
Technologies de l'information
Direction des grands parcs, mont Royal et sports
Direction Sports
Direction - Culture

Direction de la gestion de projets immobiliers

# Compte de retenue

6101.0000000.802705.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802706.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802707.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802728.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802732.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802716.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802701.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802710.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802730.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802731.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.803506.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6107.0000000.802502.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802715.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.803402.00000.21101.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802503.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802505.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802501.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.803403.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

# Exception

Le compte général débutant par 5030 ne doit plus être utilisé pour les nouveaux dossiers

Cependant, les contrats **en cours qui ont été amorcés** avec le compte 5030 peuvent être complétés avec ce même compte.

Le sous-objet **001027** ne doit plus être utilisé pour les nouveuax dossiers. Cependant les contrats existants qui l'ont déjà intégré pourront le maintenir

Les centres de responsabilité **802712** et **802722** ne doivent plus être utilisé pour les nouveuax dossiers. Cependant les contrats existants qui l'ont déjà intégré pourront le maintenir

| | |
|---|---|
| **Dossier réseau** | 1269897001 Ouvrage de rétention Sud-Ouest |
| **Nom du fichier** | 1269897001 Certification de fonds - PDS Brennan |
| **# Engagement** | GDD1269897001 Ouvrage de rétention Sud-Ouest |
| **Nom du lot** | 260410umori1o - ENG GP69897001 - GDD1269897001 Ouvrage de rétention Sud-C |

| **Création de l'engagement** | | |
|---|---|---|
| **Objet GDD** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour l'exécution des travaux de cons | |
| **Date** | 4/10/2026 | AAAA-MM-JJ |
| **Code U** | umori1o | Uxxxxxx |
| **Résumé de la dépense** | Ouvrage de rétention Sud-Ouest | Ex : Soutien financier programme sport |
| **Taxable** | Non | Oui / Non |
| **GDD** | 1269897001 | Ex : 1234567890 |
| **Service** | GRANDS PARCS | GRANDS PARCS |
| **No engagement** | GP69897001 | Ex : CU34567890 |
| **Fournisseur** | Roxboro Excavation inc. | Plus de 1 fournisseurs = Fournisseurs multiples |

| | | | **DÉBIT** |
|---|---|---|---|
| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | - |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | 0.04 |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | - |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | 0.04 |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | - |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | 0.04 |

COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | - |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | 0.04 |

COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | - |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | 0.04 |

COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation

Certification de fonds
PDS Brennan
CERTIFICATION DE FONDS
BUDGET DE FONCTIONNEMENT
PDI
À sélectionner
Oui
Non

| | |
|---|---|
| À sélectionner | |
| BUREAU INSPECTEUR GÉNÉRAL | BIG |
| CULTURE | CU |

| | |
|---|---|
| DIVERSITÉ SOCIALE | DI |
| GRANDS PARCS | GP |
| HABITATION | HA |
| TECHNOLOGIES DE L'INFORMAT | TI |
| URBANISME ET MOBILITÉ | UM |

| | | | |
|---|---|---|---|
| )uest | | **Nom du lot** | 000100 - ENG GP6989 |
| struction de l'ouvrage de rétention de 15 000 m3 | | | |

| | |
|---|---|
| **Date** | |
| **Code U** | |
| **Résumé de la dépense** | Ouvrage de rétention Sud-Ouest |
| **GDD** | 1269897001 |
| **No engagement** | GP69897001 |
| **Action** | Liquidation |

| | | CRÉDIT | |
|---|---|---|---|
| **Description ligne** | | **ENG** | **Description ligne** |
| ENG2026;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | | - | ENG2026;Roxboro Exc |
| ENG2027;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | | 0.01 | ENG2027;Roxboro Exc |
| ENG2028;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | | 0.01 | ENG2028;Roxboro Exc |
| ENG2029;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | | 0.01 | ENG2029;Roxboro Exc |
| ENG2030;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | | 0.01 | ENG2030;Roxboro Exc |

| | | |
|---|---|---|
| **Description ligne** | **ENG** | **Desc** |
| ENG2026;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | - | ENG2026;Roxboro Exc |
| ENG2027;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2027;Roxboro Exc |
| ENG2028;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2028;Roxboro Exc |
| ENG2029;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2029;Roxboro Exc |
| ENG2030;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2030;Roxboro Exc |

| | | |
|---|---|---|
| **Description ligne** | **ENG** | **Desc** |
| ENG2026;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | - | ENG2026;Roxboro Exc |
| ENG2027;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2027;Roxboro Exc |
| ENG2028;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2028;Roxboro Exc |
| ENG2029;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2029;Roxboro Exc |
| ENG2030;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2030;Roxboro Exc |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | - | ENG2026;Roxboro Exc |
| ENG2027;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2027;Roxboro Exc |
| ENG2028;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2028;Roxboro Exc |
| ENG2029;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2029;Roxboro Exc |
| ENG2030;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2030;Roxboro Exc |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | - | ENG2026;Roxboro Exc |
| ENG2027;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2027;Roxboro Exc |
| ENG2028;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2028;Roxboro Exc |
| ENG2029;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2029;Roxboro Exc |
| ENG2030;Roxboro Excavation inc.;;GDD126989700 | 0.01 | ENG2030;Roxboro Exc |

97001 - GDD1269897001 Ouvrage de rétention Sud-Ouest Liquidation

**Liquidation engagement**

| AAAA-MM-JJ |
| --- |
| Uxxxxxx |

| |
| --- |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 |

| cription ligne |
| --- |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |

| cription ligne |
| --- |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |

| cription ligne |
| --- |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |

| cription ligne |
| --- |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |
| cavation inc.;0;GDD1269897001 Liquidation |

**PDS Brennan - PDI - GRANDS PARCS**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1269897001** |
| **No d'engagement** | **CC69897001** |

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour l'exécution des travaux de construction de l'ouvrage de rétention de 15 000 m3 dans l'arrondissement Le Sud-Ouest - Dépense totale de 65 403 525.42 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C - 4 soumissionnaires - 1 conforme

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

| **23-001 Installations sportifs extérieures CM23 0086** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| RE 23-001 | 6101.7723001.802505.01909.57201.000000.0000.166835.000000.98001.00000 | 1,333,140.56 $ | 1,532,778.36 $ | 1,399,630.95 $ | 1,399,631 $ |

***Imputations à des fins de bon de commande***

| **38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE)** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6101.7720031.802505.07165.57201.000000.0000.208289.000000.15036.00000 | 1,333,140.56 $ | 1,532,778.36 $ | 1,399,630.95 $ | 1,399,631 $ |

Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| 38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE) | 0 | 560 | 840 | - | 1,400 |

**PDS Brennan - PDI - URBANISME ET MOBILITE**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1269897001** |
| **No d'engagement** | **CC65897001** |

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour l'exécution des travaux de construction de l'ouvrage de rétention de 15 000 m3 dans l'arrondissement Le Sud-Ouest - Dépense totale de 65 403 525.42 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C - 4 soumissionnaires - 1 conforme

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

| **25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| RE 25-005 | 6101.7725005.802701.01909.57201.000000.0000.198105.000000.98001.00000 | 20,849.42 $ | 23,971.62 $ | 21,889.28 $ | 21,891 $ |

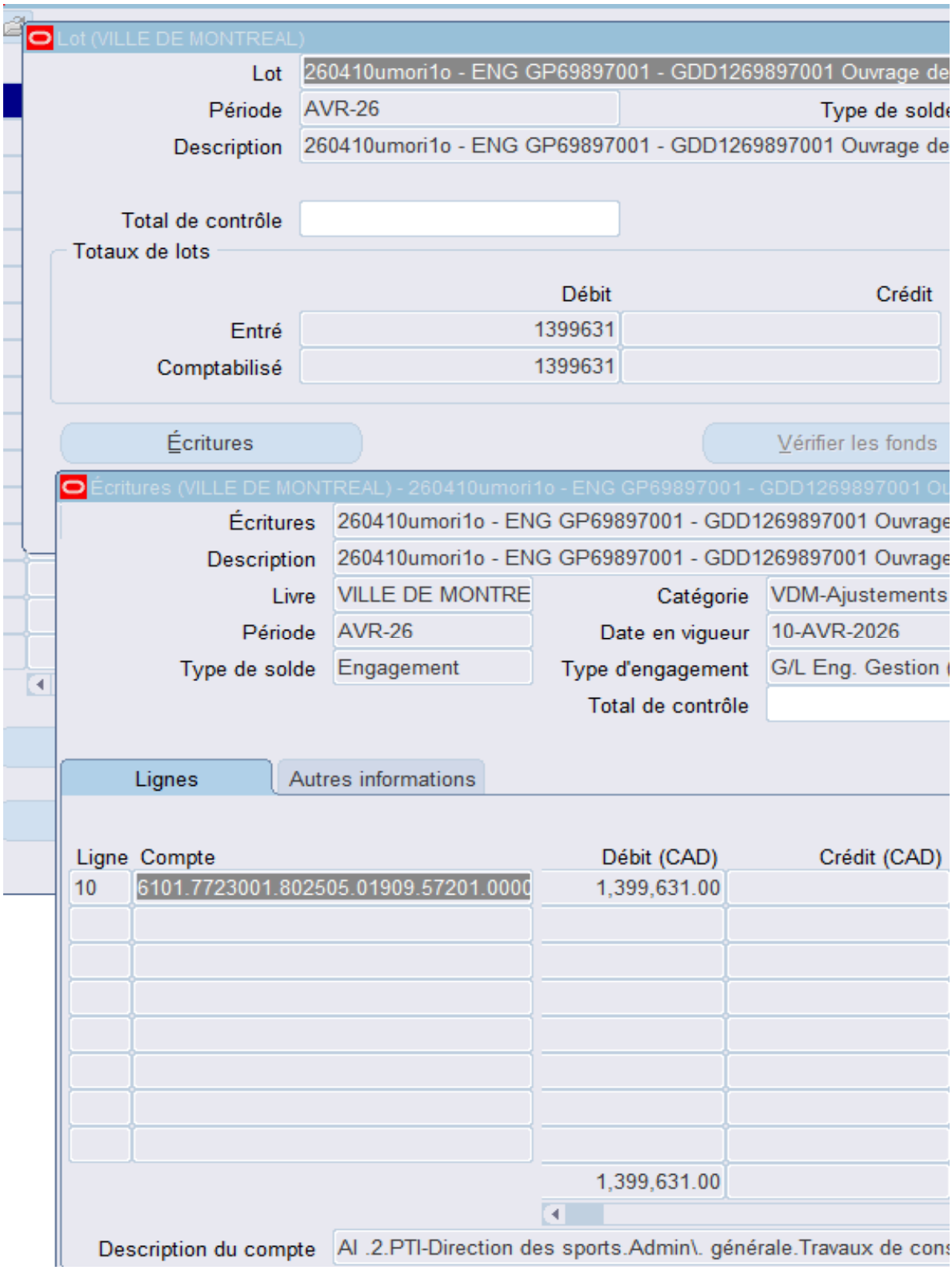
***Imputations à des fins de bon de commande***

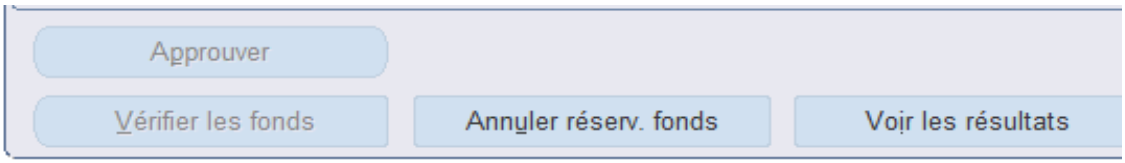
| **75110 - Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.208000.000000.45010.00000 | 11,370.41 $ | 12,846.63 $ | 11,730.68 $ | 11,731 $ |
| Contingences | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.208000.070008.45010.00000 | 1,676.01 $ | 1,926.99 $ | 1,759.60 $ | 1,760 $ |
| Incidences | 6101.7725005.802727.06819.54590.000000.0000.208288.070003.45010.00000 | 8,000.00 $ | 9,198.00 $ | 8,399.00 $ | 8,400 $ |
| **Total dépense** | | **20,849.42 $** | **23,971.62 $** | **21,889.28 $** | **21,891 $** |

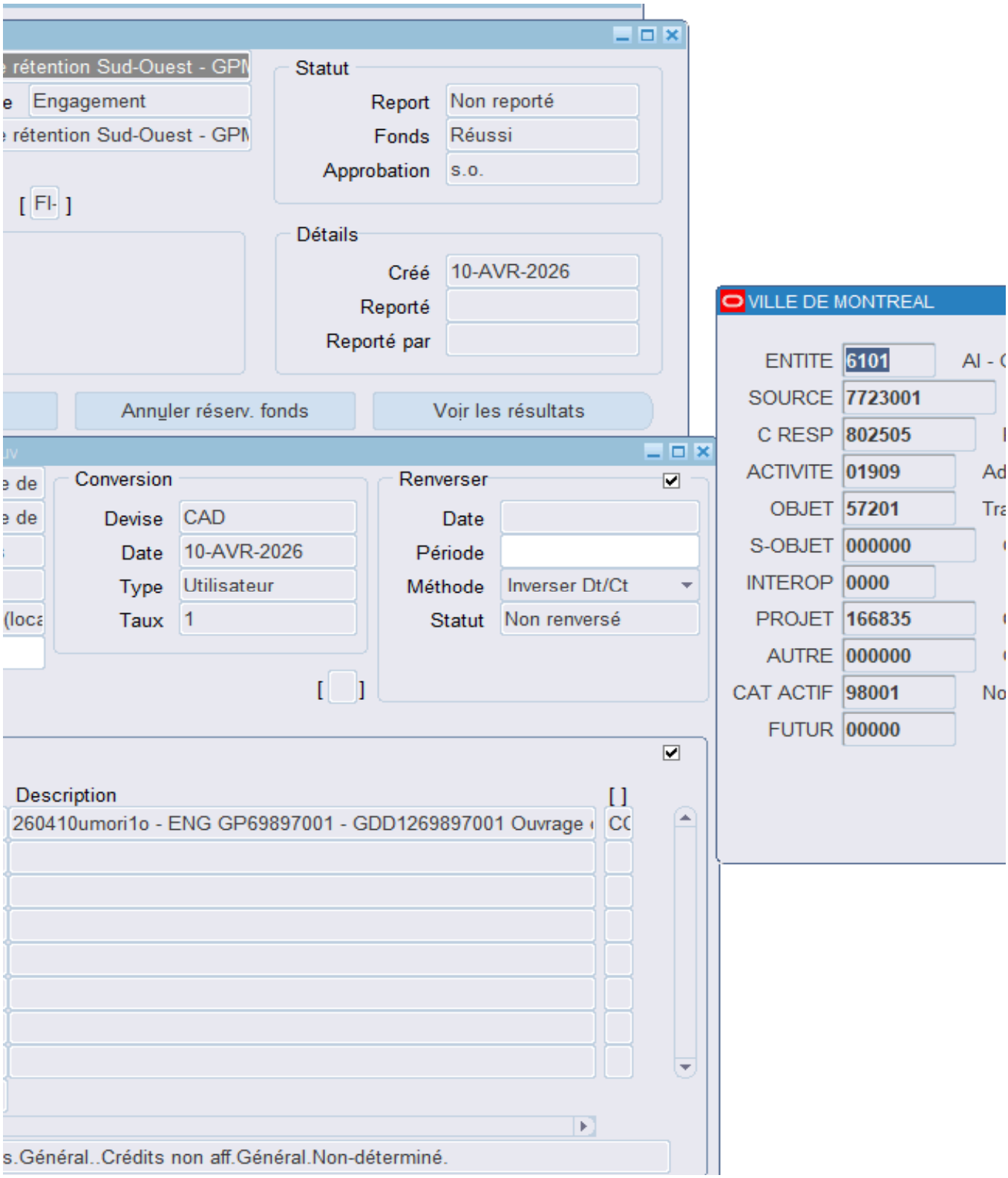
Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| 75110 - Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 0 | 21 | 1 | - | 22 |

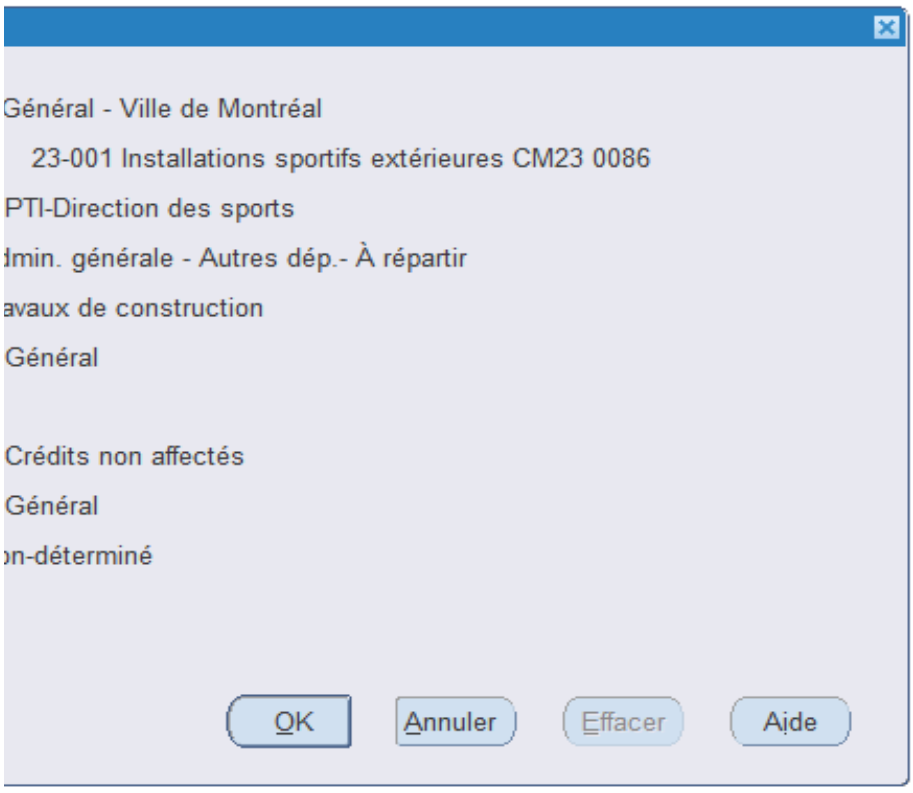
1269897001
CC69897001
260410umori1o - ENG GP69897001 - GDD1269897001 Ouvrage de rétention Sud-Ouest - GPMRS



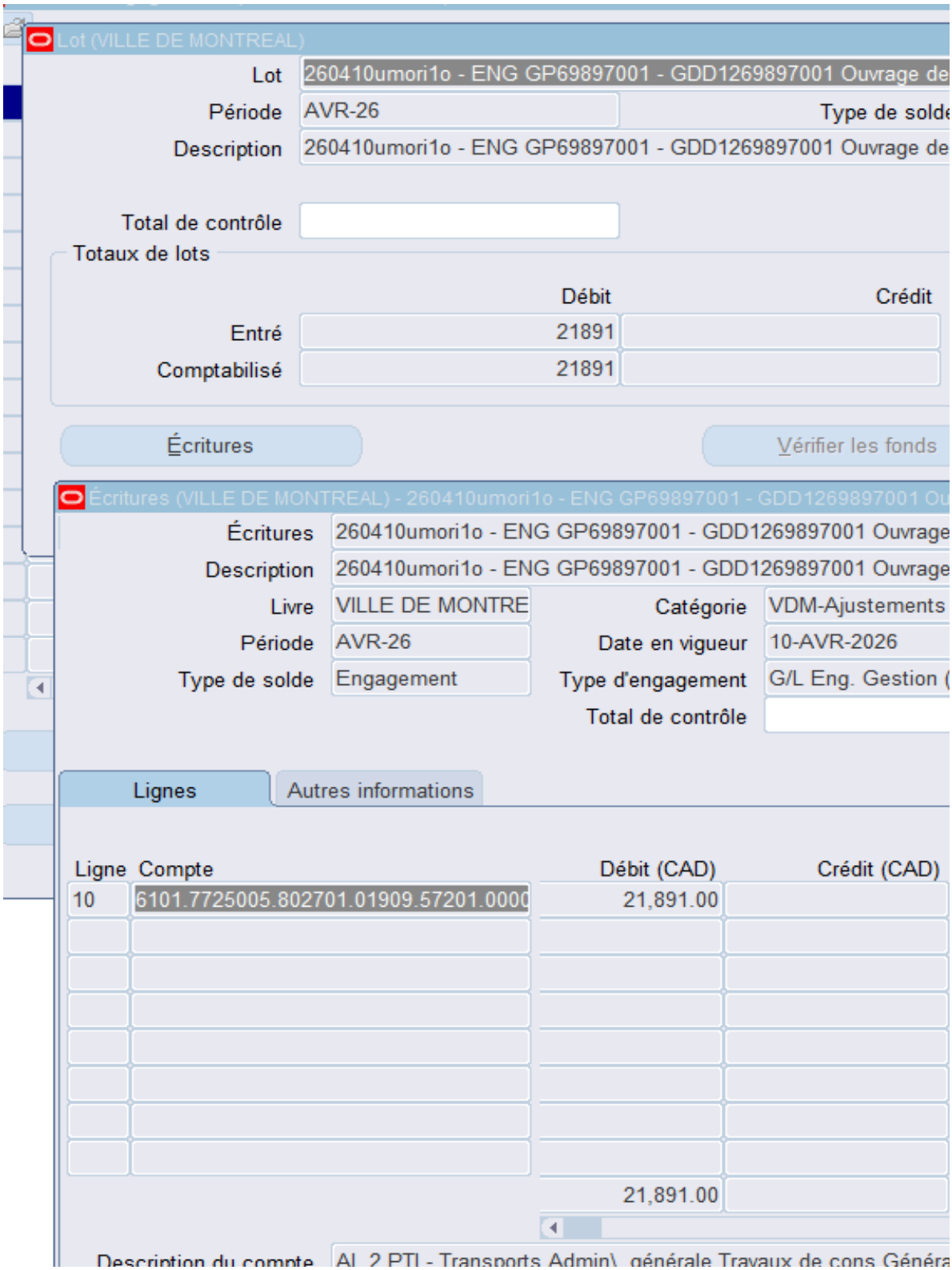

Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats

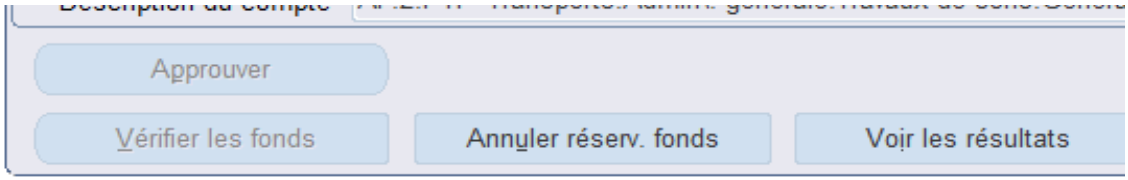

rétention Sud-Ouest - GPM
Engagement
rétention Sud-Ouest - GPM
[ FI- ]
Statut
Report
Non reporté
Fonds
Réussi
Approbation
s.o.
Détails
Créé
10-AVR-2026
Reporté
Reporté par
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Conversion
Devise
CAD
Date
10-AVR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
Description
[ ]
260410umori1o - ENG GP69897001 - GDD1269897001 Ouvrage
s.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
VILLE DE MONTREAL
ENTITE
6101
SOURCE
7723001
C RESP
802505
ACTIVITE
01909
OBJET
57201
S-OBJET
000000
INTEROP
0000
PROJET
166835
AUTRE
000000
CAT ACTIF
98001
FUTUR
00000

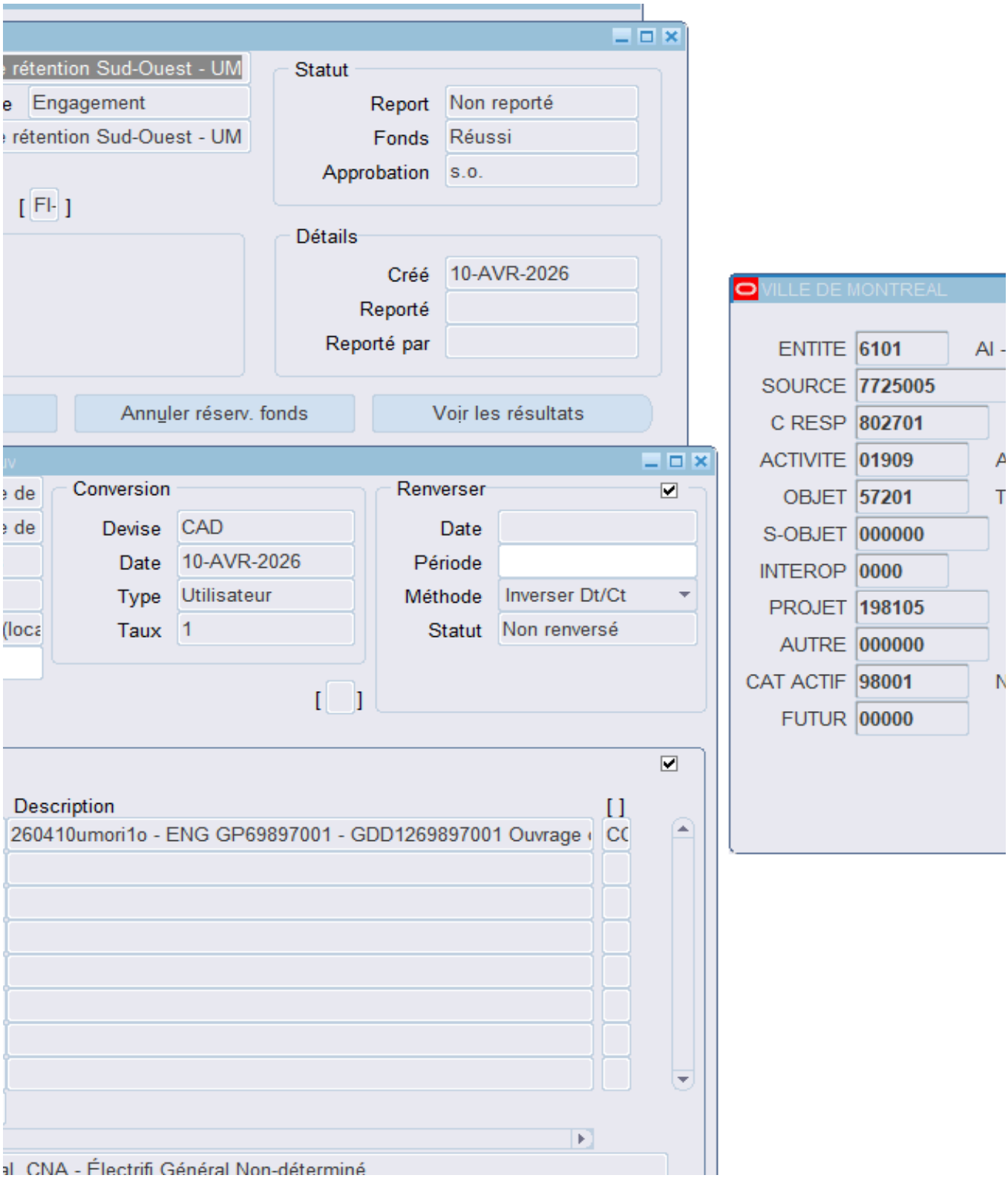

Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...


Général - Ville de Montréal
23-001 Installations sportifs extérieures CM23 0086
PTI-Direction des sports
dmin. générale - Autres dép.- À répartir
avaux de construction
Général
Crédits non affectés
Général
on-déterminé
OK
Annuler
Effacer
Aide

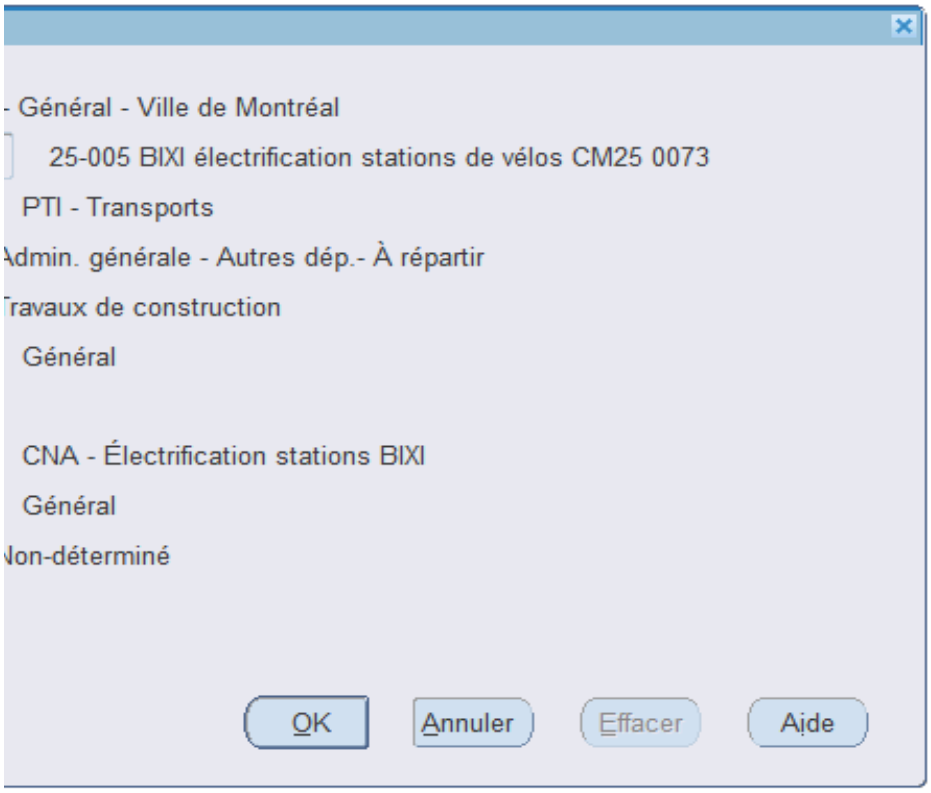
1269897001
CC69897001
260410umori1o - ENG GP69897001 - GDD1269897001 Ouvrage de rétention Sud-Ouest - UM




Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats


rétention Sud-Ouest - UM
Engagement
rétention Sud-Ouest - UM
[ FI- ]
Statut
Report
Non reporté
Fonds
Réussi
Approbation
s.o.
Détails
Créé
10-AVR-2026
Reporté
Reporté par
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Conversion
Devise
CAD
Date
10-AVR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
Description
[ ]
260410umori1o - ENG GP69897001 - GDD1269897001 Ouvrage
VILLE DE MONTREAL
ENTITE
6101
SOURCE
7725005
C RESP
802701
ACTIVITE
01909
OBJET
57201
S-OBJET
000000
INTEROP
0000
PROJET
198105
AUTRE
000000
CAT ACTIF
98001
FUTUR
00000


Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...


- Général - Ville de Montréal
25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073
PTI - Transports
Admin. générale - Autres dép.- À répartir
Travaux de construction
Général
CNA - Électrification stations BIXI
Général
Non-déterminé
OK
Annuler
Effacer
Aide

**Aspect(s) financier(s)**

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 68 607 794,29 $ taxes incluses, compr

- un contrat à Roxboro Excavation inc. pour un montant de 56 872 630,80 $ taxe
- des contingences pour un montant de 8 655 465,42 $ taxes incluses, soit 15,2
- des incidences pour un montant de 3 079 698,07 $ taxes incluses, pour couvri admissible.

Cette dépense sera assumée à 93,864 % par l'agglomération, 2,27 % par la Ville Centre, 0,89

Le coût total de ce contrat, toutes taxes, contingences et incidences comprises est réparti con

- 93,864 % est payé par le Service de l'Eau, pour un montant de 64 398 134,44
- 2,234 % est payé par le Service des Parcs du Mont-Royal et des sports, pour
- 0,035 % est payé par le programme BIXI du SUM, pour un montant de 23 971,
- 0,891 % est payé par l'arrondissement Le Sud-Ouest, pour un montant de 611
- 2,976 % est payé par la CSEM pour un montant de 2 041 827,12 $ (Règlemen

Cette dépense totale est de 62 602 853,61 $ nette de ristourne. La répartition des dépenses es

| Description | Service de l'eau (DPM) | SGPMRS (%) |
|---|---|---|
| Contrat (taxes incluses) | 53 419 513,24 $ | 1 532 778,3 |
| Contingences (taxes incluses) | 8 334 196,20 $ | - |
| Total travaux et contingences ( taxes incluses) | 61 753 709,44 $ | 1 532 778,3 |
| Incidences (taxes incluses) | 2 644 425,00 $ | - |
| Grand total: contrat, contingences, incidences (taxes incluses) | 64 398 134,44 $ | 1 532 778,3 |
| Grand total (net de ristourne) | 58 804 080,36 $ | 1 399 630,9 |
| Pourcentage du coût total | **93,864 %** | **2,234 %** |

Le détail des informations financières se trouve dans les interventions financières du dossier.

renant :

es incluses ;

22 % du coût total du contrat;

ir les frais de redevances, les honoraires de contrôle qualité, d'éventuels travaux de protection ou de réparation d

1 % par l'arrondissement du Sud-Ouest et 2,976 % par la Commission des services électriques de Montréal.

nme suit :

$ (Règlement d'emprunt 22-019) dont le coût est financé à xx % par la subvention FAAC selon le protocole d'er

un montant de 1 532 778,36 $(Règlement d'emprunt 23-001) ;

,62 $ (Règlement d'emprunt 23-005) ;

1 082,75 $ (Règlement d'emprunt RCA25 22001) ;

ıt 24-015) ;

ıt telle que résumée au tableau ci-dessous :

| | CSEM | Arrondissement Le Sud-Ouest | BIXI (**) | Total |
|---|---|---|---|---|
| 36 $ | 1 376 116,27 $ | 531 376,30 $ | 12 846,63 $ | **56 872 630,80 $** |
| - $ | 239 635,78 $ | 79 706,45 $ | 1 926,99 $ | **8 655 465,42 $** |
| 36 $ | 1 615 752,05 $ | 611 082,75 $ | 14 773,62 $ | **65 528 096,22 $** |
| - $ | 426 075,07 $ | - $ | 9 198,00 $ | **3 079 698,07 $** |
| 36 $ | 2 041 827,12 $ | 611 082,75 $ | 23 971,62 $ | **68 607 794,29 $** |
| 95 $ | 1 819 253,01 $ | 558 000,00 $ | 21 889,29 $ | **62 602 853,61 $** |
| | **2,976 %** | **0,891 %** | **0,035 %** | 100 % |

l'infrastructures situées dans l'emprise ou à proximité du site des travaux ou tout autre frais incident

ntente XXXXX ;

## INFORMATIONS SUR LE PROJET

**Instructions :** **Compéter les info.ci-bas**. Il est important d'identifier le nom de la rue, tronçons, parc ou descriptif lieu. Ces informations pourront ensuite se retrouver dans l'intitulé du projet (onglet sous-projet menu déroulant ligne Lieu)

### ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Titre du projet** | | | | | |
| **No GDD** | | **N° Référence** (#Soumission AO) | **Arrondissement emplacement des travaux** | **Date** (AAAAMMJJ) | **Unité d'affaires Exécutant** |
| | | | Sud-Ouest | 2026-05-15 | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs |
| | **Nom des rues ou de la Place ou du parc** | | **de** | **à** | **Type de rue** |
| **rue 1** | Rue Des Seigneurs | | Notre-Dame | Terrasse Coursol | Artérielle |
| **rue 2** | Saint-Jacques | | Georges-Vanier | Saint-Martin | Artérielle |
| **rue 3** | Quesnel | | Des Seigneurs | Georges-Vanier | Locale |
| **rue 4** | | | | | |
| **rue 5** | | | | | |
| **rue 6** | | | | | |
| **rue 7** | | | | | |
| **rue 8** | | | | | |
| **rue 9** | | | | | |
| **rue 10** | | | | | |
| **Contrat de la CSEM** | C1854 | | | | |
| **Bâtiment** | Bâtiment technique pour les opérations de l'ouvrage | | | | |
| **Pont** | | | | | |
| **Place** | Terrain synthétique au parc Oscar Peterson | | | | |
| **Parc** | Parc Oscar Peterson | | | | |
| **Autre** | Ouvrage de rétention d'eaux usées | | | | |

### ÉTAPE 2 - RESPONSABLES ET PROJETS INVESTI

| Responsables | Nom | Unité d'affaires | Commentaires |
|---|---|---|---|
| **Demandeur des sous-projets** | Ahcene Lounnas | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | |
| **Chargé de projet - exécutant** | Ahcene Lounnas | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | Construction de l'ouvrage de rétention et des structures annexes |
| **Requérant 1** | Mircea Poptean | 12 - Commission Des Services Electriques | Reconstrcuion de trois (3) puits d'accès et massifs de conduits |
| **Requérant 2** | Isabelle Simonne L'ÉCUYER | 53 - Sud-Ouest | Aménagement de la rue Des Siegneurs - Saint-Jacques |
| **Requérant 3** | Philippe Affleck | 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | Construction d'un terrain de soccer synthétique avec accessoires dans le parc Oscar Peterson |
| **Requérant 4** | Serge Pereira | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | Installation d'une station BIXI Saint-Jacques/Des Seigneurs |
| **Requérant 5** | | | |
| **Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 1** | Sylvie Dagenais | 12 - Commission Des Services Electriques | Isabelle Dufresne & Josée Lessard |
| **Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 2** | CORNEJO ARENAS, Ana Maria De Lourdes | 53 - Sud-Ouest | CORNEJO ARENAS, Ana Maria De Lourdes |
| **Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 3** | Séverine HEYMANS | 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | Céline Latreille |
| **Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 4** | Mohamed Gallaa | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | Yves Jacques |
| **Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 5** | Francis Plouffe | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | |

### ÉTAPE 3 - NOTIFICATIONS AUTOMATIQUES

**Activer les notifications automatiques**:

## DEMANDE DE CRÉATION DE SOUS-PROJETS INVE

**GDD**

**Instructions :**

Faire le découpage des travaux selon les catégories d'actifs du bordereau (Frais généraux, travaux) et ajouter les incidences
Inclure, s'il y a lieu, aussi la création de sous-projet pour les tiers (BELL, Énergir, STM,...) et CSEM (3 s-projets normalement : #1-2-3, si enfou
Faire valider le découpage aux autres requérants
Votre conseiller budgétaire DCSF peut vous soutenir dans cette opération

Finalement, demander la créations des sous-projets à la DCSF (Voir onglet Contacts)

## ÉTAPE 5 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS RELATIVES À CHAQUE SOUS

**Disposition suggérée des sous-projets : 1. bordereaux des travaux, 2. incidences, 3. requérants-payeurs additionnels 4. variation du prix du carburant et l'indexati**

| INFORMATIONS | Sous-projet #1 | Sous-projet #2 | Sous-projet #3 | Sous-projet #4 | Sous-projet #5 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Requérant - Unité d'affaires** | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | 53 - Sud-Ouest | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 12 - Commission Des Services Electriques |
| **Exécutant - Unité d'affaires** | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs |
| **# Référence** (si applicable) | 18-SDO-PTI-067-AQ1 | | | | C1584 |
| **Lieu : Rues / Parcs / Desc / no ouvrage (batiment)** | | | | | |
| **Actifs et travaux** | Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | Trottoirs et bordures construction | BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) |
| **Projet ou programme Investi / Compétence / Type** | 56527 | 38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE) | 55736 - Programme de réfection routière | 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains |
| **Intitulé du sous-projet** (Lieu et nature des travaux) | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | - Trottoirs et bordures construction | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) |
| **Nombre de caractères** (max 75) | 62 | 36 | 38 | 91 | 87 |
| **Subventions applicables** | FAAC - Bassin St-Jacques | À VÉRIFIER | PAS DE SUBVENTION | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| **Commentaires** | | | | | |

## ÉTAPE 6 - ACCÈS ET TRANSMISSION PAR L'EXÉCUTANT

- Partager ce fichier avec les partenaires identifiés dans la section Info Projet et à la DCSF

## ÉTAPE 7 - VÉRIFICATION DE CHAQUE SOUS-PROJET PAR LES REQ

| Requérant | Tout est conforme | #sous-projet temporaire (exemple sous-projet #1) | Corrections à faire |
|---|---|---|---|
| | | | |

## ÉTAPE 8 - VÉRIFICATION DE CHAQUE SOUS-PROJET PAR L'EXÉ

- Effectuer les corrections indiquées par les requérants à l'étape 7 (si requis).

- Informer les responsables du Service des finances précisés dans la section «TRANSMISSION PAR COURRIEL AU SERV. FIN.» de procéder à l'étape 9.

## ÉTAPE 9 - INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LE SERVICES DES FINANCES DCSF: Inscrire les sous-projets Investi et les projets Simon

| Informations INVESTI | Sous-projet #1 | Sous-projet #2 | Sous-projet #3 | Sous-projet #4 | Sous-projet #5 |
|---|---|---|---|---|---|
| # Sous-projet (10 chiffres) (AA+#PROJET+#SÉQUENCIEL) | *2356527001* | *2638375002* | 2655736016 | 2675110006 | 2569185400 |
| # Projet SIMON (6 chiffres) | *195981* | 208289 | 207947 | 208000 | 207082 |
| Intitulé du sous-projet (Lieu et nature des travaux) | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | - Trottoirs et bordures construction | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) |
| Nombre de caractères (max 75) | 62 | 36 | 38 | 91 | 87 |
| Actifs et travaux | Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | Trottoirs et bordures construction | BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) |
| # Requérant (client) | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | 53 - Sud-Ouest | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 12 - Commission Des Services Electriques |
| Projet ou programme Investi / Compétence / Type | 56527 | 38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE) | 55736 - Programme de réfection routière | 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains |
| Compétences | | Corpo | Arron | | Corpo |
| Objet dépenses | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction |
| Nature des travaux | 1321 Construction de collecteurs d'égouts | | 1112 Construction de trottoirs, de bordures | 3120 Acquisition d'ameublements-aménagement du territoire | 1461 Conduits souterrains CSE |
| # Exécutant | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs |
| # Arrondissement (lieux) | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 |
| No Article (subvention) | | À VÉRIFIER | XNSUBV | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| No Résolution 1 (pour le #soumission) | | | | | |
| Précisions | | | | | |
| Fonds | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 012 Fonds des conduits souterrains |
| Commentaires demandeur | | | | | |
| SIMON – OBJET SIMON | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 |
| SIMON – CATÉGORIE D'ACTIF SIMON | Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction (D.V. 130 ans) | Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | Trottoirs et bordures (D.V.40 ans) | Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.25 ans) | Conduits souterrains (D.V.100 ans) |
| SIMON – # CATÉGORIE D'ACTIF | 12030 | 15036 | 17030 | 45010 | 19520 |
| SIMON – AUTRE SIMON | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 |

| Type de projet SIMON | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences |
|---|---|---|---|---|---|
| CENTRE DE RESPONSABILITÉ SIMON | 802732 | 802505 | | 802727 | 802400 |
| ACTIVITÉ SIMON | 04161 | 7165 | 03107 | 06819 | 06819 |
| Taux net | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,00847875 |

ESTI ET DE PROJETS SIMON

issement #4-5-6)

S-PROJET (à compléter par l'exécutant)

ion des matériaux

| Sous-projet #6 | Sous-projet #7 | Sous-projet #8 | Sous-projet #9 | Sous-projet #10 | Sous-projet #11 | Sous-projet #12 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electriques | 12 - Commission Des Services Electriques | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | | | |
| 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | | | |
| C1584 | C1584 | 18-SDO-PTI-067-AQ1 | | | | |
| | | | | | | |
| CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | | | |
| 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 56527 | 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | | | |
| - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | - Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | - | - | - |
| 99 | 121 | 74 | 71 | 4 | 4 | 4 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | FAAC - Bassin St-Jacques | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |

QUÉRANTS

| | Commentaires |
|---|---|
| | |

CUTANT

| Sous-projet #6 | Sous-projet #7 | Sous-projet #8 | Sous-projet #9 | Sous-projet #10 | Sous-projet #11 | Sous-projet #12 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2569185401 | 2569185402 | 8888880000 | 9999990000 | 1010100000 | 1111100000 | 1212120000 |
| 207083 | 207084 | 208311 | 208288 | 101010 | 111110 | 121212 |
| - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | - Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | - | - | - |
| 99 | 121 | 74 | 71 | 4 | 4 | 4 |
| CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | | | |
| 12 - Commission Des Services Electriques | 12 - Commission Des Services Electriques | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | | | |
| 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 56527 | 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | | | |
| Corpo | Corpo | | | | | |
| N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets | | | |
| 1461 Conduits souterrains CSE | 1461 Conduits souterrains CSE | 1321 Construction de collecteurs d'égouts | 3120 Acquisition d'ameublements-aménagement du territoire | | | |
| 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | 4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs | | | |
| 020 | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| 012 Fonds des conduits souterrains | 012 Fonds des conduits souterrains | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | | | |
| | | | | | | |
| 54590 et 54301 | 54590 et 54301 | 54590 et 54301 | 54590 et 54301 | | | |
| Conduits souterrains (D.V.100 ans) | Conduits souterrains (D.V.100 ans) | Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction (D.V. 130 ans) | Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.25 ans) | | | |
| 19520 | 19520 | 12030 | 45010 | | | |
| i:070003 | i:070003 | i:070003 | i:070003 | | | |

| Incidences | Incidences | Incidences | Incidences | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 802400 | 802400 | 802732 | 802727 | | | |
| 06819 | 06819 | 04161 | 06819 | | | |
| 1,00847875 | 1,00847875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

| Sous-projet #13 | Sous-projet #14 | Sous-projet #15 | Sous-projet #16 | Sous-projet #17 | Sous-projet #18 | Sous-projet #19 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |

| Sous-projet #13 | Sous-projet #14 | Sous-projet #15 | Sous-projet #16 | Sous-projet #17 | Sous-projet #18 | Sous-projet #19 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1313130000 | 1414140000 | 1515150000 | 1616160000 | 1717170000 | 1818180000 | 1919190000 |
| 131313 | 141414 | 151515 | 161616 | 171717 | 181818 | 191919 |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| 020 | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

| Sous-projet #20 | Sous-projet #21 | Sous-projet #22 | Sous-projet #23 | Sous-projet #24 | Sous-projet #25 | Sous-projet #26 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |

| Sous-projet #20 | Sous-projet #21 | Sous-projet #22 | Sous-projet #23 | Sous-projet #24 | Sous-projet #25 | Sous-projet #26 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2020200000 | 2121210000 | 2222200000 | 2323230000 | 2424240000 | 2525250000 | 2626260000 |
| 202020 | 212121 | 222220 | 232323 | 242424 | 252525 | 262626 |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| 020 | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 | 020 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

| Sous-projet #27 | Sous-projet #28 | Sous-projet #29 | Sous-projet #30 |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| - | - | - | - |
| 4 | 4 | 4 | 4 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | |

| Sous-projet #27 | Sous-projet #28 | Sous-projet #29 | Sous-projet #30 |
|---|---|---|---|
| 2727270000 | 2828280000 | 2929290000 | 3030300000 |
| 272727 | 282828 | 292929 | 303030 |
| - | - | - | - |
| 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 020 | 020 | 020 | 020 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

## SOUMISSION DE L'ENTREPRENEUR

| GDD | | |
|---|---|---|

**Instructions :** à l'aide du sommaire de la soumission de prix, compléter les champs en blanc sur chaque ligne du tableau

| Sous-projet | Projet SIMON | Description | Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes |
|---|---|---|---|
| 2356527001 | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 46 461 851,04 $ |
| 2638375002 | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 1 333 140,56 $ |
| 2655736016 | 207947 | - Trottoirs et bordures construction | 462 166,82 $ |
| 2675110006 | 208000 | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 11 173,41 $ |
| 2569185400 | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 1 196 883,04 $ |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Total soumission avant taxes** | | | **49 465 214,87 $** |

## ÉTAPE 12 - VÉRIFIER LES TOTAUX AVEC ET SANS TAXES

**Insérer une capture d'écran de la section "Total du résumé" du bordereau de soumission :**

**Exemple:**

| Total avant taxes | Total TPS | Total TVQ | Total taxes incl. |
|---|---|---|---|
| 49 465 214,87 $ | 2 473 260,74 $ | 4 934 155,18 $ | 56 872 630,80 $ |

**Recopier les montants de la soumission pour valider :**

**Vérification des totaux avant taxes :**

| Total avant taxes | Total TPS | Total TVQ | Total Taxes incluses | Total avant taxes de la somme des sous-projets de l'étape 11 | Écart |
|---|---|---|---|---|---|
| 49 465 214,87 $ | 2 473 260,74 $ | 4 934 155,18 $ | 56 872 630,80 $ | 49 465 214,87 $ | - $ |

## CONTINGENCES ET RÉPARTITION ANNUELLE

**GDD**

**Instructions :** inscrire le % contigence et la répartition par année pour chaque sous-projet

| Sous-projet | Projet SIMON | Description | % contingence | 2025 |
|---|---|---|---|---|
| 2356527001 | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 15,00% | |
| 2638375002 | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 15,00% | |
| 2655736016 | 207947 | - Trottoirs et bordures construction | 15,00% | |
| 2675110006 | 208000 | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 15,00% | |
| 2569185400 | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 17,41% | |
| 2569185401 | 207083 | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | | |
| 2569185402 | 207084 | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | | |
| 8888880000 | 208311 | - Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | | |
| 9999990000 | 208288 | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | | |
| 1010100000 | 101010 | - | | |
| 1111100000 | 111110 | - | | |
| 1212120000 | 121212 | - | | |
| 1313130000 | 131313 | - | | |
| 1414140000 | 141414 | - | | |
| 1515150000 | 151515 | - | | |
| 1616160000 | 161616 | - | | |
| 1717170000 | 171717 | - | | |
| 1818180000 | 181818 | - | | |
| 1919190000 | 191919 | - | | |
| 2020200000 | 202020 | - | | |
| 2121210000 | 212121 | - | | |
| 2222200000 | 222220 | - | | |
| 2323230000 | 232323 | - | | |
| 2424240000 | 242424 | - | | |
| 2525250000 | 252525 | - | | |
| 2626260000 | 262626 | - | | |
| 2727270000 | 272727 | - | | |
| 2828280000 | 282828 | - | | |
| 2929290000 | 292929 | - | | |
| 3030300000 | 303030 | - | | |

| Inscrire la répartiton annuelle | | | |
|---|---|---|---|
| 2026 | 2027 | Ultérieur | Total |
| 20,00% | 70,00% | 10,00% | 100,00% |
| | 40,00% | 60,00% | 100,00% |
| 10,00% | 80,00% | 10,00% | 100,00% |
| | 90,00% | 10,00% | 100,00% |
| 10,00% | 85,00% | 5,00% | 100,00% |
| 100,00% | | | 100,00% |
| 100,00% | | | 100,00% |
| 20,00% | 70,00% | 10,00% | 100,00% |
| | 100,00% | | 100,00% |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

# RÈGLEMENTS D'EMPRUNT (RE)

**GDD**

Informations à compléter par le service des Finances (DCSF)

**Instructions : Informations à compléter par le service des Finances (DCSF)**

| # | Sous-projet | Projet SIMON | Description | Projet INVESTI | Règlement d'emprunt |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2356527001 | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 56527 | RCG 22-019 Travaux construction et mise à niveau d'ouvrages de rétention CG22 0428 |
| 2 | 2638375002 | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE) | 23-001 Installations sportifs extérieures CM23 0086 |
| 3 | 2655736016 | 207947 | - Trottoirs et bordures construction | 55736 - Programme de réfection routière | |
| 4 | 2675110006 | 208000 | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073 |
| 5 | 2569185400 | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 24-015 Conduits souterrains M607357 |
| 6 | 2569185401 | 207083 | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 24-015 Conduits souterrains M607357 |
| 7 | 2569185402 | 207084 | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 24-015 Conduits souterrains M607357 |
| 8 | 8888880000 | 208311 | - Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 56527 | RCG 22-019 Travaux construction et mise à niveau d'ouvrages de rétention CG22 0428 |
| 9 | 9999990000 | 208288 | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073 |
| 10 | 1010100000 | 101010 | - | | |
| 11 | 1111100000 | 111110 | - | | |
| 12 | 1212120000 | 121212 | - | | |
| 13 | 1313130000 | 131313 | - | | |
| 14 | 1414140000 | 141414 | - | | |
| 15 | 1515150000 | 151515 | - | | |
| 16 | 1616160000 | 161616 | - | | |
| 17 | 1717170000 | 171717 | - | | |
| 18 | 1818180000 | 181818 | - | | |
| 19 | 1919190000 | 191919 | - | | |
| 20 | 2020200000 | 202020 | - | | |
| 21 | 2121210000 | 212121 | - | | |
| 22 | 2222200000 | 222220 | - | | |
| 23 | 2323230000 | 232323 | - | | |
| 24 | 2424240000 | 242424 | - | | |
| 25 | 2525250000 | 252525 | - | | |
| 26 | 2626260000 | 262626 | - | | |
| 27 | 2727270000 | 272727 | - | | |
| 28 | 2828280000 | 282828 | - | | |
| 29 | 2929290000 | 292929 | - | | |
| 30 | 3030300000 | 303030 | - | | |

[redacted]

| Clé du règlement d'emprunt |
| --- |
| 5030.5022019.802707.01909.57201.000000.0000.190180.000000.98001.00000 |
| 6101.7723001.802505.01909.57201.000000.0000.166835.000000.98001.00000 |
| |
| 6101.7725005.802701.01909.57201.000000.0000.198105.000000.98001.00000 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 5030.5022019.802707.01909.57201.000000.0000.190180.000000.98001.00000 |
| 6101.7725005.802701.01909.57201.000000.0000.198105.000000.98001.00000 |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |

## PARTAGE DES COÛTS DES TRAVAUX

GDD

Instructions : Indiquer les montants payés par chaque requérant pour le bordereau (le partage est fait par ligne)

- Faire la répartition des lignes de travaux à l'ensemble des requérants à partir de D10.
- Les contingences se calculent automatiquement dans le tableau plus bas
- Entente avec les Tiers : vérifier que les travaux et le montant des contingences respectent les montants de l'entente. L'excédant ira aux autres requérants (et confirmer avec ces derniers)
- S'assurer que total de la répartition balance par ligne (colonne AL)

| | | | | | PAYEURS - Sous-Projet | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| | | | | | 4902 - Eau,Dir.Gestion Actifs | 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | 53 - Sud-Ouest | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urb ain | 12 - Commission Des Services Electriques | #N/A | #N/A | #N/A | #N/A | #N/A | #N/A | #N/A | #N/A | #N/A |
| | | | | | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | - Trottoirs et bordures construction | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | | | | | | | | | |
| | **TRAVAUX** | | | | **2356527001** | **2638375002** | **2655736016** | **2675110006** | **2569185400** | | | | | | | | | |
| # | **Sous-projet** | **Projet SIMON** | **Description** | **% contingences** | **Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes** | **195981** | **208289** | **207947** | **208000** | **207082** | | | | | | | | | |
| 1 | 2356527001 | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 15% | **46 461 851,04 $** | 46 461 851,04 $ | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | 2638375002 | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 15% | **1 333 140,56 $** | | 1 333 140,56 $ | | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2655736016 | 207947 | - Trottoirs et bordures construction | 15% | **462 166,82 $** | | | 462 166,82 $ | | | | | | | | | | | |
| 4 | 2675110006 | 208000 | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 15% | **11 173,41 $** | | | | 11 173,41 $ | | | | | | | | | | |
| 5 | 2569185400 | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 17% | **1 196 883,04 $** | | | | | 1 196 883,04 $ | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | **Total avant taxes - TRAVAUX** | | **49 465 214,87 $** | **46 461 851,04 $** | **1 333 140,56 $** | **462 166,82 $** | **11 173,41 $** | **1 196 883,04 $** | | | | | | | | | |

Vous pouvez ajuster le montant des contingences par payeur dans ce tableau (section jaune)

| CONTINGENCES | | | | | PAYEURS | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| | | | | | 2356527001 | 2638375002 | 2655736016 | 2675110006 | 2569185400 | | | | | | | | | |
| Sous-projet | Projet SIMON | Description | % contingences | Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes | 195981 | 208289 | 207947 | 208000 | 207082 | | | | | | | | | |
| 2356527001 | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 15% | 46 461 851,04 $ | 7 048 731,86 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2638375002 | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 15% | 1 333 140,56 $ | 199 971,08 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2655736016 | 207947 | - Trottoirs et bordures construction | 15% | 462 166,82 $ | - $ | - $ | 69 325,02 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2675110006 | 208000 | - 800 - Station BIXI ( travaux civils et électrification, acquisition et instal | 15% | 11 173,41 $ | - $ | - $ | - $ | 1 676,01 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2569185400 | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterraine gaz | 17% | 1 196 883,04 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 208 424,25 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| Total avant taxes - CONTINGENCES | | | | 49 465 214,87 $ | 7 248 702,94 $ | | 69 325,02 $ | 1 676,01 $ | 208 424,25 $ | | | | | | | | | |

| 15 | 16 | 17 | 18 |
|---|---|---|---|
| #N/A | #N/A | #N/A | #N/A |

**Règles des taxes**

Requérant VILLE
Non taxable
C SEM :
69007 - Programme de construction et de modification de
69000 - Conversion - Enfouissement des fils
69903 - Enfouissement des réseaux câblés sur 7,8 km

| TOTAL PARTAGÉ | VÉRIFICATION |
|---|---|
| 46 461 851,04 $ | - $ |
| 1 333 146,56 $ | - $ |
| 602 160,82 $ | - $ |
| 11 173,41 $ | - $ |
| 1 146 863,04 $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| **49 465 214,87 $** | |

| 15 | 16 | 17 | 18 | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | TOTAL PARTAGÉ | VÉRIFICATION |
| - $ | - $ | - $ | - $ | 7 048 733,86 $ | (79 454,20) $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | 159 971,08 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | 69 353,02 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | 1 676,01 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | 208 424,25 $ | (11,01) $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | 7 528 128,22 $ | -79 465,21 $ |
| | | | | 10% | |

## PARTAGE DES COÛTS DES INCIDENCES

**Instructions : Sélectionner les incidences et indiquer les montants par requérant**

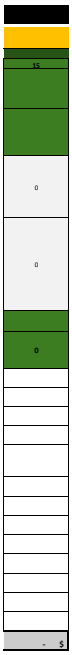
> Identifier via le menu déroulant ci-bas (Description) l'ensemble des incidences et le montant total avant taxes. Ensuite répartir par sous-projet.
> Si contingence, l'inclure directement dans le montant de l'incidence
INFO : **CSEM :** le net de taxes est différent pour le projet 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains

| Règles des taxes | Taux | |
|---|---|---|
| | Taxes | Net |
| **Requérant VILLE** | 1,149750 | 1,049875 |
| **non taxable** | 1,000000 | 1,000000 |
| **CSEM :** | | |
| **69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains** | 1,149750 | 1,008479 |
| **69900 - Conversion - Enfouissement des fils** | 1,149750 | 1,049875 |
| **69903 - Enfouissement des réseaux câblés sur 7,8 km** | 1,149750 | 1,049875 |

**Définition Incidence :** Travaux, acquisition de biens ou de services associés à un contrat principal, mais faisant l'objet de **contrats distincts du contrat principal**. Les travaux et l'acquisition de biens ou de services ont un impact sur la réalisation du contrat principal, mais ne participent pas de la même nature. Voir détail ci-bas

| | PAYEURS | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| | 12 - Commission Des Services Electriques | 12 - Commission Des Services Electriques | 4902 - Eau,Dir.Gestion Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | - Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrification) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **INCIDENCES** | 2569185401 | 2569185402 | 8888880000 | 9999990000 | | | | | | | | | | |
| **Total avant taxes - INCIDENCES** | **2 708 587,38 $** | **170 201,63 $** | **230 385,75 $** | **2 300 000,00 $** | **8 000,00 $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** |

| # | Description | Type d'incidence | Montant total avant taxes | 207083 | 207084 | 208311 | 208288 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Incidences services professionnels | Pro | 2 470 201,63 $ | 170 201,63 $ | | 2 300 000,00 $ | | | | | | | | | | | |
| 2 | Incidences services professionnels (non taxable) | Pro | 230 385,75 $ | | 230 385,75 $ | | | | | | | | | | | | |
| 3 | Incidences achats | Achat | 8 000,00 $ | | | | 8 000,00 $ | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | |


15
0
0
0
-
$

## RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - EAU DGA

| GDD | 0 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout | Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de c 2 décimales. |
|---|---|---|---|

Proposition de clé à afficher (Tous)

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 1.Travaux | 5030.5022019.802732.04161.57201.000000.0000.195981.000000.12030.00000 | 46 461 851,04 $ | 53 419 513,23 $ | 48 779 135,86 $ |
| | | | 2.Contingences | 5030.5022019.802732.04161.57201.000000.0000.195981.070008.12030.00000 | 7 248 702,94 $ | 8 334 196,21 $ | 7 610 232,00 $ |
| | 208311 | - Incidences Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Construction | 3.Incidences | 5030.5022019.802732.04161. .000000.0000.208311.070003.12030.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 5030.5022019.802732.04161.54301.000000.0000.208311.070003.12030.00000 | 2 300 000,00 $ | 2 644 425,00 $ | 2 414 712,50 $ |
| | | | | 5030.5022019.802732.04161.57401.000000.0000.208311.070003.12030.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | | | | | 56 010 553,98 $ | 64 398 134,44 $ | 58 804 080,36 $ |
| **Total** | | | | | **56 010 553,98 $** | **64 398 134,44 $** | **58 804 080,36 $** |

## RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - SUM

| GDD | 0 |
|---|---|

Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le utilisent plus de 2 décimales.

| Proposition de clé à afficher Oui | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser | Montant avec taxes | Montant net |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4806 - Urbanisme Et | 208000 | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisiti | 1.Travaux | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.208000.000000.45010.00000 | 11 173,41 $ | 12 846,63 $ | 11 730,68 $ |
| | | | 2.Contingences | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.208000.070008.45010.00000 | 1 676,01 $ | 1 926,99 $ | 1 759,60 $ |
| | 208288 | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux civils et électrificatior | 3.Incidences | 6101.7725005.802727.06819.57401.000000.0000.208288.070003.45010.00000 | 8 000,00 $ | 9 198,00 $ | 8 399,00 $ |
| **Total** | | | | | **20 849,42 $** | **23 971,62 $** | **21 889,29 $** |

## RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - CSÉM

| GDD | | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout | Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier plus de 2 décimales. |
|---|---|---|---|

Proposition de cl 1.Oui affiché

*** DCSF doit prendre les engagements et divulguer à la CSEM le no. eng. pour son intervention. Coller image

Règle

Requé non ta C SEM 69097 69900 69903

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commissic | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 1.Travaux | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.207082.000000.19520.00000 | 1 196 883,04 $ | 1 376 116,28 $ | 1 207 031,11 $ |
| | | | 2.Contingences | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.207082.070008.19520.00000 | 208 424,25 $ | 239 635,78 $ | 210 191,43 $ |
| | 207083 | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.207083.070003.19520.00000 | 170 201,63 $ | 195 689,32 $ | 171 644,73 $ |
| | 207084 | - CSEM Modification et Amélioration - Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.207084.070003.19520.00000 | 230 385,75 $ | 230 385,75 $ | 230 385,75 $ |
| **Total** | | | | | **1 805 894,67 $** | **2 041 827,13 $** | **1 819 253,02 $** |

Proposition de cl 1.Oui affiché

| Requérant | Projet SIMON | Projet Investi | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes | Taux NET |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | | | | | | | | |

## RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - GPMRS

| GDD | 0 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout |
|---|---|---|

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le f

| Proposition de clé à | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant | Montant avec taxes | Montant net ristournes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31 - Grands Parcs, Mont | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 1.Travaux | 6101.7723001.802505.7165.57201.000000.0000.208289.000000.15036.00000 | 1 333 140,56 $ | 1 532 778,36 $ | 1 399 630,95 $ |
| **Total** | | | | | **1 333 140,56 $** | **1 532 778,36 $** | **1 399 630,95 $** |

| Proposition de clé à afficher | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Projet Investi | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | | | | | | | |



fichier de calc

Taux NET

# RÉCAPITULATIF par type de Montant et Projet Investi

GDD

Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

Proposition de clé à afficher Oui ou Non : 1.Oui affiché

| Type de Montant | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes | % Contingences / |
|---|---|---|---|---|
| 1.Travaux | 49 465 214,87 $ | 56 872 630,80 $ | 51 882 745,99 $ | |
| 2.Contingences | 7 528 128,22 $ | 8 655 465,43 $ | 7 894 965,64 $ | 15,22% |
| 3.Incidences | 2 708 587,38 $ | 3 079 698,07 $ | 2 825 141,98 $ | 5,48% |
| Total | 59 701 930,47 $ | 68 607 794,30 $ | 62 602 853,61 $ | |

1.Oui affiché

| PROJET INVESTI | 2025 Budget requis. Montant Net de... | 2026 Budget requis. Montant Net de... | 2027 Budget requis. Montant Net de... | Budget requis ultérieur Montant net ristournes des... | Budget requis Total Montant net ristournes des |
|---|---|---|---|---|---|
| 56527 | - $ | 11 760 816,07 $ | 41 162 856,25 $ | 5 880 408,04 $ | 58 804 080,36 $ |
| 38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE) | - $ | - $ | 559 852,38 $ | 839 778,57 $ | 1 399 630,95 $ |
| 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrair | - $ | 543 752,73 $ | 1 204 639,16 $ | 70 861,13 $ | 1 819 253,02 $ |
| 55736 - Programme de réfection routière | - $ | 55 800,00 $ | 446 400,00 $ | 55 800,00 $ | 558 000,00 $ |
| 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur l | - $ | - $ | 20 540,26 $ | 1 349,03 $ | 21 889,29 $ |
| Total | - $ | 12 360 368,80 $ | 43 394 288,04 $ | 6 848 196,76 $ | 62 602 853,61 $ |

| INCIDENCES | Projet investi | Taux Taxes | Taux NET | Incidences avant taxes | Incidences avec taxes | Incidences net ristourne taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electriques | 69097 - Programme d | 1,14975 | 1,00847875 | 170 201,63 | 195689,3241 | 171644,7271 |
| 12 - Commission Des Services Electriques | 69097 - Programme d | 1 | 1 | 230 385,75 | 230385,75 | 230385,75 |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 56527 | 1,14975 | 1,049875 | 2 300 000,00 | 2644425 | 2414712,5 |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 56527 | 1 | 1 | | | |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 75110 - Travaux d'éle | 1,14975 | 1,049875 | 8 000,00 | 9198 | 8399 |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 75110 - Travaux d'éle | 1 | 1 | | | |
| Total | | | | 2 708 587,38 | 3 079 698,07 | 2 825 141,98 |

## Vérifications TRAVAUX

Le total des travaux avant taxes correspondre au total des travaux de la soumission de l'entrepreneur.

| | |
|---|---|
| Total Travaux AVANT taxes | 49 465 214,87 $ |
| Total Travaux AVANT taxes soumission des prix (Bordereau) | 49 465 214,87 $ |
| Écart | - $ OK |

Le total des travaux avec taxes correspondre au total des travaux avec taxes de la soumission de l'entrepreneur.

| | |
|---|---|
| Total Travaux AVEC taxes | 56 872 630,80 $ |
| Total Travaux AVEC taxes soumission des prix (Bordereau) | 56 872 630,80 $ |
| Écart | - $ OK |

## Vérifications TOTALE

Le total des travaux avant taxes correspondre au total des travaux de la soumission de l'entrepreneur.

| | |
|---|---|
| Total Projet AVANT taxes | 59 701 930,47 $ |
| Total Projet AVANT taxes (Bordereau + Contingence +Incidence + Index. + Surveillance) | 59 701 930,47 $ |
| Écart | - $ OK |

# RÉPARTITION des coûts par PAYEURS

**GDD**

Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

| Proposition de clé à afficher Oui ou Non | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet Investi numéro | Règlement d'emprunt | % | Montant Total avec taxes | Budget requis Total Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electriques | 69097 | 24-015 Conduits souterrains M607357 | 2,98% | 2 041 827,13 $ | 1 819 253,02 $ |
| **Total 12 - Commission Des Services Electriques** | | | **2,98%** | **2 041 827,13 $** | **1 819 253,02 $** |
| 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | 38375 | 23-001 Installations sportifs extérieures CM23 0086 | 2,23% | 1 532 778,36 $ | 1 399 630,95 $ |
| **Total 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports** | | | **2,23%** | **1 532 778,36 $** | **1 399 630,95 $** |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 75110 | 25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073 | 0,03% | 23 971,62 $ | 21 889,29 $ |
| **Total 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain** | | | **0,03%** | **23 971,62 $** | **21 889,29 $** |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 56527 | RCG 22-019 Travaux construction et mise à niveau d'ouvrages de rétention CG22 0428 | 93,86% | 64 398 134,44 $ | 58 804 080,36 $ |
| **Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs** | | | **93,86%** | **64 398 134,44 $** | **58 804 080,36 $** |
| 53 - Sud-Ouest | 55736 | | 0,89% | 611 082,75 $ | 558 000,00 $ |
| **Total 53 - Sud-Ouest** | | | **0,89%** | **611 082,75 $** | **558 000,00 $** |
| **Total** | | | **100,00%** | **68 607 794,30 $** | **62 602 853,61 $** |

| Proposition de clé à afficher Oui ou Nc | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Projet Investi numéro |
|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electr | 207082 | 69097 |
| | 207083 | 69097 |
| | 207084 | 69097 |
| **Total 12 - Commission Des Services Electriques** | | |
| 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sp | 208289 | 38375 |
| **Total 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports** | | |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Pi | 208000 | 75110 |
| | 208288 | 75110 |
| **Total 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain** | | |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 195981 | 56527 |
| | 208311 | 56527 |
| **Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs** | | |
| 53 - Sud-Ouest | 207947 | 55736 |
| **Total 53 - Sud-Ouest** | | |
| **Total** | | |

## RÉPARTITION des coûts par PROJET SIMON

**GDD**

Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

Proposition de clé à afficher Oui ou Non: 1.Oui affiché

| Requérant | Sous-projet | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à | Montant avec | Montant net |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electriques | 2569185400 | 207082 | - CSEM Modification et Amélioration - Tra | 1.Travaux | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.207082.000000.19520.00000 | 1 196 883,04 $ | 1 376 116,28 $ | 1 207 031,11 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.207082.070008.19520.00000 | 208 424,25 $ | 239 635,78 $ | 210 191,43 $ |
| | 2569185401 | 207083 | - CSEM Modification et Amélioration - In | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.207083.070003.19520.00000 | 170 201,63 $ | 195 689,32 $ | 171 644,73 $ |
| | 2569185402 | 207084 | - CSEM Modification et Amélioration - In | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.207084.070003.19520.00000 | 230 385,75 $ | 230 385,75 $ | 230 385,75 $ |
| Total 12 - Commission Des Services Electriques | | | | | | 1 805 894,67 $ | 2 041 827,13 $ | 1 819 253,02 $ |
| 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | 2638375002 | 208289 | - Terrains Synthétiques (D.V.10 ans) | 1.Travaux | 6101.7723001.802505.7165.57201.000000.0000.208289.000000.15036.00000 | 1 333 140,56 $ | 1 532 778,36 $ | 1 399 630,95 $ |
| Total 31 - Grands Parcs, Mont Royal Et Sports | | | | | | 1 333 140,56 $ | 1 532 778,36 $ | 1 399 630,95 $ |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 2675110006 | 208000 | - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et éle | 1.Travaux | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.208000.000000.45010.00000 | 11 173,41 $ | 12 846,63 $ | 11 730,68 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.208000.070008.45010.00000 | 1 676,01 $ | 1 926,99 $ | 1 759,60 $ |
| | 9999990000 | 208288 | - BIXI - Incidences Station BIXI (travaux c | 3.Incidences | 6101.7725005.802727.06819.57401.000000.0000.208288.070003.45010.00000 | 8 000,00 $ | 9 198,00 $ | 8 399,00 $ |
| Total 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | | | | | | 20 849,42 $ | 23 971,62 $ | 21 889,29 $ |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 2356527001 | 195981 | - Collecteurs d'égouts et bassins de réter | 1.Travaux | 5030.5022019.802732.04161.57201.000000.0000.195981.000000.12030.00000 | 46 461 851,04 $ | 53 419 513,23 $ | 48 779 135,86 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5030.5022019.802732.04161.57201.000000.0000.195981.070008.12030.00000 | 7 248 702,94 $ | 8 334 196,21 $ | 7 610 232,00 $ |
| | 8888880000 | 208311 | - Incidences Collecteurs d'égouts et bass | 3.Incidences | 5030.5022019.802732.04161.54301.000000.0000.208311.070003.12030.00000 | 2 300 000,00 $ | 2 644 425,00 $ | 2 414 712,50 $ |
| Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | | | | | | 56 010 553,98 $ | 64 398 134,44 $ | 58 804 080,36 $ |
| 53 - Sud-Ouest | 2655736016 | 207947 | - Trottoirs et bordures construction | 1.Travaux | 0...03107.57201.000000.0000.207947.000000.17030.00000 | 462 166,82 $ | 531 376,30 $ | 485 217,39 $ |
| | | | | 2.Contingences | 0...03107.57201.000000.0000.207947.070008.17030.00000 | 69 325,02 $ | 79 706,45 $ | 72 782,61 $ |
| Total 53 - Sud-Ouest | | | | | | 531 491,84 $ | 611 082,75 $ | 558 000,00 $ |
| Total | | | | | | 59 701 930,47 $ | 68 607 794,30 $ | 62 602 853,61 $ |

1.14975

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Autres payeurs de la ville | | | | Avec taxes | Sans taxes | |
| SP 2069142100 | | | | | | | ########## | ########## | |
| | | | | | | | | - | $ |
| ville | ######### | ######### | ######### | 8,007.60 | $ | ########## | 496,753.71 | $ 432,053.67 | $ |
| | | | | | | | | - | $ |
| CSEM | | | | | | | ########## | 984,997.33 | $ |
| | | | Autres dépenses à payer par la CSEM | | | | | - | $ |
| sp 1656122054 | | | | | | | 24,359.75 | $ 21,187.00 | $ |
| sp 1656122049 | | | | | | | 39,569.75 | $ 34,415.96 | $ |
| sp 2059070032 | | | | | | | 14,853.15 | $ 12,918.59 | $ |
| | | | | | | | | - | $ |
| total CSEM | | | | | | | ########## | ########## | |
| | | | | | | | | - | $ |
| | | | | | | | | - | $ |
| | | | | | | | | - | $ |

## ANNEXE B - Guide simplifié pour le calcul de la répartition des coûts entre la Ville de Montréal et la CSEM

La répartition des coûts des travaux sur les actifs de la CSEM varie d'un projet à l'autre, selon la nature de la demande de la Ville de Montréal et l'ampleur des travaux s'y rattachant.

Les cellules de couleur verte du fichier sont à compléter par l'ingénieur chargé de projet de la Ville

Les cellules de couleur jaune du fichier sont à compléter par l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

| DÉFINITIONS | |
|---|---|
| **Définitions des titres de colonnes de l'onglet Règle 115%** | |
| Travaux d'amélioration - au frais de la CSEM en tenant compte de la clause limitative des coûts | Ce sont les travaux d'amélioration sur les actifs de la CSEM dont les items et quantités sont prévus dans le bordereau de la CSEM. Ces travaux peuvent être situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre du projet de la Ville. Ces travaux sont demandés par la CSEM. Ils sont prévus au programme de construction et de modification des conduits souterrains. |
| Travaux de déplacement - au frais de la ville | Ce sont les travaux de déplacement/modification pour l'éclairage et feux de circulation ou autres travaux pour faire passer les infrastructures de la Ville, le tout demandé par la Ville. Les items et quantités pour ces travaux sont prévus dans le bordereau de la CSEM. Le budget de ces travaux doit être assumé par un programme inclus au projet de la ville. |
| Programme particulier | Certains projets de plus grande envergure implique des travaux particuliers reliés à un programme prévu au grand budget de la Ville de Montréal. Ce programme est géré par la CSEM et prévu dans un programme différent de celui de la construction et de la modification des conduits souterrains. |
| Travaux d'enfouissement des fils | Ce sont des travaux dont les items et quantités sont prévus dans le bordereau de la CSEM afin de répondre à l'objectif d'un programme particulier, soit celui de l'enfouissement des fils. Le budget de ces travaux doit être assumé par un programme particulier de la Ville. |
| **Autres définitions** | |
| Entente de collaboration | Entente de collaboration pour la réalisation de travaux conjoints de façon intégrée entre la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier de la Ville de Montréal et la Commission des services électriques de Montréal, signée le ..... |
| Documents de la soumission à transmettre à la CSEM | Le formulaire A5 de la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, le bordereau de prix soumis pour le sous-projet de la CSEM, les quantités et prix unitaires soumis des items des autres bordereaux de la soumission impliquant un partage dont une portion des coûts sera assumée par la CSEM et le tableau sommaire de l'ensemble de la soumission (article 4.8.3 de l'entente de collaboration). |
| Clause limitative des coûts - Règle 115% | Règle du calcul utilisée pour évaluer la contribution de la CSEM pour les travaux d'amélioration de son bordereau et pour les travaux d'enfouissement des fils si pertinent, lorsque l'entrepreneur général a potentiellement soumis des prix non proportionnés, conformément à l'article 4.8.2 de l'entente de collaboration. La règle est aussi utilisée pour évaluer la contribution de la CSEM dans le partage des coûts des items des bordereaux de la Ville lorsque l'entrepreneur a possiblement soumis des prix non proportionnés pour ces items. |

### ÉTAPES

**1 — Informations à inscrire aux onglets «Informations CSEM» et «Informations Ville» pour identifier le projet intégré**

Les premières informations du fichier à être complétées sont celles des onglets informations de la CSEM et de la Ville.

**1.1 Il suffit à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM de compléter les cellules de couleur jaune de l'onglet Informations CSEM,**

**1.2 Il suffit à l'ingénieur chargé de projet de la DI de compléter les cellules de couleur verte de l'onglet Informations Ville, identifiées à**

Chacun des ingénieurs vérifie si les données inscrites ont bien été reportées à l'onglet Règle 115%.

Si les ingénieurs prévoient qu'une portion des travaux ou activités dans les bordereaux de la Ville est imputable à la CSEM, le chargé

Les données inscrites par les ingénieurs dans les onglets Informations Ville et Informations CSEM sont reportées dans les autres

**2 — Répartition des prix des estimations des travaux à partager entre la CSEM et la Ville**

**2A — Répartition du prix de l'estimation des travaux sur les actifs de la CSEM - bordereau de la CSEM**

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM. Il complète les cellules en jaune de la ligne 8 de l'onglet Règle 115%

Idéalement, cette étape devrait être complétée lors de l'analyse d'avant projet définitif conformément à l'article 4.4.1 pour les projets intégrés standards et lors de l'analyse d'avant projet préliminaire pour les projets d'envergure conformément à l'article 4.4.2 de l'entente de collaboration.

Pour les fins du fichier de partage des coûts, les données doivent nécessairement être inscrites avant le lancement de l'appel d'offres. De plus, les données doivent être révisées dès qu'un addenda modifie certaines quantités ou items du bordereau.

Elle consiste à répartir les quantités et les prix de l'estimation du bordereau de la CSEM.

Cette répartition vise à préciser la valeur des coûts suivants de leur estimation :
- Coûts pour les travaux d'amélioration
- Coûts pour les travaux de déplacement
- Coûts pour les travaux reliés à un programme particulier, tel l'enfouissement des fils s'ils sont prévus au projet.

Les modifications des données réparties de l'estimation à cette étape pourraient se faire au plus tard à la troisième étape du présent guide.

**2B — Évaluation de la portion des coûts assumés par la CSEM impliquant des travaux inscrits dans d'autres bordereaux de la soumission**

Cette étape doit être complétée par le chargé de projet de la DI avec la collaboration de l'ingénieur gestion projet de la CSEM conformément à l'article 4.6.7 de l'entente de collaboration.

Tel que spécifié au quatrième paragraphe de l'article 4.6.8 et à certains articles de la section 6 de l'entente de collaboration, certains items dans les bordereaux de la Ville devront être proratés afin d'identifier la partie assumée par la CSEM pour ces travaux.

Pour ce faire, le chargé de projet de la DI convoque le chargé de projet et l'ingénieur gestion de projet de la CSEM à une réunion sur le partage des coûts au plus tard un mois avant le lancement de l'appel d'offres.

Les parties doivent s'entendre sur la nature et la méthode de répartition des items dans les bordereaux de la Ville pour lesquels, dans le cadre du projet, il y aurait lieu de partager les coûts avec la CSEM.

Pour les fins du fichier de partage des coûts, les données doivent nécessairement être inscrites avant le lancement de l'appel d'offres. Cependant, les données devront être révisées après l'ouverture des soumissions si des addenda ont modifié certaines quantités de ces items dans les bordereaux de la Ville.

Lorsque les ingénieurs ont déterminé les items dans les bordereaux de la Ville qui seront partagés et dans quelle proportion, le chargé de projet de la Ville inscrit les numéros des bordereaux de la Ville et le pourcentage des contingences s'y rapportant aux cellules de couleur verte des lignes 13, 23, 33, 43, 53, 63 et 73 de l'onglet Informations Ville.
L'ingénieur de la DI en évalue leurs coûts à partir de son estimation et transmet l'information à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM, tout en complétant les données des estimations de la Ville pour les items partagés avec la CSEM ainsi que les montants assumés par la CSEM dans les cellules de couleur verte des lignes 15, 25, 35, 45, 55 , 65 et 75 de l'onglet Informations Ville.

Sans s'y limiter, les items suivants dans les bordereaux de la Ville pourraient être partagés selon la nature et la situation des travaux d'amélioration de la CSEM :
- items de réfection - 4ième paragraphe de l'article 4.6.8 et article 6.4.12 de l'entente de collaboration
- items de gestion de sols contaminés - 4ième paragraphe de l'article 4.6.8 et article 6.4.4
- items de contrôle de vibration - article 6.4.13
- items d'archéologie - article 6.4.3
- autres items si pertinents au projet intégré.

L'ingénieur chargé de projet de la DI vérifie que les numéros des bordereaux de la Ville pour lesquels des coûts de certains items seront partagés avec la CSEM ont bien été reportés aux cellules E23 à E31 de l'onglet Règle 115%.

Si nécessaire, les modifications des données inscrites aux cellules de couleur verte des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75 de l'onglet Informations Ville devront se faire au plus tard à la troisième étape du présent guide.

**Signalisation**

Selon l'article 6.4.9 de l'entente de collaboration, la CSEM verse une compensation à la Ville de Montréal pour la signalisation et la gestion des entraves selon un pourcentage établi en lien avec la situation géographique du projet. Cette compensation comprend un montant pour les activités de signalisation prévues du contrat ainsi qu'un montant pour les contingences sur ces activités.

Tel que mentionné à l'entente de collaboration, pour un projet d'envergure, le pourcentage à appliquer pour les frais de signalisation et gestion des entraves est de 15%. Si pour les fins de lancement des appels d'offres, le projet est subdivisé en différents lots, le pourcentage à utiliser pour chacun des lots reste le même, soit 15%.

Le chargé de projet de la DI doit inscrire le numéro du bordereau de la Ville ainsi que le pourcentage de contingences s'y rattachant à la ligne 10 de l'onglet Informations Ville. Il vérifie que le report a bien été effectué à la cellule E23 de l'onglet Règle 115%.

Cependant, le pourcentage pour le calcul des frais de signalisation doit être inscrit par l'ingénieur gestion projet de la CSEM (cellules de couleur jaune C18 et D20 de l'onglet Informations CSEM). À cette étape, le calcul du montant de compensation pour déterminer la portion des coûts de la signalisation du projet qui sera assumé par la CSEM, se fait automatiquement. Le montant est aussi réparti entre les travaux et les contingences en tenant compte du pourcentage de contingences déterminé par la ville.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que les reports des pourcentages ont bien été effectués aux cellules C23 et C24 de l'onglet Règle 115%. La part Signalisation de la CSEM est calculé sur le prix de l'estimation pour les travaux d'amélioration (cellule G10) et non sur le prix majoré de l'estimation (cellule G13) pour ces travaux.

## 3 Prix soumis par l'entrepreneur des travaux à partager entre la CSEM et la Ville

### 3A Prix soumis par l'entrepreneur des travaux sur les actifs de la CSEM - bordereau de la CSEM - répartition selon les travaux

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM à l'onglet Règle 115%.

Conformément à l'article 4.8.3 de l'entente de collaboration, cette étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours par l'ingénieur gestion de projet de la CSEM, après avoir reçu les documents du chargé de projet de la DI.

Elle consiste à établir la répartition des quantités et des prix soumis par l'entrepreneur pour le bordereau de la CSEM.

Cette répartition vise à préciser la valeur des coûts suivants du prix soumis par l'entrepreneur:
- Coûts pour les travaux d'amélioration
- Coûts pour les travaux de déplacement
- Coûts pour les travaux reliés à un programme particulier, tel l'enfouissement des fils s'ils sont prévus au projet.

Il complète les cellules de couleur jaune de la ligne 15 de l'onglet Règle 115%.

Les pourcentages calculés des coûts aux frais de la Ville et aux frais d'un programme particulier sur le prix soumis du bordereau (cellules H16 et I16) serviront à répartir le budget des dépenses incidentes à la sixième étape.

Si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres, il modifie les cellules de couleur jaune qui se rapportent à la répartition du prix de l'estimation en conséquence (cellules jaunes de la ligne 10), si le tout n'a pas été fait à la deuxième étape.

### 3B Prix soumis par l'entrepreneur pour les travaux des items à partager avec la CSEM - bordereaux Ville de la soumission

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur chargé de projet de la DI à l'onglet Informations Ville.

Cette étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours après avoir transmis les prix unitaires soumis des items impliqués dans ce partage à l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

Il inscrit les prix soumis par l'entrepreneur pour les items à partager ainsi que la portion devant être assumée par la CSEM aux cellules de couleur verte des lignes 19, 29, 39, 49, 59, 69 et 79.

Il vérifie les données inscrites à la deuxième étape sur les estimations des coûts impliquant des items dans les autres bordereaux de la soumission (cellules E et F des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75).

Si des modifications ont été apportées dans les quantités de ces items durant la publication de l'appel d'offres, il modifie les données des estimations des cellules de couleur verte en conséquence (cellules E et F des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75).

## 4 Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts des travaux du contrat entre la CSEM et la Ville

### 4A Répartition du prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts du bordereau de la CSEM

Cette étape doit être vérifiée par l'ingénieur gestion de projet de la CSEM à l'onglet Règle 115%.

Tout comme la troisième étape, la présente étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours, après avoir reçu les documents du chargé de projet de la DI (article 4.8.3 de l'entente de collaboration).

À cette étape, l'ingénieur gestion de projet de la CSEM vérifie si la CSEM assumera l'entièreté des coûts du bordereau de la CSEM pour les travaux d'amélioration ou s'ils seront partagés avec les autres payeurs du projet.

En effet, en appliquant la règle 115%, dû à un débalancement des prix de l'entrepreneur, la CSEM limite sa contribution pour ses travaux d'amélioration aux prix de son estimation majorée de 15%.

Si le sous-total de l'estimation majorée des travaux d'amélioration (cellule G13) est supérieur au prix soumis par l'entrepreneur pour les mêmes travaux (cellule G15), la CSEM assume ce dernier montant. La valeur est reportée à la cellule G18.

Cependant si le sous-total de l'estimation majorée des travaux d'amélioration (cellule G13) est inférieur au prix soumis par l'entrepreneur pour les mêmes travaux (cellule G15), la CSEM assume le montant de l'estimation majorée pour ces travaux. La valeur est reportée à la cellule G18.
Ainsi, la limitation crée un écart qui doit être assumé par la ville, écart inscrit à la cellule J18.

La règle du 115% s'applique aussi pour les travaux d'enfouissement des fils s'ils sont compris dans les travaux du bordereau de la CSEM. Ainsi, la CSEM limite cette contribution aux prix de son estimation majorée de 15%.

### 4B Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts des items à partager avec la CSEM - bordereaux Ville de la soumission

Cette étape doit être vérifiée par l'ingénieur chargé de projet de la DI à l'onglet Informations Ville avec la collaboration de l'ingénieur gestion de projet de la CSEM.

Tout comme la troisième étape, la présente étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours, après avoir transmis les prix unitaires soumis des items impliqués dans ce partage à l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

Le chargé de projet de la DI vérifie si les portions CSEM ont bien été attribuées aux lignes 21, 31, 41, 51, 61, 71 et 81. En effet, dû à un débalancement possible des prix soumis pour ces items, en appliquant la règle 115% sur les portions de la CSEM, cette dernière limite sa contribution aux prix des estimations majorées de 15%.

Il vérifie que les reports de ces données ont bien été effectués aux cellules des lignes 25 à 31 de l'onglet Règle 115%.

**Signalisation**

L'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que les pourcentages applicables à la signalisation inscrits aux C23 et C24 de l'onglet Règle 115% n'ont pas été modifiés.

La part CSEM signalisation est calculé sur le *prix de l'estimation* pour les travaux d'amélioration (cellule G10 de l'onglet Règle 115%) et non sur le prix soumis par l'entrepreneur (cellule G15 de l'onglet Règle 115%) pour ces travaux et ce, même si le prix soumis est inférieur au montant de l'estimation.

La part Signalisation pour les travaux d'enfouissement de fils est calculé sur le *prix de l'estimation* pour ces travaux (cellule H10 de l'onglet règle 115%) et non sur le prix soumis par l'entrepreneur (cellule H15 de l'onglet Règle 115%) pour ces travaux et ce, même si le prix soumis est inférieur au montant de l'estimation.

## 5 Répartition du budget des dépenses contingentes

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM avec la collaboration de l'ingénieur chargé de projet de la
Cette étape doit aussi être faite lorsque toutes les données sur la répartition des coûts des travaux du contrat entre la CSEM et la Ville ont été inscrites et vérifiées.
Elle vise à répartir les budget des dépenses contingentes selon la même répartition que celle des travaux.
Considérant que le budget des dépenses contingentes doit être établi en fonction des risques en rapport avec la réfection de chacun des actifs du projet et non en fonction de la répartition des coûts des travaux, il faut s'assurer aussi de bien répartir ce budget.
Alors que la CSEM prévoit un budget de 15 % en contingences pour les travaux sur ses actifs, la Ville doit s'engager à respecter ce pourcentage pour établir son budget de contingences lorsqu'elle assume une partie des travaux du bordereau de la CSEM.
De même, lorsque la CSEM assume une partie des coûts des travaux des autres bordereaux de la soumission, elle doit respecter et prévoir un budget de contingences aux pourcentages établis par la Ville pour chacun des bordereaux.
Ainsi, l'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que le pourcentage de contingences pour les travaux sur les actifs de la CSEM de leur bordereau à la cellule C41 de l'onglet Règle 115%, a bien été reporté.
Et, le chargé de projet de la DI vérifie que les pourcentages de contingences des autres bordereaux de la soumission pour lesquels des coûts de certains items sont partagés avec la CSEM, aux cellules C42 à C49 de l'onglet Règle 115%, ont aussi bien été reportés.

## 6 Répartition du budget des dépenses incidentes

Cette étape doit aussi être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM.
Cette étape doit aussi être faite lorsque toutes les données sur la répartition des coûts des travaux du contrat et du budget des dépenses contingentes entre la CSEM et la Ville ont été inscrites et vérifiées.
Tel que mentionné dans l'entente de collaboration, chaque partie, autant la CSEM que la Ville, détermine la nature et le budget de leurs services prévus en incidences pour leurs besoins respectifs.

En conséquence, c'est à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM de déterminer la nature des différentes dépenses incidentes et les montants respectifs pour répondre aux besoins liés aux travaux sur les actifs de la CSEM. Considérant qu'une partie de ces travaux sont des travaux de déplacement demandés par la Ville ou bien des travaux prévus pour répondre à un programme particulier, une répartition de ce budget de dépenses incidentes doit être faite.

La répartition du budget des dépenses incidentes entre la CSEM et la Ville se fait selon les pourcentages déterminés à la troisième étape.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM n'a qu'à compléter les données des cellules de couleur jaune identifiées entre les lignes 57 et 79 de l'onglet Règle 115%.

Si dans certains cas, la répartition de ce budget ne se fait pas selon les pourcentages déterminés, l'ingénieur gestion projet de la CSEM doit en expliquer les raisons au chargé de projet de la DI.

Les coûts reliés à la dépense incidente de **conception et frais généraux** sont non taxables. Le montant prévu équivaut à un pourcentage déterminé par la CSEM du total des coûts nets des travaux de construction de la CSEM, des contingences reliées à ces travaux et des autres dépenses incidentes.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM inscrit le pourcentage à la cellule C50 de l'onglet Informations CSEM.
Il vérifie que le pourcentage a bien été reporté.

**7** **Vérification des données de l'onglet Répartition détails**

Cette étape doit être vérifiée respectivement par les ingénieurs gestion projet de la CSEM et chargé de projet de la DI.
Les ingénieurs n'ont pas à compléter des données dans cet onglet.
Les données complétées dans l'onglet Règle 115% se reportent automatiquement à l'onglet Répartition détails.
Les données reportées de l'onglet Règle 115% sont identifiées par la couleur bleu dans cet onglet.
Si aucune ligne et/ou colonne n'ont été ajoutées à l'onglet Règle 115%, le report des données devrait être conforme.
L'ingénieur gestion projet de la CSEM doit vérifier si les données détaillées des sections - Coûts des travaux d'amélioration CSEM et Coûts des travaux d'enfouissement des fils ConversionVille - se sont bien reparties.
L'ingénieur chargé de projet de la DI doit vérifier si les données détaillées de la section - Coûts des travaux de déplacement ou de modification au frais de la Ville - se sont bien réparties.

Les informations de cet onglet permettront au chargé de projet de la DI de compléter son fichier Répartition des coûts des travaux, des contingences et des incidences du projet et serviront ultérieusement aux équipes financières de la CSEM et des requérants du projet à endosser leur intervention respective au dossier décisionnel d'octroi du contrat.

**8** **Vérification des données de l'onglet Informations financières CSEM**

Cette étape doit être vérifiée par l'équipe financière de la CSEM.
Certaines données complétées dans les onglets - Informations Ville, Informations CSEM et Répartion détails - se reportent automatiquement à l'onglet Informations financières CSEM.
Les données reportées sont identifiées par la couleur bleu dans cet onglet.
Les numéros des clés comptables sont inscrites automatiquement en fonction des règlements d'emprunt identifiés initialement.
L'équipe financière de la CSEM doit s'assurer que les données de l'onglet ont bien été réparties.
Si aucune ligne et/ou colonne n'ont été ajoutées à l'onglet Répartition détails, le report des données devrait être conforme.

***Si aucun travaux d'enfouissement des fils n'est prévu dans le projet, masquer la colonne H de l'onglet Règle 115%, les lignes 50 à 89 de l'onglet Répartition détails et les lignes 24 à 30 de l'onglet Informations financièresCSEM.***

| INSTRUCTIONS POUR COMPLÉTER LES FICHIERS I | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTAPES** | **INSTRUCTIONS** | **RESPONSABLES** | **QUAND** |
| **1** | **Informations pour identifier le projet int** | | |
| 1.1 | Compléter les informations générales du projet | IGP_CSEM | Un mois avant le lancement de l'appel d'offres |
| 1.2 | Compléter les informations générales du projet | CP_DI | |
| **2** | **Prix des estimations des travaux à partager entre la** | | |
| **2A** | **Prix de l'estimation des travaux sur les actifs de la CSEM - borde** | | |
| 2A.1 | Inscrire le prix de l'estimation | IGP_CSEM | Un mois avant le lancement de l'appel d'offres |
| **2B** | **Prix des estimations des items à partager avec la CSEM - border** | | |
| 2B.1 | Organiser la rencontre sur le partage des coûts avec la CSÉM | CP_DI | Un mois avant le lancement de l'appel d'offres |
| 2B.2 | Inscrire le # du bordereau de la signalisation et le % de contingences de ce bordereau | CP_DI | Après la rencontre sur le partage des coûts |
| 2B.3 | Inscrire le % à utiliser pour le calcul des frais de signalisation | IGP_CSEM | |
| 2B.4 | Inscrire la nature des items à partager et compléter les # bordereaux et les % de contingences des items | CP_DI | |
| 2B.5 | Inscrire la répartition des prix estimés des différents items à partager | CP_DI | |
| 2B.6 | Confirmer la nature des items à partager | IGP_CSEM | |
| **3** | **Prix soumis par l'entrepreneur des travaux à partager ent** | | |
| **3A** | **Prix soumis par l'entrepreneur des travaux sur les actifs de la CS** | | |
| 3A.1 | Modifier les données qui se rapportent au prix de l'estimation si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres. | IGP_CSEM | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 3A.2 | Inscrire le prix soumis par l'entrepreneur | IGP_CSEM | |
| **3B** | **Prix soumis par l'entrepreneur pour les items à partager avec la CSEM -** | | |
| 3B.1 | Modifier les données qui se rapportent aux prix estimés des différents items à partager si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres. | CP_DI | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 3B.2 | Inscrire la répartition des prix soumis des différents items à partager | CP_DI | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **4** | **Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le** | | |
| 4.1 | En appliquant la règle 115%, dû à un débalancement des prix de l'entrepreneur, la CSEM limite sa contribution aux prix des estimés majorés de 15%. | La limitation crée un écart qui | |
| **5** | **Répartition du budget des dépenses contin** | | |
| 5.1 | Considérant que le budget des dépenses contingentes doit être établi en fonction des risques en rapport avec la réfection de chacun des actifs du projet et non en fonction de la répartition des coûts des travaux, il faut s'assurer aussi de bien répartir ce budget. | Le fichier calc | |
| **6** | **Répartition du budget des dépenses incid** | | |
| 6.1 | Inscrire le % à utiliser pour le calcul des frais de conception et frais généraux | IGP_CSEM | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 6.2 | Inscrire la nature et les montants des dépenses incidentes liées aux travaux sur les actifs de la CSEM | IGP_CSEM | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 6.3 | Incidences de conception et frais généraux | Le fichier calc | |
| **7** | **Montants de l'onglet Répartition détai** | | |
| 7.1 | Présenter les données selon les portions assumées par les parties impliquées dans le partage des coûts avec la CSEM | Le fichier reporte les | |
| **8** | **Montants de l'onglet Informations financière** | | |
| 8.1 | Vérifier la conformité des reports de toutes les données du ficher | Éq.fin.-CSEM | Le fichier inscrit les clé |
| 8.2 | Masquer les cellules si aucun travaux d'enfouissement des fils n'est prévu dans le projet | Éq.fin.-CSEM | Avant l'approbation du dossier par le Conseil d'administration de la CSEM |

| DE PARTAGE | |
|---|---|
| ONGLETS | CELLULES |
| égré | |
| Onglet Informations CSEM | Cellules de couleur jaune aux lignes 3 à 13 |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 3 à 6 |
| CSEM et la Ville | |
| reau CSEM de la soumission | |
| Onglet Règle 115% | Cellules de couleur jaune à la ligne 10 |
| eaux Ville de la soumission | |
| | |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte à la ligne 10 |
| Onglet Informations CSEM | Cellules de couleur jaune aux lignes 17 à 20 |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 13,23,33,43,53,63 et 73 si nécessaire |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 15,25,35,45,55,65, et 75 si nécessaire |
| Onglet Informations CSEM | Cellules de couleur jaune aux lignes 22 à 46 |
| re la CSEM et la Ville | |
| EM - bordereau de la CSEM | |
| Onglet Règle 115% | Cellules de couleur jaune à la ligne 10 |
| Onglet Règle 115% | Cellules de couleur jaune à la ligne 15 |
| - bordereaux Ville de la soumission | |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 15,25,35,45,55,65, et 75 si nécessaire |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 19,29,39,49,59,69,et 79 si nécessaire |

**e partage des coûts des travaux du contrat**

doit être assumé par la ville. Le fichier calcule l'écart.

**gentes**

cule la répartition de ces montants.

**entes**

| | |
|---|---|
| Onglet Informations CSEM | cellule C50 |
| Onglet Règle 115% | cellules de couleur jaune identifiées aux lignes 59 à 79 |

cule la répartition de ces montants.

**ls**

données inscrites aux étapes précédentes.

**es CSEM**

s comptables de la CSEM et reporte les données inscrites aux étapes précédentes.

| | |
|---|---|
| Onglet Règle 115% | Cellules de la colonne H |
| Onglet Répartition détails | Cellules des lignes 50 à 89 |
| Onglet Informations financières CSEM | Cellules de la ligne 10 et celles des lignes 24 à 30 |

| INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR ING. DE LA DI ( | | | |
|---|---|---|---|
| 1. INFORMATIONS GÉNÉRALES | | | |
| **Description du projet** | | | |
| **Contrat Ville** | | | |
| **Entrepreneur** | | Les Entreprises Michaudville inc. | |
| **Numéro du dossier décisionnel** | | | |
| | | | |
| 2. ACTIVITÉS DES BORDEREAUX DE LA VILLE PARTA | | | |
| **Activités ou travaux imputables à la CSEM (items dans un bordereau de la Ville)** | | **Numéro de bordereau de la Ville (no sous-projet)** | **% contingences** |
| **2.1** | **Signalisation** | signalisation | 10.00% |
| | | | |
| **2.2** | **Chaussée** | #bordereau chaussée | |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Chaussée** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Chaussée** | | |
| | | | |
| **2.3** | **Trottoir** | #bordereau trottoir | 0.00% |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la | 15.00% | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Trottoir** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Trottoir** | | |
| | | | |
| | **Archéologie** | ccccccccc | 0.00% |
| **2.4** | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Archéologie** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Archéologie** | | |
| | | | |
| | **Contrôle de vibration** | ddddddddd | 0.00% |
| **2.5** | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Contrôle de vibration** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Contrôle de vibration** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **Maintien temporaire d'éclairage** | eeeeeeeeee | 0.00% |
| **2.6** | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Maintien temporaire d'éclairage** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Maintien temporaire d'éclairage** | | |
| | | | |
| | **Maintien temporaire feux circulation** | fffffffff | 0.00% |
| **2.7** | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Maintien temporaire feux circulation** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Maintien temporaire feux circulation** | | |
| | | | |
| | **Autres 1** | gggggggggg | 0.00% |
| **2.8** | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Autres 1** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Autres 1** | | |

## cellules vertes seulement)

Les données dans les cellules vertes doivent être inscrites par l'ingénieur de la DI

**GÉS AVEC LA CSÉM**

2ième étape, 3ième étape et révisées à la 4ième étape

| Calculs des montants |
|---|
| s/o |

| Avant taxes | | | |
|---|---|---|---|
| Total des items de Chaussée dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
| | | 0.00$ | |
| | 0.00$ | | |
| | 0.00$ | | |
| | | 0.00$ | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Total des items de Trottoir dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
| | | 0.00$ | |
| | 0.00$ | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | 0.00$ | | |
| 0.00$ | 0.00$ | 0.00$ | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| Total des items de Archéologie dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
|---|---|---|---|
| 0.00$ | 4.00$ | -4.00$ | |
| | 0.60$ | | |
| | 4.60$ | | |
| 0.00$ | 0.00$ | 0.00$ | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| Total des items de Contrôle de vibration dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
|---|---|---|---|
| 0.00$ | 4.00$ | -4.00$ | |
| | 0.60$ | | |
| | 4.60$ | | |
| 0.00$ | 0.00$ | 0.00$ | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| Total des items de Maintien temporaire d'éclairage dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
|---|---|---|---|
| 0.00$ | | 0.00$ | |
| | 0.00$ | | |
| | 0.00$ | | |
| 0.00$ | 0.00$ | 0.00$ | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| Total des items de Maintien temporaire feux circulation dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
|---|---|---|---|
| 0.00$ | | 0.00$ | |
| | 0.00$ | | |
| | 0.00$ | | |
| 0.00$ | 0.00$ | 0.00$ | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| Total des items de Autres 1 dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
|---|---|---|---|
| 0.00$ | | 0.00$ | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | 0.00$ | | |
| | 0.00$ | | |
| | | | |
| | | 0.00$ | |
| | | | |
| **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** | **0.00$** |

| INFORMATIONS À COM | |
|---|---|
| **ÉTAPE** | **INFORMATIONS GÉNÉRALES** |
| **1** | Description du tronçon<br><br>Contrat Portion CSEM<br>Contrat Ville<br>Entrepreneur<br>Sous-traitant<br>Contingences CSEM<br>Numéro de sous-projet Investi Travaux (Construction et dépenses)<br>Numéro de projet SIMON Travaux (Construction et dépenses)<br>Numéro de sous-projet Investi Incidences externes<br>Numéro de projet SIMON Incidences externes<br>Numéro de projet (Conception interne, surveillance interne et FG)<br>Numéro SIMON (Conception interne, surveillance interne et FG)<br>Règlement d'emprunt MAM (2018-10-05)<br>Description du réglement d'emprunt<br><br>Clé comptable |
| **ÉTAPE** | **INFORMATIONS POUR LE PARTAGE** |
| **2** | Y-a-il une quote-part de **signalisation** imputable à la CSEM?<br>Signalisation (Zone 1=4% Zone 2=8% Travaux complexes projet d'envergure=15%)<br>Y-a-il une part de **signalisation** imputable à la conversion VMCONV?<br>Signalisation (Zone 1=8% Zone 2=8% Travaux complexes projet d'envergure=15%)<br><br>Y-a-il d'**autres partages** pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville? |

| | |
|---|---|
| | Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville |
| **ÉTAPE** | **INFORMATION POUR INCIDENCES** |
| **6** | Pourcentage à utiliser pour le calcul du budget de la dépense incidente de conception et frais généraux |
| | |

| PLÉTER PAR L'ING. DE LA CSÉM (cellules jaunes seulement) |
|---|
| **TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM** |
| Modification et addition au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise de la rue des Seigneurs entre la rue Saint-Jacques et la rue Quesnel. (ville 195981) |
| 1854 |
| |
| 18% |
| 2569185400 |
| 207082 |
| 2569185401 |
| 207083 |
| 2569185402 |
| 207084 |
| 20-023 |
| 20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538 6105.7720023.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| **TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM** |
| oui |
| 10% |
| s/o |
| s/o |
| |
| non |
| Chaussée |
| 0.00% |
| |
| non |
| Trottoir |
| 0.00% |
| |
| non |
| Archéologie |
| 0.00% |
| |
| oui |

| |
|---|
| Contrôle de vibration<br>0.00% |
| non |
| Maintien temporaire d'éclairage<br>0.00% |
| non |
| Maintien temporaire feux circulation<br>0.00% |
| non |
| Autres 1<br>0.00% |
| **TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM** |
| 14.50% |
| |

**PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM**

Modification et addition au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise de la rue des Seigneurs entre la rue Saint-Jacques et la rue Quesnel. (ville 195981)

1854

0

0

18%

AUCUN

AUCUN

AUCUN

**PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM**

s/o

#N/A

non

0%

Les données dans les cellules jaunes doivent être inscrites par l'ingénieur de la CSEM

Montants reportés de l'onglet Informations Ville

Aucun travaux d'enfouissement des fils

**PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM**

# SOMMAIRE APPLICATION DE LA RÈGLE 115%

| ÉTAPE | INFORMATIONS GÉNÉRALES | | Taux pour calculs taxes et du net | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Taux de taxes combiné | Coût net CSÉM | | Coût net ville |
| 1 | Contrat Ville (soumission) | 0 | 1.14975 | 1.00847875 | | 1.049875 |
| | Contrat CSÉM | 1854 | | | | |
| | Dossier décisionnel | 0 | | | | |

Montants reportés des onglets Informations CSEM et Informations Ville

Validation

Les données dans les cellules vertes doivent être inscrites par l'ingénieur de la DI

Les données dans les cellules jaunes doivent être inscrites par l'ingénieur de la CSEM

| ÉTAPE | Calcul du prix estimé CSEM +15% | | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | Sommes | écarts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | | |
| | | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | | |
| | **Prix de l'estimation de la CSEM** | | | 1,444,445.93 $ | 964,521.13 $ | - $ | 479,924.80 $ | - $ | 479,924.80 $ | 1,444,445.93 $ | - $ |
| 2 et 3 | Pourcentage de l'écart des prix soumis par rapport aux prix des estimations (moyenne pondérée) | 47.46% | | | 47.46% | #DIV/0! | | | | | |
| | Majoration de la portion des travaux d'amélioration de l'estimé | 15.00% | | | 144,678.17 $ | - $ | | | | | |
| | **Sous-total (1) - estimation majorée** | | | | ############ | - $ | | | | | |
| 3 | **Prix soumis - Travaux sur les actifs de la CSEM** | | | 2,213,797.72 $ | ############ | | 791,511.37 $ | | | 2,213,797.72 $ | - $ |
| | Pourcentage | | | | 64.25% | 0.00% | 35.75% | | | | |
| 4 | **Répartition du prix soumis** | | | 2,213,797.72 $ | 1,109,199.30 $ | - $ | 791,511.37 $ | 313,087.05 $ | 1,104,598.42 $ | 2,213,797.72 $ | - $ |

| ÉTAPE | Travaux impliquant d'autres bordereaux de la soumission - Part de la CSEM | | | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au | Total - à reporter dans les autres payeurs du | |
| 2, 3 et 4 | CSEM - Part signalisation (2) | 10.00% | #N/A | signalisation | | 87,683.74 $ | | | | | |
| | Part signalisation - Travaux d'enfouissement des fils (2) | 0.00% | Aucun travaux d'enfouissement des fils | signalisation | | | - $ | | | | |
| | Chaussée | | | bordereau chaussée | | - $ | - $ | | | | |
| | Trottoir | | | #bordereau trottoir | | - $ | - $ | | | | |
| | Archéologie | | | ccccccccc | | - $ | - $ | | | | |
| | Contrôle de vibration | | | ddddddddd | | - $ | - $ | | | | |
| | Maintien temporaire d'éclairage | | | eeeeeeeee | | - $ | - $ | | | | |
| | Maintien temporaire feux circulation | | | fffffffff | | - $ | - $ | | | | |
| | Autres 1 | | | ggggggggg | | - $ | - $ | | | | |
| | **Sous-total des Travaux impliquant d'autres bordereaux de la soumission - Part de la CSEM** | | | | | **87,683.74 $** | - $ | | | | |
| | **Répartition des coûts des travaux entre la CSEM et la Ville** | | | | 2,301,481.46 $ | ############ | - $ | 791,511.37 $ | 313,087.05 $ | 1,104,598.42 $ | 2,301,481.46 $ - $ |
| | **Répartition avec taxes** | | | | 2,646,128.31 $ | ############ | - $ | 910,040.20 $ | 359,971.84 $ | 1,270,012.03 $ | 2,646,128.31 $ - $ |
| | **Répartition Coût net** | | | | 2,366,721.38 $ | ############ | - $ | 830,988.00 $ | 328,702.27 $ | 1,159,690.27 $ | 2,366,721.38 $ - $ |

| ÉTAPE | Répartition du budget des dépenses contingentes | | | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | |
| 5 | sur la répartition des coûts des travaux reliés au sous-projet de la CSEM | 18.00% | | 0 | | 199,655.87 $ | - $ | 142,472.05 $ | 56,355.67 $ | 198,827.72 $ | |
| | Part signalisation | 10.00% | | signalisation | | 8,768.37 $ | - $ | | | | |
| | Chaussée | 0.00% | | #bordereau chaussée | | - $ | | | | | |
| | Trottoir | 0.00% | | #bordereau trottoir | | - $ | | | | | |
| | Archéologie | 0.00% | | ccccccccc | | - $ | | | | | |
| | Contrôle de vibration | 0.00% | | ddddddddd | | - $ | | | | | |
| | Maintien temporaire d'éclairage | 0.00% | | eeeeeeeee | | - $ | | | | | |
| | Maintien temporaire feux circulation | 0.00% | | fffffffff | | - $ | | | | | |
| | Autres 1 | 0.00% | | ggggggggg | | - $ | | | | | |
| | **Répartition des budgets de contingences entre la CSEM et la Ville** | | | | 407,251.96 $ | 208,424.25 $ | - $ | 142,472.05 $ | 56,355.67 $ | 198,827.72 $ | 407,251.96 $ - $ |
| | **Répartition avec taxes** | | | | 468,237.95 $ | 239,635.78 $ | - $ | 163,807.24 $ | 64,794.93 $ | 228,602.17 $ | 468,237.95 $ - $ |
| | **Répartition Coût net** | | | | 418,935.67 $ | 210,191.42 $ | - $ | 149,577.84 $ | 59,166.41 $ | 208,744.25 $ | 418,935.67 $ - $ |

| ÉTAPE | Répartition du budget des dépenses incidentes | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | |
| 6 | **Surveillance externe - Jour de surveillance** | | 93,164.62 $ | 60,710.83 $ | - $ | | | 32,453.79 $ | 93,164.62 $ - $ |
| | avec taxes | | 107,116.02 $ | 69,802.27 $ | - $ | | | 37,313.74 $ | 107,116.02 $ - $ |
| | coût net | | 95,298.00 $ | 61,225.58 $ | - $ | | | 34,072.42 $ | 95,298.00 $ - $ |
| | **Laboratoire (sols contaminés)** | | 9,776.14 $ | 6,370.63 $ | - $ | | | 3,405.51 $ | 9,776.14 $ - $ |
| | avec taxes | | 11,240.11 $ | 7,324.63 $ | - $ | | | 3,915.48 $ | 11,240.11 $ - $ |
| | coût net | | 10,000.00 $ | 6,424.64 $ | - $ | | | 3,575.36 $ | 10,000.00 $ - $ |
| | **Laboratoires (contrôle qualitatif)** | | 9,776.14 $ | 6,370.63 $ | - $ | | | 3,405.51 $ | 9,776.14 $ - $ |
| | avec taxes | | 11,240.11 $ | 7,324.63 $ | - $ | | | 3,915.48 $ | 11,240.11 $ - $ |
| | coût net | | 10,000.00 $ | 6,424.64 $ | - $ | | | 3,575.36 $ | 10,000.00 $ - $ |
| | **Déplacement tuyau Gaz Métropolitain (100% HQ)** | | 94,201.29 $ | 94,201.29 $ | - $ | | | - $ | 94,201.29 $ - $ |
| | avec taxes | | 108,307.93 $ | 108,307.93 $ | - $ | | | - $ | 108,307.93 $ - $ |
| | coût net | | 95,000.00 $ | 95,000.00 $ | - $ | | | - $ | 95,000.00 $ - $ |
| | **Surveillance environnementale** | | - $ | - $ | - $ | | | - $ | - $ - $ |
| | avec taxes | | - $ | - $ | - $ | | | - $ | - $ - $ |
| | coût net | | | - $ | - $ | | | - $ | - $ - $ |
| | **Traçabilité de sols-Redevance traces Québec +valorisation de sols** | | 3,910.45 $ | 2,548.25 $ | - $ | | | 1,362.20 $ | 3,910.45 $ - $ |
| | avec taxes | | 4,496.04 $ | 2,929.85 $ | - $ | | | 1,566.19 $ | 4,496.04 $ - $ |
| | coût net | | 4,000.00 $ | 2,569.86 $ | - $ | | | 1,430.14 $ | 4,000.00 $ - $ |
| | **Sous-total du budget des dépenses incidentes** | | 210,828.63 $ | 170,201.63 $ | - $ | | | 40,627.00 $ | 210,828.63 $ - $ |
| | **avec taxes** | | 242,400.22 $ | 195,689.32 $ | - $ | | | 46,710.90 $ | 242,400.22 $ - $ |
| | **coût net** | | 214,298.00 $ | 171,644.72 $ | - $ | | | 42,653.28 $ | 214,298.00 $ - $ |
| | **Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable)** | 14.50% | 434,993.48 $ | 230,385.75 $ | - $ | | | 204,607.73 $ | 434,993.48 $ - $ |

| ÉTAPE | Répartitions finales et Grand total | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | |
| 7 | **Répartition des budgets de dépenses incidentes entre la Ville et la CSEM** | | 645,822.11 $ | 400,587.38 $ | - $ | | | 245,234.73 $ | 645,822.11 $ - $ |
| | **Répartition avec taxes** | | 677,393.70 $ | 426,075.07 $ | - $ | | | 251,318.63 $ | 677,393.70 $ - $ |
| | **Répartition Coût net** | | 649,291.48 $ | 402,030.48 $ | - $ | | | 247,261.00 $ | 649,291.48 $ - $ |
| | **Grand total de la répartition (travaux, contingences et incidences)** | | 3,354,555.54 $ | ############ | - $ | | | 1,548,660.87 $ | 3,354,555.54 $ - $ |
| | **Grand total avec taxes** | | 3,791,759.95 $ | ############ | - $ | | | 1,749,932.83 $ | 3,791,759.95 $ - $ |
| | **Grand total Coût net** | | 3,434,948.53 $ | ############ | - $ | | | 1,615,695.52 $ | 3,434,948.53 $ - $ |

(1) Si le sous-total est supérieur au prix soumis des travaux d'amélioration, la CSEM assure ce dernier montant

(2) calculé avec un % du prix de l'estimation CSEM pour les travaux d'amélioration établi à l'article 6.4.9 de l'entente de collaboration.

(3) équivaut à un pourcentage déterminé par la CSEM du total des coûts nets des travaux de construction de la CSEM, des contingences reliées à ces travaux et des dépenses incidentes - aucune taxe applicable à ces montants

# RÉPARTITIONS DES COÛTS ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LA CSÉM

| INFORMATIONS GÉNÉRALES | | | Taux pour calculs taxes et du net | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CSÉM C1854 | SOUMISSION: | 0 | Taux de taxes combiné | Coût net ville | Coût net CSEM |
| | | | 1.14975 | 1.049875 | 1.00847875 |

Montants reportés de l'onglet Règle 115%

## Coûts des travaux d'amélioration - CSEM

| ÉTAPE | Portion des coûts des travaux du contrat à la CSEM | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.1 | 0 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 1,109,199.30 $ | 1,275,301.89 $ | 1,118,603.92 $ | |

validation - Soumission

2,213,797.72 $ *Prix soumis des travaux de la CSEM*

| ÉTAPE | Autres sous-projets de travaux | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.2 | signalisation | Signalisation | 87,683.74 $ | 100,814.38 $ | 88,427.19 $ | *payé par la VM et imputé à la CSEM* |
| | #bordereau chaussée | Chaussée | - $ | - $ | - $ | |
| | #bordereau trottoir | Trottoir | - $ | - $ | - $ | |
| | ccccccccc | Archéologie | - $ | - $ | - $ | |
| | ddddddddd | Contrôle de vibration | - $ | - $ | - $ | |
| | eeeeeeeee | Maintien temporaire d'éclairage | - $ | - $ | - $ | |
| | fffffffff | Maintien temporaire feux circulation | - $ | - $ | - $ | |
| | ggggggggg | Autres 1 | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des Coûts des travaux d'amélioration - CSEM** | | **1,196,883.04 $** | **1,376,116.27 $** | **1,207,031.11 $** | |

| ÉTAPE | Portion des contingences reliées aux travaux | | % contingences | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | | |
| 7.3 | 0 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 18% | 199,655.87 $ | 229,554.34 $ | 201,348.71 $ | *payé par la VM et imputé à la CSEM* |
| | signalisation | Signalisation | 10% | 8,768.37 $ | 10,081.44 $ | 8,842.72 $ | |
| | #bordereau chaussée | Chaussée | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | #bordereau trottoir | Trottoir | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | ccccccccc | Archéologie | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | ddddddddd | Contrôle de vibration | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | eeeeeeeee | Maintien temporaire d'éclairage | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | fffffffff | Maintien temporaire feux circulation | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | ggggggggg | Autres 1 | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des contingences des travaux d'amélioration - CSÉM** | | | **208,424.25 $** | **239,635.78 $** | **210,191.42 $** | |

| ÉTAPE | Portion des incidences liées aux travaux | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMAQRQUES |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.4 | Surveillance externe - Jour de surveillance | 60,710.83 $ | 69,802.27 $ | 61,225.58 $ | *payé par la CSEM et imputé à la CSEM* |
| | Laboratoire (sols contaminés) | 6,370.63 $ | 7,324.63 $ | 6,424.64 $ | |
| | Laboratoires (contrôle qualitatif) | 6,370.63 $ | 7,324.63 $ | 6,424.64 $ | |
| | Déplacement tuyau Gaz Métropolitain (100% HQ) | 94,201.29 $ | 108,307.93 $ | 95,000.00 $ | |
| | Surveillance environnementale | - $ | - $ | - $ | |
| | Traçabilité de sols-Redevance traces Québec +valorisation de sols | 2,548.25 $ | 2,929.85 $ | 2,569.86 $ | |
| | Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable) | 230,385.75 $ | 230,385.75 $ | 230,385.75 $ | |
| | **Total des dépenses incidentes des travaux d'amélioration - CSÉM** | **400,587.38 $** | **426,075.07 $** | **402,030.48 $** | |
| | **Grand total des Coûts des travaux d'amélioration - CSEM** | **1,805,894.67 $** | **2,041,827.13 $** | **1,819,253.01 $** | |

## Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville

| ÉTAPE | Portion des travaux du contrat | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes Ville | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Grand total des Coûts des travaux d'enfouissement des fils -** | **- $** | **- $** | **- $** | |

## Coûts des travaux de déplacement ou de modification au frais de la Ville

| ÉTAPE | Portion des travaux du contrat | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes Ville | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.9 | 0 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 1,104,598.42 $ | 1,270,012.03 $ | 1,159,690.27 $ | *payé par la VM et imputé à la VM* |

| ÉTAPE | Portion des contingences reliées aux travaux | | % contingences | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | | |
| 7.10 | 0 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 18% | 198,827.72 $ | 228,602.17 $ | 208,744.25 $ | *payé par la VM et imputé à la VM* |

| ÉTAPE | Portion des incidences liées aux travaux | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMAQRQUES |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.11 | Surveillance externe - Jour de surveillance | 32,453.79 $ | 37,313.74 $ | 34,072.42 $ | *payé par la CSEM et imputé à la VM* |
| | Laboratoire (sols contaminés) | 3,405.51 $ | 3,915.48 $ | 3,575.36 $ | |
| | Laboratoires (contrôle qualitatif) | 3,405.51 $ | 3,915.48 $ | 3,575.36 $ | |
| | Déplacement tuyau Gaz Métropolitain (100% HQ) | - $ | - $ | - $ | |
| | Surveillance environnementale | - $ | - $ | - $ | |
| | Traçabilité de sols-Redevance traces Québec +valorisation de sols | 1,362.20 $ | 1,566.19 $ | 1,430.14 $ | |
| | Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable) | 204,607.73 $ | 204,607.73 $ | 204,607.73 $ | |
| | **Total des dépenses incidentes au frais de la Ville** | **245,234.73 $** | **251,318.63 $** | **247,261.00 $** | |
| | **Grand total des Coûts des travaux de déplacement ou de** | **1,548,660.87 $** | **1,749,932.83 $** | **1,615,695.52 $** | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ***Total CSÉM et Ville*** | 3,354,555.54 $ | 3,791,759.95 $ | 3,434,948.53 $ |

*2,213,797.72 $ Coût partagé des travaux de la CSEM*

*- $ Écart*

**Soumission:** 0

Commission des services électriques de Montréal

| No GDD |
|---|
| 1269897001 |

Dans le cadre de ce projet, des travaux de co

La quote-part de la CSEM, nette de toute rist

Le budget est prévu au PTI 2026-2028 et se c

| NUMÉRO | DESCRIPTION |
|---|---|
| 24-015 | 20-023 Conduits souterrains/Enfouiss fils |
| 0 | 0 |

| TITRE | Coûts des travaux d'amélioration - CSEM |
|---|---|
| CONTRAT-TRAVAUX | |
| CONTINGENCES | |
| SURVEILLANCE EXT. | |
| LABORATOIRE | |
| DIVERS | |
| INTERNE-FRAIS GÉNÉRAUX | |
| **TOTAL IMPUTATION** | |

| TITRE | Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville |
|---|---|
| CONTRAT-TRAVAUX | |
| CONTINGENCES | |
| SURVEILLANCE EXT. | |
| LABORATOIRE | |
| DIVERS | |

| INTERNE-FRAIS GÉNÉRAUX |
| --- |
| **TOTAL IMPUTATION** |

[redacted]

[redacted]

La CSEM demande un engagement de g
incidentes et la conception, surveillance
Montréal.

# CERTIFICATION DES FON

| SERVICE |
| --- |
| CSÉM-1200 |

nduits souterrains sont intégrés à l'ensemble des travaux et seront réalisés par la firme  sous l

tourne de taxes, est estimée à 1819254 $ et sera facturée selon les quantités réelles réalisées.

détaille comme suit:

| PROVENANCE |
| --- |
| CLÉS DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 0 |
| TOTAL PROVENANCE |

| IMPUTATION |
| --- |
| CLÉS D'IMPUTATION |
| 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.207082.000000.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.207082.070008.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.207083.070004.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.207083.070005.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.207083.070006.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.51120.000000.0000.207084.070007.19520.00000 |
| Coûts des travaux d'amélioration  - CSEM |

| IMPUTATION |
| --- |
| CLÉS D'IMPUTATION |
| 0 |
| 0 |
| 0 |
| 0 |
| 0 |

| 0 |
| --- |
| **Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville** |

**GRAND TOTAL IMPUTATION:**

**ENGAGEMENT «CSEINT»**

gestion de la Ville de Montréal pour réserver les fonds nécessaires pour les dépenses et frais généraux qui sont payés par la CSÉM et imputés aux comptes de la Ville de

| Taux de taxes combiné | Coût net ville | Coût net CSEM |
|---|---|---|
| 1.14975 | 1.00847875 | 1.049875 |

## IDS

| CONTRAT CSÉM | No D'ENGAGEMENT |
|---|---|
| CSÉM 1854 | à compléter par le Service des finances Ville |

la surveillance de la CSEM.

| DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
|---|---|---|---|
| 1,805,894.67 $ | 2,041,827.13 $ | 1,819,253.01 $ | 1,819,254.00 $ |
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **1,805,894.67 $** | **2,041,827.13 $** | **1,819,253.01 $** | **1,819,254.00 $** |

| DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
|---|---|---|---|
| 1,196,883.04 $ | 1,376,116.27 $ | 1,207,031.11 $ | 1,207,032.00 $ |
| 208,424.25 $ | 239,635.78 $ | 210,191.42 $ | 210,192.00 $ |
| 60,710.83 $ | 69,802.27 $ | 61,225.58 $ | 61,226.00 $ |
| 12,741.26 $ | 14,649.26 $ | 12,849.29 $ | 12,850.00 $ |
| 96,749.54 $ | 111,237.79 $ | 97,569.86 $ | 97,570.00 $ |
| 230,385.75 $ | 230,385.75 $ | 230,385.75 $ | 230,386.00 $ |
| **1,805,894.67 $** | **2,041,827.13 $** | **1,819,253.01 $** | **1,819,254.00 $** |

| DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
|---|---|---|---|
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **0.00 $** | **0.00 $** | **0.00 $** | **0.00 $** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **1,805,894.67 $** | **2,041,827.13 $** | **1,819,253.01 $** | **1,819,254.00 $** |

| | |
|---|---|
| **Montant de l'engagement:** | **247,261.00 $** |
| **Numéro de l'engagement:** | **CSEINT1854** |

| Validation des Montants | 2. VALIDATION DES MONTA<br>TOTAL PROVENANCE ET TOTAL I | |
|---|---|---|
| | DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES |
| | Valide | Valide |
| VALEUR DE L'ÉCART | 0.00 $ | 0.00 $ |

| |
|---|
| *Avant taxes* |

| NTS: MPUTATION | |
|---|---|
| **CRÉDITS** | **CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR** |
| Valide | Valide |
| **0.00 $** | **0.00 $** |

| *Validation* | |
|---|---|
| *avec taxes* | *crédits* |

| Valeurs Signalisation pour les travaux d'amélioration de la CSEM | |
|---|---|
| 0.0000% | Aucun frais imputé à la CSEM pour le projet |
| 4.0000% | Projet situé en zone 1 |
| 8.0000% | Projet situé en zone 2 |
| 15.0000% | Projet d'envergure |

| Valeurs Signalisation pour travaux d'enfouissement | |
|---|---|
| 0.0000% | Aucun travaux d'enfouissement des fils |
| 8.0000% | Travaux d'enfouissement des fils compris dans un projet en zone 1 ou 2 |
| 15.0000% | Travaux d'enfouissement des fils compris dans un projet d'envergure |

| Réponses aux questions du partage des items dans les bordereaux de la Ville |
|---|
| oui |
| peut-être |
| non |

| Pourcentage à utiliser pour le calcul du budget de la dépense incidente de conception et frais généraux |
|---|
| 0.00% |
| 12.00% |
| 13.00% |
| 14.00% |
| 14.50% |
| 15.00% |
| 15.50% |

| Liste des pourcentage des contingences reliées aux travaux des bordereaux du projet |
|---|
| 0.00% |
| 5.00% |
| 6.00% |
| 7.00% |
| 8.00% |
| 9.00% |
| 10.00% |
| 11.00% |
| 12.00% |
| 13.00% |
| 14.00% |
| 15.00% |
| 16.00% |
| 17.00% |
| 18.00% |
| 19.00% |
| 20.00% |

| Liste des segments AUTRES des clés comptables | |
|---|---|
| 000000 | CONTRAT-TRAVAUX |
| 070008 | CONTINGENCES |
| 070004 | INCIDENCES EXTERNES  CSÉM - SURVEILLANCE EXT. |
| 070005 | INCIDENCES EXTERNES CSÉM - LABORATOIRE |
| 070006 | INCIDENCES EXTERNES CSÉM - FRAIS DIVERS |
| 070007 | CSÉM CONCEPTION ET SURVEILLANCE INTERNE-FRAIS GÉNÉ |

| Liste des items potentiels dans les bordereaux de la ville  à partager avec la CSEM et nature de ces items |
|---|
| Réfection |
| Sols contaminés |
| Archéologie |
| Contrôle de vibration |
| Maintien temporaire d'éclairage |
| Maintien temporaire feux circulation |
| Chaussée |
| Trottoir |
| Autres 1 |
| Autres 2 |
| Autres 3 |











| Source no | NO RE | Source description |
|---|---|---|
| AUCUN | AUCUN | AUCUN |
| 7712033 | 12-033 | 12-033 Conversion rés.aérien vs conduits sout. CM12 0854 |
| 7715045 | 15-045 | 15-045 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM15 0568 |
| 7716041 | 16-041 | 16-041 Conversion du réseau aérien CM16 0802 |
| 7716046 | 16-046 | 16-046 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM16 0980 |
| 7717064 | 17-064 | 17-064 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM17 0623 |
| 7718007 | 18-007 | 18-007 Conduits souterrains/enfouissements fils CM18 0261 |
| 7718053 | 18-053 | 18-053 Conduits souterrains/Enfouissement fils CM18 1164 |
| 7718061 | 18-061 | 18-061 Enlev. fils/poteaux & conversion réseau aérien CM18 1385 |
| 7719033 | 19-033 | 19-033 Conduits souterains/Enfouiss.fils aériens CM19 0605 |
| 7719052 | 19-052 | 19-052 Conversion réseau aérien conduits souterrains CM19 1144 |
| 7720023 | 20-023 | 20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538 |

| Activité | Projet Simon | Sous projet no | Catégorie actif |
|---|---|---|---|
| 01909 - Admin. générale - Autres dép.- À répartir | | | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |

| Compte GL no | Programmation |
|---|---|
| AUCUN | |
| 6101.7712033.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | |
| 6105.7715045.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6101.7716041.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7716046.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7717064.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7718007.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7718053.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6101.7718061.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7719033.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6101.7719052.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7720023.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |

| Crédit autorisé | CNR (projet | CNA 2020 | Crédit affecté | Réel projet | Engagement |
|---|---|---|---|---|---|
| 257 925 | 0 | 257 925 | 0 | 0 | 0 |
| 1 165 000 | 0 | 1 165 000 | 0 | 0 | 0 |
| 243 | 0 | 243 | 0 | 0 | 0 |
| 442 196 | 0 | 442 196 | 0 | 0 | 0 |
| 409 127 | 0 | 409 127 | 0 | 0 | 0 |
| 3 264 832 | 0 | 3 264 832 | 0 | 0 | 1 |
| 5 100 000 | 0 | 5 100 000 | 0 | 0 | 0 |
| 4 566 669 | 0 | 4 566 669 | 0 | 0 | 0 |
| 8 200 000 | 0 | 8 200 000 | 0 | 0 | 0 |
| 242 403 653 | 0 | 242 403 653 | 0 | 0 | 0 |

| Crédit autorisé | Crédit autorisé |
|---|---|
| 257 925 | 100,00% |
| 1 165 000 | 100,00% |
| 243 | 100,00% |
| 442 196 | 100,00% |
| 409 127 | 100,00% |
| 3 264 832 | 100,00% |
| 5 100 000 | 100,00% |
| 4 566 669 | 100,00% |
| 8 200 000 | 100,00% |
| 242 403 653 | 100,00% |





**Système de gestion des décisions des instances**
**RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS**

CG : 20.23

2026/05/19 16:00

(2)

**Dossier # : 1269897001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses - Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme) |



**Rapport_CEC_SMCE269897001 - Roxboro Excavation inc.pdf**

**Dossier # :1269897001**

Montréal

**Service du greffe**
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

# Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
**Sylvain Ouellet**
Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Vice-présidences
**Laura Palestini**
Arrondissement de LaSalle

**Martin St-Jean**
Ville de Beaconsfield

Membres
**Marie-Claude Baril**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Maude Choko**
Arrondissement d'Outremont

**Heidi Ektvedt**
Ville de Baie-D'Urfé

**Victor Esposito**
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

**Gabriel Fortin**
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal

**Gerlando Guarraggi**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Sophie Mohsen**
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

**Jean Marc Poirier**
Arrondissement de Montréal-Nord

**Le 14 mai 2026**

**Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres**

**Mandat SMCE269897001**

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc., pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue Des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest — Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses — Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme)

*ORIGINAL SIGNÉ*
Sylvain Ouellet
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*
Virginie Harvey
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

# Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

# Mandat SMCE269897001

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Jacques d'une capacité de 15 000 mètres cubes, situé au 800, rue Des Seigneurs, dans l'arrondissement du Sud-Ouest — Dépense totale de 68 607 794,29 $, taxes incluses — Appel d'offres public DPM-P2506-195981-C (4 soumissionnaires, 1 conforme)

Lors de sa séance du 22 avril 2026, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats afin d'examiner ce contrat, lequel répondait au critère suivant :

- *Contrat d'une valeur de plus de 20 M$.*

Le 29 avril 2026, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat lors d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les personnes-ressources du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception, ont présenté le projet et ses objectifs. Elles ont expliqué que l'ouvrage de rétention Saint-Jacques est situé dans un bassin versant qui draine les eaux usées et pluviales provenant majoritairement de l'arrondissement du Sud-Ouest. Lorsque la capacité du collecteur est atteinte, les eaux s'y accumulent et débordent vers le fleuve Saint-Laurent par l'entremise de l'émissaire McGill.

Or, les eaux de débordement contiennent des quantités importantes de polluants susceptibles de compromettre l'usage récréatif du cours d'eau et de contribuer à la dégradation de la qualité de l'eau du fleuve. Le projet permettra de réduire d'environ 20 % les volumes d'eaux usées débordées et de réduire les risques de refoulement et d'inondation dans le secteur desservi.

Les personnes-ressources ont également précisé que le projet comprend, en plus de la construction du bassin de rétention, plusieurs composantes connexes, dont la construction de structures techniques, l'aménagement d'un terrain de soccer synthétique, le réaménagement du parc Oscar-Peterson, le réaménagement d'une rue adjacente ainsi que l'installation d'une station BIXI.

L'appel d'offres a été publié du 15 janvier au 24 mars 2026. Quatorze addendas ont été émis, dont deux ont entrainé le report de la date d'ouverture des soumissions. Aucun n'a eu d'incidence sur le prix de l'estimation.

Au total, 32 firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et quatre entreprises ont déposé une soumission, dont une seule jugée conforme, soit celle de Roxboro Excavation inc.

La seule soumission conforme présente un écart défavorable à la Ville de 11,01 % par rapport à l'estimation municipale, soit environ 6,5 M$. Les écarts les plus significatifs ont été observés dans les postes des frais généraux, la gestion des sols, la construction du bassin de rétention, les travaux de mécanique et les travaux de génie civil de surface.

L'estimation a été élaborée par une firme externe, sur la base des plans et devis et en tenant compte des conditions actuelles du marché.

Les personnes-ressources ont indiqué aux commissaires que, compte tenu du délai serré pour la réalisation des travaux et de la date limite associée à la subvention, aucune négociation n'a été menée avec l'unique soumissionnaire conforme, afin de permettre l'octroi du contrat lors du conseil d'agglomération le plus rapproché. La subvention est octroyée dans le cadre d'un appel d'offres du *Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes*.

Au cours de la période d'échanges, la Commission a demandé de nombreuses précisions quant à l'estimation réalisée par la firme externe, ainsi que sur la possibilité de négociations, compte tenu de l'écart observé et de la valeur élevée du contrat.

Les discussions ont ensuite porté sur les conséquences financières pour la Ville advenant un retard dans l'exécution des travaux, notamment en ce qui concerne l'octroi ou le maintien de la subvention si les travaux n'étaient pas complétés ou si l'ouvrage de rétention n'entrait pas en fonction au plus tard en décembre 2027. **Les commissaires ont exprimé des préoccupations quant au risque de perte potentielle de la subvention**, les informations fournies n'ayant pas été jugées suffisamment claires. En conséquence, **la Commission a recommandé d'inclure ces éléments de manière détaillée à la section « Impact(s) majeur(s) » du sommaire décisionnel**.

**Les commissaires ont également recommandé d'ajouter à cette même section des données plus détaillées concernant la gestion et la fréquence des surverses, les volumes d'eaux usées déversées dans le fleuve Saint-Laurent par l'émissaire McGill, ainsi que les impacts environnementaux significatifs**.

Des questions ont par ailleurs été soulevées quant à l'échéancier serré des travaux et aux pénalités contractuelles applicables. Les personnes-ressources ont précisé les mécanismes de suivi prévus, notamment la tenue de rencontres régulières et la surveillance du chantier.

Constatant que peu d'entreprises avaient soumissionné et qu'une seule soumission était conforme, les commissaires ont recommandé l'ajout, au sommaire décisionnel, d'un tableau synthèse présentant les motifs de non-conformité (administrative ou technique) des soumissions reçues.

Enfin, la **Commission a recommandé d'annexer au sommaire décisionnel une carte illustrant le bassin de drainage Saint-Jacques–D'Youville, ainsi qu'un plan des impacts sur la circulation selon les différentes phases du chantier**.

# Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception, pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence* :

- *Contrat de plus de 20 M$;*

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE269897001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.24

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1265593012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc., pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de 2 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 2 ans, par laquelle Chartrand Ford (Ventes) inc., seule firme soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, pour une somme maximale de 5 179 356,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21237;

2. d'autoriser une dépense de 1 035 871,20 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Chartrand Ford (Ventes) inc.;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets afférents, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-14 14:49

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265593012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc., pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de 2 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification, le Service du matériel roulant a identifié la nécessité de créer une (1) entente-cadre pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires du parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal.

Le Service du matériel roulant poursuit l'amélioration de ses pratiques en évaluant plus rigoureusement l'achat de freins afin de diminuer les dépenses hors entente.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, no 25-21237. Celui-ci a été publié dans *Le Devoir* et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant quarante-quatre (44) jours, soit du 8 décembre 2025 au 22 janvier 2026. La stratégie de sollicitation du marché ne présentait aucune particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant et aucun addenda n'a été émis durant la période de l'appel d'offres.

La durée de validité de la soumission est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 21 juillet 2026.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise l'octroi d'une (1) entente-cadre pour l'acquisition de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal.

Renouvellement

À son expiration, le contrat peut être renouvelé pour une (1) période(s) additionnelle(s) de douze (12) mois. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.05.03. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'adjudicataire, par écrit, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat et obtenir le consentement de l'adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.

Modalité d'adjudication

Le contrat est adjugé au plus bas soumissionnaire conforme.

Variation de prix

Les prix sont ajustés annuellement, à la date d'anniversaire du contrat, en fonction du taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du contrat sous la référence

Tableau (18-10-0266-01) Indice des prix des produits industriels, par produits, mensuel, sous catégorie : Freins et systèmes de freinage pour les véhicules automobiles (41354).

Les prix sont ajustés selon les règles d'application ci-dessous, ce qui assure la prévisibilité des hausses et limite les risques d'augmentations atypiques, tout en conservant à la Ville la flexibilité de moduler ses commandes en fonction de ses besoins.

La formule d'indexation est la suivante :

P1 = P0* [M0IPPI/M-1IPPI]

Avec :

P1 Prix indexé

P0 Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours

M0IPPI Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPPI pour les douze (12) mois suivant le début du contrat ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements.

M1IPPI Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPPI pour les douze (12) mois précédant le début du contrat ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements.

Quantité

Les quantités de biens inscrites aux documents d'appel d'offres sont à titre indicatif seulement. Le donneur d'ordre ne s'engage pas à commander la totalité des Biens. L'adjudicataire ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux documents d'appel d'offres et celles que le donneur d'ordre commande réellement. Le donneur d'ordre se réserve le droit de retirer certains biens en cours

d'exécution du contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

Pénalité
En cas de défaut de l'adjudicataire de remplir une obligation indiquée à l'annexe 10.37.01 « Pénalités », le donneur d'ordre peut lui imposer une pénalité conformément aux modalités prévues à cette annexe. Le défaut de l'adjudicataire donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'imposition de la pénalité.

Garantie
Le fournisseur doit fournir une garantie du fabricant sans condition sur tout défaut de conception et de fabrication des freins pour une durée égale à la période de service recommandée par le fabricant des pièces pour le remplacement des freins. Cette garantie doit couvrir les pièces, la main d'œuvre, les frais de transport, les frais d'assurance, de déplacements et tout autre frais relatif au remplacement des freins, ainsi que le remboursement des coûts de réparation de dommages sur l'équipement causés par les freins défectueux. La garantie débute à la réception des pièces par le donneur d'ordre.

**JUSTIFICATION**

Il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges. Une (1) soumission a été déposée (50 %). Le Service de l'approvisionnement a communiqué avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de son désistement mais il n'a pas répondu à la demande.

Lot # 1 - Acquisition de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du
Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS UNITAIRE** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Chartrand Ford (Ventes) inc.** | 5 179 356,00 $ | 1 035 871,20 $ | 6 215 227,20 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 5 805 036,01 $ | 1 161 007,20 $ | 6 966 043,21 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | - 625 680,01 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | - 10,78 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

Un écart favorable de 625 680,01 $ (-10,78 %) est observé entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation. Cet écart découle du fait que le soumissionnaire n'était pas en mesure d'inclure certains items dans sa soumission.

À titre informatif, pour pouvoir comparer correctement les montants (soumission vs estimation), le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a estimé qu'en retirant ces items de son estimation initiale, l'écart serait alors défavorable de 102 943,73 $, soit 2,03 %.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées par le Service de

l'approvisionnement le 26 janvier 2026.

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats, conformément au Règlement sur la commission permanente du Conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) en raison des critères suivants:

• Il s'agit d'un contrat de biens et services ou d'un contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ ;
• Une seule soumission conforme a été reçue à la suite à un appel d'offres.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation sur l'entente pour un montant maximal de 5 179 356,00 $.
Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 1 035 871,20 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Les sommes nécessaires seront financées par le budget de fonctionnement des ateliers du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera assumée à 5,7 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
La création de cette entente-cadre fait preuve d'un mécanisme d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières, et permet donc d'atteindre la priorité 17 du plan Montréal 2030.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La conclusion de cette entente-cadre vise à assurer un approvisionnement continu et efficace en pièces de freins, composantes essentielles à la sécurité et à la disponibilité du parc de véhicules du SMRA. En l'absence de cette entente, la Ville devrait procéder à des achats ponctuels, entraînant des délais, une augmentation des coûts et un risque d'immobilisation de véhicules, ce qui pourrait compromettre la continuité des opérations municipales et réduire la durée de vie utile du parc automobile.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Création de l'entente-cadre : Mai 2026

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Judith BOISCLAIR, Service des finances et de l’évaluation foncière
Charles CARON, Service des finances et de l’évaluation foncière

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de gestion des ressources financieres & materielles

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-12

Jean-philippe CRITES
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

**Tél :** 438-821-6504
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-14

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265593012
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc., pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal, d'une durée de 2 ans, incluant 1 option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | x | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 17 | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.<br><br>La création de cet entente-cadre fait preuve d'un mécanisme d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières, et permet donc d'atteindre la priorité 17 du plan Montréal 2030.<br><br>Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1265593012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc., pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de 2 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21237_Intervention.pdf 25-21237_TCP.pdf 25-21237 pv.pdf 25-21237_DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marc-André DESHAIES
Agent d approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514-872-6850

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-13

Hicham ZERIOUH
Chef de section
**Tél :** (514) 838-9278
**Division :** Division Acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21237 — No du GDD : 1265593012

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 12 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 22 - 1 - 2026

Ouverture faite le : 22 - 1 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 7 - 2026

Date d'échéance révisée : 21 - 7 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme, le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer un prix distinct pour au moins 80% des items du Bordereau de Prix, tel qu'indiqué à l'annexe Modalités d'adjudication du document Régie, sans quoi la soumission pourra être jugée non-conforme.

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| CHARTRAND FORD (VENTES) INC. | 5 179 356,00 $ | √ | 1 |

### Information additionnelle

- Les preneur de cahier des charges qui n'a pas présenté de soumission n'a donné aucune réponse à notre demande d'explication.
- Bien qu'il n'y ait qu'un soumissionnaire, il n'y a pas eu de négociation puisque l'écart avec l'estimation n'est pas significatif.

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 13 - 3 - 2026

**Direction générale adjointe**
**Service de l'approvisionnement**

Montréal

**Tableau de vérification**

**Numéro de l'appel d'offres : 25-21237**
**Titre : Acquisition de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal**
**Date d'ouverture des soumissions : 22 janvier 2026**

| Lot | | | Chartrand Ford (Ventes) inc. | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | **Montant total** |
| 1 | Acquisition de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires | | | 4 504 767,12 $ |
| | | **TPS 5 %** | | 225 238,36 $ |
| | | **TVQ 9,975 %** | | 449 350,52 $ |
| | | **Montant total** | | 5 179 356,00 $ |
| | | **Signataire** | Yan Desjardins Marchiori | |
| | | **Signature** | OUI | |
| | | Numéro NEQ | 1180172992 | |
| | | **Achat SEAO** | OK | |
| | | **Vérification REQ** | OK | |
| | | **RENA** | OK | |
| | | **Registre des personnes inadmissibles** | OK | |
| | | Liste des firmes à rendement insatisfaisant | OK | |
| | | **Garantie (5%)** | OK (1) | |
| | | **Liste non conformes OQLF** | OK | |
| | | **Charte de la langue française** | OK | |
| | | Liste des sous-contractants | N/A | |
| | | Clause F. (EXIGENCES QUANT À LA DOCUMENTATION) | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | |

(1) La garantie de soumission est jugée conforme. > Bien que l'annexe 4.01 B n'ait pas été signée par le soumissionnaire, une lettre de garantie irrévocable émise par la Banque TD, conforme quant au fond et plus protectrice que le modèle exigé, a été déposée. Les écarts observés sont jugés mineurs.

(2) Chartrand Ford (Ventes) inc. a informé le Donneur d'ordre d'une erreur importante affectant les articles de la marque Mercedes, où les prix ont été remplacés par les quantités prévues dans le bordereau de prix. Étant donné le caractère évident de l'erreur, le Donneur d'ordre a consenti à retirer les articles dont le prix ajusté — tel que corrigé par le soumissionnaire — excédait le montant initialement inscrit, lequel correspondait par erreur à la quantité indiquée (31 articles).

(3) Un total de 123 articles ont été retirés puisque le fournisseur n'a pas soumis de prix, tel que prévu à l'annexe Modalités d'adjudication.

Remarque :
Non-conforme
Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Marc-André Deshaies **Date :** 26 janvier 2026

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| CHARTRAND FORD (VENTES) INC.<br>1610 boul. St-Martin Est Laval Laval QC CAN H7G4W6<br>www.chartrandford.com | Non diffusé | Yan Desjardins Marchiori<br>Téléphone: 4506696110<br>Courriel: ydesjardins@chartrandford.com | **Transaction: (20388138)**<br>2025-12-19 11:08 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| Camions Excellence Peterbilt<br>1041, rue Nobel Sainte-Julie QC CAN J3E1Z4<br>http://www.excellence-peterbilt.com | Non diffusé | Alain Pinard<br>Téléphone: 450-649-3221<br>Courriel: alain.pinard@excellence-peterbilt.com | **Transaction: (20396663)**<br>2026-01-09 13:02 | Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0025**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 22 janvier 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21237**

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Acquisition de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal » est ouverte par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

| **Soumissionnaire** | **Prix** |
|---|---|
| CHARTRAND FORD (VENTES) INC. | 5 487 967,94 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 8 décembre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Dossier # : 1265593012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc., pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de 2 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire) |



**Rapport_CEC_SMCE265593012 - Chartrand Ford (Ventes).pdf**

**Dossier # :1265593012**

Montréal

**Service du greffe**
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

# Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
**Sylvain Ouellet**
Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Vice-présidences
**Laura Palestini**
Arrondissement de LaSalle

**Martin St-Jean**
Ville de Beaconsfield

Membres
**Marie-Claude Baril**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Maude Choko**
Arrondissement d'Outremont

**Heidi Ektvedt**
Ville de Baie-D'Urfé

**Victor Esposito**
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

**Gabriel Fortin**
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal

**Gerlando Guarraggi**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Sophie Mohsen**
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

**Jean Marc Poirier**
Arrondissement de Montréal-Nord

**Le 14 mai 2026**

**Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres**

**Mandat SMCE265593012**

Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc. pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de 2 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois — Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses — Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire)

*ORIGINAL SIGNÉ*
Sylvain Ouellet
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*
Virginie Harvey
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

# Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

# Mandat SMCE265593012

Conclure une entente-cadre avec Chartrand Ford (Ventes) inc. pour la fourniture de pièces de freins pour les véhicules légers et intermédiaires pour le parc motorisé du Service du matériel roulant et des ateliers, d'une durée de 2 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois — Montant estimé de l'entente : 6 215 227,20 $, taxes incluses — Appel d'offres public 25-21237 (1 soumissionnaire).

Lors de sa séance du 22 avril 2026, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats afin d'étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ répondant à la condition suivante :
    - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

Le 29 avril 2026, les membres de la Commission ont procédé à l'examen de la conformité du processus d'octroi lié à ce mandat lors d'une séance de travail à huis clos, tenue par visioconférence.

À cette occasion, les personnes-ressources du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA), Direction ateliers mécaniques et de proximité, ont présenté aux commissaires les particularités de l'entente-cadre, qui sera conclue pour une durée de deux ans, avec une possibilité de renouvellement d'une période additionnelle de douze mois.

Elles ont précisé qu'il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire, et que les quantités de biens inscrites aux documents d'appel d'offres sont fournies à titre indicatif seulement.

L'appel d'offres a été publié du 8 décembre 2025 au 22 janvier 2026, sans qu'aucun addenda ne soit émis. Deux entreprises se sont procuré le cahier des charges, mais une seule soumission a été déposée, soit celle de Chartrand Ford (Ventes) inc. Le Service de l'approvisionnement a communiqué avec le preneur n'ayant pas déposé de soumission afin de connaître les raisons de son désistement; toutefois, aucune réponse n'a été reçue.

Un écart de (–10,78 %) a été observé pour le lot 1 entre la soumission de Chartrand Ford (Ventes) et la dernière estimation. Cet écart s'explique par l'impossibilité, pour le fournisseur, d'inclure certaines pièces dans sa soumission. Le sommaire présenté aux commissaires indiquait qu'une révision de l'estimation avec le retrait de ces pièces, réalisée à titre explicatif, représentait un écart de 2,03 %, défavorable à la Ville.

L'estimation a été réalisée à l'interne par les professionnels du SMRA, sur la base de la moyenne des derniers prix payés par la Ville de Montréal, tels que consignés dans les rapports de consommation, ainsi que des prix issus de l'étude de marché effectuée.

Au terme de l'analyse, les responsables du dossier ont recommandé l'octroi du contrat à l'adjudicataire.

Durant la période d'échanges, la Commission a demandé des précisions concernant la garantie de qualité des pièces à fournir. Les personnes-ressources ont indiqué que le devis exige que les pièces soient de première qualité.

Des précisions ont également été demandées quant à l'évaluation interne de l'estimation, ainsi qu'à la participation des soumissionnaires à l'appel d'offres. À cet égard, les personnes-ressources ont expliqué la stratégie d'appel d'offres retenue et ont confirmé que le marché demeure ouvert.

Enfin, **la Commission a recommandé de revoir la formulation des explications présentées au sommaire décisionnel concernant l'écart de 2,03 % entre l'estimation révisée et le prix soumis par l'adjudicataire**, afin qu'elles reflètent adéquatement la situation. Les personnes-ressources du Service ont indiqué qu'une correction serait apportée en ce sens.

# Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service du matériel roulant et des ateliers, Direction ateliers mécaniques et de proximité, pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence* :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ répondant à la condition suivante :*
    - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;*

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE265593012 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.25

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1255639002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | Stratégie 12 000 logements |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logement social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au Nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1535,1 mètres carrés, pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables. N/Ref. : 31H05-005-7670-12/ Mandat : 24-0567-T |

Il est recommandé :
1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logement social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au Nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1535,1 mètres carrés, pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables, aux conditions stipulées dans le projet d'acte;

2 d'autoriser le greffier de la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à la réception d'une confirmation écrite:

- que selon l'avis du Service des affaires juridiques, l'acte de vente est substantiellement conforme au projet d'acte joint au présent sommaire décisionnel ;
- que les travaux de décontamination et de remblaiement sont complétés conformément à ce qui est prévu aux Ententes et à la satisfaction du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation.

3. d'autoriser l'émission du chèque requis au nom du Vendeur, Investissements 1919 William inc.;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 14:36

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1255639002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | Stratégie 12 000 logements |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logement social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au Nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1535,1 mètres carrés, pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables. N/Ref. : 31H05-005-7670-12/ Mandat : 24-0567-T |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'habitation a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin d'acquérir un terrain vacant situé sur du côté est de la rue Chatham, au nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (l'Arrondissement), connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec (l'Immeuble).
Le 4 juillet 2025, la Ville a conclu deux ententes (Ententes), en vertu du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) (Règlement) avec trois promoteurs (les Promoteurs) dans le cadre de la réalisation de deux projets résidentiels.

Le propriétaire de l'immeuble Investissements 1919 William inc. (le Vendeur) s'est engagé, de façon irrévocable, à céder l'Immeuble à la Ville, conformément au Règlement et aux Ententes, dans le cadre de la réalisation des deux projets résidentiels suivants :

- un projet résidentiel situé au 1810, rue des Bassins (le Projet 1810 Bassins), réalisé par Investissements 1810 Basin inc. ;
- un projet résidentiel situé au 1990, rue William (le Projet 1990 William), réalisé par Immeuble William Griffintown inc.

Selon les Ententes, l'Immeuble, identifié comme Lot Social, devait être vendu à la Ville au

plus tard dans les 6 mois suivant l'émission d'un premier permis de construire pour l'un des projets résidentiels des Promoteurs.

Le 12 février 2026, un permis de construire à été émis par l'Arrondissement en vue de permettre la réalisation du Projet 1990 William.

L'Immeuble est illustré, à titre indicatif, aux plans A et P, joints en annexe.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

DA2258446001 - 4 juillet 2025 - Conclure une entente en regard du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) pour le projet du 1810, rue des Bassins, situé sur le lot 1 852 741 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.
DA2258446001 - 4 juillet 2025 -Conclure une entente en regard du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) pour le projet du 1990, rue William, situé sur les lots 1 573 209 et 2 296 177 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

CG25 0227 - 17 avril 2025 - Adoption - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 1 574 026 du cadastre du Québec à des fins de logement social - 1919 rue William.

CA25 220112 - 4 avril 2025 - Approuver les plans PIIA - Projet de construction pour l'immeuble portant le numéro 1810, rue des Bassins.

CA25 220082 - 10 mars 2025 - Autoriser, avec conditions, en vertu du Règlement sur les usages conditionnels (RCA10 22016), l'usage H.7 et l'usage café-terrasse pour l'immeuble portant le numéro 1810, rue des Bassins (lot 1 852 741 du cadastre du Québec).

CA25 220075 - 10 mars 2025 - Accorder une dérogation mineure afin de déroger au calcul de la hauteur pour l'immeuble portant le numéro 1810, rue des Bassins (lot 1 852 741 du cadastre du Québec).

CA24 220366 - 11 décembre 2024 - Approuver les plans PIIA - Projet de transformation pour l'immeuble portant le numéro 1990, rue William.

CA24 22 0343 - 11 décembre 2024 - Autoriser, avec conditions, en vertu du Règlement sur les usages conditionnels (RCA10 22016), l'usage H.7 pour l'immeuble portant le numéro 1990, rue William (lots 1 573 209 et 2 296 177 du cadastre du Québec .

CG24 0601 - 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires.

CG24 0401 - 20 juin 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux.

CM21 0103 - 25 Janvier 2021 - Adoption, avec changement, du règlement intitulé « Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial »

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire est soumis aux autorités municipales compétentes afin d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Vendeur l'Immeuble, d'une superficie totale de

1535,1 m², à des fins de logement social pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables, le cas échéant.

**Cadre réglementaire:**

Conformément aux Ententes, la superficie brute de plancher résidentiel constructible minimalement requise (Superficie sociale totale) équivaut à 20 % de la Superficie résidentielle du Projet 1990 William, additionnée à 20 % de la Superficie résidentielle du Projet 1810 Bassins.

La Superficie sociale totale a été estimée à 8353 m² et calculée de la façon suivante:

- Superficie résidentielle du Projet 1990 William (21 355 m²) x 20 % = Superficie sociale, soit 4 271 m²
- Superficie résidentielle du Projet 1810 Bassins (20 408 m²) x 20 % = Superficie sociale, soit 4 082 m²
- Superficie Sociale du Projet 1919 William + Superficie Sociale du Projet 1810 Bassins = 8353 m²

Depuis la conclusion des Ententes, la superficie résidentielle du Projet 1990 William a été revue à la baisse. Le permis de construction délivré pour ce projet fait état d'une superficie résidentielle de 17 499 m².
En application des formules plus haut, la Superficie sociale totale requise serait maintenant de 7 582 m².

L'Immeuble permet la construction d'un bâtiment ayant une superficie brute de plancher résidentiel totale de 9 476 m² (Superficie sociale constructible), excédant les exigences réglementaires.

La Superficie sociale constructible étant supérieure à la Superficie sociale totale, le pourcentage excédentaire pourra, conformément au Règlement, permettre de réduire les engagements des Promoteurs en termes de logements familiaux pour les deux projets résidentiels.

Le prix d'acquisition par la Ville est déterminé en fonction de la superficie de plancher résidentiel constructible (Superficie sociale constructible) des logements sociaux, selon les calculs stipulés aux Ententes:

Superficie Sociale Constructible (9476 m²) x Montant par m² du Secteur 1 (980,70 $) = Contrepartie financière de 9 293 113 $.

À titre informatif, le service de la stratégie immobilière et l'habitation utilise un étalon de 90 m² par logement. Pour l'immeuble qui sera acquis, la superficie sociale constructible serait de 9 476 m² et donne une estimation d'un projet d'environ 105 logements. Toutefois, le nombre de logement sera déterminé selon l'OBNL sélectionné et le type de projet.

**Conditions de vente:**

Les Ententes prévoient également que l'Immeuble doit être vendu prêt à construire, c'est-à-dire que le terrain doit :

- être décontaminé conformément aux exigences environnementales ;
- être remblayé avec des matériaux conformes et traçables ;
- être compacté selon les normes techniques en vigueur ;
- être nivelé adéquatement.

L'Immeuble doit également être contigu à une rue publique, desservie par les infrastructures

municipales, incluant notamment les égouts, l'aqueduc, les massifs de conduits pour les réseaux câblés et la fondation de la rue, les travaux de pavage, les trottoirs et bordures, les plantations de végétaux et les systèmes d'éclairage, le tout à la charge des Promoteurs.

À ce jour, toutes les conditions ont été respectées à la satisfaction du SH, sauf la décontamination et le remblayage, dont l'appréciation dépendra des résultats finaux de l'analyse environnementale en cours par le Service de l'Environnement (SE).

Par conséquent, la signature de l'acte de vente par la Ville est conditionnelle à la réception d'une confirmation écrite du SH que les travaux de décontamination et de remblayage sont complétés, le tout, à son entière satisfaction.

L'Immeuble est actuellement grevé d'une hypothèque en faveur de la Ville, garantissant les obligations du promoteur en matière de logement social prévues aux Ententes, ainsi que d'une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire. Les inscriptions au registre foncier (hypothèque no 29 618 450 et servitude no 29 624 241) seront radiées lors de l'acquisition par la Ville.

Par ailleurs, l'Immeuble bénéficie d'une servitude de tolérance d'empiètement grevant le lot 1 573 207 du cadastre du Québec, laquelle a été publiée au registre foncier le 12 juin 2001 sous le numéro 5 262 051. Cette servitude permet l'empiètement du revêtement d'aluminium installé sur le mur nord-est de la bâtisse qui était alors érigée sur l'Immeuble. Considérant que l'Immeuble est désormais vacant et qu'aucune bâtisse n'y est érigée, cette servitude est devenue sans objet. En conséquence, la Ville y renonce expressément dans l'acte de vente.

**JUSTIFICATION**

Service de la stratégie immobilière et de l'habitation soumet ce sommaire décisionnel au conseil d'agglomération, pour approbation, pour les motifs suivants :

- Le Vendeur souhaite respecter les Ententes qui prévoient notamment de vendre l'Immeuble à la Ville avant la date limite prévue, soit le 12 août 2026 ;
- La Ville souhaite donner suite aux Ententes afin d'acquérir l'Immeuble pour y construire des logements sociaux ;
- Il est prévu que la Ville revendra l'Immeuble à un organisme en logement social ou à une coopérative d'habitation, à être identifié ultérieurement par le SH ;
- Le prix d'acquisition a été établi selon le « Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) » ;
- À titre indicatif, le prix d'acquisition, établi selon le Règlement, ne corresponds pas à la juste valeur marchande estimée par la Division des analyses immobilières du SSI en janvier 2025.

La signature de l'acte de vente est soumise aux conditions suivantes :

- que l'acte de vente soit substantiellement conforme au projet d'acte joint au présent sommaire décisionnel;

- que les travaux de décontamination et de remblaiement soient conformes à ce qui est prévu aux Ententes.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette dépense de 9 293 113 $, en plus des taxes applicables, le cas échéant, sera imputée au PDI 2026-2035 via le projet « Acquisition de terrains à des fins de réalisation de logements sociaux et communautaires » du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation.

Le montant de cette transaction sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-029 Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux » pour une acquisition en 2025. Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

L'Immeuble sera éventuellement revendu à un organisme à but non lucratif à être identifié ultérieurement par le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation, selon l'encadrement administratif en vigueur au moment de la vente.

Cette transaction représente une dépense de 9 293 113 $. La Ville ne doit pas prendre de provision pour les taxes puisque l'Immeuble est destiné à la revente.

Entre la date où la Ville fera l'acquisition de l'Immeuble et celle de sa revente à un organisme communautaire, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (le SGPI) sera responsable de la gestion et de l'entretien de l'Immeuble.

Les frais de sécurisation et de maintien de l'Immeuble sont estimés à 10 799,02 $ net de ristourne pour 2026 et à 4 619,45 $ net de ristourne pour les années subséquentes. Ces frais seront assumés à même le budget de fonctionnement du SGPI.

À titre indicatif, l'estimation des coûts de détention (net de ristournes) se détaille comme suit :

| Budget de fonctionnement | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Sécurité (Blocs de béton incluant transport et pose) | 6494,53 $ | 524,94 $ | 524,94 $ | 7544,41 $ |
| Affichage et sécurisation | 524,94 $ | 314,96 $ | 314,96 $ | 1154,86 $ |
| Enlèvement de dépôt sauvage et paysagement | 3779,55 $ | 3779,55 $ | 3779,55 $ | 11338, 65 $ |
| **Total (net de ristourne)** | **10799,02** | **4619,45** | **4619,45** | **20037,92** |

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération, car elles concernent le logement social et l'aide aux sans-abris; qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changement climatique parce que l'acquisition du terrain n'a pas d'impact direct sur la réduction des émissions de gaz à effet de
serre ou la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation du projet d'acte par les autorités compétentes, après l'échéance du 12 août 2026, libérerait les Promoteurs de leur obligation de vendre l'Immeuble à la Ville et annulerait toute possibilité d'y développer un projet de logements sociaux.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y pas d'opération de communications en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Printemps 2026 : Signature de l'acte de vente

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Benoit GLORIEUX, Le Sud-Ouest
Clotilde TARDITI, Service de la stratégie immobilière et de l'habitation
Ramdane BOUCHERK, Saint-Laurent
Sylvain THÉRIAULT, Service de la stratégie immobilière et de l'habitation
Marc-André HERNANDEZ, Le Sud-Ouest
Martin ALAIN, Service de la stratégie immobilière et de l'habitation

Lecture :

Marc-André HERNANDEZ, 30 mars 2026
Martin ALAIN, 24 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Themila BOUSSOUALEM
Conseillère en immobilier

**Tél :** 438-351-9586
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-27

Guillaume TOPP
Chef de section - transactions immobilières

**Tél :** 438-402-5273
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dany LAROCHE
Chef(fe) de division transactions immobilières
**Tél :** 514-494-4842
**Approuvé le :** 2026-04-16

Annie GERBEAU
Directrice de service - stratégie immobilière
**Tél :** 514-589-7449
**Approuvé le :** 2026-04-16

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *12556390052*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière, Division des transactions immobilières*
Projet : *Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logements social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au nord de la William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1533,2 m², pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables - Mandat : 24-0567-T*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Le terrain acquis permettra la réalisation de logements sociaux.* | | | |

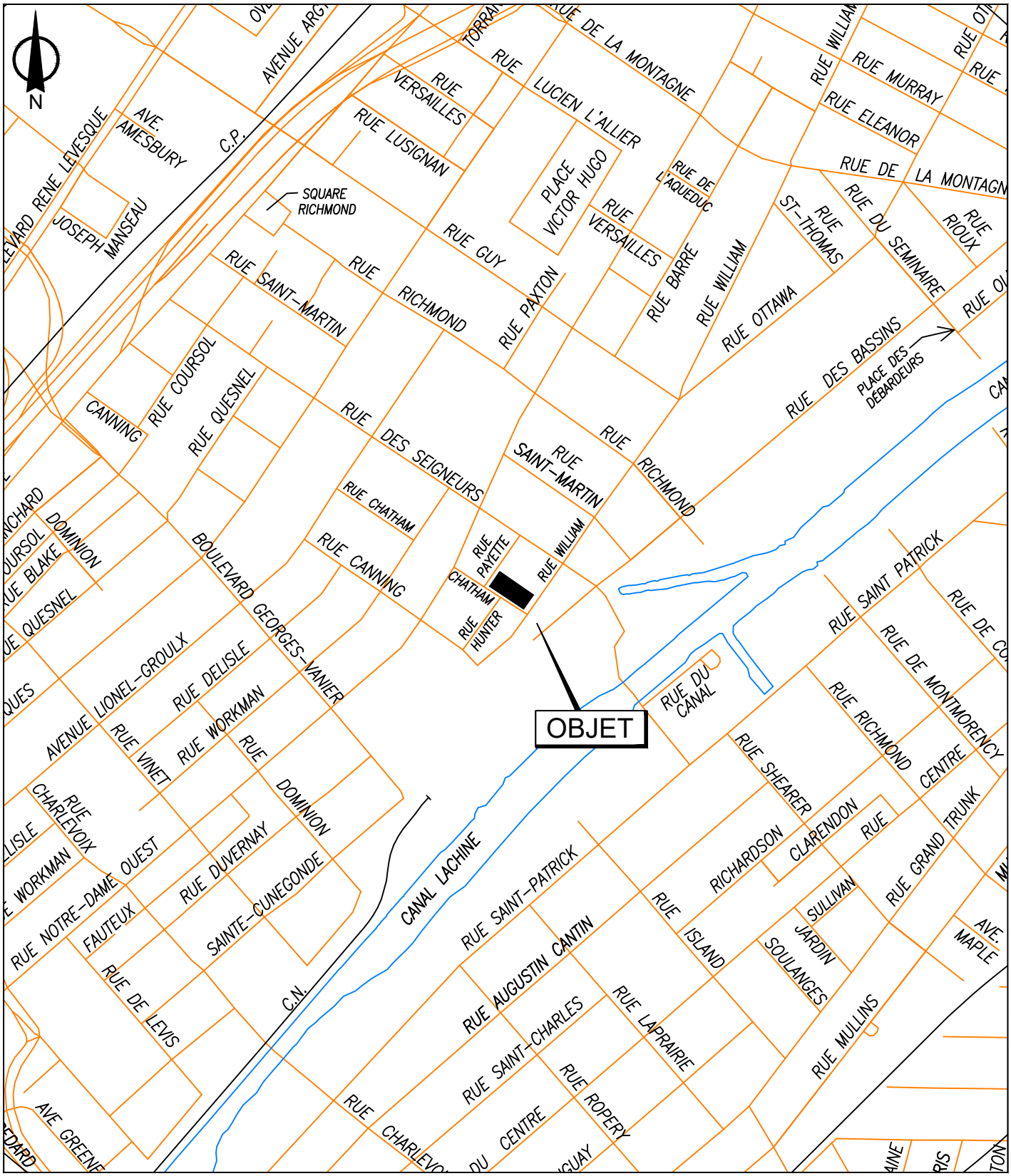
## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

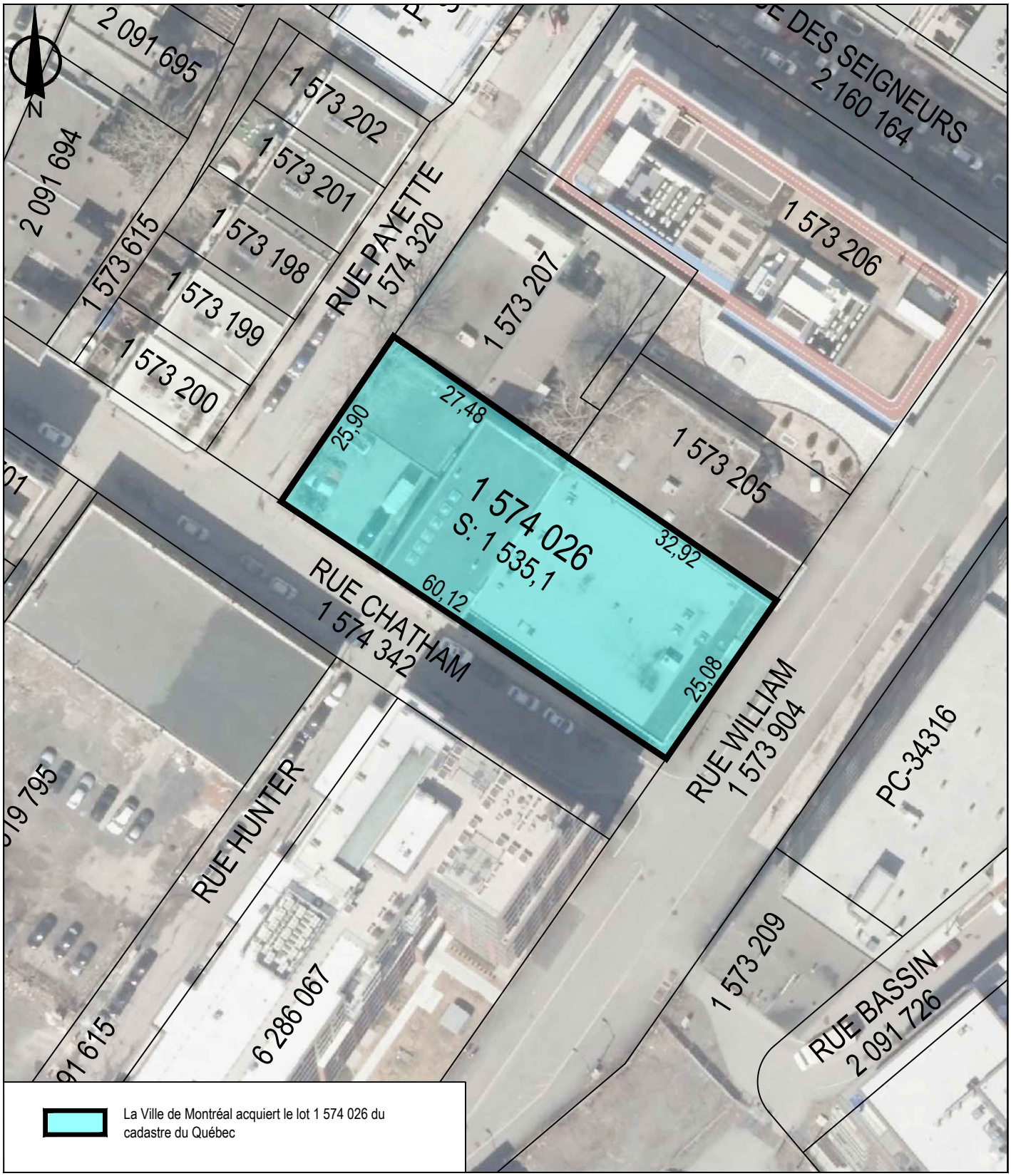



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7670-12
Mandat: 24-0567-T
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 23 février 2026

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.




SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7670-12
Mandat: 24-0567-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:700
Date: 23 février 2026

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

# *CERTIFICAT DE LOCALISATION*

À la demande de Francois Tremblay, Je, soussigné, arpenteur-géomètre de la province de Québec, tenant étude au 4244 rue De Salaberry, Montréal, Québec, H4J 1H3, dûment qualifié et autorisé à exercer ma profession dans la province de Québec, certifie que :

## 1. IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE

Un immeuble vacant ayant front sur la rue William, dans la municipalité de la ville de Montréal, arrondissement du Sud-Ouest, est situé entre les limites du lot 1 574 026 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, province de Québec.

Les recherches pertinentes effectuées au bureau de la publicité foncière ont été réalisées le 13 janvier 2026. Au registre foncier, cet immeuble est inscrit au nom de la compagnie *Investissements 1919 William inc.*, en vertu de l'acte publié sous le numéro 24 926 119.

Le levé des lieux a été effectué le 17 décembre 2025.

## 2. DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

### 2.1 Désignation de l'immeuble

Le **lot 1 574 026** du cadastre du Québec est borné et décrit comme suit :

vers une première limite nord-est, par le lot 1 573 207, mesurant le long de cette limite vingt-sept mètres et quarante-huit centième (27,48);
vers une dernière limite nord-est, par le lot 1 573 205, mesurant le long de cette limite trente-deux mètres et quatre-vingt-douze centièmes (32,92);
vers le sud-est, par le lot 1 573 904, rue William, mesurant le long de cette limite vingt-cinq mètres et huit centièmes (25,08);
vers le sud-ouest, par le lot 1 574 342, rue Chatham, mesurant le long de cette limite soixante mètres et douze centièmes (60,12);
vers le nord-ouest, par le lot 1 574 320, rue Payette, mesurant le long de cette limite vingt-cinq mètres et quatre-vingt-deux centièmes (25,82).

**SUPERFICIE** : 1 533,2 mètres carrés

### 2.2 Bornage

Aucune limite de l'immeuble ci-dessus décrit n'a fait l'objet d'un bornage.

*J.-P. GIGUÈRE*, a.-g.
Membre de l'Ordre des Arpenteurs-Géomètres du Québec

…/2

## 3. HISTORIQUE CADASTRAL

Le lot 1 574 026 du cadastre du Québec a été mis en vigueur au bureau de la publicité foncière le 16 juillet 2001, rénovant les limites, les mesures et la contenance du lot 1977 du cadastre officiel de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne), lot corrigé le 29 juin 1992 et mis en vigueur le 24 mai 1989, lequel remplacait les lots 1129-1, 1130, 1131, 1131A, 1142-1, 114-2, 1142-3, 1142-4, 1143-1 et 1143-2.

Le lot 1129-1 a été corrigé le 29 juin 1992 et mis en vigueur le 3 septembre 1974 lors de la subdivision d'une partie du lot 1129.

Les lots 1130 et 1131 ont été corrigés les 24 mai 1989 et 29 juin 1992 et mis en vigueur le 3 janvier 1870.

Le lot 1131A a été corrigé les 24 mai 1989 et 29 juin 1992 et mis en vigueur le 31 octobre 1871.

Le lot 1142-1 a été mis en vigueur le 7 juillet 1904 lors de la subdivision d'une partie du lot 1142.

Les lots 1142-2 et 1143-1 ont été mis en vigueur le 3 septembre 1974 lors de la subdivision respective d'une partie des lots 1142 et 1143.

Les lots 1142-3, 1142-4 et 1143-2 ont été mis en vigueur le 21 juin 1978 lors de la subdivision respective d'une partie des lots 1142 et 1143.

Les lots 1129, 1142 et 1143 ont été mis en vigueur le 3 janvier 1870.

## 4. CONCORDANCES

### 4.1 Concordance entre les mesures et la contenance

À l'exception de la limite nord-ouest, il y a concordance entre les mesures de la description actualisée, celles indiquées sur le plan cadastral officiel, dans le dernier titre de propriété et sur l'ancien plan avant la rénovation cadastrale.

Concernant la limite nord-ouest, il y a concordance entre la mesure indiquée sur le plan cadastral officiel, dans le dernier titre de propriété et dans l'ancien plan avant la rénovation cadastrale, mais discordance entre ces dernières et la mesure de la description actualisée.

Il y a concordance entre la contenance indiquée sur le plan cadastral officiel, dans le dernier titre de propriété et sur l'ancien plan avant la rénovation cadastrale, mais discordance entre ces dernières et celle indiquée à la description actualisée.

…/3

Les concordances et les discordances ci-dessus décrites sont résumées au tableau suivant :

| Limites et contenance | Description actualisée (opinion) | Plan cadastral en vigueur | Titre de propriété | Plan cadastral avant rénovation |
|---|---|---|---|---|
| 1ère Nord-est | 27,48 | 27,48 | 27,48 | 27,48 |
| 2e Nord-est | 32,92 | 32,92 | 32,92 | 32,92 |
| Sud-est | 25,08 | 25,08 | 25,08 | 25,08 |
| Sud-ouest | 60,12 | 60,12 | 60,12 | 60,12 |
| Nord-ouest | 25,82 | 25,90 | 25,90 | 25,90 |
| Contenance | 1 533,2 m² | 1 535,1 m² | 1 535,1 m² | 1 535,1 m² |

La situation quant aux dimensions peut être régularisée en procédant à une correction cadastrale en vertu du premier alinéa de l'article 3043 du Code civil du Québec.

### 4.2 Concordance entre les limites et les marques d'occupation

Suivant notre analyse foncière, en plus des empiétements ci-dessous mentionnés à l'item 7 du présent document, notons qu'il n'y a aucune marque d'occupation ceinturant cette propriété.

## 5. DESCRIPTION DES CONSTRUCTIONS

Il n'y a actuellement aucune bâtisse sur cette propriété.

## 6. SERVITUDES, CHARGES ET AUTRES CONSTATATIONS

### 6.1 Ouvertures et vues

Toutes les ouvertures ou vues sont conformes aux articles 993 à 996 du Code civil du Québec.

### 6.2 Mitoyenneté

Il n'y a aucun mur mitoyen sur cette propriété, au sens de l'article 1003 du Code civil du Québec.

### 6.3 Services d'utilités publiques

Il n'y a aucun service d'utilités publiques affectant cette propriété.

### 6.4 Autres charges ou servitudes

a) Cette propriété est assujettie à une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire en faveur de la ville de Montréal, le tout tel que publié sous le numéro 29 624 241.

b) Il n'y a aucune autre charge ou servitude apparente affectant cette propriété.

## 7. EMPIÉTEMENTS ET SURPLOMBS

### 7.1 Empiétements apparents exercés

a) Il y a une servitude de tolérance publiée sous le numéro 5 262 051, pour le revêtement d'un garage situé à l'arrière de la propriété en question, lot 1 574 026, qui empièterait en partie sur la propriété au nord-est, lot 1 573 207. Comme il s'agit maintenant d'un terrain vacant, cette servitude ne semblerait plus d'actualité.

b) Il n'existe aucun autre empiétement apparent exercé affectant cette propriété.

### 7.2 Empiétements apparents soufferts

a) Le revêtement de métal de la bâtisse située sur la propriété au nord-est, lot 1 573 207, empiète en partie sur la propriété en question, lot 1 574 026, sur une largeur de cinq centièmes de mètre (0,05) par une profondeur d'environ un mètre et trois dixièmes (1,3), le tout tel que montré sur la copie de plan ci-annexée.

b) La borne-fontaine située dans le coin sud de la propriété en question, lot 1 574 026, est située à l'intérieur des limites de la propriété, le tout tel que montré sur la copie de plan ci-annexée.

c) Il y a quatre allèges de fenêtre le long du mur sud-ouest de la bâtisse située sur la propriété au nord-est, lot 1 573 205, qui surplombent la propriété en question, lot 1 574 026, le tout tel que montré sur la copie de plan ci-annexée.

d) Il n'existe aucun autre empiétement apparent souffert affectant cette propriété, autre que ceux créés par les marques d'occupation.

…/5

## 8. LIMITATIONS À CARACTÈRE PUBLIC

### 8.1 Zone à risque

Cet immeuble n'est pas situé à l'intérieur d'une zone de protection, d'un littoral, d'une rive, d'une zone inondable, d'un territoire inondé ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

### 8.2 Identification de la zone

L'immeuble est situé à l'intérieur de la zone 0390 du règlement de zonage actuel ainsi que dans un secteur significatif et de valeur patrimoniale exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest, laquelle autorise des usages résidentiel, commercial et industriel.

### 8.3 Règlement municipal de lotissement

L'immeuble est conforme au règlement municipal de lotissement en ce qui concerne ses dimensions et sa superficie.

## 9. LÉGISLATIONS POUVANT AFFECTER L'IMMEUBLE

### 9.1 Loi sur l'expropriation (RLRQ, c. E-24) et avis de réserve pour fins publiques

Il n'y a aucun avis d'expropriation ou avis de réserve pour fins publiques à l'index des immeubles ou au registre foncier contre ladite propriété.

### 9.2 Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002)

Le bien-fonds ci-dessus décrit n'est pas classé ou cité comme « immeuble patrimonial » ou situé dans l'aire de protection d'un tel immeuble ou encore situé à l'intérieur d'un périmètre classé, déclaré ou cité comme « site patrimonial ». Il n'existait lors de nos recherches aucune inscription au registre foncier de la propriété ou au Répertoire du patrimoine culturel du Québec à l'effet que la propriété serait visée par l'une ou l'autre de ces restrictions et obligations.

### 9.3 Loi sur l'aéronautique (L.R.C., c. A-2)

L'index des immeubles publié au registre foncier révèle que l'immeuble ci-dessus décrit n'est pas situé à l'intérieur d'une zone aéroportuaire établie par règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique et déposé au bureau de la publicité foncière.

…/6

### 9.4 Loi sur le Tribunal administratif du logement (RLRQ, c. T-15.01)

Aucun bâtiment n'étant actuellement construit sur cette propriété, l'immeuble ci-dessus décrit ne présente aucun élément apparent d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur le Tribunal administratif du logement.

### 9.5 Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, c. P-41.1)

La consultation du registre du zonage agricole de la municipalité concernée révèle que l'immeuble ci-dessus décrit n'est pas situé à l'intérieur d'une zone de protection pour fins agricoles.

### 9.6 Zone d'inondation cartographiée

Cet immeuble n'est pas situé à l'intérieur d'une zone inondable cartographiée en vertu de la *Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec*, relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau.

### 9.7 Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1).

Ce bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une rive en vertu du *Règlement sur les activités dans les milieux humides, hydriques et sensibles (RLRQ, c. Q-2, r. 0.1)*.

## 10. SYSTÈME DE MESURES

Toutes les dimensions mentionnées dans le présent rapport, ainsi que celles apparaissant sur le plan annexé, sont exprimées en mètres, dans le système de mesure international.

…/7

## 11. UTILISATION DU DOCUMENT

Le présent rapport et le plan qui l'accompagne font partie intégrante du certificat de localisation, dans lequel l'arpenteur-géomètre soussigné exprime son opinion sur la situation et la condition actuelles du bien-fonds ci-dessus décrit par rapport aux titres de propriété, au cadastre, à l'occupation ainsi qu'aux lois et règlements pouvant l'affecter. Préparé aux fins d'une transaction immobilière et/ou d'un financement hypothécaire pour le requérant, de même que pour l'acquéreur issu de la transaction pour laquelle la présente est produite, ce document ne peut être utilisé ou invoqué à d'autres fins sans l'autorisation écrite de son auteur.

Les distances des structures par rapport aux limites de propriété n'ont été calculées et illustrées que pour permettre l'expression d'une opinion quant à l'application des lois et règlements pouvant affecter le bien-fonds. Elles ne doivent pas être interprétées comme fixant les limites définitives de la propriété.

Par les présentes, l'arpenteur-géomètre soussigné certifie avoir vérifié les éléments mentionnés aux paragraphes 1° à 23° du premier alinéa de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation.

Le tout est tel qu'indiqué sur la copie de plan ci-annexée, lequel fait partie intégrante du présent document, Minute 10660, Dossier 1906-49, en date du 16 janvier 2026, et préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné.

Signé numériquement à Montréal
le 16 janvier 2026

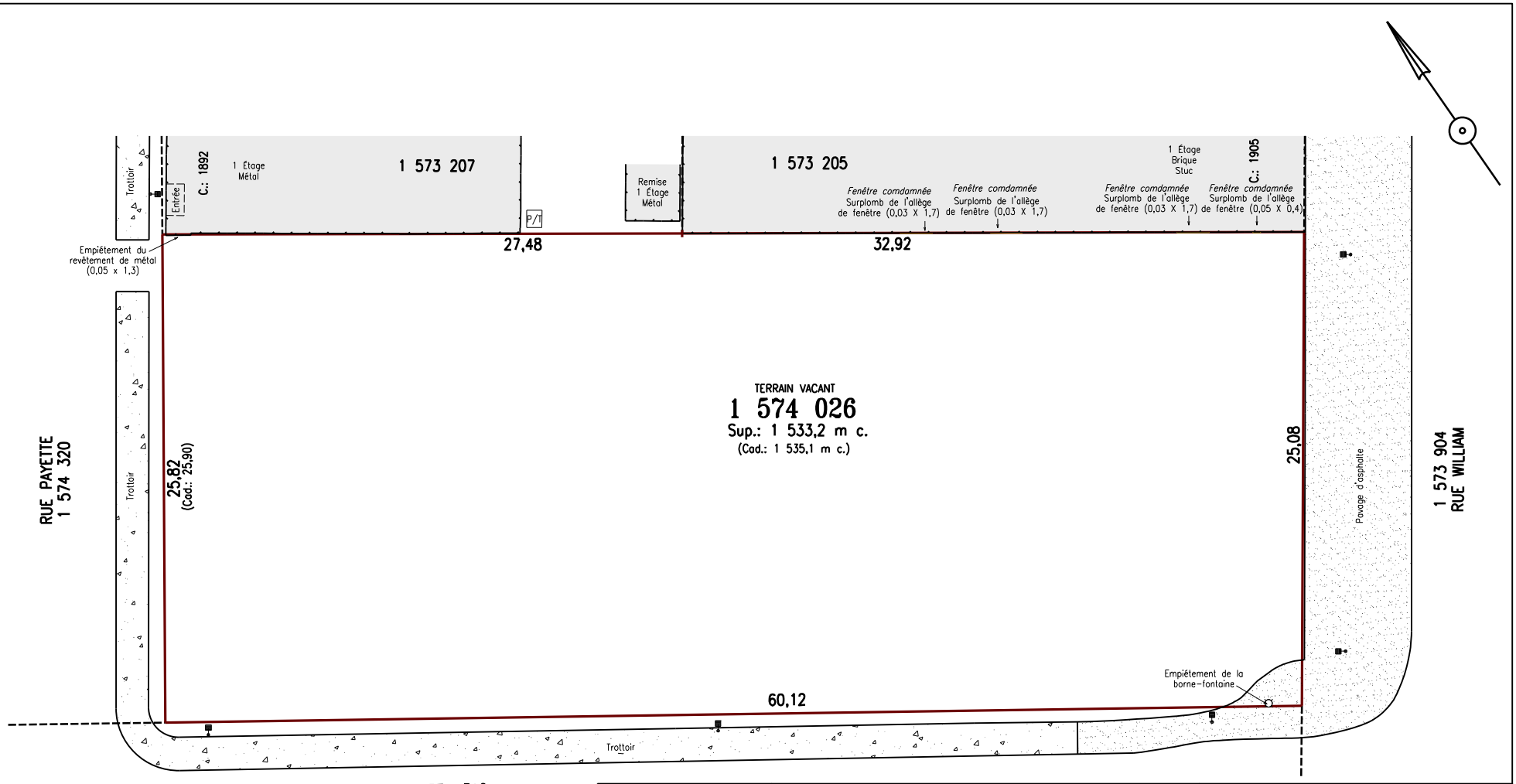


**JEAN-PHILIPPE GIGUÈRE**
(matricule 2676)
arpenteur-géomètre




copie conforme à l'original

arpenteur-géomètre




**LÉGENDE**

- REPÈRE D'ARPENTAGE
- BORNE-FONTAINE
- VALVE D'EAU
- LAMPADAIRE
- ARBRE
- ANCRAGE
- POTEAU
- PUISARD
- REGARD
- LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- LIGNE DE LOT
- CLÔTURE
- HAIE
- BÂTIMENT
- FOSSÉ
- LIMITE DE TALUS
- CÂBLES AÉRIENS
- BORD BOISÉ

# CERTIFICAT DE LOCALISATION

| | |
|---|---|
| LOT(S) | 1 574 026 |
| CADASTRE | DU QUÉBEC |
| CIRC. FONC. | MONTRÉAL |
| MUNICIPALITÉ | VILLE DE MONTRÉAL |
| ARRONDISSEMENT | LE SUD-OUEST |
| ÉCHELLE | 1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL |
| RECHERCHES | 13 JANVIER 2026 |
| TERRAIN | 17 DÉCEMBRE 2025 |
| DESSIN | 1810-27 |


*Gascon a.-g. inc.*

4244, RUE DE SALABERRY, MONTRÉAL (QUÉBEC), H4J 1H3
Tél.: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com


PRÉPARÉ À MONTRÉAL
LE 16 JANVIER 2026

Signé numériquement par
Jean-Philippe Giguère
arpenteur-géomètre

Copie conforme le 21-01-2026

MINUTE: 10660

DOSSIER: 1906-49

**NOTES:**

CETTE PROPRIÉTÉ EST ASSUJETTIE D'UNE SERVITUDE DE CONSERVATION DE LA VOCATION DE LOGEMENT SOCIAL, D'HABITATION SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DE LA VILLE DE MONTRÉAL – PUBL.: 29 624 241

CE PLAN ET LE RAPPORT QUI L'ACCOMPAGNE FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT DOCUMENT. IL NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ POUR D'AUTRES FINS QUE CELLES MENTIONNÉES AU RAPPORT CI-JOINT.

Numéro d'entente: 1000610
Montréal, le _____

**Entente dans le cadre du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041) de la Ville de Montréal - Projet résidentiel du 1810, rue des Bassins**

---

**ENTRE :** **Investissements 1810 Basin inc., personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44)*, ayant son siège au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7 représentée par Jean - François Beaulieu, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 30 juin 2025 ;**

**(ci-après désignée le « Promoteur 1 »)**

**ET:** **Investissements 1919 William inc., personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44)*, ayant son siège au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7 représentée par Jean - François Beaulieu, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 30 juin 2025 ;**

**(ci-après désignée le « Promoteur 2 »)**

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'Habitation, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 7 du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041) et de l'article 41.10.1 du *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*, RCE 02004;**

**(ci-après désignée la « Ville »)**

**ATTENDU QUE** le Promoteur 1 possède un emplacement composé du lot identifié en Annexe 2 des présentes (ci-après, l'« **Emplacement** »);

**ATTENDU QUE** le Promoteur 1 désire mettre en valeur l'Emplacement en y réalisant ou faisant en sorte que soit réalisé un projet à vocation principalement résidentielle au 1810, rue des Bassins (ci-après, le « **Projet** »);

**ATTENDU QUE** Immeuble William Griffintown inc. (ci-après, le « **Promoteur 3** ») désire réaliser un projet à vocation principalement résidentielle au 1990, rue William à Montréal (ci-après, le « **Projet 1990** »);

**ATTENDU QU**'une première demande de permis de construction (ci-après, le « **Premier permis** ») sera déposée par le Promoteur 1, afin de débuter la réalisation du Projet;

**ATTENDU QUE** le Projet prévoit la réalisation de logements d'une superficie brute de plancher résidentiel de plus de 1801 m², faisant en sorte qu'il est visé par le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041) de la Ville (ci-après, le « **Règlement** »), et qu'à cet égard, la Ville et le Promoteur 1 doivent conclure une entente en vue d'améliorer l'offre de logement social, abordable et familial, conformément au Règlement;

**ATTENDU QUE** le Projet 1990 est aussi visé par le Règlement et qu'il fait l'objet d'une entente conclue ce jour entre la Ville et le Promoteur 3 en vertu du Règlement et qu'en vertu de cette entente, il est prévu qu'un immeuble sera cédé à la Ville, afin d'améliorer l'offre en matière de logement social (ci-après, l'« **Entente 1990** »);

**ATTENDU QUE** le Promoteur 1 s'engage à respecter les exigences prévues au Règlement en vue d'améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, le tout de la façon décrite au Règlement et à la présente entente;

**ATTENDU QUE** le Promoteur 2 est propriétaire du lot formant le Lot social, tel qu'il est défini à l'article 3.2 de la présente entente;

**ATTENDU QUE** le Lot social permet la construction d'une superficie résidentielle suffisante pour permettre de répondre i) aux exigences en matière de logement social qui s'imposent au Promoteur 1 en vertu du Règlement et de la présente entente ainsi que ii) celles qui s'imposent au Promoteur 3 en vertu du Règlement et de l'Entente 1990;

**ATTENDU QUE** conformément aux modalités prévues à l'article 3 de la présente entente, le Promoteur 2 s'engage à céder le Lot social à la Ville afin de permettre au Promoteur 1 et au Promoteur 3 de remplir leurs engagements en matière de logement social et qu'à ce titre, le Promoteur 2 est signataire de la présente entente;

**ATTENDU QUE** l'Emplacement du Projet est localisé dans le secteur de valeur 1, tel que délimité à l'annexe A du Règlement, et que celui-ci est entièrement situé hors d'une zone abordable telle que délimitée à l'annexe B du Règlement;

**ATTENDU QUE** l'emplacement du Projet 1990 est localisé dans le secteur de valeur 1, tel que délimité à l'annexe A du Règlement;

**ATTENDU QU**'au moment de la signature de la présente entente, le volet privé du Projet prévoit une superficie brute de plancher résidentiel estimée à environ 20 408 m² (ci-après, la « **Superficie résidentielle du Projet** ») et prévoit la réalisation d'environ 286 logements (ci-après, le « **Nombre de logements privés** »);

**ATTENDU QU**'au moment de la signature de la présente entente, le volet privé du Projet 1990 prévoit une superficie brute de plancher résidentiel estimée à environ 21 355 m² (ci-après, la « **Superficie résidentielle du Projet 1990** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Promoteur 1, ainsi qu'au Promoteur 2.

**EN CONSÉQUENCE, LE PROMOTEUR 1, le PROMOTEUR 2 ET LA VILLE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

## 1. Préambule

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

## 2. Interprétation

Le contenu de la présente entente doit être interprété notamment en se référant au Règlement. De plus, tout terme ou expression utilisé dans la présente entente et défini à l'article 1 du Règlement a la signification qui lui est donnée dans le Règlement à moins qu'il soit autrement défini dans le cadre de la présente entente. En cas de difficulté d'interprétation, le Règlement a préséance sur le texte de la présente entente qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## 3. Engagements relatifs aux logements sociaux

### Engagements

3.1. En vue d'améliorer l'offre en matière de logement social, le Promoteur 2 s'engage à céder à la Ville un immeuble, pour la réalisation future de logements sociaux, le tout conformément aux conditions énoncées ci-après.

À sa demande, le Promoteur 2 s'engage à ce que l'immeuble satisfasse les exigences en vue d'améliorer l'offre en matière de logement social pour le Projet et pour le Projet 1990, conformément au Règlement et à l'Entente 1990.

La superficie brute de plancher résidentiel constructible minimalement requise conformément au Règlement (ci-après la « **Superficie sociale totale** ») équivaut à 20 % de la Superficie résidentielle du Projet, additionnée à 20 % de la Superficie résidentielle du Projet 1990. La Superficie sociale totale, selon le Projet et le Projet 1990, est de 8 353 m² et est calculée de la façon suivante :

**Superficie sociale du Projet**

| (Superficie résidentielle du Projet | X | 20 %) * | = | Superficie sociale du Projet |
|---|---|---|---|---|
| 20 408 m² | | | | 4 082 m² |

* Arrondi à l'unité la plus près

**Superficie sociale du Projet 1990**

| (Superficie résidentielle du Projet 1990 | X | 20 %) * | = | Superficie sociale du Projet 1990 |
|---|---|---|---|---|
| 21 355 m² | | | | 4 271 m² |

* Arrondi à l'unité la plus près

**Superficie sociale totale**

| Superficie sociale du Projet | + | Superficie sociale du Projet 1990 | = | Superficie sociale totale |
|---|---|---|---|---|
| 4 082 m² | | 4 271 m² | | 8 353 m² |

3.2 L'immeuble devant être cédé par le Promoteur 2 est constitué du lot du nadir au zénith portant le numéro 1 574 026 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après le « **Lot social** »), totalisant une superficie d'environ 1535,1 m² et qui permet la construction d'un bâtiment ayant une superficie brute de plancher résidentiel totale de 9 476 m² (ci-après, la « **Superficie sociale constructible** »), en tenant compte de toute réglementation applicable et notamment de la présence de toute contrainte légale, telle une servitude, et de toute contrainte physique pouvant affecter l'implantation, la construction ou l'exploitation d'un bâtiment.

La Superficie sociale constructible étant supérieure à la Superficie sociale totale, le pourcentage excédentaire pourra, conformément au Règlement, permettre de réduire les engagements du Promoteur 1 en matière de logements familiaux, tel que plus amplement décrit à l'article 5 de la présente entente. Le pourcentage excédentaire (ci-après, l'« **Excédent** ») est calculé de la façon suivante :

**Formule permettant de calculer l'Excédent :**

$$\frac{\text{Superficie sociale constructible}}{\text{(Superficie résidentielle du Projet + Superficie résidentielle du Projet 1990)}} - \frac{\text{Superficie sociale totale}}{\text{(Superficie résidentielle du Projet + Superficie résidentielle du Projet 1990)}} = \text{Excédent}$$

¶ **Calcul de l'Excédent :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| $\frac{9\,476}{20\,408 + 21\,355}$ | - | $\frac{8\,353}{20\,408 + 21\,355}$ | = 2,69% |

3.3 Le Promoteur 2 s'engage à céder le Lot social avec la garantie légale au sens du *Code civil du Québec,* laquelle inclut la garantie du droit de propriété et la garantie de qualité. Le titre de propriété du Lot social doit être clair et libre de toute hypothèque, charge, avis de réserve foncière ou priorité quelconque. En outre, le Lot social ne doit pas être soumis au régime de la copropriété divise, ni faire l'objet d'un démembrement de la propriété à l'exception des servitudes usuelles d'utilité publique. Si ces dernières imposent des contraintes à l'implantation d'un bâtiment sur le Lot social ou à l'atteinte de la Superficie sociale totale, cette dernière sera calculée en les prenant en considération. Il est entendu que la servitude de conservation de la vocation d'habitation sociale et communautaire exigée en vertu de la présente entente est exclue de la portée du présent article.

Le Lot social doit aussi permettre la construction d'un bâtiment indépendant au niveau des services d'égouts, d'aqueducs, de gaz, d'électricité et de câblodistribution. L'indépendance du bâtiment doit aussi être assurée au niveau des systèmes mécaniques, des accès véhiculaires, des accès piétonniers et des systèmes de sécurité et d'incendie.

3.4 La cession du Lot social doit être exécutée au plus tard six (6) mois suivant l'émission du Premier permis du Projet, à la condition que la Ville accepte ladite cession. La Ville pourra faire l'acquisition du Lot social sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires à l'acquittement de la contrepartie financière prévue à l'article 3.5 et d'une décision favorable de l'instance décisionnelle compétente acceptant ladite cession.

Les parties reconnaissent toutefois que la Ville peut céder son droit d'acquérir le Lot social en vertu de la présente entente à un organisme à but non lucratif ou à une coopérative d'habitation (ci-après, l'« **Organisme** ») désigné par la directrice du Service de l'habitation de la Ville (ci-après, la « **Directrice** »). Dans un tel cas, le Promoteur 2 s'engage à céder le Lot social à l'Organisme selon les mêmes conditions et modalités prévues à la présente entente. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Promoteur 2 reconnaît et accepte irrévocablement que les articles 3.2 à 3.10 soient au bénéfice de tout Organisme à qui serait cédé un Lot social.

Sous réserve du paiement de la Contribution sociale décrite à l'article 3.12, il est entendu que le Promoteur 2 sera libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- Si la Ville informe le Promoteur 1 et le Promoteur 2 que les fonds nécessaires à l'acquittement de la contrepartie financière prévue à l'article 3.5 ne sont pas disponibles; ou

- Si la Ville avise le Promoteur 1 et le Promoteur 2 qu'elle ne désire pas acquérir le Lot social ni céder son droit de l'acquérir à un Organisme; ou

- Si la Ville ou l'Organisme fait autrement défaut de se porter acquéreur dudit Lot social dans le délai prévu au premier alinéa du présent article, sauf si le retard découle d'un défaut du Promoteur 1 ou du Promoteur 2 incluant, pour plus de précision, si toute exigence prévue dans la présente entente concernant la cession du Lot social n'est pas rencontrée à l'intérieur de ce délai ou si le retard dans la signature de l'acte de vente est attribuable au Promoteur 1, au Promoteur 2, ou ses employés, représentants, ou mandataires.

3.5. Le montant de la contrepartie financière (ci-après, la « **Contrepartie financière** ») devant être versé au moment de la cession du Lot social en vertu de la présente entente est calculé en multipliant la Superficie sociale constructible par le montant prévu au tableau ci-après.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Superficie sociale constructible<br>9 476 m² | x | Montant par m²<br>Secteur 1<br>980,70 $ | = Contrepartie financière<br>9 293 113$ |

* Arrondi à l'unité la plus près, cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins cinq (5).

3.6. Le Lot social doit être contigu à une rue publique aménagée et desservie par les infrastructures municipales, incluant notamment, mais non limitativement, les égouts, l'aqueduc, le réseau électrique, les massifs de conduits pour les réseaux câblés, les fondations de rues, le pavage, les trottoirs et bordures, les plantations de végétaux et les systèmes d'éclairage.

À la date de la cession du Lot social, il est convenu que ce dernier devra minimalement être desservi par les égouts, l'aqueduc et le réseau électrique et que les fondations de rues devront être réalisées.

3.7. Le Lot social doit être prêt à construire à la date de sa cession à la Ville ou à l'Organisme. Le Promoteur 2 doit s'assurer que soient complétés les travaux de préparation du Lot social et il devra assumer la totalité des coûts afférents. À titre indicatif, les travaux de préparation comprennent notamment la réalisation d'études environnementales Phases I et II ainsi que la réhabilitation des sols du Lot social, de manière qu'il soit conforme à la LQE et à ses règlements, de même qu'aux critères du Guide d'intervention, pour une utilisation résidentielle. Le Promoteur 2 s'engage à ne pas procéder au moyen d'une évaluation des risques toxicologiques et écotoxicologiques et à réaliser toutes les études environnementales conformément aux guides et lignes directrices en vigueur du MELCCFP, notamment et sans s'y limiter au Guide de caractérisation.

3.8. Le Lot social devra également être libre de tout débris de surface et libre de tout bâtiment, fondation, équipement ou structure hors-sol ou souterrains. Le volume de matières résiduelles, exprimé en pourcentage, présentes dans les sols de remblai de l'Emplacement, doit être inférieur à 5%.

Le Lot social doit être remblayé à l'aide d'un granulat de classe « A » à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite de la Directrice autorisant l'utilisation de déblais réutilisables provenant de l'Emplacement ou de sols non-contaminés provenant de l'extérieur de ce dernier. Pour obtenir une telle autorisation, le Propriétaire doit :

a) Fournir à la Directrice, avant la réalisation des travaux de remblayage, toute documentation pertinente sur ces sols, notamment les certificats analytiques, leurs descriptions stratigraphiques, les volumes estimés qui seront déplacés ainsi que tout document relatif aux emplacements où ces sols seront prélevés et déposés;

b) Si des sols provenant de l'Emplacement sont utilisés, s'assurer que les sols soient conformes pour une utilisation résidentielle en regard de la LQE et de ses règlements, de même qu'aux critères du Guide d'intervention;

c) Si des sols non contaminés provenant de l'extérieur de l'Emplacement sont utilisés, fournir les études environnementales du site générateur (incluant une étude phase I) démontrant qu'il s'agit de sols dont les concentrations en contaminants sont inférieures ou égales au critère générique A du Guide d'intervention. La méthodologie qui sera utilisée pour assurer le suivi du mouvement de ces sols devra également être fournie.

d) S'engager à faire un suivi de l'ensemble des travaux de remblayage et de fournir la documentation pertinente à la fin des travaux permettant de localiser les remblais utilisés.

3.9. Le Lot social doit avoir un niveau de compaction minimal de 95 sur l'échelle du Proctor modifié et un rapport de compaction doit être transmis à la Directrice avant la cession du Lot social.

Les travaux de remblayage sur le Lot social doivent permettre d'atteindre l'élévation des trottoirs ou des terrains le ceinturant. Le nivellement des sols doit être effectué de façon à éviter les endroits d'accumulation d'eau et d'érosion des sols.

Le Promoteur 2 devra mandater un arpenteur-géomètre pour qu'il procède au piquetage du Lot social, et ce, à ses frais. Le Lot social devra être délimité par des repères d'arpentage au moment de sa cession.

Le Promoteur 2 devra aussi mandater un arpenteur-géomètre, à ses frais, pour que ce dernier prépare un certificat de localisation du Lot social. Ledit certificat devra être transmis à la Directrice au plus tard 30 jours avant la date limite établie pour sa cession, telle que définie à l'article 3.4 de la présente entente.

3.10. Le Promoteur 2 s'engage à fournir à la Directrice, dans les dix (10) jours de la signature de la présente entente, tous les documents en sa possession faisant état de la qualité des sols (environnement et géotechnique) du Lot social. De même, il fournira dans les meilleurs

délais tout nouveau document en la matière qu'il pourrait obtenir avant la cession du Lot social.

Advenant que des travaux d'excavation et/ou de réhabilitation soient requis sur le Lot social, dès la fin desdits travaux et au plus tard 90 jours avant la cession du Lot social à la Ville ou à l'Organisme, le Promoteur 2 s'engage à transmettre à la Directrice les documents suivants :

- Le rapport de surveillance environnementale des travaux d'excavation et/ou de réhabilitation des sols et de l'eau souterraine, incluant la nature et la provenance des remblais. Ce rapport doit être signé par un professionnel répondant à la définition de l'article 31.42 de la LQE (ci-après, un « **Professionnel habilité** ») et le contenu minimal du rapport est décrit à l'*Annexe 4 - Contenu minimal du rapport de surveillance environnementale* de la présente entente;

- Le rapport de compaction et toute information pertinente concernant les travaux de remblayage confirmant que les exigences de la présente entente ont été respectées.

De plus, advenant que le Lot social soit visé par la section IV du chapitre IV du titre 1 de la LQE, le Promoteur 2 transmettra les documents suivants à la Directrice, dès qu'ils seront disponibles :

- Tableaux de contrôle accompagnant les études de caractérisation, le tout signé par un Professionnel habilité;
- Avis de contamination publié au registre foncier, accompagné du résumé des études de caractérisation signé par un Professionnel habilité;
- Plan de réhabilitation environnementale ou copie de la déclaration de conformité transmise au MELCCFP en application de l'article 2.4 du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains, ainsi que tout document faisant partie intégrante du plan de réhabilitation ou de la déclaration de conformité;
- Approbation d'un plan de réhabilitation environnementale délivré par le MELCCFP ou accusé de réception de la déclaration de conformité du MELCCFP;
- Tableaux de contrôle accompagnant les rapports de travaux de réhabilitation environnementale le tout signé par un Professionnel habilité;
- Avis de décontamination publié au registre foncier, accompagné du résumé du rapport de travaux de réhabilitation signé par un Professionnel habilité.

3.11. Le Promoteur 2 consent à ce que tous les documents transmis à la Directrice et relatifs aux sols du Lot social soient transmis à tout Organisme chargé de développer un projet de logement social sur le Lot social, incluant le certificat de localisation exigé à l'article 3.9. Il consent à ce que ceux-ci soient utilisés par ces Organismes aux fins de la réalisation du projet de logements sociaux.

3.12. Si le Promoteur 2 est libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social en vertu de l'article 3.4, le Promoteur 1 s'engage à verser à la Ville une contribution financière pour le Projet (ci-après, la « **Contribution sociale** »). Pour plus de clarté, le Promoteur 1

n'aura pas à verser de contribution financière pour le Projet 1990, puisque le Promoteur 3 versera lui-même une telle contribution financière à la Ville selon les modalités prévues à l'Entente 1990.

La Contribution sociale sera calculée de la façon prévue au Règlement, en tenant compte de la Superficie résidentielle du Projet et de toute modification qui pourrait être apportée au Projet.

Le cas échéant, le Promoteur 1 s'engage à payer la Contribution sociale de la façon suivante, selon la situation applicable:

i) Advenant qu'aucun Permis (le terme « **Permis** » désigne ci-après tout permis de construction autorisant la réalisation d'une superficie de plancher résidentielle dans le Projet, incluant le Premier permis) n'ait été émis, le Promoteur 1 s'engage à verser la Contribution sociale en un nombre de versements égal au nombre de Permis, et ce, avant la délivrance de chacun de ces Permis. Le montant de chaque versement sera calculé selon la formule suivante (ci-après, la « **Formule de la Contribution sociale** ») :

$$\frac{\text{Superficie de plancher résidentielle visée par le Permis demandé}}{\text{Superficie résidentielle du Projet}} \times \text{Contribution sociale} = \text{Montant du versement}$$

ii) Advenant que l'ensemble des Permis aient été émis, le Promoteur 1 s'engage à payer la totalité de la Contribution sociale dans les dix (10) jours suivant une demande de la Ville à cet effet.

iii) Advenant qu'une partie des Permis ait été émise, le Promoteur 1 s'engage à verser la Contribution sociale en un nombre de versements égal au nombre de Permis restants, et ce, avant la délivrance de chacun de ces Permis. Le montant de chaque versement est calculé selon la Formule de la Contribution sociale. Toutefois, le premier versement est majoré du montant correspondant à la somme des versements de la Contribution sociale qui auraient dû être versés pour les Permis déjà émis, et ce, selon la Formule de Contribution sociale.

**Garanties**

3.13 Afin de garantir l'accomplissement des engagements en matière de logements sociaux, le Promoteur 1 s'engage à remettre à la Directrice une garantie financière irrévocable (ci-après, la « **Garantie sociale** ») en faveur de la Ville. Le montant de la Garantie sociale est déterminé conformément au Règlement en multipliant la Superficie résidentielle du Projet par le montant indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque palier de superficie résidentielle, selon le secteur de valeur où est situé l'Emplacement. Pour plus de précisions, la Garantie sociale ne garantit que les obligations du Promoteur 1 en matière de logements sociaux en regard du Projet.

| Paliers de superficie résidentielle | Montant par secteur de valeur pour le calcul de la Garantie sociale | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Secteur 1 | Secteur 2 | Secteur 3 | Secteur 4 | Secteur 5 |
| **0 à ≤450 m²** | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **>450 à ≤1800 m²** | 71,72 $ | 59,56 $ | 49,83 $ | 37,68 $ | 27,96 $ |
| **>1800 à ≤9000 m²** | 89,95 $ | 75,37 $ | 61,99 $ | 46,20 $ | 34,03 $ |
| **>9000 à ≤12 500 m²** | 106,96 $ | 89,95 $ | 74,14 $ | 55,92 $ | 41,33 $ |
| **>12 500 m² à ≤22 500 m²** | 125,20 $ | 105,76 $ | 92,38 $ | 65,65 $ | 48,63 $ |
| **>22 500 m² et plus** | 143,44 $ | 120,34 $ | 99,68 $ | 74,14 $ | 55,92 $ |

Le montant de la Garantie sociale est arrondi à l'unité la plus proche; cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5.

La Garantie sociale requise pour le Projet est de 2 108 904$ et celle du Projet 1990 du Promoteur 3 est de 2 227 468$. La somme des garanties sociales est ainsi établie à 4 336 372$ (ci-après, la « **Garantie sociale totale** »).

3.14 La Garantie sociale prévue à l'article 3.13 prend la forme d'une hypothèque de premier rang en faveur de la Ville grevant le Lot social (ci-après, l'« **Hypothèque** »). Le montant de l'Hypothèque correspond à la Garantie sociale totale. Le Promoteur 2 est responsable de la publication de l'Hypothèque au bureau de la publicité et des droits de la circonscription foncière de Montréal, à ses frais. À cet égard, le Promoteur 2 s'engage à remettre à la Directrice un état certifié de la publication de l'acte d'Hypothèque avant l'émission du Premier permis. De plus, si l'Hypothèque grève une ou plusieurs parties de lot, le Promoteur 2 s'engage à procéder à une opération cadastrale dans les plus brefs délais, afin que toute partie de lot visée constitue un lot distinct. Si l'Hypothèque grève une partie de lot, elle devra être désignée par un plan et une description technique préparés par un arpenteur-géomètre mandaté par le Promoteur 2, aux frais de ce dernier. Dans tous les cas, tout lot ou toute partie de lot devra correspondre au Lot social. L'acte d'hypothèque devra être approuvé par le Service des affaires juridiques de la Ville avant sa signature et sera instrumenté par le notaire du Promoteur 2, aux frais de ce dernier.

La Ville s'engage à procéder à la radiation de l'Hypothèque, à ses frais, lorsque :

- Le Lot social aura été cédé à la Ville ou à l'Organisme conformément aux conditions énoncées à la présente entente; ou

- Le Promoteur 2 est libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social en vertu de l'article 3.4, à la condition que la Ville ait reçu la Contribution sociale visée à l'article 3.12; ou

- Lorsque l'entente est résiliée en vertu de l'article 8.1 ou 8.2, à la condition que la Ville ait reçu, lorsque requise, la compensation monétaire prévue à l'article 8.2.

3.15 Afin de garantir l'accomplissement de ses engagements relatifs aux logements sociaux, le Promoteur 2 s'engage également à grever le Lot social d'une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire, en faveur de la Ville, selon le modèle joint à l'Annexe 5 intitulée *Modèle de servitude*. Si le Lot social est une partie de lot à la date de signature des présentes, elle sera désignée par un plan et une description technique préparée par un arpenteur-géomètre mandaté par le Promoteur 2, aux frais de ce dernier. Ce lot ou cette partie de lot devra correspondre au Lot social.

L'acte de servitude devra être instrumenté par le notaire du Promoteur 2 aux frais de ce dernier, le tout à l'entière satisfaction de la Directrice, qui devra l'approuver avant sa publication. L'acte de servitude devra être dûment publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, aux frais du Promoteur 2. À cet égard, le Promoteur 2 s'engage à remettre à la Directrice un état certifié de la publication de l'acte de servitude avant l'émission du Premier permis.

La Ville devra abandonner la Servitude en sa faveur et, à cette fin, entamera le processus de radiation de celle-ci au Registre foncier dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- Conformément à l'article 3.4 et à la condition qu'elle ait reçu la Contribution sociale prévue à l'article 3.12, advenant que la Ville informe le Promoteur 2 qu'elle ne désire pas se faire céder le Lot social et qu'elle ne cédera pas non plus son droit de l'acquérir à un Organisme, ou que la Ville ou l'Organisme fait autrement défaut de se porter acquéreur du Lot social dans le délai prescrit à l'article 3.4; ou

- Lorsque la présente entente est résiliée en vertu de l'article 8.1 ou 8.2, à la condition que la Ville ait reçu, lorsque requise, la compensation monétaire prévue à l'article 8.2.

## 4. Engagements en matière de logements abordables

4.1 Le Projet est situé hors d'une zone de logement abordable délimitée à l'Annexe B du Règlement.

4.2 Conformément à l'article 22.1 du Règlement, aucune contribution financière relative aux logements abordables n'est exigible.

## 5. Engagements relatifs aux logements familiaux

5.1 En vue d'améliorer l'offre en matière de logement familial, le Promoteur 1 s'engage à réaliser des Logements familiaux (ci-après, le « **Logement familial** » ou les « **Logements familiaux** » s'il s'agit de plus d'un Logement familial) selon les conditions énoncées ci-après.

5.2 Un Logement familial est un logement d'une superficie minimale de 86 m², ces mesures étant prises à partir de la face externe des murs extérieurs, et qui dispose de trois chambres et plus.

Le nombre de Logements familiaux à réaliser (ci-après, la « **Contribution familiale** ») doit équivaloir à au moins 5 % du Nombre de logements privés du Projet.

Le nombre de Logements familiaux est calculé de la façon suivante :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Nombre de logements privés<br>286 | X | 5 % | = | Contribution familiale *<br>14 |

* Arrondi à l'unité la plus près, cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5

En fonction du Projet actuel, le nombre de Logements familiaux requis est de 14.

Toutefois, en raison de l'Excédent en matière de logement social établi à l'article 3.2 de la présente entente, la Contribution familiale pourrait être réduite. Le Règlement prévoit que chaque point de pourcentage de l'Excédent permet de soustraire 2 points de pourcentage de la Contribution familiale. Le nombre de point de pourcentage de l'Excédent étant de 2,69 points de pourcentage, la Contribution familiale est donc réduite de 5,38 points de pourcentage. Il en résulte une Contribution familiale requise de 0,00%. En fonction du Projet actuel, la Contribution familiale requise du Promoteur 1 sera de 0 logement, à la condition que le Lot social soit cédé à la Ville ou à un Organisme conformément à l'article 3 de la présente entente.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Nombre de logements privés<br>286 | X | 0,00 % | = | Contribution familiale, si réduction<br>0 |

* Arrondi à l'unité la plus près, cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5

Pour plus de clarté, dans l'éventualité où le Promoteur 2 est libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social en vertu de l'article 3.4, le Promoteur 1 s'engage à réaliser la totalité de la Contribution familiale conformément aux modalités prévues ci-après.

5.3 Tout Logement familial doit être réalisé sur l'Emplacement ou dans un autre projet résidentiel (i) d'au moins cinquante (50) logements et (ii) dont l'emplacement est situé dans le secteur 1 tel que délimité à l'annexe A du Règlement.

Pour tout Logement familial construit ailleurs que sur l'Emplacement, le Promoteur 1 devra, au plus tard avant la délivrance du dernier Permis pour le Projet :

- Confirmer à la Ville que la construction de tout bâtiment comprenant tout Logement familial est terminée ou qu'elle a été autorisée au moyen de la délivrance d'un permis en vigueur;

- Fournir à la Ville le numéro de l'entente conclue dans le cadre du Règlement, pour le projet résidentiel où est situé ce Logement familial, ainsi que le consentement du signataire de ladite entente autorisant le Promoteur 1 à déclarer la construction de ce Logement familial comme étant une contribution visant à remplir les engagements pris à la présente entente.

5.4 Le Promoteur 1 reconnaît que la Ville pourra effectuer une vérification des Logements familiaux réalisés. Le cas échéant, le Promoteur 1 s'engage à collaborer avec la Ville afin que cette dernière puisse effectuer un décompte du nombre de Logements familiaux réalisés.

Pour ce faire, sur demande de la Ville, après l'achèvement substantiel des travaux du Projet et au plus tard trente-six (36) mois suivant l'émission de chaque Permis, le Promoteur 1 devra déposer, aux bureaux du Service de l'habitation de la Ville, un document préparé et signé par un architecte, membre de l'Ordre des architectes du Québec (ci-après, l'« **Attestation** »), et toute autre pièce justificative demandée par la Ville. L'Attestation devra confirmer que les Logements familiaux déclarés lors de la demande du Permis visé répondent bien, selon les plans pour construction, à la définition de Logement familial, qu'ils ont été construits conformément à ces plans et qu'ils correspondent aux adresses déclarées.

Si une telle Attestation ne peut pas être émise notamment parce que les Logements familiaux n'ont pas été construits conformément aux plans pour construction ou que les plans pour construction ne sont pas disponibles, le Promoteur 1 s'engage à obtenir de l'architecte, dans le même délai, un relevé ainsi qu'une description des Logements familiaux identifiés par le Promoteur 1, afin de déterminer s'ils correspondent à la définition de Logement familial. Un tel relevé devra être déposé aux bureaux du Service de l'habitation de la Ville.

Si le Promoteur 1 fait défaut de respecter ce qui précède pour tout Logement familial, il sera réputé ne pas avoir réalisé ledit Logement familial et la pénalité payable aux termes de l'article 5.5 sera dès lors exigible et payable dans le délai prévu à l'article 5.5.

5.5 Advenant que le nombre de Logements familiaux réalisés par le Promoteur 1 soit inférieur au nombre de Logements familiaux requis, le Promoteur 1 s'engage à payer une pénalité financière à la Ville dans les quarante-cinq (45) jours d'une demande à cet effet. Le montant de la pénalité sera de 10 000$ par Logement familial non réalisé.

**6. Modifications et ajustement des engagements**

6.1 Le Promoteur 1 reconnait que la présente entente devra être modifiée advenant des modifications quant à l'Emplacement, la Superficie résidentielle du Projet, et du Nombre de logements privés. Il s'engage, et ce dans les plus brefs délais, à informer la Ville de telles modifications. Le cas échéant, les engagements du Promoteur 1 quant aux contributions requises en matière de logements sociaux, de logements abordables et de logements familiaux seront modifiés en fonction du Règlement.

Le Promoteur 1 reconnait aussi que la présente entente pourrait devoir être modifiée advenant des modifications au Projet 1990, notamment quant à l'emplacement et la

superficie résidentielle du Projet 1990 ou advenant toute modification à l'Entente 1990 ou sa résiliation. Le cas échéant, les engagements du Promoteur 1 notamment quant aux contributions requises en matière de logements sociaux et de logements familiaux seront modifiés de la manière prévue au Règlement.

Aucune contribution financière déjà versée en vertu de la présente entente ne sera remboursée et en aucun cas le Lot social déjà cédé ne sera rétrocédé au Promoteur 1 ou au Promoteur 2 advenant une modification de la présente entente.

**7. Propriété de l'Emplacement**

7.1 Le Promoteur 1 s'engage à informer la Ville advenant le transfert de la propriété de l'Emplacement, en tout ou en partie.

7.2 Si le Promoteur 1 transfère à un tiers la propriété de la totalité de l'Emplacement, il s'engage à céder au Cessionnaire l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, en concluant une convention de cession avec ce dernier selon le modèle joint à l'Annexe 1 intitulée *Modèle de convention de cession* de la présente entente (ci-après, la « **Cession** »), et ce, préalablement au transfert de propriété de l'Emplacement par le Promoteur 1. Il est entendu que le Promoteur 2 demeurera tenu de céder le Lot social conformément à la présente.

Le Promoteur 1 s'engage à fournir à la Ville une copie de la Cession dans les plus brefs délais suivant sa signature.

Advenant une Cession conformément au présent article, le Promoteur 1 donne quittance complète et finale à la Ville pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant de la présente entente passée, présente et future, directe et indirecte.

7.3 Sauf dans le cas prévu à l'article 7.2, la présente entente ne peut être cédée sans le consentement écrit de la Ville, étant entendu qu'elle se réserve le droit d'imposer toute condition relative à la cession qu'elle jugera nécessaire et appropriée.

**8. Dispositions diverses**

8.1 La présente entente est résiliée de plein droit dans l'une ou l'autre des situations suivantes:

- Si la délivrance du Premier permis est refusée par l'arrondissement où est réalisé le Projet.

- Si le Promoteur 1 confirme par écrit à la Ville qu'il renonce à réaliser le Projet et qu'il requiert l'annulation de la demande du Premier permis avant sa délivrance.

En cas de résiliation de l'entente conformément au présent article, toute contribution financière déjà versée à la Ville par le Promoteur 1 en vertu de la présente entente lui sera

restituée, étant entendu que le Promoteur 1 ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des sommes versées tardivement.

8.2 Sauf dans le cas prévu à l'article 7.2, si le Promoteur 1 décide d'abandonner la réalisation du Projet, il peut résilier unilatéralement la présente entente en transmettant à la Directrice un préavis écrit d'au moins trente (30) jours. Dans un tel cas, le Promoteur 1 reconnaît que toute contribution financière déjà versée en vertu de la présente entente sera conservée par la Ville et qu'il renonce à tout recours ou réclamation contre la Ville à cet égard. En ce qui concerne les engagements qui ne prennent pas la forme d'une contribution financière en vertu de la présente entente, le Promoteur 1 devra verser à la Ville une compensation monétaire pour les Permis déjà délivrés. Le montant de cette compensation est établi conformément à l'article 3.12 de la présente entente et devra être versé dans un délai de trente (30) jours suivant la transmission de l'avis de résiliation à la Directrice.

8.3 Le paiement de toute contribution financière en vertu de la présente entente doit être fait selon les modalités de la présente entente et selon toute autre modalité communiquée par l'arrondissement où est situé l'Emplacement.

8.4 La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.5 La présente entente lie le Promoteur 1, le Promoteur 2, leurs successeurs, leurs ayants droit et leurs représentants légaux, le cas échéant.

8.6 Le Promoteur 1 et le Promoteur 2 seront constitués en demeure d'exécuter les obligations incluses à la présente entente par le seul écoulement du temps.

8.7 Si le Promoteur 2 cède le Lot social à un Organisme conformément à l'article 3.4 de la présente entente ou encore, si le Lot social est cédé par la Ville à un Organisme, le Promoteur 1 et le Promoteur 2 s'engagent irrévocablement à indemniser cet Organisme pour tout dommage subi par ce dernier, le cas échéant, découlant d'un défaut du Promoteur 1 ou du Promoteur 3 de respecter toutes et chacune des conditions prévues à l'article 3 de la présente entente.

8.8 Si les termes « Promoteur 1 » et « Promoteur 2 » comprennent plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers la Ville des obligations qui sont prévues à la présente entente. De plus, les obligations prévues à la présente entente sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires, représentants légaux et ayants droit conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, pour tout tiers qui acquiert l'Emplacement et qui est cessionnaire de la présente entente en vertu de l'article 7 ci-dessus, de même qu'à l'égard de ses héritiers, légataires, représentants légaux et ayants droit.

8.9 La présente entente est faite sous réserve de toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard du Projet et, par conséquent, l'acceptation de la présente ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme une reconnaissance de la Ville

à ne pas invoquer l'application d'une telle réglementation ou de modifier sa propre réglementation.

**EN FOI DE QUOI, LE PROMOTEUR 1, LE PROMOTEUR 2 ET LA VILLE ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE À LA DATE INDIQUÉE AU REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le ……..e jour de ……. 2025

**PROMOTEUR 1**

_____
Par : M. **Wayne Heuff**, Président
Pour: Investissements 1810 Basin inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

_____
Par : M. **Jean-Francois Beaulieu**, Vice-président
Pour: Investissements 1810 Basin inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

**VILLE DE MONTRÉAL**.

_____
Par : Clotilde Tarditi
Directrice du Service de l'habitation de la Ville de Montréal

Le ……..e jour de ……. 2025

**PROMOTEUR 2**

_____
Par : M. **Wayne Heuff**, Président
Pour: Investissements 1919 William inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

_____
Par : M. **Jean-Francois Beaulieu**, Vice-président
Pour: Investissements 1919 William inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

**Annexe 1 – Modèle de convention de cession**

**Convention de cession des droits et obligations**

**ENTRE :**

**(ci-après la « Cédante »)**

**ET :**

**(ci-après la « Cessionnaire »)**

**(ci-après, collectivement désignées les "Parties")**

**ATTENDU QUE** la Cédante a transféré au Cessionnaire la propriété de l'emplacement décrit comme suit: _____ (indiquer les numéros de lots) (ci-après, l'« Emplacement ») aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro _____;

**ATTENDU QUE** la Cédante a conclu, en date du _____ et conformément au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), une entente avec la Ville de Montréal, arrondissement _____, dans le cadre du projet immobilier « _____ » (ci-après l' « Entente »);

**ATTENDU QU**'en vertu de l'Entente la Cédante doit céder l'Entente au Cessionnaire qui accepte;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.
2. À compter de la signature des présentes, le Cédant cède au Cessionnaire toutes ses obligations et responsabilités dans l'Entente;
3. Le Cessionnaire accepte la cession de l'Entente et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions;
4. Le Cessionnaire s'engage, envers la Ville de Montréal, à prendre à sa charge et à assumer l'ensemble des droits et obligations du Cédant, en vertu de l'Entente et, entre autres, de prendre à sa charge la responsabilité de toutes les obligations du Cédant depuis la signature de l'Entente, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou omissions passés du Cédant;
5. Les Parties s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession de l'Entente, le cas échéant;
6. Le Cédant s'engage à transmettre à la Ville de Montréal une copie de la présente convention de cession.
7. La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties;
8. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente convention à _____, ce _____ jour de _____.

Signature:_____

Nom:

Date:

Signature:_____

Nom:

Date:

**Annexe 2 - Lots constituant l’Emplacement**

Lot 1 852 741 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

**Annexe 3 - Lot social**

- Lot 1 574 026 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal



**Annexe 4 - Contenu minimal du rapport de surveillance environnementale**

Le rapport de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation doit inclure, au minimum, les éléments suivants :

i. Un résumé de la problématique.

ii. La description, la localisation et l'historique du site.

iii. Les objectifs de réhabilitation.

iv. La description des travaux de caractérisation complémentaire le cas échéant, des travaux de réhabilitation environnementale effectués, des méthodes de gestion des sols excavés appliquées durant les travaux et de gestion d'eau et du programme de contrôle de la qualité et de suivi.

v. Les résultats des analyses chimiques des échantillonnages de contrôle (fonds et parois d'excavation, déblais entreposés temporairement, eau, etc.) ou des travaux de caractérisation complémentaire.

vi. Le contrôle de la qualité des analyses chimiques.

vii. La description stratigraphique, incluant le pourcentage de matières résiduelles, des parois et du fond des excavations finales.

viii. La description des travaux de remblayage, incluant l'origine et la qualité chimique et physique des matériaux d'emprunt. La quantité et la qualité des sols du terrain ayant été réutilisés comme remblais sont spécifiées et la localisation de leur provenance et de leur destination est précisée.

ix. Un tableau synthèse des volumes et des niveaux de contamination résiduels.

x. Les autres travaux de remise en état du site le cas échéant tel que l'utilisation de membrane et le démantèlement d'infrastructure souterraine.

xi. Le cas échéant, la confirmation que les travaux ont été réalisés en conformité avec le plan de réhabilitation approuvé par le MELCCFP.

xii. Les recommandations et les conclusions de l'étude.

En complément du texte décrivant les éléments ci-dessus, le rapport doit inclure tout tableau, figure, coupe ou plan nécessaires à la compréhension du texte, notamment et minimalement :

1. La compilation, sous forme de tableau synthèse, des volumes de déblais par plage de contamination et par catégorie, incluant leurs lieux d'élimination ou de traitement.

2. Un plan à l'échelle du terrain présentant la localisation des excavations réalisées, leurs profondeurs et indiquant les résultats d'analyse des échantillons de sols dans les parois et fonds.

3. Les profils des parois finales des excavations ainsi que la localisation des échantillons prélevés et analysés.

4. Les documents relatifs à la gestion des déblais vers des lieux d'élimination appropriés (tableau de suivi des manifestes de transport et manifestes de transport).

5. Les documents relatifs à la gestion de l'eau contaminée récupérée, le cas échéant, son mode d'élimination et une copie des manifestes de transport.

6. Un plan à l'échelle de la localisation des sols contaminés (A-B) laissés en place et des sols contaminés (A-B) réutilisés comme remblais. La localisation des matériaux d'emprunt utilisés comme remblais doit également être précisée.

7. Le rapport attesté de traçabilité généré par Attestra ou tout autre système informatique autorisée par le MELCCFP.

**Annexe 5 - Modèle de servitude**

Écrire le # du sommaire
Écrire le # du dossier

L'AN DEUX MILLE ●
Le •

Devant M^e^ _____, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**Prénom NOM,** résidant au _____, _____, à Montréal, province de Québec, _____,

**OU**

●, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le ●, en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (L.R.C., 1985, c. C-44),

**OU**

●, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (RLRQ, 1985, chapitre C-38), le ●, et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1),

**OU**

●, personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, 1985, chapitre C-38), émises le ●,

immatriculée sous le numéro ● en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au ●, à ●, province de ●, ●, agissant et représentée par ●, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le ● et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du (de la) notaire soussigné(e).

Ci-après nommée le « **Cédant** »

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ___

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) du règlement RCE 02-004, soit le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six (26) juin deux mille deux (2002) en vigueur depuis le quinze (15) juillet deux mille deux (2002); modifié notamment par le règlement RCE 21-002 du sept (7) avril deux mille vingt et un (2021) (article 41.10.1 paragraphe 7); et

b) de la décision numéro DA_____ rendue par la Direction du Service de l'habitation, le _____ deux mille vingt et un (2021), copie de cette décision demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont également collectivement désignés comme les « **Parties** » dans le présent acte.

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), lequel a comme objectif de maintenir des quartiers diversifiés et d'assurer une offre résidentielle équilibrée.

**ATTENDU QUE**, conformément à l'article 4 du Règlement, le Cédant a signé une entente avec la Ville le _____ dans laquelle il s'est engagé à réaliser ou à faire en sorte que soient réalisés des logements sociaux et communautaires sur le Fonds servant ci-après décrit et à consentir en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation sociale et communautaire des logements afin d'assurer la pérennité de ces logements sur le Fonds servant. Une copie de l'entente est annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du ou de la notaire soussigné(e).

**COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**
**OBJET DU CONTRAT**

Le Cédant crée par les présentes en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire contre l'immeuble ci-après désigné comme Fonds servant.

Cette servitude est établie afin de s'assurer qu'une fois que tout bâtiment situé sur le Fonds servant est démoli ou si le fonds servant est déjà libre de toute construction, le Fonds servant ne servira qu'à la construction de logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire.

Cette servitude est aussi établie afin d'assurer la conservation, la protection et le maintien de la vocation d'habitation sociale et communautaire sur le fonds servant.

**OU**

Cette servitude est établie afin d'assurer la conservation, la protection et le maintien de la vocation d'habitation sociale et communautaire sur la totalité du Fonds servant. Note : Uniquement lorsque la servitude est consentie après la construction des logements.

Pour plus de précisions, la vocation d'habitation sociale et communautaire signifie que la destination première du Fonds servant doit être de loger des ménages à revenu faible ou modeste, ou ayant des besoins particuliers en habitation. Les logements situés sur le Fonds servant doivent être des logements abordables admissibles, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une subvention en vertu d'un programme municipal, provincial ou fédéral de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire. Habituellement, ce type de bâtiment appartient à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), à une coopérative d'habitation, à un organisme à but non lucratif ou à une société paramunicipale d'habitation.

**ARTICLE 2**
**DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT**

L'immeuble décrit comme « Fonds servant » et appartenant au Cédant est désigné comme suit :

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot _____ **(**_____**)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**Ou**

Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro _____ **(_____ Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**Bornée** _____;

**Mesurant** _____;

Contenant en superficie _____ mètres carrés et ___ (__ $m^2$).

Le tout conformément au plan annexé à une description technique préparée par _____, arpenteur-géomètre, le _____ (___) ____ deux mille ____ (20___) sous le numéro ___ de ses minutes, dossier _____, une copie de ce plan et de cette description technique demeurant annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussigné(e).

## ARTICLE 3
## SERVITUDE PERSONNELLE

Les droits ci-dessus accordés sont établis et créés par le Cédant comme servitude contre le Fonds servant et en faveur de la Ville.

Tout propriétaire futur du Fonds servant sera assujetti aux droits et obligations du Cédant créés aux termes des présentes par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du Fonds servant.

## ARTICLE 4
## CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Aux fins de l'exercice de la présente servitude, le propriétaire du Fonds servant s'engage à :

1. Préserver la vocation d'habitation sociale ou communautaire sur l'ensemble du Fonds servant;
2. Entretenir et maintenir tout bâtiment érigé sur le Fonds servant en bon état;
3. Autoriser la Ville, sur demande de celle-ci, à inspecter périodiquement tout bâtiment situé sur le Fonds servant afin de s'assurer du respect des obligations créées aux termes des présentes. À la demande de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra fournir, dans les meilleurs délais, toute documentation nécessaire afin de lui permettre de constater que la vocation d'habitation sociale ou communautaire du Fonds servant est maintenue et que tout bâtiment situé sur le Fonds servant est entretenu adéquatement; et
4. Souscrire et maintenir en vigueur une police d'assurance « tous risques de dommages », y compris les dommages causés par le feu, le vol, le vandalisme, l'eau, les tremblements de

terre, les effondrements et les inondations, d'un montant minimal égal à la pleine valeur de remplacement à neuf de tout bâtiment situé sur le Fonds servant. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remises à la Ville sur demande.

**ARTICLE 5**
**DÉFAUT**

Le propriétaire du Fonds servant sera considéré être en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent aux termes du présent acte si un tel défaut se poursuit pendant plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré raisonnable par la Ville dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu qu'il procède avec diligence à le corriger) suivant la réception d'un avis écrit de la Ville spécifiant la nature dudit défaut et le délai accordé pour remédier audit défaut.

Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant ne remédie pas au défaut dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

**ARTICLE 6**
**FRAIS ET HONORAIRES**

Le Cédant prend à sa charge les frais et honoraires relatifs au présent acte, à sa publication et aux copies, dont une pour la Ville.

Le Cédant prend également à sa charge les frais et honoraires relatifs à la préparation du plan et de la description technique du Fonds servant.

Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés.

**ARTICLE 7**
**RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2* de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Cédant.

**ARTICLE 8**
**CONSIDÉRATION**

La présente servitude est consentie sans considération monétaire par le Cédant en faveur de la Ville, en considération des avantages que le Cédant et le public en général retirent, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

**ARTICLE 9**
**DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La considération ci-dessus mentionnée exclut la taxe sur les produits et services (« TPS ») et la taxe de vente du Québec (« TVQ »). En conséquence, si la présente servitude est taxable selon les dispositions de la Loi sur la taxe d'accise et celles de la Loi sur la taxe de vente du Québec, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S.: 121364749RT0001
T.V.Q.: 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

**ARTICLE 10**
**INTERVENTION DU CRÉANCIER**

Aux présentes intervient :

**XXXXXXXX**, société _____, ayant son siège au _____, rue _____, ville de _____, province de Québec, _____, dûment représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le ● et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du (de la) notaire soussigné(e).

LAQUELLE, en sa qualité de détentrice de certains droits hypothécaires sur le Fonds servant, suivant un acte dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro _____, déclare avoir pris connaissance de la présente servitude et consent expressément à sa création.

**OU**

**ARTICLE 10**
**AUTORISATION DU CRÉANCIER**

●, en sa qualité de détentrice de certains droits hypothécaires sur le Fonds servant, aux termes des actes suivants :

a) Acte d'hypothèque reçu par Me ●, notaire, le ● (●) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro ●;

b) ●;

a consenti à l'établissement de la servitude faisant l'objet des présentes, tel qu'il appert d'une lettre datée du ● (●), dont un original demeure annexé aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le Cédant avec et en présence du notaire soussigné.

**ARTICLE 11**
**AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Directeur du Service de l'habitation, Service de l'habitation de la Ville de Montréal, au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8;

OU

toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Cédant : [À COMPLÉTER].

Pour le cas où le propriétaire du Fonds servant changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, ce dernier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

**ARTICLE 12**
**CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne également les sociétés ou compagnies.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

**DONT ACTE** à Montréal, sous le numéro

des minutes du (de la) notaire soussigné(e).

**ET LECTURE FAITE**, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le (la) notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties et l'intervenant signent en présence du (de la) notaire soussigné(e).

**OU**

**LECTURE FAITE**, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le (la) notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du trente et un (31) août deux mille vingt (2020) et dont la période d'effet des mesures est prolongée par l'arrêté 2021-4556 du ministre de la Justice daté du vingt (20) août deux mille vingt et un (2021), identifient et reconnaissent véritables les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

**OU**

LES PARTIES et l'intervenant déclarent au (à la) notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté le (la) notaire d'en donner lecture, puis les Parties et l'intervenant signent en présence du (de la) notaire comme suit :

**XXXXXXX**

_____

Par :

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

Par :

**CRÉANCIER**

_____

**M^e^ _____, notaire**

Numéro d'entente: 100609
Montréal, le _____

**Entente dans le cadre du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041) de la Ville de Montréal - Projet résidentiel du 1990, rue William**

---

**ENTRE :** **Immeuble William Griffintown inc., personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)*, ayant son siège au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7 représentée par Jean-François Beaulieu, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 19 juin 2025 ;**

**(ci-après désignée le « Promoteur 1 »)**

**ET:** **Investissements 1919 William inc., personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44)*, ayant son siège au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7 représentée par Jean - François Beaulieu, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 30 juin 2025 ;**

**(ci-après désignée le « Promoteur 2 »)**

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'Habitation, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 7 du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041) et de l'article 41.10.1 du *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*, RCE 02004;**

**(ci-après désignée la « Ville »)**

**ATTENDU QUE** le Promoteur 1 possède un emplacement composé des lots identifiés en Annexe 2 des présentes (ci-après, l'« **Emplacement** »);

**ATTENDU QUE** le Promoteur 1 désire mettre en valeur l'Emplacement en y réalisant ou faisant en sorte que soit réalisé un projet à vocation principalement résidentielle au 1990, rue William (ci-après, le « **Projet** »);

**ATTENDU QUE** Investissements 1810 Basin inc. (ci-après, le « **Promoteur 3** ») désire réaliser un projet à vocation principalement résidentielle au 1810, rue des Bassins à Montréal (ci-après, le « **Projet 1810** »);

**ATTENDU QU**'une première demande de permis de construction (ci-après, le « **Premier permis** ») a été déposée par le Promoteur 1, afin de débuter la réalisation du Projet;

**ATTENDU QUE** le Projet prévoit la réalisation de logements d'une superficie brute de plancher résidentiel de plus de 1801 m², faisant en sorte qu'il est visé par le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041) de la Ville (ci-après, le « **Règlement** »), et qu'à cet égard, la Ville et le Promoteur 1 doivent conclure une entente en vue d'améliorer l'offre de logement social, abordable et familial, conformément au Règlement;

**ATTENDU QUE** le Projet 1810 est aussi visé par le Règlement et qu'il fait l'objet d'une entente conclue ce jour entre la Ville et le Promoteur 3 en vertu du Règlement et qu'en vertu de cette entente, il est prévu qu'un immeuble sera cédé à la Ville, afin d'améliorer l'offre en matière de logement social (ci-après, l'« **Entente 1810** »);

**ATTENDU QUE** le Promoteur 1 s'engage à respecter les exigences prévues au Règlement en vue d'améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, le tout de la façon décrite au Règlement et à la présente entente;

**ATTENDU QUE** le Promoteur 2 est propriétaire du lot formant le Lot social, tel qu'il est défini à l'article 3.2 de la présente entente;

**ATTENDU QUE** le Lot social permet la construction d'une superficie résidentielle suffisante pour permettre de répondre i) aux exigences en matière de logement social qui s'imposent au Promoteur 1 en vertu du Règlement et de la présente entente ainsi que ii) celles qui s'imposent au Promoteur 3 en vertu du Règlement et de l'Entente 1810;

**ATTENDU QUE** conformément aux modalités prévues à l'article 3 de la présente entente, le Promoteur 2 s'engage à céder le Lot social à la Ville afin de permettre au Promoteur 1 et au Promoteur 3 de remplir leurs engagements en matière de logement social et qu'à ce titre, le Promoteur 2 est signataire de la présente entente;

**ATTENDU QUE** l'Emplacement du Projet est localisé dans le secteur de valeur 1, tel que délimité à l'annexe A du Règlement, et que celui-ci est entièrement situé hors d'une zone abordable telle que délimitée à l'annexe B du Règlement;

**ATTENDU QUE** l'emplacement du Projet 1810 est localisé dans le secteur de valeur 1, tel que délimité à l'annexe A du Règlement;

**ATTENDU QU**'au moment de la signature de la présente entente, le volet privé du Projet prévoit une superficie brute de plancher résidentiel estimée à environ 21 355 m² (ci-après, la « **Superficie résidentielle du Projet** ») et prévoit la réalisation d'environ 301 logements (ci-après, le « **Nombre de logements privés** »);

**ATTENDU QU**'au moment de la signature de la présente entente, le volet privé du Projet 1810 prévoit une superficie brute de plancher résidentiel estimée à environ 20 408 m² (ci-après, la « **Superficie résidentielle du Projet 1810** »);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Promoteur 1, ainsi qu'au Promoteur 2.

**EN CONSÉQUENCE, LE PROMOTEUR 1, le PROMOTEUR 2 ET LA VILLE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

## 1. Préambule

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

## 2. Interprétation

Le contenu de la présente entente doit être interprété notamment en se référant au Règlement. De plus, tout terme ou expression utilisé dans la présente entente et défini à l'article 1 du Règlement a la signification qui lui est donnée dans le Règlement à moins qu'il soit autrement défini dans le cadre de la présente entente. En cas de difficulté d'interprétation, le Règlement a préséance sur le texte de la présente entente qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## 3. Engagements relatifs aux logements sociaux

### Engagements

3.1. En vue d'améliorer l'offre en matière de logement social, le Promoteur 2 s'engage à céder à la Ville un immeuble, pour la réalisation future de logements sociaux, le tout conformément aux conditions énoncées ci-après.

À sa demande, le Promoteur 2 s'engage à ce que l'immeuble satisfasse les exigences en vue d'améliorer l'offre en matière de logement social pour le Projet et pour le Projet 1810, conformément au Règlement et à l'Entente 1810.

La superficie brute de plancher résidentiel constructible minimalement requise conformément au Règlement (ci-après la « **Superficie sociale totale** ») équivaut à 20 % de la Superficie résidentielle du Projet, additionnée à 20 % de la Superficie résidentielle du Projet 1810. La Superficie sociale totale, selon le Projet et le Projet 1810, est de 8 353 m² et est calculée de la façon suivante :

**Superficie sociale du Projet**

| | | | |
|---|---|---|---|
| （Superficie résidentielle du Projet<br>21 355 m² | X 20 %）* | = | Superficie sociale du Projet<br>4 271 m² |

* Arrondi à l'unité la plus près

**Superficie sociale du Projet 1810**

| | | | |
|---|---|---|---|
| （Superficie résidentielle du Projet 1810<br>20 408 m² | X 20 %）* | = | Superficie sociale du Projet 1810<br>4 082 m² |

* Arrondi à l'unité la plus près

**Superficie sociale totale**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Superficie sociale du Projet<br>4 271 m² | + Superficie sociale du Projet 1810<br>4 082 m² | = | Superficie sociale totale<br>8 353 m² |

3.2 L'immeuble devant être cédé par le Promoteur 2 est constitué du lot du nadir au zénith portant le numéro 1 574 026 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après le « **Lot social** »), totalisant une superficie d'environ 1535,1 m² et qui permet la construction d'un bâtiment ayant une superficie brute de plancher résidentiel totale de 9 476 m² (ci-après, la « **Superficie sociale constructible** »), en tenant compte de toute réglementation applicable et notamment de la présence de toute contrainte légale, telle une servitude, et de toute contrainte physique pouvant affecter l'implantation, la construction ou l'exploitation d'un bâtiment.

La Superficie sociale constructible étant supérieure à la Superficie sociale totale, le pourcentage excédentaire pourra, conformément au Règlement, permettre de réduire les engagements du Promoteur 1 en matière de logements familiaux, tel que plus amplement décrit à l'article 5 de la présente entente. Le pourcentage excédentaire (ci-après, l'« **Excédent** ») est calculé de la façon suivante :

**Formule permettant de calculer l'Excédent :**

$$\frac{\text{Superficie sociale constructible}}{\text{(Superficie résidentielle du Projet + Superficie résidentielle du Projet 1810)}} - \frac{\text{Superficie sociale totale}}{\text{(Superficie résidentielle du Projet + Superficie résidentielle du Projet 1810)}} = \text{Excédent}$$

¶ **Calcul de l'Excédent :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| $\frac{9\,476}{21\,355 + 20\,408}$ | - | $\frac{8\,353}{21\,355 + 20\,408}$ | = 2,69% |

3.3 Le Promoteur 2 s'engage à céder le Lot social avec la garantie légale au sens du *Code civil du Québec,* laquelle inclut la garantie du droit de propriété et la garantie de qualité. Le titre de propriété du Lot social doit être clair et libre de toute hypothèque, charge, avis de réserve foncière ou priorité quelconque. En outre, le Lot social ne doit pas être soumis au régime de la copropriété divise, ni faire l'objet d'un démembrement de la propriété à l'exception des servitudes usuelles d'utilité publique. Si ces dernières imposent des contraintes à l'implantation d'un bâtiment sur le Lot social ou à l'atteinte de la Superficie sociale totale, cette dernière sera calculée en les prenant en considération. Il est entendu que la servitude de conservation de la vocation d'habitation sociale et communautaire exigée en vertu de la présente entente est exclue de la portée du présent article.

Le Lot social doit aussi permettre la construction d'un bâtiment indépendant au niveau des services d'égouts, d'aqueducs, de gaz, d'électricité et de câblodistribution. L'indépendance du bâtiment doit aussi être assurée au niveau des systèmes mécaniques, des accès véhiculaires, des accès piétonniers et des systèmes de sécurité et d'incendie.

3.4 La cession du Lot social doit être exécutée au plus tard six (6) mois suivant l'émission du Premier permis du Projet, à la condition que la Ville accepte ladite cession. La Ville pourra faire l'acquisition du Lot social sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires à l'acquittement de la contrepartie financière prévue à l'article 3.5 et d'une décision favorable de l'instance décisionnelle compétente acceptant ladite cession.

Les parties reconnaissent toutefois que la Ville peut céder son droit d'acquérir le Lot social en vertu de la présente entente à un organisme à but non lucratif ou à une coopérative d'habitation (ci-après, l'« **Organisme** ») désigné par la directrice du Service de l'habitation de la Ville (ci-après, la « **Directrice** »). Dans un tel cas, le Promoteur 2 s'engage à céder le Lot social à l'Organisme selon les mêmes conditions et modalités prévues à la présente entente. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Promoteur 2 reconnaît et accepte irrévocablement que les articles 3.2 à 3.10 soient au bénéfice de tout Organisme à qui serait cédé un Lot social.

Sous réserve du paiement de la Contribution sociale décrite à l'article 3.12, il est entendu que le Promoteur 2 sera libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- Si la Ville informe le Promoteur 1 et le Promoteur 2 que les fonds nécessaires à l'acquittement de la contrepartie financière prévue à l'article 3.5 ne sont pas disponibles; ou

- Si la Ville avise le Promoteur 1 et le Promoteur 2 qu'elle ne désire pas acquérir le Lot social ni céder son droit de l'acquérir à un Organisme; ou

- Si la Ville ou l'Organisme fait autrement défaut de se porter acquéreur dudit Lot social dans le délai prévu au premier alinéa du présent article, sauf si le retard découle d'un défaut du Promoteur 1 ou du Promoteur 2 incluant, pour plus de précision, si toute exigence prévue dans la présente entente concernant la cession du Lot social n'est pas rencontrée à l'intérieur de ce délai ou si le retard dans la signature de l'acte de vente est attribuable au Promoteur 1, au Promoteur 2, ou ses employés, représentants, ou mandataires.

3.5. Le montant de la contrepartie financière (ci-après, la « **Contrepartie financière** ») devant être versé au moment de la cession du Lot social en vertu de la présente entente est calculé en multipliant la Superficie sociale constructible par le montant prévu au tableau ci-après.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Superficie sociale constructible<br>9 476 m² | x | Montant par m²<br>Secteur 1<br>980,70 $ | = Contrepartie financière<br>9 293 113$ |

* Arrondi à l'unité la plus près, cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins cinq (5).

3.6. Le Lot social doit être contigu à une rue publique aménagée et desservie par les infrastructures municipales, incluant notamment, mais non limitativement, les égouts, l'aqueduc, le réseau électrique, les massifs de conduits pour les réseaux câblés, les fondations de rues, le pavage, les trottoirs et bordures, les plantations de végétaux et les systèmes d'éclairage.

À la date de la cession du Lot social, il est convenu que ce dernier devra minimalement être desservi par les égouts, l'aqueduc et le réseau électrique et que les fondations de rues devront être réalisées.

3.7. Le Lot social doit être prêt à construire à la date de sa cession à la Ville ou à l'Organisme. Le Promoteur 2 doit s'assurer que soient complétés les travaux de préparation du Lot social et il devra assumer la totalité des coûts afférents. À titre indicatif, les travaux de préparation comprennent notamment la réalisation d'études environnementales Phases I et II ainsi que la réhabilitation des sols du Lot social, de manière qu'il soit conforme à la LQE et à ses règlements, de même qu'aux critères du Guide d'intervention, pour une utilisation résidentielle. Le Promoteur 2 s'engage à ne pas procéder au moyen d'une évaluation des risques toxicologiques et écotoxicologiques et à réaliser toutes les études environnementales conformément aux guides et lignes directrices en vigueur du MELCCFP, notamment et sans s'y limiter au Guide de caractérisation.

3.8. Le Lot social devra également être libre de tout débris de surface et libre de tout bâtiment, fondation, équipement ou structure hors-sol ou souterrains. Le volume de matières résiduelles, exprimé en pourcentage, présentes dans les sols de remblai de l'Emplacement, doit être inférieur à 5%.

Le Lot social doit être remblayé à l'aide d'un granulat de classe « A » à moins d'obtenir préalablement une autorisation écrite de la Directrice autorisant l'utilisation de déblais réutilisables provenant de l'Emplacement ou de sols non-contaminés provenant de l'extérieur de ce dernier. Pour obtenir une telle autorisation, le Propriétaire doit :

a) Fournir à la Directrice, avant la réalisation des travaux de remblayage, toute documentation pertinente sur ces sols, notamment les certificats analytiques, leurs descriptions stratigraphiques, les volumes estimés qui seront déplacés ainsi que tout document relatif aux emplacements où ces sols seront prélevés et déposés;

b) Si des sols provenant de l'Emplacement sont utilisés, s'assurer que les sols soient conformes pour une utilisation résidentielle en regard de la LQE et de ses règlements, de même qu'aux critères du Guide d'intervention;

c) Si des sols non contaminés provenant de l'extérieur de l'Emplacement sont utilisés, fournir les études environnementales du site générateur (incluant une étude phase I) démontrant qu'il s'agit de sols dont les concentrations en contaminants sont inférieures ou égales au critère générique A du Guide d'intervention. La méthodologie qui sera utilisée pour assurer le suivi du mouvement de ces sols devra également être fournie.

d) S'engager à faire un suivi de l'ensemble des travaux de remblayage et de fournir la documentation pertinente à la fin des travaux permettant de localiser les remblais utilisés.

3.9. Le Lot social doit avoir un niveau de compaction minimal de 95 sur l'échelle du Proctor modifié et un rapport de compaction doit être transmis à la Directrice avant la cession du Lot social.

Les travaux de remblayage sur le Lot social doivent permettre d'atteindre l'élévation des trottoirs ou des terrains le ceinturant. Le nivellement des sols doit être effectué de façon à éviter les endroits d'accumulation d'eau et d'érosion des sols.

Le Promoteur 2 devra mandater un arpenteur-géomètre pour qu'il procède au piquetage du Lot social, et ce, à ses frais. Le Lot social devra être délimité par des repères d'arpentage au moment de sa cession.

Le Promoteur 2 devra aussi mandater un arpenteur-géomètre, à ses frais, pour que ce dernier prépare un certificat de localisation du Lot social. Ledit certificat devra être transmis à la Directrice au plus tard 30 jours avant la date limite établie pour sa cession, telle que définie à l'article 3.4 de la présente entente.

3.10. Le Promoteur 2 s'engage à fournir à la Directrice, dans les dix (10) jours de la signature de la présente entente, tous les documents en sa possession faisant état de la qualité des sols (environnement et géotechnique) du Lot social. De même, il fournira dans les meilleurs

délais tout nouveau document en la matière qu'il pourrait obtenir avant la cession du Lot social.

Advenant que des travaux d'excavation et/ou de réhabilitation soient requis sur le Lot social, dès la fin desdits travaux et au plus tard 90 jours avant la cession du Lot social à la Ville ou à l'Organisme, le Promoteur 2 s'engage à transmettre à la Directrice les documents suivants :

- Le rapport de surveillance environnementale des travaux d'excavation et/ou de réhabilitation des sols et de l'eau souterraine, incluant la nature et la provenance des remblais. Ce rapport doit être signé par un professionnel répondant à la définition de l'article 31.42 de la LQE (ci-après, un « **Professionnel habilité** ») et le contenu minimal du rapport est décrit à l'*Annexe 4 - Contenu minimal du rapport de surveillance environnementale* de la présente entente;

- Le rapport de compaction et toute information pertinente concernant les travaux de remblayage confirmant que les exigences de la présente entente ont été respectées.

De plus, advenant que le Lot social soit visé par la section IV du chapitre IV du titre 1 de la LQE, le Promoteur 2 transmettra les documents suivants à la Directrice, dès qu'ils seront disponibles :

- Tableaux de contrôle accompagnant les études de caractérisation, le tout signé par un Professionnel habilité;
- Avis de contamination publié au registre foncier, accompagné du résumé des études de caractérisation signé par un Professionnel habilité;
- Plan de réhabilitation environnementale ou copie de la déclaration de conformité transmise au MELCCFP en application de l'article 2.4 du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains, ainsi que tout document faisant partie intégrante du plan de réhabilitation ou de la déclaration de conformité;
- Approbation d'un plan de réhabilitation environnementale délivré par le MELCCFP ou accusé de réception de la déclaration de conformité du MELCCFP;
- Tableaux de contrôle accompagnant les rapports de travaux de réhabilitation environnementale le tout signé par un Professionnel habilité;
- Avis de décontamination publié au registre foncier, accompagné du résumé du rapport de travaux de réhabilitation signé par un Professionnel habilité.

3.11. Le Promoteur 2 consent à ce que tous les documents transmis à la Directrice et relatifs aux sols du Lot social soient transmis à tout Organisme chargé de développer un projet de logement social sur le Lot social, incluant le certificat de localisation exigé à l'article 3.9. Il consent à ce que ceux-ci soient utilisés par ces Organismes aux fins de la réalisation du projet de logements sociaux.

3.12 Si le Promoteur 2 est libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social en vertu de l'article 3.4, le Promoteur 1 s'engage à verser à la Ville une contribution financière pour le Projet (ci-après, la « **Contribution sociale** »). Pour plus de clarté, le Promoteur 1 n'aura

pas à verser de contribution financière pour le Projet 1810, puisque le Promoteur 3 versera lui-même une telle contribution financière à la Ville selon les modalités prévues à l'Entente 1810.

La Contribution sociale sera calculée de la façon prévue au Règlement, en tenant compte de la Superficie résidentielle du Projet et de toute modification qui pourrait être apportée au Projet.

Le cas échéant, le Promoteur 1 s'engage à payer la Contribution sociale de la façon suivante, selon la situation applicable:

i) Advenant qu'aucun Permis (le terme « **Permis** » désigne ci-après tout permis de construction autorisant la réalisation d'une superficie de plancher résidentielle dans le Projet, incluant le Premier permis) n'ait été émis, le Promoteur 1 s'engage à verser la Contribution sociale en un nombre de versements égal au nombre de Permis, et ce, avant la délivrance de chacun de ces Permis. Le montant de chaque versement sera calculé selon la formule suivante (ci-après, la « **Formule de la Contribution sociale** ») :

$$\frac{\text{Superficie de plancher résidentielle visée par le Permis demandé}}{\text{Superficie résidentielle du Projet}} \times \text{Contribution sociale} = \text{Montant du versement}$$

ii) Advenant que l'ensemble des Permis aient été émis, le Promoteur 1 s'engage à payer la totalité de la Contribution sociale dans les dix (10) jours suivant une demande de la Ville à cet effet.

iii) Advenant qu'une partie des Permis ait été émise, le Promoteur 1 s'engage à verser la Contribution sociale en un nombre de versements égal au nombre de Permis restants, et ce, avant la délivrance de chacun de ces Permis. Le montant de chaque versement est calculé selon la Formule de la Contribution sociale. Toutefois, le premier versement est majoré du montant correspondant à la somme des versements de la Contribution sociale qui auraient dû être versés pour les Permis déjà émis, et ce, selon la Formule de Contribution sociale.

**Garanties**

3.13 Afin de garantir l'accomplissement des engagements en matière de logements sociaux, le Promoteur 1 s'engage à remettre à la Directrice une garantie financière irrévocable (ci-après, la « **Garantie sociale** ») en faveur de la Ville. Le montant de la Garantie sociale est déterminé conformément au Règlement en multipliant la Superficie résidentielle du Projet par le montant indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque palier de superficie résidentielle, selon le secteur de valeur où est situé l'Emplacement. Pour plus de précisions, la Garantie sociale ne garantit que les obligations du Promoteur 1 en matière de logements sociaux en regard du Projet.

| Paliers de superficie résidentielle | Montant par secteur de valeur pour le calcul de la Garantie sociale | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Secteur 1 | Secteur 2 | Secteur 3 | Secteur 4 | Secteur 5 |
| **0 à ≤450 m²** | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **>450 à ≤1800 m²** | 71,72 $ | 59,56 $ | 49,83 $ | 37,68 $ | 27,96 $ |
| **>1800 à ≤9000 m²** | 89,95 $ | 75,37 $ | 61,99 $ | 46,20 $ | 34,03 $ |
| **>9000 à ≤12 500 m²** | 106,96 $ | 89,95 $ | 74,14 $ | 55,92 $ | 41,33 $ |
| **>12 500 m² à ≤22 500 m²** | 125,20 $ | 105,76 $ | 92,38 $ | 65,65 $ | 48,63 $ |
| **>22 500 m² et plus** | 143,44 $ | 120,34 $ | 99,68 $ | 74,14 $ | 55,92 $ |

Le montant de la Garantie sociale est arrondi à l'unité la plus proche; cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5.

La Garantie sociale requise pour le Projet est de 2 227 468$ et celle du Projet 1810 du Promoteur 3 est de 2 108 904$. La somme des garanties sociales est ainsi établie à 4 336 372$ (ci-après, la « **Garantie sociale totale** »).

3.14 La Garantie sociale prévue à l'article 3.13 prend la forme d'une hypothèque de premier rang en faveur de la Ville grevant le Lot social (ci-après, l'« **Hypothèque** »). Le montant de l'Hypothèque correspond à la Garantie sociale totale. Le Promoteur 2 est responsable de la publication de l'Hypothèque au bureau de la publicité et des droits de la circonscription foncière de Montréal, à ses frais. À cet égard, le Promoteur 2 s'engage à remettre à la Directrice un état certifié de la publication de l'acte d'Hypothèque avant l'émission du Premier permis. De plus, si l'Hypothèque grève une ou plusieurs parties de lot, le Promoteur 2 s'engage à procéder à une opération cadastrale dans les plus brefs délais, afin que toute partie de lot visée constitue un lot distinct. Si l'Hypothèque grève une partie de lot, elle devra être désignée par un plan et une description technique préparés par un arpenteur-géomètre mandaté par le Promoteur 2, aux frais de ce dernier. Dans tous les cas, tout lot ou toute partie de lot devra correspondre au Lot social. L'acte d'hypothèque devra être approuvé par le Service des affaires juridiques de la Ville avant sa signature et sera instrumenté par le notaire du Promoteur 2, aux frais de ce dernier.

La Ville s'engage à procéder à la radiation de l'Hypothèque, à ses frais, lorsque :

- Le Lot social aura été cédé à la Ville ou à l'Organisme conformément aux conditions énoncées à la présente entente; ou

- Le Promoteur 2 est libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social en vertu de l'article 3.4, à la condition que la Ville ait reçu la Contribution sociale visée à l'article 3.12; ou

- Lorsque l'entente est résiliée en vertu de l'article 8.1 ou 8.2, à la condition que la Ville ait reçu, lorsque requise, la compensation monétaire prévue à l'article 8.2.

3.15 Afin de garantir l'accomplissement de ses engagements relatifs aux logements sociaux, le Promoteur 2 s'engage également à grever le Lot social d'une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire, en faveur de la Ville, selon le modèle joint à l'Annexe 5 intitulée *Modèle de servitude*. Si le Lot social est une partie de lot à la date de signature des présentes, elle sera désignée par un plan et une description technique préparée par un arpenteur-géomètre mandaté par le Promoteur 2, aux frais de ce dernier. Ce lot ou cette partie de lot devra correspondre au Lot social.

L'acte de servitude devra être instrumenté par le notaire du Promoteur 2 aux frais de ce dernier, le tout à l'entière satisfaction de la Directrice, qui devra l'approuver avant sa publication. L'acte de servitude devra être dûment publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, aux frais du Promoteur 2. À cet égard, le Promoteur 2 s'engage à remettre à la Directrice un état certifié de la publication de l'acte de servitude avant l'émission du Premier permis.

La Ville devra abandonner la Servitude en sa faveur et, à cette fin, entamera le processus de radiation de celle-ci au Registre foncier dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- Conformément à l'article 3.4 et à la condition qu'elle ait reçu la Contribution sociale prévue à l'article 3.12, advenant que la Ville informe le Promoteur 2 qu'elle ne désire pas se faire céder le Lot social et qu'elle ne cédera pas non plus son droit de l'acquérir à un Organisme, ou que la Ville ou l'Organisme fait autrement défaut de se porter acquéreur du Lot social dans le délai prescrit à l'article 3.4; ou

- Lorsque la présente entente est résiliée en vertu de l'article 8.1 ou 8.2, à la condition que la Ville ait reçu, lorsque requise, la compensation monétaire prévue à l'article 8.2.

**4. Engagements en matière de logements abordables**

4.1 Le Projet est situé hors d'une zone de logement abordable délimitée à l'Annexe B du Règlement.

4.2 Conformément à l'article 22.1 du Règlement, aucune contribution financière relative aux logements abordables n'est exigible.

**5. Engagements relatifs aux logements familiaux**

5.1 En vue d'améliorer l'offre en matière de logement familial, le Promoteur 1 s'engage à réaliser des Logements familiaux (ci-après, le « **Logement familial** » ou les « **Logements familiaux** » s'il s'agit de plus d'un Logement familial) selon les conditions énoncées ci-après.

5.2 Un Logement familial est un logement d'une superficie minimale de 86 m², ces mesures étant prises à partir de la face externe des murs extérieurs, et qui dispose de trois chambres et plus.

Le nombre de Logements familiaux à réaliser (ci-après, la « **Contribution familiale** ») doit équivaloir à au moins 5 % du Nombre de logements privés du Projet.

Le nombre de Logements familiaux est calculé de la façon suivante :

| Nombre de logements privés | X | 5 % | = | Contribution familiale * |
|---|---|---|---|---|
| 301 | | | | 15 |

* Arrondi à l'unité la plus près, cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5

En fonction du Projet actuel, le nombre de Logements familiaux requis est de 15.

Toutefois, en raison de l'Excédent en matière de logement social établi à l'article 3.2 de la présente entente, la Contribution familiale pourrait être réduite. Le Règlement prévoit que chaque point de pourcentage de l'Excédent permet de soustraire 2 points de pourcentage de la Contribution familiale. Le nombre de point de pourcentage de l'Excédent étant de 2,69 points de pourcentage, la Contribution familiale est donc réduite de 5,38 points de pourcentage. Il en résulte une Contribution familiale requise de 0,00%. En fonction du Projet actuel, la Contribution familiale requise du Promoteur 1 sera de 0 logement, à la condition que le Lot social soit cédé à la Ville ou à un Organisme conformément à l'article 3 de la présente entente.

| Nombre de logements privés | X | 0,00 % | = | Contribution familiale, si réduction |
|---|---|---|---|---|
| 301 | | | | 0 |

* Arrondi à l'unité la plus près, cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5

Pour plus de clarté, dans l'éventualité où le Promoteur 2 est libéré de ses obligations afférentes à la cession du Lot social en vertu de l'article 3.4, le Promoteur 1 s'engage à réaliser la totalité de la Contribution familiale conformément aux modalités prévues ci-après.

5.3 Tout Logement familial doit être réalisé sur l'Emplacement ou dans un autre projet résidentiel (i) d'au moins cinquante (50) logements et (ii) dont l'emplacement est situé dans le secteur 1 tel que délimité à l'annexe A du Règlement.

Pour tout Logement familial construit ailleurs que sur l'Emplacement, le Promoteur 1 devra, au plus tard avant la délivrance du dernier Permis pour le Projet :

- Confirmer à la Ville que la construction de tout bâtiment comprenant tout Logement familial est terminée ou qu'elle a été autorisée au moyen de la délivrance d'un permis en vigueur;

- Fournir à la Ville le numéro de l'entente conclue dans le cadre du Règlement, pour le projet résidentiel où est situé ce Logement familial, ainsi que le consentement du signataire de ladite entente autorisant le Promoteur 1 à déclarer la construction de ce Logement familial comme étant une contribution visant à remplir les engagements pris à la présente entente.

5.4 Le Promoteur 1 reconnaît que la Ville pourra effectuer une vérification des Logements familiaux réalisés. Le cas échéant, le Promoteur 1 s'engage à collaborer avec la Ville afin que cette dernière puisse effectuer un décompte du nombre de Logements familiaux réalisés.

Pour ce faire, sur demande de la Ville, après l'achèvement substantiel des travaux du Projet et au plus tard trente-six (36) mois suivant l'émission de chaque Permis, le Promoteur 1 devra déposer, aux bureaux du Service de l'habitation de la Ville, un document préparé et signé par un architecte, membre de l'Ordre des architectes du Québec (ci-après, l'« **Attestation** »), et toute autre pièce justificative demandée par la Ville. L'Attestation devra confirmer que les Logements familiaux déclarés lors de la demande du Permis visé répondent bien, selon les plans pour construction, à la définition de Logement familial, qu'ils ont été construits conformément à ces plans et qu'ils correspondent aux adresses déclarées.

Si une telle Attestation ne peut pas être émise notamment parce que les Logements familiaux n'ont pas été construits conformément aux plans pour construction ou que les plans pour construction ne sont pas disponibles, le Promoteur 1 s'engage à obtenir de l'architecte, dans le même délai, un relevé ainsi qu'une description des Logements familiaux identifiés par le Promoteur 1, afin de déterminer s'ils correspondent à la définition de Logement familial. Un tel relevé devra être déposé aux bureaux du Service de l'habitation de la Ville.

Si le Promoteur 1 fait défaut de respecter ce qui précède pour tout Logement familial, il sera réputé ne pas avoir réalisé ledit Logement familial et la pénalité payable aux termes de l'article 5.5 sera dès lors exigible et payable dans le délai prévu à l'article 5.5.

5.5 Advenant que le nombre de Logements familiaux réalisés par le Promoteur 1 soit inférieur au nombre de Logements familiaux requis, le Promoteur 1 s'engage à payer une pénalité financière à la Ville dans les quarante-cinq (45) jours d'une demande à cet effet. Le montant de la pénalité sera de 10 000$ par Logement familial non réalisé.

## 6. Modifications et ajustement des engagements

6.1 Le Promoteur 1 reconnait que la présente entente devra être modifiée advenant des modifications quant à l'Emplacement, la Superficie résidentielle du Projet, et du Nombre de logements privés. Il s'engage, et ce dans les plus brefs délais, à informer la Ville de telles modifications. Le cas échéant, les engagements du Promoteur 1 quant aux contributions requises en matière de logements sociaux, de logements abordables et de logements familiaux seront modifiés en fonction du Règlement.

Le Promoteur 1 reconnait aussi que la présente entente pourrait devoir être modifiée advenant des modifications au Projet 1810, notamment quant à l'emplacement et la superficie résidentielle du Projet 1810 ou advenant toute modification à l'Entente 1810 ou sa résiliation. Le cas échéant, les engagements du Promoteur 1 notamment quant aux contributions requises en matière de logements sociaux et de logements familiaux seront modifiés de la manière prévue au Règlement.

Aucune contribution financière déjà versée en vertu de la présente entente ne sera remboursée et en aucun cas le Lot social déjà cédé ne sera rétrocédé au Promoteur 1 ou au Promoteur 2 advenant une modification de la présente entente.

## 7. Propriété de l'Emplacement

7.1 Le Promoteur 1 s'engage à informer la Ville advenant le transfert de la propriété de l'Emplacement, en tout ou en partie.

7.2 Si le Promoteur 1 transfère à un tiers la propriété de la totalité de l'Emplacement, il s'engage à céder au Cessionnaire l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, en concluant une convention de cession avec ce dernier selon le modèle joint à l'Annexe 1 intitulée *Modèle de convention de cession* de la présente entente (ci-après, la « **Cession** »), et ce, préalablement au transfert de propriété de l'Emplacement par le Promoteur 1. Il est entendu que le Promoteur 2 demeurera tenu de céder le Lot social conformément à la présente.

Le Promoteur 1 s'engage à fournir à la Ville une copie de la Cession dans les plus brefs délais suivant sa signature.

Advenant une Cession conformément au présent article, le Promoteur 1 donne quittance complète et finale à la Ville pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant de la présente entente passée, présente et future, directe et indirecte.

7.3 Sauf dans le cas prévu à l'article 7.2, la présente entente ne peut être cédée sans le consentement écrit de la Ville, étant entendu qu'elle se réserve le droit d'imposer toute condition relative à la cession qu'elle jugera nécessaire et appropriée.

## 8. Dispositions diverses

8.1 La présente entente est résiliée de plein droit dans l'une ou l'autre des situations suivantes:

- Si la délivrance du Premier permis est refusée par l'arrondissement où est réalisé le Projet.

- Si le Promoteur 1 confirme par écrit à la Ville qu'il renonce à réaliser le Projet et qu'il requiert l'annulation de la demande du Premier permis avant sa délivrance.

En cas de résiliation de l'entente conformément au présent article, toute contribution financière déjà versée à la Ville par le Promoteur 1 en vertu de la présente entente lui sera restituée, étant entendu que le Promoteur 1 ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des sommes versées tardivement.

8.2 Sauf dans le cas prévu à l'article 7.2, si le Promoteur 1 décide d'abandonner la réalisation du Projet, il peut résilier unilatéralement la présente entente en transmettant à la Directrice un

préavis écrit d'au moins trente (30) jours. Dans un tel cas, le Promoteur 1 reconnaît que toute contribution financière déjà versée en vertu de la présente entente sera conservée par la Ville et qu'il renonce à tout recours ou réclamation contre la Ville à cet égard. En ce qui concerne les engagements qui ne prennent pas la forme d'une contribution financière en vertu de la présente entente, le Promoteur 1 devra verser à la Ville une compensation monétaire pour les Permis déjà délivrés. Le montant de cette compensation est établi conformément à l'article 3.12 de la présente entente et devra être versé dans un délai de trente (30) jours suivant la transmission de l'avis de résiliation à la Directrice.

8.3 Le paiement de toute contribution financière en vertu de la présente entente doit être fait selon les modalités de la présente entente et selon toute autre modalité communiquée par l'arrondissement où est situé l'Emplacement.

8.4 La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.5 La présente entente lie le Promoteur 1, le Promoteur 2, leurs successeurs, leurs ayants droit et leurs représentants légaux, le cas échéant.

8.6 Le Promoteur 1 et le Promoteur 2 seront constitués en demeure d'exécuter les obligations incluses à la présente entente par le seul écoulement du temps.

8.7 Si le Promoteur 2 cède le Lot social à un Organisme conformément à l'article 3.4 de la présente entente ou encore, si le Lot social est cédé par la Ville à un Organisme, le Promoteur 1 et le Promoteur 2 s'engagent irrévocablement à indemniser cet Organisme pour tout dommage subi par ce dernier, le cas échéant, découlant d'un défaut du Promoteur 1 ou du Promoteur 3 de respecter toutes et chacune des conditions prévues à l'article 3 de la présente entente.

8.8 Si les termes « Promoteur 1 » et « Promoteur 2 » comprennent plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers la Ville des obligations qui sont prévues à la présente entente. De plus, les obligations prévues à la présente entente sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires, représentants légaux et ayants droit conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, pour tout tiers qui acquiert l'Emplacement et qui est cessionnaire de la présente entente en vertu de l'article 7 ci-dessus, de même qu'à l'égard de ses héritiers, légataires, représentants légaux et ayants droit.

8.9 La présente entente est faite sous réserve de toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard du Projet et, par conséquent, l'acceptation de la présente ne peut être interprétée de quelque manière que ce soit comme une reconnaissance de la Ville à ne pas invoquer l'application d'une telle réglementation ou de modifier sa propre réglementation.

**EN FOI DE QUOI, LE PROMOTEUR 1, LE PROMOTEUR 2 ET LA VILLE ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE À LA DATE INDIQUÉE AU REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le ……..e jour de ……. 2025

**PROMOTEUR 1**

_____
Par : M. **Jean-Francois Beaulieu**, Président
Pour: Immeuble William Griffintown inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

**VILLE DE MONTRÉAL**.

_____
Par : Clotilde Tarditi
Directrice du Service de l'habitation de la Ville de Montréal

Le ……..e jour de ……. 2025

**PROMOTEUR 2**

_____
Par : M. **Wayne Heuff**, Président
Pour: Investissements 1919 William inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

_____
Par : M. **Jean-Francois Beaulieu**, Vice-président
Pour: Investissements 1919 William inc.

Le ……..e jour de ……. 2025

**Annexe 1 – Modèle de convention de cession**

**Convention de cession des droits et obligations**

**ENTRE :**

**(ci-après la « Cédante »)**

**ET :**

**(ci-après la « Cessionnaire »)**

**(ci-après, collectivement désignées les "Parties")**

**ATTENDU QUE** la Cédante a transféré au Cessionnaire la propriété de l'emplacement décrit comme suit: _____ (indiquer les numéros de lots) (ci-après, l'« Emplacement ») aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro _____;

**ATTENDU QUE** la Cédante a conclu, en date du _____ et conformément au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), une entente avec la Ville de Montréal, arrondissement _____, dans le cadre du projet immobilier « _____ » (ci-après l' « Entente »);

**ATTENDU QU**'en vertu de l'Entente la Cédante doit céder l'Entente au Cessionnaire qui accepte;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.
2. À compter de la signature des présentes, le Cédant cède au Cessionnaire toutes ses obligations et responsabilités dans l'Entente;
3. Le Cessionnaire accepte la cession de l'Entente et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions;
4. Le Cessionnaire s'engage, envers la Ville de Montréal, à prendre à sa charge et à assumer l'ensemble des droits et obligations du Cédant, en vertu de l'Entente et, entre autres, de prendre à sa charge la responsabilité de toutes les obligations du Cédant depuis la signature de l'Entente, incluant la responsabilité qui pourrait découler d'erreurs ou omissions passés du Cédant;
5. Les Parties s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession de l'Entente, le cas échéant;
6. Le Cédant s'engage à transmettre à la Ville de Montréal une copie de la présente convention de cession.
7. La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties;
8. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI les Parties ont signé la présente convention à _____, ce _____ jour de _____.

Signature:_____

Nom:

Date:

Signature:_____

Nom:

Date:

**Annexe 2 - Lots constituant l’Emplacement**

Lots 1 573 209 et 2 296 177 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

**Annexe 3 - Lot social**

- Lot 1 574 026 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal



**Annexe 4 - Contenu minimal du rapport de surveillance environnementale**

Le rapport de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation doit inclure, au minimum, les éléments suivants :

i. Un résumé de la problématique.

ii. La description, la localisation et l'historique du site.

iii. Les objectifs de réhabilitation.

iv. La description des travaux de caractérisation complémentaire le cas échéant, des travaux de réhabilitation environnementale effectués, des méthodes de gestion des sols excavés appliquées durant les travaux et de gestion d'eau et du programme de contrôle de la qualité et de suivi.

v. Les résultats des analyses chimiques des échantillonnages de contrôle (fonds et parois d'excavation, déblais entreposés temporairement, eau, etc.) ou des travaux de caractérisation complémentaire.

vi. Le contrôle de la qualité des analyses chimiques.

vii. La description stratigraphique, incluant le pourcentage de matières résiduelles, des parois et du fond des excavations finales.

viii. La description des travaux de remblayage, incluant l'origine et la qualité chimique et physique des matériaux d'emprunt. La quantité et la qualité des sols du terrain ayant été réutilisés comme remblais sont spécifiées et la localisation de leur provenance et de leur destination est précisée.

ix. Un tableau synthèse des volumes et des niveaux de contamination résiduels.

x. Les autres travaux de remise en état du site le cas échéant tel que l'utilisation de membrane et le démantèlement d'infrastructure souterraine.

xi. Le cas échéant, la confirmation que les travaux ont été réalisés en conformité avec le plan de réhabilitation approuvé par le MELCCFP.

xii. Les recommandations et les conclusions de l'étude.

En complément du texte décrivant les éléments ci-dessus, le rapport doit inclure tout tableau, figure, coupe ou plan nécessaires à la compréhension du texte, notamment et minimalement :

1. La compilation, sous forme de tableau synthèse, des volumes de déblais par plage de contamination et par catégorie, incluant leurs lieux d'élimination ou de traitement.

2. Un plan à l’échelle du terrain présentant la localisation des excavations réalisées, leurs profondeurs et indiquant les résultats d’analyse des échantillons de sols dans les parois et fonds.

3. Les profils des parois finales des excavations ainsi que la localisation des échantillons prélevés et analysés.

4. Les documents relatifs à la gestion des déblais vers des lieux d’élimination appropriés (tableau de suivi des manifestes de transport et manifestes de transport).

5. Les documents relatifs à la gestion de l’eau contaminée récupérée, le cas échéant, son mode d’élimination et une copie des manifestes de transport.

6. Un plan à l’échelle de la localisation des sols contaminés (A-B) laissés en place et des sols contaminés (A-B) réutilisés comme remblais. La localisation des matériaux d’emprunt utilisés comme remblais doit également être précisée.

7. Le rapport attesté de traçabilité généré par Attestra ou tout autre système informatique autorisée par le MELCCFP.

**Annexe 5 - Modèle de servitude**

Écrire le # du sommaire
Écrire le # du dossier

L'AN DEUX MILLE ●
Le •

Devant M^e^ _____, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**Prénom NOM,** résidant au _____, _____, à Montréal, province de Québec, _____,

**OU**

●, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés le ●, en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (L.R.C., 1985, c. C-44),

**OU**

●, personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (RLRQ, 1985, chapitre C-38), le ●, et maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1),

**OU**

●, personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, 1985, chapitre C-38), émises le ●,

immatriculée sous le numéro ● en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au ●, à ●, province de ●, ●, agissant et représentée par ●, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le ● et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du (de la) notaire soussigné(e).

Ci-après nommée le « **Cédant** »

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ___

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) du règlement RCE 02-004, soit le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six (26) juin deux mille deux (2002) en vigueur depuis le quinze (15) juillet deux mille deux (2002); modifié notamment par le règlement RCE 21-002 du sept (7) avril deux mille vingt et un (2021) (article 41.10.1 paragraphe 7); et

b) de la décision numéro DA_____ rendue par la Direction du Service de l'habitation, le _____ deux mille vingt et un (2021), copie de cette décision demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont également collectivement désignés comme les « **Parties** » dans le présent acte.

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), lequel a comme objectif de maintenir des quartiers diversifiés et d'assurer une offre résidentielle équilibrée.

**ATTENDU QUE**, conformément à l'article 4 du Règlement, le Cédant a signé une entente avec la Ville le _____ dans laquelle il s'est engagé à réaliser ou à faire en sorte que soient réalisés des logements sociaux et communautaires sur le Fonds servant ci-après décrit et à consentir en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation sociale et communautaire des logements afin d'assurer la pérennité de ces logements sur le Fonds servant. Une copie de l'entente est annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du ou de la notaire soussigné(e).

**COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**
**OBJET DU CONTRAT**

Le Cédant crée par les présentes en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire contre l'immeuble ci-après désigné comme Fonds servant.

Cette servitude est établie afin de s'assurer qu'une fois que tout bâtiment situé sur le Fonds servant est démoli ou si le fonds servant est déjà libre de toute construction, le Fonds servant ne servira qu'à la construction de logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire.

Cette servitude est aussi établie afin d'assurer la conservation, la protection et le maintien de la vocation d'habitation sociale et communautaire sur le fonds servant.

**OU**

Cette servitude est établie afin d'assurer la conservation, la protection et le maintien de la vocation d'habitation sociale et communautaire sur la totalité du Fonds servant. Note : Uniquement lorsque la servitude est consentie après la construction des logements.

Pour plus de précisions, la vocation d'habitation sociale et communautaire signifie que la destination première du Fonds servant doit être de loger des ménages à revenu faible ou modeste, ou ayant des besoins particuliers en habitation. Les logements situés sur le Fonds servant doivent être des logements abordables admissibles, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une subvention en vertu d'un programme municipal, provincial ou fédéral de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire. Habituellement, ce type de bâtiment appartient à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), à une coopérative d'habitation, à un organisme à but non lucratif ou à une société paramunicipale d'habitation.

**ARTICLE 2**
**DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT**

L'immeuble décrit comme « Fonds servant » et appartenant au Cédant est désigné comme suit :

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot _____ **(**_____**)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**Ou**

Un emplacement connu et désigné comme étant une **PARTIE** du lot numéro _____ **(_____ Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**Bornée** _____;

**Mesurant** _____;

Contenant en superficie _____ mètres carrés et ___ (__ $m^2$).

Le tout conformément au plan annexé à une description technique préparée par _____, arpenteur-géomètre, le _____ (___) ____ deux mille ____ (20___) sous le numéro ___ de ses minutes, dossier _____, une copie de ce plan et de cette description technique demeurant annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussigné(e).

## ARTICLE 3
## SERVITUDE PERSONNELLE

Les droits ci-dessus accordés sont établis et créés par le Cédant comme servitude contre le Fonds servant et en faveur de la Ville.

Tout propriétaire futur du Fonds servant sera assujetti aux droits et obligations du Cédant créés aux termes des présentes par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du Fonds servant.

## ARTICLE 4
## CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Aux fins de l'exercice de la présente servitude, le propriétaire du Fonds servant s'engage à :

1. Préserver la vocation d'habitation sociale ou communautaire sur l'ensemble du Fonds servant;
2. Entretenir et maintenir tout bâtiment érigé sur le Fonds servant en bon état;
3. Autoriser la Ville, sur demande de celle-ci, à inspecter périodiquement tout bâtiment situé sur le Fonds servant afin de s'assurer du respect des obligations créées aux termes des présentes. À la demande de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra fournir, dans les meilleurs délais, toute documentation nécessaire afin de lui permettre de constater que la vocation d'habitation sociale ou communautaire du Fonds servant est maintenue et que tout bâtiment situé sur le Fonds servant est entretenu adéquatement; et
4. Souscrire et maintenir en vigueur une police d'assurance « tous risques de dommages », y compris les dommages causés par le feu, le vol, le vandalisme, l'eau, les tremblements de

terre, les effondrements et les inondations, d'un montant minimal égal à la pleine valeur de remplacement à neuf de tout bâtiment situé sur le Fonds servant. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remises à la Ville sur demande.

**ARTICLE 5**
**DÉFAUT**

Le propriétaire du Fonds servant sera considéré être en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent aux termes du présent acte si un tel défaut se poursuit pendant plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré raisonnable par la Ville dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu qu'il procède avec diligence à le corriger) suivant la réception d'un avis écrit de la Ville spécifiant la nature dudit défaut et le délai accordé pour remédier audit défaut.

Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant ne remédie pas au défaut dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

**ARTICLE 6**
**FRAIS ET HONORAIRES**

Le Cédant prend à sa charge les frais et honoraires relatifs au présent acte, à sa publication et aux copies, dont une pour la Ville.

Le Cédant prend également à sa charge les frais et honoraires relatifs à la préparation du plan et de la description technique du Fonds servant.

Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés.

**ARTICLE 7**
**RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2* de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Cédant.

**ARTICLE 8**
**CONSIDÉRATION**

La présente servitude est consentie sans considération monétaire par le Cédant en faveur de la Ville, en considération des avantages que le Cédant et le public en général retirent, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

**ARTICLE 9**
**DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La considération ci-dessus mentionnée exclut la taxe sur les produits et services (« TPS ») et la taxe de vente du Québec (« TVQ »). En conséquence, si la présente servitude est taxable selon les dispositions de la Loi sur la taxe d'accise et celles de la Loi sur la taxe de vente du Québec, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S.: 121364749RT0001
T.V.Q.: 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

**ARTICLE 10**
**INTERVENTION DU CRÉANCIER**

Aux présentes intervient :

**XXXXXXXX**, société _____, ayant son siège au _____, rue _____, ville de _____, province de Québec, _____, dûment représentée par _____, _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le ● et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du (de la) notaire soussigné(e).

LAQUELLE, en sa qualité de détentrice de certains droits hypothécaires sur le Fonds servant, suivant un acte dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro _____, déclare avoir pris connaissance de la présente servitude et consent expressément à sa création.

**OU**

**ARTICLE 10**
**AUTORISATION DU CRÉANCIER**

●, en sa qualité de détentrice de certains droits hypothécaires sur le Fonds servant, aux termes des actes suivants :

a) Acte d'hypothèque reçu par Me ●, notaire, le ● (●) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro ●;

b) ●;

a consenti à l'établissement de la servitude faisant l'objet des présentes, tel qu'il appert d'une lettre datée du ● (●), dont un original demeure annexé aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le Cédant avec et en présence du notaire soussigné.

**ARTICLE 11**
**AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Directeur du Service de l'habitation, Service de l'habitation de la Ville de Montréal, au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8;

OU

toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Cédant : [À COMPLÉTER].

Pour le cas où le propriétaire du Fonds servant changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, ce dernier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

**ARTICLE 12**
**CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne également les sociétés ou compagnies.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

**DONT ACTE** à Montréal, sous le numéro

des minutes du (de la) notaire soussigné(e).

**ET LECTURE FAITE**, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le (la) notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties et l'intervenant signent en présence du (de la) notaire soussigné(e).

**OU**

**LECTURE FAITE**, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le (la) notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du trente et un (31) août deux mille vingt (2020) et dont la période d'effet des mesures est prolongée par l'arrêté 2021-4556 du ministre de la Justice daté du vingt (20) août deux mille vingt et un (2021), identifient et reconnaissent véritables les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

**OU**

LES PARTIES et l'intervenant déclarent au (à la) notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté le (la) notaire d'en donner lecture, puis les Parties et l'intervenant signent en présence du (de la) notaire comme suit :

**XXXXXXX**

_____

Par :

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

Par :

**CRÉANCIER**

_____

**M^e^ _____, notaire**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Numéro inscription :** | 29 624 241 | **Circ. foncière :** | Montréal |
| **DHM de présentation :** | 2025-07-22 09:34 | | |

**Registre des mentions**

2258446001
2258446002

**SERVITUDE PERSONNELLE DE CONSERVATION DE LA VOCATION DE LOGEMENT SOCIAL, D'HABITATION SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE**

**Devant M^e^ Dominique PORTARIA, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.**

**COMPARAISSENT :**

**INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.**, personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985), c. C-44), ayant son siège au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7 représentée par **Jean-François BEAULIEU**, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution unanime des actionnaires adoptée le trente juin deux mille vingt-cinq (30 juin 2025), et dont copie certifiée de ladite résolution demeure annexée à la minute quatorze (14) de la notaire soussignée;

Ci-après nommée le « **Cédant** »

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Clotilde TARDITI**, Directrice du Service de l'habitation dûment autorisée en vertu de la Charte et :

a) du règlement RCE 02-004, soit le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six (26) juin deux mille deux (2002) en vigueur depuis le quinze (15) juillet deux mille deux (2002); modifié notamment par le règlement RCE 21-002 du sept (7) avril deux mille vingt et un (2021) (article 41.10.1 paragraphe 7); et

b) des décisions numéros DA258446001 et DA258446002 rendues par la Direction du Service de l'habitation, le quatre (4) juillet deux mille vingt-cinq (2025), copies de ces décisions demeurent annexées à l'original des présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par la représentante avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont également collectivement désignés comme les « **Parties** » dans le présent acte.

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041), lequel a comme objectif de maintenir des quartiers diversifiés et d'assurer une offre résidentielle équilibrée.

**ATTENDU QUE**, conformément à l'article 4 du Règlement, le Cédant a signé, le trois juillet deux mille vingt-cinq (3 juillet 2025), une première entente avec la Ville dans le cadre du projet de construction à vocation mixte comportant un volet résidentiel, situé sur les lots désignés comme étant les lots numéros **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE DEUX CENT NEUF (1 573 209)** et **DEUX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (2 296 177)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après l' « **Entente 1990** »); et une seconde entente dans le cadre du projet de construction à vocation mixte comportant un volet résidentiel, situé sur le lot désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION HUIT CENT CINQUANTE-DEUX MILLE SEPT CENT QUARANTE ET UN (1 852 741)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après l' « **Entente 1810** » et avec l'Entente 1990, sont ci-après collectivement nommées « **l'Entente RMM** ») dans laquelle il s'est engagé à réaliser ou à faire en sorte que soient réalisés des logements sociaux et communautaires sur le Fonds servant ci-après décrit et à consentir en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation sociale et communautaire des logements afin d'assurer la pérennité de ces logements sur le Fonds servant. Une copie de ladite Entente RMM est annexée à la minute QUATORZE (14) de la notaire soussignée.

**COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**
**OBJET DU CONTRAT**

Le Cédant crée par les présentes en faveur de la Ville une servitude de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire contre l'immeuble ci-après désigné comme Fonds servant.

Cette servitude est établie afin de s'assurer qu'une fois que tout bâtiment situé sur le Fonds servant est démoli ou si le Fonds servant est déjà libre de toute construction, le Fonds servant ne servira qu'à la construction de logements ayant une vocation d'habitation sociale et communautaire.

Cette servitude est aussi établie afin d'assurer la conservation, la protection et le maintien de la vocation d'habitation sociale et communautaire sur le Fonds servant.

Pour plus de précisions, la vocation d'habitation sociale et communautaire signifie que la destination première du Fonds servant doit être de loger des ménages à revenu faible ou modeste, ou ayant des besoins particuliers en habitation. Les logements situés sur le Fonds servant doivent être des logements abordables admissibles, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une subvention en vertu d'un programme municipal, provincial ou fédéral de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire. Habituellement, ce type de bâtiment appartient à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), à une coopérative d'habitation, à un organisme à but non lucratif ou à une société paramunicipale d'habitation.

**ARTICLE 2**
**DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT**

L'immeuble décrit comme « Fonds servant » et appartenant au Cédant est désigné comme suit :

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE VINGT-SIX (1 574 026)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**ARTICLE 3**
**SERVITUDE PERSONNELLE**

Les droits ci-dessus accordés sont établis et créés par le Cédant comme servitude contre le Fonds servant et en faveur de la Ville.

Tout propriétaire futur du Fonds servant sera assujetti aux droits et obligations du Cédant créés aux termes des présentes par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du Fonds servant.

**ARTICLE 4**
**CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE**

Aux fins de l'exercice de la présente servitude, le propriétaire du Fonds servant s'engage à :

1. Préserver la vocation d'habitation sociale ou communautaire sur l'ensemble du Fonds servant;

2. Entretenir et maintenir tout bâtiment érigé sur le Fonds servant en bon état;

3. Autoriser la Ville, sur demande de celle-ci, à inspecter périodiquement tout bâtiment situé sur le Fonds servant afin de s'assurer du respect des obligations créées aux termes des présentes. À la demande de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra fournir, dans les meilleurs délais, toute documentation nécessaire afin de lui permettre de constater que la vocation d'habitation sociale ou communautaire du Fonds servant est maintenue et que tout bâtiment situé sur le Fonds servant est entretenu adéquatement; et

4. Souscrire et maintenir en vigueur une police d'assurance « tous risques de dommages », y compris les dommages causés par le feu, le vol, le vandalisme, l'eau, les tremblements de terre, les effondrements et les inondations, d'un montant minimal égal à la pleine valeur de remplacement à neuf de tout bâtiment situé sur le Fonds servant. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remises à la Ville sur demande.

**ARTICLE 5**
**DÉFAUT**

Le propriétaire du Fonds servant sera considéré être en défaut quant à l'une des obligations qui lui incombent aux termes du présent acte si un tel défaut se poursuit pendant plus de trente (30) jours (ou tel délai plus long pouvant être considéré raisonnable par la Ville dans les circonstances pour remédier audit défaut, pourvu qu'il procède avec diligence à le corriger) suivant la réception d'un avis écrit de la Ville spécifiant la nature dudit défaut et le délai accordé pour remédier audit défaut.

Dans l'éventualité où le propriétaire du Fonds servant ne remédie pas au défaut dans le délai précité, la Ville pourra, sans autre avis au propriétaire du Fonds servant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le propriétaire du Fonds servant devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

**ARTICLE 6**
**FRAIS ET HONORAIRES**

Le Cédant prend à sa charge les frais et honoraires relatifs au présent acte, à sa publication et aux copies, dont une pour la Ville.

Le Cédant prend également à sa charge les frais et honoraires relatifs à la

préparation du plan et de la description technique du Fonds servant.

Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés.

**ARTICLE 7**
**RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2* de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Cédant.

**ARTICLE 8**
**CONSIDÉRATION**

La présente servitude est consentie sans considération monétaire par le Cédant en faveur de la Ville, en considération des avantages que le Cédant et le public en général retirent, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

**ARTICLE 9**
**DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La considération ci-dessus mentionnée exclut la taxe sur les produits et services (« TPS ») et la taxe de vente du Québec (« TVQ »). En conséquence, si la présente servitude est taxable selon les dispositions de la Loi sur la taxe d'accise et celles de la Loi sur la taxe de vente du Québec, la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S.: 121364749RT0001
T.V.Q.: 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

**ARTICLE 10**
**AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication

qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Directeur du Service de l'habitation, Service de l'habitation de la Ville de Montréal, au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8;

OU toute autre unité administrative le remplaçant avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Cédant : à l'attention de Jean-François Beaulieu, au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7

Pour le cas où le propriétaire du Fonds servant changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, ce dernier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

**ARTICLE 11**
**CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne également les sociétés ou compagnies.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

**DONT ACTE** à Montréal, le vingt-deux juillet deux mille vingt-cinq (22 juillet 2025) sous le numéro QUINZE (15) des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture puis les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée comme suit :

À Laval, province de Québec, le dix-huit juillet deux mille vingt-cinq (18 juillet 2025)

**INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.**

*(signé)*_____
Par : Jean-François BEAULIEU

À Montréal, province de Québec, à la date des présentes.

**VILLE DE MONTRÉAL**

*(signé)*_____
Par : **Clotilde TARDITI**

*(signé)*_____
**M^e^ Dominique PORTARIA, notaire**

**Copie certifiée conforme de l'acte notarié technologique que j'ai reçu et dont j'assure la conservation.**

Reproduction du nom du signataire du document numéro 29 624 241

**Nom du signataire du document 29 624 241**

Dominique Portaria

Québec

***ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION***
***DE DROIT***
***AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC***

***Je certifie que la réquisition présentée le 2025-07-22 à 09:34 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal***

***sous le numéro 29 624 241.***

Identification de la réquisition

| | |
|---|---|
| Mode de présentation : | Acte |
| Forme : | Notariée en minute |
| Notaire instrumentant : | Me Dominique PORTARIA |
| Numéro de minute : | 15 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Numéro inscription :** | 29 618 450 | **Circ. foncière :** | Montréal |
| **DHM de présentation :** | 2025-07-18 10:24 | | |

**Registre des mentions**

**HYPOTHÈQUE**

**DEVANT Me Dominique PORTARIA**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAÎT :**

**INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.**, personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985), c. C-44), ayant son siège au 600 rue Lucien-Paiement, suite 1400, à Laval, Québec, H7N 0H7 représentée par **Jean-François BEAULIEU**, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution unanime des actionnaires adoptée le trente juin deux mille vingt-cinq (30 juin 2025), et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée;

ci-après le « **Débiteur** »

**1. PRÉAMBULE**

**1.1 ATTENDU** que dans le cadre du projet de construction à vocation mixte comportant un volet résidentiel, situé sur les lots désignés comme étant les lots numéros **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE DEUX CENT NEUF (1 573 209) et DEUX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (2 296 177)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après le « **Projet 1990**», tel que plus amplement décrit à l'Entente 1990 ci-après définie), le Débiteur a signé, le trois juillet deux mille vingt-cinq (3 juillet 2025), une entente, (ci-après l' « **Entente 1990** ») avec la **VILLE DE MONTRÉAL** (ci-après le « **Créancier** »), et dans le cadre du projet de construction à vocation mixte comportant un volet résidentiel, situé sur le lot désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION HUIT CENT CINQUANTE-DEUX MILLE SEPT CENT QUARANTE ET UN (1 852 741)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après le « **Projet 1810** », tel que plus amplement décrit à l'Entente 1810 ci-après définie), le Débiteur a signé, le trois juillet deux mille vingt-cinq (3 juillet 2025), une entente, (ci-après l' « **Entente 1810** ») avec le Créancier (ci-après **l'Entente 1990** et **l'Entente 1810** sont collectivement nommées « **l'Entente** »), relativement au *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041). Copie de l'Entente demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le Débiteur avec et en présence de la notaire soussignée. En cas de conflit ou de divergence entre les termes et conditions du présent acte et ceux de l'Entente, les termes et conditions de l'Entente prévaudront;

**Avis d'adresse : 6 019 444**

**1.2 ATTENDU** qu'aux termes de l'Entente, le Débiteur a souscrit à certains engagements relatifs aux logements sociaux, plus amplement décrits au

paragraphe 3 de l'Entente 1990 et de l'Entente 1810 (collectivement, l'« **Obligation** »);

**1.3 ATTENDU** que pour garantir l'accomplissement de l'Obligation, le Débiteur s'est engagé à constituer sur l'Immeuble décrit au présent acte une garantie hypothécaire immobilière en faveur du Créancier;

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS,** le Débiteur convient et déclare ce qui suit :

**2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE**

La présente garantie hypothécaire est consentie en faveur du Créancier afin de garantir l'exécution de l'Obligation, comme si ladite Obligation avait été reproduite au long au présent acte.

**3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE**

En garantie de l'accomplissement de l'Obligation envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier, jusqu'à concurrence d'une somme de **QUATRE MILLIONS TROIS CENT TRENTE-SIX MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DOUZE DOLLARS (4 336 372,00 $)**, l'immeuble suivant (l'« **Immeuble** ») :

**DÉSIGNATION**

Un emplacement situé au 1919 rue William, en la ville de Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE VINGT-SIX (1 574 026)**, au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant à ce jour, une superficie de 1 535,1 mètres carrés; et

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes auront effet à compter de la date des présentes afin de garantir le respect de l'exécution de l'Obligation par le Débiteur.

**4. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE**

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, et notamment les autres sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire telles que, mais sans limitation, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

## 5. ASSURANCES

Le Débiteur s'oblige à faire assurer l'Immeuble et à le maintenir constamment assuré. Notamment, le Débiteur doit maintenir une assurance responsabilité civil adéquate.

À défaut par le Débiteur de remplir telle obligation concernant les assurances, et ce sans préjudice à ses autres recours, le Créancier pourra, sans avis ni mise en demeure, obtenir les contrats d'assurance qu'il jugera à propos, à son seul bénéfice et aux frais du Débiteur ou de tout détenteur de l'Immeuble.

## 6. CHARGES ET CONDITIONS

### 6.1 Frais

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, ainsi que les frais de publication du présent acte.

### 6.2 Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

### 6.3 Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la priorité de rang de son hypothèque sur l'Immeuble.

### 6.4 Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et avoir priorité de rang sur l'hypothèque consentie aux termes des présentes.

### 6.5 Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, sur demande, dans les trente (30) jours de l'échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

6.6 Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais relatifs à l'Immeuble, ou découlant des présentes, ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes à compter de la date de leur déboursement par le Créancier, au taux applicable en vertu du *Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal*.

6.7 Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier, autorisation qui ne pourra être retenue sauf motif raisonnable.

Le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, et le cas échant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

6.8 Aliénation de l'Immeuble

L'aliénation de l'Immeuble, en tout ou en partie, ne nécessite pas le consentement du Créancier.

Lorsque le Débiteur procède à une telle aliénation, et dans la mesure où il cède à l'acheteur les obligations prévus à l'Entente, en regard de l'Immeuble ou de la partie de l'Immeuble faisant l'objet de l'aliénation, et que l'acheteur s'engage envers le Créancier à remplir ces mêmes obligations, le Débiteur sera alors dégagé de toutes telles obligations, le tout tel que plus amplement décrit à l'Entente.

De plus, le Créancier consent, à la demande du Débiteur, à toute modification cadastrale ayant pour seul objet la renumérotation de la partie de lot correspondant à l'Immeuble, afin d'attribuer à l'Immeuble un numéro de lot distinct.

6.9 Remise de documents

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois, règlements ou normes environnementales affectant l'Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l'Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d'autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

**7. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR**

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles aux présentes, à savoir :

7.1 l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute hypothèque, priorité, servitude ou charge quelconque, à l'exception de :

- Acte d'hypothèque en faveur de **NATIONAL BANK OF CANADA** reçu par Me Angelo FEBBRAIO, notaire, le cinq juin deux mille vingt (5 juin 2020) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 433 443, lequel acte d'hypothèque fera l'objet d'une mainlevée incessamment;

- Acte d'hypothèque en faveur de **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CLARIC 1919 WILLIAM / CLARIC 1919 WILLIAM LIMITED PARTNERSHIP** reçu par Me Angelo FEBBRAIO, notaire, le vingt-six septembre deux mille dix-neuf (26 septembre 2019) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 928 022, lequel acte d'hypothèque a fait l'objet d'une mainlevée laquelle sera publiée incessamment;

- Acte d'hypothèque en faveur de **9396-4740 QUÉBEC INC.** reçu par Me Angelo FEBBRAIO, notaire, le vingt-six septembre deux mille dix-neuf (26 septembre 2019) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 928 023, lequel acte d'hypothèque a fait l'objet d'une mainlevée laquelle sera publiée incessamment;

- Servitude de tolérance, reçue devant Me Martial Larocque, notaire, le 11 juin 2001 dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 5 262 051.

7.2 aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours actuellement et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

7.3 toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

7.4 le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, y compris ceux relatifs à la protection de l'environnement édictés par les autorités concernées, à aviser le Créancier de tout avis, ordonnance ou poursuite à cet effet et, le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

**8. DÉFAUTS**

Le Débiteur ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble sera en défaut s'il :

8.1 ne respecte pas l'Obligation;

8.2 ne se conforme pas aux obligations résultant des clauses prévues au titre des charges et conditions ci-dessus ou de toute autre clause du présent acte;

8.3 fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

8.4 n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

8.5 n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

8.6 n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie pas à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

8.7 fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

8.8 consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tel une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans l'autorisation préalable écrite du Créancier à l'exception d'une hypothèque de rang subséquent.

**9. DROITS ET RECOURS EN CAS DE DÉFAUT**

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

9.1 d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

9.2 d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec*.

**10. ÉLECTION DE DOMICILE**

Le Débiteur fait élection de domicile à son adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

**11. SOLIDARITÉ**

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier de l'Obligation stipulée à l'Entente et des obligations qui sont stipulées aux présentes.

**12. INDIVISIBILITÉ**

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble, ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

**13. CLAUSE INTERPRÉTATIVE**

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, signifie tous et chacun des immeubles ci-dessus hypothéqués et comprend, pour chacun d'eux, le fonds de terre, les bâtiments y érigés ou qui pourront y être érigés, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

**DONT ACTE**, à Laval, le dix-huit juillet deux mille vingt-cinq (18 juillet 2025) sous le numéro QUATORZE (14) des minutes de la notaire soussignée.

Le Débiteur déclare à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis le Débiteur déclare accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signe en présence de la notaire soussignée.

**INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.**

*(signé)*_____
Par : Jean-François BEAULIEU

*(signé)*_____
**Me Dominique PORTARIA, notaire**

**Copie certifiée conforme de l'acte notarié technologique que j'ai reçu et dont j'assure la conservation**

Reproduction du nom du signataire du document numéro 29 618 450

**Nom du signataire du document 29 618 450**

Dominique Portaria

Québec

***ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION***
***DE DROIT***
***AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC***

***Je certifie que la réquisition présentée le 2025-07-18 à 10:24 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal***

***sous le numéro 29 618 450.***

Identification de la réquisition

| | |
|---|---|
| Mode de présentation : | Acte |
| Forme : | Notariée en minute |
| Notaire instrumentant : | Me Dominique Portaria |
| Numéro de minute : | 14 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1255639002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logement social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au Nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1535,1 mètres carrés, pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables. N/Ref. : 31H05-005-7670-12/ Mandat : 24-0567-T |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Ci-joint le projet d'acte de vente préparé en fonction des instructions du service client et conformément aux Ententes conclues entre la Ville et le promoteur.

Si des modifications mineures doivent être apportées au projet d'acte de vente, nous nous assurerons qu'il demeure substantiellement conforme au projet ci-joint.
.
26-000401

**FICHIERS JOINTS**



Intervention_ Acquisition .doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Daphney ST-LOUIS
Notaire
**Tél :** 514-589-7317

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Daphney ST-LOUIS
Notaire
**Tél :** 514-589-7317
**Division :** Droit notarial

1255639002
26-000401

Le

Devant **M^e^ Daphney ST-LOUIS**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.,** personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), c. C-44), le vingt-cinq (25) septembre deux mille dix-neuf (2019), immatriculée sous le numéro 1174885575 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 600, rue Lucien-Paiement, bureau 1400, à Laval, province de Québec, H7N 0H7, agissant et représentée par Jean-François BEAULIEU, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution unanime des actionnaires adoptée le trente (30) juin deux mille vingt-cinq (2025) et dont copie d'un extrait de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

**ET :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), dont copie certifiée demeure annexée à la minute 6 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat*

(RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CG26 _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ deux mille vingt-six (2026), dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

Lesquels, préalablement à la vente faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** le Vendeur est propriétaire d'un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE VINGT-SIX (1 574 026), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, (ci-après le « Lot social ») ;

**ATTENDU QUE,** dans le cadre du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (20-041), une entente entre Immeuble William Griffintown inc., le Vendeur et la Ville, portant le no 100609 (ci-après « l'Entente projet 1990 William ») ainsi qu'une entente entre Investissements 1810 Basin inc., le Vendeur et la Ville, portant le no 1000610 (ci-après « l'Entente projet 1810 Bassins ») ont été conclues le quatre (4) juillet deux mille vingt-cinq (2025), en vertu desquelles le Vendeur s'est engagé à vendre à la Ville le Lot social afin de permettre à Immeuble Wiliam Griffintown inc. et à Investissements 1810 Basin inc. de remplir leurs engagements en matière de logement social dans le cadre de la réalisation de leur projet résidentiel ( l'Entente projet 1990 William et l'Entente projet 1810 Bassins sont ci-après collectivement nommées « l'Entente »).

**ATTENDU QUE** la Ville désire acquérir le Lot social à des fins de

logement social;

**ATTENDU QUE** le Vendeur s'est engagé à vendre à la Ville le Lot social, prêt à construire, contigu à une rue publique aménagée et desservie par les infrastructures municipales, et dont les sols ont été préalablement décontaminés, remblayés, compactés et nivelés, le tout en conformité avec l'Entente, et dont copie est annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024), en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**OBJET DU CONTRAT**

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, à des fins de logement social, un terrain vacant situé à l'est de la rue Chatham et au nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

**DÉSIGNATION**

Le lot numéro **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE VINGT-SIX (1 574 026)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé « **Immeuble et/ou Lot Social** »

**ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ**

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes d'un acte de vente par 9206-9558 Québec inc., reçu par Me Angelo Febbraio, notaire, le vingt-six (26) septembre deux mille dix-neuf (2019), sous le numéro 1197 de ses minutes, et dont copie a été

publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-sept (27) septembre deux mille dix-neuf (2019), sous le numéro 24 926 119.

## GARANTIE

Cette vente est faite avec la garantie légale.

## POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

## TRANSFERT DE RISQUES

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

## DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, relativement à l'Immeuble. Toutefois, le Vendeur a fourni un certificat de localisation préparé par Jean-Philippe Giguère, arpenteur-géomètre, le seize (16) janvier deux mille vingt-six (2026), sous sa minute 10 660, lequel décrit l'état actuel de l'Immeuble.

## ATTESTATIONS

### i) ATTESTATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur atteste que :

a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception :

- d'une hypothèque consentie par Ville de Montréal, aux termes d'un acte reçu par Me Dominique Portaria, notaire, le dix-huit (18) juillet deux mille vingt-cinq (2025), sous le

numéro 14 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le même jour, sous le numéro 29 618 450, laquelle sera radiée aux termes des présentes;

b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception :

- d'une servitude de tolérance d'empiètement par Frank Demeter en faveur de la Société de développement de Montréal, reçue par Me Martial Larocque, notaire, par Me Martial Larocque, notaire, le onze (11) juin deux mille un (2001), sous le numéro 5523 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le douze (12) juin deux mille un (2001), sous le numéro 5 262 051 ;

- d'une servitude personnelle de conservation de la vocation de logement social, d'habitation sociale et communautaire, par Investissements 1919 William inc. en faveur de Ville de Montréal, aux termes d'un acte reçu par Me Dominique Portaria, notaire, le vingt-deux (22) juillet deux mille vingt-cinq (2025), sous le numéro 15 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le même jour, sous le numéro 29 624 241, laquelle servitude est éteinte sur l'Immeuble par l'effet des présentes, par la réunion dans une même personne de la qualité de propriétaire des fonds servant et dominant ;

d) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5$^{e}$ suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

e) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux

termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;

g) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du Vendeur;

h) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;

i) à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

j) il n'est pas en défaut en vertu de quelque jugement, ordre,

injonction, décret d'un quelconque tribunal, bureau, agence, arbitre ou commission pouvant affecter l'Immeuble ou la capacité du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

k) au meilleur de sa connaissance, l'Immeuble ne déroge pas aux lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour une utilisation résidentielle. Par ailleurs, le Vendeur a remis à la Ville les rapports identifiés à l'article 3.10 de l'Entente ;

l) l'Immeuble n'est pas assujetti à une clause d'option ou de préférence d'achat dans tout bail ou autre document et à laquelle a Ville pourrait être personnellement tenue;

m) il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit pouvant lier la Ville;

n) l'Immeuble est totalement vacant et exempt de toute activité commerciale ou industrielle.

**ii)** **<u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>**

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5$^{e}$ suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

## OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

## RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

## RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

## CONSIDÉRATION

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **NEUF MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE CENT TREIZE DOLLARS (9 293 113,00 $)**, que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

## DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. :
T.V.Q. :

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

**MAINLEVÉE**

La Ville, en sa qualité de créancière détenant une hypothèque consentie par le Vendeur, aux termes d'un acte reçu par Me Dominique Portaria, notaire, le dix-huit (18) juillet deux mille vingt-cinq (2025), sous le numéro 14 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le même jour, sous le numéro 29 618 450, accorde mainlevée pure et simple et consent à la radiation de l'inscription de tous les droits hypothécaires et autres droits réels résultant dudit acte.

**EN CONSÉQUENCE**, la Ville requiert l'officier de la publicité des droits de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

**RENONCIATION À UNE SERVITUDE**

**ATTENDU QUE** l'Immeuble bénéficie d'une servitude de tolérance d'empiètement dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le douze (12) juin deux mille un (2001), sous le numéro 5 262 051 ;

**ATTENDU QUE** cette servitude a été établie contre les lots numéros **MILLE CENT TRENTE-DEUX (1132), MILLE CENT TRENTE-DEUX A (1132A), MILLE CENT TRENTE-TROIS (1133)** et **MILLE CENT TRENTE-QUATRE (1134)** tous du cadastre officiel du Quartier Sainte-Anne, circonscription foncière de Montréal, maintenant connus et désignés comme étant le lot **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE TREIZE MILLE DEUX CENT SEPT (1 573 207)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

**ATTENDU QUE** cette servitude a été établie en faveur du fonds dominant, soit le lot numéro **MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (1977)** du cadastre officiel du Quartier Sainte-Anne, circonscription foncière de Montréal, maintenant connu et désigné comme étant l'Immeuble;

**ATTENDU QUE** l'Immeuble est désormais vacant et sans bâtisse, de sorte que la servitude n'a plus d'objet;

**EN CONSÉQUENCE**, la Ville à titre de propriétaire du fonds dominant aux termes des présentes, renonce purement et simplement à toutes fins que de droit à ladite servitude publiée sous le numéro 5 262 051 et requiert l'officier de la publicité des droits de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

## DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent qu'à l'exception de l'objet des présentes, à savoir le transfert du Lot social à la Ville, tous les termes et autres obligations prévues à l'Entente, à moins d'incompatibilité avec les présentes, demeurent exécutoires et continuent de s'appliquer.

Nonobstant ce qui précède, la Ville reconnait que toutes les obligations du Vendeur prévues à l'article 3 de l'Entente ont été respectées à l'entière satisfaction de la Ville, dont quittance pour autant.

## ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions, Direction des transactions immobilières, Service de la stratégie immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 2$^{e}$ étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

ou toute autre unité administrative le remplaçant

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) Le Vendeur : à l'attention de Richard Jutras et François Tremblay, 600, rue Lucien-Paiement, bureau 1400, à Laval, province de Québec, H7N 0H7.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Vendeur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**CLAUSES INTERPRÉTATIVES**

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

**MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 600, rue Lucien-Paiement, bureau 1400, à Laval, province de Québec, H7N 0H7;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à

Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : NEUF MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE CENT TREIZE DOLLARS (9 293 113,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : NEUF MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE CENT TREIZE DOLLARS (9 293 113,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT VINGT DOLLARS ET DEUX CENTS (324 620,02 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

**DONT ACTE** à Montréal

LE

SOUS le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée.

**INVESTISSEMENTS 1919 WILLIAM INC.**

_____

**Par :**

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

**Par : Domenico ZAMBITO**

_____

**M$^{e}$ Daphney ST-LOUIS, notaire**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1255639002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des transactions immobilières |
| **Objet :** | Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logement social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au Nord de la rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1535,1 mètres carrés, pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables. N/Ref. : 31H05-005-7670-12/ Mandat : 24-0567-T |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1255639002- GPI Coûts d'entretien_ lot 1 574 026_SO.xlsx

1255639002 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN
Préposée au budget

Diane Nguyen, conseillère budgétaire -PDS HDV
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-20

Cynthia MARLEAU
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | 1255639002 |

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

| | |
|---|---|
| Engagement de gestion 2026 | GP655639002 |

| **Imputations SGPI** | **2026** |
|---|---|
| 1001.0010000.114264.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000-- frais de sécurisation et de maintien de l'immeuble<br>1001 - AF - Général - Agglomération- Ville de Montréal/Budget régulier/114264 - Section des programmes d'entretien - Agglo/Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/Général/Général/Général/ | 10,799 $ |
| TOTAL | **10,799 $** |

**NOTES :**

Dépense à prioriser dans le budget BF du SGPI, à partir de 2027, afin d'assurer les coûts d'entretien pour cet actif.

| Estimation budget de fonctionnement | |
|---|---|
| **ENTRETIEN DU BÂTIMENT<br>ENTRETIEN SANITAIRE, PROPRETÉ ET PAYSAGER** | |
| | |
| **Description** | **Coût 1re a** |
| Achat, transport et pose de blocs | 6 186 $ |
| Affichage et sécurisation | 500 $ |
| Enlèvement dépôts sauvages au besoin | 3 600 $ |
| **Total** | **10 286** |
| **Total avec taxes** | **11 900** |

**Service d'Habitation**
**Lot # 1 574 026**

| nnée (hors taxes) | Années subséquentes |
|---|---|
| $ | 500 $ |
| | 300 $ |
| $ | 3 600 $ |
| **$** | **4 400 $** |
| **$** | **5 100 $** |

| Nom du fichier | Certification de fonds - PDS Brennan |
|---|---|

| Champs à compléter |
|---|
| Création automatique, copier/coller dans SIMON |

| Création de l'engagement | | |
|---|---|---|
| **Objet GDD** | COPIER-COLLER objet du GDD | |
| **Date** | | AAAA-MM-JJ |
| **Code U** | | Uxxxxxx |
| **Résumé de la dépense** | | Ex : Soutien financier programme sport |
| **Soutien financier** | Non | Oui / Non |
| **GDD** | | Ex : 1234567890 |
| **Service** | | |
| **No engagement** | #N/A | Ex : CU34567890 |
| **Fournisseur** | | Plus de 1 fournisseurs = Fournisseurs multiples |

| **Nom du lot** | #N/A |
|---|---|

| | | | DÉBIT |
|---|---|---|---|
| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

Certification de fonds
PDS Brennan
CERTIFICATION DE FONDS
BUDGET DE FONCTIONNEMENT

| |
|---|
| À sélectionner |
| Oui |
| Non |

| | |
|---|---|
| À sélectionner | |
| BUREAU INSPECTEUR GÉNÉRAL | BIG |
| CULTURE | CU |
| DIVERSITÉ SOCIALE | DI |
| GRANDS PARCS | GP |
| HABITATION | HA |
| TECHNOLOGIES DE L'INFORMAT | TI |
| URBANISME ET MOBILITÉ | UM |

**NE PAS TRAVAILLER DIRECTEMENT DANS LE FICHIER**
**ENREGISTRE UNE COPIE AVANT TOUTES MODIFICATIONS**

| | |
|---|---|
| **Date** | |
| **Code U** | |
| **Résumé de la dépense** | 0 |
| **GDD** | 0 |
| **No engagement** | #N/A |
| **Action** | Liquidation |

| | |
|---|---|
| **Nom du lot** | #N/A |

| | CRÉDIT | |
|---|---|---|
| **Description ligne** | **ENG** | **Description ligne** |
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| **Description ligne** | **ENG** | **Desc** |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

**Liquidation engagement**

| |
|---|
| AAAA-MM-JJ |
| Uxxxxxx |

| |
|---|
| |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |

| **cription ligne** |
|---|
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |

| cription ligne |
| --- |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |

| cription ligne |
| --- |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |

| cription ligne |
| --- |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |

## CERTIFICATION DES FONDS - PDI / HABITATION

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1255639002** |
| **No d'engagement** | **CC55639002** |

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Investissements 1919 William inc., à des fins de logements social, un terrain vacant, situé à l'est de la rue Chatham et au nord de la William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 1 574 026 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 1533,2 m², pour la somme de 9 293 113 $, plus les taxes applicables. N/Ref. : 31H05-005-7670-12/ Mandat : 24-0567-T

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

| **RCG 24-029-1 Acq. logements. soc. CG24 0601** | | **Dépense** |
|---|---|---|
| RE RCG 24-029 | 5001.5024029.802715.01909.57201.000000.0000.205639.000000.98001.00000 | 9,293,113 $ |

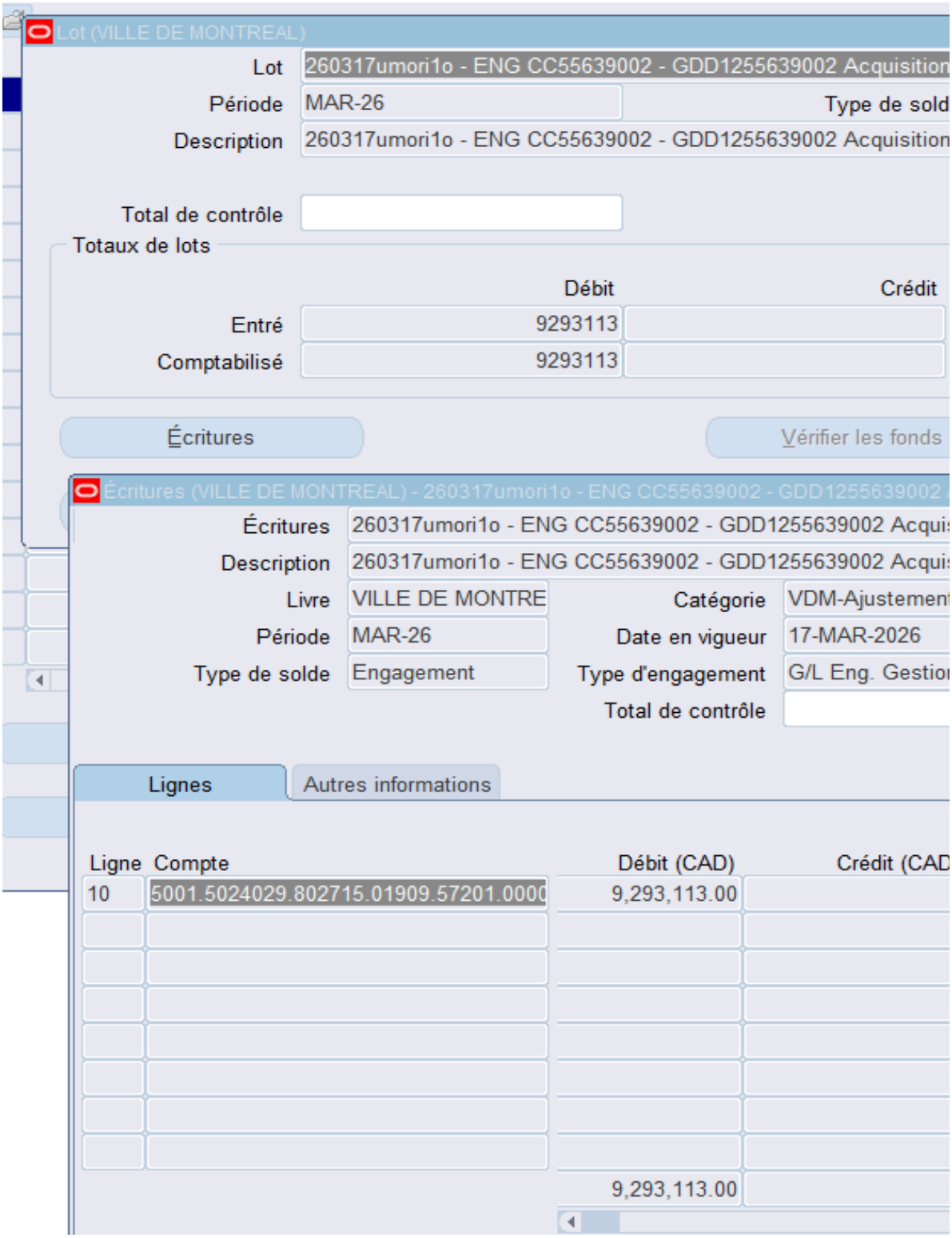
***Imputations à des fins de bon de commande***

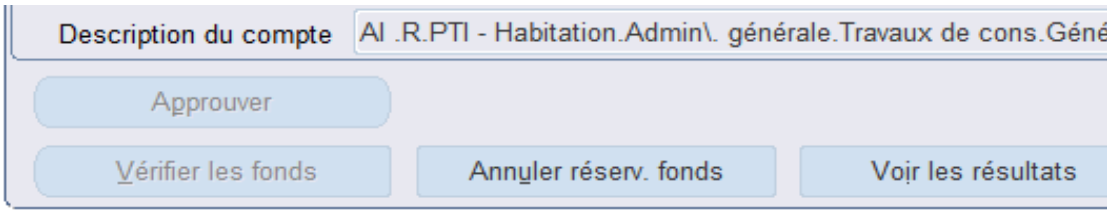
| **48009 - Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, log.soc. et abordables et pour la préparation de site** | | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|
| Acquisition | 5001.5024029.803407.05301.57403.000000.0000.208053.000000.91010.00000 | 9,293,113 $ |

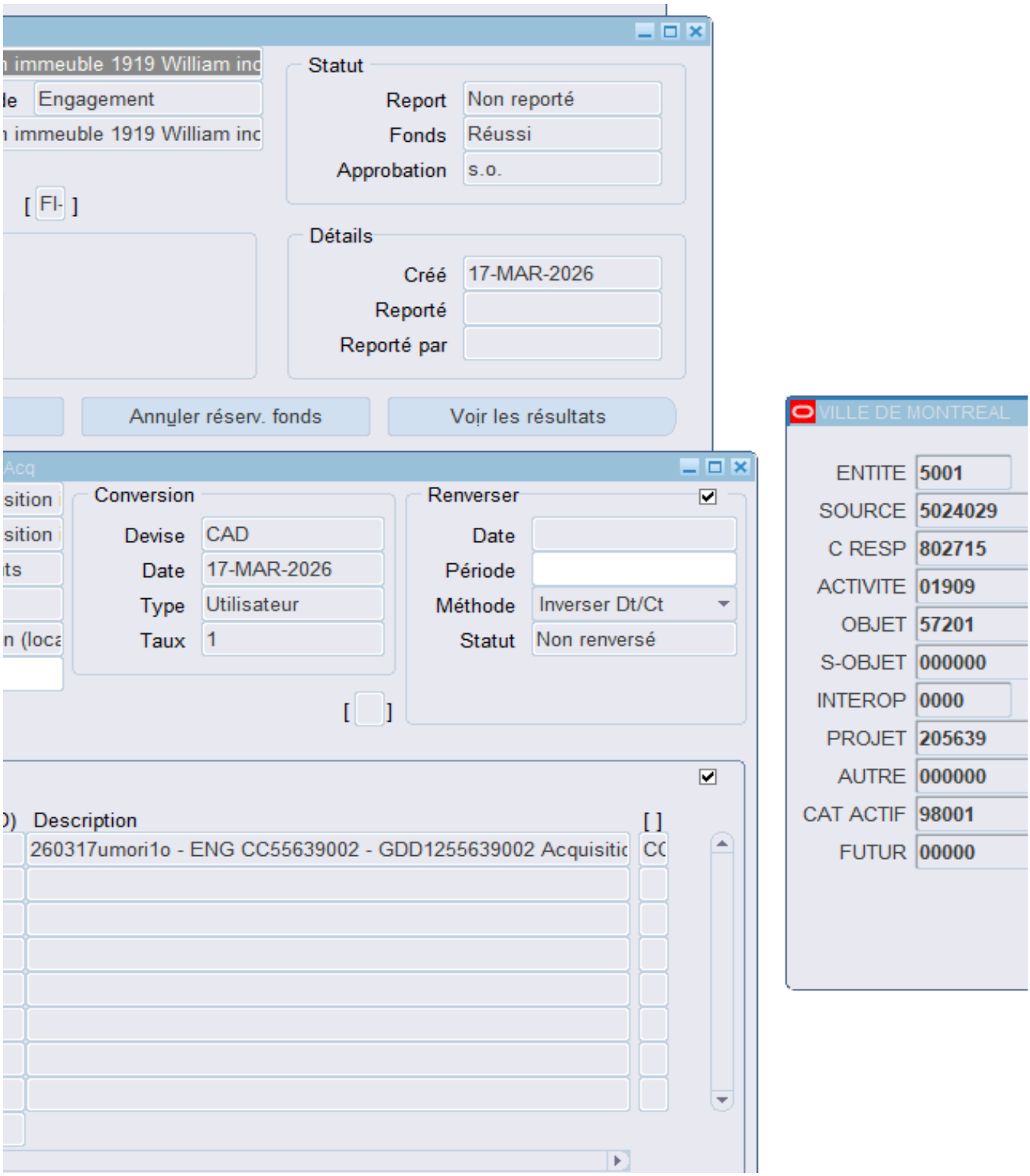
Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

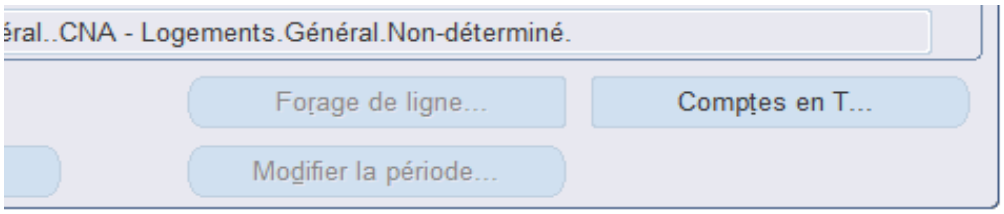
| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| 48009 - Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, log.soc. et abordables et pour la préparation de site | 9,293 | | | - | 9,293 |

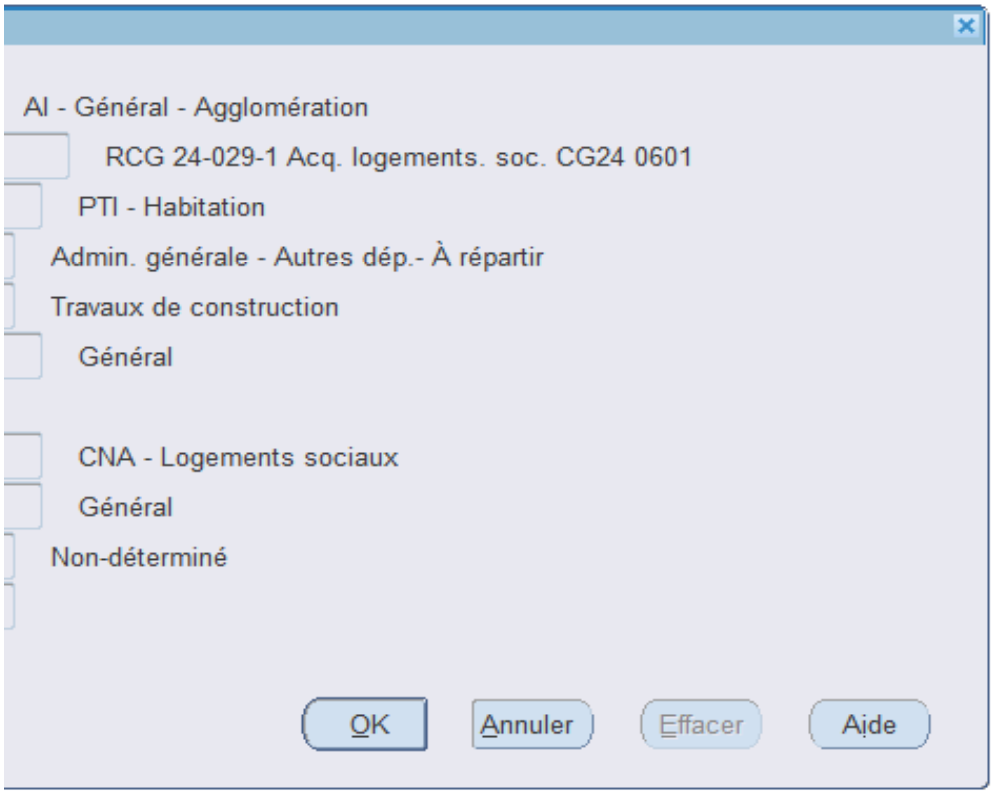
1255639002
CC55639002
GDD1255639002 Acquisition immeuble 1919 William inc.
260317umori1o - ENG CC55639002 - GDD1255639002 Acquisition immeuble 1919 William inc.




Description du compte
AI .R.PTI - Habitation.Admin\. générale.Travaux de cons.Géné
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats


immeuble 1919 William inc
Engagement
immeuble 1919 William inc
[ FI- ]
Statut
Report
Non reporté
Fonds
Réussi
Approbation
s.o.
Détails
Créé
17-MAR-2026
Reporté
Reporté par
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Acq
Conversion
Devise
CAD
Date
17-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
Description
[ ]
260317umori1o - ENG CC55639002 - GDD1255639002 Acquisitic
VILLE DE MONTREAL
ENTITE 5001
SOURCE 5024029
C RESP 802715
ACTIVITE 01909
OBJET 57201
S-OBJET 000000
INTEROP 0000
PROJET 205639
AUTRE 000000
CAT ACTIF 98001
FUTUR 00000


éral..CNA - Logements.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...


AI - Général - Agglomération
RCG 24-029-1 Acq. logements. soc. CG24 0601
PTI - Habitation
Admin. générale - Autres dép.- À répartir
Travaux de construction
Général
CNA - Logements sociaux
Général
Non-déterminé
OK
Annuler
Effacer
Aide

**Aspect(s) financier(s)**

Cette dépense de 9 293 113 $, en plus des taxes applicables, le cas échéant, sera imputée au

Le montant de cette transaction sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'ag pour une acquisition en 2025. Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

L'Immeuble sera éventuellement revendu à un organisme à but non lucratif à être identifié ultérie

Cette transaction représente une dépense de 9 293 113 $. La Ville ne doit pas prendre de provi

Entre la date où la Ville fera l'acquisition de l'Immeuble et celle de sa revente à un organisme c

Les frais de sécurisation et de maintien de l'immeuble sont estimés à 10 799,02 $ net de ristou

À titre indicatif, l'estimation des coûts de détention (net de ristournes) se détaille comme suit :

| Demande ajustement budgétaire | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Sécurité (Blocs de béton incluant transport et pose) | 6494,53 $ | 524,94 $ | 524,94 $ | 7544,41 |
| Affichage et sécurisation | 524,94 $ | 314,96 $ | 314,96 $ | 1154,86 |
| Enlèvement de dépôt sauvage et paysagement | 3779,55 $ | 3779,55 $ | 3779,55 $ | 11338, 6 |
| **Total (net de ristourne)** | **10799,02** | **4619,45** | **4619,45** | **20037,9** |

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération, car elles concernent le logement

L'information budgétaire se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

ı PDI 2026-2035 via le projet 48009 « Acquisition de terrains à des fins de réalisation de logements sociaux et c
ɡglomération RCG 24-029 Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'imm

ɛurement par le SH, selon l'encadrement administratif en vigueur au moment de la vente.
sion pour les taxes puisque l'Immeuble est destiné à la revente.
ommunautaire, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (le SGPI) sera responsable de la gɛ
urne pour 2026 et à 4619,45 $ net de ristourne pour les années subséquentes. Ces frais seront assumés à mên

| |
|---|
| $ |
| $ |
| 5 $ |
| **92** |

: social et l'aide aux sans-abris; qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de c

ommunautaires » du Service de l'habitation.

eubles et les travaux préparatoires requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux »

estion et de l'entretien de l'Immeuble.

ne le budget de fonctionnement du SGPI.

ertaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.26

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1268298001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division entrepreneuriat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le contrat de partenariat entre la Ville et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville à l'édition 2026 du StartupFest |

Il est recommandé :

1. d'approuver le contrat de partenariat entre la Ville et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville à l'édition 2026 du StartupFest;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-05-03 19:29

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268298001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division entrepreneuriat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le contrat de partenariat entre la Ville et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville à l'édition 2026 du StartupFest |

## CONTENU

### CONTEXTE

Ce sommaire sollicite l'approbation du contrat de partenariat entre la Ville de Montréal et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 480 000 $ plus taxes, qui permettra à la Ville de Montréal d'avoir accès à un grand kiosque dans la zone Salon de l'entrepreneuriat du Startupfest, afin de déployer, en mode pilote, des activités d'intérêt public de sensibilisation à l'entrepreneuriat innovant.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0388 - 19 juin 2025 : Adopter le Plan économique 2030 « Un cadre audacieux pour une métropole prospère ».

### DESCRIPTION

L'événement StartupFest se tiendra du 8 au 10 juillet, au Grand Quai de Montréal. C'est la première année que l'événement inclut une zone appelée Salon de l'entrepreneuriat, s'adressant au grand public, et située juste avant l'accès au Village StartupFest. La zone Salon de l'entrepreneuriat aura un coût d'entrée de 10 $ (prix symbolique visant à limiter l'accès des touristes).

Le partenariat concerne l'achat d'une commandite au statut de Partenaire présentateur, qui donne accès à :

- Un espace total de 900 pi² dans la zone Salon de l'entrepreneuriat, juste avant l'entrée au Village StartupFest ;
- 100 laissez-passer, ainsi que des rabais pour l'achat de billets supplémentaires ;
- Des prises de parole lors de l'ouverture ou de la clôture de l'événement ;
- 15 laissez-passer pour la soirée VIP ;
- Une visibilité accrue pour la Ville de Montréal et les activités déployées pendant l'événement ;

- Une activation sur mesure sur le site de l'événement.

L'installation d'un grand kiosque à l'entrée du StartupFest permettra de :

- Rejoindre un public large et diversifié, incluant des citoyens et des entrepreneurs potentiels qui ne se reconnaissent pas encore comme faisant partie de l'écosystème de l'innovation ;
- Incarner symboliquement la sensibilisation comme porte d'entrée vers des parcours entrepreneuriaux plus avancés ;
- Renforcer la visibilité institutionnelle de la Ville comme acteur de premier plan du développement économique et de l'entrepreneuriat ;
- Offrir une panoplie d'activités : conférences, rencontres individuelles, espaces d'information générale, cliniques, etc.

Les activités prévues sont les suivantes :

- Deux conférences sur la scène de la zone *Salon de l'entrepreneuriat* ;
- Un espace d'information et d'aiguillage, où des partenaires de PME MTL et de l'École des entrepreneurs du Québec (EEQ) pourront informer les visiteurs sur leurs offres de services ;
- Un espace Démo pour mettre en valeur des entreprises accompagnées par PME MTL ;
- Un espace de rencontres individuelles, de type cliniques, offrant un accompagnement éclair et adapté aux besoins des entrepreneurs visiteurs ;
- Un espace où des partenaires de l'écosystème de soutien entrepreneurial, s'adressant à des clientèles spécifiques et à des secteurs prioritaires, pourront promouvoir leurs services à tour de rôle.

Une évaluation sera réalisée au cours des trois journées d'activités afin d'obtenir des informations sur la valeur ajoutée d'un tel événement.

**JUSTIFICATION**

Ce projet répond à l'axe 2 du Plan économique 2030 de la Ville, qui vise à améliorer l'accès et la participation à la vie économique, notamment à l'orientation 2.2 : stimuler un écosystème entrepreneurial de proximité qui répond aux besoins changeants des entreprises, des entrepreneuses et des entrepreneurs, en offrant des ressources et un soutien adaptés.

Bien que l'écosystème montréalais de soutien à l'entrepreneuriat soit riche, il demeure complexe à comprendre et à intégrer, ce qui constitue une barrière à l'entrée pour les entrepreneurs en phase initiale. Un événement regroupant, en un même lieu, les principaux acteurs — sous le leadership de PME MTL — facilitera la rencontre entre les clients potentiels et les services offerts.

Par ailleurs, l'adoption de l'innovation dès la création d'une entreprise, ou comme levier d'amélioration de la productivité et de la compétitivité des PME, constitue une priorité identifiée par la Division entrepreneuriat du SDÉ. La littérature et les analyses sectorielles démontrent de manière récurrente l'impact positif de l'innovation sur la croissance, la pérennité et la capacité d'adaptation des entreprises. Toutefois, l'innovation ne constitue pas toujours une priorité pour les PME. L'événement représente ici un contexte propice à son déploiement.

Réaliser cette activité dans le cadre du StartupFest permettrait de bénéficier d'un environnement axé sur la créativité, l'innovation et les affaires, qui viendrait renforcer les

activités ciblées de sensibilisation organisées au kiosque de la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 551 880 $ (taxes incluses). Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique Axe Facilitant. Source budgétaire: Réflexe II.
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, telle qu'il est prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce contrat de partenariat contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Il es prévu que le projet pilote ait les retombées suivantes :
- Renforcement de la perception de l'innovation comme levier de croissance, de productivité et de compétitivité.
- Démystification de l'entrepreneuriat innovant auprès de publics comme les propriétaires de très petites entreprises ou qui ne se considèrent pas spontanément comme « entrepreneurs »
- Rayonnement de la Ville comme acteur mobilisateur autour de l'entrepreneuriat et de l'innovation pour levier de consolidation et de croissance.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications et des affaires publiques

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

À partir de l'approbation du sommaire à la mi-mai :
- Signature de l'entente ;
- Confirmation avec Embrase inc. des besoins sur la mise en place du kiosque (activation sur mesure) ;
- Organisation des activités avec le soutien des équipes de PME MTL.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Julie DOYON, Service des affaires juridiques

Lecture :

Julie DOYON, 2 mai 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Virginia GUERSTEIN
Commissaire au développement économique

**Tél :** (438) 354-4028
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-29

Daniel MATHIEU
chef(fe) de division - developpement economique

**Tél :** (438) 400-9712
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Steves BOUSSIKI SOM
Directeur(-Trice) - developpement du territoire

**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-05-01

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-05-01

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268298001
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : Approuver le contrat de partenariat, comprenant l'achat d'une commandite, entre la Ville de Montréal et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville de Montréal à l'édition 2026 du StartupFest.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouisse ment de toutes et tous les acteurs et réseaux de villes à l'international*<br><br>*14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des orga- nisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>***Priorités 8***<br>• *Promotion de l'entrepreneuriat auprès d'entrepreneurs et futurs entrepreneurs issus de la diversité culturelle, immigrants, femmes, jeunes, LGBTQ+, handiquapés, etc au Salon de l'entrepreneuriat*<br><br>***Priorités 14:*** | | | |

- *Promotion de l'innovation comme moteur pour le développement des affaires des PME*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1268298001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division entrepreneuriat |
| **Objet :** | Approuver le contrat de partenariat entre la Ville et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville à l'édition 2026 du StartupFest |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le projet d'accord de partenariat du salon de l'entrepreneuriat au sein du StartupFest 2026 à intervenir entre la Ville de Montréal et Conseillers d'affaires Embrase inc.

**FICHIERS JOINTS**

2026-05-02 Accord Ville de Montreal et Startupfest VISE.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie DOYON
Avocate
**Tél :** 438-350-6953

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-05-02

Julie DOYON
Avocate
**Tél :** 438-350-6953
**Division :** Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

1er mai 2026

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

# ACCORD DE PARTENARIAT DU SALON DE L'ENTREPRENEURIAT AU SEIN DU STARTUPFEST 2026

8–10 juillet 2026

**ENTRE**

Conseillers d'Affaires Embrase Inc. (ci-après appelée « Embrase »)
363-800 Rue du Square Victoria
Montreal, Quebec
H3C 0B4

**ET**

Ville de Montréal (ci-après appelée « Ville de Montréal »)
85, rue Notre-Dame Est, 1er étage
Montréal, Québec
H2Y 1B5

**LE PRÉSENT ACCORD a été rédigé le 28 avril 2026.**

**CONSIDÉRANT QUE,** Embrase est responsable du Salon de l'entrepreneuriat au sein du Startupfest, une conférence d'affaires basée à Montréal, dont le mandat est de :

- Favoriser l'accélération de l'apprentissage et le transfert de connaissances par des interactions entre pairs et la collaboration entre les fondateurs d'entreprises technologiques en phase de démarrage, en augmentant le nombre, la qualité et la continuité de ces interactions ;
- Créer des occasions plus efficaces de réseautage entre les différentes parties prenantes de l'écosystème technologique canadien, incluant les entrepreneurs en devenir, les travailleurs autonomes, les étudiants universitaires, les entreprises en démarrage, les investisseurs, les leaders de l'industrie, les visionnaires technologiques, les associations sectorielles, les organismes gouvernementaux, les consultants indépendants et les fournisseurs de services ;
- Soutenir le réseautage, le transfert de connaissances et le partage des meilleures pratiques entre la communauté technologique de Montréal et celles d'autres pôles technologiques en Amérique du Nord et à l'international ;
- Établir à Montréal une conférence de référence offrant un contenu de grande valeur, incluant des démonstrations, des conférences, des activités de réseautage et des ateliers, à l'écosystème mondial des startups, incluant les entrepreneurs potentiels, les startups en phase embryonnaire, les investisseurs en phase de démarrage et les groupes technologiques.

**CONSIDÉRANT QUE**, Ville de Montréal a accepté de contribuer au Salon de l'entrepreneuriat au sein du Startupfest en participant à titre de partenaire (tel que décrit plus en détail dans les sections ci-dessous) :

**PAR CONSÉQUENT,** les parties conviennent de ce qui suit :

## Embrase s'engage à fournir ce qui suit :

Visibilité :
• Statut de Partenaire Présentateur : Placement de logo de premier niveau sur l'ensemble des supports en ligne et imprimés liés au Startupfest (site web, réseaux sociaux, infolettre, affichage sur place, etc.)

Billets :
• 100 laissez-passer pour le Startupfest du 8 au 10 juillet.
• 15 laissez-passer pour l'événement exclusif aux partenaires et aux intervenants du Startupfest la soirée du 9 juillet 2026.

Espace :
• 5 Espaces dédiés de 20 pi x 10 pi dans lequel l'espace peut héberger l'activation au choix de la Ville de Montréal, avec l'approbation de l'équipe d'Embrase.
• Affichage de base inclus
• Mobilier non inclus.

Prise de parole :
• Intervention de dix minutes sur scène par un.e représentant.e de la Ville de Montréal à l'ouverture ou à la fermeture du Startupfest.

Activation sur mesure :
• Contenu sur la scène du Salon de l'entrepreneuriat sur la thématique au choix de la Ville de Montréal, avec l'approbation de l'équipe d'Embrase.

## Ville de Montréal s'engage à ce qui suit :

Paiement :
• Payer 480 000 $ + taxes CAD conformément aux modalités de paiement énoncées ci-dessous.

Billets :

• Veiller à ce que toutes les personnes invitées par Ville de Montréal soient inscrites aux événements avec les codes fournis par Embrase.
• Confirmer la participation des partenaires représentés dans l'Espace de la Ville de Montréal et lors des blocs de contenus sur scène présentés par la Ville de Montréal.

Promotion :
• Promouvoir activement la présence de Ville de Montréal à l'événements auprès de son réseau et sur les réseaux sociaux
• Fournir tous les textes liés à la promotion de l'espace de la Ville de Montréal et de ses interventions sur scène, conformément aux délais du calendrier de promotion convenu avec le Startupfest.

**Modalités de paiement**
• Paiement dû à la réception de la facture.
• Le paiement total doit être reçu au plus tard le 25 juin 2026, faute de quoi Embrase se réserve le droit d'annuler cet ACCORD. Tout montant payé par le Partenaire est non remboursable, et le paiement total demeure dû à Startupfest.
• À défaut de réception du paiement conformément aux modalités de paiement, des intérêts seront exigés au taux de 2 % par mois.

**Durée**
La durée du présent ACCORD (la « Durée ») s'étend de la date de signature jusqu'au 12 juillet 2026.

**Dispense**
Aucune modification du présent ACCORD, ni retard ou omission de l'un des termes demandant une action ou un résultat ne doit être une liaison ou interprété comme une dispense, sauf si les PARTIES s'y entendent par écrit.

**Force majeure**
Aucune des parties ne sera tenue responsable de l'inexécution de ses obligations en vertu de cet ACCORD si elle en est empêchée en raison d'une cause ou de causes hors de son contrôle, y compris, sans limitation, des catastrophes naturelles ou des actes de terrorisme, des émeutes, des grèves, la guerre et les restrictions du gouvernement.

**La fin du partenariat**
Mettre fin au partenariat avant l'échéance :

**Résiliation par Ville de Montréal**
Ville de Montréal peut mettre fin au Contrat avant la date prévue :
• si Embrase ne respecte pas l'une des obligations du Contrat et ne corrige pas ce défaut dans les 10 jours suivant la réception d'un avis de défaut (« Avis de défaut ») ;

• si Embrase ne respecte pas l'une des obligations du Contrat et que ce défaut est par nature incorrigible ;
• si les déclarations de Embrase se sont révélées fausses, inexactes ou trompeuses, en tout ou en partie ;
• s'il y a cessation des activités de Embrase ou un changement majeur dans la présentation d'éléments du partenariat ;
• s'il y a faillite ou insolvabilité de Embrase ou toute autre situation financière jugée Critique ;
• s'il y a abandon, annulation ou report d'un élément majeur du partenariat.

Pour ce faire, Ville de Montréal devra transmettre un avis écrit à Embrase (« Avis de fin du partenariat »). Le Contrat expire le jour suivant la réception de l'Avis de fin du partenariat. Toute contribution non payée ou obligation non réalisée ne pourra être exigée. Ville de Montréal conservera ses droits et autres recours, notamment en ce qui a trait au remboursement des sommes déjà versées, proportionnellement à la contrepartie dont Embrase aura déjà bénéficié. Le montant du remboursement sera établi de bonne foi entre Ville de Montréal et Embrase.

**Résiliation par Embrase**
Embrase peut mettre fin au Contrat avant la date prévue :
• si Ville de Montréal ne respecte pas l'une des obligations du Contrat et ne corrige pas ce défaut dans les 10 jours suivant la réception d'un avis de défaut (« Avis de défaut ») ;
• si Ville de Montréal ne respecte pas l'une des obligations du Contrat et que ce défaut est par nature incorrigible ;
• si les déclarations de Ville de Montréal se sont révélées fausses, inexactes ou trompeuses, en tout ou en partie ;

Pour ce faire, Embrase devra transmettre un avis écrit à Ville de Montréal (« Avis de fin du partenariat »). Le Contrat expire le jour suivant la réception de l'Avis de fin du partenariat. Toute contribution non payée ou obligation non réalisée ne pourra être exigée. Embrase conservera ses droits et autres recours. Embrase s'engage à rembourser les sommes déjà versées par la Ville de Montréal, proportionnellement à la contrepartie dont Embrase aura déjà bénéficié. Le montant du remboursement sera établi de bonne foi Ville de Montréal et Embrase.

**Propriété intellectuelle :**
Les PARTIES se concèdent mutuellement tous les droits de propriété intellectuelle pouvant être concédés sous licence par l'une ou l'autre des PARTIES et nécessaires à l'exécution de leurs obligations respectives en vertu du présent ACCORD. Le présent ACCORD ne confère à aucune des PARTIES le droit d'utiliser les marques de commerce, noms commerciaux ou marques de service de l'autre PARTIE ou de ses sociétés affiliées à toute autre fin que celle prévue aux présentes. Embrase est le seul et unique propriétaire des marques de commerce de Startupfest et de Salon de l'entrepreneuriat.

**Général :**

Cet ACCORD est régi par les lois du Québec, Canada. Si une disposition de cet ACCORD est jugée inapplicable, les autres dispositions resteront néanmoins pleinement en vigueur. Cet ACCORD constitue l'intégralité de l'entente entre les PARTIES en ce qui concerne l'objet du présent. Cet ACCORD peut être exécuté par télécopie. Cet ACCORD annule et remplace toutes ententes, communications et déclarations verbales ou écrites antérieures entre les PARTIES concernant le sujet contenu dans le présent, à l'exception de tout accord de confidentialité. Aucun bon de commande ou autre document de commande prétendant modifier ou compléter le texte imprimé de cet ACCORD ne doit ajouter ou modifier les termes de cet ACCORD. Toutes les variations, modifications ou ajouts proposés au présent ACCORD seront considérés et pris en compte, sauf s'il y a un accord mutuel par écrit.

**Langue :**
Les PARTIES déclarent avoir demandé que le présent ACCORD et tous les documents afférents soient rédigés en français.
*The PARTIES declare that they have requested that this AGREEMENT and all accessory documents be drafted in French.*

**Exécution :**
Les PARTIES acceptent par le présent tous les termes ci-dessus et que le présent ACCORD a été signé par un agent dûment autorisé ou un représentant d'agent.

_____
Philippe Telio
Président
Conseillers d'affaires Embrase Inc.
Date :

_____
Nom :
Titre :
Ville de Montréal
Date :

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268298001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division entrepreneuriat |
| **Objet :** | Approuver le contrat de partenariat entre la Ville et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville à l'édition 2026 du StartupFest |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD - 1268298001 - StartupFest.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Yvette MUNEZERO
Agente comptable analyste
**Tél :** 514 872 0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-05-01

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier et de l'évaluation foncière

**NO GDD :** 1268298001

**Engagement** CC68298001

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Provenance:** Réflexe 2

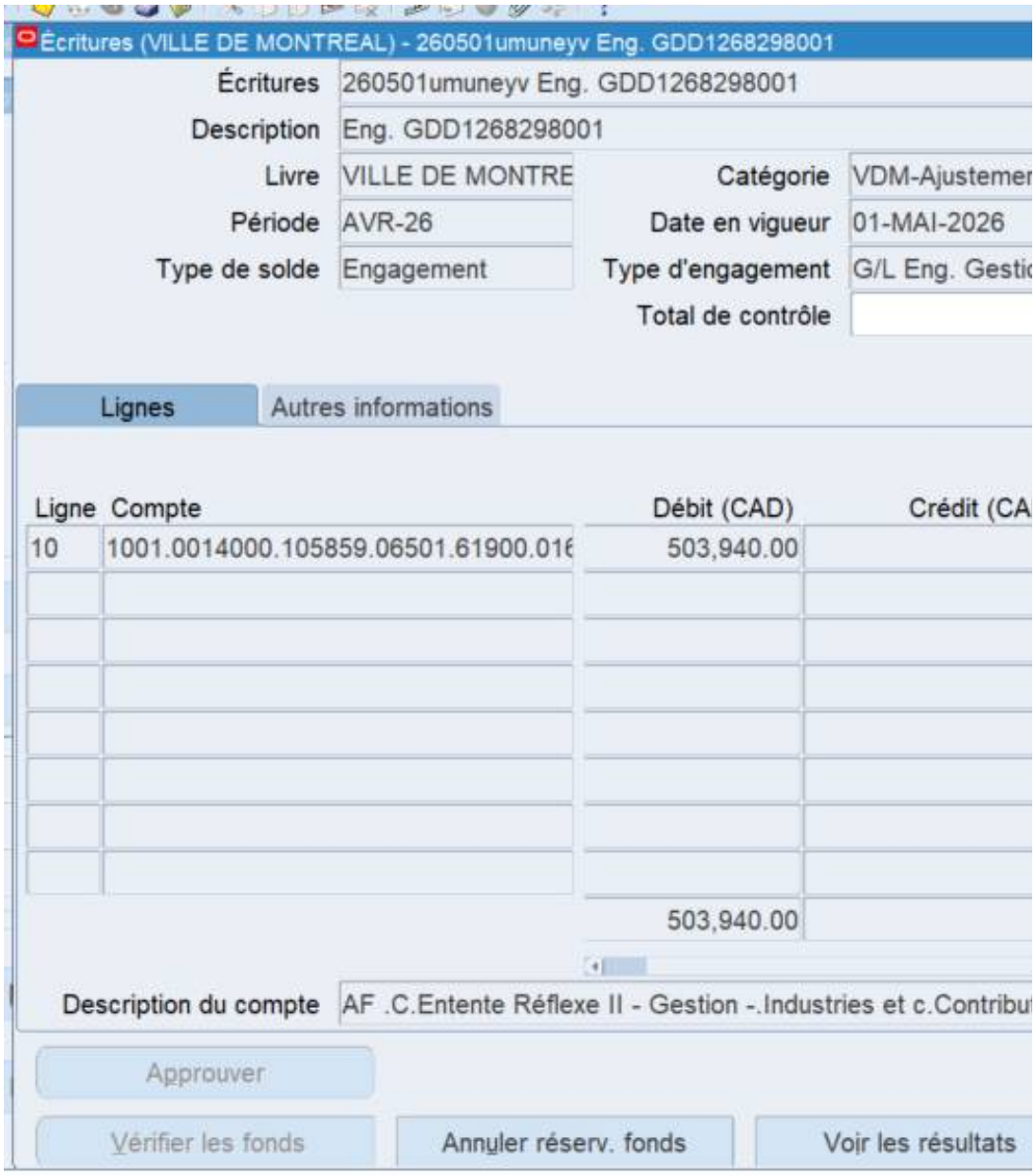
| Approuver le contrat de partenariat, comprenant l'achat d'une commandite, entre la Ville de Montréal et Conseillers d'Affaires Embrase inc. pour un montant total de 551 880 $ (taxes incluses), dans le cadre de la participation de la Ville de Montréal à l'édition 2026 du StartupFest. | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes |
|---|---|---|---|
| 1001.0014000.105859.06501.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 | 480,000.00 $ | 551,880.00 $ | 503,940.00 $ |

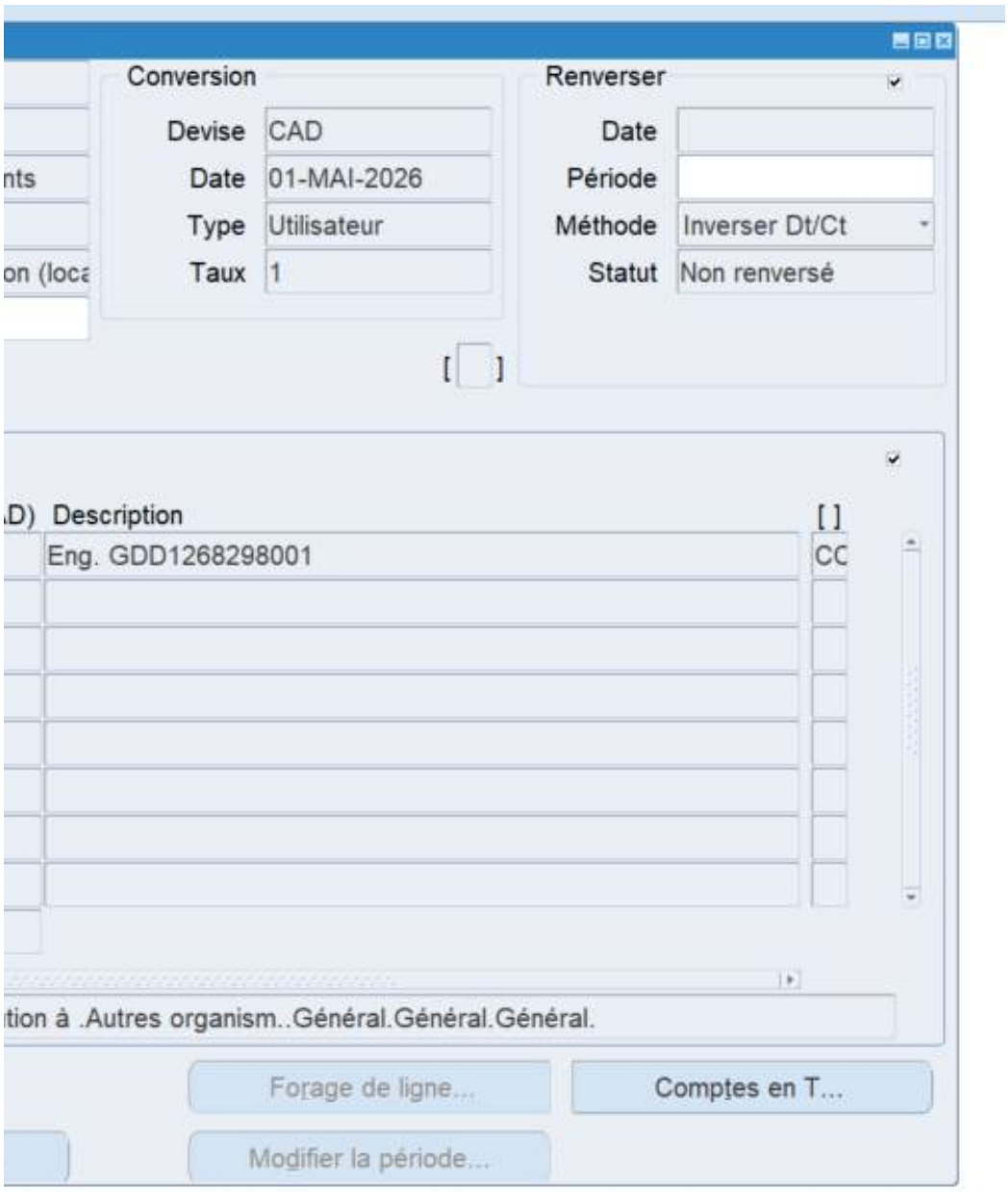
**Destination :**

| | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes |
|---|---|---|---|
| 1001.0014000.105859.06501.54506.000000.0000.005352.000000.00000.00000 | 480,000.00 $ | 551,880.00 $ | 503,940.00 $ |

Note : Il est possible que la clé de destination change au niveau des segmens autre et projet

260501umuneyv Eng. GDD1268298001




Conversion
Devise CAD
Date 01-MAI-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Description
Eng. GDD1268298001
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.27

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1268042001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 2e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., représentée par Management du Groupe Redbourne inc., pour un terme d'un an à compter du 1er août 2026, des espaces aux 1er, 2e, 3e et 4e étage de l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu comme étant la Tour Télus, d'une superficie de 75 796 pieds carrés, à des fins de bureaux pour le Service des finances et de l'évaluation foncière, pour un loyer total de 3 613 092 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 1 374 681 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 1 924 553 $, au net (Bâtiment # 8248) |

Il est recommandé:

1. d'approuver la 2e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., représentée par Management du Groupe Redbourne inc., pour un terme d'un an à compter du 1er août 2026, des espaces aux 1er, 2e, 3e et 4e étage de l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu comme étant la Tour Télus, d'une superficie de 75 796 pieds carrés, à des fins de bureaux pour le Service des finances et de l'évaluation foncière, pour un loyer total de 3 613 092 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la 2e convention de modification de bail;
2. d'autoriser, pour l'année 2026, un virement budgétaire de 1 374 681 $ net de ristourne en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration soit 692 839 $ (50,4 %) relevant de la compétence locale et 681 842 $ (49,6 %) de la compétence d'agglomération, vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour le paiement du loyer en 2026;
3. d'approuver, pour l'année 2027, un ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour une somme de 1 924 553 $ net de ristourne;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-17 11:19

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1268042001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 2e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., représentée par Management du Groupe Redbourne inc., pour un terme d'un an à compter du 1er août 2026, des espaces aux 1er, 2e, 3e et 4e étage de l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu comme étant la Tour Télus, d'une superficie de 75 796 pieds carrés, à des fins de bureaux pour le Service des finances et de l'évaluation foncière, pour un loyer total de 3 613 092 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 1 374 681 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 1 924 553 $, au net (Bâtiment # 8248) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis le 1er juin 2017, la Ville de Montréal (Ville) loue, de 630 René-Lévesque West Property Co, des espaces situés aux 1er, 2e, 3e, 4e, 6e et 8e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, d'une superficie totale de 108 818 pi². Ces espaces sont actuellement occupés par les employés du Service des finances.
La Ville souhaite prolonger son bail actuel pour une période d'une année, pour les espaces situés aux 1er, 2e, 3e et 4e étages, d'une superficie de 75 796 pi² (réduction d'espaces), afin de permettre au Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) de compléter son plan de direction des espaces administratifs et répondre aux besoins d'espaces dans la perspective d'un retour au travail.

Le Service de la stratégie immobilière (SSI) a été mandaté afin de négocier une convention de modification de bail entre les parties.

Le présent sommaire vise à faire approuver, auprès des autorités compétentes, cette convention.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0287- 31 mai 2018 - Approuver le projet de convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 7 ans et 6

mois, à compter du 1er février 2019, des espaces situés au 8e étage de l'immeuble du 630, boulevard René-Lévesque Ouest, à des fins de bureaux, pour une dépense totale de 6 234 950,54 $, taxes incluses incluant les travaux d'aménagement, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention / Ajuster, pour les années 2019 et suivantes, la base budgétaire du Service de la gestion et de la planification immobilière.
CG16 0545- 19 septembre 2016- Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour un terme de 9 ans à compter du 1er juin 2017, des espaces aux 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étages de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 35 333 296,01 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail - Dépense totale pour ce projet de 38 838 895,14 $, taxes incluses.

**DESCRIPTION**

Ce dossier a pour but de faire approuver la deuxième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 630 René-Lévesque West Property Co., pour une période d'un an, à compter du 1er août 2026, des locaux situés au 1er, 2e, 3e et 4e étage d'une superficie de 75 796 p², de l'immeuble sis au 630 boulevard René-Lévesque Ouest, à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 3 613 091,86 $, taxes incluses, conformément aux dispositions prévues à la convention.
À compter du 1er août 2026, le locateur a le droit de résilier le bail sur préavis écrit de 6 mois advenant la conclusion d'une éventuelle entente de location pour un locataire qui souhaite occuper 2 étages contigus de l'immeuble, le tout sans indemnité ou compensation quelconque payable à la Ville de Montréal.

Cette convention de modification de bail a été négociée de gré à gré.

**JUSTIFICATION**

Cette location est nécessaire afin d'héberger les employés du Service des finances, le temps que le SGPI élabore et mette en œuvre une stratégie d'occupation des espaces administratifs.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le tableau suivant représente le loyer annuel que devra défrayer la Ville de Montréal pour cette location.

| **1er, 2e, 3e et 4e étage** | **2026 (5 mois)** | **2027 (7 mois)** | **Total** |
|---|---|---|---|
| Loyer de base | 536 888,33 $ | 751 643,67 $ | 1 288 532,00 $ |
| Loyer F.E | 429 194,85 $ | 600 872,79 $ | 1 030 067,64 $ |
| Loyer taxes foncières | 343 292,72 $ | 480 609,80 $ | 823 902,52 $ |
| Loyer annuel avant les taxes | 1 309 375,90 $ | 1 833 126,26 $ | 3 142 502,16 $ |
| TPS 5% | 65 468,80 $ | 91 656,31 $ | 157 125,11 $ |
| TVQ 9,975% | 130 610,25 $ | 182 854,34 $ | 313 464,59 $ |
| **Loyer annuel taxes incluses** | **1 505 454,94 $** | **2 107 636,92 $** | **3 613 091,86 $** |
| Ristourne TPS 100% | (65 468,80) $ | (91 656,31) $ | (157 125,11) $ |
| Ristourne TVQ 50 % | (65 305,12) $ | (91 427,17) $ | (156 732,30) $ |
| Loyer annuel net de taxes | 1 374 681,02 $ | 1 924 553,43 $ | 3 299 234,46 $ |

Le taux unitaire annuel incluant les frais d'exploitation pour la durée de cette location est de 41,46 $/pi². Le loyer marchand, incluant tous les frais d'exploitation, pour ce type d'immeuble dans le même secteur oscille, entre 39 $/pi² et 45 $/pi².

Pour l'année 2026, un virement budgétaire d'un montant total de 1 374 681 $, net de

ristourne, sera effectué à partir des dépenses contingentes imprévues d'administration, soit 692 839$ (50,4%) relevant de la compétence locale et 681 842$ (49,6%) de la compétence d'agglomération, vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation, afin de couvrir le paiement du loyer en 2026.

Pour l'année 2027, un ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour une somme de 1 924 553 $ net de ristourne est requis.

Le service des finances et de l'évaluation foncière occupe 100% des espaces, cette dépense est mixte.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense sera assumée par le budget de fonctionnement du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise uniquement la prolongation temporaire d'un bail existant afin d'assurer la continuité des opérations administratives et l'hébergement des employés, sans intervention, mesure ou objectif ayant une portée structurante ou mesurable à l'égard de ces engagements.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le refus d'approuver ce dossier, de nouveaux espaces à bureaux devront être trouvés pour relocaliser les employés du Service des finances.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s.o.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Janos COURVILLE, Service de la gestion et planification des immeubles
Karine DAGENAIS LANGLOIS, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

**Tél :** 514-297-1315
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-01

Nicole RODIER
Cheffe de division - Division des locations immobilières

**Tél :** 514-609-3252
**Télécop. :**

Convention négociée par M. Joel Gaudet, chef d'équipe à la Division des locations immobilières.

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
Directrice de service - strategie immobiliere
**Tél :** (514) 589-7449
**Approuvé le :** 2026-04-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268042001
Unité administrative responsable : *SSI*
Projet : Ouvrage # 8248

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | **x** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>s.o. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>s.o. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# BAIL

**ENTRE :** **630 RENE-LEVESQUE WEST PROPERTY CO.,** personne morale légalement constituée, ayant son siège au 900 - 1959 Upper Water Street, Halifax, province de la Nouvelle Écosse, B3J 2X2, agissant et représentés par John Sullivan et / ou Peter Coughlin, dûment autorisé aux fin des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) octobre deux mille six (2006); et

b) la résolution numéro CG16 0545, adoptée par le conseil agglomération à sa séance du 29 septembre 2016;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

**1.1** **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

**1.2** **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

**1.3** **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

pratiques comptables reconnues.

**1.4** **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

**1.5** **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

**1.6** **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10%) des Frais d'exploitation.

**1.7** **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, mais excluant la consommation électrique exclusive des Lieux loués, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

**1.8** **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

**1.9** **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

**1.10** **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

**1.11** **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

**1.12** **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

**1.13** **Travaux d'aménagement initiaux** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe A et amendé par l'Annexe G, et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.1** **Désignation :** Un local situé au 1er , 2e, 3e, 4e et 6e du bâtiment sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, à Montréal, province de Québec, H3B 1S6 tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 179 387 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**2.2** **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à quatre-vingt-quatorze sept cent quatre-vingt-quinze pieds carrés (94 795 $pi^2$).

La Superficie locative des Lieux loués sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de début du Bail et liera les parties rétroactivement à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux loués, la Superficie locative des Lieux loués ne peut excéder celle fixée ci-dessus.

**2.3** **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice est fixée à six cent vingt-deux mille cent soixante-quinze pieds carrés (622 175 $pi^2$).

La superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.]

**2.4** **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à quinze virgule vingt-quatre pour cent (15,24%) de la Superficie locative de l'Édifice.

Cette quote-part sera ajustée à la suite du mesurage effectué conformément aux dispositions des articles 2.2 et 2.3, le cas échéant.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice est augmentée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de l'Édifice destinés à la location incluant cette augmentation de superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux visant toute telle augmentation de la Superficie locative de l'Édifice. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention.

**2.5** **Stationnement :** Pendant la Durée, le Locateur fournira au Locataire un maximum de dix (10) places de stationnement réservées et dix (10) places de stationnement non-réservées dans l'installation de stationnement souterrain localisé sous l'Édifice à Bureaux au coût de cinquante pour cent (50 %) des coûts de stationnement en vigueur, payable par le Locataire.

À titre d'information uniquement, pour février 2016, le coût d'une place de stationnement non-réservée s'élève à trois cent vingt-deux dollars et cinquante cents (322,50 $) par mois, incluant les taxes de vente et le coût d'une place de stationnement réservée s'élève à quatre cent trente-neuf dollars et soixante-dix-huit cents (439,78 $) par mois, incluant les taxes de vente.

Le Locataire aura le droit durant toute la durée du bail et de ses renouvellements de bénéficier de 18 espaces de stationnement non réservés additionnels selon le taux en vigueur. Le ratio est de 1 espace par 2500 pieds carrés loués pour un total de 38 espaces de stationnement.

## ARTICLE 3
## DURÉE

**3.1** **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de neuf (9) ans, commençant après la période d'emménagement prévue à l'article 5.5, soit le premier (1er) juin deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente et un (31) mai deux mille vingt-six (2026).

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail, tel que prévu à l'article 5,5.

**3.2** **Droit de résiliation :** Le Locataire pourra résilier le Bail le 30 juin 2023 (la « Date de Résiliation »), en donnant un avis écrit (l'« Avis de Résiliation ») au Locateur douze (12) mois avant la Date de Résiliation, soit au plus tard le 30 juin 2022.

Dans l'éventualité où le Locataire exercerait son droit de résilier le Bail, il devra payer au Locateur une pénalité, concernant la totalité des Lieux Loués, de cinq millions six cent mille dollars (5 600 000 $), plus les taxes applicables qu'il devra avoir transmise avec l'Avis de Résiliation au plus tard le 30 juin 2022, sans quoi le droit de résiliation devient nul et non avenu.

Ce droit est personnel au Locataire.

**3.3** **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (2) termes additionnels et consécutifs de neuf (9) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer de base qui sera alors :

Pour la première (1ère) option de renouvellement

a) Pour le terme du 1er juin 2026 au 31 mai 2029, le loyer de base annuel sera de dix-huit dollars le pied carré (18,00$ / pi$^2$);

b) Pour le terme du 1er juin 2029 au 31 mai 2032, le loyer de base annuel sera de dix-neuf dollars le pied carré (19,00$ / pi$^2$);

c) Pour le terme du 1er juin 2032 au 31 mai 2035, le loyer de base annuel sera de vingt dollars le pied carré (20,00$ / pi$^2$);

Le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour la deuxième (2ième) option de renouvellement

Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à l'échéance de première option de renouvellement, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de cent vingt (120) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

**3.4** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

## ARTICLE 4
## LOYER

**4.1** **Loyer** : Pour la première année du terme, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de trois million trois cent quarante mille cinq cent soixante-quinze dollars et quatre-vingt-quatre cents (3 340 575,84 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de deux cent soixante-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-un dollars et trente-deux cents (278 381,32 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4 et à l'article 4.2.

**4.2** **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base | |
| du 1er juin 2017 au 31 mai 2020 | 14,50 $/pi² |
| du 1er juin 2020 au 31 mai 2023 | 15,50 $/pi² |
| du 1er juin 2023 au 31 mai 2026 | 17,00 $/pi² |
| ► Taxes foncières | 9,99 $/pi² |
| ► Loyer électricité exclusive dans les Lieux loués | 1,06 $/pi² |
| ► Frais d'exploitation | 9,69 $/pi² |
| Total : | 35,24 $/pi² |

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | 26 |

**4.3** **<u>Ajustement des Frais d'exploitation</u>** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

**<u>Ajustement de l'électricité exclusive dans les Lieux loués</u>** : Pour toute la durée du Bail, le Locataire s'engage à verser au Locateur, à titre de loyer additionnel pour la consommation d'électricité dans les Lieux loués, un dollars et six cents le pi² carré (1,06 $/pi²), excluant les Frais d'administration et gestion mais excluant les Taxes de vente. Ce montant sera ajusté annuellement à la date anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie du compte d'électricité démontrant la consommation du Locataire dans les Lieux loués, à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant d'électricité exclusive dans les Lieux loués versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une facture à cet effet.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant de l'électricité exclusive dans les Lieux loués versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

À noter qu'aucun Frais d'administration et de gestion ne sera facturé par le Locateur pour l'ajustement de d'électricité exclusive dans les Lieux loués.

**4.4** **<u>Période de gratuité</u>**

Le Locataire ne sera pas tenu de payer le Loyer de base prévu à l'article 4,2 pour les six (6) premier le mois du Bail.

**4.5** **<u>Allocation pour travaux</u>**

Si le Locataire exercer la première option de renouvellement, celui-ci bénéficiera d'une allocation de trente dollars pied carré (30 $/pi²) pour les Lieux loués au 1er ,2e, 3e 4e et 6e étages pour faire effectuer par le Locateur, pour le compte du Locataire, des travaux d'améliorations locatives aux Lieux loués pendant la durée du Bail, tel que prévu à l'article 6,2. Des frais de supervision, d'administration et de coordination des travaux de dix pour cent (10 %) seront payables au Locateur. Le montant de cette allocation sera réduit automatiquement du montant des factures payables de temps à autre par le Locateur (plus les frais de supervision, d'administration et de coordination susmentionnés) relativement aux travaux d'améliorations locatives effectués par le Locateur pour le compte du Locataire en vertu des dispositions de l'article 6.2. Tous montants requis pour payer tous tels travaux en sus du montant de l'allocation seront payables par le Locataire. Le Locataire pourra utiliser le montant de cette allocation, à sa discrétion, pendant tout le premier (1er) terme de renouvellement. Si, à la fin du premier (1er) terme de renouvellement du Bail, le Locataire n'a pas utilisé cette allocation, en tout ou en partie, alors le Locateur devra verser au Locataire, dans les dix (10) jours de la fin du premier (1er) terme de renouvellement du Bail, tout montant qui n'aura pas été ainsi utilisé par le Locataire.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 5
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

**5.1** **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique, à l'exception des clarifications décrites dans la lettre relative aux critères de construction (Annexe G), les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités suivantes :

**5.1.1.** Les plans préliminaires approuvés par le Locataire serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert. Afin de respecter la date de début du Bail, les plans préliminaires devront être approuvés au plus tard le 26 août 2016.

**5.1.2.** Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

**5.1.3.** Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

**5.1.4.** Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux.

**5.1.5.** Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement initaux.

**5.1.6.** L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

**5.1.7.** Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

**5.1.8.** Le Locataire pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement initiaux afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement initiaux.

**5.1.9.** Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux d'aménagement initiaux afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

**5.1.10.** Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

**5.2** **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement initiaux devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard le 15 mai 2017.

**5.3** **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement initiaux seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

**5.4** **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement initiaux à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation et l'état du stationnement lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

**5.5** **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement. À cet effet, le Locateur devra confirmer par écrit au Locataire les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à l'article 3.1.

**5.6** **Retard** : Si les Travaux d'aménagement initiaux ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes:

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas la date de début du terme du Bail et la date de fin de Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement initiaux, aux frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail. Dans le cas échéant, la date de début du terme du Bail et la date de fin de terme du Bail seront reportées en conséquence.

**5.6.1** Si les Travaux d'aménagement initiaux ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, et que le retard est causé par une faute et/ou à cause d'un changement du Locataire, le Locateur s'engage à poursuivre les Travaux d'aménagement initiaux et le terme du Bail sera reporté comme suit :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | JG |

a) si le retard est moins que 59 jours, alors la date du début et la date de fin prévues au Bail seront reportées par le même nombre de jours équivalents au retard;

b) si le retard est supérieur à 60 jours alors le terme du Bail débutera le (1er) août deux mille dix-sept (2017) et se terminera le trente et un (31) juillet deux mille vingt-six (2026).

**5.7** **Paiement des Travaux d'aménagement initiaux** : Le coût des Travaux d'aménagement initiaux, incluant les honoraires professionnels, sera entièrement assumé par le Locateur à l'exception des coûts supplémentaires (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3.

**5.8** **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

## ARTICLE 6
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

**6.1** **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

**6.2** **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus dix pour cent (10%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

**6.3** **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

**7.1** **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

**7.2** **Heures normales d'occupation** : fournir à l'occasion dans les Lieux loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, sans frais additionnels, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation. Les heures normales d'occupation sont : du lundi au vendredi, entre 8h 00 heures et 19 h 00 heures.

**7.3** **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

**7.4** **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

**7.5** **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe D.

**7.6** **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

**7.7** **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

**7.8** **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire, respectant les normes définies dans le Programme fonctionnel et technique.

**7.9** **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

immeubles locatifs de cette catégorie.

**7.10 Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

**7.11 Éclairage** : remplacer, à ses frais, tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

**7.12 Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire. Le Locateur peut offrir 3,5 watts par pied carré en pouvoir direct au Locataire. Les 3,5 watts excluent le chauffage, CVAC, et l'éclairage pour les Lieux Loués.

**7.13 Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et un certificat d'assurance devra être fournie au Locataire.

**7.14 Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

**7.15 Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

**7.16 Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

**7.17 Drapeau et signalisation** : installer, à ses frais, l'équipement requis pour la signalisation du Locataire aux endroits qui lui seront désignés par le Locataire. De plus, le Locateur doit installer et fournir, à ses frais, à l'extérieur, aux étages, une signalisation conforme aux normes du Locataire. Le Locataire pourra à sa demande et à ses frais installer une enseigne extérieure à l'angle des rues Robert Bourassa et boul. René-Lévesque Ouest; plus précisément sur la façade de la rue Robert Bourassa situé entre le 1er et le rez-de-chaussée, façade ouest de l'Édifice, le tout devant être déterminé entre les deux parties agissant raisonnablement et sujet à l'approbation des autorités municipales.

**7.18 Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements. Le Locataire bénéficiera, sans frais de l'installation initiale de son identification sur le répertoire du hall d'entrée de l'Édifice à Bureaux, du hall d'ascenseurs, et à l'entrée des Lieux Loués du Locataire. Tout changement après l'installation initiale sera au frais du Locataire.

**7.19 Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**7.20 Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

**7.21 Stationnement et remisage** : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

**7.22 Travaux de base :** Effectuer, à ses frais, les travaux de base tels que décrits à l'Annexe F.

**7.23 Centre de Conférence** : Permettre au Locataire d'utiliser les salles de conférence dans le centre de conférence situé dans l'Édifice à Bureaux pendant les heures d'affaires du centre de conférence désigné de temps à autre par le Locateur, qui sont présentement du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00, à l'exception des jours fériés, sous réserve de leur disponibilité et après réservation préalable conformément aux procédures usuelles du Locateur de temps à autre. Le Locataire se verra alloué un nombre d'heures chaque mois équivalant à sa quote-part des heures d'affaires du centre de conférence pour chaque salle de conférence disponible au cours de ce mois. Le Locataire peut reporter les heures inutilisées d'un mois à l'autre à l'intérieur de la même année de calendrier. Le Locataire aura le droit d'utiliser le centre de conférence à l'extérieur des heures normales du centre de conférence et en excédant du nombre d'heures qui sont alloués au Locataire, pour un taux établi de temps à autre par le Locateur, lequel est présentement de soixante-quinze dollars (75 $), plus les taxes de vente. Si le Locataire devait utiliser le centre de conférence à l'extérieur des heures normales du centre de conférence, le Locataire devra également payer au Locateur le coût de toute sécurité additionnelle fournie à cet égard, tel que déterminé par le Locateur.

Allocation du nombre d'heures par mois :

(Quote part X 8,832 hrs/an)/12 mois = 112 heures, soit le total des heures disponibles au Locataire par mois.

**7.24 Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | 26 |

## ARTICLE 8
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

**8.1** **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

**8.2** **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau.

**8.3** **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

**8.4** **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

**8.5** **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

**8.6** **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

## ARTICLE 9
## DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur et du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

**9.1** **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, les règles suivantes s'appliqueront.

**9.1.1** Les Lieux loués seront réparés par le Locateur au plus tard à l'intérieur d'une période de quinze (15) mois suivant la date de destruction partielle des Lieux loués

**9.1.2** Le Locateur devra aviser par écrit le Locataire, dans un délai de soixante (60) jours suivant cette destruction partielle, de la durée des travaux de réparation. Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la plus proche de (i) la date de la relocalisation du Locataire tel que prévue à l'article 9.1.3 si des locaux sont disponible dans l'édifice, ci-après; et (ii) la date de l'acceptation provisoire des travaux attestée par un Expert.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**9.1.3** Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

**9.1.4** Le Locateur devra réaliser tous les travaux de réparation des Lieux loués, incluant les améliorations locatives. Les travaux reliés à la réparation des améliorations locatives, dont le coût sera assumé par le Locataire, seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2, en faisant les adaptations nécessaires.

**9.2** **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, alors les règles suivantes s'appliqueront.

**9.2.1** Le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués. Dans les soixante (60) jours suivant la destruction totale, le Locateur devra aviser le Locataire par écrit de son intention ou non de procéder aux réparations des Lieux Loués, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute lourde de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de cette destruction totale.

**9.2.2** S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de cette destruction totale jusqu'à la plus proche de (i) la date de la relocalisation du Locataire telle que prévue ci-après; et (ii) la date de l'acceptation provisoire des travaux attestée par un Expert.

**9.2.3** Le Locateur devra entre-temps, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

**9.2.4** Le Locateur devra réaliser tous les travaux de réparation des Lieux loués, incluant les améliorations locatives. Les travaux reliés à la réparation des améliorations locatives, dont le coût sera assumé par le Locataire, seront réalisés conformément aux dispositions de l'article 6.2, en faisant les adaptations nécessaires.

**9.3** **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, si la durée des travaux de réparation de destruction totale excède vingt-quatre mois (24) mois, le Locataire aura alors le droit, dans le cas d'une destruction totale, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT DU LOCATEUR

**10.1** **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

**10.2** **Recours du Locataire** : Nonobstant ce qui précède, et suivant un avis écrit du Locataire donnant au Locateur un délai de trente (30) jours pour corriger le défaut, advenant que le défaut ne soit pas corrigé dans le délai de 30 jours le Locataire ne sera pas tenu de payer le loyer au prorata de la superficie touchée par le défaut et ce de la date de l'inexécution jusqu'à la remédiation du défaut.

## ARTICLE 11
## DÉFAUT DU LOCATAIRE

**11.1** **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 12
## AMIANTE

**12.1 Déclaration** : Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans l'Édifice.

**12.2 Test d'air** : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

**12.3 Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

**12.4 Défaut** : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

## ARTICLE 13
## DIVERS

**13.1 Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

**13.2 Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

**13.3 Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

**13.4 Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**13.5 Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

## ARTICLE 14
## POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

**14.1 Remise** : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 15
## ANNEXES

**15.1 Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Programme fonctionnel et technique.
- ► Annexe B : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe C : Devis d'entretien ménager.
- ► Annexe D : Devis d'entretien électromécanique.
- ► Annexe E : Plan stratégique de développement durable.
- ► Annexe F : Détail des travaux de base
- ► Annexe G : Lettre relative aux critères de construction

**15.2 Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes. à l'exception des textes des annexes A et G qui prévaudront.

## ARTICLE 16
## ÉLECTION DE DOMICILE

**16.1 Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

**630 RENÉ-LEVESQUE WEST PROPERTY Co.**
1555 rue, Peel, bureau 700
Montréal, Québec, H3A 3L8

► Pour le Locataire :

**VILLE DE MONTRÉAL**
Direction des stratégies et transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

**16.2 Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**16.3 Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 17
## COURTIER

**17.1** **Commission** : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

## ARTICLE 18
## GARANTIE

**18.1** Le Locateur s'engage à remettre au Locataire dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la signature du Locateur du présent Bail, une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle au montant de un million de dollars (1 000 000,00 $) émise par une banque à charte canadienne ou par une caisse populaire du Mouvement Desjardins au nom de la «Ville de Montréal» et encaissable sur le territoire de la Ville. Cette lettre de garantie bancaire sera maintenue en vigueur pour son plein montant jusqu'au 1er janvier 2018.

**18.2** Pourvu que le Locateur ait reçu (i) la renonciation de TELUS Communication Company de son droit de premier refus sur les Lieux loués le ou avant le 30 juin 2016 et (ii) la résolution du Locataire confirmant l'approbation inconditionnelle du bail, le ou avant le 3 octobre 2016, alors le Locateur s'engage à ne pas louer à quiconque autre que le Locataire l'ensemble des Lieux loués tel que décrits à l'Article 2 du présent Bail.

Sujet à ce qui précède, dans le cas où le Locateur ne respecte pas son obligation de ne pas louer à quiconque autre que le Locataire l'ensemble des Lieux loués, tel que décrits à l'article 2 du présent Bail alors le Locataire pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, résilier le Bail et encaisser la lettre de garantie bancaire en sa possession, en tout ou en partie, après avoir signifié au Locateur un préavis de cinq (5) jours précisant la nature du défaut reproché, sans que le Locateur ne puisse réclamer quelque dommage au Locataire.

**18.3** Par ailleurs, si le Locataire n'a pas accepté (de façon provisoire) les Lieux loués le ou avant le 1er juillet 2017 et le Locateur omet de remettre au Locataire, au moins trente (30) jours avant l'expiration de toute lettre de garantie bancaire alors en vigueur, une nouvelle lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle au même effet et pour le même montant avec une date d'expiration étant le 1er Janvier 2018, le Locataire pourra alors encaisser la lettre de garantie bancaire en sa possession, et ce, sans avis ni mise en demeure, le tout, sous réserve de tous ses autres droits et recours.

**18.4** Le Locataire devra remettre au Locateur la lettre de garantie bancaire au montant d'un million de dollars (1 000 000,00 $) qu'il a en sa possession, dans les éventualités suivantes:

a) dans les cinq (5) jours suivant l'exercice du droit de premier refus de TELUS Communications Company; ou

b) dans les cinq (5) jours suivant le refus des autorités compétentes du Locataire de donner suite à l'approbation inconditionnelle du présent Bail laquelle approbation ou refus devra être reçu par le Locateur le ou avant le 3 octobre 2016; ou

c) dans les cinq (5) jours suivant l'acceptation provisoire des Travaux d'aménagement initiaux des Lieux loués.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | 2G |

**18.5 Conditions spéciales**

a) La signature du Bail et son acceptation par le Conseil d'agglomération devront être entérinées au plus tard le 29 septembre 2016. Le Locataire devra faire parvenir au Locateur la confirmation de son approbation plus tard, le 3 octobre 2016, à défaut le bail devient nul et non avenu.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 17 août 2016

**LOCATEUR**

par : Peter Coughlin

Le 3 octobre 2016

**LOCATAIRE**

par : Yves Saindon
Greffier

Ce bail a été approuvé
le 29 septembre 2016
(Résolution CG16 0545)

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire YG |

Résolution du conseil d'administration de

**630 RENE-LEVESQUE WEST PROPERTY CO**.

(la « **Corporation** »)

**ATTENDU QUE** le Corporation, à titre de locateur, est partie à un bail, tel qu'amendé de temps à autre, intervenu avec la Vile de Montréal, à titre de locataire, à l'égard de certains locaux situés dans l'édifice portant l'adresse civique 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans la ville de Montréal, province de Québec;

**ATTENDU QUE** les parties ont convenu de modifier certaines dispositions du bail et ont préparé, à cette fin, une convention d'amendement de bail ;

**ATTENDU QU'**il est dans le meilleur intérêt de la Corporation d'autoriser la signature et la mise en œuvre de la convention d'amendement de bail, selon les termes et conditions qui y sont prévus;

**IL EST RÉSOLU QUE** les soussignés, étant tous les administrateurs de la Corporation, adoptent par les présentes la résolution suivante :

**QUE** la Corporation approuve la signature de la Deuxième Convention de Modification du Bail à intervenir (la « **Modification du Bail** ») entre la Corporation, à titre de locateur, par Management du Groupe Redbourne Inc. (le « **Gestionnaire** »), et la Ville de Montréal, à titre de locataire, relativement aux locaux situés aux premier, deuxième, troisième et quatrième étages de l'édifice portant l'adresse civique 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans la ville de Montréal, province de Québec, ayant une superficie totale de soixante-quinze mille sept cent quatre-vingt-seize (75 796) pieds carrés, pour un terme d'un (1) an, commençant le premier (1er) août 2026 et se terminant le trente et un (31) juillet deux mille vingt-sept (2027), le tout selon les termes et conditions plus amplement décrits au projet de la Deuxième Convention de Modification du Bail, lequel a été soumis au présent conseil d'administration et est par les présentes approuvé.

**QUE** chacun des administrateurs ou dirigeants du Gestionnaire, agissant seul, incluant notamment Peter F. Coughlin, Président, et Norman G. Spencer, Secrétaire et Trésorier, soit par les présentes autorisés à signer au nom et pour le compte de la Corporation, la Modification du Bail ci-dessus mentionnée et que lesdits représentants du Gestionnaire, encore agissant seuls, soient également autorisés à signer tout autre document et à accomplir toute démarche requise afin de donner plein effet à la présente résolution.

LA RÉSOLUTION SUSDITE EST, PAR LES PRÉSENTES, ADOPTÉE ET SIGNÉE PAR LES ADMINISTRATEURS DE LA SOCIÉTÉ, CONFORMÉMENT À LA *LOI SUR LES COMPAGNIES (NOUVELLE-ÉCOSSE)*, LE 14 AVRIL 2026.

_____
Benjamin Braka

_____
Kevin Leon

# DEUXIÈME CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

**ENTRE :** **630 RENE-LEVESQUE WEST PROPERTY CO.,** dûment représentée par **Management du Groupe Redbourne Inc.**, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 300-1010, rue de la Gauchetière Ouest, dans la ville de Montréal, province de Québec, H3B 2N2, agissant et représentée par Peter Coughlin, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ,c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**OBJET** : **630, Boulevard René-Lévesque**

**LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT** :

**ATTENDU QUE** le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail signé le 3 octobre 2016, lequel a été modifié par des correspondances par courriel en date du 13, 17 et 19 juillet 2017 (collectivement, le « **Bail Initial** »), concernant des locaux situés au 1er, 2e, 3e, 4e et 6e étage (les « **Lieux loués initiaux** »), dans l'édifice sis au 630, Boulevard René-Lévesque, à Montréal (l' « **Édifice** ») pour une durée de 9 ans, débutant le 1er août 2017 et se terminant le 31 juillet 2026 (la « **Durée** ») ;

**ATTENDU QU'EN** vertu d'une convention de modification de bail signée le 4 juin 2018 (la « **Première convention de modification de bail** »)**,** le Locateur et le Locataire ont convenu d'ajouter au Bail Initial une superficie d'environ 14 000 pieds carrée situé au 8e étage du 630, Boulevard René-Lévesque (le « **Premier espace additionnel** ») pour une durée de 7 ans et 6 mois, se terminant le 31 juillet 2026 ;

**ATTENDU QUE** le Bail Initial et la Première Convention de modification de bail sont collectivement nommés le « **Bail** » ;

**ATTENDU QUE** les Lieux loués initiaux et le Premier espace additionnel sont, collectivement appelés les « **Lieux loués** »

**ATTENDU QUE** le Locataire souhaite par les présentes convenir d'une convention de modification de bail (la « **Deuxième convention de modification de bail** ») afin de prolonger la Durée pour une période de 1 an à compter du 1er août 2026 pour les espaces du 1er, 2e, 3e et 4e étages seulement pour une superficie de 75 796 pieds carrés et que le Locateur y consent, le tout sujet aux termes et conditions stipulés ci-après;

**ATTENDU QUE** le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**ATTENDU QUE** le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail et de la présente Deuxième convention de modification de bail; et

**ATTENDU QUE** le Locateur déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail et de la présente Deuxième convention de modification de bail.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:**

## ARTICLE 1
## PRÉAMBULE

**1.** Le préambule fait partie intégrante de la présente Deuxième convention de modification de bail.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.** **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 2 du Bail Initial mais modifiés selon l'article 3.2 de la présente Deuxième convention de modification de bail.

## ARTICLE 3
## MODIFICATIONS

**3.1** À compter de la signature de la présente Deuxième convention de modification de bail par le Locateur et le Locataire, l'article 1.13 du Bail Initial sera entièrement supprimé.

**3.2** À compter du 1er août 2026, les articles 2.1, 2.2, et 2.4 du Bail Initial seront supprimés et remplacés comme suit :

« **2.1** **Désignation :** Un local situé au 1er, 2e, 3e et 4e du bâtiment sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, à Montréal, province de Québec, H3B 1S6 tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 179 387 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**2.2** **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des espaces situés au 1er, 2e, 3e et 4e étage est fixée à soixante-quinze mille sept cent quatre-vingt-seize pieds carrés (75 796 pi$^2$).

**2.4** **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des espaces situés au 1er, 2e, 3e et 4e étage équivaut à douze virgule dix-huit pour cent (12,18%) de la Superficie locative de l'Édifice. »

**3.3** À compter du 1er août 2026, l'article 3 du Bail Initial sera supprimé et remplacé comme suit :

**« 3.1** **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme d'un (1) an, commençant le premier (1er) août 2026 et se terminant le trente et un (31) juillet deux mille vingt-sept (2027).

**3.2** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours. »

**3.3** À compter du 1er août 2026, l'article 4 du Bail Initial sera supprimé et remplacé comme suit :

**« ARTICLE 4**
**LOYER**

**4.1** **Loyer** : Pour la Durée, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de trois million cent quarante-deux mille cinq cent deux dollars et seize cents (3 142 502,16 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de deux cent soixante et un mille huit cent soixante-quinze dollars et dix-huit cents (261 875,18 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail.

**4.2** **Loyer unitaire et Taxes foncières** : Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base<br>du 1er août 2026 au 31 juillet 2027 | 17,00 $/pi² |
| ► Taxes foncières | 10,87 $/pi² |
| ► Loyer électricité exclusive dans les Lieux loués | 1,06 $/pi² |
| ► Frais d'exploitation<br>(sous réserve de l'ajustement à l'article 4.3) | 12,53 $/pi² |
| Total : | 41,46 $/pi² |

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

**4.3** **Ajustement des Frais d'exploitation :** Chaque année, a la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas au l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

**4.4** **Ajustement de l'électricité exclusive dans les Lieux loués** : Pour toute la durée du Bail, le Locataire s'engage à verser au Locateur, à titre de loyer additionnel pour la consommation d'électricité dans les Lieux loués, un dollar et six cents le pi² carré (1,06 $/pi²), excluant les Frais d'administration et gestion mais excluant les Taxes de vente. Ce montant sera ajusté annuellement à la date anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie du compte d'électricité démontrant la consommation du Locataire dans les Lieux loués, à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant d'électricité exclusive dans les Lieux loués versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une facture à cet effet.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant de l'électricité exclusive dans les Lieux loués versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

À noter qu'aucun Frais d'administration et de gestion ne sera facturé par le Locateur pour l'ajustement de d'électricité exclusive dans les Lieux loués. »

**3.4** À compter de la signature de la présente Deuxième convention de modification de bail par le Locateur et le Locataire, les articles 5.1 à 5.7 du Bail Initial seront entièrement supprimés.

**3.5** À compter de la signature de la présente Deuxième convention de modification de bail par le Locateur et le Locataire, l'article 15.1 du Bail Initial sera supprimé et remplacé comme suit :

« **15.1** **Énumération :** Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

Annexe B : Plan des Lieux loués.
Annexe C : Devis d'entretien ménager.
Annexe D : Devis d'entretien électromécanique
Annexe E : Plan stratégique de développement durable. »

**3.6** À compter de la signature de la présente Deuxième convention de modification de bail par le Locateur et le Locataire, l'article 18 du Bail Initial sera entièrement supprimé.

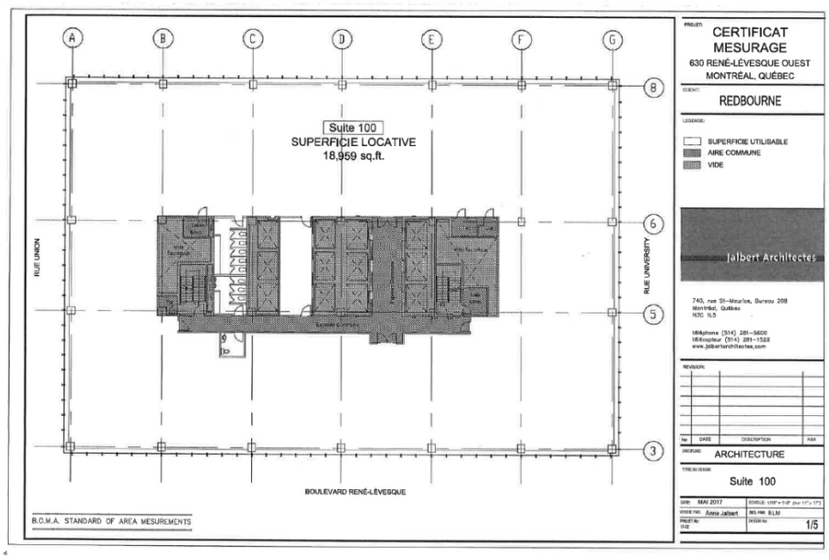
**3.7** À compter de la signature de la présente Deuxième convention de modification de bail

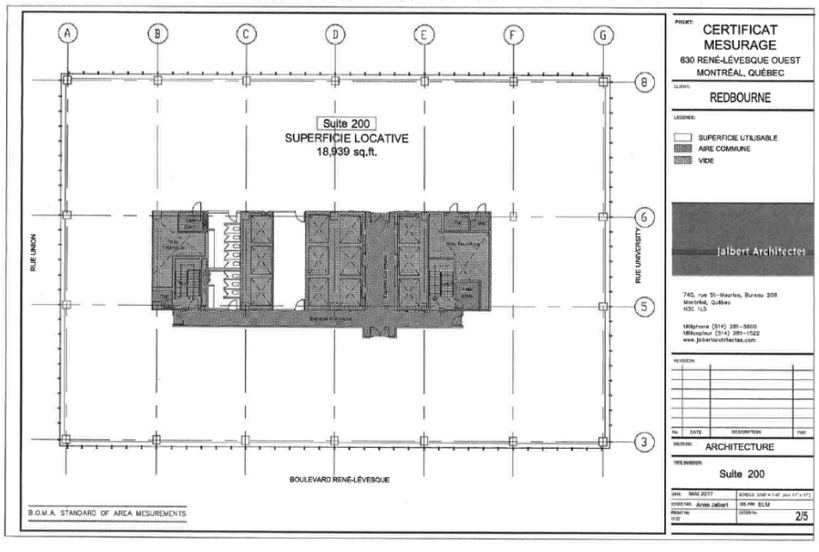
| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

par le Locateur et le Locataire, les Annexes A, F, G, H, I et J du Bail Initial seront entièrement supprimées.

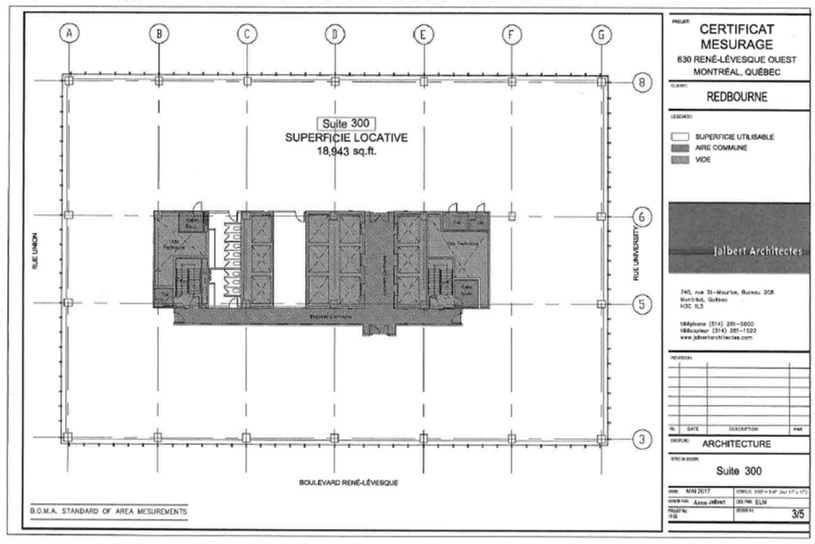
**3.8** L'Annexe B du Bail Initial est supprimé et remplacé comme suit :

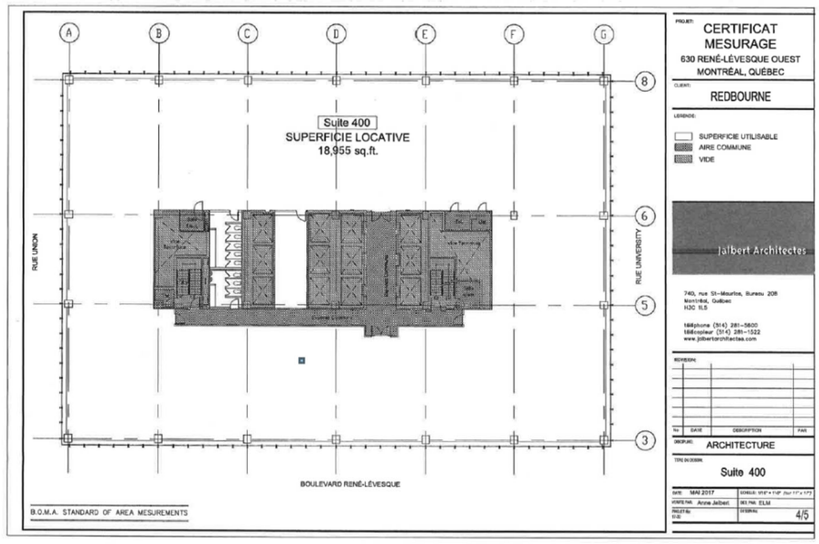
**« Annexe B »**
**Plan des Lieux loués**




| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |




## ARTICLE 4
## AUTRES CONDITIONS

**4.1** Au plus tard le 31 juillet 2026, le Locataire remettra la possession vacante du Premier espace additionnel (soit le local situé au huitième (8e) étage) ainsi que de la balance des Lieux loués (soit les locaux situés au sixième (6e) étage) et dans l'état qui est prévu à l'article 5.8 du Bail Initial.

**4.2** À compter du 1er août 2026, le Locateur a le droit de résilier le Bail et la présente Deuxième convention de modification de bail sur préavis écrit de six (6) mois advenant la conclusion d'une éventuelle entente de location pour un locataire qui souhaite occuper deux (2) étages contigus de l'Immeuble, le tout sans indemnité ou compensation quelconque payable au Locataire.

**4.3** À l'exception de ce qui est prévu dans cette Deuxième convention de bail, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire de la présente Deuxième convention de modification de bail signé électroniquement

Le 14 avril 2026

**630 RENÉ-LÉVESQUE WEST PROPERTY CO.**
(le **Locateur** ) agissant et représentée aux présentes par **Management du Groupe Redbourne Inc.**

Par : _____
Peter Coughlin

Le _____ 2026

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____
par : Domenico Zambito

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268042001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Objet :** | Approuver la 2e convention de modification de bail par lequel la Ville loue de 630 René-Lévesque West Property Co., représentée par Management du Groupe Redbourne inc., pour un terme d'un an à compter du 1er août 2026, des espaces aux 1er, 2e, 3e et 4e étage de l'immeuble situé au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu comme étant la Tour Télus, d'une superficie de 75 796 pieds carrés, à des fins de bureaux pour le Service des finances et de l'évaluation foncière, pour un loyer total de 3 613 092 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 1 374 681 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 1 924 553 $, au net (Bâtiment # 8248) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1268042001 - 630 René-Lévesque Ouest.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sebastien AUCLAIR
Agent comptable analyste

**Tél :** 514-872-0470
Co-auteur: Mustapha Chbel
Conseiller budgétaire: Service des finances et de l'évaluation foncière, direction du conseil et soutien financier-HDV.
Validé par Cathy Gadbois, Cheffe de division

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514-872-6630

DCSF-HDV et Mathieu Perrier, Chef de division
DCSF

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| ***Note : L'utilisation de ce formulaire pour la catégorisation des contrats de location est obligatoire. Veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions" pour une meilleure compréhension des termes mentionnés ci-devant.*** | | |
| **1. Le contrat de location comporte-t-il une option d'achat à prix de faveur ou la propriété sera cédée à la fin du bail ?** | Non | *Indiquer l'article du bail en question en référence* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 2. | | |
| **2. La durée du bail, y compris les périodes comprenant les options de renouvellement applicables*, est-elle égale à 75% ou plus de la *durée économique du bien loué* ?** | Non | *Calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 3.<br><br>*** Sans que la durée du bail ne s'étende au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur - Voir définition de la durée du bail.** | | |
| **3. La valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, excluant les frais accessoires, représente-t-elle la quasi-totalité de la JVM du bien loué à la date d'entrée en vigueur** | Non | *calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 4.<br><br>*** Taux actualisation :**<br>**Pour déterminer la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, il faut utiliser comme taux d'actualisation le moindre des deux taux suivants :**<br>**- le taux d'intérêt marginal de la Ville et ;**<br>**- le taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier.**<br><br>***** Voir onglet " Paramètres - VAN" pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimums.** | | |
| **4. Existe-t-il d'autres éléments permettant de conclure que la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la Ville?** | | |
| 4.1. Existe-t-il une assurance raisonnable que la Ville accédera à la propriété du bien loué même en l'absence d'une option d'achat à prix de faveur? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.2. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour des services relatifs au bien loué qui font que la Ville verse un montant qui excède la juste valeur de ces services? | Non | |
| 4.3. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour le versement de loyers supplémentaires? Par exemple dans le cas d'un paiement qui est fonction d'un niveau minimum d'utilisation. | Non | |
| 4.4. Est-ce que la Ville fournit une aide financière (par exemple, un transfert d'actifs financiers ou de biens immobiliers, un prêt ou une garantie d'emprunt) au bailleur pour aider ce dernier à financer le coût d'acquisition ou de construction du bien qui sera loué par la Ville? | Non | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| 4.5. Le bien loué est-il utilisé pour la prestation d'un service essentiel fourni par la Ville (ex.: les installations de services publics)? | Non | |
| 4.5.1 Le bien loué est-il de nature tellement spécialisée que la Ville ne serait pas en mesure de disposer rapidement d'un bien de remplacement si nécessaire ? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.6. La Ville exerce-t-elle un degré de contrôle significatif sur la capacité non utilisée du bien loué ? Par exemple dans le cas où une tierce partie pourrait faire une utilisation considérable du bien et que la Ville est en mesure de limiter cette utilisation, qu'elle paie ou non pour cette capacité. Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.7. La Ville possède-t-elle le terrain sur lequel le bien loué est situé ou en conserve-t-elle le contrôle, et le bien ne peut être facilement déplacé? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.8 La Ville assume-t-elle d'autres risques résiduels associés à la location du bien? Par exemple, des risques liés à l'exploitation, des risques économiques, des risques de construction? Justifiez votre réponse. | Non | |
| Si la réponse est **NON à l'ensemble de ces questions**, le contrat de location est considéré comme un contrat location-exploitation.<br><br>Si la réponse est **OUI à l'une de ces questions**, le contrat de location pourrait-être considéré comme un contrat de location-acquisition. **Avisez votre gestionnaire et communiquez avec la Direction de la comptabilité, Division de la comptabilisation des charges et de l'expertise comptable pour obtenir un avis final**. | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Préparateur :** | Sébastien Auclair | **Date:** | 4/13/2026 |
| **Réviseur :** | Mustapha CHBEL | **Date:** | 4/13/2026 |
| **Approbateur :** | Jean Francois Doyle | **Date:** | 4/14/2026 |

| NO GDD : | 1268042001 |
|---|---|

| Objet | Approuver la deuxième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 630 René-Lévesque West Property Co., représentée par Management du Groupe Redbourne Inc., pour un terme d'un an à compter du 1er août 2026, des espaces réduits situés aux 1er, 2e, 3e et 4e de l'immeuble sis au 630, boulevard René-Lévesque Ouest, connu comme étant la Tour Télus, d'une superficie de 75 796 pi², à des fins de bureaux pour le Service des finances, pour un loyer total de 3 613 092 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la deuxième convention de modification de bail. (Bâtiment # 8248)/Autoriser un virement budgétaire de 1 374 681 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale et d'agglomération vers le SSI/Approuver l'ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 924 553$ |
|---|---|

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Location**

| | 2026 (5 mois) | 2027 (7 mois) | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|
| 2101.0010000.114205.01301.55201.014700.0000.000000.050928.00000.00000 AF -Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations-Soutien *Administration, finances et approvisionnement*Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Finances et évaluation foncière*Général*Général | 1,374,681.02 | 1,924,553.43 | | **3,299,234.46** |
| **Ajustement de la base budgétaire requis** | | **1,924,553 $** | **(1,924,553) $** | **Net de ristournes** |

**en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la stratégie immobilière sera effectué pour le paiement du loyer en 2026.**

**Provenance**

Engagement de gestion: CC68042001

| **Dépenses mixtes** | **2026** |
|---|---|
| 2101.0010000.200003.01819.66501.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Dépenses contingentes imprévus d'administration, local (50,4%) | **692,839.23 $** |
| 1001.0010000.200092.01819.66501.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Dépenses contingentes imprévus d'administration, agglo( 49,6%) | **681,841.79 $** |
| **Total** | **1,374,681.02 $** |

**Destination**

| | |
|---|---|
| 2101.0010000.114205.01301.55201.014700.0000.000000.050928.00000.00000 AF -Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations-Soutien *Administration, finances et approvisionnement*Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Finances et évaluation foncière*Général*Général | **1,374,681.02 $** |

| | | | | | | m² | pi² |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| net taxes | 1.049875 | TPS | Taux conversition m² en pi² | | 10.76 | 7,041.7 | 75,796.0 |
| incluant taxes | 1.14975 | TVQ | | | | | |

| | 2026 ( 5 mois) | 2027 (7 mois) | Total |
|---|---|---|---|
| Superficie en Pi² | 75,796.0 | 75,796.0 | 75,796.0 |
| Taux $/Pi² | 17.00 | 17.00 | 17.0 |
| Loyer de base | 536,888.33 $ | 751,643.67 $ | 1,288,532.00 $ |
| Frais d'exploitation (12,53$/p²) | 395,718.28 $ | 554,005.60 $ | 949,723.88 $ |
| Électricité (1,06$/p²) | 33,476.57 $ | 46,867.19 $ | 80,343.76 $ |
| Taxes foncières (10,87$/P²) | 343,292.72 $ | 480,609.80 $ | 823,902.52 $ |
| Total loyer avant taxes | 1,309,375.90 $ | 1,833,126.26 $ | 3,142,502.16 $ |
| TPS | 65,468.80 $ | 91,656.31 $ | 157,125.11 $ |
| TVQ | 130,610.25 $ | 182,854.34 $ | 313,464.59 $ |
| **Total taxes incluses** | **1,505,454.94 $** | **2,107,636.92 $** | **3,613,091.86 $** |
| **Total loyer net de ristourne** | **1,374,681.02 $** | **1,924,553.43 $** | **3,299,234.46 $** |

| **Années** | **Loyer de base** | **Loyer de base net de ristourne** | **Mensuel** |
|---|---|---|---|
| 2026 | 536,888.33 $ | 563,665.64 $ | 112,733.13 $ |
| 2027 | 751,643.67 $ | 789,131.89 $ | 112,733.13 $ |
| **Total** | **1,288,532.00 $** | **1,352,797.53 $** | |

# Catégorisation des contrats de location
## Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2
(mise à jour septembre 2023)

## Paramètres de calcul de la VAN

***Note : Pour le calcul des différents paramètres, veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions". Ensuite, veuillez svp compléter les champs en orange.***

| | | |
|---|---|---|
| Date d'entrée en vigueur du bail | *8/1/2026* | |
| Date de signature du bail (Quand le GDD est approuvée par les instances) | *5/14/2026* | |
| Date de signature du bail | *5/14/2026* | |
| Durée du bail : | | |
| Période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable | *1* | ans |
| plus | | |
| Options de renouvellement : | | |
| a ) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement à prix de faveur, | *0* | ans |
| b ) Contrat de location (ou bail) : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer. | *0* | ans |
| c ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué, | *0* | ans |
| d ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur, | *0* | ans |
| e ) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail, | *0* | ans |
| Total critère durée du bail | *1* | ans |

| | | |
|---|---|---|
| Valeur au rôle d'évaluation | *165,700,000.00 $* | Insérer la valeur au rôle foncier pour les fins du calcul |
| Paiements minimums exigibles au titre de la location excluant les frais accessoires | **1,352,797.53 $** | *(pour la durée du bail, exlucant les frais accessoires)* |
| | Exemple | |
| Taux d'actualisation annuel | ***4.64%*** | *Utiliser le taux d'emprunt nominal de la ville (Contacter Daniel Desjardins pour avoir le taux)* |
| Nombre de paiement dans l'année | ***12*** | |
| Taux effectif pour le calcul Van | *= ((1+ t)^(1/n))-1* | *Formule à utiliser, veuillez remplacer les paramètres par les valeurs indiquées dans le bail* |

**Note : À la date d'entrée en vigueur du bail, vous devez réviser l'estimation du taux d'actualisation utilisé ainsi que les autres valeurs déterminées afin de vous assurer que tous les chiffres sont raisonnables et cohérents entre eux**:

i) la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location;

ii) la juste valeur hypothétique du bien;

iii) la valeur résiduelle hypothétique.

## Calcul des critères de l'arbre de décision

| Calcul du coût annuel Net de ristournes | | | Calcul coût annuel | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant de la rente par Pi2 - Première année (Loyer de base) | 17.00 $ | | | **Montant av. taxes** | **net.ristourne** |
| Superficie en Pi2 | 75,796.00 $ | | Loyer de base | 1,288,532.00 | 1,352,797.53 |

| | Critère Durée bail | Durée de vie économique | |
|---|---|---|---|
| **Calcul critère #2** | | | Si + 75% = OUI |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour octobre 2023)**
**Liste des documents obligatoires à joindre au dossier d'analyse dans le disque partagée**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Copie du GDD | ☐ | |
| 2 | Copie signée du bail | ☐ | |
| 3 | Confirmation de la durée "de vie" économique du bien loué | ☐ | *À fournir si location d'immeuble commerciel* |
| 4 | Taux implicite du bail | ☐ | *S'il est possible de déterminer ce dernier (détail du calcul à fournir)* |
| 5 | Taux d'intérêt marginal de la Ville | ☐ | *Courriel ou tout fichier (tableau) obtenu de l'équipe de la dette ou de la DCIF* |
| 6 | Copie de la confirmation de la juste valeur du bien loué | ☐ | *Produit par un évaluateur agréé (interne ou externe, s'il y a lieu)* |
| | | ☐ | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**
**Définitions**

**Contrat de location (ou bail)** : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer.

**Date d'entrée en vigueur du bail** : la première des deux dates suivantes : la date de la signature du bail, ou la date de la signature par les parties d'un engagement qui couvre les éléments essentiels de ce bail (c'est de cette date que l'on tient compte pour déterminer le classement du contrat de location).

**Durée du bail** : période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable, **plus** :

a) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement **à prix de faveur,**

b) toute période pour laquelle le non-renouvellement du bail entraînerait pour le preneur une pénalité si élevée que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il semble raisonnablement assuré que le preneur exercera son option de renouvellement,

c) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué,

d) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur,

e) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail,

**à condition que la durée du bail ne s'étende pas au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur.**

On considère que **le bail est non résiliable si, pour qu'il puisse être résilié, il faut** :

a) soit qu'une éventualité improbable se matérialise;

b) soit que le preneur obtienne l'autorisation du bailleur;

c) soit que le preneur conclue un nouveau bail portant sur le même bien ou un bien équivalent avec le même bailleur;

d) soit que le preneur verse une pénalité si importante que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le bail sera maintenu en vigueur.

**Durée économique du bien loué** : durée estimative pendant laquelle on prévoit que, moyennant des réparations normales et un entretien normal, il demeurera avantageux sur le plan économique pour les usagers du bien loué de l'utiliser aux fins prévues à la date d'entrée en vigueur du bail. Cette durée est indépendante de la durée du bail.

**Frais accessoires** : frais liés à l'utilisation de l'immobilisation corporelle louée (par exemple, assurances, entretien et impôts fonciers).

**Juste valeur** : montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de concurrence normale.

**Option d'achat à prix de faveur** : disposition contractuelle conférant au gouvernement l'option d'acheter le bien loué à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur prévisible du bien à la date fixée pour l'exercice de l'option pour que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le gouvernement se prévaudra de ce droit d'achat.

**Paiements minimums exigibles au titre de la location**

Pour la Ville, les paiements minimums exigibles au titre de la location comprennent :

a) les loyers minimums prévus pour la durée du bail;

b) toute garantie, partielle ou complète, de la valeur résiduelle du bien loué au terme de la durée du bail qui est donnée par le gouvernement ou une personne qui lui est apparentée (si le gouvernement s'est engagé à rembourser au bailleur toute différence entre le produit de la réalisation du bien et un montant stipulé, la garantie à inclure dans les paiements minimums exigibles au titre de la location est le montant stipulé plutôt qu'une estimation de la différence à combler);

c) toute pénalité exigée du gouvernement advenant que celui-ci décide de ne pas renouveler ou de ne pas prolonger le contrat de location au terme de la durée du bail;

d) les loyers supplémentaires qui peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'entrée en vigueur du bail (par exemple les loyers qui sont fonction d'un niveau minimum d'utilisation pouvant faire l'objet d'une estimation, comme le taux prévu d'inscriptions scolaires).

Toutefois, si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur, les paiements minimums exigibles au titre de la location ne comprennent que le total des loyers minimums pour la durée du bail et le montant prévu dans l'option d'achat à prix de faveur.

**Taux d'intérêt implicite du bail** : taux d'actualisation qu'il faut utiliser, à la date d'entrée en vigueur du bail, pour que la valeur actualisée globale :

a) des paiements minimums, au sens du bailleur, exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie des paiements qui correspond aux frais accessoires pris en charge par le bailleur et au profit réalisé le cas échéant sur ces frais, d'une part,

b) de la valeur résiduelle non garantie qui revient au bailleur, d'autre part,

soit égale à la juste valeur du bien loué, pour le bailleur, à la date d'entrée en vigueur du bail.

**Taux d'intérêt marginal du gouvernement** : taux d'intérêt que le gouvernement devrait payer, à la date d'entrée en vigueur du bail, s'il voulait emprunter, pour une même durée et moyennant une garantie comparable, les fonds nécessaires à l'achat du bien loué.

Les **biens spécialisés ou utilisés pour la prestation d'un service essentiel** comprennent notamment :

i) les biens qui n'ont pas d'autre utilisation possible que celle qu'en fait le gouvernement (par exemple, les routes et autoroutes);

ii) les biens dont la conversion à une autre utilisation représenterait un coût significatif.

Dans de tels cas, il est probable que la propriété du bien sera transférée au gouvernement ou que le gouvernement sera obligé de renouveler le bail à l'expiration de celui-ci.

Valeur résiduelle du bien loué : juste valeur estimative du bien loué au terme de la durée du bail

Montréal

# Extrait du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Montréal**
En vigueur pour les exercices financiers **2026-2027-2028**

## 1. Identification de l'unité d'évaluation

| | |
|---|---|
| Adresse : | 630 Boulevard René-Lévesque Ouest |
| Arrondissement : | Arrondissement de Ville-Marie |
| Numéro de lot : | 1179387 |
| Numéro de matricule : | 9940-62-0529-6-000-0000 |
| Utilisation prédominante : | Immeuble à bureaux |
| Numéro d'unité de voisinage : | 2032 |
| Numéro de compte foncier : | 30 - F14179800 |

## 2. Propriétaire

| | |
|---|---|
| Nom : | 630 RENE LEVESQUE WEST PROPERTY CC |
| Statut aux fins d'imposition scolaire : | Personne morale |
| Adresse postale : | 630 BOUL RENE-LEVESQUE O MZ-10, MON H3B 1S6 |
| Date d'inscription au rôle : | 2003-10-10 |

## 3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

### Caractéristiques du terrain

| | |
|---|---|
| Mesure frontale : | 53,52 m |
| Superficie : | 3 950,5 $m^2$ |

### Caractéristiques du bâtiment prin

| | |
|---|---|
| Nombre d'étages : | 34 |
| Année de construction : | 1962 |
| Aire d'étages : | - |
| Genre de construction : | - |
| Lien physique : | - |
| Nombre de logements : | - |
| Nombre de locaux non résidentiels : | 125 |
| Nombre de chambres locatives : | - |

## 4. Valeurs au rôle d'évaluation

### Rôle courant

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2024-07-01 |
| Valeur du terrain : | 41 480 300 $ |
| Valeur du bâtiment : | 124 219 700 $ |
| Valeur de l'immeuble : | 165 700 000 $ |

### Rôle antérieur

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2021-07-0 |
| Valeur de l'immeuble au rôle antérieur : | 185 300 0 |

## 5. Répartition fiscale

## 5. Répartition fiscale

| | | | |
|---|---|---|---|
| Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation : | Non résidentielle classe 10 | | |
| Valeur imposable de l'immeuble : | 165 700 000 $ | Valeur non imposable de l'immeuble : | 0 $ |

| | |
|---|---|
| Les informations présentées dans ce rapport sont en date du : | 2026-03-19 |
| Date du rapport : | 2026-04-02 |

)

NTREAL QUEBEC,

**ncipal**

)1
)00 $

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.28

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1269653002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de CDM De Montréal inc., pour un terme de 5 ans, à compter du 1er juillet 2026, des espaces au 3e et au 4e étage de l'immeuble situé au 80, rue Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 20 000 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 356 957 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale et d'agglomération vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 719 164 $, au net (Bâtiment # 8771-001) |

Il est recommandé :
1 - d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de CDM De Montréal inc., pour un terme de 5 ans, à compter du 1er juillet 2026, des espaces au 3e et au 4e étage de l'immeuble situé au 80, rue Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 20 000 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail;

2 - d'autoriser, pour l'année 2026, un virement budgétaire de 356 957 $, net de ristourne, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration soit 179 906 $ (50,4 %) relevant de la compétence locale et 177 051 $ de compétence d'agglomération, vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour le paiement du loyer en 2026;

3 - d'approuver un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation, pour l'année 2027 au montant de 719 164 $, net de ristourne;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense seront

considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-15 14:17

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269653002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de CDM De Montréal inc., pour un terme de 5 ans, à compter du 1er juillet 2026, des espaces au 3e et au 4e étage de l'immeuble situé au 80, rue Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 20 000 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 356 957 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale et d'agglomération vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 719 164 $, au net (Bâtiment # 8771-001) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis le 1er juillet 2017, la Ville de Montréal loue de CDM DE MONTREAL INC, des espaces situés aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen, d'une superficie de 28 598 pi². Ces espaces sont actuellement occupés par les employés du Service des technologies de l'information (STI).
La Ville de Montréal souhaite prolonger son bail actuel pour une période de 5 ans afin de permettre au Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) de compléter son plan de direction des espaces administratifs et répondre aux besoins d'espaces dans la perspective d'un retour au travail.

Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) a été mandaté pour de négocier une convention de modification de bail entre les parties.

Le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes cette convention de modification de bail.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0049 – 23 février 2017 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de CDM de Montréal inc., pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2017, des espaces situés aux 3e et 4e étages de l'immeuble sis au 80, rue Queen, d'une superficie totale de 28 598

pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 235 992,50 $, taxes incluses / Ajuster la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 8 433 700 $, net des ristournes de taxes, pour les exercices de 2017 à 2026.

**DESCRIPTION**

Ce dossier a pour but de faire approuver d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de CDM DE MONTREAL INC., pour un terme de 5 ans à compter du 1er juillet 2026, des espaces situés au 3e et 4e étage de l'immeuble sis au 80 rue Queen, d'une superficie d'environ 20 000 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125,00 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail;
Cette première convention de modification de bail a été négociée de gré à gré.

Sous réserve que la Ville ne soit pas en défaut en vertu du bail, la Ville de Montréal pourra résilier celui-ci le 30 juin 2029, sur remise au locateur d'un avis écrit de résiliation transmis au moins 12 mois avant cette date.

**JUSTIFICATION**

Cette location est nécessaire afin d'héberger les employés du Service des technologies de l'information (STI) le temps que le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) élabore et mette en œuvre une stratégie d'occupation des espaces administratifs.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le tableau suivant représente le loyer que devra défrayer la Ville de Montréal pour cette location

| | **Loyer annuel antérieur (28 598 pi²)** | **Loyer annuel 2027 (20 000 pi²)** | **Loyer total du 1er juillet 2026 au 30 juin 2031** |
|---|---|---|---|
| Loyer brut avant taxes | 1 000 930,00 $ | 685 000,00 $ | 3 500 000,00 $ |
| TPS 5% | 50 046,50 $ | 34 250,00 $ | 175 000,00 $ |
| TVQ 9,975% | 99 842,77 $ | 68 328,75 $ | 349 125,00 $ |
| **Loyer annuel taxes incluses** | **1 150 819,27 $** | **787 578,75 $** | **4 024 125,00 $** |
| Ristourne TPS 100% | (50 046,50) $ | (34 250,00) $ | (175 000,00) $ |
| Ristourne TVQ 50 % | (49 921,38) $ | (34 164,38) $ | (174 562,50) $ |
| Loyer annuel net de taxes | 1 050 851,38 $ | 719 164,38 $ | 3 674 562,50 $ |

Le taux unitaire annuel moyen incluant les frais d'exploitation pour la durée de cette location est de 35,00 $/pi².

Le loyer marchand, incluant tous les frais d'exploitation, pour ce type d'immeuble dans le secteur, oscille entre 35,00 $/pi² et 40,00 $/pi².

Pour l'année 2026, un virement budgétaire d'un montant total de 356 957 $, net de ristourne, sera effectué en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration, soit 179 906 $ (50,4 %) relevant de la compétence locale et 177 051 $ (49,6 %) de compétence d'agglomération, vers le Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH), afin de couvrir le paiement du loyer pour l'année 2026;

Pour l'année 2027, un ajustement récurrent de la base budgétaire du Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) pour une somme de 719 164 $ net de ristourne

est requis;

Le service des technologies d'information occupe 100% des espaces, cette dépense est mixte.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense seront considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense sera assumée par le budget de fonctionnement du Le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise uniquement la prolongation temporaire d'un bail existant afin d'assurer la continuité des opérations administratives, sans nouveaux aménagements ni mesures ayant un impact sur les orientations stratégiques, environnementales ou sociales de la Ville.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

En cas de refus d'approbation de ce dossier, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) ne disposera pas des espaces nécessaires pour se conformer à la directive relative au retour au travail des employés de la Ville de Montréal.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Janos COURVILLE, Service de la gestion et planification des immeubles
Karine DAGENAIS LANGLOIS, Service de la gestion et planification des immeubles
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Sebastien OUELLETTE
Conseiller en immobilier

**Tél :** 438-350-6231
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-07

Nicole RODIER
Cheffe de division - Division des locations immobilières

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

Convention négociée par M. Joël Gaudet, chef d'équipe à la Division des locations immobillières.

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1269653002
Unité administrative responsable : *Service de la Stratégie immobilière*
Projet : Approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de CDM DE MONTREAL INC., pour un terme de 5 ans à compter du 1er juillet 2026, des espaces situés au 3e et 4e étage de l'immeuble sis au 80 rue Queen, d'une superficie d'environ 20 000 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125,00 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail. (Bâtiment # 8771-001)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | **x** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**CDM DE MONTREAL INC.**
**(the "Corporation")**

**DIRECTORS' RESOLUTIONS**

**Date: April 8, 2026**

**IT IS RESOLVED THAT:**

1. The Corporation be and is hereby authorized to execute and deliver the first lease amending agreement between the Corporation and Ville de Montréal (the "Agreement");

2. Assmae Loudyi and Nanthini Mahalingam be appointed as authorized signatories of the Corporation to execute the Agreement in such form and containing such terms and conditions as such persons executing the same may approve (such approval to be conclusively deemed to be proved by the execution and delivery thereof); and

3. the Agreement so executed by both Assmae Loudyi and Nanthini Mahalingam shall be validly signed on behalf of the Corporation.

[*Signature page follows*]

These resolutions are signed by all the directors of the Corporation entitled to vote thereon at a meeting of directors and may be signed and delivered in any number of counterparts (including counterparts by facsimile, e-mail or other electronic means) and all such counterparts taken together shall be deemed to constitute one and the same instrument.



**CECILIA C. WILLIAMS**



**NANTHINI MAHALINGAM**



**ANNE E. MIATELLO**

**80 Queen** Superficie pi² 20000

5 ans

| | 2026 (6 mois) | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 (6 mois) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer brute avant taxes | 340 000,00 $ | 685 000,00 $ | 695 000,00 $ | 705 000,00 $ | 715 000,00 $ | 360 000,00 $ |
| TPS 5% | 17 000,00 $ | 34 250,00 $ | 34 750,00 $ | 35 250,00 $ | 35 750,00 $ | 18 000,00 $ |
| TVQ 9,975% | 33 915,00 $ | 68 328,75 $ | 69 326,25 $ | 70 323,75 $ | 71 321,25 $ | 35 910,00 $ |
| **Loyer annuel taxes incluses** | 390 915,00 $ | 787 578,75 $ | 799 076,25 $ | 810 573,75 $ | 822 071,25 $ | 413 910,00 $ |
| Ristourne TPS 100% | (17 000,00) $ | (34 250,00) $ | (34 750,00) $ | (35 250,00) $ | (35 750,00) $ | (18 000,00) $ |
| Ristourne TVQ 50 % | (16 957,50) $ | (34 164,38) $ | (34 663,13) $ | (35 161,88) $ | (35 660,63) $ | (17 955,00) $ |
| Loyer annuel net de taxes | 356 957,50 $ | 719 164,38 $ | 729 663,13 $ | 740 161,88 $ | 750 660,63 $ | 377 955,00 $ |

| Total |
|---|
| **3 500 000,00 $** |
| 175 000,00 $ |
| 349 125,00 $ |
| 4 024 125,00 $ |
| (175 000,00) $ |
| (174 562,50) $ |
| 3 674 562,50 $ |

**BAIL**

**ENTRE :** **CDM DE MONTREAL INC.**, personne morale constituée sous le régime de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (L.R.Q., c. S-31.1) sous l'autorité de son article 716, immatriculée au registre des entreprises (Québec), sous le numéro 1161936654, ayant son siège au 80, rue Queen, bureau 403 à Montréal, province de Québec, H3C 2N5, agissant et représentée par Thomas G. Burns, son vice-président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM17_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2017;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

**ARTICLE 1**
**DÉFINITIONS**

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieurs et extérieurs, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés,

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Édifice, y compris le Locataire, ainsi que leurs invités et employés.

**1.2** **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

**1.3** **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

**1.4** **Édifice** : collectivement, les bâtiments dans lesquels sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

**1.5** **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, qui ne serait pas déraisonnablement retenu, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

**1.6** **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de dix pour cent (10%) des Frais d'exploitation.

**1.7** **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

**1.8** **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel sont érigés ces édifices ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.0

**1.9** **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

**1.10** **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JB | 2G |

ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

**1.11** **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

**1.12** **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

**1.13** **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, selon les exigences décrites au document intitulé « Programme fonctionnel et technique » lequel est joint au Bail comme Annexe A, et réalisés par le Locateur ou le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locateur ou le Locataire pendant la durée du Bail.

**1.14** **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rencontrer les exigences du Programme fonctionnel et technique ou pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.1** **Désignation :** Des espaces de bureau composés de ce qui suit : (i) des locaux situés au troisième (3e) étage connus comme étant le bureau 301 et au quatrième (4e) étage, connus comme étant les bureaux 403 et 404-405 lesquels seront fusionnés et renommés « bureau 401 » (les « **Lieux loués Queen**») du bâtiment sis au 80, rue Queen, à Montréal, province de Québec, H3C 2N5 (l' « **Édifice Queen**»), tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B ; et (ii) des locaux situés au quatrième (4e) étage, connus comme étant le bureau 420 (les « **Lieux loués Prince**») du bâtiment sis au 87, rue Prince, à Montréal, province de Québec, H3C 2N6 (l'« **Édifice Prince**»), tel que montré sur le plan joint au Bail

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JB | JG |

comme Annexe B-1 . Ces emplacements sont connus et désignés comme étant le lot UN MILLION SEPT CENT TREIZE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (**1 713 298**) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Les Lieux loués Queen et les Lieux loués Prince seront ci-après collectivement nommés les «**Lieux loués**».

**2.2** **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative totale des Lieux loués Queen est de vingt et un mille huit cent cinquante-quatre pieds carrés (21 854 pi$^2$) dont neuf mille six cent cinquante et un pieds carrés (9 651 pi$^2$) pour le bureau 301 et douze mille deux cent trois pieds carrés (12 203 pi$^2$) pour le bureau 401, et la Superficie locative des Lieux loués Prince est de six mille sept cent quarante-quatre pieds carrés (6 744 pi$^2$).

La Superficie locative des Lieux loués a été sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-2010 – Méthode A) et lie les parties. La copie certifiée des rapports de mesurage est jointe aux présentes comme Annexe B-2.

Les parties conviennent que nonobstant ce qui précède, la portion des Aires et installations communes de l'Édifice Queen et de l'Édifice Prince attribuable au Locataire dans l'établissement de la Superficie locative des Lieux loués a été plafonnée à quinze pourcent (15%).

**2.3** **Superficie locative de l'Édifice :** La Superficie locative de l'Édifice Queen est de soixante-seize mille neuf cent quarante-cinq pieds carrés (76 945 pi$^2$) et la Superficie locative de l'Édifice Prince est de cent mille cent vingt-huit pieds carrés (100 128 pi$^2$).

La superficie de tous les espaces de l'Édifice Queen et de l'Édifice Prince destinés à la location, qu'ils soient loués ou non, a été mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-2010, Méthode A) et lie les parties. La copie certifiée des rapports de mesurage est jointe aux présentes comme Annexe B-2.

**2.4** **Quote-part d'occupation :** La Superficie locative des Lieux loués Queen équivaut à vingt-huit virgule quarante pour cent (28,40%) de la Superficie locative de l'Édifice Queen et la Superficie locative des Lieux loués Prince équivaut à six virgule soixante-quatorze pour cent (6,74%) de la Superficie locative de l'Édifice Prince.

Par ailleurs, si la Superficie locative de l'Édifice Queen ou de l'Édifice Prince était modifiée, le Locateur devra faire mesurer par un Expert, selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-2010, Méthode A) ou sa version la plus récente, la superficie de tous les espaces de ces édifices destinés à la location incluant cette modification de

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JBS | 26 |

superficie, qu'ils soient loués ou non, au plus tard trois (3) mois de la fin des travaux ou de l'évènement visant toute telle modification de la Superficie locative de l'Édifice Queen ou de l'Édifice Prince. Cette modification liera les parties à compter de la date de la fin des travaux ou de l'évènement et le Locateur devra faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les dix (10) jours ouvrables de son obtention.

**2.5** **Stationnement :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement rattachés à l'Immeuble à l'usage des employés du Locataire, des personnes à mobilité restreinte et des visiteurs, sans attribution spécifique, pour un total de cinq (5) places, étant entendu que le stationnement de l'Immeuble sera accessible au moyen d'une puce d'accès. Les espaces de stationnement seront loués au taux qui prévaudra et qui pourra être modifié de temps à autre par le Locateur, lequel taux est actuellement de deux cent dix dollars (**210,00$**) par mois par espace de stationnement, plus les taxes de vente applicables.

## ARTICLE 3
## DURÉE

**3.1** **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de neuf (9) ans, commençant après la période d'emménagement prévue à l'article 5.5, soit le premier (1er) juillet deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente (30) juin deux mille vingt-six (2026). Si le Bail débute à une date différente de celle indiquée ci-dessus, le Locateur confirmera par écrit au Locataire les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail, tel que prévu à l'article 5.5.

**3.2** **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de neuf (9) ans chacun, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer il sera négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins douze (12) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si les parties n'arrivent pas à un accord sur le loyer de base payable pendant la

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| TB | 26 |

période de renouvellement dans un délai de cent quatre-vingt (180) jours suivants la date à laquelle le Locataire exercera son option de renouvellement, cette option deviendra nulle et non avenue.

**3.3** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

## ARTICLE 4
## LOYER

**4.1** **Loyer** : À compter du 1er juillet 2017 (la « **Date de début du Loyer** »), le Locataire s'engage à payer au Locateur pour les Lieux loués un loyer annuel total de huit cent soixante-dix-neuf mille neuf cent soixante dollars et quarante-huit cents (879 960,48 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de soixante-treize mille trois cent trente dollars et quatre cents (73 330,04 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail et selon les Quote-parts d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4.

**4.2** **Paiement du Loyer** : Tout paiement qui doit être fait en vertu du Bail sera fait par chèque en monnaie ayant cours légal au Canada, payable à l'ordre d'**ALLIED PROPERTIES REIT**, ces paiements devront être acheminés au 134, rue Peter, bureau 1700, Toronto, Ontario, M5V 2H2.

**4.3** **Loyer unitaire, Taxes foncières,Frais d'exploitation et Frais de demandes de services**: Le loyer se compose du total des coûts unitaires suivants :

**Lieux loués Queen et Prince**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base | 12,00 $/pi$^2$ |
| ► Taxes foncières (estimé année 2016) | 6,52 $/pi$^2$ |

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

| | |
|---|---|
| ► Frais d'exploitation (IPC) | 11,40 $/pi$^2$ |
| - Électricité des aires commune et des Lieux loués | |
| - Entretien réparation des aires communes | |
| - Administration et gestion | |
| - Nettoyage | |
| - Assurance | |
| - Sécurité et protection | |
| ► Frais de demandes de services (au réel) | 0,85 $/pi$^2$ |
| Total : | 30,77 $/pi$^2$ |

**4.4 <u>Ajustement des Taxes foncières</u>**

Les Taxes foncières seront ajustées annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie des comptes de Taxes foncières acquittés; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes de Taxes foncières acquittés.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Taxes foncières versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

Pour ces ajustements, les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une réévaluation ou a une contestation devant l'organisme compétent. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration du Bail.

**4.5 <u>Ajustement des Frais d'exploitation</u>** : Chaque année, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JS | 26 |

journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail. Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal).

**4.6** **Ajustement pour les Frais de demandes de services**: Les Frais de demandes de services seront ajustés annuellement à la date d'anniversaire du Bail selon le coût réel défrayé par le Locateur pour l'année s'étant terminée, auquel sera ajouté des frais d'administration de dix pour cent (10%) du coût total des services. À cette fin, le Locateur devra produire annuellement au Locataire, une copie de tous les rapports de demande de services accompagnés des pièces justificatives appropriées (le « **Rapport des demandes de services** »), le tout à l'entière satisfaction du Locataire; à défaut, le Locataire pourra retenir tout versement de loyer jusqu'à production des documents requis.

Si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est supérieur au montant des Frais de demandes de services versé par le Locataire au Locateur, le Locataire, après avoir effectué les vérifications appropriées, remboursera la différence au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception du Rapport des demandes de services.

Par contre, si le coût réel défrayé par le Locateur au cours d'une année est inférieur au montant des Frais de demandes de services versé par le Locataire au Locateur, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même ses prochains versements de loyer jusqu'à pleine compensation.

## ARTICLE 5
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

**5.1** **Modalités** : Le Locateur devra effectuer, à ses frais, selon un projet clé en main et conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique, les Travaux d'aménagement requis par le Locataire et livrer les Lieux loués dans un bon état de propreté générale dans les délais et selon les modalités ci-dessous.

**5.1.1.** Les plans préliminaires approuvés par le Locataire, dans les 5 jours ouvrables suivant leurs réceptions, serviront de base aux plans d'exécution qui devront être préparés par un Expert.

**5.1.2.** Les plans d'exécution devront être soumis au Locataire pour approbation préalable dans les 5 jours ouvrables suivant leurs réceptions. Ces plans, une fois approuvés par le Locataire, lequel s'engage à le faire dans le délai

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

précité, seront considérés comme finaux et les travaux du Locateur devront être conformes à ceux-ci. L'approbation du Locataire se limite toutefois à l'aspect architectural des Lieux loués et n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité d'effectuer les travaux conformément aux normes et standards prévus au Programme fonctionnel et technique.

**5.1.3.** Le Locateur et le Locataire conviennent qu'aucun coût supplémentaire (extra), s'il y a lieu, ne sera payé sans avoir fait préalablement l'objet d'une approbation écrite du Locataire.

**5.1.4.** Si le Locateur effectue des travaux non conformes au Programme fonctionnel et technique ou aux plans d'exécution, il sera responsable de tous les coûts supplémentaires résultant de tous tels travaux, à moins que le Locateur ait obtenu le consentement du Locataire.

**5.1.5.** Dans tous les cas, le Locateur sera responsable de conclure les contrats avec les architectes, ingénieurs, consultants, entrepreneurs, surveillants de travaux et autres intervenants, le tout en son nom et pour son compte. Le Locateur tiendra indemne le Locataire de toute poursuite, action ou réclamation, de quelque nature que ce soit, qui pourrait lui être adressée relativement aux Travaux d'aménagement.

**5.1.6.** L'entrepreneur et les principaux sous-traitants devront être des entreprises connues, faisant affaires au Québec et ayant une réputation établie dans le domaine. Le Locataire pourra soumettre une liste d'entrepreneurs que le Locateur s'engage à inviter à soumissionner s'ils lui sont acceptables. Le Locateur s'engage à communiquer au Locataire, par écrit, le nom de l'entrepreneur choisi.

**5.1.7.** Le Locateur devra obtenir un permis de construction et tout autre permis nécessaire dont il assumera les frais.

**5.1.8.** Le Locataire agissant raisonnablement pourra suivre l'évolution des Travaux d'aménagement afin de s'assurer, notamment, que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes. La présence du représentant du Locataire, le cas échéant, n'aura pas pour effet de dégager le Locateur de sa responsabilité quant aux Travaux d'aménagement.

**5.1.9.** Le Locateur s'engage à faire en sorte que l'architecte, l'entrepreneur, les sous-traitants, fournisseurs de matériaux et de services, ouvriers et tout autre intervenant coopèrent raisonnablement avec le représentant du Locataire pour permettre à ce dernier de suivre l'évolution des Travaux

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JB | |

d'aménagement afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés conformément aux dispositions des présentes.

**5.1.10.** Le Locataire pourra désigner toute autre personne que son représentant désigné pour visiter le chantier pendant les travaux, pour prendre des mesures ou pour faire toute inspection concernant les travaux. Un tel geste ne devra pas être interprété comme étant une prise de possession de la part du Locataire, ni une renonciation à quelque droit prévu au Bail.

**5.2** **Fin des travaux** : Les Travaux d'aménagement devront être terminés et avoir fait l'objet d'une acceptation provisoire selon les modalités prévues à l'article 5.3 au plus tard le 15 juin 2017.

**5.3** **Acceptation provisoire** : Dès que les Travaux d'aménagement seront terminés et que les Lieux loués seront prêts à l'usage auxquels ils sont destinés, un Expert accompagné du représentant du Locataire en fera l'examen en vue de leur acceptation provisoire. L'Expert attestera par écrit la conformité des Travaux d'aménagement, sous réserve de certains travaux à corriger ou à parachever dont il dressera une liste. Le certificat de parachèvement des Travaux d'aménagement, lequel indiquera les délais dans lesquels les déficiences devront être corrigées par le Locateur, devra être approuvé par le Locataire. Le délai maximum sera de quinze (15) jours, à moins qu'il s'agisse de travaux d'une complexité nécessitant un délai plus long.

**5.4** **Acceptation définitive** : Lorsque tous les Travaux d'aménagement à corriger et à parachever mentionnés à la liste dressée lors de l'acceptation provisoire auront été complétés, l'Expert attestera par écrit l'acceptation définitive des Travaux d'aménagement.

Cette acceptation définitive des travaux ne couvre pas les vices ou malfaçons non apparents, de même que les travaux pour lesquels une inspection raisonnable ne peut être faite à cause d'une non-utilisation temporaire ou autre raison similaire, tel que le système de chauffage lorsque l'acceptation des travaux se fait pendant l'été ou la climatisation lorsque l'acceptation des travaux a lieu en hiver.

**5.5** **Période d'emménagement** : Après l'acceptation provisoire, le Locataire bénéficiera d'une période d'emménagement de quinze (15) jours pendant laquelle il ne paiera aucun loyer ni compensation de quelque nature que ce soit.

Le Bail débutera à la fin de la période d'emménagement. À cet effet, le Locateur devra confirmer par écrit au Locataire les dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail si celles-ci ne coïncident pas avec les dates stipulées à l'article 3.1.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| TB | |

**5.6** **Retard** : Sauf en cas de Force majeure, si les Travaux d'aménagement ne sont pas terminés à la date prévue à l'article 5.2, à moins que le retard soit dû à un acte ou à une faute du Locataire, auquel cas cette date sera reportée d'un nombre de jours équivalant à la période d'un tel retard, le Locataire pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options suivantes:

a) consentir au Locateur un délai supplémentaire pour lui permettre de terminer les Travaux d'aménagement, auquel cas les dates prévues au Bail seront reportées en conséquence; ou

b) terminer lui-même les Travaux d'aménagement, aux entiers frais du Locateur. Le Locataire devra être remboursé pour les coûts de construction encourus (qui comprennent, entre autres, les coûts de base et les coûts accessoires), plus des frais d'administration et de gestion de cinq pour cent (5%) sur les coûts encourus. Le Locataire sera autorisé à opérer compensation, contre toute somme payable au Locateur en vertu du Bail, pourvu qu'il fournisse au Locateur toutes les pièces justificatives.

**5.7** **Paiement des Travaux d'aménagement** : Le coût des Travaux d'aménagement, incluant les honoraires professionnels, représente un montant approximatif de un million six cent trente-sept mille cinq cent soixante-dix-sept dollars (1 637 577 $) excluant les Taxes de vente ainsi que tout coût supplémentaire (extra) ayant fait l'objet d'une approbation écrite du Locataire au préalable conformément aux dispositions de l'article 5.1.3, le cas échéant, et est payable au Locateur, déduction fait du montant de l'Allocation pour améliorations locatives (ci-après définie), sur présentation d'une facture comme suit : quatre-vingt-cinq pour cent (85%) lors de l'acceptation provisoire et le solde, soit quinze pour cent (15%), lors de l'acceptation définitive.

**5.8** Les Travaux d'aménagements seront assumés par le Locateur jusqu'à concurrence d'un montant de dix dollars (10,00$) par pied carré de la Superficie locative des Lieux loués (l'«**Allocation pour améliorations locatives** »). Toute somme attribuable à la taxe sur les produits et services et toute autre taxe semblable devront être ajoutées à l'Allocation pour améliorations locatives et payée par le Locateur.

Pour plus de précision, tout coût des Travaux d'aménagement excédant l'Allocation pour améliorations locatives seront assumés par le Locataire, à l'entière exonération du Locateur, incluant le coût des Experts. Le Locataire s'engage à payer tout tel excédent selon des dispositions du paragraphe 5.7 ci-haut.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JA | 2G |

**5.9** **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale et réparer tout dommage aux Lieux loués causé par l'enlèvement des aménagements et du mobilier intégré, le cas échéant. De plus, le Locateur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

## ARTICLE 6
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

**6.1** **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission écrite du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans motifs raisonnables. Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

**6.2** **Travaux sous la responsabilité du Locateur** : Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur et le Locataire devront s'échanger les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire parmi la liste fournie par le Locateur. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JD | 2G |

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus dix pour cent (10%) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser, au frais du Locataire, les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

**6.3** **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et les frais d'administration et de gestion, seront payés par le Locataire sur réception de la facture émis par le Locateur.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

**7.1** **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du Bail.

**7.2** **Heures normales d'occupation** : Les Heures normales d'occupation sont : du lundi au vendredi, entre 7 :00 heures et 18 :00 heures, à l'exception des jours fériés. En dehors de ces heures, l'accès à l'Édifice Queen ou à l'Édifice Prince se fait au moyen d'une puce d'accès. Le Locateur fournira au Locataire, aux frais du Locateur. les premières cartes d'accès jusqu'à concurrence d'un nombre de cent quatre-vingt (180) cartes d'accès. Toute carte additionnelle et tout remplacement de cartes déjà émises sera aux frais du Locataire, au coût actuel de cinq dollars (5,00$) par carte d'accès, sujet à toute augmentation décrétée par le Locateur. De plus, nonobstant les Heures normales d'occupation, le système de climatisation, ventilation et chauffage (CVC) est pleinement opérationnel jusqu'à 20h00 du lundi au vendredi, sauf pour les jours fériés, sans frais additionnels pour le Locataire.

À l'occasion, sur demande au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, le Locateur devra fournir dans les Lieux loués, en dehors des Heures normales d'occupation et après 20h00 en ce qui a trait au service CVC, pour maximum annuel de quarante (40) heures les même conditions que durant les Heures normales d'occupation et ce sans frais additionnels. Pour toutes demandes d'occupation excédents les quarante (40) heures annuelles le coût pour les services additionnels de CVC sera selon la grille tarifaire du Locateur lequel coût

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

est actuellement de 35,00$/heure plus les taxes de vente applicables, incluant les frais d'administration du Locateur et est sujet à modification, à la discrétion du Locateur.

**7.3** **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables ainsi qu'à celles décrites au Programme fonctionnel et technique, le cas échéant. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

**7.4** **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et des Aires et installations communes de l'Édifice tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe C dont le coût sera inclus dans les Frais d'exploitation. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens. Le Locateur devra mettre en place un service de recyclage pour le papier le plastique et le métal. Ce service sera assumé par le Locataire dans les Frais d'exploitation prévus à l'article 1.7 et 4,0.

**7.5** **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, lorsque requis par le Locataire au moyen de demandes de services, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra maintenir l'Édifice en bon état et effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe D. Ce service d'entretien et réparation des Lieux loués sera assumé par le Locataire dans les Frais de demandes de services prévus à l'article 4.3, lesquels seront sujets aux ajustements prévus à l'article 4.6.

**7.6** **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Édifice Queen et de l'Édifice Prince propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir, le cas échéant, les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

**7.7** **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures des Aires et

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JB | 2G |

installations communes, des Lieux Loués et les vitres extérieures de l'Édifice nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

**7.8** **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les Heures normales d'occupation, les conditions suivantes :

Été : température minimale de 23°C et maximale de 24°C;
Taux d'humidité relative maximum de 55%.

Hiver : température minimale de 21°C et maximale de 23°C;
Taux d'humidité relative minimum de 30%.

**7.9** **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les Heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

**7.10** **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

**7.11** **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

**7.12** **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire définies dans le Programme fonctionnel et technique.

**7.13** **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et un certificat d'assurance énonçant les termes de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

**7.14** **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**7.15** **Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe E.

**7.16** **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice Queen et à l'Édifice Prince soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

**7.17** **Drapeau et signalisation** : voir à faire inscrire le nom du Locataire sur le tableau d'affichage de chacun des Édifice Queen et Édifice Prince, aux frais du Locateur. Le Locateur concevra le style de cette identification et déterminera l'espace disponible sur le tableau d'affichage pour chaque locataire. Le tableau d'affichage sera situé à l'endroit désigné par le Locateur dans le hall principal de l'Édifice Queen et de l'Édifice Prince ou ailleurs dans chacun de ces édifices. Toute modification subséquente du nom du Locataire apparaissant sur le tableau d'affichage sera aux frais du Locataire.

**7.18** **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

**7.19** **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Locateur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

**7.20** **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, sauf en cas d'urgence où aucune autorisation ne sera requise, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

**7.21** **Stationnement et remisage** : assurer au Locataire, sauf en cas de Force majeure, la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage qui lui sont alloués, le cas échéant.

**7.22** **Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de céder le Bail ou de sous-louer les Lieux loués en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

a) Le ou les nouveaux occupants ne devront utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau ;

b) la capacité financière du sous-locataire ou du cessionnaire proposé devra être acceptable pour le Locateur;

c) le sous-locataire ou le cessionnaire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail;

d) le sous-locataire ou le cessionnaire devra souscrire et maintenir en vigueur, une couverture d'assurance pour les Lieux loués conforme aux exigences standards du Locateur;

e) le Locataire et le sous-locataire ou le cessionnaire, selon le cas, demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, pour fin de précision, le Locataire ne pourra pas céder ce Bail ou sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, ni en permettre l'utilisation par un tiers (une telle utilisation étant aux fins des présentes considérée être une sous-location) sans le consentement écrit du Locateur qui ne pourra le refuser sans motif sérieux ou raisonnable.

## ARTICLE 8
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

**8.1** **Publication** : Le Bail ou toute cession ou sous-location ne doit pas être inscrit au long au registre foncier mais uniquement au moyen d'un avis conforme aux dispositions de l'article 2999.1 du Code civil du Québec. L'avis ne devra contenir aucune information financière prévue au Bail. Le Locataire sera responsable de tous les coûts reliés à cette inscription, le cas échéant, y compris les frais d'inscription ainsi qu'un exemplaire pour le Locateur. Si un avis du Bail est inscrit au registre foncier par le Locataire, ce dernier doit, à l'expiration ou à la résiliation du Bail, obtenir la radiation de cet avis à ses frais, à défaut de quoi le Locateur pourra obtenir cette radiation et réclamer au Locataire les frais raisonnables ainsi encourus.

**8.2** **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**8.3** **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence grossière du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux. Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

**8.4** **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

**8.5** **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Édifice ou dans les Lieux loués qui sont la responsabilité du Locateur tel que prévu dans le présent Bail, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de chacun de ces Édifices ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

**8.6** **Visites** : permettre, pendant les douze (12) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00) (les « **Heures d'affaires** »).

**8.7** **Règlements** : Respecter les règlements tels que décris à l'Annexe F.

**8.8** **Consommation d'énergie excessive** : n'utiliser aucun appareil à l'usage excessif de l'énergie électrique ou à l'utilisation d'appareils provoquant un dégagement de chaleur excessif. Le Locataire reconnaît et accepte les systèmes de climatisation-ventilation-air climatisé (CVAC) présentement en place.

## ARTICLE 9
## DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice Queen ou l'Édifice Prince ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

**9.1** **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le Loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice Queen ou dans l'Édifice Prince le cas échéant sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice Queen ou dans l'Édifice Prince, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

**9.2** **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

**9.3** **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, si la durée des travaux de réparation excède cent quatre-vingt (180) jours, le Locataire aura alors le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 10
## DÉFAUT DU LOCATEUR

**10.1** **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire, agissant raisonnablement, est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis avec remise des pièces justificatives, le Locataire est autorisé à déduire ces frais raisonnables du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues sur remise de pièces justificatives. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier.

Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 11
## DÉFAUT DU LOCATAIRE

**11.1 Modalités :** Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

## ARTICLE 12
## AMIANTE

**12.1 Déclaration** : Le Locateur déclare, qu'au meilleur de ses connaissances, l'Immeuble ne contient pas d'amiante friable.

**12.2 Test d'air** : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice Queen ou dans l'Édifice Prince, le cas échéant, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CNESST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

**12.3 Correctifs** : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

**12.4 Défaut** : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JP | JG |

## ARTICLE 13
## DIVERS

**13.1 Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

**13.2 Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

**13.3 Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

**13.4 Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**13.5 Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

## ARTICLE 14
## POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

**14.1 Remise** : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

## ARTICLE 15
## ANNEXES

**15.1 Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JR | JG |

intégrante :

- ► Annexe A : Programme fonctionnel et technique.
- ► Annexe B : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe C : Devis d'entretien ménager.
- ► Annexe D : Devis d'entretien électromécanique.
- ► Annexe E : Plan stratégique de développement durable.
- ► Annexe F : Règlement de l'Immeuble

**15.2** **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes. Dans ce Bail, à moins que le contexte ne dicte autrement, le masculin comporte le féminin et le singulier le pluriel ; et les mots « ci-dessus », « des présentes » ainsi que des mots ou expressions semblables se réfèrent au Bail en son entier.

## ARTICLE 16
## ÉLECTION DE DOMICILE

**16.1** **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :

**CDM DE MONTREAL INC.**
403-80, rue Queen
Montréal, Québec, H3C 2N5,
A l'attention de la Directrice, Documentation de baux, Est du Canada
Télécopieur : (514) 868-0209

avec une copie au :

1700-134, rue Peter
Toronto, Ontario M5V 2H2
A l'attention du Vice-président
Télécopieur: (416) 977-9053

ainsi qu'une copie à toute autre personne ou adresse que le Locateur mentionnera par avis écrit.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| JB | DG |

► Pour le Locataire :

**VILLE DE MONTRÉAL**
Direction des stratégies et transactions immobilières
303, rue Notre Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-8350

**16.2 Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**16.3 Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

## ARTICLE 17
## COURTIER

**17.1 Commission** : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 11 janvier 2017

**CDM DE MONTRÉAL INC.**
**(**LOCATEUR**)**

Par : Thomas G. Burns
Titre : vice-président

Le _____ 2017

**VILLE DE MONTRÉAL**
(LOCATAIRE)

Par : Yves Saindon
Titre : Greffier

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Annexe B

Plan des Lieux loués

***ANNEXE B***

***PLAN DES LIEUX LOUÉS QUEEN***



***ANNEXE B-1***

***PLAN DES LIEUX LOUÉS PRINCE***



***ANNEXE B-2***

***CERTIFICATS DE MESURAGE DES LIEUX LOUÉS***

***ET DE L'ÉDIFICE QUEEN ET DE L'ÉDIFICE PRINCE***

extreme measures inc

www.xmeasures.com
mail@xmeasures.com

tel: 416.323.2858
fax: 416.323.0855
toll free: 1.877.XMEASURES

55 Avenue Road
Suite 2920
Toronto, ON M5R 3L2

Prepared: December 8, 2016

Att: Mr. Andrew Rankin
Manager, Leasing
Allied Properties REIT "Client"
80, Rue Queen, Bureau 403
Montreal Quebec H3C 2N5

Re: Suite 301, 80 Queen Street Montreal, Quebec ("Property")

Subsequent to our site measurements of the Property on December 05, 2016 we confirm the following:

The area noted below is in compliance with the *ANSI/BOMA Z65.1-2010 Office Buildings: Standard Methods of Measurement,* Method A. The area is consistent with version 2 of the corresponding area chart.

**Suite 301: Rentable Area with a 15% Gross-up on December 05, 2016 = 9,651 square feet**

**80 Queen Street Capped Rentable Area = 76,945 square feet**

If you have any concerns, please feel free to contact our office at your convenience.

Thank you,
Extreme Measures Inc.

extreme measures inc.

www.xmeasures.com
mail@xmeasures.com

tel: 416.323.2858
fax: 416.323.0855
toll free: 1.877.XMEASURES

55 Avenue Road
Suite 2920
Toronto, ON M5R 3L2

Prepared: December 8, 2016

Att: Mr. Andrew Rankin
Manager, Leasing
Allied Properties REIT "Client"
80, Rue Queen, Bureau 403
Montreal Quebec H3C 2N5

Re: Suite 403, 80 Queen Street Montreal, Quebec ("Property")

Subsequent to our site measurements of the Property on October 27, 2014 we confirm the following:

The area noted below is in compliance with the *ANSI/BOMA Z65.1-2010 Office Buildings: Standard Methods of Measurement,* Method A. The area is consistent with version 2 of the corresponding area chart.

**Suite 403: Rentable Area with a 15% Gross-up on October 27, 2014 = 6,587 square feet**

**80 Queen Street Capped Rentable Area = 76,945 square feet**

If you have any concerns, please feel free to contact our office at your convenience.

Thank you,
Extreme Measures Inc.

extreme measures inc.

www.xmeasures.com
mail@xmeasures.com

tel: 416.323.2858
fax: 416.323.0855
toll free: 1.877.XMEASURES

55 Avenue Road
Suite 2920
Toronto, ON M5R 3L2

Prepared: December 8, 2016

Att: Mr. Andrew Rankin
Manager, Leasing
Allied Properties REIT "Client"
80, Rue Queen, Bureau 403
Montreal Quebec H3C 2N5

Re: Suite 404 & 405, 80 Queen Street Montreal, Quebec ("Property")

Subsequent to our site measurements of the Property on October 27, 2014 we confirm the following:

The area noted below is in compliance with the *ANSI/BOMA Z65.1-2010 Office Buildings: Standard Methods of Measurement,* Method A. The area is consistent with version 2 of the corresponding area chart.

**Suite 404 & 405: Rentable Area with a 15% Gross-up on October 27, 2014 = 5,616 square feet**

**80 Queen Street Capped Rentable Area = 76,945 square feet**

If you have any concerns, please feel free to contact our office at your convenience.

Thank you,
Extreme Measures Inc.

extreme measures inc

www.xmeasures.com
mail@xmeasures.com

tel: 416.323.2858
fax: 416.323.0855
toll free: 1.877.XMEASURES

55 Avenue Road
Suite 2920
Toronto, ON M5R 3L2

Prepared: December 9, 2016

Att: Mr. Andrew Rankin
Manager, Leasing
Allied Properties REIT "Client"
80, Rue Queen, Bureau 403
Montreal Quebec H3C 2N5

Re: Suite 420, 87 Prince Street Montreal, Quebec ("Property")

Subsequent to our site measurements of the Property on December 05, 2016 we confirm the following:

The area noted below is in compliance with the *ANSI/BOMA Z65.1-2010 Office Buildings: Standard Methods of Measurement* Method A. The area is consistent with version 2 of the corresponding area chart.

**Suite 420: Rentable Area with a 15% Gross-up on December 05, 2016 = 6,744 square feet**

**87 Prince Street Capped Rentable Area = 100,128 square feet**

If you have any concerns, please feel free to contact our office at your convenience.

Thank you,
Extreme Measures Inc.

Annexe C

Devis d'entretien ménager

## GÉNÉRALITÉS

### 6.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux, les échafaudages, les outils et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre au même niveau de qualité, quelles que soient les fluctuations d'occupation et d'achalandage et la période de l'année. Les matériaux utilisés ne doivent pas détériorer les biens du Locataire, ni être nocifs pour la santé.

### 6.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien ménager doivent être effectués après 17:00 heures, tous les jours indiqués au tableau intitulé "LISTE DES TRAVAUX ET FRÉQUENCES". À son départ, le responsable de l'entretien ménager doit vérifier les portes et les fenêtres afin qu'elles soient fermées et verrouillées.

Toutefois, le Locataire pourra en tout temps, par avis écrit au Locateur, changer cet horaire en tout ou en partie. Cet avis devra toutefois parvenir au Locateur sept (7) jours avant son entrée en vigueur.

### 6.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les employés du Locateur ne doivent déplacer aucun papier, document ou objet laissé sur le mobilier. En aucune circonstance, il n'est permis aux employés du Locateur d'ouvrir les tiroirs du mobilier.

Il est strictement interdit de déposer les chaises, paniers à papier, etc., sur le mobilier, à moins d'avoir, au préalable, recouvert les meubles d'une toile protectrice appropriée. En aucun cas, le personnel ne doit se servir du mobilier, comme échafaudage pour exécuter ses travaux.

### 6.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Le Locateur doit fournir sur demande du Locataire les renseignements énumérés ci-dessous au Locataire, pour chaque employé, dès le début d'occupation des lieux par le locataire. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de personnel.

Renseignements requis:

- le nom de l'employé
- sa date de naissance

### 6.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Le Locateur doit fournir un registre des travaux d'entretien à l'exception des travaux quotidiens.

## 6.2 EXIGENCES FONCTIONNELLES

### 6.2 .1 DISPOSITION DES ORDURES/GESTION DES DECHETS

Toute ordure doit être transportée quotidiennement en dehors des espaces loués au point central d'entreposage des ordures. Le Locateur doit disposer des ordures en se conformant au service de collecte des ordures et à son calendrier et défrayer le coût de tout service additionnel. De plus, le Locateur devra s'assurer que la collecte des ordures à l'intérieur des lieux loués inclut un processus de recyclage de papier et une collecte de compost dans les cafétérias et cafés.

6.2.2 APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

Le Locateur doit remplacer à ses frais les ampoules, les démarreurs, les régulateurs et les tubes fluorescents dès qu'ils sont défectueux ou brûlés et nettoyer en même temps les luminaires. Ces frais seront rechargés au Locataire.

Mettre en place un programme pour maintenir le niveau de mercure en dessous de la limite de 100 picogrammes/lumenheure pour toutes les ampoules contenant du mercure, par moyenne pondérée de toutes les ampoules contenant du mercure pour le bâtiment existant et son terrain.

Lors du remplacement d'un ballast de fluorescent, le nouveau ne contiendra aucun BPC.

6.2.3 LOCAL POUR ENTRETIEN MÉNAGER

Les locaux mis à la disposition des préposés à l'entretien ménager doivent être propres en tout temps. Ils ne doivent pas dégager de mauvaises odeurs et doivent être désinfectés au besoin.

6.2.4 ENTRÉES

Du 15 mai au 1er novembre, les entrées extérieures doivent être balayées et lavées aussi souvent que nécessaire.

De plus, du 1er novembre au 15 mai, les entrées extérieures doivent être déneigées et maintenues libres de toute glace, boue et sable. Le Locateur doit fournir, installer et entretenir des tapis absorbants, avec bordure de caoutchouc, dans les vestibules, les halls d'entrée, etc. Dans des conditions particulières, le Locataire pourra exiger des tapis supplémentaires.

En tout temps, les entrées principales et de service seront maintenues libres de débris tels que papiers, cartons, boites vides, etc.

Toutes les entrées où il y a une forte circulation seront munies de systèmes d'entrée permanents (paillassons, grilles gratte-pieds, etc.) pour capter la saleté, les particules, etc.

6.2.5 STATIONNEMENT

Le stationnement sera nettoyé en tout temps et maintenu libre de glace.

## 6.3 TRAVAUX

6.3.1 DÉTACHAGE QUOTIDIEN

En plus des activités journalières indiquées dans ce chapitre, le Locateur doit effectuer le détachage quotidien de toute surface qui le nécessite. Tout élément chromé ou en acier inoxydable doit être tenu exempt de taches et d'empreintes digitales.

6.3.2 LUMINAIRES

Au besoin, le Locateur doit nettoyer les diffuseurs intérieurs et extérieurs de toute accumulation d'insectes.

6.3.3 FOURNITURES / ÉQUIPEMENTS

Les poubelles et récipients doivent être munis de sacs de plastique avec un contenu recyclé post-consommation d'au moins 50%.

Ces derniers devront être remplacés une fois par semaine ou plus fréquemment, à la demande du Locataire, lorsqu'il y a des risques de contamination et de dégagement de mauvaises odeurs.

Le Locateur doit installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de toilette: essuie-mains ou séchoirs, savon liquide ou autres, papier hygiénique (2 plies), désinfectant, miroir, poubelle sanitaire, gobelets de papier, réceptacle et distributeur de serviettes sanitaires. De plus, le Locateur doit également installer et pourvoir en matériel tous les accessoires requis dans les salles de repos spécifiquement les essuie-mains et le savon liquide ou autre.

6.3.4 PLANCHERS

Pour le décapage des planchers recouverts de linoléum, de carreaux de linoléum ou de vinyle Etc., de même que pour le lavage des tapis à la machine, tout le mobilier y compris les écrans acoustiques, les plantes, etc. à l'exception des classeurs et des armoires, doivent être déplacés et replacés au même endroit par le Locateur sauf si autrement spécifié par le Locataire.

Toutefois, étant donné leur fragilité, les appareils informatiques et les meubles avec annexe ne seront pas déplacés.

Le Locateur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les taches de rouille ou autres sur le plancher. Il sera de plus tenu responsable de tout bris et de toute détérioration causés au mobilier et au revêtement au cours de ces travaux.

6.3.5 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES

Le lavage de vitres comprend le lavage des vitres proprement dites, des meneaux, des cadres et des châssis.

6.3.6 VITRES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES DES FENÊTRES (suite)

Lorsque les fenêtres sont ouvrantes et non scellées, toutes les surfaces de verre et de cadre doivent être lavées. Le démontage et la remise en place des contre-fenêtres, moustiquaires ou autres, requis pour le lavage doivent se faire en assurant une coordination du lavage des deux côtés de la surface vitrée (intérieure ou extérieure).

6.3.7 GARNITURES DE FENÊTRES

Dans le cas de garnitures de fenêtres qui appartiennent au Locataire, toute défectuosité qui nécessite une réparation doit être rapportée par écrit à ce dernier. Si les défectuosités ne sont pas rapportées avant d'enlever le store ou les tentures, le Locataire considérera qu'ils ont été endommagés durant le nettoyage et le Locateur devra les remettre en bon état à ses propres frais.

Le nettoyage doit être fait selon les recommandations du fabricant. De plus, le Locateur doit faire des essais de nettoyage sur les draperies afin de prévenir toute détérioration, en particulier le rétrécissement, la décoloration et la dégradation du traitement ignifuge des draperies.

Les garnitures doivent être réinstallées à leur place respective. Au besoin, les ajuster afin d'en assurer le bon fonctionnement.

### 6.3.8 CONTROLE DES ORGANISMES NUISIBLES

Mettre en place et gérer une politique de lutte intégrée contre les organismes nuisibles à l'intérieur du bâtiment de manière à minimiser le recours à des produits à haute toxicité.

La politique mettra en vigueur :

- Les méthodes intégrées ;
- Les inspections de bâtiment ou d'organismes nuisibles ;
- Des contrôles de population d'organismes nuisibles ;
- Une analyse du besoin de lutte intégrée contre les organismes nuisibles ;
- Une ou plusieurs méthodes de lutte intégrée, incluant le nettoyage, des réparations structurales, des contrôles mécaniques et vivants, d'autres méthodes non-chimiques et, si des moyens non toxiques sont irréalistes, le recours au pesticide le moins toxique possible.

Ce plan doit être accompagné d'une stratégie de communication et d'un programme de formation des occupants. On doit y retrouver la liste des produits potentiellement toxiques, les coordonnées de la personne responsable à contacter en cas d'intoxication, l'information pertinente sur le produit (fiches MSDS).

Un avis doit être émis à tous les occupants 72 heures avant l'épandage d'un produit toxique. Indiquer dans le plan les circonstances où cette règle ne pourrait être respectée et avisées au moins 24 heures à l'avance avant l'application en urgence de tout produit.

## 6.4 TÂCHES À ACCOMPLIR

### 6.4.1 LISTE

Les tâches à accomplir sont énumérées à la liste des tâches et fréquences ci-jointes. Les exigences minimales établies dans cette liste ne limitent en rien la responsabilité du Locateur d'effectuer, selon les règles du métier, tous les travaux d'entretien requis pour assurer toute la qualité et la continuité de service exigées au présent chapitre, en tenant compte des fluctuations physiques périodiques et irrégulières.

### 6.4.2 FRÉQUENCE

Les fréquences énoncées pour chaque tâche sont un strict minimum requis que le Locateur doit ajuster selon les besoins. Quels que soient l'utilisation, le taux d'occupation, l'achalandage du public, la période de l'année, etc., il doit assurer toute la qualité et la continuité de services exigés au présent chapitre et cela à la satisfaction du Locataire.

### LISTE DES TÂCHES ET FRÉQUENCES

LÉGENDE

| | |
|---|---|
| J | tous les jours |
| 2J | tous les 2 jours |
| S | toutes les semaines |
| 2S | toutes les 2 semaines |
| M | tous les mois |
| 4A | 4 fois par année (aux 3 mois) |
| 2A | 2 fois par année (aux 6 mois) |
| 1A | 4 fois par année (aux 3 mois) |
| B | 2 fois par année (aux 6 mois) |

| ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL | TÂCHES | FRÉQ./MIN. |
|---|---|---|
| 1. PLANCHERS SANS TAPIS | - vadrouillage humide | J+B |
| | - lavage et rinçage | J+B |
| | - cirage | |
| | - polissage | |
| | - décapage, cirage et polissage | 2A |
| 2. ESCALIERS | - vadrouillage | |
| - rampes pour handicapés | - rampes pour handicapés | |
| 3. PLANCHERS AVEC TAPIS | - nettoyage à la machine | 2A |
| - aires de circulation | - aspiration au complet | J |
| - aires de bureaux | - aspiration au complet | 2S |

| ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL | TÂCHES | FRÉQ./MIN. |
|---|---|---|
| 4. PLANCHER SURÉLEVÉ DE SALLE D'INFORMATIQUE | - aspiration<br>- nettoyage au linge humide et vadrouille | J<br>B |
| 5. GRILLE ET BASSIN GRATTE-PIEDS, PERRON, GALERIE, ESCALIERS, ETC | - nettoyage | S+B |
| 6. PLAFOND | - nettoyage ou détachage (si requis) | B |
| 7. MURS ET CLOISONS<br>- fini tapis<br>- fini plâtre, bois, placoplâtre<br>- fini brique | - époussetage et lavage<br>- détachage<br>- aspiration | 1A<br>B<br>M |
| 8. ÉCRANS ACOUSTIQUES | - détachage<br>- aspiration<br>- époussetage | B<br>1A<br>M |
| 9. VITRES | | |
| - portes et cloisons d'entrée vitrées | - lavage | S |
| - portes et cloisons intérieures vitrées | - lavage | 2S+B |
| - fenêtres: - vitres intérieures | - lavage (mai et octobre) | 2A |
| - vitres extérieures | - lavage (mai, août, octobre) | 3A |
| - cloisons vitrées de sécurité | - nettoyage | S+B |
| - rez-de-chaussée extérieures | - lavage | M |
| 10. FENÊTRES | - nettoyage | M |
| - appui et rebord | - époussetage | M |
| 11. STORES | | |
| - verticaux | - nettoyage | 1A |
| - horizontaux | - nettoyage | 2A |
| 12. PORTES et cadres de portes | - nettoyage | M+B |
| 13. SALLES<br>- polyvalente, rencontre de groupes et entrevue (multiservice) | -entretien et nettoyage régulier | J |
| 14. CUISINES - AIRES DE REPOS | | |
| - planchers | - lavage | J+B |
| - murs | - époussetage et détachage<br>- lavage | B<br>J |
| - mobilier (comptoir) | - lavage | J |
| - céramique | - lavage | S+B |
| - papier, serviettes | - approvisionnement | J |
| - savon | - approvisionnement | J |
| - compost | - vider les contenants dans le bac à compost central | J |

| ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL | TÂCHES | FRÉQ./MIN. |
|---|---|---|
| 15. SALLES DE TOILETTES | | |
| - planchers | - lavage et balayage | J+B |
| | - décapage | M |
| - murs (céramique) | - lavage | J |
| - cloisons (intér.) | - détachage | B |
| | - lavage complet | s |
| - cloisons (ext.) | - lavage | s |
| - murs | - lavage | s |
| - urinoirs | - lavage et désinfection | J |
| - cuvettes et sièges | - lavage et désinfection | J |
| - éviers et douches | - lavage et désinfection | J |
| - miroirs | - lavage | J |
| - réceptacle à savon | - lavage | J |
| - séchoirs à main | - lavage | J |
| - poubelles + accès. | - désinfection | J |
| - sacs de plastique | - remplacement | J |
| - papier et serviettes | - approvisionnement | J |
| - savon | - approvisionnement | J |
| - désinfectant | - approvisionnement | J |
| 16. ASCENSEURS | | |
| - planchers, mains courantes | - nettoyage | J |
| - intérieur | - nettoyage complet | S |
| - rainures de portes | - nettoyage complet | S |
| - portes et encadrement | - nettoyage où requis | J |
| - plafond | - nettoyage complet | 1A |
| 17. ESCALIERS MÉCANIQUES | | |
| - rainures, mains courantes | - nettoyage et aspiration | J |
| - panneaux métalliques | - nettoyage | S |
| 18. MONTE-CHARGE | | |
| - planchers | - nettoyage | J |
| - cabine | - nettoyage | S |
| 19. MOBILIER | | |
| - chaises et fauteuils bois, cuirette, plastique, fibre de verre | - lavage | 4A |
| - tissus | - aspiration | 1A |
| | - détachage | B |
| - bureaux, tables, classeurs et étagères | - époussetage | S |
| | - détachage | B |
| - bureaux, tables, | - lavage | 1A |
| 20. FONTAINES À BOIRE | - nettoyage | J |
| | - désinfection | 2S |
| 21. CENDRIERS | - vider et nettoyer | J |
| | - changer le sable | M |
| - corbeilles à rebuts | - vider et nettoyer | J |
| - poubelles à déchets alimentaires | - vider et nettoyer | J |
| | - désinfecter | J |

| ARTICLE, ENDROIT OU APPAREIL | TÂCHES | FRÉQ./MIN. |
|---|---|---|
| 22. BACS DE RÉCUPÉRATION | | |
| - aux postes (papier) | - vider dans bac de récupération de papier principal du bâtiment | J |
| - du département ou de l'étage (papier, carton, verre, plastique et métal) | - vider dans bacs de récupération principaux du bâtiment | J |
| 23. TÉLÉPHONES | | |
| - appareils de bureau | - nettoyage | M |
| - appareils dans la salle multiservice | - nettoyage en profondeur | s |
| 24. TABLEAUX POUR ÉCRIRE | - nettoyage | J |
| | - lavage | J |
| 25. BABILLARDS D'AFFICHAGE | - époussetage | M |
| 26. EXTINCTEURS | - époussetage | M |
| | - lavage | 1A |
| 27. ARMOIRES BOYAUX INCENDIE | - époussetage | 1A |
| | - lavage | 1A |
| 28. PANNEAUX SIGNALISATION | | |
| - (interne) | - époussetage | 2A |
| - (externe) | - lavage | 2A |
| 29. RADIATEURS, CALORIFÈRES, CONVECTEURS | - époussetage | s |
| | - nettoyage | 2A |
| 30. GRILLES, DIFFUSEURS D'AIR | - nettoyage | 1A |
| 31. GARAGE ET ENTREPOT | - lavage du plancher | B+2A |
| | - nettoyage des murs | 1A |
| 32. ÉCLAIRAGE INCANDESCENT ET FLUORESCENT (luminaires, diffuseurs, réflecteurs, lampes) | - nettoyage à l'aide d'une solution antistatique | 1A+B |
| 33. AIRES PAVÉES, COURS INTÉRIEURES, STATIONNEMENT | - nettoyage | B |
| 34. BACS DE COMPOSTAGE | | |
| - dans les cafés des départements, dans les salles de repos | - vidé dans le bac de compostage central du bâtiment., nettoyer les contenants locaux | J |
| | - entretenir le bac à compost central et assurer son fonctionnement | B |
| | - récolter le compost du bac central et le distribué selon les directives du programme retenu. | B |

## 6.5 TÂCHES DU PROPRIÉTAIRE

### 6.5.1 AJUSTER LES POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT

Une fois l'audit des déchets est complétée, ajuster les politiques d'approvisionnement pour répondre aux résultats en réduisant la quantité de déchets de l'édifice le plus possible à la source (ex. choisir des produits avec un emballage recyclable, ou sans emballage).

### 6.5.2 FORMATION DES USAGERS DU BÂTIMENT

Mettre en place et gérer un programme d'éducation et de sensibilisation des usagers au programme de recyclage et tri des déchets du bâtiment. S'assurer que les bacs locaux de recyclage (par étage ou département) sont clairement identifiés et accessibles aux usagers.

Annexe D

Devis d'entretien électromécanique

## TABLE DES MATIÈRES

**7.1 GÉNÉRALITÉS**

7.1.1 PORTÉE
7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX
7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS
7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

**7.2 TRAVAUX**

7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL
7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL
7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

# 7.1 GÉNÉRALITÉS

## 7.1.1 PORTÉE

Le Locateur doit fournir toute la main-d'oeuvre, les matériaux, les pièces de remplacement, les échafaudages, les outils spécialisés et autres accessoires nécessaires pour exécuter tous les travaux décrits au présent chapitre quelle que soit la période de l'année. Les matériaux ou les méthodes utilisés ne doivent pas détériorer la qualité de vie des usagers des locaux loués ni être nocifs pour la santé.

## 7.1.2 HORAIRES DES TRAVAUX

Les travaux d'entretien d'équipement et de protection qui risquent d'affecter significativement la bonne opération des systèmes devront être effectués après les heures normales de travail, sauf en cas d'impondérable majeur. Dans ce cas, le Locateur devra prendre les mesures nécessaires afin de limiter les inconvénients au Locataire. À son départ, le responsable de l'entretien doit s'assurer que tous les systèmes soient opérationnels.

Toutefois, le Locateur pourra, après entente avec le Locataire et confirmé par avis écrit, modifier raisonnablement cet horaire. Cet avis devra toutefois parvenir au Locataire dix (10) jours avant son application.

## 7.1.3 PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

Le Locateur et/ou ses représentants doivent assurer la protection des biens du Locataire et de ses occupants.

## 7.1.4 IDENTIFICATION DES EMPLOYÉS

Dès le début de l'occupation des locaux loués par le Locataire et à sa demande, le Locateur doit lui fournir la liste du personnel ou des entrepreneurs qui assureront l'entretien des équipements électromécaniques. Par la suite, il doit faire de même pour toute modification de cette liste.

Renseignements requis pour les responsables: noms, numéros de téléphone, adresses postales, adresses Internet (si disponible).

### 7.1.5 REGISTRE DES TRAVAUX

Trente (30) jours après l'occupation des lieux par le Locataire, le Locateur doit lui remettre un registre des travaux d'entretien électromécanique ainsi que la fréquence de ces travaux.

## 7.2 TRAVAUX

### 7.2.1 COMPÉTENCE DU PERSONNEL

Le Locateur devra à ses frais assurer l'entretien de tous les équipements électromécaniques du bâtiment. Les travaux devront être exécutés par du personnel qualifié ou par des entrepreneurs externes qualifiés.

### 7.2.2 RELAMPAGE PONCTUEL

Le Locateur procédera, suite à sa vérification, dans un délai de 24 heures au remplacement de fluorescent et transformateur d'allumage (ballast) défectueux.

### 7.2.3 CERTIFICATION DES TRAVAUX

Un certificat écrit et signé par le Locateur ou par l'entrepreneur externe devra être envoyé par courrier certifié une fois l'an, confirmant que les travaux d'entretien des disciplines ci-dessous mentionnées ont été effectués ainsi que la fréquence de cet entretien respectée ;

- transport vertical;
- alarme-intrusion;
- protection-incendie;
- alarme-incendie;
- éclairage d'urgence;
- tous les équipements électriques (entrée principale, distribution, etc.) ;
- tous les équipements mécaniques (ventilation, chauffage, climatisation, plomberie, circuit d'eau chaude et réfrigérée, pompes, filtres, humidificateur, volets, persiennes, et tous les autres équipements nécessitant de l'entretien);
- toute la régulation automatique (micro-climat etc.).

Annexe E

Plan stratégique de développement durable

# Directive # 01
# Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

## 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

## 1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

## 2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

## 3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

## 4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

## 5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Plan stratégique de développement durable
Direction des immeubles

# Directive # 04
# Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

## 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

## 1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

## 2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

## 3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- ( P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

## RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

## 4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

# Directive # 05
# Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

## 1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

## 2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

## 3. DÉFINITIONS

**Déchets de CRD** : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

**Valorisation des déchets de CRD** : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

**Réutilisation** : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

**Déconstruction sélective** : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

**Filière d'élimination** : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

**Séparation à la source** : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

**Métaux non-ferreux** : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

## 4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

| | |
|---|---|
| Le bois | La terre |
| Le métal | Les résidus verts |
| Le roc et le béton | Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique) |

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

## 5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

## 6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

## 7. RÉFÉRENCES INTERNET

SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
**Écocentres, guide de gestion** :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
**Recyc-Québec** : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
**Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ)** : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
**Mélimax** : www.mélimax.com
**Multi Recyclage S.D.** : www.multirecyclage.com
**Éco-réno** : www.ecoreno.com
**Boytech Démolition** : www.boytechdemolition.com
**Habitat pour l'Humanité / Re Store** : www.habitatmontreal.qc.ca

Annexe F

Règlements de l'immeuble

***ANNEXE « F »***

***RÈGLEMENTS***

Le Locataire (le terme « **Locataire** » incluant, pour les fins des présentes, ses administrateurs, employés, dirigeants, mandataires et visiteurs) convient d'observer les règlements suivants ainsi que les autres règlements que le Locateur (le terme « **Locateur** » incluant, pour les fins des présentes, le gestionnaire immobilier, ses employés et mandataires) pourra adopter, de temps à autre, en rapport avec la saine gestion de l'Immeuble et le Terme « Édifice » incluant, pour les fins des présentes, l'Édifice Queen et l'Édifice Prince. Les règlements ne doivent pas être incompatibles avec les termes du Bail et toute modification aux règlements doit être communiquée au Locataire.

**1. <u>Circulation</u>**

1.1. L'accès à l'Édifice est contrôlé par un système d'accès par cartes de type proximité. Le Locataire doit aviser en temps opportun et par écrit le Locateur de tout départ ou arrivée d'employés et de toute modification des heures d'accessibilité. Le gestionnaire immobilier doit remettre au Locataire une carte d'accès pour chaque utilisateur identifié. Le Locataire doit verser pour chaque carte d'accès le tarif établi par le Locateur de temps à autre pour couvrir l'achat, la programmation et les frais d'administration du système d'accès. Ledit versement n'est pas remboursable. Les cartes d'accès demeurent la propriété du Locateur ; le Locataire s'engage à remettre au Locateur toutes les cartes d'accès de l'Édifice à la fin du Bail.

1.2. L'accès aux espaces communs est également contrôlé par un système de clés protégées de type SCHLAGE. Pour les espaces communs dont l'accessibilité peut être permise au Locataire, le Locataire doit verser pour chaque clé qui lui est remise le tarif établi par le Locateur de temps à autre pour couvrir les frais de fabrication et d'administration. Ledit versement n'est pas remboursable. Les clés demeurent la propriété du Locateur. Le Locataire s'engage à remettre au Locateur toutes les clés d'accès aux espaces communs de l'Édifice à la fin du Bail.

1.3. Défense d'entraver la circulation - Le Locataire ne doit laisser ou permettre que ne soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les Aires et installations communes de l'Édifice (par exemple : chaussures, bottes, etc.).

**2. <u>Débarcadère et ascenseurs</u>**

2.1 Chargement et déchargement - Le chargement et le déchargement de marchandises et de meubles doivent être effectués aux endroits prévus à cet effet, le cas échéant, et sont aux risques du Locataire et suivant les consignes du Locateur. Le Locateur doit être avisé de toute manipulation qui peut perturber ou nuire à la libre circulation dans les espaces et installations à usage commun de l'Immeuble. Dès que le chargement ou déchargement est terminé, le Locataire doit libérer l'accès. Tout véhicule non autorisé stationné dans la zone du débarcadère ou tout véhicule de livraison stationné pour une période excédant la durée permise sera remorqué aux frais du propriétaire du véhicule.

2.2 Ascenseurs et monte-charge – Les heures de réservation des ascenseurs et monte-charges pour fins de manutention de marchandises et de meubles doivent être en dehors des heures d'affaires de l'Édifice, à moins d'entente avec le gestionnaire immobilier. Dès que la manutention est terminée, le Locataire doit libérer l'ascenseur ou le monte-charge.

2.3 Il est strictement défendu d'utiliser dans l'Édifice des chariots élévateurs à palettes ou transpalettes, que ce soit dans les débarcadères, Aires et installations communes, Lieux loués, Ascenseurs, monte-charges, etc. Cependant, il est permis d'utiliser des chariots de manutention à bras tels que des diables ou chariots montés sur des pneumatiques.

**3. <u>Espaces publics</u>**

3.1 L'utilisation des Aires et installations communes de l'Édifice sera sous le contrôle exclusif du Locateur.

**4. <u>Urgence et sécurité</u>**

4.1 Toute urgence, situation irrégulière ou potentiellement dangereuse, doit être portée à l'attention du représentant du Locateur.

4.2 Seuls les escaliers et issues de secours doivent être utilisés en cas d'urgence.

4.3 Une coordination et une collaboration étroites devront être maintenues entre les services de sécurité éventuels du Locataire et du Locateur, pour la protection de l'Immeuble. Le Locataire doit identifier parmi ses administrateurs, employés, dirigeants et mandataires un responsable des urgences et de la sécurité et communiquer au Locateur le nom et les coordonnées de la personne ainsi désignée.

4.4 Interruption des services mécaniques de circulation - Le service des ascenseurs et monte-charge de l'Édifice, s'il y a lieu, pourra être interrompu pour des raisons d'entretien ou d'urgence.

4.5 Pour des raisons de sécurité, en aucun temps, la densité humaine dans les Lieux loués ne devra dépasser une (1) personne pour cent vingt-cinq (125) pieds carrés de superficie locative louée.

**5. Véhicules et animaux**

5.1 Sous réserve des articles 17 et 18 des présents règlements, il est interdit d'introduire à l'intérieur de l'Édifice ou des Lieux loués tout animal ou véhicule, exception faite des animaux ou véhicules nécessaires au déplacement des personnes aveugles ou autrement handicapées.

5.2 Il est strictement défendu de circuler dans les Lieux loués ou dans les Aires et installations communes de l'Édifice sur des patins à roues alignées, une planche à roulettes ou une trottinette.

**6. Appareils, équipements et coffres-forts**

6.1 À l'exception de l'équipement de bureau, aucun appareil ou pièce d'équipement ne pourra être introduit dans l'Édifice sans l'approbation du Locateur, qui pourra en refuser l'installation ou désigner l'emplacement éventuel des objets lourds à placer dans les Lieux loués, le cas échéant.

6.2 Les diables, chariots et appareils semblables utilisés pour livrer ou recevoir des marchandises ou du matériel doivent être munis de pneus de caoutchouc, de rails latéraux et de tout autre dispositif de sécurité que le Locateur exige.

**7. Activités illicites du Locataire et colportage**

7.1 Le Locataire devra voir à ne pas gêner les voisins et à respecter le bon ordre et la sécurité de l'Édifice. Toute sollicitation et tout colportage dans l'Édifice sont strictement défendus et le Locataire convient de collaborer avec le Locateur pour empêcher ce genre d'activité. La distribution de prospectus ou d'autre matériel publicitaire dans les espaces de stationnement de l'Édifice, le cas échéant, et dans les autres espaces et installations à usage commun de l'Édifice est également interdite.

**8. Ventes et commerces**

8.1 La vente de marchandises est interdite sans l'accord préalable du Locateur.

8.2 Le Locataire peut installer dans les Lieux loués une machine distributrice pour boissons gazeuses telles que Seven-Up, Coke, Pepsi et jus, etc. Cependant, il est interdit de vendre de la nourriture sur les Lieux loués (aucune machine distributrice à sandwichs, biscuits, barres de chocolat, croustilles, etc.)

9. **Enseignes, etc**.

9.1 Le Locataire doit s'assurer que toute enseigne ou objet visible de l'extérieur des Lieux loués se conforme aux directives du Locateur. Les affiches et le matériel publicitaire sont interdits.

**10. Publicité, adresse**

10.1 L'adresse de l'Édifice ne doit être utilisée par le Locataire que pour décrire les Lieux loués ou en désigner l'adresse. Les mots « ***Cité Multimédia*** » peuvent être utilisés par le Locataire à des fins promotionnelles, de description des Lieux loués ou pour en désigner son emplacement.

10.2 Le Locateur se réserve le droit d'empêcher toute publicité d'un Locataire qui nuirait à la sécurité, à la bonne réputation ou au bon fonctionnement de l'Édifice ou du Locateur le cas échéant et, sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locateur pourra interdire à un Locataire toute publicité concernant une activité illégale ou la vente d'un produit illicite ou inadmissible.

## 11. Systèmes mécaniques et électriques

11.1 L'entretien des systèmes électromécaniques et de télécommunication qui appartiennent ou qui sont à usage exclusif du Locataire sont à sa charge, à moins d'entente contraire avec le Locateur ou le gestionnaire immobilier.

11.2 Les répartitions des coûts d'alimentation des fluides, de la consommation électrique ou de toute autre source d'énergie seront effectuées par le Locateur et tel que précisé au Bail.

11.3 Les services spéciaux d'entretien et de réparation des systèmes mécaniques, électriques et de télécommunication à l'intérieur des Lieux loués ne devront être effectués que par le Locateur et seront à la charge du Locataire, selon les modalités prévues au Bail et suivant les tarifs établis par le Locateur de temps à autre.

11.4 Le service de climatisation et de chauffage s'effectuera pendant les Heures d'Affaires. Tout supplément sera à la charge du Locataire, suivant les tarifs établis par le Locateur de temps à autre.

11.5 La densité humaine dans les Lieux loués ne devra pas dépasser une (1) personne pour cent vingt-cinq (125) pieds carrés de superficie locative louée.

## 12. Fenêtres

12.1 L'habillement des fenêtres doit être fait selon les normes et standards du Locateur. Tout rideau ou store installés aux fenêtres, s'il y a lieu, devront être installés de façon à ne pas y nuire.

12.2 Le Locataire doit en tout temps garder les fenêtres extérieures fermées (si applicable) et pendant le cycle de climatisation, garder les rideaux ou stores de toutes les fenêtres exposées au soleil également fermés.

## 13. Portes d'accès aux Lieux Loués

13.1 Le Locataire ne modifiera pas le système d'accès aux Lieux loués sans le consentement du Locateur. Dans la situation où le Locateur consent à une telle modification, le Locataire devra remettre au Locateur une copie des clés ou l'aviser par écrit de la combinaison permettant l'entrée dans les Lieux loués, dès la mise en place des nouveaux systèmes de verrouillage des portes.

13.2 L'accès aux Lieux loués est contrôlé par un système de clés protégées de type SCHLAGE. Le Locataire doit aviser en temps opportun et par écrit le Locateur de ses besoins en clés et le Locateur doit agir avec diligence pour livrer les clés demandées au Locataire. Le Locataire doit verser pour chaque clé le tarif établi par le Locateur de temps à autre pour couvrir les frais de fabrication, de programmation et d'administration. Ledit versement n'est pas remboursable. Les clés demeurent la propriété du Locataire.

## 14. Nettoyage (entretien ménager)

14.1 Les services de nettoyage des espaces communs de l'Édifice seront exécutés seulement par les employés du Locateur ou de la firme retenue à cette fin par le gestionnaire immobilier de l'Immeuble.

14.2 L'entretien ménager des Lieux loués sera également effectué par les employés du Locateur ou de la firme retenue à cette fin, afin de limiter le nombre

d'intervenants dans l'Édifice et assurer une meilleure sécurité. Le coût de l'entretien ménager des Lieux loués ainsi que la nature des services requis seront sous la responsabilité du Locataire. Le Locataire doit respecter les consignes émises de temps en temps par le Locateur relativement à la disposition des ordures et des rebuts.

## 15. Interdiction de fumer

15.1 En conformité avec le droit applicable, il est interdit à quiconque de fumer où que ce soit dans l'Édifice, y compris dans les Lieux loués. Le Locataire doit faire preuve de civisme et respecter la propreté de l'entrée principale extérieure. Le Locataire, s'il y a lieu, doit utiliser les cendriers installés par le Locateur.

## 16. Accès aux salles de télécommunication

16.1 L'accès aux salles de télécommunication sera restreint. Le Locataire demeurera responsable de tout dommage lié à ladite salle de télécommunication si ces dommages résultent d'actions de sa part.

16.2 En aucun temps les salles de télécommunication ne devront être utilisées pour du rangement ou pour tout usage autre que celui auxquelles elles sont destinées.

16.3 Tout équipement informatique du Locataire installé dans les salles de télécommunication appartenant au Locateur devra être disposé dans un boîtier verrouillé, conçu à cet effet.

## 17. Stationnement intérieur

17.1 Seuls les véhicules autorisés peuvent être garés dans les aires de stationnement intérieur. Les usagers ont la responsabilité d'aviser par écrit le gestionnaire immobilier de tout changement quant à l'identification du véhicule. Tout véhicule non autorisé stationné dans le garage sera remorqué aux frais du propriétaire du véhicule et ce, sans aucun avis.

## 18. Bicyclettes

18.1 Les locataires qui désirent garer leurs bicyclettes à l'intérieur de l'Édifice doivent le faire dans les aires clôturées prévues à cet effet et à aucun autre endroit. Ceux-ci devront signer toute convention nécessaire à cet effet. Il est donc interdit d'utiliser les monte-charges et les ascenseurs pour le transport de bicyclettes, ou de stationner celles-ci à un endroit non autorisé car elles seront déplacées hors de l'Édifice aux frais du propriétaire.

18.2 Les locataires peuvent obtenir une clé d'accès à ces aires et un numéro d'identification auprès du gestionnaire immobilier. Le numéro d'identification doit obligatoirement être fixé à la bicyclette.

18.3 Les frais mensuels d'utilisation des aires clôturées, tels qu'établis de temps à autre par le gestionnaire immobilier, sont payables à la signature de la convention.

Docusign Envelope ID: 16000ED3-A9EB-42D3-B12D-5F216A98E7BF



# PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

**ENTRE :** **CDM DE MONTREAL INC.**, personne morale constituée sous le régime de la partie IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (L.R.Q., c. S-31.1), immatriculée au registre des entreprises (Québec), sous le numéro 1161936654, ayant son siège au 3200-747 rue Square Victoria, Montréal (Québec) H2Y 3Y9, agissant et représentée par Assmae Loudyi, signataire autorisée et Nanthini Mahalingam, vice-présidente dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ,c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**OBJET** : **80, Queen**

**LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT** :

**ATTENDU QUE** le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 27 février 2017 (le « **Bail initial** »), concernant des Lieux Loués dans l'édifice situé au 3e (bureau 301) et 4e étage (bureau 401) du 80, rue Queen (les « **Lieux loués Queen** ») et des Lieux Loués dans l'édifice situé au 4e étage (bureau 420) du 87, rue Prince (les « **Lieux loués Prince** »), à Montréal, pour une durée de 9 ans, débutant le 1er juillet 2017 et se terminant le 30 juin 2026 ;

**ATTENDU QUE** le Locataire souhaite convenir d'une convention de modification de bail (la « **Première convention de modification de bail ») ** afin de prolonger le Bail initial pour une durée de 5 ans à compter du 1er juillet 2026 (la « **Durée Prolongée** ») pour les Lieux loués Queen seulement ayant une superficie locative réputée de 20 000 pieds carrés selon les termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent.

**ATTENDU QUE** le Bail initial et cette Première convention de modification de bail sont collectivement nommés le « Bail » ;

**ATTENDU QUE** le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

**ATTENDU QUE** le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

**ATTENDU QUE** le Locateur déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cité et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:**

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 16000ED3-A9EB-42D3-B12D-5F216A98E7BF



## ARTICLE 1
## PRÉAMBULE

**1.** Le préambule fait partie intégrante de la présente Première convention de modification de bail.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.** **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 2 du Bail initial mais modifiés selon l'article 3.1 de la présente Première convention de modification de bail.

## ARTICLE 3
## MODIFICATIONS

**3.1** À compter de la Date de Commencement de la Durée Prolongée, l'article 2 du Bail initial est supprimé et remplacé par le suivant.

**« 2.1** **Désignation :** Des Lieux loués situés au 3e (bureau 301) et au 4e (bureau 401) (collectivement les « **Lieux loués** ») du bâtiment sis au 80, rue Queen, à Montréal, province de Québec, H3C 2N5 tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe B. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 713 298 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**2.2** **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée et réputée être vingt mille pieds carrés (20 000 pi$^2$).

**2.3** **Stationnement** : Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement rattachés à l'Immeuble à l'usage des employés du Locataire, des personnes à mobilité restreinte et des visiteurs, sans attribution spécifique, pour un total de cinq (5) places, étant entendu que le stationnement de l'Immeuble sera accessible au moyen d'une puce d'accès. Les espaces de stationnement seront loués au taux qui prévaudra et qui pourra être modifié de temps à autre par le Locateur, lequel taux est actuellement de deux cent quatre-vingt-cinq dollars (285,00$) par mois par espace de stationnement, incluant les taxes de vente applicables. »

**3.2** À compter de la Date de Commencement de la Durée Prolongée, l'article 3 du Bail initial est supprimé et remplacé par le suivant :

**« 3.1** **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans, commençant le premier (1er) juillet 2026 (la « **Date de Commencement de la Durée Prolongée** ») et se terminant le trente (30) juin deux mille trente-et-un (2031).

**3.2** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail, le Locataire devra aviser le Locateur de son intention de ne pas quitter les Lieux loués au moins soixante (60) jours avant la date d`expiration du Bail et le Locateur aura un délai de 5 jours ouvrables pour aviser le Locataire de sa décision d'accepter ou de rejeter la demande du Locataire. Tous les termes et conditions du Bail continueront

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| Initial DS | |

Docusign Envelope ID: 16000ED3-A9EB-42D3-B12D-5F216A98E7BF



de s'appliquer et auront plein effet durant toute période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire en tout temps, sur préavis écrit de soixante (60) jours.

**3.3** À compter de la Date de Commencement de la Durée Prolongée, l'article 4 du Bail initial est supprimé et remplacé par le suivant :

**« ARTICLE 4**
**LOYER BRUT**

**4.1** Les parties aux présentes conviennent et déclarent que, pendant la Durée Prolongée, le Locataire devra payer au Locateur pour les Lieux loués, à l'avance, sans compensation, ni réduction, le premier (1er) jour de chaque mois, un Loyer brut annuel égal à ce qui suit :

| **LOCAUX 301 & 401** (Calculé sur une Superficie locative de 20,000 pieds carrés) | |
|---|---|
| **Date** | **Par Pied Carré/année** |
| Date de Commencement de la Durée Prolongée au 30 juin 2027 | 34.00$ |
| Du 1 juillet 2027 au 30 juin 2028 | 34.50$ |
| Du 1 juillet 2028 au 30 juin 2029 | 35.00$ |
| Du 1 juillet 2029 au 30 juin 2030 | 35.50$ |
| Du 1 juillet 2030 au 30 juin 2031 | 36.00$ |

Le Loyer brut sera payable au moyen par chèque au nom de FPI Allied au Locateur à l'adresse suivante :134, rue Peter, bureau 1700, Toronto, Province de l'Ontario, M5V 2H2, conformément au Bail initial. Le Loyer brut indiqué ci-haut inclut tous les frais d'exploitation à l'article 1.7 du Bail initial ainsi que les Taxes foncières décrites à l'article 1.10 du Bail initial ainsi que les frais liés aux demandes de services dans les Lieux loués.

**3.4** À compter de la dernière date de signature de cette Première convention de modification de bail, l`article 5 du Bail initial est supprimé, à l'exception de l'article 5.9 [Remise en état] du Bail initial qui demeure inchangé pendant la Durée prolongée.

**3.5** L`article 16.1 du Bail initial est supprimé quant à l'adresse du Locateur et remplacé par ce qui suit :

**CDM DE MONTRÉAL INC.**
747, rue du Square-Victoria, Bureau 3200
Montréal (Québec) H2Y 3Y9
À l'attention de : Directeur, Opérations
Télécopieur : (514) 868-0209

Avec une copie à :

a/s **FPI Allied**
1700-134 Peter Street
Toronto, Ontario M5V 2H2

À l'attention : Vice-Président, Documentation des baux

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 16000ED3-A9EB-42D3-B12D-5F216A98E7BF



**3.6** L`article 18 est ajouté au Bail initial :

**« ARTICLE 18**
**DROIT DE RÉSILIATION ANTICIPÉE**

**18.1** Pourvu que le Locataire ne soit pas en défaut du Bail pour lequel il aura reçu un avis de défaut et dont le défaut n'aura pas été corrigé dans la période prévue au Bail et qu'il n'y a pas de Loyer en souffrance, le Locataire pourra résilier le Bail en totalité ainsi que toutes les obligations et responsabilités en découlant en date du 30 juin 2029 (la « **Date de Résiliation** ») en donnant un avis écrit de résiliation au Locateur au moins douze (12) mois avant la date de résiliation du Bail, soit au plus tard le 30 juin 2028, sujet au respect des dispositions du présent article et de celles du Bail (collectivement le « **Droit de Résiliation** » ), le tout sans pénalité.

Le Locataire devra respecter toutes les clauses du Bail jusqu'à la Date de Résiliation et il devra également rembourser le Locateur de tout montant dû en vertu du Bail jusqu'à la Date de Résiliation.

À la Date de Résiliation, le Locataire s'engage à remettre la libre possession des Locaux au Locateur dans l'état convenu au Bail.

Dans les dix (10) jours suivant la demande du Locateur, le Locataire doit avoir signé la convention type de résiliation du Locateur.

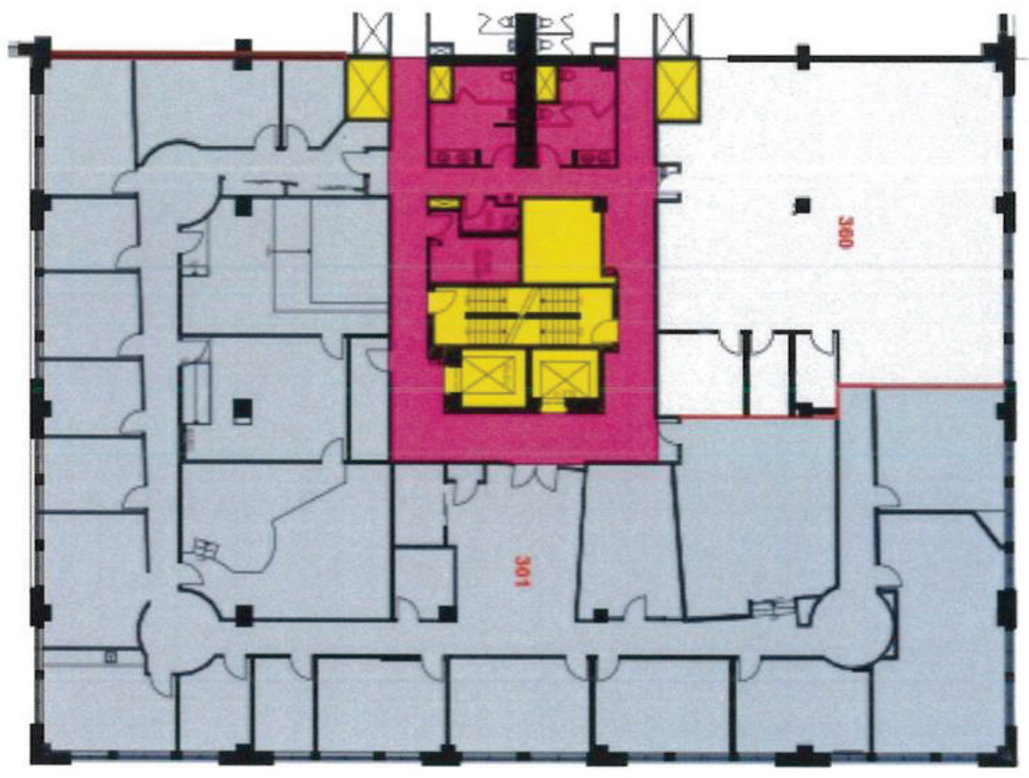
Ce Droit de Résiliation est un droit personnel au Locataire et ne pourra être cédé ou transféré par le Locataire. »

**3.7** L'Annexe B du Bail initial est supprimée et remplacée par la suivante :

**Annexe B**

**Plan des Lieux loués**

**3e étage suite 301**




| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| Initial DS | |

Docusign Envelope ID: 16000ED3-A9EB-42D3-B12D-5F216A98E7BF



**4e étage suite 401**




Le Locateur assumera, à ses frais, l'exécution de tous les travaux de quelque nature qu'ils soient requis afin de séparer la suite 401 de la suite 402, incluant notamment, sans s'y limiter, la construction d'un mur mitoyen ainsi que la réalisation de tous les travaux nécessaires à la séparation des différents systèmes de base. L'ensemble des travaux devra être exécuté conformément aux lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 4
## AUTRES CONDITIONS

**4.1** À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

[Les signatures suivent à la page suivante]

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Docusign Envelope ID: 16000ED3-A9EB-42D3-B12D-5F216A98E7BF



**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire du présent Bail signé électroniquement

Le April 8, 2026 2026

CDM DE MONTRÉAL INC., par son mandataire et son gestionnaire immobilier autorisé **Société en commandite gestion de propriétés Allied**, par son commandité **Société de gestion de propriétés Allied GP** (sans engager de responsabilité personnelle)

**LOCATEUR**

Signed by:
59349958F5784C2...

par : Assmae Loudyi
titre : Signataire autorisée

DocuSigned by:
Nanthini Mahalingam
B0E5653922904C4...

par : Nanthini Mahalingam
titre : Vice-présidente

Le _____ 2026

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

par : Domenico Zambito
titre :

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269653002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations |
| **Objet :** | Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de CDM De Montréal inc., pour un terme de 5 ans, à compter du 1er juillet 2026, des espaces au 3e et au 4e étage de l'immeuble situé au 80, rue Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie d'environ 20 000 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125 $, taxes incluses / Autoriser un virement budgétaire de 356 957 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale et d'agglomération vers le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du SSIH pour 2027, au montant de 719 164 $, au net (Bâtiment # 8771-001) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1269653002 - 80 rue Queen.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI
Agente de gestion des ressources financières
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
**Tél :** 514-872-0766

Co-auteur :
Mustapha Chbel
Conseiller budgétaire

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Francine LAVERDIÈRE
Directrice de service - finances et trésorière

**Tél :** 514-872-6630

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Validé par Cathy Gadbois, Cheffe de division DCSF-HDV et Mathieu Perrier, Chef de division DCSF

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| ***Note : L'utilisation de ce formulaire pour la catégorisation des contrats de location est obligatoire. Veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions" pour une meilleure compréhension des termes mentionnés ci-devant.*** | | |
| **1. Le contrat de location comporte-t-il une option d'achat à prix de faveur ou la propriété sera cédée à la fin du bail ?** | Non | *Indiquer l'article du bail en question en référence* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 2. | | |
| **2. La durée du bail, y compris les périodes comprenant les options de renouvellement applicables*, est-elle égale à 75% ou plus de la *durée économique du bien loué* ?** | Non | *Calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 3.<br><br>*** Sans que la durée du bail ne s'étende au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur - Voir définition de la durée du bail.** | | |
| **3. La valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, excluant les frais accessoires, représente-t-elle la quasi-totalité de la JVM du bien loué à la date d'entrée en vigueur** | Non | *calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 4.<br><br>*** Taux actualisation :**<br>**Pour déterminer la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, il faut utiliser comme taux d'actualisation le moindre des deux taux suivants :**<br>**- le taux d'intérêt marginal de la Ville et ;**<br>**- le taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier.**<br><br>***** Voir onglet " Paramètres - VAN" pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimums.** | | |
| **4. Existe-t-il d'autres éléments permettant de conclure que la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la Ville?** | | |
| 4.1. Existe-t-il une assurance raisonnable que la Ville accédera à la propriété du bien loué même en l'absence d'une option d'achat à prix de faveur? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.2. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour des services relatifs au bien loué qui font que la Ville verse un montant qui excède la juste valeur de ces services? | Non | |
| 4.3. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour le versement de loyers supplémentaires? Par exemple dans le cas d'un paiement qui est fonction d'un niveau minimum d'utilisation. | Non | |
| 4.4. Est-ce que la Ville fournit une aide financière (par exemple, un transfert d'actifs financiers ou de biens immobiliers, un prêt ou une garantie d'emprunt) au bailleur pour aider ce dernier à financer le coût d'acquisition ou de construction du bien qui sera loué par la Ville? | Non | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| 4.5. Le bien loué est-il utilisé pour la prestation d'un service essentiel fourni par la Ville (ex.: les installations de services publics)? | Non | |
| 4.5.1 Le bien loué est-il de nature tellement spécialisée que la Ville ne serait pas en mesure de disposer rapidement d'un bien de remplacement si nécessaire ? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.6. La Ville exerce-t-elle un degré de contrôle significatif sur la capacité non utilisée du bien loué ? Par exemple dans le cas où une tierce partie pourrait faire une utilisation considérable du bien et que la Ville est en mesure de limiter cette utilisation, qu'elle paie ou non pour cette capacité. Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.7. La Ville possède-t-elle le terrain sur lequel le bien loué est situé ou en conserve-t-elle le contrôle, et le bien ne peut être facilement déplacé? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.8 La Ville assume-t-elle d'autres risques résiduels associés à la location du bien? Par exemple, des risques liés à l'exploitation, des risques économiques, des risques de construction? Justifiez votre réponse. | Non | |
| Si la réponse est **NON à l'ensemble de ces questions**, le contrat de location est considéré comme un contrat location-exploitation.<br><br>Si la réponse est **OUI à l'une de ces questions**, le contrat de location pourrait-être considéré comme un contrat de location-acquisition. **Avisez votre gestionnaire et communiquez avec la Direction de la comptabilité, Division de la comptabilisation des charges et de l'expertise comptable pour obtenir un avis final**. | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Préparateur :** | Safae Lyakhloufi | **Date:** | 4/8/2026 |
| **Réviseur :** | Mustapha CHBEL | **Date:** | 4/13/2026 |
| **Approbateur :** | Jean Francois Doyle | **Date:** | 4/14/2026 |

| NO GDD | 1269653002 |
|---|---|

| Objet | Approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de CDM DE MONTREAL INC., pour un terme de 5 ans à compter du 1er juillet 2026, des espaces situés au 3e et 4e étage de l'immeuble sis au 80 rue Queen, d'une superficie d'environ 20 000 pi², à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 024 125 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail. (Bâtiment # 8771-001)/Autoriser un virement budgétaire de 356 957$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale et d'agglomération vers le SSI/Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 719 164 $ |
|---|---|

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Location**

| | 2026 (6 mois) | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2101.0010000.114205.01303.55201.014700.0000.000000.050938.00000.00000 AF -Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations-Soutien *Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Technologies de l'information*Général*Général | 356,957.50 $ | 719,164.38 $ | 729,663.13 $ | 740,161.88 $ | 750,660.63 $ | 377,955.00 $ | | **3,674,562.50 $** |
| **Ajustement de la base budgétaire requis** | | **719,164.00 $** | | | | **(341,209.00) $** | **(377,955.00) $** | - $ |
| | | | | | | | | Net de ristournes |

**Pour l'année 2026, un virement budgétaire de 356 957,50 $ net de ristourne en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la stratégie immobilière sera effectué pour le paiement du loyer en 2026.**

**Provenance**

Engagement de gestion: CC69653002

| **Dépenses mixtes** | **2026** |
|---|---|
| 2101.0010000.200003.01819.66501.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Dépenses contingentes imprévus d'administration, local (50,4%) | **179,906.58 $** |
| 1001.0010000.200092.01819.66501.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Dépenses contingentes imprévus d'administration, agglo( 49,6%) | **177,050.92 $** |
| **Total** | **356,957.50 $** |

**Destination**

| |
|---|
| 2101.0010000.114205.01303.55201.014700.0000.000000.050938.00000.00000 AF -Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations-Soutien *Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Technologies de l'information*Général*Général **356,957.50 $** |

| | | | | | | | | m² | pi² |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| net taxes | 1.049875 | TPS | 5.000% | Taux conversition m² en pi² | | 10.76 | 1,858.1 | 20,000.0 |
| incluant taxes | 1.14975 | TVQ | 9.975% | | | | | |

| | 2026-2027 | 2027-2028 | 2028-2029 | 2029-2030 | 2030-2031 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Superficie en Pi² | 20,000.0 | 20,000.0 | 20,000.0 | 20,000.0 | 20,000.0 | 20,000.0 |
| Taux $/Pi² | 34.00 | 34.50 | 35.00 | 35.50 | 36.00 | 35.0 |
| Loyer annuel | 680,000.00 $ | 690,000.00 $ | 700,000.00 $ | 710,000.00 $ | 720,000.00 $ | 3,500,000.00 $ |
| Loyer mensuel | 56,666.67 $ | 57,500.00 $ | 58,333.33 $ | 59,166.67 $ | 60,000.00 $ | 351,666.67 $ |

| **Loyer pour la période du:** | **7/1/2026 au 12/31/2026** | **1/1/2027 au 6/30/2027** | **7/1/2027 au 12/31/2027** | **1/1/2028 au 6/30/2028** | **7/1/2028 au 12/31/2028** | **1/1/2029 au 6/30/2029** | **7/1/2029 au 12/31/2029** | | **1/1/2030 au 6/30/2030** | **7/1/2030 au 12/31/2030** | **1/1/2031 au 6/30/2031** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer avant taxes | 340,000.00 $ | 340,000.00 $ | 345,000.00 $ | 345,000.00 $ | 350,000.00 $ | 350,000.00 $ | 355,000.00 $ | | 355,000.00 $ | 360,000.00 $ | 360,000.00 $ | 3,500,000.00 $ |
| TPS (5%) | 17,000.00 $ | 17,000.00 $ | 17,250.00 $ | 17,250.00 $ | 17,500.00 $ | 17,500.00 $ | 17,750.00 $ | | 17,750.00 $ | 18,000.00 $ | 18,000.00 $ | 175,000.00 $ |
| TVQ (9,975%) | 33,915.00 $ | 33,915.00 $ | 34,413.75 $ | 34,413.75 $ | 34,912.50 $ | 34,912.50 $ | 35,411.25 $ | | 35,411.25 $ | 35,910.00 $ | 35,910.00 $ | 349,125.00 $ |
| **Total taxes incluses** | **390,915.00 $** | **390,915.00 $** | **396,663.75 $** | **396,663.75 $** | **402,412.50 $** | **402,412.50 $** | **408,161.25 $** | | **408,161.25 $** | **413,910.00 $** | **413,910.00 $** | **4,024,125.00 $** |
| **Total net de ristournes** | **356,957.50 $** | **356,957.50 $** | **362,206.88 $** | **362,206.88 $** | **367,456.25 $** | **367,456.25 $** | **372,705.63 $** | | **372,705.63 $** | **377,955.00 $** | **377,955.00 $** | **3,674,562.50 $** |

Loyer de base

| Années | Loyer de base unitaire p | Loyer de base avant taxes | Loyer de base net de ristourne | Loyer de base mensuel |
|---|---|---|---|---|
| 2026-2027 | 11.58 | 231,600.00 $ | 243,151.05 $ | 20,262.59 $ |
| 2027-2028 | 11.63 | 232,600.00 $ | 244,200.93 $ | 20,350.08 $ |
| 2028-2029 | 11.68 | 233,600.00 $ | 245,250.80 $ | 20,437.57 $ |
| 2029-2030 | 11.71 | 234,200.00 $ | 245,880.73 $ | 20,490.06 $ |
| 2030-2031 | 11.73 | 234,600.00 $ | 246,300.68 $ | 20,525.06 $ |
| **Total** | | **1,166,600.00 $** | **1,224,784.18 $** | |

## Catégorisation des contrats de location
## Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2
(mise à jour septembre 2023)

### Paramètres de calcul de la VAN

***Note : Pour le calcul des différents paramètres, veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions". Ensuite, veuillez svp compléter les champs en orange.***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Date d'entrée en vigueur du bail | 7/1/2026 | | |
| Date de signature du bail (Quand le GDD est approuvée par les instances) | 5/14/2026 | | |
| Date de signature du bail | 5/14/2026 | | |
| Durée du bail : | | | |
| Période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable | 5 | ans | |
| plus | | | |
| Options de renouvellement : | | | |
| a ) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement à prix de faveur, | 0 | ans | |
| b ) Contrat de location (ou bail) : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer. | 0 | ans | |
| c ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué, | 0 | ans | |
| d ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur, | 0 | ans | |
| e ) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail, | 0 | ans | |
| Total critère durée du bail | 5 | ans | |
| Valeur au rôle d'évaluation | 30,200,000.00 $ | | Insérer la valeur au rôle foncier pour les fins du calcul |
| Paiements minimums exigibles au titre de la location excluant les frais accessoires | 1,224,784.18 $ | | *(pour la durée du bail, exlucant les frais accessoires)* |
| | Exemple | | |
| Taux d'actualisation annuel | 4.64% | | *Utiliser le taux d'emprunt nominal de la ville (Contacter Daniel Desjardins pour avoir le taux)* |
| Nombre de paiement dans l'année | 12 | | |
| Taux effectif pour le calcul Van | = ((1+ t)^(1/n))-1 | | *Formule à utiliser, veuillez remplacer les paramètres par les valeurs indiquées dans le bail* |

**Note : À la date d'entrée en vigueur du bail, vous devez réviser l'estimation du taux d'actualisation utilisé ainsi que les autres valeurs déterminées afin de vous assurer que tous les chiffres sont raisonnables et cohérents entre eux**:

i) la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location;

ii) la juste valeur hypothétique du bien;

iii) la valeur résiduelle hypothétique.

### Calcul des critères de l'arbre de décision

| Calcul du coût annuel Net de ristournes | | Calcul coût annuel | | |
|---|---|---|---|---|
| Montant de la rente par Pi2 - Première année (Loyer de base) | 34.00 $ | | Montant av. taxes | net.ristourne |
| Superficie en Pi2 | 20,000.00 | Loyer de base | 680,000.00 | 713,915.00 |

| | Critère Durée bail | Durée de vie économique | |
|---|---|---|---|
| **Calcul critère #2** | | | Si + 75% = OUI |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour octobre 2023)**
**Liste des documents obligatoires à joindre au dossier d'analyse dans le disque partagée**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | Copie du GDD | ☐ | |
| 2 | Copie signée du bail | ☐ | |
| 3 | Confirmation de la durée "de vie" économique du bien loué | ☐ | *À fournir si location d'immeuble commerciel* |
| 4 | Taux implicite du bail | ☐ | *S'il est possible de déterminer ce dernier (détail du calcul à fournir)* |
| 5 | Taux d'intérêt marginal de la Ville | ☐ | *Courriel ou tout fichier (tableau) obtenu de l'équipe de la dette ou de la DCIF* |
| 6 | Copie de la confirmation de la juste valeur du bien loué | ☐ | *Produit par un évaluateur agréé (interne ou externe, s'il y a lieu)* |
| | | ☐ | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**
**Définitions**

**Contrat de location (ou bail)** : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer.

**Date d'entrée en vigueur du bail** : la première des deux dates suivantes : la date de la signature du bail, ou la date de la signature par les parties d'un engagement qui couvre les éléments essentiels de ce bail (c'est de cette date que l'on tient compte pour déterminer le classement du contrat de location).

**Durée du bail** : période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable, **plus** :

a) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement **à prix de faveur,**

b) toute période pour laquelle le non-renouvellement du bail entraînerait pour le preneur une pénalité si élevée que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il semble raisonnablement assuré que le preneur exercera son option de renouvellement,

c) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué,

d) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur,

e) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail,

**à condition que la durée du bail ne s'étende pas au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur.**

On considère que **le bail est non résiliable si, pour qu'il puisse être résilié, il faut** :

a) soit qu'une éventualité improbable se matérialise;

b) soit que le preneur obtienne l'autorisation du bailleur;

c) soit que le preneur conclue un nouveau bail portant sur le même bien ou un bien équivalent avec le même bailleur;

d) soit que le preneur verse une pénalité si importante que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le bail sera maintenu en vigueur.

**Durée économique du bien loué** : durée estimative pendant laquelle on prévoit que, moyennant des réparations normales et un entretien normal, il demeurera avantageux sur le plan économique pour les usagers du bien loué de l'utiliser aux fins prévues à la date d'entrée en vigueur du bail. Cette durée est indépendante de la durée du bail.

**Frais accessoires** : frais liés à l'utilisation de l'immobilisation corporelle louée (par exemple, assurances, entretien et impôts fonciers).

**Juste valeur** : montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de concurrence normale.

**Option d'achat à prix de faveur** : disposition contractuelle conférant au gouvernement l'option d'acheter le bien loué à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur prévisible du bien à la date fixée pour l'exercice de l'option pour que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le gouvernement se prévaudra de ce droit d'achat.

**Paiements minimums exigibles au titre de la location**

Pour la Ville, les paiements minimums exigibles au titre de la location comprennent :

a) les loyers minimums prévus pour la durée du bail;

b) toute garantie, partielle ou complète, de la valeur résiduelle du bien loué au terme de la durée du bail qui est donnée par le gouvernement ou une personne qui lui est apparentée (si le gouvernement s'est engagé à rembourser au bailleur toute différence entre le produit de la réalisation du bien et un montant stipulé, la garantie à inclure dans les paiements minimums exigibles au titre de la location est le montant stipulé plutôt qu'une estimation de la différence à combler);

c) toute pénalité exigée du gouvernement advenant que celui-ci décide de ne pas renouveler ou de ne pas prolonger le contrat de location au terme de la durée du bail;

d) les loyers supplémentaires qui peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'entrée en vigueur du bail (par exemple les loyers qui sont fonction d'un niveau minimum d'utilisation pouvant faire l'objet d'une estimation, comme le taux prévu d'inscriptions scolaires).

Toutefois, si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur, les paiements minimums exigibles au titre de la location ne comprennent que le total des loyers minimums pour la durée du bail et le montant prévu dans l'option d'achat à prix de faveur.

**Taux d'intérêt implicite du bail** : taux d'actualisation qu'il faut utiliser, à la date d'entrée en vigueur du bail, pour que la valeur actualisée globale :

a) des paiements minimums, au sens du bailleur, exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie des paiements qui correspond aux frais accessoires pris en charge par le bailleur et au profit réalisé le cas échéant sur ces frais, d'une part,

b) de la valeur résiduelle non garantie qui revient au bailleur, d'autre part,

soit égale à la juste valeur du bien loué, pour le bailleur, à la date d'entrée en vigueur du bail.

**Taux d'intérêt marginal du gouvernement** : taux d'intérêt que le gouvernement devrait payer, à la date d'entrée en vigueur du bail, s'il voulait emprunter, pour une même durée et moyennant une garantie comparable, les fonds nécessaires à l'achat du bien loué.

Les **biens spécialisés ou utilisés pour la prestation d'un service essentiel** comprennent notamment :

i) les biens qui n'ont pas d'autre utilisation possible que celle qu'en fait le gouvernement (par exemple, les routes et autoroutes);

ii) les biens dont la conversion à une autre utilisation représenterait un coût significatif.

Dans de tels cas, il est probable que la propriété du bien sera transférée au gouvernement ou que le gouvernement sera obligé de renouveler le bail à l'expiration de celui-ci.

Valeur résiduelle du bien loué : juste valeur estimative du bien loué au terme de la durée du bail

Montréal

# Extrait du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Montréal**
En vigueur pour les exercices financiers **2026-2027-2028**

## 1. Identification de l'unité d'évaluation

| | |
|---|---|
| Adresse : | 87 Rue Prince |
| Arrondissement : | Arrondissement de V |
| Numéro de lot : | 1713298 |
| Numéro de matricule : | 0039-56-3276-3-00 |
| Utilisation prédominante : | Service informatique |
| Numéro d'unité de voisinage : | 2160 |
| Numéro de compte foncier : | 30 - F12005520 |

## 2. Propriétaire

| | |
|---|---|
| Nom : | CDM DE MONTREAL |
| Statut aux fins d'imposition scolaire : | Personne morale |
| Adresse postale : | 134 PETER STREET 1 |
| Date d'inscription au rôle : | 2004-01-22 |

## 3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

### Caractéristiques du terrain

| | |
|---|---|
| Mesure frontale : | 76,74 m |
| Superficie : | 4 141,6 $m^2$ |

### Caractéristiques du

| | |
|---|---|
| Nombre d'étages : | |
| Année de constructi | |
| Aire d'étages : | |
| Genre de constructio | |
| Lien physique : | |
| Nombre de logemen | |
| Nombre de locaux nc résidentiels : | |
| Nombre de chambres locatives : | |

## 4. Valeurs au rôle d'évaluation

### Rôle courant

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2024-07-01 |
| Valeur du terrain : | 22 364 600 $ |
| Valeur du bâtiment : | 7 835 400 $ |
| Valeur de l'immeuble : | 30 200 000 $ |

### Rôle antérieur

| | |
|---|---|
| Date de référence au | |
| Valeur de l'immeuble antérieur : | |

## 5. Répartition fiscale

| | | |
|---|---|---|
| Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation : | Non résidentielle classe 10 | |
| Valeur imposable de l'immeuble : | 30 200 000 $ | Valeur non imposable l'immeuble : |

Les informations présentées dans ce rapport sont en date du : 2026-04-02
Date du rapport : 2026-04-08

/ille–Marie

)0-0000
e

. INC

700, TORONTO ONTARIO, M5V 2H2

**bâtiment principal**

| | |
|---|---|
| | - |
| on : | - |
| | - |
| on : | - |
| | - |
| ts : | - |
| on | 46 |
| | |
| s | - |

| | |
|---|---|
| marché : | 2021-07-01 |
| e au rôle | 41 500 000 $ |

e de 0 $

2.3 **Superficie locative de l'Édifice** : La Superficie soixante-seize mille neuf cent quarante-cinq Superficie locative de l'Édifice Prince est de cen (100 128 pi$^2$).

locative de l'Édifice Queen est de
pieds carrés (76 945 pi$^2$) et la
ıt mille cent vingt-huit pieds carrés

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.29

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1264069002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026, des espaces au 8e et au 9e étage de l'immeuble situé au 1611, boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier - Dépense totale de 14 487 192 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2028, au montant de 354 509 $, au net (Ouvrage: 1911-002) |

Il est recommandé:

1- d'approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026, des espaces au 8e et au 9e étage de l'immeuble situé au 1611, boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 14 487 192 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2028, au montant de 354 509 $, au net;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense seront considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-20 16:17

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1264069002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026, des espaces au 8e et au 9e étage de l'immeuble situé au 1611, boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier - Dépense totale de 14 487 192 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2028, au montant de 354 509 $, au net (Ouvrage: 1911-002) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis 2001, la Ville de Montréal (la Ville) loue des locaux d'une superficie de 78 158 pi² aux 4e, 5e, 6e et 7e étages du 255, boulevard Crémazie Est, lesquels abritent plusieurs unités administratives, dont la Direction de l'évaluation foncière (DEF) du Service des finances et de l'évaluation foncière, le Service de l'approvisionnement (SA) et le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR).

Le 23 mars 2023, le Conseil d'agglomération a approuvé un nouveau bail d'une durée de 15 ans avec le Fonds de placement immobilier Cominar, couvrant l'ensemble des services, et prenant effet le 1er mai 2023. Le 1er août 2023, le Fonds de placement immobilier Cominar a vendu l'immeuble à l'entreprise 9438-2405 Québec inc., connue sous le nom d'Immeuble HS. Depuis cette acquisition, de nombreux problèmes ont compromis la sécurité et la jouissance des lieux, en plus d'une interprétation différente du bail par le nouveau propriétaire.

Ces problèmes ont non seulement mis en péril le bien-être des employés de la Ville, mais ont également entravé la capacité d'utiliser les locaux de manière efficace et conforme aux besoins administratifs.

Face à cette situation, le SA et le SIRR ont mandaté le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) et le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) afin d'évaluer la possibilité de relocaliser les employés dans un environnement adéquat répondant aux besoins opérationnels. Toutefois, étant donné que plusieurs bureaux sont actuellement en phase de planification de déménagement et que l'immeuble Lucien-Saulnier

ne peut accueillir de nouveaux employés de la Ville à court et moyen termes, le SGPI confirme que le parc immobilier actuel de la Ville est insuffisant pour répondre aux besoins en espace du SIRR et du SA et qu'il est nécessaire louer de nouveaux locaux.

Dans ce contexte, le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) a évalué la possibilité de relocaliser le SA et le SIRR dans une sous-location située à proximité du 255, boulevard Crémazie Est. Les représentants du SSI ont identifié un espace situé au 1611, boulevard Crémazie Est susceptible de répondre aux besoins des deux services. Les locaux sont déjà aménagés et le mobilier serait mis à disposition sans frais. Quelques ajustements mineurs permettraient une occupation rapide. Concernant la DEF, elle est déjà déménagé au 10e étage de cet immeuble depuis le mois de mars 2026.

Le SSI a donc conclu une entente de location d'une durée de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026 pour les étages 8 et 9 de l'immeuble d'une superficie totale de 43 850 pieds carrés.

Le présent dossier vise à obtenir l'approbation des autorités compétentes à l'égard de cette location.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0270 – 15 mai 2025 - Résilier le bail du 6e étage du 255 Crémazie Est à partir du 1er janvier 2025 / Abroger les résolutions CE24 0194, CM24 0130 et CG24 0080 / Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de Gallion Équité S.E.C., pour une période de 10 ans, à compter du 1er mars 2026, des espaces situés au 10e étage de l'immeuble sis au 1611, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 21 925 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins de la Direction de l'évaluation foncière pour une dépense totale de 9 601 878,71 $, incluant le loyer, les travaux d'aménagement et les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
CG23 0126 - 23 mars 2023 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de fiduciaires pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, des espaces situés aux 4e, 5e, 6e et 7e étages de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 78 158 pieds carrés, pour une période de 15 ans à compter du 1er mai 2023, à des fins de bureaux pour les besoins du Service de l'évaluation foncière, du Service de l'approvisionnement ainsi que du Service des infrastructures du réseau routier - Dépense totale de 40 086 152,26 $, taxes incluses.

## DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver la première convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026, des espaces situés au 8e et au 9e étage de l'immeuble sis au 1611, boulevard Crémazie Est, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense totale de 14 487 192,05 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
La Ville pourra, le 31 décembre 2032, remettre au locateur le 8e étage sans pénalité. Pour se prévaloir de ce droit, la Ville devra aviser le locateur par écrit, à ses bureaux, au plus tard 12 mois avant la date de remise d'espace.

À compter du 1er juin 2026, la Ville pourra prendre possession des lieux loués pour effectuer des travaux et pour l'occuper et débuter ses activités. La Ville n'aura pas à payer de loyer, pour la période du 1er juin 2026 au 31 juillet 2026.

La Ville bénéficiera d'une allocation monétaire pour travaux de 464 500 $, avant taxes, pour faire effectuer par le locateur, pour le compte du Locataire durant le bail.

## JUSTIFICATION

Il est légitime de relocaliser les services actuellement situés au 255 Crémazie vers un environnement plus adapté, capable de répondre adéquatement aux besoins opérationnels. Selon l'ensemble des intervenants municipaux, les espaces occupés actuellement par les services de la Ville ne permettent plus au personnel de fournir une prestation de travail satisfaisante.
Par ailleurs, le Service de l'approvisionnement (SA) à dû réduire le nombre exigé de journées de présence au bureau puisque les écarts de température et le pourcentage d'humidité relative étant trop faible à l'intérieur des Lieux Loués, ils menacent la santé des occupants.

En parallèle, une demande en justice de résiliation du bail sera faite par la Ville; il est probable qu'elle soit contestée par le propriétaire. Les délais que cette procédure pourrait engendrer militent aussi pour la relocalisation des employés car les lieux loués ne permettent plus une jouissance adéquate des espaces.

De plus, l'immeuble du 1611, boulevard Crémazie Est est disponible rapidement, déjà aménagé et répond aux besoins du Service de l'approvisionnement (SA) et du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR). La durée de 9 ans et 7 mois assure la stabilité des opérations tout en offrant une flexibilité, notamment la possibilité de remettre le 8e étage sans pénalité à compter de 2032.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant présente la dépense totale en loyer que devra payer la Ville pour l'occupation du 8e et du 9e étage du 1611 Crémazie Est

| | **Loyer annuel - année 1** | **Total du 1er août 2026 au 29 février 2036** |
|---|---|---|
| Loyer de base | 898 925,00 $ | 5 317 726,04 $ |
| Loyer frais d'exploitation | inclus | 5 000 727,08 $ |
| Loyer taxes foncières | inclus | 2 281 844,38 $ |
| Loyer avant taxes | 898 925,00 $ | 12 600 297,50 $ |
| TPS 5% | 44 946,25 $ | 630 014,88 $ |
| TVQ 9,975 % | 104 729,04 $ | 1 256 879,68 $ |
| **Loyer taxes incluses** | 1 033 539,02 $ | **14 487 192,05 $** |
| Ristourne TPS (100 %) | (44 946,25) $ | (630 014,88) $ |
| Ristourne TVQ (50%) | (44 833,88) $ | (628 439,84) $ |
| Loyer net | 943 758, 88 $ | 13 228 737,34 $ |

Pour le détail annuel du loyer, voir le dossier « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

La dépense totale en loyer, taxes incluses, sera de 14 487 192,05 $.

La Division des locations du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) estime que la valeur locative de ces espaces se situe entre 30,00 $ le pi² et 33,00 $ le pi², sur une base brute, à la date d'aujourd'hui. Le taux de location moyen pour la durée du bail est de 29,98 $ le pi² brut.

Cette dépense sera assumée par le Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) à même son enveloppe budgétaire, celle-ci étant compensée par le loyer qui ne sera désormais plus payé pour les locaux situés au 255, Crémazie Est.

Pour l'année 2028, un ajustement de la base budgétaire du Service de la stratégie

immobilière et de l'habitation (SSIH), pour une somme de 354 509 $ net de ristourne, est requis.

Le Service de l'approvisionnement (SA) est une unité de soutien. Il occupera 86,32 % des espaces, cette dépense est mixte.

Les crédits budgétaires requis pour le financement de cette dépense seront considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) occupera 13,68 % des espaces. La part de l'agglomération est de 0,82 %, cette dépense sera financée à 100 % par l'agglomération.

La part locale est de 12,86 %, cette dépense sera financée à 100 % par la ville centrale.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il vise exclusivement la relocalisation de services municipaux afin d'assurer la continuité des opérations et la santé et la sécurité des employés, sans comporter de mesures ou d'objectifs liés à ces engagements transversaux.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le nouveau bail n'est pas approuvé, les employés devront continuer à travailler dans un environnement non sécuritaire.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Janos COURVILLE, Service de la gestion et planification des immeubles
Martin ROBIDOUX, Service de l'approvisionnement
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles
Karine DAGENAIS LANGLOIS, Service de la gestion et planification des immeubles
Anissa Naoelle YAHIAOUI, Service des affaires juridiques

Lecture :

Martin ROBIDOUX, 13 avril 2026

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

**Tél :** 514-237-0706
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-13

Nicole RODIER
Chef de division

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1264069002

Unité administrative responsable : *SSIH*

Projet : Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026, des espaces au 8e et au 9e étage de l'immeuble situé au 1611, boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier - Dépense totale de 14 487 192 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2028, au montant de 354 509 $

| **Section A - Plan stratégique Montréal 2030** | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | **x** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>s.o. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>s.o. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# Détail annuel du Loyer

| | Superficie |
|---|---|
| 8e étage | 21925 |
| 9e étage | 21925 |
| | 43850 |

| | 2026 (du 1er août au 31 décembre) | 2027 | 2028 (inclus FE et taxes foncières dans le loyer de base jusqu'au 31 août) | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 1er janvier au 29 février 2036 | Total du 1er août 2026 au 29 février 2036 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loyer de base | 57 918,54 $ | 139 004,50 $ | 289 994,67 $ | 606 591,67 $ | 628 516,67 $ | 650 441,67 $ | 672 366,67 $ | 694 291,67 $ | 716 216,67 $ | 738 141,67 $ | 124 241,67 $ | 5 317 726,04 $ |
| Loyer frais d'exploitation | 217 422,92 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 521 815,00 $ | 86 969,17 $ | 5 000 727,08 $ |
| Loyer taxes foncières | 99 210,63 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 238 105,50 $ | 39 684,25 $ | 2 281 844,38 $ |
| Loyer avant taxes | 57 918,54 $ | 139 004,50 $ | 1 049 915,17 $ | 1 366 512,17 $ | 1 388 437,17 $ | 1 410 362,17 $ | 1 432 287,17 $ | 1 454 212,17 $ | 1 476 137,17 $ | 1 498 062,17 $ | 250 895,08 $ | 12 600 297,50 $ |
| TPS 5% | 2 895,93 $ | 6 950,23 $ | 52 495,76 $ | 68 325,61 $ | 69 421,86 $ | 70 518,11 $ | 71 614,36 $ | 72 710,61 $ | 73 806,86 $ | 74 903,11 $ | 12 544,75 $ | 630 014,88 $ |
| TVQ 9,975 % | 5 777,37 $ | 13 865,70 $ | 104 729,04 $ | 136 309,59 $ | 138 496,61 $ | 140 683,63 $ | 142 870,64 $ | 145 057,66 $ | 147 244,68 $ | 149 431,70 $ | 25 026,78 $ | 1 256 879,68 $ |
| **Loyer taxes incluses** | **66 591,84 $** | **159 820,42 $** | **1 207 139,96 $** | **1 571 147,36 $** | **1 596 355,63 $** | **1 621 563,90 $** | **1 646 772,17 $** | **1 671 980,44 $** | **1 697 188,71 $** | **1 722 396,98 $** | **288 466,62 $** | **14 487 192,05 $** |
| Ristourne TPS (100 %) | (2 895,93) $ | (6 950,23) $ | (52 495,76) $ | (68 325,61) $ | (69 421,86) $ | (70 518,11) $ | (71 614,36) $ | (72 710,61) $ | (73 806,86) $ | (74 903,11) $ | (12 544,75) $ | (630 014,88) $ |
| Ristourne TVQ (50%) | (2 888,69) $ | (6 932,85) $ | (52 364,52) $ | (68 154,79) $ | (69 248,30) $ | (70 341,81) $ | (71 435,32) $ | (72 528,83) $ | (73 622,34) $ | (74 715,85) $ | (12 513,39) $ | (628 439,84) $ |
| Loyer net | 60 807,23 $ | 145 937,35 $ | 1 102 279,69 $ | 1 434 666,96 $ | 1 457 685,47 $ | 1 480 703,98 $ | 1 503 722,49 $ | 1 526 741,00 $ | 1 549 759,51 $ | 1 572 778,02 $ | 263 408,48 $ | 13 228 737,34 $ |

**PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL**

**PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL**, intervenue à Montréal, Québec, en date effective du _____ 2026 (la « **Première convention de modification du bail** »).

**ENTRE:** **GALION ÉQUITÉ, S.E.C.**, société en commandite constituée en vertu du Code civil du Québec, agissant par son commandité 9316-2816 Québec inc., personne morale légalement constituée ayant son siège au 200-560, boulevard Crémazie Est, à Montréal (Québec) H2P 1E8, agissant et représentée par YVES SANSCARTIER, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration;

(ci-après nommée le « **Locateur** »);

**ET:** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CG06 0006 ; et

b) la résolution numéro CG26 _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ 2026;

(ci-après nommée le « **Locataire** »).

**LESQUELS**, préalablement à la présente convention, déclarent ce qui suit, à savoir:

**ATTENDU QU'**en vertu d'un bail signé les 11 avril et 22 mai 2025 (le « **Bail initial** »), le Locataire loue du Locateur des locaux situés au 10e étage (les « **Lieux loués actuels** ») du bâtiment sis au 1611, boulevard Crémazie Est, à Montréal, province de Québec (l'« **Édifice** »), pour une durée se terminant le vingt-huit (28) février deux mille trente-six (2036) (la « **Durée** »), sujet à deux options consenties au Locataire de renouveler le Bail initial à son échéance pour deux (2) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun;

**ATTENDU QUE** le Locataire désire louer la totalité des 8e et 9e étage de l'Édifice, d'une superficie locative d'environ quarante-trois mille huit cent cinquante pieds carrés (43 850 pi²), tel que montré aux plans joints à cette Première convention de modification du bail comme **annexe « F »** (les « **Lieux loués additionnels** ») pour un terme de 9 ans et 7 mois commençant le 1er août 2026 et se terminant le vingt-neuf (29) février 2036;

**ATTENDU QUE** le Locateur confirme par les présentes que les Lieux loués additionnels seront libres de tout contrat de location de location et disponibles pour occupation par le Locataire à compter du 1er juin 2026 (la « **Date de possession** »);

**ATTENDU QUE** le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

**ATTENDU QUE** le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail;

**ATTENDU QUE** le Locateur déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle adopté conformément à la Loi sur les cités et villes et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

**ATTENDU QU'**aux présentes, cette Première convention de modification du bail et le Bail initial sont appelés collectivement le « **Bail** »;

**ATTENDU QUE** sauf disposition contraire ou sauf si le contexte l'exige :

a) les termes qui comportent une majuscule au début, à cette Première convention de modification du bail, ont le sens qui leur est attribué au Bail initial;

b) en cas de contradiction entre les termes de cette Première convention de modification du bail et ceux du Bail initial, cette Première convention de modification du bail prévaut pour les Lieux loués additionnels et pour les Lieux loués actuels, les termes de l'article 7 de cette Première convention de modification du bail prévalent.

**EN FOI DE QUOI**, pour bonnes et valables considérations reçues de part et d'autre, les parties conviennent mutuellement que le Bail initial est modifié de la façon suivante, à savoir:

## 1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante de cette Première convention de modification du bail.

## 2. LOCATION DES LIEUX LOUÉS ADDITIONNELS

2.1 Le Locateur loue par les présentes les Lieux loués additionnels au Locataire, qui accepte, de sorte qu'à compter du 1er août 2026, tous les termes et conditions du Bail initial s'appliquent *mutatis mutandis* aux Lieux loués additionnels, sous réserve des dispositions de cette Première convention de modification du bail et avec les adaptations qui s'imposent.

2.2 À compter du 1er août 2026, à moins d'incompatibilité, toute référence aux « *Lieux loués* », au Bail initial, sera réputée inclure les Lieux loués actuels et les Lieux loués additionnels et toute référence à la « *Superficie locative des Lieux loués* » sera réputée inclure aussi la superficie locative des Lieux loués additionnels, en plus de la Superficie locative des Lieux loués actuels, sous réserves des termes de cette Première convention de modification du bail.

2.3 La Superficie locative totale des Lieux loués additionnels est estimée à quarante-trois mille huit cent cinquante pieds carrés (43 850 pi²). Le Locateur pourra à sa discrétion faire mesurer la Superficie locative des Lieux loués additionnels par un Expert désigné par lui selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996, mais en autant que ce mesurage soit complété au plus tard trois (3) mois suivant la Date de possession, à défaut de quoi il sera réputé avoir renoncé à exercer ce droit de mesurer et la Superficie locative des Lieux loués additionnels sera réputée être de quarante-trois mille huit cent cinquante pieds carrés (43 850 pi²).

Ce mesurage, s'il est effectué, liera les parties à compter du 1er septembre 2028, sous réserve des termes de l'article 2.5.4 relativement à l'Allocation. Le Locateur doit faire parvenir au Locataire une copie de ce rapport de mesurage, certifiée par l'Expert, dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux loués additionnel, la Superficie locative des Lieux loués additionnels ne pourra jamais excéder 23 609 pieds carrés par étage.

Sous réserve du mesurage prévu ci-dessus, la Superficie locative des Lieux loués additionnels équivaut à vingt virgule quarante-sept pour cent (20,47%) de la Superficie locative de l'Édifice. Cette quote-part sera ajustée, à la suite du mesurage effectué, conformément aux dispositions des articles 2.3 de cette Première convention de modification du bail et liera les parties à compter du 1er septembre 2028. Sous réserve du mesurage prévu ci-dessus, la Quote-part d'occupation de l'ensemble des Lieux loués, à compter du 1er août 2026, équivaudra à trente virgule soixante-et-onze pour cent (30,71%).

2.4 Malgré toute disposition contraire et sans limiter la portée des autres dispositions de cette Première convention de modification du bail, les dispositions suivantes du Bail initial ne s'appliquent pas aux Lieux loués additionnels, ou sont modifiées de la façon suivante, à savoir :

2.4.1 Les articles 1.13, et 5.2 à 5.8 du Bail initial, de même que la description des travaux à son annexe « A » ne s'appliquent pas aux Lieux loués additionnels et tous les ajustements requis doivent être effectués en conséquence au Bail initial.

2.4.2 L'article 1.14 du Bail initial est remplacé par ce qui suit, relativement aux Lieux loués additionnels :

« **Travaux de base :** les travaux requis, en tout temps avant et pendant la durée du Bail, réalisés par le Locateur, à ses frais, pour rendre et maintenir l'Immeuble et les Lieux loués additionnels conformes aux lois et règlements applicables incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, la structure, les murs périphériques des Lieux

loués additionnels. »

2.4.3 L'article 2.5 du Bail initial continue de s'appliquer mais à compter de la Date de possession, le nombre d'espaces de stationnement visés est augmenté à cent dix (110). Toutefois, si le Locataire exerce le Droit de rétrocession prévu à l'article 6.1 de cette Première convention de modification du bail, le nombre total d'espaces de stationnement que le Locataire a le droit d'utiliser en vertu de cet article 2.5 sera réduit à quatre-vingt-quinze (95), à compter du lendemain de la date à laquelle la location du 8e étage prend fin.

En ce qui a trait au 2e alinéa de l'article 2.5 du Bail initial, le nombre de cartes d'accès disponibles sera, à compter de la Date de possession, augmenté à trois cent trente (330), et il sera réduit à deux cent quatre-vingt-cinq (285) si le Locataire exerce le Droit de rétrocession prévu à l'article 6.1 de cette Première convention de modification du bail, à compter du lendemain de la date à laquelle la location du 8e étage prend fin.

En ce qui a trait au 3e alinéa de l'article 2.5 du Bail initial, le Locataire pourra, à compter de la Date de possession, installer un maximum de trois (3) stations additionnelles de recharge électrique, en plus de celles déjà installées à la date des présentes.

2.4.4 En ce qui a trait aux Lieux loués additionnels, l'article 4.2 du Bail initial sera remplacé par ce qui suit :

4.2 « **Allocation monétaire** : Le Locataire bénéficiera d'une allocation de dix dollars (10,00 $) le pied carré de la Superficie locative des Lieux loués additionnels, plus les taxes applicables, pour faire effectuer par le Locateur, pour le compte du Locataire, des travaux d'améliorations locatives aux Lieux loués additionnels, l'achat de mobilier, le montage et le démontage du mobilier et le déménagement pendant la durée du Bail. Le montant de cette allocation sera réduit automatiquement du montant des factures payables de temps à autre par le Locateur (incluant pour plus de clarté les coûts de production des plans d'exécution). Nonobstant ce qui précède, si le montant des travaux est inférieur à la somme ci-avant mentionnée, le Locataire pourra, à sa discrétion, choisir de compenser la somme restante de l'allocation contre le paiement de son loyer ou de le conserver en cours de Bail pour réaliser d'autres travaux. Les parties conviennent que si le Locateur fait mesurer les Lieux loués additionnels tel que prévu à l'article 2.3 de cette Première convention de modification du bail, le montant de l'Allocation sera ajusté en fonction de la Superficie locative des Lieux loués additionnels déterminée selon tel mesurage. ».

## 3. DURÉE – LIEUX LOUÉS ADDITIONNELS

3.1 La durée de location des Lieux loués additionnels est la période de neuf (9) ans et sept (7) mois, commençant le premier (1er) août deux mille vingt-six (2026) et se terminant le vingt-neuf (29) février deux mille trente-six (2036).

## 4. LOYERS

### 4.1 Loyer unitaire

**Pour la période du 01-08-2026 au 31-08-2028, le Loyer brut suivant :**

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base du 01-08-2026 au 31-08-2027 | 20,50 $/pi² Brut |
| ► Loyer de base du 01-09-2027 au 31-08-2028 | 20,50 $/pi² Brut |

Tous les Frais d'exploitation décrits à l'article 1.7 du Bail initial ainsi que l'électricité et l'entretien ménager, de même que les Taxes foncières décrites à son article 1.10 sont inclus dans le Loyer brut pour les périodes mentionnées ci-dessus.

Pour la période du 01-09-2028 au 29-02-2036 (Loyer de base)

| | |
|---|---|
| ► Loyer de base du 01-09-2028 au 31-08-2029 | 13,50 $/pi² |
| ► Loyer de base du 01-09-2029 au 31-08-2030 | 14,00 $/pi² |
| ► Loyer de base du 01-09-2030 au 31-08-2031 | 14,50 $/pi² |
| ► Loyer de base du 01-09-2031 au 31-08-2032 | 15,00 $/pi² |
| ► Loyer de base du 01-09-2032 au 31-08-2033 | 15,50 $/pi² |

| | |
|---|---|
| ▶ Loyer de base du 01-09-2033 au 31-08-2034 | 16,00 $/pi² |
| ▶ Loyer de base du 01-09-2034 au 31-08-2035 | 16,50 $/pi² |
| ▶ Loyer de base du 01-09-2035 au 29-02-2036 | 17,00 $/pi² |

4.2 **Frais d'exploitation et Taxes foncières**

À compter du 1er septembre 2028, le Locataire paiera sa part des Frais d'exploitation et taxes foncières et à cet effet, les termes de l'article 4.1 du Bail initial s'appliquent dès lors relativement aux Lieux loués additionnels, de telle sorte que les montants payables par le Locataire au titre des Frais d'exploitation et Taxes foncières seront établis, ajustés et régis selon les termes de cet article 4.1.

## 5. POSSESSION ET CONDITION DES LIEUX LOUÉS ADDTIONNELS L'ESPACE ADDITIONNEL

5.1 À compter du premier (1er) juin deux mille vingt-six 2026, le Locataire pourra prendre possession des Lieux loués additionnels pour effectuer des travaux et pour l'occuper et débuter ses activités. Tous les termes et conditions du Bail s'appliquent dès que le Locataire prend possession ou occupe les Lieux loués additionnels *mutatis mutandis*, sauf que le Locataire n'aura pas à payer de Loyer unitaire, ni de Quote-part d'occupation des Frais d'exploitation et Taxes foncières pour la période du 1er juin 2026 au 31 juillet 2026.

5.2 À la Date de possession, le Locataire prendra les Lieux loués additionnels dans l'état où ils se trouveront alors (« tels quels »), le Locateur n'étant pas tenu d'y exécuter des travaux de quelque nature dans le cadre de cette Première convention de modification du bail.

## 6. RÉDUCTION DES LIEUX LOUÉS

6.1 **Modalités** : Pourvu que le Locataire soit Ville de Montréal et qu'il ne soit pas en défaut de payer toute somme due au Locateur en vertu du Bail (au-delà du délai prévu pour remédier à ce défaut), le Locataire pourra, le trente-et-un (31) décembre deux mille trente-deux (2032), remettre au Locateur la totalité (et non une partie seulement) du 8e étage de l'Édifice (le « **Droit de rétrocession** »). Pour se prévaloir de ce droit, le Locataire devra aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, de telle sorte que cet avis soit reçu par le Locateur au plus tard le 31 décembre 2031.

6.2 **Réduction du loyer** : Si les Lieux loués sont ainsi réduits, le loyer payable et la Quote-part d'occupation seront ajustés au prorata de la nouvelle Superficie locative des Lieux loués par rapport à la Superficie locative de l'Édifice, et ce, à compter du 1er janvier 2033.

6.3 **Conformité** : Les Lieux loués ainsi réduits devront demeurer conformes aux lois et aux règlements en vigueur et le Locataire devra effectuer à ses frais tous les travaux requis au 9e étage de l'Édifice afin de démanteler et disposer de l'escalier entre le 8e et 9e étages, remettre la dalle de plancher en état et sans limiter ce qui précède, effectuer au 9e étage tous les travaux requis en vertu de tout code de construction ou d'incendie applicable le tout, de telle sorte que tous tels travaux soient complétés au plus le 31 décembre 2032.

Pour plus de clarté, le Locateur est responsable, à ses frais, des travaux requis au 8e étage par suite de l'enlèvement de l'escalier.

6.4 **État des lieux remis** : Advenant que le Locataire exerce son Droit de rétrocession prévu à cet article, la remise en état des Lieux loués ainsi rétrocédés sera effectuée conformément aux modalités prévues à la clause 13.1 du Bail initial, sous réserve toutefois des termes du présent article 6, qui ont préséance.

6.5 **Indemnité** : Advenant que le Locataire exerce son Droit de rétrocession, cette rétrocession s'effectuera sans aucune pénalité.

6.6 **Droit exclusif à Ville de Montréal** : Pour plus de clarté, le Droit de rétrocession ne peut être exercé par un cessionnaire du Bail ou un sous-locataire des Lieux loués additionnels.

## 7. AMENDEMENT AU BAIL INITIAL

7.1 Le Bail initial est par les présente amendé, avec effet lors de la signature de cette Première convention de modification du bail, de telle sorte qu'à l'article 3.1, « vingt-huit (28) février »

est remplacé par « vingt-neuf (29) février ».

**8. MOBILIER**

8.1 Le Locateur déclare et garantit que les aménagements ainsi que les meubles présents dans les Lieux loués additionnels lors de la visite de ceux-ci par le Locataire le 25 mars 2026 (collectivement, le « **Mobilier** ») demeureront dans les Lieux loués additionnels et qu'à compter de la Date de possession, ceux-ci deviendront la propriété du Locataire, sans contrepartie financière.

8.2 Le Locataire prendra le Mobilier dans son état actuel, sans garantie légale ou de quelque nature de la part du Locateur et à ses risques et périls. Sans limiter la portée de ce qui précède, le locateur ne garantit d'aucune façon le bon état du Mobilier.

**9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

9.1 Cette Première convention de modification du bail est faite sans novation ni dérogation à tous les autres termes, clauses et conditions du Bail initial, qui conservent leurs pleines forces et effets et continueront de s'appliquer, sauf dans la mesure où elles sont modifiées ou incompatibles avec les termes de celui-ci, ou tel que prévu à cette Première convention de modification du bail.

9.2 Si cette Première convention de modification du bail n'est pas dûment signée sans condition par le Locataire au plus tard le 20 mai 2026, le Locateur, à sa seule discrétion, pourra en tout temps par la suite mettre fin aux discussions entre les parties relativement à l'objet de cette Première convention de modification du bail et résilier celle-ci, sans recours de part et d'autre.

**EN FOI DE QUOI,** les parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire de la présente Première convention de modification du bail signé électroniquement.

**Le** 21 AVRIL **2026**

**Galion Équité, S.E.C.**

Par : YVES SANSCARTIER

**Le** _____ **2026**

**VILLE DE MONTRÉAL**

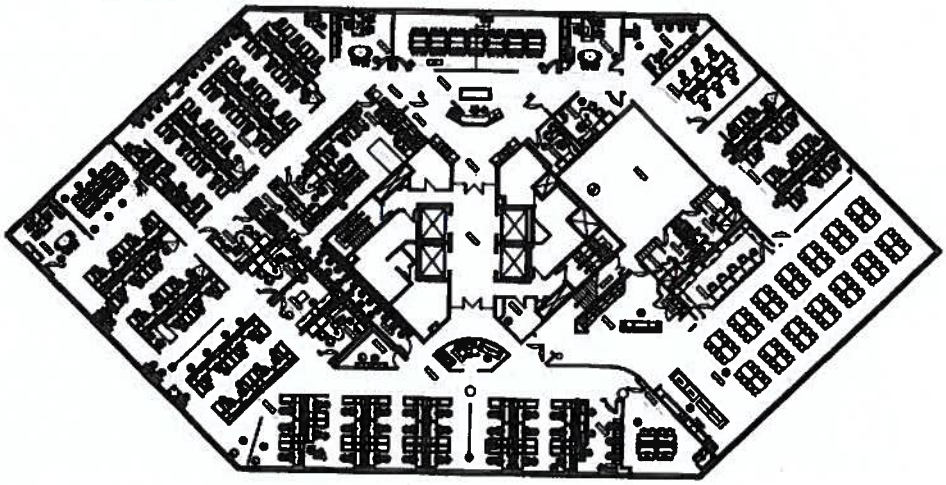
_____

Par : Domenico Zambito

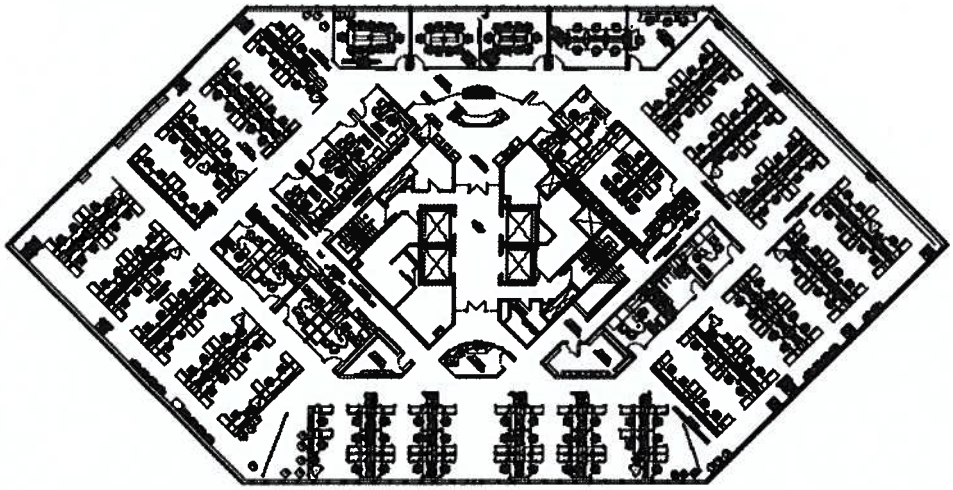
**ANNEXE « F »**

**PLANS DES LIEUX LOUÉS ADDITIONNELS**

## Plan d'étage 8
8th Floor Plan



## Plan d'étage 9
9th Floor Plan



**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1264069002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction , Division des locations |
| **Objet :** | Approuver la 1re convention de modification de bail par laquelle la Ville loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, à compter du 1er août 2026, des espaces au 8e et au 9e étage de l'immeuble situé au 1611, boulevard Crémazie Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 43 850 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour les besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier - Dépense totale de 14 487 192 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation pour 2028, au montant de 354 509 $, au net (Ouvrage: 1911-002) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1264069002 - 1611 Boulevard Crémazie Est (2).xlsx

GDD 1264069002 - 1611 boulevard Crémazie Est Allocation monétaire (3).xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sebastien AUCLAIR
Agent comptable analyste

**Tél :** Co-Auteur: Myriam Lavoie
Conseillère budgétaire

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-17

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514-872-0549

Mustapha Chbel
Conseiller budgétaire
Mathieu Perrier, chef de division DCSF-Brennan

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | |

| | |
|---|---|
| **Objet** | Approuver la première convention de mo<br>pieds carrés, à des fins de bureaux, pour l<br>au montant de 354 509 $ (Ouvrage: 1911- |

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

## Location

| | | |
|---|---|---|
| | | **Approvisionnement Unité de soutien** |
| % occupation | | 86.32% |
| | | Unité de soutien |

| | | |
|---|---|---|
| | | **SIRR (AGGLO 6%, LOCAL 94%)** |
| % occupation | | 13.68% |
| | 6% | Agglo |
| | 94% | Corpo |

| |
|---|
| **Total** |

| |
|---|
| **Ajustement de la base budgétaire requ** |

1264069002

dification de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de Galion Équité S.E.C., pour une période de 9 ans et 7 mois, es besoins du Service de l'approvisionnement et du Service des infrastructures du réseau routier pour une dépense -002)

**Clés comptables**

AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations - soutien*Administration, finances et approvisionnement*Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Approvisionnement*Général*Général

**Clés comptables**

Agglomération - Act. financières*Budget régulier*Locations - Agglo*Transport - Dir. et admin. - À répartir*Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Infrastructire, voirie et transports*Général*Général

2101.0010000.114204.01301.55201.014700.0000.000000.050931.00000.00000
AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Locations - local*Transport - Dir. et admin. - À répartir*Location - Immeubles et terrains*Location d'immeubles*Général*Général*Infrastructire, voirie et transports*Général*Général

**is**

, à compter du 1er août 2026, des espaces situés au 8e et au 9e étage de l’immeuble sis au 1611, boulevard Crém
e totale de 14 487 192 $, incluant les taxes./ Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service d

| 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| 339,426.77 $ | 814,624.26 $ | 951,454.64 $ | 1,238,361.33 $ | 1,258,230.22 $ | 1,278,099.10 $ |

| 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| 3,228.37 | 7,748.08 | 9,049.50 | 11,778.34 | 11,967.32 | 12,156.29 |
| 50,577.73 | 121,386.55 | 141,775.54 | 184,527.29 | 187,487.94 | 190,448.58 |
| **393,232.87 $** | **943,758.88 $** | **1,102,279.69 $** | **1,434,666.96 $** | **1,457,685.47 $** | **1,480,703.98 $** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | **354,509 $** | | | |

ıazie Est, d'une superficie de 43 850
e la stratégie immobilière pour 2028,

| 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| 1,297,967.99 $ | 1,317,836.87 $ | 1,337,705.76 $ | 1,357,574.64 $ | 227,366.27 $ | |

| 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| 12,345.27 | 12,534.25 | 12,723.23 | 12,912.20 | 2,162.53 | |
| 193,409.23 | 196,369.88 | 199,330.53 | 202,291.17 | 33,879.68 | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **1,503,722.49 $** | **1,526,741.00 $** | **1,549,759.51 $** | **1,572,778.02 $** | **263,408.48 $** | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | **(354,509) $** |

| Total |
| --- |
| |
| 11,418,647.85 $ |

| Total |
| --- |
| |
| 108,605.37 |
| 1,701,484.12 |

| **13,228,737.34 $** |
| --- |

| **- $** |
| --- |

| NO GD | 1264069002 |
|---|---|

| | | | | | | | m² | pi² |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| net taxes | 1.049875 | TPS | 5.000% | Taux conversition m² en pi² | | 10.76 | 4,073.8 | 43,850.0 |
| incluant taxes | 1.14975 | TVQ | 9.975% | | | | | |

| | 2026 ( 5 mois) | 2027 | 2028 (8 mois) | 2028 (4 mois) | 2029 (4 mois) | 2029 (8 mois) | 2030 (4 mois) | 2030 (8 mois) | 2031 (4 mois) | 2031 (8 mois) | 2032 (4 mois) | 2032 (8 mois) | 2033 (4 mois) | 2033 (8 mois) | 2034 (4 mois) | 2034 (8 mois) | 2035 (4 mois) | 2035 (8 mois) | 2036 (2 mois) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Superficie en Pi² | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 | 43,850.0 |
| Taux $/Pi² | 3.17 | 3.17 | 3.17 | 13.50 | 13.50 | 14.00 | 14.00 | 14.50 | 14.50 | 15.00 | 15.00 | 15.50 | 15.50 | 16.00 | 16.00 | 16.50 | 16.50 | 17.00 | 17.00 | |
| Loyer de base | 57,918.54 $ | 139,004.50 $ | 92,669.67 $ | 197,325.00 $ | 197,325.00 $ | 409,266.67 $ | 204,633.33 $ | 423,883.33 $ | 211,941.67 $ | 438,500.00 $ | 219,250.00 $ | 453,116.67 $ | 226,558.33 $ | 467,733.33 $ | 233,866.67 $ | 482,350.00 $ | 241,175.00 $ | 496,966.67 $ | 124,241.67 $ | 5,317,726.04 $ |
| Frais d'exploitation (11,90$/p²) | 217,422.92 $ | 521,815.00 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 173,938.33 $ | 347,876.67 $ | 86,969.17 $ | 5,000,727.08 $ |
| Taxes foncières (5,43$/P²) | 99,210.63 $ | 238,105.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 79,368.50 $ | 158,737.00 $ | 39,684.25 $ | 2,281,844.38 $ |
| Total loyer avant taxes | 374,552.08 $ | 898,925.00 $ | 599,283.33 $ | 450,631.83 $ | 450,631.83 $ | 915,880.33 $ | 457,940.17 $ | 930,497.00 $ | 465,248.50 $ | 945,113.67 $ | 472,556.83 $ | 959,730.33 $ | 479,865.17 $ | 974,347.00 $ | 487,173.50 $ | 988,963.67 $ | 494,481.83 $ | 1,003,580.33 $ | 250,895.08 $ | 12,600,297.50 $ |
| TPS | 18,727.60 $ | 44,946.25 $ | 29,964.17 $ | 22,531.59 $ | 22,531.59 $ | 45,794.02 $ | 22,897.01 $ | 46,524.85 $ | 23,262.43 $ | 47,255.68 $ | 23,627.84 $ | 47,986.52 $ | 23,993.26 $ | 48,717.35 $ | 24,358.68 $ | 49,448.18 $ | 24,724.09 $ | 50,179.02 $ | 12,544.75 $ | 630,014.88 $ |
| TVQ | 37,361.57 $ | 89,667.77 $ | 59,778.51 $ | 44,950.53 $ | 44,950.53 $ | 91,359.06 $ | 45,679.53 $ | 92,817.08 $ | 46,408.54 $ | 94,275.09 $ | 47,137.54 $ | 95,733.10 $ | 47,866.55 $ | 97,191.11 $ | 48,595.56 $ | 98,649.13 $ | 49,324.56 $ | 100,107.14 $ | 25,026.78 $ | 1,256,879.68 $ |
| **Total taxes incluses** | **430,641.26 $** | **1,033,539.02 $** | **689,026.01 $** | **518,113.95 $** | **518,113.95 $** | **1,053,033.41 $** | **526,516.71 $** | **1,069,838.93 $** | **534,919.46 $** | **1,086,644.44 $** | **543,322.22 $** | **1,103,449.95 $** | **551,724.98 $** | **1,120,255.46 $** | **560,127.73 $** | **1,137,060.98 $** | **568,530.49 $** | **1,153,866.49 $** | **288,466.62 $** | **14,487,192.05 $** |
| **Total loyer net de ristourne** | **393,232.87 $** | **943,758.88 $** | **629,172.59 $** | **473,107.10 $** | **473,107.10 $** | **961,559.86 $** | **480,779.93 $** | **976,905.54 $** | **488,452.77 $** | **992,251.21 $** | **496,125.61 $** | **1,007,596.88 $** | **503,798.44 $** | **1,022,942.56 $** | **511,471.28 $** | **1,038,288.23 $** | **519,144.11 $** | **1,053,633.90 $** | **263,408.48 $** | **13,228,737.34 $** |

| Années | Loyer de base | Loyer de base net de ristourne | Mensuel |
|---|---|---|---|
| 2026 (5 mois) | 57,918.54 $ | 60,807.23 $ | 12,161.45 $ |
| 2027 | 139,004.50 $ | 145,937.35 $ | 12,161.45 $ |
| 2028 (8 mois) | 92,669.67 $ | 97,291.57 $ | 12,161.45 $ |
| 2028 (4 mois) | 197,325.00 $ | 207,166.58 $ | 51,791.65 $ |
| 2029 (4 mois) | 197,325.00 $ | 207,166.58 $ | 51,791.65 $ |
| 2029 (8 mois) | 409,266.67 $ | 429,678.84 $ | 53,709.86 $ |
| 2030 (4 mois) | 204,633.33 $ | 214,839.42 $ | 53,709.86 $ |
| 2030 (8 mois) | 423,883.33 $ | 445,024.51 $ | 55,628.06 $ |
| 2031 (4 mois) | 211,941.67 $ | 222,512.26 $ | 55,628.06 $ |
| 2031 (8 mois) | 438,500.00 $ | 460,370.19 $ | 57,546.27 $ |
| 2032 (4 mois) | 219,250.00 $ | 230,185.09 $ | 57,546.27 $ |
| 2032 (8 mois) | 453,116.67 $ | 475,715.86 $ | 59,464.48 $ |
| 2033 (4 mois) | 226,558.33 $ | 237,857.93 $ | 59,464.48 $ |
| 2033 (8 mois) | 467,733.33 $ | 491,061.53 $ | 61,382.69 $ |
| 2034 (4 mois) | 233,866.67 $ | 245,530.77 $ | 61,382.69 $ |
| 2034 (8 mois) | 482,350.00 $ | 506,407.21 $ | 63,300.90 $ |
| 2035 (4 mois) | 241,175.00 $ | 253,203.60 $ | 63,300.90 $ |
| 2035 (8 mois) | 496,966.67 $ | 521,752.88 $ | 65,219.11 $ |
| 2036 (2 mois) | 124,241.67 $ | 130,438.22 $ | 65,219.11 $ |
| **Total** | **5,317,726.04 $** | **5,582,947.63 $** | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour octobre 2023)**
**Liste des documents obligatoires à joindre au dossier d'analyse dans le disque partagée**

| | | |
|---|---|---|
| 1 Copie du GDD | ☐ | |
| 2 Copie signée du bail | ☐ | |
| 3 Confirmation de la durée "de vie" économique du bien loué | ☐ | *À fournir si location d'immeuble commerciel* |
| 4 Taux implicite du bail | ☐ | *S'il est possible de déterminer ce dernier (détail du calcul à fournir)* |
| 5 Taux d'intérêt marginal de la Ville | ☐ | *Courriel ou tout fichier (tableau) obtenu de l'équipe de la dette ou de la DCIF* |
| 6 Copie de la confirmation de la juste valeur du bien loué | ☐ | *Produit par un évaluateur agréé (interne ou externe, s'il y a lieu)* |
| | ☐ | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| ***Note : L'utilisation de ce formulaire pour la catégorisation des contrats de location est obligatoire. Veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions" pour une meilleure compréhension des termes mentionnés ci-devant.*** | | |
| **1. Le contrat de location comporte-t-il une option d'achat à prix de faveur ou la propriété sera cédée à la fin du bail ?** | Non | *Indiquer l'article du bail en question en référence* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 2. | | |
| **2. La durée du bail, y compris les périodes comprenant les options de renouvellement applicables*, est-elle égale à 75% ou plus de la *durée économique du bien loué* ?** | Non | *Calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 3.<br><br>*** Sans que la durée du bail ne s'étende au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur - Voir définition de la durée du bail.** | | |
| **3. La valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, excluant les frais accessoires, représente-t-elle la quasi-totalité de la JVM du bien loué à la date d'entrée en** | Non | *calcul et pièces justificatives à soumettre* |
| Si la réponse est **OUI**, le contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition. Il faut comptabiliser la transaction comme une acquisition d'immobilisation corporelle, conformément à la note d'orientation NOSP-2. **Avisez votre gestionnaire.**<br><br>Si la réponse est **NON**, évaluez le critère 4.<br><br>*** Taux actualisation :**<br>**Pour déterminer la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, il faut utiliser comme taux d'actualisation le moindre des deux taux suivants :**<br>**- le taux d'intérêt marginal de la Ville et ;**<br>**- le taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier.**<br><br>***** Voir onglet " Paramètres - VAN" pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimums.** | | |
| **4. Existe-t-il d'autres éléments permettant de conclure que la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la Ville?** | | |
| 4.1. Existe-t-il une assurance raisonnable que la Ville accédera à la propriété du bien loué même en l'absence d'une option d'achat à prix de faveur? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.2. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour des services relatifs au bien loué qui font que la Ville verse un montant qui excède la juste valeur de ces services? | Non | |
| 4.3. Existe-t-il des accords contractuels complémentaires pour le versement de loyers supplémentaires? Par exemple dans le cas d'un paiement qui est fonction d'un niveau minimum d'utilisation. | Non | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**

| Critères d'analyse - arbre de décision (NOSP-2) | Réponses *(remplir les cellules grisées)* | Justification obligatoire |
|---|---|---|
| 4.4. Est-ce que la Ville fournit une aide financière (par exemple, un transfert d'actifs financiers ou de biens immobiliers, un prêt ou une garantie d'emprunt) au bailleur pour aider ce dernier à financer le coût d'acquisition ou de construction du bien qui sera loué par la Ville? | Non | |
| 4.5. Le bien loué est-il utilisé pour la prestation d'un service essentiel fourni par la Ville (ex.: les installations de services publics)? | Non | |
| 4.5.1 Le bien loué est-il de nature tellement spécialisée que la Ville ne serait pas en mesure de disposer rapidement d'un bien de remplacement si nécessaire ? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.6. La Ville exerce-t-elle un degré de contrôle significatif sur la capacité non utilisée du bien loué ? Par exemple dans le cas où une tierce partie pourrait faire une utilisation considérable du bien et que la Ville est en mesure de limiter cette utilisation, qu'elle paie ou non pour cette capacité. Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.7. La Ville possède-t-elle le terrain sur lequel le bien loué est situé ou en conserve-t-elle le contrôle, et le bien ne peut être facilement déplacé? Justifiez votre réponse. | Non | |
| 4.8 La Ville assume-t-elle d'autres risques résiduels associés à la location du bien? Par exemple, des risques liés à l'exploitation, des risques économiques, des risques de construction? Justifiez votre réponse. | Non | |
| Si la réponse est **NON à l'ensemble de ces questions**, le contrat de location est considéré comme un contrat location-exploitation.<br><br>Si la réponse est **OUI à l'une de ces questions**, le contrat de location pourrait-être considéré comme un contrat de location-acquisition. **Avisez votre gestionnaire et communiquez avec la Direction de la comptabilité, Division de la comptabilisation des charges et de l'expertise comptable pour obtenir un avis final**. | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Préparateur :** | Sébastien Auclair | **Date:** | 4/16/2026 |
| **Réviseur :** | Mustapha CHBEL | **Date:** | 4/16/2026 |
| **Approbateur :** | Jean Francois Doyle | **Date:** | 4/16/2026 |

## Catégorisation des contrats de location
## Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2
(mise à jour septembre 2023)

## Paramètres de calcul de la VAN

***Note : Pour le calcul des différents paramètres, veuillez vous référer en tout temps à l'onglet "Définitions". Ensuite, veuillez svp compléter les champs en orange.***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Date d'entrée en vigueur du bail | *8/1/2026* | | |
| Date de signature du bail (Quand le GDD est approuvée par les instances) | *5/14/2026* | | |
| Date de signature du bail | *5/14/2026* | | |
| Durée du bail : | | | |
| Période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable | *9.583333333* | ans | |
| plus | | | |
| Options de renouvellement : | | | |
| a ) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement à prix de faveur, | *0* | ans | |
| b ) Contrat de location (ou bail) : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer. | *0* | ans | |
| c ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué, | *0* | ans | |
| d ) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur, | *0* | ans | |
| e ) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail, | *0* | ans | |
| Total critère durée du bail | *9.583333333* | ans | |
| Valeur au rôle d'évaluation | *34,800,000.00 $* | | Insérer la valeur au rôle foncier pour les fins du calcul |
| Paiements minimums exigibles au titre de la location excluant les frais accessoires | **5,582,947.63 $** | | *(pour la durée du bail, exlucant les frais accessoires)* |
| | Exemple | | |
| Taux d'actualisation annuel | ***4.64%*** | | *Utiliser le taux d'emprunt nominal de la ville (Contacter Daniel Desjardins pour avoir le taux)* |
| Nombre de paiement dans l'année | ***12*** | | |
| Taux effectif pour le calcul Van | *= ((1+ t)^(1/n))-1* | | *Formule à utiliser, veuillez remplacer les paramètres par les valeurs indiquées dans le bail* |

**Note : À la date d'entrée en vigueur du bail, vous devez réviser l'estimation du taux d'actualisation utilisé ainsi que les autres valeurs déterminées afin de vous assurer que tous les chiffres sont raisonnables et cohérents entre eux**:

i) la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location;

ii) la juste valeur hypothétique du bien;

iii) la valeur résiduelle hypothétique.

## Calcul des critères de l'arbre de décision

| **Calcul du coût annuel Net de ristournes** | | | Calcul coût annuel | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant de la rente par Pi2 - Première année (Loyer de base) | 3.17 $ | | | **Montant av. taxes** | **net.ristourne** |
| Superficie en Pi2 | 43,850.00 $ | | Loyer de base | 139,004.50 | 145,937.35 |
| | 3850 | | | | |

| | Critère Durée bail | Durée de vie économique | Si + 75% = OUI |
|---|---|---|---|
| **Calcul critère #2** | | | |

**Catégorisation des contrats de location**
**Critères d'analyse - arbre de décision - selon la NOSP-2**
**(mise à jour septembre 2023)**
**Définitions**

**Contrat de location (ou bail)** : convention par laquelle le bailleur (ou locateur) cède au preneur (ou locataire), habituellement pour une période déterminée, le droit d'utiliser une immobilisation corporelle, moyennant le versement d'un loyer.

**Date d'entrée en vigueur du bail** : la première des deux dates suivantes : la date de la signature du bail, ou la date de la signature par les parties d'un engagement qui couvre les éléments essentiels de ce bail (c'est de cette date que l'on tient compte pour déterminer le classement du contrat de location).

**Durée du bail** : période déterminée pendant laquelle le bail est non résiliable, **plus** :

a) toute période faisant l'objet d'une option de renouvellement **à prix de faveur,**

b) toute période pour laquelle le non-renouvellement du bail entraînerait pour le preneur une pénalité si élevée que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il semble raisonnablement assuré que le preneur exercera son option de renouvellement,

c) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire pour la durée de laquelle le preneur s'est engagé à garantir la dette du bailleur relativement au bien loué,

d) toute période visée par une option de renouvellement ordinaire précédant la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur,

e) toute période pour laquelle le bailleur a la faculté de renouveler ou de prolonger le bail,

**à condition que la durée du bail ne s'étende pas au-delà de la date à compter de laquelle peut être exercée une option d'achat à prix de faveur.**

On considère que **le bail est non résiliable si, pour qu'il puisse être résilié, il faut** :

a) soit qu'une éventualité improbable se matérialise;

b) soit que le preneur obtienne l'autorisation du bailleur;

c) soit que le preneur conclue un nouveau bail portant sur le même bien ou un bien équivalent avec le même bailleur;

d) soit que le preneur verse une pénalité si importante que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le bail sera maintenu en vigueur.

**Durée économique du bien loué** : durée estimative pendant laquelle on prévoit que, moyennant des réparations normales et un entretien normal, il demeurera avantageux sur le plan économique pour les usagers du bien loué de l'utiliser aux fins prévues à la date d'entrée en vigueur du bail. Cette durée est indépendante de la durée du bail.

**Frais accessoires** : frais liés à l'utilisation de l'immobilisation corporelle louée (par exemple, assurances, entretien et impôts fonciers).

**Juste valeur** : montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de concurrence normale.

**Option d'achat à prix de faveur** : disposition contractuelle conférant au gouvernement l'option d'acheter le bien loué à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur prévisible du bien à la date fixée pour l'exercice de l'option pour que, à la date d'entrée en vigueur du bail, il paraisse raisonnablement assuré que le gouvernement se prévaudra de ce droit d'achat.

**Paiements minimums exigibles au titre de la location**

Pour la Ville, les paiements minimums exigibles au titre de la location comprennent :

a) les loyers minimums prévus pour la durée du bail;

b) toute garantie, partielle ou complète, de la valeur résiduelle du bien loué au terme de la durée du bail qui est donnée par le gouvernement ou une personne qui lui est apparentée (si le gouvernement s'est engagé à rembourser au bailleur toute différence entre le produit de la réalisation du bien et un montant stipulé, la garantie à inclure dans les paiements minimums exigibles au titre de la location est le montant stipulé plutôt qu'une estimation de la différence à combler);

c) toute pénalité exigée du gouvernement advenant que celui-ci décide de ne pas renouveler ou de ne pas prolonger le contrat de location au terme de la durée du bail;

d) les loyers supplémentaires qui peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable à la date d'entrée en vigueur du bail (par exemple les loyers qui sont fonction d'un niveau minimum d'utilisation pouvant faire l'objet d'une estimation, comme le taux prévu d'inscriptions scolaires).

Toutefois, si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur, les paiements minimums exigibles au titre de la location ne comprennent que le total des loyers minimums pour la durée du bail et le montant prévu dans l'option d'achat à prix de faveur.

**Taux d'intérêt implicite du bail** : taux d'actualisation qu'il faut utiliser, à la date d'entrée en vigueur du bail, pour que la valeur actualisée globale :

a) des paiements minimums, au sens du bailleur, exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie des paiements qui correspond aux frais accessoires pris en charge par le bailleur et au profit réalisé le cas échéant sur ces frais, d'une part,

b) de la valeur résiduelle non garantie qui revient au bailleur, d'autre part,

soit égale à la juste valeur du bien loué, pour le bailleur, à la date d'entrée en vigueur du bail.

**Taux d'intérêt marginal du gouvernement** : taux d'intérêt que le gouvernement devrait payer, à la date d'entrée en vigueur du bail, s'il voulait emprunter, pour une même durée et moyennant une garantie comparable, les fonds nécessaires à l'achat du bien loué.

Les **biens spécialisés ou utilisés pour la prestation d'un service essentiel** comprennent notamment :

Montréal

# Extrait du rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Montréal**
En vigueur pour les exercices financiers **2026-2027-2028**

## 1. Identification de l'unité d'évaluation

| | |
|---|---|
| Adresse : | 1611 Boulevard Crémazie Est |
| Arrondissement : | Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville |
| Numéro de lot : | 5989133 |
| Numéro de matricule : | 9546-00-8742-2-000-0000 |
| Utilisation prédominante : | Immeuble à bureaux |
| Numéro d'unité de voisinage : | 2939 |
| Numéro de compte foncier : | 30 - F69189475 |

## 2. Propriétaire

| | |
|---|---|
| Nom : | GALION ÉQUITÉ, S.E.C. |
| Statut aux fins d'imposition scolaire : | Personne morale |
| Adresse postale : | 560 BOUL CREMAZIE E 200, MONTREAL QUEBEC, H2P 1E8 |
| Date d'inscription au rôle : | 2020-01-16 |

## 3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

### Caractéristiques du terrain

| | |
|---|---|
| Mesure frontale : | 180,89 m |
| Superficie : | 24 664,8 m$^2$ |

### Caractéristiques du bâtiment principal

| | |
|---|---|
| Nombre d'étages : | 10 |
| Année de construction : | 1986 |
| Aire d'étages : | 22 671,6 m$^2$ |
| Genre de construction : | - |
| Lien physique : | - |
| Nombre de logements : | - |
| Nombre de locaux non résidentiels : | 15 |
| Nombre de chambres locatives : | - |

## 4. Valeurs au rôle d'évaluation

### Rôle courant

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2024-07-01 |
| Valeur du terrain : | 14 798 900 $ |
| Valeur du bâtiment : | 20 001 100 $ |
| Valeur de l'immeuble : | 34 800 000 $ |

### Rôle antérieur

| | |
|---|---|
| Date de référence au marché : | 2021-07-01 |
| Valeur de l'immeuble au rôle antérieur : | 36 900 000 $ |

## 5. Répartition fiscale

| | |
|---|---|
| Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation : | Non résidentielle classe 10 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Valeur imposable de l'immeuble : | 34 800 000 $ | Valeur non imposable de l'immeuble : | 0 $ |

| | |
|---|---|
| Les informations présentées dans ce rapport sont en date du : | 2026-04-09 |
| Date du rapport : | 2026-04-14 |

**Note :** Cette unité est actuellement en cours d'évaluation. Certaines informations présentées dans ce rapport pourraient être éventuellement modifiées.

| | Superficie occupée | Superficie occupée en % |
|---|---|---|
| SIRR | 6000 | 13.68% |
| Approvisionnement | 37850 | 86.32% |
| **Total** | **43850** | **100.00%** |

| % AGGLO | % CORPO | Unité de soutien | % AGGLO PONDÉRÉ | % CORPO PONDÉRÉ |
|---|---|---|---|---|
| 6% | 94% | | 0.82% | 12.86% |
| | | 100% | 0.00% | 0.00% |
| | | | **0.82%** | **12.86%** |

| % UNITÉ DE SOUTIEN PONDÉRÉ |
| --- |
| 0.00% |
| 86.32% |
| **86.32%** |

**NO GDD :** 1264069002

Taux net: 1.095130373

**No d'engagement :** CC64069002

Taux brut: 1.14975

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

| | | Dépenses taxes incluses | Dépenses avant taxes | Crédits | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| **Protection d'immeubles - 43,64% Agglo** | | | | | |
| RCG 24-018 Protection d'immeubles CG24 0221 | 5001.5024018.803403.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 | 233,063.29 $ | 202,707.80 $ | 212,817.85 $ | 212,818 $ |
| **Travaux de rénovation et de protection d'immeubles - 56,36% Corpo** | | | | | |
| 24-009 Protection d'immeubles CM24 0425 | 6101.7724009.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | 300,995.58 $ | 261,792.20 $ | 274,849.09 $ | 274,850 $ |
| | | 534,058.88 $ | 464,500.00 $ | 487,666.94 $ | 487,668 $ |

**Imputation**

| | | Dépenses taxes incluses | Dépenses avant taxes | Crédits | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| **Améliorations locatives - 1611, boulevard Crémazie Est - 43,64% Agglo** | | | | | |
| Contrat Agglo | 5001.5024018.803403.01819.57201.000000.0000.208370.000000.25010.00000 | 233,063.29 $ | 202,707.80 $ | 212,817.85 $ | 212,818 $ |
| **Améliorations locatives - 1611, boulevard Crémazie Est - 56,36% Corpo** | | | | | |
| Contrat Corpo | 6101.7724009.803403.01819.57201.000000.0000.208371.000000.25010.00000 | 300,995.58 $ | 261,792.20 $ | 274,849.09 $ | 274,850 $ |
| | | 534,058.88 $ | 464,500.00 $ | 487,666.94 $ | 487,668 $ |

| | | Taux de répartition du Service | | Réparition de la dépense | |
|---|---|---|---|---|---|
| **1811 Crémazie** | Superf.occupée | AGGLO | CORPO | AGGLO | CORPO |
| SIRR | 13.680% | 6.000% | 94.000% | 0.82% | 12.86% |
| Approvisionnement | 86.320% | 49.600% | 50.400% | 42.81% | 43.51% |
| | **100.00%** | | | **43.64%** | **56.36%** |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.30

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1267317001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture_des sports et des loisirs , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats aux firmes Entreprise de signalisation SEDGE ltée., Entreprises Madali inc. et à Échafauds Plus (Laval) inc., pour les services de signalisation et d'ingénierie pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 (lots 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 15), pour une durée d'environ 30 jours, à compter du 5 septembre 2026 - Dépense totale de 1 788 186,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21325 (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour une période de 30 jours, les contrats les services de signalisation et d'ingénierie pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21325 :

| Firmes | Lots | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Entreprises Madali inc. | 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 11 | 674 308,68 $ |
| Échafauds Plus (Laval) inc. | 12 | 17 590,83 $ |
| Entreprise de signalisation SEDGE ltée. | 13 à 15 | 1 096 286,63 $ |

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-17 16:13

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267317001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture_des sports et des loisirs , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats aux firmes Entreprise de signalisation SEDGE ltée., Entreprises Madali inc. et à Échafauds Plus (Laval) inc., pour les services de signalisation et d'ingénierie pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 (lots 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 15), pour une durée d'environ 30 jours, à compter du 5 septembre 2026 - Dépense totale de 1 788 186,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21325 (3 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre des préparatifs liés à la tenue des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026, la Ville de Montréal doit assurer la mise en place de l'ensemble des services de barricades et de signalisation nécessaires afin de garantir la sécurité du public, des participantes et participants, ainsi que le bon déroulement de cet événement sportif international d'envergure.

Les Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 se dérouleront sur le territoire de la Ville de Montréal du 19 au 27 septembre 2026 et rassembleront des athlètes, des équipes techniques et des officielles et officiels provenant de nombreux pays. Cet événement majeur constitue un levier important de rayonnement international pour Montréal et met en valeur son expertise reconnue en matière d'accueil et d'organisation de grands événements sportifs.

Afin de répondre aux besoins opérationnels liés à cet événement, la Ville a procédé au lancement de l'appel d'offres public 26-21325, lequel a été publié au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) le 23 février 2026. La période d'appel d'offres, d'une durée de 42 jours, s'est échelonnée du 23 février au 7 avril 2026, date à laquelle l'ouverture des soumissions a eu lieu, conformément au calendrier établi.

Cet appel d'offres vise l'octroi d'un contrat de services portant sur la distribution, l'installation et le retrait de barricades et de dispositifs de signalisation requis sur l'ensemble des parcours et des sites accueillant les activités de l'événement. La période visée par le contrat s'étend de façon approximative du 5 septembre au 4 octobre 2026, couvrant les phases de mobilisation, la tenue de l'événement ainsi que la démobilisation subséquente.

Le contrat prévoit la fourniture de barricades de contrôle de foule, de barricades hautes, de matériel de signalisation et de planches de signalisation, spécifiquement adaptés aux exigences des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026. Le recours à un fournisseur externe s'avère nécessaire en raison de l'ampleur de l'événement, de la quantité de matériel requis et de la complexité logistique, lesquelles excèdent les capacités pouvant être assurées en régie par la Ville.

L'ouverture des soumissions était initialement prévue le 31 mars 2026, mais a été reportée au 7 avril 2026 afin de permettre aux soumissionnaires de tenir compte des informations transmises par voie d'addendas. Au total, trois (3) addendas ont été émis au cours de la période d'appel d'offres, portant sur des ajustements et des précisions aux documents d'appel d'offres. La durée de validité des soumissions a été fixée à 90 jours, soit jusqu'au 6 juillet 2026. Par ailleurs, douze (12) entreprises ont pris possession du cahier des charges, témoignant d'un intérêt du marché pour ce contrat.

| Addendas | Date | Description | Impacts monétaires |
|---|---|---|---|
| 1 | 23 février 2026 | Demandes de précision et de demande de report de date d'ouverture des enveloppes | s/o |
| 2 | 12 mars 2026 | Demandes de précision | s/o |
| 3 | 1er avril 2026 | Demandes de précision | s/o |

Le contrat est non renouvelable et représente une dépense totale de 1 788 186,14 $, taxes incluses. Les éléments en jeu concernent principalement la sécurité des personnes, la conformité aux normes internationales applicables, la fluidité des déplacements et le respect des engagements pris par la Ville de Montréal à titre de ville hôte de cet événement d'envergure mondiale.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0362 - 19 juin 2025 - Approuver le projet d'avenant 1 à la convention de soutien financier (CG24 0014) en vertu duquel, sous réserve de l'approbation du budget 2026, la Ville de Montréal accorde un soutien en biens et services à l'organisme Mondiaux Montréal 2026, d'une valeur maximale de 17 483 818 $, pour la réalisation de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal du 19 au 27 septembre 2026 / Autoriser les dépenses afférentes à la Ville pour la tenue de l'événement pour un montant de 1 246 755 $
CG24 0014 - 25 janvier 2024 - Accorder un soutien financier total maximal de 3 920 000 $ à l'organisme à but non lucratif Mondiaux Montréal 2026, pour la tenue des Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 750 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration d'agglomération vers le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports en 2024 / Autoriser un ajustement non-récurrent à la base budgétaire du service à hauteur de 1 200 000 $ pour l'exercice 2025 et 1 220 000 $ pour l'exercice 2026 /Approuver un projet de convention.

CE22 0192 - 9 février 2022 - Donner un accord de principe par lequel la Ville de Montréal s'engage à consentir un soutien financier d'une valeur maximale de 3 920 000 $ pour la tenue des Championnats du monde de cyclisme sur route 2026 à Montréal, et ce conditionnellement : 1) au soutien financier des autres bailleurs de fonds publics 2) à la présentation d'un plan legs qui devra être établi avec la communauté sportive 3) à la présentation d'un budget par le promoteur à la satisfaction par l'ensemble des bailleurs de fonds. - Mandater le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports à préparer une convention de contribution financière entre la Ville et Événements GPCQM conditionnellement à l'obtention de l'événement.

CG16 0634 - 24 novembre 2016 - Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

**DESCRIPTION**

L'octroi du présent contrat vise à assurer la mise en place des mesures nécessaires afin de garantir la sécurité des spectatrices et des spectateurs dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026. Plus spécifiquement, le contrat permettra d'assurer la sécurisation des sites de départ et d'arrivée des épreuves, ainsi que du village des partisans, en plus de soutenir les opérations liées à la mobilité urbaine durant les fermetures de rues. Il a également pour objectif d'assurer une gestion sécuritaire et fluide des déplacements, tout en veillant au respect des normes en matière de sécurité routière, notamment lors de l'implantation de périmètres de sécurité, de détours et de mesures temporaires de circulation.

La durée du présent contrat est prévue aux environs du 5 septembre jusqu'au 4 octobre 2026, correspondant à la période de préparation, de tenue de l'événement et de démobilisation. Aucun renouvellement du contrat n'est prévu.

Les services requis devront être fournis conformément à l'ensemble des exigences stipulées aux documents d'appel d'offres et aux normes applicables en matière de sécurité publique, d'événementiel et de sécurité routière. Les quantités et les besoins exprimés à l'offre sont fournis à titre indicatif seulement. Ils sont établis en fonction des besoins estimés liés à l'envergure de l'événement et servent exclusivement à l'évaluation des propositions et à la détermination des meilleures conditions pour la conclusion du contrat.

**JUSTIFICATION**

Conformément aux règles applicables en matière d'octroi de contrats publics, les documents d'appel d'offres ont été élaborés par le Service de l'approvisionnement, en collaboration avec les services municipaux concernés par l'organisation, la logistique et la sécurité des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026.

Au total, douze (12) entreprises ont pris possession du cahier des charges. Parmi ces douze preneurs du cahier des charges, trois (3) entreprises ont déposé une soumission, ce qui représente un taux de participation de 25 %. Ce pourcentage est jugé acceptable compte tenu de la nature spécialisée du contrat et des exigences élevées en matière de logistique, de disponibilité de matériel et de ressources humaines. Les entreprises n'ayant pas soumis ont indiqué ne pas disposer, au moment de l'appel d'offres, du volume de matériel requis ou des ressources humaines suffisantes pour répondre adéquatement aux besoins associés à un événement de cette ampleur tenue sur une période concentrée.

Les soumissions reçues ont fait l'objet d'une analyse de conformité administrative et technique. Cette analyse a permis d'identifier les soumissions admissibles en vue de l'octroi du contrat, dans le respect des principes d'équité, de transparence et de saine concurrence.

Lots 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 11

| Soumissions conformes | Prix soumis (taxes incluses) | Autres (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Entreprises Madali inc. | 674 308,68 $ | 0 $ | 674 308,68 $ |
| Dernière estimation réalisée | 564 669,83 $ | 0 $ | 564 669,83 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) | | | 109 638,85 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) | | | 19,42% |

| | |
|---|---|
| Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et l'adjudicataire ($) | 0 $ |
| Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et l'adjudicataire (%) | 0 % |

L'écart défavorable de prix s'explique principalement par la mobilisation de ressources humaines additionnelles requises pour assurer le maintien opérationnel des barricades, incluant leur installation quotidienne en début de journée, leur surveillance et leur ajustement pendant les épreuves, ainsi que leur retrait à la fin des activités.

Lot 12

| Soumissions conformes | Prix soumis (taxes incluses) | Autres (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Échafauds Plus (Laval) inc. | 17 590,83 $ | 0 $ | 17 590,83 $ |
| Entreprises Madali inc. | 17 756,74 $ | 0 $ | 17 756,74 $ |
| Dernière estimation réalisée | 25 064,55 $ | 0 $ | 25 064,55 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) | | | -7 473,72 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) | | | -29,82% |
| Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et l'adjudicataire ($) | | | 165,91 $ |
| Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et l'adjudicataire (%) | | | 0,94% |

Ce lot entraîne un écart favorable pour la Ville de -29,82 %, puisqu'il requiert une mobilisation moindre de ressources humaines, tant pour l'installation et le maintien des barricades que pour leur retrait à la suite des épreuves.

Lots 13 à 15

| Soumissions conformes | Prix soumis (taxes incluses) | Autres (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Entreprise de signalisation SEDGE ltee. | 1 096 286,63 $ | 0 $ | 1 096 286,63 $ |
| Dernière estimation réalisée | 896 049,85 $ | 0 $ | 896 049,85 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) | | | 200 236,78 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) | | | 22,35% |
| Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et l'adjudicataire ($) | | | 0 $ |
| Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et l'adjudicataire (%) | | | 0 % |

L'écart défavorable de 22,35 % s'explique principalement par la mobilisation de ressources humaines additionnelles requises pour assurer le maintien opérationnel de la signalisation, incluant leur installation quotidienne en début de journée, leur surveillance et leur ajustement pendant les épreuves, ainsi que leur retrait à la fin des activités.

Il n'est pas requis de procéder à une évaluation du rendement, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, compte tenu de la nature du contrat et du montant de la dépense. Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne font l'objet d'aucune restriction en vertu des règles applicables en matière de gestion contractuelle.

L'Entreprise de signalisation SEDGE ltée a obtenu son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) le 2 juin 2023 et est valide jusqu'au 2 février 2028. Les deux autres soumissionnaires recommandés ne sont pas visés par l'obligation de détenir une attestation de l'AMP dans le cadre du présent contrat.

Certains lots n'ayant reçu aucune soumission (4, 8, 9 et 16), un nouvel appel d'offres a été ouvert afin de procéder à l'octroi des trois (3) lots de barricades pour lesquels aucun soumissionnaire n'avait déposé de proposition lors du processus initial. Advenant l'absence de soumissions conformes à l'issue de ce nouvel appel d'offres, l'octroi des lots visés devra être effectué de gré à gré, conformément aux dispositions réglementaires et aux règles applicables en matière de gestion contractuelle.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du présent dossier décisionnel est entièrement assumé par la Direction Cinéma–Festivals–Événements du Service de la culture, des Sports et des Loisirs.

Un montant de 1 632 852,29 $ net de ristourne est pris en charge à 100 % par l'agglomération, dans le cadre du programme Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine.

La dépense maximale autorisée s'élève à 1 788 186,14 $, taxes incluses. Ce montant se détaille comme suit :

Barricades régulières et barricades hautes
– Entreprises Madali Enterprises Inc : 674 308,68 $
– Échafauds Plus (Laval) inc. : 17 590,83 $

Matériel de signalisation et panneaux de signalisation
– Entreprise de signalisation SEDGE ltée : 1 096 286,63 $

Cette dernière dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne des biens et services octroyés par l'agglomération de Montréal dans le cadre de l'accueil de l'événement.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence de ce contrat, le maintien de conditions sécuritaires pour les athlètes, le public et les véhicules ne pourrait être garanti.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Confirmation de l'octroi des contrats aux entreprises remportées les lots de l'appel d'offre

- Déploiement du matériel de signalisation et les barricades selon les dates de montage et de démontage de l'événement

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Dehily HERNANDEZ ORTEGA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stephane ALLARD)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Stephane ALLARD, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Stephane ALLARD, 15 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
Agent de développement culturel

**Tél :** 514-295-3803
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Nathalie GOUDREAU
Cheffe de division par intérim

**Tél :** 514-774-4100
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Bianelle LEGROS
directeur(-trice)-cinema, festivals et evenements
**Tél :** 438-820-0182
**Approuvé le :** 2026-04-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
**Tél :** 438-868-5061
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

**Numéro de dossier :** 1267317001
**Unité administrative responsable :** Service de la culture
**Projet :** Accorder à Entreprise de signalisation SEDGE ltee., à Entreprises Madali Enterprises Inc. et à Échafauds Plus (Laval) inc., plus bas soumissionnaires conformes, les contrats pour fournir la distribution et la livraison de barricades et de matériel de signalisation aux Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026, pour une durée d'environ 30 jours, soit du 5 septembre au 4 octobre 2026, non renouvelable, conformément à l'appel d'offres public 26-21325. Autoriser une dépense à cette fin de 1 788 186,14 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | x | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.<br><br>Priorité 20 : Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Priorité 14 : Agissant comme un véritable laboratoire économique en incitant les entreprises, commerces et organisations à innover, à collaborer et à tester de nouvelles solutions, renforçant ainsi leur résilience et générant des retombées durables.<br><br>Priorité 20 : accroissant l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole en attirant des visiteurs et des investissements internationaux, en générant des retombées économiques pour les commerces et les entreprises locales, en mobilisant l'innovation dans l'organisation et les services urbains, et en renforçant l'image de Montréal comme métropole dynamique, créative et capable d'accueillir des événements d'envergure mondiale. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | X |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | X |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | X |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | x |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | x | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | x |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | x |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

---

**Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter**

---

**From** _Boîte Direction LCOP <directionlcop@amp.quebec>
**Date** Thu 10/30/2025 1:09 PM
**To** Elias <Elias@signalsedge.com>

Bonjour,

Tel que demandé.

Voici le courriel à joindre lors de vos soumissions.

Cordialement,

## Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

**ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTÉE - NUMÉRO DE CLIENT 3000225916**

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous contrat public.

****Date échéance 02 FÉVRIER 2028****

Cordialement,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

**Direction de l'admissibilité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550 -1
directionlcop@amp.quebec

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 3 février 2023

ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTÉE
A/S MONSIEUR ELIAS DAVID GESTETNER
7220, RUE ÉTIENNE-VOLANT
MONTRÉAL (QC) H1E 3W1

N° de décision : 2023-DAMP-1393
N° de client : 3000225916
N° **d'entreprise du Québec** : 1166800749

Objet : Renouvellement de **l'autorisation de contracter ou de** sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

**Par la présente, l'**Autorité des marchés publics (**l'« AMP »**) accorde à **l'entreprise mentionnée** ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») **tenu par l'AMP.**

**L'autorisation est valide jusqu'au 2 février 2026, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision** prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez **l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.**

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le **site Web de l'AMP**.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
**Directeur de l'intégrité des entreprises**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1267317001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture_des sports et des loisirs , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats aux firmes Entreprise de signalisation SEDGE ltée., Entreprises Madali inc. et à Échafauds Plus (Laval) inc., pour les services de signalisation et d'ingénierie pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 (lots 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 15), pour une durée d'environ 30 jours, à compter du 5 septembre 2026 - Dépense totale de 1 788 186,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21325 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21325-Intervention.pdf2) 26-21325-TCP.pdf26-21325-PV.pdf3) 26-21325-DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stephane ALLARD
Agent d'approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514-872-1000

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Jacky MOHAMAD
c/s app.strat.en biens
**Tél :** 888
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21325

No du GDD : 1267317001

Titre de l'appel d'offres : Service de signalisation et expertise-conseil d'ingénieur pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 31 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 7 - 4 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 1 - 4 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 7 - 2026

Date d'échéance révisée : 6 - 7 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Entreprises Madali | $ 62 721,30 | √ | 1 |
| Entreprises Madali | $ 48 822,29 | √ | 2 |
| Entreprises Madali | $ 59 611,59 | √ | 3 |
| Entreprises Madali | $ 300 664,22 | √ | 5 |
| Entreprises Madali | $ 28 752,49 | √ | 6 |
| Entreprises Madali | $ 72 584,00 | √ | 7 |
| Entreprises Madali | $ 83 609,82 | √ | 10 |
| Entreprises Madali | $ 16 542,60 | √ | 11 |
| Échafauds Plus | $ 16 766,00 | | |
| Échafauds Plus | $ 17 590,83 | √ | 12 |
| Entreprises Madali | $ 17 756,74 | | |
| Sedge Ltée | $ 34 492,50 | √ | 13 |
| Sedge Ltée | $ 1 027 301,63 | √ | 14 |
| Sedge Ltée | $ 34 492,50 | √ | 15 |

**Information additionnelle**

12 soumissionnaires ont acheté le cahier des charges. 3 ont déposé une offre. 4 ont complété le formulaire de non-participation. Les raisons invoquées: ne fournit pas les services d'ingénierie - ne fournit pas le matériel demandé - autres (2). 3 addendas ont été publiés: Modification-Questions-Réponses (1) / Questions-Réponses (2).

Préparé par : Stéphane Allard Le 15 - 4 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21325

**Agent d'approvisionnement**
Stéphane Allard

**Conformité** Oui

| | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| 1 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 54 552,12 $ | 62 721,30 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **54 552,12 $** | **62 721,30 $** |
| 2 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 42 463,40 $ | 48 822,29 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **42 463,40 $** | **48 822,29 $** |
| 3 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 51 847,44 $ | 59 611,59 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **51 847,44 $** | **59 611,59 $** |
| 5 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 261 504,00 $ | 300 664,22 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **261 504,00 $** | **300 664,22 $** |
| 6 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 25 007,60 $ | 28 752,49 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **25 007,60 $** | **28 752,49 $** |
| 7 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 64 000,00 $ | 73 584,00 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **64 000,00 $** | **73 584,00 $** |
| 10 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 72 720,00 $ | 83 609,82 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **72 720,00 $** | **83 609,82 $** |
| 11 | 0 | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 14 388,00 $ | 16 542,60 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **14 388,00 $** | **16 542,60 $** |
| | | Échafauds Plus | 0 | | | | | | 14 583,00 $ | 16 766,80 $ |
| | | **Total (Échafauds Plus)** | | | | | | | **14 583,00 $** | **16 766,80 $** |
| 12 | 0 | Échafauds Plus | 0 | | | | | | 15 299,70 $ | 17 590,83 $ |
| | | **Total (Échafauds Plus)** | | | | | | | **15 299,70 $** | **17 590,83 $** |
| | | Entreprises Madali | 0 | | | | | | 15 444,00 $ | 17 756,74 $ |
| | | **Total (Entreprises Madali)** | | | | | | | **15 444,00 $** | **17 756,74 $** |
| 13 | 0 | Sedge Ltée | 0 | | | | | | 30 000,00 $ | 34 492,50 $ |
| | | **Total (Sedge Ltée)** | | | | | | | **30 000,00 $** | **34 492,50 $** |
| 14 | 0 | Sedge Ltée | 0 | | | | | | 893 500,00 $ | 1 027 301,63 $ |
| | | **Total (Sedge Ltée)** | | | | | | | **893 500,00 $** | **1 027 301,63 $** |
| 15 | 0 | Sedge Ltée | 0 | | | | | | 30 000,00 $ | 34 492,50 $ |
| | | **Total (Sedge Ltée)** | | | | | | | **30 000,00 $** | **34 492,50 $** |

Nouveautés SEAO au 2026-04-01.

Consultez les liens suivants pour tous les détails des nouveautés s'appliquant aux organismes municipaux:

- Gestion contractuelle – Guide explicatif du Muni-Express : Loi sur les contrats des organismes municipaux | Gouvernement du Québec
- Modifications au SEAO en raison de l'entrée en vigueur de la LCOM

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21325
**Numéro de référence:** 20125688
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:**
Service de signalisation et expertise-conseil d'ingénieur pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**12 résultats** **Résultats 1 à 10**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Add env |
|---|---|---|---|---|
| SUNBELT RENTALS OF CANADA INC.<br>93 North Bend Street Coquitlam BC CAN V3K6H1<br>https://qr.qr.sunbeltrentals.com/sunbeltrentalsgovernmentcoopsolutionscanada | Publique | Sue Murray<br>Téléphone: 6133416900<br>Courriel: sue.murray@sunbeltrentals.com | **Transaction: (20471763)**<br>2026-03-30 09:10 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>Télécha<br>Borderı<br>numéri<br>Télécha<br><br>201037<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 -<br>Courrie<br><br>201040<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Courrie<br><br>Mode p<br>(plan): |
| Signalisation GardaWorld S.E.N.C.<br>2300, rue Émile-Bélanger Montréal QC CAN H4R3J4<br>www.garda.com | Non diffusé | Gilbert Couture<br>Téléphone: 5142812811<br>Courriel: gilbert.couture@garda.com | **Transaction: (20437104)**<br>2026-02-23 16:37 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Échafauds Plus (Laval) inc<br>2897 Ave. Francis-Hughes Laval QC CAN H7L4G8<br>www.echafaudsplus.com | Publique | Francois Bolduc<br>Téléphone: 4506631926<br>Courriel: estimation@echafaudsplus.com | **Transaction: (20474996)**<br>2026-04-02 13:45 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>Télécha<br>Borderc<br>numéri<br>Télécha<br><br>201037<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>Télécha<br><br>201040<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>Télécha<br><br>Mode p<br>(plan): |
| Maestro Mobilité Inc.<br>7441 rue Boyer Montréal QC CAN H2R2R9<br>www.maestromobilite.ca | Non diffusé | Eric Petit<br>Téléphone: 5144444321<br>Courriel: eric.petit@maestromobilite.ca | **Transaction: (20441213)**<br>2026-02-27 11:56 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>14:40 -<br>Télécha<br>Borderc<br>numéri<br>2026-0<br>14:40 -<br>Télécha |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 201037<br>26-213<br>Adden<br>Questi<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 -<br>Télécha<br><br>201040<br>26-213<br>Adden<br>Questi<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Télécha<br><br>Mode p<br>(plan): |
| CIMA+ S.E.N.C.<br>3400, boulevard du Souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2<br>http://www.cima.ca | Non diffusé | Sean Patrick Caron-Bonin<br>Téléphone: 514 337-2462<br>Courriel: seanpatrick.caron-bonin@cima.ca | **Transaction: (20437584)**<br>2026-02-24 10:14 | 200998<br>26-213<br>Adden<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questi<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br>Borderé<br>numéri<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br><br>201037<br>26-213<br>Adden<br>Questi<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 -<br>Courrie<br><br>201040<br>26-213<br>Adden<br>Questi<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Courrie<br><br>Mode p<br>(plan): |
| Entreprises Madali Enterprises Inc.<br>1468 St-Albert Rd W St-Albert ON CAN K0A3C0<br>https://madali.ca/ | Non diffusé | Mathieu Blanchard<br>Téléphone: 613-229-9281<br>Courriel: admin@madali.ca | **Transaction: (20469757)**<br>2026-03-27 14:31 | 200998<br>26-213<br>Adden<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questi<br>Répons<br>Devis<br>Télécha<br>Borderé<br>numéri<br>Télécha<br><br>201037<br>26-213<br>Adden<br>Questi<br>Répons<br>Devis |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-0<br>10:55 -<br>Courrie<br><br>201040<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Courrie<br><br>Mode p<br>(plan): ( |
| ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTÉE<br>7220 rue Étienne Volant R.D.P. Montréal QC CAN H1E3W1 | Non diffusé | Elias Gestetner<br>Téléphone: 5146670269<br>Courriel: info@signalsedge.com | **Transaction: (20437119)**<br>2026-02-23 17:07 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>14:40 -<br>Téléch<br>Borderc<br>numéri<br>2026-0<br>14:40 -<br>Téléch<br><br>201037<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 -<br>Téléch<br><br>201040<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Téléch<br><br>Mode p<br>(plan): ( |
| Artelia Canada inc.<br>7101, avenue du Parc Bureau 100 Montréal QC CAN H3N1X9<br>https://www.arteliagroup.com | Non diffusé | Sabrina Charlebois<br>Téléphone: 450-686-6008<br>Courriel: offresdeservice-can@arteliagroup.com | **Transaction: (20437871)**<br>2026-02-24 14:22 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br>Borderc<br>numéri<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br><br>201037<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 - |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Courrie<br>201040<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Courrie<br>Mode p<br>(plan): |
| STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE<br>200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1<br>https://www.stantec.com | Publique | Sabrine Zouhal<br>Téléphone: 5146698879<br>Courriel: sabrine.zouhal@stantec.com | **Transaction: (20437685)**<br>2026-02-24 11:16 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br>Borderc<br>numéri<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br>201037<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 -<br>Courrie<br>201040<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>13:15 -<br>Courrie<br>Mode p<br>(plan): |
| SBR Signalisation<br>14 375 Rue Rolland-Desjardins Mirabel QC CAN J7J0K5 | Non diffusé | Maxime Juteau<br>Téléphone: 5142371628<br>Courriel: m.juteau@sbrsignalisation.ca | **Transaction: (20437669)**<br>2026-02-24 11:06 | 200998<br>26-213<br>Addenc<br>Report<br>date-<br>Modific<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br>Borderc<br>numéri<br>2026-0<br>14:40 -<br>Courrie<br>201037<br>26-213<br>Addenc<br>Questic<br>Répons<br>Devis<br>2026-0<br>10:55 -<br>Courrie |

201040
26-213
Addenc
Questic
Répons
Devis
2026-0
13:15 -
Courrie

Mode p
(plan):

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Nouveautés SEAO au 2026-04-01.

Consultez les liens suivants pour tous les détails des nouveautés s'appliquant aux organismes municipaux:

- Gestion contractuelle – Guide explicatif du Muni-Express : Loi sur les contrats des organismes municipaux | Gouvernement du Québec
- Modifications au SEAO en raison de l'entrée en vigueur de la LCOM

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21325
**Numéro de référence:** 20125688
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:**
Service de signalisation et expertise-conseil d'ingénieur pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**12 résultats** **Résultats 11 à 12**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| LES SERVICES EXP INC. - Compte principal<br>1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8 | Non diffusé | Isabelle Milette<br>Téléphone: 8198036651<br>Courriel: isabelle.milette@exp.com | **Transaction: (20437416)**<br>2026-02-24 08:12 | 20099833 - 26-21325-Addenda 1-Report de date-Modification-Questions-Réponses<br>Devis<br>2026-03-12 à 14:40 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-12 à 14:40 - Courriel<br><br>20103741 - 26-21325-Addenda 2-Questions-Réponses<br>Devis<br>2026-03-31 à 10:55 - Courriel<br><br>20104091 - 26-21325-Addenda 3-Questions-Réponses<br>Devis<br>2026-04-01 à 13:15 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| WSP CANADA INC.<br>1135, boulevard Lebourgneuf<br>Québec QC CAN G2K0M5<br>https://www.wsp.com/fr-ca | Non diffusé | Linda Pichette<br>Téléphone: 5818145984<br>Courriel: linda.pichette@wsp.com | **Transaction: (20444117)**<br>2026-03-02 13:19 | 20099833 - 26-21325-Addenda 1-Report de date-Modification-Questions-Réponses<br>Devis<br>2026-03-12 à 14:40 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-03-12 à 14:40 - Courriel<br><br>20103741 - 26-21325-Addenda 2-Questions-Réponses<br>Devis<br>2026-03-31 à 10:55 - Courriel<br><br>20104091 - 26-21325-Addenda 3-Questions-Réponses<br>Devis<br>2026-04-01 à 13:15 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**PV26 0126**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 7 avril 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Annie Benjamin, agente de bureau
Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES 26-21325**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service de signalisation et expertise-conseil d'ingénieur pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | | **Prix** |
|---|---|---|
| ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC. | **Lot 11** | 16 766,80 $ |
| | **Lot 12** | 17 590,83 $ |
| ENTREPRISE DE SIGNALISATION SEDGE LTÉE | **Lot 13** | 34 492,50 $ |
| | **Lot 14** | 1 027 301,63 $ |
| | **Lot 15** | 34 492,50 $ |
| ENTREPRISES MADALI ENTERPRISES INC. | **Lot 1** | 62 721,30 $ |
| | **Lot 2** | 48 822,29 $ |
| | **Lot 3** | 59 611,59 $ |
| | **Lot 5** | 300 664,22 $ |
| | **Lot 6** | 28 752,49 $ |
| | **Lot 7** | 73 584,00 $ |
| | **Lot 10** | 83 609,82 $ |
| | **Lot 11** | 16 542,60 $ |
| | **Lot 12** | 17 756,74 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 23 février et 16 mars 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 23 février et 12 mars 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1



Annie Benjamin
Agente de bureau – Service du greffe



Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267317001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture_des sports et des loisirs , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats aux firmes Entreprise de signalisation SEDGE ltée., Entreprises Madali inc. et à Échafauds Plus (Laval) inc., pour les services de signalisation et d'ingénierie pour la production de planche de signalisation et de plans de détour dans le cadre des Championnats du Monde Route UCI Montréal 2026 (lots 1 à 3, 5 à 7 et 10 à 15), pour une durée d'environ 30 jours, à compter du 5 septembre 2026 - Dépense totale de 1 788 186,14 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21325 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1267317001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Dehily HERNANDEZ ORTEGA
Préposé(e) au budget
**Tél :** 514 872.0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872.0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## CERTIFICATION DES FONDS - BF / CULTURE

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1267317001** |
| **No d'engagement** | **CU67317001** |

Accorder à Entreprise de signalisation SEDGE ltee., à Entreprises Madali Enterprises Inc. et à Échafauds Plus ( distribution et la livraison de barricades et de matériel de signalisation aux Championnats du Monde Route UCI octobre 2026, non renouvelable, conformément à l'appel d'offres public 26-21325. Autoriser une dépense à cett

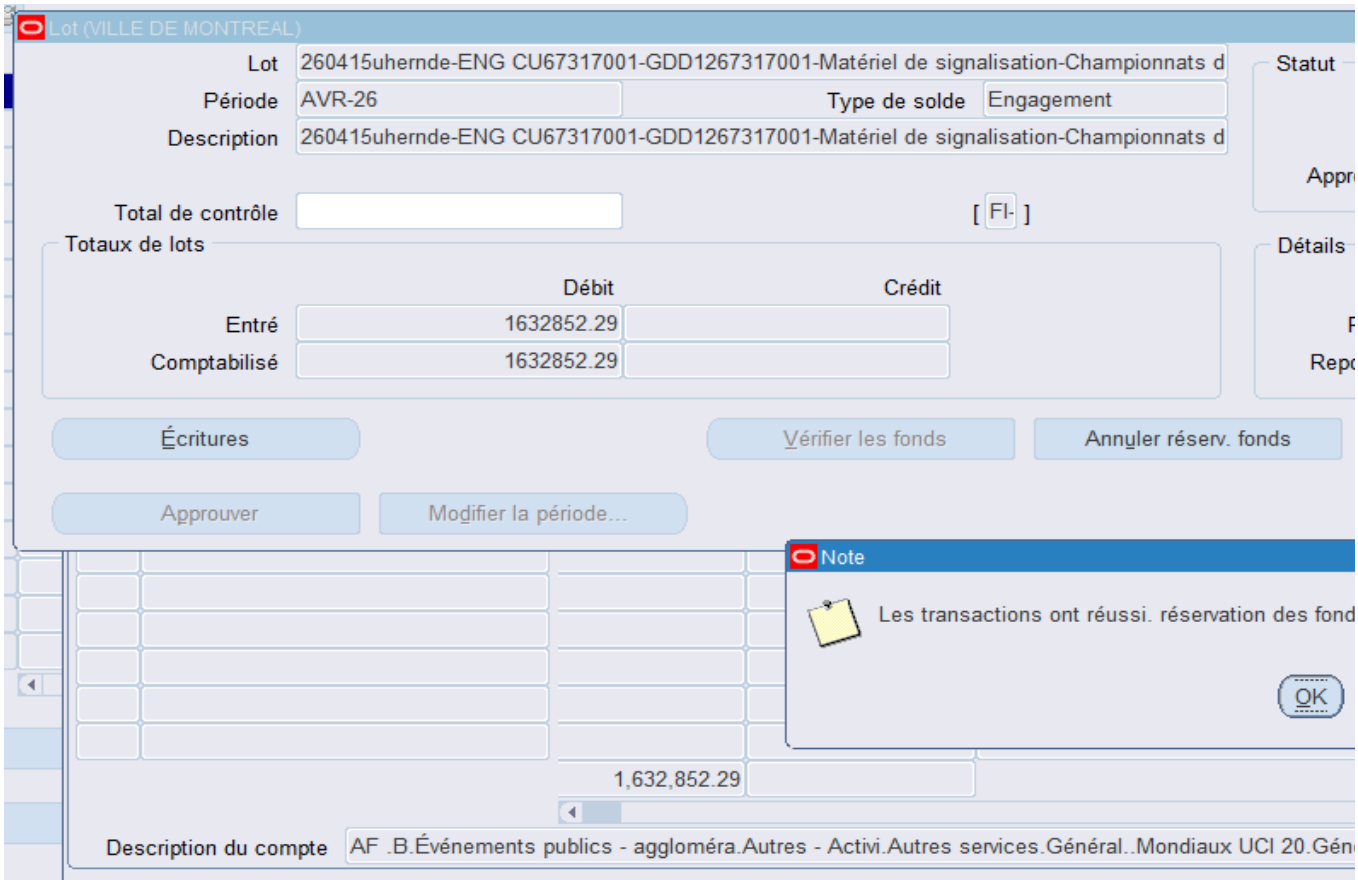
***Imputation de la dépense***

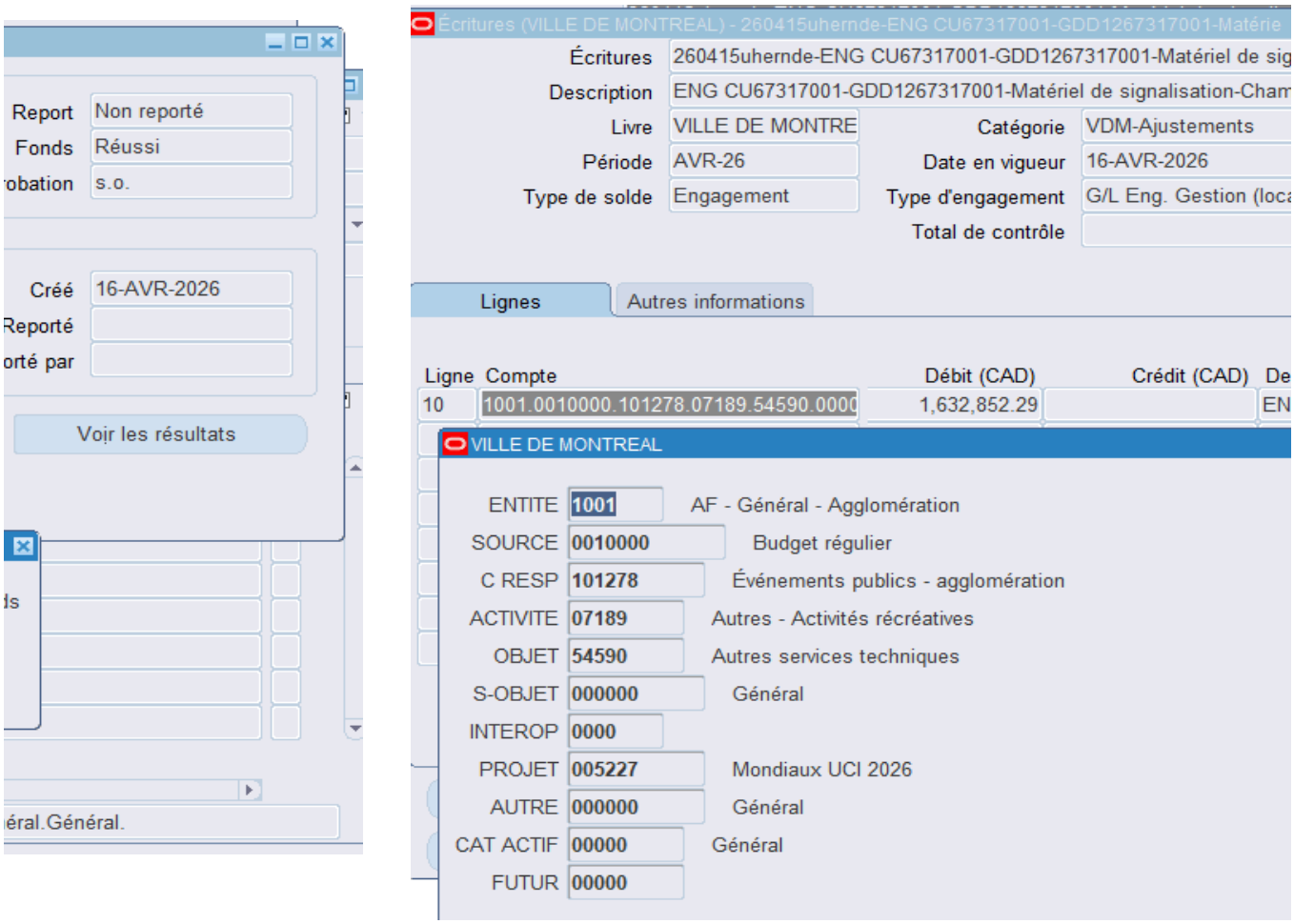
| Libellé textuel | Imputation comptable |
|---|---|
| **Entreprise de signalisation SEDGE ltee.**<br>AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Événements publics - agglomération/Autres - Activités récréatives/Autres services techniques/Général/⁻/Mondiaux UCI 2026/Général/Général/ | **1001.0010000.101278.07189.54590.000000.0000.005227.** |
| **Entreprises Madali Enterprises Inc.**<br>AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Événements publics - agglomération/Autres - Activités récréatives/Autres services techniques/Général/⁻/Mondiaux UCI 2026/Général/Général/ | **1001.0010000.101278.07189.54590.000000.0000.005227.** |
| **Échafauds Plus (Laval) inc**.<br>AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Événements publics - agglomération/Autres - Activités récréatives/Autres services techniques/Général/⁻/Mondiaux UCI 2026/Général/Général/ | **1001.0010000.101278.07189.54590.000000.0000.005227.** |
| **Total imputation** | |

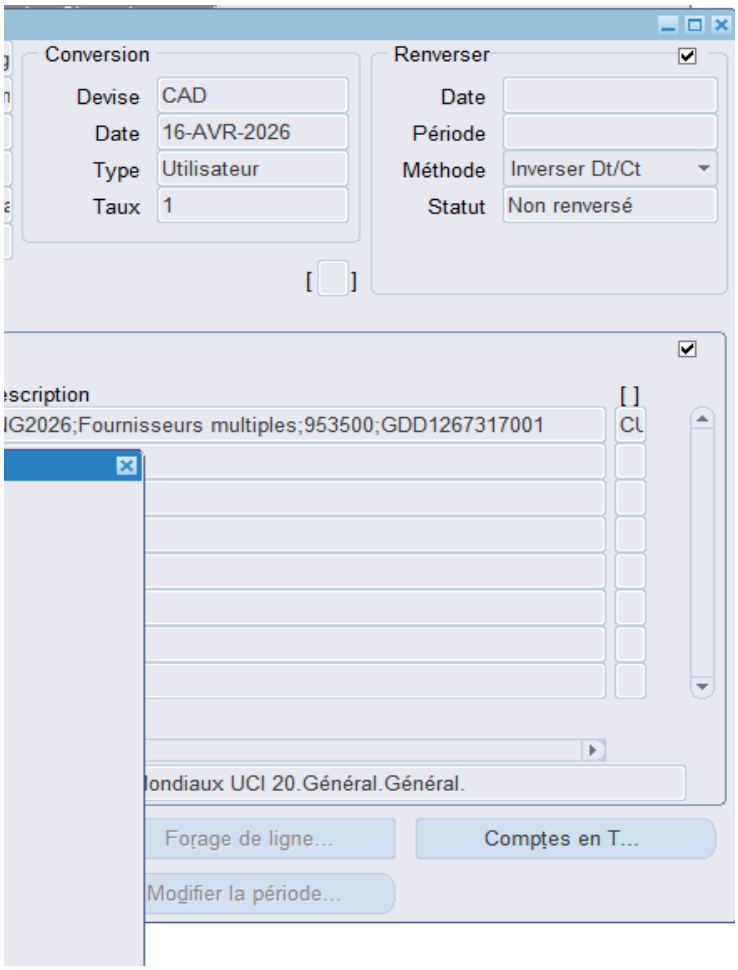
(Laval) inc., plus bas soumissionnaires conformes, les contrats pour fournir la
Montréal 2026, pour une durée d'environ 30 jours, soit du 5 septembre au 4
e fin de 1 788 186,14 $, taxes incluses.

| | Dépenses avant taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|---|
| **000000.00000.00000** | 953,500.00 $ | 1,096,286.63 $ | **1,001,055.81 $** |
| **000000.00000.00000** | 586,482.87 $ | 674,308.68 $ | **615,733.70 $** |
| **000000.00000.00000** | 15,299.70 $ | 17,590.83 $ | **16,062.77 $** |
| | **1,555,282.57 $** | **1,788,186.14 $** | **1,632,852.29 $** |

1267317001
CU67317001




Report
Non reporté
Fonds
Réussi
obation
s.o.
Créé
16-AVR-2026
Reporté
orté par
Voir les résultats
éral.Général.
Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260415uhernde-ENG CU67317001-GDD1267317001-Matérie
Écritures
260415uhernde-ENG CU67317001-GDD1267317001-Matériel de sig
Description
ENG CU67317001-GDD1267317001-Matériel de signalisation-Cham
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajustements
Période
AVR-26
Date en vigueur
16-AVR-2026
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
De
10
1001.0010000.101278.07189.54590.0000
1,632,852.29
EN
VILLE DE MONTREAL
ENTITE
1001
AF - Général - Agglomération
SOURCE
0010000
Budget régulier
C RESP
101278
Événements publics - agglomération
ACTIVITE
07189
Autres - Activités récréatives
OBJET
54590
Autres services techniques
S-OBJET
000000
Général
INTEROP
0000
PROJET
005227
Mondiaux UCI 2026
AUTRE
000000
Général
CAT ACTIF
00000
Général
FUTUR
00000


Conversion
Devise
CAD
Date
16-AVR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
escription
IG2026;Fournisseurs multiples;953500;GDD1267317001
londiaux UCI 20.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

Contexte | Décisions antérieures | Description | Justification | Aspects financiers | Développement durabl

Le financement du présent dossier décisionnel est entièrement assumé par la Direction Cinéma–Festivals–Évé

Un montant de 1 632 852,29 $ net de ristourne est pris en charge à 100 % par l'agglomération, dans le cadre d
d'envergure métropolitaine.

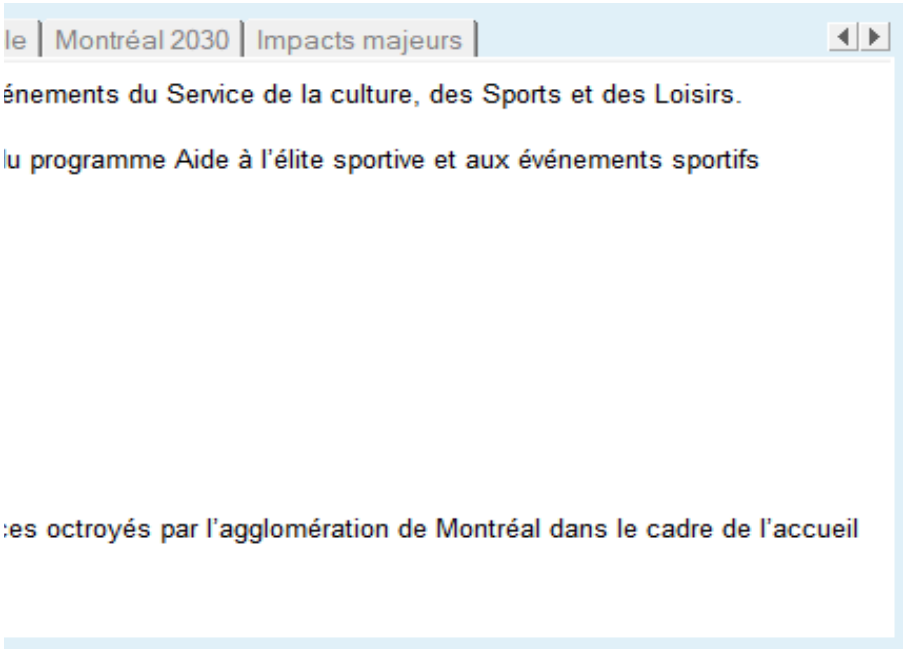
La dépense maximale autorisée s'élève à 1 788 186,14 $, taxes incluses. Ce montant se détaille comme suit :

Barricades régulières et barricades hautes
– Entreprises Madali Enterprises Inc : 674 308,68 $
– Échafauds Plus (Laval) inc. : 17 590,83 $

Matériel de signalisation et panneaux de signalisation
– Entreprise de signalisation SEDGE ltée : 1 096 286,63 $

Cette dernière dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne des biens et servic
de l'événement.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.


le | Montréal 2030 | Impacts majeurs |
énements du Service de la culture, des Sports et des Loisirs.
lu programme Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs
es octroyés par l'agglomération de Montréal dans le cadre de l'accueil

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.31

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1263867001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | Projets d'habitation |
| **Objet :** | Retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logements sociaux, les immeubles identifiés par les numéros de lots 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267, 2 162 102, 1 424 728, 1 424 727, 1 180 889, 1 573 179, 1 573 180, 1 573 181 et 1 573 606, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lesquels avaient été assujettis en vertu de la résolution CG20 0141 |

Il est recommandé :

1- de retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logements sociaux, les immeubles identifiés par les numéros de lots 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267, 2 162 102, 1 424 728, 1 424 727, 1 180 889, 1 573 179, 1 573 180, 1 573 181 et 1 573 606, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lesquels avaient été assujettis en vertu de la résolution CG20 0141 adoptée le 24 février 2020;

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville d'entreprendre les procédures requises, notamment en radiation des avis d'assujettissement publiés au Registre foncier.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-24 12:41

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1263867001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | Projets d'habitation |
| **Objet :** | Retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logements sociaux, les immeubles identifiés par les numéros de lots 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267, 2 162 102, 1 424 728, 1 424 727, 1 180 889, 1 573 179, 1 573 180, 1 573 181 et 1 573 606, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lesquels avaient été assujettis en vertu de la résolution CG20 0141 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Par la résolution CG20 0141, la Ville a assujettis au droit de préemption à des fins de logement social, une série d'immeubles sur le territoire montréalais. Depuis cet assujettissement, certains immeubles localisés dans l'arrondissement de Ville-Marie et du Sud-Ouest ont été subdivisés en copropriétés ou développés par leurs propriétaires sans qu'une transaction n'ait été conclue.
En conséquence, le Service de l'habitation recommande de radier les avis d'assujettissement de ces immeubles. Le présent sommaire vise à soumettre aux instances ces radiations pour approbation.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0663 - 27 octobre 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)
CG22 0289 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social
CG20 0141 - 26 mars 2020 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG20 0160 - 26 mars 2020 - Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social / Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

**DESCRIPTION**

Les immeubles visés par une radiation des avis d'assujettissement sont identifiés dans le tableau suivant :

| Résolution visée | Adresses | Lots à radier | # de l'avis |
|---|---|---|---|
| CG20 0141 | 2280 et 2290 rue Florian, 2230 rue Florian, 2400-2424 rue Florian | 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267 | 25 587 358 |
| CG20 0141 | 1277 rue Saint-Christophe et 1242 rue Saint-André | 2 162 102 | 25 535 027 |
| CG20 0141 | Projet rue Fullum | 1 424 728, 1 424 727 | 25 535 117 |
| CG20 0141 | 464 Saint-François-Xavier | 1 180 889 | 25 682 684 |
| CG20 0141 | 1865 à 1875, av. de l'Église, 1885 à 1897, av. de l'Église, 5432 rue Eadie. | 1 573 606, 1 573 181, 1 573 180 | 25 679 407 |
| CG20 0141 | 1903 à 1911, av. de l'Église | 1 573 179 | 25 679 408 |

**JUSTIFICATION**

L'assujettissement d'un immeuble n'a pas pour effet d'empêcher tout redéveloppement d'un site. L'exercice du droit de préemption intervient uniquement dans le cadre d'une transaction. Conséquemment, le Service de stratégie immobilière et de l'habitation recommande de radier l'assujettissement de ces immeubles ce qui évitera à la Ville de devoir traiter un volume important d'avis d'intention d'aliéner. De plus, la radiation évitera de retarder d'éventuelles transactions entre les développeurs et les citoyens qui désirent acquérir ces nouvelles unités d'habitations privés.
Les propriétaires des immeubles assujettis visés par le présent sommaire peuvent faire usage de leur bien comme tout autre immeuble. Ils ont l'obligation d'informer la Ville seulement s'ils reçoivent et acceptent une offre d'achat. Si ces propriétaires procèdent au développement de leur propriété, aucune transaction n'est requise et ils peuvent aller de l'avant sans en informer la Ville. Dans les cas faisant l'objet du présent dossier décisionnel, les immeubles ont fait l'objet de construction ou de redéveloppement depuis leur assujettissement sans qu'une transaction soit impliquée. Ils demeurent donc assujettis aux droit de préemption.

Si la radiation des avis d'assujettissement n'est pas réalisée, la Ville pourrait recevoir un avis d'intention d'aliéner (AIA) pour chaque unité que les propriétaires acceptent de vendre (s'il s'agit de copropriétés) ou pour chaque groupe de logements qu'ils acceptent de vendre. La Ville n'a jamais envisagé de se porter acquéreur de copropriétés, cette typologie étant moins propices à la création de logements hors-marché (frais de copropriétés, gestion complexe).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il n'y a pas d'incidence financière pour la Ville lorsque celle-ci radie l'assujettissement d'immeuble.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de radiation d'avis d'assujettissement au droit de préemption.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans l'éventualité où la Ville ne procède pas à la radiation de ces avis, elle pourrait recevoir un avis d'intention d'aliéner à chaque fois qu'une unité de copropriété est mise en vente. Les délais de traitement d'un tel avis étant de 60 jours, l'accession à la propriété par le citoyen sera d'autant retardée alors que la Ville ne procédera pas à l'acquisition de la copropriété.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Suivant l'acceptation des modifications proposées à la résolution par les instances, le service des affaires juridiques de la Ville sera mandaté pour entreprendre les procédures requises afin de radier les avis d'assujettissement visés.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Laura BOILY-AUCLAIR, Service des communications et des affaires publiques

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-15

Alain V VAILLANCOURT
Conseiller en développement de l'habitation - Chef d'équipe

**Tél :** 438 829-9814
**Télécop. :**

Sylvain THÉRIAULT
chef(fe) de division - Division inclusion et acquisition

**Tél :** 514 872-3882
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :
1263867001
Unité administrative responsable : Service de l'habitation
Projet : *Modifier la résolution CG20 0141 du conseil d'agglomération afin de retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logement social, de plusieurs immeubles identifiés au présent sommaire, et de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville d'entreprendre les procédures requises à cet effet, notamment en radiation des avis d'assujettissement publiés au Registre foncier.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Répondre aux besoins des Montréalais.es en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | ***x*** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | ***x*** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | ***x*** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | ***x*** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | ***x*** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | ***x*** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | ***x*** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**PROJET DE RÉSOLUTION CG – GDD 1263867001**

Montréal

| Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération | |
|---|---|
| Assemblée ordinaire du jeudi 19 mai 2026<br>Séance tenue le xy mai 2026 | Résolution: CG26 xxxx |

**Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal modifiant la résolution CG20 0141 afin de retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logement social, les immeubles identifiés par les numéros de lots 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267, 2 162 102, 1 424 728, 1 424 727, 1 180 889, 1 573 179, 1 573 180, 1 573 181 et 1 573 606 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville d'entreprendre les procédures requises à cet effet, notamment en radiation des avis d'assujettissements publiés au Registre foncier.**

ATTENDU que le 26 mars 2020, le conseil d'agglomération adoptait la résolution numéro CG20 0141, désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logements sociaux - 1198018002;

ATTENDU que l'autorité ayant adopté la résolution CG20 0141 est celui qui peut la modifier ou l'abroger;

ATTENDU que le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal doit être mandaté par le conseil d'agglomération pour entreprendre les procédures légales requises, notamment en procédant à la radiation des avis d'assujettissement publiés au Registre foncier.

Il est proposé par _____;
et appuyé par _____, il est

Et résolu :

1.- de modifier la résolution CG20 0141 adopté le 24 février 2020 afin de retirer l'assujettissement au droit de préemption, aux fins de logements sociaux, les immeubles identifiés par le numéro de lot 3 361 259, 3 361 260, 5 097 267, 2 162 102, 1 424 728, 1 424 727, 1 180 889, 1 573 179, 1 573 180, 1 573 181 et 1 573 606 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2.- De mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour entreprendre toutes les procédures légales requises afin de procéder à la radiation de l'avis d'assujettissement publié au Registre foncier;

1263867001

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.32

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1269505002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Global Payments Direct inc. (Global), pour les services liés aux terminaux de point de vente ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la période du 1er juin 2026 au 30 novembre 2026 - Dépense totale de 2 957 415,06 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Global Payments Direct inc. (Global), pour les services liés aux terminaux de point de vente ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la période du 1er juin 2026 au 30 novembre 2026, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 2 575 299,51 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 15 avril 2026;

2. d'autoriser une dépense de 382 115,55 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-04-22 09:31

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269505002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Global Payments Direct inc. (Global), pour les services liés aux terminaux de point de vente ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la période du 1er juin 2026 au 30 novembre 2026 - Dépense totale de 2 957 415,06 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal, par l'entremise du Service des finances et de l'évaluation foncière, souhaite assurer la continuité des services de traitement des paiements liés aux produits et services municipaux. Cette démarche vise à garantir la stabilité opérationnelle en s'appuyant sur des solutions fiables et conformes aux normes de sécurité en vigueur, ainsi qu'à maintenir une gestion rigoureuse des coûts municipaux, dans le respect des exigences réglementaires et des standards de l'industrie.
Le contrat en question concerne la prestation de services de traitement des paiements par carte de débit et de crédit, tant pour les transactions effectuées en personne qu'en ligne, dans les différents points de service municipaux. Le fournisseur mettra à disposition des terminaux de point de vente (« TPV») adaptés aux environnements municipaux, ainsi que des solutions de paiement en ligne sécurisées et intégrées aux systèmes existants.

Le contrat actuel pour la fourniture des services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit se termine le 31 mai 2026. Ce contrat avait été octroyé à la fédération des caisses Desjardins du Québec (« Desjardins »), à la suite de l'appel d'offres public 17-15841, (résolution CG18 0299 du 31 mai 2018) et avait pour objet au Module A- Services bancaires et autres services connexes (« Module A ») et au Module B - Services des comptes marchands (« Module B ») incluant les solutions de paiements par cartes (résolution CG18 0299 du 31 mai 2018) (ci-après, appelé le « Contrat 2018 »). Le 27 janvier 2022, la Ville a autorisé la cession du contrat de services des comptes marchands, Module B, de Desjardins en faveur de Global, et ce, aux mêmes termes et conditions que le Contrat 2018. Le 18 mai 2023, le Contrat 2018 a été prolongé de 3 ans et vient à échéance le 31 mai 2026.

Dans le cadre du nouveau régime de contrats publics instauré par la *Loi sur les contrats des organismes municipaux* (« LCOM»), et considérant la nature spécialisée des services financiers requis ainsi que des impératifs de continuité opérationnelle, le Service des finances et de l'évaluation foncière souhaite procéder à la conclusion d'un contrat de gré à gré, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

À cet effet, le Service des finances et de l'évaluation foncière prévoit négocier un contrat de gré à gré pour des services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit pour une période de trois ans avec la possibilité de renouvellement (« Nouveau Contrat »), toutefois, il est peu probable que

les parties parviennent à une entente complète sur les modalités contractuelles avant le 1er juin 2026.

En conséquence, les parties conviennent de conclure un contrat provisoire (« Contrat provisoire ») d'une durée de six (6) mois, avec option de renouvellement, selon les mêmes termes et conditions que le Contrat 2018 suite à l'appel d'offres public 17-15841 (référence au GDD du contrat CG18 0299 _ GDD 1181629001), afin de disposer du temps nécessaire à la négociation du Nouveau Contrat, tout en évitant une interruption de service pour les citoyens de la Ville de Montréal. Il est à noter que Global détient la certification de l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est requise pour la conclusion de contrats avec la Ville de Montréal.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0247 - 18 mai 2023 - Exercer l'option de prolongation pour les services bancaires et les services des comptes marchands pour une période de trois ans, débutant le 1er juin 2023, tel que prévu dans l'appel d'offres public 17-15841, pour des coûts totalisant 12 746 617,70 $, taxes incluses.

CG22 0041 - 27 janvier 2022 - Autoriser la cession du contrat de services des comptes marchands, Module B, de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, appel d'offres 17-15841, en faveur de la firme Global Payments Direct inc., à partir de la date de l'approbation de l'acte de cession, avec prise d'effet le 2 septembre 2021, conclue entre la Ville de Montréal, la Fédération des caisses Desjardins du Québec et Global Payments Direct inc. Approuver la convention de cession à cet effet.

CG18 0299 - 31 mai 2018 - Accorder deux contrats à la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour les services bancaires, et autres services connexes, et les services des comptes marchands pour une période de cinq ans, débutant le 1er juin 2018, pour une somme maximale totalisant 20 703 328,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15841 (4 soum.) / Ajuster la base budgétaire pour les cinq prochaines années à compter de 2019 pour un montant total de 1 481 500 $.

**DESCRIPTION**

La Ville accepte actuellement les paiements par carte de crédit et de débit pour divers services municipaux, notamment aux comptoirs physiques par l'entremise de terminaux de point de vente, sur les sites web municipaux ainsi que par l'utilisation d'horodateurs dans certains stationnements.
À cet effet, le fournisseur devra assurer la fourniture, l'installation de nouveaux points d'encaissement et la gestion des terminaux de point de vente pour les transactions en personne, la mise en place et l'exploitation de solutions de paiement en ligne compatibles avec les systèmes municipaux, l'encaissement par horodateurs avec intégration aux outils de gestion existants, le traitement fiable et performant de volumes importants de transactions.

Le présent dossier vise à permettre la conclusion d'un Contrat provisoire d'une durée de six (6) mois, avec option de renouvellement, selon les mêmes termes et conditions que le Contrat 2018, afin de disposer du temps nécessaire à la négociation du Nouveau Contrat, tout en évitant une interruption de service pour les citoyens de la Ville de Montréal.

Plus particulièrement, le Contrat provisoire prévoit que les parties conviennent :

1. de conclure de gré à gré le Contrat provisoire;

2. que les termes et conditions du Contrat 2018 s'appliquent au Contrat provisoire avec les adaptations nécessaires, sauf pour les termes suivants concernant la durée du contrat :

    a. Le Contrat provisoire sera en vigueur pour une période de six mois à partir du 1er juin 2026, avec la possibilité d'un renouvellement automatique d'un autre six mois;

b. Le Contrat provisoire est résilié de plein droit à partir de la date de prise d'effet du Nouveau Contrat.

3. Nonobstant la date de signature des Parties, le Contrat provisoire entre en vigueur le 1er juin 2026.

**JUSTIFICATION**

Afin de disposer du temps nécessaire à la négociation du Nouveau Contrat, tout en évitant une interruption de service pour les citoyens de la Ville de Montréal, le Service des finances et de l'évaluation foncière veut conclure le Contrat provisoire.
Conformément à l'article 5(6) du *Règlement sur l'attribution de certains contrats des organismes municipaux suivant une procédure sur invitation ou de gré à gré* , l'attribution de contrats de services financiers peut être effectuée par voie de gré à gré. La fourniture des services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit constitue des services financiers.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant total maximal alloué au contrat, incluant les taxes, est de 2 575 299,51 $, pour une période de six (6) mois. À ce montant s'ajoute un coût d'une variation de quantité supplémentaire de 382 115,55 $. La variation de quantité supplémentaire est prévue afin de permettre une flexibilité au niveau des quantités estimées.
Les coûts se détaillent comme suit :

| | |
|---|---|
| Juin 2026 | 389 563,27 $ |
| Juillet 2026 | 483 680,74 $ |
| Août 2026 | 488 227,14 $ |
| Septembre 2026 | 450 870,76 $ |
| Octobre 2026 | 425 461,74 $ |
| Novembre 2026 | 309 633,37 $ |
| TPS/TVQ | 27 862,49 $ |
| **TOTAL** | **2 575 299,51 $** |
| Variation de quantité supplémentaire 15% | 382 115,55 $ |
| **TOTAL BUDGET** | **2 957 415,06 $** |

Les crédits nécessaires pour ce dossier sont prévus au Service des finances et de l'évaluation foncière. Ce dossier ne comporte aucun impact sur le cadre financier.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce projet s'inscrit dans la stratégie Montréal 2030, notamment à travers la priorité 12 qui vise à favoriser l'innovation, la transparence, le partage des données et l'adoption des technologies émergentes améliorant la prise de décision individuelle et collective. Il contribue à assurer une continuité opérationnelle sécurisée et conforme aux normes, en soutien à la transformation numérique municipale.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les crédits octroyés pour le contrat existant seront entièrement utilisés d'ici le 31 mai 2026. Sans octroi du présent contrat dans les délais, la Ville ne serait plus en mesure d'assurer la continuité des services de paiement électronique. Une interruption de ces services aurait des répercussions importantes tant

pour l'administration municipale que pour les citoyens. Les principaux impacts anticipés sont les suivants :

- Risque de rupture de service : en l'absence de contrat, les citoyens ne pourraient plus effectuer de paiements par carte de débit ou de crédit, que ce soit dans les points de services municipaux ou sur les plates-formes de paiement en ligne de la Ville.
- Atteinte directe à la gestion des revenus municipaux : l'impossibilité de percevoir les paiements par cartes entraînerait des retards ou des pertes de revenus pour plusieurs activités municipales.
- Impact négatif sur la réputation de la Ville : une interruption des services de paiement affecterait l'image de la Ville, tant auprès des citoyens que des partenaires institutionnels, et pourrait compromettre la confiance envers les services municipaux.

Au regard de ces risques, il est essentiel de conclure un Contrat provisoire pour une période de six (6) mois avec l'option de renouvellement, selon les mêmes termes et conditions que le Contrat 2018 afin de donner un délai supplémentaire aux parties pour négocier le Nouveau Contrat sans risque de rupture de service pour les citoyens de la Ville de Montréal.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Juin 2026 - Mise en place du Contrat provisoire.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Frederique BLANDIN FEVRE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Samira GALMAI H
conseiller(-ere) en gestion - finances

**Tél :** 514-868-4368
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Francis OUELLET
directeur(-trice) des revenus (par interim)

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Isabelle HÉBERT
directeur(-trice) des revenus

**Tél :** 438-871-0348
**Approuvé le :** 2026-04-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-04-20

**Nouvelle recherche**

Dernière mise à jour : **lundi, 23 mars 2026 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

**Nom** : GLOBAL PAYMENTS DIRECT INC.
**Adresse du siège social** : 3550, LENOX ROAD, 3000, ATLANTA, GA, 30326, USA

**Numéro de client à l'AMP** : 3000195128
**Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)** :

| Autres noms d'affaires |
| --- |
| • Aucun |

**Nouvelle recherche**

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à communiquer avec notre centre d'information à la clientèle.

Office québécois de la langue française
Québec

Montréal, le 29 septembre 2025

N/Réf : 6244 8204

**Objet : Attestation d'application de programme**

Madame,
Monsieur,

La présente atteste que l'entreprise Global, Paiements Canada (Global Payments Canada GP), située au 7250, rue du Mile End, 5e étage, Montréal (Québec) H2R 3A4, applique un programme de francisation approuvé par l'Office québécois de la langue française le 9 septembre 2025. Ce programme viendra à échéance le 30 septembre 2027.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

La présidente-directrice générale

Dominique Malack

**Montréal**
**276, rue Saint-Jacques, bureau 400**
**Montréal (Québec) H2Y 1N3**
**Téléphone : 1 888 873-6202**
**www.oqlf.gouv.qc.ca**

**Québec**
750, boul. Charest Est, bureau 100
Québec (Québec) G1K 9K4
**Téléphone : 1 888 873-6202**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1269505002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Global Payments Direct inc. (Global), pour les services liés aux terminaux de point de vente ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la période du 1er juin 2026 au 30 novembre 2026 - Dépense totale de 2 957 415,06 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Conformément à l'article 5 (6) du Règlement sur l'attribution de certains contrats des organismes municipaux suivant une procédure écrite ou de gré à gré, la Ville peut conclure un contrat de gré à gré avec Global Payments Direct inc pour des services financiers.

**FICHIERS JOINTS**

2026-04-15 Contrat gré à gré (6 mois)_Final.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sandra PALAVICINI
avocate
**Tél :** 514 820-9488

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-17

Mikael BENOIT
avocat, chef de division par intérim, ,
**Tél :** 514 872-2828
**Division :** Division Droit contractuel

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269505002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus , Division perception et encaissements |
| **Objet :** | Accorder un contrat de gré à gré à Global Payments Direct inc. (Global), pour les services liés aux terminaux de point de vente ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la période du 1er juin 2026 au 30 novembre 2026 - Dépense totale de 2 957 415,06 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1269505002_GLOBAL_20260417.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Frederique BLANDIN FEVRE
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-17

Arianne ALLARD
Chef(-fe) de section
**Tél :** 514 -872 - 0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

15 avril 2026

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

# CONTRAT DE GRÉ À GRÉ

## Services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit pour la Ville de Montréal

(Services de nature technique)

**CONTRAT DE SERVICES** intervenu en la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE :

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

**CI-APRÈS DÉNOMMÉE LA « VILLE »**

ET :

**Global Payments Direct, Inc.**, 3550 Lenox Road, Suite 3000, Atlanta, Georgia, 30326, représentée par Dara Steele-Belkin, qui est dûment autorisée à agir à cette fin tel qu'elle le déclare;

**CI-APRÈS DÉNOMMÉE, AUX FINS DU CONTRAT, LE « PRESTATAIRE DE SERVICES »**

**CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».**

ATTENDU QUE la VILLE est une municipalité ayant pour mission de maintenir, coordonner et améliorer le développement sur son territoire. Dans la poursuite de cette mission, la VILLE veille à assurer à ses citoyens des services municipaux de qualité et aux meilleurs coûts en tenant compte de leurs particularités propres et dans l'intérêt supérieur de la collectivité;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite retenir les services du PRESTATAIRE DE SERVICES pour des services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit;

ATTENDU QUE le contrat actuel pour la fourniture des services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit se termine le 31 mai 2026;

ATTENDU QUE l'article 5(6) du *Règlement sur l'attribution de certains contrats des organismes municipaux suivant une procédure sur invitation ou de gré à gré* permet l'attribution des contrats financiers par une procédure de gré à gré;

ATTENDU QUE les PARTIES désirent négocier un contrat de gré à gré pour la fourniture des services financiers de traitement des paiements par carte de débit et crédit pour une période d'au moins trois (3) ans avec la possibilité de renouvellement (« Nouveau Contrat »), mais qu'il est improbable que les PARTIES s'entendent sur les termes avant le 1er juin 2026;

ATTENDU QUE les PARTIES souhaitent conclure un contrat provisoire (le « Contrat provisoire ») d'une durée de six (6) mois, assorti d'une option de renouvellement pour une période additionnelle de six (6) mois, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus à l'appel d'offres public no 17-15841 relatif à l'acquisition de biens et services généraux pour des services bancaires (le « Contrat 2018 »), afin de permettre aux

PARTIES de disposer d'un délai additionnel pour négocier le Nouveau contrat, tout en assurant la continuité des services au bénéfice des citoyens de la Ville de Montréal, sans risque d'interruption;

EN CONSÉQUENCE, eu égard à ce qui précède :

1. Les PARTIES conviennent de conclure de gré à gré le Contrat provisoire;

2. Les PARTIES conviennent que l'ensemble des termes et conditions du Contrat 2018 s'appliquent intégralement au Contrat provisoire, sauf pour les termes suivants concernant la durée du contrat :

    a. Le Contrat provisoire sera en vigueur pour une période de six (6) mois à partir du 1er juin 2026, avec la possibilité d'un renouvellement automatique d'un autre six (6) mois;

    b. Le Contrat provisoire est résilié de plein droit à partir de la date de prise d'effet du Nouveau Contrat;

3. Nonobstant la date de signature des Parties, le Contrat provisoire entre en vigueur le 1er juin 2026.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ CE CONTRAT PROVISOIRE AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

**VILLE**

Par : _____

Date : _____

**PRESTATAIRE DE SERVICES**

Par : _____

Date : _____

**GDD 1269505002**

**Approuver un contrat de gré à gré avec Global Payments Direct Inc. (Global), fo
de paiements électroniques de la Ville, pour la fourniture des services financier
point de vente (TPV) ainsi qu'aux transactions effectuées en ligne, pour la péric
30 novembre 2026, avec possibilité de renouvellement pour une période additio
pour un montant maximal de 2 575 299,51 $ (incluant les taxes), et autoriser un
quantité de 15%. Imputer ces dépenses conformément aux informations financi
décisionnel.**

**Informations financières et comptables**

**Service des finances**
**Budget de fonctionnement**
**2101.0010000.102002.01301.54509.014427.0000.000000.051751.00000.00000**

**Dépenses de service / services techniques / Services bancaires/ Comptes marchands**

| **Imputation comptable** | **Contrat de base** |
|---|---|
| Hors taxes (portion non taxables) | 2,361,377.01 $ |
| Hors taxes (taxables) | 186,060.01 $ |
| **Total contrat hors taxes** | **2,547,437.02 $** |
| Montant Taxes incluses | 2,575,299.51 $ |
| **Total contrat taxes incluses** | **2,575,299.51 $** |
| **Total contrat Net de ristournes** | **2,556,716.76 $** |

**urnisseur des solutions**
**s liés aux terminaux de**
**ode du 1er juin 2026 au**
**nnelle de six (6) mois,**
**budget de variation de**
**ères inscrites au dossier**

**2026**
**du 1er juin au 30 novembre)**

| Variation quantité supplémentaire 15 % | Total |
|---|---|
| 382,115.55 $ | **2,743,492.56 $** |
| - $ | **186,060.01 $** |
| **382,115.55 $** | **2,929,552.57 $** |
| - $ | 2,575,299.51 $ |
| **382,115.55 $** | **2,957,415.06 $** |
| **382,115.55 $** | **2,938,832.31 $** |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.33

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1260418001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Direction générale , Bureau des relations internationales , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International, dans le cadre du mandat d'attraction et de rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025 / Approuver le projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :
1 - d'accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International, dans le cadre du mandat d'attraction et de rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026;

2 - d'autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025;

3 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-04-02 10:42

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1260418001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Direction générale , Bureau des relations internationales , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Promotion du territoire de toute municipalité liée effectuée hors du territoire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International, dans le cadre du mandat d'attraction et de rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Créé au milieu des années 90, l'organisme Montréal International a le double mandat d'attirer des investissements étrangers dans la région métropolitaine de Montréal et d'y accueillir de nouvelles organisations internationales. Pour la première activité, il est financé par les gouvernements du Canada et du Québec, la Communauté métropolitaine de Montréal et l'entreprise privée. Pour la seconde activité, soit l'accueil et le développement des organisations internationales à Montréal, il est financé à parts égales par les gouvernements du Canada et du Québec et la Ville de Montréal qui contribuent, entre autres, au Fonds de développement international de Montréal (FODIM).

Le présent dossier décisionnel a pour but de contribuer financièrement au mandat d'attraction et de rétention d'organisations internationales attribué à Montréal International pour l'année 2026.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0148 - 20 mars 2025 - Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International dans le cadre du Fonds de développement international de Montréal pour l'année 2025 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 14 116 $ au 31 décembre 2024 / Approuver le projet de convention à cet effet.
CG24 0114 - 21 mars 2024 - Accorder un soutien financier non récurrent de 515 000 $ pour l'année 2024 à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Autoriser Montréal International à utiliser pour cette même période les contributions antérieures non utilisées et reportées dont le solde était de 210 784,63 $ au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG21 0551 - 1 octobre 2021 - Accorder un soutien financier de 515 000 $ par année sur une

période de trois ans (2021-2023) à Montréal International pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et l'autoriser à utiliser pour cette même période les contributions antérieures non utilisées et reportées dont le solde total est de 675 825 $ / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un ajustement de 5 000 $ à la base budgétaire du budget corporatif alloué au FODIM, pour 2022 et 2023.

CG20 0505 - 22 octobre 2020 - Accorder un soutien financier de 510 000 $ à Montréal International, pour l'année 2020, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG17 0565 - 14 décembre 2017 - Accorder un soutien financier de 510 000 $ par année, sur une période de trois ans, à Montréal International, pour les fins du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) / Approuver un projet de convention à cette fin.

**DESCRIPTION**

L'entente prévoit une contribution de 515 000 $ pour l'année 2026 à être utilisée de la façon suivante :

- Deux cent quinze mille (215 000 $) pour les frais de fonctionnement de la vice-présidence organisations internationales (OI);
- Trois cent mille (300 000 $) pour l'attraction d'organisations internationales.

En plus du versement de cette somme, la Ville de Montréal autorise Montréal International à utiliser les contributions reportées versées par la Ville dans les années antérieures dont le solde total était de 47 449$ au 31 décembre 2025.

En contrepartie, Montréal International déclare avoir :

- trouvé du financement auprès du Gouvernement du Québec et du Gouvernement du Canada qui doit être consacré à de l'aide directe aux organisations internationales pour la réalisation de projets;
- maintenu, à titre de membre du comité conseil du FODIM, le représentant autorisé de la Ville;
- transmis au représentant autorisé de la Ville les documents permettant de vérifier l'utilisation de la contribution de la Ville.

**JUSTIFICATION**

La Ville de Montréal poursuit, depuis la fin des années 1980, avec l'appui des gouvernements du Canada et du Québec, une politique proactive de développement des organisations internationales à Montréal. Les retombées économiques des organisations internationales démontrent un effet global positif sur l'économie et même sur le rayonnement de Montréal métropolitain dans le monde.

Cette politique a contribué à faire de Montréal un centre de renommée mondiale pour les organisations internationales (OI). Montréal détient en effet le plus grand nombre d'OI en Amérique du Nord, après New York et Washington.

Pour l'année 2026, l'un des projets d'attraction le plus important sera celui de la Banque de défense de la DSRB (Defence, Security and Resilience Bank). L'objectif est d'attirer le siège de la DSRB à Montréal ce qui permettrait à terme la création de jusqu'à 3 500 emplois sur une période de 5 ans.

L'écosystème des organisations internationales montréalais c'est:

- Plus de 450 M$ en retombés économiques annuelles locales;
- 2 100 emplois directs et des milliers d'emplois indirects;
- Un salaire moyen de plus de 105 000 $ par année (2020);
- 68 OI, dont 6 bureaux de l'ONU avec des pôles importants en aviation civile et développement durable.

Les quatre dernières années sont parmi les plus marquantes des 25 dernières années du côté de l'écosystème OI montréalais, avec le développement continu de Montréal comme pôle majeur d'organisations internationales en développement durable (Attraction de l'International Sustainability Standards Board ISSB et ONU-Habitat première organisation de l'ONU à établir un bureau à Montréal depuis 2001, l'établissement du Centre d'excellence de l'OTAN pour le changement climatique et la sécurité).

Au courant de l'année 2025, deux projets d'envergure ont été confirmés à savoir l'attraction du:

- Siège de CANSO, qui regroupe les acteurs du trafic aérien à l'échelle internationale. L'attraction du siège de l'organisation vient renforcer la position de Montréal comme capitale mondiale de l'aviation civile.
- Bureau nord-américain de la World Benchmarking Alliance (WBA). WBA évalue et classe les plus importantes entreprises à l'échelle mondiale en fonction de leur contribution aux objectifs de développement durable (ODD). L'OI viendra renforcer le positionnement de Montréal en finance durable, à la suite de l'attraction de l'ISSB quelques années auparavant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette contribution financière est de compétence d'agglomération puisqu'elle est liée à la promotion du territoire d'une municipalité liée effectuée hors de ce territoire.
La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement de 515 000 $.

**MONTRÉAL 2030**

Cette contribution est en adéquation avec le Plan Stratégique Montréal 2030 et plus spécifiquement avec la priorité numéro 20: *Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*
Une attention particulière sera portée à la conformité des initiatives et projets aux enjeux climatiques et droits humains (ADS+)

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n' y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Vera COSTEA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jarryd NMICHI
Conseiller en relations internationales

**Tél :** 438 920-9694
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-17

Jean THERRIEN
directeur(-trice) - bureau des relations gouvernementales et municipales

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1260418001
Unité administrative responsable : Direction générale-Bureau des relations internationales
Projet : **Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International dans le cadre de l'attraction et la rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025 / Approuver le projet de convention à cet effet**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité numéro 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Attirer, accueillir et maintenir des organisations internationales à Montréal. Les retombées économiques des organisations internationales démontrent un effet global positif sur l'économie et même sur le rayonnement de Montréal métropolitain dans le monde.*<br><br>*Montréal détient en effet le plus grand nombre d'OI en Amérique du Nord, après New York et Washington, avec 68. De plus, selon la dernière étude réalisée en 2017, les OI génèrent plus de 1 700 emplois directs et 354 M$ de retombées économiques annuellement dans la région métropolitaine.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel Tani- Moore, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Résolution;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **MONTRÉAL INTERNATIONAL,** personne morale, légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 380, rue Saint- Antoine Ouest, bureau 6000, H2Y 3X7 agissant et représentée par M Stéphane Paquet, Président-directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141986554
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1020322175

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pour mission d'attirer dans la région métropolitaine des investissements étrangers, des organisations internationales et des talents stratégiques, ainsi que de promouvoir l'environnement concurrentiel du Grand Montréal;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de son Projet qui vise à favoriser l'implantation d'organisations internationales, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description du Projet; |
| « **Annexe 2** » : | désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant; |
| « **Annexe 3** » : | désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention; |
| « **Projet** » : | désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| « **Rapport annuel** » : | désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention; |
| « **Reddition de comptes** » : | désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet; |
| « **Responsable** » : | désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé; |

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

| | |
|---|---|
| « **Unité administrative** » : | désigne le Bureau des relations internationales de la Ville. |

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet soit l'accueil, l'établissement et le développement d'organisations internationales sur le territoire de la Ville pour l'année 2026;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements, lorsque la situation le permet, concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq cent quinze mille dollars (515 000 $) pour l'année 2026 pour la durée du Projet, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en deux versements :

5.2.1 un premier versement au montant de trois cent mille (300 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de deux cent quinze mille (215 000 $) le 30 juin 2026;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, s'il en a la connaissance, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage de financement pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 8
## ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

## ARTICLE 9
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevance l'autorisant à utiliser, à reproduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins d'utilisation interne.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

## ARTICLE 10
## DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

## ARTICLE 11
## DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

## ARTICLE 12
## RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 6000, Montréal, Québec, H2Y 3X7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Emmanuel Tani-Moore
Greffier

Signé à Montréal

Le 1er e jour de avril 20 2026

**MONTRÉAL INTERNATIONAL**

DocuSigned by:
Par : Stéphane Paquet
8DB1169485B842F...
Stéphane Paquet
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

## ANNEXE 1

## PROJET

Montréal International est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'attirer dans la région métropolitaine des investissements étrangers, des organisations internationales et des talents stratégiques, ainsi que de promouvoir l'environnement concurrentiel du Grand Montréal.

Montréal détient le plus grand nombre d'organisations internationales en Amérique du Nord, après New York et Washington, avec plus de 65 organisations internationales. Cette présence stratégique contribue fortement au rayonnement international ainsi qu'à l'essor économique de toute la région métropolitaine.

Montréal International a pour objectif de favoriser l'implantation d'organisations internationales à Montréal en offrant un soutien financier, stratégique et logistique aux organisations internationales souhaitant établir leur siège, un bureau régional ou un bureau programmatique dans la métropole. Ces dernières doivent répondre à certains critères, notamment, si un soutien financier à l'organisation est envisagé, la présentation d'un plan d'affaires à Montréal International, incluant des projections financières s'étalant sur cinq ans, l'engagement de créer des emplois permanents à plein temps à Montréal.

La présente convention vise à soutenir financièrement l'implantation, l'expansion et la rétention d'organisations internationales pour l'année 2026.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

**ANNEXE 2**

**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

Ce protocole définit les dispositions que Montréal Internationale (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

# 1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

**1.1** Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

**1.2** Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

**1.3** S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

**1.4** Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

**1.5** Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

# 2 COMMUNICATIONS

## 2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## 2.2 Relations médias et événements publics

### 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées(photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

### 2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

- @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
- @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

### 2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## 3 MODALITÉS

### 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

## 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

## 3.3 Contacts

### 3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

### 3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant- e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

**IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**

Docusign Envelope ID: 126242E8-3E7B-454B-B64F-9044CCCB56BC

## ANNEXE 3

## REDDITION DE COMPTES

| Documents à transmettre | Échéance |
|---|---|
| Dépôt d'une planification annuelle, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2026, présentant les événements et actions prévues visant à favoriser l'établissement et le développement des organisations internationales sur le territoire de la Ville de Montréal pour l'année 2026. | 31 mars 2026 |
| Remise d'un rapport annuel, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2026, permettant d'observer les activités et actions réalisées et les résultats obtenus pour l'établissement et le développement d'organisations internationales sur le territoire de la Ville de Montréal pour l'année 2026. | 31 mars 2027 |
| Dépôt d'un plan de communication respectant les paramètres présentés à l'Annexe 2 de la présente Convention. | 30 avril 2026 |
| Dépôt d'un bilan de visibilité respectant les paramètres présentés à l'Annexe 2 de la présente Convention. | 30 janvier 2027 |
| **Rapport financier annuel**<br><br>Un **rapport financier annuel** couvrant la période du **1er janvier au 31 décembre 2026** devra être remis, permettant notamment de présenter :<br><br>• les **financements et les dépenses** liés au fonctionnement de l'équipe OI, ventilés par catégories de dépenses admissibles ;<br><br>• les **informations financières relatives au FODIM**, incluant la contribution directe à des projets FODIM ainsi que la contribution des partenaires.<br><br>Les **états financiers annuels** pour l'exercice financier se terminant le **31 décembre 2026** devront également être remis. Ceux-ci devront être **vérifiés par un comptable externe**, membre d'un ordre professionnel reconnu. | Au 30 avril 2027 |
| Une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes. | Dans les 30 jours de la signature de la présente Convention |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1260418001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Direction générale , Bureau des relations internationales , - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International, dans le cadre du mandat d'attraction et de rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1260418001 Intervention financiere.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Vera COSTEA
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-23

Seng Phalleak CHONG
Conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**GDD 1260418001**

Accorder un soutien financier de 515 000 $ à Montréal International dans le cadre de l'attraction et la rétention d'organisations internationales à Montréal pour l'année 2026 / Autoriser l'utilisation pour cette même période des contributions antérieures non utilisées et reportées de 47 449 $ au 31 décembre 2025 / Approuver le projet de convention à cet effet

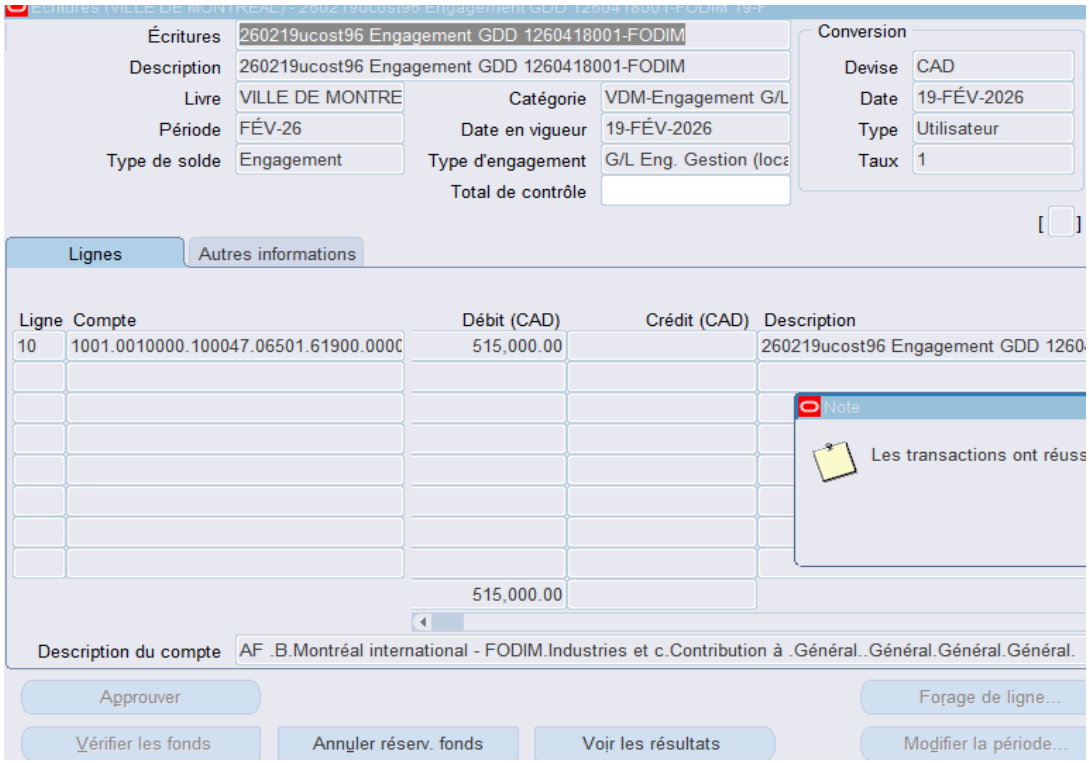
Engagement: BRI0418001

**BRI**

| Imputation budétaire | Libellé textuel | Montant Net 2026 |
|---|---|---|
| 1001.0010000.100047.06501.61900.000000.0000.000000.000000.00000.00000 | AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Montréal international - FODIM/Industries et commerces - Prom. et dév.écon./Contribution à d'autres organismes/Général/Général/Général/Général/ | 515,000.00 $ |

BRI0418001
1001.0010000.100047.06501.61900.000000.0000.000000.000000.00000.00000

260219ucost96 Engagement GDD 1260418001-FODIM




Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Renverser
[ ]
418001-FODIM
BF
si. réservation des fonds
OK
Comptes en T...

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.34

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1268468002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 5 600 000 $ à Montréal International, pour la mise en oeuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économique, en concordance avec le Plan économique 2030 pour la période 2026-2029 / Approuver le projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 5 600 000 $ à Montréal International, pour la mise en oeuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économique, en concordance avec le Plan économique 2030 pour la période 2026-2029;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-04-01 13:12

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1268468002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 5 600 000 $ à Montréal International, pour la mise en oeuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économique, en concordance avec le Plan économique 2030 pour la période 2026-2029 / Approuver le projet de convention à cet effet |

## CONTENU

### CONTEXTE

Montréal International (MI) a pour mission d'attirer des investissements directs étrangers (IDE), des organisations internationales et des talents stratégiques, tout en soutenant l'expansion des entreprises étrangères qui s'installent à Montréal. MI mobilise l'écosystème public et privé afin de positionner Montréal comme une métropole innovante, attractive et durable.
Entre 2024 et 2025, MI a attiré des projets d'IDE d'une valeur de plus 5G$, notamment dans les technologies propres, l'intelligence artificielle et les infrastructures logistiques. La Ville de Montréal a également mis en œuvre une stratégie économique ambitieuse, visant à renforcer l'innovation, favoriser l'économie circulaire, améliorer la compétitivité des PME et renforcer le rayonnement de Montréal à l'international, ce qui a donné lieu au Plan économique 2030.

Dans le cadre du plan économique conjoint 2025-2029 avec le MEIE, un des moyens prévu afin de mettre en oeuvre l'orientation "Accroître l'attractivité et le rayonnement économique de la métropole" est de soutenir les efforts de Montréal International pour l'attraction d'investissements étrangers sur le territoire de l'agglomération, notamment dans les pôles d'emplois prioritaires.

MI a transmis au Service du développement économique (SDÉ) de la Ville de Montréal une demande de contribution financière totalisant 5 600 000 $, répartie sur une période de quatre ans. Cette contribution vise à soutenir les activités des équipes responsables de l'attraction des investissements dans la mise en œuvre des quatre projets stratégiques suivants, qui s'inscrivent dans les priorités du Plan économique 2030 en lien avec l'économie durable, innovante et locale, ainsi que le rayonnement international du Montréal économique :

1) Mise en place d'une cellule de prospection en Intelligence artificielle (IA) appliquée
2) Développement des outils de promotion et prospection
3) Soutien aux entreprises en matière de recrutement à l'international
4) Prospection de projets économie circulaire et développement durable

En plus de ces projets, cette contribution permettra de donner continuité à la Convention actuellement en vigueur ayant comme objet l'attraction d'entreprises dans les zones d'innovation métropolitaines (ZIM) et dans l'Est de Montréal dans les secteurs stratégiques identifiés (voir ci-bas CG 250366). La Convention actuelle prend fin le 31 mars 2026, et par le présent dossier, le SDÉ souhaite donner continuité à ces activités jusqu'à 2029.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CG25 0495 - 28 août 2025** : Approuver la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) du Québec / Approuver le projet de convention de subvention de 200 000 000 $ entre le MEIE et la Ville de Montréal / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de l'aide financière attendue de 200 000 000 $ pour la mise en œuvre du Plan économique 2030 de la Ville ;
**CG 250366 19 juin 2025** - Accorder une contribution financière de 500 000 $ à Montréal International, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) avec le gouvernement du Québec, pour le projet de prospection ciblée et de promotion d'investissements directs étrangers dans les Zones d'innovation métropolitaines et l'Est de Montréal ;

**CG25 0388 - 19 juin 2025 :** Adopter le Plan économique 2030 « Un cadre audacieux pour une métropole prospère » ;

**CG25 0495 - 28 août 2025** : Approuver la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) du Québec / Approuver le projet de convention de subvention de 200 000 000 $ entre le MEIE et la Ville de Montréal / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de l'aide financière attendue de 200 000 000 $ pour la mise en œuvre du Plan économique 2030 de la Ville ;

**CG 240358 - 20 juin 2024** - Accorder un soutien financier non récurrent de 600 000 $ à Montréal international pour l'attraction de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel sur une période de trois ans allant jusqu'au 30 juin 2027 ;

**CG 240365 - 20 juin 2024** - Accorder une contribution financière exceptionnelle et non récurrente de 1 000 000 $ à Montréal international pour l'attraction et la promotion des investissements directs étrangers en 2024 ;

**DESCRIPTION**

Le présent document trace un portrait des initiatives identifiées par MI pour répondre aux priorités énoncées dans le Plan économique 2030 et y intègre les principales propositions de la Ville. Les nouveaux projets et mandats envisagés pour MI sont :

| | |
|---|---|
| **Projet** | **Cellule de prospection en Intelligence artificielle (IA) appliquée** |
| **Objectif** | Capitaliser sur l'essor du secteur et attirer des projets d'IA appliquée par la création d'une équipe dédiée, afin de renforcer le positionnement de Montréal comme pôle de développement de solutions appliquées et réaffirmer son leadership en recherche fondamentale. |
| **Actions prioritaires** | • Cartographier les opportunités d'investissement et les maillons manquants en IA dans les chaînes de valeur sectorielles pouvant être comblés par de nouveaux acteurs. Assurer une présence stratégique dans les événements clés, notamment les grandes conférences de recherche en IA pour rencontrer les décideurs et accroître la visibilité de Montréal, en plus d'assurer une présence dans des événements industriels internationaux.<br>• Structurer notre collaboration avec les leaders québécois du secteur comme Mila, IVADO et Scale AI pour favoriser l'émergence de projets structurants en IA appliquée et renforcer notre attractivité.<br>• Déployer une promotion ciblée notamment en amont des événements phares, pour positionner Montréal comme destination incontournable pour les projets d'IA appliquée. |
| **Projet** | **Développement des outils de promotion et prospection** |
| **Objectif** | Accroître la notoriété de Montréal dans certains marchés à fort potentiel par la bonification de la banque d'outils de prospection et déploiement d'activités de promotion. Ces actions visent à accroître l'implantation de nouveaux sièges sociaux, centres de recherche et developpement et autres projets structurants venant renforcer nos chaînes de valeur |
| **Actions prioritaires** | • Développer d'outils promotionnels, incluant la création de « business cases » pour les Zones d'innovation (ZIM) et les secteurs prioritaires, en portant une attention particulière aux secteurs identifiés dans le Plan économique 2030 de la Ville de Montréal<br>• Créer d'outils et activités de promotion adaptés aux différentes clientèles (ex. : reportage photo, témoignages d'investisseurs, optimisation du site, campagnes, etc.).<br>• Développer et partage d'intelligence d'affaires sur les filiales du Grand Montréal : satisfaction, défis et |

| | |
|---|---|
| | enjeux, intentions d'investissement et croissance, localisation, secteur, nombre d'employés, etc. |
| **Projet** | **Soutien aux entreprises en matière de recrutement à l'international** |
| **Objectif** | Favoriser le maillage entre les entreprises de Montréal et les travailleurs internationaux par la bonification de notre offre de services (permis de travail, soutien aux travailleurs, activités de soutien aux entreprises, webinaire, etc.). |
| **Actions prioritaires** | • Collecter et analyser de données sur les besoins des entreprises et les secteurs en demande, réalisées par l'équipe d'intelligence d'affaires de MI.<br>• Organiser des événements (formations, maillage, webinaires sur la mobilité, etc.), en plus d'appuyer les initiatives locales complémentaires d'organismes partenaires.<br>• Développer un réseau de partenaires pour soutenir les entreprises et les travailleurs dans leur intégration (ex: mobilité internationale, services bancaires, francisation, etc.).<br>• Promouvoir les services et les opportunités disponibles auprès des entreprises et des travailleurs internationaux présents au Québec, via des campagnes numériques. |
| **Projet** | **Prospection économie circulaire et développement durable** |
| **Objectif** | Bonifier les ententes existantes entre la Ville de Montréal et MI afin de renforcer la prospection de cibles contribuant au positionnement du Grand Montréal en innovation et développement durable. |
| **Actions prioritaires** | • Créer une liste de cibles potentielles et répartir les opportunités au sein des équipes territoriales et sectorielles de MI, en se basant sur les informations disponibles à la Ville de Montréal.<br>• Créer des « pitchs » de vente personnalisés pour inciter ces entreprises à venir s'implanter ou prendre de l'expansion à Montréal.<br>• Participer à 3 missions/événements stratégiques par année, localement et à l'international, pour rencontrer des décideurs et renforcer la visibilité de Montréal dans le secteur.<br>• Pérenniser l'initiative et/ou optimiser la stratégie pour favoriser l'atteinte des cibles. |
| **Projet** | **Attraction d'entreprises dans les Zones métropolitaines d'innovation et dans l'Est de Montréal** |
| **Objectif** | Le projet consiste à donner continuité à la Convention signée en 2025 (CG 250366), laquelle a comme objectif de programmer et de réaliser des activités en matière de prospection ciblée d'IDE dans des secteurs prioritaires pour la Ville de Montréal, notamment: 1) Innovations (en santé) et fournitures médicales; 2) Circularité et technologies propres; 3) Intelligence numérique et cybersécurité; 4) Créativité numérique. |
| **Actions prioritaires** | • Favoriser les IDE dans les territoires géographiques prioritaires de la Ville : l'Est de Montréal, le Centre-ville et les Zones d'innovation métropolitaines (ZIM) en particulier. Le projet visera également à accompagner certains projets de zones d'innovation dans les secteurs de la santé et de la créativité numérique.<br>• Démarcher en priorité dans les secteurs suivants: Sciences de la vie et technologies de la santé, technologies propres, intelligence numérique, cybersécurité et créativité numérique.<br>• Mettre en place la prospection de réinvestissements dans les secteurs prioritaires.<br>• Mettre en valeur le projet à travers les médias et les réseaux événementiels locaux, régionaux et nationaux. |

**JUSTIFICATION**

**1. Cellule de prospection en IA appliquée**
Aujourd'hui, avec un marché mondial en forte croissance (189 G$ en 2023 à + 4 800 G$ en 2033), selon un rapport des Nations Unies la course s'accélère à l'international et plusieurs nouveaux pôles mondiaux se démarquent (ex. : Seattle, Londres, Paris, Shenzhen). Le marché se concentre notamment sur les solutions basées sur les modèles de langage de grande taille, comme ChatGPT ou Gemini, ainsi que sur l'IA appliquée. Or, Montréal n'a pas encore adapté sa stratégie pour attirer des projets d'IA appliquée. Bien que Montréal demeure reconnue mondialement comme un pôle d'excellence en recherche sur l'IA, son écosystème peine à convertir cette expertise en projets d'IA appliquée, que ce soit par l'attraction d'entreprises internationales ou par le développement de ses propres entreprises technologiques.

En combinant la concentration de talents technologiques et la réputation d'excellence de la recherche montréalaise, la métropole a tous les atouts nécessaires pour se démarquer. Il est impératif de saisir l'opportunité actuelle pour attirer des entreprises capables de mettre à profit notre expertise en IA, de développer des solutions concrètes et d'investir massivement à Montréal.

**2. Développement des outils de promotion et prospection**
Dans un contexte mondial marqué par l'incertitude économique et les tensions géopolitiques, il est plus stratégique que jamais de mettre en valeur les grands atouts de Montréal auprès des investisseurs étrangers. La capacité de Montréal à mettre en valeur ses forces distinctives représente une opportunité unique pour combler un déficit de notoriété, en particulier auprès de marchés à fort potentiel, et se positionner sur l'écran radar des investisseurs étrangers. Le rayonnement international et la promotion d'une image de marque forte et cohésive sont des leviers essentiels pour attirer des projets stratégiques.

**3. Soutien aux entreprises en matière de recrutement à l'international**
Le Québec traverse une période de ralentissement économique, marquée par une hausse du chômage, mais la demande de main-d'œuvre demeure très élevée, avec plus de 123 000 postes vacants, dont 35 000 à Montréal (28 %). Avec le vieillissement de la population qui limite la capacité de renouvellement de la main-d'œuvre locale, la totalité de la croissance de l'emploi du Grand Montréal des 10 dernières années provient de l'immigration temporaire et permanente.

Aujourd'hui, en raison des multiples changements au niveau des politiques d'immigration, tant au niveau du Québec que du Canada, les entreprises hésitent à se tourner vers l'international pour pourvoir les postes qui demeurent vacants, et ce, même si cela engendre un ralentissement de leurs activités. Une situation préoccupante pour la croissance de l'économie montréalaise.

De même, plusieurs travailleurs risquent de ne pas pouvoir renouveler leur permis de travail, les poussant à chercher activement un nouvel employeur. Or, Montréal International accompagne depuis maintenant 15 ans les entreprises du Grand Montréal dans leurs démarches de recrutement de talents qualifiés à l'international et peut compter sur son expertise pour appuyer le maillage entre les entreprises et les talents internationaux déjà présents au Québec.

**4. Prospection en économie circulaire et développement durable**
Dans son Plan économique 2030, la Ville de Montréal a identifié l'économie circulaire parmi ses secteurs prioritaires, afin de positionner Montréal comme un hub d'innovation et de développement durable. Une analyse de chaîne de valeur et de caractérisation a d'ailleurs été réalisée, afin d'identifier des manques à combler dans les boucles de circularité sur le territoire.

Les concepts de l'économie circulaire sont transversaux à plusieurs secteurs et les opportunités sont dispersées géographiquement. Il est donc difficile de représenter le secteur par une seule personne ou même par une équipe d'experts. Cependant, plusieurs opportunités sont actuellement dans le pipeline de MI, menées en grande partie par l'équipe dédiée aux Zones d'innovation métropolitaines (ZIM), particulièrement dans l'Est de Montréal. Ces projets incluent le recyclage de matériaux, de minéraux critiques et d'énergies renouvelable.

MI peut également compter sur l'équipe d'attraction et de rétention des organisations internationales pour renforcer la réputation et l'écosystème de l'économie circulaire. Non seulement Montréal se démarque comme la ville canadienne pour les organisations internationales, mais elle attire depuis plusieurs années des joueurs clés en environnement et développement durable, ce qui contribue à enrichir le positionnement de la métropole dans la matière.

**5. Attraction des projets d'IDE dans les ZIM et l'Est de Montréal**

Financer un projet de prospection ciblée en matière d'investissements directs étrangers (IDE) pour Montréal se justifie pleinement à la lumière de plusieurs considérations stratégiques, économiques et structurelles. La prospection ciblée permet à Montréal d'attirer des investissements stratégiques alignés sur ses priorités économiques et de cibler des entreprises ou des investisseurs spécifiques qui correspondent aux besoins et aux atouts de la région et de les contacter de manière proactive. Cela augmente les chances de succès en attirant des investissements qui sont plus susceptibles de s'implanter et de prospérer. Elle favorise le développement de relations directes et personnalisées avec les investisseurs potentiels.

En comprenant mieux leurs besoins et attentes, il est possible de proposer des solutions sur mesure. Elle permet donc d'être réactif et de s'adapter rapidement aux opportunités du marché. Les équipes peuvent ajuster leurs efforts en fonction des retours des investisseurs et des évolutions économiques. Finalement, comparé aux stratégies d'attraction d'IDE basées sur la promotion, il est plus facile de mesurer l'efficacité des campagnes de prospection grâce aux retours directs des investisseurs. Cela permet d'ajuster les stratégies en temps réel pour améliorer les résultats. La stratégie de prospection ciblée est idéale pour des résultats rapides avec des relations personnalisées et une grande réactivité, tandis qu'une stratégie basée sur la promotion est parfaite pour améliorer l'image globale d'un territoire, attirer une variété de publics pour assurer un développement à long terme.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

En plus des engagements pris antérieurement et toujours en cours pour les projets suivants :

- Prospection ciblée et de promotions d'investissements directs étrangers d'un montant total de 500 000$ dont un solde de 100 000$ payable en 2026;
- Attraction de jeunes entreprises innovantes à fort potentiel d'un montant total de 600 000$ dont un solde de 120 000$ payable en 2026 et 2027

Il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 5 600 000 $. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (Axe 3 - Économie Innovante et créative et Axe 1 - Propulser le développement d'une économie verte) la source budgétaire de l'Entente 200 M$ MEIE 2025-2029 / Réflexe 3.

Le tableau suivant illustre les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

| **Organisme** | **Projets** | **Soutien recommandé 2026-2029** | **Versements 2026** | **Versements 2027** | **Versements 2028** | **Versements 2029** | **Versements 2030** | **Soutien Ville du montant total global prévu pour l'exécution des projets, évalués à 10,6 M$ par an.** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montréal International | 1. IA Appliquée<br>2. Outils de promotion<br>3. Soutien au recrutement à l'international<br>4. Prospection développement durable et Économie circulaire<br>5. Attraction d'entreprises dans les ZIM et l'Est de Montréal | **5 600 000 $** | **1 325 000$** | **1 500 000$** | **1 500 000$** | **1 000 000$** | **275 000$** | **12 %** |

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au

Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019). Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment les priorités suivantes :

- Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et responsable et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.
- Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.
- Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**1. Cellule IA appliquée**: Sans une stratégie d'attraction ciblée en IA appliquée, Montréal risque de perdre son leadership dans des secteurs de pointe comme l'aérospatiale et de freiner son positionnement en sciences de la vie. À l'inverse, l'attraction de ces projets renforcerait la capacité d'innovation de la métropole dans des domaines stratégiques comme la défense et les technologies propres. Or, en l'absence d'un mandat international spécifiquement dédié à l'IA appliquée, Montréal s'expose à un recul sur cet objectif clé.

**2. Outils de promotion et prospection :** La concurrence internationale en matière d'attraction des investissements s'est fortement intensifiée, avec plus de 4 000 agences actives aujourd'hui contre 800 il y a 25 ans. Sans une stratégie de promotion renforcée mettant en valeur nos secteurs clés, nos atouts et notre écosystème d'accompagnement, Montréal risque d'affaiblir sa capacité d'attraction des investissements étrangers directs.

**3. Soutien aux entreprises en matière de recrutement à l'international :** Les changements récents aux politiques d'immigration, tant au Québec qu'au Canada, incitent plusieurs entreprises à hésiter à recruter à l'international pour pourvoir leurs postes vacants, même au prix d'un ralentissement de leurs activités. Cette situation représente un risque réel pour la croissance de l'économie montréalaise. En mettant en œuvre les actions prévues dans ce mandat, Montréal International peut contribuer à éviter ces ralentissements et soutenir la continuité des activités des entreprises grâce a une stratégie structurée pour la prospection de talents.

**4. Prospection en économie circulaire et développement durable :** Ne pas positionner Montréal comme un acteur mondial de l'économie circulaire expose la métropole à un risque de perte de compétitivité dans un contexte où ce modèle devient un critère clé d'investissement et de localisation des entreprises. Cela pourrait limiter l'attraction de capitaux, de projets industriels innovants et de chaînes de valeur à forte croissance, tout en freinant la modernisation de secteurs stratégiques comme la construction, le manufacturier et les technologies propres. À terme, Montréal risque de rater des occasions de diversification économique, de création d'emplois qualifiés et de gains de productivité, au profit de villes concurrentes mieux positionnées. Ce manque de positionnement pourrait également réduire l'accès à certains marchés et donneurs d'ordres intégrant des exigences circulaires, affaiblissant ainsi la croissance économique à long terme de la métropole.

**5. Attraction des IDE dans les ZIM et l'Est de Montréal :** Sans la mise en oeuvre de ce projet, la Ville perdrait l'opportunité de développer une stratégie et un plan de prospection d'investissements directs étrangers en adéquation avec les besoins des acteurs locaux, et de faire atterrir et rayonner des projets d'investissements porteurs. Ceci aurait un impact négatif dans la création d'emplois, ainsi que sur dans le développement de l'Est de Montréal et des ZIM comme plaques tournantes de l'économie verte au Québec.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Mai 2026 au 31 décembre 2029 : mise en œuvre de cinq projets.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Domenico ZAMBITO, Service du greffe

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nicolas MARINO
agent(e) de recherche

**Tél :** 514-872-2427
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

Valérie POULIN
Directeur(-Trice) - developpement des marches

**Tél :** 4382741735
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268468002
Unité administrative responsable : Service du développement économique
Projet : Accorder un soutien financier non récurrent maximal de 5 600 000 $ à Montréal International pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029, pour la mise en œuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économique, en concordance avec le Plan économique 2030 / Approuver un projet de convention à cet effet

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et responsable et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.<br><br>Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.<br><br>Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Priorité 4 : Un écosystème entrepreneurial plus vert qui contribuera à l'atteinte des objectifs de circularité et de carboneutralité de la Ville.<br><br>Priorité 14 : Augmenter la capacité de Montréal à attirer et développer des projets d'IA appliquée, consolidant l'ambition de la | | | |

métropole de devenir un leader mondial dans l'application concrète de l'intelligence artificielle.

Priorité 20: Un meilleur positionnement de Montréal envers les investisseurs étrangers. Le rayonnement international et la promotion d'une image de marque forte et cohésive sont des leviers essentiels pour attirer des projets stratégiques.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **Montréal International,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est le 300, rue Saint-Antoine, Montréal, QC H2Y 3X7, agissant et représentée par monsieur Stéphane Paquet, président - directeur général dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141986554
Numéro d'inscription TVQ : 1020322175TQ0002

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme agence de promotion du territoire pour le Grand Montréal;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description du Projet; |
| « **Annexe 2** » : | désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant; |
| « **Annexe 3** » : | désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention; |
| « **Projet** » : | désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| « **Rapport annuel** » : | désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention; |
| « **Reddition de comptes** » : | désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet; |
| « **Responsable** » : | Désigne Valérie Poulin, Directrice de développement des marchés, de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé; |

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

| | |
|---|---|
| « **Unité administrative** » : | désigne le Service du développement économique de la Ville de Montréal |

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de comptes doit lui être remise au plus tard le 31 mars de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de CINQ MILLIONS SIX CENT MILLE DOLLARS (5 600 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**
La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2026 :

5.2.1.1 une somme maximale d'UN MILLION TROIS CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (1 325 000 $) 30 jours après la signature de la présente convention.

5.2.2 Pour l'année 2027 :

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

5.2.2.1 une somme maximale d'UN MILLION CINQ CENT MILLE DOLLARS (1 500 000 $) dans les 30 jours suivant la remise de chacun des livrables annuels à la satisfaction de la Ville, faisant état des résultats et activités mise en place pour chacun des projets durant l'année 2026;

5.2.3 Pour l'année 2028 :

5.2.3.1 une somme maximale d'UN MILLION CINQ CENT MILLE DOLLARS (1 500 000 $) dans les 30 jours suivant la remise de chacun des livrables annuels à la satisfaction de la Ville, faisant état des résultats et activités mise en place pour chacun des projets durant l'année 2027;

5.2.4 Pour l'année 2029 :

5.2.4.1 une somme maximale d'UN MILLION DOLLARS (1 000 000 $) dans les 30 jours suivant la remise de chacun des livrables annuels à la satisfaction de la Ville, faisant état des résultats et activités mise en place pour chacun des projets durant l'année 2028;

5.2.5 Pour l'année 2030 :

5.2.5.1 une somme maximale de DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (275 000 $) dans les 30 jours suivant la remise d'un rapport final d'activités réalisées durant toute la durée de la Convention, à la satisfaction de la Ville;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention et de chacun des livrables et indicateurs indiqués dans l'Annexe 1. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 8
## ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 9
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, **« Rapports »**) appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevance l'autorisant à utiliser, à reproduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins d'utilisation interne.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

## ARTICLE 11
## DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 12
## RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**
La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**
Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**
Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**
La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 300, rue Saint-Antoine, Montréal, Québec, H2Y 3X7 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier Adjoint

Signé à Montréal

Le 8e jour de avril 2026

**MONTRÉAL INTERNATIONAL**

DocuSigned by:
Par : Stéphane Paquet
8DB1169485B842F...
Stéphane Paquet
Président-Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

# ANNEXE 1
# PROJET

Cette contribution vise à soutenir les activités des équipes responsables de l'attraction des investissements dans la mise en œuvre des cinq projets stratégiques suivants, qui s'inscrivent dans les priorités du Plan économique 2030, la Planification économique conjointe (PEC) et dans les objectifs définis par la Ville de Montréal durant les négociations tenues avec Montréal International:

1. Mise en place d'une cellule de prospection en Intelligence artificielle (IA) appliquée
2. Développement et déploiement des outils de promotion et de prospection
3. Soutien aux entreprises en matière de recrutement à l'international
4. Prospection et attraction de projets en économie verte et circulaire
5. Prospection ciblée d'investissements directs étrangers (IDE)

**GROUPES DE TRAVAIL**

Le Service du développement économique (SDÉ) mettra en place, pour chaque projet, un groupe de travail dédié qui collaborera avec Montréal International au long du mandat. Chaque groupe de travail révisera avec MI les actions et engagements de chaque projet ci-dessous afin de les ajuster au besoin, et en assurera le suivi. Cette révision aura lieu au début du mandat, puis au début de chaque année de la Convention.

Montréal International s'engage à :

- Prévoir des rencontres statutaires avec les groupes de travail;
- Transmettre au SDÉ des rapports réguliers présentant l'état d'avancement des projets et des activités, et donner accès aux outils de suivi utilisés lorsque possible. Les outils spécifiques à partager seront définis par MI et le SDÉ;
- Inviter systématiquement le SDÉ aux événements organisés dans le cadre du présent mandat (événements promo, conférences de presse, café réseautage, inaugurations, etc).

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## DESCRIPTION DES ACTIVITÉS, INDICATEURS ET CIBLES PAR PROJET

### 1. Mise en place d'une cellule de prospection en Intelligence artificielle (IA) appliquée

**Objectif:** Capitaliser sur l'essor du secteur et attirer des projets d'IA appliquée par la création d'une équipe dédiée, afin de renforcer le positionnement de Montréal comme pôle de développement de solutions appliquées et réaffirmer son leadership en recherche fondamentale.

**Ressources :** Une ressource sera dédiée à temps plein pour coordonner la stratégie de prospection globale et cibler des opportunités dans le secteur.

**Actions:**

- Cartographier les opportunités d'investissement et les maillons manquants en IA dans les chaînes de valeur sectorielles pouvant être comblés par de nouveaux acteurs;
- Assurer une présence stratégique dans les événements clés, notamment les grandes conférences de recherche en IA pour rencontrer les décideurs et accroître la visibilité de Montréal, en plus d'assurer une présence dans des événements industriels;
- Structurer la collaboration avec les leaders québécois du secteur comme Mila, IVADO et Scale AI pour favoriser l'émergence de projets structurants en IA appliquée et renforcer l'attractivité;
- Déployer une promotion ciblée notamment en amont des événements phares, pour positionner Montréal comme destination incontournable pour les projets d'IA appliquée.

**Livrables à soumettre sur une base annuelle :**

- Cartographie des opportunités par secteur;
- Fascicules sur l'IA appliqué dans les secteurs prioritaires;
- Planification annuelle des activités;
- Fiche pour chaque projet réalisé;
- Bilan des activités et résumé des actions réalisées en lien avec l'atteinte des cibles prévues.

**Indicateurs et cibles:**

- Suivi des visites des filiales: minimum de 25 visites de filiales dans les secteurs applicatifs prioritaires;
- Nombre de réalisations par année: minimum de 240 M$ d'investissements accompagnés par MI dès l'an 1. Une révision annuelle de la cible pourra être réalisée, basée sur les résultats obtenus et analyses réalisées;
- Suivi des mises en relation avec l'écosystème local : minimum d'une mise en relation stratégique par projet.

Les actions détaillées, livrables, indicateurs et cibles pourront être ajustés dans le cadre de la révision annuelle du plan d'action, avec le groupe de travail du SDÉ.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## 2. Développement et déploiement des outils de promotion et de prospection

**Objectif:** Accroître la notoriété de Montréal dans certains marchés à fort potentiel par la bonification de la banque d'outils de prospection et le déploiement d'actions de promotion. Ces actions visent à accroître l'implantation de nouveaux sièges sociaux, centres de R-D et autres projets structurants venant renforcer nos chaînes de valeur.

**Ressources :** Ces activités seront prises en charge par l'équipe Stratégie et communications de Montréal International.

**Actions:**

- Développer des documents d'information et des outils promotionnels pour chaque territoire et secteur stratégique, au niveau notamment de l'Agglomération de Montréal, selon les priorités du groupe de travail de la Ville;
- Déployer des activités de communication et de promotion.

**Livrables à soumettre sur une base annuelle :**

- Calendrier d'élaboration (ou de mise à jour) des documents d'information et outils promotionnels;
- Plan de communication et de promotion
- Bilan des activités et résumé des actions réalisées en lien avec l'atteinte des cibles prévues; liste des éléments de communication (ex. : événements, documents promotionnels, articles et blogues, pages Web, médias sociaux, etc.) et de leurs retombées.

**Indicateurs et cibles:**

- Les indicateurs et cibles seront définis en coordination avec le groupe de travail du SDÉ.

Les actions détaillées, livrables, indicateurs et cibles pourront être ajustés dans le cadre de la révision annuelle du plan d'action, avec le groupe de travail du SDÉ.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## 3. Soutien aux entreprises en matière de recrutement à l'international

**Objectif :** Favoriser le maillage entre les entreprises de Montréal et les travailleurs internationaux par la bonification de notre offre de services (permis de travail, soutien aux travailleurs, activités de soutien aux entreprises, webinaire, etc.).

**Ressources :** Une ressource à temps plein dédiée à l'accompagnement des entreprises et la promotion des services de MI.

**Actions prioritaires :**

- Collecter et analyser les données sur les besoins des entreprises et les secteurs en demande, réalisées par l'équipe d'intelligence d'affaires de MI;
- Organiser des événements (formations, maillage, webinaires sur la mobilité, etc.), en plus d'appuyer les initiatives locales complémentaires d'organismes partenaires;
- Développer un réseau de partenaires pour soutenir les entreprises et les travailleurs dans leur intégration (ex. : mobilité internationale, services bancaires, francisation, etc.).
- Promouvoir les services et les opportunités disponibles auprès des entreprises et des travailleurs internationaux présents au Québec, via des campagnes numériques.

**Livrables documentaires :**

- Rapport sommaire sur les besoins de recrutement des entreprises et organisations rencontrées (besoins, métiers, obstacles, etc.);
- Bilan des activités et résumé des actions réalisées en lien avec l'atteinte des cibles prévues (nombre d'interaction avec les entreprises ciblées, nombre et type d'activités réalisées, etc.);
- Bilan de visibilité du projet : liste des éléments de communication (ex. : événements, documents promotionnels, articles et blogues, pages Web, médias sociaux, etc.) et de leurs retombées.

**Indicateurs de performance :**

- Entreprises accompagnées ayant un établissement d'affaires à Montréal : un minimum de 40 entreprises uniques ayant bénéficié d'un accompagnement (services de mobilité, ateliers, webinaires, formations, etc.);
- Satisfaction : plus de 75 % d'entreprises satisfaites ou très satisfaites par rapport aux services, au professionnalisme et à l'expertise de MI, ainsi qu'un score de recommandation net (NPS) supérieur à 50;
- Taux de résolution des besoins : 200 postes pourvus et permis réalisés par année (incluant le requérant principal et les membres de la famille, les permis de travail temporaires et permanents).

Les actions détaillées, livrables, indicateurs et cibles pourront être ajustés dans le cadre de la révision annuelle du plan d'action, avec le groupe de travail du SDÉ.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## 4. Économie verte et circulaire : Soutenir la prospection à l'international

**Objectif :** Bonifier les ententes existantes entre la Ville de Montréal et MI afin de renforcer la prospection de cibles contribuant au positionnement du Grand Montréal en innovation, en économie verte et en économie circulaire.

**Ressources:** Ce projet serait intégré au sein des équipes actuelles de MI et coordonné par l'équipe des technologies propres. Des frais additionnels de déplacement, ainsi que de nouvelles activités de prospection et de promotion ont été inclus au budget.

**Actions:**

- Identifier et cartographier les opportunités d'investissement et les maillons manquants en économie verte et circulaire dans les chaînes de valeur des secteurs prioritaires de la Ville de Montréal. L'échéancier et modalités de production de cette cartographie seront discutés avec le SDÉ ;
- Établir une liste de cibles d'entreprises et répartir les opportunités d'implantation ou d'expansion de projets en économie circulaire et en développement durable, sur la base des priorités sectorielles et territoriales identifiées par la Ville.
- Concevoir des outils de prospection sur mesure, dont des pitchs de vente personnalisée et une stratégie de communication plus large, démontrant pourquoi Montréal constitue un territoire d'accueil stratégique pour les entreprises de l'économie verte et circulaire;
- Déployer une présence stratégique dans des événements et missions clés, au Québec et à l'international, afin de renforcer le positionnement de Montréal en économie verte et circulaire, rencontrer des décideurs, générer des leads d'investissement et développer des partenariats internationaux
- En collaboration avec les partenaires, utiliser des événements internationaux comme leviers d'attractivité, de rayonnement et de prospection;
- Selon les résultats, pérenniser l'initiative et/ou optimiser la stratégie pour favoriser l'atteinte des cibles.

**Livrables à soumettre :**

- Cartographie des chaînes de valeur en économie verte et circulaire pour les secteurs prioritaires de la Ville de Montréal;
- Analyse territoriale des opportunités, mettant en évidence les forces économiques locales, les synergies potentielles, les zones ou pôles stratégiques d'implantation, les opportunités prioritaires;
- Liste qualifiée de cibles d'entreprises et un pipeline de projets d'implantation ou d'expansion en économie verte et circulaire (en fonction des opportunités identifiées par la Ville de Montréal et l'équipe du projet);
- Planification annuelle des activités : missions, événements et partenariats internationaux et locaux afin de générer des leads d'investissement et d'innovation;
- Boîte à outils de prospection et de communication démontrant la proposition de valeur de Montréal pour les entreprises de l'économie verte et circulaire;
- Bilan des activités et résumé des actions réalisées en lien avec l'atteinte des cibles prévues (leads générés, entreprises attirées, investissements potentiels, événements accueillis, partenariats conclus, etc.)
- Fiche pour chaque projet réalisé (provenance, secteur d'activités, lieu d'implantation, description du projet, valeur des investissements, valeur ajoutée de MI, etc.).

**Indicateurs de performance :**

- Suivi du pipeline : 4 nouvelles opportunités par année dans le pipeline et 20 % de progression, à partir de l'année 3 et 4 (objectif de quatre projets réalisés à la fin de l'année 4);
- Au moins 3 missions/événements/partenariats stratégiques par année.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

Les actions détaillées, livrables, indicateurs et cibles pourront être ajustés dans le cadre de la révision annuelle du plan d'action, avec le groupe de travail du SDÉ.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## 5. Projet de prospection ciblée d'IDE

**Objectif :**
Favoriser l'attraction d'investissements porteurs et les réinvestissements stratégiques qui contribuent au développement des territoires et secteurs prioritaires, à la création d'emplois qualifiés et à l'attractivité internationale de la métropole, par le déploiement d'un plan de prospection ciblée en adéquation avec les besoins locaux.

**Ressources :** Montréal International déterminera les ressources internes qui seront responsables de mettre en place le projet, en coordination avec le groupe de travail du SDÉ.

**Actions:**
- Consolider et accélérer la prospection ciblée dans les secteurs prioritaires, déployer une approche sectorielle à la suite du travail approfondi d'analyse des chaines de valeur effectué dans le cadre de la Convention précédente;
- Renforcer la prospection de réinvestissements auprès des filiales dans les territoires et secteurs prioritaires;
- Développer et partager de l'intelligence d'affaires sur les filiales du Grand Montréal : satisfaction, défis et enjeux, intentions d'investissement et croissance, localisation, secteur, nombre d'employés, etc.

**Livrables à soumettre sur une base annuelle :**
- Planification annuelle des activités de prospection;
- Cartographie des opportunités par secteur et par territoire;
- Fiche pour chaque projet réalisé;
- Bilan des activités et résumé des actions réalisées en lien avec l'atteinte des cibles prévues.

Les actions détaillées, livrables, indicateurs et cibles pourront être ajustés dans le cadre de la révision annuelle du plan d'action, avec le groupe de travail du SDÉ.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

## BUDGET

| REVENUS | |
|---|---|
| **Subventions/Contributions financières** | |
| Développement économique Canada | 1 675 000 $ |
| Affaires mondiales Canada | 363 208 $ |
| MAMH | 122 393 $ |
| MEIE | 1 200 000 $ |
| Ville de Montréal | 1 325 000 $ |
| CMM | 4 604 074 $ |
| Sous total secteur public (1) | **9 289 675 $** |
| **Revenus secteur privé** | |
| Revenus privés | 1 341 382 $ |
| Sous total secteur privé (2) | **1 341 382 $** |
| **Total des produits (sous total 1 + sous total 2)** | **10 631 057 $** |
| DÉPENSES | |
| **Salaires et avantages sociaux** | |
| Salaires | 7 735 543 $ |
| **Autres charges directes** | |
| Frais de fonctionnement | 1 396 847 $ |
| Logiciel et informatique | 319 010 $ |
| Honoraires professionnels | 204 413 $ |
| Promotion, publicité, prospection, événements | 975 244 $ |
| Sous total (3) | **10 631 057 $** |
| **Total des charges (sous total 3)** | **10 631 057 $** |

**NET** **0**

## REVENUS VILLE DE MONTRÉAL COUVRANT LES PROJETS À 4 ANS*

| Projet | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| IA Appliquée | 700 000 $ | 700 000$ | 700 000$ | 600 000$ |
| Outils de promotion | $250 000 | $250 000 | $250 000 | $250 000 |
| Soutien au recrutement à l'international | $125 000 | $125 000 | $125 000 | $125 000 |
| Prospection développement durable et Économie circulaire | $125 000 | $125 000 | $125 000 | $125 000 |
| Prospection ciblée et de promotion d'IDE | $125 000* | $300 000 | $300 000 | $175 000 |
| **TOTAL annuel** | **$1 325 000** | **$1 500 000** | **$1 500 000** | **$1 275 000** |

*Les versements seront faits selon les modalités établies dans l'Article 5.

## DÉPENSES ADMISSIBLES

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

| Dépenses admissibles | Dépenses non admissibles |
|---|---|
| Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir :<br>● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);<br>● des coûts de location d'équipement ou de locaux;<br>● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;<br>● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);<br>● des frais de déplacement;<br>● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;<br>● des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;<br>● des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;<br>● les dépenses liées à l'achat de certains équipements. | ● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;<br>● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;<br>● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.<br>● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser. |

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

# ANNEXE 2
# PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que Montréal International (ci-après l' « **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet de prospection ciblée et de promotion d'investissements directs étrangers (IDE) (ci-après le « Projet »).

## 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

## 2. COMMUNICATIONS

### 2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

- ∉ Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- ∉ « Le projet au projet de prospection ciblée et de promotion d'investissements directs étrangers (IDE) est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal;
- ∉ « Montréal International remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet de prospection ciblée et de promotion d'investissements directs étrangers (IDE)
- ∉ « Le projet de prospection ciblée et de promotion d'investissements directs étrangers (IDE) est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;
- ∉ « Le projet «au projet de prospection ciblée et de promotion d'investissements directs étrangers (IDE) » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## 2.2 Relations médias et événements publics

### 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;
- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;
- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

## 2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

- Pour une publication sur Facebook :

  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtlville pour les autres types de projets;

- Pour une publication sur X :

  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtl_ville pour les autres types de projets.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;
- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

## 2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le Projet;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celleci;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## 3. MODALITÉS

### 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

### 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 **Contacts**

3.3.1 **Direction des communications corporatives de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

**IMPORTANT :**
**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention de contribution financière.**

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

# ANNEXE 3

## REDDITION DE COMPTES

| Reddition de comptes par projet | Date de dépôt |
|---|---|
| Rapport d'étape par projet | À fournir selon les instructions de chaque groupe de travail |
| Rapport final par projet | À fournir selon les instructions de chaque groupe de travail |

**Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :**

### 1. Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

| Rapport d'étape | Rapport final |
|---|---|
| ∉ | ∉ |

### 2. Protocole de visibilité

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'annexe 2.

| Rapport d'étape | Rapport final |
|---|---|
| ∉ | ∉ |

### 3. Données et statistiques

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- ∉ d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- ∉ de fournir une liste des bénéficiaires du Projet/Événement, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

L’Organisme s’engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

| Rapport d’étape | Rapport final |
|---|---|
| ∉ | ∉ |

## 4. Aspects budgétaires

L’Organisme s’engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. : factures) de l’utilisation des fonds.

| Rapport d’étape | Rapport final |
|---|---|
| ∉ | ∉ |

## 5. Évaluation du rendement du Projet par l’organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

Ce projet permettra de renforcer la capacité de Montréal de concrétiser des projets d'investissements porteurs pour la transition écologique, l'innovation et la créativité et la réputation de la Métropole. Le projet à réaliser est en lien avec les orientations suivantes du Plan stratégique Montréal 2030 :

| | |
|---|---|
| Accélérer la transition écologique | Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l’économie circulaire et sociale, l’achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité |
| Stimuler l’innovation et la créativité | Appuyer l’innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité |
| Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole | Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole |

Les retombées attendues consistent à :

- Mener des actions de prospection d’investissements directs étrangers et d’attraction des talents;
- Établir des échanges et renforcer des collaborations avec l’écosystème local;

Docusign Envelope ID: A3EC1BFB-6DE2-4034-AEA3-0B265A454994

- Mettre en valeur des réalisations à travers les médias et les réseaux événementiels locaux, régionaux et nationaux;
- Faire la promotion et assurer le rayonnement de Montréal comme une ville pour investir et travailler;
- Des retombées en termes de nombre de projets d'investissements porteurs, de maintien ou de création d'emplois rémunérés liés directement à la réalisation du projet.

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

| Rapport d'étape | Rapport final |
|---|---|
| ∉ | ∉ |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268468002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 5 600 000 $ à Montréal International, pour la mise en oeuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économique, en concordance avec le Plan économique 2030 pour la période 2026-2029 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

SDÉ - 1268468002 - Montréal International.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Adriana SANTOS
Préposée au budget
**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Catherine TOUGAS
Conseiller(-Ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Service du développement économique

**No GDD:** 1268468002

**No d'engagement :** DE68468002

### Budget de fonctionnement

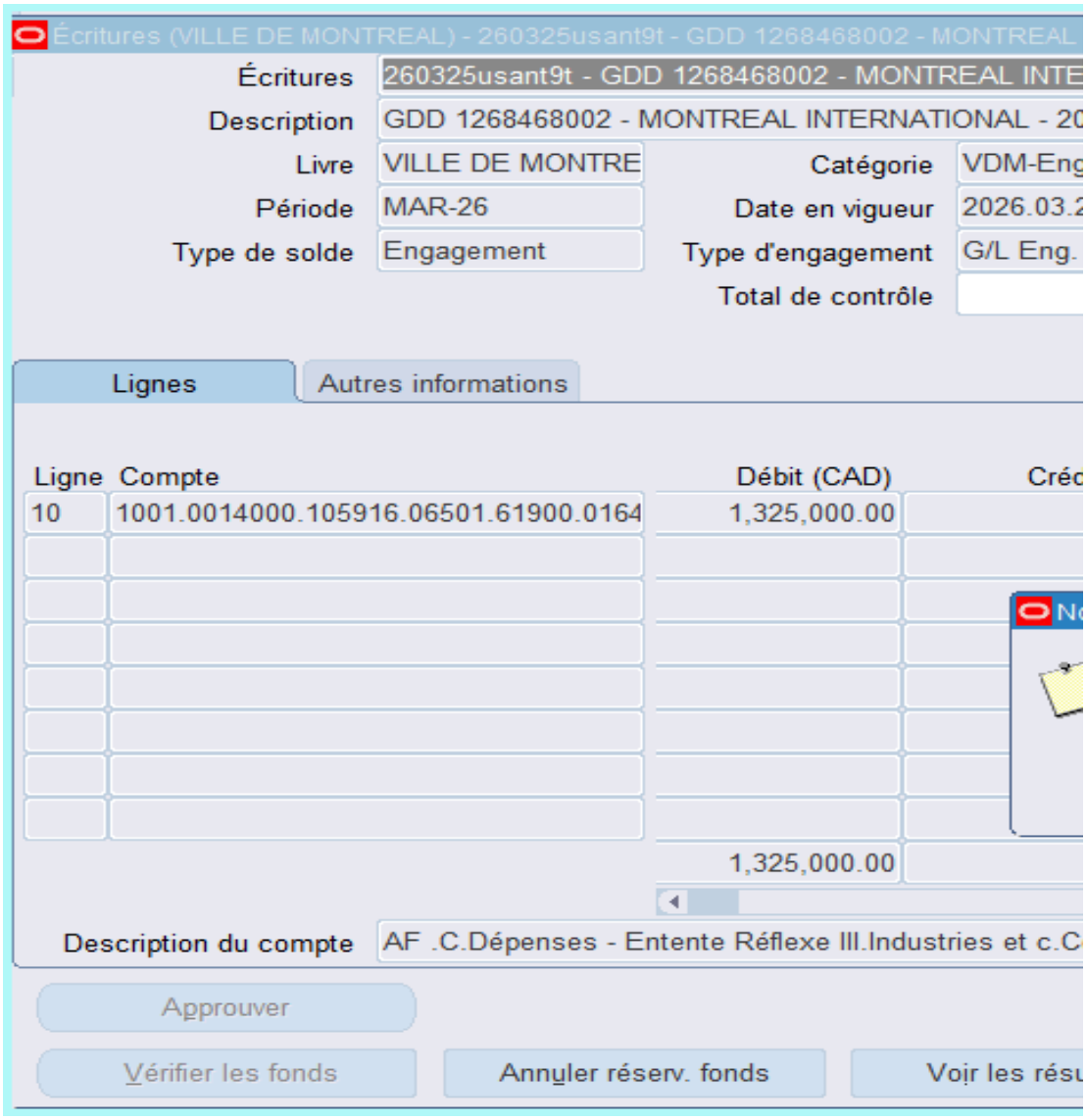
**Imputation de la dépense**

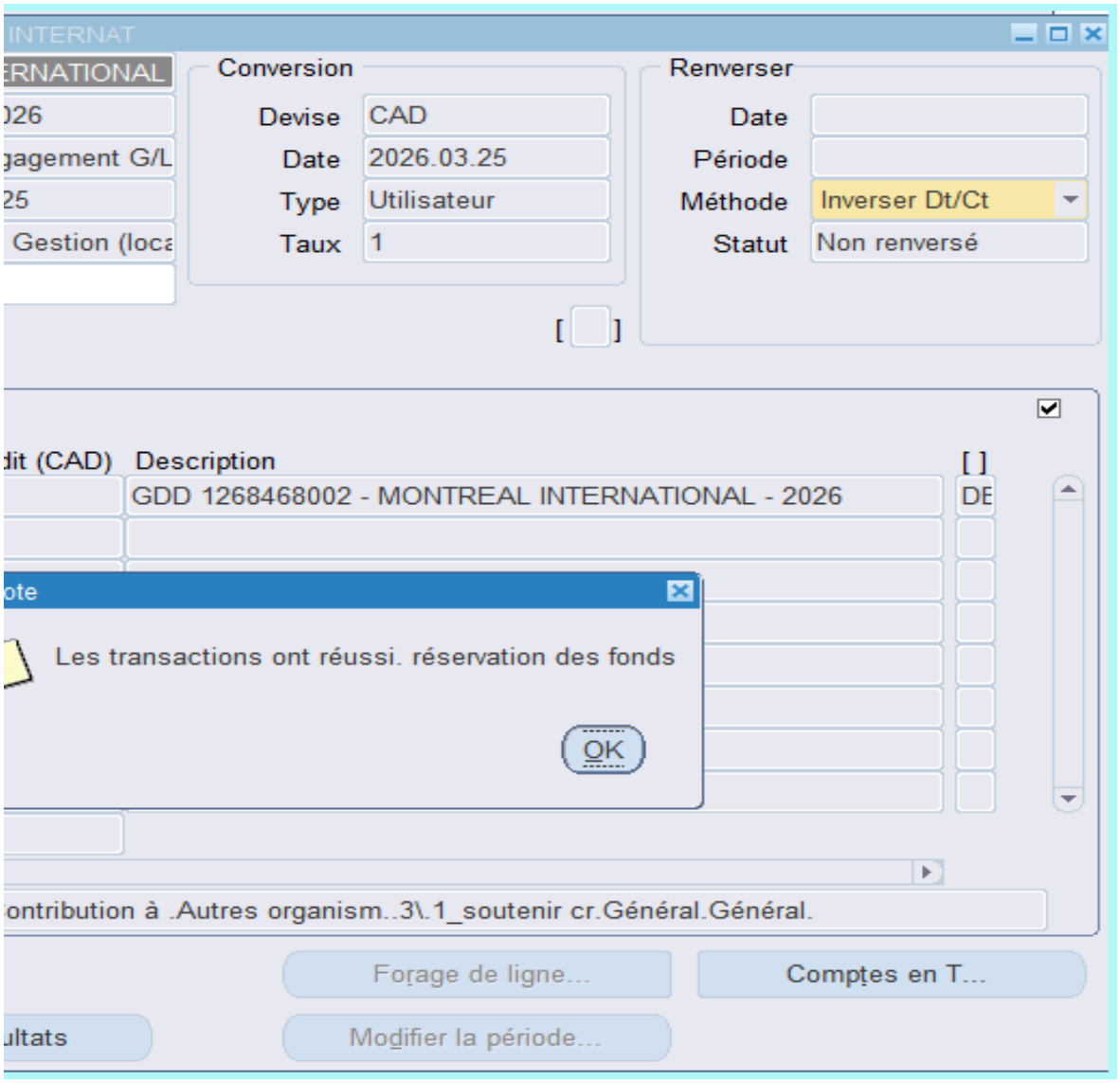
Accorder un soutien financier non récurrent maximal de 5 600 000 $ à Montréal International pour la période 2
oeuvre des initiatives d'attraction d'investissements directs étrangers et de rayonnement du Montréal économiqu
économique 2030 / Approuver un projet de convention à cet effet

| Numéro de fournisseur | Fournisseur | Imputation |
|---|---|---|
| 100235 | MONTREAL INTERNATIONAL | 1001.0014000.105916.06501.61900.016491.0000.00533 |

| 2026-2029, pour la mise en ue, en concordance avec le Plan | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| 57.000000.00000.00000 | 1,325,000.00 $ | 1,500,000.00 $ | 1,500,000.00 $ | 1,000,000.00 $ |

| 2030 | TOTAL |
| --- | --- |
| 275,000.00 $ | **5,600,000.00 $** |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260325usant9t - GDD 1268468002 - MONTREAL
Écritures
260325usant9t - GDD 1268468002 - MONTREAL INTE
Description
GDD 1268468002 - MONTREAL INTERNATIONAL - 20
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Eng
Période
MAR-26
Date en vigueur
2026.03.2
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng.
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Créd
10
1001.0014000.105916.06501.61900.0164
1,325,000.00
1,325,000.00
Description du compte
AF .C.Dépenses - Entente Réflexe III.Industries et c.C
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résu


INTERNAT
ERNATIONAL
026
gagement G/L
25
Gestion (loca
Conversion
Devise
CAD
Date
2026.03.25
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
dit (CAD)
Description
[ ]
GDD 1268468002 - MONTREAL INTERNATIONAL - 2026
DE
ote
Les transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
ontribution à .Autres organism..3\.1_soutenir cr.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
ultats
Modifier la période...

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.01

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1264164002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement_placement et trésorerie , Division du financement_du placement et la gestion du risque |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter la résolution mandatant le Ministre des Finances à recevoir et ouvrir les soumissions à la suite d'un appel d'offres pour l'émission d'obligations de la Ville dont le terme est moins de cinq ans |

Il est recommandé :
d'adopter la résolution mandatant le Ministre des Finances à recevoir et ouvrir les soumissions à la suite d'un appel d'offres pour l'émission d'obligations de la Ville dont le terme est moins de cinq ans.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-04-02 17:05

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1264164002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement_placement et trésorerie , Division du financement_du placement et la gestion du risque |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter la résolution mandatant le Ministre des Finances à recevoir et ouvrir les soumissions à la suite d'un appel d'offres pour l'émission d'obligations de la Ville dont le terme est moins de cinq ans |

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville procède annuellement à une émission d'obligations dont le terme est de cinq ans ou moins à la suite d'un appel d'offres effectué sur le site d'adjudication du ministère des Finances du Québec.

À l'automne 2025, l'article 115 de l'annexe C de la Charte a été modifié à la suite de l'entrée en vigueur du projet de loi 104 (Loi modifiant diverses dispositions afin notamment de donner suite à certaines demandes du milieu municipal).

Cette modification a pour effet de rendre l'article 555 de la *Loi sur les cités et villes* (la « LCV »), applicable à la Ville de Montréal.

L'article 555 de la LCV permet au conseil de la municipalité de mandater le ministre des Finances ou son représentant pour recevoir et ouvrir les soumissions à la suite d'un appel d'offres pour les émissions d'obligations de la Ville effectuées sur le site d'adjudication du ministère des Finances.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

### DESCRIPTION

Pour émettre des obligations par l'entremise du site du ministère des Finances, la Ville s'appuie sur différents règlements d'emprunt adoptés par le conseil d'agglomération, le conseil municipal, la Société de transport de Montréal et les conseils d'arrondissement.

Selon le partage des responsabilités en vigueur à Montréal, c'est le conseil d'agglomération qui doit adopter la résolution autorisant le ministère des Finances à recevoir et à ouvrir les

soumissions.

**JUSTIFICATION**

Le ministère des Finances souhaite uniformiser la procédure relative aux émissions d'obligations par appel d'offres pour toutes les municipalités et leur demande d'adopter une résolution conformément à l'article 555 de la LCV.

L'adoption de la résolution par le conseil d'agglomération permettra de répondre à cette demande et de simplifier le processus d'émissions d'obligations dont le terme est de 5 ans ou moins et qui sont effectuées sur le site d'adjudication du ministère des Finances.

Conformément à l'article 555 de la LCV, la résolution lie le ministre des Finances dès qu'il en a reçu copie certifiée et jusqu'à la réception par lui d'une copie certifiée d'une résolution contraire. En outre, lorsqu'un tel mandat est confié au ministre, l'adjudication est effectuée par ce

dernier sans qu'une résolution du conseil soit requise.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

N/A

**MONTRÉAL 2030**

N/A

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si la résolution n'est pas adoptée, cela pourrait affecter la capacité de la Ville à contracter des emprunts sériés au moyen du système d'adjudication du ministère des Finances.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

23 avril 2026 : Adoption de la résolution par le conseil d'agglomération.
Fin avril 2026 : Transmission d'une copie certifiée de la résolution au ministre des Finances.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Mehdi ALANI
charge(e) du financement

**Tél :** 514-350-0825
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-25

Errico COCCHI
Chef(fe) de division - financement_placement et gestion du risque

**Tél :** 438-837-9142
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Richard AUDET
Directeur - financement_placement et tresorerie

**Tél :** 514 975-6099
**Approuvé le :** 2026-02-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière

**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-03-31

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1264164002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du financement_placement et trésorerie , Division du financement_du placement et la gestion du risque |
| **Objet :** | Adopter la résolution mandatant le Ministre des Finances à recevoir et ouvrir les soumissions à la suite d'un appel d'offres pour l'émission d'obligations de la Ville dont le terme est moins de cinq ans |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

AGT - 1264164002 - Résolution CG 26février2026.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-02

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division

**Tél :** 514-872-0128
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**RÉSOLUTION MANDATANT LE MINISTRE DES FINANCES RELATIVEMENT AU PROCESSUS D'ADJUDICATION DES OBLIGATIONS DONT LE TERME EST DE CINQ ANS OU MOINS**

Vu l'article 115 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) prévoyant notamment que les articles 555 à 563.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) s'appliquent à la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 115 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) et l'article 563.1 de la Loi sur les cités et les villes (RLRQ, chapitre C-19), l'approbation des conditions d'un emprunt de la Ville de Montréal par le ministre des Finances n'est pas requise pour un emprunt par émission d'obligations fait à la suite de l'application de la procédure d'appel d'offres prévue à l'article 554 de cette loi;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal souhaite se prémunir de cette procédure afin de vendre par voie d'adjudication des obligations dont le terme est de cinq ans ou moins qu'elle est autorisée à émettre, sur soumissions écrites, selon les conditions fixées par le ministre des Finances;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal souhaite mandater le ministre des Finances et ses représentants dûment autorisés afin de recevoir et d'ouvrir les soumissions ainsi que d'adjuger les obligations dont le terme est de cinq ans ou moins au plus bas soumissionnaire conforme pour et au nom de la Ville de Montréal au terme de tout appel d'offres ainsi effectué.

Il est résolu :

QUE la Ville de Montréal mandate le ministre des Finances et ses représentants dûment autorisés afin de recevoir et d'ouvrir les soumissions ainsi que d'adjuger les obligations dont le terme est de cinq ans ou moins, pour et au nom de la Ville de Montréal, à la suite d'un appel d'offres effectué sur le site d'adjudication du ministère des Finances.

---

GDD 1264164002

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.02

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269019004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'infrastructures municipales d'eau, volet 2 - Infrastructures d'eau, pour les projets de reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater et du projet de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Côte-des-Neiges |

Attendu que :
la Ville de Montréal a pris connaissance du guide relatif au programme PRIMEAU 2023, qu'elle comprend bien toutes les modalités du programme qui s'appliquent à elle ou à son projet et qu'elle s'est renseignée au besoin auprès du Ministère;

la Ville de Montréal s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle pour obtenir une aide financière au programme PRIMEAU 2023 et pour recevoir le versement de cette aide financière;

Il est recommandé :

que la Ville de Montréal :

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

- s'engage à assumer l'entière responsabilité des travaux ainsi que des modifications qui pourraient y être apportées. À ce titre, elle est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par elle-même, y compris un dommage résultant d'un manquement à une obligation prévue à tout contrat conclu par la Municipalité pour la réalisation des travaux;

- s’engage à réaliser les travaux selon les modalités du programme PRIMEAU 2023 et à assumer toutes les responsabilités qui s’appliquent à elle en lien avec la réalisation et le financement de ces travaux;

- s’engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d’exploitation continus;

- s’engage à assumer toutes les dépenses engagées si elle ne respecte pas les délais prévus au programme PRIMEAU 2023;

- s’engage à assumer tous les coûts non admissibles au programme PRIMEAU 2023 associés à son projet, incluant toutes les directives de changements admissibles à la hauteur de 50 % de leur coût et tout dépassement de coûts;

que le conseil d’agglomération :

- autorise le dépôt de la demande d’aide financière au programme PRIMEAU 2023.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-16 11:37

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269019004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'infrastructures municipales d'eau, volet 2 - Infrastructures d'eau, pour les projets de reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater et du projet de mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Côte-des-Neiges |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées.
Afin d'aider les municipalités à assurer la pérennité de leurs infrastructures, les gouvernements du Canada et du Québec ont mis en place plusieurs programmes de subventions, dont le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU). Sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ce programme vise la réalisation des travaux de construction, de réfection, d'agrandissement ou d'ajout d'infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées. La Ministre des Affaires municipales atteste dans une lettre datée du 1er mai 2023 qu'une aide financière de 429 562 187 $ est mise à la disposition de la Ville de Montréal.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal souhaite officialiser le dépôt d'une demande de contribution financière auprès du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) pour les projets de reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater et la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Côte-des-Neiges .

Ces travaux sont critiques à l'atteinte de deux des engagements de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 soit :

Réduction du déficit de maintien d'actifs global de 8,1 % à 5 % d'ici 2034 et,
Réduction de la production d'eau potable par habitant de 20 % sur 10 ans

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0521 - 21 septembre 2023 - Autoriser le dépôt d'une demande de contribution financière dans le cadre du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), volet 2 - Infrastructures d'eau, pour le projet de modernisation de la station de pompage McTavish.

**DESCRIPTION**

Le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) 2023 vise la réalisation de travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées. Ce programme est composé de deux volets, le premier visant les travaux d'infrastructures d'eau et le second, les travaux de renouvellement des conduites d'aqueduc et d'égout.
Le Service de l'eau souhaite soumettre pour analyse deux demandes de contribution financière auprès du PRIMEAU, volet 2 - Infrastructures d'eau, pour des projets sous sa responsabilité, soit :

1- Projet de reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater : la quasi-totalité de l'eau potable produite à l'usine Atwater est acheminée vers le réseau par les trois collecteurs de 1800 mm et les conduites de 1200 mm de la chambre d'interconnexion 1. Ces conduites critiques pour l'alimentation en acier riveté installées entre 1920 et 1933 ont atteint leur durée de vie utile. Le coût du projet est estimé à : 147 M$

2- Mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Côte-des-Neiges : la population desservie par ce réservoir totalise 77 000 personnes (dont des hôpitaux, campus, écoles, garderies, etc.). Le coût du projet est estimé à 66 M$.

**JUSTIFICATION**

Le Service de l'eau doit obtenir l'aval du Conseil d'agglomération afin de déposer une demande au programme PRIMEAU du MAMH.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La demande permettra à la Ville de Montréal de recevoir une contribution financière pouvant couvrir jusqu'à 75 % des dépenses admissibles du projet. Le coût total des projets est estimé à 213 M$.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 :

- Priorité 19 : offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La résolution est requise afin de compléter les exigences de la demande de subvention. La Ville ne peut pas déposer la demande sans l'approbation du conseil d'agglomération.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Transmission de la demande PRIMEAU au MAMH : dès l'adoption du présent dossier.
Production par le MAMH d'une lettre d'engagement signée par la ministre qui confirme l'accord du ministère à l'égard de la demande.

Approbation et signature d'un protocole d'entente qui officialisera le tout.

La Ville pourra octroyer des contrats pour la réalisation des travaux prévus dès la réception de la lettre d'engagement de la ministre.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno LAGACÉ
Chargé d'expertise principal

**Tél :** 514 872-5391
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-27

Elodie MARTEAU
chef(fe) de division - strategies et pratiques d'affaires

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-14

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-15

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1269019004*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction des stratégies et de la performance*
Projet : Autoriser le dépôt d'une demande de contribution financière dans le cadre du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), volet 2 - Infrastructures d'eau, pour les projets de reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater et mise à niveau station de pompage et du réservoir Côte-des-Neiges

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :*<br>*- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*S.O* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.03

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269019005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'addenda 4 au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et la Ville, dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour le projet de contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie |

Il est recommandé :

1- d'approuver l'addenda 4 au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et la Ville, dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour le projet de contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie;

2- d'autoriser la Mairesse et le Greffier de la Ville à signer l'addenda pour et au nom de la Ville.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-16 11:38

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269019005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'addenda 4 au protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales et la Ville, dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour le projet de contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le but d'améliorer sa performance au niveau des débordements, la Ville de Montréal doit construire de nouveaux ouvrages de rétention afin d'atteindre les objectifs environnementaux de rejets (OER) fixés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ont convenu de participer au financement de ces ouvrages par le programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Grands Projets.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG11 0149 - 19 mai 2011 - Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière de 98,6 M$ dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada-Québec pour la construction de quatre bassins de rétention sur le territoire de la Ville de Montréal.

**DESCRIPTION**

Le projet consiste en la mise en place de trois bassins de rétention permettant de diminuer les rejets d'eaux usées en temps de pluie dans différents cours d'eau : canal Lachine (bassin Rockfield), rivière des Prairies (bassin Lavigne), fleuve Saint-Laurent (bassin William). Le projet consiste également en la mise à niveau des équipements de la chambre De Courcelle du collecteur Saint-Pierre (fleuve Saint-Laurent).

**JUSTIFICATION**

L'addenda 4 repousse la date de fin du projet au 31 décembre 2026. Les travaux doivent se terminer au plus tard le 31 décembre 2026.
La signature de l'addenda est nécessaire afin d'ajuster les paramètres du programme de subvention. L'obtention des sommes décrites au protocole sont conditionnelles au respect des paramètres du programme.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La signature de la convention permettra à la Ville de Montréal de recevoir une contribution financière maximale pouvant atteindre un total de 98 600 000 $. La contribution financière couvre 66 % des dépenses admissibles du projet (148 000 000 $).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 :

- Priorité 2 : enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;

- Priorité 19 : offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Signature de l'entente

- Remboursements des dépenses admissibles

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR Le : 2026-03-27 |
|---|---|
| Bruno LAGACÉ<br>Chargé d'expertise principal | Elodie MARTEAU<br>chef(fe) de division - strategies et pratiques d'affaires |
| **Tél :** 514 872-5391<br>**Télécop. :** | **Tél :** - -<br>**Télécop. :** - |

| APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION | APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE |
|---|---|
| Marie-France WITTY<br>directeur(-trice) - strategie et performance<br>**Tél :**<br>**Approuvé le :** 2026-04-13 | Chantal MORISSETTE<br>directeur(-trice) de service - eau<br>**Tél :** 438-871-7682<br>**Approuvé le :** 2026-04-15 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1269019005*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction des stratégies et de la performance*
Projet : *Approuver et signer l'addenda no.4 de projet de convention d'aide financière entre le ministère des Affaires municipales et la Ville, dans le cadre du programme FONDS CHANTIERS CANADA-QUÉBEC pour le Volet Grands Projets, dossier 807052; Projet : Contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 :*<br>*- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision;*<br>*- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*S.O* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**ADDENDA NO 4 AU PROTOCOLE D'ENTENTE**

**entre**

**La MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES**

**et**

**La VILLE DE MONTRÉAL**

**Relatif à l'octroi d'une aide financière**
**dans le cadre du Volet Grands Projets du**
**FONDS CHANTIERS CANADA-QUÉBEC**

**Projet : Contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie**
**Dossier numéro : 807052**

**ADDENDA N$^{O}$ 4 AU PROTOCOLE D'ENTENTE**

**ENTRE :** La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES**, madame Geneviève Guilbault, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec en vertu de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (RLRQ, chapitre M-22.1), représentée par madame Julie Beaudoin, directrice générale des infrastructures, dûment autorisée en vertu du *Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 3),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »

**ET :** La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, représentée par madame Soraya Martinez Ferrada, mairesse, et par M$^{e}$ Emmanuel Tani-Moore, greffier, dûment autorisés en vertu de la résolution ci-jointe prise par son conseil;

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** »

**ATTENDU QU'**un protocole d'entente est intervenu entre les parties en date du 30 mai 2011;

**ATTENDU QUE** ce protocole d'entente a été modifié une première fois le 20 octobre 2015 afin de reporter l'échéancier de réalisation du projet au 31 mars 2019;

**ATTENDU QUE** ce protocole d'entente a été modifié une seconde fois le 28 novembre 2018 afin de reporter l'échéancier de réalisation du projet au 31 décembre 2021;

**ATTENDU QUE** ce protocole d'entente a été modifié une troisième fois le 30 janvier 2023 afin de reporter l'échéancier de réalisation du projet au 31 décembre 2023;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** entendent modifier à nouveau le protocole d'entente;

La **MINISTRE** et le **Bénéficiaire** conviennent que le protocole d'entente susmentionné est modifié par le remplacement des annexes A, B et C par les suivantes :

**Entrée en vigueur de l'addenda au protocole**

Cet addenda au protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de cet addenda au protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES**,

| | |
|---|---|
| | 2026-03-20 |
| Agissant par madame Julie Beaudoin<br>Directrice générale des infrastructures | Date |

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

| | |
|---|---|
| Agissant par madame Soraya Martinez Ferrada<br>Mairesse | Date |

et

| | |
|---|---|
| Agissant par M$^{e}$ Emmanuel Tani-Moore<br>Greffier | Date |

# ANNEXE A

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES DU BÉNÉFICIAIRE

**Ville de Montréal**

**Dossier numéro : 807052 - Contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie**

Dans le cas où les obligations prévues au présent protocole sont incompatibles ou en contradiction avec les obligations particulières ci-après décrites, ces dernières prévalent.

## 1. BILAN ANNUEL DE LA STRATÉGIE MUNICIPALE D'ÉCONOMIE D'EAU POTABLE

Cette mesure s'applique à toutes les municipalités possédant un réseau de distribution d'eau potable.

Le **Bénéficiaire** doit avoir complété son bilan annuel de la Stratégie municipale d'économie d'eau potable afin de confirmer les mesures incitatives et de sensibilisation qu'il a mises en place. Ces mesures se trouvent dans la feuille État & Plan d'action. Le formulaire du bilan annuel de la Stratégie municipale d'économie d''eau potable est disponible sur le site Web du Ministère à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/affaires-municipales/publications/strategie-economie-potable/responsabilites

Le cas échéant, le **Bénéficiaire** pourra transmettre, pour approbation par la **MINISTRE**, toutes les justifications lui permettant de s'exclure de la présente obligation.

## 2. PROGRAMME D'ÉLIMINATION DES RACCORDEMENTS INVERSÉS

Le **Bénéficiaire** doit démontrer qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements inversés qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination des raccordements inversés dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le cas échéant, le **Bénéficiaire** pourra transmettre, pour approbation par la **MINISTRE**, toutes les justifications lui permettant de s'exclure de la présente obligation.

## 3. TRANSPORT DE MATIÈRE EN VRAC

Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports et de la Mobilité durable (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 1/3 %) et selon les modalités prévues à clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

Le **Bénéficiaire** est tenu à cette obligation à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux admissibles, auquel cas, il n'y est pas tenu.

## 4. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES TRAVAUX

La réalisation des ouvrages devra respecter un processus de contrôle de la qualité rigoureux couvrant trois aspects.

1. Des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes en vigueur, soit un devis comportant au moins les cinq sections suivantes :
   a. les documents administratifs généraux conformes à l'édition courante du devis BNQ 1809-900;
   b. les documents administratifs particuliers pour compléter, bonifier ou ajouter des précisions aux documents administratifs généraux;
   c. les clauses techniques générales conformes à l'édition courante du devis BNQ 1809-300;
   d. les clauses techniques particulières, pour compléter, bonifier ou ajouter des précisions aux clauses techniques générales;
   e. les plans.

   Les documents b, d et e doivent être signés et, s'il y a lieu, scellés par une personne habilitée à le faire. À ce propos, il y a lieu de se référer à la Loi sur les architectes (L.R.Q., chapitre A-21) et à la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre 1-9).

2. Une surveillance adéquate lors de la réalisation des ouvrages, dont une surveillance en résidence pour les ouvrages enfouis de génie civil, et la réalisation de tous les essais prescrits.

3. L'obtention de résultats positifs aux essais avant l'acceptation provisoire et l'acceptation définitive des travaux. Au besoin, les parties de travaux non conformes doivent être reprises.

   Le cas échéant, pour que la totalité de l'aide financière puisse être versée, l'architecte et l'ingénieur responsable de la surveillance lors de la réalisation des travaux doivent joindre, en annexe au certificat de réception provisoire ou définitive des travaux, une attestation confirmant que les ouvrages ont été réalisés conformément aux prescriptions des documents d'appel d'offres et que ceux-ci respectent les documents administratifs généraux et les clauses techniques générales du BNQ ou ont le même effet.

   Les **Bénéficiaires** qui utilisent leurs propres devis ou clauses administratives générales doivent y inclure les clauses susmentionnées à moins que des clauses qui ont strictement le même effet y soient déjà incluses.

## 6. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Le **Bénéficiaire** s'engage à :

a) fournir pour analyse, selon l'avancement du projet lors de la signature du présent protocole et à moins d'indication contraire, un rapport de l'ingénieur résumant les principaux critères de conception des ouvrages incluant tous les documents techniques requis et un bordereau d'estimation et de soumission à la suite de l'ingénierie préliminaire (plans et devis à 50 % d'avancement) et de l'ingénierie détaillée (100 % d'avancement). Le **Bénéficiaire** s'engage à soumettre à la **MINISTRE** les plans et devis définitifs avant de lancer un appel d'offres ou d'entamer des travaux en régie;

b) faire approuver par la **MINISTRE** préalablement à leur réalisation, tous les avenants, les modifications ou les directives de changement aux contrats des entrepreneurs;

c) pendant l'année qui suit la réception provisoire, réaliser une mise en service des ouvrages d'assainissement des eaux usées;

d) fournir, en fin de projet, une copie des plans tels que construits et tous les documents attestant que les travaux ont été réalisés conformément aux plans et devis autorisés, que les ouvrages d'assainissement sont opérationnels et le cas échéant, qu'ils rencontrent les exigences environnementales décrites ci-après;

e) préparer les manuels de service d'exploitation des ouvrages, le programme d'entretien préventif et le journal d'exploitation;

f) effectuer à la satisfaction de la **MINISTRE** l'opération et l'entretien des ouvrages d'assainissement;

g) mandater, à la demande de la **MINISTRE**, un auditeur externe ou le vérificateur général de la Ville, le cas échéant, pour la préparation d'un rapport d'audit conformément au mandat d'audit établi par la **MINISTRE**. La **MINISTRE** peut exiger un tel rapport en tout temps au cours de l'avancement du projet.

## 7. DEMANDE DE SOUMISSIONS POUR CONTRAT DE CONSTRUCTION DE 8,5 M$ ET PLUS

En vertu de l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de marchés publics signé le 12 février 2010, le **Bénéficiaire** s'engage que toute demande de soumissions, à l'égard de tout contrat de construction de 8,5 M$ et plus, devra prévoir que seront considérées les soumissions présentées par des entrepreneurs ayant un établissement aux États-Unis de même que les soumissions proposant des produits ou des services ou des fournisseurs de produits ou services provenant d'un tel territoire.

## 8. GESTION DE PROJET ET VÉRIFICATIONS

### 8.1 Suivi de la réalisation du projet

Un rapport de suivi de la réalisation du projet doit être soumis deux fois par année à la **MINISTRE** par le **Bénéficiaire** pour chaque année de réalisation des travaux. Ce rapport comprendra :

a) un état d'avancement du projet;

b) le suivi des progrès accomplis relativement au processus d'évaluation environnementale (telles les mesures d'atténuation et les programmes de surveillance ou de suivi);

c) un état de compte des dépenses engagées et des dépenses à venir.

### 8.2 Échéancier des réclamations des dépenses

Le **Bénéficiaire** doit présenter à la **MINISTRE** des réclamations pour les dépenses admissibles effectuées respectivement pour les années 2009 à 2026.

### 8.3 Ajustements finaux des coûts admissibles

Dans les six (6) mois suivant la fin des travaux et au plus tard le 30 juin 2027, le **Bénéficiaire** s'engage à présenter à la **MINISTRE** un rapport officiel de vérification des dépenses, conforme aux principes comptables en vigueur, faisant état :

a) de tous les coûts admissibles engagés pour le projet et des sources de financement;

b) de tous les postes financiers en suspens, le cas échéant.

La **MINISTRE** effectuera alors un rapprochement de toutes les demandes et de tous les paiements relatifs au projet et, sous réserve des limites précisées à l'intérieur du présent protocole d'entente, il procédera aux ajustements requis dans les circonstances.

## 9. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

### 9.1 Exigences de rejet

Les ouvrages de surverses doivent satisfaire aux exigences de base et aux exigences particulières décrites ci-après :

*Exigences de base*

Les ouvrages de surverses présents sur le réseau d'égouts doivent rencontrer les exigences de base décrites ci-après.

- Aucun débordement en temps sec, sauf urgence ou fonte de neige;
- Aucune augmentation des débordements en temps de pluie par rapport à la situation actuelle;
- Enlèvement des matières flottantes.

*Exigences particulières*

Les objectifs de rejets déterminés pour les secteurs sont définis comme suit :

| AUCUN DÉBORDEMENT N'EST ACCEPTÉ, sauf dans les cas indiqués par un X et à condition que l'ouvrage soit opéré de façon optimale | | |
|---|---|---|
| IDENTIFICATION DE L'OUVRAGE DE SURVERSES | U = URGENCE | |
| | U | Pluie avec ruissellement et/ou fonte et/ou toute autre circonstance |
| Trop-plein Rockfield | X | (1) |
| PP Lavigne | | X (mais avec une limite de 6 fois pendant la période du 01/05 au 31/10) |
| Émissaire McGill (Bassin William) | | X (mais réduction du nombre de débordements de 20% par rapport aux rejets de 2008) |

(1) Limite d'un débordement par 5 ans (exigence de Parc Canada)

Les exigences de rejet appliquées aux nouveaux ouvrages mis en place seront redéfinies suite à l'obtention d'au moins deux ans de résultats d'exploitation.

### 9.2 Exigences d'exploitation

L'exploitation du réseau et des stations devra être réalisée dans le but de réduire, lors de pluie, les rejets d'eaux usées de la Ville de Montréal dans la rivière des Prairies, le canal Lachine et le fleuve Saint-Laurent.

## ANNEXE B

ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS DU PROJET SUBVENTIONNÉ

**Ville de Montréal**

**Dossier numéro : 807052 - Contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie**

### 1. Description des travaux admissibles

Le projet consiste en la mise en place de trois bassins de rétention permettant de diminuer les rejets d'eaux usées en temps de pluie dans différents cours d'eau : (canal Lachine (bassin Rockfield), rivière des Prairies (bassin Lavigne), fleuve Saint-Laurent (bassin William). Le projet consiste également en la mise à niveau des équipements de la chambre De Courcelle du collecteur Saint-Pierre (Fleuve Saint-Laurent).

**Bassin Rockfield**

Construction d'un bassin de rétention d'un volume de l'ordre de 45 000 $m^3$, avec une partie gravitaire et une autre avec pompage sur le trop-plein Rockfield.

**Bassin Lavigne**

Construction d'un bassin de rétention d'un volume de l'ordre de 20 000 $m^3$ raccordé, par des conduites en tunnel, directement sur l'intercepteur nord.

**Chambre De Courcelle**

Mise à niveau de la chambre De Courcelle du collecteur Saint-Pierre (Fleuve Saint-Laurent).

**Bassin William**

Construction d'un bassin de rétention d'un volume de l'ordre de 12 000 $m^3$ sur le terrain entre les rues William, Ottawa, Dalhousie et Anne.

### 2. Coût maximal admissible et aide financière

| | | |
|---|---|---|
| **Coût maximal admissible (CMA)** | **148 000 000** | **$** |
| **Aide financière** | | |
| Contribution du gouvernement du Québec | 49 300 000 | $ |
| Contribution du gouvernement du Canada | 49 300 000 | $ |
| **Aide financière totale ($66^{2/3}$ % du CMA)** | **98 600 000** | **$** |

### 3. Échéancier de réalisation des travaux admissibles

Début des travaux : 2009-08-26 Fin des travaux : 2026-12-31

Les travaux doivent se terminer au plus tard le 31 décembre 2026.

Toute modification au présent protocole, aux coûts, à la nature ou à l'échéancier de réalisation des travaux reconnus admissibles à l'aide financière doit être autorisée préalablement par écrit par la **MINISTRE**.

## ANNEXE C

TYPE DE COÛTS ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

**Ville de Montréal**

**Dossier numéro : 807052 - Contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie**

### *Coûts admissibles*

Les coûts admissibles sont les coûts directs engagés et payés de manière appropriée et raisonnable par un **Bénéficiaire** en vertu d'un contrat de biens ou services nécessaires uniquement et spécifiquement pour la réalisation du projet. Les coûts admissibles ne peuvent comprendre que ce qui suit :

- les coûts d'investissement relatifs à l'acquisition, à la construction ou à la rénovation à partir du 26 août 2009 des infrastructures admissibles conformément aux principes comptables généralement acceptés par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec;
- le coût des activités de communication conjointes tel qu'indiqué à l'article 6;
- les coûts de planification (y compris les plans et les spécifications) et d'évaluation à partir du 26 août 2009, tels que les coûts de planification environnementale, d'arpentage, d'ingénierie, de supervision des travaux d'architecture et d'essai, et les coûts liés aux services de consultation en gestion, jusqu'à concurrence de 15 % de la contribution fédérale;
- le coût des examens d'ingénierie et des examens environnementaux, et le coût des mesures correctives, des mesures d'atténuation et des mesures de suivi cernées dans le cadre d'une évaluation environnementale;
- le coût des consultations autochtones;
- les coûts relatifs aux affiches, à l'éclairage, à l'image de marque du projet et aux modifications liées aux services publics;
- les frais juridiques requis pour la préparation d'entente de partenariat public/privé afférents aux travaux décrits à l'annexe B, autres que ceux liés aux négociations et aux règlements de litiges;
- tout autre coût nécessaire à la réalisation des travaux décrits à l'annexe B et qui a été préalablement approuvé par la **MINISTRE** avant d'être engagé.

### *Coûts non admissibles*

Les coûts suivants ne sont pas admissibles :

- les coûts des travaux effectués avant le 26 août 2009;
- les coûts de planification et d'évaluation avant le 26 août 2009;
- les coûts d'achat de terrains, des biens immobiliers connexes, de servitudes et de droits de passage et les frais connexes;
- les frais de financement et les intérêts sur les emprunts;
- les coûts de location de terrains, d'édifices, d'équipements et d'autres installations;
- les coûts de réparation et de maintenance généraux/périodiques;
- les coûts des services ou travaux normalement fournis par le **Bénéficiaire**;
- les coûts de tous biens et services reçus en tant que don ou de contribution non financière;
- les salaires et avantages des employés, frais généraux et autres coûts directs ou indirects d'exploitation, d'entretien et de gestion engagés par le **Bénéficiaire**, plus particulièrement les coûts liés aux services offerts directement par des employés du **Bénéficiaire**;

- la portion de la taxe de vente du Québec et la portion de la taxe sur les produits et services, pour lesquelles le **Bénéficiaire** est admissible à un remboursement, et tout autre coût admissible à un remboursement;
- la rémunération à des lobbyistes;
- les coûts des travaux usuels d'entretien et d'exploitation d'une immobilisation.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.04

2026/05/19 16:00

(1)

**Dossier # : 1268165003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine |
| **Compétence d'agglomération :** | Répertoire des milieux naturels protégés |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'inscription du parc-nature des Sources et du secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal / Approuver le dépôt du bilan 2025 |

Il est recommandé :
1- d'approuver l'inscription du parc-nature des Sources et du secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal;
2- d'approuver le dépôt du bilan 2025.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-14 14:45

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268165003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine |
| **Compétence d'agglomération :** | Répertoire des milieux naturels protégés |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'inscription du parc-nature des Sources et du secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal / Approuver le dépôt du bilan 2025 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (2015) établit une cible visant l'accroissement du territoire terrestre protégé à 10 %. Cet objectif est réitéré dans le Plan climat 2020-2030 et dans le Plan nature et sports, intégré au plan stratégique Montréal 2030. En 2023, le conseil d'agglomération a approuvé la mise à jour de l'encadrement du Répertoire, désormais désigné sous l'appellation *Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal* (RMNP).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0280 – 15 mai 2025 - Approuver l'inscription des parcs Angrignon, du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal / Approuver le dépôt du bilan 2024.
CA24 170261 – 4 novembre 2024 - Autoriser l'inscription de trois espaces naturels au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal.

CG24 0279 – 16 mai 2024 - Approuver l'inscription du secteur du parc agricole du Bois-de-la-Roche du Grand parc de l'Ouest et du Grand parc de l'Est au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal et approuver le dépôt du bilan 2023.

CG23 0036 – 26 janvier 2023 - Approuver la révision des lignes directrices pour l'inscription et la gestion des sites inscrits au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal / Approuver l'inscription de trois grands parcs au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal (parc-nature du Bois-de-Saraguay, parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et secteur du Cap-Saint-Jacques du Grand parc de l'Ouest).

CA19 080106 – 5 mars 2019 - Mettre à jour le Plan de gestion du boisé du parc Marcel-Laurin afin de modifier l'inscription du boisé du parc Marcel-Laurin au Répertoire des milieux naturels protégés de l'agglomération de Montréal.

**DESCRIPTION**

Pour les parcs d'agglomération, l'adoption des plans de conservation du parc-nature des Sources et du secteur de l'Anse-à-l 'Orme du Grand parc de l'Ouest (voir pièces jointes) permettra d'inscrire officiellement ces sites au Répertoire :

- Parc-nature des Sources (catégorie B) : 38,32 ha, soit 0,08 % du territoire de l'agglomération;
- Secteur de l'Anse-à-l 'Orme du Grand parc de l'Ouest (catégorie A et B) : 429 ha, soit 0,86 % du territoire de l'agglomération :
    - catégorie A : 233 ha;
    - catégorie B : 196 ha.

La liste des nouvelles inscriptions de 2025 est présentée en pièce jointe.

Le bilan déposé en pièce jointe fait état des superficies inscrites, soit 3650 ha, et provisoirement inscrites, soit 401 ha, au Répertoire en date d'avril 2026. Le total des superficies atteint ainsi 4051 ha, soit 8,1 % du territoire de l'agglomération.

Note : Pour la définition des catégories, se référer aux lignes directrices figurant en pièce jointe.

**JUSTIFICATION**

Conformément à l'encadrement prévu par les lignes directrices relatives à l'inscription et à la gestion des sites désignés au RMNP, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) dépose annuellement au conseil d'agglomération de Montréal un bilan faisant état de la progression des superficies de milieux naturels terrestres protégés et contributifs à la biodiversité sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le SGPMRS poursuit l'administration et le suivi du RMNP à même sa dotation budgétaire. Les lignes directrices du RMNP recommandent la mise en œuvre d'une gestion écologique pour atteindre les objectifs de protection des milieux naturels. Cette gestion écologique entraîne actuellement des dépenses imputées au budget de fonctionnement des unités requérantes.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à atteindre les objectifs de *Montréal 2030* , plus particulièrement la priorité 2 - « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision », ainsi qu'à la diminution des vulnérabilités climatiques.
Il ne s'applique pas directement aux engagements en inclusion, équité et accessibilité

universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Une décision défavorable entraînerait un retard dans l'inscription des sites au RMNP et dans l'atteinte de l'objectif de protection de 10 % du territoire terrestre de l'agglomération.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

15 mai 2026 : Inscription des sites au Répertoire et mise à jour 2025 du bilan des superficies des sites inscrits et provisoires.
2027 et années ultérieures : Inscription des futurs sites au répertoire et mises à jour annuelles du bilan des superficies des sites inscrits et provisoires.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stéphanie GIGUET
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514 968-6456
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-02

Marie LAFONTAINE
Cheffe de division - biodiversite

**Tél :** 514 913-3728
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur de direction-Gestion des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 438 995-6030
**Approuvé le :** 2026-04-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice de service - Grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** 514 236-5925
**Approuvé le :** 2026-04-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1268165003*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.*
Projet : Approuver l'inscription du parc-nature Des Sources et du secteur de l'Anse-à-l 'Orme du Grand parc de l'Ouest au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal et approuver le dépôt du bilan 2025.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>• Diffuser annuellement l'état d'avancement de la protection des milieux naturels de l'agglomération montréalaise, visant l'objectif de protéger 10 % du territoire terrestre et de favoriser la biodiversité.<br>• Développer des plans de conservation et de modalités de gestion écologique pour 14 grands parcs du réseau des grands parcs d'ici 2030. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Agglomération de Montréal

# Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité

## Lignes directrices pour l'inscription et la gestion des sites désignés

# Table des matières

**La mise en contexte** ..... **3**
**Les objectifs et les principes généraux** ..... **4**
**L'inscription des sites** ..... **5**
Les catégories du répertoire ..... 6
La documentation à fournir ..... 7
**Le bilan annuel et la diffusion du Répertoire** ..... **8**
**Annexe 1** ..... **9**
**Annexe 2** ..... **10**
**Annexe 3** ..... **11**
**Annexe 4** ..... **12**

# La mise en contexte

En 2004, la Ville de Montréal adopte la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels[1] visant la préservation du patrimoine naturel de l'agglomération de Montréal au bénéfice des générations actuelles et futures. Ainsi, des sites qui présentent de l'intérêt sur le plan écologique sont identifiés afin que des mesures particulières y soient prises pour protéger, maintenir et rehausser leur biodiversité. En vertu du Règlement RCG 09-035[2] adopté par le Conseil d'agglomération en 2009, est constitué le Répertoire des milieux naturels protégés de l'agglomération de Montréal, ci-après nommé le Répertoire. Ce règlement ajoute également le Répertoire à la liste des activités d'intérêt collectif du décret 1229-2005[3] concernant l'agglomération de Montréal.

En 2015, le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal[4], ci-après nommé le Schéma, vise l'accroissement à 10 % du territoire terrestre protégé. La Ville de Montréal se dote ensuite du Plan climat 2020-2030[5] (2020) et du Plan nature et sports[6] (2021) au sein du plan stratégique Montréal 2030, dans lequel elle réitère l'objectif de protéger 10 % de son territoire terrestre et de favoriser la biodiversité.

Avec cette révision, le Répertoire devient plus inclusif en reconnaissant la contribution d'une diversité de sites à la protection de la biodiversité. Il est alors renommé Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal. Les présentes lignes directrices mettent à jour l'encadrement de la gestion des sites et du processus d'inscription au Répertoire.

1 https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/grands_parcs_fr/media/documents/politique_protection_mise_en_valeur_milieux_naturels.pdf
2 https://montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7c867fd6531533759a9a0
3 http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=45500.pdf
4 http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,133997570&_dad=portal&_schema=PORTAL
5 https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/Plan_climat%2020-16-16-VF4_VDM.pdf
6 https://montreal.ca/articles/plan-nature-et-sports-integrer-la-nature-au-coeur-de-la-ville-15210

# Les objectifs et les principes généraux

**Les objectifs du Répertoire sont les suivants :**

- Inscrire officiellement dans une base de données centralisée, l'ensemble des sites de superficie et de composition variables, qui ont pour vocation la protection (définie à l'annexe 1), le maintien et/ou le rehaussement de la biodiversité (définie à l'annexe 1) à moyen et à long termes sur le territoire de l'agglomération montréalaise;
- Compiler, suivre et rendre compte des superficies des milieux naturels conservés (définis à l'annexe 1) sur le territoire de l'agglomération montréalaise;
- Diffuser au public les efforts consentis par l'agglomération montréalaise pour conserver ses milieux naturels et la biodiversité de son territoire.

## Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la Ville de Montréal administre le Répertoire. Son rôle d'intendance se base sur les principes suivants :

### Zonage de type conservation

L'ensemble des règlements de zonage en vigueur sur le territoire de l'agglomération de Montréal présente une hétérogénéité sur le plan des caractéristiques et des classifications d'usages. On entend par *zonage de type conservation*, un zonage permettant la conservation (définie à l'annexe 1) et la restauration des milieux naturels et/ou interdisant les usages incompatibles avec les objectifs de protection des milieux naturels.

### Principe d'aucune perte nette

Une fois inscrit au Répertoire, le ou la gestionnaire du site s'assure qu'aucune perte nette de milieux naturels n'est occasionnée sur le site et s'engage, le cas échéant, à respecter les conditions de gestion écologique, y compris au niveau de l'usage et des interventions. Toute perte de milieux naturels engendrée par tout type de projet doit être communiquée au SGPMRS pour analyse.

### Gestion écologique et milieu urbain

En raison des conditions très urbaines de l'environnement montréalais et des menaces spécifiques qui pèsent sur la biodiversité urbaine, la protection des milieux naturels de l'agglomération montréalaise dépend fortement du type de gestion qui y est appliqué. La gestion écologique (annexe 2) rassemble les meilleures pratiques permettant d'optimiser l'atteinte des objectifs de protection des milieux naturels.

### Règle des soixante-quinze pour cent

Conformément aux orientations internationales en matière de gestion des aires protégées (UICN, 2008[7]), l'objectif premier de la gestion du site doit s'appliquer au moins aux trois quarts de sa superficie. Autrement dit, le site inscrit au Répertoire doit comprendre minimalement 75 % de milieux naturels sous gestion écologique. La superficie restante est constituée de surfaces perméables ou d'espaces de services ou d'usage connexe.

7 Dudley, N. (Éditeur) (2008). *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. Gland, Suisse : UICN. x + 96 pages.

## Information aux propriétaires de sites gérés par la ville

Certains sites gérés par la Ville de Montréal constituent un assemblage de plusieurs types de propriétés. Avant d'inscrire un site au Répertoire, la Ville de Montréal doit informer et obtenir l'accord du, de la ou des propriétaires privés ou institutionnels.

## Répertoire métropolitain des initiatives municipales de conservation de la communauté métropolitaine de Montréal

Les sites inscrits au Répertoire seront également inscrits au Répertoire métropolitain des initiatives municipales de conservation de la Communauté métropolitaine de Montréal[8] (CMM) s'ils répondent aux critères de sélection.

8 https://cmm.qc.ca/projets/repertoire-metropolitain-des-initiatives-municipales-de-conservation/

# L'inscription des sites

## Les catégories du Répertoire

Le Répertoire catégorise les sites selon un gradient indiquant la robustesse de leurs mesures de conservation.

Caractéristiques des catégories du Répertoire

| | Catégorie | Critères d'inscription | | | Outil de suivi |
|---|---|---|---|---|---|
| | | RAP[9] ou RMNDM[10] | Encadrement des usages | Gestion écologique | |
| + conservation | **A Aires protégées** | Site inscrit | | | |
| | **B Milieux naturels conservés** | | Zonage de type conservation ou servitude de conservation | Plan de conservation[11] ou Plan de gestion écologique[11] | Mise à jour du plan de gestion écologique ou Bilan quinquennal des superficies de milieux naturels protégés |
| | **C Milieux naturels contributifs à la biodiversité** | | Autre type de zonage | Engagement de protection des milieux naturels[12] | Bilan quinquennal des superficies de milieux naturels protégés |

### Catégorie A
### Les aires protégées

Les sites de catégorie A incluent les aires protégées (définies à l'annexe 1) terrestres de l'agglomération montréalaise.

Le gouvernement du Québec reconnaît et inscrit les aires protégées au Registre des aires protégées du Québec[13] en vertu de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (L.R.Q., c. C-61.01). Le pourcentage d'aires protégées sur le territoire du Québec est mis à jour annuellement.

Font également partie de cette catégorie, les milieux naturels désignés sur plan par le gouvernement du Québec en vertu de l'article 13 de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (L.R.Q., c. C-61.01) et inscrits au Registre des milieux naturels désignés par le ou la ministre.

### Catégorie B
### Les milieux naturels conservés

Les sites de catégorie B correspondent aux milieux naturels conservés. Pour être comptabilisés dans cette catégorie, les sites doivent répondre aux deux critères suivants :

1. Les usages sont encadrés par un zonage de type conservation au règlement de zonage ou par une servitude de conservation prévue au Code civil du Québec;
2. Une gestion écologique dont l'objectif premier est de protéger les milieux naturels et de maintenir ou de rehausser la biodiversité est appliquée sur le site (voir exemples en annexe 2).

9 Registre des aires protégées du Québec
10 Registre des milieux naturels désignés par le ministre
11 Voir annexe 3
12 Voir annexe 4
13 https://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/

### Catégorie C
### Les milieux naturels contributifs à la biodiversité

Le Répertoire reconnaît la contribution de certains sites à la conservation de la biodiversité en raison de leur rareté, de leur emplacement ou de leur fonction dans le réseau écologique. Sans répondre aux critères des catégories A et B, les sites de catégorie C sont comptabilisés dans l'effort de protection des milieux naturels et de la biodiversité de l'agglomération montréalaise.

Ces sites sont situés sur des terrains non affectés d'un zonage de type conservation et font l'objet d'un engagement du ou de la propriétaire à préserver, voire à augmenter, leur superficie en milieux naturels (par exemple en convertissant des surfaces gazonnées en friches naturelles). Leur gestion écologique est encouragée mais pas obligatoire pour cette catégorie.

Tout site inscrit au Répertoire et dont les mesures de conservation se renforcent et répondent aux critères peut être transféré et comptabilisé dans la catégorie supérieure. Ainsi, lorsque les mesures de conservation d'un site de catégorie C sont renforcées pour répondre aux critères de la catégorie B, ils sont transférés et comptabilisés dans cette catégorie. De plus, les sites de catégorie B peuvent être inscrits au Registre des aires protégées du Québec ou au Registre des milieux naturels désignés par le ou la ministre, s'ils répondent à l'ensemble des critères d'une aire protégée ou s'ils sont désignés par le ou la ministre. Auquel cas, ils sont transférés et comptabilisés dans la catégorie A.

# La documentation à fournir

## La documentation requise pour l'inscription au Répertoire

Pour inscrire un site au Répertoire, les documents suivants doivent être acheminés au SGPMRS par courriel à rmnpcbag@montreal.ca :

- Une preuve de propriété;
- Un accord écrit de la ou du propriétaire privé ou institutionnel, ou une résolution de l'autorité municipale compétente (conseil d'arrondissement, conseil municipal ou conseil d'agglomération) pour l'inscription au Répertoire;
- Un engagement de protection des milieux naturels (annexe 4), un plan de gestion écologique ou un plan de conservation et des modalités de gestion écologiques (voir annexe 3) ou toute preuve de gestion écologique. Le document fourni doit cartographier le site et indiquer le règlement de zonage et les usages permis;
- Le cas échéant, l'information fournie doit référer à un ou à des encadrement(s) réglementaire(s) visant la protection des milieux naturels : Règlement de contrôle intérimaire de la Communauté métropolitaine de Montréal concernant les milieux naturels, Régime transitoire de gestion des zones inondables, des rives et du littoral, Territoire d'intérêt identifié au Schéma, Plan régional des milieux humides et hydriques, etc.;
- Le cas échéant, une copie de l'acte notarié de la servitude de conservation présentant les objectifs de conservation et les dispositions de transfert de la servitude, si les mesures de protection ne sont pas respectées.

Le SGPMRS procède à la classification du site en fonction des critères de chaque catégorie (tableau 1).

## La documentation attendue pour le suivi

Pour permettre le suivi régulier des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité, un des documents suivants doit être acheminé au SGPMRS par courriel à rmnpcbag@montreal.ca tous les cinq ans après la date d'inscription au Répertoire :

- Le bilan quinquennal des superficies de milieux naturels protégés (sites B et C).

ou

- La mise à jour du plan de gestion écologique établissant le bilan et la planification quinquennale des mesures de gestion écologique (sites B, lorsqu'un plan de gestion écologique a été déposé lors de l'inscription).

Toute modification aux superficies protégées présentées lors de l'inscription au Répertoire doit être signalée annuellement au SGPMRS.

# Le bilan annuel et la diffusion du répertoire

La base de données relative aux sites inscrits au Répertoire est mise à jour et diffusée par le site des Données ouvertes[14] de la Ville de Montréal.

Le SGPMRS dépose annuellement au Conseil d'agglomération de Montréal un bilan faisant état de la progression des superficies de milieux naturels terrestres protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération montréalaise.

14 https://donnees.montreal.ca/

# Annexe 1

## Lexique

**Aire protégée :** « Un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés » (Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 2008[15]). Selon l'UICN, l'objectif premier de la gestion de l'aire protégée doit s'appliquer au moins à 75 % de sa superficie.

**Biodiversité ou diversité biologique :** « Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. ». (Convention sur la diversité biologique (Nations Unies), 1992[16])

**Conservation :** « Ensemble de pratiques comprenant la protection, la restauration et l'utilisation durable et visant la préservation de la biodiversité, le rétablissement d'espèces ou le maintien des services écologiques au bénéfice des générations actuelles et futures. Les concepts de mise en valeur durable et d'aménagement durable sont inclus dans celui d'utilisation durable. » (Limoges et al., 2013[17])

**Gestion écologique :** « Activités qui concernent le reboisement, l'entretien, l'abattage d'arbres affaiblis, morts ou endommagés par les intempéries, le feu, les insectes ravageurs ou les organismes pathogènes, le contrôle des espèces végétales envahissantes et nuisibles, le blocage de succession végétale, la plantation d'espèces végétales, la stabilisation des berges, la création d'habitats fauniques, l'installation de nichoirs, perchoirs et mangeoires, de même que des travaux d'urgence à des fins de sécurité publique. » (Schéma, 2015).

La gestion écologique comprend également l'acquisition de connaissances sur les milieux naturels, le suivi des interventions de gestion et la vulgarisation scientifique. L'annexe 1 présente les grandes lignes de la gestion écologique pratiquée dans les parcs municipaux.

**Milieu naturel :** « Milieu dans lequel l'environnement paysager, la biodiversité et les processus écologiques n'ont pas été altérés de manière permanente ni à long terme par les activités humaines, qui maintient sa capacité de se régénérer et où la présence humaine ne modifie pas le paysage de manière importante ni ne le domine. Les milieux naturels de Montréal, situés à l'intérieur comme à l'extérieur des parcs existants, incluent les bois, les friches, les milieux humides (étang, marais, marécage, tourbière) et hydriques (cours d'eau, lac). Ils présentent différentes strates végétales (herbacée, arbustive, arborescente). » (Plan nature et sport (2021), adapté de Bureau de normalisation du Québec (BNQ), 2003[18])

**Protection :** « Ensemble de moyens visant à maintenir l'état et la dynamique naturels des écosystèmes et à prévenir ou atténuer les menaces à la biodiversité. La protection inclut des mesures d'intensité variable et de tout ordre, tant des aménagements physiques (clôture, sentiers de surveillance, etc.), des outils légaux (statut d'aires protégées, désignation d'espèces, etc.), l'utilisation de ressources humaines (tournée d'inspection par des agents de protection, etc.) que la sensibilisation. La protection peut intégrer certaines activités propres à l'entretien des sites naturels. » (Limoges et al., 2013[5])

15 Dudley, N. (Éditeur) (2008). Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées. Gland, Suisse : UICN. x +96pp https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/paps-016-fr.pdf

16 www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf

17 Limoges, B., Boisseau, G., Gratton, L. et Kasisi, R. (2013). Terminologie relative à la conservation de la biodiversité in situ. Le Naturaliste canadien, 137 (2),21–27. https://doi.org/10.7202/1015490ar

18 Bureau de normalisation du Québec (BNQ), 2003

# Annexe 2

## La gestion écologique d'un parc municipal

### Les objectifs

- Inventorier, reconnaître, protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et la biodiversité;
- Détecter et traiter les dommages aux milieux naturels et à la biodiversité causés par les perturbations humaines et naturelles;
- Sensibiliser le public par des activités d'éducation aux milieux naturels et à l'environnement.

La gestion écologique permet d'équilibrer l'utilisation d'un parc et la préservation de l'intégrité écologique des milieux naturels et des ressources biophysiques. Lors de l'aménagement du parc ou de la mise en place d'activités récréatives ou éducatives, la gestion écologique permet de faire des choix éclairés.

La gestion écologique permet d'équilibrer l'utilisation d'un parc et la préservation de l'intégrité écologique des milieux naturels et des ressources biophysiques. Lors de l'aménagement du parc ou de la mise en place d'activités récréatives ou éducatives, la gestion écologique permet de faire des choix éclairés.

### L'acquisition de connaissances

Pour mettre en place la gestion écologique, on s'appuie sur des inventaires écologiques de base permettant de connaître les caractéristiques biophysiques du parc : les communautés végétales et la flore, la faune (principalement les oiseaux, les amphibiens et les reptiles), les espèces en situation précaire (selon les lois en vigueur), les espèces exotiques envahissantes et les caractéristiques abiotiques (topographie, drainage, sol, etc.). Il faut refaire ces inventaires à une fréquence déterminée (dix ans pour la flore, cinq ans pour la faune).

### Les interventions

La gestion écologique implique ensuite la mise en œuvre d'un programme d'intervention sur les écosystèmes. Parmi les interventions particulières que l'on pourrait appliquer dans les parcs sous gestion écologique, mentionnons le blocage ou l'accélération des successions végétales, la maîtrise de plantes envahissantes, la renaturalisation de sites et la plantation d'espèces indigènes, la stabilisation de berges ou de talus à pente abrupte, l'aménagement de bandes riveraines végétalisées, la gestion hydrique des milieux humides, la création de milieux humides, l'aménagement de sentiers pour encadrer les déplacements du public, le blocage de sentiers pour contrer les incursions indésirables, le contrôle de plantes nuisibles (herbe à la puce), l'installation de nichoirs, de perchoirs et de mangeoires pour les oiseaux, la construction d'hibernacles pour les couleuvres, la conservation des arbres à faune (chicots) et des débris ligneux au sol, la protection des arbres contre les rongeurs, l'aménagement d'exclos pour préserver la végétation du broutage ou le nettoyage et l'enlèvement des rebuts d'origine anthropique.

### La surveillance

Enfin, la gestion écologique nécessite la mise en place d'un programme de surveillance du parc pour évaluer l'évolution des milieux naturels et pour détecter tout changement pouvant menacer leur intégrité. Par exemple, les suivis peuvent porter sur les impacts de la fréquentation des sentiers, sur la présence d'espèces végétales ou animales en situation précaire, sur la détection précoce des espèces exotiques envahissantes ou sur la progression des stades de succession végétale.

# Annexe 3

## Des exemples de documents de planification de gestion écologique

### Le plan de conservation et les modalités de gestion écologique

Le plan de conservation d'un site définit les orientations de conservation et de mise en valeur des milieux naturels et présente leurs modalités de gestion écologique. Il oriente les décisions d'interventions, d'aménagements et l'offre d'activités récréotouristiques vers la protection et la conservation des milieux naturels. Le plan de conservation vise à concilier la préservation du patrimoine naturel et les usages. Il permet de décrire, de faire connaître et d'inscrire le site visé au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal. Le plan de conservation doit contenir les informations suivantes :

1. Le tableau d'identification du site : catégorie du Répertoire, nomination du site, nom usuel, gestionnaire, propriétaire, lots cadastraux, superficie (en hectare) à inscrire au Répertoire, grande affectation au Schéma, territoire d'intérêt écologique au Schéma (écoterritoire, mosaïque de milieux naturels, bois et corridor forestier métropolitain, rives et littoral à dominance naturelle ou parc local comprenant des milieux naturels d'intérêt), affectation du sol au Plan d'urbanisme et catégories d'usage permis au Règlement de zonage;
2. La situation géographique avec carte;
3. Les pourcentages et les superficies d'espaces à prédominance naturelle et autres espaces, avec carte;
4. Les objectifs de conservation;
5. La description des milieux naturels, avec cartes : délimitation des habitats (bois, friches naturelles, milieux humides et hydriques), caractérisation sommaire (délimitation et description des communautés végétales), richesse en espèces végétales (facultatif), description de la faune et richesse en espèces fauniques (facultatif)), présence d'espèces à statut et d'espèces exotiques envahissantes;
6. Les modalités de gestion écologique des milieux naturels, avec une description et la fréquence de réalisation;
7. Les listes des activités et des usages compatibles avec la vocation de conservation : activités et usages autorisés et non autorisés sur le site.

### Le plan de gestion écologique

Le plan de gestion écologique établit la planification quinquennale des différents volets de la gestion des milieux naturels, soit l'acquisition de connaissances, les interventions et la surveillance. Il permet de réaliser le bilan des résultats des audits écologiques, de mettre à jour et de rendre compte des superficies de milieux naturels protégés. Le plan de gestion écologique doit contenir les informations suivantes :

1. Le tableau d'identification du site : catégorie du Répertoire, nomination du site, nom usuel, gestionnaire, propriétaire, lots cadastraux, superficie (en hectare) à inscrire au Répertoire, grande affectation au Schéma, territoire d'intérêt écologique au Schéma (écoterritoire, mosaïque de milieux naturels, bois et corridor forestier métropolitain, rives et littoral à dominance naturelle ou parc local comprenant des milieux naturels d'intérêt), affectation du sol au Plan d'urbanisme et catégories d'usage permis au Règlement de zonage;
2. Une carte de localisation;
3. Les enjeux écologiques : zones sensibles et menaces à la biodiversité;
4. Le tableau des modalités de gestion écologique, avec la planification quinquennale.

# Annexe 4

## L'engagement de protection des milieux naturels

Je, _____, propriétaire ou personne désignée de la propriété décrite en pièce jointe, comprenant des milieux naturels, suis conscient(e) du fait que ces derniers contribuent à la conservation de la biodiversité de l'agglomération de Montréal, en raison de leur valeur faunique et floristique, de leur rareté, de leur emplacement ou de leur fonction dans le réseau écologique.

Compte tenu de l'importance des milieux naturels présents sur ma propriété, je m'engage moralement à :

- les protéger;
- préserver, voire augmenter, leur superficie;
- signaler au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPRMS) de la Ville de Montréal toute perte de milieux naturels;
- faire parvenir au SGPMRS un bilan de l'évolution de la superficie de milieux naturels inscrits au Répertoire des milieux naturels et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal, tous les cinq ans.

De son côté, le SGPMRS s'engage à :

- comptabiliser ces milieux naturels et leur bande tampon au Répertoire des milieux naturels et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal;
- mettre à disposition, sur demande du ou de la propriétaire ou de la personne désignée, les outils et les informations nécessaires à la mise en œuvre d'une gestion écologique des milieux naturels.

Par la présente, j'autorise le SGPMRS à inscrire les milieux naturels et leur bande tampon présents sur ma propriété au Répertoire des milieux naturels et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal et, ainsi, à contribuer à l'effort de protection de la biodiversité de l'agglomération montréalaise.

| _____ | _____ | _____ |
|---|---|---|
| *Propriétaire ou personne désignée* | *Date* | *Lieu* |
| _____ | _____ | _____ |
| *Pour le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports Ville de Montréal* | *Date* | *Lieu* |

p.j. : Fiche descriptive de la propriété

## Fiche descriptive de la propriété

| | |
|---|---|
| **Propriétaire** | |
| **Gestionnaire** (si différent(e) du ou de la propriétaire) | |
| **Lot(s)** (superficie en hectare) | |
| **Superficie de milieux naturels** (en hectare) | |
| **Municipalité** | |
| **Catégories d'usage permis au Règlement de zonage** | |
| **Encadrement(s) réglementaire(s) visant la protection des milieux naturels** | |

*(Carte de la propriété illustrant les milieux naturels)*

Montréal

montreal.ca

# Plan de conservation et modalités de gestion écologique




**Agglomération de Montréal**
**Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité**

**Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports**
**Avril 2026**

Montréal

Photo de la page couverture : Denis Fournier

Pour citer ce document :

Ville de Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. 2026. Plan de conservation et modalités de gestion écologique, Parc-nature des Sources. 45 p. + annexes.

# Table des matières

**Table des matières** ..... **3**

**Préambule** ..... **5**

**1. La mise en contexte** ..... **8**

**2. Les outils de protection** ..... **11**

**3. L'historique** ..... **17**

**4. La situation géographique** ..... **19**

**5. Les espaces à prédominance naturelle** ..... **21**

**6. Les objectifs de conservation** ..... **23**

**7. La description du milieu naturel** ..... **24**

7.1 Le milieu abiotique ..... 24
7.2 Le milieu biotique ..... 25
7.3 L'évaluation écologique des milieux naturels ..... 31
7.4 L'appréciation des services écosystémiques ..... 33

**8. Les modalités de gestion des milieux naturels** ..... **39**

**9. Les activités et les usages compatibles avec la vocation de conservation** ..... **42**

**10. Références** ..... **43**

**Liste des annexes**

Annexe 1 Synthèse du règlement de zonage
Annexe 2 Listes détaillées des communautés végétales et des espèces végétales
Annexe 3 Liste détaillée des espèces fauniques
Annexe 4 Définition des paramètres de calcul des valeurs de conservation
Annexe 5 Cartes des valeurs de conservation
Annexe 6 Illustrations des concepts des « services écosystémiques » de l'Évaluation des écosystèmes sur le Millénaire et des « contributions de la nature aux populations » de l'IPBES
Annexe 7 Activités interdites dans les grands parcs

**Liste des tableaux**


Tableau 1 Données relatives à l'inscription au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal
Tableau 2 Superficies des zones à prédominance naturelle et autres espaces
Tableau 3 Types d'habitats
Tableau 4 Richesse des espèces végétales
Tableau 5 Richesse des espèces fauniques
Tableau 7 Planification des audits écologiques
Tableau 8 Planification des interventions et des suivis


**Liste des figures**


Figure 1 Schéma du réseau écologique
Figure 2 Localisation et lotissement
Figure 3 Écoterritoire
Figure 4 Plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand
Figure 5 Délimitation des espaces à prédominance naturelle et autres espaces
Figure 6 Habitats
Figure 7 Communautés végétales
Figure 8 Valeur de conservation biotique
Figure 9 Services écosystémiques : le secteur et les milieux sensibles des environs
Figure 10 Vulnérabilités aux changements climatiques
Figure 11 Liens entre les services écosystémiques et les composantes du bien-être humain selon l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire
Figure 12 Tendances mondiales de la capacité de la nature à maintenir ses contributions à une bonne qualité de vie, de 1970 à aujourd'hui, selon le Rapport sur l'évaluation mondiale de l'IPBES

# Préambule

En 1979, la Communauté urbaine de Montréal (CUM, aujourd'hui remplacée par la Ville de Montréal dans ses compétences d'agglomération) met en place un programme d'acquisition d'espaces naturels et amorce l'établissement de parcs régionaux, connus sous le nom de « parcs-nature ». Avec la dissolution de la CUM au début des années 2000, la responsabilité des parcs-nature est transférée à ce qui deviendra le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Les parcs-nature, les parcs métropolitains et les grands parcs urbains forment alors le Réseau des grands parcs. Depuis 2004, la Ville de Montréal acquiert de nouveaux terrains, ce qui permet d'agrandir les grands parcs et de créer de nouveaux parcs pour préserver les milieux naturels.

Les grands parcs se distinguent des autres espaces verts du territoire montréalais par la richesse et la diversité de leurs écosystèmes. La principale vocation des parcs-nature est d'assurer la pérennité des milieux naturels présents sur leurs territoires. Ce faisant, les milieux naturels peuvent être des lieux de récréation et d'éducation à l'environnement pour la population. Cela enrichit la qualité de vie des gens grâce au contact avec la nature. Ces lieux sont constitués d'une mosaïque d'habitats permettant le maintien d'une diversité végétale et animale. Leur protection et leur conservation jouent un rôle important tant sur le plan écologique que sur le plan des services écosystémiques qu'ils fournissent.

### La Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

Adoptée en 2004, la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels (PPMVMN) vise à augmenter la superficie protégée sur le territoire de l'agglomération de Montréal, à assurer la pérennité des milieux naturels, à maximiser la biodiversité et à favoriser l'intégration des écosystèmes et des paysages naturels dans les milieux de vie (Ville de Montréal, 2004a). Elle cible l'accroissement des espaces de contact entre la population et la nature, dans le respect de l'intégrité écologique de ces sites uniques en milieu urbain.

La PPMVMN identifie dix écoterritoires, soit des territoires comprenant des milieux naturels d'intérêt prioritaires à protéger. La majorité des grands parcs sont inclus dans les limites de ces écoterritoires. Un écoterritoire n'est pas en lui-même une aire protégée[1]. Il comprend des espaces à vocations diverses, comme des terres agricoles ou des propriétés résidentielles, institutionnelles et industrielles situées à proximité des milieux naturels d'intérêt. Le concept d'écoterritoire illustre l'ambition de la Politique de concilier conservation et développement, un enjeu particulièrement important en milieu urbain. La Politique s'articule autour de plusieurs axes d'intervention, dont la gestion écologique des milieux naturels dans les parcs. Les écoterritoires sont reconnus au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (2004b, 2025a). Lorsqu'un projet est entrepris à l'intérieur de ces territoires, la protection des milieux naturels qui s'y trouvent doit être prise en considération et maximisée.

[1] La LCPN (Loi sur la conservation du patrimoine naturel. RLRQ, c. C-61.01) définit ce qu'est une « aire protégée ».

Les projets de conservation sont basés sur le modèle de réseau écologique qui comprend :

A. Les zones noyaux qui sont des foyers de biodiversité. Elles assurent les conditions environnementales propres à la sauvegarde d'écosystèmes, d'habitats et de populations animales et végétales importants;

B. Les zones tampons qui jouent plusieurs rôles, notamment la protection des noyaux contre des menaces extérieures éventuelles, et qui servent d'habitats essentiels à la survie des espèces dans les zones noyaux;

C. Les corridors écologiques qui permettent la connectivité des zones noyaux ainsi que la dispersion et la migration des espèces.




Figure 1. Schéma du réseau écologique (Ville de Montréal, 2004a)

En 2015, afin de poursuivre la préservation des territoires d'intérêt écologique, le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (ci-après appelé « Schéma ») établit à 10 % la cible de protection du territoire à l'intérieur de la trame urbaine. La Ville de Montréal se dote ensuite du Plan climat 2020-2030 (Ville de Montréal, 2020a) et du Plan nature et sports (Ville de Montréal, 2021) au sein du plan stratégique Montréal 2030, dans lequel elle réitère l'objectif de protéger 10 % de son territoire terrestre et de favoriser la biodiversité.

### Le Plan nature et sports

Découlant du plan stratégique Montréal 2030, le Plan nature et sports vise à améliorer le réseau des grands parcs et les installations sportives de la Ville. Il propose des actions concrètes afin de protéger la biodiversité et le patrimoine naturel, et favoriser l'adoption par la population d'un mode de vie sain et actif. Articulé autour de 4 volets (Montréal verte, Montréal bleue, Montréal des sommets, Montréal active), ce Plan place la nature au cœur de la ville pour améliorer la qualité de vie de la population et contribuer à la résilience face aux changements climatiques. La Ville de Montréal y réitère notamment l'objectif de protéger 10 % de son territoire terrestre et de favoriser la biodiversité.

### La mission du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Le SGPMRS contribue à la transition écologique de la Ville. Il offre un réseau de grands parcs et d'installations sportives d'envergure. Il a pour mandat de protéger, réhabiliter et mettre en valeur les milieux naturels, la forêt urbaine et les espaces publics. Il vise aussi à offrir, promouvoir et soutenir des milieux favorisant l'activité physique et sportive, propices à un mode de vie actif pour la population montréalaise.

## Le Plan climat

Découlant également du plan stratégique Montréal 2030, le Plan climat vise à faire de Montréal une ville inclusive, résiliente et carboneutre. Le déploiement de ses 52 mesures[2] favorise la mobilisation de la population, l'accélération de l'adoption de modes de transport durables, la réduction de l'utilisation des énergies fossiles dans les bâtiments, le verdissement des milieux de vie et la réduction du gaspillage alimentaire. Les indicateurs de suivi relatifs à la résilience et à l'adaptation aux changements climatiques incluent l'objectif de protection de 10 % du territoire terrestre, ainsi que la diminution de la vulnérabilité de Montréal aux aléas climatiques (Ville de Montréal, 2020a, 2025b).

## La démarche de réconciliation avec les peuples autochtones de la Ville de Montréal

Suivant la nomination de la première Commissaire aux relations avec les peuples autochtones et deux années de consultation, la Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025 a été adoptée (Ville de Montréal, 2020b). La vision portée par la stratégie s'articule autour de la reconnaissance de l'histoire autochtone de Montréal, de la place que la population autochtone occupe dans le tissu culturel ainsi que du rôle de la Ville dans le processus de réconciliation. La prochaine mouture de la stratégie est en cours de préparation. L'engagement de la Ville envers la réconciliation avec les peuples autochtones se reflète de façon transversale dans le Plan nature et sports.

La conservation à long terme du patrimoine naturel pour les générations actuelles et futures est le socle des plans de conservation des grands parcs. Elle s'inscrit en cohérence avec le principe traditionnel des sept générations auquel référait la stratégie (p.57). Avec l'appui du Commissaire, des collaborations avec des communautés, organismes et experts autochtones pourraient favoriser une compréhension plus large de la protection des écosystèmes et des liens avec la santé et le bien-être des humains qui en font partie, via la complémentarité des savoirs et des façons de faire.

## L'appui de Montréal au Cadre mondial de la biodiversité

Lors de la 15e Conférence des Parties (COP15) à la Convention sur la diversité biologique des Nations unies, tenue à Montréal en 2022, les États réunis ont adopté le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Celui-ci comprend 23 nouvelles cibles pour la prochaine décennie, traitant de la réduction des menaces à la biodiversité, du partage des bienfaits pour répondre aux besoins des populations ainsi que des outils et solutions pour la mise en œuvre.

L'Engagement de Montréal, un appel aux villes du monde à s'engager à travers 15 actions, a été lancé à cette occasion (Ville de Montréal, 2022). L'élaboration des plans de conservation participe à faire de Montréal une ville exemplaire, en répondant à plusieurs de ces 15 actions, dont la conservation des milieux naturels et des espèces en situation précaire, la restauration des écosystèmes et de leur connectivité, ainsi que la résilience climatique grâce à des approches fondées sur les écosystèmes. En décembre 2023, pour souligner le premier anniversaire de la COP15 et de l'adoption du Cadre mondial, le Conseil municipal a adopté une déclaration réaffirmant son engagement envers la conservation et la restauration en tant que moteurs permanents des décisions, l'exemplarité de la Ville et la poursuite des efforts de sensibilisation.

[2] En 2025, une mise à jour du Plan climat 2020-2030 vient bonifier 2 actions inscrites et en ajouter 6 nouvelles, dont une visant à améliorer la connectivité écologique (19.1) et une autre visant à améliorer la contribution écologique des espaces verts municipaux (19.2).

# 1. La mise en contexte

La délimitation réglementaire actuelle du parc-nature des Sources, adoptée par le conseil d'agglomération en avril 2025[3], définit un périmètre de 229 hectares. Elle inclut de vastes terrains publics appartenant au gouvernement fédéral, plus précisément à Transports Canada sous bail avec Aéroport de Montréal (ADM), des terrains appartenant à la Ville de Montréal, ainsi que quelques terrains appartenant à des propriétaires privés. Cette délimitation n'engendre aucun changement dans les droits des propriétaires ou les règles d'urbanisme, elle ne confère pas non plus de statut de protection sur ce territoire, mais illustre plutôt la vision de conservation, en plus de permettre à la Ville de soumettre les terrains privés au droit de préemption, pour des achats potentiels futurs. Le présent plan de conservation concerne exclusivement des lots de propriété Ville de Montréal, qui représentent en date de 2026 une superficie approximative de 38 ha (figure 2). Il s'agit donc d'un périmètre opérationnel plus restreint, au sein duquel la Ville exerce ses responsabilités d'aménagement, de gestion écologique et de mise en valeur. Ce parc-nature relève du conseil d'agglomération en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

### Le Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal

En 2009, l'agglomération de Montréal adopte son Répertoire des milieux naturels protégés, afin de confirmer officiellement les sites ayant pour vocation la protection des milieux naturels et le maintien ou le rehaussement de la biodiversité à long terme. Cet outil permet de suivre les superficies de milieux naturels protégés du territoire et d'informer les citoyens et les citoyennes des efforts consentis pour leur conservation. L'inscription au Répertoire engage le ou la gestionnaire de site à planifier et à mettre en œuvre une gestion écologique, notamment sous la forme d'un plan de conservation et de modalités de gestion écologique soumis à l'approbation du Conseil d'agglomération de Montréal. En 2023, le Répertoire devient plus inclusif en reconnaissant la contribution d'une diversité de sites à la protection de la biodiversité. Il est alors renommé « Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal » (Ville de Montréal, 2023a). Les sites peuvent être inscrits dans trois catégories, selon la robustesse de leurs mesures de conservation :

- Catégorie A : les aires protégées;
- Catégorie B : les milieux naturels conservés;
- Catégorie C : les milieux naturels contributifs à la biodiversité.

### Le plan de conservation et les modalités de gestion écologique

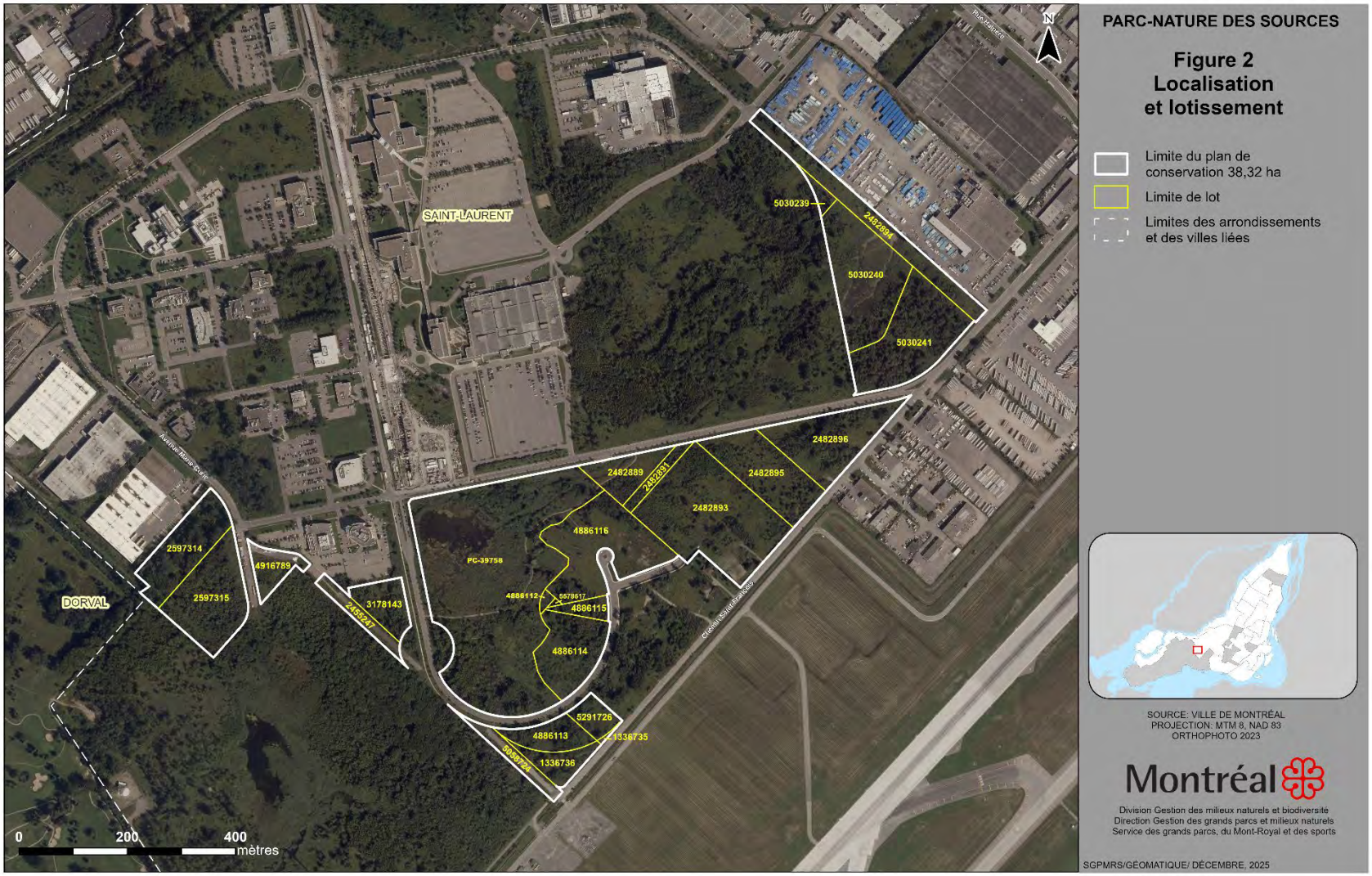
Un plan de conservation est un document qui présente les orientations de conservation et de mise en valeur des milieux naturels d'un site. Il vise à concilier la préservation du patrimoine naturel avec les autres usages. Le plan de conservation sert également de référence pour orienter les interventions et les aménagements, de même que la mise en place d'activités à offrir à la population. Le plan de conservation définit des orientations et des modalités de gestion écologique. Il permet de décrire et de faire connaître le site visé. L'objectif de conservation doit réconcilier l'humain avec la nature, en intégrant la biodiversité dans une perspective de développement durable.

[3] Règlements municipaux RCG 12-004-3

**Tableau 1. Données relatives à l'inscription au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal**

| | |
|---|---|
| **Type d'inscription** | Catégorie B – Milieux naturels conservés |
| **Nomination du site** | Parc-nature des Sources |
| **Nom usuel du site** | Parc-nature des Sources; Technoparc |
| **Superficie** | 38,32 hectares |
| **Gestionnaire** | Ville de Montréal (SGPMRS) |
| **Propriétaire** | Ville de Montréal |
| **Lots** | 2597315 1336736 2482893 2482889<br>2597314 4886115 2455247 2482894<br>2482896 5291726 3178143 PC-39758<br>2482895 5058724 4886116 5030241<br>2482891 4886113 4886112 5578517<br>4916789 1336735 4886114 5030240<br>5030239 |
| **Territoires d'intérêt écologique au Schéma** | Écoterritoire - La coulée verte du ruisseau Bertrand |
| **Grande affectation au Schéma** | Conservation; Industrie[4] |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme et de mobilité** | Conservation |
| **Catégories d'usages au règlement de zonage de l'arrondissement de Saint-Laurent** | Règlement de zonage RCA08-08-0001<br>• usage dominant de type Parc et espace vert (P)<br>• usage dominant de type Industrie (I) |

[4] Dans le cadre du processus de révision du schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, il est prévu que les secteurs actuellement identifiés sous la grande affectation « Industrie » soient reclassés sous la grande affectation « Conservation ».


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 2
Localisation
et lotissement
Limite du plan de conservation 38,32 ha
Limite de lot
Limites des arrondissements et des villes liées
SAINT-LAURENT
DORVAL
5030239
2482894
5030240
5030241
2482896
2482889
2482891
2482895
2482893
4886116
PC-39758
2597314
2597315
4916789
3178143
4886112
5579617
4886115
4886114
5291726
4886113
1336735
1336738
0
200
400
mètres
N
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ DÉCEMBRE, 2025

# 2. Les outils de protection

La conservation des milieux naturels dans le parc-nature des Sources est assujettie à différents cadres réglementaires et les objectifs de protection et de mise en valeur sont définis dans plusieurs plans, stratégies ou politiques.

### L'encadrement fédéral et provincial

La Loi sur les espèces en péril (LEP) (L.C. 2002, ch. 29) et la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (LCOM) (L.C. 1994, ch. 22) sont deux lois fédérales applicables dans le site visé. La LEP vise à désigner des espèces préoccupantes, menacées ou en voie de disparition à l'échelle canadienne et à assurer leur protection par différentes mesures et interdictions. Sur les terres qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, les interdictions prévues par la LEP ne s'appliquent généralement qu'aux espèces aquatiques et espèces d'oiseaux migrateurs inscrites à l'annexe 1 de la Loi (Environnement Canada, 2007). La LCOM vise pour sa part la protection des oiseaux migrateurs, de leurs œufs et de leurs nids, principalement par l'intermédiaire du Règlement sur les oiseaux migrateurs (C.R.C, ch. 1035).

Au Québec, la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, chapitre C-61.1) vient étendre la protection prévue par la LCOM à l'ensemble des espèces fauniques qui se reproduisent à l'état sauvage. Elle interdit, par exemple, de déranger, détruire ou endommager les œufs, le nid ou la tanière d'un animal. La Loi sur la conservation du patrimoine naturel (LCPN) (RLRQ, C-61.01) constitue le principal outil législatif par lequel le Québec répond à ses engagements en matière de conservation des milieux naturels. La LCPN prévoit des mesures de protection du patrimoine naturel et de la biodiversité, notamment par la création d'aires protégées. La Loi sur les espèces menacées et vulnérables (RLRQ, E-12.01) encadre la protection et la gestion des espèces menacées et vulnérables, celles susceptibles d'être désignées ainsi que leurs habitats. Enfin, la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ c Q-2) encadre, notamment, les interventions dans les milieux humides et hydriques en exigeant une autorisation pour toute activité susceptible de les altérer et en appliquant le principe d'éviter, minimiser, compenser. Le Règlement sur l'encadrement des activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE) (Q-2, r.17.1) décrit la procédure à suivre pour les demandes d'autorisation. Le Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (RAMHHS) (Q-2, r.0.1) rassemble des normes de réalisation associées à ces milieux.

Selon le contexte d'intervention et les caractéristiques du site, d'autres lois, règlements ou normes en matière de protection de l'environnement ou de conservation de la biodiversité peuvent également s'appliquer.

### Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

Les grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal reflètent les intentions du Schéma à l'égard de son développement futur, en conférant une vocation particulière à ses différentes parties (Ville de Montréal, 2015). Les milieux naturels visés par le plan de conservation se situent majoritairement dans la grande affectation *Conservation* dans laquelle sont autorisées trois composantes (en plus des composantes *Conservation* et *Parc* permises dans toutes les grandes affectations).

| Grande affectation du territoire | Composantes autorisées |
|---|---|
| **Conservation**<br>Aire réservée à la protection, au rehaussement et à la mise en valeur de la biodiversité ainsi que du patrimoine naturel et paysager, située à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ou en zone agricole permanente. | 1. Installation de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique ou d'interprétation reliée à la nature<br>2. Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive<br>3. Aménagement des milieux naturels visant la gestion écologique et l'amélioration de la biodiversité |

(Extrait du Tableau 2 – Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal du Schéma, p. 107)

« Le territoire de l'agglomération comprend des grands parcs, des parcs locaux ainsi que des aires protégées par des organismes non municipaux qui présentent des éléments d'intérêt écologique, paysager et patrimonial à préserver et à mettre en valeur. La grande affectation « Conservation » vise la protection des écosystèmes sensibles et le rehaussement de la biodiversité, tout en permettant, pour la population, un accès qui favorise l'appréciation des paysages et du patrimoine naturel ainsi que la pratique d'activités récréatives à faible impact. » (Schéma, 3.1 Grandes affectations du territoire et les composantes autorisées). Ces aires, d'une importance exceptionnelle du fait de leur riche biodiversité et de leur rareté en milieu urbain, sont administrées aux fins de conservation et d'éducation. Les aménagements récréatifs sont restreints. Les composantes autorisées sont définies dans le Schéma comme suit :

**Installation de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique ou d'interprétation reliée à la nature**

Activités de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique et d'interprétation qui sont reliées à la nature et qui nécessitent des aménagements mineurs liés à l'accès aux espaces afin de permettre aux personnes d'observer et de faire découvrir le milieu environnant, de pratiquer des activités de recherche ou de prélever des échantillons de sol, d'eau, d'air, de flore ou de faune.

**Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive**

Équipements récréatifs qui nécessitent des aménagements légers, et leurs bâtiments accessoires, utilisés pour les activités récréatives extensives, pratiquées généralement à l'extérieur. Les aménagements et équipements génèrent peu d'impacts sur le milieu environnant. Il s'agit notamment d'un chalet d'accueil ou d'un centre d'interprétation, d'un poste d'observation, d'un belvédère, d'un kiosque, d'une voie de promenade, d'une piste de randonnée pédestre ou cyclable, d'une aire de détente, d'une aire de jeu, d'une aire de pique-nique, d'un bâtiment de service et d'une cour d'entreposage pour les besoins d'entretien du site ainsi que d'un stationnement et de ses voies d'accès.

**Aménagement des milieux naturels visant la gestion écologique et l'amélioration de la biodiversité**

Activités qui concernent le reboisement, l'entretien, l'abattage d'arbres affaiblis, morts ou endommagés par les intempéries, le feu, les insectes ravageurs ou les organismes pathogènes, le contrôle des espèces végétales envahissantes et nuisibles, le blocage de succession végétale, la plantation d'espèces végétales, la stabilisation des berges, la création d'habitats fauniques, l'installation de nichoirs, perchoirs et mangeoires, de même que des travaux d'urgence à des fins de sécurité publique.

Par ailleurs, le document complémentaire du Schéma délimite les écoterritoires, dont l'objectif général est d'assurer la protection des milieux naturels d'intérêt par leur prise en compte dans la planification des projets de développement. Au sein des écoterritoires, les terrains appartenant à la Ville sont considérés

comme des équipements collectifs et ne peuvent être aliénés sans une autorisation préalable du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Le parc-nature des Sources se situe dans l'écoterritoire La coulée verte du ruisseau Bertrand (figure 3), dont les objectifs de conservation et d'aménagement[5] sont :

- Assurer une alimentation en eau adéquate en quantité et en qualité au ruisseau Bertrand, notamment en redirigeant les eaux de drainage des terrains du Technoparc Montréal
- Recréer un écosystème riverain aux abords du ruisseau Bertrand, entre les terrains de l'aéroport et le parc-nature du Bois-de-Liesse
- Consolider les limites des trois parcs-nature en incluant les milieux naturels d'intérêt écologique
- Prévoir un lien vert entre l'écoterritoire et le lac Saint-Louis
- Élaborer et mettre en œuvre un plan de protection et de mise en valeur du parc-nature des Sources
- Favoriser l'aménagement de liens pédestres et cyclables afin de relier les différents secteurs de l'écoterritoire aux quartiers environnants.

### Le Plan régional des milieux humides et hydriques de l'agglomération de Montréal

À la suite de l'adoption de la Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques par l'Assemblée nationale du Québec le 16 juin 2017, les MRC ou agglomérations se sont vues confier la réalisation d'un Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH). L'objectif du PRMHH est d'amorcer une réflexion en amont du développement territorial, dès l'étape de la planification, afin de permettre d'orienter suffisamment tôt les décisions en matière de conservation et d'utilisation durable des milieux humides et hydriques.

Le PRMHH de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2024a) cible des milieux humides à conserver[6] dans les limites du présent plan de conservation sur lesquels on applique une zone tampon de 30 mètres. Le règlement modifiant le Schéma pour protéger les milieux humides (RCG 14-029-7), selon les orientations du PRMHH, est entré en vigueur le 16 janvier 2026. La concordance avec la réglementation d'urbanisme du territoire concerné est achevée et est en vigueur depuis le 10 octobre 2025 (RCA08-08-0001-174).

[5] Schéma, Annexe III - Objectifs de conservation et d'aménagement des écoterritoires

[6] Cartographie interactive du Règlement de contrôle intérimaire 24-008



Milieu humide au parc-nature des Sources (crédit Ville de Montréal)

## Le Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal

Le Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) 2050, adopté en juin 2025, constitue la feuille de route stratégique qui guidera le développement urbain, la mobilité, l'aménagement du territoire et la transition écologique de Montréal pour les 25 prochaines années (Ville de Montréal, 2025a). Le PUM regroupe les orientations de portée générale applicables à l'ensemble du territoire, dont celle visant *à Accroître la place de la nature et de la biodiversité urbaine* (Chapitre 2 – Orientation 8).

**Extrait du Plan d'urbanisme et de mobilité**

Pour accroître la place de la nature et de la biodiversité en ville, Montréal doit tout mettre en œuvre pour assurer la conservation à long terme des bois, des friches et des milieux humides et hydriques. Ceux-ci se situent dans les grands parcs, comme les parcs-nature, dans d'autres parcs municipaux, sur des terrains protégés par les gouvernements et divers organismes, ainsi que sur des terrains privés. Des efforts notables ont été consentis pour protéger le plus de superficies possible depuis les dernières années et ces efforts se poursuivront dans le futur. Montréal cherche des solutions innovantes et adaptées à son contexte urbain en vue de s'assurer que les milieux naturels et les autres espaces contributifs à la biodiversité jouent pleinement, et de façon pérenne, leurs rôles d'infrastructures naturelles.

Les milieux naturels ciblés par le plan de conservation sont situés dans une affectation du sol de type *Conservation*, soit une aire d'affectation réservée à la protection, au rehaussement et à la mise en valeur de la biodiversité ainsi que du patrimoine naturel et paysager. Un programme particulier d'urbanisme (PPU) s'applique également au secteur du Technoparc Montréal. Ce PPU propose une requalification

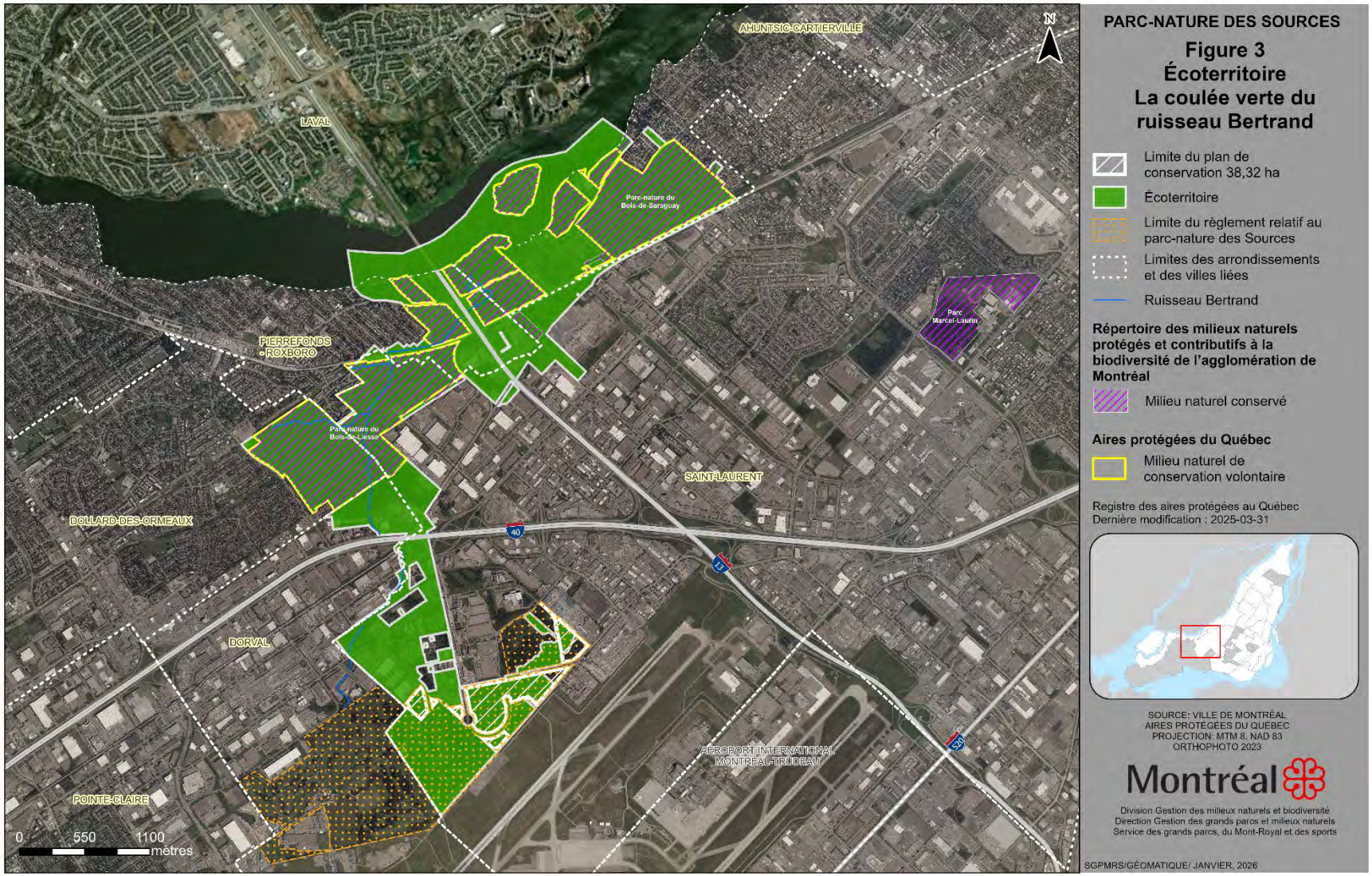
majeure du secteur en un TOD (*transit-oriented development*) d'affaires durable, articulée autour de la station REM Marie-Curie et d'un environnement bâti plus dense, mixte et accessible. Au cœur de cette vision, les milieux naturels jouent un rôle structurant. Le PPU mise ainsi sur la protection, la consolidation et la mise en valeur du parc-nature des Sources et des espaces naturels d'intérêts environnants.

### Le Règlement de zonage de l'arrondissement de Saint-Laurent

Selon la règle de conformité établie par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), les règlements d'urbanisme doivent se conformer au PUM. Le zonage est le principal instrument réglementaire de mise en œuvre du PUM. Il détermine la vocation des différentes zones du territoire afin d'y contrôler l'usage des terrains et des bâtiments ainsi que l'implantation, la forme et l'apparence des constructions. Le parc-nature des Sources se situe dans des zones dont les usages dominants sont de type *Parc et espace vert (P)* et *Industrie (I)* du règlement de zonage de l'arrondissement Saint-Laurent (RCA08-08-0001). Le détail des usages autorisés dans ces catégories est présenté à l'annexe 1.

### La certification ISO 14001 Territoire

Le Service de développement économique (SDÉ) a obtenu la certification «ISO 14001 Territoire» pour le site du Technoparc. Cette certification a pour but de transformer le Technoparc en modèle d'implantation de développement et de gestion durable des parcs d'affaires montréalais. La certification passe par la mise en place d'un Système de Management Environnemental (SME), qui prévoit notamment une vigie au niveau des impacts environnementaux générés et de la gestion du parc d'affaires en collaboration avec les acteurs impliqués. Le site visé par le présent plan de conservation fait partie du territoire couvert par cette certification.


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 3
Écoterritoire
La coulée verte du ruisseau Bertrand
Limite du plan de conservation 38,32 ha
Écoterritoire
Limite du règlement relatif au parc-nature des Sources
Limites des arrondissements et des villes liées
Ruisseau Bertrand
Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal
Milieu naturel conservé
Aires protégées du Québec
Milieu naturel de conservation volontaire
Registre des aires protégées au Québec
Dernière modification : 2025-03-31
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
AIRES PROTÉGÉES DU QUÉBEC
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ JANVIER, 2026
AHUNTSIC-CARTIERVILLE
LAVAL
PIERREFONDS-ROXBORO
DOLLARD-DES-ORMEAUX
DORVAL
POINTE-CLAIRE
SAINT-LAURENT
AÉROPORT INTERNATIONAL MONTRÉAL-TRUDEAU
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc Marcel-Laurin
0 550 1100 mètres
N

# 3. L’historique

Le parc-nature des Sources, situé dans le secteur du Technoparc à Saint-Laurent, s’inscrit au sein de l’écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand, identifié par la Ville de Montréal (2004a) comme un secteur prioritaire pour la protection du réseau écologique. Ce territoire, historiquement voué à l’agriculture jusqu’aux années 1970, est demeuré vacant avant d’être réservé pour le développement du Technoparc dans les années 1980 (Groupe IBI/DAA, 2001; Ville de Montréal, 2023b). L’implantation du parc scientifique a entraîné des modifications du relief et une diminution de la superficie des milieux humides, ce qui a rapidement suscité des préoccupations quant à la nécessité de préserver les écosystèmes résiduels.

En février 2012, l’adoption d’un règlement établissant la dénomination du parc-nature des Sources (RCG 12-004) témoigne de la volonté de la Ville de préserver et de mettre en valeur ce secteur de grand intérêt écologique, regroupant un complexe de milieux humides, des ruisseaux, des massifs forestiers et des friches. La délimitation réglementaire[7] inclut alors deux territoires voisins et distincts : les terrains de l’Éco-campus Hubert Reeves du Technoparc Montréal (secteur est) et les terrains de l’aéroport Montréal-Trudeau (ADM) (secteur ouest). La gouvernance reposait sur une collaboration entre la Ville de Montréal et Transports Canada, propriétaire d’une partie des terrains fédéraux sous bail avec Aéroports de Montréal (ADM).




Plan d’ensemble de l’Éco-campus Hubert-Reeves (Technoparc Montreal, 2014). Le grand marais illustré sur cette image représente le marais aux Hérons.

[7] Voir la section « 1. Mise en contexte » pour la distinction entre la limite règlementaire du parc-nature des Sources (229 ha), qui inclut des terrains publics et privés, et le parc-nature des Sources sous la gestion de la Ville de Montréal (38 ha).

Au fil des ans, des interventions ont été réalisées pour restaurer et mettre en valeur les milieux naturels du secteur, notamment l'aménagement d'un sentier près du marais aux Hérons. Ce dernier, appelé parfois sentier-digue, visait la construction d'un ouvrage permettant de régulariser le niveau du marais et la connexion du réseau hydrographique avec le ruisseau Bertrand. Cet aménagement faisait partie du concept d'origine de l'Éco-campus Hubert-Reeves, qui prévoyait la création de centres de recherche et d'entreprises dédiés au développement des technologies propres au sein du Technoparc. Dans ses mandats de 100 jours, l'administration Plante-Olivier décide d'augmenter la superficie protégée des milieux naturels du sud du Technoparc et de réorienter sa vision du secteur.

Depuis 2022, la Ville a accordé une affectation de conservation à de nombreux hectares supplémentaires dans différents secteurs périphériques du territoire initial. Le règlement de délimitation a été modifié portant la superficie totale du parc-nature des Sources à 229 hectares, incluant des terrains fédéraux et privés. Cette expansion marque un jalon majeur pour la conservation de la biodiversité urbaine, bien que la mise en œuvre complète de la protection nécessite encore des ententes et des acquisitions.

Aujourd'hui, le parc-nature des Sources illustre la conciliation entre développement économique et préservation écologique. Il forme un noyau de conservation stratégique au sein du pôle des Sources de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand, offrant des habitats diversifiés (bois, friches, milieux humides et hydriques) et contribuant à la résilience climatique de Montréal. Sa trame verte et bleue constitue un élément central du Technoparc et conditionne les orientations futures d'aménagement, dans une perspective de connectivité écologique et de transition écologique (Ville de Montréal, 2023c).

# 4. La situation géographique

Le parc-nature des Sources est localisé dans l'arrondissement de Saint-Laurent, au sud-ouest de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand. Il occupe une position stratégique à proximité immédiate de l'aéroport international Montréal-Trudeau et à l'intérieur du périmètre du Technoparc, dans le pôle des Sources. Il est desservi par deux axes autoroutiers majeurs, soient les autoroutes 13 (nord-sud) et 40 (est-ouest). Ce secteur constitue un des cinq pôles de conservation identifiés par le plan concept de l'écoterritoire adopté par le conseil d'agglomération en 2015 (figure 4). Le parc-nature est accessible par le boulevard Alfred-Nobel et se trouve à l'interface de zones industrielles et de milieux naturels.

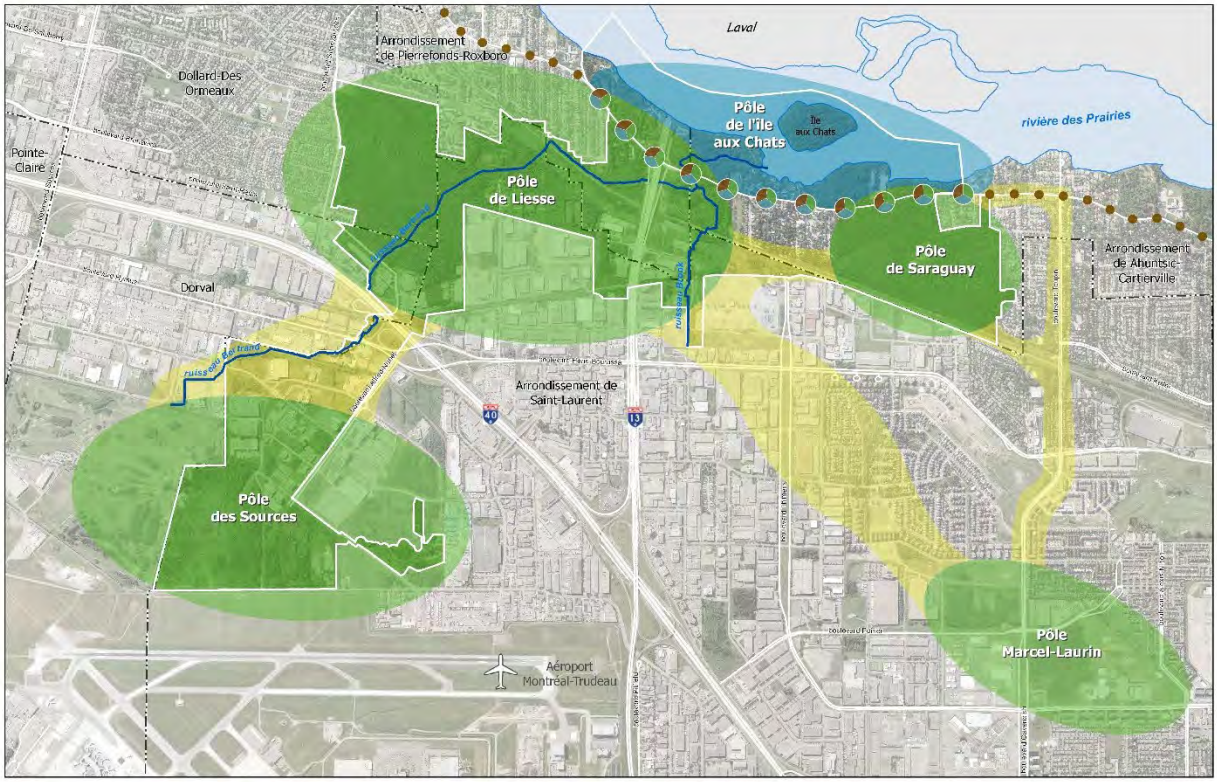



Figure 4. Plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand (Ville de Montréal, 2014)

### La connectivité écologique

La connectivité écologique est le mouvement sans entrave de la faune et de la flore et des processus naturels qui soutiennent le bon fonctionnement des écosystèmes. Des milieux naturels interconnectés aux échelles régionale et locale assurent la survie des espèces animales et végétales, maintiennent les bénéfices pour la collectivité et renforcent la résilience face aux changements climatiques. La connectivité écologique du parc-nature des Sources repose sur la continuité des corridors écologiques qui relient le pôle des Sources aux autres pôles de l'écoterritoire, tels que le pôle de Liesse et de Saraguay, qui regroupent deux parcs-nature désignés comme aires protégées par le gouvernement du Québec.

Cette connectivité est renforcée par la présence de friches et de milieux humides qui assurent des zones de transition favorables aux déplacements de la faune et à la dispersion des espèces végétales. Le maintien et l'amélioration de ces liens écologiques constituent un enjeu central pour la Ville de Montréal, afin de

garantir la résilience des écosystèmes et la pérennité des services écologiques dans un contexte de forte pression urbaine. Les infrastructures autoroutières d'envergure constituent des barrières physiques pour le déplacement au sein de l'écoterritoire. La voie ferrée désaffectée qui ceinture le Technoparc contribue cependant à améliorer la connectivité, à tout le moins pour certains animaux terrestres. Cette infrastructure pourrait être mise à profit pour planifier des aménagements facilitant le déplacement de la faune.

Sur le plan écologique, le parc-nature des Sources représente un noyau majeur de conservation au sein du vaste ensemble de milieux naturels qui forme le pôle des Sources. Certaines propriétés situées en périphérie du territoire visé par le plan de conservation offrent des habitats critiques pour des espèces floristiques et fauniques en situation précaire, dont le petit blongios (*Ixobrychus exilis)* et le papillon monarque (*Danaus plexippus*). La plupart des occurrences d'espèces en situation précaire du pôle des Sources proviennent des lots appartenant à Transports Canada. Les bois matures que l'on y retrouve abritent une flore printanière variée; on peut observer notamment des espèces désignées vulnérables à la récolte, comme la matteuccie fougère-à-l'autruche d'Amérique (*Matteuccia pensylvanica*) et le trille blanc (*Trillium grandiflorum*) (GREBE, 2021). Le grand marais situé sur les terrains de l'aéroport Montréal-Trudeau (ADM) constitue un habitat de qualité pour certaines espèces de poissons et sert d'aire d'alimentation et de repos pour la sauvagine (Groupe BC2, 2015). La grande étendue et la variété des milieux naturels du pôle des Sources contribuent à l'importante diversité faunique. Ce secteur est bien connu des ornithologues qui y ont recensé plus de 200 espèces d'oiseaux, ce qui en fait un des sites les plus prisés pour l'observation d'oiseaux à Montréal (Ville de Montréal, 2023b).

# 5. Les espaces à prédominance naturelle

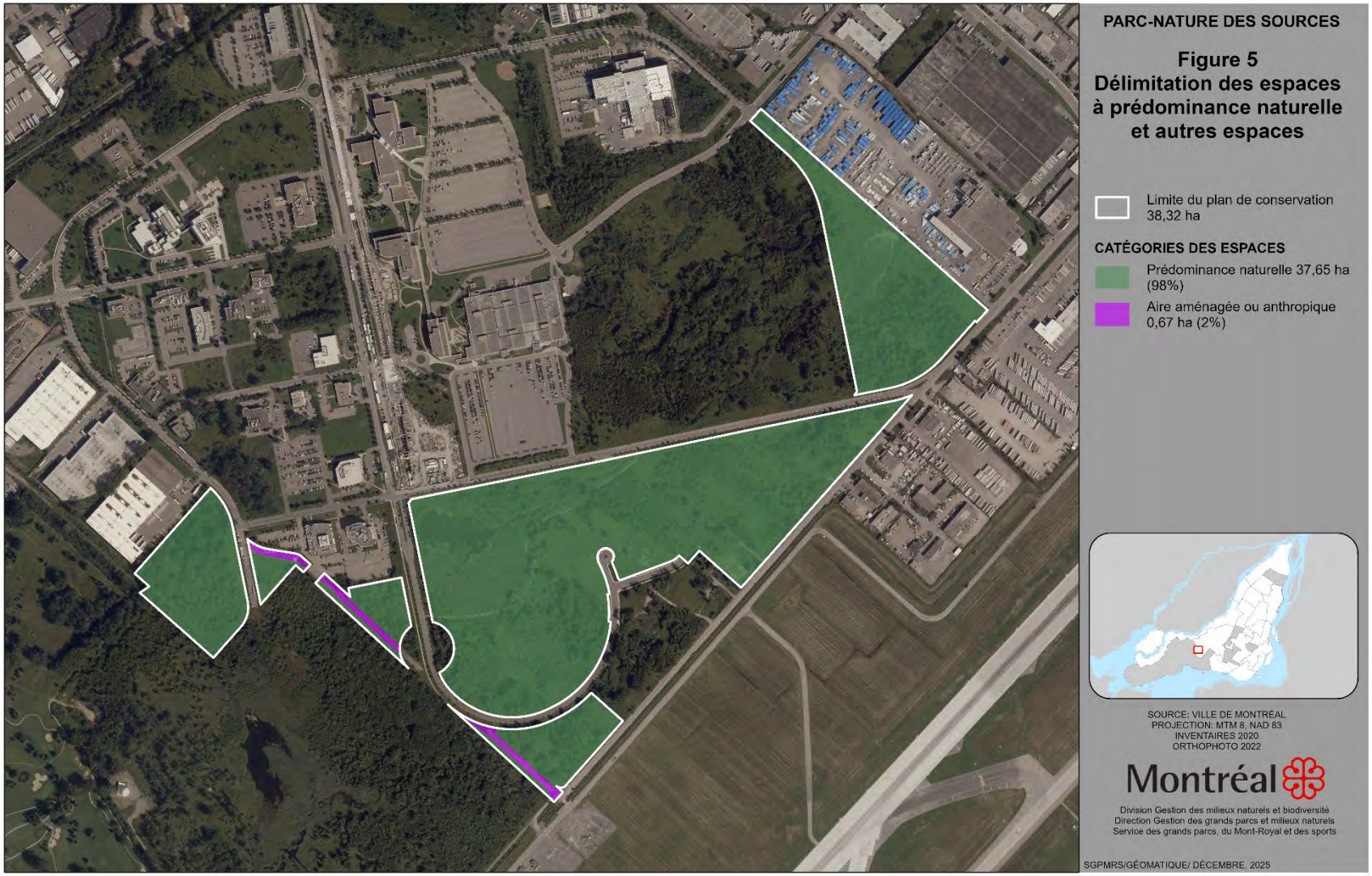
L'inscription de sites au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal est encadrée par des lignes directrices révisées et adoptées par le Conseil d'agglomération en 2023 (Ville de Montréal, 2023a). Les sites sont classés en trois catégories selon différents critères de gestion écologique et d'encadrement des usages (A, B ou C).

Le parc-nature des Sources correspond à la catégorie B du Répertoire (milieux naturels conservés). Un site inscrit dans cette catégorie doit compter au moins 75 % de sa superficie en espaces à prédominance naturelle sur lesquels sera appliquée une gestion écologique destinée à protéger, à maintenir et/ou à rehausser la biodiversité (voir la section 8 pour les modalités de gestion écologique). La surface restante, des surfaces perméables ou des espaces de services et d'usages connexes, doit faire l'objet d'une utilisation compatible avec la vocation primaire du site, conformément aux orientations internationales en matière de gestion des aires protégées (Dudley, 2008).

Les espaces à prédominance naturelle comprennent les milieux naturels, tels que définis dans le Plan nature et sports (Ville de Montréal, 2021), mais également les milieux perméables et autres espaces qui servent à soutenir la vocation du site. Pour le parc-nature des Sources, 38,32 hectares, soit 98 % de la superficie totale des milieux visés par le plan de conservation, constituent des espaces à prédominance naturelle. La figure 5 indique la délimitation des espaces à prédominance naturelle compris à l'intérieur du site pour lequel le ou la responsable s'engage à respecter le principe d'aucune perte nette d'habitat, en référence aux principes des lignes directrices du Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal.

**Tableau 2. Superficies des zones à prédominance naturelle et autres espaces**

| Catégorie des zones | Superficie Longueur | Proportion |
|---|---|---|
| Zone à prédominance naturelle | 37,65 ha | 98 % |
| Aire anthropique ou aménagée | 0,67 ha | 2 % |
| Longueur de sentiers officiels | 0,57 km | s.o. |
| **Superficie totale** | **38,32 ha** | **100 %** |


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 5
Délimitation des espaces à prédominance naturelle et autres espaces
Limite du plan de conservation 38,32 ha
CATÉGORIES DES ESPACES
Prédominance naturelle 37,65 ha (98%)
Aire aménagée ou anthropique 0,67 ha (2%)
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
INVENTAIRES 2020
ORTHOPHOTO 2022
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ DÉCEMBRE, 2025

# 6. Les objectifs de conservation

En 1993, la Division des parcs régionaux de la Communauté urbaine de Montréal procédait à l'élaboration d'un programme de gestion des écosystèmes et des paysages à partir, entre autres, des études effectuées dans les années 1980 dans le but d'orienter les décisions futures pour assurer le développement viable des parcs régionaux et la conservation de leur patrimoine. Depuis 1996, la gestion des milieux naturels dans les grands parcs s'effectue selon les orientations mises de l'avant dans ce programme qui fournit les bases conceptuelles, les méthodologies et les outils. La gestion des écosystèmes permet un équilibre entre le fait de donner l'accès à la population à un milieu naturel d'intérêt, pour qu'elle puisse profiter des nombreux avantages qu'il offre, et le fait de préserver l'intégrité écologique et les ressources qui le composent.

Les objectifs de conservation et de gestion des écosystèmes du réseau grands parcs sont conformes à ceux énoncés par la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de la Ville de Montréal (Ville de Montréal, 2004a) et par le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2015) :

- Recenser et reconnaître le patrimoine naturel du parc;
- Assurer la protection et la mise en valeur de ce patrimoine naturel;
- Maintenir et augmenter la biodiversité végétale et animale;
- Détecter sur le terrain les modifications aux ressources biophysiques;
- Apporter des solutions concrètes aux conséquences des perturbations humaines et naturelles sur la valeur écologique des milieux;
- Sensibiliser le public par la mise en place de pratiques environnementales saines.

# 7. La description du milieu naturel

Le milieu naturel du parc-nature des Sources est décrit à partir de différents éléments, qui sont ici le milieu abiotique (7.1), le milieu biotique (7.2), l'évaluation écologique des milieux (7.3) et l'appréciation des services écosystémiques (7.4).

## 7.1 Le milieu abiotique

Le milieu abiotique correspond à la partie non vivante du milieu naturel et sa description brosse un portrait général des différents éléments du parc.

### Le relief

Le parc-nature des Sources est caractérisé par un relief relativement plat. La carte topographique[8] indique une altitude moyenne d'environ 32 mètres, avec très peu de dénivellation. Le territoire est ponctué de petites élévations et de dépressions.

### La géologie

Le parc est situé dans la province naturelle des basses-terres du Saint-Laurent, une vaste plaine qui suit le cours du fleuve Saint-Laurent entre les reliefs appalachiens au sud-est et le massif laurentien au nord-ouest. Cette province naturelle repose sur une plate-forme de roches sédimentaires comblée par des dépôts marins (mer de Champlain), des dépôts glaciaires et des tourbières (MELCCFP, 2026). Le parc se situe dans la zone géologique de la formation de Tétreauville qui est constituée de calcaire alternant avec des lits de shales (MERN, 2026).

### Le drainage

Le drainage est variable, généralement imparfait, et influence la composition des habitats et des communautés végétales du parc. Quelques fossés de drainage et de rue sont présents sur le site.

### L'hydrologie

Le site présente un réseau hydrologique complexe, composé de milieux humides interconnectés et de cours d'eau non nommés qui jouent un rôle essentiel dans la gestion naturelle des eaux, bien que leurs fonctions aient été fortement perturbées par l'implantation du Technoparc dans les années 1980-1990. Depuis, plusieurs plans de gestion ont été élaborés pour remédier à ces enjeux, menant notamment à des travaux majeurs en 2016, dont le sentier du marais aux Hérons visant à stabiliser les niveaux d'eau, restaurer des habitats et reconnecter le réseau hydrographique au ruisseau Bertrand. Aujourd'hui, une réflexion est engagée afin de rétablir les connexions hydriques et fauniques, d'optimiser la gestion des eaux pluviales liées aux projets de développement et d'assurer la pérennité des milieux humides du secteur.

[8] Forêt ouverte

### Les sols

Le site est majoritairement composé de sols argileux et de dépôts de tills[9]. La granulométrie varie du loam au loam sableux, au loam argileux et jusqu'à l'argile.

## 7.2 Le milieu biotique

Le milieu biotique correspond à la partie vivante du milieu naturel. Avec ses friches, ses bois et ses milieux humides, le parc-nature des Sources présente une variété d'écosystèmes et d'habitats favorisant la diversité floristique et faunique en milieu urbain. Ce chapitre s'appuie notamment sur les audits écologiques (inventaires) réalisés en 2019 et 2020 dans le parc-nature des Sources.

### La flore

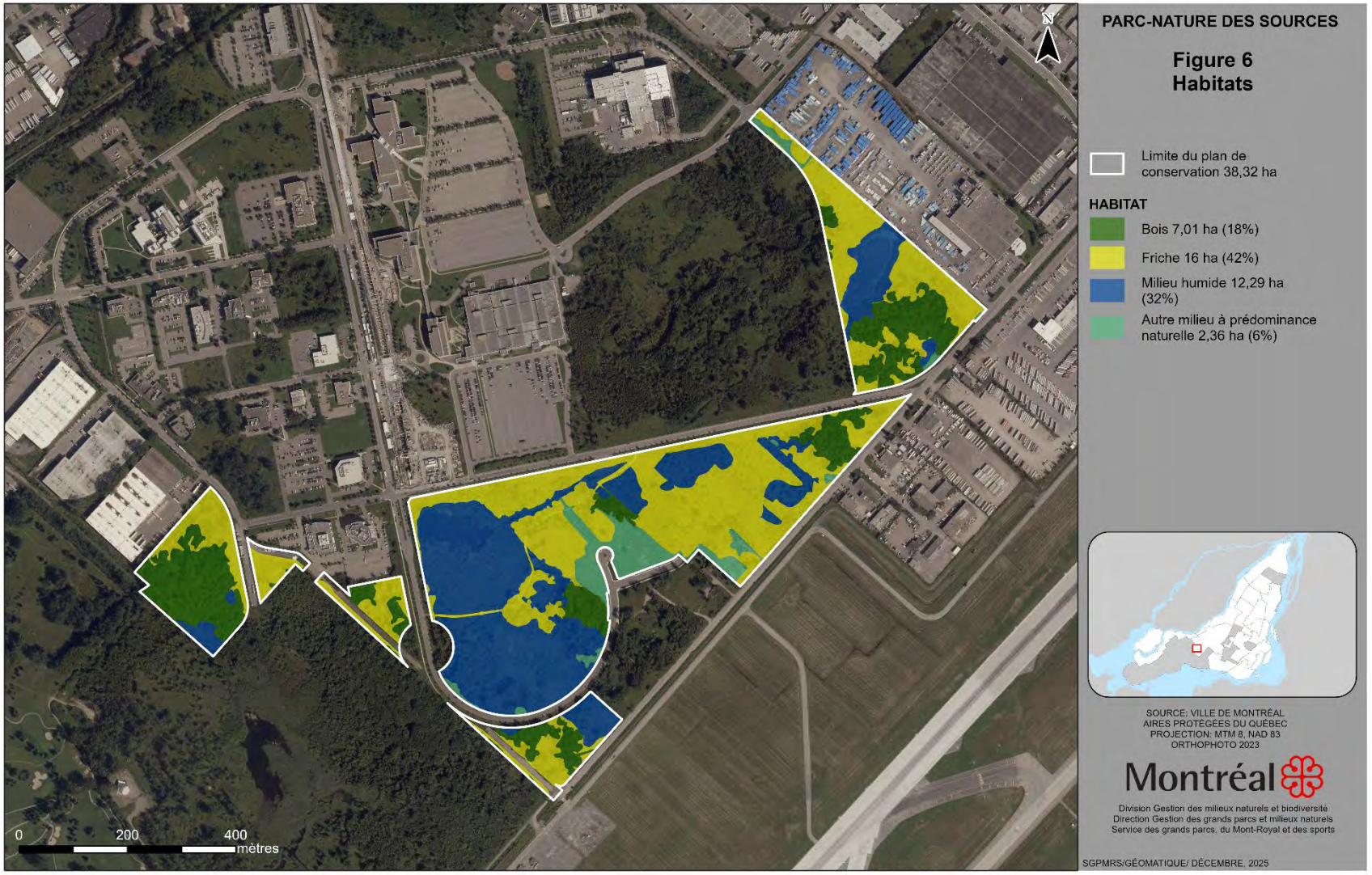
Les connaissances sur la végétation proviennent principalement de deux inventaires réalisés sur le terrain en 2020 dans le cadre du programme de gestion des écosystèmes (Groupe Hémisphères, 2020; GREBE, 2021). Ces inventaires ne couvrent cependant pas l'ensemble du territoire visé par le plan de conservation. Ainsi, les données provenant de la cartographie des milieux naturels de l'agglomération de Montréal[10] ont été utilisées pour illustrer les grands types d'habitat présents sur le territoire, soit les bois, les friches et les milieux humides (tableau 3 et figure 6). Ces délimitations sont le résultat, entre autres, d'une analyse de photos aériennes et de relevés LiDAR et servent principalement à la représentation et au suivi général. Comme les méthodologies d'inventaire au terrain et de cartographie des milieux naturels sont différentes, il est normal que l'information présentée aux figures 6 et 7 diffère. La caractérisation complète du territoire lors des prochains inventaires de la végétation viendra préciser ces délimitations.

**Tableau 3. Types d'habitats**

| Types d'habitats | Superficie (ha) | Proportion (%) |
|---|---|---|
| Bois | 7,01 | 18 % |
| Friche | 16,0 | 42 % |
| Milieu humide | 12,29 | 32 % |
| Autre milieu à prédominance naturelle | 2,36 | 6 % |
| **Total** | **37,65** | **98 %** |

[9] Info-Sols

[10] Environnement, ressources naturelles et énergie - Catégories - Site web des données ouvertes de la Ville de Montréal

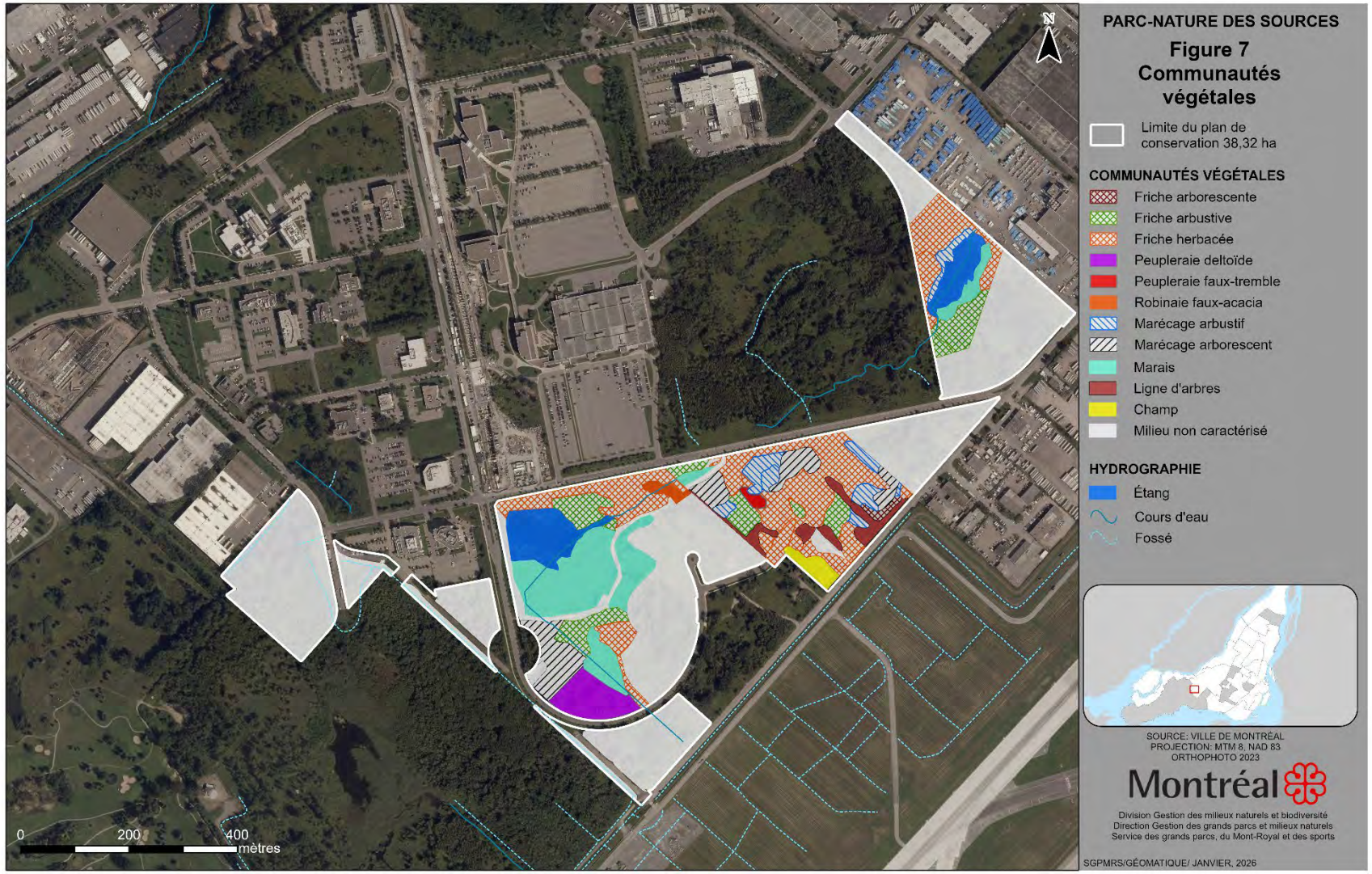

PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 6
Habitats
Limite du plan de conservation 38,32 ha
HABITAT
Bois 7,01 ha (18%)
Friche 16 ha (42%)
Milieu humide 12,29 ha (32%)
Autre milieu à prédominance naturelle 2,36 ha (6%)
0
200
400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
AIRES PROTÉGÉES DU QUÉBEC
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ DÉCEMBRE, 2025

Au total, les inventaires ont permis de répertorier 133 espèces végétales (tableau 4 et annexe 2). Aucune espèce en situation précaire n'a été recensée à l'intérieur des limites du parc-nature des Sources. Le potentiel de présence d'espèces floristiques en situation précaire est relativement faible dans le secteur, puisque la majorité des milieux sont formés de communautés de début de succession, souvent issues de champs agricoles abandonnés.

Du côté des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE), on note la présence de 16 espèces, dont six sont jugées prioritaires par le SGPMRS, soit l'alliaire officinale (*Alliaria petiolata*), le nerprun bourdaine (*Frangula alnus*), le nerprun cathartique (*Rhamnus cathartica*), le robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), le roseau commun (*Phragmites australis*) et l'hydrocharide grenouillette (*Hydrocharis morsus-ranae*).

**Tableau 4. Richesse des espèces végétales**

| Type de flore | Nombre d'espèces |
|---|---|
| Espèces végétales totales | 133 |
| *Arbres* | 14 |
| *Arbustes* | 21 |
| *Plantes herbacées, graminées, fougères* | 98 |
| Espèce végétale en situation précaire | 0 |
| Espèces végétales exotiques envahissantes | 16 |


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 7
Communautés végétales
Limite du plan de conservation 38,32 ha
COMMUNAUTÉS VÉGÉTALES
Friche arborescente
Friche arbustive
Friche herbacée
Peupleraie deltoïde
Peupleraie faux-tremble
Robinaie faux-acacia
Marécage arbustif
Marécage arborescent
Marais
Ligne d'arbres
Champ
Milieu non caractérisé
HYDROGRAPHIE
Étang
Cours d'eau
Fossé
0
200
400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ JANVIER, 2026

## La faune

Le parc-nature des Sources possède une avifaune diversifiée avec 71 espèces répertoriées (annexe 3). Les nombreux milieux humides et hydriques qu'on y retrouve sont favorables à la présence d'oiseaux aquatiques, tels que le canard colvert (*Anas platyrhynchos*) et le grand héron (*Ardea herodias*). De nombreux nids de bernache du Canada (*Branta canadensis*) ont été observés lors de l'inventaire dans le secteur du marais aux Hérons. Bien que l'on retrouve de nombreuses espèces d'intérêt, le pioui de l'est (*Contopus virens*) est la seule espèce en situation précaire identifiée sur le territoire du plan de conservation (St-Georges, 2021). La prépondérance des milieux ouverts contribue également à la diversité des oiseaux de proie qui y sont observés, hiver comme été.

Par ailleurs, les données eBird[11] viennent compléter ce portrait avec l'observation de 109 autres espèces, dont 15 espèces en situation précaire supplémentaires[12], et 37 espèces d'intérêt à l'échelle de l'agglomération observées de façon régulière par les amateurs d'ornithologie au cours de la période 2002-2021 dans le pôle des Sources (Desrochers, 2022). Au total, ce sont donc 180 espèces qui ont été observées dans le pôle des Sources, incluant des espèces rares. Sur une base annuelle, les espèces les plus fréquemment observées sont le cardinal rouge (*Cardinalis cardinalis*), la mésange à tête noire (*Poecile atricapillus*), le pic mineur (*Picoides pubescens*), le merle d'Amérique (*Turdus migratorius*) et le chardonneret jaune (*Spinus tristis*). Certaines espèces se démarquent: le grand-duc d'Amérique (*Bubo virginianus*), le moucherolle des saules (*Empidonax traillii*) et le héron vert (*Butorides virescens*) sont au moins cinq fois plus abondants dans le pôle de Sources que sur le territoire de la CMM.



Le grand pic, une espèce d'intérêt pour la conservation (crédit Denis Fournier)

[11] eBird est une base de données en ligne fournissant des informations en temps réel sur l'abondance et la distribution des oiseaux. C'est un outil de science participative permettant de compléter les connaissances scientifiques sur les populations aviaires. https://ebird.org/qc/home

[12] Aigle royal (*Aquila chrysaetos*), Engoulevent d'Amérique (*Chordeiles minor*), Goglu des prés (*Dolichonyx oryzivorus*), Grive des bois (*Hylocichla mustelina*), Gros-bec errant (*Coccothraustes vespertinus*), Hibou des marais (*Asio flammeus*), Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*), Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*), Martinet ramoneur (*Chaetura pelagica*), Moucherolle à côtés olive (*Contopus cooperi*), Paruline du Canada (*Cardellina canadensis*), Petit blongios (*Ixobrychus exilis*), Pygargue à tête blanche (*Haliaeetus leucocephalus*), Quiscale rouilleux (*Euphagus carolinus*), Sturnelle des prés (*Sturnella magna*).

Du côté de l'herpétofaune, trois espèces ont été répertoriées dans le parc-nature des Sources lors du dernier inventaire (Galois et Ouellet, 2021), soit deux amphibiens et un reptile. Les espèces d'amphibiens sont la grenouille léopard du Nord (*Lithobates pipiens*) et la salamandre à points bleus (*Ambystoma laterale*). La couleuvre rayée de l'Est (*Thamnophis sirtalis sirtalis*) est le seul reptile observé lors de l'inventaire. La tortue serpentine (*Chelydra serpentina*) vient compléter ce portrait, l'espèce ayant été observée par des membres de l'organisme Technoparc Oiseaux en 2025. La tortue serpentine est une espèce en situation préoccupante inscrite à l'annexe 1 de la *Loi sur les espèces en péril* (LEP – loi fédérale), elle ne possède toutefois pas de statut particulier au Québec.



Grenouille léopard du Nord (crédit Antonio Rizi)

L'inventaire des chiroptères effectué dans le cadre des audits écologiques confirme la présence de trois des huit espèces de chauve-souris potentiellement présentes dans la région de Montréal, dont deux sont en situation précaire. L'espèce la plus active lors de l'inventaire était la grande chauve-souris brune (*Eptesicus fuscus)*, suivie de la chauve-souris argentée (*Lasionycteris noctivagans*) et de la chauve-souris cendrée (*Lasiurus cinereus*) (GREBE, 2020). Il est également possible d'observer au parc-nature des Sources certains autres mammifères typiques de Montréal : le castor (*Castor canadensis*), le lapin à queue blanche (*Sylvilagus floridanus*), l'écureuil gris (*Sciurus carolinensis*), le raton laveur (*Procyon lotor*), le renard roux (*Vulpes vulpes*), le coyote (*Canis latrans*), la marmotte commune (*Marmota monax*), le rat musqué (*Ondatra zibethicus*), le campagnol (*Microtus sp.*), la musaraigne et la mouffette (*Mephitis mephitis*). La densité de lapins à queue blanche semble très élevée, ce qui pourrait expliquer en partie l'attrait du site pour les oiseaux de proie.

**Tableau 5. Richesse des espèces fauniques**

| Groupe faunique | Nombre total d'espèces | Nombre d'espèces en situation précaire |
|---|---|---|
| Avifaune | 71 | 1 |
| Amphibiens | 2 | 0 |
| Reptiles | 2 | 1 |
| Chiroptères | 3 | 2 |
| Autres mammifères | 11 | 0 |

## 7.3 L'évaluation écologique des milieux naturels

Le Programme de gestion des écosystèmes de la Ville de Montréal prévoit l'évaluation écologique des milieux naturels d'un site à partir de la synthèse de l'information récoltée sur la composition des écosystèmes lors des inventaires. Ces inventaires écologiques sont donc utilisés pour caractériser les milieux naturels, évaluer leur valeur de conservation et identifier les menaces à la biodiversité.

Les valeurs de conservation visent à identifier les secteurs les plus précieux du point de vue de la conservation. Combinés aux autres éléments d'intérêt écologique ou menaces présentes sur le site, ces intrants sont à la base de la planification et des prescriptions d'aménagement, d'interventions et de gestion écologique des milieux naturels du parc.

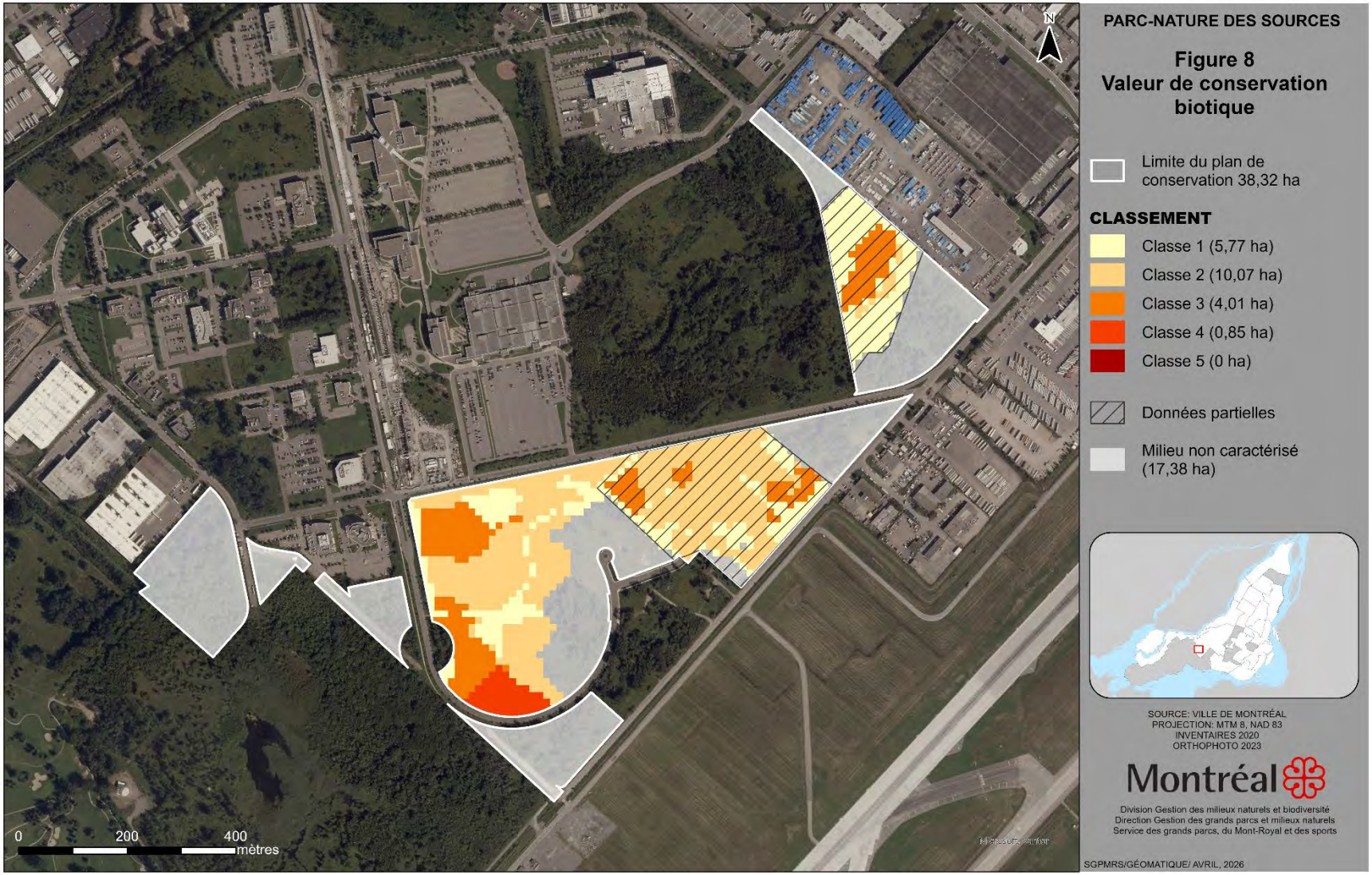
La figure 8 présente la valeur de conservation biotique du site, soit la fusion des valeurs de conservation floristique et faunique (annexes 4 et 5) à parts égales, qui permet une appréciation globale des secteurs les plus précieux du point de vue de la biodiversité. La classe 5 représente la valeur biotique la plus élevée (voir annexe 4 pour le détail des calculs).

En plus des valeurs de conservation, une évaluation des autres composantes écologiques (ex. éléments sensibles soumis à la réglementation environnementale, comme des nids de rapaces ou des habitats fauniques désignés par le MELCCFP; menaces à l'intégrité comme des espèces végétales exotiques envahissantes ou du broutage excessif; caractéristiques physiques du milieu) est nécessaire pour obtenir une appréciation globale du site et permettre une gestion efficiente des milieux naturels, par exemple pour identifier les composantes qui méritent une attention particulière ou qui nécessitent des restrictions, des interventions, des précautions d'usages ou des aménagements adaptés afin de maintenir la biodiversité et l'intégrité écologique des milieux.

Par ailleurs, on doit être conscient que les indicateurs sont toujours aussi fiables que les données qui les constituent. Des informations partielles ou absentes peuvent entraîner une dévaluation de la valeur qui n'est pas nécessairement représentative du terrain.

Finalement, la cartographie constitue un portrait ponctuel qui est appelé à changer lors des prochains inventaires. On pourra ainsi juger de l'évolution de la valeur de conservation des milieux naturels et comparer les habitats de l'ensemble du réseau des grands parcs sur une base commune.

**Il est conséquemment important de retenir que l'ensemble des données écologiques doivent être interprétées en collaboration avec les biologistes.**


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 8
Valeur de conservation biotique
Limite du plan de conservation 38,32 ha
CLASSEMENT
Classe 1 (5,77 ha)
Classe 2 (10,07 ha)
Classe 3 (4,01 ha)
Classe 4 (0,85 ha)
Classe 5 (0 ha)
Données partielles
Milieu non caractérisé (17,38 ha)
N
0
200
400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
INVENTAIRES 2020
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026

## 7.4 L'appréciation des services écosystémiques

### L'apport de la nature au bien-être humain

Les « services écosystémiques » sont les services rendus par les écosystèmes aux collectivités humaines. L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire - initiée par le Secrétaire général des Nations unies au tournant du millénaire afin d'évaluer les conséquences des changements écosystémiques sur le bien-être humain - a proposé quatre grandes catégories de services (Millenium Ecosystem Assessment. 2005) :

- Services d'approvisionnement ou de prélèvement (ex. eau potable, nourriture, bois de chauffage)
- Services de régulation (ex. régulation du climat, filtration de polluants dans l'air et l'eau)
- Services culturels (ex. esthétisme, éducation, loisirs)
- Services de soutien ou d'auto-entretien (ex. formation des sols, photosynthèse).

Ces catégories de services sont mises en lien avec des composantes du bien-être humain, comme la santé, la sécurité, les relations sociales, les matériaux de base pour assurer une bonne qualité de vie et le maintien de possibilités d'action dans le futur.

Plus récemment, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) - un groupe international d'experts chargé d'évaluer l'état de la biodiversité et des services écosystémiques pour aider les États dans la prise de décision - a présenté la notion de « contributions de la nature aux populations », qu'elle estime plus large que celle de services écosystémiques et reflétant une plus grande variété de perspectives. Dans sa dernière évaluation globale, dont les résultats ont été largement diffusés, l'IPBES propose trois catégories de contributions (IPBES. 2019) :

- Régulation de processus environnementaux (ex. création et maintien d'habitats, régulation de la qualité de l'air, formation, protection et décontamination des sols et des sédiments)
- Matériaux et assistance (ex. alimentation animale et humaine, sources d'énergies)
- Apports immatériels (ex. expériences psychologiques et physiques, apprentissage et inspiration).

À la suite de ces catégories, la contribution générale du maintien d'options dans l'avenir est aussi nommée.

Ces deux propositions internationales influentes[13], similaires et différentes à la fois, témoignent du souci de mettre en lumière la myriade de bienfaits de la nature pour nos sociétés, afin que nous leur portions toute l'attention qu'ils méritent - que ces bienfaits soient matériels ou immatériels, ressentis par les citoyens et découlant d'une interaction avec ceux-ci ou survenant discrètement tout au cœur de l'écosystème.

La protection à long terme des milieux naturels et de la biodiversité favorise le maintien de leurs bienfaits, qui contribuent à soutenir la santé, la qualité de vie et la résilience, pour les générations actuelles et futures. Sur le territoire fortement urbanisé de Montréal, les grands parcs constituent des sites sans pareil sur le plan des services écosystémiques. Cette section du plan de conservation propose ainsi un survol des bienfaits fournis par le parc-nature des Sources, afin de rendre compte de contributions essentielles et parfois sous-estimées. Ce survol ne découle pas d'une évaluation formelle, mais plutôt d'une identification et d'une appréciation générale des bienfaits pour la population, associés à la conservation à long terme du parc.

[13] Les illustrations des concepts de « services écosystémiques » de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire et des « contributions de la nature aux populations » de l'IPBES sont présentées à l'Annexe 6.

**Au cœur du parc : de multiples bienfaits pour la population**



Sentier, parc-nature des Sources (crédit Ville de Montréal)

Le parc-nature des Sources est partiellement aménagé pour la population. Un sentier favorise le contact avec la nature, en proposant aux marcheurs un parcours à travers des milieux humides et des friches, dans l'espace situé entre les rues Alfred-Nobel et Alexandre-Flemming (figure 9). Il longe notamment le « marais aux Hérons », fréquenté par de nombreux oiseaux, en particulier durant les périodes de migration. Le secteur est d'ailleurs prisé des ornithologues amateurs. Technoparc Oiseaux, un organisme à but non lucratif, souligne régulièrement l'intérêt écologique des milieux naturels du secteur et organise des activités pour le public, comme des randonnées, des corvées de nettoyage, en plus d'activités d'observation contribuant au suivi des espèces présentes. On trouve une piste cyclable sur le chemin Saint-François et la rue Alexandre-Flemming, qui permet également d'accéder aux paysages naturels. Le parc contribue à la pratique d'activités de détente et sportives en plein air, favorables à la santé, ainsi qu'au bien-être associé au contact avec la nature.

Les bienfaits du parc pour les usagers et les usagères seront vraisemblablement rehaussés dans le futur, suivant les initiatives visant à concrétiser l'accroissement de la superficie conservée du parc-nature et à bonifier les aménagements permettant au public d'y accéder, dans le respect de l'intégrité écologique.

**Aux environs du parc : des milieux de vie revigorés**

Les terrains ciblés par le plan de conservation sont situés à proximité immédiate de milieux naturels appartenant à des propriétaires institutionnels et privés. Juste à côté, on trouve le Golf de Dorval. Le tout forme une grande zone verte connectée comprise dans la délimitation réglementaire du parc-nature des Sources. Le secteur environnant est fortement marqué par la présence de la grande zone industrielle ainsi que des entités de transport, notamment l'aéroport, les autoroutes et le chemin de fer. Dans le secteur élargi, on trouve des zones résidentielles, qui abritent des domiciles, des écoles, des services de garde, des lieux de culte et des parcs de quartier. Toutefois, comme les écosystèmes du parc se situent au cœur de la zone industrielle, ils sont enclavés, ce qui accentue la perception d'éloignement par rapport aux zones résidentielles (figure 9).

Les écosystèmes contribuent néanmoins à fournir des bienfaits aux usagers des milieux environnants, notamment les milliers de personnes à l'emploi des entreprises du Technoparc[14] - ce dernier fait d'ailleurs

[14] Plan d'urbanisme et de mobilité (Ville de Montréal, 2025a), p.164.

la promotion de la qualité de vie découlant de cet environnement naturel. Des milieux sensibles[15] se trouvent aussi à proximité immédiate, dont deux services de garde (figure 9). En outre, une aire à l'est du site est identifiée comme étant vulnérable et prioritaire selon l'indice d'équité des milieux de vie[16]. Les écosystèmes présents participent à l'esthétisme des lieux et à procurer des bienfaits psychologiques liés au contact avec la nature, notamment la réduction du stress et l'amélioration de fonctions cognitives[17] - des bienfaits intéressants à souligner dans un contexte de milieux de travail.

Le parc-nature touche à plusieurs zones de vulnérabilité aux changements climatiques reconnues de l'agglomération de Montréal[18]: vulnérabilités mineure, modérée, élevée et majeure aux pluies abondantes; vulnérabilités mineure, modérée et élevée aux vagues de chaleur, aux tempêtes destructrices et aux sécheresses. Des vulnérabilités s'étendent aussi sur les espaces environnants, les vulnérabilités aux pluies abondantes et aux vagues de chaleur semblent particulièrement importantes (figure 10). Plusieurs îlots de chaleur se trouvent aussi à proximité[19]. Dans ce contexte, la contribution des écosystèmes présents à fournir des services, tels la captation et la filtration des eaux de pluie, la régulation de la température et de la qualité de l'air, ainsi que l'atténuation des événements climatiques extrêmes s'avère fort importante pour la résilience locale aux changements climatiques.

**De précieuses contributions pour la collectivité montréalaise**

La délimitation réglementaire du parc-nature des Sources s'étend à ce jour sur 229 ha, au cœur d'un secteur fortement industrialisé. La Ville a la possibilité d'y développer des collaborations afin d'accroître la superficie de milieux naturels protégés pour les générations actuelles et futures, tout en favorisant la connectivité écologique.

La conservation des milieux naturels, l'amélioration de la connectivité et l'accès à la nature pour le grand public s'inscrivent en cohérence avec les souhaits de la population. Lors de l'élaboration du Plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand, les citoyens ont notamment recommandé de développer des liens écologiques et récréatifs entre les différents pôles de l'écoterritoire, d'alimenter adéquatement en eau le ruisseau Bertrand, d'aménager le parc-nature des Sources pour le public et d'encourager les pratiques écologiques innovantes des entreprises environnantes (Ville de Montréal, 2014). Au cours des dernières années, la richesse écologique du secteur mise en lumière par les bénévoles de Technoparc Oiseaux a eu un écho médiatique important, en raison de l'intérêt de la population pour la préservation du patrimoine naturel de Montréal. Le site présente ainsi une valeur sociale et participe à la cohésion de la collectivité autour de la préservation de ces milieux riches en biodiversité, en plus de contribuer à l'amélioration des connaissances sur l'écologie locale montréalaise.

Sur les terrains appartenant actuellement à la Ville, la mosaïque d'habitats présente - composée de milieux humides, de friches et de bois - contribue, en outre, au cycle de l'eau et des nutriments, au stockage de carbone, à la pollinisation et au maintien d'habitats pour la biodiversité. Selon les données actuelles, ces

[15] On entend par « milieu sensible » un lieu où des personnes sont domiciliées ou qui accueille une clientèle vulnérable (enfants, personnes âgées, personnes souffrant d'un problème de santé, etc.). Ces lieux incluent les habitations, les garderies, les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte, les résidences pour personnes âgées, les parcs de quartier, etc.

[16] L'Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal vise à identifier les zones cumulant des vulnérabilités urbaines afin qu'elles soient priorisées pour investissement (pour plus de détails, voir : Ville de Montréal, 2024b)

[17] Voir notamment à ce sujet Prescri-nature.ca, Jimenez et al., 2021 et Institut de cardiologie de Montréal, 2021.

[18] La méthodologie de l'analyse des vulnérabilités aux aléas climatiques 2022 est présentée sur le site des données ouvertes de la Ville (Ville de Montréal, 2024c).

[19] Selon les données de juillet 2023, intégrées à la carte de vulnérabilités aux aléas climatiques.

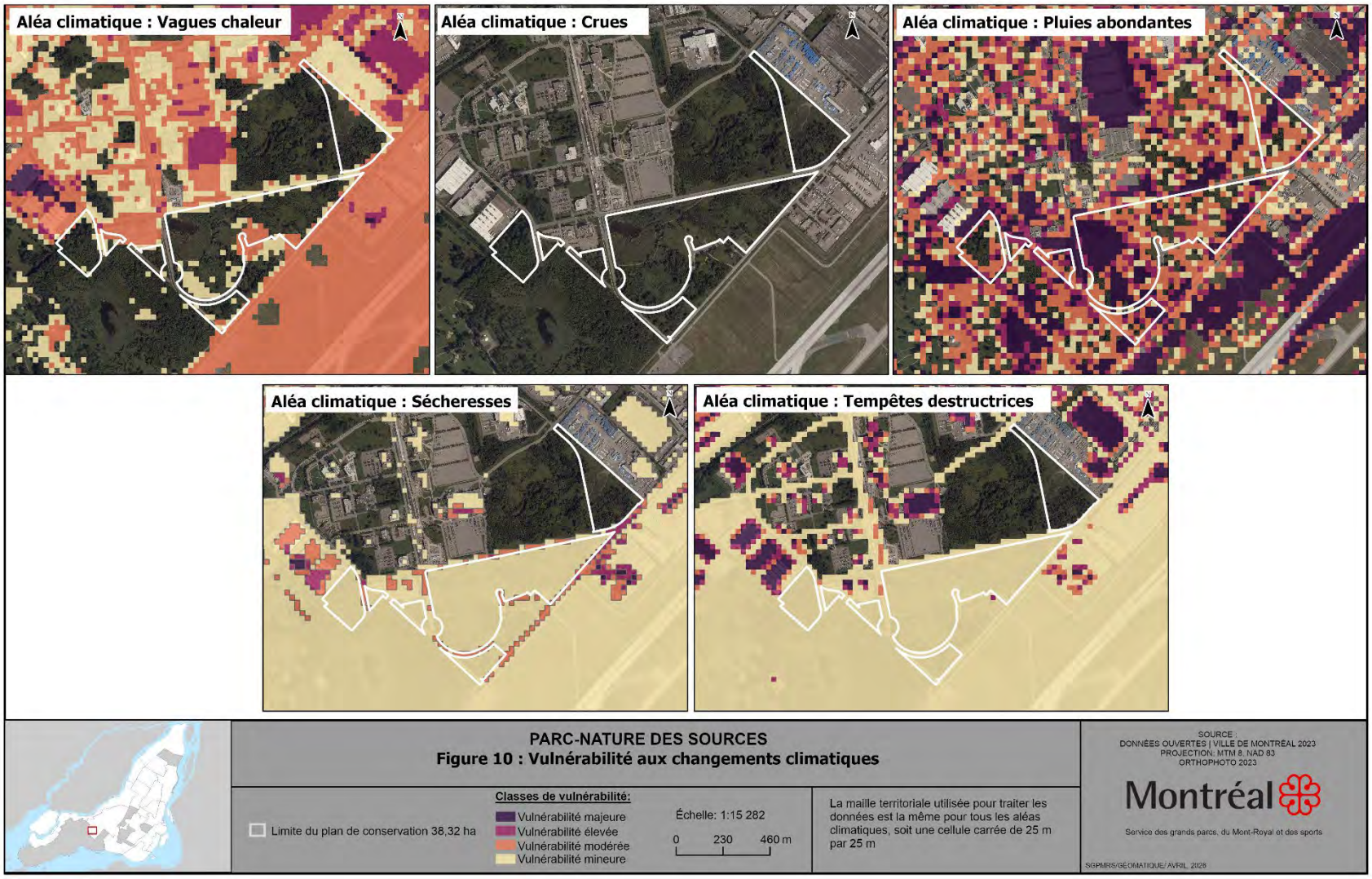
terrains qui s'étendent sur 38 ha abritent plus de 200 espèces et constituent un refuge pour 4 espèces en situation précaire. Le secteur compris dans la délimitation réglementaire en abrite encore plus, et celui-ci est davantage visité par certaines espèces d'oiseaux que nulle part ailleurs dans le Grand Montréal. Le secteur constitue aussi la source du bassin versant du ruisseau Bertrand, qui parcourt l'écoterritoire - du pôle des Sources vers le pôle de Liesse, jusqu'à la rivière des Prairies - et participe ainsi plus largement à la qualité de notre patrimoine naturel et paysager, tout en présentant des opportunités pour la connectivité.

Le parc-nature et les bienfaits qu'il procure deviendront plus facilement accessibles avec l'ouverture prochaine de la station du Réseau express métropolitain (REM), au coin des rues Alexandre-Flemming et Alfred-Nobel. Sur le plan économique, les milieux naturels du secteur contribuent déjà à attirer des talents professionnels au Technoparc. Ils participeront vraisemblablement de façon importante à l'attractivité de Montréal via leur potentiel écotouristique.



Milieu humide, parc-nature des Sources (crédit Ville de Montréal)


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 9
Le parc et les milieux sensibles des environs
Limite du plan de conservation 38,32 ha
Zone résidentielle
Réglement de délimitation du parc-nature des Sources
Limite technoparc
Grand parc
Parc local
Sentier
Piste cyclable
Ruisseau Bertrand
Stations REM
Établissement de santé
Établissement scolaire
Résidence pour aînés
Église, lieu de culte et cimetière
Service de garde
Note : La liste des établissements pourrait ne pas être exhaustive.
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division stratégie et développement du réseau
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Ruisseau Bertrand
Technoparc Montréal
Golf Dorval
AÉROPORT INTERNATIONAL MONTRÉAL-TRUDEAU


Aléa climatique : Vagues chaleur
Aléa climatique : Crues
Aléa climatique : Pluies abondantes
Aléa climatique : Sécheresses
Aléa climatique : Tempêtes destructrices
PARC-NATURE DES SOURCES
Figure 10 : Vulnérabilité aux changements climatiques
Classes de vulnérabilité:
Vulnérabilité majeure
Vulnérabilité élevée
Vulnérabilité modérée
Vulnérabilité mineure
Limite du plan de conservation 38,32 ha
Échelle: 1:15 282
0 230 460 m
La maille territoriale utilisée pour traiter les données est la même pour tous les aléas climatiques, soit une cellule carrée de 25 m par 25 m
SOURCE :
DONNÉES OUVERTES | VILLE DE MONTRÉAL 2023
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL 2026

# 8. Les modalités de gestion des milieux naturels

Le programme de gestion des écosystèmes (Cogliastro *et al*., 1996) a été élaboré pour les parcs-nature par la CUM, de concert avec l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV). Depuis 1996, la gestion des milieux naturels des grands parcs sous la responsabilité du SGPMRS s'effectue selon les orientations mises de l'avant dans ce programme qui fournit les bases conceptuelles, les méthodologies et les outils.[20]

Ce programme se divise en trois axes : l'acquisition de connaissances, les interventions et la surveillance.

**L'axe Acquisition de connaissances**

Les données acquises lors des audits écologiques permettent d'optimiser les interventions, les aménagements et la mise en place de nouvelles activités, tout en assurant la conservation ou le rehaussement de la biodiversité et de la valeur écologique du parc. Ce volet comprend des inventaires de la végétation terrestre, de la végétation aquatique, de l'avifaune, de l'herpétofaune, de l'ichtyofaune et des chiroptères ainsi que l'étude de l'impact de la fréquentation sur l'état des sentiers (tableau 7).

Des protocoles ont été établis pour chacun des audits afin d'uniformiser la prise de données dans l'espace et le temps. Les informations récoltées sont intégrées à une base de données qu'il est possible d'analyser pour établir des comparaisons, faire ressortir des tendances, faire des corrélations et effectuer un état des lieux afin de pouvoir intervenir adéquatement sur les milieux naturels.

Les audits écologiques constituent la base de la gestion des milieux naturels.

**L'axe Interventions**

Diverses actions sont posées pour remédier aux problèmes présents dans le milieu afin de protéger la biodiversité et l'intégrité écologique et d'assurer la conservation des espaces naturels (tableau 8). Modulées en fonction des capacités et des ressources, les interventions permettent l'augmentation de la valeur écologique d'un milieu, la protection d'espèces floristiques et fauniques d'intérêt ou en situation précaire, la conservation d'habitats critiques et d'écosystèmes exceptionnels ainsi que le maintien d'une variété d'habitats.

**L'axe Surveillance**

Les parcs sous la responsabilité du SGPMRS font l'objet d'une surveillance de l'état des écosystèmes et de l'efficacité des interventions pour résoudre diverses problématiques et minimiser les perturbations dans les milieux naturels. Ces suivis contribuent à améliorer leur qualité et à assurer leur pérennité (tableau 8).

[20] En mars 2020, le prix Distinction Biodiversité a été remis à la Ville de Montréal par Réseau Environnement pour les 25 ans de son Programme de gestion des écosystèmes.

**Tableau 7. Planification des audits écologiques**

| Objet des audits | Description | Fréquence de réalisation |
|---|---|---|
| Végétation terrestre, espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) et milieux humides et hydriques | Mesures de différents paramètres dans des stations d'échantillonnage positionnées sur la base de l'homogénéité des communautés végétales.<br>Mesures d'abondance et de distribution des occurrences d'EVEE (nerprun cathartique, nerprun bourdaine, roseau commun, etc.).<br>Caractérisation des milieux humides et hydriques. | 10 ans |
| Herpétofaune (amphibiens et reptiles) | Recherche d'individus ou d'indices de présence pour localiser les habitats propices selon différentes méthodes en fonction du groupe faunique et de la période : fouilles manuelles, stations d'écoute, stations visuelles et abris artificiels. | 5 ans |
| Avifaune | Inventaires par observations visuelles et par points d'écoute. Recherche active de nids de rapaces et de grands pics. Recherche de nids sur ou à l'intérieur des bâtiments. Inventaire spécifique des oiseaux champêtres ou d'espèces indicatrices de la qualité du milieu (ex. sensibles au morcellement). | 5 ans |
| Chiroptères (chauves-souris) | Inventaires acoustiques fixes et mobiles.<br>Recherche d'indices de présence dans les bâtiments. | 5 ans |
| Impact de la fréquentation sur les sentiers | Relever les sentiers officiels et informels.<br>Déterminer la susceptibilité et la dégradation des sentiers, l'impact de la fragmentation des habitats par la présence des sentiers officiels et non officiels. | 5 ans |

Les résultats des audits écologiques permettent également d'optimiser l'aménagement, la gestion et les usages du parc, ainsi que d'assurer la conformité réglementaire, en intégrant aux projets et aux pratiques de gestion des mesures de prévention des impacts sur la biodiversité : protection des espèces à statut, respect des périodes de reproduction de la faune, etc.

**Tableau 8. Planification des interventions et des suivis**

| Intervention | Description | Fréquence de réalisation |
|---|---|---|
| Gestion des écosystèmes | | |
| Création ou restauration de milieux humides et hydriques et plans d'eau | Suivi du niveau et de la qualité de l'eau de certains sites. Maintien de la qualité des habitats. | Selon les besoins |
| Gestion de la flore | | |
| Lutte aux espèces végétales envahissantes (EVEE) | Selon le plan d'action de la stratégie sur les EVEE, intervenir à l'aide de méthodes variées selon les espèces et les lieux d'intervention. Restaurer des espaces par de la plantation ou de l'ensemencement, selon l'objectif. Suivre et entretenir les zones d'intervention. | Selon le plan d'action sur les EVEE |
| Plantations | Fermer les sentiers informels. Restaurer les trouées dans la canopée à la suite d'abattages. Suivre et entretenir les zones de plantation. | Selon les besoins |
| Travaux arboricoles | Abattre, élaguer, haubaner, lorsque requis pour la sécurité des personnes et des infrastructures (proximité de bâtiments et sentiers, de zones résidentielles, etc.). | Selon les besoins |
| Espèces à statut et d'intérêt pour la conservation | Sensibiliser les usagers à la vulnérabilité des espèces à la cueillette. Suivi de la qualité de l'habitat et des menaces pour les espèces ciblées. | Annuelle |
| Gestion de la faune | | |
| Herpétofaune | Aménager des abris et hibernacles, bonifier les habitats. Sensibiliser les usagers à respecter la réglementation d'usage des sentiers (chien en laisse, pas de vélo). | Selon les besoins |
| Castor | Protéger les arbres en bordure de cours d'eau ou de milieux humides. Effectuer la capture d'individus. | Selon les besoins |
| Avifaune | Suivre les couples nicheurs (rapaces nocturnes et diurnes). | Selon les besoins |
| Maladie aux arbres et insectes ravageurs | Abattre les frênes infestés par l'agrile du frêne. Intervenir pour contrer des problématiques de maladies ou d'insectes ravageurs autres. Surveiller les arbres pouvant être affectés par des ravageurs ou des maladies représentant une menace à leur survie. | Selon les besoins |
| Arbres à faune | Conserver des arbres à faune pour soutenir les oiseaux nicheurs et autres espèces fauniques (chauves-souris). Conserver les débris ligneux au sol. | Selon les opportunités lors de travaux arboricoles |
| Gestion des infrastructures | | |
| Sentiers | Fermer les sentiers informels ou les officialiser en les aménageant. Assurer l'entretien des sentiers officiels. Suivre l'efficacité de la fermeture des sentiers. | Selon les besoins |
| Équipements fauniques | Installer et entretenir les nichoirs ou les mangeoires pour les oiseaux. | Selon les besoins |
| Ouvrages de gestion des eaux | Effectuer l'entretien des installations pour assurer leur efficacité. Effectuer aussi les opérations d'ouverture et de fermeture de vannes prévues pour la conservation du marécage. | Annuelle |
| Ouvrages de gestion des eaux et ponceaux | Assurer le maintien et l'entretien des protecteurs d'écoulement anti-castors installés en amont des ouvrages de gestion des eaux et des ponceaux. | Annuelle |

# 9. Les activités et les usages compatibles avec la vocation de conservation

Les grands parcs, comme le parc-nature des Sources, sont des lieux où la protection des habitats et de leur biodiversité est un objectif primordial. Leurs patrimoines naturel et culturel sont accessibles aux citoyens et aux citoyennes par l'aménagement de sentiers qui les encadrent dans la pratique de leurs activités, au profit des générations actuelles et futures. En tant qu'acteur majeur de la qualité de vie de la population montréalaise, le SGPMRS rend les grands parcs accessibles à la population en proposant des activités éducatives et récréatives respectueuses de la protection de la biodiversité.

Diverses activités éducatives et récréatives extensives sont offertes aux usagers et usagères des parcs-nature, notamment la randonnée pédestre, le vélo et l'observation de la faune et des paysages. Afin d'atteindre à la fois les objectifs de conservation des écosystèmes du parc-nature des Sources et de maintenir l'offre d'activités extensives et récréatives, une approche respectueuse des milieux naturels est essentielle. Ainsi, conformément au Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029), le public doit minimiser son impact sur les milieux naturels en :

- respectant la signalisation qui, notamment, l'informe sur la vocation des secteurs et des sentiers;
- demeurant dans les sentiers officiels;
- respectant les zones fermées;
- évitant de nourrir la faune
- évitant de jeter des déchets domestiques et organiques dans le milieu naturel.

Par ailleurs, avant d'offrir une nouvelle activité ou un nouveau service au parc-nature des Sources, la Ville de Montréal doit mener une évaluation préalable des impacts associés sur les milieux naturels, afin d'assurer la compatibilité de cette nouvelle activité avec la vocation de conservation. Par exemple, l'ouverture de la station du REM Marie-Curie prévue en 2027 rendra le parc-nature des Sources plus accessible en transport en commun. Ce changement de dynamique dans les transports, en plus de la densification du Technoparc, laisse présager une augmentation dans l'achalandage du parc-nature et de ses infrastructures. La ville doit donc se préparer en adéquation pour pouvoir protéger les secteurs les plus vulnérables et offrir aux visiteurs les infrastructures nécessaires.

Enfin, les activités de recherche scientifique sont également permises dans la mesure où elles sont effectuées conformément aux lois et aux règlements applicables ainsi qu'aux règles d'éthique et de déontologie en vigueur dans le domaine et qu'elles ne portent pas atteinte aux caractéristiques naturelles du territoire et de ses milieux naturels.

De manière générale, les activités et les services offerts par la Ville de Montréal qui sont incompatibles avec la vocation de conservation du parc-nature des Sources ne sont pas autorisés. Les activités interdites sont décrites dans le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029). Par exemple, le prélèvement et le nourrissage sont interdits parce qu'ils ont un effet négatif sur la faune et la coexistence avec les animaux. Une liste non exhaustive de ces activités non autorisées est présentée à l'annexe 7.

# 10. Références


Cogliastro, A., D. Lajeunesse, G. Domon et A. Bouchard. 1996. Programme de gestion des écosystèmes des parcs-nature de la Communauté urbaine de Montréal. Déposé à la Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire, Division des parcs-nature. Institut de recherche en biologie végétale, Montréal. 136 pages.

Desrochers, A. 2022. Portrait avifaune RQO Parc-nature des Sources 2022. Regroupement QuébecOiseaux, Montréal, Québec, Canada. eBird Basic Dataset, Version: février 2022. Cornell Lab of Ornithology, Ithaca, New York. Larivée, Jacques (2016). Étude des Populations d'Oiseaux du Québec (ÉPOQ). Regroupement QuébecOiseaux, Montréal, Québec.

Dudley, N. (Éditeur). 2008. Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées. Gland, Suisse : UICN. x +96pp. Repéré au : https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/PAPS-016-Fr.pdf

Environnement Canada. 2007. Un guide sur la Loi sur les espèces en péril (LEP) : information à l'intention des propriétaires de terres privées. Repéré au : https://publications.gc.ca/collections/collection_2014/ec/En14-172-3-2007-fra.pdf

Galois, P. et M. Ouellet. 2021. Audit écologique de l'herpétofaune : Parc Jean-Drapeau, Parcs-nature du Bois-d'Anjou, du Ruisseau-De Montigny et des Sources et secteur des Rapides-de-Cheval-Blanc du Grand parc de l'Ouest. Rapport présenté au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal. Amphibia-Nature, Montréal, Québec, 169 p.

G.R.E.B.E. inc. 2020. Audits écologiques dans le réseau des grands parcs de la Ville de Montréal – Inventaires des chiroptères 2020. Rapport préparé pour le compte de la Ville de Montréal.

G.R.E.B.E. inc. 2021. Audits écologiques dans le réseau des grands parcs de la Ville de Montréal : inventaire de la végétation terrestre au parc-nature du Bois-de-Saraguay, au parc-nature du Bois-d'Anjou et au parc-nature Des Sources. Rapport technique de G.R.E.B.E. inc. pour la Ville de Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Contrat 19-1036. 220 pages + annexes.

Groupe BC2. 2015. L'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand. Rapport préparé en support au plan concept. Tome 1 – Diagnostic. 61 p. + annexes.

Groupe Hémisphères. 2020. *Caractérisation sommaire des lots 2 482 889, 2 482 891, 2 482 893 et 2 482 895 et d'une partie du lot 2 482 896.* Rapport technique réalisé pour le service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la ville de Montréal, 9 p. et 5 annexes.

Groupe IBI/DAA. 2011. Caractérisation biologique complémentaire - Technoparc phase III, Arrondissement Saint-Laurent, Montréal. Projet n°11595. Rapport de IBI/DAA Environnement à Technoparc Montréal. 35 pages.

Institut de cardiologie de Montréal. 2021. Les bienfaits de la nature sur la santé globale. Rapport réalisé pour le compte de la SÉPAQ. Repéré au : https://www.sepaq.com/resources/docs/org/autres/org_icm_rapport_nature_sante_globale.pdf

Jimenez et al. 2021. Association between Nature Exposure and Health: A Review of the Evidence. International Journal of Environmental Research and Public Health. Repéré au : https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8125471/

Millennium Ecosystem Assessment. 2005. *Ecosystems and Human Well-being: Synthesis*. Island Press, Washington, DC. Repéré au : https://www.millenniumassessment.org/documents/document.356.aspx.pdf

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). 2026. Aires protégées au Québec - Les provinces naturelles. Repéré au : https://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/provinces/partie4b.htm

Ministère des Ressources naturelles et des forêts (MRNF). 2026. Système d'information géominière du Québec, carte interactive. Repéré au : https://sigeom.mines.gouv.qc.ca/signet/classes/I1108_afchCarteIntr

Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). 2019. Résumé à l'intention des décideurs du Rapport sur l'évaluation mondiale de l'IPBES. Repéré au : https://www.ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_fr.pdf

Prescri-nature.ca, Pourquoi la nature? 2026. Repéré au : https://www.prescri-nature.ca/pourquoi-la-nature

St-Georges, M. 2021. Audits écologiques dans le réseau des grands parcs de la Ville de Montréal – Inventaires de l'avifaune 2020. Rapport technique de G.R.E.B.E. inc. pour la Ville de Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Contrat 19-1040. 113 pages + annexes.

Technoparc Montreal. 2014. Eco-Campus Hubert Reeves. Repéré au : Eco-Campus-Hubert-Reeves.pdf

Ville de Montréal. 2004a. Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique_protection_mise_en_valeur_milieux_naturels.pdf

Ville de Montréal. 2004b. Plan d'urbanisme de Montréal - Règlement 04-047. Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine.

Ville de Montréal. 2013. Rapport sur la biodiversité 2013. 85 pages.

Ville de Montréal. 2014. Plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand. Repéré au : https://wwf.ca/wp-content/uploads/2010/11/PLANCONCEPTBR_compressed.pdf

Ville de Montréal. 2015. Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Repéré au : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,133997570&_dad=portal&_schema=PORTAL

Ville de Montréal. 2020a. Plan climat 2020-2030. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/Plan_climat%2020-16-16-VF4_VDM.pdf

Ville de Montréal. 2020b. Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/strategie_de_reconciliation_2020-2025_vdm_fr.pdf

Ville de Montréal. 2021. Plan nature et sports. Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/plan_nature_et_sports_1.pdf

Ville de Montréal. 2022. Engagement de Montréal : les villes unies et en action pour la biodiversité. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/vdm_engagement-de-montreal_2022.pdf

Ville de Montréal. 2023a. Lignes directrices pour l'inscription et la gestion des sites désignés. Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal, version finale adoptée le 26 janvier 2023 (CG23 0036). Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/lignesdirectricesrepertoiremilieuxnaturels_2022_2.pdf

Ville de Montréal. 2023b. Document 1 - Portrait et diagnostic du territoire. Pôle des Sources - Écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand. Division Stratégies et développement du réseau. Services des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. 32 p.

Ville de Montréal. 2023c. Document 2 – Vision de développement économique pour le Technoparc. Service du développement économique. 10 p.

Ville de Montréal. 2024a. Projet de Plan régional des milieux humides et hydriques. 104 p. + annexes. Repéré : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/projet_plan_regional_des_milieux_humides_et_hydriques_202403.pdf

Ville de Montréal. 2024b. Données ouvertes - Indice de qualité de milieux de vie. Repéré au : https://donnees.montreal.ca/dataset/indice-equite-milieux-vie

Ville de Montréal. 2024c. Données ouvertes – Vulnérabilités aux aléas climatiques. Repéré au : https://donnees.montreal.ca/dataset/vulnerabilite-changements-climatiques

Ville de Montréal. 2025a. Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Repéré au : Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 | Ville de Montréal

Ville de Montréal. 2025b. Plan climat 2020-2030 – Incluant la mise à jour de 2025. Repéré au : Répertoire des documents officiels

# ANNEXE 1

## Synthèse du Règlement de zonage de l'arrondissement RCA08-08-0001 (extrait)

| Classe d'usage | Usages autorisés | Usages prohibés |
|---|---|---|
| Parc et espace vert (P)<br><br>P1 - Parc<br>3011 Parc : usage dont l'activité principale est d'offrir à la population des espaces extérieurs paysagers ou de verdure à des fins récréatives, de loisirs, de détente, de sports ou de jeux. | Catégorie P1: Parc<br><br>3011 Parc<br>01 espace vert<br>02 jardin communautaire<br>03 parc<br>04 parc de détente<br>05 parc ornemental<br>06 plan d'eau (tels bassin, étang, lac)<br>07 terrain de jeux<br>08 terrain de sports<br>09 piscine<br>10 piste de ski de fond ou de randonnée<br>11 voie cyclable | S/O |
| Industrie (I)<br><br>I1 – Recherche et développement<br><br>4011 Recherche et développement: usage dont l'activité principale est la recherche ou le développement scientifique, expérimental ou technologique, la formation ou l'éducation ou l'administration (siège social ou régional) d'entreprises à caractère technologique oeuvrant dans les domaines mentionnés à l'article 2.1.5.1.<br><br>4012 Fabrication technologique : usage dont l'activité principale est la fabrication de produits technologiques et comprenant des activités de recherche scientifique et de développement expérimental oeuvrant dans les domaines mentionnés à l'article 2.1.5.1. | Catégorie I1: Recherche et développement<br><br>4011 Recherche et développement<br>01 centre administratif (tel siège social ou régional)<br>03 centre de recherche<br>05 laboratoire de recherche<br>06 centre de vérification et d'intégration de produits technologiques<br><br>4012 Fabrication technologique<br>01 établissement de fabrication et de recherche scientifique et développement expérimental | Catégorie I1: Recherche et développement<br><br>4011-02: Centre de formation<br>4011-04: Établissement d'enseignement |
| Industrie (I)<br><br>C1 - Commerce de détail léger<br><br>2111 Boutique et magasin spécialisé : usage dont l'activité principale est la vente au détail d'objets ou de marchandises spécialisés<br><br>2113 Aliment et boisson : usage dont l'activité principale est la | Catégorie C1: Commerce de détail léger<br><br>2111 Boutique et magasin spécialisé<br>01 antiquaire (sauf les meubles)<br>02 appareil auditif<br>03 appareil et accessoires photographiques, cinématographiques ou audiovisuels<br>04 appareil et accessoires téléphoniques<br>05 appareil orthopédique<br>06 argenterie, coutellerie<br>07 articles de couture et machine à coudre<br>08 articles en cuir | Catégorie C1: Commerce de détail léger<br><br>2111-28: Boutique et magasin spécialisé - Petits animaux d'agrément (sauf la vente d'animaux pour l'éleveur)<br>2113-01: Aliment et boisson - Aliment naturel ou diététique<br>2113-02: Aliment et boisson - Biscuiterie |

| | | |
|---|---|---|
| vente au détail de produits alimentaires ou de boissons alcooliques ou non. Aucun produit ou marchandise n'est consommé ou utilisé sur place.<br><br>2115 Restauration : usage dont l'activité principale est la vente au détail de boissons, aliments et repas préparés et servis directement au client pour être consommés sur place ou à l'extérieur et pouvant comprendre à titre accessoire la livraison à domicile. | 09 articles et accessoires médicaux<br>10 artisanat (tels vêtement, chaussures et accessoires, poterie)<br>11 bijouterie<br>12 cadeaux et souvenirs<br>13 ceinture, portefeuille, sac à main, valise<br>14 cosmétiques<br>15 chaussure<br>16 disquaire<br>17 encadrement et affiche<br>18 fleuriste<br>19 galerie d'art<br>20 instruments et accessoires optiques<br>21 jouet<br>22 journaux, revues et périodiques<br>23 librairie<br>24 location de vêtements<br>25 matériel d'artiste<br>26 modiste<br>27 ordinateur et matériel d'ordinateur<br>29 petits appareils et matériel électronique (tels radio, télévision, calculatrices, jeux)<br>30 opticien<br>31 papeterie<br>32 perruques et postiches<br>33 pharmacie<br>34 spécialités vestimentaires (tels fourrure, dentelle, lingerie, maternité, chapeau, gant)<br>35 tabagie<br>36 tailleur<br>37 vaisselle et verrerie<br>38 vêtement (homme, femme, enfant ou famille)<br>39 vidéocassettes et films (vente ou location)<br><br>2113 Aliment et boisson<br>08 dépanneur<br>11 pâtisserie<br><br>2115 Restauration<br>01 bar laitier<br>02 buffet<br>03 café<br>04 café-restaurant<br>05 cafétéria<br>06 casse-croûte (snack bar)<br>07 restaurant (avec ou sans "permis de restaurant – option pour servir" émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec)<br>08 restaurant (avec un "permis de restaurant" émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec)<br>09 salon de thé | 2113-03: Aliment et boisson - Boucherie<br>2113-04: Aliment et boisson - Boulangerie<br>2113-05: Aliment et boisson - Café ou thé<br>2113-06: Aliment et boisson - Charcuterie<br>2113-07: Aliment et boisson - Confiserie<br>2113-09: Aliment et boisson - Épicerie<br>2113-10: Aliment et boisson - Fruits et légumes<br>2113-12: Aliment et boisson - Poisonnerie<br>2113-13: Aliment et boisson - Spiritueux, vin ou bière<br>2113-14: Aliment et boisson - Supermarché |
| Industrie (I)<br><br>S1 - Service commercial léger<br><br>2211 Services professionnel, financier et bureau d'affaires : usages exercés uniquement dans | Catégorie S1: Service commercial léger<br><br>2211 Services professionnel, financier et bureau d'affaires<br>01 actuariat<br>02 administration<br>03 agence d'investigation | Catégorie S1: Service commercial léger<br><br>2212-21: Réparation d'appareils ou d'équipement domestique, ménager ou de bureau (tels radio, télévision, |

| | | |
|---|---|---|
| un bureau et dont l'activité principale est de dispenser un service destiné à fournir une expertise, un avis, une protection, une information en vue de consulter, soigner, planifier, représenter, interpréter, gérer, administrer ou décider pour ce qui est d'un service professionnel et d'un bureau d'affaires, de consentir un crédit, de faciliter des opérations en valeur mobilière et de faire des placements pour ce qui est du service financier. Sont également inclus les établissements fabriquant des prothèses dentaires, ophtalmiques ou auditives.<br><br>2212 Service personnel et de loisir : usage dont l'activité principale est d'offrir un service individuel ou personnel à un individu dans un but utilitaire, domestique, de formation ou de loisir. | 04 agence de perception ou de recouvrement<br>05 agence de placement ou de recrutement<br>06 agence de publicité<br>07 agence de sélection<br>08 agronomie<br>09 architecture ou architecture de paysage<br>10 archive (sauf dépôt)<br>11 arpentage<br>12 assurance<br>13 bureau d'avocat<br>14 bureau de crédit<br>15 bureau de détective<br>16 bureau de gestion<br>17 bureau de syndic de faillite<br>18 bureau de syndicat<br>19 caisse d'entraide<br>20 caisse de crédit ou de placement<br>21 centre de main-d'oeuvre et d'emploi<br>22 comptabilité<br>23 cour de justice<br>24 courtage<br>25 design industriel<br>26 économie<br>27 géologie<br>28 gestion de système (tels ordinateur, communication, information)<br>29 graphisme<br>30 ingénierie<br>31 hôtel de ville<br>32 maquettiste<br>33 notariat<br>34 service d'arbitrage<br>35 service d'enquête<br>36 service d'estimation<br>37 service d'évaluation<br>38 service d'expédition de courrier par messager<br>39 service de consultant (tous les types)<br>40 service de dactylographie et de traitement de texte<br>41 service de dessin et de décoration<br>42 service de plongée sous-marine<br>43 service de reprographie<br>44 service de secrétariat<br>45 service de sécurité (sauf dressage d'animaux de garde)<br>46 service de sondage d'opinion ou d'études de marché<br>47 service de système d'alarme<br>48 service de traduction et d'interprète<br>49 service immobilier<br>50 service informatique<br>51 service juridique ou de contentieux<br>52 centre d'appels téléphoniques ou électroniques<br>53 urbanisme<br>54 bureau de répartiteur (pour taxi)<br>55 bureau de médecin (tels dentiste, médecin, médecin spécialiste, optométriste) (sauf bureau de médecin dans un établissement de soins de santé comportant des services médicaux connexes telles une salle de prélèvement et une salle de radiographie)<br>56 prothèse auditive (fabrication) | grille-pain, machine à coudre, dactylo, photocopieur)<br>2212-24: Service personnel et de loisir - salon d'esthétique pour petits animaux domestiques<br>2212-27: Salon mortuaire, funéraire, pompe funèbre (avec ou sans crématorium)<br>2212-30: Station de taxi<br>2212-35: Lieu de retour de contenants consignés |

| | | |
|---|---|---|
| | 57 prothèse dentaire (fabrication)<br>58 prothèse ophtalmique (fabrication)<br><br>2212 Service personnel et de loisir<br>01 agence de voyage<br>02 accordeur<br>03 aiguisage, affûtage<br>04 banque<br>05 buanderie (libre-service)<br>06 bureau de poste<br>07 caisse d'épargne<br>08 caisse populaire<br>09 centre d'amaigrissement<br>11 clinique capillaire<br>12 cordonnerie<br>13 couturier<br>14 école d'art martial<br>15 école de conduite<br>16 école de danse, de musique, de théâtre, de chant<br>17 enseignement spécialisé non scolaire (établissement destiné à l'enseignement des domaines liés aux métiers, aux professions, aux sports et à la culture. Ces établissements ne comprennent pas les établissements destinés exclusivement ou non à la pratique du culte)<br>18 manucure<br>19 massothérapie<br>20 nettoyage et pressage de vêtements (établissement dont la superficie brute de plancher est de 250 mètres carrés ou moins)<br>22 salle de conditionnement physique<br>23 salon d'esthétique<br>25 salon de bronzage<br>26 salon de coiffure<br>28 service de garde en garderie<br>29 station de radio<br>31 studio de photographie<br>32 studio de yoga, de méditation<br>33 comptoir de nettoyage de vêtements (réception seulement)<br>34 cours de rattrapage scolaire et encadrement ou formation scolaire complémentaire dispensés ailleurs que dans une école d'enseignement scolaire | |

# ANNEXE 2

## Listes détaillées des communautés végétales et des espèces végétales

| Communautés végétales (Groupe Hémisphères, 2020; GREBE, 2021) | |
|---|---|
| Friche à alpiste roseau | Marais à léersie de Virginie |
| Friche à aubépine | Marais à quenouille à feuilles étroites |
| Friche à cornouiller hart-rouge | Marais à roseau commun |
| Friche à nerprun cathartique | Marécage à cornouiller hart-rouge |
| Friche à roseau commun | Marécage arborescent à érable argenté |
| Friche à sumac vinaigrier | Marécage arborescent à frêne rouge |
| Friche à verge d'or du Canada | Marécage arborescent à frêne rouge et nerprun cathartique |
| Friche arborescente à frêne rouge | Marécage arbustif à saules sp |
| Ligne d'arbres | Peupleraie deltoïde |
| Marais à alpiste roseau | Peupleraie faux-tremble |
| Marais à hydrocharide grenouillette | Robinaie faux-acacia |

| Espèces végétales (Groupe Hémisphères, 2020; GREBE, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **ARBRES** | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Acer ginnala* | Érable de l'Amour[xx] | *Populus deltoides* | Peuplier deltoïde |
| *Acer negundo* | Érable à Giguère[xx] | *Populus grandidentata* | Peuplier à grandes dents |
| *Acer rubrum* | Érable rouge | *Populus tremuloides* | Peuplier faux-tremble |
| *Acer saccharinum* | Érable argenté | *Robinia pseudoacacia* | Robinier faux-acacia[xxx] |
| *Carya cordiformis* | Caryer cordiforme | *Salix alba* | Saule blanc |
| *Fraxinus americana* | Frêne blanc | *Tilia americana* | Tilleul d'Amérique |
| *Fraxinus pennsylvanica* | Frêne de Pennsylvanie | *Ulmus americana* | Orme d'Amérique |
| **ARBUSTES** | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Caragana arborescens* | Caragana arborescent | *Rhus typhina* | Sumac vinaigrier |
| *Clematis virginiana* | Clématis de Virginie | *Ribes americanum* | Gadellier d'Amérique |
| *Cornus sericea* | Cornouiller hart-rouge | *Ribes sp.* | Gadellier sp. |
| *Crataegus sp.* | Aubépine sp. | *Rubus idaeus* | Framboisier rouge |
| *Frangula alnus* | Nerprun bourdaine[xxx] | *Rubus occidentalis* | Framboisier noir |
| *Lonicera tatarica* | Chèvrefeuille de Tartarie[xx] | *Salix bebbiana* | Saule de Bebb |
| *Menispermum canadense* | Ménisperme du Canada | *Salix discolor* | Saule discolore |
| *Parthenocissus quinquefolia* | Vigne vierge à cinq folioles | *Salix interior* | Saule de l'intérieur |
| *Prunus nigra* | Prunier noir | *Toxicodendron radicans* | Herbe à puce |
| *Prunus virginiana* | Cerisier de Virginie | *Vitis riparia* | Vigne des rivages |
| *Rhamnus cathartica* | Nerprun cathartique[xxx] | | |
| **HERBACÉES** | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| Agrimonia gryposepala | Aigremoine à sépales crochus | Iris versicolor | Iris versicolore |
| Alisma triviale | Alisma commun | Lathyrus latifolius | Gesse à feuilles larges |
| Alliaria petiolata | Alliaire officinale[xxx] | Lathyrus palustris | Gesse des marais |
| Ambrosia artemisiifolia | Petite herbe à poux | Leersia oryzoides | Léersie faux-riz |
| Anthriscus sylvestris | Anthrisque des bois[xx] | Leersia virginica | Léersie de Virginie |
| Arctium lappa | Grande bardane | Leucanthemum vulgare | Marguerite blanche |
| Arisaema triphyllum | Arisème petit-prêcheur | Lithospermum officinale | Grémil officinal |
| Artemisia vulgaris | Armoise vulgaire | Lotus corniculatus | Lotier corniculé |
| Athyrium angustum | Athyrie étroite | Lycopus americanus | Lycope d'Amérique |
| Bidens discoidea | Bident discoïde | Lycopus uniflorus | Lycope à une fleur |
| Bidens frondosa | Bident feuillu | Lythrum salicaria | Salicaire commune[xx] |
| Brassica nigra | Moutarde noire | Medicago sativa | Luzerne cultivée |

| Espèces végétales (Groupe Hémisphères, 2020; GREBE, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| Bromus inermis | Brome inerme[xx] | Mentha canadensis | Menthe du Canada |
| Carex gracillima | Carex filiforme | Nabalus altissimus | Prenanthe élevée |
| Carex hystericina | Carex porc-épic | Oenothera biennis | Onagre bisannuelle |
| Carex radiata | Carex rayonnant | Onoclea sensibilis | Onoclée sensible |
| Carex retrorsa | Carex réfléchi | Pastinaca sativa | Panais sauvage[xx] |
| Circaea canadensis | Circée du Canada | Penthorum sedoides | Penthorum faux-orpin |
| Cirsium arvense | Chardon des champs | Persicaria maculosa | Renouée persicaire |
| Cirsium sp. | Chardon sp. | Phalaris arundinacea | Alpiste roseau[xx] |
| Cirsium vulgare | Chardon vulgaire | Phleum pratense | Fléole des prés |
| Daucus carota | Carotte sauvage | Phragmites australis | Roseau commun[xxx] |
| Doellingeria umbellata | Aster à ombelles | Poa pratensis | Pâturin des prés |
| Echinocystis lobata | Concombre grimpant | Potentilla sp. | Potentille sp. |
| Eleocharis acicularis | Éléocharide aciculaire | Rumex crispus | Patience crépue |
| Eleocharis obtusa | Éléocharide obtuse | Sagittaria latifolia | Sagittaire à larges feuilles |
| Elymus repens | Chiendent commun | Scutellaria lateriflora | Scutellaire latériflore |
| Epilobium leptophyllum | Épilobe leptophylle | Solanum dulcamara | Morelle douce-amère |
| Equisetum arvense | Prêle des champs | Solidago canadensis | Verge d'or du Canada |
| Equisetum hyemale | Prêle d'hiver | Solidago rugosa | Verge d'or rugueuse |
| Erigeron annuus | Vergerette annuelle | Sonchus arvensis | Laiteron des champs |
| Erythronium americanum | Érythrone d'Amérique | Sonchus oleraceus | Laiteron potager |
| Euthamia graminifolia | Verge d'or à feuilles de graminée | Sparganium eurycarpum | Rubanier à gros fruits |
| Fragaria vesca subs. americana | Fraisier américain | Sporobolus michauxianus | Spartine pectinée |
| Fragaria virginiana | Fraisier des champs | Symphyotrichum lateriflorum | Aster latériflore |
| Galium mollugo | Gaillet mollugine[xx] | Symphyotrichum novae-angliae | Aster de la Nouvelle-Angleterre |
| Galium palustre | Gaillet palustre | Tanacetum vulgare | Tanaisie vulgaire |
| Geum aleppicum | Benoite d'Alepp | Tussilago farfara | Tussilage pas-d'âne |
| Geum macrophyllum | Benoite à grandes feuilles | Typha angustifolia | Quenouille à feuilles étroites |
| Hesperis matronalis | Julienne des dames | Valeriana officinalis | Valériane officinale[xx] |
| Hieracium sp. | Épervière sp. | Verbena hastata | Verveine hastée |
| Hydrocharis morsus-ranae | Hydrocharide grenouillette[xxx] | Viola sp. | Violette sp. |
| Hypericum perforatum | Millepertuis commun | **Wolffia borealis** | **Wolffie boréale** |
| Impatiens capensis | Impatiente du Cap | Xanthium strumarium | Lampourde glouteron |

**En caractères gras: espèce en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce [xx]Préoccupante [xxx]Prioritaire

# ANNEXE 3

## Liste détaillée des espèces fauniques

| AVIFAUNE (St-Georges, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Branta canadensis* | Bernache du Canada | *Cardellina pusilla* | Paruline à calotte noire |
| *Nycticorax nycticorax* | Bihoreau gris | *Setophaga americana* | Paruline à collier |
| *Zonotrichia albicollis* | Bruant à gorge blanche | *Setophaga coronata* | Paruline à croupion jaune |
| *Melospiza melodia* | Bruant chanteur | *Setophaga pensylvanica* | Paruline à flancs marron |
| *Melospiza georgiana* | Bruant des marais | *Setophaga virens* | Paruline à gorge noire |
| *Passerella iliaca* | Bruant fauve | *Setophaga castanea* | Paruline à poitrine baie |
| *Buteo lineatus* | Buse à épaulettes | *Setophaga magnolia* | Paruline à tête cendrée |
| *Aix sponsa* | Canard branchu | ***Seiurus aurocapilla*** | **Paruline couronnée** |
| *Anas platyrhynchos* | Canard colvert | ***Parkesia noveboracensis*** | **Paruline des ruisseaux** |
| *Pheucticus ludovicianus* | Cardinal à poitrine rose | *Setophaga ruticilla* | Paruline flamboyante |
| *Cardinalis cardinalis* | Cardinal rouge | *Setophaga petechia* | Paruline jaune |
| *Agelaius phoeniceus* | Carouge à épaulettes | *Geothlypis trichas* | Paruline masquée |
| *Spinus tristis* | Chardonneret jaune | *Leiothlypis peregrina* | Paruline obscure |
| *Actitis macularius* | Chevalier grivelé | *Setophaga tigrina* | Paruline tigrée |
| *Corvus brachyrhynchos* | Corneille d'Amérique | *Dryobates villosus* | Pic chevelu |
| *Sturnus vulgaris* | Étourneau sansonnet | *Colaptes auratus* | Pic flamboyant |
| *Larus delawarensis* | Goéland à bec cerclé | *Dryobates pubescens* | Pic mineur |
| *Ardea herodias* | Grand héron | *Columba livia* | Pigeon biset |
| ***Dryocopus pileatus*** | **Grand pic** | ***Contopus virens*** | **Pioui de l'Est** |
| *Ardea alba* | Grande aigrette | *Charadrius vociferus* | Pluvier kildir |
| *Podilymbus podiceps* | Grèbe à bec bigarré | *Quiscalus quiscula* | Quiscale bronzé |
| *Certhia americana* | Grimpereau brun | *Regulus satrapa* | Roitelet à couronne dorée |
| ***Catharus fuscescens*** | **Grive fauve** | *Corthylio calendula* | Roitelet à couronne rubis |
| *Catharus guttatus* | Grive solitaire | *Haemorhous mexicanus* | Roselin familier |
| *Butorides virescens* | Héron vert | *Haemorhous purpureus* | Roselin pourpré |
| *Tachycineta bicolor* | Hirondelle bicolore | ***Anas crecca*** | **Sarcelle d'hiver** |
| *Bombycilla cedrorum* | Jaseur d'Amérique | *Sitta carolinensis* | Sittelle à poitrine blanche |
| *Megaceryle alcyon* | Martin-pêcheur d'Amérique | *Troglodytes hiemalis* | Troglodyte des forêts |
| *Turdus migratorius* | Merle d'Amérique | *Troglodytes aedon* | Troglodyte familier |
| *Poecile atricapillus* | Mésange à tête noire | *Myiarchus crinitus* | Tyran huppé |
| *Passer domesticus* | Moineau domestique | *Tyrannus tyrannus* | Tyran tritri |
| *Dumetella carolinensis* | Moqueur chat | *Molothrus ater* | Vacher à tête brune |
| ***Empidonax traillii*** | **Moucherolle des saules** | *Vireo solitarius* | Viréo à tête bleue |
| *Sayornis phoebe* | Moucherolle phébi | *Vireo olivaceus* | Viréo aux yeux rouges |
| *Empidonax minimus* | Moucherolle tchébec | *Vireo gilvus* | Viréo mélodieux |
| *Icterus galbula* | Oriole de Baltimore | | |

**En caractères gras: espèce en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

| HERPÉTOFAUNE (Galois et Ouellet, 2021; Technoparc Oiseaux (observation 2025)) | |
|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** |
| **Amphibiens** | |
| *Ambystoma laterale* | Salamandre à points bleus |
| *Lithobates pipiens* | Grenouille léopard du Nord |
| **Reptiles** | |
| ***Chelydra serpentina*** | **Tortue serpentine** |
| *Thamnophis sirtalis sirtalis* | Couleuvre rayée de l'Est |

**En caractères gras: espèce en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

| CHIROPTÈRES (GREBE, 2020) | |
|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** |
| *Eptesicus fuscus* | Grande chauve-souris brune |
| ***Lasionycteris noctivagans*** | **Chauve-souris argentée** |
| ***Lasiurus cinereus*** | **Chauve-souris cendrée** |

**En caractères gras: espèce en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

# ANNEXE 4

**Définition des paramètres de calcul des valeurs de conservation**

**La valeur de conservation de la flore**

La valeur de conservation de la flore (Figure A1, annexe 5) est basée sur les derniers inventaires de la végétation terrestre réalisés sur le site. L'identification des composantes d'intérêt floristique permet de mettre en évidence les caractéristiques végétales particulières d'un parc et d'évaluer la valeur de conservation des milieux naturels du point de vue de la flore à partir des critères suivants :

- **Les communautés végétales**

  L'intérêt des communautés végétales a été évalué aux échelles régionale et locale en fonction des critères suivants : la dominance indigène, la rareté et le stade de succession.

- **La flore précaire et d'intérêt pour la conservation**

  L'intérêt des espèces floristiques a été établi en fonction du statut de précarité provincial et de la présence d'espèces sans statut légal, mais jugées rares et d'intérêt à l'échelle de l'agglomération.

- **La richesse de la flore précaire et d'intérêt pour la conservation**

  La richesse des espèces en situation précaire et d'intérêt pour la conservation a été évaluée en fonction du nombre d'occurrences dans une même unité.

La valeur de conservation de la flore est établie pour chaque unité de 12,5 m x 12,5 m en fonction de la somme pondérée des trois composantes, soit l'intérêt des communautés végétales (50 %), le statut des espèces floristiques en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (40 %) ainsi que leur richesse spécifique (10 %). Elle se divise en cinq classes, allant d'aires anthropiques ou gazonnées (Classe 1) à des communautés végétales qui se distinguent par leur rareté et/ou la présence d'espèces à statut ou d'intérêt (Classe 5).

**La valeur de conservation de la faune**

La valeur de conservation de la faune (Figure A2, annexe 5) est basée sur les derniers inventaires de l'avifaune, de l'herpétofaune et des chiroptères réalisés sur le site.

Afin de mettre en évidence les caractéristiques fauniques particulières du parc et d'évaluer la valeur de conservation des milieux naturels du point de vue de la faune, trois composantes ont été identifiées :

- **Les habitats potentiels d'espèces en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Cette composante permet de mettre en valeur les habitats qui présentent un plus fort potentiel d'abriter des ESPIC.

- **Les habitats critiques**

L'intérêt des habitats critiques, essentiels à la reproduction ou la survie de certaines espèces ou groupes d'espèces et dont l'utilisation est connue, a été évalué en fonction du statut des ESPIC.

- **Les occurrences d'ESPIC**

Cette composante a été évaluée selon la richesse des ESPIC présentes dans une même unité et leur statut de précarité ou d'intérêt.

La valeur de conservation de la faune est établie pour chaque unité de 12,5 m x 12,5 m en fonction de la somme pondérée des trois composantes, soit la fréquence d'utilisation de l'habitat potentiel par les ESPIC (10 %), la présence d'habitats critiques (40 %) ainsi que la diversité et le statut des ESPIC (50 %). Elle se

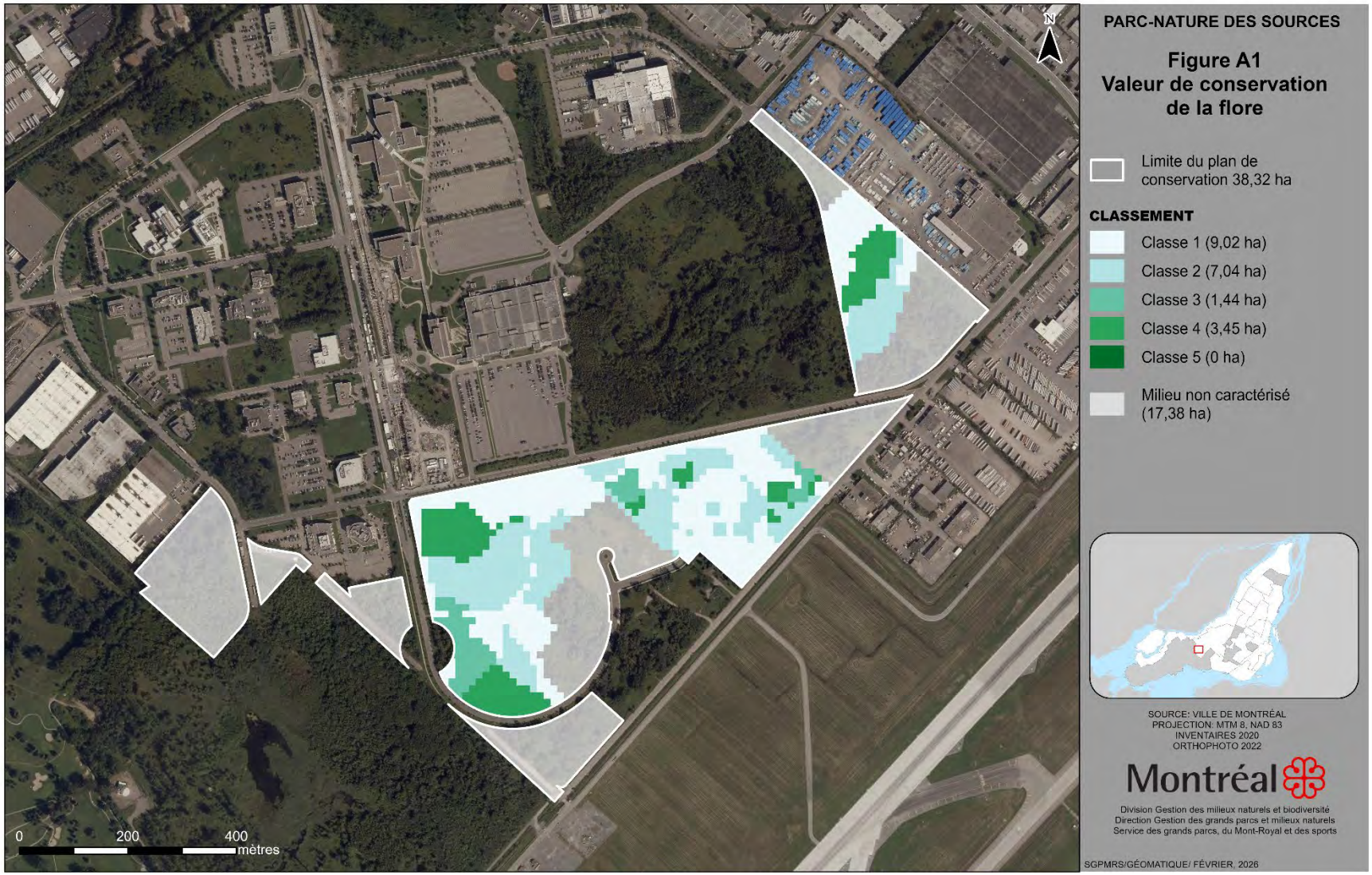
divise en cinq classes, allant d'aires où peu ou pas d'ESPIC sont présentes et où il est peu probable d'observer un habitat critique (Classe 1) à des sites recelant une grande richesse d'ESPIC à statut de précarité élevé et très souvent des habitats critiques (Classe 5).

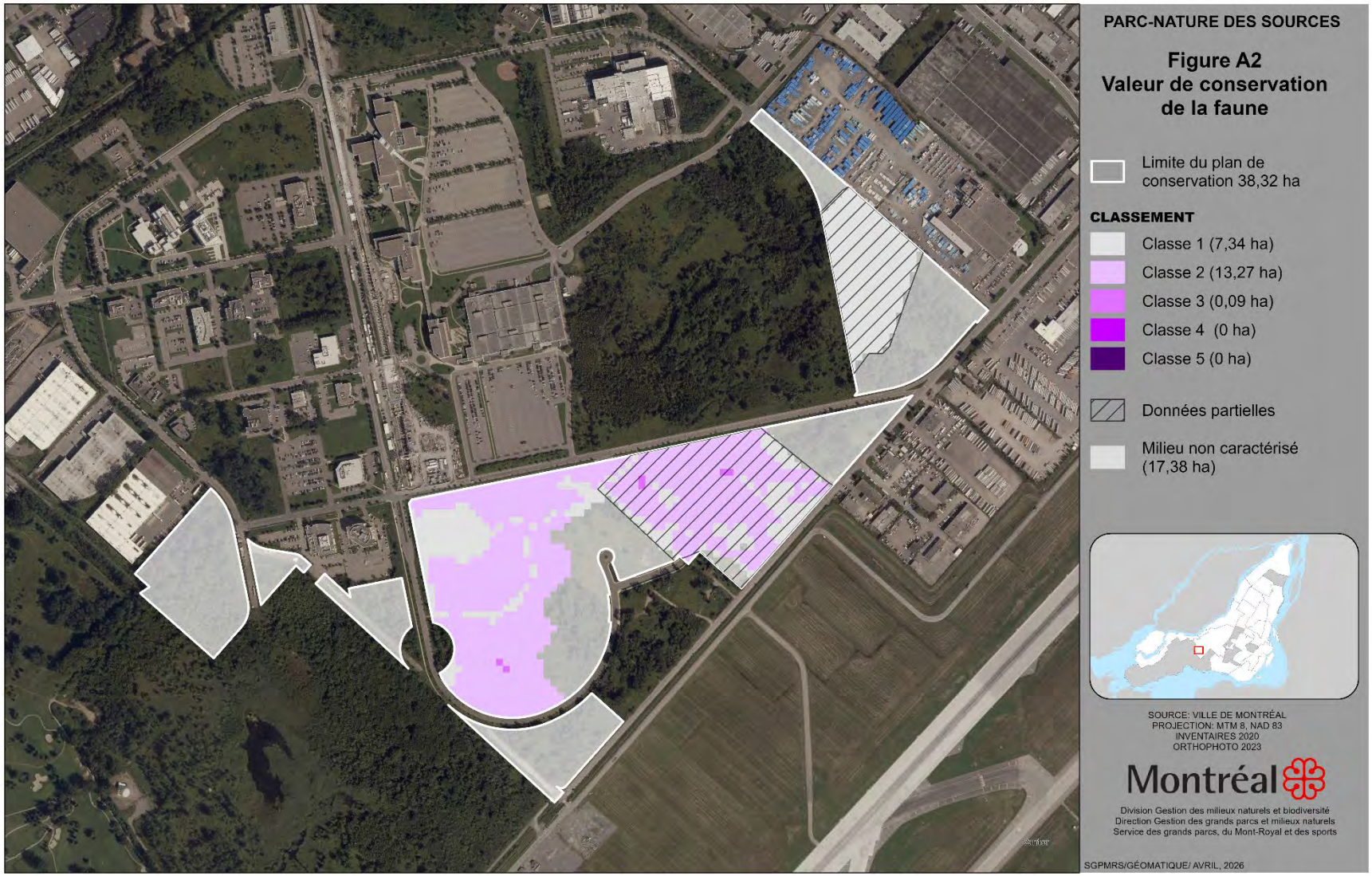
**La valeur de conservation biotique**

Fusion des valeurs de conservation floristique et faunique à parts égales, qui permet une appréciation globale des secteurs les plus précieux du point de vue de la biodiversité.

# ANNEXE 5

**Cartes des valeurs de conservation**


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure A1
Valeur de conservation
de la flore
Limite du plan de
conservation 38,32 ha
CLASSEMENT
Classe 1 (9,02 ha)
Classe 2 (7,04 ha)
Classe 3 (1,44 ha)
Classe 4 (3,45 ha)
Classe 5 (0 ha)
Milieu non caractérisé
(17,38 ha)
N
0
200
400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
INVENTAIRES 2020
ORTHOPHOTO 2022
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ FÉVRIER, 2026


PARC-NATURE DES SOURCES
Figure A2
Valeur de conservation
de la faune
Limite du plan de conservation 38,32 ha
CLASSEMENT
Classe 1 (7,34 ha)
Classe 2 (13,27 ha)
Classe 3 (0,09 ha)
Classe 4 (0 ha)
Classe 5 (0 ha)
Données partielles
Milieu non caractérisé (17,38 ha)
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
INVENTAIRES 2020
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026

# ANNEXE 6

**Illustrations des concepts des « services écosystémiques » de l'Évaluation des écosystèmes sur le Millénaire et des « contributions de la nature aux populations » de l'IPBES**

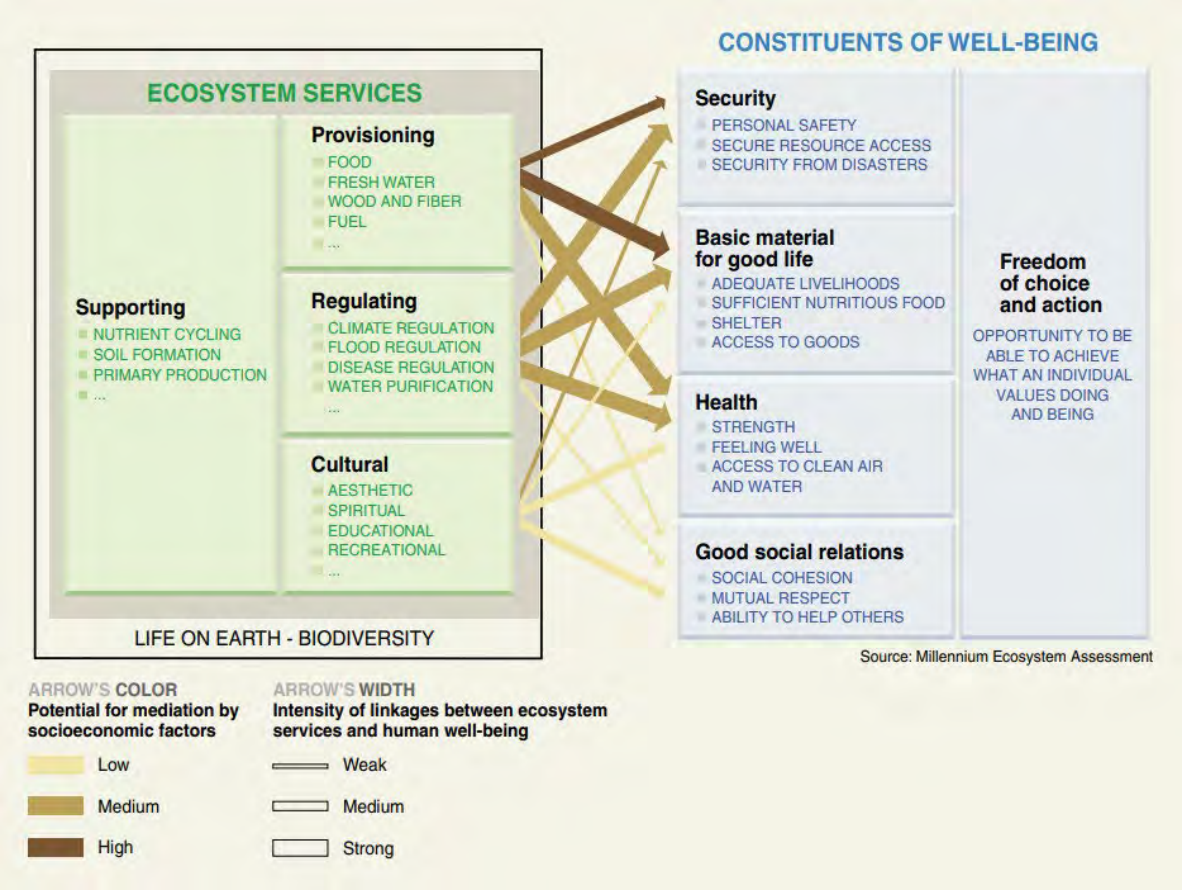



Figure 11. Liens entre les services écosystémiques et les composantes du bien-être humain selon l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire.
Les services écosystémiques sont séparés en 4 catégories - soutien, approvisionnement, régulation, culturels. Les composantes du bien-être humain sont séparées en 5 catégories - sécurité, éléments essentiels pour une vie satisfaisante, santé, bonnes relations sociales, liberté de choix et d'action. La force du lien est exprimée par l'épaisseur de la flèche et l'influence de facteurs socioéconomiques sur la fourniture du service par la couleur.
Tirée de : Millenium Ecosystem Assessment. 2005.




**Figure SPM 1 Tendances mondiales de la capacité de la nature à maintenir ses contributions à une bonne qualité de vie, de 1970 à aujourd'hui, illustrant un déclin pour 14 des 18 catégories de contributions analysées.**

Les données dont sont tirées les tendances mondiales et les variations régionales proviennent de l'examen systématique de plus de 2 000 études {2.3.5.1}. Les indicateurs ont été choisis en fonction de la disponibilité des données mondiales, de leur utilisation dans de précédentes évaluations et de leur concordance avec les 18 catégories. Pour de nombreuses catégories de contributions de la nature, deux indicateurs illustrant différents aspects de la capacité de la nature à contribuer au bien-être humain dans la catégorie en question ont été intégrés. Les indicateurs sont définis de manière à ce que leur augmentation soit associée à une amélioration des contributions de la nature.

Figure 12. Tendances mondiales de la capacité de la nature à maintenir ses contributions à une bonne qualité de vie, de 1970 à aujourd'hui, selon le Rapport sur l'évaluation mondiale de l'IPBES.
Tirée de : IPBES, 2019.

# ANNEXE 7

## Activités et usages non permis au parc-nature des Sources

| **Activités interdites (extrait) par le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG-09-029)** |
|---|
| Sous peine d'amendes pouvant aller de 100 $ à 2 000 $ pour une personne physique, il est interdit de :<br>● Se trouver dans un parc régional en dehors des heures d'ouverture;<br>● D'accéder à un parc régional ailleurs qu'aux endroits prévus à cette fin et indiqués par des affiches;<br>● Circuler avec des animaux sauf au plus deux chiens tenus en laisse (avec licou ou harnais pour les chiens de plus de 20 kg);<br>● Laisser son chien causer un dommage à la propriété d'autrui; mordre ou blesser toute personne ou tout animal; aboyer, hurler ou gémir de façon à troubler la paix et la tranquillité d'une ou de plusieurs personnes; accéder à un bassin, un plan d'eau naturel ou artificiel, un cours d'eau ou une plage;<br>● Tuer, blesser ou capturer un animal;<br>● Abandonner ou de relâcher tout animal;<br>● Nourrir un animal sauvage;<br>● Détruire le gîte, le nid, les œufs ou le nichoir d'un animal;<br>● Endommager, altérer ou modifier tout site, cours d'eau, source ou autre formation naturelle;<br>● Endommager, de couper ou de prélever une roche, un arbre, un arbuste ou tout autre végétal mort ou vivant, ainsi que tout fossile, ou d'y écrire, peindre ou graver des inscriptions;<br>● Pénétrer dans les zones identifiées de reboisement, de restauration écologique ou de renaturalisation;<br>● Introduire une espèce végétale, qu'elle soit exotique ou indigène;<br>● Déverser ou déposer des déchets de construction, des immondices, des matériaux, des marchandises ou d'autres biens, des meubles, des appareils hors d'usage ainsi que toute matière polluante ou dangereuse;<br>● Se comporter de façon à troubler l'ordre et la tranquillité des usagers;<br>● Utiliser ou d'être en possession d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc, d'une arbalète ou de tout dispositif de piégeage ou de trappage;<br>● Troubler la tranquillité du lieu par l'utilisation d'une radio, d'un instrument de musique ou par tout autre appareil sonore, y compris une génératrice ou un appareil d'amplification de la voix, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;<br>● Briser, détériorer ou souiller un bien meuble ou immeuble appartenant à la Ville;<br>● Jeter des déchets et des détritus, sauf dans les contenants prévus à cette fin;<br>● Laisser tout lieu ou tout équipement utilisé malpropre ou en mauvais état;<br>● Faire décoller ou atterrir un aéronef, y compris un aérostat ou d'en larguer des personnes ou des objets, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;<br>● Opérer un modèle réduit motorisé ou un modèle réduit d'aéronef, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;<br>● Installer tout équipement (bâche, hamac, etc.) prenant appui sur un arbre ou un arbuste ainsi qu'un chapiteau ou un autre équipement encombrant l'espace public ou gênant tout passage, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;<br>● D'utiliser le parc ou l'un de ses bâtiments pour toute activité commerciale ou promotionnelle, pour offrir des sessions de cours ou des activités récréatives ou sportives en groupe contre rémunération ou non sans l'autorisation de l'autorité compétente;<br>● Camper ou dormir la nuit, sauf dans le cadre d'une activité organisée par l'autorité compétente;<br>● Consommer une boisson alcoolique, sauf lors d'un pique-nique dans les aires prévues à cette fin ou sur délivrance par l'autorité compétente d'un permis à cet effet;<br>● Utiliser un barbecue au gaz propane ou un poêle au butane, sauf dans une aire de pique-nique;<br>● Abandonner une bonbonne de gaz ou de butane vide;<br>● Utiliser un barbecue au charbon de bois ailleurs que dans une aire de pique-nique équipée de dépôts à cendres ou de disposer des cendres ailleurs que dans ces dépôts;<br>● Faire un feu en plein air, de l'alimenter ou de s'y réunir; d'allumer des feux d'artifices et d'utiliser des pièces pyrotechniques; de manipuler du feu ou des objets en flamme, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;<br>● Sur toute plage, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente : d'utiliser une radio ou un système de son; d'utiliser un contenant de verre; de consommer une boisson alcoolique ou de la nourriture;<br>● Se baigner : à l'extérieur des bouées délimitant la zone de baignade, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente; en l'absence de sauveteurs en devoir; sur ordre d'un sauveteur à cet effet; sans être vêtu d'un |

maillot de bain;

- Pratiquer les activités aquatiques suivantes ou en lien avec celles-ci, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente : le plongeon, sauf aux endroits prévus à cette fin; tout jeu dans ou hors de l'eau, pouvant troubler la tranquillité publique ou mettre en cause la sécurité des baigneurs; la plongée sous-marine à l'intérieur des aires de baignade et à moins de 20 m des rampes de mise à l'eau; l'utilisation d'une embarcation dans une aire de baignade et sur un étang; la mise à l'eau ou l'accostage d'une embarcation, sauf aux endroits prévus à cette fin; laisser une embarcation accostée à un quai, ou ailleurs en rive, en dehors des heures d'ouverture d'un parc;
- Circuler, au moyen d'un véhicule, en dehors des stationnements et des voies de circulation ouvertes à la circulation en général, sauf dans le cadre d'une activité organisée ou encadrée par l'autorité compétente;
- Circuler à bicyclette à une vitesse excédant 20 km/h ou de façon à compromettre la sécurité des piétons et des conducteurs de véhicules;
- Circuler à bicyclette, en patins à roues alignées ou par tout autre moyen de locomotion aux endroits où la signalisation interdit les bicyclettes, à l'exception des fauteuils roulants;
- Circuler ou se déplacer hors sentier en milieu naturel;
- Enlever, de modifier, de déplacer ou de détériorer une affiche ou un panneau de l'autorité compétente. Tout affichage est interdit à l'exception de l'affichage effectué ou autorisé par l'autorité compétente.

# Plan de conservation et modalités de gestion écologique




Grand marécage du Bois Angell
Crédit Ville de Montréal

**Agglomération de Montréal**
**Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité**

**Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports**
**Avril 2026**

Pour citer ce document :

Ville de Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. 2026. Plan de conservation et modalités de gestion écologique. Grand parc de l'Ouest, secteur de l'Anse-à-l'Orme. 80 p.

# Table des matières

**Préambule** ..... **5**
**1. La mise en contexte** ..... **9**
**2. Les outils de protection** ..... **13**
**3. L'historique** ..... **19**
**4. La situation géographique** ..... **22**
**5. Les espaces à prédominance naturelle** ..... **24**
**6. Les objectifs de conservation** ..... **27**
**7. La description du milieu naturel** ..... **28**
7.1 Le milieu abiotique ..... 28
7.2 Le milieu biotique ..... 29
7.3 L'évaluation écologique des milieux ..... 35
7.4 L'appréciation des services écosystémiques ..... 37
**8. Les modalités de gestion des milieux naturels** ..... **43**
**9. Les activités et les usages compatibles avec la conservation** ..... **46**
9.1 Les activités compatibles et les usages autorisés ..... 46
9.2 Les activités et les usages non autorisés ..... 46
**10. Références et bibliographie** ..... **47**
10.1. Références ..... 47
10.2. Bibliographie ..... 51

## Liste des annexes

Annexe 1 Localisation et lotissement (détails)
Annexe 2 Synthèse des Règlements de zonage
Annexe 3 Espaces à prédominance naturelle du Grand parc de l'Ouest
Annexe 4 Listes détaillées des communautés végétales et des espèces végétales
Annexe 5 Liste détaillée des espèces fauniques
Annexe 6 Définition des paramètres de calcul des valeurs de conservation
Annexe 7 Cartes des valeurs de conservation
Figure A1 Valeur de conservation de la flore
Figure A2 Valeur de conservation de la faune
Annexe 8 Illustrations des concepts des « services écosystémiques » de l'Évaluation des écosystèmes sur le Millénaire et des « contributions de la nature aux populations » de l'IPBES
Annexe 9 Activités et usages non permis dans le secteur de l'Anse-à-l'Orme

## Liste des tableaux


Tableau 1a Données relatives à l'inscription au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal du Milieu naturel de conservation volontaire

Tableau 1b Données relatives à l'inscription au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal de l'agrandissement de l'Anse-à-l'Orme

Tableau 2 Superficies des zones à prédominance naturelle et autres espaces

Tableau 3 Types d'habitats

Tableau 4 Richesse des espèces végétales

Tableau 5 Richesse des espèces fauniques

Tableau 6 Planification des audits écologiques

Tableau 7 Planification des interventions et des suivis


## Liste des figures


Figure 1 Schéma du réseau écologique (Ville de Montréal, 2004)

Figure 2 Localisation et lotissement

Figure 3 Écoterritoire Corridor écoforestier de la rivière à l'Orme

Figure 4 Carte ancienne de l'Île de Montréal de 1744 (Archives de Montréal)

Figure 5 Délimitation des espaces à prédominance naturelle et autres espaces

Figure 6 Habitats

Figure 7 Communautés végétales

Figure 8 Valeur de conservation biotique

Figure 9 Services écosystémiques : le secteur et les milieux sensibles des environs

Figure 10 Vulnérabilité aux changements climatiques

Figure 11 Liens entre les services écosystémiques et les composantes du bien-être humain selon l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire

Figure 12 Tendances mondiales de la capacité de la nature à maintenir ses contributions à une bonne qualité de vie, de 1970 à aujourd'hui, selon le Rapport sur l'évaluation mondiale de l'IPBES

# Préambule

En 1979, la Communauté urbaine de Montréal (CUM, aujourd'hui remplacée par la Ville de Montréal dans ses compétences d'agglomération) met en place un programme d'acquisition d'espaces naturels et amorce l'établissement de parcs régionaux, connus sous le nom de « parcs-nature ». Avec la dissolution de la CUM au début des années 2000, la responsabilité des parcs-nature est transférée à ce qui deviendra le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Les parcs-nature, les parcs métropolitains et les grands parcs urbains forment alors le Réseau des grands parcs. Depuis 2004, la Ville de Montréal acquiert de nouveaux terrains, ce qui permet d'agrandir les grands parcs et de créer de nouveaux parcs pour préserver les milieux naturels.

Les parcs-nature se distinguent des autres espaces verts du territoire montréalais par la richesse et la diversité de leurs écosystèmes. La principale vocation de ces grands parcs est d'assurer la pérennité des milieux naturels présents sur leur territoire. Ce faisant, les milieux naturels peuvent être des lieux de récréation et d'éducation à l'environnement pour la population. Cela enrichit la qualité de vie des gens grâce au contact avec la nature. Ces lieux sont constitués d'une mosaïque d'habitats permettant le maintien d'une diversité végétale et animale. Leur protection et leur conservation jouent un rôle important tant au niveau écologique qu'au niveau des services écosystémiques qu'ils fournissent.

### La Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

Adoptée en 2004, la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels (PPMVMN) vise à augmenter la superficie protégée sur le territoire de l'agglomération de Montréal, à assurer la pérennité des milieux naturels, à maximiser la biodiversité et à favoriser l'intégration des écosystèmes et des paysages naturels dans les milieux de vie (Ville de Montréal, 2004). Elle cible l'accroissement des espaces de contact entre la population et la nature, dans le respect de l'intégrité écologique de ces sites uniques en milieu urbain.

La PPMVMN identifie dix écoterritoires, soit des territoires comprenant des milieux naturels d'intérêt prioritaires à protéger. La majorité des grands parcs sont inclus dans les limites de ces écoterritoires. Un écoterritoire n'est pas en lui-même une aire protégée[1]. Il comprend des espaces à vocations diverses (agricole, résidentielle, institutionnelle, industrielle, etc.) à proximité de milieux naturels d'intérêt. Le concept d'écoterritoire illustre l'ambition de la Politique de concilier conservation et développement, un enjeu particulièrement important en milieu urbain. La Politique s'articule autour de plusieurs axes d'intervention, dont la gestion écologique des milieux naturels dans les parcs. Les écoterritoires sont reconnus comme territoires d'intérêt écologique au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2015a) (ci-après appelé « Schéma ») ainsi qu'au Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 de la Ville de Montréal (Ville de Montréal, 2025a, Orientation 8 ''Accroître la place de la nature et de la biodiversité urbaine''). Lorsqu'un projet est entrepris à l'intérieur de ces territoires, la protection des milieux naturels qui s'y trouvent doit être prise en considération et maximisée.

[1] La LCPN *(Loi sur la conservation du patrimoine naturel.* RLRQ, c. C-61.01) définit ce qu'est une « aire protégée ».

Les projets de conservation sont basés sur le modèle de réseau écologique qui comprend :




Figure 1. Schéma du réseau écologique (Ville de Montréal, 2004)

A. Les zones noyaux qui sont des foyers de biodiversité. Elles assurent les conditions environnementales propres à la sauvegarde d'écosystèmes, d'habitats et de populations animales et végétales importants;

B. Les zones tampons qui jouent plusieurs rôles, notamment la protection des noyaux contre des menaces extérieures éventuelles, et qui servent d'habitats essentiels à la survie des espèces dans les zones noyaux;

C. Les corridors écologiques qui permettent la connectivité des zones noyaux ainsi que la dispersion et la migration des espèces.

En 2015, afin de poursuivre la préservation des territoires d'intérêt écologique, le Schéma établit à 10 % la cible de protection du territoire à l'intérieur de la trame urbaine. La Ville de Montréal se dote ensuite du Plan climat 2020-2030 (Ville de Montréal, 2020a) et du Plan nature et sports (Ville de Montréal, 2021a) au sein du plan stratégique Montréal 2030, dans lequel elle réitère l'objectif de protéger 10 % de son territoire terrestre et de favoriser la biodiversité.

### Le Plan nature et sports

Découlant du plan stratégique Montréal 2030, le Plan nature et Sports vise à améliorer le réseau des grands parcs et les installations sportives de la Ville. Il propose des actions concrètes afin de protéger la biodiversité et le patrimoine naturel, et favoriser l'adoption par la population d'un mode de vie sain et actif. Articulé autour de 4 volets (Montréal verte, Montréal bleue, Montréal des sommets, Montréal active), ce Plan place la nature au cœur de la ville pour améliorer la qualité de vie de la population et contribuer à la résilience face aux changements climatiques. La Ville de Montréal y réitère notamment l'objectif de protéger 10% de son territoire terrestre et de favoriser la biodiversité.

### La Stratégie de mise en valeur du grand parc de l'Ouest

S'inscrivant dans les orientations du Plan nature et sport, la Stratégie de mise en valeur du grand parc de l'Ouest (Ville de Montréal, 2023a) se décline en 4 grands axes stratégiques, soit protéger les patrimoines naturels et culturels, cultiver l'innovation par une agriculture durable, offrir des expériences inclusives et collectives et se réunir autour d'un projet d'envergure. Ces axes se déploient autour de 3 vocations dominantes équilibrées les unes aux autres, basées sur le déploiement de différents pôles (nature, identitaire, agricole). Le secteur de l'Anse-à-l'Orme est composé d'une mosaïque de milieux naturels servant de refuge à la biodiversité. La rivière à l'Orme est au cœur d'un vaste réseau écologique qui conditionnera le développement de grands chantiers. Ce secteur est notamment visé pour la valorisation d'anciennes terres agricoles et pour la réalisation d'un réseau de sentiers ininterrompus reliant les différents secteurs du parc, notamment avec le projet de Grand sentier de l'Ouest. Par ailleurs des projets d'infrastructures majeurs actuellement en planification par nos partenaires permettront de franchir l'autoroute 40 et de déployer un vaste réseau de déplacements actifs comme porte d'entrée du GPO.

**La mission du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS)[2]**

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports contribue à la transition écologique de la Ville. Il offre un réseau de grands parcs et d'installations sportives d'envergure. Il a pour mandat de protéger, de réhabiliter et de mettre en valeur les milieux naturels, la forêt urbaine et les espaces publics. Il vise aussi à offrir, promouvoir et soutenir des milieux favorisant l'activité physique et sportive, propices à un mode de vie actif pour la population montréalaise.

### Le Plan climat

Découlant également du plan stratégique Montréal 2030, le Plan climat vise à faire de Montréal une ville inclusive, résiliente et carboneutre. Le déploiement de ses 52 mesures[3] favorise la mobilisation de la population, l'accélération de l'adoption de modes de transport durables, la réduction de l'utilisation des énergies fossiles dans les bâtiments, le verdissement des milieux de vie et la réduction du gaspillage alimentaire. Les indicateurs de suivi relatifs à la résilience et à l'adaptation aux changements climatiques incluent l'objectif de protection de 10% du territoire terrestre, ainsi que la diminution de la vulnérabilité de Montréal aux aléas climatiques (Ville de Montréal, 2020a, 2025b).

### La démarche de réconciliation avec les peuples autochtones de la Ville de Montréal

Suivant la nomination de la première Commissaire aux relations avec les peuples autochtones et deux années de consultation, la Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025 a été adoptée (Ville de Montréal, 2020b). La vision portée par la stratégie s'articule autour de la reconnaissance de l'histoire autochtone de Montréal, de la place que la population autochtone occupe dans le tissu culturel ainsi que du rôle de la Ville dans le processus de réconciliation. La prochaine mouture de la stratégie est en cours de préparation. L'engagement de la Ville envers la réconciliation avec les peuples autochtones se reflète de façon transversale dans le Plan nature et sports.

La conservation à long terme du patrimoine naturel pour les générations actuelles et futures est le socle des plans de conservation des grands parcs. Elle s'inscrit en cohérence avec le principe traditionnel des sept générations auquel référait la stratégie (p.57). Avec l'appui du Commissaire, des collaborations avec des communautés, organismes et experts autochtones pourraient favoriser une compréhension plus large de la protection des écosystèmes et des liens avec la santé et le bien-être des humains qui en font partie, via la complémentarité des savoirs et des façons de faire.

### L'appui de Montréal au Cadre mondial de la biodiversité

Lors de la 15e Conférence des Parties (COP15) à la Convention sur la diversité biologique des Nations unies, tenue à Montréal en 2022, les États réunis ont adopté le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Celui-ci comprend 23 nouvelles cibles pour la prochaine décennie, traitant de la réduction des

[2] https://montreal.ca/unites/service-des-grands-parcs-du-mont-royal-et-des-sports

[3] En 2025, une mise à jour du Plan climat 2020-2030 vient bonifier 2 actions inscrites et en ajouter 6 nouvelles, dont une visant à améliorer la connectivité écologique (19.1) et une autre visant à améliorer la contribution écologique des espaces verts municipaux (19.2).

menaces à la biodiversité, du partage des bienfaits pour répondre aux besoins des populations ainsi que des outils et solutions pour la mise en œuvre.

L'Engagement de Montréal, un appel aux villes du monde à s'engager à travers 15 actions, a été lancé à cette occasion (Ville de Montréal, 2022). L'élaboration des plans de conservation participe à faire de Montréal une ville exemplaire, en répondant à plusieurs de ces 15 actions, dont la conservation des milieux naturels et des espèces en situation précaire, la restauration des écosystèmes et de leur connectivité, ainsi que la résilience climatique grâce à des approches fondées sur les écosystèmes. En décembre 2023, pour souligner le premier anniversaire de la COP15 et de l'adoption du Cadre mondial, le Conseil municipal a adopté une déclaration réaffirmant son engagement envers la conservation et la restauration en tant que moteurs permanents des décisions, l'exemplarité de la Ville et la poursuite des efforts de sensibilisation.



Adiante du Canada dans un boisé de l'Anse-à-l'Orme (crédit Mathieu Sparks)

# 1. La mise en contexte

Le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme a été désigné le 25 avril 1984 par l'adoption du Règlement 72 relatif à l'établissement et à la dénomination des parcs à caractère intermunicipal par le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal (CUM, 1984), dans le but de reconnaître et de protéger un vaste ensemble de milieux naturels d'intérêt. Le territoire étant majoritairement destiné à la conservation, l'aménagement de ce parc est demeuré limité pendant plusieurs décennies. Seule la zone en bordure du lac des Deux-Montagnes a été progressivement aménagée afin de permettre un accès au public.

Depuis la délimitation du Grand parc de l'Ouest en 2019, le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme constitue un secteur de ce vaste parc urbain. Administrativement, il prend le nom de Grand parc de l'Ouest – secteur de l'Anse-à-l'Orme. La vocation de conservation n'est toutefois pas affectée par ce changement administratif. Pour simplifier la lecture de ce document, nous convenons de nommer ce site « l'Anse-à-l'Orme ». La figure 2 présente la localisation du parc, son lotissement ainsi qu'une proposition de découpage en 6 sous-secteurs : l'Anse à l'Orme, la Rivière à l'Orme, les Grandes Friches, le Bois Angell, le Bois Ouest et le Bois du Timberlea Trail.

### Le Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal

En 2009, l'agglomération de Montréal adopte son Répertoire des milieux naturels protégés, afin de confirmer officiellement les sites ayant pour vocation la protection des milieux naturels et le maintien ou le rehaussement de la biodiversité à long terme. Cet outil permet de suivre les superficies de milieux naturels protégés du territoire et d'informer les citoyens et les citoyennes des efforts consentis pour leur conservation. L'inscription au Répertoire engage le ou la gestionnaire de site à planifier et à mettre en œuvre une gestion écologique, notamment sous la forme d'un plan de conservation et de modalités de gestion écologique soumis à l'approbation du Conseil d'agglomération de Montréal. En 2023, le Répertoire devient plus inclusif en reconnaissant la contribution d'une diversité de sites à la protection de la biodiversité. Il est alors renommé « Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal » (Ville de Montréal, 2023b). Les sites peuvent être inscrits dans trois catégories, selon la robustesse de leurs mesures de conservation :

- Catégorie A : les aires protégées;
- Catégorie B : les milieux naturels conservés;
- Catégorie C : les milieux naturels contributifs à la biodiversité.

### Le plan de conservation et les modalités de gestion écologique

Un plan de conservation est un document qui présente les orientations de conservation et de mise en valeur des milieux naturels d'un site. Il vise à concilier la préservation du patrimoine naturel avec les autres usages. Le plan de conservation sert également de référence pour orienter les interventions et les aménagements, de même que la mise en place d'activités à offrir à la population. Le plan de conservation définit des orientations et des modalités de gestion écologique. Il permet de décrire et de faire connaître le site visé. L'objectif de conservation doit réconcilier l'humain avec la nature, en intégrant la biodiversité dans une perspective de développement durable.

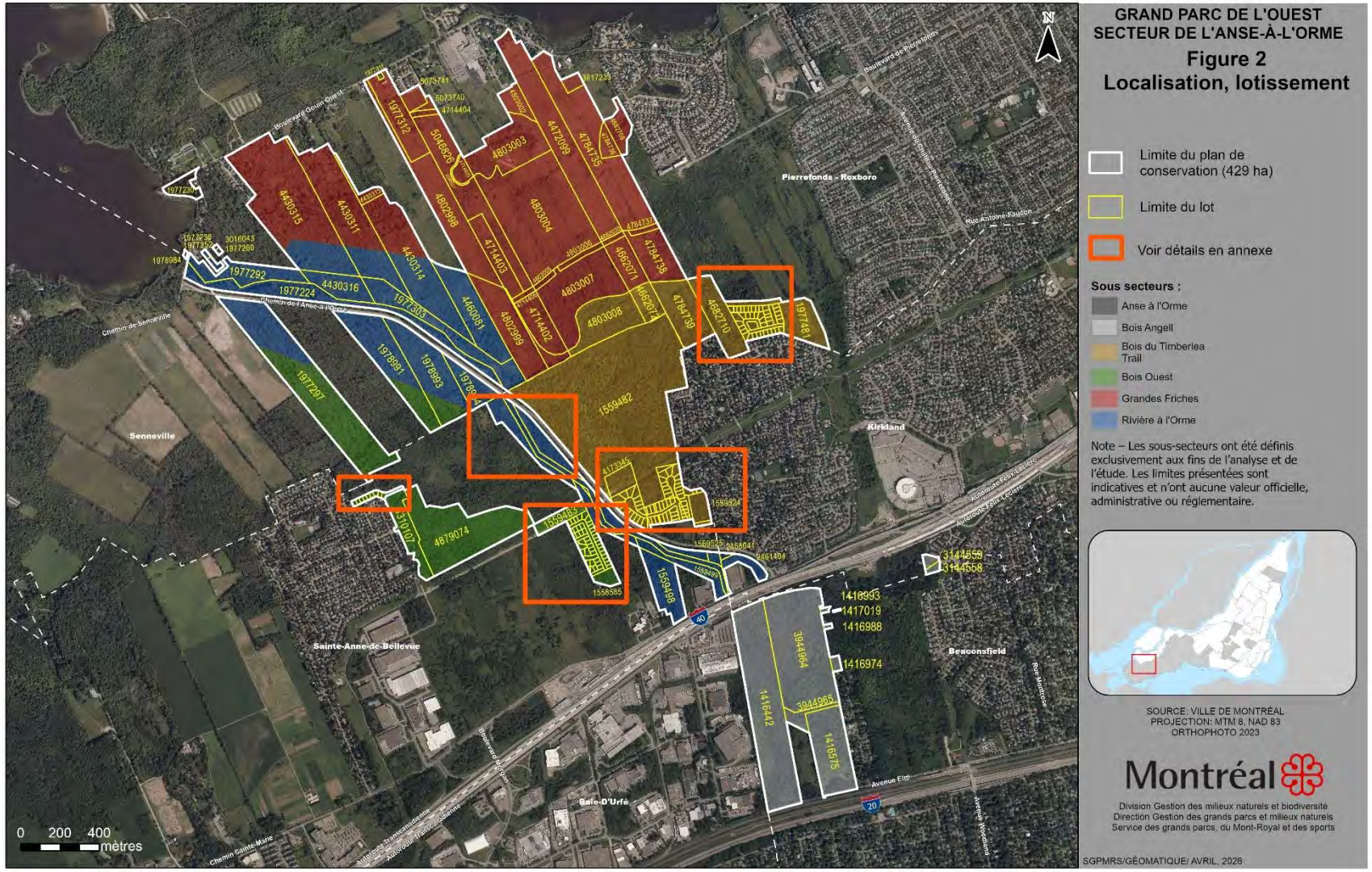
**Tableau 1a. Données relatives à l'inscription au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal du Milieu naturel de conservation volontaire**

| | |
|---|---|
| **Type d'inscription** | Catégorie A – Aires protégées |
| **Nomination du site** | Milieu naturel de conservation volontaire de l'Anse-à-l'Orme |
| **Nom usuel du site** | Secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest |
| **Superficie** | 233 hectares |
| **Gestionnaire** | Ville de Montréal - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports |
| **Propriétaires** | Ville de Montréal |
| **Lots (109)** | 1416575, 1559482, 1559486 à 1559487, 1559490p à 1559492, 1559498 à 1559499, 1559502 à 1559503, 1559525, 1559664, 1977224, 1977230, 1977238, 1977292, 1977297, 1977303, 1978984, 1978991, 1978993 à 1978994, 2458036, 2458041, 2461314, 2461404, 3144558 à 3144559, 3756634 à 3756654, 3756662 à 3756681, 3756683 à 3756688, 3756690 à 3756702, 3944964 à 3944965, 4002876 à 4002880, 4173344 à 4173346, 4310114 à 4310115, 4430311, 4430313 à 4430316, 4460081, 4682708, 4682710. |
| **Territoire d'intérêt écologique au Schéma*** | Écoterritoire Corridor écoforestier de la rivière à l'Orme<br>Bois et corridors forestiers métropolitains |
| **Grande affectation au Schéma** | Conservation |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme et de mobilité de Montréal** | Conservation |
| **Catégories d'usage permis au Règlement de zonage de Pierrefonds-Roxboro** | E-Conservation |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme de Ste-Anne-de-Bellevue (No 863)** | Conservation |
| **Classes d'usage permis au Règlement de zonage de Ste-Anne-de-Bellevue (No 874)** | Conservation (CON-02) |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme de Beaconsfield** | Conservation |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme de Kirkland** | Conservation |

* Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2015a).

**Tableau 1b. Données relatives à l'inscription au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal de l'agrandissement de l'Anse-à-l'Orme**

| | |
|---|---|
| **Type d'inscription** | Catégorie B – Milieux naturels conservés |
| **Nomination du site** | Secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest |
| **Nom usuel du site** | Secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest |
| **Superficie** | 196 hectares |
| **Gestionnaire** | Ville de Montréal - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports |
| **Propriétaires** | Ville de Montréal |
| **Lots (158)** | 1416442, 1416974, 1416988, 1416993, 1417019, 1558434, 1558483 à 1558488, 1558490 à 1558499, 1558501 à 1558503, 1558529 à 1558532, 1558534 à 1558536, 1558555, 1558557 à 1558561, 1558573 à 1558577, 1558579, 1558585, 1559403 à 1559409, 1559458, 1559483, 1559524, 1559528, 1977252, 1977260, 1977311 à 1977312, 1977435 à 1977436, 1977438 à 1977454, 1977456 à 1977472, 1977474 à 1977479, 1977481, 1979024 à 1979025, 1990761, 2461307, 2461315, 3016043, 3617233, 4213359 à 4213360, 4310106 à 4310107, 4472099, 4662070 à 4662072, 4714402 à 4714406, 4722078, 4784735 à 4784739, 4802998 à 4802999, 4803002 à 4803008, 4879074, 5046826 à 5046827, 5073740 à 5073741, 6308214 à 6308228. |
| **Territoire d'intérêt écologique au Schéma*** | Écoterritoire de la forêt de Senneville<br>Bois et corridors forestiers métropolitains |
| **Grande affectation au Schéma (2015)** | Conservation<br>Dominante résidentielle<br>Activités diversifiées |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme et de mobilité de Montréal (2025)** | Conservation |
| **Catégories d'usage permis au Règlement de zonage de Pierrefonds-Roxboro** | E-Conservation |
| **Affectations du sol au Plan d'urbanisme de Ste-Anne-de-Bellevue (No 863)** | Conservation<br>Résidentielle |
| **Classes d'usage permis au Règlement de zonage de Ste-Anne-de-Bellevue (No 874)** | Conservation (CON-02)<br>Habitation faible densité (H1-13) et PAE (plans d'aménagement d'ensemble) |
| **Affectation du sol au Plan d'urbanisme de Beaconsfield** | Conservation |


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 2
Localisation, lotissement
Limite du plan de conservation (429 ha)
Limite du lot
Voir détails en annexe
Sous secteurs :
Anse à l'Orme
Bois Angell
Bois du Timberlea Trail
Bois Ouest
Grandes Friches
Rivière à l'Orme
Note – Les sous-secteurs ont été définis exclusivement aux fins de l'analyse et de l'étude. Les limites présentées sont indicatives et n'ont aucune valeur officielle, administrative ou réglementaire.
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026
N
0 200 400 mètres
Pierrefonds - Roxboro
Kirkland
Sennevile
Sainte-Anne-de-Bellevue
Baie-D'Urfé
Beaconsfield
Boulevard Gouin Ouest
Chemin de Senneville
Chemin Sainte-Marie
Avenue Elm
Rue Montrose
Avenue Woodland

# 2. Les outils de protection

La conservation des milieux naturels dans l'Anse-à-l'Orme est assujettie à différents cadres réglementaires et les objectifs de protection et de mise en valeur sont définis dans plusieurs plans, stratégies ou politiques.

### L'encadrement fédéral et provincial

La *Loi sur les espèces en péril* (LEP) (L.C. 2002, ch. 29) et la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* (LCOM) (L.C. 1994, ch. 22) sont deux lois fédérales applicables dans le site visé. La LEP vise à désigner des espèces préoccupantes, menacées ou en voie de disparition à l'échelle canadienne et à assurer leur protection par différentes mesures et interdictions. Sur les terres qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, les interdictions prévues par la LEP ne s'appliquent généralement qu'aux espèces aquatiques et espèces d'oiseaux migrateurs inscrites à l'annexe 1 de la Loi (Environnement Canada, 2007). La LCOM vise pour sa part la protection des oiseaux migrateurs, de leurs œufs et de leurs nids, principalement par l'intermédiaire du Règlement sur les oiseaux migrateurs (C.R.C, ch. 1035).

Au Québec, la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (RLRQ, chapitre C-61.1) vient étendre la protection prévue par la LCOM à l'ensemble des espèces fauniques qui se reproduisent à l'état sauvage. Elle interdit, par exemple, de déranger, détruire ou endommager les œufs, le nid ou la tanière d'un animal. La *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (LCPN) (RLRQ, C-61.01) constitue le principal outil législatif par lequel le Québec répond à ses engagements en matière de conservation des milieux naturels. La LCPN prévoit des mesures de protection du patrimoine naturel et de la biodiversité, notamment par la création d'aires protégées. La *Loi sur les espèces menacées et vulnérables* (RLRQ, E-12.01) encadre la protection et la gestion des espèces menacées et vulnérables, celles susceptibles d'être désignées ainsi que leurs habitats. Enfin, la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ c Q-2) encadre, notamment, les interventions dans les milieux humides et hydriques en exigeant une autorisation pour toute activité susceptible de les altérer et en appliquant le principe d'éviter, minimiser, compenser. Le Règlement sur l'encadrement des activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE) (Q-2, r.17.1) décrit la procédure à suivre pour les demandes d'autorisation. Le Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (RAMHHS) (Q-2, r.0.1) rassemble des normes de réalisation associées à ces milieux.

Selon le contexte d'intervention et les caractéristiques du site, d'autres lois, règlements ou normes en matière de protection de l'environnement ou de conservation de la biodiversité peuvent également s'appliquer.

### Les orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)

Les orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT) constituent le cadre de référence par lequel le gouvernement du Québec guide la planification territoriale des municipalités régionales de comté et des communautés métropolitaines (Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2024). Elles visent à assurer un développement harmonieux, durable et cohérent du territoire en conciliant les dimensions sociales, économiques et environnementales. En matière de protection de l'environnement, les OGAT préconisent notamment la préservation des milieux naturels d'intérêt, tels que les milieux humides et hydriques, les boisés d'importance, les habitats fauniques et les territoires abritant une biodiversité remarquable. Elles encouragent également le maintien et la restauration de la connectivité écologique par l'identification de corridors naturels reliant les grands noyaux de conservation, afin de favoriser les déplacements de la faune et la résilience des écosystèmes. D'autres orientations visent à encadrer l'implantation des usages afin de

limiter la fragmentation des milieux naturels, à protéger les rives et les plaines inondables, ainsi qu'à intégrer les infrastructures vertes et les solutions basées sur la nature dans les projets d'aménagement. L'ensemble de ces mesures contribue à réduire les pressions sur les écosystèmes et à promouvoir une occupation du territoire respectueuse des capacités du milieu naturel, dans un contexte marqué par les changements climatiques.

### La zone agricole permanente

Une partie de l'Anse-l'Orme est située dans la zone agricole permanente (ZAP), décrétée par le gouvernement du Québec en vertu de la LPTAA (*Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*. RLRQ, c. P-41.1). Il s'agit des sous-secteurs du Bois Ouest et de la Rivière à l'Orme, voisins du secteur du parc agricole du Bois-de-la-Roche (figure 3). La protection du territoire et des activités agricoles est assurée par la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ), qui délivre les autorisations relatives aux utilisations autres qu'agricole ainsi que les exclusions et inclusions de lots dans la ZAP.

La ZAP représente 4 % (2047 ha) du territoire de l'agglomération de Montréal, dont 430 ha (21 %) étaient cultivés en 2013 (Ville de Montréal, 2021a). On y trouve également des golfs (19%), des résidences (9%) et plusieurs milieux naturels, soit 8% de milieux humides, 28 % de bois ou friches arborescentes et 15 % de friches arbustives ou herbacées. En 2015, le Plan de développement de la zone agricole de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2015b) identifie que 5 % de la zone agricole, soit environ 100 ha, présentent un potentiel de remise en culture ou de pâturage. La majorité de ce potentiel se trouve dans le secteur voisin du GPO au parc agricole du Bois-de-la-Roche. Dans sa Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026 (Ville de Montréal, 2021b), la Ville de Montréal vise cultiver 40 ha supplémentaires à l'échelle de son territoire d'ici 2026 (incluant les jardins communautaires et collectifs, les jardins privés et les arrière-cours, les jardins pédagogiques ou institutionnels et les terres de la Ville déjà cultivées dans le Grand parc de l'Ouest). À l'échelle du Grand parc de l'Ouest, ce sont près de 30 ha supplémentaires qui sont visés pour la remise en culture. Ces cibles convergent avec les objectifs de la Stratégie de mise en valeur du Grand parc de l'ouest.

### Les bois et corridors forestiers métropolitains

Dans le Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé (PMADR), la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM, 2025) délimite les bois et corridors forestiers métropolitains afin d'en orienter leur protection. Il s'agit de grands massifs boisés à l'échelle métropolitaine présentant des caractéristiques écologiques d'intérêt (bois mature, présence de milieux humides et hydriques ou d'espèces en situation précaire, etc.). Les sous-secteurs du Bois Angell, du Bois Ouest et de la Rivière à l'Orme entrecroisent des bois et corridors forestiers métropolitains (figure 3). Les bois et corridors forestiers métropolitains sont intégrés aux territoires d'intérêt écologique du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

### Le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal

À la suite de l'adoption de la *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques* par l'Assemblée nationale du Québec le 16 juin 2017, les MRC et agglomérations se sont vues confier la réalisation d'un plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH). L'objectif du PRMHH est d'amorcer une réflexion en amont du développement territorial, dès l'étape de la planification, afin de permettre d'orienter suffisamment tôt les décisions en matière de conservation et d'utilisation durable des milieux humides et hydriques.

Le PRMHH de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2024) cible des milieux humides à conserver sur lesquels on applique une zone tampon de 30 mètres. Le règlement modifiant le Schéma pour protéger les milieux humides (RCG 14-029-7), selon les orientations du PRMHH, est entré en vigueur le 16 janvier 2026. La concordance avec la réglementation d'urbanisme du territoire concerné est achevée et est en vigueur depuis le 9 juillet 2025 (RCA29-0149).

### Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

Les grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal reflètent les intentions du Schéma à l'égard de son développement futur, en conférant une vocation particulière à ses différentes parties. Actuellement, l'Anse-à-l'Orme se situe dans les grandes affectations « Conservation » et « Dominante résidentielle ». Les composantes Conservation et Parcs sont cependant permises dans toutes les grandes affectations.

Par ailleurs, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* qui impose la conformité des outils de planification aux OGAT et aux documents de planification de niveau supérieur, l'agglomération doit réviser son Schéma. L'entrée en vigueur, en décembre 2024, de nouvelles OGAT axées notamment sur la protection des milieux naturels, la connectivité écologique et l'adaptation aux changements climatiques, de même que l'adoption du PMADR de la CMM en 2025, rendent nécessaire l'actualisation du Schéma en vigueur, adopté en 2015. Notons que plusieurs modifications sectorielles récentes, notamment en matière de milieux humides et hydriques et d'encadrement des zones inondables, témoignent d'une démarche d'arrimage progressif aux nouveaux cadres gouvernementaux. La révision intégrée du Schéma permettra d'assurer une planification cohérente et structurante de la conservation, de la gestion et de la connectivité des milieux naturels à l'échelle de l'agglomération.

« Le territoire de l'agglomération comprend des grands parcs, des parcs locaux ainsi que des aires protégées par des organismes non municipaux qui présentent des éléments d'intérêt écologique, paysager et patrimonial à préserver et à mettre en valeur. La grande affectation « Conservation » vise la protection des écosystèmes sensibles et le rehaussement de la biodiversité, tout en permettant, pour la population, un accès qui favorise l'appréciation des paysages et du patrimoine naturel ainsi que la pratique d'activités récréatives à faible impact. » (Schéma, 3.1 Grandes affectations du territoire et les composantes autorisées, p. 103-104, Ville de Montréal, 2015a). Ces aires, d'une importance exceptionnelle du fait de leur riche biodiversité et de leur rareté en milieu urbain, sont administrées aux fins de conservation et d'éducation. Les aménagements récréatifs sont restreints.

Les composantes autorisées sur le territoire de l'Anse-à-l'Orme sont définies dans le Schéma (p. 104) comme suit :

**Installation de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique ou d'interprétation reliée à la nature**

Activités de recherche, d'éducation, de prélèvement scientifique et d'interprétation qui sont reliées à la nature et qui nécessitent des aménagements mineurs liés à l'accès aux espaces afin de permettre aux personnes d'observer et de faire découvrir le milieu environnant, de pratiquer des activités de recherche ou de prélever des échantillons de sol, d'eau, d'air, de flore ou de faune.

**Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive**

Équipements récréatifs qui nécessitent des aménagements légers, et leurs bâtiments accessoires, utilisés pour les activités récréatives extensives, pratiquées généralement à l'extérieur. Les aménagements et

équipements génèrent peu d'impacts sur le milieu environnant. Il s'agit notamment d'un chalet d'accueil ou d'un centre d'interprétation, d'un poste d'observation, d'un belvédère, d'un kiosque, d'une voie de promenade, d'une piste de randonnée pédestre ou cyclable, d'une aire de détente, d'une aire de jeu, d'une aire de pique-nique, d'un bâtiment de service et d'une cour d'entreposage pour les besoins d'entretien du site ainsi que d'un stationnement et de ses voies d'accès.

**Aménagement des milieux naturels visant la gestion écologique et l'amélioration de la biodiversité**
Activités qui concernent le reboisement, l'entretien, l'abattage d'arbres affaiblis, morts ou endommagés par les intempéries, le feu, les insectes ravageurs ou les organismes pathogènes, le contrôle des espèces végétales envahissantes et nuisibles, le blocage de succession végétale, la plantation d'espèces végétales, la stabilisation des berges, la création d'habitats fauniques, l'installation de nichoirs, perchoirs et mangeoires, de même que des travaux d'urgence à des fins de sécurité publique.

Par ailleurs, le document complémentaire du Schéma délimite les écoterritoires, dont l'objectif général est d'assurer la protection des milieux naturels d'intérêt par leur prise en compte dans la planification des projets de développement. Au sein des écoterritoires, les terrains appartenant à la Ville sont considérés comme des équipements collectifs et ne peuvent être aliénés sans une autorisation préalable du ministère des Affaires municipale et de l'Habitation (MAMH). L'Anse-à-l'Orme se situe dans l'écoterritoire du Corridor écoforestier de la rivière à l'Orme (figure 3), dont les objectifs de conservation et d'aménagement[4] sont :

- Créer un corridor écologique viable d'une grande biodiversité autour de la rivière à l'Orme;
- Créer un corridor récréatif reliant les gares du train de l'Ouest au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche;
- Maintenir le régime hydrique et améliorer la qualité de l'eau de la rivière à l'Orme;
- Consolider les limites du parc-nature de l'Anse-à-l'Orme et du parc agricole du Bois-de-la-Roche par la conservation de milieux naturels d'intérêt écologique.

### Le plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal

Le Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) 2050, adopté en juin 2025, constitue la feuille de route stratégique qui guidera le développement urbain, la mobilité, l'aménagement du territoire et la transition écologique de Montréal pour les 25 prochaines années (Ville de Montréal, 2025a). Le PUM regroupe les orientations de portée générale applicables à l'ensemble du territoire, dont celle visant à Accroître la place de la nature et de la biodiversité urbaine (Chapitre 2 – Orientation 8).

**Extrait du Plan d'urbanisme et de mobilité**
Pour accroître la place de la nature et de la biodiversité en ville, Montréal doit tout mettre en œuvre pour assurer la conservation à long terme des bois, des friches et des milieux humides et hydriques. Ceux-ci se situent dans les grands parcs, comme les parcs-nature, dans d'autres parcs municipaux, sur des terrains protégés par les gouvernements et divers organismes, ainsi que sur des terrains privés. Des efforts notables ont été consentis pour protéger le plus de superficies possible depuis les dernières années et ces efforts se poursuivront dans le futur. Montréal cherche des solutions innovantes et adaptées à son

[4] Schéma, Annexe III - Objectifs de conservation et d'aménagement des écoterritoires.
https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PROJ_URBAINS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SCHEMA_23_ANNEXEIII.PDF

contexte urbain en vue de s'assurer que les milieux naturels et les autres espaces contributifs à la biodiversité jouent pleinement, et de façon pérenne, leurs rôles d'infrastructures naturelles.

Les milieux naturels ciblés par le plan de conservation sont situés dans une affectation du sol de type Conservation, soit une aire d'affectation réservée à la protection, au rehaussement et à la mise en valeur de la biodiversité ainsi que du patrimoine naturel et paysager.

### Les plans d'urbanisme des villes de Sainte-Anne-de-Bellevue, Beaconsfield et Kirkland

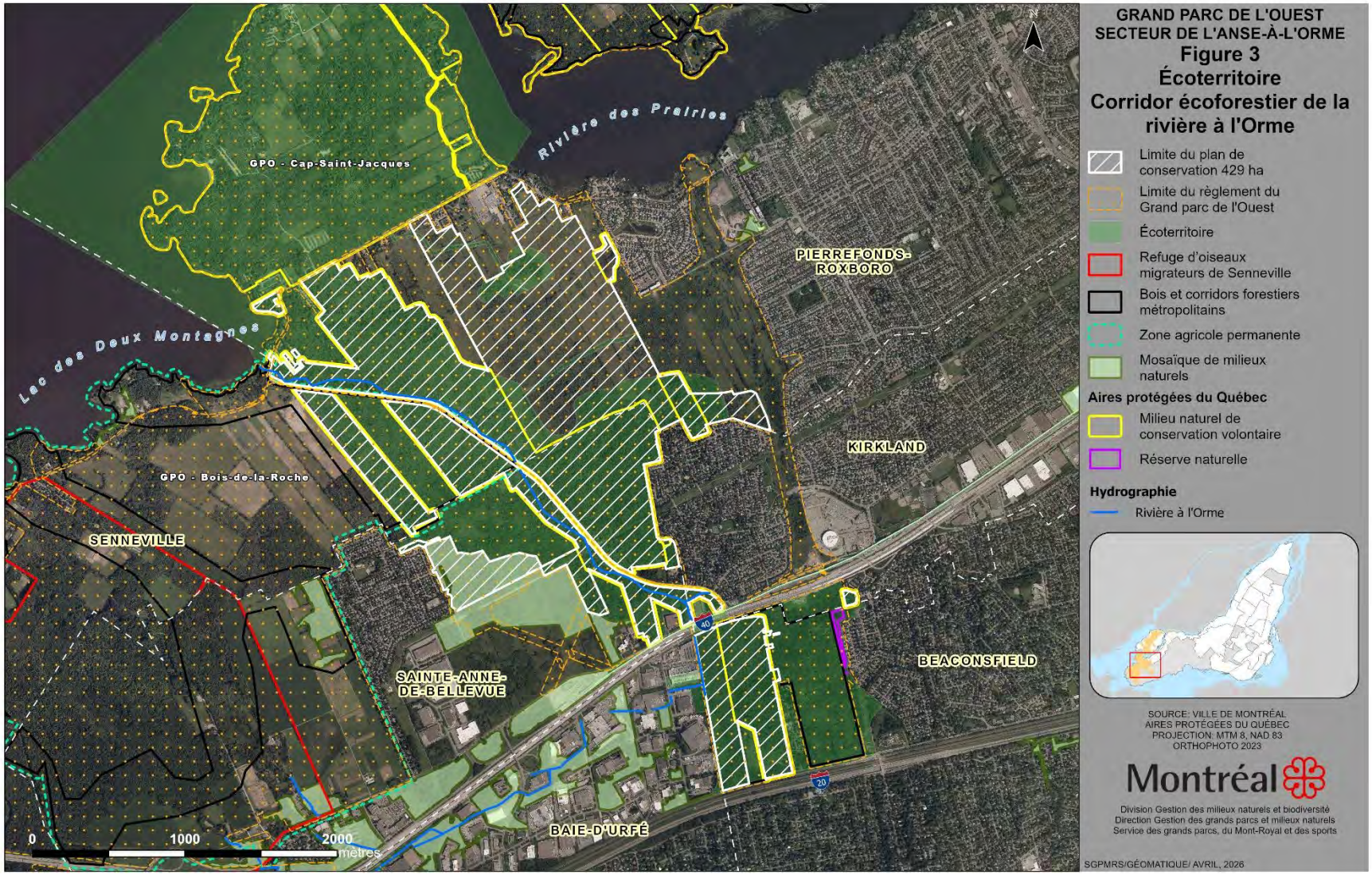
Les plans d'urbanisme de ces 3 municipalités constituent des cadres stratégiques convergents en matière de protection des milieux naturels et du territoire à l'échelle locale. Le plan d'urbanisme de Sainte-Anne-de-Bellevue (Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, 2024) reconnaît explicitement les boisés, les milieux humides, les rives et les paysages associés au lac des Deux-Montagnes et au boisé de l'Anse-à-l'Orme comme des composantes structurantes à préserver, en mettant l'accent sur la conservation des habitats, la limitation de la fragmentation des milieux naturels, la protection de la connectivité écologique et l'adaptation aux changements climatiques. Le plan d'urbanisme de Beaconsfield (Ville de Beaconsfield, 2025), à l'étape de projet, s'inscrit dans une approche similaire en valorisant la protection des boisés, des milieux riverains et des espaces verts structurants, tout en encadrant les interventions dans les secteurs sensibles afin de préserver la biodiversité, la qualité paysagère et la fonction écologique des milieux naturels dans le tissu urbain. De son côté, le plan d'urbanisme de Kirkland (Ville de Kirkland, 2026) affirme des objectifs explicites de conservation des boisés, des milieux humides et des cours d'eau, ainsi que de maintien de corridors écologiques fonctionnels, en reconnaissant le rôle clé de ces milieux dans la connectivité des habitats, la préservation du régime hydrique et la résilience environnementale du territoire.

Pris ensemble et ajoutés au Plan d'urbanisme de Montréal, ces documents traduisent une volonté partagée d'intégrer la protection des écosystèmes, la connectivité des milieux naturels et la résilience écologique dans les choix d'aménagement municipaux de l'ouest de l'île de Montréal, en cohérence avec les orientations de l'agglomération et de la métropole.

### Les Règlements de zonage de l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro et des villes de Sainte-Anne-de-Bellevue, Beaconsfield et Kirkland

Selon la règle de conformité établie par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), les règlements d'urbanisme doivent se conformer au Plan d'urbanisme de chaque municipalité. Le zonage est le principal instrument réglementaire de mise en œuvre du Plan d'urbanisme. Il détermine la vocation des différentes zones du territoire afin d'y contrôler l'usage des terrains et des bâtiments ainsi que l'implantation, la forme et l'apparence des constructions.

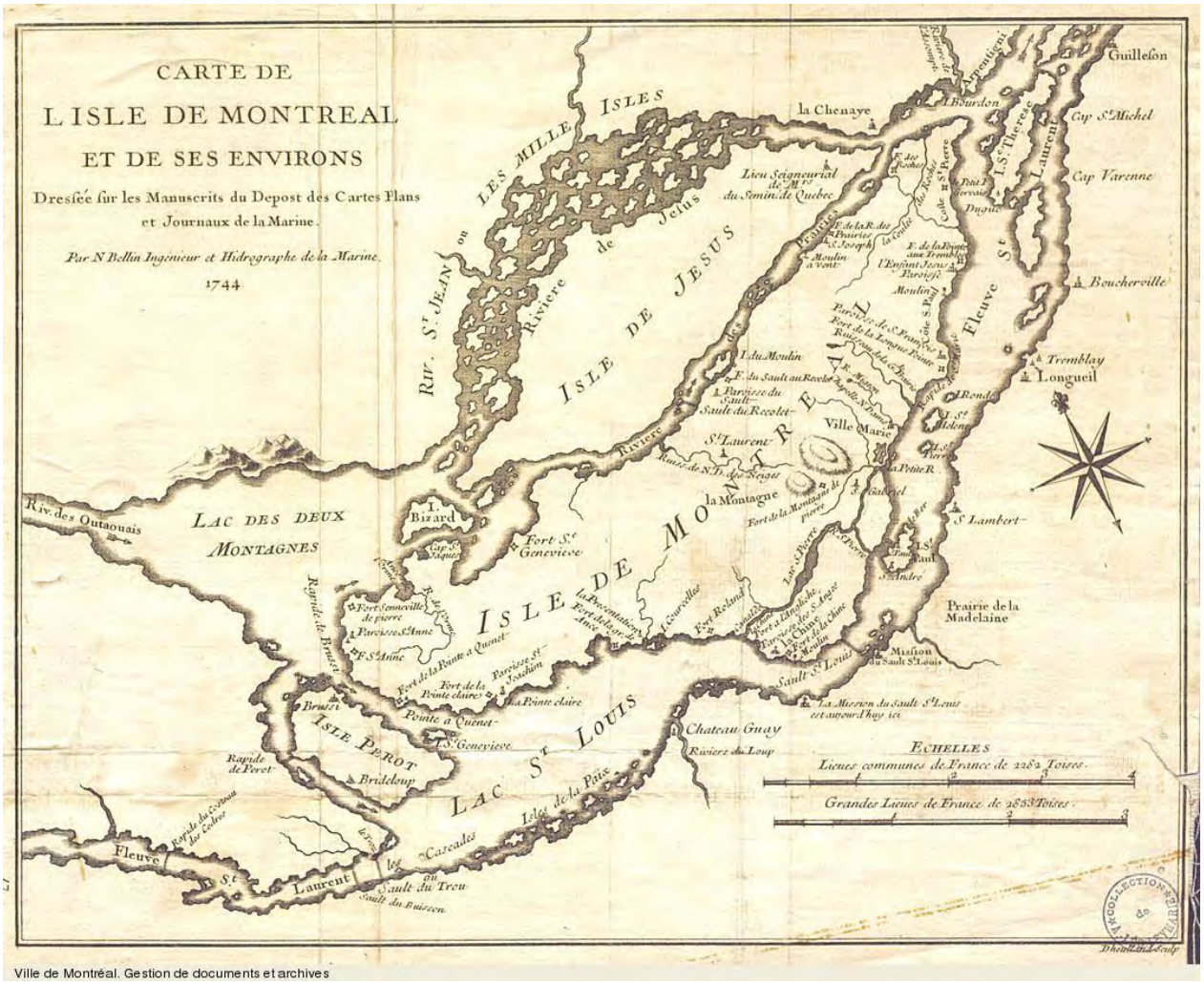
Les règlements de zonage applicables à l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro (Ville de Montréal, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, 2024) ainsi qu'aux villes de Sainte-Anne-de-Bellevue (Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, 2024), Kirkland (Ville de Kirkland, 2026) et Beaconsfield (Ville de Beaconsfield, 2025) démontrent une cohérence réglementaire quant à la protection des terrains voués à la conservation et aux parcs. Dans chacun des cas, les usages de parc, d'espace vert ou de conservation sont autorisés soit par désignation explicite de zones, soit à titre d'usages permis d'application générale, tandis que tout usage non expressément autorisé est réputé prohibé. Ce cadre réglementaire confère un statut de protection fort aux milieux naturels et limite leur artificialisation en excluant de facto les usages résidentiels, commerciaux, industriels et les formes de récréation intensive. Le contenu de ces règlements de zonage concernant les usages liés à la conservation des milieux naturels est synthétisé en Annexe 2.


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 3
Écoterritoire
Corridor écoforestier de la rivière à l'Orme
Limite du plan de conservation 429 ha
Limite du règlement du Grand parc de l'Ouest
Écoterritoire
Refuge d'oiseaux migrateurs de Senneville
Bois et corridors forestiers métropolitains
Zone agricole permanente
Mosaïque de milieux naturels
Aires protégées du Québec
Milieu naturel de conservation volontaire
Réserve naturelle
Hydrographie
Rivière à l'Orme
GPO - Cap-Saint-Jacques
Rivière des Prairies
Lac des Deux Montagnes
PIERREFONDS-ROXBORO
KIRKLAND
GPO - Bois-de-la-Roche
SENNEVILLE
SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
BEACONSFIELD
BAIE-D'URFÉ
0
1000
2000
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
AIRES PROTÉGÉES DU QUÉBEC
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026

# 3. L’historique

Les récits associés aux traditions orales et les analyses des découvertes archéologiques révèlent que Montréal est un lieu connu et occupé depuis des millénaires. Entourée du fleuve Saint-Laurent et d’affluents, l’île de Montréal constitue notamment un lieu de rencontres et d'activités diplomatiques entre plusieurs nations autochtones. Le peuple Kanien’kehá:ka (Mohawk) a donné à Montréal le nom Tiohtià:ke, qui signifie « là où les courants se séparent/se rencontrent » (Ville de Montréal, 2020b).

Au XVIIe siècle, dans le contexte de l’établissement de la Nouvelle-France, les Sulpiciens deviennent, en 1663, les seigneurs de l’île de Montréal et planifient le développement du territoire pour l’ouvrir à la colonisation. Julien Hubert dit de Lorme reçoit en 1698 une concession de terre adjacente à l'anse à l'Orme, ce qui marque une étape historique significative dans l'occupation européenne du territoire. On trouve le nom Anse à l'Orme sur plusieurs cartes anciennes dont celle de Bellin de 1744 (figure 4), où cette appellation apparaît tant pour désigner l'anse que le rivière (Communauté urbaine de Montréal, 1988).



Ville de Montréal. Gestion de documents et archives

Figure 4: Carte ancienne de l’Île de Montréal de 1744 (Archives de Montréal)

Ce secteur de Montréal est occupé par cinq grandes familles jusqu'à la moitié du XXe siècle. Il a pour principale vocation l'agriculture durant toute cette période.

Dès 1855, un chemin de fer entre le Village de Senneville et Montréal est construit. Cette nouvelle construction attire de plus en plus de bourgeois de Montréal et de nombreuses familles d'influence viennent s'y établir.

Dans les années 1940-1950, l'ouest de l'île est caractérisé par une trame majoritairement agricole et forestière avec des noyaux villageois dispersés (Sainte-Anne-de-Bellevue, Pointe-Claire, Kirkland) et de grands milieux naturels continus boisés et humides.




Vue aérienne de l'ouest de l'île de Montréal, 1954. (Photothèque de la Ville de Montréal, 1930-2021)

Au début des années 1960, la mise en service de l'autoroute 40 restructure l'occupation du territoire de l'ouest de l'île de Montréal, en accélérant l'urbanisation suburbaine, en fragmentant les milieux naturels et en ancrant un modèle de développement urbain fondé sur l'automobile.

À partir de 1979, la CUM commence à acquérir des terrains à des fins de parcs. En 1984, elle désigne l'Anse-à-l'Orme comme un parc régional.

S'en suivent plusieurs étapes importantes d'agrandissements de parc réalisées par la Ville de Montréal, notamment :

- en 2008, le parc est agrandi de 180 hectares;
- en 2011, l'ajout de 31 hectares supplémentaires garantissent la conservation de forêts et de zones humides;
- en septembre 2018, un terrain de 18 hectares dans le sous-secteur du Bois Angell est acquis pour agrandir le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Le Bois Angell est une forêt centenaire située à Beaconsfield. Il s'agit du plus grand boisé et d'une des seules forêts anciennes restantes sur l'île, ainsi que de la plus grande zone humide. Bien qu'une partie soit détenue par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, quelques lots sont la propriété d'un développeur immobilier.

Cette acquisition permet de consolider le corridor écoforestier reliant plusieurs parcs de l'Ouest de Montréal.

En 2019, la Ville de Montréal annonce la création du Grand parc de l'Ouest, vaste délimitation de parc urbain de près de 3 000 hectares, englobant les cinq parcs-nature de l'ouest de l'île, dont celui de l'Anse-à-l'Orme. Le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme devient alors un secteur du Grand parc de l'Ouest. Les acquisitions pour fins de parcs se poursuivent à l'intérieur de cette délimitation, en vertu du droit de préemption dont bénéficie la Ville de Montréal.



Marais O'Connell (ou 90) dans le sous-secteur des Grandes Fiches de l'Anse-à-l'Orme (crédit Ville de Montréal)

# 4. La situation géographique

Le secteur de l'Anse-à-l'Orme est situé dans l'ouest de l'île de Montréal. Ce parc chevauche l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, les villes liées de Sainte-Anne-de-Bellevue, de Beaconsfield ainsi que de petites portions de Kirkland.

Bordé au nord par le lac des Deux Montagnes, le parc est traversé par la rivière à l'Orme et par le chemin de Senneville qui longe cette dernière. L'autoroute du Souvenir (A20) longe sa portion la plus méridionale – le Bois Angell. À l'est et à l'ouest, le parc est ceint par des quartiers résidentiels, un secteur industriel et de nombreux milieux naturels de tenure privée ou publique – pensons au Cap-Saint-Jacques au nord, au Bois-de-la-Roche à l'ouest et à l'emprise du ministère des Transports et de la Mobilité durable. L'autoroute Félix-Leclerc (A40), longée par le Réseau express métropolitain (REM), sépare le Bois Angell du reste du parc. Ces barrières naturelles, naturelles et paysagères permettent de distinguer six sous-secteurs (figure 2).



Vue aérienne du nord de l'Anse-à-l'Orme avec des parcelles du Bois-de-la-Roche au premier plan (Airlmex, 2003)

Avec ses 429 ha, l'Anse-à-l'Orme est le secteur plus étendu du Grand parc de l'Ouest. Sa géographie et son histoire ont façonné une mosaïque d'écosystèmes particulièrement diversifiée, allant de friches encore récemment cultivées à des bois matures, en passant par des milieux humides aux formes variées (marais, marécages, étangs). Seule rivière intérieure encore existante de l'agglomération, la rivière à l'Orme et son embouchure constituent des écosystèmes uniques à l'échelle de Montréal.

L'Anse-à-l'Orme est au cœur d'un ensemble de territoires de l'ouest de l'île reconnus pour leur importance écologique ou protégés par différents moyens légaux ou administratifs (figure 3). Citons en exemple :

- Les aires protégées par le gouvernement du Québec en vertu de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel (C-61.01)* : Milieux naturels de conservation volontaire (secteurs de l'Anse-à-l'Orme et du Cap-Saint-Jacques du Grand parc de l'Ouest), Réserve naturelle du Bois-Angell;
- Le Refuge d'oiseaux migrateurs de Senneville, établi par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch.22)*;
- Les bois et corridors forestiers métropolitains, les milieux terrestres d'intérêt métropolitain et les milieux humides d'intérêt métropolitain (PMAD, 2012 et RCI 2022-96);
- Les mosaïques de milieux naturels, délimitées à l'extérieur des écoterritoires par l'Agglomération de Montréal dans son Schéma (Ville de Montréal, 2015a) et figurant parmi les territoires d'intérêt écologiques pour lesquels des mesures de protection doivent être prévues;
- Les noyaux et autres corridors de déplacement à l'intérieur de l'écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme.

### La connectivité écologique

Occupant une place centrale dans le GPO, le secteur de l'Anse-à-l'Orme joue à la fois un rôle de noyau de conservation et de relais entre le secteur du Cap-Saint-Jacques, tout juste au nord, et celui du Bois-de-la-Roche, situé à l'ouest et faisant partie de l'écoterritoire de la Forêt de Senneville.

Au fil des ans, de nombreuses acquisitions ont contribué à consolider la trame de milieux naturels et à en accroître la diversité. Ainsi, de grandes étendues de friches herbacées et arbustives et de milieux humides sont venus complémenter les noyaux forestiers de grande valeur déjà protégés. Les milieux naturels de tenure privée qui bordent ou sont insérés à travers le territoire de l'Anse-à-l'Orme assurent aussi une continuité et jouent un rôle protecteur d'effet de lisière avec les milieux développés environnants.

Au niveau aquatique, la rivière à l'Orme constitue l'épine dorsale de la connectivité et permet la pénétration de la faune aquatique depuis le lac des Deux Montagnes, un phénomène unique dans l'agglomération. Au-delà du parc, elle se prolonge vers l'ouest et constitue le cœur du corridor écoforestier du même nom, où viennent la rejoindre plusieurs tributaires.



Aster de Nouvelle-Angleterre dans une friche naturelle de l'Anse-à-l'Orme (Crédit Ville de Montréal)

# 5. Les espaces à prédominance naturelle

L'inscription de sites au Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal est encadrée par les lignes directrices révisées et adoptées par le Conseil d'agglomération en 2023 (Ville de Montréal, 2023b). Les sites sont classés en 3 catégories selon différents critères de gestion écologique et d'encadrement des usages (A, B ou C).

L'Anse-à-l'Orme combine deux types de catégories. Les portions plus anciennes, correspondant essentiellement aux territoires qui bordent la rivière à l'Orme, figurent au Registre des aires protégées du Québec sous la désignation « Milieux naturel de conservation volontaire » et correspondent à la catégorie A du Répertoire (233 ha). Les acquisitions subséquentes (196 ha) font partie de la catégorie B du Répertoire ''Milieux naturels conservés'', pour la majorité en attente de leur passage à la catégorie A.

Un site inscrit dans la catégorie B doit compter au moins 75 % de sa superficie en espaces à prédominance naturelle sur lesquels sera appliquée une gestion écologique destinée à protéger, à maintenir et/ou à rehausser la biodiversité (voir la chapitre 8 pour les modalités de gestion écologique). La surface restante, comprenant des surfaces perméables ou des espaces de services et d'usages connexes, doit faire l'objet d'une utilisation compatible avec la vocation du site, conformément aux orientations internationales en matière de gestion des aires protégées (Dudley, 2008). Enfin, les outils d'urbanisme tels que les plans et règlements de zonage des municipalités concernées attribuent majoritairement à l'Anse-à-l'Orme l'affectation ''Conservation'', qui vise à préserver les milieux naturels du territoire.

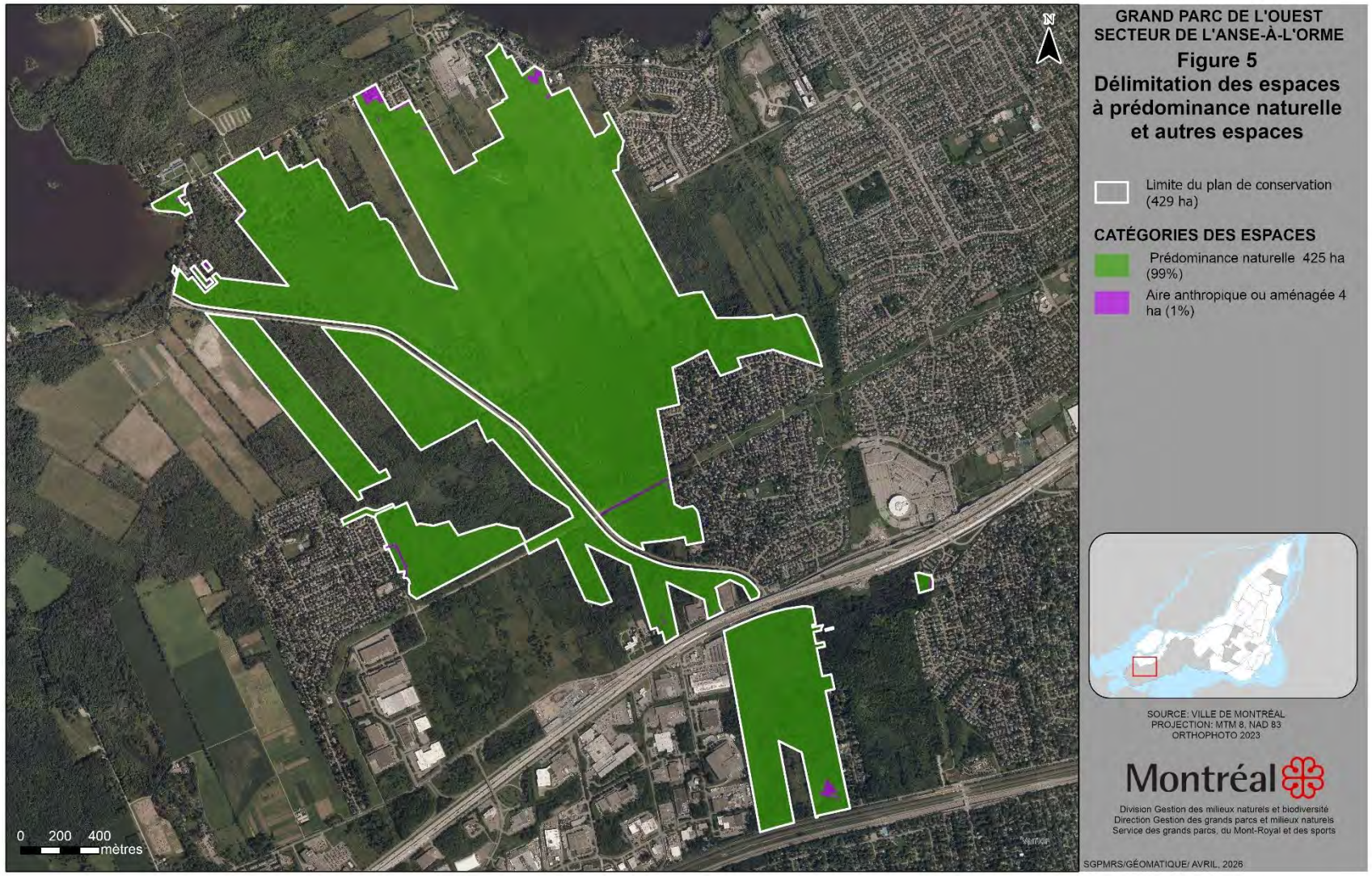
Les espaces à prédominance naturelle comprennent les milieux naturels, tels que définis dans le Plan nature et sport (Ville de Montréal, 2021a), mais également les milieux perméables et autres espaces qui servent à soutenir la vocation du site.

### Analyse à l'échelle du secteur de l'Anse-à-l'Orme

Si on prend l'Anse-à-l'Orme dans son entièreté, 99 % de sa superficie totale est constitué d'espaces à prédominance naturelle (tableau 2), selon la dernière actualisation de la cartographie des milieux naturels de l'agglomération (Ville de Montréal 2025c). La figure 5 indique la délimitation des espaces à prédominance naturelle compris à l'intérieur du site pour lequel le ou la responsable s'engage à respecter le principe d'aucune perte nette d'habitat, en référence aux lignes directrices du Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal.

**Tableau 2. Superficies des zones à prédominance naturelle et autres espaces**

| Catégorie des zones | Superficie/Longueur | Proportion |
|---|---|---|
| Zones à prédominance naturelle | 425 ha | 99 % |
| Zones anthropiques ou aménagées | 4 ha | 1 % |
| Rives du Lac des Deux-Montagnes | 0,224 km | s. o. |
| Cours d'eau intérieurs :<br>• Rivière à l'Orme<br>• Autres cours d'eau | 10,04 km<br>*4,57 km*<br>*5,47 km* | s. o |
| Portion du Grand sentier de l'Ouest | 2,5 km | s. o. |
| **Superficie totale** | **429 ha** | **100 %** |


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 5
Délimitation des espaces à prédominance naturelle et autres espaces
Limite du plan de conservation (429 ha)
CATÉGORIES DES ESPACES
Prédominance naturelle 425 ha (99%)
Aire anthropique ou aménagée 4 ha (1%)
N
0 200 400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026

## Analyse à l'échelle du Grand parc de l'Ouest

Permettant la connectivité des noyaux de biodiversité voisins, tels que les secteurs du Bois-de-la-Roche et du Cap-Saint-Jacques, ainsi que la dispersion des espèces, le secteur de l'Anse-à-l'Orme occupe à la fois la fonction de noyau de biodiversité et de corridor écologique au sein du réseau écologique du Grand parc de l'Ouest (figure 1). Occupant 32 % des 1342 hectares sous responsabilité de Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (avril 2026), l'Anse-à-l'Orme représente 34 % de l'ensemble des espaces à prédominance naturelle de ce territoire.

L'annexe 3 présente la contribution de chaque secteur du Grand parc de l'Ouest à la protection des espaces à prédominance naturelle sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.



Embouchure de la rivière à l'Orme dans le secteur voisin du Bois-de-la-Roche
(Crédit Ville de Montréal, 2021)

# 6. Les objectifs de conservation

En 1993, la Division des parcs régionaux de la Communauté urbaine de Montréal procédait à l'élaboration d'un programme de gestion des écosystèmes et des paysages à partir, entre autres, des études effectuées dans les années 1980, dans le but d'orienter les décisions futures pour assurer le développement viable des parcs régionaux et la conservation de leur patrimoine. La gestion des écosystèmes permet un équilibre entre le fait de donner l'accès à la population à un milieu naturel d'intérêt, pour qu'elle puisse profiter des nombreux avantages qu'il offre, et le fait de préserver l'intégrité écologique et les ressources qui le composent.

Les objectifs de conservation et de gestion des écosystèmes de l'Anse-àl'Orme sont conformes à ceux énoncés par la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de la Ville de Montréal (Ville de Montréal, 2004) et par le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Ville de Montréal, 2015a) :

- Recenser et reconnaître le patrimoine naturel du parc;
- Assurer la protection et la mise en valeur de ce patrimoine naturel;
- Maintenir et augmenter la biodiversité végétale et animale;
- Détecter sur le terrain les modifications aux ressources biophysiques;
- Apporter des solutions concrètes aux conséquences des perturbations humaines et naturelles sur la valeur écologique des milieux;
- Sensibiliser le public par la mise en place de pratiques environnementales saines.



Insectes des friches naturelles (Crédit Nathalie Choquette)

# 7. La description du milieu naturel

Le milieu naturel du secteur de l'Anse-à-l'Orme est décrit à partir de différents éléments, qui sont ici le milieu abiotique (7.1), le milieu biotique (7.2), l'évaluation écologique des milieux (7.3) et l'appréciation des services écosystémiques (7.4).

## 7.1 Le milieu abiotique

Le milieu abiotique correspond à la partie non vivante du milieu naturel.

### Le relief

L'Anse-à-l'Orme est caractérisé par un relief plutôt uniforme et relativement plat, avec des pentes inférieures à 3% dans les sous-secteurs de la Rivière à l'Orme, des Grandes Friches et du nord du Bois Angell et dépassant très rarement les 8% dans le reste du parc (MFFP, 2022).

### La géologie

Le parc est situé dans la région géologique des basses-terres du Saint-Laurent, une vaste plaine qui suit le cours du fleuve Saint-Laurent entre les reliefs appalachiens au sud-est et le massif laurentien au nord-ouest.

### Le drainage

En raison de la faible topographie, de la texture généralement fine des dépôts de surface ainsi que de la présence de la plaine inondable de la rivière à l'Orme, le drainage des sols est généralement imparfait à mauvais (Géomont et MAPAQ, 2025). Cette configuration a donné naissance à une multitude de milieux humides. Le sous-secteur des Grandes Friches présente un réseau de drainage lié à l'usage agricole passé.

### L'hydrologie

Le système hydrographique du secteur de l'Anse-à-l'Orme est façonné par la présence de la rivière à l'Orme, dernier grand cours d'eau intérieur encore existant sur l'île de Montréal. D'une longueur de 4,6 kilomètres à l'intérieur du secteur, elle s'écoule vers le nord-ouest avant de se jeter dans l'anse à l'Orme, une baie peu profonde du lac des Deux Montagnes, que le secteur borde sur seulement 224 mètres de rives (tableau 2). Sa plaine inondable, dynamisée par des débordements saisonniers, est connectée à des marais et marécages riverains. La figure 6 permet d'apprécier l'ampleur de la zone inondable de la rivière à l'Orme selon la cartographie d'ancienne génération[5].

Dans le sous-secteur des Grandes Friches, deux marais importants, les marais Lauzon et O'Connell, sont connectés à des ruisseaux des mêmes noms qui se jettent, respectivement, dans le lac des Deux Montagnes via le secteur du Cap-Saint-Jacques et dans la rivière des Prairies.

[5] La modernisation du cadre règlementaire en milieux hydriques a été adoptée en juin 2025, par le gouvernement du Québec. Au moment de rédiger ce document, la cartographie de nouvelle génération des zones inondables du secteur de l'Anse-à-l'Orme n'a pas été diffusée.

### Les sols

Selon la cartographie du cinquième inventaire écoforestier du Québec méridional (MFFP, 2022), le site est caractérisé par un dépôt marin à faciès d'eau profonde, lequel est généralement constitué d'argile et de limon et renferme parfois des pierres et des blocs glaciels. Si les sols argileux sont les plus communs, on note la présence de sols organiques au sud du sous-secteur de la Rivière à l'Orme et au nord du Bois Angell. Le sud du Bois Angell est quant à lui caractérisé par des zones d'affleurements (Géomont et MAPAQ, 2025).

## 7.2 Le milieu biotique

Le milieu biotique correspond à la partie vivante du milieu naturel.

### La flore

Les connaissances sur la végétation proviennent des inventaires réalisés sur le terrain en 2019, 2021, 2024 et 2025 dans le cadre du programme de gestion des écosystèmes (GREBE, 2021) et de la caractérisation dans le cadre d'acquisitions de lots (Groupe Hémisphère 2020, 2021) et de projets d'aménagement (Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025).

Les différents habitats sont présentés à la figure 6 et au tableau 3. Ils sont classés en huit catégories, à savoir les friches herbacées, arbustives et arborescentes, les bois jeunes et matures, les marais et les marécages arbustifs et arborescents. Les 97 types de communautés végétale caractérisées (Annexe 4) ont été regroupées en 28 types de communautés simplifiées (figure 7).

Notons la prépondérance des bois, particulièrement des peuplements matures qui représentent plus du quart des communautés végétales. Surtout concentrés dans les sous-secteurs du Bois Angell et du Timberlea Trail, les bois matures sont essentiellement constitués d'érablières dominées par l'érable à sucre. Les frênaies rouges et blanches représentent à elles seules 22% des communautés végétales. L'épidémie d'agrile du frêne les a sévèrement impactées et ces peuplements connaîtront des changements importants.

Les milieux humides, particulièrement les marécages arborescents dominés par les érables argenté et rouge, représentent environ le tiers des milieux naturels. Ils sont fortement associés à la plaine inondable de la rivière à l'Orme (marécages arbustifs et arborescents), mais ils sont aussi très présents dans le sous-secteur des Grandes Friches (marais et marécages arbustifs).

Finalement, le passé agricole du sous-secteur des Grandes Friches a modelé un paysage dominé par les milieux ouverts, essentiellement herbacés ou arbustifs.

Lors des inventaires, un total de 493 espèces a été recensé, ce qui fait du secteur de l'Anse-à-l'Orme un des parcs les plus diversifié du réseau des grands parcs (Annexe 4). Vingt-et-une espèces floristiques en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation ont été répertoriées dans l'aire d'étude. Elles sont particulièrement abondantes dans le sous-secteur du Bois du Timberlea Trail. On compte notamment parmi elles deux espèces vulnérables, l'érable noir et l'ail des bois, sept espèces susceptibles d'être

désignées menacées ou vulnérables, dont de nombreux caryers ovales, et 7 espèces vulnérables à la récolte[6] dont la matteuccie fougère-à-l'autruche d'Amérique et la sanguinaire du Canada.

Les sites fortement perturbés par les activités humaines ou par des changements drastiques, par exemple ceux induits par la forte mortalité des frênes, sont très sensibles à la colonisation d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE). Dans le secteur de l'Anse-à-l'Orme, 28 EVEE ont été recensées lors des derniers inventaires (16 herbacées, 6 arbustes et 6 arbres). Notons la présence marquée du nerprun cathartique, du roseau commun et de l'alpiste roseau. Les inventaires visent également à estimer la densité des colonies répertoriées afin de planifier les opérations de lutte aux EVEE.

**Tableau 3. Types d'habitats**

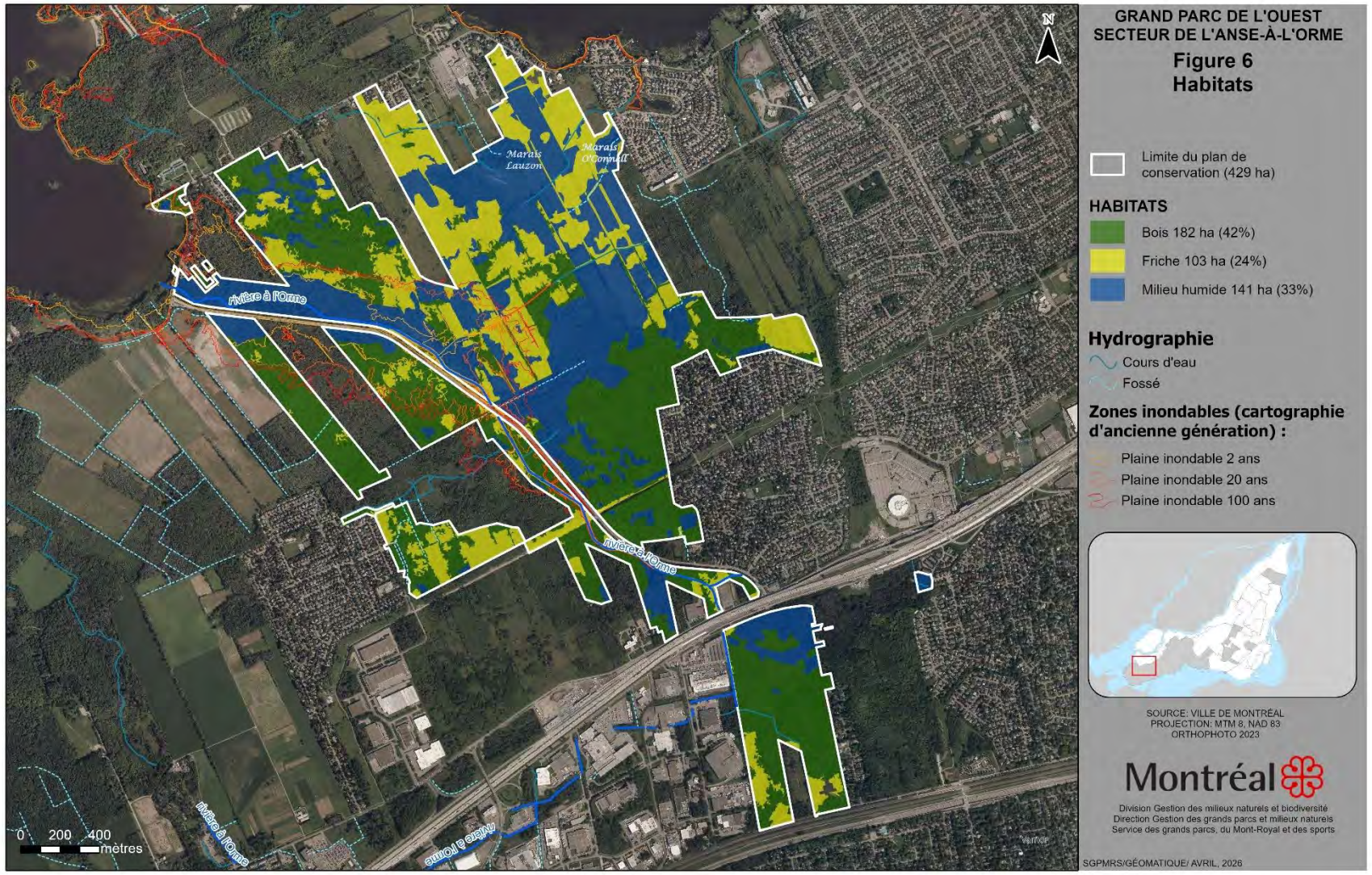
| Type d'habitats | Superficie (ha) | Proportion (%) |
|---|---|---|
| Friches herbacées | 41,1 | 10,3 |
| Friches arbustives | 56,0 | 14,0 |
| Friches arborescentes | 1,6 | 0,4 |
| Bois jeunes | 70,0 | 17,5 |
| Bois matures | 106,5 | 26,7 |
| Marais | 27,7 | 6,9 |
| Marécages arbustifs | 43,5 | 10,9 |
| Marécages arborescents | 53,0 | 13,3 |
| **Total** | **399,4** | **100** |

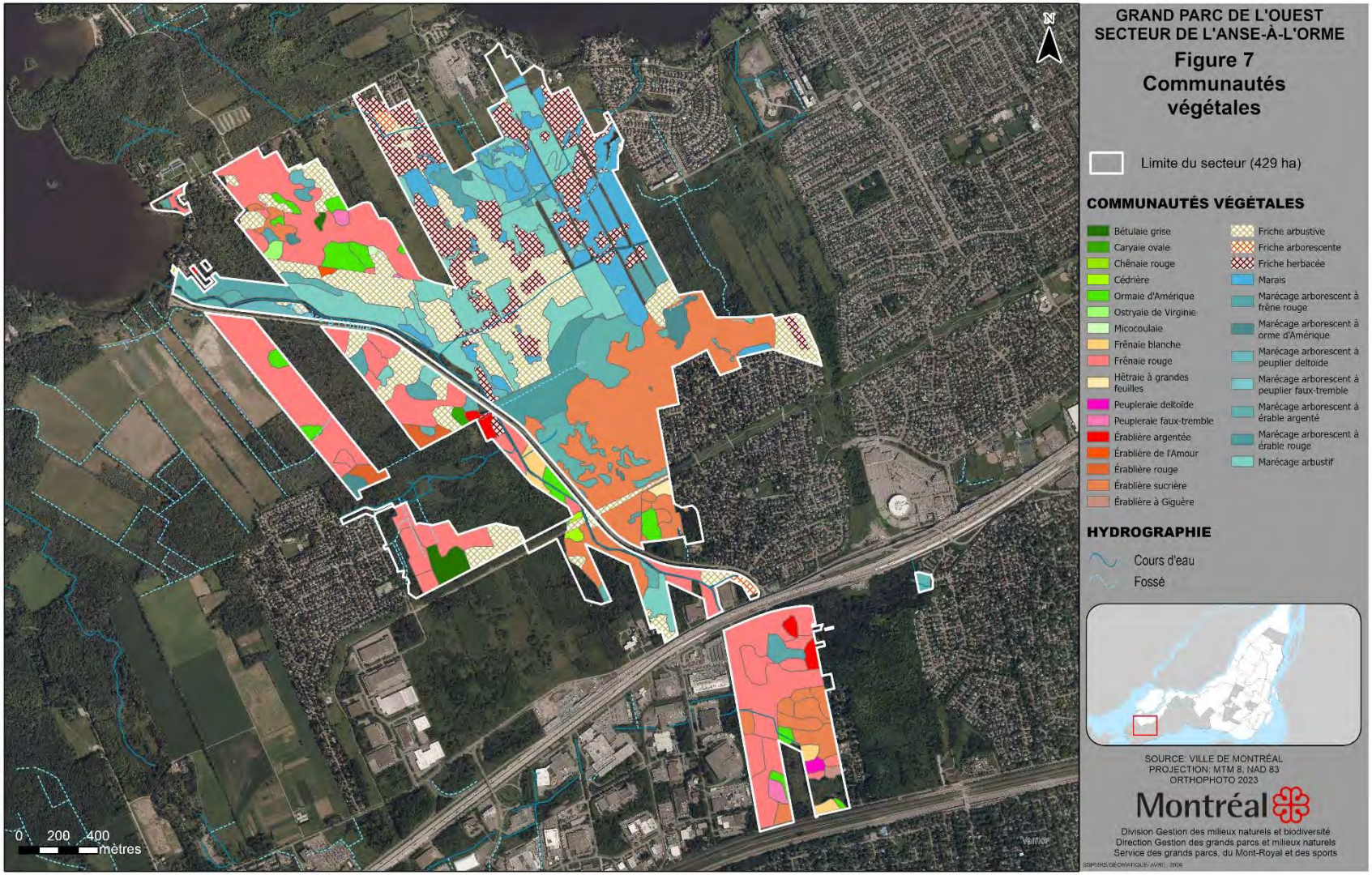
**Tableau 4. Richesse des espèces végétales**

| Type de flore | Nombre d'espèces |
|---|---|
| Espèces végétales totales | 493 |
| *Arbres* | *50* |
| *Arbustes* | *73* |
| *Plantes herbacées, graminées, fougères* | *370* |
| Espèces végétales en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation | 21 |
| Espèces végétales exotiques envahissantes | 28 |

Les listes détaillées des communautés et des espèces végétales peuvent être consultées en annexe 4.

[6] En raison de leur valeur commerciale sur les marchés de l'alimentation et de l'horticulture, leur cueillette exerce une pression sur leur survie.


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 6
Habitats
N
Marais Lauzon
Marais O'Connell
rivière à l'Orme
Limite du plan de conservation (429 ha)
HABITATS
Bois 182 ha (42%)
Friche 103 ha (24%)
Milieu humide 141 ha (33%)
Hydrographie
Cours d'eau
Fossé
Zones inondables (cartographie d'ancienne génération) :
Plaine inondable 2 ans
Plaine inondable 20 ans
Plaine inondable 100 ans
0 200 400 mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 7
Communautés végétales
Limite du secteur (429 ha)
COMMUNAUTÉS VÉGÉTALES
Bétulaie grise
Caryaie ovale
Chênaie rouge
Cédrière
Ormaie d'Amérique
Ostryaie de Virginie
Micocoulaie
Frênaie blanche
Frênaie rouge
Hêtraie à grandes feuilles
Peupleraie deltoïde
Peupleraie faux-tremble
Érablière argentée
Érablière de l'Amour
Érablière rouge
Érablière sucrière
Érablière à Giguère
Friche arbustive
Friche arborescente
Friche herbacée
Marais
Marécage arborescent à frêne rouge
Marécage arborescent à orme d'Amérique
Marécage arborescent à peuplier deltoïde
Marécage arborescent à peuplier faux-tremble
Marécage arborescent à érable argenté
Marécage arborescent à érable rouge
Marécage arbustif
HYDROGRAPHIE
Cours d'eau
Fossé
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
0 200 400
mètres
N

## La faune

Le secteur de l'Anse-à-l'Orme étant constitué d'une mosaïque d'habitats très diversifiée, on y retrouve une vaste gamme d'espèces animales.

Chez les oiseaux, les derniers inventaires (Blanchard et al. 2025, Marineau et al. 2023, WSP 2018) ont permis de dénombrer 136 espèces, dont 11 en situation précaire : le goglu des prés, la grive des bois, l'hirondelle de rivage, l'hirondelle rustique, le martinet ramoneur, le moucherolle à côté olive, la paruline du Canada, le pioui de l'Est, le pygargue à tête blanche, le quiscale rouilleux et le troglodyte à bec court. Mis à part le pygargue à tête blanche, le moucherolle à côté olive et le quiscale rouilleux, ces espèces nichent ou sont susceptibles de nicher dans le secteur de l'Anse-à-l'Orme. Trente-et-une espèces sont considérées d'intérêt pour la conservation de par leur rôle d'espèce clé ou leur rareté dans la région de Montréal. Notons entre autres la chouette rayée, le grand-duc d'Amérique et le pic à ventre roux. Chez les rapaces, la nidification de la buse à épaulette, l'épervier de Cooper, l'épervier brun et du grand-duc d'Amérique a été observée.

Par ailleurs, les données eBird[7] viennent compléter ce portrait avec l'observation d'une espèce en situation précaire supplémentaire, la sturnelle des prés, et 24 autres espèces observées par les amateurs d'ornithologie (Desrochers, 2022). Sur une base annuelle, les espèces les plus fréquemment observées sont le merle d'Amérique, la corneille d'Amérique, le bruant chanteur et la mésange à tête noire. Certaines espèces se démarquent: le jaseur boréal, la marouette de Caroline, le goglu des prés et le bruant des marais sont plus de 10 fois plus abondant dans ce secteur que sur le territoire de la CMM.

Chez les mammifères, des observations opportunistes (Blanchard et al. 2025) et un inventaire partiel de pistes hivernales (Roy et al. 2016) ont permis de confirmation de la présence de cerf de Virginie, de raton laveur, de renard roux, de coyote, de tamia rayé, d'écureuil gris, de mouffette rayée, de castor du Canada, de vison d'Amérique, de martre d'Amérique, de campagnol à dos roux, de souris sauteuse, de souris sylvestre. Fait à noter, la présence du pékan, une espèce très discrète et difficile à observer, a également été confirmée.

Par ailleurs, les inventaires aériens de cerfs de Virginie réalisés en hiver 2023 dans l'ouest de l'île de Montréal ne semblent pas indiquer que cette population serait surabondante, comme c'est souvent le cas dans les secteurs périurbains du sud du Québec (MELCCFP, 2023).

Également parmi les mammifères, l'Anse-à-l'Orme présente des habitats diversifiés (friches, bois, milieux humides, cours d'eau) et est connecté à de grandes superficies de milieux naturels, ce qui représente des conditions très favorable aux chiroptères (chauve-souris). Une très grande diversité d'espèces a en effet été observée dans le cadre du dernier inventaire et la présence de 5 des 8 espèces de chauves-souris du Québec a été confirmée : la grande chauve-souris brune, la chauve-souris argentée, la chauve-souris cendrée, la pipistrelle de l'Est et la petite chauve-souris brune (Fabianek, 2020). Quatre espèces de chauves-souris présentes dans l'Anse-à-l'Orme sont en situation précaire. Trois d'entre elles sont touchées

[7] eBird est une base de données en ligne fournissant des informations en temps réel sur l'abondance et la distribution des oiseaux. C'est un outil de science participative permettant de compléter les connaissances scientifiques sur les populations aviaires. https://ebird.org/qc/home

par le syndrome du museau blanc : la grande chauve-souris brune, la petite chauve-souris brune et la pipistrelle de l'est.

En ce qui concerne l'herpétofaune, le Bois-de-la-Roche abrite neuf espèces d'amphibiens et cinq espèces de reptiles (Galois et Ouellet, 2020; Marineau et al. 2023; Blanchard et al. 2025), dont la couleuvre brune, espèce désignée menacée en 2023 en vertu de la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables* (chapitre E-12.01) et la tortue géographique, désignée vulnérable. De plus le potentiel de présence d'espèces peu abondantes et discrètes comme la couleuvre tachetée (espèce en situation précaire) est évalué comme élevé (Blanchard et al. 2025).

La présence du goglu des prés est connue depuis plusieurs années, et a été observée dans le sous-secteur des Grandes Friches. Des recherches réalisées en 2009 par l'Université McGill indiquaient que les champs du secteur voisin du Bois-de-la-Roche occupés par le goglu des prés constituaient des habitats de bonne qualité pour l'espèce (composition, densité, épaisseur de litière) même s'ils étaient dominés par l'alpiste roseau, une espèce exotique envahissante (Frei, 2009). Il est important de noter que ces friches naturelles constituent l'un des derniers endroits où niche l'espèce à Montréal.

La liste détaillée des espèces fauniques peut être consultée en annexe 5.

**Tableau 5. Richesse des espèces fauniques**

| Groupe faunique | Nombre total d'espèces | Nombre d'espèces en situation précaire |
|---|---|---|
| Amphibiens | 9 | 0 |
| Reptiles | 5 | 3 |
| Avifaune | 136 | 11 |
| Chiroptères | 5 | 4 |
| Autres mammifères | 14 | |



Goglu des prés (Crédit Jacques St-Jean)

## 7.3 L'évaluation écologique des milieux

Le Programme de gestion des écosystèmes de la Ville de Montréal prévoit l'évaluation écologique des milieux naturels d'un site à partir de la synthèse de l'information récoltée sur la composition des écosystèmes lors des inventaires. Ces inventaires écologiques sont donc utilisés pour caractériser les milieux naturels, évaluer leur valeur de conservation et identifier les menaces à la biodiversité.

Les valeurs de conservation visent à identifier les secteurs les plus précieux du point de vue de la conservation. Combinés aux autres éléments d'intérêt écologique ou menaces présentes sur le site, ces intrants sont à la base de la planification et des prescriptions d'aménagement, d'interventions et de gestion écologique des milieux naturels du parc.

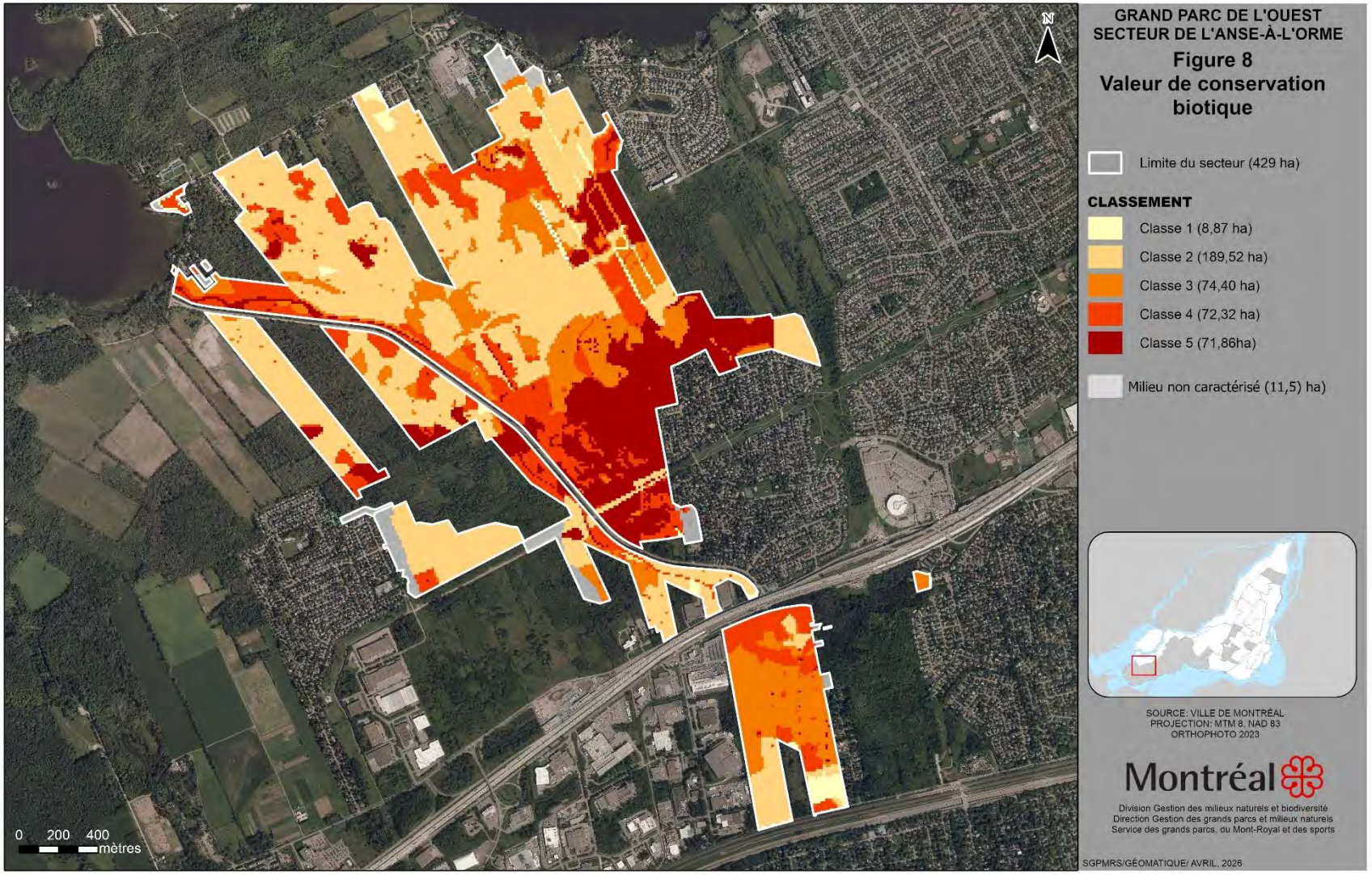
La figure 8 présente la valeur de conservation biotique du site, soit la fusion des valeurs de conservation floristique et faunique (annexes 6 et 7) à parts égales, qui permet une appréciation globale. La classe 5 représente la valeur biotique la plus élevée (voir annexe 6 pour le détail des calculs).

En plus des valeurs de conservation, une évaluation des autres composantes écologiques (ex. éléments sensibles soumis à la réglementation environnementale, comme des nids de rapaces ou des habitats fauniques désignés par le MELCCFP; menaces à l'intégrité comme des espèces végétales exotiques envahissantes ou du broutage excessif; caractéristiques physiques du milieu) est nécessaire pour obtenir une appréciation globale du site et permettre une gestion efficiente des milieux naturels, par exemple pour identifier les composantes qui méritent une attention particulière ou qui nécessitent des restrictions, des interventions, des précautions d'usages ou des aménagements adaptés afin de maintenir la biodiversité et l'intégrité écologique des milieux.

Par ailleurs, on doit être conscient que les indicateurs sont toujours aussi fiables que les données qui les constituent. Des informations partielles ou absentes peuvent entraîner une dévaluation de la valeur qui n'est pas nécessairement représentative du terrain.

Finalement, la cartographie constitue un portrait ponctuel qui est appelé à changer lors des prochains inventaires. On pourra ainsi juger de l'évolution de la valeur de conservation des milieux naturels et comparer les habitats de l'ensemble du réseau des grands parcs sur une base commune.

**Il est conséquemment important de retenir que l'ensemble des données écologiques doivent être interprétées en collaboration avec les biologistes.**


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 8
Valeur de conservation biotique
N
Limite du secteur (429 ha)
CLASSEMENT
Classe 1 (8,87 ha)
Classe 2 (189,52 ha)
Classe 3 (74,40 ha)
Classe 4 (72,32 ha)
Classe 5 (71,86ha)
Milieu non caractérisé (11,5) ha)
0 200 400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026

## 7.4 L'appréciation des services écosystémiques

### L'apport de la nature au bien-être humain

Les « services écosystémiques » sont les services rendus par les écosystèmes aux collectivités humaines. L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire - initiée par le Secrétaire général des Nations unies au tournant du millénaire afin d'évaluer les conséquences des changements écosystémiques sur le bien-être humain - a proposé quatre grandes catégories de services (Millenium Ecosystem Assessment, 2005) :

- Services d'approvisionnement ou de prélèvement (ex. eau potable, nourriture, bois de chauffage)
- Services de régulation (ex. régulation du climat, filtration de polluants dans l'air et l'eau)
- Services culturels (ex. esthétisme, éducation, loisirs)
- Services de soutien ou d'auto-entretien (ex. formation des sols, photosynthèse).

Ces quatre catégories de services sont mises en lien avec des composantes du bien-être humain, comme la santé, la sécurité, les relations sociales, les matériaux de base pour assurer une bonne qualité de vie et le maintien de possibilités d'action dans le futur.

Plus récemment, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) - un groupe international d'experts chargé d'évaluer l'état de la biodiversité et des services écosystémiques pour aider les États dans la prise de décision - a présenté la notion de « contributions de la nature aux populations », qu'elle estime plus large que celle de services écosystémiques et reflétant une plus grande variété de perspectives. Dans sa dernière évaluation globale, dont les résultats ont été largement diffusés, l'IPBES propose trois grandes catégories de contributions (IPBES, 2019) :

- Régulation de processus environnementaux (ex. création et maintien d'habitats, régulation de la qualité de l'air, formation, protection et décontamination des sols et des sédiments)
- Matériaux et assistance (ex. alimentation animale et humaine, sources d'énergies)
- Apports immatériels (ex. expériences psychologiques et physiques, apprentissage et inspiration).

À la suite des catégories, la contribution générale du maintien d'options dans l'avenir est aussi nommée.

Ces deux propositions internationales influentes[8], similaires et différentes à la fois, témoignent du souci de mettre en lumière la myriade de bienfaits de la nature pour nos sociétés, afin que nous leur portions toute l'attention qu'ils méritent - que ces bienfaits soient matériels ou immatériels, ressentis par les citoyens et découlant d'une interaction avec ceux-ci ou survenant discrètement tout au cœur de l'écosystème.

La protection à long terme des milieux naturels et de la biodiversité favorise le maintien de leurs bienfaits, qui contribuent à soutenir la santé, la qualité de vie et la résilience, pour les générations actuelles et futures. Sur le territoire fortement urbanisé de Montréal, les grands parcs constituent des sites sans pareil sur le plan des services écosystémiques. Cette section du plan de conservation propose ainsi un survol des bienfaits fournis par l'Anse-à-l'Orme, afin de rendre compte de contributions essentielles et parfois sous-estimées. Ce survol ne découle pas d'une évaluation formelle, mais plutôt d'une identification et d'une appréciation

[8] Les illustrations des concepts de « services écosystémiques » de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire et des « contributions de la nature aux populations » de l'IPBES sont présentées à l'Annexe 8.

générale des bienfaits pour la population, associés à la conservation à long terme de ce secteur du Grand parc de l'Ouest.

### Au cœur du secteur : de multiples bienfaits pour la population

L'Anse-à-l'Orme se déploie sur un vaste territoire à caractère naturel, partiellement aménagé pour le public. Les aménagements permettent à la population d'accéder aux paysages naturels caractéristiques de l'Ouest de l'île de Montréal - des paysages riverains et aquatiques, ainsi que boisés et ouverts. Ils favorisent également la pratique de loisirs sportifs, de détente et d'observation de la nature, bénéfiques à la santé physique et psychologique.

Un tronçon du Grand sentier de l'Ouest a été inauguré en 2025 - le point de départ se trouve au nord-est, près du boulevard Gouin, au bout de la rue Pilon. Ce sentier propose un parcours de 2,5 km à travers friches et bois, favorisant le contact avec la nature. Le Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement, organisme à but non-lucratif partenaire de la Ville, y tient à l'occasion des activités pour le public, notamment une randonnée éducative de découverte à vélo, favorisant les apprentissages sur l'écologie locale et les échanges sociaux. De plus, une piste cyclable longe le boulevard Gouin et le chemin de l'Anse-à-l'Orme, permettant de compléter la boucle. La piste passe tout près d'espaces champêtres et boisés, de la rivière à l'Orme, du lac des Deux-Montagnes et de la rivière des Prairies (figure 9).

Au nord-ouest du secteur, la baie de l'Anse-à-l'Orme constitue un site fort apprécié par les amateurs de sports comme la planche à voile, le dériveur, le kite-surf, le paraski et le cerf-volant de traction, en raison des vents constants à dominante ouest. L'espace riverain abrite aussi des aires de repos et de pique-nique et il offre de beaux points de vue sur le Lac des Deux-Montagnes, particulièrement au soleil couchant. En saison hivernale, la pêche blanche y est aussi populaire.

La portion la plus au sud, communément appelée le Bois Angell, n'est pas aménagée pour le public, mais elle suscite l'intérêt de la population riveraine, dont l'Association pour la protection du Bois Angell, qui met de l'avant la richesse du bois et l'importance de sa protection.



Pratique de la voile au secteur de l'Anse-à-l'Orme (crédit Yves Kérouack)

## Aux environs du secteur : des milieux de vie revigorés

L'Anse-à-l'Orme s'inscrit plus largement dans le paysage de l'Ouest de l'île, marqué par d'autres secteurs naturels, agricoles et récréatifs du GPO (les secteurs du Cap-Saint-Jacques et du Bois-de-la-Roche, notamment, situés à proximité) ainsi que des zones résidentielles et des routes tranquilles. À l'extrême sud toutefois, on trouve aussi une zone industrielle, des autoroutes, des chemins de fer, ainsi que la gare Anse-à-l'Orme du Réseau Express Métropolitain.

Trois zones résidentielles - et de petits espaces résidentiels au nord, près du boulevard Gouin – se situent à proximité immédiate de l'Anse-à-l'Orme. De grandes zones résidentielles s'étendent aussi un peu plus loin, à l'est et au sud (figure 9). En plus des habitations, on trouve à proximité du secteur des établissements scolaires comme le Collège Charlemagne et l'école primaire du Bout-de-l'Isle, des lieux de culte et de recueillement comme le cimetière Sainte-Geneviève, des parcs de quartier comme le parc Héritage-sur-le-lac, des garderies ainsi que des résidences pour aînés. Aucun site vulnérable et prioritaire de l'Indice d'équité des milieux de vie ne se situe à proximité immédiate, bien que des aires présentant une vulnérabilité économique se situent dans les zones résidentielles plus à l'est. Les écosystèmes présents participent à fournir de nombreux bienfaits aux usagers des milieux sensibles[9] environnants, incluant les effets positifs sur la santé associés au contact avec la nature - le sentiment de bien-être notamment, la diminution du stress et de l'anxiété, ainsi que l'amélioration de certaines fonctions cognitives comme l'attention et la mémoire.

Le secteur de l'Anse-à-l'Orme touche à des zones de vulnérabilité aux changements climatiques reconnues dans l'agglomération de Montréal[10] : vulnérabilité mineure, modérée, élevée et majeure aux pluies abondantes, aux crues et aux tempêtes destructrices; vulnérabilité mineure, modérée et élevée aux sécheresses et aux vagues de chaleur. On remarque que les espaces le long de la rivière à l'Orme et aux abords du lac des Deux-Montagnes - incluant la zone de mise à l'eau - semblent particulièrement vulnérables aux crues. La majorité du secteur et ses environs sont vulnérables aux pluies abondantes; le nord du Bois Angell ainsi que certains espaces le long de la rivière à l'Orme, au nord du Grand sentier de l'Ouest et dans les zones résidentielles environnantes apparaissent comme étant particulièrement vulnérables (figure 10). Dans ce contexte, l'apport des écosystèmes à la gestion des eaux tout particulièrement, mais aussi à la prévention de l'érosion, à la régulation de la température et de la qualité de l'air et à l'atténuation des effets des événements climatiques extrêmes, s'avère fort important.

## De précieuses contributions pour la collectivité montréalaise

L'Anse-à-l'Orme présente une importance névralgique au sein du Grand parc de l'Ouest. De grande superficie et situé stratégiquement entre les secteurs du Cap-Saint-Jacques et du Bois-de-la-Roche, il permet de connecter les milieux naturels de part et d'autre, donnant forme à une vaste zone verte qui borde, de surcroît, deux plans d'eau majeurs, le lac des Deux-Montagnes et la rivière des Prairies. Il contribue ainsi de façon remarquable à la connectivité, ainsi qu'au maintien de la diversité génétique et à la résilience qui en découlent.

[9] On entend par « milieu sensible » un lieu où des personnes sont domiciliées ou qui accueille une clientèle vulnérable (enfants, personnes âgées, personnes souffrant d'un problème de santé, etc.). Ces lieux incluent les habitations, les garderies, les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte, les résidences pour personnes âgées, les parcs de quartier, etc.

[10] La méthodologie de l'analyse des vulnérabilités aux aléas climatiques 2022 est présentée sur le site des données ouvertes de la Ville (Ville de Montréal, 2023c).

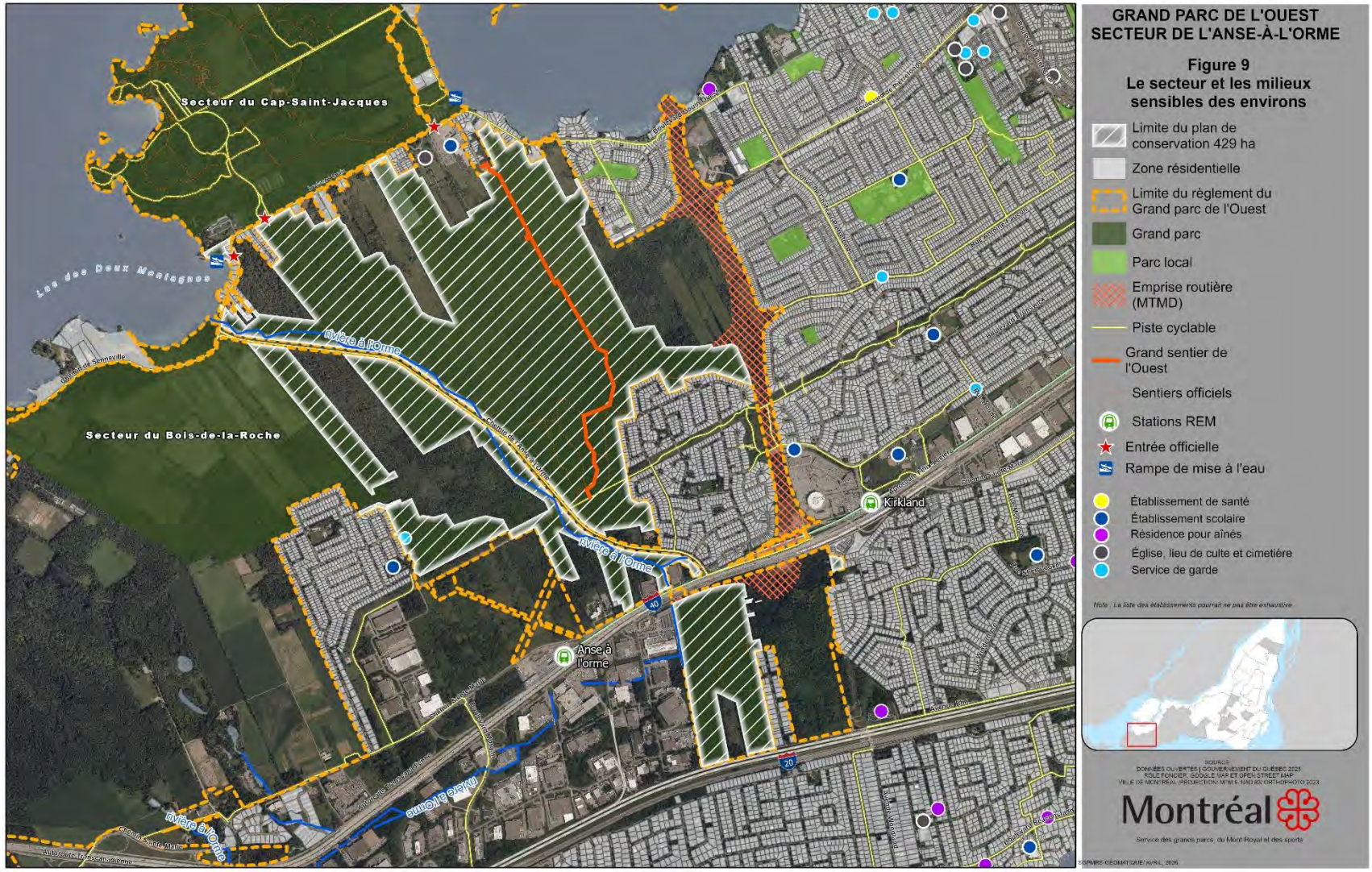
Par la superficie et la qualité de ces milieux naturels, le secteur de l'Anse-à-l'Orme fournit un apport considérable à la fourniture de services dits de régulation et de soutien sur le territoire majoritairement urbanisé de Montréal - comme la formation et la régulation de la qualité des sols, le cycle de l'eau et des nutriments, la séquestration de carbone, la production d'oxygène, la production de biomasse et la pollinisation. Le secteur présente aussi la caractéristique unique d'abriter la seule rivière intérieure de l'île de Montréal, un trésor caché du patrimoine naturel montréalais. Le secteur contribue d'ailleurs de façon significative à fournir des habitats pour la biodiversité à Montréal : il abrite plus de 660 espèces floristiques et fauniques et constitue un refuge pour 39 espèces en situation précaire. Outre les inventaires menés dans le cadre du Programme de gestion des écosystèmes de la Ville de Montréal, plusieurs travaux de recherche y sont menés par des institutions de recherche et d'enseignement, permettant d'enrichir les savoirs scientifiques.

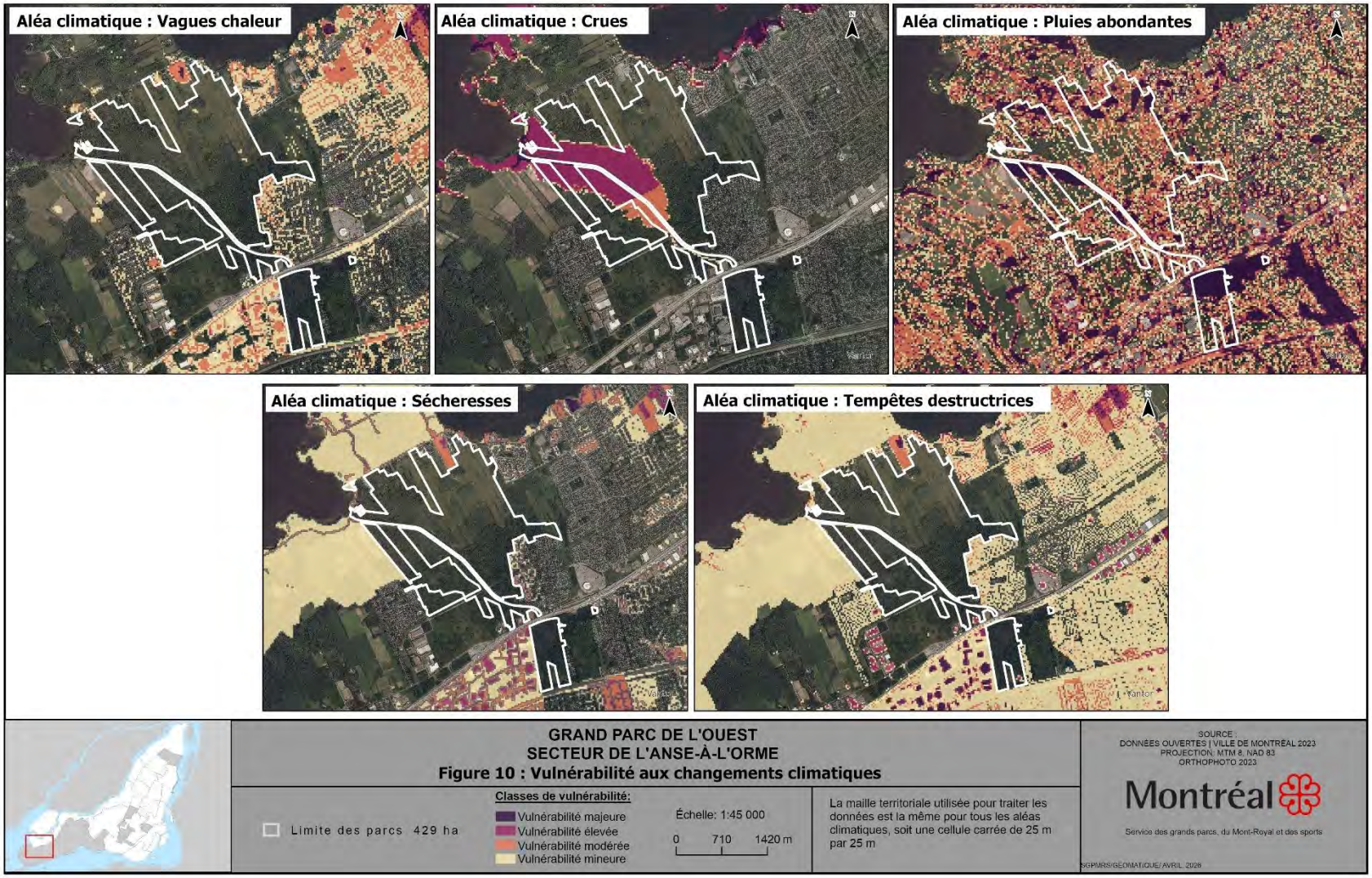
Par ailleurs, la protection des écosystèmes pour les générations actuelles et futures s'inscrit en cohérence avec les souhaits de la collectivité montréalaise, ce qui ajoute aux bienfaits un volet social. Les participants à la consultation sur le plan concept de l'écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme nomment les enjeux de conservation, de connectivité, d'accessibilité, d'éducation et d'implication citoyenne parmi les préoccupations d'importance (Ville de Montréal et Horizon Multiressources, 2015). Avant l'annonce de la création du Grand parc de l'Ouest, de nombreux citoyens et organismes du milieu s'étaient mobilisés autour de la préoccupation de préserver les habitats naturels du secteur. Plus récemment, dans le rapport de la consultation citoyenne de 2020 sur la vision du Grand parc de l'Ouest, le respect de la nature et l'accessibilité sont ressorties comme les deux plus importantes valeurs pour les participants (Ville de Montréal et L'Atelier urbain, 2020).

C'est par le secteur de l'Anse-à-l'Orme que les citoyens peuvent maintenant accéder au Grand sentier de l'Ouest, dont l'aménagement se poursuivra au cours des prochaines années afin de relier l'ensemble des secteurs du Grand parc de l'Ouest. D'autres aménagements seront réalisés afin de mettre en valeur le secteur et ainsi favoriser la découverte et le rehaussement de l'expérience. Déjà connu par les amateurs de sports à vent, le secteur contribuera vraisemblablement encore davantage à l'attractivité de Montréal.



Pratique du kite-surf hivernal au secteur de l'Anse-à-l'Orme (crédit Yves Kérouack)


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 9
Le secteur et les milieux sensibles des environs
Limite du plan de conservation 429 ha
Zone résidentielle
Limite du réglement du Grand parc de l'Ouest
Grand parc
Parc local
Emprise routière (MTMD)
Piste cyclable
Grand sentier de l'Ouest
Sentiers officiels
Stations REM
Entrée officielle
Rampe de mise à l'eau
Établissement de santé
Établissement scolaire
Résidence pour aînés
Église, lieu de culte et cimetière
Service de garde
Note : La liste des établissements pourrait ne pas être exhaustive.
Secteur du Cap-Saint-Jacques
Secteur du Bois-de-la-Roche
Les des Deux Montagnes
rivière à l'Orme
Kirkland
Anse à l'Orme
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports


Aléa climatique : Vagues chaleur
Aléa climatique : Crues
Aléa climatique : Pluies abondantes
Aléa climatique : Sécheresses
Aléa climatique : Tempêtes destructrices
GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure 10 : Vulnérabilité aux changements climatiques
Classes de vulnérabilité:
Vulnérabilité majeure
Vulnérabilité élevée
Vulnérabilité modérée
Vulnérabilité mineure
Limite des parcs 429 ha
Échelle: 1:45 000
0 710 1420 m
La maille territoriale utilisée pour traiter les données est la même pour tous les aléas climatiques, soit une cellule carrée de 25 m par 25 m
SOURCE :
DONNÉES OUVERTES | VILLE DE MONTRÉAL 2023
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL 2026

# 8. Les modalités de gestion des milieux naturels

Le programme de gestion des écosystèmes (Cogliastro et al., 1996) a été élaboré pour les parcs-nature par la CUM, de concert avec l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV). Depuis 1996, la gestion des milieux naturels des grands parcs sous la responsabilité du SGPMRS, s'effectue selon les orientations mises de l'avant dans ce programme qui fournit les bases conceptuelles, les méthodologies et les outils.[11]

Ce programme se divise en trois axes : l'acquisition de connaissances, les interventions et la surveillance.

**L'axe Acquisition de connaissances**

Les données acquises lors des audits écologiques permettent d'optimiser les interventions, les aménagements et la mise en place de nouvelles activités, tout en assurant la conservation ou le rehaussement de la biodiversité et de la valeur écologique du parc. Ce volet comprend des inventaires de la végétation terrestre, de la végétation aquatique, de l'avifaune, de l'herpétofaune, de l'ichtyofaune et des chiroptères ainsi que l'étude de l'impact de la fréquentation sur l'état des sentiers (tableau 6).

Des protocoles ont été établis pour chacun des audits afin d'uniformiser la prise de données dans l'espace et le temps. Les informations récoltées sont intégrées à une base de données qu'il est possible d'analyser pour établir des comparaisons, faire ressortir des tendances, faire des corrélations et effectuer un état des lieux, afin de pouvoir intervenir adéquatement sur les milieux naturels.

Les audits écologiques constituent la base de la gestion des milieux naturels.

**L'axe Interventions**

Diverses actions sont posées pour remédier aux enjeux présents dans le milieu afin de protéger la biodiversité et l'intégrité écologique et d'assurer la conservation des espaces naturels (tableau 7). Modulées en fonction des capacités et des ressources, les interventions permettent l'augmentation de la valeur écologique d'un milieu, la protection d'espèces floristiques et fauniques d'intérêt ou en situation précaire, la conservation d'habitats critiques et d'écosystèmes exceptionnels ainsi que le maintien d'une variété d'habitats.

**L'axe Surveillance**

Les parcs sous la responsabilité du SGPMRS font l'objet d'une surveillance de l'état des écosystèmes et de l'efficacité des interventions pour résoudre diverses problématiques et minimiser les perturbations dans les milieux naturels. Ces suivis contribuent à améliorer leur qualité et à assurer leur pérennité (tableau 7).

[11] En mars 2020, le prix Distinction Biodiversité a été remis à la Ville de Montréal par Réseau Environnement pour les 25 ans de son Programme de gestion des écosystèmes.

**Tableau 6. Planification des audits écologiques**

| Objet des audits | Description | Fréquence de réalisation |
|---|---|---|
| Végétation terrestre, espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) et milieux humides et hydriques | Mesures de différents paramètres dans des stations d'échantillonnage positionnées sur la base de l'homogénéité des communautés végétales.<br>Mesures d'abondance et de distribution des occurrences d'EVEE (nerprun cathartique, nerprun bourdaine, roseau commun, etc.).<br>Caractérisation des milieux humides et hydriques. | 10 ans |
| Végétation – volet qualité habitat du goglu des prés | Inventaire de la structure et de la composition des milieux herbacés utilisés par le goglu des prés. | 5 ans |
| Herpétofaune (amphibiens et reptiles) | Recherche d'individus ou d'indice de présence pour localiser les habitats propices selon différentes méthodes en fonction du groupe faunique et de la période : fouilles manuelles, stations d'écoute, stations visuelles et abris artificiels. | 5 ans |
| Avifaune | Inventaires par observations visuelles et par points d'écoute.<br>Recherche active de nids de rapaces et de grands pics.<br>Recherche de nids sur ou à l'intérieur des bâtiments. Inventaire spécifique des oiseaux champêtres ou d'espèces indicatrices de la qualité du milieu (ex. sensibles au morcellement) | 5 ans |
| Chiroptères (chauves-souris) | Inventaires acoustiques fixes et mobiles.<br>Recherche d'indices de présence dans les bâtiments. | 5 ans |
| Cerf de Virginie | Inventaire aérien (décompte total et évaluation de la densité). | Au besoin |

Les résultats des audits écologiques permettent également d'optimiser l'aménagement, la gestion et les usages du parc, ainsi que d'assurer la conformité réglementaire, en intégrant aux projets et aux pratiques de gestion des mesures de prévention des impacts sur la biodiversité : protection des espèces en situation précaire, respect des périodes de reproduction de la faune, etc.

**Tableau 7. Planification des interventions et des suivis**

| Intervention | Description | Fréquence de réalisation |
|---|---|---|
| Gestion des écosystèmes | | |
| Blocage de la succession végétale des friches | Faucher mécaniquement les friches visées pour la conservation de l'habitat et du paysage. | Annuelle (mi-octobre) |
| Création ou restauration de milieux humides et hydriques et plans d'eau | Suivi du niveau et de la qualité de l'eau de certains sites.<br>Maintien de la qualité des habitats. | Selon les besoins |
| Gestion de la flore | | |
| Lutte aux espèces végétales envahissantes (EVEE) | Selon le plan d'action de la stratégie sur les EVEE, intervenir à l'aide de méthodes variées selon les espèces et les lieux d'intervention. Restaurer des espaces par de la plantation ou de l'ensemencement, selon l'objectif visé. Suivre et entretenir les zones d'intervention. | Selon le plan d'action sur les EVEE |
| Plantations | Restaurer les trouées dans la canopée à la suite d'abattages.<br>Suivre et entretenir les zones de plantation. | Selon les besoins |
| Travaux arboricoles | Abattre, élaguer, haubaner, lorsque requis pour la sécurité des personnes et des infrastructures (proximité de bâtiments, de zones résidentielles). | Selon les besoins |

| | | |
|---|---|---|
| Espèces en situation précaire et d'intérêt pour la conservation | Sensibiliser les usagers à la vulnérabilité des espèces à la cueillette. Suivi de la qualité de l'habitat et des menaces pour les espèces ciblées. | Annuelle |
| Gestion de la faune | | |
| Herpétofaune | Aménager des abris et hibernacles, bonifier les habitats. Sensibiliser les usagers à respecter la réglementation d'usage des sentiers (chien en laisse, pas de vélo). | Selon les besoins |
| Avifaune | Suivre les couples nicheurs (rapaces nocturnes et diurnes). | Selon les besoins |
| Castor | Protéger les arbres en bordure de cours d'eau ou de milieux humides. Effectuer la capture d'individus. | Selon les besoins |
| Goglu des prés | Conserver des zones de protection de la nidification (exclusion ou pratiques agricoles compatibles). | Annuelle |
| Maladie aux arbres et insectes ravageurs | Abattre les frênes infestés par l'agrile du frêne. Intervenir pour contrer des problématiques de maladies ou d'insectes ravageurs autres. | Selon les besoins |
| Arbres à faune | Conserver des arbres à faune pour soutenir les oiseaux nicheurs et autres espèces fauniques (chauves-souris). Conserver les débris ligneux au sol. | Selon les opportunités lors de travaux arboricoles |
| Gestion des infrastructures | | |
| Bâtiments | Planifier les travaux d'entretien et de restauration de façon à protéger et à gérer adéquatement les espèces fauniques (hirondelles, ratons laveurs, pics, chauves-souris) | Selon les besoins |
| Sentiers | Fermer les sentiers informels ou les officialiser en les aménageant. Assurer l'entretien des sentiers officiels. Suivre l'efficacité de la fermeture des sentiers. | Selon les besoins |
| Ponceaux et caniveaux | Effectuer l'entretien des installations pour assurer leur efficacité. | Selon les besoins |
| Équipements fauniques | Installer et entretenir les nichoirs d'oiseaux. Installer un dortoir à chauve-souris. | Selon les besoins |



Un jeune Grand-duc d'Amérique dans un nichoir d'un boisé de l'Anse-à-l'Orme (crédit Ville de Montréal)

# 9. Les activités et les usages compatibles avec la conservation

Les grands parcs, comme celui de l'Anse-à-l'Orme, sont des lieux où la protection des habitats et de la biodiversité est un objectif important.

## 9.1 Les activités compatibles et les usages autorisés

Le parc est actuellement aménagé sur une portion restreinte de son territoire, soit le sous-secteur de l'Anse-à-l'Orme et les deux sous-secteurs du Bois de Timberlea Trail et des Grandes Friches, traversés par le Grand sentier de l'Ouest.

De manière générale, les activités éducatives et récréatives doivent respecter les prédispositions du Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) (Ville de Montréal, 2009) et ainsi que des 4 règlements de zonages du territoire (annexe 2). Par ailleurs, avant d'offrir une nouvelle activité ou un nouveau service à l'Anse-à-l'Orme, la Ville de Montréal doit mener une évaluation préalable de ses impacts sur les milieux naturels, afin d'assurer sa compatibilité avec l'objectif de protection de la biodiversité.

Dans un contexte de développement du Grand parc de l'Ouest, il est primordial de prendre toutes les mesures nécessaires afin que les éventuels usages et aménagements soient compatibles avec les objectifs de conservation des écosystèmes. Par exemple, la mise en place de pratiques optimales ainsi qu'une planification concertée sont essentiels pour garantir une conciliation réussie d'éventuelles cultures agricoles et de la conservation de la biodiversité.

Enfin, les activités de recherche scientifique sont également permises dans la mesure où elles sont effectuées conformément aux lois et aux règlements applicables ainsi qu'aux règles d'éthique et de déontologie en vigueur dans le domaine et qu'elles ne portent pas atteinte aux caractéristiques naturelles du territoire et de ses milieux naturels.

## 9.2 Les activités et les usages non autorisés

Les activités interdites et les usages non permis sont décrits dans le Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) ainsi que dans le 4 règlements de zonages du territoire (annexe 2). Une liste non exhaustive de ces activités et de ces usages non autorisés est présentée en annexe 9.

# 10. Références et bibliographie

## 10.1. Références


Blanchard, F., K. Marineau, et I. Tațer, 2025. Rapport phase–1 - Audit écologique dans le cadre de projets d'aménagement dans le Grand parc de l'Ouest, présenté au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Biodiversité conseil en collaboration avec Amphibia-Nature, Montréal, Québec. vi + 59 p. + annexes.

Cogliastro, A., D. Lajeunesse, G. Domon et A. Bouchard. 1996. Programme de gestion des écosystèmes des parcs-nature de la Communauté urbaine de Montréal. Déposé à la Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire, Division des parcs-nature. Institut de recherche en biologie végétale, Montréal. 136 pages.

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). 2025. Plan métropolitain d'aménagement et de développement révisé. Repéré au :
20250602-PMADR-Adopte_non_en_vigueur.pdf

Communauté urbaine de Montréal. 1984. Règlement relatif à l'établissement et à la dénomination de parcs à caractère intermunicipal (72) (modifié). Repéré au
https://montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d786b8fd6531cd7a58275e

Communauté urbaine de Montréal. 1988. Service de planification du territoire. L'ouest de l'île: tour toponymique. Montréal: C.U.M.

Desrochers, A. 2022. Portrait de l'avifaune du Grand parc de l'Ouest – Secteur de l'Anse-à-l'Orme. Regroupement Québec Oiseaux, Montréal, Québec, Canada. eBird Basic Datas et, Version: février 2022. Cornell Lab of Ornithology, Ithaca, New York. Larivée et Jacques, 2016. Étude des Populations d'Oiseaux du Québec (ÉPOQ).

Dudley, N. (Éditeur). 2008. Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées. Gland, Suisse : UICn. x + 96 pages.

Environnement Canada. 2007. Un guide sur la Loi sur les espèces en péril (LEP) : information à l'intention des propriétaires de terres privées. Repéré au :
https://publications.gc.ca/collections/collection_2014/ec/En14-172-3-2007-fra.pdf

Fabianek, F. 2020. Inventaire acoustique des chiroptères dans le réseau des grands parcs de la ville de Montréal – inventaires 2019. Compte rendu méthodologique et synthèse des résultats obtenus pour les inventaires réalisés en 2019. Rapport final préparé pour GREBE et le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal. 72 pages.

Frei, B. 2009. Ecology and management of Bobolinks in hayfields of Québec and Ontario. Thesis submitted in partial fulfilment of the requirements of the degree of Master of Science. McGill University. Repéré au
https://escholarship.mcgill.ca/concern/theses/cr56n2725

Galois, O. et M. Ouellet, 2020. Audit écologique de l'herpétofaune - Rapport - Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, Parc-nature de l'île-de-la-Visitation, Parc de la Promenade-Bellerive, Falaise Saint-Jacques.

Rapport présenté au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal. Amphibia-Nature, Montréal, Québec, 115 p.

Géomont et MAPAQ. 2025. Application Info-Sols2 – informations géographiques sur les terres agricoles. Repéré au : http://www.info-sols.ca/ (consulté le 31 mars 2026).

Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. 2024. Orientations gouvernementales en aménagement du territoire. Pour les MRC des groupes A, B et C. Repéré au : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/BRO_ogat_groupesABC.pdf

GREBE. 2021. Audits écologiques dans le réseau des grands parcs de la Ville de Montréal : inventaire de la végétation terrestre au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et au parc-nature de l'Anse-à l'Orme. Rapport technique de G.R.E.B.E. inc. pour la Ville de Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Contrat 19-1035. 436 pages + annexes.

Groupe Hémisphères. 2020. Caractérisation sommaire de 65 lots situés dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Rapport réalisé pour le service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la ville de Montréal, 18 p. et 6 annexes.

Groupe Hémisphères. 2021. Caractérisation sommaire de la végétation – Lots complémentaires du Grand parc de l'Ouest. Rapport technique réalisé pour le service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la ville de Montréal, 14 pages et 4 annexes

IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques). 2019. Résumé à l'intention des décideurs du Rapport sur l'évaluation mondiale de l'IPBES. Repéré au : https://www.ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_fr.pdf

Marineau, K., M. Favreau, I. Tațer, F. Blanchard et P. Galois. 2023. Audit écologique dans le secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest – Pierrefonds Ouest. Rapport final présenté au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Ville de Montréal. Biodiversité conseil en collaboration avec Amphibia-Nature, Montréal, Québec. vi + 73 p. + annexes.

Millennium Ecosystem Assessment, 2005. Ecosystems and Human Well-being: Synthesis. Island Press, Washington, DC. Repéré au: https://www.millenniumassessment.org/documents/document.356.aspx.pdf

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). 2022. Service de cartographie Web (WMS) des données écoforestières du Québec. Repéré au : https://www.foretouverte.gouv.qc.ca/ (consulté le 31 mars 2026).

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. 2023. Dénombrement de cerfs par inventaire aérien. Montréal – Secteur Ouest.

Roy, M-E., P. Gravel et J. Dupras. 2016. Évaluation écologique de l'ouest du territoire de Pierrefonds-Roxboro. Mémoire présenté par la Fondation David Suzuki. 44 p. + annexes. Repéré au Évaluation-écologique-Ouest-territoire-Pierrefonds-Roxboro.pdf

Stantec Experts-conseils ltée. 2025. Rapport préliminaire. M–2 - Caractérisation des milieux humides et hydriques et étude hydrologique pour la bonification d'une infrastructure naturelle dans le secteur l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest, Ville de Montréal. Québec, 32 p. et annexes.

Ville de Beaconsfield. 2025. Plan d'urbanisme (Règlement BEAC-165). Repéré au : https://www.beaconsfield.ca/storage/app/media/ma-ville/votre-conseil/seances-du-conseil-et-proces-verbaux/Projets%20de%20r%C3%A8glements%20et%20autres%20documents/2024/First%20draft_PU_FR.pdf

Ville de Beaconsfield. 2025. Règlement d'urbanisme (720-129). Repéré au : https://www.beaconsfield.ca/storage/app/media/services/urbanisme-et-permis/concordance/REGLEMENTS/720_%20129_avec_%20annexes_concordance_fr_.pdf

Ville de Kirkland. 2026. Règlement de zonage (90-58). Repéré au : https://www.ville.kirkland.qc.ca/client_file/upload/R%C3%A8glements/Codification_admin_Zonage_90_58.pdf

Ville de Kirkland. 2023. Plan de zonage. Repéré au : https://www.ville.kirkland.qc.ca/client_file/upload/R%C3%A9glementation%20d'urbanisme%202023/Plan_de_Zonage_-_2023-11-02.pdf

Ville de Montréal, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. 2010. Règlement et plan de zonage CA29-0040. Repéré au : https://montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7d04efd65314aef59d35f

Ville de Montréal. 2004. Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels. Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique_protection_mise_en_valeur_milieux_naturels.pdf

Ville de Montréal. 2009. Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal, RCG 09-029. Repéré au https://montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7c709fd653107c559a31e

Ville de Montréal. 2015a. Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,133997570&_dad=portal&_schema=PORTAL

Ville de Montréal. 2015b. Plan de développement de la zone agricole de l'agglomération de Montréal. Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/pdza.pdf

Ville de Montréal et Horizon Multiressource. 2015. Élaboration du plan concept de l'écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme : consultation des parties prenantes décembre 2015. Repéré au : https://web.ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.13_2015_ecoterritoire_horizon_multiressource.pdf

Ville de Montréal et L'Atelier urbain. 2020. Consultation citoyenne : rêvons notre Grand parc de l'Ouest. Rapport final. Repéré au https://www.realisonsmtl.ca/11572/widgets/45515/documents/60213

Ville de Montréal. 2020a. Plan climat 2020-2030. Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/Plan_climat%2020-16-16-VF4_VDM.pdf

Ville de Montréal. 2020b. Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones 2020-2025. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/strategie_de_reconciliation_2020-2025_vdm_fr.pdf

Ville de Montréal. 2021a. Plan nature et sports. Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/plan_nature_et_sports_1.pdf

Ville de Montréal. 2021b. Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026. Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/vdm_strategie_agriculture_urbaine_corrigee_2023.pdf

Ville de Montréal. 2022. Engagement de Montréal : les villes unies et en action pour la biodiversité. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/vdm_engagement-de-montreal_2022.pdf

Ville de Montréal. 2023a. Stratégie de mise en valeur du Grand parc de l'Ouest. Repéré au : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/29632_grand_parc_de_louest.pdf

Ville de Montréal. 2023b. Lignes directrices pour l'inscription et la gestion des sites désignés. Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal, version finale adoptée le 26 janvier 2023 (CG23 0036). Repéré au https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/lignesdirectricesrepertoiremilieuxnaturels_2022_2.pdf

Ville de Montréal. 2023c Données ouvertes : vulnérabilité aux changements climatiques. Repéré au : https://donnees.montreal.ca/dataset/vulnerabilite-changements-climatiques

Ville de Montréal. 2024. Projet de Plan régional des milieux humides et hydriques. Repéré : https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/projet_plan_regional_des_milieux_humides_et_hydriques_202403.pdf

Ville de Montréal. 2025a. Plan d'urbanisme et de mobilité 2050. Règlement 24-017. Service de l'urbanisme et de la mobilité. Repéré au : https://montreal.ca/articles/plan-durbanisme-et-de-mobilite-2050-72130 et https://experience.arcgis.com/experience/056d776e719c45f29a8906d532fa2c5f/page/Page___mobilité 2050 - Carte interactive

Ville de Montréal. 2025b. Plan climat 2020-2030 – Incluant la mise à jour de 2025. Repéré au https://mtl.ged.montreal.ca/constellio/?collection=mtlca&portal=REPDOCVDM#!displayDocument/00000092910

Ville de Montréal. 2025c. Actualisation de la cartographie des milieux naturels de l'agglomération de Montréal – Méthodologie. Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, 25 p. + annexes.

Ville de Montréal, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. 2024. Règlement CA29-0144. Concordance a règlement 04-047 sur le plan d'urbanisme. Repéré au : Règlements municipaux

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. 2024. Règlement sur le plan d'urbanisme (no 863). Repéré au : R863_PU_ADOPTE_site_web.pdf

Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. 2024. Règlement de zonage (no 874). Repéré au : R874-Zonage_avec_annexes_integrees.pdf

WSP. 2018. Audit écologique (inventaire) de l'avifaune dans les parcs-nature 2016-2017, Rapport final, Parcs nature de la Ville de Montréal. Rapport produit pour le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville de Montréal. Réf. SP : 161-07476-00. 100 pages et cartes et annexes.

## 10.2. Bibliographie

### A. Axe acquisition de connaissances

*Végétation*

Aménatech inc. (Sm[i]) (2016). Inventaire de la végétation et mise au point du plan d'aménagement des marais Lauzon et 90 dans le secteur Pierrefonds-Ouest. Volet I – Rapport d'inventaire de la végétation. Rapport final présenté au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, Division stratégies, programmes et politiques, Section développement et partenariats, Ville de Montréal. 114 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.11_2016_volet_i_-_inventaire_vcgctation_marais_lauzon_90_amenatech.pdf

BBA (2020). Ville de Montréal, REM – Compensation environnementale – Inventaire écologique. Rapport technique, Inventaire du nerprun. Bois Angell, lot 3 944 966, Beaconsfield, Qc. 47 p.

*Milieux humides et hydriques*

CIMA + (2008). Étude hydraulique sommaire de la rivière-à-l 'orme, rapport d'étude version préliminaire. 47 p.

CIMA + (2008). Étude de la gestion des eaux pluviales du projet Pierrefonds ouest. Rapport d'étude préliminaire. Ville de Montréal. 45p.

Repéré au : *https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.16_2008_gestioneauxpluviales_cima.pdf*

Génivar (2003). Carte des limites des bassins de drainage pluvial, Rivière-à-l'Orme. 1 p.

Groupe-Conseil Lassalle inc. (1992). Étude de modélisation sur les eaux de ruissellement du bassin de la Rivière-à-l'Orme. Présentée au Service de la planification du territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

Tecsult (2006). Caractérisation des milieux humides et des cours d'eau du secteur ouest de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Rapport final présenté au Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle, Direction des sports, des parcs et des espaces verts, Ville de Montréal. 223p.
*Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.5_2006_milieux_humides_tecsult.pdf*

*Sentiers*

Avizo (2024). Audits écologiques. Étude d'impact de la fréquentation sur les sentiers. Grand parc de l'Ouest – secteur de l'Anse-à-l'Orme. Rapport final présenté à la Ville de Montréal. 47 p.

Groupe Hémisphères (2020). Étude de l'impact de la fréquentation sur les sentiers — parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Rapport technique réalisé pour le Service des grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports de la Ville de Montréal, 10 pages et 3 annexes.

*Avifaune*

François Morneau, biologiste Conseil (2015). Audit écologique (inventaire) de l'avifaune. Projet d'aménagement des marais Lauzon et 90. Rapport d'inventaire version finale. Ville de Montréal, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal. Division des stratégies, programmes et politiques. 51 p. Repéré au :
*https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.9_2015_audit_ccologique_avifaune_morneau.pdf*

GREBE inc. (2009). Inventaire quinquennal de l'avifaune des parcs-nature (2007). Rapport présenté à la Direction des grands parcs et de la nature en ville, Division de la gestion des grands parcs, Ville de Montréal. 133 p.

*Herpétofaune et Ichtyofaune*

Fournier, D. et Thiffault, C. (2015). Inventaire des poissons et de l'herpétofaune dans le secteur des marais Lauzon et 90 sur le territoire de Pierrefonds-Ouest (printemps et été 2015). Version préliminaire. 5 p. Repéré
au : *https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.10_2015_inventaire_poissons_et_herpctofaune_marais_lauzon_et_90_vdm.pdf*

Société D'histoire Naturelle De La Vallée Du Saint-Laurent (2008). Programme d'inventaire de l'herpétofaune des grands parcs de la Ville de Montréal. Rapport d'inventaire 2007: parc-nature de l'Anse-à-l'Orme, parc-nature du Bois-De-Liesse, parc-nature du Bois-De-Saraguay, parc-nature du Cap-Saint-Jacques. 34 p.

*Ichtyofaune*

Biofilia (2016). Pour Cima +. Réseau électrique de Montréal. Étude sur les habitats et les communautés de poisson. 168 p.

Environnement Illimité inc., (2006). Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro — Caractérisation de l'habitat du poisson dans le secteur de la rivière à l'Orme. Rapport préparé par Environnement Illimité inc. pour la Ville de Montréal, Direction des sports, des parcs et des espaces verts. 19 pages et 4 annexes. Repéré au :
*https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.4_2006_habitat_poisson_environnement_illimites.pdf*

*Chiroptères*

Fabianek, F. 2008. Facteurs déterminant la répartition et l'abondance des chauves-souris dans les espaces verts de l'île de Montréal à différentes échelles spatiales. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en Biologie, UQAM. 96 pages.

*Autres mammifères*

Direction des sports, des parcs et des espaces verts de la Ville de Montréal (2006). Inventaire du cerf de virginie par voie aérienne dans les écoterritoires de la trame verte de l'est, des corridors écoforestiers de l'Île-Bizard et de la rivière à l'orme et de la forêt de Senneville. 9p.

Ministère de l'Environnement, de la Lutte aux Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs (2023). Carte du dénombrement de cerfs réalisé le 24 février 2023 par inventaire aérien : Montréal - Secteur ouest. 1 p.

Ministère de la Forêt de la Faune et des Parcs (2017). Carte du décompte total de cerfs de Virginie par inventaire aérien. Secteur 2 Pointe Ouest-1. 1p.

## B. Autre

Aménatech inc. (Sm[i]) (2016). Inventaire de la végétation et mise au point du plan d'aménagement des marais Lauzon et 90 dans le secteur Pierrefonds-Ouest. Volet II – Révision du concept d'aménagement Plans et profils; Volet III. Mode d'exécution des travaux et mesures d'atténuation, rapport préliminaire de description des travaux. Rapport final présenté au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, Division stratégies, programmes et politiques, Section développement et partenariats, Ville de Montréal. 114 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.12_2016_volets_ii_et_iii_-_concept_travaux_et_attcnuation_amenatech.pdf

Arbour et Associés (1991). Parc régional de l'Anse-à-l'Orme, Plan directeur d'aménagement préliminaire. Présenté à la Communauté urbaine de Montréal.

Arkéos Inc. (2008) Étude de potentiel archéologique. Parc agricole du Bois-de-la-Roche et parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. 66 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.21_2008_etude_de_potentiel_archcologique_arkeos.pdf

Canards Illimités Canada (2008). Plan d'aménagement des marais lauzon et 90. Rapport final présenté à : Ville de Montréal Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. 30 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.6_2008_marais_lauzon_et_90_canards_illimites.pdf

Canards Illimités Canada / Groupe Cogespro (2014). Actualisation du plan d'aménagement des marais lauzon et 90. Rapport final. Ville de montréal Arrondissement Pierrefonds-Roxboro. 88 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.8_2014_marais_cic_cogespro.pdf

Conservation Mesures Partnerships. 2020. Standards ouverts pour la pratique de la conservation, version 4.0. Repéré au https://conservationstandards.org/wp-content/uploads/sites/3/2020/12/CMP-Standards-ouverts-pour-la-pratique-de-la-conservation-v4.0-French.pdf

Direction des sports, des parcs et des espaces verts de la Ville de Montréal, mars 2006, « Inventaire du cerf de Virginie par voie aérienne dans les écoterritoires de la trame verte de l'est, des corridors écoforestiers de l'île-Bizard et de la rivière à l'Orme et de la forêt de Senneville ».

Fondation David Suzuki (2016). Évaluation écologique de l'est du territoire de Pierrefonds-Roxboro. Mémoire présenté par la fondation David Suzuki à l'Office de consultation publique de Montréal sur l'Avenir du secteur Pierrefonds-Ouest. Rapport final. 66 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/5.1.2_rapport_final_evaluation_ecologique_de_louest_du_territoire_de_pierrefo.pdf

Fournier, D. et J. Dancosse. 2005. La stérilisation du castor, *Castor canadensis*, en milieu urbain. Le naturaliste canadien, 129 (2), 44-47.

Groupe Hémisphères (2015). Étude environnementale sur les caractéristiques du territoire – Secteur Nord. Rapport technique réalisé pour la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, 37 p. et 3 annexes.

Groupe Hémisphères (2015). Addenda : agrandissement de la zone d'étude - Étude environnementale sur les caractéristiques du territoire – Secteur Nord. Sainte-Anne-de-Bellevue, 6 p.

Inspec Sol (2009). Étude de caractérisation géotechnique. Aménagement des marais Lauzon et 90. Arrondissement Pierrefonds/Roxboro Montréal. 49 p.
Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.7_2009_marais_inspec-sol.pdf

Institut de cardiologie de Montréal, 2021. Les bienfaits de la nature sur la santé globale. Rapport réalisé pour le compte de la SÉPAQ. Repéré au :
https://www.sepaq.com/resources/docs/org/autres/org_icm_rapport_nature_sante_globale.pdf

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS. 2021. Classification standardisée des menaces affectant la biodiversité – Définitions pour le Centre de données sur la conservation (CDC) du Québec v1.0, Gouvernement du Québec, Québec, 26 p.
Repéré au https://mffp.gouv.qc.ca/documents/faune/Classification-standardisee-menaces.pdf

Tetra Tech (2021). Étude faunique – floristique / plans préliminaires pour l'aménagement d'une piste multifonctionnelle entre les rues Daoust et de l'Anse-à-l'Orme Document d'appui - demande d'autorisation art. 22 par 4 LQE. Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. 249 p.

Ville de Montréal. 2005. Politique de l'arbre. Repéré au :
https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/grands_parcs_fr/media/documents/politique_de_arbre_(2005).pdf

Ville de Montréal. 2005. Politique du patrimoine. Repéré au
https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique-du-patrimoine.pdf

Ville de Montréal (2005). Corridor écoforestier de la rivière à l'Orme. Bilan écologique et projet de conservation. Rapport du Comité technique. 30 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/3.14_2005_corridor_ccoforestier_comitc_technique_vdm.pdf

Ville de Montréal. 2013. Rapport sur la biodiversité 2013. 85 pages. Repéré au
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/GRANDS_PARCS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RAPPORT%20LAB_JUIN2013.PDF

Ville de Montréal. 2013. Bilan 2009-2013 de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/GRANDS_PARCS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/BILAN_POLITIQUE_DE_PROTECTION_2009-2013_0.PDF

Ville de Montréal (2016). Écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme. Plan concept, document de travail. Rapport préliminaire préparé par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal. 69 p. Repéré au : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P85/plan_concept_anse-a-lorme_rapport_preliminaire-dt.pdf

Ville de Montréal. 2017. Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/enviro_fr/media/documents/paccam_2015-2020_lesconstats.pdf

## C. Projets de recherche scientifique

Les écosystèmes riches et variés du réseau des grands parcs et leur situation en milieu urbain en font des lieux privilégiés pour les travaux de recherche des étudiants du secondaire, du cégep et des universités ainsi que pour ceux de ministères ou d'organismes en environnement. Plusieurs permis d'occupation sont émis chaque année pour des travaux de recherche ou d'inventaire provenant de demandes des universités, des cégeps et d'autres institutions, dont les données et les résultats bonifient et enrichissent les connaissances sur le parc.

*Quelques exemples pour le secteur de l'Anse-à-l'Orme :*

Assessing the ecosystem-level impacts of snow deposit stations on urban water quality (Montreal, Canada). Par Catalina Claus, McGill University. 2026.

Détermination des facteurs environnementaux responsables de l'occupation l'écrevisse à épines (*Faxonius limosus*) envahissante dans le haut Saint-Laurent. Projet de recherche de Victoria Van Mierlo, Université McGill, 2025.

Étude l'impact de l'agrile du frêne sur les communautés végétales. Par Gilles Boesch, Institut de recherche en biologie végétale. 2024 et 2025.

Identification des routes migratoires et des aires d'hivernage des Parulines à flancs marron et des Parulines jaunes se reproduisant en milieu urbain. Par Ana Morales, Environnement et Changement Climatique Canada. 2024 et 2025.

Suivi des oiseaux migrateurs dans l'ouest de Montréal. Par Barbara Frei, Environnement et changement climatique Canada 2023.

Étude sur l'utilisation des milieux naturels en période de migration. Par Ana Morales et Vanessa Poirier, Université McGill. 2021 et 2022.

Des aires protégées pour la couleuvre brune : évaluation du potentiel d'aménagement des parcs pour les couleuvres et projet de suivi des aménagements existants pour couleuvre dans les grands parcs. Par Sébastien Rouleau, Zoo Ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent. 2019.

Inventaire du bourdon à tache rousse (*Bombus affinis*) en vue de mettre à jour la connaissance sur la répartition de l'espèce. Par Sébastien Rouleau, Pierre-Alexandre Bourgeois et Philippe Lamarre, Zoo Ecomuseum - Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent. 2017 à 2019.

Application de l'approche par traits fonctionnels dans le développement d'un indice d'intégrité écologique des écosystèmes urbains et périurbains. Par Françoise Cardou, Laboratoire d'écologie fonctionnelle, Université de Sherbrooke. 2015.

# ANNEXE 1

## Localisation et lotissement (détails)



# ANNEXE 2

## Synthèse des règlements de zonage

| Territoire | Usages autorisés | Usages prohibés / exclus |
|---|---|---|
| **Arrondissement Pierrefonds-Roxboro (Montréal)** | • Usages « Parc, espace vert, conservation » autorisés dans les zones correspondantes et les grilles d'usages (zones P, PV, ou équivalentes)<br>• Protection des parcs et espaces verts identifiée à la Carte 2.5.1 – Parcs et espaces verts du Plan d'urbanisme de Montréal – chapitre Pierrefonds-Roxboro | • Tout usage non spécifiquement autorisé dans la zone est prohibé<br>• Incompatibilité avec usages résidentiels, commerciaux et industriels dans les secteurs de parc et d'espace vert (grilles de zonage) |
| **Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue** | • Zones de type Parc / conservation / espace vert définies aux articles 28 à 31 (division et interprétation des types de zones)<br>• Usages et normes autorisés précisés dans les Fiches techniques des types de zones – Annexe B du règlement | • Seuls les usages inscrits à la fiche de zone sont permis (art. 42 et 43) → tous les autres usages sont réputés prohibés |
| **Ville de Kirkland** | • Article 2.1 e) : les *parcs, terrains de jeux et espaces verts sous l'égide de la municipalité* sont autorisés dans toutes les zones, sauf exception expresse<br>• Dispositions environnementales générales au Chapitre 5 (protection des espaces libres et verdissement) | • Article 2.1 d) : tout usage non explicitement autorisé dans une zone est automatiquement prohibé<br>• Exclusion implicite de l'habitation, du commerce et de l'industrie dans les usages de parc |
| **Ville de Beaconsfield** | • Usage « Parc / espace vert / réserve naturelle » autorisé dans les zones P-xxx du Règlement de zonage no 720, tel que modifié (ex. zones P-326)<br>• Protection des espaces boisés intégrée par modifications au règlement 720 | • Usages autres que ceux prévus au groupe « Parc » exclus<br>• Interdiction implicite des usages résidentiels, commerciaux ou industriels dans les zones P |

# ANNEXE 3

**Espaces à prédominance naturelle du Grand parc de l'Ouest**

| | Superficie totale (ha) | Espaces à prédominance naturelle* |
|---|---|---|
| Grand parc de l'Ouest (règlement) | 3 109 | 71 % |
| Grand parc de l'Ouest (sous responsabilité du SGPMRS, avril 2026) | 1 342 | 93 % |

**Contribution des secteurs du Grand parc de l'Ouest à la protection des espaces à prédominance naturelle sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports**

| Secteur du GPO (sous responsabilité du SGPMRS, avril 2026) | Superficie (ha) | Espaces à prédominance naturelle *in situ* | Contribution aux espaces à prédominance naturelle du GPO |
|---|---|---|---|
| Bois-de-la-Roche | 194 | 84 % | 13 % |
| **Anse-à-l 'Orme** | **429** | **99%** | **34 %** |
| Cap-Saint-Jacques | 277 | 82 % | 18 % |
| Île Bizard (incluant l'ouest de l'île) | 401 | 99 % | 32 % |
| Rapides-du-Cheval-Blanc | 42 | 93 % | 3 % |
| *Total* | *1342* | | *100 %* |

**Analyse spatiale réalisée selon les informations géoréférencées sur les milieux naturels (bois, friches, milieux humides, cours d'eau) des données ouvertes de la Ville de Montréal (https://donnees.montreal.ca/).*

# ANNEXE 4

**Listes détaillées des communautés végétales et des espèces végétales de l'Anse-à-l'Orme**

| **Communautés végétales** (GREBE 2021, Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025) | |
|---|---|
| Bétulaie grise | Friche à pâturin des prés et valériane officinale |
| Caryaie ovale | Friche à pâturin des prés et verge d'or du Canada |
| Cédrière à érable à sucre | Friche à spirée à larges feuilles |
| Cédrière à nerprun cathartique | Friche à sumac vinaigrier |
| Chênaie rouge | Friche à valériane officinale |
| Érablière à Giguère à frêne rouge | Friche à verge d'or du Canada |
| Érablière argentée | Friche à verge d'or haute |
| Érablière argentée à frêne rouge | Friche arborescente à érable à Giguère |
| Érablière de l'Amour | Friche arborescente à érable à Giguère et nerprun cathartique |
| Érablière rouge | Friche arborescente à frêne rouge |
| Érablière sucrière | Friche arborescente à orme d'Amérique et frêne rouge |
| Érablière sucrière à caryer cordiforme | Friche arborescente à peuplier faux-tremble |
| Érablière sucrière à érable noir | Friche arbustive |
| Érablière sucrière à frêne rouge | Friche arbustive à frêne rouge |
| Érablière sucrière à hêtre à grandes feuilles | Hêtraie à grandes feuilles |
| Érablière sucrière à nerprun cathartique | Marais |
| Érablière sucrière à ostryer de Virginie | Marais à alpiste roseau |
| Érablière sucrière à tilleul d'Amérique | Marais à carex à balais |
| Frênaie blanche | Marais à carex à balais, scirpes et quenouilles |
| Frênaie rouge | Marais à fléole des prés |
| Frênaie rouge à orme d'Amérique | Marais à pâturin des prés et valériane officinale |
| Friche à alpiste roseau | Marais à quenouille à feuilles larges |
| Friche à aster à feuilles cordées | Marais à roseau commun |
| Friche à carotte sauvage | Marais à salicaire commune |
| Friche à cornouiller oblique | Marais à saules et scirpes |
| Friche à fléole des prés | Marais à saules et verge d'or haute |
| Friche à framboisier rouge | Marais à scirpe à ceinture noire |
| Friche à gaillet mollugine | Marais à scirpe souchet |
| Friche à nerprun bourdaine | Marécage à nerprun cathartique |
| Friche à nerprun cathartique | Marécage à nerprun cathartique et frêne rouge |
| Friche a nerprun cathartique et valeriane officinale | Marécage à saule à long pétiole |
| Friche à nerpruns | Marécage à saule de l'intérieur |
| Friche à pâturin des prés | Marécage à spirée à larges feuilles |

| **Communautés végétales (suite)**<br>(GREBE 2021, Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025) | |
|---|---|
| Marécage arborescent à érable argenté | Marécage arborescent à peuplier faux-tremble et nerprun cathartique |
| Marécage arborescent à érable argenté et frêne rouge | Marécage arbustif à cornouiller hart-rouge |
| Marécage arborescent à érable argenté et nerprun cathartique | Marécage arbustif à frêne et cornouiller |
| Marécage arborescent à érable argenté et nerpruns | Marécage arbustif à frêne rouge |
| Marécage arborescent à érable argenté et orme d'Amérique | Marécage arbustif à peuplier faux-tremble |
| Marécage arborescent à érable rouge et nerprun cathartique | Marécage arbustif à peuplier faux-tremble et frêne rouge |
| Marécage arborescent à frêne rouge | Marécage arbustif à saule blanc |
| Marécage arborescent à frêne rouge et érable à Giguère | Marécage arbustif à saule discolore et frêne rouge |
| Marécage arborescent à frêne rouge et nerprun cathartique | Marécage arbustif à saules sp |
| Marécage arborescent à orme d'Amérique | Micocoulaie |
| Marécage arborescent à orme d'Amérique et chêne à gros fruits | Ormaie d'Amérique |
| Marécage arborescent à orme d'Amérique et frêne rouge | Ormaie d'Amérique à frêne rouge |
| Marécage arborescent à orme d'Amérique et nerprun cathartique | Ostryaie de Virginie |
| Marécage arborescent à peuplier deltoïde | Peupleraie deltoïde |
| Marécage arborescent à peuplier deltoïde et nerprun cathartique | Peupleraie faux-tremble |
| Marécage arborescent à peuplier faux-tremble | |

| Espèces végétales<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **ARBRES** | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Abies balsamea* | Sapin baumier | *Pinus strobus* | Pin blanc |
| *Acer ginnala* | Érable de l'Amour[xx] | *Populus alba* | Peuplier blanc[xx] |
| *Acer negundo* | Érable à Giguère[xx] | *Populus deltoides* | Peuplier deltoïde |
| ***Acer nigrum*** | **Érable noir** | *Populus grandidentata* | Peuplier à grandes dents |
| *Acer platanoides* | Érable de Norvège[xxx] | *Populus tremuloides* | Peuplier faux-tremble |
| *Acer rubrum* | Érable rouge | *Prunus pensylvanica* | Cerisier de Pennsylvanie |
| *Acer saccharinum* | Érable argenté | *Prunus serotina* | Cerisier tardif |
| *Acer saccharum* | Érable à sucre | *Quercus alba* | Chêne blanc |
| *Amelanchier canadensis* | Amélanchier du Canada | ***Quercus bicolor*** | **Chêne bicolore** |
| *Betula alleghaniensis* | Bouleau jaune | *Quercus macrocarpa* | Chêne à gros fruits |
| *Betula papyrifera* | Bouleau à papier | *Quercus rubra* | Chêne rouge |
| *Betula populifolia* | Bouleau gris | *Robinia pseudoacacia* | Robinier faux-acacia[xxx] |
| *Carpinus caroliniana* | Charme de Caroline | *Salix alba* | Saule blanc |
| *Carya cordiformis* | Caryer cordiforme | *Salix fragilis* | Saule fragile |
| ***Carya ovata*** | **Caryer ovale** | *Salix pentandra* | Saule laurier |
| ***Celtis occidentalis*** | **Micocoulier occidental** | *Salix sp.* | Saule sp. |
| *Fagus grandifolia* | Hêtre à grandes feuilles | *Sorbus americana* | Sorbier d'Amérique |
| *Fraxinus americana* | Frêne blanc | *Sorbus aucuparia* | Sorbier des oiseleurs |
| ***Fraxinus nigra*** | **Frêne noir** | *Sorbus sp.* | Sorbier sp. |
| *Fraxinus pennsylvanica* | Frêne rouge | *Thuja occidentalis* | Thuya occidental |
| ***Juglans cinerea*** | **Noyer cendré** | *Tilia americana* | Tilleul d'Amérique |
| *Malus domestica* | Pommier commun | *Tsuga canadensis* | Pruche du Canada |
| *Malus sp.* | Pommier sp. | *Ulmus americana* | Orme d'Amérique |
| *Ostrya virginiana* | Ostryer de Virginie | *Ulmus pumila* | Orme de Sibérie[xx] |
| *Picea glauca* | Épinette blanche | *Ulmus rubra* | Orme rouge |
| **ARBUSTES** | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Acer spicatum* | Érable à épi | *Cornus sericea* | Cornouiller hart-rouge |
| *Alnus incana subsp rugosa* | Aulne rugueux | *Crataegus macracantha* | Aubépine à épines longues |
| *Amelanchier sp.* | Amélanchier sp. | *Crataegus punctata* | Aubépine ponctuée |
| *Berberis vulgaris* | Épine-vinette commune[xxx] | *Crataegus sp.* | Aubépine sp. |
| *Celastrus scandens* | Bourreau-des-arbres | *Crateagus submollis* | Aubépine subsoyeuse |
| *Cephalanthus occidentalis* | Céphalanthe occidental | *Diervilla lonicera* | Dièreville chèvrefeuille |
| *Cornus sp.* | Cornouiller sp. | *Dirca palustris* | Dirca des marais |
| *Cornus alternifolia* | Cornouiller à feuilles alternes | *Endotropis alnifolia* | Nerprun à feuilles d'aulne |
| *Cornus obliqua* | Cornouiller oblique | *Frangula alnus* | Nerprun bourdaine[xxx] |
| *Cornus rugosa* | Cornouiller rugueux | *Juniperus communis* | Génévrier commun |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

| **Espèces végétales** (suite)<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **ARBUSTES** (suite) | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Lonicera canadensis* | *Chèvrefeuille du Canada* | *Rubus occidentalis* | Framboisier noir |
| *Lonicera morrowii* | *Chèvrefeuille de Morrow*[xx] | *Rubus odoratus* | Ronce odorante |
| *Lonicera oblongifolia* | *Chèvrefeuille à feuilles oblonques* | *Rubus pubescens* | Ronce pubescente |
| *Lonicera sp.* | *Chèvrefeuille sp.* | *Salix bebbiana* | Saule de Bebb |
| *Lonicera tatarica* | *Chèvrefeuille de Tartarie*[xx] | *Salix discolor* | Saule discolore |
| *Lonicera xylosteum* | *Chèvrefeuille à balais* | *Salix eriocephala* | Saule à tête laineuse |
| *Menispermum canadense* | Ménisperme du Canada | *Salix exigua* | Saule à feuilles exiguës |
| *Parthenocissus quinquefolia* | Vigne vierge à cinq folioles | *Salix interior* | Saule de l'intérieur |
| *Physocarpus opulifolius* | Physocarpe à feuilles d'obier | *Salix petiolaris* | Saule à long pétiole |
| *Prunus nigra* | Prunier noir | *Salix purpurea* | Saule pourpre |
| *Prunus sp.* | Prunus sp. | *Salix sp.* | Saule sp. |
| *Prunus virginiana* | Cerisier de Virginie | *Sambucus canadensis* | Sureau blanc |
| *Prunus virginiana var. Schubert* | Cerisier de Virginie var. Schubert | *Sambucus racemosa* | Sureau à grappes |
| *Rhamnus cathartica* | Nerprun cathartique[xxx] | *Spiraea alba* | Spirée blanche |
| *Rhus typhina* | Sumac vinaigrier | *Spiraea alba var. latifolia* | Spirée à larges feuilles |
| *Ribes americanum* | Gadellier d'Amérique | *Taxus canadensis* | If du Canada |
| *Ribes cynosbati* | Groseiller des chiens | *Toxicodendron radicans* | Herbe à puce |
| *Ribes glandulosum* | Gadellier glanduleux | *Vaccinium angustifolium* | Bleuet à feuilles étroites |
| *Ribes hirtellum* | Groseiller hérissé | *Viburnum acerifolium* | Viorne à feuilles d'érable |
| *Ribes lacustre* | Gadellier lacustre | *Viburnum cassinoides* | Viorne cassinoïde |
| *Ribes sp.* | Gadellier sp. | *Viburnum lantana* | Viorne mancienne |
| *Ribes triste* | Gadellier amer | *Viburnum lentago* | Viorne flexible |
| *Rosa rugosa* | Rosier rugueux[xxx] | *Viburnum opulus var. americanum* | Viorne trilobée |
| *Rosa sp.* | Rosier sp. | *Viburnum sp.* | Viorne sp. |
| *Rubus allegheniensis* | Ronce des Alléghanys | *Vitis riparia* | Vigne des rivages |
| *Rubus idaeus* | Framboisier rouge | *Zanthoxylum americanum* | Clavalier d'Amérique |
| *Rubus idaeus ssp. strigosus* | Framboisier sauvage | | |
| **HERBACÉES** | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Acalypha rhomboidea* | Ricinelle rhomboïde | ***Agrimonia pubescens*** | **Aigremoine pubescente** |
| *Achillea millefolium* | Achillée millefeuille | *Agrimonia sp.* | Aigremoine sp. |
| *Actaea pachypoda* | Actée à gros pédicelles | *Agrimonia striata* | Aigremoine striée |
| *Actaea rubra* | Actée rouge | *Agrostis sp.* | Agrostide sp. |
| *Actaea sp.* | Actée sp. | *Agrostis capillaris* | Agrostide fine |
| ***Adiantum pedatum*** | **Adiante du Canada** | *Agrostis gigantea* | Agrostide blanche |
| *Ageratina altissima* | Eupatoire rugueuse | *Agrostis stolonifera* | Agrostide stolonifère |
| *Agrimonia gryposepala* | Aigremoine à sépales crochus | *Alisma triviale* | Alisma commun |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

| **Espèces végétales** (suite)<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **HERBACÉES** (suite) | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Alliaria petiolata* | Alliaire officinale[xxx] | *Calystegia sepium* | Liseron des haies |
| ***Allium tricoccum*** | **Ail des bois** | *Campanula rapunculoides* | Campanule fausse-raiponce |
| *Alopecurus pratensis* | Vulpin des prés | ***Cardamine diphylla*** | **Dentaire à deux feuilles** |
| *Amaranthus retroflexus* | Amarante à racine rouge | *Cardamine pensylvanica* | Cardamine de Pennsylvanie |
| *Amauropelta noveboracensis* | Thélyptère de New York | *Carex alopecoidea* | Carex alopécoïde |
| *Ambrosia artemisiifolia* | Petite herbe à poux | *Carex arctata* | Carex comprimé |
| *Amphicarpaea bracteata* | Amphicarpe bractéolée | *Carex bebbii* | Carex de Bebb |
| *Anemonastrum canadense* | Anémone du Canada | *Carex blanda* | Carex lisse |
| *Anemone virginiana* | Anémone de Virginie | *Carex cephaloidea* | Carex céphaloïde |
| *Anthriscus sylvestris* | Anthrisque des bois[xx] | *Carex crinita* | Carex crépu |
| *Apios americana* | Apios d'Amérique | *Carex cristatella* | Carex accrêté |
| *Apocynum androsaemifolium* | Apocyn à feuilles d'androsème | *Carex debilis* | Carex débile |
| *Aralia nudicaulis* | Aralie à tige nue | *Carex echinata* | Carex étoilé |
| *Aralia racemosa* | Aralie à grappes | *Carex flava* | Carex jaune |
| *Arctium lappa* | Grande bardane | *Carex gracilescens* | Carex grêle |
| *Arctium minus* | Petite bardane | *Carex gracillima* | Carex filiforme |
| *Arisaema triphyllum* | Arisème petit-prêcheur | *Carex granularis* | Carex granuleux |
| *Artemisia biennis* | Armoise bisannuelle | *Carex grayi* | Carex de Gray |
| *Artemisia vulgaris* | Armoise vulgaire | *Carex grisea* | Carex gris |
| ***Asarum canadense*** | **Asaret du Canada** | *Carex hitchcockiana* | Carex de Hitchcock |
| *Asclepias incarnata* | Asclépiade incarnate | *Carex intumescens* | Carex gonflé |
| *Asclepias syriaca* | Asclépiade commune | *Carex lupulina* | Carex houblon |
| *Asparagus officinalis* | Asperge | ***Carex normalis*** | **Carex normal** |
| *Athyrium angustum* | Athyrie étroite | *Carex novae-angliae* | Carex de la Nouvelle-Angleterre |
| *Barbarea vulgaris* | Barbarée vulgaire | *Carex oligosperma* | Carex oligosperme |
| *Bidens cernua* | Bident penché | *Carex pallescens* | Carex pâle |
| *Bidens comosa* | Bident en toupet | *Carex pedunculata* | Carex pédonculé |
| *Bidens connata* | Bident à feuilles connées | *Carex pensylvanica* | Carex de Pennsylvanie |
| *Bidens discoidea* | Bident discoïde | *Carex plantaginea* | Carex plantain |
| *Bidens frondosa* | Bident feuillu | *Carex radiata* | Carex rayonnant |
| *Bidens sp.* | Bident sp. | *Carex recta* | Carex dressé |
| *Boehmeria cylindrica* | Boehméria cylindrique | *Carex retrorsa* | Carex réfléchi |
| *Botrypus virginianus* | Botryche de Virginie | *Carex rosea* | Carex en rosace |
| *Brachyelytrum erectum* | Brachyélytre du Sud | *Carex scabrata* | Carex scabre |
| *Bromus inermis* | Brome inerme[xx] | *Carex scoparia* | Carex à balais |
| *Calamagrostis canadensis* | Calamagrostide du Canada | *Carex sp.* | Carex sp. |
| *Calla palustris* | Calla des marais | *Carex stipata* | Carex stipité |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

| **Espèces végétales** (suite)<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **HERBACÉES** (suite) | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Carex tenera* | Carex tendre | *Echinocystis lobata* | Concombre grimpant |
| *Carex trisperma* | Carex trisperme | *Eleocharis obtusa* | Éléocharide obtuse |
| *Carex tuckermanii* | Carex de Tuckerman | *Eleocharis sp.* | Éléocharide sp. |
| ***Carex typhina*** | **Carex massette** | *Elymus canadensis* | Élyme du Canada |
| *Carex vulpinoidea* | Carex vulpinoïde | *Elymus repens* | Chiendent commun |
| *Carex ×trichina* | Carex ×trichina | *Epilobium ciliatum* | Épilobe ciliée |
| *Caulophyllum thalictroides* | Caulophylle faux-pigamon | *Epilobium coloratum* | Épilobe coloré |
| *Cerastium arvense* | Céraste des champs | *Epilobium leptophyllum* | Épilobe leptophylle |
| *Chimaphila umbellata* | Chimaphile à ombelles | *Epipactis helleborine* | Épipactis petit-hellébore |
| *Cicuta bulbifera* | Cicutaire bulbifère | *Equisetum arvense* | Prêle des champs |
| *Cicuta maculata* | Cicutaire maculée | *Equisetum hyemale* | Prêle d'hiver |
| *Circaea canadensis* | Circée du Canada | *Equisetum pratense* | Prêle des prés |
| *Cirsium arvense* | Chardon des champs | *Equisetum sylvaticum* | Prêle des bois |
| *Cirsium discolor* | Chardon discolore | *Erechtites hieraciifolius* | Érechtite à feuilles d'épervière |
| *Cirsium vulgare* | Chardon vulgaire | *Erigeron annuus* | Vergerette annuelle |
| *Cirsium sp.* | Chardon sp. | *Erigeron strigosus* | Vergerette rude |
| *Clematis virginiana* | Clématis de Virginie | *Erysimum cheiranthoides* | Vélar fausse-giroflée |
| *Clintonia borealis* | Clintonie boréale | *Erysimum hieraciifolium* | Vélar à feuilles d'épervière |
| *Convallaria majalis* | Muguet commun[xx] | *Erythronium americanum* | Érythrone d'Amérique |
| *Convolvulus arvensis* | Liseron des champs | *Eupatorium perfoliatum* | Eupatoire perfoliée |
| *Cryptotaenia canadensis* | Cryptoténie du Canada | *Eurybia macrophylla* | Aster à grandes feuilles |
| *Cypripedium parviflorum var. makasin* | Cypripède mocassin | *Euthamia graminifolia* | Verge d'or à feuilles de graminée |
| *Cypripedium parviflorum var. pubescens* | Cypripède pubescent | *Eutrochium maculatum* | Eupatoire maculée |
| *Dactylis glomerata* | Dactyle pelotonné | *Festuca rubra* | Fétuque rouge |
| *Daucus carota* | Carotte sauvage | *Fragaria sp* | Fraisier sp. |
| *Deparia acrostichoides* | Athyrie fausse-thélyptère | *Fragaria vesca* | Fraisier des bois |
| *Dicentra sp.* | Dicentre sp. | *Fragaria vesca subs. americana* | Fraisier américain |
| *Digitaria sanguinalis* | Digitaire sanguine | *Fragaria virginiana* | Fraisier des champs |
| *Doellingeria umbellata* | Aster à ombelles | *Galinsoga quadriradiata* | Galinsoga cilié |
| *Dryopteris carthusiana* | Dryoptère spinuleuse | *Galium aparine* | Gaillet gratteron |
| ***Dryopteris clintoniana*** | **Dryoptère de Clinton** | *Galium asprellum* | Gaillet piquant |
| *Dryopteris cristata* | Dryoptère à crêtes | *Galium mollugo* | Gaillet mollugine[xx] |
| *Dryopteris goldiana* | Dryoptère de Goldie | *Galium obtusum* | Gaillet obtus |
| *Dryopteris intermedia* | Dryoptère intermédiaire | *Galium odoratum* | Gaillet odorant |
| *Dryopteris marginalis* | Dryoptère à sores marginaux | *Galium palustre* | Gaillet palustre |
| *Echinochloa crus-galli* | Échinochloa pied-de-coq | *Galium sp.* | Gaillet sp. |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

| **Espèces végétales** (suite)<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **HERBACÉES** (suite) | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Galium trifidum* | Gaillet trifide | *Leersia oryzoides* | Léersie faux-riz |
| *Galium triflorum* | Gaillet à trois fleurs | *Leersia virginica* | Léersie de Virginie |
| *Galium verum* | Gaillet vrai | *Lemna minor* | Lenticule mineure |
| *Geum aleppicum* | Benoite d'Alepp | *Leucanthemum vulgare* | Marguerite blanche |
| *Geum canadense* | Benoite du Canada | *Lobelia inflata* | Lobélie gonflée |
| *Geum laciniatum* | Benoîte laciniée | *Lolium pratense* | Fétuque des prés |
| *Geum macrophyllum* | Benoite à grandes feuilles | *Lotus corniculatus* | Lotier corniculé |
| *Geum sp.* | Benoîte sp. | *Lycopodium complanatum* | Lycopode aplati |
| *Glechoma hederacea* | Lierre terrestre | *Lycopus americanus* | Lycope d'Amérique |
| *Glyceria melicaria* | Glycérie mélicaire | *Lycopus europaeus* | Lycope d'Europe |
| *Glyceria grandis* | Glycérie géante | *Lycopus uniflorus* | Lycope à une fleur |
| *Glyceria striata* | Glycérie striée | *Lysimachia ciliata* | Lysimaque cilié |
| *Graminae sp.* | Graminée sp. | *Lysimachia nummularia* | Lysimaque nummulaire[xx] |
| *Hemerocallis fulva* | Hémérocalle fauve[xx] | *Lysimachia sp.* | Lysimaque sp. |
| *Hepatica acutiloba* | Hépatique à lobes aigus | *Lysimachia terrestris* | Lysimaque terrestre |
| *Hepatica americana* | Hépatique d'Amérique | *Lysimachia thyrsiflora* | Lysimaque thyrsiflore |
| *Hesperis matronalis* | Julienne des dames | *Lythrum salicaria* | Salicaire commune[xx] |
| ***Homalosorus pycnocarpos*** | **Athyrie à sores denses** | *Maianthemum canadense* | Maïanthème du Canada |
| *Hydrocharis morsus-ranae* | Hydrocharide grenouillette[xxx] | *Maianthemum racemosum* | Smilacine à grappes |
| *Hydrophyllum virginianum* | Hydrophylle de Virginie | *Matricaria discoidea* | Matricaire odorante |
| *Hylodesmum glutinosum* | Desmodie glutineuse | ***Matteuccia pensylvanica*** | **Matteuccie fougère-à-l'autruche d'Amérique** |
| *Hypericum sp.* | Millepertuis sp. | *Medicago lupulina* | Luzerne lupuline |
| *Impatiens capensis* | Impatiente du Cap | *Medicago sativa* | Luzerne cultivée |
| *Impatiens pallida* | Impatiente pâle | *Melilotus albus* | Mélilot blanc |
| *Iris sp.* | Iris sp. | *Menispermum canadense* | Ménisperme du Canada |
| *Iris versicolor* | Iris versicolore | *Mentha canadensis* | Menthe du Canada |
| *Isoetes sp.* | Isoetes sp. | *Milium effusum* | Millet diffus |
| *Juncus canadensis* | Jonc du Canada | *Mimulus ringens* | Mimule à fleurs entrouvertes |
| *Juncus effusus* | Jonc épars | *Mitchella repens* | Pain-de-perdrix |
| *Juncus pylaei* | Jonc de la Pylaie | *Mitella diphylla* | Mitrelle à deux feuilles |
| *Juncus tenuis* | Jonc grêle | *Mitella nuda* | Mitrelle nue |
| ***Juncus torreyi*** | **Jonc de Torrey** | *Monotropa uniflora* | Monotrope uniflore |
| *Lactuca canadensis* | Laitue du Canada | *Mutarda arvensis* | Moutarde des champs |
| *Lactuca sp.* | Laitue sp. | *Myosotis laxa* | Myosotis laxiflore |
| *Laportea canadensis* | Laportéa du Canada | *Myosotis sp.* | Myosotis sp. |
| *Lathyrus latifolius* | Gesse à feuilles larges | *Nabalus albus* | Prenanthe blanche |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

| **Espèces végétales** (suite)<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **HERBACÉES** (suite) | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Nabalus altissimus* | Prenanthe élevée | *Potentilla norvegica* | Potentille de Norvège |
| *Nabalus trifoliolatus* | Prenanthe trifoliolée | *Potentilla recta* | Potentille dressée |
| *Nabalus sp.* | Prenanthe sp. | *Prunella vulgaris* | Brunelle commune |
| *Oclemena acuminata* | Aster acuminé | *Pteridium aquilinum* | Fougère-aigle |
| *Oclemena nemoralis* | Aster des tourbières | *Pyrola elliptica* | Pyrole elliptique |
| *Oenothera biennis* | Onagre bisannuelle | *Ranunculus abortivus* | Renoncule abortive |
| *Onoclea sensibilis* | Onoclée sensible | *Ranunculus acris* | Renoncule âcre |
| *Oryzopsis asperifolia* | Orizopsis à feuilles rudes | *Ranunculus flammula var reptans* | Renoncule radicante |
| *Osmundastrum cinnamomeum* | Osmonde cannelle | *Ranunculus recurvatus* | Renoncule à bec recourbé |
| *Oxalis montana* | Oxalide de montagne | *Reynoutria japonica* | Renouée du Japon[xxx] |
| *Oxalis sp.* | Oxalide sp. | *Rumex sp.* | Patience sp. |
| *Oxalis stricta* | Oxalide d'Europe | *Rumex crispus* | Patience crépue |
| *Oxybasis glauca* | Chénopode glauque | *Rumex longifolius* | Patience à feuilles longues |
| *Pastinaca sativa* | Panais sauvage[xx] | *Rumex obtusifolius* | Patience à feuilles obtuses |
| *Patis racemosa* | Oryzopsis à grappes | *Sagittaria latifolia* | Sagittaire à larges feuilles |
| *Penthorum sedoides* | Penthorum faux-orpin | ***Sanguinaria canadensis*** | **Sanguinaire du Canada** |
| *Persicaria hydropiper* | Renouée poivre-d'eau | *Sanicula marilandica* | Sanicle du Maryland |
| *Persicaria lapathifolia* | Renouée à feuilles de patience | *Sanicula odorata* | Sanicle odorante |
| *Persicaria pensylvanica* | Renouée de Pennsylvanie | *Schoenoplectus tabernaemontani* | Scirpe des étangs |
| *Phalaris arundinacea* | Alpiste roseau[xx] | *Scirpus sp.* | Scirpe sp. |
| *Phleum pratense* | Fléole des prés | *Scirpus atrocinctus* | Scirpe à ceinture noire |
| *Phragmites australis* | Roseau commun[xxx] | *Scirpus atrovirens* | Scirpe noirâtre |
| *Phryma leptostachya* | Phryma à épis grêles | *Scirpus cyperinus* | Scirpe souchet |
| *Pilea pumila* | Piléa nain | *Scirpus hattorianus* | Scirpe de Hattori |
| *Pilosella caespitosa* | Épervière des prés | *Scirpus microcarpus* | Scirpe à nœuds rouges |
| *Plantago major* | Plantain majeur | *Scirpus pedicellatus* | Scirpe pédicellé |
| *Poa alsodes* | Pâturin des bosquets | *Scirpus pendulus* | Scirpe pendant |
| *Poa compressa* | Pâturin comprimé | *Scorzoneroides autumnalis* | Liondent d'automne |
| *Poa nemoralis* | Pâturin des bois | *Scutellaria lateriflora* | Scutellaire latériflore |
| *Poa palustris* | Pâturin des marais | *Securigera varia* | Coronille bigarée |
| *Poa pratensis* | Pâturin des prés | *Setaria viridis* | Sétaire verte |
| *Poa sp.* | Pâturin sp. | *Silene latifolia* | Silène blanc |
| *Polygala sp.* | Polygale sp. | *Silene vulgaris* | Silène enflé |
| *Polygonatum odoratum* | Sceau-de-Salomon odorant | ***Sisyrinchium angustifolium*** | **Bermudienne à feuilles étroites** |
| *Polygonatum pubescens* | Sceau-de-Salomon pubescent | *Sium suave* | Berle douce |
| *Polystichum acrostichoides* | Polystic faux-acrostic | *Smilax herbacea* | Smilax herbacé |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

| **Espèces végétales** (suite)<br>(Blanchard et al. 2025, Stantec Experts-conseils 2025, GREBE 2021, Groupe Hémisphère 2020, 2021) | | | |
|---|---|---|---|
| **HERBACÉES** (suite) | | | |
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Solanum dulcamara* | Morelle douce-amère | *Thelypteris palustris* | Thélyptère des marais |
| *Solidago altissima* | Verge d'or haute | *Toxicodendron radicans* | Herbe à puce |
| *Solidago canadensis* | Verge d'or du Canada | *Tragopogon pratensis* | Salsifis des prés |
| *Solidago flexicaulis* | Verge d'or à tige zigzaguante | *Trifolium arvense* | Trèfle pied-de-lièvre |
| *Solidago gigantea* | Verge d'or géante | *Trifolium aureum* | Trèfle doré |
| *Solidago hispida* | Verge d'or hispide | *Trifolium hybridum* | Trèfle alsike |
| *Solidago juncea* | Verge d'or jonciforme | *Trifolium pratense* | Trèfle rouge |
| *Solidago nemoralis* | Verge d'or des bois | *Trifolium repens* | Trèfle blanc |
| *Solidago rugosa* | Verge d'or rugueuse | *Trifolium sp.* | Trèfle sp. |
| *Solidago sp.* | Verge d'or sp. | *Trillium cernuum* | Trille penché |
| *Sonchus arvensis* | Laiteron des champs | *Trillium erectum* | Trille rouge |
| *Sparganium americanum* | Rubanier d'Amérique | ***Trillium grandiflorum*** | **Trille blanc** |
| *Sparganium androcladum* | Rubanier rameux | *Trillium sp.* | Trille sp. |
| *Sparganium eurycarpum* | Rubanier à gros fruits | *Tussilago farfara* | Tussilage pas-d'âne |
| *Spinulum annotinum* | Lycopode innovant | *Typha angustifolia* | Quenouille à feuilles étroites |
| *Stachys hispida* | Épiaire hispide | *Typha latifolia* | Quenouilles à feuilles larges |
| *Stachys palustris* | Épiaire des marais | *Urtica dioica* | Grande ortie |
| *Stellaria graminea* | Stellaire à feuilles de graminée | ***Uvularia grandiflora*** | **Uvulaire à grandes fleurs** |
| *Streptopus amplexifolius* | Streptope à feuilles embrassantes | *Uvularia sessilifolia* | Uvulaire à feuilles sessiles |
| *Streptopus lanceolatus* | Streptope rose | *Valeriana officinalis* | Valériane officinale[xx] |
| *Symphyotrichum sp.* | Aster sp. | *Verbena hastata* | Verveine hastée |
| *Symphyotrichum cordifolium* | Aster à feuilles cordées | *Verbena urticifolia* | Verveine à feuilles d'ortie |
| *Symphyotrichum lanceolatum* | Aster lancéolé | *Veronica serpyllifolia* | Véronique à feuilles de serpolet |
| *Symphyotrichum lateriflorum* | Aster latériflore | *Vicia cracca* | Vesce jargeau |
| *Symphyotrichum novae-angliae* | Aster de la Nouvelle-Angleterre | *Vinca minor* | Petite pervenche[xxx] |
| *Symphyotrichum novi-belgii* | Aster de la Nouvelle-Belgique | *Viola arvensis* | Violette des champs |
| *Symphyotrichum puniceum* | Aster ponceau | *Viola blanda* | Violette agréable |
| *Symphytum officinale* | Consoude officinale[xx] | *Viola canadensis* | Violette du Canada |
| *Tanacetum vulgare* | Tanaisie vulgaire | *Viola cucullata* | Violette cucullée |
| *Taraxacum officinale* | Pissenlit officinal | *Viola eriocarpa* | Violette scabre |
| *Thalictrum dioicum* | Pigamon dioïque | *Viola pubescens* | Violette pubescente |
| *Thalictrum pubescens* | Pigamon pubescent | *Viola sp.* | Violette sp. |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) : [x]Détection précoce, [xx]Préoccupante, [xxx]Prioritaire

# ANNEXE 5

**Liste détaillée des espèces fauniques**

| **AVIFAUNE** (Blanchard et al. 2025, Marineau et al. 2023, WSP 2018) | | | |
|---|---|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Accipiter cooperii* | Épervier de Cooper | *Columba livia* | Pigeon biset |
| ***Accipiter striatus*** | **Épervier brun** | ***Contopus cooperi*** | **Moucherolle à côtés olive** |
| *Actitis macularius* | Chevalier grivelé | ***Contopus virens*** | **Pioui de l'Est** |
| *Agelaius phoeniceus* | Carouge à épaulettes | *Corthylio calendula* | Roitelet à couronne rubis |
| *Aix sponsa* | Canard branchu | Corvus brachyrhynchos | Corneille d'Amérique |
| ***Anas crecca*** | **Sarcelle d'hiver** | *Corvus corax* | Grand corbeau |
| *Anas platyrhynchos* | Canard colvert | *Cyanocitta cristata* | Geai bleu |
| *Anas rubripes* | Canard noir | ***Dolichonyx oryzivorus*** | **Goglu des prés** |
| *Anser caerulescens* | Oie des neiges | *Dryobates pubescens* | Pic mineur |
| *Archilochus colubris* | Colibri à gorge rubis | *Dryobates villosus* | Pic chevelu |
| *Ardea alba* | Grande aigrette | ***Dryocopus pileatus*** | **Grand pic** |
| *Ardea herodias* | Grand héron | *Dumetella carolinensis* | Moqueur chat |
| ***Astur gentilis*** | **Autour des palombes** | ***Empidonax alnorum*** | **Moucherolle des aulnes** |
| *Aythya affinis* | Petit fuligule | *Empidonax flaviventris* | Moucherolle à ventre jaune |
| *Bombycilla cedrorum* | Jaseur d'Amérique | *Empidonax minimus* | Moucherolle tchébec |
| ***Botaurus lentiginosus*** | **Butor d'Amérique** | ***Empidonax traillii*** | **Moucherolle des saules** |
| *Branta canadensis* | Bernache du Canada | ***Euphagus carolinus*** | **Quiscale rouilleux** |
| ***Bubo virginianus*** | **Grand-duc d'Amérique** | *Falco columbarius* | Faucon émerillon |
| *Buteo jamaicensis* | Buse à queue rousse | *Falco sparverius* | Crécerelle d'Amérique |
| *Buteo lineatus* | Buse à épaulettes | ***Gallinago delicata*** | **Bécassine de Wilson** |
| ***Buteo platypterus*** | **Petite buse** | ***Gallinula galeata*** | **Gallinule d'Amérique** |
| *Butorides virescens* | Héron vert | *Gavia immer* | Plongeon huard |
| *Calidris minutilla* | Bécasseau minuscule | *Geothlypis trichas* | Paruline masquée |
| ***Cardellina canadensis*** | **Paruline du Canada** | *Haemorhous mexicanus* | Roselin familier |
| *Cardinalis cardinalis* | Cardinal rouge | *Haemorhous purpureus* | Roselin pourpré |
| *Cathartes aura* | Urubu à tête rouge | ***Haliaeetus leucocephalus*** | **Pygargue à tête blanche** |
| ***Catharus fuscescens*** | **Grive fauve** | ***Hirundo rustica*** | **Hirondelle rustique** |
| *Catharus guttatus* | Grive solitaire | ***Hylocichla mustelina*** | **Grive des bois** |
| *Certhia americana* | Grimpereau brun | *Icterus galbula* | Oriole de Baltimore |
| ***Chaetura pelagica*** | **Martinet ramoneur** | *Junco hyemalis* | Junco ardoisé |
| *Charadrius vociferus* | Pluvier kildir | *Larus delawarensis* | Goéland à bec cerclé |
| ***Cistothorus palustris*** | **Troglodyte des marais** | *Leiothlypis celata* | Paruline verdâtre |
| ***Cistothorus Stellaris*** | **Troglodyte à bec court** | *Leiothlypis peregrina* | Paruline obscure |
| Coccyzus americanus | Coulicou à bec jaune | *Leiothlypis ruficapilla* | Paruline à joues grises |
| ***Coccyzus erythropthalmus*** | **Coulicou à bec noir** | *Lophodytes cucullatus* | Harle couronné |
| *Colaptes auratus* | Pic flamboyant | *Mareca americana* | Canard d'Amérique |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

| **AVIFAUNE, suite** (Blanchard et al. 2025, Marineau et al. 2023, WSP 2018) | | | |
|---|---|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** | **Nom latin** | **Nom français** |
| *Mareca strepera* | Canard chipeau | *Setophaga pensylvanica* | Paruline à flancs marron |
| *Megaceryle alcyon* | Martin-pêcheur d'Amérique | *Setophaga petechia* | Paruline jaune |
| ***Melanerpes carolinus*** | **Pic à ventre roux** | *Setophaga ruticilla* | Paruline flamboyante |
| *Melospiza georgiana* | Bruant des marais | *Setophaga striata* | Paruline rayée |
| *Melospiza melodia* | Bruant chanteur | *Setophaga tigrina* | Paruline tigrée |
| *Mniotilta varia* | Paruline noir et blanc | *Setophaga virens* | Paruline à gorge noire |
| *Molothrus ater* | Vacher à tête brune | *Sitta canadensis* | Sittelle à poitrine rousse |
| *Myiarchus crinitus* | Tyran huppé | *Sitta carolinensis* | Sittelle à poitrine blanche |
| Nannopterum auritum | Cormoran à aigrettes | ***Spatula discors*** | **Sarcelle à ailes bleues** |
| *Nycticorax nycticorax* | Bihoreau gris | *Sphyrapicus varius* | Pic maculé |
| ***Parkesia noveboracensis*** | **Paruline des ruisseaux** | *Spinus tristis* | Chardonneret jaune |
| ***Passerculus sandwichensis*** | **Bruant des prés** | *Spizella pallida* | Bruant des plaines |
| *Passerella iliaca* | Bruant fauve | *Spizella passerina* | Bruant familier |
| *Passerina cyanea* | Passerin indigo | *Spizelloides arborea* | Bruant hudsonien |
| *Pheucticus ludovicianus* | Cardinal à poitrine rose | ***Stelgidopteryx serripennis*** | **Hirondelle à ailes hérissées** |
| ***Piranga olivacea*** | **Piranga écarlate** | *Sterna hirundo* | Sterne pierregarin |
| *Pluvialis squatarola* | Pluvier argenté | ***Strix varia*** | **Chouette rayée** |
| *Poecile atricapillus* | Mésange à tête noire | *Sturnus vulgaris* | Étourneau sansonnet |
| ***Pooecetes gramineus*** | **Bruant vespéral** | *Tachycineta bicolor* | Hirondelle bicolore |
| ***Porzana carolina*** | **Marouette de Caroline** | ***Thryothorus ludovicianus*** | **Troglodyte de Caroline** |
| ***Progne subis*** | **Hirondelle noire** | ***Toxostoma rufum*** | **Moqueur roux** |
| *Quiscalus quiscula* | Quiscale bronzé | *Tringa solitaria* | Chevalier solitaire |
| ***Rallus limicola*** | **Râle de Virginie** | *Troglodytes aedon* | Troglodyte familier |
| ***Riparia riparia*** | **Hirondelle de rivage** | *Turdus migratorius* | Merle d'Amérique |
| *Sayornis phoebe* | Moucherolle phébi | *Tyrannus tyrannus* | Tyran tritri |
| ***Scolopax minor*** | **Bécasse d'Amérique** | *Vireo gilvus* | Viréo mélodieux |
| ***Seiurus aurocapilla*** | **Paruline couronnée** | *Vireo olivaceus* | Viréo aux yeux rouges |
| *Setophaga americana* | Paruline à collier | ***Vireo philadelphicus*** | **Viréo de Philadelphie** |
| ***Setophaga caerulescens*** | **Paruline bleue** | *Vireo solitarius* | Viréo à tête bleue |
| *Setophaga castanea* | Paruline à poitrine baie | *Zenaida macroura* | Tourterelle triste |
| *Setophaga coronata* | Paruline à croupion jaune | *Zonotrichia albicollis* | Bruant à gorge blanche |
| *Setophaga magnolia* | Paruline à tête cendrée | *Zonotrichia leucophrys* | Bruant à couronne blanche |

**En caractère gras : Espèce en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

| CHIROPTÈRES (Fabianek, 2020) | |
|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** |
| *Eptesicus fuscus* | Grande chauve-souris brune |
| *Lasiurus cinereus* | Chauve-souris cendrée* |
| *Pipistrelus subflavus* | Pipistrelle de l'Est* |
| *Myotis lucifugus* | Petite chauve-souris brune* |
| *Lasionycteris noctivagans* | Chauve-souris argentée* |

** Espèce en situation précaire*

| HERPÉTOFAUNE (Galois et Ouellet, 2020; Marineau et al., 2023; Blanchard et al. 2025) | |
|---|---|
| **Nom latin** | **Nom français** |
| **Amphibiens** | |
| *Anaxyrus americanus* | Crapaud d'Amérique |
| *Hyla versicolor* | Rainette versicolore |
| *Pseudacris crucifer* | Rainette crucifère |
| *Lithobates catesbeianus* | Ouaouaron |
| *Lithobates clamitans* | Grenouille verte |
| *Lithobates pipiens* | Grenouille léopard du Nord |
| *Lithobates sylvaticus* | Grenouille des bois |
| *Plethodon cinereus* | Salamandre cendrée |
| *Ambystoma laterale* | Salamandre à points bleus |
| **Reptiles** | |
| *Storeria dekayi* | Couleuvre brune* |
| *Storeria occipitomaculata* | Couleuvre à ventre rouge |
| *Thamnophis sirtalis* | Couleuvre rayée |
| *Graptemys geographica* | Tortue géographique* |
| *Chrysemys picta marginata* | Tortue peinte du Centre* |

** Espèce en situation précaire*

# ANNEXE 6

## Définition des paramètres de calcul des valeurs de conservation

**La valeur de conservation de la flore**

La valeur de conservation de la flore (Figure A1, annexe 7) est basée sur les derniers inventaires de la végétation terrestre réalisés sur le site. L'identification des composantes d'intérêt floristique permet de mettre en évidence les caractéristiques végétales particulières d'un parc et d'évaluer la valeur de conservation des milieux naturels du point de vue de la flore à partir des critères suivants :

- **Les communautés végétales**

  L'intérêt des communautés végétales a été évalué aux échelles régionale et locale en fonction des critères suivants : la dominance indigène, la rareté et le stade de succession.

- **La flore précaire et d'intérêt pour la conservation**

  L'intérêt des espèces floristiques a été établi en fonction du statut de précarité provincial et de la présence d'espèces sans statut légal, mais jugées rares et d'intérêt à l'échelle de l'agglomération.

- **La richesse de la flore précaire et d'intérêt pour la conservation**

  La richesse des espèces en situation précaire et d'intérêt pour la conservation a été évaluée en fonction du nombre d'occurrences dans une même unité.

La valeur de conservation de la flore est établie pour chaque unité de 12,5 m x 12,5 m en fonction de la somme pondérée des trois composantes, soit l'intérêt des communautés végétales (50 %), le statut des espèces floristiques en situation précaire et d'intérêt pour la conservation (40 %) ainsi que leur richesse spécifique (10 %). Elle se divise en cinq classes, allant d'aires anthropiques ou gazonnées (Classe 1) à des communautés végétales qui se distinguent par leur rareté et/ou la présence d'espèces en situation précaire ou d'intérêt (Classe 5).

**La valeur de conservation de la faune**

La valeur de conservation de la faune (Figure A2, annexe 7) est basée sur les derniers inventaires de l'avifaune, de l'herpétofaune et des chiroptères réalisés sur le site.

Afin de mettre en évidence les caractéristiques fauniques particulières du parc et d'évaluer la valeur de conservation des milieux naturels du point de vue de la faune, trois composantes ont été identifiées :

- **Les habitats potentiels d'espèces en situation précaire ou d'intérêt pour la conservation (ESPIC)**

Cette composante permet de mettre en valeur les habitats qui présentent un plus fort potentiel d'abriter des ESPIC.

- **Les habitats critiques**

L'intérêt des habitats critiques, essentiels à la reproduction ou la survie de certaines espèces ou groupes d'espèces et dont l'utilisation est connue, a été évalué en fonction du statut des ESPIC.

- **Les occurrences d'ESPIC**

Cette composante a été évaluée selon la richesse des ESPIC présentes dans une même unité et leur statut de précarité ou d'intérêt.

La valeur de conservation de la faune est établie pour chaque unité de 12,5 m x 12,5 m en fonction de la somme pondérée des trois composantes, soit la fréquence d'utilisation de l'habitat potentiel par les ESPIC

(10 %), la présence d'habitats critiques (40 %) ainsi que la diversité et le statut des ESPIC (50 %). Elle se divise en cinq classes, allant d'aires où peu ou pas d'ESPIC sont présentes et où il est peu probable d'observer un habitat critique (Classe 1) à des sites recelant une grande richesse d'ESPIC à statut de précarité élevé et très souvent des habitats critiques (Classe 5).

**La valeur de conservation biotique**

Fusion des valeurs de conservation floristique et faunique à parts égales, qui permet une appréciation globale des secteurs les plus précieux du point de vue de la biodiversité.

# ANNEXE 7

**Cartes des valeurs de conservation**


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure A1
Valeur de conservation
de la flore
N
Limite du secteur (429 ha)
CLASSEMENT
Classe 1 (109,18 ha)
Classe 2 (139,95 ha)
Classe 3 (87,93 ha)
Classe 4 (70.14 ha)
Classe 5 (10,51 ha)
Milieu non caractérisé (11,5 ha)
0 200 400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026


GRAND PARC DE L'OUEST
SECTEUR DE L'ANSE-À-L'ORME
Figure A2
Valeur de conservation
de la faune
Limite du secteur (429 ha)
CLASSEMENT
Classe 1 (8,49 ha)
Classe 2 (130,35 ha)
Classe 3 (138,45 ha)
Classe 4 (123,14 ha)
Classe 5 (16,75 ha)
Milieu non caractérisé (11,5 ha)
N
0 200 400
mètres
SOURCE: VILLE DE MONTRÉAL
PROJECTION: MTM 8, NAD 83
ORTHOPHOTO 2023
Montréal
Division Gestion des milieux naturels et biodiversité
Direction Gestion des grands parcs et milieux naturels
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
SGPMRS/GÉOMATIQUE/ AVRIL, 2026

# ANNEXE 8

**Illustrations des concepts des « services écosystémiques » de l'Évaluation des écosystèmes sur le Millénaire et des « contributions de la nature aux populations » de l'IPBES**

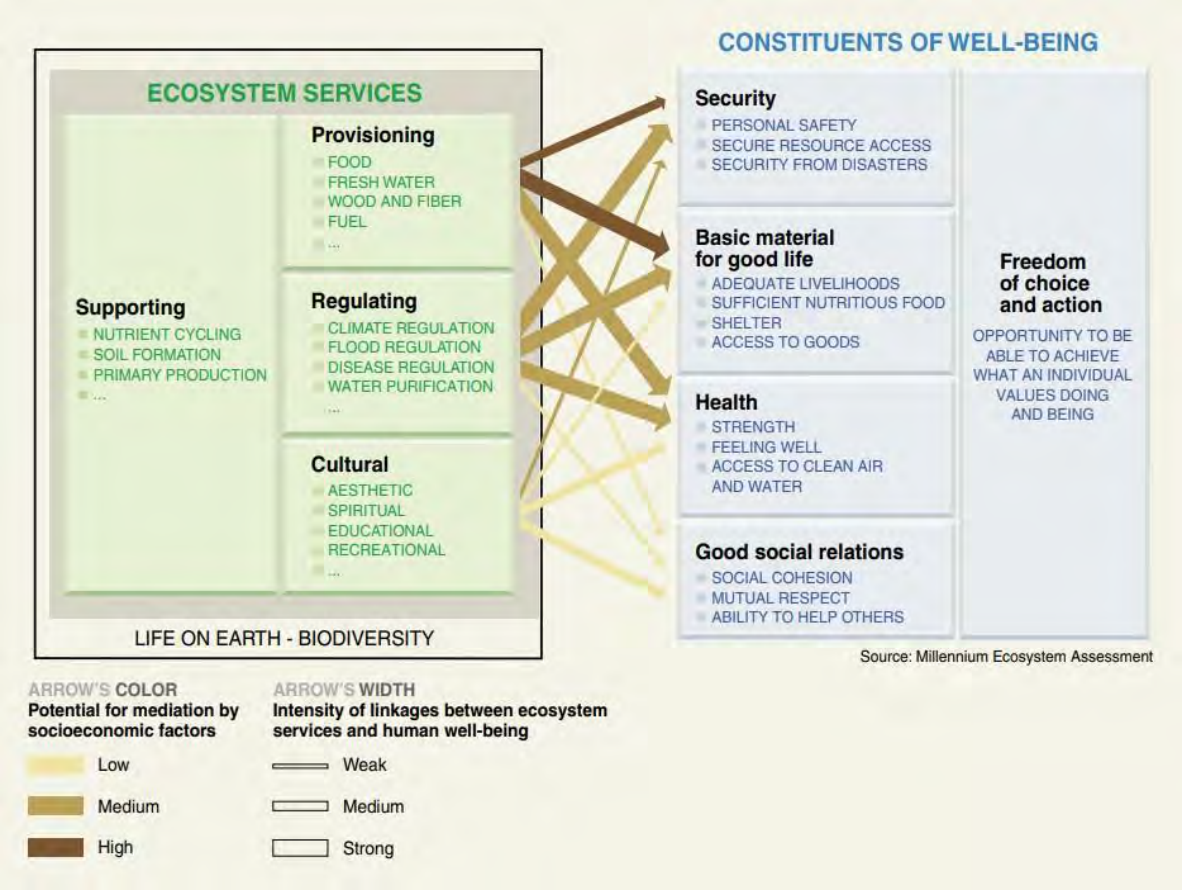



Figure 11. Liens entre les services écosystémiques et les composantes du bien-être humain selon l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire.

Les services écosystémiques sont séparés en 4 catégories - soutien, approvisionnement, régulation, culturels. Les composantes du bien-être humain sont séparées en 5 catégories - sécurité, éléments essentiels pour une vie satisfaisante, santé, bonnes relations sociales, liberté de choix et d'action. La force du lien est exprimée par l'épaisseur de la flèche et l'influence de facteurs socioéconomiques sur la fourniture du service par la couleur. Tirée de : Millenium Ecosystem Assessment, 2005.




Figure SPM 1 **Tendances mondiales de la capacité de la nature à maintenir ses contributions à une bonne qualité de vie, de 1970 à aujourd'hui, illustrant un déclin pour 14 des 18 catégories de contributions analysées.**

Les données dont sont tirées les tendances mondiales et les variations régionales proviennent de l'examen systématique de plus de 2 000 études (2.3.5.1). Les indicateurs ont été choisis en fonction de la disponibilité des données mondiales, de leur utilisation dans de précédentes évaluations et de leur concordance avec les 18 catégories. Pour de nombreuses catégories de contributions de la nature, deux indicateurs illustrant différents aspects de la capacité de la nature à contribuer au bien-être humain dans la catégorie en question ont été intégrés. Les indicateurs sont définis de manière à ce que leur augmentation soit associée à une amélioration des contributions de la nature.

Figure 12. Tendances mondiales de la capacité de la nature à maintenir ses contributions à une bonne qualité de vie, de 1970 à aujourd'hui, selon le Rapport sur l'évaluation mondiale de l'IPBES.
Tirée de : IPBES, 2019.

# ANNEXE 9

## Activités et usages non permis dans le secteur de l'Anse-à-l'Orme

**Activités interdites (extrait) par le Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG-09-029)**

Sous peine d'amendes pouvant aller de 100 $ à 2 000 $ pour une personne physique, il est interdit de :

- Se trouver dans un parc régional en dehors des heures d'ouverture;
- D'accéder à un parc régional ailleurs qu'aux endroits prévus à cette fin et indiqués par des affiches;
- Circuler avec des animaux sauf au plus deux chiens tenus en laisse (avec licou ou harnais pour les chiens de plus de 20 kg);
- Laisser son chien causer un dommage à la propriété d'autrui; mordre ou blesser toute personne ou tout animal; aboyer, hurler ou gémir de façon à troubler la paix et la tranquillité d'une ou de plusieurs personnes; accéder à un bassin, un plan d'eau naturel ou artificiel, un cours d'eau ou une plage;
- Tuer, blesser ou capturer un animal;
- Abandonner ou de relâcher tout animal;
- Nourrir un animal sauvage;
- Détruire le gîte, le nid, les œufs ou le nichoir d'un animal;
- Endommager, altérer ou modifier tout site, cours d'eau, source ou autre formation naturelle;
- Endommager, de couper ou de prélever une roche, un arbre, un arbuste ou tout autre végétal mort ou vivant, ainsi que tout fossile, ou d'y écrire, peindre ou graver des inscriptions;
- Pénétrer dans les zones identifiées de reboisement, de restauration écologique ou de renaturalisation;
- Introduire une espèce végétale, qu'elle soit exotique ou indigène;
- Déverser ou déposer des déchets de construction, des immondices, des matériaux, des marchandises ou d'autres biens, des meubles, des appareils hors d'usage ainsi que toute matière polluante ou dangereuse;
- Se comporter de façon à troubler l'ordre et la tranquillité des usagers;
- Utiliser ou d'être en possession d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc, d'une arbalète ou de tout dispositif de piégeage ou de trappage;
- Troubler la tranquillité du lieu par l'utilisation d'une radio, d'un instrument de musique ou par tout autre appareil sonore, y compris une génératrice ou un appareil d'amplification de la voix, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;
- Briser, détériorer ou souiller un bien meuble ou immeuble appartenant à la Ville;
- Jeter des déchets et des détritus, sauf dans les contenants prévus à cette fin;
- Laisser tout lieu ou tout équipement utilisé malpropre ou en mauvais état;
- Faire décoller ou atterrir un aéronef, y compris un aérostat ou d'en larguer des personnes ou des objets, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;
- Opérer un modèle réduit motorisé ou un modèle réduit d'aéronef, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;
- Installer tout équipement (bâche, hamac, etc.) prenant appui sur un arbre ou un arbuste ainsi qu'un chapiteau ou un autre équipement encombrant l'espace public ou gênant tout passage, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;
- D'utiliser le parc ou l'un de ses bâtiments pour toute activité commerciale ou promotionnelle, pour offrir des sessions de cours ou des activités récréatives ou sportives en groupe contre rémunération ou non sans l'autorisation de l'autorité compétente;
- Camper ou dormir la nuit, sauf dans le cadre d'une activité organisée par l'autorité compétente;
- Consommer une boisson alcoolique, sauf lors d'un pique-nique dans les aires prévues à cette fin ou sur délivrance par l'autorité compétente d'un permis à cet effet;
- Utiliser un barbecue au gaz propane ou un poêle au butane, sauf dans une aire de pique-nique;
- Abandonner une bonbonne de gaz ou de butane vide;
- Utiliser un barbecue au charbon de bois ailleurs que dans une aire de pique-nique équipée de dépôts à cendres ou de disposer des cendres ailleurs que dans ces dépôts;
- Faire un feu en plein air, de l'alimenter ou de s'y réunir; d'allumer des feux d'artifices et d'utiliser des pièces

pyrotechniques; de manipuler du feu ou des objets en flamme, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;

- Sur toute plage, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente : d'utiliser une radio ou un système de son; d'utiliser un contenant de verre; de consommer une boisson alcoolique ou de la nourriture;
- Se baigner : à l'extérieur des bouées délimitant la zone de baignade, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente; en l'absence de sauveteurs en devoir; sur ordre d'un sauveteur à cet effet; sans être vêtu d'un maillot de bain;
- Pratiquer les activités aquatiques suivantes ou en lien avec celles-ci, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente : le plongeon, sauf aux endroits prévus à cette fin; tout jeu dans ou hors de l'eau, pouvant troubler la tranquillité publique ou mettre en cause la sécurité des baigneurs; la plongée sous-marine à l'intérieur des aires de baignade et à moins de 20 m des rampes de mise à l'eau; l'utilisation d'une embarcation dans une aire de baignade et sur un étang; la mise à l'eau ou l'accostage d'une embarcation, sauf aux endroits prévus à cette fin; laisser une embarcation accostée à un quai, ou ailleurs en rive, en dehors des heures d'ouverture d'un parc;
- Circuler, au moyen d'un véhicule, en dehors des stationnements et des voies de circulation ouvertes à la circulation en général, sauf dans le cadre d'une activité organisée ou encadrée par l'autorité compétente;
- Circuler à bicyclette à une vitesse excédant 20 km/h ou de façon à compromettre la sécurité des piétons et des conducteurs de véhicules;
- Circuler à bicyclette, en patins à roues alignées ou par tout autre moyen de locomotion aux endroits où la signalisation interdit les bicyclettes, à l'exception des fauteuils roulants;
- Circuler ou se déplacer hors sentier en milieu naturel;
- Enlever, de modifier, de déplacer ou de détériorer une affiche ou un panneau de l'autorité compétente. Tout affichage est interdit à l'exception de l'affichage effectué ou autorisé par l'autorité compétente.

# Exercice 2025 | Bilan des superficies de sites inscrits et provisoires

| CATÉGORIE | Sites inscrits | | Sites provisoires | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| | Superficie | Pourcentage | Superficie | Pourcentage | |
| **A \| Aires protégées** | 2804 ha* | 5,61% | -- | -- | **5,61%** |
| **B \| Milieux naturels conservés** | 706 ha | 1,41% | 383 ha | 0,77% | **2,18%** |
| **C \| Milieux naturels contributifs à la biodiversité** | 140 ha | 0,28% | 18 ha | 0,04% | **0,31%** |

Nouveau plan de conservation complété en catégorie A :

Secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest désigné au Registre des aires protégées** (233 ha)

Nouvelles inscriptions en catégorie B :

Parc-nature des Sources (38,32 ha)
Secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest hors Registre des aires protégées (196 ha)
Parc Thomas Chapais (15,16 ha)
Boisé Jean Milot (6,39 ha)

Nouvelles inscriptions en catégorie C :

Autres milieux humides protégés par règlement (140 ha)

** La superficie comptabilisée en catégorie A se base sur la superficie légale de chaque aire protégée terrestre inscrite au Registre des aires protégées au Québec.*

*** Cette partie du secteur de l'Anse-à-l'Orme du Grand parc de l'Ouest étant désignée au Registre des aires protégées au Québec, sa contribution à l'objectif de 10 % de protection du territoire terrestre était déjà comptabilisée dans les bilans précédents.*

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.05

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1258126006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs , Division planification des investissements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Approuver le rapport « Plan de gestion des actifs municipaux en eau » de la Ville / Autoriser le dépôt du rapport au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |

Il est recommandé :

1. d'approuver le rapport « Plan de gestion des actifs municipaux en eau » de la Ville;

2. d'autoriser le dépôt du rapport au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-16 11:36

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1258126006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de la gestion des actifs , Division planification des investissements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Approuver le rapport « Plan de gestion des actifs municipaux en eau » de la Ville / Autoriser le dépôt du rapport au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le lancement en 2023 du nouveau programme de subvention PRIMEAU, destiné au maintien des actifs de l'eau représente un financement de 430 M$ pour la Ville de Montréal. Une proportion de ce programme, pouvant aller à 20 %, est conditionnelle à la production d'un Plan de gestion des actifs pour les infrastructures d'eau (PGA-Eau).
En mars 2024, la Ville de Montréal s'est donc engagée dans une démarche structurée, par l'adoption de la résolution CG24 0150, à produire un PGA-Eau, conformément aux exigences du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), et à le transmettre à celui-ci au plus tard le 31 décembre 2026. Cette démarche stratégique s'inscrit dans la volonté de la Ville d'améliorer la planification, la performance et la pérennité de ses actifs liés à l'eau. Elle vise à assurer une gestion responsable, durable et transparente des infrastructures municipales, en s'appuyant sur les meilleures pratiques en gestion d'actifs.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0150 - 21 mars 2024 : Approuver l'engagement de la Ville de Montréal à élaborer et mettre en œuvre un plan de gestion des actifs (PGA) en eau, en conformité avec les exigences du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)
CG23 0581 - 19 octobre 2023 : Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMH)

CG16 0631 - 24 novembre 2016 : Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

CG14 0220 - 1er[r] mai 2014 : Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention intégré pour les réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire.

CG11 0085 - 24 mars 2011 : Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux

d'eau secondaires » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire afin d'obtenir l'aide financière provenant des différents programmes de subventions.

**DESCRIPTION**

Le PGA-Eau constitue un outil stratégique d'aide à la décision et à la planification des interventions sur les infrastructures liées à l'eau. Élaboré conformément aux orientations et exigences du MAMH, cette première version vise à offrir un document conforme et évolutif. Elle couvre un horizon de dix ans et encadre la planification des actifs liés à l'eau potable, aux eaux usées et aux eaux pluviales.
L'élaboration de cette première version du PGA-Eau a nécessité des activités structurantes qui se poursuivront pour assurer sa mise à jour et son amélioration continue, notamment la coordination et la gouvernance du plan d'actions établi, la réalisation d'inspections systématiques des actifs stratégiques (usines, stations de pompage, bassins de rétention, réservoirs) et la structuration des données dans des systèmes intégrés d'aide à la décision (SIAD) intégrant des outils numériques et des bases de données comme Maximo. Ces efforts visent à améliorer la qualité des données, soutenir la priorisation des investissements et répondre aux exigences du MAMH.

Au-delà d'un simple inventaire, le PGA-Eau constitue un cadre stratégique visant à assurer la pérennité et la fiabilité des infrastructures municipales. Il aborde plusieurs dimensions interdépendantes :

1. **Inventaire des actifs de l'eau** : La valeur de remplacement des actifs de l'eau est estimée à 44 G$, représentant environ 46 % de l'ensemble des actifs de la Ville. Les réseaux d'eau potable et d'égouts constituent 72 % de cette valeur, tandis que les installations de traitement et de stockage (usines, réservoirs, stations de pompage, bassins de rétention) en représentent 28 %. La connaissance des inventaires étant très avancée, les efforts se concentrent désormais sur la détermination de la criticité des actifs, afin de mieux prioriser les actifs les plus critiques (ceux dont une défaillance a un impact majeur sur la collectivité), dans les plans d'investissement, d'entretien et de gestion des risques. Environ 20 % des actifs présentent une criticité élevée, leur défaillance pouvant entraîner des impacts majeurs ou une rupture de service d'ampleur.
2. **État des actifs** : Le déficit global des actifs de l'eau est estimé à environ 8 %, mais certaines catégories présentent des déficits nettement plus élevés (de 10 % à 50 %), notamment les installations de traitement des eaux usées, les collecteurs, les stations de pompage et les bassins de rétention, dont l'état est jugé de moyen à mauvais. Malgré des investissements majeurs en cours à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte, plusieurs composantes critiques demeurent dégradées, ce qui implique des besoins d'investissement continus et à long terme. Du côté des actifs d'eau potable, les principaux enjeux concernent la mise à niveau des réseaux, le maintien des ouvrages de stockage, ainsi que le renforcement de l'automatisation et de la cybersécurité des installations jugées critiques.
3. **Niveaux de service** : Plusieurs niveaux de service réglementaires, techniques et citoyens sont suivis afin d'assurer la conformité, la fiabilité et la qualité des services d'eau. Ils couvrent notamment la qualité de l'eau potable, la sécurité incendie, la performance des réseaux d'assainissement, la fiabilité des actifs critiques, ainsi que le suivi des plaintes citoyennes liées à l'eau potable, aux refoulements, aux inondations et aux nuisances. Ces indicateurs constituent un levier central de pilotage, permettant de mesurer la performance du service, d'orienter les investissements et d'assurer une reddition de comptes structurée au MAMH.
4. **Gestion des risques** : L'analyse des risques met en évidence les menaces majeures pour la continuité des services d'eau. Elles sont principalement liées

aux changements climatiques et à la défaillance d'actifs critiques. En effet, les événements climatiques extrêmes accentuent les surverses et les limites de capacité des réseaux d'égouts et des stations d'épuration, entraînant des impacts opérationnels et citoyens croissants dans un contexte où les mesures de résilience sont complexes, coûteuses et longues à déployer. En parallèle, les risques associés aux actifs critiques demeurent élevés en raison des conséquences potentiellement majeures, voire catastrophiques, que pourrait engendrer leur défaillance. Leur atténuation repose sur l'identification exhaustive des actifs critiques, l'évaluation de leur état et de leur redondance, ainsi que leur priorisation dans les plans d'entretien et d'investissement.

5. **Demande future** : L'anticipation des besoins à moyen et long termes met en évidence des enjeux majeurs liés à l'évolution du cadre légal et réglementaire, notamment le traitement secondaire des eaux usées et le retrait du chlore gazeux, ainsi qu'à l'augmentation des coûts d'exploitation, d'entretien et de travaux, de même qu'à la désuétude technologique. Ces facteurs entraînent des besoins d'investissements accrus, particulièrement en automatisation et en cybersécurité, afin d'assurer la fiabilité, la sécurité et la conformité des services.
6. **Coûts sur le cycle de vie** : Selon la méthodologie imposée par le MAMH pour la production du PGA-Eau (en particulier le rattrapage complet de déficit de maintien d'actif en 10 ans), les besoins financiers pour les dix prochaines années s'élèvent à 15,2 G$, incluant les besoins de fonctionnement et les besoins d'investissement. Ces besoins couvrent l'entretien et l'exploitation, la résorption complète du déficit accumulé, le maintien et l'amélioration des actifs, l'amélioration des niveaux de service, ainsi que la construction de nouvelles infrastructures et la mise aux normes des installations existantes, lorsque requis.
7. **Résumé financier** : Les budgets disponibles pour la prochaine décennie totalisent 9,9 G$, soit environ 65 % des besoins identifiés. Comme stipulé dans la Stratégie montréalaise de l'eau (SME), ce niveau de financement vise une réduction progressive du déficit de maintien d'actifs à 5 % en dix ans, en cohérence avec les priorités du Service de l'eau, tout en reportant certaines améliorations non urgentes. Le corollaire de cette stratégie est de concentrer les investissements sur les actifs critiques. Les budgets additionnels issus de la SME ont toutefois permis de réduire l'écart de financement et de soutenir la relance d'activités essentielles d'inspection des actifs critiques, d'entretien, de sécurisation et d'augmentation de la capacité des infrastructures existantes.
8. **Perspectives d'amélioration** : Plusieurs actions d'amélioration ont été planifiées à l'issue de la production du PGA-Eau, et s'inscrivent en cohérence avec la SME ainsi qu'aux engagements déjà pris par le Service de l'eau, favorisant ainsi leur mise en œuvre et leur succès grâce à l'alignement des priorités et à la mobilisation des équipes. Un comité de suivis a été mis en place afin d'assurer la cohérence des actions, de prévenir les enjeux de déploiement et de soutenir la reddition de comptes auprès du MAMH, notamment en vue de l'échéance de 2028.

Les résultats du PGA-Eau comprennent :

- Trois formulaires complétés avec les informations clés pour chaque type d'actifs (eau potable, eaux usées et eaux pluviales). Bien que ces formulaires soient indépendants, ils sont regroupés dans un chiffrier Excel permettant de générer les sommaires requis par le MAMH.

- Le rapport détaillé – Plan de gestion des actifs municipaux en eau – qui présente la stratégie, les analyses et les recommandations en cohérence avec les attentes ministérielles et les principes d'une gestion durable des actifs, en lien avec les dimensions abordées ci-haut.

De plus, à compter de 2028, une mise à jour bi-annuelle du PGA-Eau devra être transmise au ministère alors qu'en 2030, une mise à jour complète du document devra être effectuée puis renouvelée tous les quatre ans.

Le PGA-EAU permet d'avoir un portrait global de l'état des infrastructures linéaires et ponctuelles liées à l'eau ainsi que des investissements requis à chaque étape de leur cycle de vie, pour maintenir des niveaux de service adéquats. Il constitue un outil de gestion favorisant une prise de décision rationnelle, avertie et efficace. En bref, le PGA-EAU offre :

• une connaissance de l'état des réseaux et des actifs ponctuels d'eau ainsi qu'une analyse globale des besoins d'intervention sur l'ensemble du parc des actifs de l'eau,
• une analyse des écarts observés entre les niveaux des services offerts par les actifs comparativement à ceux attendus ou recommandés par les bonnes pratiques,
• un portrait des besoins financiers comparativement aux budgets disponibles ou adoptés,
• une analyse de la dépendance aux sources de financements externes
• un plan d'actions permettant d'améliorer le service à la citoyenne ou au citoyen.

**JUSTIFICATION**

La transmission du PGA-Eau constitue une condition d'admissibilité pour obtenir l'aide financière supplémentaire du programme PRIMEAU, dont l'enjeu peut atteindre jusqu'à 86 M$. Au-delà de cette exigence, le dépôt du PGA-Eau démontre l'engagement de Montréal à adopter les meilleures pratiques en gestion d'actifs pour assurer la pérennité et la fiabilité de ses infrastructures d'eau, en cohérence avec les orientations du MAMH et les principes du développement durable.
Le PGA-Eau s'inscrit dans la continuité du Plan d'intervention (PI) pour les réseaux d'eau et de voirie et marque une étape fondamentale vers la mise en place d'un système intégré de gestion des actifs. Il permet de mieux documenter l'état des conduites, des équipements et des installations stratégiques, de planifier leur entretien et leur renouvellement, et de justifier les décisions d'investissement en tenant compte des risques, des niveaux de service et des capacités financières.

Le PGA-Eau soutient également l'atteinte des engagements de la SME puisque près de 80 % des actions d'amélioration qui en découlent figurent aussi dans les engagements de la SME.

Cette démarche contribue également à l'atteinte des objectifs municipaux et provinciaux, tels que le Plan Climat 2020-2030 et la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable, tout en optimisant les investissements sur le cycle de vie des actifs. Cette démarche permet également d'améliorer la transparence, l'imputabilité et la priorisation des besoins et des interventions.

Ultimement, le PGA-Eau permettra d'étendre à l'ensemble des actifs de l'eau la rigueur et les outils déjà déployés pour les réseaux linéaires, notamment les systèmes d'aide à la décision et les modèles prédictifs, afin d'assurer que les interventions soient réalisées au bon endroit, au bon moment, de la bonne façon et au meilleur coût.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La subvention supplémentaire conditionnelle à l'élaboration et à la transmission du Plan de gestion des actifs pour les infrastructures d'eau (PGA-EAU) peut représenter jusqu'à 20 % du programme PRIMEAU de 430 M$.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Les priorités du plan stratégique Montréal 2030

concernées par ce dossier ainsi que leurs bénéfices attendus sont détaillés dans la grille d'analyse jointe. En ce qui concerne les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, les interventions identifiées par le PGA-Eau permettront d'assurer un meilleur accès à l'eau à tous les Montréalais et Montréalaises, et ce, en réduisant les interruptions de service et les interventions d'urgence résultant de la vétusté des réseaux. La fiabilité des infrastructures d'eau est un élément essentiel de la résilience de la collectivité face aux changements climatiques.
Le processus d'identification de ces interventions intégrera des critères de priorisation afin de tenir compte des populations plus vulnérables (présence d'hôpitaux, etc.) et de secteurs à plus forte densité (desservis par des conduites de plus grands diamètres).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le PGA-Eau n'est pas transmis au MAMH d'ici la fin de cette année, la Ville risquerait de perdre une partie de la subvention PRIMEAU. Ce montant peut atteindre 86 millions de dollars.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

À partir de mai 2026 : Transmettre au MAMH, le chiffrier Excel, le rapport du PGA-Eau, ainsi que la résolution conforme au modèle du MAMH, confirmant l'approbation du document et l'autorisation de sa transmission,

- À partir de janvier 2028 : Transmettre au MAMH un suivi bi-annuel du PGA-Eau,
- À partir de janvier 2030 : Effectuer et transmettre au MAMH une mise à jour complète du PGA-Eau tous les quatre ans

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Noura HAMADA
Contrôleur(euse) de projet

**Tél :** -
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-07

Djagbo Hermann TCHOUGOUROU
chef(fe) de division - planification des investissements

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Herve LOGE
directeur(-trice) - gestion des actifs
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-15

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258126006
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction de la gestion des actifs*

Projet : Approuver le rapport intitulé « Plan de gestion des actifs municipaux en eau » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?
5 -Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.
7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.
19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

5- Le plan de gestion des actifs (PGA) en eau favorise les techniques de renouvellement sans tranchées (réhabilitation) sur les réseaux linéaires. Ces techniques génèrent moins de transport, moins de matières résiduelles et sont moins coûteuses comparativement aux interventions de renouvellement par reconstruction. Le PGA assurera également le maintien et l'amélioration des actifs ponctuels notamment ceux émettant des GES et donc contribuera à l'atteinte des objectifs en matière de carboneutralité.
7-1- Le PGA eau permet d'identifier les actifs critiques et admissibles à des demandes de subvention gouvernementales pour leur renouvellement. Ceci permet de financer adéquatement le maintien des actifs pour une équité intergénérationnelle.
7-2 Limiter le déficit d'infrastructures à 5% et éliminer complètement les entrées de service en plomb
19-1 Le PGA eau permet de proposer des interventions aux bons endroits et aux bons moments afin d'améliorer le niveau de service offert aux citoyens et ce en diminuant les interruptions de service et les interventions d'urgence résultant de la vétusté des réseaux.
19-2 Réduire le volume de fuite d'eau et de ce fait diminuer les coûts d'entretien des réseaux, de production et distribution de l'eau potable ainsi que de la collecte et de l'épuration des eaux usées

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **x** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

RÉSOLUTION

CONSIDÉRANT QUE le Service de l'eau de la Ville de Montréal reconnait l'importance de gérer efficacement ses actifs municipaux pour assurer leur durabilité à long terme ;

CONSIDÉRANT QUE la gestion d'actifs du Service de l'eau a pour objectif de mettre en place les activités nécessaires pour maintenir les actifs en état de fournir des services durables et de qualité aux citoyens ;

CONSIDÉRANT QUE le plan de gestion des actifs en eau contribue à atteindre les objectifs stratégiques de la municipalité et à fournir des services durables et de qualité conformes au niveau de service convenu ;

CONSIDÉRANT QUE le Service de l'Eau de la Ville de Montréal a pris connaissance du guide relatif au Plan de gestion d'actifs municipaux du MAMH ainsi que des outils y afférents et qu'elle comprend chaque partie constituant le plan de gestion d'actifs;

CONSIDÉRANT QUE le plan de gestion des actifs en eau permet d'optimiser l'utilisation des ressources financières et humaines en identifiant les actifs prioritaires et en planifiant les dépenses de manière plus proactive ;

Il EST RÉSOLU QUE la Ville de Montréal s'engage à :

- Transmettre, au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) au plus tard le 31 décembre 2026 le sommaire PGA en eau ainsi que les informations requises par ce dernier.

# PLAN DE GESTION DES ACTIFS MUNICIPAUX EN EAU

Ville de Montréal

07 avril 2026

Version 1.3

# TABLE DES MATIÈRES


SOMMAIRE GÉNÉRAL 3

**1 INTRODUCTION** 10

1.1 Mise en contexte 10

1.2 Objectifs du document 10

1.3 Actifs couverts dans le plan 10

1.4 Documents clés de planification 11

**2 EAU POTABLE** 12

2.1 Sommaire du service 12

2.2 Portrait des actifs 17

2.2.1 Les actifs de la municipalité 18

2.2.2 État des actifs 19

2.3 Niveau de service 20

2.3.1 Les niveaux de services structurants 20

2.3.2 Mesure et priorités de performance 22

2.4 Gestion des risques et demande à venir 24

2.4.1 Gestion des risques 24

2.4.2 Demande à venir 25

2.5 Gestion du cycle de vie 27

2.5.1 Les activités menées par la municipalité 28

2.5.2 Les budgets actuels et coûts prévisionnels 28

2.5.3 Les choix de gestion 31

2.6 Résumé financier 32

2.6.1 Stratégie financière 32

2.6.2 Portrait financier 33

2.7 Amélioration et suivi 34

2.7.1 Confiance dans les données et progression 34

2.7.2 Plan d'amélioration et suivi 35

3- Demande à venir et risques 36

**3 EAUX USÉES** 40

3.1 Sommaire du service 40

3.2 Portrait des actifs 45

3.2.1 Les actifs de la municipalité 46

3.2.2 État des actifs 46

3.3 Niveau de service 47

3.3.1 Les niveaux de services structurants 47
3.3.2 Mesure et priorités de performance 50
3.4 Gestion des risques et demande à venir 52
3.4.1 Gestion des risques 52
3.4.2 Demande à venir 53
3.5 Gestion du cycle de vie 55
3.5.1 Les activités menées par la municipalité 55
3.5.2 Les budgets actuels et coûts prévisionnels 56
3.5.3 Les choix de gestion 58
3.6 Résumé financier 59
3.6.1 Stratégie financière 60
3.6.2 Portrait financier 60
3.7 Amélioration et suivi 61
3.7.1 Confiance dans les données et progression 61
3.7.2 Plan d'amélioration et suivi 62
**4 EAUX PLUVIALES** 67
4.1 Sommaire du service 67
4.2 Portrait des actifs 67
4.2.1 Les actifs de la municipalité 67
4.2.2 État des actifs 68
**5 CONCLUSION** 69

# SOMMAIRE GÉNÉRAL

Le plan de gestion des actifs documente l'ensemble des éléments à prendre en compte pour une saine gestion des actifs. Il soutient la réflexion portant sur des aspects clés de la gestion municipale.

Le plan de gestion d'actifs en eau de la Ville de Montréal couvre les actifs liés à l'eau potable, aux eaux usées et aux eaux pluviales. Il présente le portrait des actifs, les niveaux de service, la gestion des risques, la gestion de la demande future, les coûts sur le cycle de vie, ainsi qu'un résumé financier et les perspectives d'amélioration. Le plan porte sur la planification de la gestion des actifs d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales sur une période de dix ans.

Le graphique intitulé **« Sommaire PGA Général Eau »**, présenté à la page suivante, résume les éléments clés du plan de gestion des actifs. Il couvre les infrastructures liées à l'eau potable, aux eaux usées et aux eaux pluviales, réparties en actifs linéaires et ponctuels.

**Valeur de remplacement**

La valeur totale de remplacement des actifs s'élève à **43,7 milliards de dollars**, répartie comme suit :

- 38 % pour le réseau linéaire des eaux usées;
- 9 % pour le réseau linéaire des eaux pluviales;
- 25 % pour le réseau linéaire d'eau potable;
- 15 % pour les actifs ponctuels de traitement des eaux usées, incluant les bassins de rétention et stations de pompage majeures disposées sur le réseau;
- 13 % pour les actifs ponctuels de production d'eau potable, incluant les réservoirs disposés sur le réseau,

**Portrait des actifs**

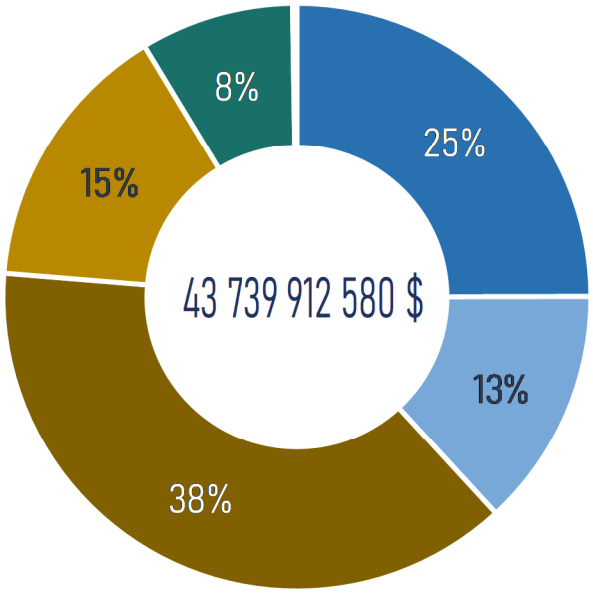
**État des infrastructures :**

- 10 % des actifs linéaires d'eau potable sont considérés comme étant en mauvais ou très mauvais état;
- 9 % des actifs ponctuels d'eau potable (usines et réservoirs) sont considérés comme étant en mauvais ou très mauvais état;
- 10 % des actifs linéaires d'eaux usées sont jugés en mauvais ou très mauvais état.
- **29 %** des actifs **ponctuels** d'**eaux usées (**usines d'épuration, bassins de rétention et stations de pompage) sont jugés en **mauvais ou très mauvais état;**
- **2 %** des actifs **linéaires** d'**eaux pluviales** sont jugés en **mauvais ou très mauvais état;**
- **52 %** des actifs **ponctuels** d'**eaux pluviales** (stations de pompage) sont jugés en **mauvais ou très mauvais état.**

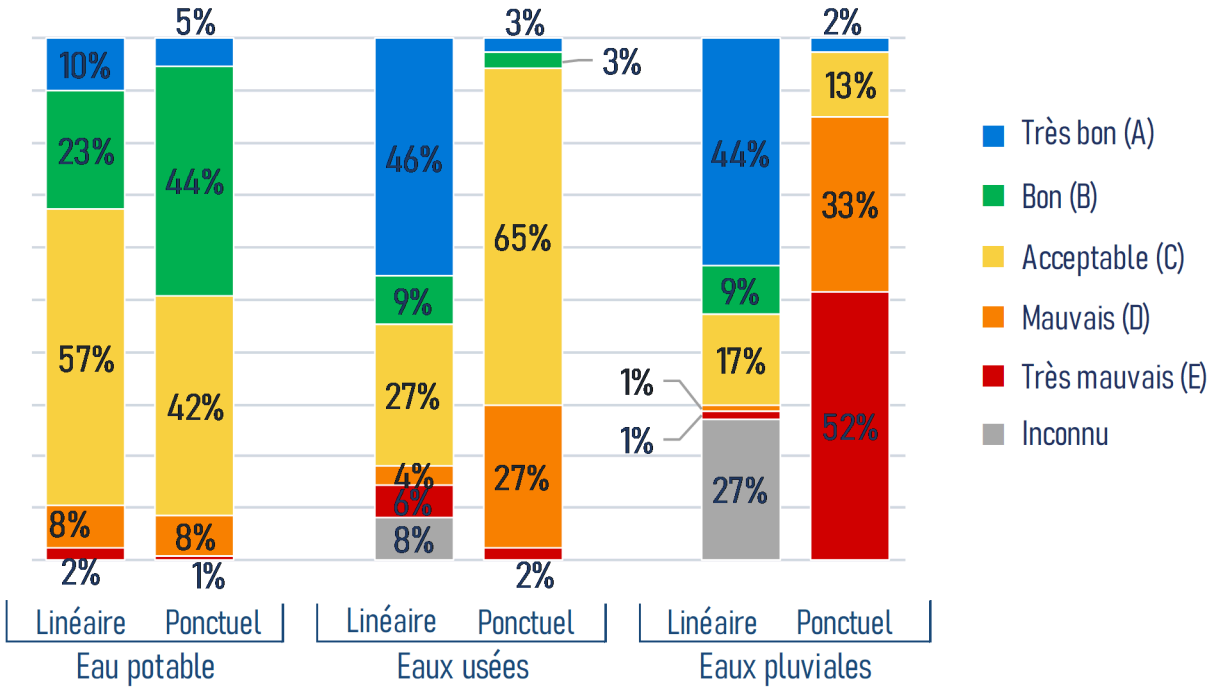
Le graphique intitulé ***« Sommaire du portrait des actifs PGA Général Eau »*** présente les éléments clés du sommaire général de l'ensemble des actifs de la Ville de Montréal.

## INVENTAIRE ET VALEUR DE REMPLACEMENT DES ACTIFS À GÉRER

| | |
|---|---|
| Eau potable /Linéaire | 4468,85 km |
| Eau potable /Ponctuel | 3320 ouvrages |
| Eau potable /Autres | 0 km; 417647 ouvrages |
| Eaux usées /Linéaire | 4020,8 km |
| Eaux usées /Ponctuel | 233 ouvrages |
| Eaux usées /Autres | 0 km; 231743 ouvrages |
| Eaux pluviales /Linéaire | 919,8 km |
| Eaux pluviales /Ponctuel | 39 ouvrages |
| Eaux pluviales /Autres | Aucun |




## ÉTAT DES ACTIFS



### Niveaux de service

Les niveaux de service ont été définis conformément aux recommandations du CERIU. La Ville de Montréal établit ses niveaux de service selon trois catégories : les exigences réglementaires, techniques et citoyens.

Pour l'eau potable, ces niveaux visent à garantir la qualité, la sécurité et la fiabilité de l'approvisionnement. Les exigences incluent notamment le respect des normes de pression, de chloration et de sécurité incendie, tandis que les indicateurs techniques permettent de suivre la performance du réseau (volume d'eau produit, inspections, remplacements de conduites, etc.). Du point de vue citoyen, la disponibilité de l'eau est assurée en continu, toutefois, les efforts sont en cours, notamment par la réalisation de sondages ou la quantification des plaintes et de leur tendance croissante ou décroissante, afin de mieux mesurer la perception du service et traiter les enjeux liés à la qualité de l'eau.

En ce qui concerne les eaux usées et pluviales, les niveaux de service répondent à des exigences strictes en matière de traitement, de collecte et de conformité environnementale. Les stations d'épuration doivent respecter des seuils précis pour les rejets, et le réseau doit éviter tout débordement en temps sec. En période de pluie, des seuils de rejet sont également encadrés par le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU), qui autorise certains débordements dans des conditions exceptionnelles, tout en imposant une surveillance rigoureuse. Les indicateurs techniques visent à améliorer la résilience des infrastructures, à optimiser les coûts et à réduire le déficit d'entretien. Les niveaux citoyens, quant à eux, s'intéressent à la gestion des nuisances (odeurs, bruits, refoulements), avec des objectifs de réduction des plaintes et d'amélioration continue de la qualité de vie urbaine.

### Gestion des risques

La réflexion sur la gestion des risques a été réalisée et repose sur l'identification des menaces majeures pouvant affecter la continuité, la qualité et la sécurité des services.

Pour l'eau potable, les actifs critiques sans redondance et les impacts des changements sont considérés comme des risques élevés à très élevés. Des risques modérés à faibles ont également été identifiés, comme le sous-financement, la dotation en personnel et le manque d'informations pertinentes liées à la connaissance des actifs (inventaire, portrait, risques, coûts, etc.). La municipalité a mis en place une stratégie de réponse adaptée à ses capacités, incluant notamment un plan d'action contre les inondations adoptées en 2024.

Du côté des eaux usées et pluviales, le sous-financement constitue le risque le plus critique, suivi des effets des changements climatiques, des actifs critiques et de la dotation en personnel. Ces risques peuvent entraîner des débordements, des refoulements ou une surcharge des infrastructures. Pour y répondre, la Ville a développé une stratégie combinant des aménagements lourds (ouvrages de rétention) et des mesures complémentaires telles que des subventions aux propriétaires, des modifications réglementaires et la création d'espaces urbains résilients (parcs éponges, places inondables). Par ailleurs, des actions ont également été prises pour protéger la Ville contre les crues printanière au niveau des émissaires témoignant d'une volonté d'anticipation face aux aléas saisonniers. Cette approche vise à renforcer la résilience du territoire face aux aléas climatiques croissants.

### Demande à venir

- Eau potable

La réflexion sur la demande à venir est en cours, notamment pour la portion ouest du territoire, desservie par les usines de production d'eau potable de Pointe-Claire, Dorval et Pierrefonds. À l'inverse, les secteurs de l'est, desservis par nos deux principales usines, ne présentent pas d'enjeux de capacité à court ou à moyen terme. Toutefois, les enjeux de capacité sont principalement associés à une éventuelle perte d'alimentation électrique de moyenne ou de longue durée.

La planification du service d'eau potable à Montréal repose sur une analyse approfondie de la demande future, influencée par des facteurs démographiques, climatiques, économiques, réglementaires et technologiques. Bien que la capacité actuelle de production soit suffisante pour répondre aux besoins d`une population beaucoup

plus importante, des ajustements seront nécessaires pour faire face à l'augmentation des coûts d'exploitation, à l'évolution des normes et à l'intégration de nouvelles technologies.

L'adoption progressive de solutions intelligentes (intelligence artificielle, automatisation) permettra d'optimiser les opérations, mais nécessitera des investissements et une adaptation du personnel. Ces transformations visent à assurer la performance, la résilience et la durabilité du service à long terme.

- **Eaux usées et eaux pluviales**

Les changements climatiques représentent un enjeu transversal majeur, affectant potentiellement à la fois la qualité de l'eau brute et la capacité des infrastructures à résister aux événements climatiques extrêmes. Pour y faire face, la Ville de Montréal déploie une stratégie proactive axée sur trois volets :

- Favoriser l'écoulement naturel de l'eau vers des zones à moindre impact (parcs éponges, surfaces perméables)
- Renforcer la résilience du cadre bâti (réglementation, plan d'action contre les inondations)
- Moderniser le réseau de drainage

Ces mesures sont accompagnées d'objectifs concrets, dont l'ajout de **10 000 m³ de rétention d'eau par an en moyenne** dans des infrastructures grises, ainsi qu'un objectif annuel de rétention dans les infrastructures vertes telle que les parcs résilients. Parallèlement, la protection des milieux humides et le développement d'infrastructures vertes contribuent à une meilleure adaptation aux changements climatiques, tout en améliorant la qualité de vie urbaine.

### Gestion du cycle de vie

Les coûts prévisionnels indiquent que des efforts devront être consentis pour l'ensemble des services d'eau potable et d'eaux usées et sur l'exploitation et l'entretien, le renouvellement et l'acquisition.

### Résumé financier

Les coûts prévisionnels indiquent que des efforts soutenus seront requis pour **l'ensemble des services** – eau potable, eaux usées et eaux pluviales – et plus particulièrement sur les phases de **renouvellement** et d'**acquisition/disposition** des actifs. Ces deux phases représentent à elles seules près de 55 % des investissements totaux, traduisant des besoins élevés pour maintenir et adapter les infrastructures face au vieillissement et aux enjeux futurs.

Sur dix ans, les besoins financiers sont estimés à **15,2 G$**, soit **1,52 G$ par an en moyenne**, alors que le **budget actuel est limité à 755,2 M$ par année**. L'écart est significatif, avec des **pics de dépenses entre 2029 et 2032**, ce qui souligne l'urgence d'un rehaussement budgétaire pour éviter une détérioration des niveaux de service. Cette situation appelle à des choix de gestion structurants, incluant la priorisation des investissements et une communication claire des enjeux auprès des élus et de la population.

### Amélioration et suivi

Le niveau de confiance est bon pour l'ensemble des services (eau potable, eaux usées et eaux pluviales), avec un pointage global moyen de **75/100**. Toutefois, il subsiste des disparités entre les réseaux et les actifs ponctuels

- Eau potable
  - Approvisionnement & Traitement : 77/100
  - Distribution : 79/100
- Eaux usées et eaux pluviales
  - Collecte : 74/100
  - Traitement : 68/100

Ces résultats démontrent l'existence d'une marge d'amélioration, le PGA est à un stade intermédiaire globalement. Afin d'optimiser la gestion d'actifs, il est essentiel d'uniformiser les niveaux de maturité par groupe d'actifs notamment en ce qui concerne la capacité à modéliser les besoins d'investissements sur l'ensemble du cycle de vie dans nos usines. Cela permettrait d'améliorer la cohérence des décisions et de mieux justifier les besoins financiers.

| Suivi / Liste des objectifs prioritaires (SMART) – EAU POTABLE | | | |
|---|---|---|---|
| **Objectifs spécifiques (libellé)** | Performance actuelle | Performance souhaitée 5 ans | Responsable |
| Établir criticité des actifs selon leur importance ou fonction. | Avancé à 50% | Atteindre 80 % | DEP |
| Finaliser l'inventaire des actifs, incluant les nouveaux actifs (type d'actif, année d'installation, durée de vie, caractéristiques, etc.). | 50% | 80% | DEP-DGA |
| Établir les coûts et la valeur de remplacement des composants majeurs de chaque usine et des réservoirs d'eau potable. | À définir | 100% | DGA |
| Inspecter les réserves et les réservoirs. | À définir | 50% | DEP-DGA |
| Établir l'état des composants majeurs de chaque usine et des réservoirs (captage, coagulation, décantation, filtration, haute pression, etc.). | À définir | 100% | DGA |
| Maintenir la qualité de l'eau produite (PEXEP). | 5 usines avec étoiles / 6 | 6 sur 6 | DEP |
| Réduire déficit des actifs d'usines | 8 % de DMA | 5% | DEP |
| Retirer le chlore gazeux des trois réservoirs d'eau potable. | 3 réservoirs | 0 réservoir | DEP |
| Réduire la hausse des coûts d'exploitation. | 35% | 10% | DEP |
| Identifier tous les actifs présentant une problématique de résilience aux aléas climatiques (RAG). | À définir | 100% | DEP-DGA |
| Identifier tous les actifs de criticité 1 et 2 présentant un risque de cybersécurité. | À définir | 100% | DEP |
| Identifier tous les actifs présentant un risque de sécurité physique | À définir | 100% | DEP |
| Augmenter le ratio de projets de maintien d'actifs inscrits au PDI. | 50% | 70% | DEP |
| Augmenter le taux de réalisation des projets planifiés. | 60% | > 80% | DEP |
| Établir la criticité de l'ensemble des actifs des réseaux selon leur importance ou fonction. | Avancé à 50% | Atteindre 100% | DRE |
| Rattrapage du déficit de renouvellement des réseaux - Renouveler au moins 1% des réseaux par an. | 1% | >1% | DRE -DGA |
| Quantifier et réduire les plaintes liées au manque d'eau dans le réseau. | À définir | Réduire de 50% | DRE |
| Réduire les plaintes liées à la coloration de l'eau potable | À définir | Réduire de 50% | DRE |
| Résorption des déficits d'entretien chambres et vannes d'aqueduc du réseau principal | CH:15 % | < 10% | DRE |
| Augmenter le ratio de projets touchant les actifs en déficit dans le PDI | 50% | 70% | DRE -DGA |

| Suivi / Liste des objectifs prioritaires (SMART) – EAUX USÉES ET PLUVIALES | | | |
|---|---|---|---|
| **Objectifs spécifiques (libellé)** | Performance actuelle | Performance souhaitée 5 ans | Responsable |
| Établir la criticité des actifs ou composantes majeures (selon leur importance ou fonction) | À définir | Atteindre 75% | DEEU |
| Compléter, dans l'inventaire (Maximo), les champs importants pour les différents actifs ou composants majeurs (année d'installation, durée de vie, dernière intervention majeure, type d'intervention, année de dernière inspection, état, valeur de remplacement) | À définir | 75% | DEEU-DGA |
| Inspecter, documenter et confirmer l'état de tous les actifs (ou composants majeurs) dont le portrait d'état est à préciser ou à mettre à jour | À définir | 100% | DGA-DEEU |
| Conformité aux normes de rejets et exigences environnementales (qualité des effluents) | 100% | 100% | DEEU |
| Réduire les débordements d'eaux usées ($m^3$ d'eaux usées / mm de pluie tombée sur une base annuelle) | 10 423 $m^3$/mm | 9 172 $m^3$/mm | DEEU |
| Investir 1,08 % de la valeur de remplacement des actifs ponctuels de la DEEU en maintien et rattrapage | 1% | 1,08% | DEEU |
| Optimiser les procédés de traitement en réduisant la quantité de produits chimiques, gaz et électricité | 44,0 kg de coagulant/kg de phosphore/kg | 43,5 kg de coagulant/kg de phosphore/Kg | DEEU |
| Augmenter le financement des services d'eau | 66% | 80% | SE |
| Conserver un ratio projets de maintien d'actifs dans PDI | 97% | > 90 % | DÉEU |
| Maintenir taux de réalisation des projets planifiés | 93% | > 85% | DÉEU |
| Établir criticité de tous les actifs des réseaux (selon leur importance ou fonction) | Avancé à 50% | Atteindre 100% | DRE |
| Finaliser inventaire des bassins de rétention et stations de pompage (Actif, année d'installation, coût, durée de vie, dernière intervention, caractéristique, etc.) | 80% | 100% | DGA |
| Poursuivre le programme d'inspection des postes de pompage et bassins de rétention | 50% | 80% | DGA |
| Rattrapage du déficit de renouvellement des réseaux - Renouveler au moins 1% des réseaux par an | 1% | >1% | DRE |
| Réduire les plaintes liées aux mauvaises odeurs d'égouts | À définir | Réduire de 50% | DRE |
| Résorption des déficits d'entretien sur les sur les stations de pompage ainsi que les bassins de rétention | SP: 40 % | < 10% | DRE |
| Mettre en place une stratégie et réaliser le nettoyage périodique des collecteurs d'égouts et bassin de rétention afin d'améliorer la performance fonctionnelle de ces actifs | Besoin: 33 % | < 10% | DRE |
| Augmenter de façon durable le financement des réseaux d'égouts | 35% | > 50% | SE |
| Augmenter le ratio de projets touchant les actifs en déficit dans le PDI | 50% | 70% | DRE |

MUNICIPALITÉ : Montréal
RÉGION ADMINISTRATIVE : Montréal (06)
CODE GÉOGRAPHIQUE : 66023

Plan de gestion des actifs de l'eau

# SOMMAIRE GÉNÉRAL PGA EAU

ANNÉE DU PGA : 2024
(premier PGA remis par la municipalité)
En date du : 2025-12-23

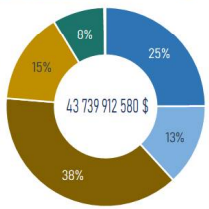
NOTE: La municipalité a fait le choix d'intégrer sa gestion des infrastructures d'eaux pluviales avec celles des eaux usées. Le présent sommaire ne contient donc pas de résultats pour les eaux pluviales, et le terme Eaux usées utilisé dans les légendes de cet onglet réfère donc à Eaux usées & pluviales.

Version 1.3 © CERIU, 2025

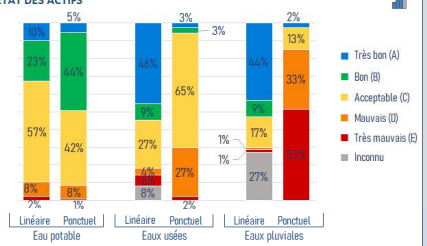
## Sommaire du portrait des actifs

### INVENTAIRE ET VALEUR DE REMPLACEMENT DES ACTIFS À GÉRER

| | |
|---|---|
| Eau potable /Linéaire | 4468,85 km |
| Eau potable /Ponctuel | 3320 ouvrages |
| Eau potable /Autres | 0 km; 417647 ouvrages |
| Eau usées /Linéaire | 4020,8 km |
| Eau usées /Ponctuel | 233 ouvrages |
| Eau usées /Autres | 0 km; 231743 ouvrages |
| Eau pluviales /Linéaire | 919,8 km |
| Eau pluviales /Ponctuel | 39 ouvrages |
| Eau pluviales /Autres | Aucun |

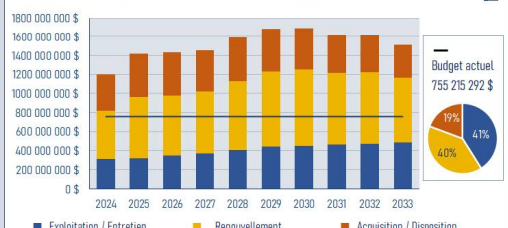



### ÉTAT DES ACTIFS

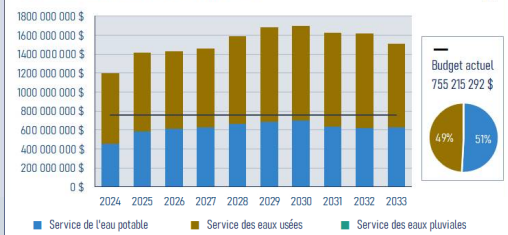



## Sommaire de la planification des coûts prévisionnels (besoins)

### COÛTS PRÉVISIONNELS ANNUELS PAR PHASE DU CYCLE DE VIE

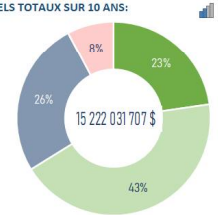



### COÛTS PRÉVISIONNELS ANNUELS PAR SERVICE




### COÛTS PRÉVISIONNELS TOTAUX SUR 10 ANS:

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DE COÛTS




Coûts pour poursuivre les activités actuelles
- Fonctionnement
- Immobilisations

Coûts permettant de rattraper le retard
- Déficit de maintien d'actifs (renouvellement)

Coûts additionnels
- Fonctionnement supplémentaire résultant des acquisitions
- Gestion des niveaux de service, risques et demande à venir (voir la répartition détaillée dans le tableau ci-dessous)

| | Fonctionnement | Immobilisations |
|---|---|---|
| Gestion des niveaux de service | 609 008 196 $ | 573 000 000 $ |
| Gestion des risques | 0 $ | 0 $ |
| Gestion de la demande à venir | 0 $ | 0 $ |

## Sommaire de l'amélioration et du suivi

### NIVEAU DE CONFIANCE SOMMAIRE DANS LES DONNÉES

| | Eau potable | Eaux usées | Eaux pluviales |
|---|---|---|---|
| 5- Excellent | | | |
| 4- Bon | | | |
| 3- Moyen | ✓ | ✓ | |
| 2- Faible | | | |
| 1- Très faible | | | |
| Cumulatif | 78 / 100 | 71 / 100 | / 100 |

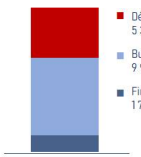
### NIVEAU DE PROGRESSION SOMMAIRE PGA

| | Eau potable | Eaux usées | Eaux pluviales |
|---|---|---|---|
| 5- Expert | | | |
| 4- Avancé | | | |
| 3- Intermédiaire | ✓ | ✓ | |
| 2- Élémentaire | | | |
| 1- Débutant | | | |
| Cumulatif | 77 / 100 | 71 / 100 | / 100 |

## Sommaire du résumé financier

### FINANCEMENT ET INDICATEURS

**15 222 031 707 $** Besoins totaux des 10 prochaines années pour réaliser l'ensemble des activités sur les 3 services

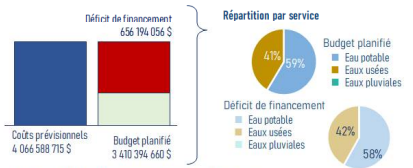


- Déficit de financement global 5 318 799 900 $
- Budget total planifié PGA 9 903 231 808 $
- Financement gouvernemental (provincial) planifié PGA 1 783 991 375 $

| | Eau potable | Eaux usées | Eaux pluviales | GLOBAL |
|---|---|---|---|---|
| Ratio de financement | 80% | 55% | | 65% |
| Ratio d'autofinancement | 88% | 76% | | 82% |

### FONCTIONNEMENT (EXPLOITATION ET ENTRETIEN)

Montants totaux sur les 10 prochaines années

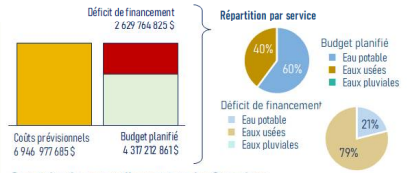



Sommaire du fonctionnement pour les 3 services

| | |
|---|---|
| Ratio de financement du fonctionnement | 83,9% |
| Ratio d'autofinancement du fonctionnement | 99,4% |

### RENOUVELLEMENT (MAINTIEN ET DÉFICIT DE MAINTIEN)

Montants totaux sur les 10 prochaines années

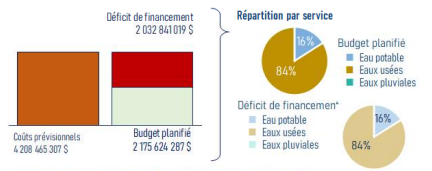



Sommaire du renouvellement pour les 3 services

| | |
|---|---|
| Ratio de financement du renouvellement | 62,1% |
| Ratio d'autofinancement du renouvellement | 72,6% |

### ACQUISITION/DISPOSITION (AJOUTS ET AMÉLIORATION/BONIFICATION)

Montants totaux sur les 10 prochaines années




Sommaire des acquisitions/dispositions pour les 3 services

| | |
|---|---|
| Ratio de financement des acquisitions/dispositions | 51,7% |
| Ratio d'autofinancement des acquisitions/dispositions | 73,2% |

# 1 INTRODUCTION

## 1.1 Mise en contexte

La gestion d'actifs a pour but de mettre en place les activités nécessaires pour maintenir les actifs en état de fournir des services durables aux citoyens.

Elle se base notamment sur plusieurs documents (politique, stratégie, démarche et plan de gestion des actifs). Ces documents permettent d'aligner les objectifs de performance des services sur les planifications stratégiques de la municipalité.

**Le plan de gestion des actifs (PGA)** est un document central dans la planification des pratiques de gestion d'actifs pour une municipalité. Il s'agit d'un outil pour aider la municipalité à atteindre ses objectifs stratégiques et fournir des services durables conformes au niveau de service convenu.

## 1.2 Objectifs du document

Le PGA est un outil synthétique qui fait état d'éléments clés et de données agrégées aidant à faciliter la compréhension des activités de gestion d'actifs menées par la municipalité, des résultats, et des redditions de compte, dans le but d'améliorer les pratiques. Ainsi, les objectifs du plan de gestion des actifs sont :

- Aider la municipalité dans la planification de ses activités de gestion d'actifs en la familiarisant à la production de documents de synthèse, à l'évaluation des données financières et en lui permettant de se projeter sur une vision de moyen à long terme.
- Améliorer et consolider les connaissances de la municipalité et démontrer l'implication de celle-ci et de ses élus dans une saine gestion des actifs.
- Renforcer la résilience globale de la municipalité, notamment par la prévention des risques mais aussi en traitant de l'adaptation aux changements climatiques.
- Communiquer aux citoyens les différents scénarios de financement, leurs impacts sur les niveaux de service et les risques qui en découlent.
- Démontrer que les décideurs et les gestionnaires administrent de façon efficace, transparente et responsable, en tenant compte de la capacité de payer des contribuables.
- Atteindre ses objectifs stratégiques et fournir des services durables conformes au niveau de service convenu.

## 1.3 Actifs couverts dans le plan

Les actifs couverts dans ce plan sont reliés au service de l'eau, soit les infrastructures liées à l'eau potable, aux eaux usées et aux eaux pluviales. Celles-ci sont traitées par sous-service, tel que présenté dans le tableau.

| | Service | Sous-service |
|---|---|---|
| Services de l'eau | Eau potable | Approvisionnement et traitement |
| | | Distribution |
| | Eaux usées | Traitement |
| | | Collecte |
| | Eaux pluviales | Collecte |

Une catégorisation par type d'actif, linéaire ou ponctuel, est également considérée pour chacun des sous-service précédemment défini.

- Une infrastructure « linéaire » se quantifie en une unité de longueur (ex. conduites d'égouts, conduites d'eau potable, etc.)
- Une infrastructure « ponctuelle » est associée à un point GPS (ex. poste de pompage, réservoir, installation de traitement, etc.)

## 1.4 Documents clés de planification

Afin d'assurer une cohérence dans ce plan, la Ville de Montréal se réfère à ces documents clés.

- Démarche de gestion des actifs municipaux (en eau)
- Plan stratégique
- Politique de gestion des actifs
- Stratégie de gestion des actifs
- Rapport financier
- Plan triennal (PTI) ou décennal (PDI) d'immobilisation
- Plans opérationnels et budgets.
- D'autres documents clés concernant, plus spécifiquement, les actifs en eau sont également consultés.
- Bilan de la Stratégie municipale d'économie d'eau potable, MAMH
- Outil d'évaluation des besoins d'investissement, MAMH
- Plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées, MAMH/CERIU
- Portrait des infrastructures en eau de la ville de Montréal
- La Stratégie montréalaise de l'eau.

PGA- Eau

# 2 EAU POTABLE

## 2.1 Sommaire du service

L'eau potable regroupe les infrastructures assurant l'approvisionnement, le traitement et la distribution de l'eau. Le sommaire suivant présente les faits saillants relatifs au portrait, aux niveaux de service, à la gestion des risques, de la demande à venir, des coûts et du financement des activités en lien avec le cycle de vie de ces actifs. Finalement, on y retrouve aussi les actions et besoins d'améliorations à mettre en place pour améliorer la gestion stratégique de ces actifs.

**Portrait des actifs :**

La **valeur de remplacement** des actifs d'eau potable, totalisant **16,7 milliards de dollars**, se répartit comme suit : **70 %** pour **le transport et la distribution** puis **30 %** pour l'**approvisionnement et le traitement**.

10 % des actifs linéaires et 9 % des actifs ponctuels d'eau potable sont jugés en mauvais ou très mauvais état. **L'établissement de la criticité des actifs ponctuels se poursuit afin de permettre une meilleure priorisation des inspections et des interventions**. Il constitue également un point d'amélioration à suivre d'ici à la prochaine version du PGA. Quant aux actifs linéaires, l'établissement de la criticité des conduites est en cours.

Plusieurs actifs critiques sont à inspecter sur les réseaux et en usines, notamment **certaines prises d'eau**, **certaines conduites d'amenée**, **certaines réserves et réservoirs d'eau potable, certaines conduites de transport qui n'ont jamais été inspectées ou dont l'inspection est vétuste et désuète**. Il sera aussi crucial de **mieux documenter l'état des composantes majeures des différentes usines d'eau potable** afin de mieux planifier les bonnes interventions sur les bons actifs, au bon moment. En conséquence, l'inspection de ces actifs dans les prochaines années devra être une priorité afin d'améliorer la connaissance de l'état du parc d'actifs, de raffiner nos besoins d'investissements, de diminuer nos risques de défaillances et de mieux prioriser nos interventions.

Par ailleurs, l'état de certains accessoires tels que **les vannes principales de réseau**, doit également être mieux documentés (via Maximo, par exemple), compte tenu de leur impact élevé sur les opérations. Finalement **l'implantation d'un système informatisé permettant de suivre l'évolution dynamique de la désuétude des actifs ponctuels** facilitera la mise à jour régulière du portrait en minimisant la fréquence et les coûts d'inspections.

**Niveaux de service :**
Les niveaux de service actuellement suivis ou à implanter, ont été définis selon les trois axes suivants :

- **Exigences / Mise aux normes** :
  - Pression et qualité de l'eau
  - Concentration de chlore libre résiduel en sortie d'usines
  - Concentration de chlore libre résiduel sur le réseau
  - Sécurité incendie

- **Techniques** :
  - Coût en produits chimiques et en électricité par $m^3$ d'eau produit ($/1000 $m^3$)
  - Volume d'eau produit (en $m^3$) – consommation moyenne d'eau par personne
  - Taux de bris du réseau d'eau potable
  - Taux d'inspection/Auscultation des conduites de grands diamètres en C301 les plus critiques
  - Redondance des actifs critiques du réseau primaire (Taux de disponibilité)
  - Taux d'inspections complètes et partielles annuelles des vannes du réseau secondaire
  - Nombre de remplacements d'entrées de service en plomb par an
  - Taux de réalisation des travaux d'inspections et d'entretiens sur les actifs de l'eau potable
  - Réduction du déficit de maintien d'actifs

- **Citoyens** :
  - Taux de confiance dans la qualité de l'eau via l'implantation et la réalisation périodique de sondage auprès de la population
  - Plaintes liées au goût, à l'odeur et à la coloration de l'eau
  - Plaintes et signalements liés à la disponibilité de l'eau, au manque d'eau, ou à une pression d'eau insuffisante

Pour chacun des indicateurs de performance listés ci-dessus, les performances actuelles puis souhaitées ont été identifiées à la section 2.3 afin de permettre un suivi des améliorations. Toutefois, il est à noter que certaines données de performance actuelles, notamment celles concernant les citoyens, ne sont pas encore disponibles. Des efforts seront déployés pour combler ces lacunes dans les prochaines années. L'emphase sera mise sur la capacité, d'une part, à atteindre nos cibles et objectifs, et d'autre part, à comparer les différents niveaux de services entre eux, afin d'arbitrer nos priorités dans un contexte de contraintes budgétaires.

**Gestion des risques :**

L'analyse des risques a été effectuée selon les cinq catégories de risques suggérées par le guide d'élaboration du PGA, soit les risques associés aux actifs critiques, à la dotation du personnel, au sous-financement des services d'eau potable, aux changements climatiques et au manque d'information sur les actifs d'eau potable. Il en ressort que les risques les plus significatifs identifiés sont :

- **Les bris et défaillances d'actifs critiques**, pouvant affecter le service aux citoyens ; (Exemple : conduites principales à proximité de secteurs densifiés, vannes non-fonctionnelles ou non-automatisées, problématique de réactions alcali-granulat sur certains réservoirs d'eau, désuétude de certains systèmes électriques et panneaux de contrôle critiques pour la production d'eau potable, besoin d'intervention urgente et complexe sur Interconnexion 1 Toutefois, la flexibilité d'alimentation entre certains réservoirs majeurs notamment entre Rosemont et Châteaufort, ainsi que les projets de réhabilitation et les inspections ciblées, contribuent à améliorer la fiabilité du système et à minimiser les risques. Le déploiement progressif de la surveillance continue via la fibre optique sur certaines conduites critiques du réseau d'alimentation renforce également cette résilience.
- **Le sous-financement de certaines activités importantes du cycle de vie des actifs** peut accélérer leur dégradation prématurée et le déclin des actifs, réduire leur durée de vie utile, augmenter leur coût global sur le cycle de vie et affecter négativement le service aux citoyens. Ce problème est exacerbé par l'augmentation marquée des coûts des projets dans les dernières années, ayant mené à l'annulation de plusieurs appels d'offres en raison de soumissions trop élevées. Cette situation complexifie la planification et la réalisation des interventions nécessaires à la pérennité des infrastructures. Le sous-financement prive également les services d'eau de moyens pour s'attaquer à certains risques grandissants tels que les risques de cybersécurité, ou encore le renforcement de la sécurité physique des sites de production ou de stockage d'eau.
  Une analyse de la criticité des actifs pour favoriser la priorisation des actifs critiques dans les activités d'entretien préventifs et projets d'investissement est en cours, et permet aussi de minimiser les impacts de ce risque sur le service au citoyen.
- **Les changements climatiques**, pouvant affecter certaines sources d'eau brute durant les longues périodes de sécheresse et altérer la qualité de l'eau brute qui pourrait être moins oxygénée. De plus, l'augmentation de la température des cours d'eau pourrait favoriser la prolifération d'algues et de cyanobactéries, complexifiant le traitement de l'eau et augmentant les risques pour la santé publique. Ces phénomènes pourraient exiger des adaptations dans les infrastructures et les pratiques de traitement. À titre d'exemple, l'Usine de Pierrefonds en est une qui est sujette à ce risque. Des mesures d'adaptations et des plans d'actions sont prévus pour être mis en place dans les initiatives de la Stratégie Montréalaise de l'Eau 2025-2034 afin de mitiger ce risque. Les contaminants émergents représentent également un risque, car il faudra adapter les installations de traitement en tenant compte de nouvelles normes, notamment pour les PFAS. L'impact des changements climatiques peut également se manifester par la perte de l'alimentation électrique qui

représente un risque majeur pour le maintien du service. La perte de l'alimentation électrique peut avoir des impacts sur la production de l'eau dans les usines et sa distribution via les réservoirs et stations de pompage. Certaines usines disposent de systèmes électriques de secours permettant de maintenir le service, mais il n'est pas de même pour toutes les installations dont les plans de mitigation sont à développer ou finaliser.

Les deux premiers types de risques mentionnés, sont prioritairement suivis par le Service de l'eau qui a intégré dans sa stratégie de l'eau (2025-2034) des initiatives concrètes pour minimiser ces risques et leurs impacts sur le service aux citoyens.

**Demande à venir :**

La réflexion sur la demande future en eau potable fait apparaitre que les enjeux liés à la démographie et son impact sur la demande à venir sont très faibles et peu critiques à court terme.

Par ailleurs, les changements climatiques et plus particulièrement les périodes de forte chaleur peuvent augmenter la demande (augmentation de l'utilisation des piscines, arrosage des pelouses et climatiseurs utilisant un système de refroidissement à eau) et peuvent présenter un enjeu à surveiller sur la demande à venir. Certaines mesures sont néanmoins en place pour anticiper et minimiser les effets négatifs d'une probable augmentation de la demande à venir. On y retrouve par exemple les campagnes de sensibilisation et de verbalisation face au gaspillage de l'eau potable en été par la patrouille bleue, l'émission d'une directive pour éliminer les purges manuelles., le plan de redondance des usines pouvant être affectées par ce risque, l'initiation d'un règlement par le Service de l'eau visant à interdire l'utilisation des climatiseurs avec système de refroidissement à l'eau, afin de faire baisser la demande.

Finalement les enjeux les plus élevés en termes de demande à venir sont d'ordre économiques et technologiques en lien avec les coûts des travaux et services qui ne cessent d'augmenter plus vite que les revenus, ainsi que les avancées technologiques (IA, automatisation) générant des besoins de mise aux normes très élevés.

**Gestion et planification des coûts sur le cycle de vie - Résumé financier :**

Le besoin financier 10 ans des actifs d'eau potable se chiffre à **6,2 G$** et se répartit comme suit : **71 % pour le transport et la distribution** et **29 % pour** l'a**pprovisionnement et le traitement.**

Le besoin en renouvellement correspond à 51 % du besoin financier global précédemment mentionné, alors que l'entretien (27 %), l'exploitation (12 %), l'acquisition et la disposition (11%) sont les autres catégories de dépenses.

Le ratio de financement planifié est de **84 % pour les dépenses de fonctionnement, 82 % pour celles de renouvellement et de 52 % pour celles de acquisition/disposition et ce, pour tous les actifs d'eau potable**. Le niveau de confiance dans les indicateurs financiers est jugé bon ou élevé, puisqu'un exercice d'analyse exhaustive des besoins a été récemment mené dans le cadre de la préparation de la stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034. De façon plus spécifique, le portrait des besoins financiers des 10 prochaines années dans les catégories d'actifs ponctuels et linéaires se détaille comme suit :

- **Approvisionnement et traitement :**
  - Exploitation = 40 %
  - Entretien = 2 %
  - Renouvellement = 48 %
  - Acquisition / Disposition = 10 %
  - Ratio de financement planifié **en fonctionnement = 85 %**
  - Ratio de financement planifié **en renouvellement = 72 %**
  - Ratio de financement planifié **en acquisition / disposition = 52 %**

- **Transport et distribution :**
    - Exploitation = 9%,
    - Entretien = 24%,
    - Renouvellement = 55%
    - Acquisition = 12%
    - Ratio de financement planifié **en fonctionnement = 84 %**
    - Ratio de financement planifié **en renouvellement = 86 %**
    - Ratio de financement planifié **en acquisition / disposition = 51 %**

<u>Amélioration et suivi</u> **:**

- **Approvisionnement et traitement :**
    - Compléter la mise à jour des inventaires et l'établissement de la criticité des actifs=> **SEAU-20**
    - Mettre en place un plan de maintenance prédictif sur les actifs de criticité 1 => **SEAU-20**
    - Mettre en place une stratégie d'inspection et réaliser l'inspection des réserves, réservoirs, canaux d'amené d'eau potable => **SEAU-59**
    - Améliorer la connaissance du portrait des actifs (état et valeur) => **SEAU-59**
    - Mettre en place des outils d'aide à la décision permettant une meilleure modélisation de la dégradation des actifs et une meilleure évaluation des besoins d'investissements => **SEAU-59**
    - Améliorer le suivi des indicateurs de performance et l'atteinte des objectifs liés aux niveaux de services choisis pour Montréal => **SEAU-01, SEAU-13, SEAU-35, SEAU-54 et SEAU-56**
    - Mettre en place des mesures pour diminuer les coûts de production, notamment en améliorant l'efficacité énergétique et en optimisant la consommation des produits chimiques => **SEAU-35**
- **Transport et distribution :**
    - Compléter la mise à jour des inventaires et l'établissement de la criticité des conduites, chambres d'aqueduc, vannes du réseau principal, et autres accessoires importants du réseau d'eau potable => **SEAU-49** ; **SEAU-39** et **SEAU-32**
    - Mettre en place un plan d'entretien et de remplacement des chambres d'aqueduc et vannes du réseau
    - Automatiser la manipulation de certaines vannes critiques du réseau d'eau potable
    - Poursuivre le déploiement de la surveillance en continue des conduites de grand diamètre en C301 les plus critiques => **SEAU-59**
    - Améliorer le suivi des indicateurs de performance et l'atteinte des objectifs liés aux niveaux de services choisis pour Montréal => **SEAU-14 ; SEAU-15 ; SEAU-34 ; SEAU-34 ; SEAU-38 ; SEAU-40 ; SEAU-41 ; SEAU-50 et SEAU-61**

<u>Commentaires généraux sur le niveau de progression, de confiance ou de maturité en gestion d'actifs</u> **:**

Le PGA de Montréal affiche un niveau de progression et de maturité « Avancé » quant à la maitrise des actifs fournissant le service d'Approvisionnement et de traitement (77/100) ou encore de Distribution (78/100) de l'eau potable. Les aspects les plus avancés de la gestion de ces actifs sont : la connaissance du portrait des actifs, l'implantation et le suivi des niveaux de service, l'analyse et la gestion des risques et l'évaluation de la demande à venir. Les zones de vigilance sont davantage liées à une meilleure définition et réalisation des activités et besoins associés à chaque étape du cycle de vie des actifs ainsi qu'au financement. Les priorités des prochaines années seront les activités qui permettront la progression vers un niveau de maturité expert.

MUNICIPALITÉ : Montréal
RÉGION ADMINISTRATIVE : Montréal (06)
CODE GÉOGRAPHIQUE : 66023

**Plan de gestion des actifs de l'eau (PGA EAU)**

## SERVICE DE L'EAU POTABLE - SOMMAIRE PGA

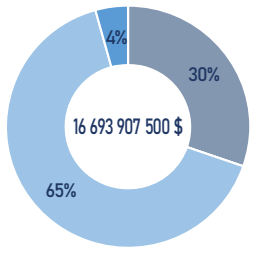
**ANNÉE DU PGA : 2024**
(premier PGA remis par la municipalité)
DATE DE COMPLÉTION DU FORMULAIRE : 2025-12-16

**Version 1.3** **© CERIU, 2025**

## Portrait des actifs

### INVENTAIRE ET VALEUR DE REMPLACEMENT DES ACTIFS À GÉRER

- Approvisionnement&Traitement / Linéaire
  15,85 km
- Approvisionnement&Traitement / Ponctuel
  30 ouvrages
- Distribution / Linéaire
  4453 km
- Distribution / Ponctuel
  3290 ouvrages
- Distribution / Autres actifs
  0 km; 417647 ouvrages
- Approvisionnement&Traitement / Autres actifs
  Aucun




ACTIFS EN MODE PARTAGÉ

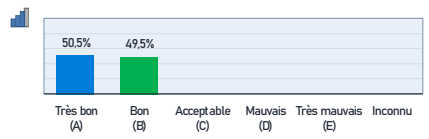
Aucun des actifs inclus ci-dessus n'est en mode partagé

| | Approvisionnement Traitement | Distribution |
|---|---|---|
| Linéaire | Sans objet; | Sans objet; |
| Ponctuel | Sans objet; | Sans objet; |
| Autres | Sans objet; | Sans objet; |

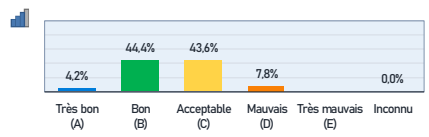
### ÉTAT DES ACTIFS

#### Sous-service: Approvisionnement et traitement

LINÉAIRE

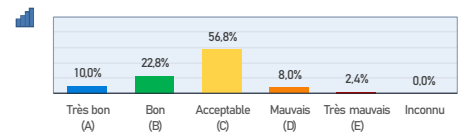



PONCTUEL

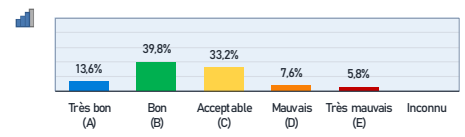



#### Sous-service: Distribution

LINÉAIRE




PONCTUEL




## Niveaux de service

### EXIGENCES ET MISES AUX NORMES À SURVEILLER

| Exigence / Mise aux normes | Actifs concernés |
|---|---|
| Maintenir la pression et la qualité de l'eau Pression résiduelle minimale Pression > 20 psi | Conduites primaires et secondaires |
| La concentration de chlore libre résiduel en sortie d'usines (>= 0,3 mg/L) | Usines |
| La concentration de chlore libre résiduel esur le réseau | Conduites primaires et secondaires |

### INDICATEURS DE PERFORMANCE TECHNIQUE ET CITOYEN IDENTIFIÉS

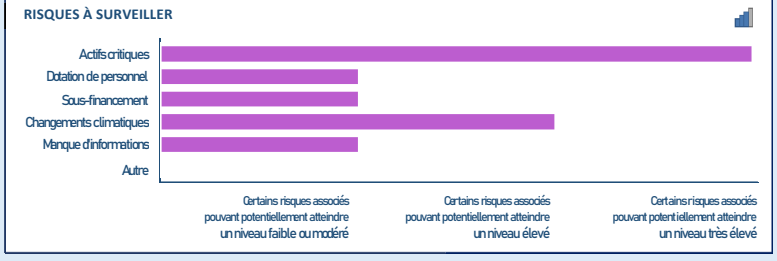
| Critère de niveaux de service | Catégorie technique | Catégorie citoyen |
|---|---|---|
| > **FONCTION** *(Le service est fonctionnel)* | | ✓ |
| > **QUALITÉ** *(Le service est de qualité acceptable)* | ✓ | ✓ |
| > **ÉTAT** *(L'état des infrastructures est adéquat)* | ✓ | |
| > **CAPACITÉ** *(Le service est de capacité adéquate)* | ✓ | |
| > **AUTRES** | ✓ | ✓ |

### PRIORITÉS DE PERFORMANCE

| Indicateur de performance | Tendance actuelle de performance | Objectif de performance |
|---|---|---|
| Coût en produits chimiques ou en électricité par m3 d'eau produit ($/1000m3) | ↓ | ▲ |
| Volume d'eau produit (en m3) | ↑ | – |
| Qualité de l'eau produite | → | ▲ |

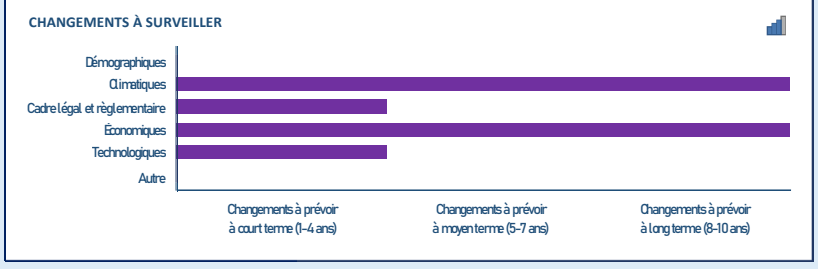
## Risques

### RISQUES À SURVEILLER



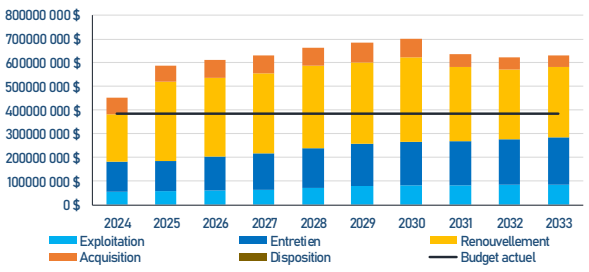

## Demande à venir

### CHANGEMENTS À SURVEILLER




## Planification des coûts sur le cycle de vie

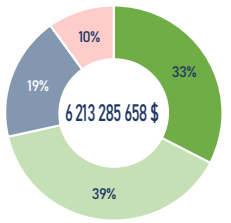
### COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) ANNUELS PAR PHASE DU CYCLE DE VIE




### ÉCARTS ANNUELS MOYENS : COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) VS BUDGET

| | Besoins annuels moyens | Budget actuel | Écart |
|---|---|---|---|
| EXPLOITATION | 72 354 466 $ | 55 064 954 $ | (17 289 512 $) |
| ENTRETIEN | 165 696 718 $ | 126 655 409 $ | (39 041 309 $) |
| RENOUVELLEMENT | 315 526 502 $ | 164 913 626 $ | (150 612 877 $) |
| ACQUISITION | 67 750 880 $ | 37 609 918 $ | (30 140 962 $) |
| DISPOSITION | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **TOTAL** | 621 328 566 $ | 384 243 907 $ | (237 084 659 $) |

### COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) TOTAUX SUR 10 ANS : RÉPARTITION PAR CATÉGORIES DE COÛTS




Coûts pour poursuivre les activités actuelles
- Fonctionnement
- Immobilisation

Coûts permettant de rattraper le retard
- Déficit de maintien d'actifs (renouvellement)

Coûts additionnels
- Fonctionnement supplémentaire résultant des acquisitions
- Gestion des niveaux de service, risques et demande à venir (voir la répartition détaillée dans le tableau ci-dessous)

| | Fonctionnement | Immobilisations |
|---|---|---|
| Gestion des niveaux de service | 353 946 663 $ | 260 673 818 $ |
| Gestion des risques | 0 $ | 0 $ |
| Gestion de la demande à venir | 0 $ | 0 $ |

### COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) TOTAUX SUR 10 ANS : RÉPARTITION PAR SOUS-SERVICE ET PAR PHASE DU CYCLE DE VIE

#### Sous-service: Approvisionnement et traitement

1 794 049 361 $ soit 28,9% des besoins pour le Service de l'eau potable

Répartition des besoins du sous-service par phase du cycle de vie:



| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 723 544 660 $ | 40 757 677 $ | 859 609 390 $ | 170 137 634 $ | 0 $ |
| 40,3% | 2,3% | 47,9% | 9,5% | 0,0% |

#### Sous-service: Distribution

4 419 236 297 $ soit 71,1% des besoins pour le Service de l'eau potable

Répartition des besoins du sous-service par phase du cycle de vie:

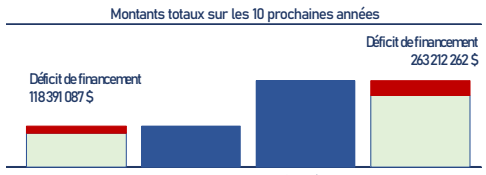


| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 0 $ | 1 616 209 504 $ | 2 295 655 632 $ | 507 371 161 $ | 0 $ |
| 0,0% | 36,6% | 51,9% | 11,5% | 0,0% |

## Résumé financier

### FONCTIONNEMENT (EXPLOITATION ET ENTRETIEN)

Montants totaux sur les 10 prochaines années




Ratio de financement du fonctionnement 84,0%
Ratio d'autofinancement du fonctionnement 99,8%

### RENOUVELLEMENT (MAINTIEN ET DÉFICIT DU MAINTIEN)

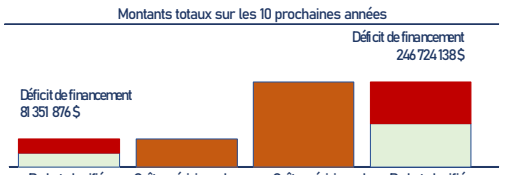
Montants totaux sur les 10 prochaines années




Ratio de financement du renouvellement 82,4%
Ratio d'autofinancement du renouvellement 78,4%

### ACQUISITION ET DISPOSITION (AJOUTS ET AMÉLIORATION/BONIFICATION)

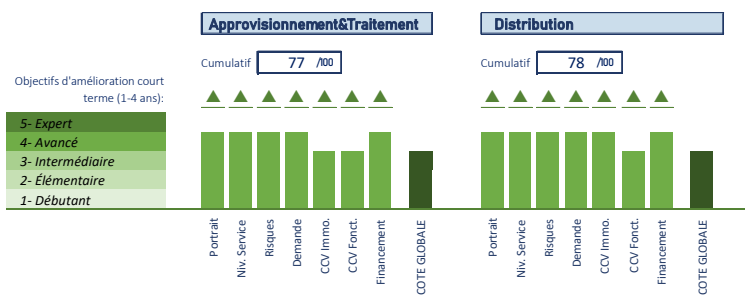
Montants totaux sur les 10 prochaines années




Ratio de financement des acquisitions/dispositions 51,6%
Ratio d'autofinancement des acquisitions/dispositions 88,0%

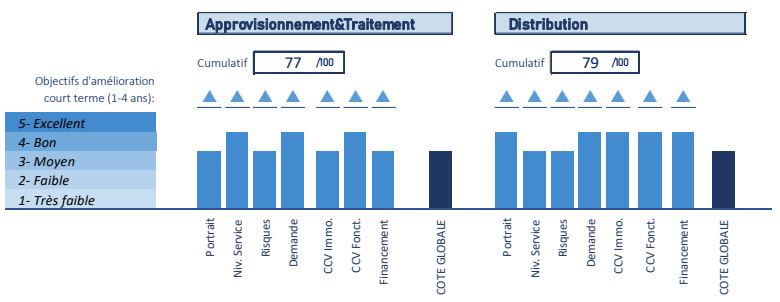
## Niveau de progression

### PORTRAIT DE LA PROGRESSION PAR PARTIE DU PGA




## Niveau de confiance

### PORTRAIT DE LA CONFIANCE DANS LES DONNÉES PAR PARTIE DU PGA



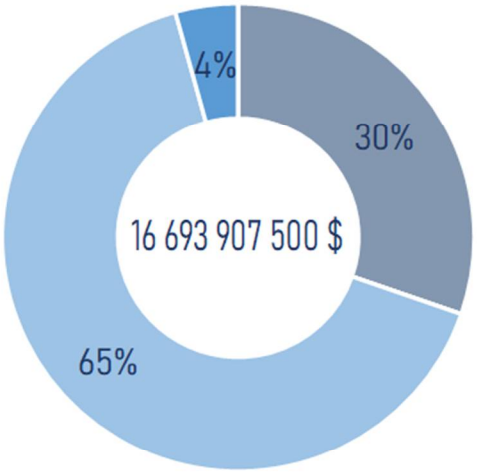
## 2.2 Portrait des actifs

Les actifs du service de l'eau potable sont regroupés en deux grandes catégories : « **Approvisionnement et traitement** » et « **Distribution** », chacune subdivisée en éléments **linéaires** et **ponctuels**. La valeur totale de remplacement de ces actifs est estimée à **16,69 milliards de dollars**. Cette valeur se répartit entre les infrastructures de **distribution** qui représentent environ **70 %** de l'ensemble, et les actifs d'**approvisionnement et de traitement** représentant **30 %** de la valeur.

**Portrait des actifs**

**INVENTAIRE ET VALEUR DE REMPLACEMENT DES ACTIFS À GÉRER**

- Approvisionnement&Traitement / Linéaire
  15.85 km
- Approvisionnement&Traitement / Ponctuel
  30 ouvrages
- Distribution / Linéaire
  4453 km
- Distribution / Ponctuel
  3290 ouvrages
- Distribution / Autres actifs
  0 km; 417647 ouvrages
- Approvisionnement&Traitement / Autres actifs
  Aucun




ACTIFS EN MODE PARTAGÉ

Aucun des actifs inclus ci-dessus n'est en mode partagé

| | Approvisionnement Traitement | Distribution |
|---|---|---|
| Linéaire | Sans objet; | Sans objet; |
| Ponctuel | Sans objet; | Sans objet; |
| Autres | Sans objet; | Sans objet; |

**Distribution**

Les actifs de distribution totalisent donc **11,64 G$** de la valeur de remplacement. Ils incluent les conduites secondaires (**5,21 G$**), celles primaires (**3,49 G$**), les vannes du réseau secondaire (**652 M$**), les bornes d'incendie (**391 M$**), les chambres de vannes du réseau principal (**716,72 M$**) et branchements de services (**1.17G$**).

**Approvisionnement et traitement**

Ce groupe représente environ **5,06 G$**, soit 31 % de la valeur totale. Il regroupe les usines Atwater (**1,737 G$**) et Des Baillets (**1,641 G$**), ainsi que celles de Lachine, Dorval, Pointe-Claire et Pierrefonds, dont la valeur combinée atteint **670 M$**. À cela s'ajoutent plusieurs réservoirs, stations de pompage et la prise d'eau, qui font partie des actifs d'approvisionnement et de traitement, pour une valeur totale de **1,168 G$**.

### 2.2.1 Les actifs de la municipalité

Le réseau de conduites principales d'aqueduc de l'agglomération de Montréal est essentiellement composé de conduites en fonte grise et ductile, en acier, en béton armé à cylindre d'acier et en béton précontraint. Les premières conduites installées à plus grande échelle à Montréal furent en fonte grise, et l'installation de ces premières infrastructures remonte au milieu des années 1800. Des conduites en bois ont été installées à Montréal, mais actuellement ces conduites ne sont plus en service.

De façon générale, le diamètre des conduites principales d'aqueduc installées à Montréal varie de 350 à 2 700 mm Dans certains secteurs, par leur fonction, certaines conduites sont considérées principales

Pour fournir le service en eau potable aux citoyens, différentes infrastructures sont requises. Certaines permettent l'approvisionnement et le traitement tandis que d'autres servent à la distribution.

Le réseau de conduites d'aqueduc secondaires de Montréal est essentiellement composé de conduites en fonte grise et ductile (près de 93 %), d'un faible pourcentage de conduite en PVC ou PEHD (6 %), et environ 2 % d'autres matériaux. Au même titre que les conduites principales, les premières conduites secondaires ont été installées vers le milieu des années 1800.

Montréal dispose de six usines de production d'eau potable qui assurent l'approvisionnement de l'île. Chacune de ces installations présente des défis variés de par leur taille, leur période de construction et de leur histoire.

Située à Verdun, l'usine de filtration Atwater est la plus ancienne et la plus importante de Montréal a été mise en service en 1856 comme station de pompage, puis transformée en usine de filtration entre 1911 et 1918, avec plusieurs agrandissements au XXe siècle, dont une nouvelle station de pompage en 1921-1923 et des galeries de filtration. Elle produit actuellement entre 600 000 et 700 000 m³ d'eau par jour, alimentant une grande partie de l'île de Montréal. Classée site patrimonial pour son architecture néo-Renaissance, elle a récemment été modernisée avec des systèmes de contrôle avancés et des infrastructures sécuritaires. En 2024, le débit moyen était de 479 660 m³/jour, en baisse de 19 % par rapport à 2023. L'eau produite est conforme aux critères du RQEP (*Règlement sur la qualité de l'eau potable*).

L'usine Charles-J.-Des Baillets, située à LaSalle et inaugurée en 1978, est la plus grande usine de Montréal et l'une des plus importantes en Amérique du Nord. Elle puise l'eau dans le fleuve Saint-Laurent et assure une production de plus d'un million de m³ par jour. Son procédé de traitement comprend la coagulation, la filtration, le rétro-lavage et l'ozonation, utilisée pour la désinfection et l'élimination des goûts et des odeurs, avec une particularité : l'usine produit elle-même l'ozone. Des modernisations récentes ont permis l'automatisation, le renforcement de la sécurité et l'optimisation du procédé afin de répondre aux normes du RQEP et à la demande croissante

L'usine de filtration de Pierrefonds, située dans l'ouest de l'île et construite en 1958, a été transformée en 1962 et 1974 pour desservir plus de 143 000 citoyens. Depuis 2004, elle fait l'objet d'un projet de mise à niveau (MNU) visant à répondre à la demande future et aux normes du RQEP, avec des travaux amorcés en 2010 qui se poursuivront jusqu'en 2027. Les modernisations incluent l'ajout de pompes basse et haute pression, des filtres biologiques à charbon actif, des systèmes de dosage (polymère, microsable, silice activée), l'inter ozonation, de nouvelles cuves d'ozone, la réfection électrique, des groupes électrogènes, le remplacement du chlore gazeux par de l'hypochlorite de sodium, ainsi que l'automatisation des procédés. La capacité projetée pour 2035 est de 168 600 m³/jour.

L'usine de filtration de Pointe-Claire, située en bordure du lac Saint-Louis, dessert l'ouest de l'île et fait l'objet d'un réaménagement majeur depuis 2020 afin de mettre ses installations aux normes de sécurité. Les travaux incluent l'installation de nouveaux équipements de traitement, le démantèlement des anciens, l'aménagement d'un quai de déchargement et de bassins de rétention, ainsi que la modernisation des systèmes électriques et

hydrauliques. L'objectif principal est d'assurer la fiabilité et la qualité de l'eau tout en garantissant une continuité du service sans interruption.

L'usine de filtration de Dorval, construite en 1956 et intégrée à la Ville de Montréal en 2014, alimente environ 20 000 habitants ainsi que les installations aéroportuaires, qui ont accueilli 22,4 millions de passagers en 2024. Sa capacité actuelle est de 68 190 m³/jour, avec une qualité d'eau dépassant les exigences québécoises. Entre 2017 et 2024, deux phases majeures de modernisation ont été réalisées : réfection des filtres, remplacement des équipements électriques et mécaniques, amélioration de la sécurité, ajout de génératrices et passage du chlore gazeux à l'hypochlorite de sodium.

L'usine de filtration de Lachine, située près du canal de Lachine, dessert un secteur limité et s'inscrit dans un contexte patrimonial lié au canal construit en 1825 et à l'ancienne centrale hydroélectrique ayant fonctionné de 1897 à 1948. Des modernisations récentes ont été réalisées dans le cadre du programme de mise à niveau des usines, incluant la mise aux normes, le remplacement des équipements de traitement et l'amélioration de la sécurité.

Les actifs couverts par ce plan de gestion des actifs en eau potable sont les suivants :

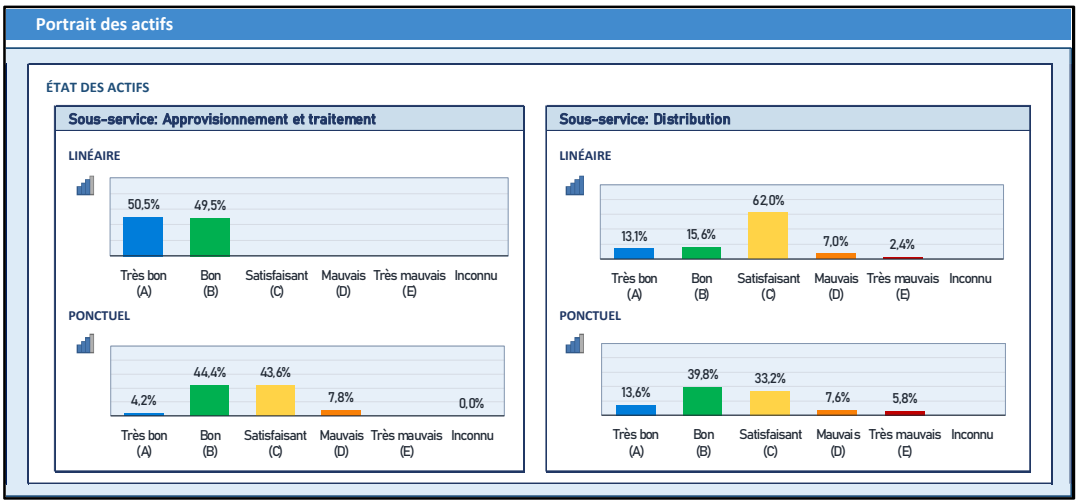
| SOUS-SERVICE | TYPE D'ACTIFS | |
|---|---|---|
| | Linéaire et accessoires | Ponctuel |
| Approvisionnement et traitement | - Canal de l'aqueduc des usines Des Baillets et Atwater : 8 km<br>- Conduite d'amenée : 7,85 km | - 6 Usines – Production moyenne (m3/jour) en 2024 :<br>o Atwater : 445 306<br>o Charles-J.-Des Baillets :703 888<br>o Dorval : 18 950<br>o Lachine : 24 702<br>o Pierrefonds : 63 131<br>o Pointe-Claire : 51 154<br>- 4 Réservoirs majeurs (Mc Tavish, Vincent d'Indy, Châteaufort et Rosemont).<br>- 20 Autres réservoirs et stations de pompage<br>- 6 Prises d'eau |
| Distribution | - Conduites Primaires : 796 Km<br>- Conduites Secondaires : 3 657 Km<br>- Vannes : 31 924<br>- Bornes d'incendies : 23 810<br>- Branchements de service : 338 913<br>- Compteurs : 23 000 | Chambres d'aqueduc (vannes) : 3 290 |

### 2.2.2 État des actifs

L'analyse de l'état des actifs révèle des contrastes marqués entre les catégories. Les infrastructures linéaires de la catégorie « approvisionnement et de traitement » sont globalement en bon ou excellent état, **tandis que 8 % des actifs ponctuels présentent un état mauvais ou très mauvais. On y retrouve par exemple le réservoir McTavish présentement en travaux, le réservoir Vincent d'Indy, les conduites reliant l'Usine Atwater à Interconnexion 1, et plusieurs autres actifs des usines de production d'eau potable.**

Dans la catégorie « **distribution** » les actifs **linéaires** sont globalement en état satisfaisant, en effet un peu moins de 10 % d'entre eux se trouvent en état mauvais ou très mauvais, basé sur le plan d'intervention des réseaux.

Quant aux actifs ponctuels de cette catégorie, limités ici aux chambres de vannes du réseau principal, près de **13 %** sont en mauvais ou très mauvais état, augmentant les enjeux de fiabilité, de sécurité et de continuité de service (difficulté à isoler rapidement des conduites ou secteurs en cas de bris ou d'intervention, obligation d'élargir les secteurs et périmètres de fermeture, et d'impacter plus de citoyens).




## 2.3 Niveau de service

Ce plan comprend les services que la municipalité s'engage à fournir aux citoyens, ainsi que les niveaux s'y rattachant. Cette section amène également une réflexion sur la gestion de ces niveaux de service et sur les coûts engendrés.

Un niveau de service est une mesure du service rendu à la collectivité en tenant compte d'un ou de plusieurs paramètres tels que la sécurité, la satisfaction des clients, la qualité, l'état, la quantité, la capacité, la fiabilité, l'environnement, le coût, l'accessibilité, etc.

### 2.3.1 Les niveaux de services structurants

Le choix des niveaux de services pour mesurer les performances des actifs dans l'atteinte des objectifs de la ville de Montréal se décline en trois (3) catégories : exigence, citoyen ou technique.

- <u>Niveaux de service exigences et mises aux normes</u> :

Parmi les niveaux de service proposés, **cinq exigences et mises aux normes** se démarquent en raison de leur impact direct sur la qualité du service offert ainsi que la planification des coûts liés au service d'eau potable.

- La capacité à mesurer les fuites dans nos réservoirs représente un enjeu important. Elle nous permettrait non seulement d'obtenir un indicateur d'état pour ces actifs, mais aussi d'améliorer la précision du calcul global des fuites. Actuellement, la difficulté à mesurer chaque réserve ou réservoir de manière indépendante, combinée à la présence de vannes non étanches et à l'impossibilité d'isoler certains équipements, complique les interventions et la gestion efficace de ces infrastructures.

- La concentration minimale de chlore libre résiduel en sortie d'usine (≥ 0,3 mg/L ou la concentration de désinfectant résiduel qui permet d'atteindre une efficacité d'élimination de microorganismes pathogènes au moins égale au pourcentage d'élimination prévu par les articles 5, 5.1 ou 6), exigée par l'article 8 du RQEP, est actuellement respectée sans difficulté.

- La transition vers l'hypochlorite de sodium pour remplacer le chlore gazeux, motivée par des considérations de santé, sécurité et sécurité civile, nécessite encore la mise à niveau de trois réservoirs : Réservoir de Pointe –Claire (RPC), Réservoirs de Côte-vertu (RCV) et Réservoir de Des-sources (RDS)).

- Enfin, en matière de sécurité incendie, les exigences de la RBQ imposent la mise aux normes des bâtiments et la modernisation des infrastructures des usines et réservoirs, dont plusieurs d'entre eux sont devenus désuets. Ces interventions doivent également tenir compte des débits incendie requis par le Service incendie municipal (SIM), afin d'assurer que les capacités de réserve et les réseaux d'approvisionnement répondent aux normes actuelles. Cette situation représente un enjeu majeur, tant sur le plan technique que financier, et requiert une planification stratégique pour prioriser les actions et garantir la conformité réglementaire.

- Niveaux de service technique

Afin d'assurer un suivi rigoureux de la performance du service d'eau potable, plusieurs **indicateurs de performance technique** ont été retenus. Ils permettent de suivre l'évolution de la **qualité**, de la **fiabilité** et de l'**efficacité** du service. Ces indicateurs, répartis entre dimensions techniques et citoyennes, permettent de :

- Mieux orienter les efforts d'amélioration continue ;
- Prioriser les investissements ;
- Répondre aux exigences réglementaires et aux attentes sociétales ;
- Constituer une base essentielle pour la planification stratégique et la reddition de comptes.

Sur le plan technique, plusieurs **indicateurs clés** sont suivis :

- **Coût en produits chimiques ou d'électricité par m³ d'eau produit** : en hausse, principalement en raison de l'augmentation des prix. L'objectif est de mitiger ces hausses par l'amélioration des opérations, soit par l'optimisation des dosages et des volumes d'eau rejetés, et par l'optimisation du pompage et de la consommation énergétique liée.

- **Pression résiduel minimale : Le guide de bonnes pratiques d'exploitation des installations de distribution d'eau potable** recommande le maintien d'une pression résiduelle minimale de 20 Psi dans le réseau de distribution. Toutefois, des travaux effectués localement sans respecter les procédures établies peuvent entraîner des pertes de pression et des avis d'ébullition, échappant au contrôle du Service de l'eau en raison de la délégation aux arrondissements. Les bris peuvent aussi causer des pertes de pression.

- **Volume d'eau produit** : En **2024,** la Ville de Montréal a produit un total de **477 millions de m³** d'eau potable, avec une tendance à la baisse. L'objectif est la **réduction de la production d'eau potable par habitant de 20 % sur dix ans**, ce qui reflète les efforts de réduction de la consommation, de réparation des fuites et d'optimisation des réseaux, en lien avec la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (**SME 2025-2034**).

- **Suivi de la pression** : des efforts sont en cours pour améliorer le suivi dans les différentes zones du réseau.

- **Qualité de l'eau produite** : jugée excellente, avec **cinq des six usines** (Pointe-Claire, Atwater, Dorval, Lachine et Pierrefonds) obtenant des étoiles au programme **PEXEP pour le volet traitement en 2024**.

- **Inspection des vannes du réseau secondaire** : taux d'inspection annuelle de **28 % en 2024**, en légère hausse. La cible est de **33 % par année**.

- **Taux de bris et intégrité des conduites :** Le taux de bris du réseau d'eau potable demeure élevé (**13,5 bris/100 km/an**), alors que la performance souhaitée est inférieure à **10 bris/100 km/an**. L'objectif est de réduire ce taux par une stratégie combinant le renouvellement ciblé des conduites, l'amélioration des pratiques d'entretien et la priorisation des interventions sur les tronçons critiques.

- **Inspection et auscultation des conduites C301 :** Les conduites les plus critiques font l'objet d'un programme d'inspection et d'auscultation annuel couvrant **7 à 10 %** du parc, soit environ 10 à 15 km par année. Cette approche vise à anticiper les défaillances et à planifier les travaux de réhabilitation avant qu'elles ne surviennent.

- **Dépistage des fuites :** Cette mesure contribue à réduire les pertes d'eau et à améliorer la performance globale du réseau.

- **Remplacement des entrées de service en plomb** : priorité importante, avec **1 800 remplacements réalisés en 2024** et un objectif de **4 000 par an**.

- **Redondance des actifs critiques** : Bien que la redondance ne soit pas encore mesurée de façon exhaustive, l'objectif visé est une disponibilité de service de 100 %. Des actions sont prévues dans le PDI, comme la reconfiguration du réseau, un centre de contrôle intégré et la modernisation des équipements. Ces interventions, planifiées jusqu'en 2034, ne sont pas toutes prévues dans le PDI. L'approche combine redondance ciblée et mesures de mitigation pour assurer la continuité du service. Par ailleurs, nous complétons actuellement un programme de bouclage de nos conduites principales d'aqueduc, ce qui contribue directement à renforcer la redondance du réseau et à améliorer la résilience de l'approvisionnement en eau.

• Niveaux de service citoyen

En ce qui concerne les **niveaux de service citoyen**, les éléments suivants sont à noter :

- **Disponibilité de l'eau** : Assurée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ce qui reflète une performance stable.

- **Perception du service** : Certains aspects restent à développer, notamment la mesure du **taux de confiance dans la qualité de l'eau**, qui n'est pas encore évalué. Un **sondage est envisagé** pour combler cette lacune.

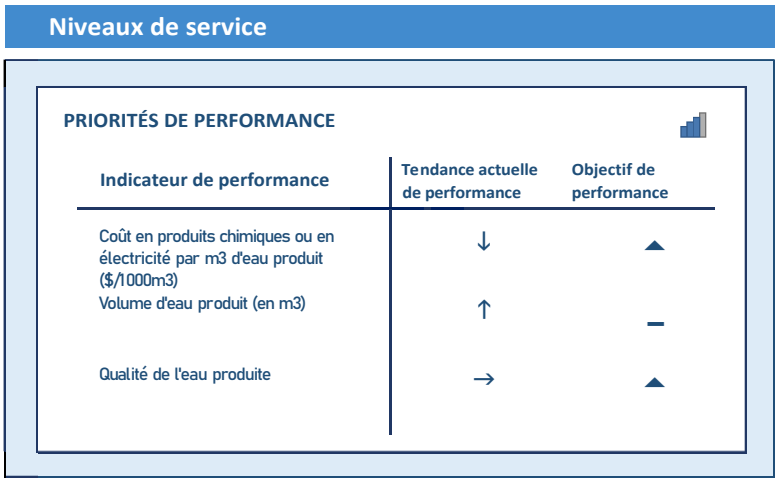
- **Plaintes liées à la qualité de l'eau** : Les données concernant le **goût, l'odeur ou la coloration** de l'eau sont désormais quantifiées via le 311 depuis cette année, ce qui constitue une avancée importante pour le suivi. Toutefois, nous ne disposons pas encore des statistiques pour les villes liées, ce qui limite la vision globale. Il demeure essentiel d'identifier, quantifier et traiter efficacement ces plaintes afin d'assurer le suivi et la résolution des problèmes relatifs aux caractéristiques organoleptiques et visuelles de l'eau potable.

- **Incidents liés à la disponibilité** : en 2024, **1 537 incidents** (manque d'eau ou pression insuffisante) ont été recensés. **Les chiffres actuels (2024) reflètent une année de transition avec la nouvelle catégorisation des activités de l'eau au 311. La performance actuelle et la cible seront établies une fois que nous aurons les chiffres de 2025.** Ce chiffre servira de référence pour améliorer la performance dans les années à venir.

### 2.3.2 Mesure et priorités de performance

La mesure de performance permet de statuer sur la capacité de la municipalité à atteindre les objectifs qu'elle s'est donnés et de procurer une base essentielle pour l'analyse des niveaux de service au sein du PGA.

Le tableau ***Priorités de performance*** du Sommaire Eau potable présente les **priorités de performance** du service d'eau potable en mettant en relation trois éléments clés pour chaque indicateur : la **tendance actuelle**, l'**objectif visé**, et l'**indicateur de performance** lui-même. Il permet de visualiser rapidement les domaines où des efforts sont requis pour améliorer ou maintenir la performance.




1. **Coût en produits chimiques ou en électricité par m³ d'eau produit** : La tendance actuelle est à la **hausse des coûts unitaires**, en raison notamment de l'augmentation des prix de l'énergie et des produits chimiques, combinée à une baisse des volumes d'eau produits. Cela se traduit par une **détérioration de la performance** (même si la flèche est orientée vers le bas, elle indique ici une évolution défavorable). L'objectif est d'**inverser cette tendance** en optimisant les opérations afin de **limiter l'impact des hausses de prix** et de **réduire les coûts unitaires** à moyen terme.

2. **Volume d'eau produit** : La tendance est à la baisse, ce qui constitue un signe positif de gestion responsable. Cette diminution reflète une meilleure maîtrise de la demande et une efficacité accrue dans l'utilisation de l'eau. L'objectif est de maintenir cette performance, car elle démontre que les efforts de réduction des pertes et d'optimisation des réseaux portent leurs fruits. Il ne s'agit donc pas d'une baisse subie, mais d'un résultat souhaité dans une logique de durabilité.

3. **Qualité de l'eau produite** : Cinq des six usines de production d'eau potable de Montréal ont obtenu des étoiles dans le cadre du Programme d'excellence en eau potable (PEXEP), ce qui démontre que nous dépassons les standards de qualité exigés par la réglementation RQEP. Cette reconnaissance est un indicateur fort de maîtrise des processus de traitement et de gestion proactive. L'objectif est maintenant d'atteindre une reconnaissance complète pour l'ensemble des installations, afin de renforcer encore la fiabilité et la conformité du service sur tout le territoire.

### Actions à planifier et coûts associés aux phases du cycle de vie

Sur un horizon de 10 ans, la Ville de Montréal doit planifier des interventions sur des actifs critiques, couvrant toutes les phases du cycle de vie des infrastructures d'eau potable **: acquisition, exploitation, entretien, renouvellement et disposition.** Les besoins financiers totaux sont estimés à **5,66 G$** pour les actifs de l'eau potable, dont **70 % concernent la distribution (3,96 G$)** et **30 % l'approvisionnement et le traitement** (1,70 G$). Les **coûts de renouvellement** dominent largement (**environ 3,01 G$**), ce qui traduit l'ampleur du déficit et des besoins de maintien d'actifs, ainsi que l'urgence de réhabiliter ou de reconstruire des infrastructures vieillissantes. L'exploitation (**18 %**) et l'entretien (**18 %**) représentent ensemble un peu plus qu'un tiers des besoins totaux.

**Priorisation des objectifs**

Face aux contraintes budgétaires, la Ville doit prioriser les interventions selon la criticité des actifs et l'état de dégradation. Les efforts doivent se concentrer sur :

- Le **renouvellement des actifs existants ne rencontrant plus les niveaux de service attendus**, notamment dans la distribution, qui cumule 67 % des déficits de financement en immobilisation et le **rattrapage du déficit de maintien**, qui dépasse 2,7 G$, notamment à travers des cibles de renouvellement rigoureuse (Ex: 70 % des investissements de maintien d'actifs sur les actifs en déficit)
- Les **projets structurants à fort rapport coût-bénéfice**, tels que ceux identifiés dans la Stratégie montréalaise de l'eau (SME), avec un recours accru aux outils de diagnostic, aux technologies intelligentes et à des indicateurs de performance.
- La **gestion des risques liés aux changements climatiques** et aux défaillances d'actifs critiques, qui justifie la priorisation des conduites critiques et des équipements stratégiques.

**Avec les sommes actuellement allouées, la municipalité peut-elle continuer à fournir les mêmes niveaux de service ?**

Le budget planifié (4,5 G$ sur 10 ans) est inférieur aux besoins qui sont estimés à 5,7 G$, générant un écart de financement annuel moyen de 120 M$. Par conséquent, la Ville ne peut pas maintenir les niveaux de service actuels à long terme sans ajustement budgétaire ou révision des objectifs.

Plusieurs conséquences sont à prévoir si l'écart de financement persiste :

- **Détérioration accélérée des infrastructures** : le sous-financement du renouvellement risque d'entraîner des bris plus fréquents, des interruptions de service et une augmentation des coûts d'urgence.
- **Non-atteinte des cibles stratégiques** : objectifs non atteints en matière de santé publique (plomb), de performance du réseau (pertes d'eau, pression) et de gestion des risques.
- **Augmentation du déficit d'entretien** : un entretien insuffisant affectera la durabilité des actifs et entraînera une hausse des coûts futurs.
- **Perte de performance opérationnelle** : la réactivité du réseau pourrait être réduite, particulièrement en contexte de changements climatiques ou de crises majeures.
- **Pression sur les finances publiques** : une dépendance accrue aux subventions et un report des investissements essentiels pourraient affaiblir la planification à long terme.

## 2.4 Gestion des risques et demande à venir

Cette partie du plan de gestion des actifs a pour objectif d'envisager les actions à planifier et les coûts reliés afin de gérer les risques ainsi que de répondre à la demande future.

### 2.4.1 Gestion des risques

Dans le cadre de la gestion municipale, les risques peuvent être variés, avoir différentes provenances ou origines, et provoquer des conséquences multiples. Il est donc important d'identifier et de caractériser les risques pour pouvoir mettre en place des stratégies de réponses et limiter les conséquences négatives sur les citoyens, les actifs et les services.

- <u>Les risques en quelques mots</u>

Les **actifs critiques** sont associés à des risques de **niveau très élevé**, en raison de leur rôle essentiel dans la continuité du service, de leur niveau de dégradation et de l'absence de redondance pour certains équipements. Les **changements climatiques** représentent quant à eux un **risque élevé**, notamment en raison des périodes de longue sécheresse qui peuvent altérer la qualité de l'eau brute. En revanche, les risques liés à la **dotation de personnel**, au **sous-financement et** au **manque d'informations sont** jugés **modérés ou faibles**, bien qu'ils puissent affecter la capacité de gestion à long terme. Le tableau ***Risques à surveiller*** du Sommaire Eau potable illustre les risques à surveiller.

- Risques à surveiller :

| Facteurs de risque | Risque | Cote de risque |
|---|---|---|
| Changement climatique : Intempéries (pluies diluviennes, inondations et vents violents…) | - Températures élevées : période d'étiage à certaines prises d'eau, prolifération d'algues ou de bactéries dans les sources d'eau, affectant la qualité de l'eau brute.<br>- Contamination accrue : ruissellement intense transportant des polluants vers les cours d'eau. | Élevé |
| Actifs critiques | Bris de services | Très élevé |

- La stratégie de réponse face aux risques

La ville de Montréal a établi une stratégie de réponse aux risques en fonction de ses capacités financières, humaines et techniques. Ainsi, le **plan de redondance des usines et des réservoirs d'eau potable**, ainsi que le **plan de bouclage des réseaux principaux d'alimentation**, visent à minimiser **la perte de service associée à une défaillance d'actifs critiques**. En pratique, la redondance réduit la criticité de certains actifs, ce qui améliore la résilience globale du système et assure la continuité de l'approvisionnement en eau potable.

### 2.4.2 Demande à venir

Dans le cadre de la gestion d'actifs et du PGA, le changement est associé à la demande à venir. Ainsi, il s'agit de comprendre quel est l'état actuel d'un élément et d'entamer une réflexion sur l'évolution probable de celui-ci. Les changements peuvent être démographiques, climatiques, règlementaires, économiques, technologiques ou autres. Les déterminer et les documenter permet de mieux comprendre leur importance et les impacts que ceux-ci peuvent avoir sur les services, les actifs et les citoyens.

- La demande à venir au sein de la ville de Montréal en quelques mots

Il est important de noter que la demande en eau potable pourrait **évoluer de manière significative si la consommation résidentielle venait à être facturée**, car cela influencerait directement les comportements des usagers et la planification des besoins.

La demande à venir au sein de la ville de Montréal en quelques mots :

1. **Facteurs démographiques** :
   À court et moyen terme, l'évolution de la population — qu'il s'agisse de croissance, de vieillissement ou de densification urbaine — peut influencer la demande en eau potable, la pression exercée sur les infrastructures existantes ainsi que les besoins en renouvellement. Toutefois, il est important de souligner que la capacité actuelle de production d'eau potable de la Ville est suffisante pour répondre à une demande équivalente au double de la population actuelle. Ainsi, même en cas de croissance rapide, aucun ajustement majeur de la capacité de production ou de distribution ne serait requis à court ou moyen terme, ce qui atténue considérablement l'enjeu démographique dans la planification des services.

2. **Facteurs climatiques** : Déjà identifiés comme un risque élevé, les changements climatiques auront des impacts croissants à tous les horizons. Les vents violents peuvent endommager les lignes électriques alimentant les systèmes de traitement. À moyen et long terme, l'augmentation de la température des cours d'eau pourrait favoriser la prolifération d'algues et de cyanobactéries, complexifiant le traitement de l'eau et augmentant les risques pour la santé publique. Ces phénomènes pourraient exiger des adaptations dans les infrastructures et les pratiques de traitement.
3. **Facteurs liés au cadre légal et réglementaire** : Des modifications aux normes environnementales, de santé publique ou de sécurité sont à prévoir, notamment en lien avec la qualité de l'eau, la gestion des produits chimiques (ex. : retrait du chlore gazeux) ou la sécurité incendie. Ces changements peuvent survenir à court terme, mais leur mise en œuvre complète s'étale souvent sur plusieurs années.

4. **Facteurs économiques** : L'augmentation des coûts des intrants (électricité, produits chimiques) est déjà observée et devrait se poursuivre à moyen et long terme. Cela justifie l'objectif de performance visant à optimiser les opérations pour mitiger ces hausses, tout comme l'utilisation des subventions disponibles liées à la gestion de l'énergie. Le sous-financement, bien que jugé à risque modéré, pourrait devenir plus critique si les pressions économiques s'intensifient.

5. **Facteurs technologiques** : L'intégration de nouvelles technologies (intelligence artificielle, automatisation, traitement avancé…) représente une opportunité d'amélioration de la performance par exemple pour prédire l'usure des équipements, prolonger leur durée de vie et optimiser les investissements. Cela nécessite des investissements et une adaptation du personnel. Ces changements sont plus probables à moyen et long terme, bien qu'une veille technologique soit nécessaire dès maintenant.

- Changements à surveiller :

Dans le cadre de la planification de la gestion de l'eau potable, plusieurs facteurs de changement doivent être surveillés de près. Ces facteurs, qu'ils soient climatiques, économiques ou technologiques, entraîneront des répercussions importantes sur les infrastructures, les coûts et les pratiques de gestion. Le tableau ci-dessous résume les projections, les impacts attendus et le niveau de certitude associé à chacun.

| Catégorie de changement | Facteur de changement | Projection vis-à-vis de la situation actuelle | Répercussion | Certitude |
|---|---|---|---|---|
| Changements climatiques | Intempéries (pluies diluviennes, inondations et vents violents…) | La fréquence et l'intensité des Intempéries augmentent | Risques accrus de perturbation de la production et la distribution (contamination des sources, hausse de la turbidité, pannes électriques, dommages aux infrastructures) | Plutôt certain |
| Économiques | Hausse des coûts de l'énergie et des produits chimiques<br>Hausse des coûts des services techniques, pièces et matériaux<br>Hause des coûts des projets d'investissements | Les coûts continueront d'augmenter | Pression sur les budgets d'exploitation et d'entretien<br>Pression sur les budgets d'investissements | Très certain |
| Technologiques | Automatisation, Intelligence artificielle, traitement avancé et cybersécurité | Adoption progressive de nouvelles technologies | Besoin d'investissements et de formation | Moyennement certain |

- La stratégie de réponse pour la demande à venir

**Changement climatique :**

La Ville de Montréal met en œuvre une **stratégie anticipative** pour réduire les dommages liés aux changements climatiques, **La Ville de Montréal met en œuvre une stratégie anticipative pour réduire les dommages liés aux**

**changements climatiques.** Cette approche repose sur deux grands principes qui orientent les actions à entreprendre.

- **Réduire le gaspillage de l'eau potable**
  - Limiter l'usage de l'eau par de la sensibilisation et de la verbalisation face au gaspillage
  - Réduire les pertes d'eau sur les domaines publics et privés.
- **Assurer l'accès et la sécurité de l'approvisionnement en eau potable**
  - Maintenir la qualité et la quantité d'eau potable jusqu'au robinet.
  - Minimiser les interruptions de service liées aux bris et aux avis de qualité.
  - Entretenir les infrastructures de production, d'entreposage et de distribution d'eau potable

**Changements technologiques :**

L'innovation technologique est essentielle pour renforcer l'efficacité et la résilience des services d'eau à Montréal. L'intégration de systèmes intelligents comme la surveillance en temps réel et l'intelligence artificielle permet :

- Une meilleure gestion des ressources en eau
- Une réduction des pertes dans les réseaux
- Une optimisation des opérations pour garantir une eau de qualité

Cependant, cette transformation numérique soulève des enjeux de **cybersécurité**, nécessitant des protections robustes contre les cyberattaques pour préserver les données et maintenir la confiance du public.

Des **investissements importants** sont requis pour :

- Acquérir des technologies avancées et sécurisées
- Former le personnel
- Moderniser les infrastructures

Les bénéfices attendus incluent :

- Une gestion plus efficace et durable
- Une réduction des coûts grâce à la maintenance prédictive
- Une meilleure capacité de réponse aux urgences
- Un accès facilité aux données pour les citoyens

## 2.5 Gestion du cycle de vie

Cette partie du plan a pour but de pouvoir visualiser les coûts prévisionnels sur 10 ans pour gérer les actifs, et les comparer au budget actuel.

### 2.5.1 Les activités menées par la municipalité

Le cycle de vie des actifs est ponctué de nombreuses activités. Celles-ci sont classées en 5 grandes phases : acquisition, exploitation, entretien, renouvellement, disposition. La municipalité considère ses activités sous deux volets : fonctionnement (exploitation et entretien) et immobilisation (acquisition, renouvellement et disposition).

Le tableau suivant indique les activités les plus communément réalisées pour l'eau potable, selon chaque phase du cycle de vie.

| Regroupement usuel | Phases du cycle de vie | Activités |
|---|---|---|
| Fonctionnement | Exploitation | Inspection/ Surveillance / Mesure et contrôle/ Manipulation / Étude / Autre |
| | Entretien | Nettoyage / Maintenance / Réparation / Autre |
| Immobilisation | Acquisition | Étude et conception /Construction /Installation /Amélioration /Autre |
| | Renouvellement | Réhabilitation / Remplacement / Autre |
| | Disposition | Démolition / Enlèvement / Stockage et recyclage / Autre<br>Gestion des matériaux retirés (stockage temporaire, recyclage lorsque possible, disposition dans les sites d'enfouissement) |

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal joue un rôle central dans la gestion du cycle de l'eau, en assurant des activités qui couvrent plusieurs phases du cycle de vie des infrastructures hydrauliques. Ses principales responsabilités incluent :

- **L'exploitation** : Cela comprend la surveillance, l'inspection, la mesure et le contrôle de la qualité de l'eau potable. Des équipes spécialisées veillent 24 h sur 24 aux opérations des infrastructures et à la qualité de l'eau produite à plus de 2 millions de personnes de l'agglomération.
- **L'entretien** : Le service assure la maintenance préventive et corrective des infrastructures, comme les conduites, les réservoirs et les stations de pompage. Cela inclut aussi le rinçage des conduites d'eau et la réparation des bris.
- **L'immobilisation** : Montréal investit dans la construction, l'amélioration et l'installation de nouvelles infrastructures, comme des systèmes de traitement par ozonation, pour renforcer la qualité de l'eau et répondre aux normes environnementales.
- **Le renouvellement** : Le remplacement et la réhabilitation des conduites vieillissantes sont essentiels pour assurer la durabilité du réseau. La Ville mise sur l'intelligence artificielle pour prédire l'usure des équipements et optimiser les investissements.
- **La disposition** : Bien que moins visible, la démolition ou le retrait d'infrastructures désuètes fait aussi partie des activités, notamment dans le cadre de projets de modernisation.

Ces actions s'inscrivent dans une vision stratégique à long terme, comme le démontre la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034, qui vise à assurer une gestion durable, équitable et résiliente de cette ressource vitale.

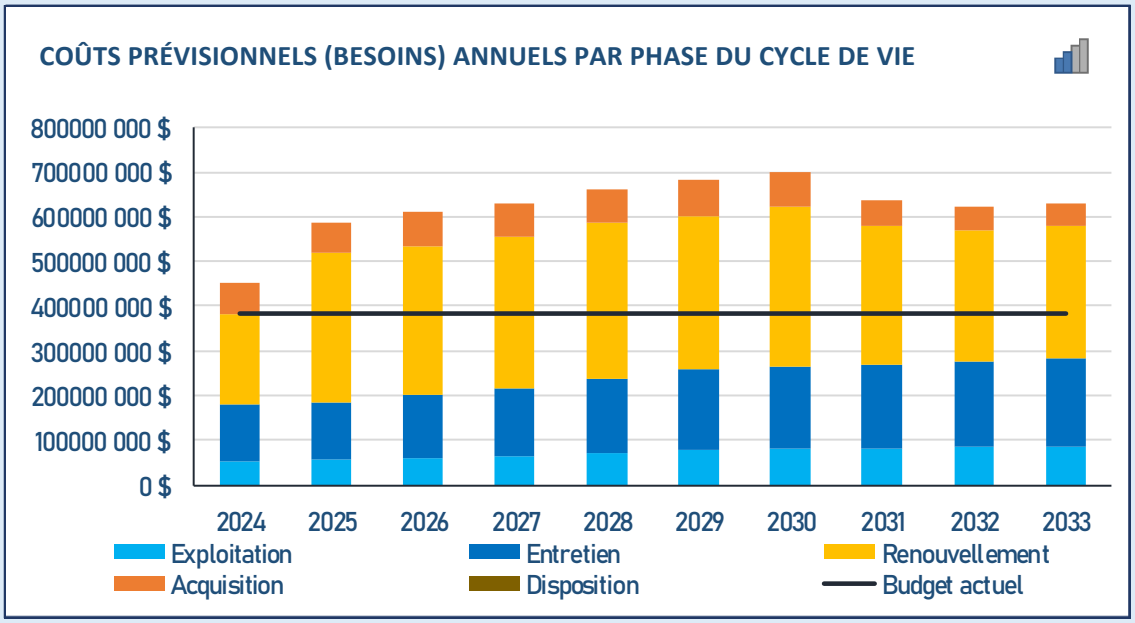
### 2.5.2 Les budgets actuels et coûts prévisionnels

Les coûts prévisionnels, aussi appelés « besoins », représentent les coûts totaux estimés tout au long du cycle de vie des actifs. Ces coûts totaux sont constitués des dépenses liées à l'acquisition, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement, la disposition et tout autre frais attribuable à la vie du ou des actifs. Ils prennent en compte également la gestion des niveaux de service, la demande à venir ainsi que la gestion des risques. Les coûts prévisionnels traduisent ce que la ville souhaite réaliser pour gérer adéquatement ses actifs. Le budget actuel est celui adopté par le conseil municipal, et donc disponible pour les équipes dédiées à ce service.

- Coûts prévisionnels par phase du cycle de vie :

Le graphique ci-dessous illustre les **coûts prévisionnels annuels** liés à la gestion des infrastructures d'eau de la Ville de Montréal entre **2024 et 2033**, répartis selon les phases du cycle de vie : exploitation, entretien, acquisition, disposition et renouvellement. On y observe une **hausse progressive des besoins financiers**, jusqu'en 2031, avec une part importante dédiée au **renouvellement**. Le **budget actuel**, **ligne noire horizontale environ à 384 M$/an,** est inférieur aux besoins projetés (environ **621 M$/an** en moyenne) pour les besoins de l'eau potable, ce qui met en évidence un **écart de financement** à combler pour assurer la pérennité du réseau.

**Planification des coûts sur le cycle de vie**

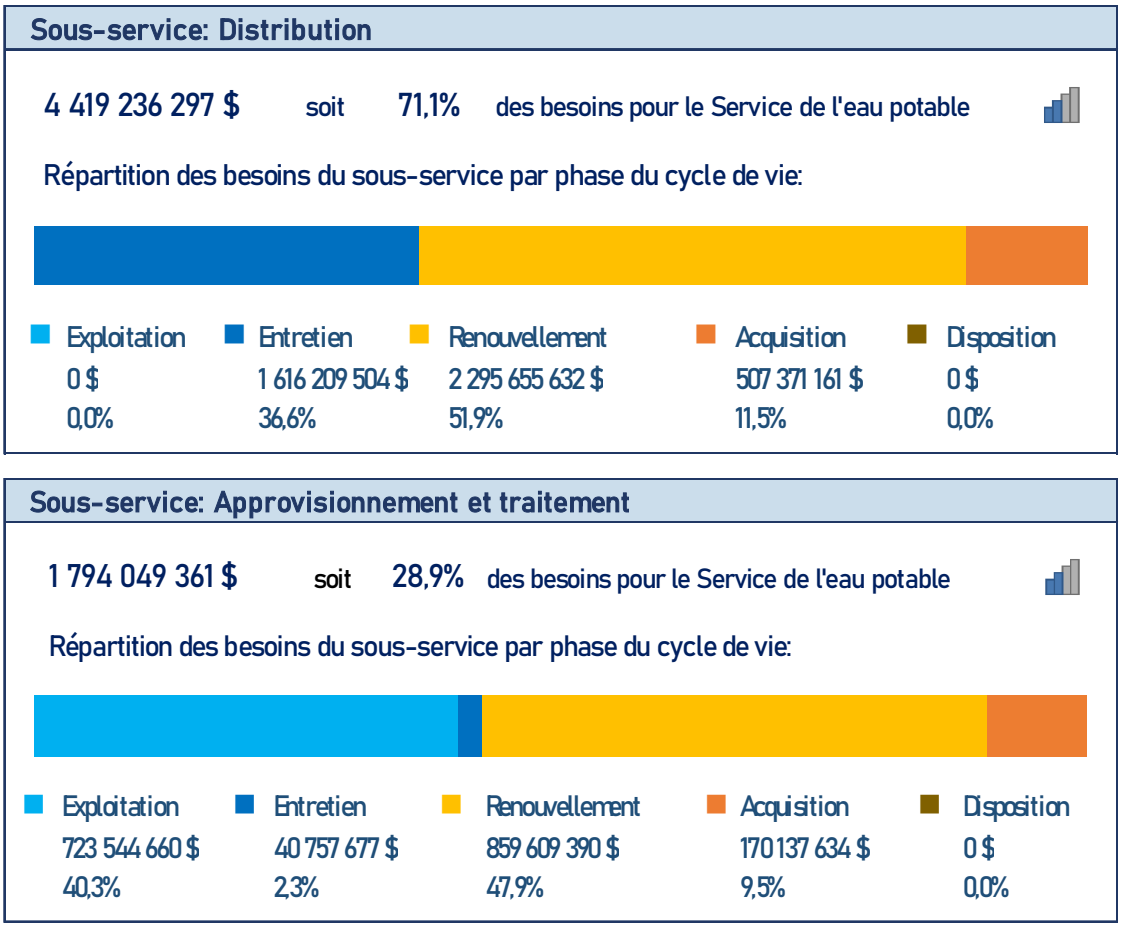



Sur un horizon de 10 ans, les besoins financiers totaux pour le Service de l'eau potable sont estimés à 6.2 milliards de dollars, dont 71 % concernent le sous-service de la distribution (4,42 G$) et 29 % celui de l'approvisionnement et du traitement (1,79 G$).

**Distribution :** L'analyse par phase du cycle de vie montre que les besoins en **renouvellement du réseau** sont largement dominants, représentant **plus de la moitié des besoins**, soit environ **2,29 G$**. Cette situation traduit une forte pression liée au vieillissement des infrastructures. Les autres besoins se répartissent principalement entre **l'entretien (37 %)** et **l'exploitation et l'acquisition (12 %)**. Cette répartition met en évidence la nécessité de concentrer les efforts budgétaires sur le **maintien des actifs existants** afin d'assurer la pérennité du service.

**Approvisionnement et traitement :** L'analyse par phase du cycle de vie révèle que les besoins en **renouvellement** sont également prédominants, représentant **près de la moitié des besoins**, soit environ **860 M$**, suivis par **l'exploitation (724 M$)**. Le reste des besoins concerne **l'entretien (2 %)** et **l'exploitation et l'acquisition (10 %)**.

COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) TOTAUX SUR 10 ANS : RÉPARTITION PAR SOUS-SERVICE ET PAR PHASE DU CYCLE DE




- Écart financier : voir figure ***Écarts annuels moyens : coûts prévisionnels (besoins) vs budget***

L'écart financier correspond à la différence entre le budget actuel et les coûts prévisionnels. Il démontre l'effort financier à fournir pour atteindre les objectifs souhaités par la municipalité.

L'écart financier, soit la différence entre les coûts prévisionnels et le budget actuel, illustre l'effort financier requis pour maintenir les actifs municipaux selon les niveaux de service visés. Sur une période de 10 ans, les besoins totaux sont estimés à **6.21 G$**, soit **621 M$ par année en moyenne**, alors que le budget actuellement prévu est de **384 M$ par année**, ce qui crée un **écart annuel moyen de 237 M$**. L'écart le plus significatif concerne les besoins de **renouvellement**, avec un manque à combler de **150,6 M$ par année**, ce qui pourrait être attribuable au déficit de maintien d'actifs accumulé d'année en année. Des écarts notables touchent également l'**exploitation** (17 M$) et l'**entretien** (39 M$). Ils mettent également en évidence la nécessité de **repenser les choix de gestion d'actifs**, notamment en matière de **priorisation**, de **report d'activités** ou d'ajustement budgétaire, afin d'en limiter les impacts potentiels sur les niveaux de service.

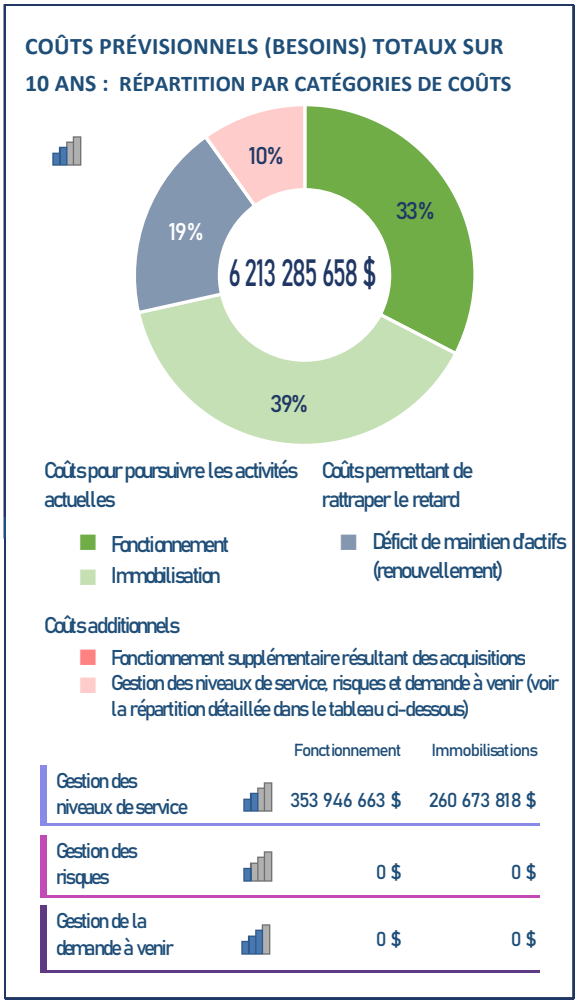
**ÉCARTS ANNUELS MOYENS : COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) VS BUDGET**

| | Besoins annuels moyens | Budget actuel | Écart |
|---|---|---|---|
| EXPLOITATION | 72 354 466 $ | 55 064 954 $ | (17 289 512 $) |
| ENTRETIEN | 165 696 718 $ | 126 655 409 $ | (39 041 309 $) |
| RENOUVELLEMENT | 315 526 502 $ | 164 913 626 $ | (150 612 877 $) |
| ACQUISITION | 67 750 880 $ | 37 609 918 $ | (30 140 962 $) |
| DISPOSITION | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **TOTAL** | 621 328 566 $ | 384 243 907 $ | (237 084 659 $) |

### 2.5.3 Les choix de gestion

- Répartition des coûts prévisionnels par catégories de coûts :

Le graphique ci-contre présente la répartition des **coûts prévisionnels totaux estimés à 6,21 milliards de dollars sur un horizon de 10 ans**, selon les différentes catégories de besoins. Cette répartition permet de distinguer les investissements requis pour **maintenir les services existants**, **rattraper le déficit d'entretien des actifs**, et **répondre aux besoins futurs liés à la croissance, à l'amélioration des niveaux de service ou à la gestion des risques**.




| | Fonctionnement | Immobilisations |
|---|---|---|
| Gestion des niveaux de service | 353 946 663 $ | 260 673 818 $ |
| Gestion des risques | 0 $ | 0 $ |
| Gestion de la demande à venir | 0 $ | 0 $ |

Plus de 70% des besoins identifiés concernent la poursuite des activités actuelles, tant en fonctionnement qu'en immobilisations. Une part importante est également allouée au **renouvellement des actifs**, témoignant d'un besoin accru de rattrapage des investissements différés. Enfin, 10 % des coûts anticipés sont associés à la gestion des niveaux de service, risques et demande à venir (354 M$ en fonctionnement sur 10 ans et 261 M$ en immobilisation sur 10 ans).

La Ville de Montréal estime à 6,21 milliards de $ sur 10 ans, les besoins nécessaires pour assurer la continuité des opérations courantes, résorber les déficits d'investissements sur ses infrastructures d'eau potable, assurer le maintien de ces derniers, et poursuivre leur adaptation dans le contexte des changements réglementaires et normatifs. À titre d'exemple, le remplacement des entrées de service en plomb, l'inspection des réserves et réservoirs d'eau potable, l'inspection et le déploiement de la surveillance en continue sur les conduites les plus critiques, l'inspection et la mise aux normes des chambres de vannes du réseau principal d'eau potable et la poursuite des différents programmes de réhabilitation des conduites, usines et réservoirs d'eau potable feront partie des priorités des 10 prochaines années.

Pour faire face aux contraintes budgétaires, la Stratégie montréalaise de l'eau propose des approches concrètes telles que la **priorisation des interventions selon l'état et la criticité des actifs**, la **mise en place d'indicateurs de performance pour guider les choix**, ainsi que l'**optimisation des opérations par l'augmentation du rendement des réseaux** (ex. détection et réduction des pertes d'eau). La stratégie mise aussi sur une **gestion intégrée des actifs**, combinant outils de diagnostic, données terrain et technologies intelligentes, afin de cibler les interventions ayant le meilleur rapport coût-bénéfice. Ces solutions permettent d'ajuster les actions à la capacité financière tout en limitant les impacts sur le service et la durabilité des infrastructures.

## 2.6 Résumé financier

La partie *Résumé financier* présente les informations clés permettant de mettre en perspective les impacts financiers des choix de gestion d'actifs issus des sections précédentes.

### 2.6.1 Stratégie financière

- Types de financement

Le financement des infrastructures et services liés à l'eau potable à Montréal s'appuie principalement sur la taxe foncière générale et la tarification des commerces et industries, qui intègre les coûts d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des réseaux d'eau. Enfin, des subventions gouvernementales provenant de programmes comme PRIMEAU, TECQ ou FIMR viennent compléter ces sources de financement.

- Hypothèses et justification

**Exploitation :**
Il est supposé que les budgets actuels en exploitation (année de référence 2024) correspondent aux besoins minimaux. Toutefois, pour estimer les besoins minimaux en exploitation des dix prochaines années, le budget actuel est indexé à un taux annuel de 2,4 %. À ces besoins minimaux d'exploitation, s'ajoutent le coût des initiatives de la stratégie montréalaise de l'eau, visant à optimiser l'exploitation des infrastructures d'eau potable.

**Entretien :**
De même, Il est supposé que les budgets actuels en entretien (année de référence 2024) correspondent aux besoins minimaux en entretien. Pour estimer les besoins minimaux en entretien des dix prochaines années, les budgets actuels sont indexés chaque année à un taux de 2,4 %, À ces besoins minimaux, s'ajoutent le coût des initiatives de la stratégie montréalaise de l'eau, visant à bonifier le niveau actuel d'entretien des actifs de l'eau.

**Ajout des initiatives de la Stratégie montréalaise de l'eau (SME) :**
Les coûts additionnels en lien avec les nouvelles initiatives de la SME ont été rajoutés aux coûts de base ou besoins réguliers identifiés pour les activités d'exploitation et d'entretien. L'ensemble de ces coûts a donc permis d'établir les besoins de fonctionnement prévisionnels totaux sur 10 ans, puis le besoin annuel moyen.

**Renouvellement et Acquisition / Disposition**

L'estimation des besoins de renouvellement et d'acquisition d'infrastructures proviennent soit du plan d'intervention des réseaux, soit des chiffres communiqués par les directions opérationnelles dans le cadre de la reddition annuelle de compte sur l'état des infrastructures et des besoins d'investissement. Les coûts additionnels associés aux nouvelles initiatives de la Stratégie montréalaise de l'eau (exemple : l'accélération du remplacement des entrées de service en plomb ou la bonification du programme de réhabilitation des réserves/réservoirs d'eau potable) ont été aussi rajoutés au besoin standard.

### 2.6.2 Portrait financier

Le budget planifié correspond au montant alloué ou disponible chaque année pour une activité reliée à une catégorie d'actifs, un programme, ou un projet spécifique, lorsque ce montant est connu. Il peut également s'agir d'une prévision, ou du dernier budget alloué connu, soit en l'occurrence celui de 2024 par exemple. Les tableaux ci-dessous présentent la ventilation du portrait financier pour les actifs d'approvisionnement et traitement d'une part, puis de distribution d'autre part.

| Actifs d'Approvisionnement et traitement – Eau potable | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Besoins total 10 ans** | **Besoin annuel moyen** | **Budget annuel moyen planifié** | **Ratio de financement planifié (Besoins/Budget planifié)** |
| Exploitation + Entretien | 764,3 M$ | 76,4 M$ | 64,6 M$ | 85% |
| Renouvellement (Maintien et déficit) | 859,6 M$ | 86,0 M$ | 61.9 M$ | 72% |
| Acquisition (nouvelles infra) / Disposition | 170,3 M$ | 17,0 M$ | 8,9 M$ | 52% |
| Total | 1,8 G$ | 179.4 M$ | 135.4 M$ | **75 %** |

| Actifs de Distribution – Eau potable | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Besoins total 10 ans** | **Besoin annuel moyen** | **Budget annuel moyen planifié** | **Ratio de financement planifié (Besoins/Budget planifié)** |
| Exploitation + Entretien | 1, 62 G$ | 162 M$ | 135.3 M$ | 83% |
| Renouvellement (Maintien et déficit) | 2,29 G$ | 229 M$ | 198,1 M$ | 87% |
| Acquisition (nouvelles infra) / Disposition | 0,51 G$ | 51 M$ | 26,1 M$ | 51% |
| Total | 4,42 G$ | 442 M$ | 359,5 M$ | **81 %** |

- <u>Fonctionnement pour les 10 prochaines années : Exploitation + Entretien)</u>
  - Coûts prévisionnels 10 ans (Besoins – Tous les actifs d'Eau potable) : **2,38 milliards $**
  - Budget planifié 10 ans : **2,0 milliards $**
  - Ratio de financement planifié en fonctionnement : : **84 %**

- <u>Immobilisation pour les 10 prochaines années : Renouvellement (Maintien et déficit) + Acquisition</u>
  - Coûts prévisionnels 10 ans (Besoins – Tous les actifs d'Eau potable) : **3,83 milliards $**
  - Budget planifié 10 ans : **2,95 milliards $**
  - Ratio de financement planifié en fonctionnement : : **77 %**

- <u>Besoins complets : Exploitation + Entretien + Renouvellement + Acquisition + Disposition</u>
  - Coûts prévisionnels 10 ans (Besoins – Tous les actifs d'Eau potable) : **6,22 milliards $**
  - Budget planifié 10 ans : **4,95 milliards $**
  - Ratio de financement planifié en fonctionnement : : **80 %**

**Le ratio de financement planifié (80 %)** indique l'écart entre les budgets disponibles et les besoins financiers requis pour assurer un maintien optimal des actifs et des niveaux de services standards.

## 2.7 Amélioration et suivi

La partie *Amélioration et suivi* permet d'établir une meilleure vision de l'état d'avancement actuel et de se fixer des objectifs réalistes pour assurer une progression. De plus, ce processus facilite le suivi et l'amélioration autour d'axes définis permettant de mieux optimiser les ressources et le temps et met en lumière les bonnes pratiques et les perspectives d'amélioration.

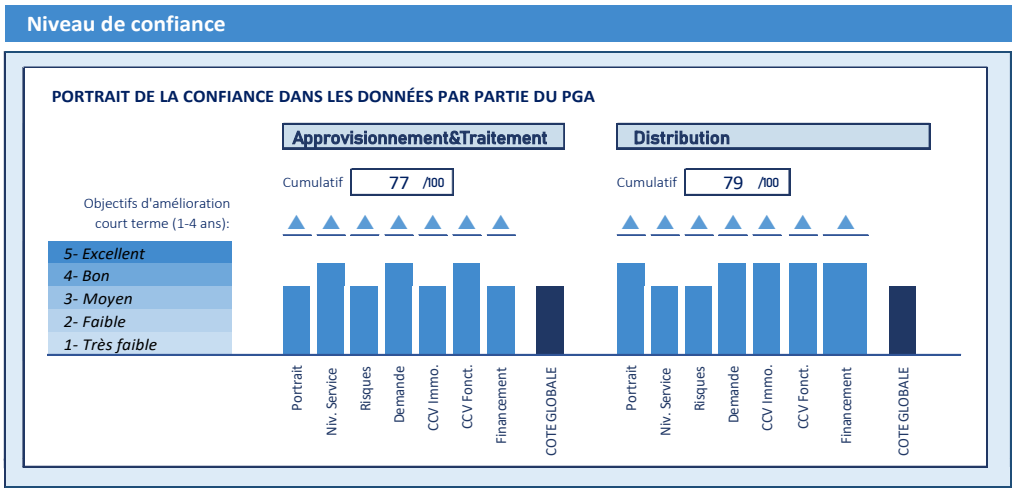
### 2.7.1 Confiance dans les données et progression

- Confiance dans les données :

La confiance dans les données (*Très faible, faible, moyen, bon, excellent*) est établie en prenant en compte la représentativité de la réalité, le caractère documenté (référencé), et la tenue à jour des données.

L'analyse du niveau de confiance dans les données du Plan de gestion des actifs (PGA) pour le service de l'eau potable révèle une cote cumulative de **77 /100** pour la partie **Approvisionnement et Traitement**, et de **79 /100** pour la **Distribution**. Ces résultats traduisent un niveau de confiance globalement **compris entre le moyen et le bon**, avec des écarts selon les catégories évaluées : portrait, niveau de service, risques, demande, coûts du cycle de vie (immobilisation et fonctionnement), et financement.

Dans les deux secteurs, **le financement obtient la cote la plus faible**, indiquant un besoin prioritaire d'amélioration. Des objectifs d'amélioration à court terme (1 à 4 ans) sont identifiés pour l'ensemble des catégories, démontrant une volonté de bonifier la qualité et la fiabilité des données utilisées.




- Progression :

Le graphique ci-dessus présente une évaluation du **niveau de progression des différentes composantes du Plan de gestion des actifs (PGA)** pour le **service de l'eau potable**, en distinguant les sections **Approvisionnement et Traitement** ainsi que **Distribution**.

Les **cotes cumulatives** sont de **77/100** pour l'Approvisionnement et Traitement et de **78/100** pour la Distribution, ce qui indique une progression globalement comprise entre **intermédiaire et avancé**. Bien qu'il s'agisse du **premier PGA de la Ville de Montréal**, ces résultats témoignent d'un **niveau d'avancement supérieur à celui généralement observé dans une première itération**, reflétant des démarches préexistantes en gestion des actifs.

**Points forts**

Les composantes telles que le **portrait des actifs**, le **niveau de service**, les **risques** et la **demande à venir** affichent un **niveau de développement intermédiaire à avancer** dans les deux sections. Ces résultats démontrent que la Ville dispose déjà d'une base de données structurée, ainsi que de processus d'analyse relativement matures, notamment en ce qui concerne la connaissance des infrastructures, l'identification des besoins de service et la gestion des risques.

**Points à améliorer**

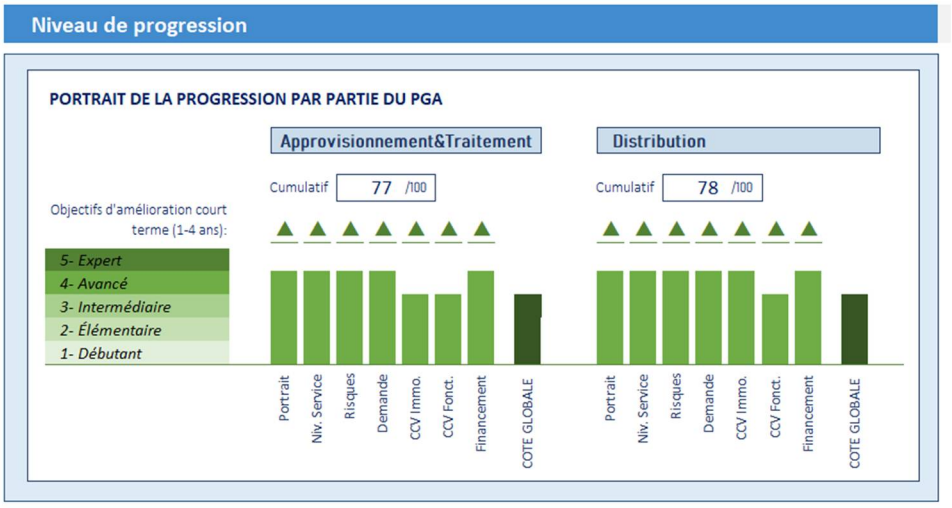
Certaines composantes présentent un niveau de progression plus limité. C'est notamment le cas des **coûts du cycle de vie – fonctionnement** et de la **cote globale**, qui demeurent à des niveaux intermédiaires. Le **financement**, bien que mieux noté que dans l'évaluation de la confiance, constitue également un aspect à renforcer.

**Recommandations**

Afin d'améliorer la maturité de la démarche et de soutenir une prise de décision durable et stratégique, la Ville de Montréal devrait concentrer ses efforts sur les éléments suivants :

- **Renforcement** de la connaissance de **l'inventaire,** de l'estimation de la **valeur de remplacement** et de la qualité des **données d'état** pour les actifs catégorisés niveau 2, avec une attention particulière portée aux **émissaires.**
- L'**intégration complète des coûts de fonctionnement** des actifs et leur modélisation à long terme ;
- L'**amélioration de la structuration financière** du PGA, en lien avec les besoins identifiés et les risques ;
- L'**approfondissement global de la démarche**, afin de faire progresser les différentes composantes vers un **niveau avancé ou expert**.

Une attention soutenue à ces aspects permettra d'**accroître la robustesse des données**, de **mieux soutenir la planification stratégique et budgétaire**, et de **renforcer la capacité de prise de décision à long terme** en matière de gestion des actifs liés au service de l'eau potable.




## 2.7.2 Plan d'amélioration et suivi

Le tableau suivant présente la liste des principales améliorations à implanter et à suivre, découlant de l'analyse de maturité du PGA-Eau de la Ville de Montréal, et sa correspondance avec les initiatives de la Stratégie Montréalaise de L'Eau (SME) 2025-2034. En effet, la grande majorité des besoins d'améliorations découlant de l'analyse du PGA et les initiatives de la SME se recoupe, formant ainsi le plan d'actions et d'améliorations prioritaire des 10 prochaines années pour les actifs de l'eau à Montréal. Il sera révisé à chaque mise à jour du PGA et vraisemblablement au 4 ans, conformément aux exigences du MAMH. Voir ci-dessous la liste des actions du plan d'amélioration et de suivi.

| Plan d'amélioration – ACTIFS LINÉAIRES | | | |
|---|---|---|---|
| Partie du PGA | Action à mener (Selon PGA) | Initiatives SME existantes | Responsable |
| 1 – Portrait des actifs | Renforcer connaissance des inventaires, l'estimation de la valeur de remplacement, la qualité des données d'état pour les actifs de criticité moyenne ou élevé, accélérer l'inspection des réserves, réservoirs et améliorer la mesure des fuites sur ces actifs | **SEAU-20** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs de l'eau potable (maintenance préventive) | DEP |
| | | **SEAU-12** Concevoir et réaliser le programme de détection de fuites dans les réservoirs | DEP |
| | | **SEAU-59** Élaborer et mettre en œuvre le plan de gestion d'actif | DGA |
| 2 – Niveaux de services | Retirer le chlore gazeux de la désinfection - Réservoirs | **SEAU-13** Mettre en place le chantier qualité d'eau potable - Volet usines et réservoirs | DEP |
| | Assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau potable (Sécurité incendie Usines et réservoirs) | **SEAU-58** Mettre en place un plan de réduction des risques de cybersécurité et d'intrusions physiques. | DEP |
| | Mitiger les hausses des coûts en produits chimiques ou en électricité par m3 d'eau produit ($/1000 m3) | **SEAU-35** Mettre en place et optimiser le programme d'efficacité énergétique de la DEP | DEP |
| | Garantir un approvisionnement en eau potable de qualité | **SEAU-54** Réaliser les actions du plan d'actions de protection des sources et le mettre à jour sur la base quinquennale | DEP |
| | Réduire les déficits de maintien d'actifs | **SEAU-01** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage d'eau potable<br>**SEAU-56** Poursuivre et bonifier le programme d'investissement usine de traitement d'eau potable | DEP |
| 3- Demande à venir et risques | Minimiser la hausse des coûts d'exploitation dans la production de l'eau potable | **SEAU-35** Mettre en place et optimiser le programme d'efficacité énergétique de la DEP | DEP |
| | Anticiper et atténuer les impacts croissants des changements climatiques sur les infrastructures et la qualité de l'eau potable, à tous les horizons temporels. | **SEAU-54** Réaliser les actions du plan d'actions de protection des sources et le mettre à jour sur la base quinquennale | |
| 4 – Planification des coûts sur le cycle de vie | Exploitation : accélérer la mise aux normes (retrait du chlore gazeux); maintien d'une production suffisante et optimisée | **SEAU-35** Mettre en place et optimiser le programme d'efficacité énergétique de la DEP | |
| | Entretien : compléter l'établissement de la criticité, les gammes d'entretien, et les inventaires d'actifs | **SEAU-20** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs de l'eau potable (maintenance préventive) | DEP |
| | Renouvellement : mieux analyser et prioriser les projets, augmenter les ratios de projets de maintien, et les taux de réalisation des projets planifiés | **SEAU-01** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage d'eau potable<br>**SEAU-56** Poursuivre et bonifier le programme d'investissement usine de traitement d'eau potable<br>**SEAU-57** Actualiser tous les plans directeurs de modernisation des infrastructures de l'eau potable | DEP |
| | Disposition : mieux évaluer et prévoir les budgets de disposition | **SEAU-53** – Fermeture des usines Lachine et Dorval | DEP |
| 5 – Résumé financier | Améliorer l'évaluation de nos besoins (coûts) | | |
| | Pérenniser le financement de nos services d'eau potable | | |
| 6 - Général | Améliorer notre maturité en Gestion d'Actifs | | |

EAU POTABLE

| Plan d'amélioration – ACTIFS LINÉAIRES | | | |
|---|---|---|---|
| Partie du PGA | Action(s) à mener (Selon PGA) | Initiatives SME existantes | Responsable |
| 1 – Portrait des actifs | Renforcer connaissance de l'inventaire et la qualité données d'état pour actifs de criticité moyenne ou élevé (chambres d'aqueduc, vannes du réseau principal, conduites de grands diamètres traversant des zones densément peuplées ou sensibles, accessoires du réseau secondaire) | **SEAU-49** Poursuivre le déploiement du système de planification global corporatif des activités d'entretien et d'exploitation des réseaux d'eau<br>**SEAU-39** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs des réseaux, stations pompages, bassins, etc.<br>**SEAU-32** Éliminer les purges en continu sur le réseau d'aqueduc | DRE |
| | | **SEAU-59** Élaborer et réaliser le plan de gestion d'actifs | DGA |
| 2 – Niveaux de services | Assurer la disponibilité de l'eau 24h/7j, 365 j/année<br>Diminuer les plaintes et signalements liés à la disponibilité de l'eau | **SEAU-40** Mettre en place un centre de contrôle intégré pour optimiser les opérations des réseaux | DRE |
| | Réduire la concentration de chlore libre résiduel sur le réseau | **SEAU-15** Mettre en place le chantier qualité d'eau potable - Volet Réseaux | DRE |
| | Accroitre la flexibilité du réseau d'eau, et faciliter l'opération et le service même en cas de bris, de fermeture de conduite ou de travaux | **SEAU-41**-Reconfigurer le réseau d'aqueduc pour l'isoler et le délester en cas de force majeur<br>**SEAU-38** Mettre en place un programme de réhabilitation de vannes | DRE |
| | Mesurer le taux de confiance dans la qualité de l'eau | **SEAU-14** Surveiller de façon prospective la qualité de l'eau | DRE/DEP |
| | Quantifier, résoudre et diminuer les plaintes liées au goût, à l'odeur et à la coloration de l'eau | **SEAU-15** Mettre en place le chantier qualité d'eau potable - Volet Réseaux | DRE |
| | Rattrapage du déficit de maintien (Renouveler les actifs existants) - réduire le déficit de maintien d'actifs en dessous de 5% de DMA | **SEAU-61** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation du réseau primaire et secondaire d'aqueduc<br>**SEAU-50** Poursuivre le plan d'action de remplacement des entrées d'eaux en plomb<br>**SEAU-38** Mettre en place un programme de réhabilitation de vannes | DRE DGA |
| | Réduire le taux de bris pour améliorer l'intégrité des conduites | **SEAU-34** Améliorer la localisation des fuites sur le réseau | DRE |
| 3 – Demandes à venir et risques | Gérer les risques liés aux défaillances d'actifs critiques, par le déploiement de la surveillance en continue ou le maintien d'une fréquence d'inspection adéquate des réseaux | **SEAU-59** Élaborer et réaliser le plan de gestion d'actifs<br>**SEAU-39** Réduire le risque de perturbation de l'approvisionnement en eau potable<br>**SEAU-33** Réduire les pertes d'eau potable | DGA /DRE |
| 4 – Planification des coûts sur le cycle de vie | Exploitation : optimiser l'exploitation du réseau d'eau potable, augmenter la fiabilité des actifs critiques et équipements de délestage et de contrôle des écoulements, débits et pression | **SEAU-39** Réduire le risque de perturbation de l'approvisionnement en eau potable<br>**SEAU-40** Mettre en place un centre de contrôle intégré pour optimiser les opérations des réseaux<br>**SEAU-41**-Reconfigurer le réseau d'aqueduc pour l'isoler et le délester en cas de force majeur | |
| | Entretien : augmenter les budgets d'entretien et réaliser plus d'entretien préventif sur nos actifs de criticité 1 et 2 | **SEAU-39** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs des réseaux, stations pompages, bassins, etc.<br>**SEAU-49** Poursuivre le déploiement du système de planification global corporatif des activités d'entretien et d'exploitation des réseaux d'eau | DRE |
| | Renouvellement : augmenter les taux de renouvellement des conduites en déficit en ciblant les bons actifs lors des projets | **SEAU-61** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation du réseau primaire et secondaire d'aqueduc<br>**SEAU-38** Mettre en place un programme de réhabilitation de vannes<br>**SEAU-32** Éliminer les purges en continu sur le réseau d'aqueduc | DRE |
| | Disposition : prévoir budgets de disposition pour réaliser l'abandon des conduites et actifs ponctuels selon les bonnes pratiques | | |

EAU POTABLE

| Plan d'amélioration – ACTIFS LINÉAIRES (Suite) | | | |
|---|---|---|---|
| Partie du PGA | Action(s) à mener (Selon PGA) | Initiatives SME existantes | Responsable |
| 5 – Résumé financier | Améliorer l'évaluation de nos besoins et coûts | **SEAU-39** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs des réseaux, stations pompages, bassins, etc. | DRE |
| | Pérenniser le financement de nos services d'eau potable | **SEAU-48** Bonifier l'offre de formation sur l'entretien et l'exploitation des réseaux d'eau<br>**SEAU-31** Améliorer le bilan de l'usage de l'eau et réduire les usages excessifs par une tarification incitative<br>**SEAU-28** Atteindre un équilibre financier durable et équitable pour financer les besoins de la gestion de l'eau<br>Bonifier et appliquer de façon uniforme le règlement sur la tarification des services techniques facturables à la population | |
| 6 – Général | Améliorer notre maturité en Gestion d'Actifs | | |

| Suivi des Objectifs prioritaires SMART (Distribution) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Objectifs spécifiques (libellé) | Performance actuelle | Performance souhaitée 5 ans | Horizon de temps | Responsable |
| Établir criticité de tous les actifs des réseaux (selon leur importance ou fonction) | Avancé à 50% | Atteindre 100% | | DRE |
| Rattrapage du déficit de renouvellement des réseaux - Renouveler au moins 1% des réseaux par an | 1% | >1% | | DRE |
| Quantifier et réduire les plaintes liées au manque d'eau en réseau | À définir | Réduire de 50% | | DRE |
| Réduire les plaintes liées à la coloration de l'eau potable | À définir | Réduire de 50% | | DRE |
| Résorption des déficits d'entretien sur les chambres et vannes d'aqueduc du réseau principal | CH:15 % | < 10% | | DRE |
| Augmenter le ratio de projets touchant les actifs en déficit dans le PDI | 50% | 70% | | DRE |

EAU POTABLE

| Suivi des Objectifs prioritaires SMART (Traitement) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Objectifs spécifiques (libellé) | Performance actuelle | Performance souhaitée 5 ans | Horizon de temps | Responsable |
| Établir criticité des actifs (selon leur importance ou fonction) | Avancé à 50 % | Atteindre 80 % | | DEP |
| Inventaire à finaliser pour les (nouveaux) actifs (Actif, année d'Installation, durée de vie, caractéristique, etc.) | 50% | 80% | | DEP-DGA |
| Établir coûts et VR des composants majeurs de chaque Usine et Réservoirs d'eau potable | À définir | 100% | | DGA |
| Inspecter les réserves et les réservoirs | À définir | 50% | | DEP-DGA |
| Établir État des composants maj. de chaque Usine et Réservoirs (Captage, Coagulation, décantation, filtration, HP, etc.) | À définir | 100% | | DGA |
| Maintenir la qualité de l'eau produite- PEXEP | 5 usines avec étoiles / 6 | 6 sur 6 | | DEP |
| Réduire déficit des actifs d'usines | 8 % de DMA | 5% | | DEP |
| Retrait du chlore gazeux dans les 3 réservoirs | 3 réservoirs | 0 réservoirs | | DEP |
| Réduire la hausse des coûts d'exploitation | 35% | 10% | | DEP |
| Identifier tous les actifs avec problématique de RAG | À définir | 100% | | DEP-DGA |
| Identifier tous les actifs de criticité 1 et 2 avec risque de cybersécurité | À définir | 100% | | DEP |
| Identifier tous les actifs avec risque de sécurité physique | À définir | 100% | | DEP |
| Augmenter ratio projets de maintien dans PDI | 50% | 70% | | DEP |
| Augmenter taux de réalisation des projets planifiés | 60% | > 80% | | DEP |

# 3 EAUX USÉES

Les sous-services de **traitement** des eaux usées et des eaux pluviales sont abordés **conjointement**, car une grande partie du réseau d'égouts de Montréal est de type combiné. Les usines d'épuration reçoivent ainsi principalement des eaux mixtes (usées et pluviales). **Seuls l'inventaire et le portrait** des actifs de **collecte** sont présentés **séparément**, avec des portraits distincts pour les réseaux d'eaux usées et ceux des eaux pluviales.

## 3.1 Sommaire du service

Le sommaire du PGA pour le service des eaux usées et pluviales présente ci-dessous un survol des faits saillants pour chacune des sous sections : portrait, niveaux de service, analyse et gestion des risques, analyse des activités du cycle de vie, puis le volet financement. Les résultats de l'analyse sont également visibles sous forme de tableau de bord dans les pages suivantes.

**Portrait des actifs :**

La valeur de remplacement des actifs assurant la collecte et le traitement des eaux usées est estimée à **23,25 milliards de dollars**. Elle se répartit dans les proportions suivantes : **72 % pour la collecte, 12% pour l'interception et 16 % pour le traitement.**

Environ **10 % des actifs linéaires de collecte des eaux usées sont en mauvais ou très mauvais état** alors que **près de 30 %** des **actifs ponctuels** situés sur le réseau de collecte des eaux usées (postes de pompage, bassins de rétention) **ne rencontrent plus les niveaux de services** standards attendus et nécessitent des interventions significatives.

Quant aux actifs ponctuels de traitement des eaux usées (stations d'épuration des eaux usées), environ **28 %** des composantes majeures sont en mauvais ou très mauvais état et requièrent des investissements majeurs.

**L'établissement de la criticité des actifs ponctuels des usines d'épuration doit se faire de façon prioritaire dans les prochaines années, afin de permettre une meilleure priorisation des inspections et des interventions sur les actifs de criticité élevé**.

Grace aux contrats d'inspections et aux rapports de l'exploitant et des équipes d'entretien, il sera crucial de **mieux documenter l'état des composantes majeures des différentes usines afin de mieux planifier les bonnes interventions sur les bons actifs, au bon moment**. De plus, **certains champs importants des bases de données Maximo doivent être complétés** (année d'installation, durée de vie, année de dernière intervention majeure, type d'intervention réalisée, spécifications techniques et capacité, valeur de remplacement, etc.) et l'**inspection des actifs dont l'état est moins bien connu** (bassins d'emmagasinement, structures civiles, galeries souterraines, équipements mécaniques des décanteurs, génératrices, panneaux de contrôle, etc…) **devra être une priorité** à court et moyen termes afin d'améliorer la connaissance de l'état du parc d'actifs, de raffiner nos besoins d'investissements, de diminuer les risques de défaillances et de mieux prioriser puis planifier nos interventions.

Finalement **l'implantation d'un système informatisé permettant de suivre l'évolution dynamique de la désuétude des actifs ponctuels d'usine et de réseau** facilitera la mise à jour régulière du portrait d'état, le choix éclairé des actifs à cibler pour les inspections, en minimisant la fréquence et les coûts d'inspections lorsque non nécessaire.

**Niveaux de service :**

Les niveaux de service déjà suivis ou à implanter, ont été définis selon les trois axes suggérés par le guide d'élaboration du PGA, et listés ci-dessous. Pour chacun d'entre eux, des indications de la performance actuelle versus celle souhaitée ont été détaillées à la sous-section 3.3 et seront minutieusement suivis dans les actions d'améliorations pour la prochaine mise à jour du PGA.

- **Exigences / Mise aux normes** :
  - Rejets d'eaux usées
  - Rejets atmosphériques
  - Débordements pour ouvrages de surverse
  - Traitement des eaux usées en temps sec
  - Performance hydraulique du réseau d'égouts

- **Techniques** :
  - Taux de renouvellement des conduites d'égouts
  - Capacité en $m^3$ d'infrastructures vertes de drainage d'ici 10 ans
  - Déficit de maintien des actifs
  - Coûts de traitements - masse de coagulants / masse de matières en suspension retirées
  - Ratio volume d'eaux usées rejetées au cours d'eau/hauteur de pluie tombée par rapport à la moyenne mobile sur 5 ans
  - Fréquence de nettoyage des puisards

- **Citoyens** :
  - Signalements d'odeurs
  - Requêtes liées aux refoulements, débordement et blocages des puisards et regards
  - Signalements de bruit

**Gestion des risques**

La réflexion sur les risques les plus probables menaçant le service des eaux usées a été faite. Les principaux risques significatifs qui se dégagent de cette analyse sont :

- **Les changements climatiques** et plus particulièrement le contrôle des surverses, refoulements et inondations qui risquent d'être de plus en plus difficile à cause des évènements pluvieux extrêmes qui sont de plus en plus fréquents et intenses alors que la plupart de nos conduites de collecte qui sont de type combiné, et plusieurs installations ponctuelles de traitement (stations d'épuration de l'île Notre-Dame, postes de pompage, bassins de rétention) datent d'une autre époque et n'ont pas la capacité nécessaire pour répondre à ces sollicitations.
- **Le sous-financement** des services de collecte et de traitement des eaux usées, qui peut nuire à l'atteinte des objectifs de résorption des déficits de maintien d'actifs et donc augmenter les risques de vieillissement prématuré des actifs et à plus long-terme l'augmentation des bris, défaillances et dysfonctionnements d'actifs critiques avec des impacts néfastes sur les niveaux de services attendus.
- **Les enjeux de dotation** en ressources spécialisées concernent non seulement la difficulté grandissante à recruter des opérateurs et des fiabilistes en équipements électriques, mécaniques ou en contrôle et instrumentation, mais également des postes clés pour l'entretien des réseaux, tels que les **préposés à l'entretien des réseaux d'eau** et les **instrumentistes**. Des mesures de mitigation de ces risques ont été identifiées afin de permettre la mise en place d'un plan d'action.

**Demande à venir**

La réflexion sur la demande future pouvant impacter les services de collecte et de traitement des eaux usées a été réalisée. Il apparait donc que la croissance démographique aura peu d'impact sur ce service étant donné que la station d'épuration fait partie des plus grande au monde et a une capacité de traitement, par temps sec, largement en dessus des besoins des citoyens montréalais.

Toutefois, le fait que les réseaux de collecte soient majoritairement unitaires et collectent aussi les eaux pluviales qui sont donc également envoyées à la station d'épuration, fait en sorte que la capacité de la station d'épuration pourrait être mise à rude épreuve lors des évènements pluvieux extrême. En conséquence le facteur prépondérant de la

demande à venir qui serait à surveiller demeure encore les changements climatiques (évènements pluvieux extrême, pluies intenses ou plus longues, montée des eaux, fonte des neiges trop rapide).

Finalement, l'exigence de mise aux normes par l'ajout d'un traitement biologique associé au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (ROMAEU) apparaît comme étant la principale exigence règlementaire qui pourrait impacter, à court ou moyen termes, les services de traitement des eaux usées.

Dans ce contexte, le **projet d'usine de traitement et de valorisation des boues**, qui vise à moderniser nos installations et à diversifier nos produits de valorisation avec l'ajout d'une filière de biométhanisation, constitue une réponse stratégique. Cette nouvelle filière contribuera non seulement à optimiser la gestion des boues, mais également à **réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à la Ville de Montréal**, renforçant ainsi notre engagement envers la transition énergétique et la lutte contre les changements climatiques.

**Gestion et planification des coûts sur le cycle de vie - Résumé financier :**

Le besoin financier 10 ans des actifs des eaux usées et pluviales se chiffre à 9,01 G$ et se répartit comme suit : 57 % pour la collecte des eaux usées et 43 % pour le traitement.

**Le besoin en investissements (renouvellement et acquisition/ exploitation) correspond à 81 %** du besoin financier global précédemment mentionné, alors que l'entretien (13 %) et l'exploitation (6 %) sont les autres catégories de dépenses.

Le ratio de financement planifié (budget actuel/Besoins) est de **84 % pour les dépenses de fonctionnement et de 45 % pour celles de renouvellement et 52% pour celle d'acquisition/disposition**. Le niveau de confiance dans les indicateurs financiers est jugé bon, puisqu'un exercice d'analyse exhaustive des besoins a été récemment mené dans le cadre de la préparation de la stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034. De façon plus spécifique, le portrait des besoins financiers des 10 prochaines années dans les catégories d'actifs ponctuels et linéaires se détaille comme suit :

- Collecte des eaux usées :
  - Exploitation = 0 %
  - Entretien = 12%
  - Renouvellement et acquisition = 88%
  - Disposition = 0%

- Traitement incluant interception :
  - Exploitation = 13%,
  - Entretien = 14%,
  - Renouvellement et acquisition = 73 %
  - Disposition = 0%

- Collecte des eaux usées + Traitement incluant interception :
  - Ratio de financement planifié (budget planifié/Besoins) **en fonctionnement = 84 %**
  - Ratio de financement planifié (budget planifié/Besoins) **en immobilisations = 48 %**

**Amélioration et suivi**

Plusieurs actions d'améliorations se dégagent de l'analyse de maturité de la gestion des actifs d'eaux usées. Une majorité d'entre elles sont toutefois déjà visées par des initiatives concrètes de la stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034. Ce qui facilitera donc leur mise en œuvre et l'atteinte des améliorations souhaitées. On retrouve donc :

- **Traitement et interception :**

- Compléter la mise à jour des inventaires (dans Maximo), l'établissement de la criticité des équipements et actifs ponctuels, ainsi que les gammes d'entretien préventif et prédictif sur tous les équipements de criticité 1 (élevé) et 2 (moyenne) => **SEAU-46**
- Mettre en place une stratégie d'inspection adapté et réaliser l'inspection des actifs dont la fonction est critique et l'état est moins bien documenté (bassins d'emmagasinement, structures civiles, galeries souterraines, équipements mécaniques, décanteurs, génératrices, panneaux de contrôle, ouvrages de régulation de l'intercepteur) => **SEAU-59**
- Améliorer la connaissance du portrait des actifs, raffiner et mettre à jour l'état, la valeur de remplacement et la durée de vie résiduelle des composantes majeures => **SEAU-59**
- Réduire les déficits de maintien d'actifs via la poursuite et bonification des programmes d'investissement, en allouant au moins 70% des budgets PDI aux actifs en déficit => **SEAU-24**
- Mettre en place des outils d'aide à la décision permettant une meilleure modélisation de la dégradation dynamique des actifs, une meilleure évaluation, priorisation puis planification des besoins d'investissements => **SEAU-59**
- Améliorer la qualité des effluents et divers rejets dans le milieu naturel et donc les niveaux de service attendus + Accélérer la mise aux normes => **SEAU-10** ; **SEAU-25 ; SEAU-26, SEAU-44**
- Optimiser coûts, délais, gestion et taux de réalisation des projets => **SEAU-08; SEAU-43**
- Optimiser la gestion de l'interception des eaux usées => **SEAU-18**

- **Collecte :**
  - Compléter la mise à jour des inventaires et l'établissement de la criticité des stations de pompage, bassins de rétention
  - Mettre en place une stratégie d'inspection et réaliser l'inspection des actifs critiques dont l'inspection est vétuste, désuète ou inexistante (émissaires, collecteurs, postes de pompage, bassins de rétention) => **SEAU-59**
  - Implanter et réaliser le plan d'entretien (réparation, réhabilitation et mise aux normes) des postes de pompage et bassins de rétention => **SEAU-39**
  - Mettre en place une stratégie et accroitre le nettoyage des bassins de rétention, collecteurs et conduites locales de collecte des eaux usées pour minimiser les problématiques fonctionnelles du réseau et les risques de refoulement et d'inondation chez les citoyens => **SEAU-39**
  - Mettre en place des outils d'aide à la décision permettant une meilleure modélisation de la dégradation des actifs (ponctuels, collecteurs et émissaires) une meilleure évaluation, priorisation puis planification des besoins d'investissements => **SEAU-59**
  - Poursuivre les efforts en lien avec la résilience et la mise en œuvre des plans directeurs de drainage => **SEAU-27 ; SEAU-19 ; SEAU-03 ; SEAU-07 ;**
  - Améliorer la qualité du service, prévenir la contamination et protéger les berges en éliminant les raccordements croisés là où détectées => **SEAU-17**
  - Poursuivre les efforts de résorption du déficit sur les conduites et collecteurs => **SEAU-62**

**Commentaires généraux sur le niveau de progression, de confiance ou de maturité en gestion d'actifs :**

Le PGA de Montréal affiche un niveau de progression et de maturité « Avancé » quant à la maitrise des actifs de collecte des eaux usées (73/100). Le niveau de maturité est un peu moins élevé pour les actifs de traitement d'eaux usées (68/100). Les aspects les plus avancés de la gestion de ces actifs sont : la connaissance du portrait des actifs, des activités et besoins des actifs sur leur cycle de vie. Quant au suivi des niveaux de service, à l'analyse et la gestion des risques ainsi que l'évaluation de la demande à venir, ils constituent les zones de vigilance à mieux documenter dans les prochaines années, au même titre que les besoins financiers. Les priorités des prochaines années seront les activités qui permettront la progression vers un niveau de maturité supérieur.

MUNICIPALITÉ : Montréal
RÉGION ADMINISTRATIVE : Montréal (06)
CODE GÉOGRAPHIQUE : 66023

**Plan de gestion des actifs de l'eau (PGA EAU)**

**SERVICE DES EAUX USÉES & PLUVIALES - SOMMAIRE PGA**

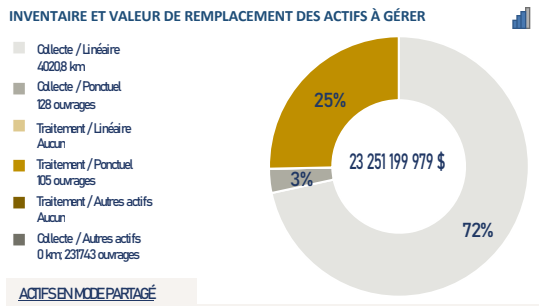
**ANNÉE DU PGA : 2024**
(premier PGA remis par la municipalité)
DATE DE COMPLÉTION DU FORMULAIRE : 2205-12-16

Note: La municipalité a fait le choix d'intégrer sa gestion des infrastructures d'eaux pluviales avec celles des eaux usées. Le terme Eaux usées utilisé dans cet onglet réfère donc à Eaux usées & pluviales.

**Version 1.3** **© CERIU, 2025**

## Portrait des actifs

### INVENTAIRE ET VALEUR DE REMPLACEMENT DES ACTIFS À GÉRER




ACTIFS EN MODE PARTAGÉ

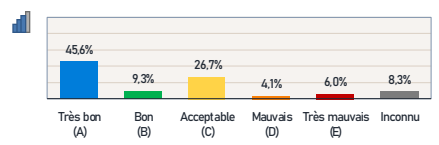
Aucun des actifs inclus ci-dessus n'est en mode partagé

| | Collecte | Traitement |
|---|---|---|
| Linéaire | Sans objet; | Sans objet; |
| Ponctuel | Sans objet; | Sans objet; |
| Autres | Sans objet; | Sans objet; |

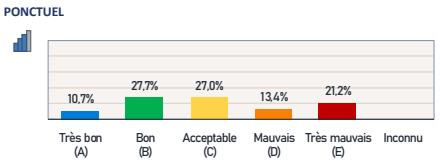
### ÉTAT DES ACTIFS

**Sous-service: Collecte**

LINÉAIRE

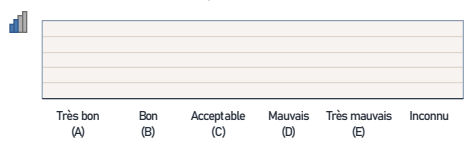



PONCTUEL

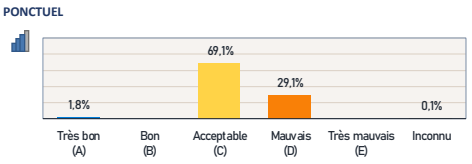



**Sous-service: Traitement**

LINÉAIRE (Aucun actif linéaire pour Traitement)




PONCTUEL




## Niveaux de service

### EXIGENCES ET MISES AUX NORMES À SURVEILLER

| Exigence / Mise aux normes | Actifs concernés |
|---|---|
| 100% de des rejets d'eaux usées sont conformes aux exigences | Stations epurations |
| 100% des rejets atmosphériques sont conformes aux exigences | Stations epurations |
| 100% des normes de débordements sont respectées | Reseaux |

### INDICATEURS DE PERFORMANCE TECHNIQUE ET CITOYEN IDENTIFIÉS

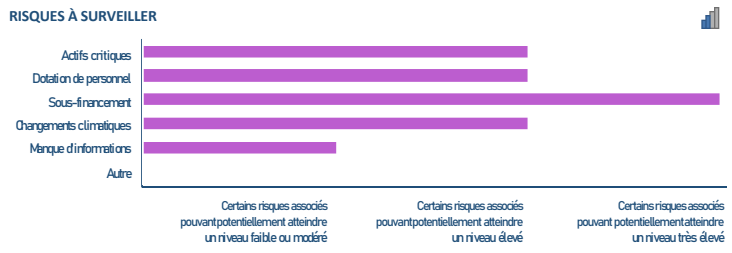
| Critère de niveaux de service | Catégorie technique | Catégorie citoyen |
|---|---|---|
| > FONCTION *(Le service est fonctionnel)* | ✓ | ✓ |
| > QUALITÉ *(Le service est de qualité acceptable)* | | |
| > ÉTAT *(L'état des infrastructures est adéquat)* | ✓ | |
| > CAPACITÉ *(Le service est de capacité adéquate)* | ✓ | |
| > AUTRES | ✓ | ✓ |

### PRIORITÉS DE PERFORMANCE

| Indicateur de performance | Tendance actuelle de performance | Objectif de performance |
|---|---|---|
| Cible annuelle de renouvellement de 1,5% | → | ▲ |
| Signalement odeurs | → | ▼ |
| Nombre de m3 construit en infrastructures vertes drainages d'ici 10 ans (Stratégie montréalaise de l'eau) | → | – |

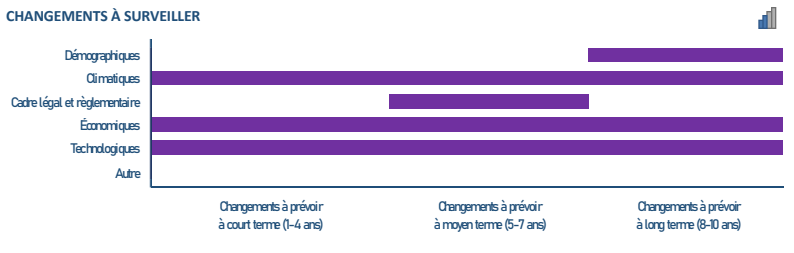
## Risques

### RISQUES À SURVEILLER



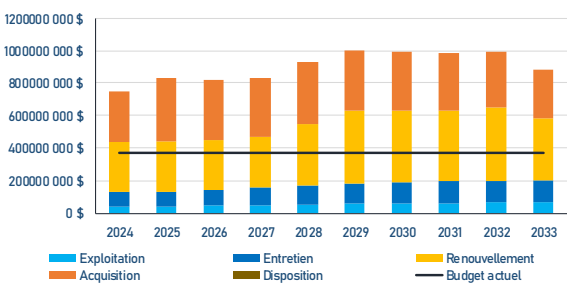

## Demande à venir

### CHANGEMENTS À SURVEILLER




## Planification des coûts sur le cycle de vie

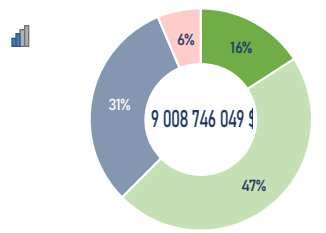
### COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) ANNUELS PAR PHASE DU CYCLE DE VIE




### ÉCARTS ANNUELS MOYENS : COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) VS BUDGET

| | Besoins annuels moyens | Budget actuel | Écart |
|---|---|---|---|
| EXPLOITATION | 53 241 719 $ | 40 519 307 $ | (12 722 412 $) |
| ENTRETIEN | 115 365 968 $ | 87 798 613 $ | (27 567 356 $) |
| RENOUVELLEMENT | 379 171 266 $ | 134 125 966 $ | (245 045 300 $) |
| ACQUISITION | 353 095 651 $ | 108 527 499 $ | (244 568 152 $) |
| DISPOSITION | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **TOTAL** | 900 874 605 $ | 370 971 385 $ | (529 903 220 $) |

### COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) TOTAUX SUR 10 ANS : RÉPARTITION PAR CATÉGORIES DE COÛTS




Coûts additionnels

- Fonctionnement supplémentaire résultant des acquisitions
- Gestion des niveaux de service, risques et demande à venir (voir la répartition détaillée dans le tableau ci-dessous)

| | Fonctionnement | Immobilisations |
|---|---|---|
| Gestion des niveaux de service | 255 061 533 $ | 312 326 182 $ |
| Gestion des risques | 0 $ | 0 $ |
| Gestion de la demande à venir | 0 $ | 0 $ |

### COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) TOTAUX SUR 10 ANS : RÉPARTITION PAR SOUS-SERVICE ET PAR PHASE DU CYCLE DE VIE

**Sous-service: Collecte**

5 087 916 355 $ soit 56,5% des besoins pour le Service des eaux usées

Répartition des besoins du sous-service par phase du cycle de vie:



| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 0 $ | 609 722 323 $ | 2 329 469 018 $ | 2 148 725 014 $ | 0 $ |
| 0,0% | 12,0% | 45,8% | 42,2% | 0,0% |

**Sous-service: Traitement**

3 920 829 694 $ soit 43,5% des besoins pour le Service des eaux usées

Répartition des besoins du sous-service par phase du cycle de vie:

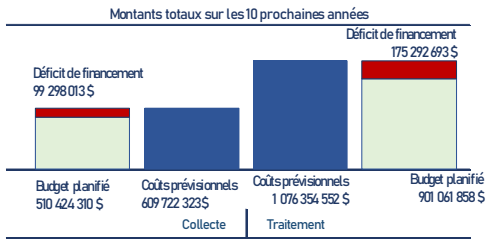


| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 532 417 193 $ | 543 937 359 $ | 1 462 243 646 $ | 1 382 231 497 $ | 0 $ |
| 13,6% | 13,9% | 37,3% | 35,3% | 0,0% |

## Résumé financier

### FONCTIONNEMENT (EXPLOITATION ET ENTRETIEN)

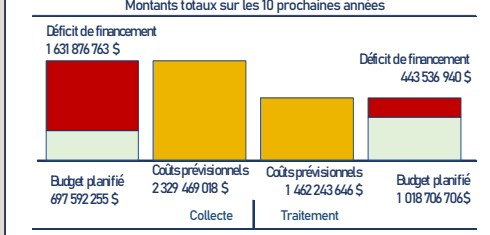
Montants totaux sur les 10 prochaines années




Ratio de financement du fonctionnement 83,7%
Ratio d'autofinancement du fonctionnement 98,9%

### RENOUVELLEMENT (MAINTIEN ET DÉFICIT DU MAINTIEN)

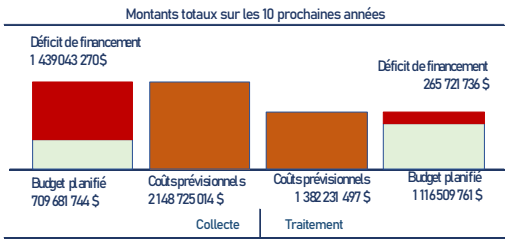
Montants totaux sur les 10 prochaines années




Ratio de financement du renouvellement 45,3%
Ratio d'autofinancement du renouvellement 63,9%

### ACQUISITION ET DISPOSITION (AJOUTS ET AMÉLIORATION/BONIFICATION)

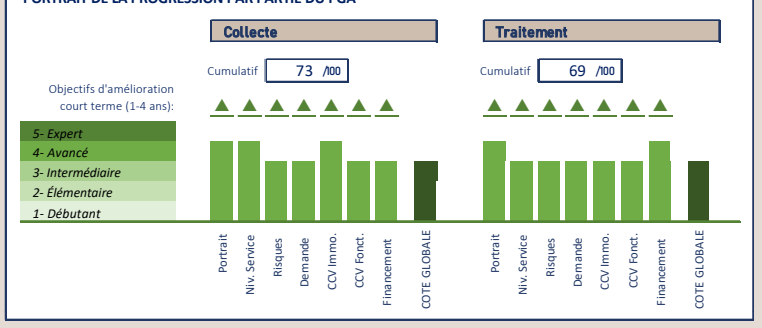
Montants totaux sur les 10 prochaines années




Ratio de financement des acquisitions/dispositions 51,7%
Ratio d'autofinancement des acquisitions/dispositions 70,4%

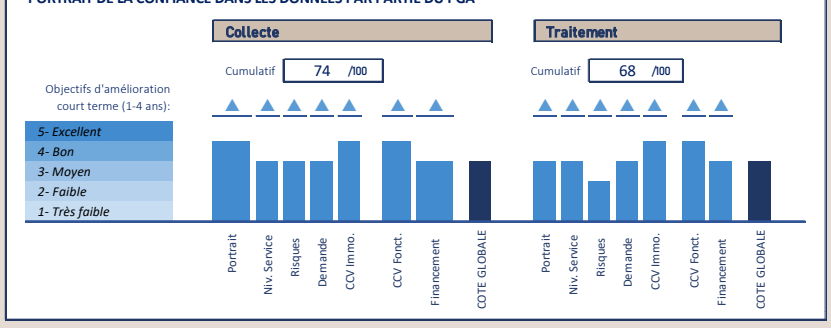
## Niveau de progression

### PORTRAIT DE LA PROGRESSION PAR PARTIE DU PGA




## Niveau de confiance

### PORTRAIT DE LA CONFIANCE DANS LES DONNÉES PAR PARTIE DU PGA

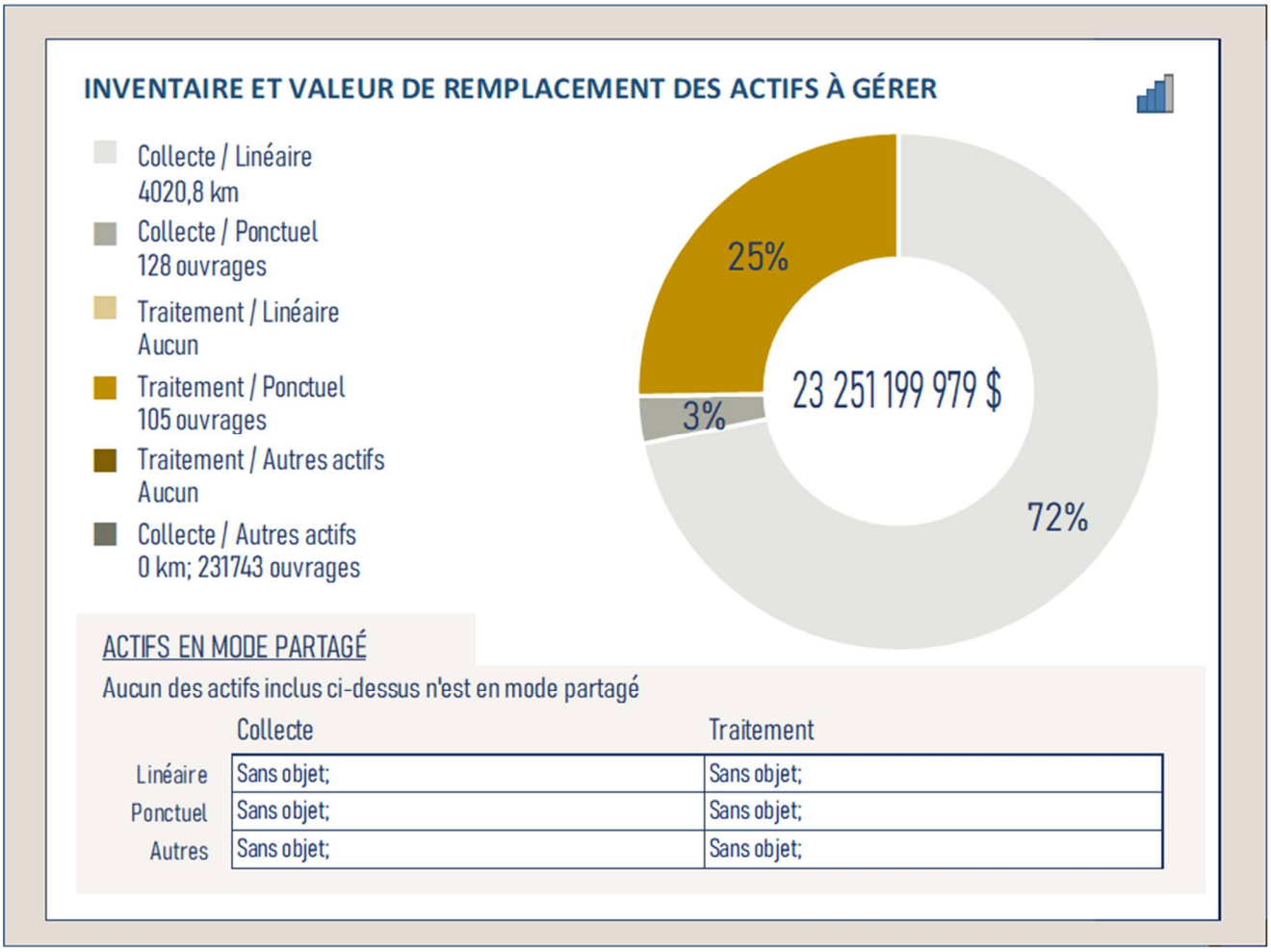


## 3.2 Portrait des actifs

Le portrait des actifs est une synthèse globale des données en possession de la municipalité vis-à-vis de son parc d'actifs, soit un portrait de l'inventaire des actifs, de la valeur de remplacement et de l'état de ceux-ci.

La **valeur de remplacement totale** du parc d'actifs municipaux liés aux eaux usées est estimée à **23,25 milliards de dollars.** La figure **intitulée *Inventaire et valeur de remplacement des actifs à gérer*** dans le Sommaire sur les eaux usées illustre la répartition de ces actifs selon leur type (linéaire, ponctuel, autres) et leur fonction (collecte ou traitement). La **collecte représente la plus grande part de cette valeur**, avec **72 %** pour les **actifs linéaires** et **3 % pour les actifs ponctuels.** Les **ouvrages de traitement** constituent les **25 % restants.** Cette représentation graphique permet de mieux saisir l'ampleur, la diversité et les enjeux liés à la gestion de ces infrastructures essentielles pour assurer un service public fiable et durable.

**Portrait des actifs**




ACTIFS EN MODE PARTAGÉ

Aucun des actifs inclus ci-dessus n'est en mode partagé

| | Collecte | Traitement |
|---|---|---|
| Linéaire | Sans objet; | Sans objet; |
| Ponctuel | Sans objet; | Sans objet; |
| Autres | Sans objet; | Sans objet; |

### 3.2.1 Les actifs de la municipalité

Pour fournir le service en eaux usées et pluviales aux citoyens, différentes infrastructures sont requises. Certaines permettent la collecte tandis que d'autres servent au traitement. Les actifs couverts par ce plan de gestion des actifs en eaux usées et pluviales sont les suivants :

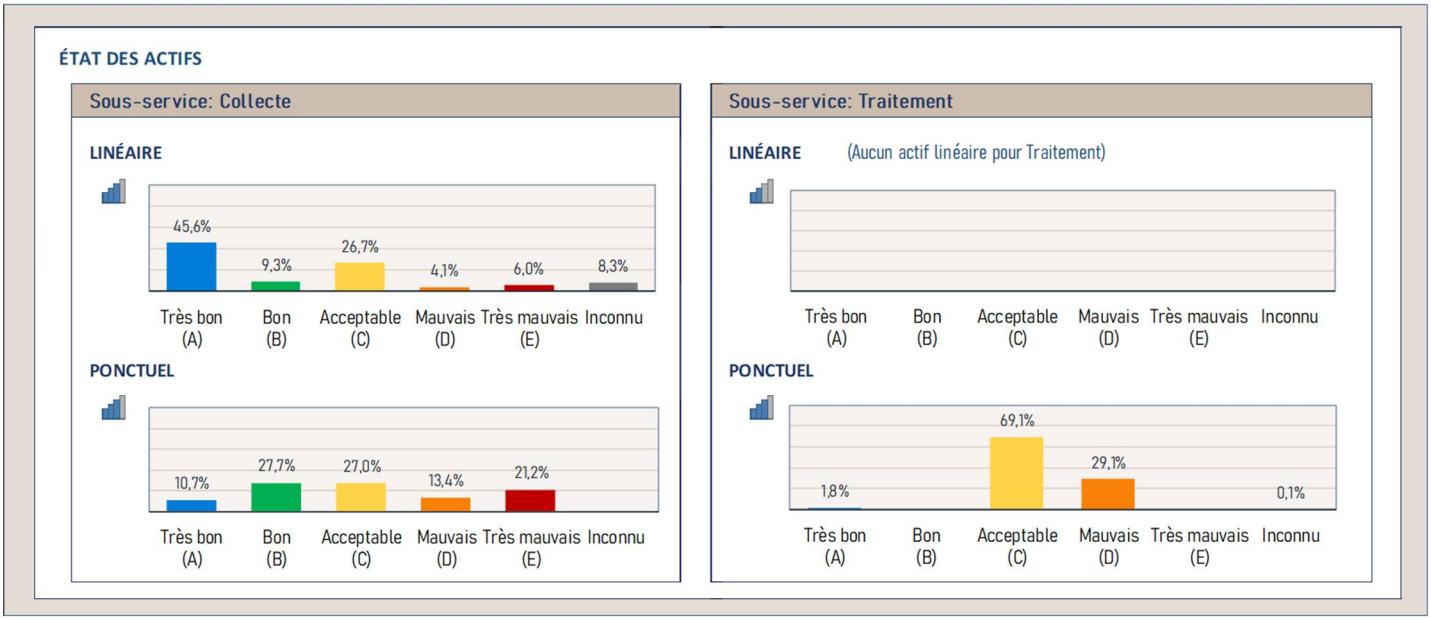
| SOUS-SERVICE | TYPE D'ACTIFS | |
|---|---|---|
| | Linéaire | Ponctuel |
| Collecte | - Conduites primaires d'égout (Sanitaires) : 96,3 Km<br>- Conduites primaires d'égout (Combiné) : 339 Km<br>- Conduites secondaires d'égout (Sans pluviales) : 3 585 Km<br>- Regards : 81 154<br>- Puisards et drains : 150 589 | - Stations de pompage et ouvrages en réseau (Agglo.) : 49<br>- Bassins de rétention (Agglo.) : 19<br>- Stations de pompage (locales) : 100 |
| Traitement* | | - Intercepteurs : 2<br>- Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et station d'épuration de l'île Notre-Dame (étangs aérés): 2<br>- Station de pompage Jean-R.-Marcotte (incluant 17 GMP) : 1<br>- Dégrillage : 8<br>- Dessablage : 14<br>- Décantation : 21<br>- Déshydratation : 13<br>- Incinération : 4<br>- Poste électrique 315 KV : 1<br>- Structures de régulation (DEEU) : 39 |

*Ce service est commun aux eaux usées et pluviales

### 3.2.2 État des actifs

Pour le sous-service ***Collecte***, les actifs linéaires sont majoritairement en bon ou très bon état. En effet, 46 % sont classés « très bon », 9 % « bon » et 27 % « acceptable » soit 82 % en condition acceptable ou mieux. Toutefois, une proportion non négligeable est en mauvais (4 %) ou très mauvais état (6 %), ce qui indique des besoins de réhabilitation ciblés. À cela s'ajoute 8 % d'actifs dont l'état est inconnu, ce qui souligne un enjeu de connaissance des actifs. Pour les actifs ponctuels 65 % ont un état « très bon », « bon » ou « acceptable ».

Pour le sous-service ***Traitement***, 71 % ont un état « très bon », « bon » ou « acceptable ». Il n'y a aucune donnée disponible pour les actifs linéaires, tandis que les actifs ponctuels sont représentés. Cela suggère que l'évaluation de l'état des infrastructures de traitement se concentre principalement sur les équipements ponctuels (stations, usines, station de pompage, structures de régulation, etc…), ce qui est cohérent avec leur nature.




## 3.3 Niveau de service

Ce plan comprend des services que la municipalité s'engage à fournir aux citoyens, ainsi qu'aux niveaux s'y rattachant. Cette section amène également une réflexion sur la gestion de ces niveaux de service et sur les coûts engendrés.

Un niveau de service est une mesure du service rendu à la collectivité en tenant compte d'un ou de plusieurs paramètres tels que la sécurité, la satisfaction des clients, la qualité, l'état, la quantité, la capacité, la fiabilité, l'environnement, le coût, l'accessibilité, etc.

### 3.3.1 Les niveaux de services structurants

Le choix des niveaux de services pour mesurer les performances des actifs dans l'atteinte des objectifs de la ville de Montréal se décline en trois (3) catégories : exigence, citoyen ou technique.

La municipalité a considéré les accessoires ou équipements sur le réseau linéaire, les stations de pompage, les bassins de rétention, les regards, les puisards et stations d'épuration dans sa réflexion.

Les ponceaux ainsi que les noues, jardins de pluie et fossés engazonnés n'ont pas été considérés dans la réflexion.

- <u>Niveaux de service exigences et mises aux normes :</u>
  Dans le cadre de la gestion des eaux usées, les municipalités doivent se conformer à diverses exigences réglementaires et mises aux normes qui influencent directement la planification budgétaire et les investissements à moyen et long terme. Ces exigences, émanant de sources telles que le ROMAEU, la Communauté Métropolitaine de Montréal et le MELCC, visent à assurer la qualité du traitement des eaux, la performance des réseaux de collecte, ainsi que la protection de l'environnement et de la santé publique. Voici un résumé des principales exigences identifiées et de leurs implications.

  - **Règlement sur les Ouvrages Municipaux d'Assainissement des Eaux Usées (ROMAEU) - Traitement :**
    Les stations J.R.-Marcotte et Île Notre-Dame doivent respecter des paramètres normés et différents.

    - Station J.R.-Marcotte : normes pour les matières en suspension (MES), le phosphore et la toxicité.
    - Station Île Notre-Dame : normes pour la demande biochimique en oxygène (DBO5c), les matières en suspension (MES), les coliformes fécaux et la toxicité.

Ces exigences nécessitent des investissements pour maintenir ou améliorer les performances de traitement, ce qui a un impact direct sur les coûts.

**Exigences / Mise aux normes** : 100% des rejets d'eaux usées sont conformes aux exigences

**Enjeux rencontrés :** Station JR Marcotte: MES (20 mg/L), Phosphore (0,5 mg/L). Station ile Notre-Dame : MES (25 mg/L), DBO5c (25 mg/L) et coliformes fécaux en été (40 000 ufc/100 mL)

- **Règlement 90 (2011-10) de la Communauté Métropolitaine de Montréal – Traitement :**
  Ce règlement impose des normes strictes sur une large gamme de paramètres ainsi que sur la disponibilité des équipements de suivi. Cela entraîne des coûts pour la mise à niveau des systèmes de surveillance et pour assurer une conformité continue.

  **Exigences / Mise aux normes :** La station JRM respecte les obligations et les normes d'émission du Règlement sur les rejets à l'atmosphère (2001-10) pour les émissions provenant de notre installation d'incinération de boues municipales

  **Enjeux rencontrés :** Plusieurs normes et exigences en termes de concentration d'une longue liste de paramètres et de temps de disponibilité des équipements de suivi

- **Règlement sur les Ouvrages Municipaux d'Assainissement des Eaux Usées (ROMAEU) – Collecte :**
  - Des normes s'appliquent aux ouvrages de surverse, notamment dans le cadre de l'attestation d'assainissement municipal. Ces exigences peuvent nécessiter des travaux d'infrastructure pour éviter les débordements ou en améliorer le suivi, ce qui engendre des coûts supplémentaires.

    **Exigences / Mise aux normes :** Maintenir 100% de conformité aux normes de rejets et exigences environnementales (qualité des effluents)

    **Enjeux rencontrés :** Respect des normes pour les ouvrages de surverse des réseaux dans l'attestation d'assainissement municipal

  - Il est exigé qu'aucun débordement d'eaux usées ne survienne en temps sec, sauf en cas de bris ou d'événements imprévisibles. Cela demande une surveillance accrue et des interventions rapides, augmentant les besoins en ressources humaines et matérielles. Toutes interventions planifiées occasionnant des débordements doivent être déclarés en amont des travaux.

    **Exigences / Mise aux normes :** En temps sec, 100% des eaux usées sont traitées

    **Enjeux rencontrés :** Aucun débordement d'eau usées n'a lieu en temps sec, sauf lorsqu'ils sont causés par des situations imprévisibles (ex. bris). Un enjeu supplémentaire est que nos points de surverse ne sont pas instrumentés à 100 %, ce qui entraîne une documentation incomplète et limite la capacité de suivi et d'intervention.

- **Norme 3660-004 Manuel de conception des réseaux d'égout municipaux :**
  Le réseau d'égouts doit avoir une performance hydraulique suffisante pour éviter les refoulements ou inondations. Cela peut nécessiter des travaux de réhabilitation ou d'agrandissement du réseau, avec des implications financières importantes.

  **Exigences / Mise aux normes :** En temps sec, 100% des eaux usées sont traitées

- <u>Niveaux de service technique :</u>

Les niveaux de service techniques concernent la performance des infrastructures, la gestion des actifs, l'efficacité des opérations et la résilience environnementale. Ils sont essentiels pour assurer la continuité des services publics, optimiser les ressources et répondre aux exigences réglementaires. La ville de Montréal a identifié plusieurs indicateurs techniques :

1. **Cible annuelle de renouvellement de 1,5 % pour les réseaux de collecte d'eaux usées**
    - **Critère** : État
    - **Tendance** : Stabilité
    - **Performance actuelle** : 1,3 % (56 km)
    - **Souhaitée** : 1,5 %
    - **Objectif** : Augmenter la performance

2. **Nombre de m³ construits en infrastructures vertes**
    - **Critère** : Capacité
    - **Tendance** : Stabilité
    - **Performance actuelle** : 99 700 m³ (2015–2024)
    - **Souhaitée** : 100 000 m³
    - **Objectif** : augmenter la capacité de drainage via 100 000 m3 de capacité souterraine supplémentaire (en sus de la gestion en surface développée sur la période)

3. **Réduction du déficit de maintien des actifs des usines d'épuration des eaux usées**
    - **Critère** : Autre
    - **Tendance** : Stationnaire
    - **Performance actuelle** : 0,65 % investi annuellement
    - **Souhaitée** : investir 1,08 % de la valeur de remplacement des actifs chaque année
    - **Objectif** : Augmenter la performance

4. **Optimisation des coûts – masse de coagulants / masse de phosphore retiré (**en cas de maintien des performances actuel de traitement des usines)

    - **Critère** : Autre
    - **Tendance** : Stabilité
    - **Performance actuelle** : 44,0 kg de coagulant/kg de phosphore
    - **Souhaitée** : 43,5 kg de coagulant/kg de phosphore
    - **Objectif** : Réduire la quantité de coagulants utilisés pour réduire les coûts d'exploitation

5. **Réduction du ratio eaux usées rejetées / pluie tombée**

    - **Critère** : Capacité
    - **Tendance** : Stabilité
    - **Performance actuelle** : 10 423 m³/mm
    - **Souhaitée** : 9 172 m³/mm
    - **Objectif** : Réduire les rejets de contaminants

6. **Fréquence de nettoyage des puisards**

    - **Critère** : Fonction
    - **Tendance** : Détérioration
    - **Performance actuelle** : 0,21 (2023 : 18 %)
    - **Souhaitée** : 33 % par an
    - **Remarque** : Données incomplètes sur la localisation des puisards nettoyés

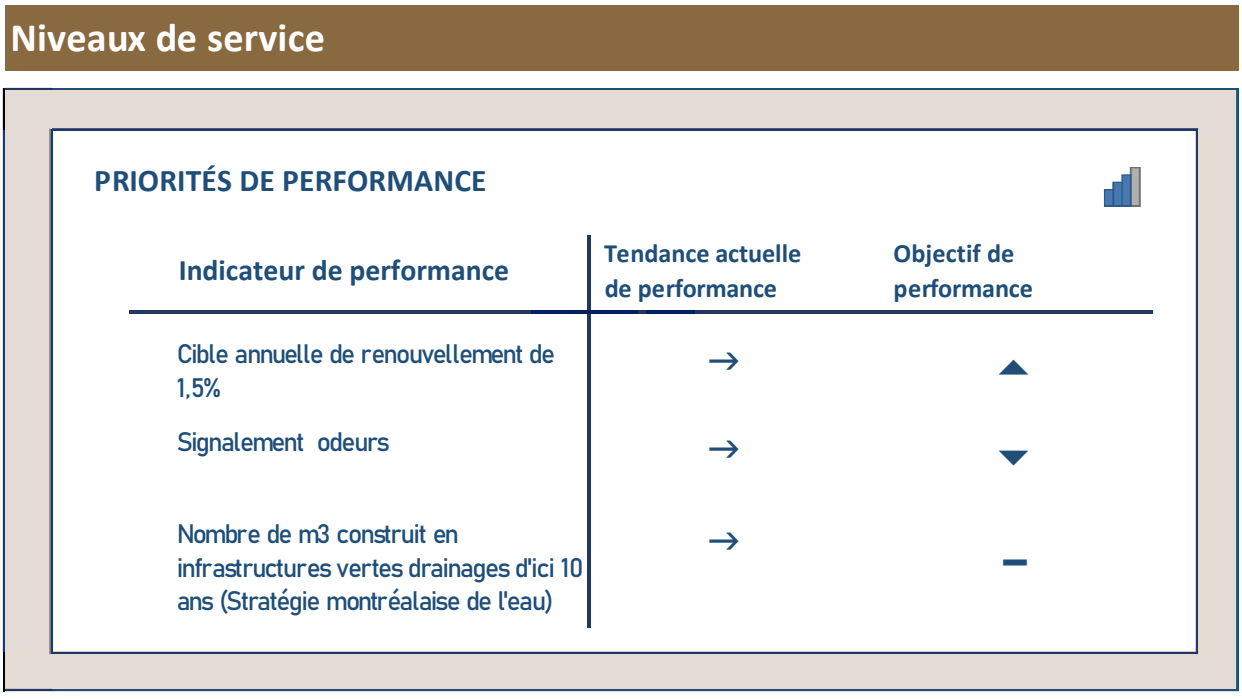
- <u>Niveaux de service citoyen :</u>

Les niveaux de service citoyens mesurent la qualité perçue des services municipaux par les résidents. Ils sont liés à la gestion des plaintes, des nuisances et des incidents affectant directement le quotidien des citoyens. Ces indicateurs permettent d'ajuster les interventions pour améliorer la satisfaction et la qualité de vie.

1. **Signalement d'odeurs à proximité de l'usine d'épuration J.-R. Marcotte :**
    - **Critère** : Autre
    - **Tendance** : Stabilité
    - **Performance actuelle** : 1 à 40 signalements/an (2007–2024)
    - **Souhaitée** : 5
    - **Objectif** : Diminuer la fréquence des plaintes
    - **Remarque** : Suivi via un comité d'observateurs composé de citoyens habitants à proximité de la station d'épuration J.-R. Marcotte ou l'arrondissement de RDP-PAT (via les plaintes au 311).
2. **Requêtes liées aux refoulements, débordements et blocages :**
    - **Critère** : Fonction
    - **Tendance** : Inconnue
    - **Performance actuelle** : 3 645 requêtes/an
    - **Objectif** : Aucun défini pour le moment
3. **Signalement de bruit :**
    - **Critère** : Autre
    - **Tendance** : Inconnue
    - **Performance actuelle** : 0 à 16 signalements/an (depuis 2021)
    - **Souhaitée** : 5
    - **Objectif** : Maintenir la performance

### 3.3.2 Mesure et priorités de performance

La mesure de performance permet de statuer sur la capacité de la municipalité à atteindre les objectifs qu'elle s'est donnés et de procurer une base essentielle pour l'analyse des niveaux de service au sein du PGA.




Le tableau ***Priorités de performance*** du Sommaire Eaux usées (y compris les eaux pluviales) présente les **priorités de performance** du service Eaux usées en mettant en relation trois éléments clés pour chaque indicateur :

1. **Cible annuelle de renouvellement de 2 % :**
    - **Tendance actuelle :** Stable (flèche horizontale).

- **Objectif :** Augmenter (triangle vers le haut).

- **Interprétation :** La ville de Montréal vise à accroître le taux de renouvellement des infrastructures pour assurer leur durabilité et prévenir la dégradation.

2. **Signalement des odeurs :**
   - **Tendance actuelle :** Stable.
   - **Objectif :** Diminuer (triangle vers le bas).
   - **Interprétation :** L'objectif est de réduire les plaintes liées aux odeurs, ce qui reflète une volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens.
3. **Nombre de m³ construits en infrastructures vertes de drainage sur 10 ans :**
   - **Tendance actuelle :** avec une performance cumulée de **99 700 m³ entre 2015 et 2024**.
   - **Objectif :** Maintenir la performance avec un rythme cible de **100 000 m³ construits par année.**
   - **Interprétation :** La ville de Montréal souhaite poursuivre ses efforts en matière de gestion durable des eaux pluviales à travers des aménagements verts, sans nécessairement augmenter le rythme actuel.

**Actions à planifier et coûts associés aux phases du cycle de vie**

La gestion des actifs liés aux eaux usées et pluviales repose sur des actions réparties selon les phases classiques du cycle de vie : exploitation, entretien, renouvellement, acquisition et disposition. À Montréal, ces actions couvrent notamment l'inspection des conduites, l'entretien régulier des égouts et des équipements électromécaniques, la réhabilitation des infrastructures existantes, ainsi que la construction de nouveaux ouvrages tels que des bassins de rétention ou des pompes à trop-plein. Les coûts prévisionnels sur 10 ans pour l'ensemble du service sont estimés à 5,42 G$, avec une forte proportion consacrée à l'acquisition et au renouvellement. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas d'attribuer des montants précis à chaque activité spécifique, comme le nettoyage des égouts ou la maintenance des pompes. L'ensemble des actions planifiées vise à assurer la performance continue du réseau, tout en répondant aux enjeux climatiques et réglementaires.

**Priorisation des objectifs**

Face à l'ampleur des besoins financiers et à la pression croissante sur les infrastructures, la Ville de Montréal doit établir des priorités claires. L'acquisition de nouvelles infrastructures de traitement et de rétention constitue une priorité majeure, en raison de son poids dans les projections budgétaires et de son rôle dans l'adaptation aux changements climatiques. L'entretien du réseau, en particulier du sous-service de collecte, doit aussi être renforcé afin de prévenir les défaillances fonctionnelles. Le renouvellement des actifs, relativement bien couvert, doit être maintenu pour éviter l'accumulation de déficit de maintien. Par ailleurs, l'amélioration des données sur la demande future, les risques et le financement — surtout dans le volet traitement — est nécessaire pour éclairer les décisions. Enfin, la priorisation des interventions selon la criticité des actifs et l'optimisation des ressources par des approches préventives doivent guider la gestion à venir.

**Capacité de maintenir les niveaux de service avec le budget actuel**

L'analyse des budgets prévisionnels montre que la Ville de Montréal ne dispose actuellement pas des ressources suffisantes pour maintenir les niveaux de service visés en matière d'eaux usées et pluviales. Un déficit de financement important est observé, particulièrement en entretien, en exploitation et en acquisition d'infrastructures, avec des ratios de financement respectifs très faibles. Bien que le renouvellement des actifs bénéficie d'un meilleur appui financier, cela ne compense pas les manques dans les autres phases du cycle de vie.

Cette situation compromet la capacité de la Ville de Montréal à préserver la qualité, la fiabilité et la résilience du service, en particulier dans un contexte d'intensification des événements climatiques. À cet égard, plusieurs projets critiques dont la non-réalisation mettrait en péril la continuité et la performance du service doivent être priorisés. Il s'agit notamment de :

- La mise à niveau de toutes les technologies opérationnelles servant au contrôle des procédés de traitement, qui mettent à risque le niveau de service ;

- La réhabilitation des bassins d'emmagasinement arrivés en fin de vie utile ;
- Le remplacement des incinérateurs par une unité de traitement et de valorisation des boues ;
- La mise à niveau des variateurs de vitesse des groupes motopompes de la station de pompage JRM ;
- La mise aux normes des salles d'équipement informatique et d'automatisation.

Une révision des stratégies de financement et des priorités d'investissement est donc nécessaire pour assurer la viabilité du service à long terme.

**Conséquences envisagées du sous-financement**

Le sous-financement observé pourrait entraîner plusieurs conséquences significatives pour le service des eaux usées et pluviales. L'une des conséquences est l'utilisation en sous-capacité des bassins de rétentions, dû au manque de nettoyage et au manque global d'entretien préventif des actifs. En effet, la plupart des interventions correctives se font à un niveau dégradation avancée des actifs, et en mode urgence, entraînant des coûts de maintien élevé et des arrêts de service non planifiés. De plus., les différents resserrements budgétaires dans un contexte d'approvisionnement en hausse de prix (électricité et produits chimiques nécessaire au traitement) amplifient d'année en année l'écart entre les besoins d'intervention et les budgets disponibles.

Parmi les risques identifiés figurent une augmentation des débordements et refoulements d'égouts, une dégradation accélérée des actifs, ainsi que des retards dans la modernisation des infrastructures critiques. Par exemple, la diminution de la capacité de l'usine J-R Marcotte, causée par le non-remplacement des variateurs de vitesse des groupes motopompe, illustre bien les conséquences de l'obsolescence des équipements. De même, le dépassement de capacité de l'étang aéré de l'IND freine le développement du secteur concerné, mettant en évidence les limites actuelles du réseau. L'incapacité à mettre en œuvre les projets d'acquisition limite également la résilience du réseau face aux précipitations extrêmes et à la croissance urbaine. De plus, les lacunes dans la qualité des données sur la demande, les risques et le financement nuisent à la planification efficace des interventions. En l'absence d'ajustements budgétaires ou de mesures structurantes, la Ville de Montréal s'expose à une détérioration progressive du niveau de service, à des coûts d'entretien plus élevés à moyen terme et à une vulnérabilité accrue de ses milieux récepteurs.

## 3.4 Gestion des risques et demande à venir

Cette partie du plan de gestion des actifs a pour objectif d'envisager les actions à planifier et les coûts reliés afin de gérer les risques ainsi que de répondre à la demande future.

### 3.4.1 Gestion des risques

Dans le cadre de la gestion municipale, les risques peuvent être variés, avoir différentes provenances ou origines, et provoquer des conséquences multiples. Il est donc important d'identifier et de caractériser les risques pour pouvoir mettre en place des stratégies de réponses et limiter les conséquences négatives sur les citoyens, les actifs et les services.

- Les risques de la municipalité en quelques mots

Les risques identifiés dans le cadre de la gestion des services municipaux représentent des menaces potentielles pouvant compromettre la qualité, la continuité ou l'efficacité des opérations. Le **sous-financement** constitue le risque le plus critique, avec une cote **très élevée**, en raison de son impact direct sur la capacité à entretenir et développer les infrastructures. Les **changements climatiques** sont également préoccupants, car ils peuvent provoquer des perturbations majeures comme les inondations ou les dommages aux installations. D'autres facteurs, tels que les **actifs critiques**, la **dotation de personnel** et le **manque d'informations**, présentent des risques **faibles à modérés**, mais nécessitent tout de même une attention soutenue pour éviter qu'ils ne s'aggravent. Une gestion proactive de ces risques est essentielle pour assurer la résilience et la performance des services à long terme.

- Risques à surveiller :

| Facteurs de risque | Risque | Cote de risque |
|---|---|---|
| Sous-financement | Manque de ressources financière | Très élevé |
| Changements climatiques : Intempéries (pluies diluviennes, inondations et vents violents…) | - Surcharge des réseaux, débordements d'égouts (surverses), refoulements dans les bâtiments.<br>- Infiltration accrue dans les conduites, surcharge des stations de pompage.<br>-Crues des eaux : risques d'inondation au travers des émissaires | Élevé |
| Actifs critiques | Perte ou dégradation | Élevé |
| Dotation de personnel | Insuffisance ou roulement | Élevé |

- La stratégie de réponse face aux risques

La municipalité a établi une stratégie de réponses face aux risques en fonction de ses capacités financières, humaines et techniques. En réponse aux fortes pluies apportées par les changements climatiques, le Plan d'action pour réduire les risques d'inondation lors des fortes pluies a été préparé en 2024. En complément des travaux d'aménagement d'infrastructures lourdes tels les ouvrages de rétention, deux axes d'actions y sont développés :

| Axe d'action | Objectifs | Mesures clés |
|---|---|---|
| Agir sur la résilience du bâti | Programme de subventions aux propriétaires pour des mesures de protection des bâtiments et modification des cadres réglementaires d'urbanisme. | Subventions, modification des règlements d'urbanisme, éviter de construire des bâtiments vulnérables. |
| Choisir où stocker l'eau en surface au moindre coût, au moindre impact social et économique | Augmentation des espaces résilients. | Parcs éponges, places publiques inondables, redéveloppement urbain. |

### 3.4.2 Demande à venir

Dans le cadre de la gestion d'actifs et du PGA, le changement est associé à la demande à venir. Ainsi, il s'agit de comprendre quel est l'état actuel d'un élément et d'entamer une réflexion sur l'évolution probable de celui-ci. Les changements peuvent être démographiques, climatiques, règlementaires, économiques, technologiques ou autres. Les déterminer et les documenter permet de mieux comprendre leur importance et les impacts que ceux-ci peuvent avoir sur les services, les actifs et les citoyens.

Les mêmes facteurs de changement identifiés pour l'eau potable doivent être pris en compte. La demande future, les changements à surveiller et les stratégies de réponse présentent des enjeux similaires, notamment en ce qui concerne l'évolution démographique, les impacts des changements climatiques, les contraintes budgétaires et les innovations technologiques. Bien que les spécificités opérationnelles diffèrent, les grandes orientations de planification et d'adaptation demeurent comparables.

Pour l'aspect **climatique**, les changements auront des impacts croissants à tous les horizons. À court terme, des événements extrêmes tels que les pluies diluviennes et la crue des eaux peuvent entraîner une surcharge des réseaux d'égouts, provoquant des débordements. Les inondations peuvent affecter les prises d'eau en rivière, en y apportant des sédiments, des nutriments et des polluants agricoles ou urbains. Les vents violents peuvent endommager les infrastructures critiques comme les stations de pompage ou les lignes électriques alimentant les systèmes de traitement.

- Changements à surveiller :

Il est essentiel de suivre attentivement plusieurs éléments de transformation. Qu'ils soient liés au climat, à l'économie ou aux avancées technologiques, ces facteurs entraîneront des conséquences notables sur les infrastructures, les dépenses et les méthodes de gestion. Le tableau ci-après présente les prévisions, les effets anticipés ainsi que le degré de certitude associé à chacun.

| Catégorie de changement | Facteur de changement | Projection vis-à-vis de la situation actuelle | Répercussion | Certitude |
|---|---|---|---|---|
| Changements climatiques | Intempéries (pluies diluviennes, inondations et vents violents…) | La fréquence et l'intensité des Intempéries augmentent | Risques accrus de surcharge des installations, augmentation des volumes d'eaux usées débordés dans les milieux récepteurs et de perturbations dans la collecte. | Certain |
| Légal et règlementaire | Rejets industriels et nouveaux polluants non normés | Nouveaux composés et nouvelle règlementation | Ajout ou transformation des procédés de traitement | Plutôt certain |
| Économiques | Hausse des coûts de l'énergie et des produits chimiques ainsi que pour les travaux d'entretien et d'investissement | Les coûts continueront d'augmenter | Pression sur les budgets d'exploitation, d'entretien et d'investissement | Très certain |
| Technologiques | Automatisation, Intelligence artificielle, traitement avancé | Adoption progressive de nouvelles technologies | Besoin d'investissements et de formation | Moyennement certain |

- La stratégie de réponse pour la demande à venir

Pour répondre efficacement à l'évolution des besoins, la Ville de Montréal s'appuie sur les transformations technologiques, l'innovation et la modernisation des infrastructures. L'intensification des précipitations liées aux changements climatiques impose une adaptation proactive et rapide qui tient compte des limites du stockage souterrain. La stratégie mise en place s'articule autour de plusieurs axes complémentaires :

- **Améliorer la connaissance et l'entretien des bassins de rétention.**
- **Favoriser l'écoulement vers les zones de moindre impact**
  - Encourager le ruissellement vers les milieux naturels (parcs éponges, rues redessinées, surfaces perméables).
  - Développer des infrastructures vertes multifonctionnelles.
  - Protéger et restaurer les milieux humides et hydriques.
- **Renforcer la résilience des bâtiments**
  - Adapter les règlements d'urbanisme pour mieux résister aux inondations.
  - Mettre en œuvre un plan d'action contre les inondations.
  - Évaluer et renforcer les infrastructures existantes.
- **Moderniser le réseau de drainage**
  - Investir dans le renouvellement des conduites et collecteurs.
  - Déployer des réseaux de drainage en surface ou souterrains selon les zones.
  - Réduire les infiltrations dans le réseau unitaire.
- **Changements climatiques**
  - Déployer des infrastructures vertes et résilientes dans les zones vulnérables, notamment les cuvettes sujettes aux inondations, selon des normes établies.
  - Réaménager les rues, parcs et espaces publics pour mieux gérer les eaux de pluie et réduire la pression sur le réseau d'égout.
- **Corriger rapidement les raccordements inversés** et prévenir la création de nouveaux.
- **Élaborer une stratégie concertée** pour protéger et restaurer les bandes riveraines et milieux humides, tout en favorisant l'accès public aux berges. Cette approche vise à préserver la biodiversité, améliorer le bien-être des citoyens et promouvoir l'équité climatique.

| Regroupement usuel | Phases du cycle de vie | Activités |
|---|---|---|
| Fonctionnement | Exploitation | • Inspections télévisées de conduites de collecte<br>• Manipulation des installations de trop-plein et clapets anti-retours<br>• Tournée d'opération des stations de pompages<br>• Analyse quotidienne et tournée de suivi des points de surverses<br>• Achat et stockage de produits chimiques pour une usine d'épuration<br>• Échantillonnage et analyse de la présence du taux de MES dans un marais d'infiltration<br>• Contrôle du fonctionnement des aérateurs mécaniques d'une usine de traitement |
| | Entretien | • Nettoyage régulier des égouts et puisards (sanitaires et pluviaux)<br>• Maintenance des pompes de relevage et groupes électrogènes et composantes mécaniques et électriques<br>• Réparation des regards, puisards, clapets et canalisations endommagés<br>• Nettoyage des grilles du système d'épuration préliminaire d'une usine<br>• Lubrification des systèmes électromécaniques d'un bassin de rétention<br>• Réduction des vibrations des systèmes de pompage des boues d'une usine d'épuration |
| Immobilisation | Acquisition | • Études, conception et construction de nouveaux ouvrages de rétention et de contrôle des eaux pluviales (bassins, noues, jardins de pluie)<br>• Construction et installation de pompes à trop-plein et régulateurs<br>• Études de dimensionnement et construction d'une nouvelle portion de conduite d'égout<br>• Conception et construction de point de suivi des surverses<br>• Aménagement et enrochement d'un bassin d'infiltration<br>• Construction et assemblage d'un second décanteur primaire pour augmenter la capacité d'une usine |
| | Renouvellement | • Installation de clapets antiretour fonctionnels pour éviter les refoulements<br>• Implantation de systèmes de rétention conformes au règlement<br>• Réhabilitation des conduites sanitaires et pluviales<br>• Remise à niveau des bassins de rétention, station de pompage<br>• Remplacement de moteurs de pompes d'une station d'épuration |
| | Disposition | • Démolition et enlèvement des installations obsolètes<br>• Gestion des matériaux retirés (stockage temporaire, recyclage lorsque possible, disposition dans les sites d'enfouissement)<br>• Dépollution du terrain d'un étang aéré désaffecté<br>• Démontage et enlèvement d'une chambre de rétention souterraine |

Dans le cadre des **engagements pris,** il est prévu d'ajouter chaque année 10 000 m³ de capacité de rétention d'eau grâce à des infrastructures résilientes. L'objectif à long terme est d'atteindre un volume total de 100 000 m³ d'ici 2034. Ces actions contribueront à améliorer la biodiversité, à réduire les impacts socio-économiques liés aux aléas climatiques, et à renforcer la robustesse des infrastructures publiques.

## 3.5 Gestion du cycle de vie

Cette partie du plan a pour but de pouvoir visualiser les coûts prévisionnels sur 10 ans pour gérer les actifs, et les comparer au budget actuel.

### 3.5.1 Les activités menées par la municipalité

Le cycle de vie des actifs est ponctué de nombreuses activités. Celles-ci sont classées en 5 grandes phases : acquisition, exploitation, entretien, renouvellement, disposition. La municipalité considère ses activités sous deux volets : fonctionnement (exploitation et entretien) et immobilisation (acquisition, renouvellement et disposition).

Le tableau suivant indique les activités de la ville de Montréal les plus communément réalisées pour l'eaux usées et pluviales, selon chaque phase du cycle de vie.

- **L'exploitation :** L'exploitation du réseau d'égouts sanitaires et pluviaux inclut un ensemble d'activités techniques visant à assurer le bon fonctionnement du système en tout temps. Cela comprend notamment les inspections télévisées des conduites de collecte, la manipulation et l'entretien des installations de trop-plein, ainsi que le contrôle des clapets antiretour. À Montréal, ces activités sont réalisées en continu par des équipes spécialisées, dans le but de prévenir les débordements et de protéger les milieux récepteurs conformément aux orientations de la Stratégie montréalaise de l'eau.

- **L'entretien :** L'entretien des infrastructures d'égout constitue un volet essentiel de la gestion des actifs municipaux. Il inclut le nettoyage régulier des égouts sanitaires et pluviaux, la maintenance des pompes de relevage, des groupes électrogènes et des ouvrages connexes. Le Service de l'eau effectue également la réparation des regards, clapets et conduites endommagés afin de limiter les risques de refoulement, d'inondation ou de contamination environnementale. Ces interventions permettent de maintenir un haut niveau de service, notamment lors des épisodes de pluie intense.

- **L'immobilisation :** Montréal investit de façon soutenue dans l'amélioration et le développement de ses infrastructures d'eaux usées et pluviales. Les projets d'immobilisation comprennent des études de conception de nouveaux bassins de rétention, des systèmes de contrôle des eaux pluviales comme les noues et jardins de pluie, ou encore la construction de nouvelles portions de conduites et d'équipements tels que des pompes à trop-plein et des régulateurs de débit. Ces interventions s'inscrivent dans une logique d'adaptation aux changements climatiques et visent à améliorer la résilience du réseau face à l'augmentation des précipitations extrêmes. À cet effet, le Contrôle intégré des intercepteurs (CIDI) joue un rôle clé en période de pluie, en gérant les eaux usées de manière optimale afin de maximiser la quantité interceptée et ainsi réduire les débordements dans le réseau.

- **Le renouvellement :** Le renouvellement des infrastructures est une priorité afin d'assurer la pérennité du réseau d'égout montréalais. Cela comprend l'installation de clapets antiretour pour prévenir les refoulements, la réhabilitation structurale des conduites existantes (par gainage ou remplacement), la remise à niveau des bassins de rétention, ainsi que le remplacement des pompes, vannes et autres composants critiques. Ces actions s'appuient sur une connaissance fine des actifs et sur une planification stratégique, conformément aux principes d'une gestion responsable des infrastructures.

- **La disposition :** La disposition des infrastructures désuètes constitue la dernière phase du cycle de vie. Elle comprend la démolition et l'enlèvement des installations devenues obsolètes, telles que certaines conduites, regards ou ouvrages de régulation désaffectés. Une attention particulière est portée à la gestion des matériaux extraits, avec un objectif de recyclage ou de réutilisation lorsque possible. Ces opérations s'inscrivent dans une approche durable et responsable de gestion des matières résiduelles issues des travaux publics.

### 3.5.2 Les budgets actuels et coûts prévisionnels

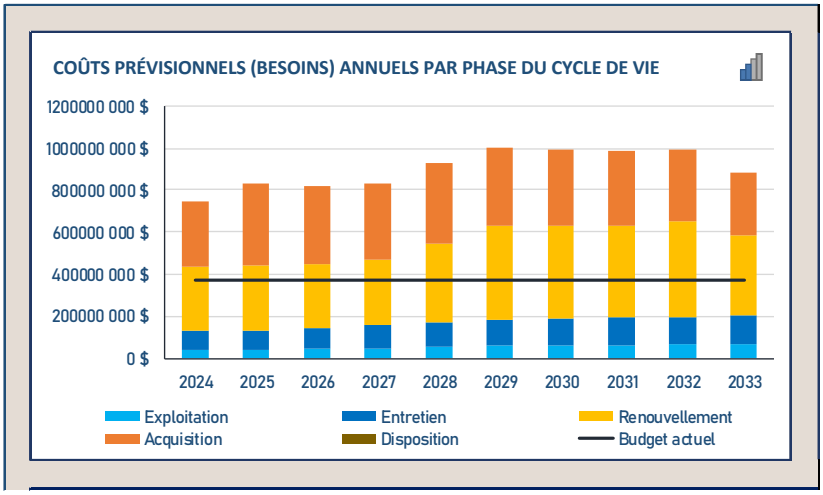
Les coûts prévisionnels, aussi appelés « besoins », représentent les coûts totaux estimés tout au long du cycle de vie des actifs. Ces coûts totaux sont notamment constitués des dépenses liées à l'acquisition, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement, la disposition et tout autre frais attribuable à la vie des actifs. Ils prennent en compte également la gestion des niveaux de service, la demande à venir ainsi que la gestion des risques. Les coûts prévisionnels traduisent ce que la municipalité souhaite réaliser pour gérer adéquatement ses actifs. Le budget actuel correspond au budget, voté par le conseil municipal, pour assurer un service fourni aux citoyens par la municipalité.

- Coûts prévisionnels par phase du cycle de vie :

Le graphique ci-dessous présente les coûts prévisionnels annuels par phase du cycle de vie des actifs d'eaux usées et pluviales pour la période **2024 à 2033**. Les besoins financiers totaux augmentent progressivement, passant d'environ **748 M$ en 2024** à un sommet de près de **1 milliard $ en 2029**, avant de s'établir autour de **881 M$ en 2033**. Cette tendance reflète une part croissante consacrée à l'acquisition de nouvelles infrastructures, notamment pour la gestion des surverses, des eaux pluviales et des systèmes de rétention. Les investissements en exploitation, entretien et renouvellement demeurent soutenus tout au long de la période.

Un écart important subsiste entre les besoins identifiés et le budget actuel, fixé à **370,1 M$ par an** (soit **3,7 G$ sur 10 ans**). Cette différence souligne la nécessité d'augmenter les investissements pour maintenir la performance du réseau, réduire les risques environnementaux et répondre aux exigences réglementaires.

**Planification des coûts sur le cycle de vie**




Sur l'ensemble de la période, les coûts prévisionnels atteignent **9,01 G$**, répartis comme suit :

- **Renouvellement : 3,79 G$ (42 %)** – La part la plus importante, avec des montants annuels variant de **308,1 M$ en 2024** à **454,4 M$ en 2032**.
- **Acquisition/Disposition : 3,53 G$ (39 %)** – Un pic à **383,1 M$ en 2025**, reflétant des investissements majeurs pour de nouvelles infrastructures.
- **Entretien : 1,15 G$ (13 %)** – Une hausse continue, atteignant **137,7 M$ en 2033**.
- **Exploitation : 532 M$ (6 %)** – Une progression régulière jusqu'à **63,53 M$ en 2033**.

**COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) TOTAUX SUR 10 ANS : RÉPARTITION PAR SOUS-SERVICE ET PAR PHASE DU CYCLE DE VIE**

**Sous-service: Collecte**

5 087 916 355 $ soit 56,5% des besoins pour le Service des eaux usées

Répartition des besoins du sous-service par phase du cycle de vie:



| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 0 $ | 609 722 323 $ | 2 329 469 018 $ | 2 148 725 014 $ | 0 $ |
| 0,0% | 12,0% | 45,8% | 42,2% | 0,0% |

**Sous-service: Traitement**

3 920 829 694 $ soit 43,5% des besoins pour le Service des eaux usées

Répartition des besoins du sous-service par phase du cycle de vie:



| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 532 417 193 $ | 543 937 359 $ | 1 462 243 646 $ | 1 382 231 497 $ | 0 $ |
| 13,6% | 13,9% | 37,3% | 35,3% | 0,0% |

- Écart financier :

L'écart financier représente la différence entre les **besoins prévisionnels annuels moyens** pour l'ensemble du cycle de vie des actifs et le **budget actuellement disponible.** Il illustre l'ampleur de l'effort financier requis pour maintenir les infrastructures du service des eaux usées et pluviales selon les **niveaux de service ciblés** par la Ville de Montréal. Sur une base annuelle, les besoins sont estimés à **901 M$ en moyenne,** alors que le budget alloué, en 2024, n'atteint que **371 M$**, générant ainsi un **écart moyen de 530 M$ par année**. Ce manque à combler touche particulièrement les phases **d'acquisition/disposition** (−244,6 M$) et **de renouvellement** (−245,1 M$), deux fonctions critiques pour la gestion durable des eaux usées et pluviales, notamment en contexte d'adaptation aux changements climatiques. Le phase **d'exploitation** (−12,7 M$) affiche également un écart notable, ainsi que l'**entretien** (-27,6 M$). Ces écarts révèlent une **sous-capitalisation chronique** de plusieurs fonctions essentielles du cycle de vie, et soulignent la nécessité pour la Ville d'**ajuster sa planification budgétaire**, de **prioriser les investissements stratégiques** et de **documenter les choix de gestion d'actifs** afin de préserver la qualité des services offerts à la population tout en assurant la viabilité du réseau à long terme.

**ÉCARTS ANNUELS MOYENS : COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS) VS BUDGET**

| | Besoins annuels moyens | Budget actuel | Écart |
|---|---|---|---|
| EXPLOITATION | 53 241 719 $ | 40 519 307 $ | (12 722 412 $) |
| ENTRETIEN | 115 365 968 $ | 87 798 613 $ | (27 567 356 $) |
| RENOUVELLEMENT | 379 171 266 $ | 134 125 966 $ | (245 045 300 $) |
| ACQUISITION | 353 095 651 $ | 108 527 499 $ | (244 568 152 $) |
| DISPOSITION | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **TOTAL** | 900 874 605 $ | 370 971 385 $ | (529 903 220 $) |

### 3.5.3 Les choix de gestion

- Répartition des coûts prévisionnels par catégories de coûts :

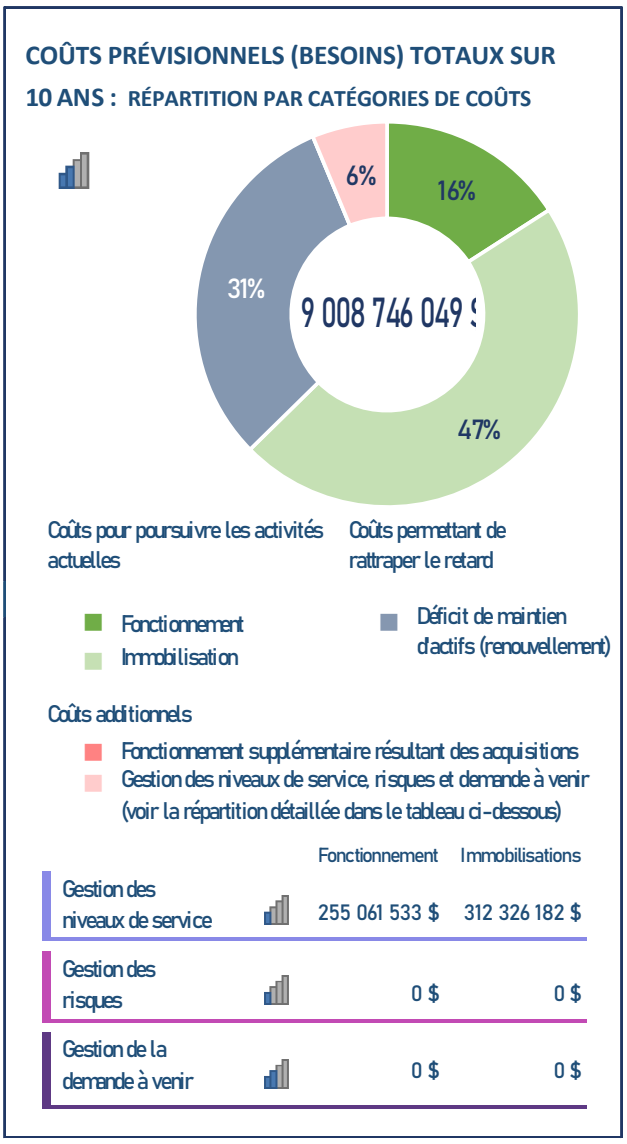
Le graphique ci-dessous présente la répartition des coûts prévisionnels totaux estimés à 9,01 milliards de dollars sur un horizon de 10 ans, selon différentes catégories de coûts. Cette répartition met en lumière les investissements nécessaires pour maintenir les services actuels, rattraper le retard accumulé en renouvellement d'actifs, et répondre aux besoins futurs liés aux risques, à l'augmentation de la demande et à l'évolution des niveaux de service.
16 % des besoins identifiés sont consacrés au fonctionnement régulier du réseau, ce qui inclut les activités courantes d'exploitation. Les immobilisations associées à la continuité des opérations représentent 47 % des coûts, reflétant l'importance de maintenir les infrastructures existantes en bon état. Le déficit de maintien d'actifs, soit les investissements requis pour compenser le sous-financement passé en renouvellement, représente 31 % des besoins. Enfin, 6 % des coûts sont considérés comme additionnels, principalement en raison du fonctionnement accru lié aux acquisitions prévues, ainsi que pour répondre à des enjeux stratégiques comme la gestion des risques et l'adaptation aux futurs besoins.
Avec ce besoin total de 9,01 milliards $, il apparaît que la Ville de Montréal devra faire des choix serrés pour équilibrer maintien des actifs et développement futur. Les coûts de gestion des niveaux de service en immobilisations (312

M$) illustrent la nécessité d'anticiper les impacts potentiels des changements climatiques, de la vétusté des infrastructures critiques et de la pression croissante sur les réseaux.

Certaines mesures structurantes pourraient permettre d'améliorer la performance actuelle malgré les contraintes financières, telles que l'optimisation de la maintenance préventive, l'implantation de technologies intelligentes pour la surveillance des actifs, ou encore la priorisation des interventions selon la criticité et la valeur des actifs.

**La Ville de Montréal a d'ailleurs déjà amorcé la mise en œuvre de plusieurs de ces mesures**, notamment par le déploiement d'outils de suivi en temps réel, la priorisation fondée sur le risque et l'état des actifs, ainsi que le renforcement des pratiques de maintenance systématique.

La Stratégie montréalaise de l'eau préconise également l'utilisation d'indicateurs de performance et d'une gestion intégrée des actifs pour maximiser l'efficience des investissements. Ces outils sont essentiels pour adapter les actions à la capacité budgétaire disponible, tout en assurant la résilience et la durabilité du service dans les années à venir.




## 3.6 Résumé financier

La partie *Résumé financier* présente les informations clés permettant de mettre en perspective les impacts financiers des choix de gestion d'actifs issus des sections précédentes.

### 3.6.1 Stratégie financière

- Types de financement

Les services liés aux eaux usées et aux eaux pluviales sont financés par des mécanismes similaires au service de l'eau potable, avec toutefois certaines particularités liées aux enjeux environnementaux et climatiques. La taxe foncière générale couvre les coûts réguliers d'entretien du réseau d'égouts sanitaire et pluvial. Toutefois, la Ville explore activement des taxes sectorielles ou éco fiscales plus ciblées, telles que des taxes sur les surfaces imperméables, les stationnements ou les piscines, afin de favoriser une gestion équitable et durable des eaux usées et pluviales. Le financement peut aussi passer par des redevances de développement, notamment pour les nouveaux quartiers ou projets immobiliers qui génèrent une charge supplémentaire sur les infrastructures. Des réserves financières spécifiques peuvent être constituées pour les projets de grande envergure, comme la mise aux normes des ouvrages de surverse ou l'implantation d'infrastructures vertes. Montréal bénéficie également de financements provinciaux et fédéraux, particulièrement via PRIMEAU et les programmes liés à la résilience climatique, pour soutenir les projets de captation, de traitement et de rétention, incluant ceux liés à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte et aux bassins de rétention.

- Hypothèses et justification

Les hypothèses et justifications présentées pour les services de l'eau potable demeurent valides et applicables pour les services des eaux usées. En effet, les principes d'estimation des besoins en exploitation, en entretien, ainsi que les considérations liées aux initiatives de la Stratégie montréalaise de l'eau, au renouvellement et à l'acquisition/disposition, sont transposables à ce sous-secteur. Les mêmes taux d'indexation et méthodes de projection ont donc été retenus pour assurer la cohérence et l'harmonisation des prévisions budgétaires à l'échelle des services d'eau.

### 3.6.2 Portrait financier

Le budget planifié correspond au montant alloué ou disponible chaque année pour une activité reliée à une catégorie d'actifs, un programme, ou un projet spécifique, lorsque ce montant est connu. Il peut également s'agir d'une prévision, ou du dernier budget alloué connu, soit en l'occurrence celui de 2024 par exemple. Les tableaux ci-dessous présentent la ventilation du portrait financier pour les actifs d'approvisionnement et traitement d'une part, puis de distribution d'autre part.

| Actifs de Traitement – Eaux usées | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Besoins total 10 ans** | **Besoin annuel moyen** | **Budget annuel moyen planifié** | **Ratio de financement planifié (Budget actuel / Besoins)** |
| Exploitation + Entretien | 1,08 G$ | 108 M$ | 90,1 M$ | 84 % |
| Renouvellement (Maintien et déficit) | 1,46 G$ | 146 M$ | 101,9 M$ | 70 % |
| Acquisition (nouvelles infra) | 1,38 G$ | 138 M$ | 111,7 M$ | 81 % |
| Disposition | - | - | - | |
| **Total** | 3,92 G$ | 392 M$ | 304 M$ | **78 %** |

| Actifs de Collecte – Eaux usées | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Besoins total 10 ans** | **Besoin annuel moyen** | **Budget annuel moyen planifié** | **Ratio de financement planifié (Budget actuel / Besoins)** |
| Exploitation + Entretien | 0, 61 G$ | 61 M$ | 51,04 M$ | 84 % |
| Renouvellement (Maintien et déficit) | 2,33 G$ | 233 M$ | 69,75 M$ | 30 % |
| Acquisition (nouvelles infra) | 2,15 G$ | 215 M$ | 70,97 M$ | 33 % |
| Disposition | - | - | - | |
| **Total** | 5,09 G$ | 509 M$ | 191,8 M$ | **38 %** |

- Fonctionnement pour les 10 prochaines années : Exploitation et Entretien
  - Coûts prévisionnels 10 ans (Besoins – Tous les actifs d'Eaux usées) : **1,69 milliards $**
  - Budget planifié 10 ans : **1,41 milliard $**
  - Ratio de financement planifié en fonctionnement: : **84 %**

- Immobilisation pour les 10 prochaines années : Renouvellement (Maintien et déficit) + Acquisition
  - Coûts prévisionnels 10 ans (Besoins – Tous les actifs d'eaux usées) : **7,32 milliards $**
  - Budget planifié 10 ans : **3,54 milliards $**
  - Ratio de financement planifié en fonctionnement: : **48 %**

- Besoins complets : Exploitation + Entretien + Renouvellement + Acquisition + Disposition
  - Coûts prévisionnels 10 ans (Besoins – Tous les actifs d'eaux usées) : **9,01 milliards $**
  - Budget planifié 10 ans : **4,95 milliards $**
  - Ratio de financement planifié en fonctionnement: : **55 %**

**Le faible ratio de financement planifié (55 %)** indique l'écart significatif entre les budgets disponibles et les besoins financiers requis pour assurer un maintien optimal des actifs d'eaux usées et des niveaux de services standards.

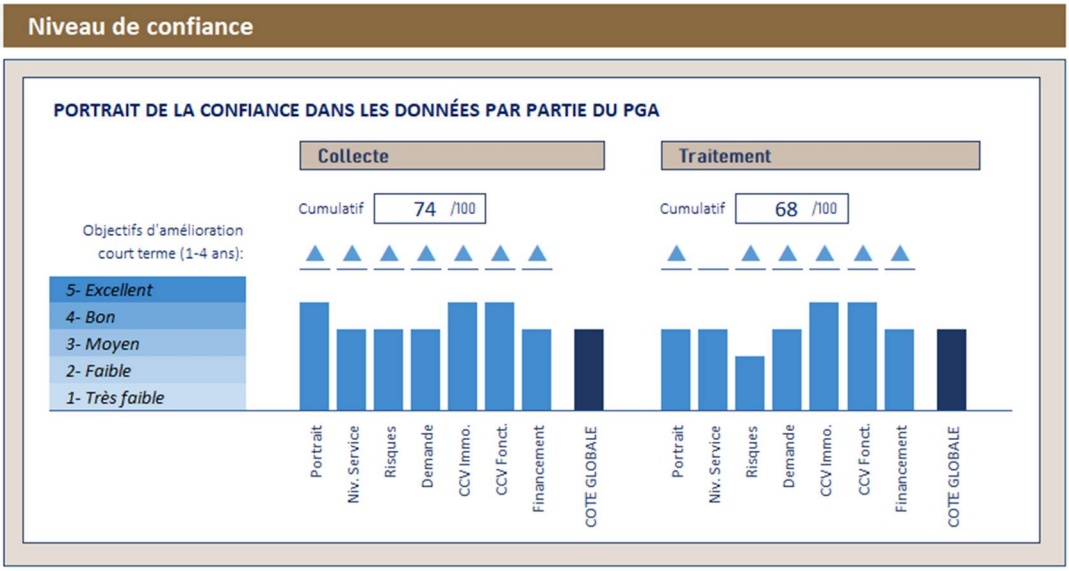
## 3.7 Amélioration et suivi

La partie *Amélioration et suivi* permet d'établir une meilleure vision de l'état d'avancement actuel et de se fixer des objectifs réalistes pour assurer une progression. De plus, ce processus facilite le suivi et l'amélioration autour d'axes définis permettant de mieux optimiser les ressources et le temps et met en lumière les bonnes pratiques et les perspectives d'amélioration.

### 3.7.1 Confiance dans les données et progression

- Confiance dans les données :

Le graphique ci-dessus présente un portrait du niveau de confiance dans les données utilisées. En distinguant les volets **Collecte** et **Traitement** des eaux usées. Le **niveau de confiance global** est **meilleur pour la Collecte (74/100)** que pour le Traitement (68/100). Pour la Collecte, les cotes sont relativement constantes, oscillant entre le niveau **moyen** et **bon**, avec une meilleure confiance dans les volets **Portrait**, **CCV Immo.** (Coûts du cycle de vie – Immobilisations) et **CCV Fonct.** (Coûts du cycle de vie – Fonctionnement). À l'inverse, le Traitement affiche une plus grande variabilité, avec une confiance **faible (2)** pour les **données de Risque**, tandis que **CCV Immo et CCV Fonct.** obtiennent une cote **bonne (4)** chacun. Le **financement** est perçu comme un point faible dans les deux volets, suggérant un besoin prioritaire d'amélioration. Globalement, ces résultats mettent en lumière des marges de progression importantes, surtout dans le segment Traitement, pour atteindre des standards de qualité de données plus élevés, essentiels à une planification efficace des investissements.



- Progression :

Chaque partie du PGA comporte des notions à assimiler puis à mettre en pratique. Afin d'avoir une vision claire du niveau de progression de la municipalité, celle-ci s'est autoévaluée en attribuant une cote à son niveau de progression (*débutant, élémentaire, intermédiaire, avancé, expert*).

Le graphique ci-dessus présente cette évaluation pour les volets **Collecte** et **Traitement**, sur la base de sept dimensions : le portrait des actifs, le niveau de service, les risques, la demande, les coûts du cycle de vie – immobilisations (CCV Immo.), les coûts du cycle de vie – fonctionnement (CCV Fonct.), et le financement.

**Résultats cumulés**

Les cotes cumulatives sont de **74/100 pour la Collecte et 68/100 pour le Traitement,** ce qui correspond à un niveau de confiance moyen à bon. Pour une première itération du PGA, ces résultats sont comparables, voire supérieurs, à ceux observés habituellement, et traduisent une base de données relativement bien développée.

**Points forts**

Les composantes **CCV Immo. et Demande** se démarquent avec des niveaux de confiance plus élevés, surtout dans le volet Collecte. Cela reflète une bonne connaissance des besoins projetés et des infrastructures physiques (durée de vie, valeur de remplacement, etc**.). Le portrait des actifs** obtient aussi une évaluation stable, ce qui suggère une bonne maîtrise des inventaires et des registres d'actifs.

**Points à améliorer**

Les dimensions les moins bien cotées concernent le **financement**, dans les deux volets, ainsi que les **risques** et la **demande** dans le volet Traitement. Ces faiblesses indiquent une incertitude persistante sur la capacité à structurer le financement à long terme, à modéliser les besoins futurs en traitement, et à caractériser les aléas techniques ou climatiques.

**Recommandations**

Pour renforcer la qualité et l'utilité des données au sein du PGA, la Ville devrait prioriser les actions suivantes :

- Améliorer la caractérisation des risques dans les infrastructures de traitement ;
- Structurer davantage les données liées au financement, en lien avec les besoins de renouvellement ;
- Consolider les données sur la demande en traitement, notamment à partir de prévisions de croissance et de scénarios climatiques.

Un renforcement de ces composantes permettra d'augmenter la fiabilité des analyses, de mieux planifier les investissements et de soutenir une gestion durable et résiliente des infrastructures d'eau à long terme

### 3.7.2 Plan d'amélioration et suivi

Le tableau suivant présente la liste des principales améliorations à implanter et à suivre, découlant de l'analyse de maturité du PGA-Eau de la Ville de Montréal, et sa correspondance avec les initiatives de la Stratégie Montréalaise de L'Eau (SME) 2025-2034. En effet, la grande majorité des besoins d'améliorations découlant de l'analyse du PGA et les initiatives de la SME se recoupent, formant ainsi le plan d'actions et d'améliorations prioritaire des 10 prochaines années pour les actifs d'eaux usées. Il sera révisé à chaque mise à jour du PGA et vraisemblablement au 4 ans, conformément aux exigences du MAMH. Voir ci-dessous la liste des actions du plan d'amélioration et de suivi.

| Plan d'amélioration – ACTIFS PONCTUELS D'EAUX USÉES (TRAITEMENT) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Partie du PGA** | **Action à mener (Selon PGA)** | **Horizon temporel** | **Initiatives SME existantes** | **Responsable** |
| 1 – Portrait des actifs | Compléter mise à jour des inventaires (dans Maximo) et l'établissement de la criticité des actifs ponctuels,<br>Mettre en place une stratégie d'inspection adapté et réaliser l'inspection des actifs dont la fonction est critique et l'état est moins bien documenté | | **SEAU-46** Élaborer et réaliser les plans d'entretien des actifs des eaux usées | DEEU |
| | | | **SEAU-59** Élaborer et réaliser le plan de gestion d'actifs | DGA |
| 2 – Niveaux de services | Se conformer aux normes de rejet des eaux usées afin de garantir le respect des exigences environnementales. | | **SEAU-25** Ajouter un traitement secondaire qui inclut le traitement de l'azote<br>**SEAU-26** Mettre en place le programme de désinfection de l'effluent | DPM/DEEU |
| | Se conformer aux normes de rejet atmosphériques afin de garantir le respect des exigences environnementales (Conformité des rejets atmosphériques) | | **SEAU-04** Mettre en place l'usine de traitement et valorisation des boues (Remplacement des Incinérateurs)<br>**SEAU-44** Mettre en place des mesures de valorisation des cendres et granules | DEEU/DSP |
| | Optimiser les procédés de traitement existants | | **SEAU-04** Mettre en place l'usine de traitement et valorisation des boues (Remplacement des Incinérateurs) | DEEU/BTER |
| | Respecter les normes de débordements / Réduire les rejets d'eaux usées en temps sec (Traitement des eaux usées en temps sec) | | **SEAU-10** Réduire les contaminants issus du traitement des eaux usées | DEEU |
| 3 – Demandes à venir et risques | Optimiser les opérations pour mitiger les hausses des coûts des intrants (électricité, produits chimiques) | | | DEEU |
| | Entretien : ainsi que les gammes d'entretien préventif et prédictif sur tous les équipements de criticité 1 et 2 | | **SEAU-46** Élaborer et réaliser les plans d'entretien des actifs des eaux usées | DEEU |
| | Renouvellement : bonifier les programmes d'investissement pour réduire les déficits de maintien d'actifs ; optimiser la gestion des projets pour augmenter les taux de réalisation | | **SEAU-24** Poursuivre et bonifier le programme d'investissement dans les actifs de la Station<br>**SEAU-43** Revoir nos modes de gestion de projets de la conception à la mise en service<br>**SEAU-08** Développer le système de suivi et contrôle des coûts et des échéanciers des projets d'investissements | DEEU/DPM/SE |
| | Exploitation : Optimiser les opérations d'exploitation des usines et la gestion des intercepteurs | | **SEAU-18** Optimiser la gestion de l'interception des eaux usées | DGA |
| | Disposition : Prévoir budgets disposition des actifs en fin de vie | | | DEEU |
| 5 – Résumé financier | Améliorer l'évaluation de nos besoins (coûts) | | | DEEU - DGA |
| | Pérenniser le financement de nos services | | | SE |
| 6 - Général | Améliorer notre maturité en Gestion d'Actifs | | | DGA-DEEU |
| | | | | |

| Plan d'amélioration – ACTIFS LINÉAIRS D'EAUX USÉES (COLLECTE) | | | |
|---|---|---|---|
| **Partie du PGA** | **Action(s) à mener (Selon PGA)** | **Initiatives SME existantes** | **Responsable** |
| 1 – Portrait des actifs | Renforcer connaissance des inventaires, estimation de la valeur, criticité et qualité des données d'état pour les actifs tels que : émissaires, stations de pompages, bassins de rétention et conduites d'égouts dont l'inspection est vétuste ou désuète<br>Mettre en place une stratégie d'inspection et réaliser l'inspection des actifs critiques | **SEAU-59** Élaborer et mettre en œuvre le plan de gestion d'actifs<br>**SEAU-39** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs des réseaux, stations pompages, bassins, etc. | DGA/DRE |
| 2 – Niveaux de services | Améliorer le réseau de drainage pour prévenir et réduire les risques d'inondations<br>Optimiser la performance hydraulique du réseau d'égouts | **SEAU-16** Établir une stratégie d'intervention afin de diminuer les eaux d'infiltration et de captage au réseau d'égout<br>**SEAU-19** Évaluer et planifier les secteurs où il est opportun de déployer un réseau de drainage pluvial en surface et/ou en souterrain<br>**SEAU-27** Consolider la mise en œuvre du plan directeur de drainage<br>**SEAU-34** Améliorer la localisation des fuites sur le réseau<br>**SEAU-62** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation du réseau de collecteur d'égout primaire et secondaire | DRE, DGA |
| | Détourner 100 000 m³ d'eau de pluie du réseau d'égouts sur 10 ans, Poursuivre les efforts en lien avec la résilience | **SEAU-03** Poursuivre le programme Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques | DGA |
| | Réduire les plaintes et signalements d'odeurs dans les égouts | | |
| | Traiter et réduire les requêtes et plaintes liées aux refoulements, débordement et blocages des puisards et regards | | |
| | Réduire les déficits de maintien d'actifs | **SEAU-39** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs des réseaux, stations pompages, bassins, etc<br>**SEAU-62** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation du réseau de collecteur d'égout primaire et secondaire | DRE |
| | Éliminer les raccordements croisés | **SEAU-17** Élimination des raccordements inversés | DGA |
| 3 – Demandes à venir et risques | Mitiger les risques en lien avec les changements climatiques et l'impact des évènements extrêmes | **SEAU-07** Suivre le plan d'action inondation | DGA |
| | Mitiger la hausse des coûts d'entretien en lien avec le sous-financement des services par l'optimisation des activités | **SEAU-29** Créer des pôles d'exécution d'activités, de soutien technique, d'expertises et d'équipements mutualisés entre les arrondissements<br>**SEAU-09** Optimiser et standardiser les gammes d'opérations ainsi que les instructions de travail pour augmenter l'efficience et mieux gérer la performance opérationnelle. | DRE |
| 4 – Planification des coûts sur le cycle de vie | Exploitation et Entretien : accroitre le nettoyage des bassins de rétention, collecteurs et conduites locales des eaux usées pour minimiser les problématiques fonctionnelles du réseau d'égout | **SEAU-39** Implanter et réaliser le plan d'entretien (réparation, réhabilitation, mise aux normes) des conduites, des postes de pompage et bassins de rétention<br>**SEAU-09** Optimiser et standardiser les gammes d'opérations ainsi que les instructions de travail pour augmenter l'efficience et mieux gérer la performance opérationnelle.<br>**SEAU-40** Mettre en place un centre de contrôle intégré pour optimiser les opérations des réseaux | DRE |

| Plan d'amélioration – ACTIFS LINÉAIRS D'EAUX USÉES (COLLECTE) - Suite | | | |
|---|---|---|---|
| **Partie du PGA** | **Action(s) à mener (Selon PGA)** | **Initiatives SME existantes** | **Responsable** |
| 4 – Planification des coûts sur le cycle de vie (Suite) | Renouvellement : Augmenter la performance de la cible annuelle de renouvellement pour atteindre 2% | **SEAU-62** Poursuivre et bonifier le programme de réhabilitation du réseau de collecteur d'égout primaire et secondaire | DRE |
| | Disposition : prévoir des budgets de disposition afin de faire l'abandon sécuritaire des conduites selon les bonnes pratiques | | |
| 5 – Résumé financier | Améliorer l'évaluation de nos besoins (coûts) | **SEAU-39** Élaborer et réaliser le plan d'entretien des actifs des réseaux, stations pompages, bassins, etc | DRE, DGA |
| | Pérenniser le financement de nos services | **SEAU-28** Bonifier et appliquer de façon uniforme le règlement sur la tarification des services techniques facturables à la population<br><br>**SEAU-31** Améliorer le bilan de l'usage de l'eau et réduire les usages excessifs par une tarification incitative<br><br>**SEAU-48** Bonifier l'offre de formation sur l'entretien et l'exploitation des réseaux d'eau | SE |

| Suivi des Objectifs prioritaires SMART (Collecte) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Objectifs spécifiques (libellé)** | **Performance actuelle** | **Performance souhaitée 5 ans** | **Horizon de temps** | **Responsable** |
| Établir criticité de tous les actifs des réseaux (selon leur importance ou fonction) | Avancé à 50% | Atteindre 100% | | DRE |
| Finaliser inventaire des bassins de rétention et stations de pompage (Actif, année d'installation, coût, durée de vie, dernière intervention, caractéristique, etc.) | 80% | 100% | | DGA |
| Poursuivre le programme d'inspection des postes de pompage et bassins de rétention | 50% | 80% | | DGA |
| Rattrapage du déficit de renouvellement des réseaux - Renouveler au moins 1% des réseaux par an | 1% | >1% | | DRE |
| Réduire les plaintes liées aux mauvaises odeurs d'égouts | À définir | Réduire de 50% | | DRE |
| Résorption des déficits d'entretien sur stations de pompage et les bassins de rétention | SP: 40 % | < 10% | | SE |
| Mettre en place une stratégie et réaliser le nettoyage périodique des collecteurs d'égouts et bassin de rétention afin d'améliorer la performance fonctionnelle de ces actifs | Besoin: 33 % | < 10% | | DRE |
| Augmenter de façon durable le financement des réseaux d'égouts | 23% | 50% | | DRE |
| Augmenter le ratio de projets touchant les actifs en déficit dans le PDI | 50% | 70% | | DRE |

| Suivi des Objectifs prioritaires SMART (Traitement) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Objectifs spécifiques (libellé)** | **Performance actuelle** | **Performance souhaitée 5 ans** | **Horizon de temps** | **Responsable** |
| Établir la criticité des actifs ou composantes majeures (selon leur importance ou fonction) | À définir | Atteindre 75% | | DEEU |
| Compléter, dans l'inventaire (Maximo), les champs importants pour les différents actifs ou composants majeurs (année d'installation, DV, dernière intervention majeure, type d'intervention, année de dernière inspection, état, valeur de remplacement) | À définir | 75% | | DEEU-DGA |
| Inspecter, documenter et confirmer l'état de tous les actifs (ou composants majeurs) dont le portrait d'état est à préciser ou à mettre à jour | À définir | 100% | | DGA-DEEU |
| Conformité aux normes de rejets et exigences environnementales (qualité des effluents) | 100% | 100% | | DEEU |
| Réduire les débordements d'eaux usées ($m^3$ d'eaux usées / mm de pluie tombée sur une base annuelle) | 10 423 $m^3$/mm | 9 172 $m^3$/mm | | DEEU |
| Investir 1,08 % de la valeur de remplacement des actifs ponctuels de la DEEU en maintien et rattrapage | 1% | 1% | | DEEU |
| Optimiser les procédés de traitement en réduisant la quantité de produits chimiques, gaz et électricité | 44,0 kg de coagulant/kg de phosphore/kg | 43,5 kg de coagulant/kg de phosphore/kg | | DEEU |
| Augmenter le financement des services d'eau | 66% | 80% | | SE |
| Conserver un ratio projets de maintien d'actifs dans PDI | 97% | > 90 % | | DÉEU |
| Maintenir taux de réalisation des projets planifiés | 93% | > 85% | | DÉEU |

# 4 EAUX PLUVIALES

## 4.1 Sommaire du service

Contrairement aux services de l'eau potable et des eaux usées, il n'est pas nécessaire d'illustrer un sommaire PGA distinct pour le service des eaux pluviales, puisque seul le portrait des actifs (linéaires et ponctuels) du réseau de collecte y est traité séparément. Les autres éléments sont intégrés au service des eaux usées.

## 4.2 Portrait des actifs

Le portrait des actifs est une synthèse globale des données en possession de la municipalité vis-à-vis de son parc d'actifs, soit un portrait de l'inventaire des actifs, de la valeur de remplacement et de l'état de ceux-ci.

### 4.2.1 Les actifs de la municipalité

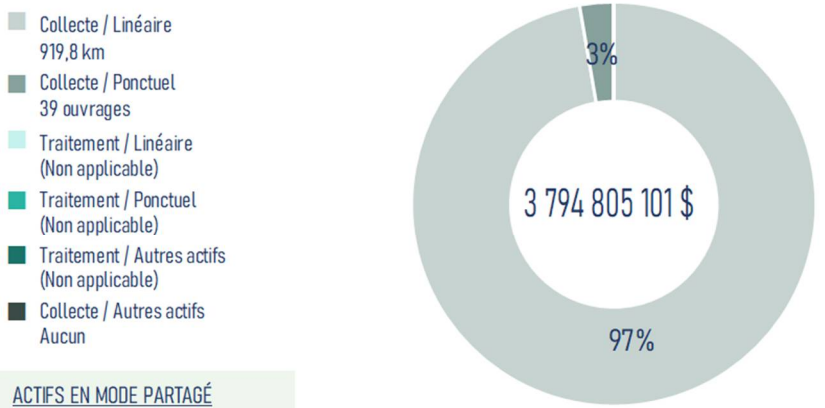
Pour fournir le service en eaux pluviales aux citoyens, différentes infrastructures sont requises. Les actifs couverts par ce plan de gestion des actifs en eaux pluviales sont illustrés ci-dessous. Ils concernent exclusivement des infrastructures de collecte linéaires, totalisant 919,8 km, pour une valeur de remplacement estimée à **3,79 milliards de dollars.** Aucun actif ponctuel ou de traitement n'a été considéré dans ce service, et aucun actif n'est en mode partagé.

| SOUS-SERVICE | TYPE D'ACTIFS | |
|---|---|---|
| | Linéaire | Ponctuel* |
| Collecte | Conduites primaires des eaux pluviale) : 84,1 Km<br>Conduites secondaires des eaux pluviales) : 835,7 Km | Stations de pompage : 39 dont 33 locales |

* Intégrés au service des eaux usées

**Portrait des actifs**

**INVENTAIRE ET VALEUR DE REMPLACEMENT DES ACTIFS À GÉRER**



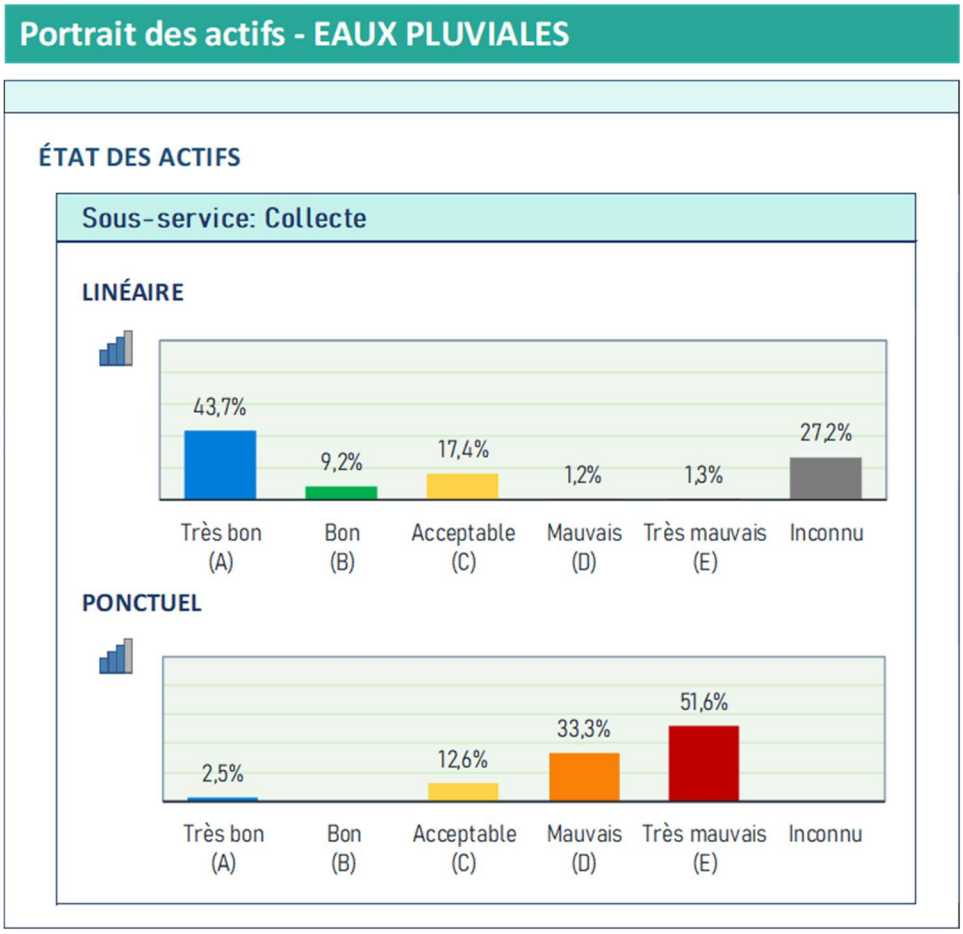

ACTIFS EN MODE PARTAGÉ

Aucun des actifs inclus ci-dessus n'est en mode partagé

| | Collecte | Traitement (Non applicable) |
|---|---|---|
| Linéaire | sans objet; | sans objet; |
| Ponctuel | sans objet; | sans objet; |
| Autres | sans objet; | sans objet; |

### 4.2.2 État des actifs

La figure ci-dessous illustre la répartition de l'état des actifs linéaires liés à la collecte des eaux pluviales. Près de 53 % de ces actifs sont en très bon ou bon état, tandis que 17 % sont jugés acceptables. En revanche, près de 3 % présentent un état mauvais ou très mauvais, ce qui révèle des besoins de réhabilitation. Enfin, l'état de 27 % des actifs demeure inconnu, ce qui met en évidence un enjeu de connaissance à combler. Concernant les actifs ponctuels, seulement 15 % sont en excellent (2,5 %) ou acceptable (13 %) état. La grande majorité, soit 85 %, sont en mauvais ou très mauvais état.




**Note**

Seules les sections **4.1 – Sommaire du service** et **4.2 – Portrait des actifs** sont traitées spécifiquement pour le service des eaux pluviales. Les autres sections (Niveaux de service, Gestion des risques, Demande à venir, Gestion du cycle de vie, Résumé financier et Amélioration et suivi) sont intégrées au service des eaux usées, en raison de la gestion conjointe des infrastructures et des données partagées entre les deux services.

# 5 CONCLUSION

Le Plan de Gestion des Actifs en Eau (PGA-Eau) de la Ville de Montréal constitue une démarche stratégique, rigoureuse et intégrée visant à assurer la pérennité, la performance et la résilience des infrastructures hydrauliques municipales. En couvrant les services d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales sur un horizon de dix ans, ce rapport met en lumière les défis majeurs auxquels la Ville est confrontée : vieillissement des actifs, sous-financement chronique, exigences réglementaires croissantes, impacts des changements climatiques et évolution technologique.

L'analyse révèle une valeur de remplacement des actifs de 43,7 milliards de dollars, avec des proportions significatives d'infrastructures en mauvais ou très mauvais état, notamment 10 % des actifs linéaires d'eau potable, 9 % des actifs ponctuels d'eau potable (usines et réservoirs), 10 % des actifs linéaires d'eaux usées, 29 % des actifs ponctuels d'eaux usées (usines d'épuration, bassins de rétention et stations de pompage), 2 % des actifs linéaires d'eaux pluviales et 52 % des actifs ponctuels d'eaux pluviales (stations de pompage).

Les niveaux de service, définis selon les axes réglementaire, technique et citoyen, traduisent une volonté d'alignement avec les meilleures pratiques du CERIU et les attentes des citoyens. Toutefois, des écarts subsistent entre les performances actuelles et les cibles souhaitées, notamment en matière de renouvellement, de fiabilité des réseaux et de gestion des plaintes.

Sur le plan financier, les besoins totaux s'élèvent à 14,3 milliards de dollars sur dix ans, alors que le budget actuel ne couvre que 703 millions de dollars par an, générant un écart annuel moyen de 727 M$. Ce déficit structurel, particulièrement marqué dans les phases de renouvellement et d'acquisition, compromet la capacité de la Ville à maintenir les niveaux de service et à répondre aux exigences réglementaires.

Malgré ces contraintes, la Ville a amorcé plusieurs initiatives structurantes, notamment l'optimisation de la maintenance préventive, l'intégration de technologies intelligentes, et le déploiement d'infrastructures vertes. Le plan d'amélioration, aligné avec la Stratégie Montréalaise de l'Eau 2025–2034, identifie des actions concrètes à mettre en œuvre pour renforcer la résilience du réseau et améliorer la performance des services.

En somme, cette première mouture du PGA-Eau de la ville de Montréal constitue une base solide pour orienter les décisions stratégiques et budgétaires de la Ville de Montréal. Pour relever les défis actuels et futurs, il sera essentiel de renforcer la gouvernance, d'améliorer la connaissance des actifs, de mobiliser des ressources financières adéquates et de maintenir un engagement fort envers la durabilité, la qualité et l'équité des services d'eau.

# FORMULAIRE PGA Eaux usées

**Note: L'organisation a fait le choix d'intégrer sa gestion des infrastructures d'eaux pluviales avec celles des eaux usées. Le présent formulaire doit donc inclure aussi les eaux pluviales.**

**Version 1.3 © CERIU, 2025**

**TABLE DES MATIÈRES ET GRILLE DE SUIVI POUR CET ONGLET**


| | | Statut | Niveau de confiance dans les données | Niveau de progression PGA |
|---|---|---|---|---|
| Partie 1 | Identification | Complété | ---- | ---- |
| Partie 2 | Portrait des actifs | Complété | Complété | Complété |
| Partie 3 | Niveaux de service | Complété | Complété | Complété |
| Partie 4A | Risques | Complété | Complété | Complété |
| Partie 4B | Demande à venir | Complété | Complété | Complété |
| Partie 5A | Planification sur le cycle de vie - Budget actuel | Complété | Complété | Complété |
| Partie 5B | Planification sur le cycle de vie - Coûts prévisionnels | Complété | Complété | Complété |
| Partie 6 | Résumé financier | Complété | Complété | Complété |
| Partie 7A | Amélioration et suivi - Niveau de confiance dans les données | Complété | ---- | ---- |
| Partie 7B | Amélioration et suivi - Niveau de progression PGA | Complété | ---- | ---- |
| Partie 8 | Sommaire et commentaire général | ---- | ---- | ---- |


## Partie 1 - Identification

AIDE

**ORGANISATION ET RÉPONDANT**

STATUT: Complété

>> Les informations ci-dessous correspondent à ce qui a été saisi à l'onglet IDENTIFICATION.

**** Si le statut de la section est "À compléter", vérifiez que vous avez bien rempli l'onglet IDENTIFICATION.*

MUNICIPALITÉ : Montréal

CODE GÉOGRAPHIQUE : 66023

RÉGION ADMINISTRATIVE : Montréal (06)

| | Prénom | Nom | Fonction | Courriel | Téléphone | Poste | Responsabilité (formulaires /service) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Répondant principal PGA-Eau | Normand | HACHEY | chef de division | normand.hachey@montreal.ca | 5142130801 | chef de division - planification des | Tous les services |
| Autres répondants | Djagbo Hermann | TCHOUGOUROU | chef de division | djagbohermann.tchougourou@montreal.ca | 5146881370 | chef de division - planification des | Tous les services |
| | German | GODOY | Ingénieur | german.godoy@montreal.ca | 5142456530 | Ingénieur Plan d'intervention et | Tous les services |
| | Alpha Oumar | BAH | Ingénieur | alphaoumar.bah@montreal.ca | 4389231122 | Ingénieur Plan d'intervention et | Tous les services |
| | | | | | | | |

**INFORMATIONS CONCERNANT LE PGA-EAU**

STATUT: Complété

>> Les informations ci-dessous correspondent à ce qui a été saisi à l'onglet IDENTIFICATION.

**** Si le statut de la section est "À compléter", vérifiez que vous avez bien rempli l'onglet IDENTIFICATION.*

Année du PGA-Eau: 2024 ****Correspond à la première année de planification des coûts sur le cycle de vie dans le PGA.*

Ce PGA-Eau correspond au: premier que notre organisation remet au MAMH.

Date de complétion du formulaire: 2205-11-13

Date des révisions s'il y a lieu:

Commentaires généraux concernant la partie Eaux usées du PGA-Eau:

## Partie 2 - Portrait des actifs

AIDE

### INVENTAIRE ET ÉTAT

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Inscrivez les informations demandées en lien avec les actifs en eaux usées.

*** *Les informations contenues dans cette partie peuvent être obtenues à partir de votre plus récent Plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées (PI) et de tout récent formulaire relatif à vos infrastructures ponctuelles (Outil besoin en investissement (Outil BI) du MAMH, plan de renouvellement...).*

*En l'absence d'informations sur le sujet, vous pouvez toujours vous référer à vos plus récentes données du Portrait des infrastructures en eau des municipalités du Québec disponibles sur www.inframunicipal.ca.*

*Voici quelc Plan d'intervention : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/plan-dintervention/*
*Outil BI : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/strategie/outils-aux-municipalites*
*inframunicipal : www.inframunicipal.ca*

**Sous-service: COLLECTE**

Indiquez quels types d'actifs que vous possédez pour la collecte des eaux usées: ▾ Notre organisation possède des actifs linéaires et ponctuels liés à ce sous-service.

Explications et commentaires (si besoin)

---

**LINÉAIRE** **(inclut les conduites de collecte, de refoulement ou d'interception)**

Provenance des données (la source et son année)

Inventaire (km): 4020,8

Valeur de remplacement ($): 16 679 781 566 $

État (Répartition de l'état des actifs selon la valeur de remplacement)

| Très bon (A) | Bon (B) | Acceptable (C) | Mauvais (D) | Très mauvais (E) | Inconnu |
|---|---|---|---|---|---|
| 45,6% | 9,3% | 26,7% | 4,1% | 6,0% | 8,3% |

Explications et commentaires (si besoin)

---

**PONCTUEL** **(inclut les ouvrages suivants : postes de pompage, ouvrages de surverse/rétention, chambres majeures)**

Provenance des données (la source et son année)

Inventaire (nombre d'ouvrages): 128

Valeur de remplacement ($): 697 631 853 $

État (Répartition de l'état des actifs selon la valeur de remplacement)

| Très bon (A) | Bon (B) | Acceptable (C) | Mauvais (D) | Très mauvais (E) | Inconnu |
|---|---|---|---|---|---|
| 10,7% | 27,7% | 27,0% | 13,4% | 21,2% | 0,0% |

Explications et commentaires (si besoin)

---

**AUTRES ACTIFS** **(inclut tous les autres actifs ne faisant pas partie des catégories "linéaire" et "ponctuel" ci-dessus)**

Provenance des données (la source et son année)

*** *Notez que la valeur de remplacement de certains accessoires et équipements situés sur le réseau linéaire peut être déjà incluse dans celle indiquée dans votre plan d'intervention.*

Inventaire (km):

Indiquez le ou les actifs associés

Inventaire (nombre d'ouvrages): 231743

Indiquez le ou les actifs associés: Regards, puisards et drains

Valeur de remplacement ($):

Explications et commentaires (si besoin): Leurs états et leur valeur de remplacement ont été pris en compte dans le linéaires;
Regards /81154/1 222 000 000$/2/Bonne
Puisards et drains/150589/1 099 000 000$/2,33/Bonne

**Sous-service: TRAITEMENT**

Indiquez quels types d'actifs que vous possédez pour le traitement des eaux usées: ▾ — Notre organisation ne possède que des actifs ponctuels liés à ce sous-service.

Explications et commentaires (si besoin)

**LINÉAIRE** **(inclut les émissaires)**

Provenance des données (la source et son année)

Inventaire (km)

Valeur de remplacement ($)

État (Répartition de l'état des actifs selon la valeur de remplacement)

| *Très bon (A)* | *Bon (B)* | *Acceptable (C)* | *Mauvais (D)* | *Très mauvais (E)* | *Inconnu* |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |

Explications et commentaires (si besoin)

**PONCTUEL** **(inclut les installations de traitement)**

Provenance des données (la source et son année): outil BI 2015

Inventaire (nombre d'ouvrages): 105

Valeur de remplacement ($): 5 873 786 560 $

État (Répartition de l'état des actifs selon la valeur de remplacement)

| *Très bon (A)* | *Bon (B)* | *Acceptable (C)* | *Mauvais (D)* | *Très mauvais (E)* | *Inconnu* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1,8% | 0,0% | 69,1% | 29,1% | 0,0% | 0,1% |

Explications et commentaires (si besoin)

**AUTRES ACTIFS** **(inclut tous les autres actifs ne faisant pas partie des catégories "linéaire" et "ponctuel" ci-dessus)**

**** Notez que la valeur de remplacement de certains accessoires et équipements situés sur le réseau linéaire peut être déjà incluse dans celle indiquée dans votre plan d'intervention.*

Provenance des données (la source et son année)

Inventaire (km) — Indiquez le ou les actifs associés

Inventaire (nombre d'ouvrages) — Indiquez le ou les actifs associés

Valeur de remplacement ($)

Explications et commentaires (si besoin)

**PARTICULARITÉS**

Avez-vous des actifs dont la propriété est partagée? ▾ Non

Si oui, veuillez indiquer de quel(s) actif(s) il s'agit et quels sont les modes de partage associés:

| Sous-service associé | Type d'actifs | Description des actifs | Quote-part (en % de la valeur de remplacement incluse dans les valeurs fournies) | Mode de partage ▾ | Explication (si requis) |
|---|---|---|---|---|---|
| Collecte | Linéaire | Sans objet | Sans objet | | |
| | Ponctuel | Sans objet | Sans objet | | |
| | Autres actifs | Sans objet | Sans objet | | |
| Traitement | Linéaire | Sans objet | Sans objet | | |
| | Ponctuel | Sans objet | Sans objet | | |
| | Autres actifs | Sans objet | Sans objet | | |

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire du portrait des actifs*

## Partie 3 - Niveaux de service

AIDE

### GESTION DES NIVEAUX DE SERVICE

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU.

>> Répondez aux questions suivantes en lien avec les niveaux de service.

*>> Est-ce que vous avez entamé une réflexion concernant les niveaux de service qu'elle offre actuellement en eaux usées et ceux qu'elle souhaite offrir dans le futur?*

La réflexion est amorcée et nous sommes en mesure de remplir la section au meilleur de notre connaissance.

Explications et commentaires (si besoin)

### Niveaux de service de catégorie "Exigences et mise aux normes"

*>> Indiquez les exigences ou les mises aux normes que doit rencontrer votre organisation relativement à son service des eaux usées et qui auront un impact sur la planification des coûts dans les prochaines années.*

*Inscrivez ensuite pour chacune, si possible, le type d'exigence/mise aux normes et sa provenance, les actifs concernés et expliquez davantage les enjeux rencontrés qui peuvent avoir un impact sur les coûts.*

| | Exigences / Mise aux normes | Type d'exigence / Provenance | Sous-service concerné | Actifs concernés | Expliquez les enjeux rencontrés |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 100% de des rejets d'eaux usées sont conformes aux exigences | ROMAEU | Traitement | Stations epurations | Station JRMarcotte: MES (20 mg/L), Phosphore (0,5 mg/L). Station ile Notre-Dame : MES (25 mg/L), DBO5c (25 mg/L) et coliformes fécaux en été (40 000 ufc/100 mL) |
| 2 | 100% des rejets atmosphériques sont conformes aux exigences | Règlement 90 (2001-10) de la Communauté Métropolitaine de Montréal | Traitement | Stations epurations | Plusieurs normes et exigences en termes de concentration d'une longue liste de paramètres et de temps de disponibilité des équipements de suivi |
| 3 | 100% des normes de débordements sont respectées | ROMAEU | Collecte | Reseaux | Normes pour ouvrages de surverse de la station dans l'attestation d'assainissement municipal |
| 4 | En temps sec, 100% des eaux usées sont traitées | ROMAEU | Collecte | Reseaux | Aucun débordement d'eau usées n'a lieu en temps sec, sauf lorsqu'ils sont causés par des situations imprévisibles (ex. bris). |
| 5 | La perfomance hydraulique du reseau d'egouts doit etre conforme aux niveaux | Directive 004 du MELCC (Norme) | Collecte | Reseaux | |

*>> Décrivez (s'il y a lieu) les actions à mettre en place pour rencontrer les exigences et mettre aux normes ?*

*>> À la partie 5 - Planification des coûts sur le cycle de vie, plus bas, il vous est possible de saisir des coûts prévisionnels spécifiques à la gestion des niveaux de service.*

*Pour ce faire, vous devez toutefois distinguer les coûts de la mise en place des actions que vous venez de décrire en fonction: > du sous-service (Collecte; Traitement);*
*> de la phase du cycle de vie (Exploitation; Entretien; Renouvellement; Acquisition; Disposition).*

**Niveaux de service de catégorie "Technique" et "Citoyen"**

*>> Inscrivez les indicateurs de performance que vous désirez suivre afin de pouvoir évaluer l'atteinte de vos objectifs de niveau de service, en commençant par vos 3 priorités de performance.*

*Indiquez ensuite à quel critère et catégorie ces indicateurs sont associés, et inscrivez la tendance actuelle de performance liée à cet indicateur ainsi que votre objectif général en terme de performance pour les prochaines années.*

*Si désiré, chiffrez de façon plus précise votre performance actuelle et votre performance souhaité, et expliquez les tendances et objectifs au besoin.*

| | Indicateur de performance (vos 3 prioritaires d'abord) | Critère de niveau de service | Catégorie niveau de service | Tendance actuelle | Objectif général pour cet indicateur | Performance actuelle | Performance souhaitée | Expliquez (si désiré) les tendances observées et objectifs de performance |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Cible annuelle de renouvellement de 1,5% | État | Technique | Stabilité | Augmenter la performance | 0,013 | 0,02 | 56 km de conduites d'égouts renouvelées, soit 1,3 % du réseau, versus 1,4 % en 2021 1,3 % du réseau |
| 2 | Signalement odeurs | Autre | Citoyen | Stabilité | Diminuer la performance | 1 à 40 par année (de 2007 à 2024) | 5 | Les plaintes sont acheminées à la DEEU par un lien prévilégié avec un comité d'observateurs de nuisances de la station d'épuration, le 311 ou l'arrondissement de RDP-PAT |
| 3 | Nombre de m3 construit en infrastructures vertes drainages d'ici 10 ans (Stratégie montréalaise de l'eau) | Capacité | Technique | Stabilité | Maintenir la performance | 99 700 m3 (2015-2024) | 100 000 m3 construit | |
| 4 | Reduire le deficit de maintien des actifs a 5% | Autre | Technique | Station | Augmenter la performance | 10-15% | 0,05 | |
| 5 | Optimisation des couts de traitements - masse de coagulants / masse phosphore retiré | Autre | Technique | Stabilite | Augmenter la performance | 44,0 kg de coagulant/kg phosphore total | 43,5 kg de coagulant/kg phosphore total | |
| 6 | Diminution de 12 % le ratio volume d'eaux usées rejetées au cours d'eau/hauteur de pluie tombée par | Capacité | Technique | Stabilite | Augmenter la performance | 10 423 m3/mm | 9 172 m3/mm | La cible correspond à l'objectif dans 10 ans |
| 7 | Requetes liés aux aux refoulements, debordement et blocages des puisards et regards | Fonction | Citoyen | Inconnu | Aucun objectif pour le moment | 3 645 / année | Aucun | Performance de l'année 2024 |
| 8 | Fréquence de nettoyage des puisards | Fonction | Technique | Détérioration | Augmenter la performance | 0,21 | 33% par an | On ne connaît pas la localisation des puisards nettoyés 2021:29%; 2022: 23%; 2023:18% |
| 9 | Signalement bruit | Autre | Citoyen | Inconnu | Maintenir la performance | 0 à 16 (depuis 2021) | 5.0 | |
| 10 | | | | | | | | |

*>> Décrivez (s'il y a lieu) les actions à mettre en place pour atteindre les objectifs de niveaux de service et la performance souhaitée ?*

*>> À la partie 5 - Planification des coûts sur le cycle de vie, plus bas, il vous est possible de saisir des coûts prévisionnels spécifiques à la gestion des niveaux de service.*

*Pour ce faire, vous devez toutefois distinguer les coûts de la mise en place des actions que vous venez de décrire en fonction: > du sous-service (Collecte; Traitement);*

*> de la phase du cycle de vie (Exploitation; Entretien; Renouvellement; Acquisition; Disposition).*

*Notez qu'il est possible que vous souhaitiez revoir vos niveaux de service à la baisse pour réduire les coûts.*

*Dans un tel cas, ce sont des déductions de coûts que vous devez indiquer dans votre tableau de coûts prévisionnels.*

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire niveaux de service*

## Partie 4 - Risques et demande

AIDE

### GESTION DES RISQUES

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Répondez aux questions suivantes en lien avec la gestion des risques.

*>> Est-ce que vous avez entamé une réflexion concernant la gestion des risques en lien avec le service des eaux usées ?*: La réflexion est amorcée et nous sommes en mesure de remplir la section au meilleur de notre connaissance.

Explications et commentaires (si besoin):

*>> Pour chacune des catégories de risques énumérées, indiquez si votre organisation considère devoir gérer certains risques ou non, et si ceux-ci sont plutôt de niveau très élevé, élevé, ou seulement modéré ou faible.*

**** Le niveau de risque est évalué en fonction de la vraisemblance des risques (rare, peu probable, possible, probable, presque certain) et de leurs conséquences (négligeables, mineures, modérées, majeures, catastrophiques).*

| Catégories de risques | Niveau de risque | Expliquez (si désiré) les risques identifiés et conséquences possibles |
|---|---|---|
| Actifs critiques | Certains risques associés sont de niveau élevé. | Traitement eaux usées (DÉEU) |
| Dotation de personnel | Certains risques associés sont de niveau élevé. | Traitement eaux usées (DÉEU) |
| Sous-financement | Certains risques associés sont de niveau très élevé. | Traitement eaux usées (DÉEU) |
| Manque d'informations | Les risques associés sont de niveau modéré ou faible. | Réseau d'égout |
| Changements climatiques | Certains risques associés sont de niveau élevé. | Réseau d'égout |
| Autre *Spécifiez:* | | |

*>> De façon globale, quelles actions sont à mettre en place pour gérer les différents risques identifiés ?*

*>> À la partie 5 - Planification des coûts sur le cycle de vie, plus bas, il vous est possible de saisir des coûts prévisionnels spécifiques à la gestion des risques.*
*Pour ce faire, vous devez toutefois distinguer les coûts de la mise en place des actions que vous venez de décrire en fonction: > du sous-service (Collecte; Traitement);*
*> de la phase du cycle de vie (Exploitation; Entretien; Renouvellement; Acquisition; Disposition).*

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES: Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA: Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire pour les risques*

## Partie 4 - Risques et demande (suite)

AIDE

### GESTION DE LA DEMANDE À VENIR

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Répondez aux questions suivantes en lien avec la gestion de la demande à venir.

*>> Est-ce que vous avez entamé une réflexion concernant la gestion de la demande à venir en lien avec le service des eaux usées ?*: La réflexion est amorcée et nous sommes en mesure de remplir la section au meilleur de notre connaissance.

Explications et commentaires (si besoin):

*>> Pour chacune des catégories de changement énumérées, indiquez si votre organisation anticipe des changements à court terme (1-4 ans), moyen terme (5-7 ans) ou long terme (8-10 ans).*

| Catégories de changements | Changements anticipés | Décrivez (si désiré) les changements identifiés et leurs répercussions |
|---|---|---|
| Démographiques | Des changements sont à prévoir à long terme (8-10 ans). | |
| Climatiques | Des changements sont à prévoir continuellement sur 10 ans. | |
| Cadre légal et règlementaire | Des changements sont anticipés à moyen terme (5-7 ans). | |
| Économiques | Des changements sont à prévoir continuellement sur 10 ans. | |
| Technologiques | Des changements sont à prévoir continuellement sur 10 ans. | |
| Autre *Spécifiez:* | | |

*>> De façon globale, quelles actions sont à mettre en place pour gérer ces changements à venir ?*

*>> À la partie 5 - Planification des coûts sur le cycle de vie, plus bas, il vous est possible de saisir des coûts prévisionnels qui sont spécifiques à la gestion de la demande à venir.*
*Pour ce faire, vous devez toutefois distinguer les coûts de la mise en place des actions que vous venez de décrire en fonction: > du sous-service (Collecte; Traitement);*
*> de la phase du cycle de vie (Exploitation; Entretien; Renouvellement; Acquisition; Disposition).*

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES: Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA: Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire de la demande à venir*

## Partie 5 - Planification des coûts sur le cycle de vie

AIDE

**BUDGET ACTUEL**

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Inscrivez vos budgets annuels actuels pour les eaux usées:
> pour chacune des phases du cycle de vie (Exploitation; Entretien; Renouvellement; Acquisition; Disposition);
> par sous-service (1er tableau: Collecte; 2e tableau: Traitement).

*** *Si vous n'êtes pas en mesure de départager facilement votre budget global entre les 5 phases du cycle de vie ou entre les 2 sous-services de façon précise, vous pouvez le faire en vous basant sur un % estimé de votre budget global et indiquer votre hypothèse dans une section commentaires.*

*** *À noter qu'il se peut qu'il n'y ait pas de budget associé à certaines phases du cycle de vie, mais vous devez tout de même inscrire un montant dans toutes les cases prioritaires, même s'il est de 0$.*

**Sous-service: COLLECTE**

| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 0 $ | 46 402 570 $ | 92 818 255 $ | 12 061 744 $ | 0 $ |

BUDGET DE FONCTIONNEMENT: 46 402 570 $

BUDGET D'IMMOBILISATIONS: 104 879 999 $

**BUDGET GLOBAL DU SOUS-SERVICE**: 151 282 569 $

Explications et commentaires (si besoin):

**Sous-service: TRAITEMENT**

| Exploitation | Entretien | Renouvellement | Acquisition | Disposition |
|---|---|---|---|---|
| 40 519 307 $ | 41 396 043 $ | 41 307 711 $ | 96 465 756 $ | 0 $ |

BUDGET DE FONCTIONNEMENT: 81 915 350 $

BUDGET D'IMMOBILISATIONS: 137 773 467 $

**BUDGET GLOBAL DU SOUS-SERVICE**: 219 688 816 $

Explications et commentaires (si besoin):

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES: Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA: Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

**COÛTS PRÉVISIONNELS (BESOINS)**

STATUT Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Inscrivez vos coûts prévisionnels estimés pour les 10 prochaines années, **en $ actuels** > pour chacune des phases du cycle de vie (exploitation, entretien, renouvellement, acquisition, disposition);
> par sous-service (1er tableau: Collecte; 2e tableau: Traitement).

**** Si vous n'êtes pas en mesure de départager facilement vos prévisions entre les 5 phases du cycle de vie ou entre les 2 sous-services de façon précise, vous pouvez le faire en vous basant sur un % estimé des prévisions globales et indiquer votre hypothèse dans une section commentaires.*

**IMPORTANT:** **Les coûts prévisionnels à saisir prioritairement sont:**

→ **Les coûts nécessaires pour poursuivre les activités actuelles.**

→ **Les coûts additionnels totaux, c'est-à-dire l'ensemble des coûts supplémentaires anticipés pour gérer ce qui s'en vient dans l'organisation au cours des prochaines années.**
À titre d'exemple, l'ajout de nouveaux actifs engendrera nécessairement des coûts annuels d'exploitation et d'entretien additionnels.

Également, en fonction de la réflexion entamée aux Parties 3 et 4 concernant la gestion des niveaux de service, la gestion de la demande à venir et la gestion des risques, vous pourriez ajouter des coûts prévisionnels additionnels liés spécifiquement à ces catégories, soit:

→ Les coûts additionnels - ou déductions de coûts *(dans ce cas mettre des montants négatifs)* - pour l'atteinte des niveaux de service souhaités selon les exigences et mises aux normes à rencontrer et les objectifs de performance indiqués à la Partie 3 (s'il y a lieu);

→ Les coûts additionnels liés à la gestion de risques selon les risques identifiés à la partie 4A (s'il y a lieu);

→ Les coûts additionnels liés à la gestion de la demande à venir selon les changements anticipés à la Partie 4B (s'il y a lieu).

**Dans le cas du renouvellement, il faut également saisir:**

→ **Les coûts liés au déficit de maintien, c'est-à-dire les coûts anticipés pouvant permettre le rattrapage du retard en terme de renouvellement des actifs, s'il y a lieu.**

**** **Les coûts prévisionnels attendus ici ne devraient pas être indexés, mais plutôt en $ actuels. Ils couvrent l'ensemble des activités et frais liés (ex. surveillance, conception, contingences, taxes, etc.).***

**** Notez qu'**il n'est pas nécessaire que toutes les années et les phases du cycle de vie soient remplies**, puisqu'il peut s'agir par exemple de quelques activités ponctuelles ou d'une seule activité aditionnelle mais récurrente. Toutefois, **inscrivez au moins un montant sur toutes les lignes prioritaires** (même si ce montant est de 0$) pour obtenir le statut "Complété".*

**** Pour le déficit de maintien, vous pouvez soit indiquer un montant global à la première année ou répartir le coût total sur les 10 prochaines années, selon ce que vous préférez illustrer dans le SOMMAIRE PGA.*

## Sous-service: COLLECTE

| Phase du cycle de vie / Regroupement usuel | Coûts prévisionnels (besoins) par année de planification | | | | | | | | | | Somme des coûts sur 10 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | |
| **FONCTIONNEMENT TOTAL** | 46 402 570 $ | 47 516 232 $ | 52 098 967 $ | 55 594 351 $ | 60 969 631 $ | 66 174 582 $ | 67 762 772 $ | 69 389 079 $ | 71 054 417 $ | 72 759 723 $ | 609 722 323 $ |
| **Exploitation Total** | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés aux ACQUISITIONS futures* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **Entretien Total** | 46 402 570 $ | 47 516 232 $ | 52 098 967 $ | 55 594 351 $ | 60 969 631 $ | 66 174 582 $ | 67 762 772 $ | 69 389 079 $ | 71 054 417 $ | 72 759 723 $ | 609 722 323 $ |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 46 402 570 $ | 47 516 232 $ | 48 656 621 $ | 49 824 380 $ | 51 020 165 $ | 52 244 649 $ | 53 498 521 $ | 54 782 485 $ | 56 097 265 $ | 57 443 599 $ | 517 486 487 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 3 442 346 $ | 5 769 971 $ | 9 949 465 $ | 13 929 933 $ | 14 264 252 $ | 14 606 594 $ | 14 957 152 $ | 15 316 123 $ | 92 235 836 $ |
| *> liés aux ACQUISITIONS futures* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 3 442 346 $ | 5 769 971 $ | 9 949 465 $ | 13 929 933 $ | 14 264 252 $ | 14 606 594 $ | 14 957 152 $ | 15 316 123 $ | 92 235 836 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **RENOUVELLEMENT TOTAL** | 221 000 000 $ | 221 000 000 $ | 224 127 461 $ | 228 922 902 $ | 235 594 819 $ | 238 930 778 $ | 239 973 265 $ | 239 973 265 $ | 239 973 265 $ | 239 973 265 $ | 2 329 469 018 $ |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 51 395 349 $ | 513 953 488 $ |
| Déficit de maintien (rattrapage) | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 169 604 651 $ | 1 696 046 512 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 3 127 461 $ | 7 922 902 $ | 14 594 819 $ | 17 930 778 $ | 18 973 265 $ | 18 973 265 $ | 18 973 265 $ | 18 973 265 $ | 119 469 018 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 3 127 461 $ | 7 922 902 $ | 14 594 819 $ | 17 930 778 $ | 18 973 265 $ | 18 973 265 $ | 18 973 265 $ | 18 973 265 $ | 119 469 018 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **ACQUISITION / DISPOSITION TOTAL** | 215 000 000 $ | 215 000 000 $ | 213 406 414 $ | 213 329 582 $ | 214 796 599 $ | 215 330 107 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 2 148 725 014 $ |
| **Acquisition Total** | 215 000 000 $ | 215 000 000 $ | 213 406 414 $ | 213 329 582 $ | 214 796 599 $ | 215 330 107 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 2 148 725 014 $ |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 215 000 000 $ | 215 000 000 $ | 213 000 000 $ | 212 300 000 $ | 212 900 000 $ | 213 000 000 $ | 213 000 000 $ | 213 000 000 $ | 213 000 000 $ | 213 000 000 $ | 2 133 200 000 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 406 414 $ | 1 029 582 $ | 1 896 599 $ | 2 330 107 $ | 2 465 578 $ | 2 465 578 $ | 2 465 578 $ | 2 465 578 $ | 15 525 014 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 406 414 $ | 1 029 582 $ | 1 896 599 $ | 2 330 107 $ | 2 465 578 $ | 2 465 578 $ | 2 465 578 $ | 2 465 578 $ | 15 525 014 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **Disposition Total** | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL - COLLECTE** | 482 402 570 $ | 483 516 232 $ | 489 632 843 $ | 497 846 835 $ | 511 361 048 $ | 520 435 467 $ | 523 201 615 $ | 524 827 922 $ | 526 493 259 $ | 528 198 565 $ | 5 087 916 355 $ |

## Sous-service: TRAITEMENT

| Phase du cycle de vie / Regroupement usuel | Coûts prévisionnels (besoins) par année de planification | | | | | | | | | | Somme des coûts sur 10 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | |
| **FONCTIONNEMENT TOTAL** | 81 915 350 $ | 83 881 318 $ | 91 971 310 $ | 98 141 778 $ | 107 630 862 $ | 116 819 264 $ | 119 622 926 $ | 122 493 876 $ | 125 433 729 $ | 128 444 139 $ | 1 076 354 552 $ |
| **Exploitation Total** | **40 519 307 $** | **41 491 770 $** | **45 493 473 $** | **48 545 686 $** | **53 239 447 $** | **57 784 477 $** | **59 171 304 $** | **60 591 415 $** | **62 045 609 $** | **63 534 704 $** | **532 417 193 $** |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 40 519 307 $ | 41 491 770 $ | 42 487 573 $ | 43 507 275 $ | 44 551 449 $ | 45 620 684 $ | 46 715 580 $ | 47 836 754 $ | 48 984 836 $ | 50 160 472 $ | 451 875 702 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 3 005 900 $ | 5 038 411 $ | 8 687 998 $ | 12 163 793 $ | 12 455 724 $ | 12 754 661 $ | 13 060 773 $ | 13 374 231 $ | 80 541 491 $ |
| *> liés aux ACQUISITIONS futures* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 3 005 900 $ | 5 038 411 $ | 8 687 998 $ | 12 163 793 $ | 12 455 724 $ | 12 754 661 $ | 13 060 773 $ | 13 374 231 $ | 80 541 491 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **Entretien Total** | **41 396 043 $** | **42 389 548 $** | **46 477 837 $** | **49 596 092 $** | **54 391 415 $** | **59 034 787 $** | **60 451 622 $** | **61 902 461 $** | **63 388 120 $** | **64 909 435 $** | **543 937 359 $** |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 41 396 043 $ | 42 389 548 $ | 43 406 897 $ | 44 448 662 $ | 45 515 430 $ | 46 607 801 $ | 47 726 388 $ | 48 871 821 $ | 50 044 745 $ | 51 245 819 $ | 461 653 153 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 3 070 940 $ | 5 147 430 $ | 8 875 985 $ | 12 426 986 $ | 12 725 234 $ | 13 030 640 $ | 13 343 375 $ | 13 663 616 $ | 82 284 206 $ |
| *> liés aux ACQUISITIONS futures* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 3 070 940 $ | 5 147 430 $ | 8 875 985 $ | 12 426 986 $ | 12 725 234 $ | 13 030 640 $ | 13 343 375 $ | 13 663 616 $ | 82 284 206 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **RENOUVELLEMENT TOTAL** | 87 097 515 $ | 92 716 600 $ | 78 567 041 $ | 87 095 597 $ | 140 410 659 $ | 210 652 289 $ | 203 675 636 $ | 201 808 436 $ | 214 475 836 $ | 145 744 036 $ | 1 462 243 646 $ |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 42 729 000 $ | 35 564 000 $ | 28 359 000 $ | 27 688 000 $ | 30 650 000 $ | 28 150 000 $ | 28 010 000 $ | 28 390 000 $ | 28 250 000 $ | 25 250 000 $ | 303 040 000 $ |
| Déficit de maintien (rattrapage) | 44 368 515 $ | 57 152 600 $ | 48 816 200 $ | 55 881 600 $ | 103 265 400 $ | 174 522 400 $ | 167 221 800 $ | 164 974 600 $ | 177 782 000 $ | 112 050 200 $ | 1 106 035 315 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 1 391 841 $ | 3 525 997 $ | 6 495 259 $ | 7 979 889 $ | 8 443 836 $ | 8 443 836 $ | 8 443 836 $ | 8 443 836 $ | 53 168 331 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 1 391 841 $ | 3 525 997 $ | 6 495 259 $ | 7 979 889 $ | 8 443 836 $ | 8 443 836 $ | 8 443 836 $ | 8 443 836 $ | 53 168 331 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **ACQUISITION / DISPOSITION TOTAL** | 96 852 677 $ | 168 703 200 $ | 157 845 162 $ | 145 708 650 $ | 167 361 955 $ | 150 917 008 $ | 149 857 061 $ | 136 993 261 $ | 129 406 861 $ | 78 585 661 $ | 1 382 231 497 $ |
| **Acquisition Total** | **96 852 677 $** | **168 703 200 $** | **157 845 162 $** | **145 708 650 $** | **167 361 955 $** | **150 917 008 $** | **149 857 061 $** | **136 993 261 $** | **129 406 861 $** | **78 585 661 $** | **1 382 231 497 $** |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 96 852 677 $ | 168 703 200 $ | 154 594 800 $ | 137 474 400 $ | 152 193 600 $ | 132 281 600 $ | 130 138 200 $ | 117 274 400 $ | 109 688 000 $ | 58 866 800 $ | 1 258 067 677 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 3 250 362 $ | 8 234 250 $ | 15 168 355 $ | 18 635 408 $ | 19 718 861 $ | 19 718 861 $ | 19 718 861 $ | 19 718 861 $ | 124 163 820 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 3 250 362 $ | 8 234 250 $ | 15 168 355 $ | 18 635 408 $ | 19 718 861 $ | 19 718 861 $ | 19 718 861 $ | 19 718 861 $ | 124 163 820 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **Disposition Total** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** | **0 $** |
| Coûts pour poursuivre les activités actuelles | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Coûts additionnels totaux ? | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des niveaux de service* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion des risques* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| *> liés à la gestion de la demande à venir* | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL - TRAITEMENT** | 265 865 542 $ | 345 301 118 $ | 328 383 513 $ | 330 946 025 $ | 415 403 476 $ | 478 388 560 $ | 473 155 624 $ | 461 295 574 $ | 469 316 427 $ | 352 773 836 $ | 3 920 829 694 $ |

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire des prévisions*

## Partie 6 - Résumé financier

AIDE

### STRATÉGIE DE FINANCEMENT

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Inscrivez votre stratégie financière sur les 10 prochaines années, en $ actuels, par sous-service (collecte et traitement), pour le fonctionnement (exploitation et entretien), le renouvellement (maintien et rattrapage) et les acquisitions/dispositions (ajouts et amélioration/bonification de service).

**** Les coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) présentés dans les tableaux ci-dessous sont directement reportés de la Partie 5 - Planification des coûts sur le cycle de vie.*

### Sous-service: COLLECTE

| Type de financement ou de revenus | Montants de financement interne et externe tel qu'anticipé actuellement, par année de planification | | | | | | | | | | Somme des coûts sur 10 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | | | | | | | |
| Coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) | 46 402 570 $ | 47 516 232 $ | 52 098 967 $ | 55 594 351 $ | 60 969 631 $ | 66 174 582 $ | 67 762 772 $ | 69 389 079 $ | 71 054 417 $ | 72 759 723 $ | 609 722 323 $ |
| Revenus du gouvernement provincial | 1 392 929 $ | 1 422 181 $ | 1 452 046 $ | 1 482 539 $ | 1 513 673 $ | 1 545 460 $ | 1 577 914 $ | 1 611 051 $ | 1 644 883 $ | 1 679 425 $ | 15 322 100 $ |
| Revenus générés | 45 009 641 $ | 45 954 843 $ | 46 919 895 $ | 47 905 213 $ | 48 911 222 $ | 49 938 358 $ | 50 987 064 $ | 52 057 792 $ | 53 151 005 $ | 54 267 177 $ | 495 102 210 $ |
| Budget total planifié | 46 402 570 $ | 47 377 024 $ | 48 371 941 $ | 49 387 752 $ | 50 424 895 $ | 51 483 818 $ | 52 564 978 $ | 53 668 842 $ | 54 795 888 $ | 55 946 602 $ | 510 424 310 $ |
| Déficit de financement | 0 $ | 139 208 $ | 3 727 026 $ | 6 206 599 $ | 10 544 736 $ | 14 690 765 $ | 15 197 794 $ | 15 720 236 $ | 16 258 529 $ | 16 813 121 $ | 99 298 013 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **RENOUVELLEMENT** | | | | | | | | | | | |
| Coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) | 221 000 000 $ | 221 000 000 $ | 224 127 461 $ | 228 922 902 $ | 235 594 819 $ | 238 930 778 $ | 239 973 265 $ | 239 973 265 $ | 239 973 265 $ | 239 973 265 $ | 2 329 469 018 $ |
| Excédent de fonctionnement | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Financement du gouvernement provincial | 8 781 470 $ | 1 890 000 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 10 671 470 $ |
| Autres types de financement | 84 036 785 $ | 51 245 000 $ | 49 671 000 $ | 50 267 000 $ | 58 767 000 $ | 75 368 000 $ | 80 368 000 $ | 72 733 000 $ | 79 732 000 $ | 84 733 000 $ | 686 920 785 $ |
| Budget total planifié | 92 818 255 $ | 53 135 000 $ | 49 671 000 $ | 50 267 000 $ | 58 767 000 $ | 75 368 000 $ | 80 368 000 $ | 72 733 000 $ | 79 732 000 $ | 84 733 000 $ | 697 592 255 $ |
| Déficit de financement | 128 181 745 $ | 167 865 000 $ | 174 456 461 $ | 178 655 902 $ | 176 827 819 $ | 163 562 778 $ | 159 605 265 $ | 167 240 265 $ | 160 241 265 $ | 155 240 265 $ | 1 631 876 763 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **ACQUISITION / DISPOSITION** | | | | | | | | | | | |
| Coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) | 215 000 000 $ | 215 000 000 $ | 213 406 414 $ | 213 329 582 $ | 214 796 599 $ | 215 330 107 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 215 465 578 $ | 2 148 725 014 $ |
| Financement du gouvernement provincial | 1 933 597 $ | 1 364 000 $ | 21 410 000 $ | 28 098 000 $ | 19 500 000 $ | 0 $ | 7 500 000 $ | 7 500 000 $ | 7 500 000 $ | 7 500 000 $ | 102 305 597 $ |
| Autres types de financement | 10 128 146 $ | 18 282 000 $ | 54 146 000 $ | 74 558 000 $ | 61 836 000 $ | 74 342 000 $ | 30 195 000 $ | 27 197 000 $ | 117 179 000 $ | 139 513 000 $ | 607 376 146 $ |
| Budget total planifié | 12 061 744 $ | 19 646 000 $ | 75 556 000 $ | 102 656 000 $ | 81 336 000 $ | 74 342 000 $ | 37 695 000 $ | 34 697 000 $ | 124 679 000 $ | 147 013 000 $ | 709 681 744 $ |
| Déficit de financement | 202 938 256 $ | 195 354 000 $ | 137 850 414 $ | 110 673 582 $ | 133 460 599 $ | 140 988 107 $ | 177 770 578 $ | 180 768 578 $ | 90 786 578 $ | 68 452 578 $ | 1 439 043 270 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |

## Sous-service: TRAITEMENT

| Type de financement ou de revenus | Montants de financement interne et externe tel qu'anticipé actuellement, par année de planification | | | | | | | | | | Somme des coûts sur 10 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | | | | | | | |
| Coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) | 81 915 350 $ | 83 881 318 $ | 91 971 310 $ | 98 141 778 $ | 107 630 862 $ | 116 819 264 $ | 119 622 926 $ | 122 493 876 $ | 125 433 729 $ | 128 444 139 $ | 1 076 354 552 $ |
| Revenus du gouvernement provincial | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Revenus générés | 81 915 350 $ | 83 635 572 $ | 85 391 919 $ | 87 185 149 $ | 89 016 038 $ | 90 885 374 $ | 92 793 967 $ | 94 742 640 $ | 96 732 236 $ | 98 763 613 $ | 901 061 858 $ |
| Budget total planifié | 81 915 350 $ | 83 635 572 $ | 85 391 919 $ | 87 185 149 $ | 89 016 038 $ | 90 885 374 $ | 92 793 967 $ | 94 742 640 $ | 96 732 236 $ | 98 763 613 $ | 901 061 858 $ |
| Déficit de financement | 0 $ | 245 746 $ | 6 579 391 $ | 10 956 628 $ | 18 614 825 $ | 25 933 889 $ | 26 828 959 $ | 27 751 236 $ | 28 701 493 $ | 29 680 526 $ | 175 292 693 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **RENOUVELLEMENT** | | | | | | | | | | | |
| Coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) | 87 097 515 $ | 92 716 600 $ | 78 567 041 $ | 87 095 597 $ | 140 410 659 $ | 210 652 289 $ | 203 675 636 $ | 201 808 436 $ | 214 475 836 $ | 145 744 036 $ | 1 462 243 646 $ |
| Excédent de fonctionnement | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| Financement du gouvernement provincial | 9 399 192 $ | 7 200 000 $ | 0 $ | 11 038 429 $ | 43 118 688 $ | 114 512 665 $ | 116 733 929 $ | 118 999 630 $ | 121 309 769 $ | 67 218 074 $ | 609 530 376 $ |
| Autres types de financement | 31 908 519 $ | 35 733 000 $ | 28 412 000 $ | 23 029 455 $ | 31 049 829 $ | 60 398 323 $ | 60 953 793 $ | 50 019 755 $ | 50 597 444 $ | 37 074 212 $ | 409 176 330 $ |
| Budget total planifié | 41 307 711 $ | 42 933 000 $ | 28 412 000 $ | 34 067 884 $ | 74 168 517 $ | 174 910 987 $ | 177 687 721 $ | 169 019 385 $ | 171 907 214 $ | 104 292 287 $ | 1 018 706 706 $ |
| Déficit de financement | 45 789 804 $ | 49 783 600 $ | 50 155 041 $ | 53 027 714 $ | 66 242 142 $ | 35 741 302 $ | 25 987 915 $ | 32 789 051 $ | 42 568 622 $ | 41 451 750 $ | 443 536 940 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |
| **ACQUISITION / DISPOSITION** | | | | | | | | | | | |
| Coûts prévisionnels totaux (besoins totaux) | 96 852 677 $ | 168 703 200 $ | 157 845 162 $ | 145 708 650 $ | 167 361 955 $ | 150 917 008 $ | 149 857 061 $ | 136 993 261 $ | 129 406 861 $ | 78 585 661 $ | 1 382 231 497 $ |
| Financement du gouvernement provincial | 2 103 473 $ | 26 077 000 $ | 13 468 000 $ | 36 047 571 $ | 26 744 312 $ | 71 026 335 $ | 72 404 071 $ | 73 809 370 $ | 75 242 231 $ | 41 691 926 $ | 438 614 289 $ |
| Autres types de financement | 94 362 283 $ | 142 061 000 $ | 124 874 000 $ | 105 206 545 $ | 125 398 171 $ | 18 246 677 $ | 18 591 207 $ | 18 942 245 $ | 19 300 556 $ | 10 912 788 $ | 677 895 472 $ |
| Budget total planifié | 96 465 756 $ | 168 138 000 $ | 138 342 000 $ | 141 254 116 $ | 152 142 483 $ | 89 273 013 $ | 90 995 279 $ | 92 751 615 $ | 94 542 786 $ | 52 604 713 $ | 1 116 509 761 $ |
| Déficit de financement | 386 921 $ | 565 200 $ | 19 503 162 $ | 4 454 533 $ | 15 219 472 $ | 61 643 995 $ | 58 861 783 $ | 44 241 647 $ | 34 864 075 $ | 25 980 948 $ | 265 721 736 $ |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | | | |

>> Évaluez les aspects suivants:

NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES ET ESTIMATIONS SAISIES — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de confiance de votre organisation pour cette partie du PGA*

NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA RÉALISATION DE CETTE PARTIE DU PGA — Complété — *Aller à la partie 7 pour déterminer maintenant le niveau de progression de votre organisation pour cette partie du PGA*

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire du financement*

## Partie 7 - Amélioration et suivi

AIDE

### NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES DONNÉES

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Prenez connaissance des différentes cotes du niveau de confiance dans les données proposées ci-dessous:

| DESCRIPTION DES COTES NIVEAU DE CONFIANCE | |
|---|---|
| *1- Très faible* | *Données considérées fiables sur 1-19% des actifs / Données basées exclusivement sur des éléments non documentés / Difficile d'évaluer la véracité et la représentativité des données* |
| *2- Faible* | *Données considérées fiables sur 20-39% des actifs / Données basées essentiellement sur des éléments non documentés ou documentés mais datés / Données ne reflètent pas vraiment la réalité* |
| *3- Moyen* | *Données considérées fiables sur 40-59% des actifs / Données issues d'éléments documentés majoritairement à jour et d'éléments non documentés / Données traduisent une partie de la réalité* |
| *4- Bon* | *Données considérées fiables sur 60-79% des actifs / Données issues d'éléments majoritairement documentés et à jour / Données considérées comme proche de la réalité* |
| *5- Excellent* | *Données considérées fiables sur 80-99% des actifs / Données basées exclusivement sur des éléments documentés et à jour / Données considérées comme représentatives de la réalité* |

>> Déterminez votre niveau de confiance en chaque type de donnée requise pour réaliser le PGA, pour chaque sous-service indépendamment, en remplissant la colonne "cote de confiance".

>> Déterminez ensuite sur quel(s) aspect(s) vous projetez de vous améliorer à court terme (1-4 ans), moyen terme (5-7 ans) et long terme (8-10 ans) en remplissant la colonne "horizon d'amélioration".

**** Notez qu'il est préférable d'évaluer son niveau réel au meilleur de sa connaissance; il n'y a pas d'attentes quant au niveau minimal à atteindre au départ.*
*L'objectif est que vous puissiez constater vos points forts et vos points à améliorer, ainsi que votre amélioration dans le temps.*

| Type de données requises pour le PGA | | Sous-service: COLLECTE | | | | Sous-service: TRAITEMENT | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Niveau de confiance actuel | | Objectifs d'amélioration de la confiance | | Niveau de confiance actuel | | Objectifs d'amélioration de la confiance | |
| | | Cote de confiance | Cumulatif | Horizon d'amélioration | Objectifs / Actions à mettre en place | Cote de confiance | Cumulatif | Horizon d'amélioration | Objectifs / Actions à mettre en place |
| PORTRAIT DES ACTIFS | (Cumulatif /30) | 4- Bon | 24 | | | 3- Moyen | 21 | | |
| *Inventaire (linéaire)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Inventaire (ponctuel)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Valeur de remplacement (linéaire)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Valeur de remplacement (ponctuel)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Données d'état (linéaire)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Données d'état (ponctuel)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| NIVEAUX DE SERVICE | (Cumulatif /10) | 3- Moyen | 7 | | | 3- Moyen | 6 | | |
| *Tendance et performance (en lien avec les niveaux de services)* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Coûts requis pour atteindre les objectifs de service* (voir partie 5) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *2- Faible* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| GESTION DES RISQUES | (Cumulatif /10) | 3- Moyen | 6 | | | 2- Faible | 5 | | |
| *Niveaux de risques* | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Coûts requis pour gérer les risques* (voir partie 5) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *2- Faible* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| DEMANDE À VENIR | (Cumulatif /10) | 3- Moyen | 6 | | | 3- Moyen | 6 | | |
| *Changements anticipés* | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Coûts requis pour gérer la demande à venir* (voir partie 5) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| CYCLE DE VIE - IMMOBILISATIONS | (Cumulatif /15) | 4- Bon | 13 | | | 4- Bon | 12 | | |
| *Budget d'immobilisation* | | *5- Excellent* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Coûts prévus pour le renouvellement* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Coûts prévus pour l'acquisition et la disposition* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| CYCLE DE VIE - FONCTIONNEMENT | (Cumulatif /10) | 4- Bon | 8 | | | 4- Bon | 8 | | |
| *Budget de fonctionnement* | | *5- Excellent* | | Court terme (1-4 ans) | | *5- Excellent* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Coûts prévus pour l'exploitation et pour l'entretien* | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| RÉSUMÉ FINANCIER | (Cumulatif /15) | 3- Moyen | 10 | | | 3- Moyen | 10 | | |
| *Financement estimé pour le fonctionnement* | | *4- Bon* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Financement estimé pour le renouvellement* | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *5- Excellent* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Financement estimé pour les acquisitions/dispositions* | | *3- Moyen* | | Court terme (1-4 ans) | | *2- Faible* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | | |
| COTE GLOBALE & CUMULATIF GLOBAL (/100) | | 3- Moyen | 74 | | | 3- Moyen | 68 | | |

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie.

*Voir le sommaire du niveau de confiance*

## Partie 7 - Amélioration et suivi (suite)

AIDE

### NIVEAU DE PROGRESSION DANS LA DÉMARCHE DE RÉALISATION DU PGA

STATUT: Complété

❖ Afin de vous guider dans cette partie, vous pouvez consulter le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des actifs municipaux et les fiches techniques PGA-Eau du CERIU (voir détails dans l'onglet AIDE).

>> Prenez connaissance des différentes cotes du niveau de progression dans la démarche de réalisation du PGA-Eau proposées ci-dessous:

| DESCRIPTION DES COTES NIVEAU DE PROGRESSION | |
|---|---|
| *1- Débutant* | *La municipalité débute la démarche. Elle prend connaissance de nouvelles notions avec lesquelles elle doit se familiariser.* |
| *2- Élémentaire* | *La municipalité a entrepris la démarche en mettant quelques éléments en pratique. Elle comprend la majorité des notions présentes.* |
| *3- Intermédiaire* | *La municipalité a bien avancé dans la démarche, il reste encore des éléments à compléter. Elle connait l'ensemble des notions présentes.* |
| *4- Avancé* | *La municipalité maîtrise l'ensemble de la démarche. Elle est familière et sait travailler avec l'ensemble des notions présentes.* |
| *5- Expert* | *La municipalité s'assure que la démarche est pérenne, cohérente, et que les informations restent à jour. Elle travaille habilement avec l'ensemble des notions présentes.* |

>> Déterminez votre niveau de progression pour la réalisation de chaque partie du PGA, pour chaque sous-service indépendamment, en remplissant la colonne "cote de progression".

>> Déterminez ensuite sur quel(s) aspect(s) vous projetez de vous améliorer à court terme (1-4 ans), moyen terme (5-7 ans) et long terme (8-10 ans) en remplissant la colonne "horizon d'amélioration".

**** Notez qu'il est préférable d'évaluer son niveau réel au meilleur de sa connaissance; il n'y a pas d'attentes quant au niveau minimal à atteindre au départ. L'objectif est que vous puissiez constater vos points forts et vos points à améliorer, ainsi que votre amélioration dans le temps.*

| Type de données requises pour le PGA | Sous-service: COLLECTE | | | | Sous-service: TRAITEMENT | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Niveau de progression actuel | | Objectifs d'amélioration de la progression | | Niveau de progression actuel | | Objectifs d'amélioration de la progression | |
| | Cote de progression | Cumulatif | Horizon d'amélioration | Objectifs / Actions à mettre en place | Cote de progression | Cumulatif | Horizon d'amélioration | Objectifs / Actions à mettre en place |
| PORTRAIT DES ACTIFS (Cumulatif /20) | 4- Avancé | 16 | | | 4- Avancé | 16 | | |
| *Analyse et connaissance du linéaire* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Analyse et connaissance du ponctuel* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| NIVEAUX DE SERVICE (Cumulatif /20) | 4- Avancé | 16 | | | 3- Intermédiaire | 12 | | |
| *Analyse des niveaux de service "Exigences et mises aux normes"* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Analyse des niveaux de service "Technique" et "Citoyen"* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| GESTION DES RISQUES (Cumulatif /10) | 3- Intermédiaire | 6 | | | 3- Intermédiaire | 6 | | |
| *Analyse et planification des risques* | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| DEMANDE À VENIR (Cumulatif /10) | 3- Intermédiaire | 6 | | | 3- Intermédiaire | 6 | | |
| *Analyse et planification de la demande à venir* | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| CYCLE DE VIE - IMMOBILISATIONS (Cumulatif /10) | 4- Avancé | 8 | | | 3- Intermédiaire | 7 | | |
| *Analyse des données budgétaires d'immobilisation* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Analyse et planification des besoins d'immobilisations* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| CYCLE DE VIE - FONCTIONNEMENT (Cumulatif /10) | 3- Intermédiaire | 7 | | | 3- Intermédiaire | 7 | | |
| *Analyse des données budgétaires de fonctionnement* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Analyse et planification des besoins de fonctionnement* | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| RÉSUMÉ FINANCIER (Cumulatif /15) | 3- Intermédiaire | 11 | | | 4- Avancé | 12 | | |
| *Stratégie de financement pour le fonctionnement* | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Stratégie de financement pour le renouvellement* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| *Stratégie de financement pour les acquisitions/dispositions* | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | | *4- Avancé* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| AMÉLIORATION ET SUIVI (Cumulatif /5) | 3- Intermédiaire | 3 | | | 3- Intermédiaire | 3 | | |
| *Analyse de la confiance, la progression et objectifs d'amélioration* | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | | *3- Intermédiaire* | | Court terme (1-4 ans) | |
| Explications et commentaires (si besoin) | | | | | | | | |
| COTE GLOBALE & CUMULATIF GLOBAL (/100) | 3- Intermédiaire | 73 | | | 3- Intermédiaire | 69 | | |

>> Vous pouvez à présent consulter les éléments visuels du sommaire pour cette partie. *Voir le sommaire du niveau de progression*

## Partie 8 - Sommaire

AIDE

**RÉSULTATS DANS LE SOMMAIRE PGA EAUX USÉES ET COMMENTAIRES**

>> Vous pouvez à présent consulter le sommaire complet de votre PGA pour les eaux usées.

**** Notez que si certains visuels n'apparaissent pas dans le sommaire, il est probable que ce soit parce que certaines sections ci-haut ne sont pas complètement remplies.*
*Si certains visuels ne semblent pas correspondre à votre réalité, vous pouvez revalider les données saisies dans ce formulaire.*

>> Si vous désirez commenter ou nuancer les visuels résultants de votre sommaire PGA eaux usées en expliquant votre contexte, et que ce commentaire apparaisse dans le sommaire, inscrivez-le dans la case suivante:

▷

**RÉSULTATS DANS LE SOMMAIRE PGA EAU GÉNÉRAL ET COMMENTAIRES**

>> Vous pouvez également consulter le sommaire général PGA EAU dans lequel certaines données synthèses pour le service des eaux usées saisies dans le présent formulaire apparaissent.

**** Notez que si certains visuels relatifs au service des eaux usées n'apparaissent pas dans le sommaire général, il est probable que ce soit parce que certaines sections ci-haut ne sont pas complètement remplies.*
*Rappelons que les formulaires par service doivent tous être remplis pour obtenir l'ensemble des visuels dans ce sommaire général.*

>> Si vous désirez émettre un bref commentaire à propos des résultats relatifs au service des eaux usées afin qu'il apparaisse au sommaire général, inscrivez-le dans la case suivante:

▷

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.06

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1268798005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (Réflexe 3 - 2025-2029), afin qu'une somme de 152 100 $ représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses, soit de compétence agglomération |

Il est recommandé :
d'autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (Réflexe 3 - 2025-2029), afin qu'une somme de 152 100 $ représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses, soit de compétence agglomération.

**Signé par** Genevieve GOUDREAULT **Le** 2026-04-23 17:37

**Signataire :** Genevieve GOUDREAULT

_____

Directrice générale adjointe – Développement et affaires institutionnelles
Direction générale , Direction générale adjointe - développement et affaires institutionnelles

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268798005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (Réflexe 3 - 2025-2029), afin qu'une somme de 152 100 $ représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses, soit de compétence agglomération |

## CONTENU

### CONTEXTE

Lors de l'inscription du budget modifié de l'Entente entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) du Québec (Réflexe 3 - 2025-2029), un montant de 152 100 $ représentant la rémunération d'un poste a été budgété doublement en rémunération et dans les autres familles de dépenses.
Pour corriger la situation et équilibrer les compétences Agglo-Local au regard de ce budget, il est demandé d'autoriser la modification de la répartition de ce budget inscrit en 2026 pour que la somme de 152 100 $ soit de compétence d'agglomération dans les autres familles de dépenses.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0495 - 28 août 2025 - Approuver la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) du Québec / Approuver le projet de convention de subventions de 200 000 000 $ entre le MEIE et la Ville / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de l'aide financière attendue de 200 000 000 $ pour la mise en œuvre du Plan économique 2030 de la Ville.

### DESCRIPTION

Le dossier décisionnel vise à modifier la répartition du budget inscrit en 2026 de l'Entente Réflexe 3 afin que la somme de 152 100 $ relève de la compétence d'agglomération dans les autres familles de dépenses.

### JUSTIFICATION

La modification assurera la conformité de la répartition du budget 2026 reliée à cette Entente.

Il est à noter que, tout au long de la gestion de cette Entente, il est fort probable que des virements de budget en Revenus et en dépenses entre les deux compétences Agglo et Local puissent être nécessaires afin de répondre aux différents enjeux et d'équilibrer le budget de cette subvention.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Revenus :

| Répartition | Agglo | Local |
|---|---|---|
| Répartition initiale | 35 000 000 $ | 15 000 000 $ |
| Modification requise | 152 100 $ | - 152 100 $ |
| Nouvelle Répartition | 35 152 100 $ | 14 847 900 $ |

Dépenses (Autres familles de dépenses) :

| Répartition | Agglo | Local |
|---|---|---|
| Répartition initiale | 35 000 000 $ | 15 000 000 $ |
| Modification requise | 152 100 $ | -152 100 $ |
| Nouvelle Répartition | 35 152 100 $ | 14 847 900 $ |

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, telle que prévue à l'Article 19 (11.1) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Non applicable.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Non applicable.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Non applicable.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste que les modifications proposées à la convention et à la source de financement assureront la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Veronica PINZON
Conseillère en planification

**Tél :** 514 872-4114
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Valérie BOCHET
Cheffe de section - soutien aux opération économiques

**Tél :** 438-869-6249
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Steves BOUSSIKI SOM
Directeur(-Trice) - developpement du territoire
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-20

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268798005
Unité administrative responsable : Service du développement économique
Projet : Autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente MEIE 2025-2029- Réflexe 3 afin qu'une somme de 152 100 $, représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses soit de la compétence Agglomération.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268798005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction , - |
| **Objet :** | Autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec (Réflexe 3 - 2025-2029), afin qu'une somme de 152 100 $ représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses, soit de compétence agglomération |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1268798005_ Modif répartition Réflexe 3.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Yvette MUNEZERO
Agente comptable analyste
**Tél :** 514 872 0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-23

Josee LESSARD
Cheffe de section
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD1268798005

Autoriser la modification à la répartition de 50 000 000 $ du budget 2026 relié à l'Entente MEIE 2025-2029-Réflexe 3 afin qu'une somme de 152 100 $, représentant un budget de revenus équivalent à un budget de dépenses soit de la compétence Agglomération

| REVENUS | Agglo. | Local | Total |
|---|---|---|---|
| Répartition initiale | 34,847,900 $ | 15,152,100 $ | 50,000,000 $ |
| Modication GDD 1268798005 | 152,100 $ | (152,100) $ | - $ |
| Nouvelle répartition | 35,000,000 $ | 15,000,000 $ | 50,000,000 $ |
| | | | |
| DÉPENSES | | | |
| Répartition initiale | 34,847,900 $ | 15,152,100 $ | 50,000,000 $ |
| Modication GDD 1268798005 | 152,100 $ | (152,100) $ | - $ |
| Nouvelle répartition | 35,000,000 $ | 15,000,000 $ | 50,000,000 $ |

Informations financières / Ecriture de virement de budget

| Dépenses | **Débit** |
|---|---|
| 1001.0014000.105916.06501.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 | 152,100 |
| 2101.0014000.105917.06501.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 | |

| **Crédit** |
| --- |
| 152,100 |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.07

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1265553001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | Projets d'habitation |
| **Objet :** | Autoriser le remboursement de 558 893,22 $, taxes incluses, à la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour les travaux requis au bâtiment municipal situé au 1835-1847, avenue Papineau, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

Il est recommandé :
1- d'autoriser le remboursement de 558 893,22 $, taxes incluses, à la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour les travaux requis au bâtiment municipal situé au 1835-1847, avenue Papineau, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-24 12:40

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265553001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | Projets d'habitation |
| **Objet :** | Autoriser le remboursement de 558 893,22 $, taxes incluses, à la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour les travaux requis au bâtiment municipal situé au 1835-1847, avenue Papineau, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Par la résolution CE 25 0886 le comité exécutif de la Ville de Montréal a exercé son droit de préemption pour acquérir l'immeuble situé au 1835-1847 avenue Papineau à des fins de logement social.
Suivant la prise de possession de cet immeuble, sa gestion a été confiée à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM). Les modalités de prise en charge par la SHDM des immeubles résidentiels acquis par la Ville ont préalablement été établies dans une convention de gestion conclue entre les parties (CG23 0084).

Tel que stipulé dans l'article 6.5 de la présente convention de gestion avec la SHDM, cette dernière est responsable de l'octroi, de la gestion et de la supervision des contrats pour des travaux majeurs, selon le budget convenu avec la Ville.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux. / Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires. / Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires.

CG23 0084 du 23 février 2023 – Adopter une résolution autorisant la signature de la convention de gestion entre la Ville de Montréal et la Société d'habitation et de développement de Montréal pour la prise en charge d'immeubles acquis à des fins de logements sociaux

**DESCRIPTION**

Parmi les travaux identifiés par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), soulignons ceux requis dans les escaliers extérieurs, sur les systèmes de ventilation, sur l'enveloppe des bâtiments incluant le remplacement complet des escaliers extérieurs pour un total de 415 175 $ .
La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) doit aussi procéder rapidement à la mise aux normes des systèmes d'incendie et ce, pour l'ensemble des 33 chambres de l'immeuble.

**JUSTIFICATION**

Les travaux faisant l'objet de la présente demande sont requis afin de garder l'immeuble en bon état et le maintien de l'abordabilité de logements de qualité aux populations les plus vulnérables.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La présente demande d'autorisation de budget vise à accorder à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), un budget de 518 468,82 $ net de ristournes pour procéder aux travaux requis qui doivent être réalisés à brève échéance. Les frais de gestion de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) (5%) prévu à la convention de gestion sont inclus dans cette dépense.

| Projet | 2026 | Total |
|---|---|---|
| Travaux | 416 276 $ | 416 276 $ |
| Contingences | 69 804 $ | 69 804 $ |
| Incidences | 8 661 $ | 8 661 $ |
| Frais de gestion SHDM | 23 728 $ | 23 728 $ |
| Total | 518 469 $ | 518 469 $ |

La dépense sera financée par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG24-029 Acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux CG24-0601.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2026-2035 du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) au projet 48009 – Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de logements hors marché (sociaux et abordables) et préparation de site.

L'ensemble de cette dépense sera assumé à 100 % par l'agglomération car elle concerne le logement social et l'aide aux sans-abris qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et des engagements en

inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La non-disponibilité budgétaire pourrait retarder la réalisation des travaux requis, entraîner de nouveaux dommages à immeuble.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Celso CHAVARRI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds : ; Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

---

**Parties prenantes**

Laura BOILY-AUCLAIR, Service des communications et des affaires publiques

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Abderrahim Chaou TOUAM
conseiller(-ere) en developpement - habitation

**Tél :** 514 730-7249
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Sylvain THÉRIAULT
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

**Tél :** 514-123-4567
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : N-A
Unité administrative responsable : Service de l'habitation
Projet : Autoriser un budget maximal de travaux majeurs de 558 893.22 $ taxes incluses à être versée à la SHDM pour des travaux requis au bâtiment municipal localisé au1835-1847 avenue Papineau dans l'arrondissement Ville-Marie.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Répondre aux besoins des Montréalais.es en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | ***x*** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | ***x*** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | ***x*** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265553001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière et de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition |
| **Objet :** | Autoriser le remboursement de 558 893,22 $, taxes incluses, à la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour les travaux requis au bâtiment municipal situé au 1835-1847, avenue Papineau, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1265553001- Certification de fonds.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Celso CHAVARRI
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-17

Cynthia MARLEAU
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

| Nom du fichier | Certification de fonds - PDS Brennan |
|---|---|

| Champs à compléter |
|---|
| Création automatique, copier/coller dans SIMON |

| Création de l'engagement | | |
|---|---|---|
| **Objet GDD** | COPIER-COLLER objet du GDD | |
| **Date** | | AAAA-MM-JJ |
| **Code U** | | Uxxxxxx |
| **Résumé de la dépense** | | Ex : Soutien financier programme sport |
| **Soutien financier** | Non | Oui / Non |
| **GDD** | | Ex : 1234567890 |
| **Service** | | |
| **No engagement** | #N/A | Ex : CU34567890 |
| **Fournisseur** | | Plus de 1 fournisseurs = Fournisseurs multiples |

| **Nom du lot** | #N/A |
|---|---|

| | | | DÉBIT |
|---|---|---|---|
| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

Certification de fonds
PDS Brennan
CERTIFICATION DE FONDS
BUDGET DE FONCTIONNEMENT

| |
|---|
| À sélectionner |
| Oui |
| Non |

| | |
|---|---|
| À sélectionner | |
| BUREAU INSPECTEUR GÉNÉRAL | BIG |
| CULTURE | CU |
| DIVERSITÉ SOCIALE | DI |
| GRANDS PARCS | GP |
| HABITATION | HA |
| TECHNOLOGIES DE L'INFORMAT | TI |
| URBANISME ET MOBILITÉ | UM |

**NE PAS TRAVAILLER DIRECTEMENT DANS LE FICHIER**
**ENREGISTRE UNE COPIE AVANT TOUTES MODIFICATIONS**

| | |
|---|---|
| **Date** | |
| **Code U** | |
| **Résumé de la dépense** | 0 |
| **GDD** | 0 |
| **No engagement** | #N/A |
| **Action** | Liquidation |

| | |
|---|---|
| **Nom du lot** | #N/A |

| | CRÉDIT | |
|---|---|---|
| **Description ligne** | **ENG** | **Description ligne** |
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| **Description ligne** | **ENG** | **Desc** |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

| Description ligne | ENG | Desc |
|---|---|---|
| ENG2026;;;GDD | 0.00 | ENG2026;;0;GDD Liqu |
| ENG2027;;;GDD | 0.01 | ENG2027;;0;GDD Liqu |
| ENG2028;;;GDD | 0.01 | ENG2028;;0;GDD Liqu |
| ENG2029;;;GDD | 0.01 | ENG2029;;0;GDD Liqu |
| ENG2030;;;GDD | 0.01 | ENG2030;;0;GDD Liqu |

## Liquidation engagement

| |
|---|
| AAAA-MM-JJ |
| Uxxxxxx |

| |
|---|
| |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |

| **cription ligne** |
|---|
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |
| ıidation |

| cription ligne |
| --- |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |

| cription ligne |
| --- |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |

| cription ligne |
| --- |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |
| iidation |

## CERTIFICATION DES FONDS - PDI / HABITATION

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1265553001** |
| **No d'engagement** | **CC65553001** |

Autoriser un budget maximal de travaux majeurs de 558 893.22 $ taxes incluses à être versée à la SHDM pour des travaux requis au bâtiment municipal localisé au1835-1847 avenue Papineau dans l'arrondissement Ville-Marie

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

| **RCG 24-029-1 Acq. logements. soc. CG24 0601** | | **Dépense** |
|---|---|---|
| RE RCG 24-029 | 5001.5024029.802715.01909.57201.000000.0000.205639.000000.98001.00000 | 518,469 $ |

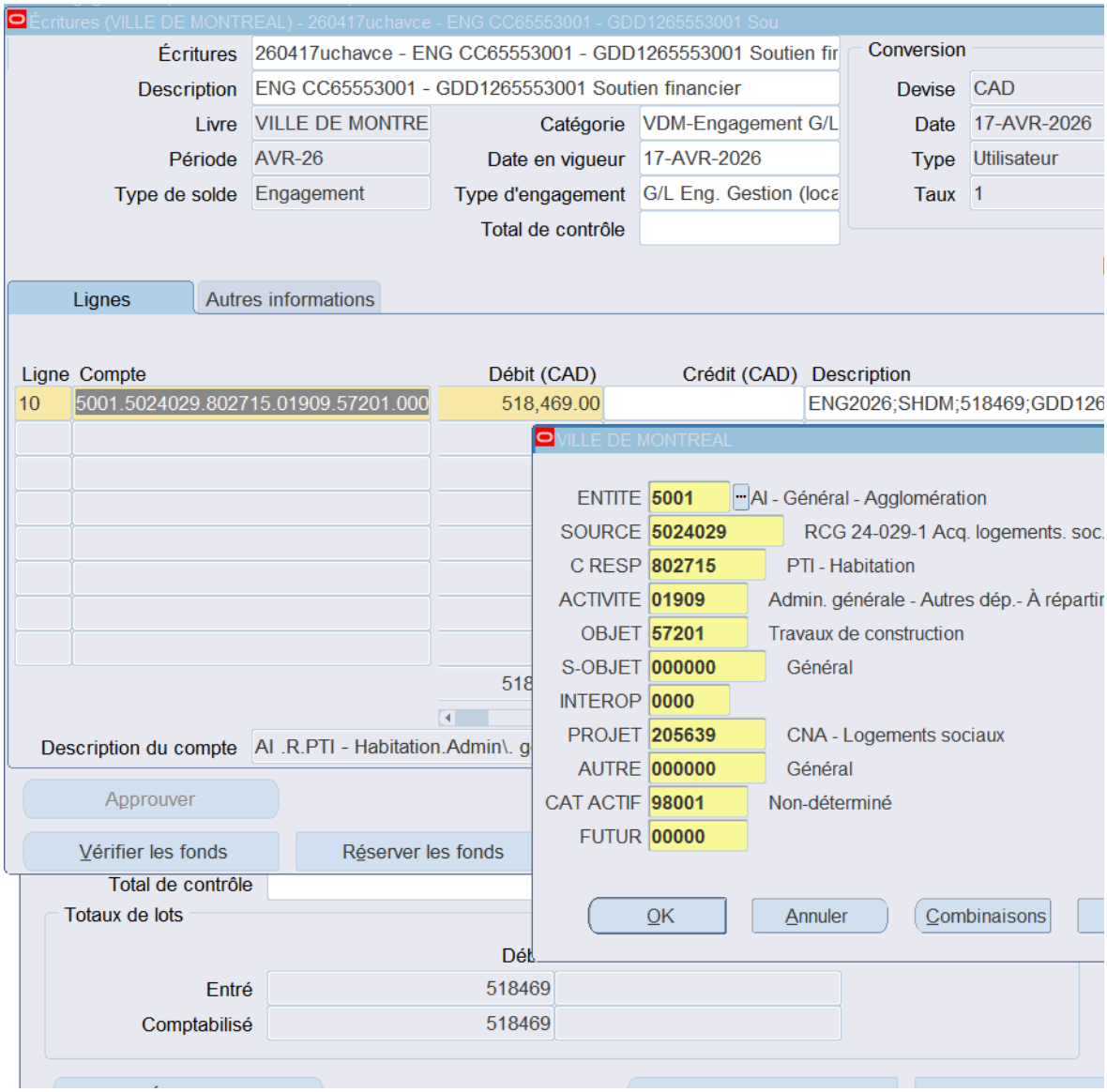
***Imputations à des fins de bon de commande***

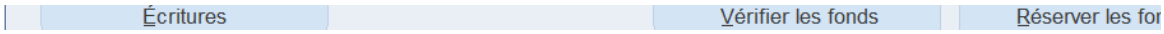
| **48009 - Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, log.soc. et abordables et pour la préparation de site** | | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|
| Travaux | 5001.5024029.802715.05301.57201.000000.0000.204800.000000.91010.00000 | 416,276 $ |
| Contingences | 5001.5024029.802715.05301.57201.000000.0000.204800.070008.91010.00000 | 69,804 $ |
| Incidence | 5001.5024029.802715.05301.57201.000000.0000.204800.070003.91010.00000 | 8,661 $ |
| Frais de gestion SHDM | 5001.5024029.802715.05301.54390.000000.0000.204800.000000.91010.00000 | 23,728 $ |
| | Total | 518,469 $ |

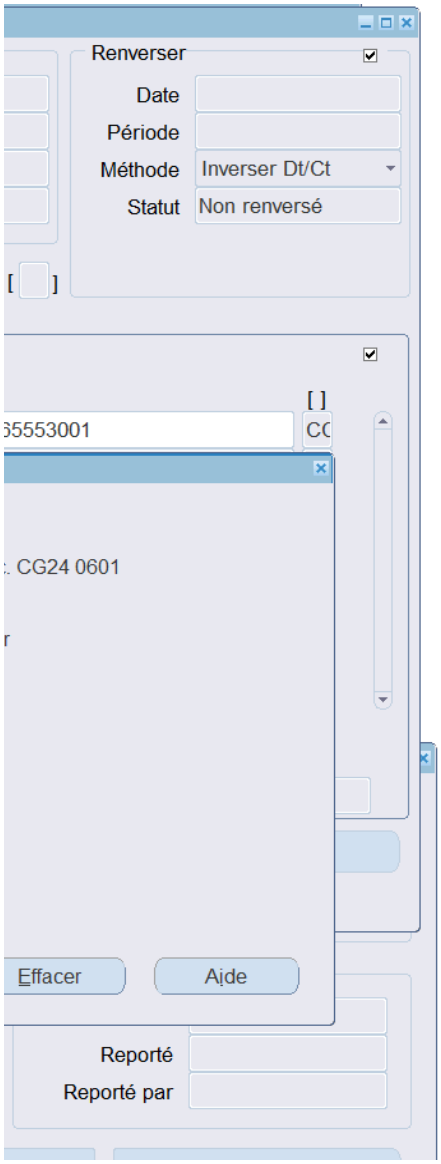
Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| 48009 - Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, log.soc. et abordables et pour la préparation de site | 518 | | | - | 518 |

1255639002
CC55639002
GDD1255639002 Acquisition immeuble 1919 William inc.
260317umori1o - ENG CC55639002 - GDD1255639002 Acquisition immeuble 1919 William inc.




Écritures
Vérifier les fonds
Réserver les for


Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
CG24 0601
Effacer
Aide
Reporté
Reporté par

| | |
|---|---|
| nds | Voir les résultats |

**Aspect(s) financier(s)**

La présente demande d'autorisation de budget vise à accorder à la SHDM, la un budget
de gestion de la SHDM (5%) prévu à la convention de gestion sont inclus dans cette dép

| Projet | 2026 | Total |
|---|---|---|
| Travaux | 416 276 $ | 416 276 $ |
| Contingences | 69 804 $ | 69 804 $ |
| Incidences | 8 661 $ | 8 661 $ |
| Frais de gestion SHDM | 23 728 $ | 23 728 $ |
| Total | 518 469 $ | 518 469 $ |

La dépense sera financée par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération F
CG24-0601.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2026-
fins de réalisation de logements hors marché (sociaux et abordables) et préparation de s

L'ensemble de cette dépense sera assumé à 100 % par l'agglomération car elle concerne
certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.
L'information budgétaire détaillée se retrouve dans l'intervention du Service des finances

**Montréal 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et des engagen

**Impact(s) majeur(s)**

La non-disponibilité budgétaire pourrait retarder la réalisation des travaux requis, entrain

**Opération(s) de communication**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources hum

de 518 468.82 $ net de ristournes pour procéder aux travaux requis qui doivent être réalisés à brève éc
ɔense.

RCG24-029 Acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis dans le cadre de la réalisation d

-2035 du Service de la stratégie immobilière et de l'habitation (SSIH) au projet 48009 – Acquisitior
ite.

e le logement social et l'aide aux sans-abris qui sont des compétences d'agglomération en vertu de la Lo

.

ments en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse Montréal 2030 apparaî

er de nouveaux dommages à immeuble.

ıaines et des communications

:héance. Les frais

e logements sociaux

ı d'immeubles à des

ɔi sur l'exercice de

ît en pièce jointe

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 41.01

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1267352002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-20 09:59

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267352002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le secteur Namur-De la Savane est désigné comme secteur de planification stratégique au Schéma d'aménagement et de développement (Schéma) de l'agglomération de Montréal. Dans la foulée de son adoption, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a initié une démarche de planification, en collaboration avec les services municipaux concernés, les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN–NDG) et de Saint-Laurent ainsi que les villes de Mont-Royal et de Côte-Saint-Luc.
Le secteur Namur-De la Savane est localisé au cœur de l'île de Montréal, à la croisée des autoroutes Décarie et Métropolitaine. On y retrouve des activités économiques à maintenir et à consolider, notamment dans le secteur industriel de Mont-Royal, mais également un bâti peu dense présentant une importante capacité d'accueil pour de nouvelles fonctions urbaines. Une requalification importante a été amorcée en 2008 avec la transformation du secteur Le Triangle et l'accueil de milliers de nouveaux logements. Par ailleurs, plusieurs projets sont en cours ou en planification, dont le Quartier Namur-Hippodrome (site de l'hippodrome et abords de la station du métro Namur), le Carré Décarie et le Royalmount. À terme, le secteur Namur-De la Savane pourrait accueillir près de 40 000 nouveaux logements et plusieurs milliers de mètres carrés de fonctions économiques.

La Ville a obtenu, à l'automne 2025, une importante subvention dans le cadre du Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement (FCIL). Celle-ci permettra la réalisation d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts qui permettront le redéveloppement dans le secteur Namur-De la Savane et la desserte des premiers lots sur le site de l'hippodrome.

Le projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Planification.

Dans le cadre du programme des immobilisations 2026-2035, le conseil municipal prévoit des investissements pour la mise en oeuvre de ce projet. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit à cette fin faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires. Le présent dossier vise l'adoption d'un premier règlement d'emprunt de compétence d'agglomération pour permettre la réalisation de travaux d'infrastructures, et

plus particulièrement pour la construction de conduites principales du réseau d'aqueduc qui desservira l'ensemble du secteur.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG26 0021 - 29 janvier 2026 - Adoption du programme décennal d'immobilisations 2026-2035 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG25 0035 - 23 janvier 2025 - Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome.

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 12 000 000 $ afin de financer les dépenses d'agglomération pour des travaux d'infrastructures de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane, et ce, entre le boulevard Cavendish dans l'arrondissement de Saint-Laurent jusqu'à la rue Isabella dans l'arrondissement de CDN-NDG.
Plus précisément, le règlement servira entre autres à financer les interventions suivantes :

- les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection des plans et devis et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant;
- les travaux de décontamination s'y rapportant;
- les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc;
- les acquisitions immobilières requises pour le passage des conduites principales du réseau d'aqueduc.

Les dépenses sont prévues au programme décennal d'immobilisations (PDI 2026-2035) du projet investi 40155 (Namur-Hippodrome-Cavendish).

Ces travaux permettront d'assurer la redondance et la flexibilité en alimentation et protection incendie du secteur Namur-De la Savane, particulièrement lorsque tous les développements immobiliers seront réalisés.

**JUSTIFICATION**

La mise en vigueur du règlement d'emprunt afin de financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc permettra notamment au SUM de réaliser les travaux en cohérence avec le PDI 2026-2035 de la Ville centre.
De plus, la subvention fédérale obtenue dans le cadre du FCIL (voir pièce jointe), d'un montant de 128,3 M$, vise la réalisation de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur élargi. De ce montant, 60,1 M$ sont affectés à la construction de conduites principales du réseau d'aqueduc. Une des conditions de la subvention est la réalisation des infrastructures d'ici 2031.

L'entrée en vigueur du règlement d'emprunt faisant l'objet du présent sommaire décisionnel permettra donc au SUM d'être agile et d'obtenir les crédits nécessaires pour débuter la conception et la réalisation de ces infrastructures.

L'adoption de ce règlement d'emprunt permettra de réaliser les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc, lesquels permettront le redéveloppement du secteur Namur-De la Savane:

- Création de près de 40 000 nouveaux logements;
- Création de nouveaux milieux de vie complets avec une desserte en commerces de proximité, services et équipements collectifs répondant aux besoins de

la communauté;
- Densification d'un secteur actuellement sous-utilisé, à proximité de deux stations de métro;
- Réaménagement du domaine public ayant un impact sur la qualité de l'environnement et la convivialité du secteur.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement de compétence d'agglomération autorisant un emprunt de 12 000 000 $ servira à financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane. Plus spécifiquement, ce règlement d'emprunt permettra de démarrer le projet avec la réalisation de la conception détaillée (plans et devis), les études de sols, l'arpentage et le début d'un premier lot de travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc.
Le budget de projet pour la réalisation de l'ensemble des conduites principales du réseau d'aqueduc est estimé à 150,2 M$:

Coûts d'immobilisation (incluant les provisions de conception et travaux de décontamination) : 92 457 000 $
Coûts pour services professionnels de base et spécialisés : 22 859 000 $
Contingences, provisions pour risques et innovations, incidences : 34 882 000 $
TOTAL : 150 198 000 $

Ce règlement d'emprunt couvre des dépenses en immobilisations prévues au PDI 2026-2035, du projet Namur - Hippodrome – Cavendish (40155).

Ainsi, les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG22 0721.

De plus, les dépenses pourront bénéficier d'une subvention de la part du Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement (FCIL).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant que le règlement d'emprunt ne soit pas adopté, cela pourrait mettre à risque le financement fédéral octroyé dans le cadre du Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement (FCIL) dont l'échéance est 2031.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication a été élaborée avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

1. Avis de motion et dépôt : 19 mai 2026
2. Adoption : 18 juin 2026
3. Approbation par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
5. Entrée en vigueur du règlement

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie-Pier SIMARD, Service de l'eau
Jonathan BOUCHARD, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Gustavo RIBAS, Service de la planification stratégique_de la performance et de l'innovation
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Guillaume COURSOL TELLIER, Service de l'eau

Lecture :

Guillaume COURSOL TELLIER, 15 avril 2026
Gustavo RIBAS, 13 avril 2026
Jonathan BOUCHARD, 13 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Maude LADOUCEUR
charge(e)projet-grand projet

**Tél :** 514-872-1586
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-08

Ariane QUIRION LAMOUREUX
chef(fe) de division - grands projets

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jonathan HAMEL-NUNES
chef(fe) de division - innovation et gestion des

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et

déplacements
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-04-17

mobilite
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1267352002
Unité administrative responsable : Division Bureau Namur-De la Savane
Projet : Secteur Namur-De la Savane – volet bouclage

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>7. Planifier un nouveau milieu de vie avec 18 500 à 20 000 nouveaux logements, dont une part importante de logements sociaux, communautaires, abordables et familiaux, considérant la maîtrise foncière du site de l'ancien hippodrome. | | | |

## Section B - Test climat

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ministre du Logement et de l'Infrastructure
Ministre responsable de
Développement économique Canada pour le Pacifique

Minister of Housing and Infrastructure
Minister responsible for
Pacific Economic Development Canada

Ottawa (Canada) K1P 0B6

10 septembre 2025

Ariane Quirion-Lamoureux
Cheffe de division
Ville de Montréal - Service de l'eau
801, rue Brennan
Pavillon Duke - 3e étage
Montréal, Québec H3C 0G4
ariane.quirionlamoureux@montreal.ca

Bonjour Ariane Quirion-Lamoureux,

J'ai le plaisir de vous informer de l'approbation en principe pour le financement du projet *CHIFC-001240 'Le Quartier Namur-Hippodrome à Montréal : une occasion unique de développer un milieu de vie complet, sur des bases inclusive, résiliente et carboneutre'* selon les modalités du Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement (FCIL) du gouvernement du Canada.

Le financement fédéral du projet dans le cadre du FCIL sera le moins élevé des deux montants suivants : jusqu'à 128 374 229 $; ou, jusqu'à 40 pour cent des coûts totaux admissibles du projet, selon les modalités du programme. En outre, il incombe au bénéficiaire de vérifier et de respecter les conditions relatives aux limites de cumul de tous les programmes gouvernementaux fournissant un financement au projet.

Les responsables du programme de mon ministère vous contacteront bientôt pour discuter de l'entente de financement et vous aider à organiser une annonce pour informer la communauté de cette nouvelle. Veuillez noter que le remboursement des coûts admissibles du projet ne peut avoir lieu qu'après la signature de cette entente de financement. Je suis conscient que le gouvernement du Québec doit donner son aval avant que la Ville de Montréal et Logement, Infrastructures et Collectivités Canada (LICC) puissent signer une entente de financement. Nous entamerons des démarches à cet effet, mais je vous invite également à discuter avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec afin de permettre une signature en temps opportun et éviter des délais.

...2

Nous exigeons que toutes les activités de communication externes concernant l'approbation du projet restent confidentielles jusqu'à ce qu'une annonce conjointe impliquant les deux parties puisse avoir lieu. Il s'agit spécifiquement d'une annonce publique officielle, d'un communiqué de presse et/ou d'étapes officielles du projet (telles que les cérémonies d'inauguration ou les grandes ouvertures).

Veuillez lire attentivement l'annexe jointe à la présente lettre, qui contient des détails importants sur les conditions associées à cette approbation de principe.

Le gouvernement du Canada s'engage à vous aider à rendre nos communautés plus durables et à améliorer la qualité de vie de tous les résidents. *CHIFC-001240 'Le Quartier Namur-Hippodrome à Montréal : une occasion unique de développer un milieu de vie complet, sur des bases inclusive, résiliente et carboneutre'* est un excellent exemple de l'engagement et de la vision nécessaire pour que cela devienne une réalité dans tout le pays.

Je vous remercie de votre demande, et vous félicite à nouveau. Je me réjouis de voir ce projet se concrétiser.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Cordialement,



L'honorable Gregor Robertson, C.P., député
Ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de
Développement économique Canada pour le Pacifique

Incl. Annexe – Conditions de l'approbation de principe

...3

**Annexe - Conditions de l'approbation de principe**

Cette approbation de principe est basée sur votre demande et les informations qu'elle contient. Pour qu'un accord de contribution soit signé et que les fonds soient versés, certaines conditions doivent être remplies.

**Coûts admissibles du projet**

Aux fins de remboursement, les coûts admissibles du projet, tels que déterminés par les modalités du programme du FCIL, doivent être engagés à la date de la présente lettre ou après cette date et avant le 30 septembre 2031. Les coûts engagés en dehors de ce délai seront considérés comme non admissibles, à l'exception des coûts liés à l'évaluation environnementale et aux activités de consultation et d'engagement des peuples autochtones, ainsi que des coûts associés aux exigences liées au climat, qui sont rétroactivement admissibles jusqu'à deux ans avant l'approbation du projet, mais au plus tôt le 10 septembre 2024.

Le niveau maximum admissible du financement total des gouvernements canadiens (fédéral, provincial, territorial, municipal) ne peut excéder 100 pour cent des coûts totaux admissibles du projet.

Le remboursement des coûts admissibles du projet est assujetti à la signature d'une entente de financement dans les délais impartis. Si aucune entente de financement n’est signée, le gouvernement du Canada ne remboursera aucuns frais engagés. Une fois signée, l’entente de financement constitue la dernière étape du processus d’approbation du financement.

**Modifications au projet**

Toutes modifications apportées au projet doivent être examinées attentivement et approuvées par LICC. Puisque votre projet fait l’objet d’une approbation de principe en fonction des renseignements qui figurent dans votre demande, veuillez informer les responsables du programme, par écrit, si vous envisagez de modifier la portée ou les échéanciers du projet.

**Évaluation environnementale**

Le Canada a déterminé qu’il n’y a aucune exigence fédérale en application de la *Loi sur l’évaluation d’impact* pour ce projet.

...4

**Consultations avec les peuples autochtones**

Le Canada a déterminé qu'il y a une obligation légale de consulter les peuples autochtones, puisque ce projet pourrait avoir une incidence néfaste sur les droits ancestraux et/ou issus de traités en application de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Jusqu'à ce que LICC ait confirmé que les exigences fédérales en matière de consultation autochtone ont été satisfaites et continuent de l'être, aucun travail préparatoire, aucun enlèvement de la végétation, ni aucune construction ne doivent être effectués et le Canada ne paiera pas de dépenses admissibles. Une lettre précisant les exigences sera envoyée au bénéficiaire.

**Exigences liées au climat**

Le projet est soumis à des exigences de programme liées au climat. Pour que le Canada prenne en charge les coûts admissibles du projet, un rapport contenant des informations sur ces exigences doit être soumis au Canada, à la satisfaction de ce dernier.

**Logement**

La condition de logement suivante doit être maintenue pour que le Canada paie les coûts admissibles :

- La municipalité ne doit pas, pendant une période de trois ans, imposer des redevances d'aménagement, et ce à partir du 2 avril 2024, puisqu'à cette date il n'y avait pas de redevances d'aménagement en vigueur.

**Protocole sur les communications publiques**

Les fonctionnaires du Ministère vous contacteront sous peu en vue d'entamer la négociation de l'entente de financement. De plus, des représentants de la Direction générale des communications de LICC seront disponibles pour discuter de la manière dont une annonce de financement conjointe et toutes les autres activités de communication seront coordonnées ainsi que les rôles et responsabilités de chaque partie. Ils communiqueront également de manière proactive et à l'avance toutes opportunités de faire une annonce conjointe. Nous exigeons que toutes les activités de communication externe concernant l'approbation du projet restent confidentielles jusqu'à ce qu'une annonce conjointe impliquant les deux parties puisse avoir lieu. Il s'agit spécifiquement d'une annonce publique officielle, d'un communiqué de presse et/ou d'étapes officielles du projet (telles que les cérémonies d'inauguration ou les grandes ouvertures).

...5

LICC reconnaît qu'avant une annonce conjointe officielle, vous devrez peut-être entreprendre des activités spécifiques afin de garantir que le projet progresse en temps opportun. Des communications à caractère opérationnel (ex. : appels d'offres, avis de construction et de sécurité publique, etc.) peuvent être effectuées. De plus, vous êtes autorisé à impliquer des parties prenantes afin de procéder à la planification ou à la consultation, et vous pouvez conclure des contrats pour faire avancer la conception de votre projet ou d'autres travaux.

**Autres modalités**

En plus des autres modalités qui seront identifiées dans l'entente de financement, le financement sera soumis aux conditions suivantes :

- Votre organisation établira et recourra à des processus d'appel d'offres concurrentiels et transparents, à moins qu'ils ne soient approuvés à l'avance par LICC. De plus, comme nous travaillons ensemble pour favoriser l'économie canadienne, et que les projets d'infrastructure sont des catalyseurs économiques clés, LICC aimerait souligner l'importance de maximiser les retombées économiques pour les industries canadiennes dans vos activités quotidiennes. Cela inclut envisager d'accorder la priorité aux matériaux canadiens lors des investissements dans les infrastructures, y compris dans les processus d'approvisionnement, sous réserve des obligations légales et des engagements du Canada en vertu des accords commerciaux et d'investissement. LICC est convaincu que vous comprenez l'importance de générer des retombées économiques pour toutes les industries canadiennes, dans les limites permises par la loi ;

- Votre organisation devra assumer tous les coûts non admissibles, toutes les augmentations ou tous les dépassements de coûts, ainsi que tous les coûts liés à l'exploitation et à l'entretien continus du projet. Les coûts admissibles ne seront remboursés par le Canada qu'à concurrence du montant maximum de 128,374,229$ approuvé pour ce projet. Il vous est conseillé de vérifier l'admissibilité de tous les éléments définis dans la demande avant d'engager toute dépense puisque les dépenses non admissibles ne seront pas remboursées ;

- LICC exige la confirmation que toutes les sources de financement du projet ont été obtenues avant de conclure une entente de financement. Cela inclut les prêts de la Banque de l'infrastructure du Canada, le cas échéant ;

...6

- Le demandeur doit posséder ou avoir obtenu tous les droits et intérêts nécessaires sur l'actif ou les actifs financés par le Canada. Le Canada peut demander des documents pour vérifier la propriété des biens ou les accords avant de conclure une entente de financement ;

- Pour être admissible au financement, le projet doit être dûment autorisé ou approuvé par une résolution du Conseil, d'une bande ou du conseil d'administration, selon le cas. La résolution doit être reçue avant qu'une entente de financement puisse être conclue ; et,

- Votre organisation aura obtenu l'approbation du Gouvernement du Québec en vertu de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif (M-30)*.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1267352002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Direction |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

EV - 1267352002 - Travaux de construction de conduites principales.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
**Tél :** 4388670481

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-16

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 5148720128
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG 26-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 000 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CONDUITES PRINCIPALES DU RÉSEAU D'AQUEDUC DANS LE SECTEUR NAMUR – DE LA SAVANE**

Vu les articles 19, 25 et 26 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**1.** Un emprunt de 12 000 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane, notamment des travaux d'infrastructure, des travaux de décontamination, ainsi que l'acquisition d'immeubles requis pour ces fins.

**2.** Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection des plans et devis et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

**3.** Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

**4.** Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

**5.** Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1267352002

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267352002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Direction |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de conduites principales du réseau d'aqueduc dans le secteur Namur-De la Savane |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1267352002- 40155 SUM.xlsm

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI
agente comptable analyste
**Tél :** 514 872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-14

Yves JACQUES
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** 514 872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## ADOPTION D'UN RÈGLEMENT D'EMPRUNT

**NO GDD :** 1267352002

**Information comptable**

Le virement de crédits ci-dessous sera fait suite à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

| | |
|---|---|
| Dépenses | |
| 5001.5026xxx.802701.01909.57201.000000.0000.208322.000000.98001.00000 | 12,000,000 $ |
| Emprunt à long terme | |
| 5001.5026xxx.802701.01909.49200.000000.0000.208322.000000.98001.00000 | (12,000,000) $ |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 41.02

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1265629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028 |

Il est recommandé :

d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-04-28 17:39

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1265629001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Adopté le 30 septembre 2021, le programme de Subvention pour les bâtiments occupés par des entreprises d'économie sociale (RCG 21-019) permet de soutenir des projets immobiliers portés par des entreprises d'économie sociale sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Il s'inscrit dans la continuité du programme Accélérer l'investissement durable – Économie sociale et offre deux volets complémentaires.

- **Volet 1** : subvention à l'acquisition d'un immeuble par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière correspond à 40 % du coût d'acquisition, sans dépasser 400 000 $.
- **Volet 2** : subvention pour la construction, la rénovation ou l'agrandissement d'un bâtiment occupé par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière couvre 40 % des travaux admissibles ainsi que 50 % des frais de services professionnels admissibles, sans dépasser 400 000 $.

Le programme suscite un intérêt soutenu et continue de répondre à un besoin important de financement immobilier dans l'écosystème montréalais de l'économie sociale. Les modifications adoptées en 2024 et en 2025 ont permis d'ouvrir de nouvelles périodes d'admissibilité et d'utiliser plus efficacement les fonds disponibles. Or, la pression sur l'enveloppe budgétaire demeure forte et justifie une nouvelle prolongation du programme afin de maintenir la capacité de soutien de la Ville.
Le présent dossier vise ainsi à prolonger le programme pour une nouvelle séquence couvrant les exercices financiers 2026 à 2028, à hausser l'enveloppe totale du programme et à ajuster certaines balises réglementaires afin qu'elles correspondent à la nouvelle période d'intervention.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0785 - 19 décembre 2024 - adopter le règlement modifiant le Règlement RCG 21-019 afin de bonifier l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 et d'ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.
CG23 0588 - 19 octobre 2023 - adopter un règlement modifiant le Règlement RCG 21-019.

CG23 0468 - 24 août 2023 - adopter le règlement modifiant le Règlement RCG 21-019 et autoriser l'utilisation du budget de fonctionnement afin de bonifier l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2023.

CE22 1781 - 2 novembre 2022 - édicter une ordonnance afin de bonifier l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2022.

CG22 0352 - 19 mai 2022 - adopter le premier règlement modifiant le Règlement RCG 21-019.

CG21 0633 - 30 septembre 2021 - adopter le Règlement RCG 21-019.

**DESCRIPTION**

Les modifications proposées au règlement poursuivent trois objectifs :

- Prolonger l'accès au programme ;
- Resserrer certaines conditions d'admissibilité ;
- Assurer une concordance entre les nouvelles échéances réglementaires et la disponibilité budgétaire projetée pour 2026 à 2028.

Ce sont les modifications proposées :

| Situation actuelle | Modification proposée |
|---|---|
| Enveloppe totale de 12 550 000 $ | Ajout d'une ventilation budgétaire de 2 500 000 $ par année pour 2026, 2027 et 2028, soit 7 500 000 $ de plus pour un total de 20 050 000 $. |
| Aucun seuil minimal de revenu formel au règlement | Introduction d'un seuil minimal de 20 % de revenus autonomes pour les entreprises admissibles, notamment pour la nouvelle période du volet 2. |
| Aucune subvention pour une acquisition postérieure au 31 décembre 2025. | Ajout d'une nouvelle période d'admissibilité pour les acquisitions réalisées après le 30 juin 2026, avec ajustement corrélatif des délais de transmission de l'acte de vente et maintien d'une date butoir au 30 juin 2030. |
| Date limite de dépôt fixée au 4 octobre 2025 pour la dernière période d'admissibilité. | Création d'une nouvelle période d'admissibilité pour le volet 2 jusqu'au 30 juin 2029, avec une date limite d'achèvement substantiel fixée au 30 juin 2030. |
| Une seule date d'échéance pour tous les projets admis (notamment dûe à la période pandémique). | Réduction du délai maximal à 18 mois suivant l'avis d'admissibilité pour les projets du volet 2 visés par la nouvelle section VI. |

Plus particulièrement, pour la nouvelle période du volet 2, il est proposé qu'un projet soit déchu de son droit à la subvention s'il n'est pas substantiellement achevé à la première des dates suivantes : 18 mois après l'avis d'admissibilité ou le 30 juin 2030. Il est également proposé que les pièces requises pour le second versement soient fournies au plus tard le 30 juin 2030.

Pour le volet 1, la mécanique réglementaire serait ajustée afin de permettre de nouvelles acquisitions après la pause déjà prévue entre le 1er janvier 2026 et le 30 juin 2026. Le requérant disposerait toujours d'un délai maximal de 6 mois suivant l'avis d'admissibilité pour transmettre l'acte de vente, sans toutefois dépasser le 30 mars 2030 pour les acquisitions réalisées dans la nouvelle période.

**JUSTIFICATION**

La modification proposée est justifiée par la pertinence démontrée du programme, la demande soutenue observée depuis son implantation et la nécessité de maintenir un levier financier adapté à la réalité immobilière des entreprises d'économie sociale. Une prolongation du programme permettra de soutenir de nouveaux projets structurants et de consolider l'impact de l'intervention municipale dans plusieurs milieux de vie de l'agglomération. L'introduction d'un délai de réalisation de 18 mois pour le nouveau cycle du volet 2 vise en outre à mieux encadrer les échéanciers des projets, à favoriser une mobilisation plus rapide des sommes disponibles et à limiter l'immobilisation prolongée des crédits budgétaires. L'ajout d'un critère relatif aux revenus autonomes contribue également à mieux cibler les entreprises dont le modèle d'affaires présente une capacité minimale de pérennisation des activités économiques à finalité sociale.

La prolongation du programme et l'ajout d'une nouvelle enveloppe budgétaire permettront de maintenir un outil d'intervention reconnu par le milieu et d'accroître la capacité de soutien à des projets immobiliers à retombées économiques et sociales. Les modifications proposées amélioreront également la prévisibilité des règles applicables pour les requérants et pour l'administration, particulièrement en ce qui concerne les nouvelles dates d'admissibilité, de réalisation des travaux et de fermeture du programme.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le règlement prévoit actuellement une valeur totale maximale de l'aide financière de 12 550 000 $. Il est proposé de porter cette valeur à 20 050 000 $, soit une bonification totale de 7 500 000 $ provenant de Réflexe 3.
La ventilation budgétaire proposée est la suivante :

| Année | Ajout budgétaire |
|---|---|
| 2026 | 2 500 000 $ |
| 2027 | 2 500 000 $ |
| 2028 | 2 500 000 $ |

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, conformément au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

**MONTRÉAL 2030**

Le projet contribue aux orientations du Plan économique 2030 en soutenant la consolidation d'actifs immobiliers collectifs, l'ancrage territorial des entreprises d'économie sociale et la vitalité économique des quartiers. Il favorise également la réalisation de projets à finalité sociale qui participent à une métropole plus inclusive, résiliente et prospère.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

À la suite de l'adoption du règlement modificatif, les actions suivantes pourront être mises en œuvre :

- Mise à jour de la page Web du programme et des outils d'information destinés aux promoteurs ;
- Communication ciblée aux entreprises d'économie sociale et aux partenaires d'accompagnement ;
- Information aux arrondissements, aux pôles PME MTL et aux autres partenaires de l'écosystème afin qu'ils relaient les nouvelles modalités du programme.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Juin 2026 : Adoption du règlement modificatif par le conseil d'agglomération (2e passage) ;

1. 1er juillet 2026 : L'entrée en vigueur du règlement : ouverture de la nouvelle période d'admissibilité prévue au chapitre IV, section VI ;
2. 30 juin 2029 : Date limite pour présenter une demande au volet 2 dans le cadre de la nouvelle période ;
3. 30 mars 2030 : Date limite applicable au volet 1 pour la transmission de l'acte de vente dans le cadre de la nouvelle période ;
4. 30 juin 2030 : Date limite d'achèvement substantiel des travaux pour le volet 2 ;
5. 30 juin 2030 : Date limite pour transmettre les documents requis pour le second versement du volet 2 ;
6. 30 juin 2030 : Fin du programme, sous réserve de l'épuisement antérieur des fonds ou d'une ordonnance y mettant fin.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martel VICTOR
Commissaire au développement économique

**Tél :** 5142953650
**Télécop. :** 5145555555

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-20

Véronique GERLAND
chef(fe) de division - developpement economique

**Tél :** 5145555555
**Télécop. :** 5145555555

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
**Tél :** 5145555555
**Approuvé le :** 2026-04-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265629001
Unité administrative responsable : Développement économique
Projet : Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Les modifications au règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) et au budget du programme permettront de continuer à soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaises, en leur offrant un soutien financier adapté à leurs besoins. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1265629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

HP - 1265629001 - Règl. modif. RCG 21-019 20260424.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo PEPIN
Avocat
**Tél :** 514-589-7285

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-24

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate et cheffe de dvision par intérim
**Tél :** 514-589-7594
**Division :** Droit public et législation

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET À LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION DE BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE (RCG 21-019)**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG 18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE 18 0491);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG 23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG 23 0271);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** L'article 1 du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et à la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) est modifié par l'insertion, après la définition de « requérant », de la définition suivante :

« « revenus autonomes » : les revenus de l'entreprise d'économie sociale qui sont générés par la vente de biens et de services dans le cadre de l'exercice de ses activités économiques à finalité sociale ; ».

**2.** L'article 3 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, dans le premier alinéa, de « 12 550 000 $ » par « 20 050 000 $ »;

2° l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « Pour les exercices financiers 2026 à 2028, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 7 500 000 $. ».

**3.** Le premier alinéa de l'article 4 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° dont les états financiers de l'exercice financier qui précède celui durant lequel la demande de subvention est présentée démontrent que ses revenus sont composés de moins de 20 % de revenus autonomes ou, dans le cas où elle a été constituée depuis moins d'un an, dont le plan d'affaires démontre que ses revenus seront composés de moins de 20 % de revenus autonomes durant son premier exercice financier complet. ».

**4.** L'article 8 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après le sous-paragraphe b) du paragraphe 1°, du sous-paragraphe suivant :

« c) postérieure au 31 décembre 2025, mais antérieure au 1er juillet 2026; »;

2° la suppression du paragraphe 3°.

**5.** L'article 19 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 3°, après les mots « postérieure au 5 janvier 2025 », des mots « mais antérieure au 1er janvier 2026 »;

2° après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 4° le 30 juin 2030, si la date de l'acte de vente est postérieure au 30 juin 2026. ».

**6.** Le titre de la section V du chapitre IV de ce règlement est remplacé par le suivant :

« DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE DU 6 JANVIER 2025 AU 3 OCTOBRE 2025 ».

**7.** L'article 37.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « à compter du 6 janvier 2025 » par les mots « du 6 janvier 2025 au 3 octobre 2025 ».

**8.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 37.6, de ce qui suit :

« **SECTION VI**
DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE À COMPTER DU [*INSÉRER ICI LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÉSENT RÈGLEMENT*]

**37.7.** La présente section s'applique à toute demande présentée en vertu du volet prévu au présent chapitre à compter du [*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*].

**37.8.** Les des sections I à IV du présent chapitre sont applicables compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exception du paragraphe 4° de l'article 21, du premier alinéa de l'article 22, et des articles 35 et 36.

**37.9.** N'est pas admissible à une subvention prévue au présent volet, l'entreprise d'économie sociale dont les états financiers de l'exercice financier qui précède celui durant lequel la demande de subvention est présentée démontrent que ses revenus sont composés de moins de 20 % de revenus autonomes ou, dans le cas où elle a été constituée depuis moins d'un an, dont le plan d'affaires démontre que ses revenus seront composés de moins de 20 % de revenus autonomes durant son premier exercice financier complet.

**37.10.** Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2030.

**37.11.** Le propriétaire ou le locataire peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet avant le 30 juin 2029.

**37.12.** Le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° 18 mois après la date d'avis d'admissibilité transmis par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 23;

2° le 30 juin 2030.

**37.13.** Si, en date du 30 juin 2030, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 32, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 6° de l'article 32, il doit rembourser, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus ».

**9.** L'article 43 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression du paragraphe 1.1°;

2° l'insertion :

a) après le paragraphe 1.2°, du paragraphe suivant :

« 1.2.1° modifier le paragraphe 4° de l'article 19 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2030; »;

b) après le paragraphe 1.6°, des paragraphes suivants :

« 1.7° modifier l'article 37.10 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2030;

1.8° modifier l'article 37.11 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2029;

1.9° modifier le paragraphe 2° de l'article 37.12 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2030;

1.10° modifier le premier alinéa de l'article 37.13 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2030; »;

3° le remplacement, dans le paragraphe 3°, des mots « 30 juin 2028 » par « 31 janvier 2031 ».

**10.** Le paragraphe 3° de l'article 44 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « 30 juin 2028 » par les mots « 31 janvier 2031 ».

GDD 1265629001

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

SDE - Certification des fonds 1265629001.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Yvette MUNEZERO
Agente comptable analyste
**Tél :** 514 872 0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-21

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0000
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier et de l'Évaluation foncière

**NO GDD :** 1265629001

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**No d'engagement 2026 :** non requis

**Imputation de la dépense :**

| **Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) afin de prolonger le programme, d'en ajuster certaines conditions d'admissibilité et d'en bonifier l'enveloppe financière de 7 500 000 $ pour les exercices financiers 2026, 2027 et 2028** | **2026** | **2027** | **2028** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|
| **Clé d'imputation**<br>**1001.0014000.105916.06501.66503.016990.0000.005332.052086.00000.00000** | **2,500,000 $** | **2,500,000 $** | **2,500,000 $** | **7,500,000 $** |

Note : Le budget provient de Réflexe 3
Puisque les fonds ont été virés directement dans la clé comptable du règlement, il n'est pas nécessaire de faire un engagement

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION ADDENDA**

CG : 42.01

2026/05/19 16:00

(1)

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $.

**Signé par** **Le**

**Signataire :** _____

Claude CARETTE
Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

**PROJET**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le texte suivant inscrit dans l'Aspect financier du GDD : ''Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, il prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ).

Les quotes-parts seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001). Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal.''

à remplacer par : ''Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes. Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.'', car une erreur s'est produite pendant la rédaction du texte initial en ce qui concerne la source des revenus généraux.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Stefania GORE, Service des finances et de l’évaluation foncière
Jean-François BALLARD, Service des finances et de l’évaluation foncière

Lecture :

Jean-François BALLARD, 29 avril 2026
Stefania GORE, 28 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Alexandru TRICA
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

000-0000
**Tél :**
**Télécop. :** 000-0000

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1269056001 - Règlement d'emprunt Collecteur Anjou (1).xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget

**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-29

Jean-François BALLARD
conseiller(-ere) budgetaire

**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.01

2026/05/19
16:00

(1)

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-29 17:04

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1269056001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'île de Montréal compte deux bassins versants (nord et sud) et 93 sous-bassins de drainage. Chaque sous-bassin est desservi par des réseaux d'égouts secondaires (locaux) et primaires. Le réseau primaire d'égouts est composé d'intercepteurs et de collecteurs qui interceptent et transportent les eaux usées de l'ensemble de l'île de Montréal vers la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.
Le projet de construction du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et de Montréal-Est a été élaboré dans le cadre d'un plan directeur datant de 1994 pour la desserte des eaux usées et de drainage d'un territoire d'une superficie d'environ 800 ha. Plus spécifiquement, le collecteur industriel devait ultimement desservir une partie du parc industriel d'Anjou ainsi que des terrains de compagnies pétrolières non desservis par les services publics et dont les activités ont été abandonnées.

La première phase de ces travaux, achevée en 1998, consistait en la construction d'une conduite de béton de 2 100 mm de diamètre en tunnel sur une longueur de 900 m. Depuis cette première phase de travaux, les eaux pluviales se déversent dans la carrière de la compagnie Amrize, anciennement Lafarge. À la suite d'une entente avec la direction de cette entreprise, celle-ci a construit un poste de pompage dont les frais d'exploitation sont à la charge de la Ville de Montréal. Cette entente doit être renouvelée de façon récurrente et prévoit des montants élevés en compensation par la Ville lorsque les eaux provenant du collecteur provoquent des inondations dans la carrière. Ces inondations causent des arrêts de fonctionnement des activités de production de la carrière. De plus, comme le poste de pompage et les zones inondées occupent un espace qui sera éventuellement exploité par le

propriétaire de la carrière, l'entente en question pourrait ne plus être possible ou les frais de compensation pourraient être de plus en plus élevés pour la Ville. La desserte par le collecteur s'avère aussi nécessaire en raison des développements prochains des lots industriels qui viendront augmenter le volume des eaux à gérer, et ce, au-delà des capacités actuelles de desserte collectrice.

Un règlement d'emprunt de 31 000 000 $ a été adopté le 20 juin 2019 pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel.

Une augmentation du règlement d'emprunt RCG 19-020 de 65 000 000 $ est requise afin de pouvoir poursuivre l'exécution des contrats de construction prévus dans le PDI 2026-2035. Le nouveau règlement d'emprunt RCG 19-020 aurait donc une valeur totale de 96 000 000 $.

Cette augmentation est due à l'augmentation des coûts prévus du projet.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0331 – 20 juin 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est

## DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 19-020, afin d'augmenter de 65 000 000 $ le montant de l'emprunt, le faisant ainsi passer de 31 000 000 $ à 96 000 000 $, et ce, aux fins de financer la construction du collecteur industriel que consiste à prolonger un tronçon d'égout pluvial dont le diamètre variera entre 2 100 et 2 400 mm jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame.

## JUSTIFICATION

L'adoption du règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ permettra à la Direction des réseaux d'eau (DRE) d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour compléter le projet de prolongement du collecteur industriel.
En plus d'éliminer les frais d'exploitation récurrents liés à l'exploitation du poste de pompage Lafarge, le prolongement du collecteur industriel rend possible la desserte en eaux usées et pluviales des lots à développer de l'ancien site de la pétrolière Shell (groupe Laganière) et d'autres lots du parc industriel d'Anjou et de Montréal-Est.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation du règlement d'emprunt RCG 19-020 de 65 000 000 $, requis par la Direction des réseaux d'eau (DRE) servira à financer le projet de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame, tel que présenté au programme triennal d'immobilisations 2026-2035 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux sont de compétence d'agglomération, puisqu'en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations », ils concernent l'assainissement des eaux au moyen de conduites principales d'égout.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, il prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale

d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses financements ne doit pas excéder 20 ans.

L'augmentation du règlement d'emprunt demandée devra être approuvée par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et répond à la priorité suivante :
2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'augmentation du règlement d'emprunt n'était pas adoptée, le développement des terrains de l'arrondissement d'Anjou et de la ville de Montréal-Est pourrait être compromis, faute d'être desservi par des ouvrages de drainage appropriés des eaux usées. De plus, la compagnie Amrize pourrait exiger des compensations financières pour les dédommager de la perte de profits résultant de la non-exploitation de la partie de sa carrière où se déversent actuellement les eaux pluviales de la Ville.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec Le Service des ressources humaines et des Communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Hugo ST-DENIS, Service de l'eau
Majida TABIT, Service de l'eau
Clothilde SAUVE-ST-MARTIN, Service de l'eau
Isabel MAC QUHAE ALONZO, Service des finances et de l'évaluation foncière
Edelweiss VIGNEAULT, Service des affaires juridiques

Lecture :

Majida TABIT, 20 mars 2026
Clothilde SAUVE-ST-MARTIN, 18 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Alexandru TRICA
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 438-861-5812
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-18

Catherine ROUX MONTÉNÉGRO
chef(fe) de division - gestion des contrats, inventaires et factures

**Tél :** 263-362-5385
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-03-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1269056001*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau*
Projet : *Travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*L'adoption du règlement permettra à la Direction des réseaux d'eau d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour compléter le projet de prolongement du collecteur industriel. En plus d'éliminer les frais d'exploitation récurrents liés à l'exploitation du poste de pompage Lafarge, le prolongement du collecteur industriel rend possible la desserte en eaux usées et pluviales des lots à développer de l'ancien site de la pétrolière Shell (groupe Laganière) et d'autres lots du parc industriel d'Anjou et de Montréal-Est.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

ND - 1269056001 - Règl. mod. Règl. prolongement collecteur industriel.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 438-873-6396

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 438-873-6396
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 31 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PROLONGEMENT DU COLLECTEUR INDUSTRIEL SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU ET LA VILLE DE MONTRÉAL-EST (RCG 19-020) AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT À 96 000 000 $**

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la ville de Montréal-Est (RCG 19-020) est modifié par le remplacement de « 31 000 000 $ » par « 96 000 000 $ ».

**2.** L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 31 000 000 $ » par « 96 000 000 $ ».

_____

GDD1269056001

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1269056001 - Règlement d'emprunt Collecteur Anjou.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-20

Jean-François BALLARD
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-29 17:04

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1269056001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'île de Montréal compte deux bassins versants (nord et sud) et 93 sous-bassins de drainage. Chaque sous-bassin est desservi par des réseaux d'égouts secondaires (locaux) et primaires. Le réseau primaire d'égouts est composé d'intercepteurs et de collecteurs qui interceptent et transportent les eaux usées de l'ensemble de l'île de Montréal vers la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.
Le projet de construction du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et de Montréal-Est a été élaboré dans le cadre d'un plan directeur datant de 1994 pour la desserte des eaux usées et de drainage d'un territoire d'une superficie d'environ 800 ha. Plus spécifiquement, le collecteur industriel devait ultimement desservir une partie du parc industriel d'Anjou ainsi que des terrains de compagnies pétrolières non desservis par les services publics et dont les activités ont été abandonnées.

La première phase de ces travaux, achevée en 1998, consistait en la construction d'une conduite de béton de 2 100 mm de diamètre en tunnel sur une longueur de 900 m. Depuis cette première phase de travaux, les eaux pluviales se déversent dans la carrière de la compagnie Amrize, anciennement Lafarge. À la suite d'une entente avec la direction de cette entreprise, celle-ci a construit un poste de pompage dont les frais d'exploitation sont à la charge de la Ville de Montréal. Cette entente doit être renouvelée de façon récurrente et prévoit des montants élevés en compensation par la Ville lorsque les eaux provenant du collecteur provoquent des inondations dans la carrière. Ces inondations causent des arrêts de fonctionnement des activités de production de la carrière. De plus, comme le poste de pompage et les zones inondées occupent un espace qui sera éventuellement exploité par le

propriétaire de la carrière, l'entente en question pourrait ne plus être possible ou les frais de compensation pourraient être de plus en plus élevés pour la Ville. La desserte par le collecteur s'avère aussi nécessaire en raison des développements prochains des lots industriels qui viendront augmenter le volume des eaux à gérer, et ce, au-delà des capacités actuelles de desserte collectrice.

Un règlement d'emprunt de 31 000 000 $ a été adopté le 20 juin 2019 pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel.

Une augmentation du règlement d'emprunt RCG 19-020 de 65 000 000 $ est requise afin de pouvoir poursuivre l'exécution des contrats de construction prévus dans le PDI 2026-2035. Le nouveau règlement d'emprunt RCG 19-020 aurait donc une valeur totale de 96 000 000 $.

Cette augmentation est due à l'augmentation des coûts prévus du projet.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0331 – 20 juin 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est

## DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 19-020, afin d'augmenter de 65 000 000 $ le montant de l'emprunt, le faisant ainsi passer de 31 000 000 $ à 96 000 000 $, et ce, aux fins de financer la construction du collecteur industriel que consiste à prolonger un tronçon d'égout pluvial dont le diamètre variera entre 2 100 et 2 400 mm jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame.

## JUSTIFICATION

L'adoption du règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ permettra à la Direction des réseaux d'eau (DRE) d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour compléter le projet de prolongement du collecteur industriel.
En plus d'éliminer les frais d'exploitation récurrents liés à l'exploitation du poste de pompage Lafarge, le prolongement du collecteur industriel rend possible la desserte en eaux usées et pluviales des lots à développer de l'ancien site de la pétrolière Shell (groupe Laganière) et d'autres lots du parc industriel d'Anjou et de Montréal-Est.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation du règlement d'emprunt RCG 19-020 de 65 000 000 $, requis par la Direction des réseaux d'eau (DRE) servira à financer le projet de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame, tel que présenté au programme triennal d'immobilisations 2026-2035 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux sont de compétence d'agglomération, puisqu'en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations », ils concernent l'assainissement des eaux au moyen de conduites principales d'égout.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, il prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale

d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses financements ne doit pas excéder 20 ans.

L'augmentation du règlement d'emprunt demandée devra être approuvée par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et répond à la priorité suivante :
2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si l'augmentation du règlement d'emprunt n'était pas adoptée, le développement des terrains de l'arrondissement d'Anjou et de la ville de Montréal-Est pourrait être compromis, faute d'être desservi par des ouvrages de drainage appropriés des eaux usées. De plus, la compagnie Amrize pourrait exiger des compensations financières pour les dédommager de la perte de profits résultant de la non-exploitation de la partie de sa carrière où se déversent actuellement les eaux pluviales de la Ville.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec Le Service des ressources humaines et des Communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Hugo ST-DENIS, Service de l'eau
Majida TABIT, Service de l'eau
Clothilde SAUVE-ST-MARTIN, Service de l'eau
Isabel MAC QUHAE ALONZO, Service des finances et de l'évaluation foncière
Edelweiss VIGNEAULT, Service des affaires juridiques

Lecture :

Majida TABIT, 20 mars 2026
Clothilde SAUVE-ST-MARTIN, 18 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Alexandru TRICA
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 438-861-5812
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-18

Catherine ROUX MONTÉNÉGRO
chef(fe) de division - gestion des contrats, inventaires et factures

**Tél :** 263-362-5385
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-03-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1269056001*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau*
Projet : *Travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*L'adoption du règlement permettra à la Direction des réseaux d'eau d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour compléter le projet de prolongement du collecteur industriel. En plus d'éliminer les frais d'exploitation récurrents liés à l'exploitation du poste de pompage Lafarge, le prolongement du collecteur industriel rend possible la desserte en eaux usées et pluviales des lots à développer de l'ancien site de la pétrolière Shell (groupe Laganière) et d'autres lots du parc industriel d'Anjou et de Montréal-Est.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

ND - 1269056001 - Règl. mod. Règl. prolongement collecteur industriel.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 438-873-6396

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 438-873-6396
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 31 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PROLONGEMENT DU COLLECTEUR INDUSTRIEL SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU ET LA VILLE DE MONTRÉAL-EST (RCG 19-020) AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT À 96 000 000 $**

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la ville de Montréal-Est (RCG 19-020) est modifié par le remplacement de « 31 000 000 $ » par « 96 000 000 $ ».

**2.** L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 31 000 000 $ » par « 96 000 000 $ ».

_____

GDD1269056001

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1269056001 - Règlement d'emprunt Collecteur Anjou.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-20

Jean-François BALLARD
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Informations financières pour règlement d'emprunt PDI

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1269056001** |
| **Service** | **EAU** |
| **Direction** | **DRE** |
| **Date** | **3/18/2026** |

**Objet du GDD**

**Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $, pour le financement de travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020), afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $**

**Dépense**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Dépense |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | 65,000,000.00 $ |

**Emprunt à long terme:**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Emprunt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 49200 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | (65,000,000.00) $ |

## Informations financières pour règlement d'emprunt PDI

| GDD # | 1269056001 |
|---|---|

| Service | EAU |
|---|---|

| Direction | DRE |
|---|---|

| Date | 3/18/2026 |
|---|---|

**Objet du GDD**

**Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $, pour le financement de travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020), afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $**

**Dépense**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Dépense |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | 65,000,000.00 $ |

**Emprunt à long terme:**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Emprunt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 49200 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | (65,000,000.00) $ |

## Informations financières pour règlement d'emprunt PDI

| GDD # | 1269056001 |
|---|---|

| Service | EAU |
|---|---|

| Direction | DRE |
|---|---|

| Date | 3/18/2026 |
|---|---|

**Objet du GDD**

**Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $, pour le financement de travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020), afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $**

**Dépense**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Dépense |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | 65,000,000.00 $ |

**Emprunt à long terme:**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Emprunt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 49200 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | (65,000,000.00) $ |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 51.01

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1266055001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer Bruno Possa à titre de membre du comité technique de délégation d'entretien pour une période d'un an |

Il est recommandé :
de nommer à titre de membre du comité technique, tel que prévu au Règlement RCG 05-002 du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées, Bruno Possa, directeur des travaux publics de la Ville de Kirland, en remplacement d'Erik Rolland, directeur sortant des travaux publics de la Ville de Pointe-Claire, pour une période d'un an.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-04-17 17:22

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1266055001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer Bruno Possa à titre de membre du comité technique de délégation d'entretien pour une période d'un an |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le conseil d'agglomération a adopté le règlement RCG 05-002 - Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées. Le règlement prévoit à l'article 10 la formation d'un comité technique. La composition du comité, tel que prévu à l'article 11, est comme suit : neuf membres choisis parmi les employés des municipalités liées dont cinq membres proviennent de la Ville de Montréal et quatre membres proviennent des autres municipalités liées. L'article 12 prévoit que le conseil d'agglomération nomme les membres du comité et précise la durée de leur mandat au moment de leur nomination.

Le rôle du comité, selon l'article 13, est :

1. de proposer, le cas échéant, des mises à jour ou des modifications du guide d'entretien contenu à l'annexe C du règlement;

2. d'établir et, s'il y a lieu, de mettre à jour le format du rapport annuel exigé en vertu du paragraphe 5 de l'article 4 du règlement;

3. d'analyser les rapports annuels des municipalités liées et faire un rapport consolidé au conseil d'agglomération;

4. de soumettre toute recommandation qu'il juge appropriée relativement à l'application du présent règlement.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0165 -20 mars 2025 - Nommer les membres du comité technique pour une durée de deux ans, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);
CG24 0091 -22 février 2024 - Nomination des membres du Comité technique de délégation d'entretien pour une durée d'une année, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RGC 05-002);

CG23 0281 -18 mai 2023 - Nomination des membres du Comité technique pour une durée de deux ans, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);

CG22 0215 - 24 mars 2022 - Nommer M. Stéphane Beaudoin, directeur des travaux publics de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, à titre de membre du Comité technique pour une durée d'un an, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);

CG21 0045 - 17 juin 2021 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);

CG19 0041 - 16 janvier 2019 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);

CG17 0034 - 26 janvier 2017 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);

CG15 0060 - 29 janvier 2015 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002).

**DESCRIPTION**

Monsieur Erik Rolland, directeur sortant des travaux publics de la Ville de Pointe-Claire, quitte son poste de membre dans le comité technique.

Monsieur Bruno Possa, directeur des travaux publics de la Ville de Kirland prendra la relève pour terminer son mandat, soit pour l'année 2026.

Les membres actuels du comité technique approuvent cette proposition.

**JUSTIFICATION**

Conformément à l'article 11 du règlement RCG 05-002 qui régit la composition du comité technique.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ne s'applique pas.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier, de par sa nature, ne contribue pas à l’atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et

accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne s'applique pas

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Jean L LAMARRE, Service de l'eau

Lecture :

Jean L LAMARRE, 6 avril 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Thi Thanh Loan NGUYEN
Secrétaire d'unité administrative

**Tél :** 438 871-8948
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-13

Jean L LAMARRE
chef(fe) de division - gestion durable de l'eau

**Tél :** 514 219-3649
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-04-17

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1266055001**
Unité administrative responsable : **Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau**
Projet **: Nommer Monsieur Bruno Possa à titre de membre du comité technique de délégation d'entretien pour une période d'une année**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*

*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*

*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>• Respect et protection des droits humains<br>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 51.02

2026/05/19
16:00

(2)

**Dossier # : 1267665002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer Natasha Daswani à titre de membre indépendante du comité d'audit de la Ville pour un mandat de 3 ans |

Il est recommandé :
de nommer Natasha Daswani à titre de membre indépendante du comité d'audit de la Ville, pour un mandat de 3 ans, et ce, jusqu'au 4 mai 2029.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-05-05 12:55

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1267665002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer Natasha Daswani à titre de membre indépendante du comité d'audit de la Ville pour un mandat de 3 ans |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le comité d'audit de la Ville de Montréal, constitué en vertu de l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et ville s* , a pour mission de conseiller les diverses instances de la Ville en matière d'audit, notamment quant aux rapports d'audit, aux états financiers, au budget ainsi qu'au plan annuel d'audit de la vérificatrice générale et de l'auditeur externe. Le Comité agit également comme intermédiaire entre le conseil municipal, le conseil d'agglomération et la vérificatrice générale afin de s'assurer que cette dernière puisse accomplir ses mandats adéquatement et soit informée des préoccupations des Conseils. Le Comité s'assure aussi du suivi de la mise en œuvre des plans d'action en réponse aux recommandations de la vérificatrice générale, de l'auditeur externe et du contrôleur général.
À la fin de 2025, Suzanne Bourque, membre indépendante depuis sept ans, a quitté le Comité. Comme le prévoient les articles 1 et 3 de la Charte du comité d'audit, un comité de sélection a été constitué de deux membres conseillers et des membres indépendants siégeant au Comité pour proposer la nomination d'un membre indépendant pour pourvoir ce poste devenu vacant. Le secrétaire du Comité et un représentant désigné par le Service des ressources humaines ont appuyé le comité de sélection dans le processus d'appel de candidatures et dans l'organisation de ses travaux.

Les membres indépendants doivent avoir une expérience pertinente à la fonction. Ils doivent posséder des compétences en audit des états financiers, en audit interne ou en audit de performance. Ils doivent avoir une bonne connaissance en comptabilité et en finances municipales. Un membre du Comité est indépendant s'il n'est pas un élu municipal de la Ville ou d'une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal et s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Ville.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG26 0139 - 26 mars 2026 - Dépôt du rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.
CG25 0732 - 18 décembre 2025 - Nommer Mme Vana Nazarian, M. Victor Esposito et M. Richard Deschamps au sein du comité d'audit de l'agglomération ainsi que M. Michael Stern, maire de la Ville de Westmount et M. Marc Doret, maire de la Cité de Dorval, représentant les municipalités reconstituées à ce Comité, conformément à l'article 107.17 de la *Loi sur les*

*cités et villes* (RLRQ, c. C-19)

CG25 0306 - 19 juin 2025 - Dépôt du rapport du comité d'audit de la Ville aux conseils sur l'examen des états financiers pour l'année 2024

CG25 0094 - 20 mars 2025 - Dépôt du rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024

CG24 0168 - 21 mars 2024 - Approuver le renouvellement du mandat de Lisa Baillargeon à titre de membre indépendante du comité d'audit de la Ville de Montréal, et de la désigner à titre de présidente de ce Comité jusqu'au 30 avril 2027.

CG23 0675 - 23 novembre 2023 - Approuver le renouvellement du mandat d'Yves Gauthier à titre de membre indépendant et de vice-président du comité d'audit de la Ville de Montréal

CG23 0280 - 18 mai 2023 - Approuver le renouvellement du mandat de Suzanne Bourque à titre de membre indépendante du comité d'audit de la Ville de Montréal

**DESCRIPTION**

En vertu de l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et villes* et de l'article 3 de la Charte du comité d'audit, adoptée par le conseil d'agglomération, le Comité est composé d'au plus dix membres, dont un minimum de cinq sont des personnes élues et trois sont des membres indépendants. Du nombre de personnes élues, au moins trois doivent être des conseillers de la Ville et deux doivent être membre du conseil d'agglomération représentants des municipalités reconstituées. En vertu du même article de la Charte, la présidence doit être occupée par un membre indépendant.
L'administration doit pouvoir compter sur une certaine stabilité de ses structures de contrôle, le comité d'audit fait partie des bonnes pratiques en cette matière. Par conséquent, il est recommandé d'approuver la nomination de Natasha Daswani pour un mandat de trois ans à titre de membre indépendante.

La candidate retenue a été évaluée en entrevue par le comité de sélection. Diplômée en administration des affaires d'HEC Montréal, madame Daswani possède une solide expérience comme auditrice dans plusieurs organisations publiques. Sa note biographique se trouve en pièce jointe.

D'après les articles 4 et 5 de la Charte du comité d'audit, la durée du mandat d'un membre du Comité est établie au moment de sa nomination et ne peut excéder trois ans. Toutefois, pour un membre qui est conseiller de la Ville ou membre du conseil d'agglomération, la durée ne peut excéder la date prévue pour l'élection générale qui suit sa nomination. Le mandat d'un membre du Comité peut être renouvelé par l'approbation du conseil d'agglomération. La date de fin de mandat d'un membre indépendant doit précéder ou excéder la date prévue pour l'élection générale qui suit sa nomination pour une période d'au moins six mois.
.
Considérant que la prochaine élection générale aura lieu le 4 novembre 2029, le mandat de Natasha Daswani sera effectif jusqu'au 4 mai 2029.

**JUSTIFICATION**

Ce renouvellement est requis afin de se conformer à l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et villes* et la Charte du comité d'audit.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La rémunération de Natasha Daswani est fixée à un maximum annuel de 17 500 $,

respectivement, et ce, conformément au Règlement sur la rémunération des membres indépendants du comité de vérification (08-046 et 08-046-1).

**MONTRÉAL 2030**

Ne s'applique pas.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications et des affaires publiques.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ne s'applique pas.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Dominic LAPOINTE
Chargé de dossiers ou missions

**Tél :** 514 923-2036
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-30

Salwa MAJOUJI
Cheffe du bureau du directeur général

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

# NATASHA DASWANI, CPA, CIA

Auditrice générale, Bureau d'audit interne

## PROFIL

Leader avec plus de 15 ans d'expérience en audit interne et externe. Reconnue pour son agilité, sa compréhension des enjeux stratégiques, sa communication, sa capacité d'adaptation et sa résilience.

## COMPÉTENCES

- Performer dans un environnement en transformation
- Sens du leadership
- Communication et sens politique
- Rigueur et éthique professionnelle
- Bilinguisme

## PARCOURS PROFESSIONNEL

**Membre du comité d'audit – Secrétariat du conseil du trésor** **2023 à aujourd'hui**

Principales tâches

- Le comité d'audit a pour mandat de donner des avis indépendants et objectifs en lien avec l'évaluation et l'amélioration de l'efficacité des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle
- À titre d'experte en audit interne ayant de l'expérience au privé et au public, partager les pratiques reconnues en audit interne, gouvernance et gestion des risques afin de contribuer à l'atteinte du mandat du comité d'audit.

**Auditrice générale – Université de Montréal et HEC Montréal**

Cheffe de l'audit interne **2020 à aujourd'hui**

Principales tâches

- Établir le plan d'audit interne annuel basé sur les risques et en assurer l'exécution
- Implanter une fonction d'audit interne (HEC Montréal) répondant aux attentes du Comité d'audit et de la Direction
- Assurer l'alignement des mandats et des recommandations aux objectifs stratégiques de l'Université et des unités
- Établir et déployer une planification stratégique engageante du Bureau d'audit interne
- Gérer et mobilier une équipe de neuf personnes tout en favorisant leur développement

## CONNAISSANCES INFORMATIQUES

- Suite MS Office (incluant Office 365)
- PowerBI
- Caseware IDEA
- TeamMate

- Communiquer et synthétiser les messages clés à la direction et aux sous-comités du Conseil (audit, TI, Immobilier, RH)
- Travailler en collaboration avec les membres de la direction et de leurs unités tout en assurant une communication claire et efficace
- Promouvoir la fonction d'audit interne et la valeur ajoutée apportée dans l'institution

**Audit interne- Ivanhoé Cambridge** 2013-2020

Évolution du poste d'auditrice interne au poste de directrice d'audit

Principales tâches

- Assurer l'exécution du plan d'audit interne (Établissement des grands objectifs, répartition des mandats, révision des dossiers, rédaction des rapports, coordination avec les départements audités, assurer le suivi des recommandations)
- Présenter les résultats aux responsables de départements tout en mettant l'accent sur la valeur ajoutée des recommandations
- Assurer le développement de l'équipe d'audit
- Contribuer à l'élaboration et la mise à jour du plan d'audit (mise à jour de l'univers, élaboration de stratégie lors de changement important à l'univers, évaluation des risques, priorisation des mandats)
- Vigie en continue à travers des rencontres avec les chefs de département
- Contribuer à la préparation des documents succinct et concis pour le comité d'audit
- Contribuer à l'identification des orientations du département
- Amélioration continue du département (changements méthodologiques, implantation d'outils)

**Audit externe – Vérificateur général du Québec**

Évolution du poste de stagiaire à des postes de chargés de mandats complexes 2005-2013

Principales tâches

- Élaboration de stratégies de vérification
- Résolution de problématique comptables
- Exécution de travaux de vérification et de planification
- Révision des dossiers de vérification
- Supervision de personnel

Principaux mandats effectués

- Hydro-Québec
- Commission de la construction du Québec
- Curateur public du Québec
- UQAM
- Caisse de dépôt et placement du Québec
- Investissement Québec
- Régie des installations olympiques
- CHUM

Activités connexes

- Responsable de la gestion du programme de coaching des étudiants stagiaires
- Participation au recrutement universitaire

**Correctrice - ICCA**
2011-2012

- Correction de l'Épreuve finale uniforme en français et en anglais

## SCOLARITÉS ET TITRES PROFESSIONNELS

**Certification en audit interne, CIA (« *Certified Internal Auditor* »)**
2022

**Titre CPA (Comptable professionnel agréé)**
2009

**DESS en comptabilité publique, HEC Montréal**
Mai 2006 – Juillet 2007

**BAA en administration des affaires, HEC Montréal**
Août 2003 – Mai 2006

- Récipiendaire Bourse Leadership